

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE
Laboratoire de rattachement : UMR 8066

**EN COTUTELLE AVEC L'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI
DI MILANO**
Dipartimento di Studi Storici

THÈSE
pour l'obtention du titre de docteur en Histoire
présentée et soutenue publiquement
le 02 AVRIL 2024 par
Amanda MAFFEI

Titre de la thèse
**Una repubblica senza democrazia. Per una storia
transnazionale del modello repubblicano conservatore tra
Francia, Santo Domingo e Stati Uniti (1793-1804) /**
**Une République sans démocratie. Pour une histoire
transnationale du modèle républicain conservateur entre
France, Saint-Domingue et États-Unis (1793-1804)**

Sous la direction de M. Antonino De Francesco
Professeur ordinaire de l'Università degli Studi di Milano
et sous la co-direction de M. Pierre Serna
Professeur ordinaire de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Membre du Jury

M. Frédéric Régent, maitre de conférence HDR, Université Paris 1
Panthéon Sorbonne

M. Edoardo Tortarolo, professeur ordinaire, Università del Piemonte
orientale

Mme Anne de Mathan, professeure des universités, Université de
Normandie Caen

Mme Francesca Sofia, professeure ordinaire, Università di Bologna

Résumé

Le projet de recherche porte sur l'étude de la nature transnationale du modèle républicain conservateur vers la fin du XVIII^e siècle et la modalité par laquelle il a été transmis entre les États-Unis, la France et Saint-Domingue. Pour cela, la thèse se concentre particulièrement sur les discours et les stratégies élaborés par les colons exilés se trouvant en France et, surtout, aux États-Unis. Sur la base de cette orientation, il s'agit de montrer comment la réflexion critique que les colons ont opérée autour de la relance du système coloniale n'a pas été seulement centrée sur la reconquête de leurs plantations, mais il a aussi envisagé le concept de République entre France et États-Unis. Leur adaptation aux changements profonds de la situation coloniale, accompagnée par leur action politique entre les années 1794-1804, nous permettent de voir de quelle manière ils ont pensé l'articulation conceptuelle entre république et modernité, entre république et propriété et, par conséquent, entre république et race.

Summary

The aim of this research project is to investigate and evaluate the transnational nature of the conservative republican model at the end of the 18th century. Moreover, this project examines how this conservative sentiment was conveyed between France, Santo Domingo and the United States through white Santo Domingo exiled settlers' strategies and political organizations. Their adaptation to the profound changes of the colonial situation, accompanied by their lobbying action between the years 1794 and 1804, propose a new reading of the Atlantic reconfiguration: originated by the reconquest of their plantations, soon the reflection would be articulated around the concepts of republic and modernity, republic and property, and, consequently, republic and hierarchization of the human beings according to supposed scientific bases.

Mots-clés

Age des révolutions – Révolution française – République atlantique – Colons et planteurs

États-Unis – France – Saint-Domingue – Circulations – Réseaux transatlantiques

Pensée conservatrice – Contrerévolution – Race

Keywords

Age of Revolutions – French Revolution – Atlantic Republic – Planters

United States of America – Saint-Domingue – Circulations – Transatlantic Networks

Conservatism – Conservative Thought – Counterrevolution – Race

Résumé substantiel en français

Nom, Prénom : Maffei, Amanda

Titre de la these : *Une République sans démocratie. Pour une histoire transnationale du modèle républicain conservateur entre France, Saint-Domingue et États-Unis (1793-1804)*

« L'esclavage existe ; c'est un mal dont le germe se développe avec nos passions et avec nos intérêts ; il doit vivre autant qu'eux. L'esclavage se trouve dans les républiques comme dans les monarchies ; la démocratie elle-même ne l'a point exclu ; aucune institution sociale ne l'a proscrit ; aucune religion ne l'a prohibé ».

« Prenons-en acte », écrivait l'auteur anonyme du compte rendu de l'ouvrage *l'Examen de l'esclavage* du colon Valentin de Cullion en 1803, « l'esclavage a toujours existé, dans les monarchies et les républiques, *même* dans les démocraties ». En lisant ces mots à première vue on ne peut qu'en déduire une vérité claire et évidente : une fois de plus, en 1803, justifier l'esclavage c'était se tourner vers le passé, retrouver l'histoire de la classicité grecque et romaine et la plonger dans la culture politique française du Consulat. Au-delà du recours au passé, le récit rassurait le lecteur par le principe immuable de l'histoire sur ce qui se passait à Saint-Domingue, en cherchant le fondement des opérations des généraux Leclerc et Rochambeau.

Pourtant, la reconquête de Saint-Domingue et la réintroduction de l'esclavage n'avaient rien à voir avec la réconciliation de l'histoire française avec le passé classique. Les aspirations, les raisons et les implications de l'imposition de la domination française sur l'île n'étaient plus le résultat d'un simple « droit de conquête » aristotélicien, mais reposaient sur une réaction aux effets considérés perturbateurs de la Révolution française et s'appuyaient sur une perversion – plutôt qu'une dérive – de ses valeurs. Si « république » ne rimait plus avec émancipation, il était clair qu'après le coup d'État de Brumaire an VIII, il fallait trouver une nouvelle assonance, un oxymore qui permettait cette fois à le mot « république » de rimer avec « esclavage ». De-là la raison du titre de ce travail : *Une République sans démocratie*, sous-titre : *Pour une histoire du modèle républicain conservateur entre la France, Saint-Domingue et les États-Unis*.

République et esclavage au siècle des Révolutions : voilà une association qui peut paraître surprenante et parfois déstabilisante. Pourquoi se référer au concept de république conservatrice et non, plus simplement, à celui de contre-révolution ou de politique réactionnaire ? Et pourquoi faire une histoire transnationale d'un modèle politique lié notamment à la pratique

de l'esclavage ? L'esclavage, né dans l'Antiquité et perfectionné sous l'Ancien Régime par le besoin de main-d'œuvre du Nouveau Monde, est généralement considéré comme une institution du passé qui a tristement perduré jusqu'au milieu du XIXe siècle et n'a officiellement disparu que dans les années 1850-60. Renvoyer l'esclavage à un long cauchemar dont les abolitions de la fin du XVIIIe siècle et surtout du milieu du XIXe siècle allaient réveiller les sociétés occidentales est une manière d'exorciser, sans les comprendre, les raisons de cette exclusion et les traces durables de ce système ; en d'autres termes, il s'agit de s'éloigner du passé esclavagiste comme s'il ne s'agissait que d'une autre histoire, lointaine, qui ne nous concerne pas aujourd'hui.

Tout d'abord, il convient de revenir aux définitions : qu'est-ce que l'esclavage ? Historiens, juristes et anthropologues ont proposé deux conceptions fondamentalement différentes mais complémentaires. La première met l'accent sur le droit de propriété que le maître exerce sur l'esclave ; selon cette définition, c'est l'exercice de ce droit sur l'intégrité de la personne de l'esclave qui différencierait son statut de toutes les autres formes de dépendance, telles que la servitude ou le travail forcé. La seconde définition insiste au contraire sur l'acte de désocialisation et d'exclusion que l'esclavage opère entre ceux qui sont esclaves et ceux qui ne le sont pas. Le déshonneur et la « mort sociale », selon la célèbre expression d'Orlando Patterson, seraient constitutifs de toutes les formes d'esclavage. La propriété ne serait alors qu'un attribut secondaire par rapport à l'exercice du pouvoir collectif et individuel du maître sur son esclave, entraînant son exclusion de la dimension constitutive de la vie sociale.

En fait, ces définitions ne sont pas contradictoires. Qu'il soit fondé sur la propriété ou sur la désocialisation de l'esclave, sa stigmatisation et sa mise au ban des formes dominantes de la vie sociale sont des éléments constitutifs de l'esclavage, qui le distinguent d'autres formes de dépendance. Cette exclusion peut évidemment s'inscrire dans un lexique différent selon la société à laquelle on se réfère, tout en restant le produit de l'institution de l'esclavage. Pour cette raison, dans ce travail on fera référence aux deux définitions de manière interchangeable, en suivant l'idée que les deux traits étaient, au moins dans le cas de la société de Saint-Domingue, co-présents dans la nature des relations sociales de la colonie.

De même, il nous semble opportun de revenir sur le terme de République, pour autant qu'il soit possible de contenir en quelques lignes un débat millénaire sur sa signification. Cette étude porte sur la fin du XVIIIe siècle, qui n'a été pas seulement le siècle des Lumières, de l'universalisme, de la liberté et de l'égalité, mais aussi le temps de la République. Mais qu'est-ce qu'une république ? La réponse peut paraître, une fois de plus, triviale. Une république est un régime représentatif sans roi dans lequel l'organe exécutif suprême est élu soit par les

citoyens, soit par les membres du corps législatif, qui sont ses représentants. Pourtant, cette définition ne semble pas si exhaustive si l'on regarde la réalité historique, jalonnée de républiques oligarchiques jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle et de républiques modernes qui ont évolué et se sont caractérisées par des rapports de force différents à partir de 1776. On pourrait dire qu'au lieu d'une définition générale, chaque expérience républicaine aurait besoin de sa propre définition et de sa propre localisation dans un horizon historique spécifique ; en fait, récemment on a même soutenu que seule la comparaison des différents systèmes républicains permet, plutôt que de répondre à la question de savoir ce qu'est une république, de réfléchir à la signification plurielle du terme, en rendant le chercheur plus conscient de la complexité que de l'homogénéité des formes républicaines. Mais même dans la comparaison, les pistes qui s'ouvrent sont multiples : au-delà de la comparaison des systèmes républicains, on peut étudier leurs relations avec d'autres catégories des sciences humaines, comme la liberté, l'égalité, la démocratie, l'économie, etc. En même temps, il y a un grand débat sur le « mythe des origines » de la tradition républicaine moderne, avec une certaine opposition entre l'école d'Europe continentale qui considère l'expérience révolutionnaire américaine et française comme les débuts du républicanisme démocratique et l'école de tendance anglo-saxonne qui fait plutôt remonter la genèse de la pensée républicaine moderne au 16^{ème} siècle.

En 1955, Robert Palmer et Jacques Godechot, en proposant la notion de « révolution atlantique », ont jeté les bases d'une nouvelle lecture du processus d'expansion républicaine comme invention de la république moderne, tout en proposant de nouvelles recherches sur la période du Directoire français. En effet, à partir de la récupération de la complexité et de la modernité du Directoire, l'historiographie des dernières années a illustré la période révolutionnaire du XVIII^e siècle comme une *histoire croisée* entre la France, le reste de l'Europe et les Amériques. En outre, le regain d'intérêt pour la saison du Directoire a permis d'internationaliser la recherche et d'aborder la question de l'imbrication des différents modèles républicains qui se sont développés dans différents contextes européens, comme en Italie et en Hollande, où l'autonomie des patriotes locaux s'est clairement manifestée dans leur mobilisation et leur planification pour ou contre le modèle français.

Ainsi, en s'ouvrant à la dimension atlantique, l'historiographie a jugé de son devoir de faire ressortir cet enthousiasme collectif pour la guerre d'indépendance américaine qui a gagné de sa part la France des Lumières après 1776 et de s'intéresser au jeu de miroir permanent qui permet d'étudier comment l'héritage de la pensée française des Lumières a encouragé la réflexion américaine, informant à nouveau la réflexion française. Des événements et des

modèles qui, une fois reçus et retravaillés selon de nouveaux schémas interprétatifs, pourraient ainsi en générer à leur tour de nouveaux, jugés plus adaptés aux spécificités locales. C'est dans cette ligne de renouveau que s'inscrivent les travaux les plus récents sur la dimension atlantique qui, en plus de montrer l'intérêt international pour le thème des interconnexions entre les révolutions démocratiques du XVIII^e siècle, ont stimulé la recherche dans de nouvelles directions. Tout d'abord, en renouvelant l'intérêt pour la période directoriale, on a mis en lumière la question de l'imbrication entre la Révolution et la République, celle entre la guerre et la République, et celle entre les colonies et la République, à laquelle sont associés le problème de l'expansion du modèle républicain par les armes et celui du concept de *Grande Nation* ; d'autre part, en focalisant davantage l'attention sur la circulation des hommes – due à des migrations plus ou moins volontaires – et de leurs idées politiques, scientifiques, commerciales et économiques, on s'est davantage intéressé aux problèmes diplomatiques et coloniaux et, par conséquent, au débat sur l'esclavage.

Cette nouvelle manière d'interroger les formes de diffusion du modèle républicain a conduit à une vision plus nuancée des échanges, rencontres et recompositions des champs du politique, en permettant d'abandonner le respect rigide des frontières et des ruptures institutionnelles des historiographies nationales et de lire dans les années 1792-1804 une période d'expérimentation politique où toutes les matrices républicaines ont pu être pensées. Dans la typologie des républiques possibles, si les modèles républicains démocratiques – également étudiés dans une perspective transnationale et nationale – ont connu une fortune particulière, il n'en a pas été de même pour le modèle que l'on pourrait définir comme « républicain conservateur ». Partant du binôme république/esclavage, cette thèse porte sur une question historiographique non résolue concernant la nature conservatrice du modèle républicain tel qu'il a été conçu par les colons de Saint-Domingue qui se sont retrouvés à émigrer aux États-Unis en quittant l'île après les révoltes d'esclaves de 1791-1793. Contrairement à ce que l'on prétend trop souvent, la république et la démocratie ne sont pas une combinaison automatique, mais le résultat d'un remodelage continu qui s'est opéré dès la fin du XVIII^e siècle. De plus, non seulement elle n'est pas acquise, mais elle n'est pas non plus uniformément soutenue par ceux qui se disaient républicains : au contraire, beaucoup contestaient les valeurs de la démocratie déclinée sous ses différentes formes, notamment lorsqu'il s'agissait de l'adapter aux territoires d'outre-mer de la France républicaine.

En partant par cette question, la thèse cherche à éclairer un point aveugle de l'historiographie et, en particulier, de l'histoire dite atlantique. En effet, la recherche s'inscrit dans le courant historiographique proposé par Palmer et Godechot et la formule d'*Atlantic*

Revolution qui, dans les années 1950, a réaffirmé la nécessité de dépasser les approches nationales et la tentative de penser une séquence révolutionnaire européenne et nord-américaine en identifiant les causes communes de l'Indépendance des États-Unis et des révolutions européennes et françaises. Par rapport à cette formule, la recherche a élargi le champ évoqué pour inclure des aspects cruciaux oubliés par les deux historiens, comme la question coloniale, la traite négrière et l'esclavage comme phénomène atlantique, contribuant à redécouvrir une autre révolution, celle de Saint-Domingue, longtemps marginalisée.

Dans les années 1990, le concept d'Atlantique a connu un regain d'intérêt, de même que l'aspect « démocratique » de ces révolutions, débattu et contesté par les travaux de Sylvia Frey, résumés dans son ouvrage *Water from the Rock. Black Resistance in a Revolution Age*, qui a formulé la notion d'« Atlantique noir » en 1997. Ce qui intéressait Palmer et Godechot, en effet, c'était le progrès et le développement d'une culture politique démocratique commune, qui a également intégré l'introduction de l'esclavage, non sans difficulté. En effet, cette dernière institution a été définie comme une forme d'Ancien Régime héritée des premières formes de colonisation et condamnée à disparaître par sa remise en cause à l'époque des révolutions.

Depuis le bicentenaire de la Révolution, cet *impensé* historiographique, selon la définition de Michael Trouillot, a été comblé par l'historiographie, qui a reconnu dans le processus révolutionnaire l'expression manifeste de la centralité du travail servile et de sa résistance. Ainsi, à partir de la notion de révolutions *démocratiques* et de révolutions atlantiques, on assiste à une véritable explosion de textes sur l'histoire de Saint-Domingue, sur les relations et les liens entre la France et les Amériques, de biographies individuelles, de travaux de synthèse, de relations diplomatiques, etc. Pour mieux analyser la place de l'esclavage dans ce champ d'étude, les historiens ont adopté une échelle d'analyse plus large, alternant études prosopographiques, études de cas sur les plantations, sur la circulation des migrants et études sur les macrostructures, en renvoyant à une histoire plurielle de l'esclavage. Une histoire où la complexité des forces en présence et des acteurs impliqués offre un nouveau point de vue sur les évolutions multiformes du monde atlantique pendant la période cruciale des révolutions où des aspects centraux des empires européens – exclusif coloniale et économie de plantation – ont survécu aux ruptures politiques.

Pour ces raisons, il semble opportun de rouvrir le dossier de l'abolition et de la pensée pro-esclavagiste à l'époque de la Première République française, en cherchant à éviter une interprétation qui considère téléologiquement l'esclavage comme un vestige du passé, et qui au contraire, dans le sillage de la proposition d'Yves Bénéot, s'interroge sur les tentatives d'adaptation de son système et de son fonctionnement dans le cadre des bouleversements

révolutionnaires, en se conformant aux nouveaux régimes et, en même temps, en formulant de nouvelles propositions pour l'avenir. En somme, il semble nécessaire d'interroger l'histoire des partisans de l'esclavage dans le contexte révolutionnaire, en renonçant à une identification binaire trop stricte comme celle d'esclavage/contre-révolution et d'abolition/révolution, pour considérer les colons comme des hommes à la frontière entre deux régimes d'historicité, entre des manières anciennes et nouvelles de composer l'ordre du temps et le rapport entre passé, présent et futur. En effet, il ne semble pas évident de répéter que les colons esclavagistes et propriétaires d'esclaves étaient pour la plupart des hommes verrouillés non seulement entre Nouveau et Ancien Monde, mais aussi entre Nouveau et Ancien Régime ; des hommes qui, bien que retranchés derrière les privilèges et le système colonial du passé, partageaient l'anxiété moderne pour l'avenir et cette agitation qui, sur des positions réactionnaires, les poussait néanmoins à participer au jeu politique afin de perfectionner le système et de recomposer leur propre identité au sein de celui-ci.

L'historiographie n'a souvent que superficiellement mis en évidence les réminiscences de l'Ancien Régime dans les revendications, les pétitions et l'action politique des colons dans les années 1793-1804, soulignant largement le caractère "raciste" de leur production écrite comme le fruit d'une pensée élaborée aux XVIIe-XVIIIe siècles et portée à ses conséquences extrêmes dans un contexte contre-révolutionnaire moderne. Et il en fut ainsi dans une large mesure. Pourtant, cette lecture, bien que séduisante et communément admise, a fini par construire à son tour un topos historiographique qui diminue la résonance de leurs propositions et la capacité avec laquelle elles ont été intégrées – à partir de 1794 – dans les changements de la République française, en s'adaptant aux différentes phases révolutionnaires et, plus encore, aux mois qui ont suivi le Coup d'État de 1799. En enfermant leur lecture et leur représentation du monde dans un conservatisme contre-révolutionnaire, l'historiographie leur a dénié toute adaptation des théories esclavagistes à la modernité, aboutissant paradoxalement à déprécier le mouvement émancipateur lui-même.

De plus, cette interprétation s'inscrit dans un autre topos historiographique qui n'a été remis en cause que récemment, concernant l'importance des mouvements abolitionnistes anglais et américains prérévolutionnaires. L'historiographie, anglo-saxonne en particulier, a souligné l'importance des mouvements abolitionnistes anglo-américains dans le long mouvement d'émancipation né dans la seconde moitié du XVIIIe siècle et étendu à d'autres réalités, comme la France, représentée par la naissance de la *Société des Amis des Noirs*. Si le réformisme anglo-saxon constitue la base de l'abolitionnisme à la fin du siècle, ce n'est que la séquence révolutionnaire déclenchée par la guerre de Sept Ans, puis suivie par l'Indépendance

des Etats-Unis et les révolutions d'Europe et de France qui permet au conflit colonial de se radicaliser au point de pousser les commissaires Sonthonax et Polverel à abolir définitivement l'esclavage en l'an 1793 et à inciter la Convention nationale à entériner la mesure. En somme, si l'abolitionnisme réformiste avait ouvert la voie à la possibilité de penser les droits naturels comme universels et appartenant à l'espèce humaine dans son ensemble, y compris les esclaves noirs, la force de la Révolution française et la diffusion de ses valeurs aux Antilles ont permis d'abolir l'esclavage pour la première fois, non sans déchirements et violences.

La preuve de la portée de la mesure est avant tout la clameur internationale qu'elle provoque en Europe, aux États-Unis et dans les colonies d'autres États européens : à partir des mouvements abolitionnistes, qui reprennent vigoureusement leurs activités, les voix de ceux qui ont tout à perdre de l'abolition se font plus fortes. Parmi ces derniers, les planteurs de Saint-Domingue ainsi que les négriers enrichis par la traite des Noirs entre l'Afrique et les Antilles qui, voyant s'effriter le monde dans lequel ils avaient construit leur domination sociale et économique, ont réagi violemment au décret du 16 pluviôse de la Convention, mettant en œuvre diverses stratégies afin de récupérer ce qu'ils avaient perdu. Accrochés à une institution qui reposait sur des hiérarchies socialement et juridiquement consolidées, renforcées par les différents *Codes des Noirs* des XVII^e et XVIII^e siècles, les défenseurs du système esclavagiste résistent farouchement aux nouveautés révolutionnaires et rejettent avec acharnement les principes républicains émancipateurs qui en ont été le corollaire et la conséquence, poussant la plupart d'entre eux sur la route de l'exil.

La complexité de leurs positions et leurs changements de posture politique vont bien au-delà de l'attachement au passé, comme cela a déjà été partiellement démontré pour des figures de proue du camp contre-révolutionnaire comme Victor Malouet. Et si ce dernier restait tout au long de la Révolution un fier planteur monarchiste, dont l'idéologie restait avant tout ancrée dans la fidélité à la couronne, les voix des autres colons, émigrés aux États-Unis, qui n'avaient presque rien à partager ou à désirer de la triade exclusif – esclavages – monarchie, se font entendre différemment. Soutenir que l'esclavage, renforcé sous l'Ancien Régime, est un vestige du passé peu ou pas intégré à la République, c'est risquer de faire une lecture téléologique de la lutte pour l'émancipation, de nier sa puissance et le fait que le principe a émergé de la violence et de l'espoir, de la répression et de la volonté de faire reconnaître des droits universels. Le risque est donc aussi de tomber dans la dichotomie république/émancipation, monarchie/esclavage, qui, si elle a le mérite de souligner le lien entre la violence monarchique et la violence esclavagiste, entre le système politique des inégalités juridiques et l'exploitation

du travail, a en revanche le défaut de déprécier les luttes promues au sein de la république par ceux qui ont œuvré pour faire de la république une république réellement émancipatrice.

Si la dynamique centre/périphérie, patrie/colonies s'est fissurée à partir de la fin de la guerre de Sept Ans, avec pour conséquence l'indépendance des Etats-Unis et la fondation de la république moderne, ce n'est que dans les années républicaines françaises que le mouvement abolitionniste a connu sa pleine explosion, lorsqu'au problème des rapports entre les colonies et la mère patrie, s'ajouta celui de la reconnaissance des droits civils et politiques à toutes les franges de la population qui composaient les colonies antillaises, qu'elles soient libres ou esclaves, composées de *grands blancs* et de *petits blancs*, de mulâtres ou de noirs libres. Mais république et démocratie n'étaient pas un couple automatique, mais le résultat de remodelages continuels dont la fin du XVIIIe siècle fut le théâtre : que dire alors des Etats-Unis, république esclavagiste par excellence ? Que dire de ceux qui, farouchement républicains, déconseillèrent aux députés de la Convention d'appliquer le décret du 16 pluviôse qui, selon eux, aurait conduit à la ruine de la France ? Est-il licite de ranger parmi les contre-révolutionnaires ce groupe de colons "patriotes" qui luttèrent contre la tyrannie ministérielle jusqu'à postuler l'indépendance de la colonie, puis contre les nobles *planteurs* et enfin contre les Anglais, sans analyser leur expérience ?

Le problème que cette thèse cherche alors à résoudre est celui posé par tout un courant d'acteurs sociaux et politiques au sein d'une catégorisation binaire à notre avis beaucoup trop étroite : républicains convaincus et victimes des Britanniques, ces colons sont aussi des esclavagistes convaincus et pour ces raisons victimes des déportations des commissaires Sonthonax et Polverel ; victimes certes, mais aussi bourreaux : ayant pour la plupart fui aux Etats-Unis, ils élaborent à la fin des années quatre-vingt-treize une stratégie qui s'inscrivait parfaitement dans l'agenda républicain et qui espérait de pousser les députés de la Convention en France à retourner sur ce que les commissaires avaient choisi et à rétablir l'esclavage. De vieilles hiérarchies sociales traditionnelles dans un nouveau contexte institutionnel et politique : était-il alors possible d'intégrer l'esclavage dans la République ?

Éloigné des projets du républicanisme radical, le concept de république conservatrice peut constituer une grille de lecture utile pour analyser la manière dont les colons ont intégré les notions de république et d'esclavage au cours de la période républicaine. Bien que ce projet ne soit ni structuré ni homogène, il est né en réaction aux projets démocratiques et contre-révolutionnaires. Qu'il s'agît d'une profonde conviction républicaine ou d'une stratégie d'opportunité politique peu importe, car la formule mise en place a permis aux colons de lier le

principe d'une plus large participation au pouvoir des Blancs précédemment exclus sous l'Ancien Régime et le maintien de l'exclusion des Noirs de la société.

Il ne s'agit pas d'une histoire de la contre-révolution ou de l'anti-républicanisme, mais plutôt de l'histoire de ceux qui ont soutenu la république, mais qui, face à sa nature potentiellement universaliste, ont mûri la conviction qu'il était nécessaire de freiner ses impulsions démocratiques, et de la transformer d'une république émancipatrice en une république esclavagiste. Il ne s'agissait pas d'un phénomène homogène et pleinement conscient, ni linéaire et sans déviation, mais plutôt fragmenté, tortueux et en constante évolution, ancré dans les événements sociaux et géopolitiques atlantiques, mais répandu à travers la France et les États-Unis. Cette opération nous a conduit en quelque sorte à prendre l'histoire *au rebours* et à interroger les événements géopolitiques qui ont croisé les espaces coloniaux, les républiques naissantes et la vieille Europe en révolution à travers un prisme différent, non plus évidemment et forcément démocratique, mais conservateur. Ceci, avec la conviction que l'histoire du républicanisme atlantique, en particulier celle du républicanisme français et américain au XVIII^e et au début du XIX^e siècle, peut bénéficier d'une nouvelle lecture, non plus à travers le prisme de ce qu'il a initié, mais aussi de ce qu'il a retenu de la tradition et de ce qui a été retravaillé de l'ancien et réinséré dans la modernité sous une lumière nouvelle – et souvent impitoyable.

Délaissant l'histoire des idées au sens strict, pour laquelle le risque pourrait être de focaliser trop d'attention sur les textes constitutionnels ou ceux dont la cohérence intellectuelle est connue et d'oublier des élaborations mineures mais non moins significatives, la recherche s'est donné pour objectif de faire une histoire politique de l'opérabilité d'un concept qui a pris forme dans l'Atlantique à travers l'échange et la comparaison de théories et de personnes où l'on identifie souvent la construction de modèles jalousement nationaux et peu ou pas de relations entre eux.

Pour ces raisons, l'objet et le sujet de la recherche sont les colons de Saint-Domingue, contraints d'abandonner leurs plantations et destinés soit à se réfugier en France, soit à s'installer aux États-Unis, dans l'attente de pouvoir revenir afin de poursuivre leurs activités et de récupérer leurs biens. Revenir alors sur des sujets de grande mobilité comme les colons nous a permis d'approfondir l'exil comme facteur politique de liaison entre différentes structures apparemment distinctes et comme construction d'un projet stratégiquement et non seulement rhétoriquement républicain, qui pouvait se combiner avec les tendances de la société tout en limitant, voire en excluant, le principe démocratique que la république française semblait

revêtir. Pour ces raisons, nous n'avons abordé que de manière tangentielle le problème de leur circulation et de leurs réseaux sociaux, déjà mis en évidence par les travaux de Gabriel Debien, Darrell Meadows et Ashli White, afin de consacrer plus d'espace aux arguments et aux stratégies politiques mises en place par les colons face aux questions posées ponctuellement par les événements révolutionnaires, en cherchant de répondre à l'invitation de la plus récente historiographie à étudier non seulement l'élargissement des espaces, mais à réévaluer la recomposition, la distinction et l'imitation des registres de la temporalité révolutionnaire comme interconnectés et simultanés.

De plus, à la différence des études mentionnées ci-dessus, il a été décidé d'accorder une place particulière aux colons réfugiés aux États-Unis et en France, en consacrant moins d'espace à ceux qui ont émigré à Londres ou en Jamaïque : ce choix apparemment arbitraire résulte avant tout de la nécessité de circonscrire géographiquement l'ouvrage afin de ne pas se perdre dans les ruisseaux des biographies individuelles qui, pour intéressantes qu'elles soient, risquaient de devenir une véritable hydre à cent têtes ; en outre, la préférence accordée aux colons des États-Unis et de France permettait de répondre plus adéquatement à la question du départ, en évitant de confondre les revendications des colons émigrés à Londres avec celles, bien moins contre-révolutionnaires, des *colons soi-disant patriotes* d'Amérique. Cependant, malgré ce choix politico-géographique, les colons réfugiés à Londres ne sont pas complètement mis de côté, mais considérés dans leur interaction avec ceux des États-Unis et, surtout, comme le point d'appui de l'analyse pour mieux comprendre la logique de l'occupation britannique de Saint-Domingue.

D'une certaine manière, les colons sont l'objet idéal pour étudier les positions de ceux qui voulaient construire un modèle républicain conservateur, parce qu'ils ont fait de l'exclusion, de la différence et de la domination des valeurs modernes, fortement affirmées et retravaillées comme une réponse politique concrète aux interrogations de la mère patrie sur sa relation avec les colonies. Le caractère concret que présentait leur planification politique était avant tout la conséquence du pragmatisme des personnages en question : les colons figuraient rarement parmi les grands intellectuels, ils n'étaient pas les auteurs d'importants traités de science politique ou de droit, encore moins de philosophie ; parmi eux, il y avait très peu de naturalistes et quelques médecins chirurgiens qui étaient cependant plus impliqués dans les soins aux esclaves sur les plantations que dans les discussions académiques à Paris. Au contraire, beaucoup d'entre eux étaient des avocats, des procureurs, des directeurs de plantations ou des hommes d'affaires, des petits commerçants et des négociants, ainsi que des hommes qui ont quitté la mère patrie à la recherche de la fortune.

Apparemment éloignée, leur identité est unie par un élément central : la propriété. Les colons sont avant tout des propriétaires. Ils possèdent des plantations, des villas de campagne et des villas de ville ; ils possèdent de petites cafétérias comme de grandes sucreries ; ils possèdent des biens mobiliers, des biens immobiliers et, surtout, des esclaves, leur *bien-pensant*, comme la baptisa le député Belley. Une fois leurs biens immobiliers perdus à la suite de la guerre civile qui éclate dans l'île, les colons passent une vie entre deux mondes pour les reconquérir. Plutôt que des réflexions politico-philosophiques ou scientifiques sur l'esclavage, les colons sont animés par la nécessité pragmatique de récupérer les plantations perdues, ainsi que la main d'œuvre nécessaire à la production des richesses de l'île et au maintien du système colonial moderne tel qu'il a été conçu puis développé depuis le XVI^e siècle. Il s'agit d'une réflexion sur le présent, d'une re-proposition des expériences passées, mais pour construire une « histoire immédiate » qui se projette dans l'avenir et favorise la rencontre entre leurs revendications et celles de la Révolution.

Bien que de nature pragmatique, mal construits, mal écrits et de faible valeur philosophico-littéraire, ces mémoires ont laissé beaucoup plus de traces que ce qui a été relevé jusqu'à présent. Tout d'abord, les milliers de productions imprimées et manuscrites des colons ont complètement transformé l'imaginaire collectif français sur les événements de la colonie, véhiculant l'idée d'une véritable apocalypse dont les Noirs et les mulâtres étaient les irréductibles bourreaux. A cette déconstruction complète de la colonie comme perle des Antilles et à la construction de la colonie comme « enfer des Antilles », a succédé une véritable re-sémantisation des expressions et des thèmes associés au monde colonial. Trop souvent, l'analyse des textes s'est arrêtée au thème « réintroduction de l'esclavage ou abolition », sans réfléchir à la manière dont le processus de re-sémantisation et d'adaptation à la nouvelle situation atlantique ait permis aux colons de réussir à rentrer en France et surtout d'obtenir des places prestigieuses au sein du ministère de la Marine et des Colonies. Les colons ont ainsi pu opérationnaliser le « retour à l'ordre » dans les colonies, en l'adaptant au nouveau tempérament politique du Consulat, qui a fait du slogan « terminer la Révolution » et du « sauver la France » ses mots d'ordre.

Les colons deviennent alors des sujets, mais aussi des objets, non plus seulement dans l'espace, mais aussi dans la temporalité révolutionnaire et dans la réinterprétation des éléments de l'espace et du temps comme critique permanente des choix de la Mère Patrie contraires à leurs intérêts. Ainsi, en tant que sujets actifs, on a cherché de faire l'histoire de leur réflexion atlantique, en s'interrogeant sur les problèmes qu'ils posaient en tant que protagonistes et pas

seulement sur les questions qu'ils posaient aux autorités républicaines : les colons n'étaient pas seulement des réfugiés à secourir, mais des individus organisés, porteurs d'une certaine conception des rapports entre la mère patrie et les colonies, entre le système républicain et le système colonial, et plus généralement entre la France et le reste de l'Atlantique. Si la dynamique centre/périphérie, patrie/colonies s'est fissurée dès le lendemain de la guerre de Sept Ans, lorsque la France s'est trouvée en situation de perdre la guerre et de concéder toutes ses colonies américaines à l'Angleterre, cette élaboration n'a commencé qu'en 1793 et s'est achevée en 1804, année du couronnement de Napoléon Bonaparte comme empereur.

Les choix de cette période sont différents et peuvent se résumer en au moins quatre points. Tout d'abord, il s'agit de combler une lacune historiographique, car il n'existe pas à l'heure actuelle d'analyses approfondies de l'activité politique des colons entre la France et les États-Unis dans la décennie 1793-1804, mais seulement des travaux sur leur fuite et leur réorganisation sociale – phénomène défini comme une « ingénierie de l'exil » – ou sur leur rhétorique discursive, réduisant l'expérience des colons à une parenthèse éphémère dans l'histoire de la France.

Partir de 1793 répond d'abord à une nécessité biographique, car c'est au cours de l'été de cette année que les colons abandonnent massivement l'île après l'affrontement avec les commissaires civils et l'incendie du Cap Français. Cette date marque donc un moment de recomposition spatiale, sociale et politique des colons d'une part, mais aussi de la France dans l'autre : proclamée quelques mois plus tôt, la République française entre en guerre contre l'Angleterre au début de l'année 1793, impliquant Saint-Domingue dans le conflit militaire. L'île, déjà en proie à la guerre civile et aux affrontements entre factions depuis 1791, est envahie par les troupes britanniques quelques semaines seulement après l'incendie de la petite ville du Cap Français, ce qui complique le tableau des alliances outre-Atlantique, car parallèlement aux événements de Saint-Domingue, l'entrée en guerre de la France et la situation d'urgence entraînent quelques mois plus tard la déclaration de la patrie en danger, la suspension de la nouvelle constitution de 1793 et le début de la phase révolutionnaire connue sous le nom de période de la Terreur. La situation n'est certes pas meilleure sur le front américain, où la mission d'Edmond Genet ouvre une phase de crise dans les relations entre les deux républiques sœurs, que les missions ultérieures de Fauchet et d'Adet, ainsi que la neutralité, puis le rapprochement des États-Unis avec la Grande-Bretagne, ne font qu'aggraver.

Le choix de terminer par la proclamation de l'Empire répond plutôt à des enjeux militaro-institutionnels : en effet, l'an 1804 n'est pas seulement l'année du couronnement de Napoléon Bonaparte comme empereur, mais aussi celle de la fin de la République consulaire

et, surtout, de la défaite définitive de l'entreprise de Saint-Domingue, première grande défaite du général Bonaparte. Outre l'évacuation de Rochambeau et de ses hommes, la victoire de Dessalines et la proclamation de l'Indépendance d'Haïti, l'événement marque la seconde et cette fois-ci définitive fuite des colons de l'île, mettant fin à leurs prétentions de reconquête de la colonie. En outre, la phase républicaine de la France étant définitivement close, il a été maintes fois souligné que l'événement marquait également le recul de la politique d'expansion française vers l'Europe et la fin du « rêve américain » de Bonaparte outre-Atlantique, marqué non seulement par la perte de Saint-Domingue, mais aussi par la vente ultérieure de la Louisiane.

Enfin, nous avons choisi de considérer les années 1793-1804 avec la conviction que l'émancipation générale a profondément marqué la politique des colons. Face à l'irréversibilité du décret du 16 pluviôse – dont la valeur est réaffirmée en 1795 à l'occasion de la présentation du nouveau projet constitutionnel, puis en 1798 avec la proposition des *Lois Organiques* et l'intégration républicaine des colonies – trois voies s'offrent à eux : rejeter le décret et l'ensemble de l'idéologie républicaine en suivant le chemin de l'exil des colons contre-révolutionnaires à Londres ; accepter le décret avec enthousiasme ou de manière programmatique comme l'ont fait la plupart des conventionnels jusqu'en 1795 et les colons après 1798 ; ou adopter une position extrêmement critique à l'égard de l'abolition, tout en se proclamant républicains et en cherchant le précédent historique et le soutien politique adéquat pour pouvoir prouver que la république et l'esclavage n'étaient pas antithétiques comme le soutenait l'aile abolitionniste de la Convention.

C'est sur ces trois options que les colons ont construit leur *révolution-contre*, un processus multiforme et complexe qui n'a connu son triomphe idéologique qu'après le coup d'État du 18 brumaire an VIII. Afin de mieux étudier le terrain politique des stratégies des colons, il a été décidé de diviser l'arc chronologique en trois parties, correspondant aux trois subdivisions de la thèse centrée presque exclusivement sur la période directoriale. La préférence accordée au Directoire, qui couvre presque quatre chapitres sur six de ce travail, est principalement due à la période 1795-1799, véritable laboratoire républicain où ont émergé une grande partie des matrices démocratiques, centristes et conservatrices qui réapparaîtront plus tard dans l'avenir de l'histoire française et européenne.

La désignation de la chronologie a également permis, en quelque sorte, de circonscrire et de structurer l'ouvrage et les sources sur lesquelles il s'appuie. En effet, l'ouvrage présente six chapitres pour lesquels des sources très différentes ont été utilisées, notamment lorsqu'il s'est agi de reconstituer les biographies des colons, tâche qui a nécessité un dépouillement

exhaustif et une combinaison systématique des données obtenues dans une base de données, *Nodegoat*, dont le fonctionnement est expliqué dans le premier chapitre, dans la section consacrée aux parcours biographiques et aux carrières politiques des colons. Le choix de la chronologie est allé de pair avec le choix de l'objet d'étude, qui a été le résultat d'une décision arbitraire prise sur la base d'une question spécifique : comment construit-on un modèle républicain conservateur ? Pour identifier l'échantillon de l'étude, il a ensuite fallu procéder à un long et systématique dépouillement afin de comprendre quels colons faisaient effectivement partie du *lobby* dit *colonial* : le travail a demandé beaucoup de temps et d'efforts dans l'organisation et la recherche des sources, pour lesquelles il n'existe pas de fonds spécifiques dans lesquels puiser.

Après des recherches menées d'une rive à l'autre de l'Atlantique, il a cependant été possible de retrouver la quasi-totalité des procès-verbaux des réunions des assemblées dites des colons réfugiés de Saint Domingue aux États-Unis, dispersés entre la Library of Congress à Washington, la New York Public Library à New York, les Archives des Affaires Étrangères à Paris - La Courneuve et le fonds D/XXV consacré à l'Affaire des Colonies des Archives Nationales à Paris - Pierrefitte. Après avoir identifié un millier de profils de colons actifs dans les assemblées, ceux-ci ont été intégrés à ceux qui se trouvaient à Paris et correspondaient activement avec les premiers, puis, dans un second temps, comparés à ceux qui sont rentrés en France en 1799 et ont trouvé un emploi dans les différents bureaux du ministère de la Marine et des Colonies. A partir de là, il a été possible de travailler à la construction des biographies de ces colons, en croisant les données des sources consulaires des archives de Nantes dans lesquelles sont contenues toutes les dépêches et observations des consuls français auxquels les colons s'adressaient pour les affaires civiles et pour obtenir des permis de voyage entre les États-Unis, la colonie de Saint-Domingue et la France.

En outre, les fameux fonds F/12 et F/15 des Archives Nationales de Paris – Pierrefitte, contenant tous les dossiers des colons qui ont reçu des secours et qui, après la Restauration, ont demandé des compensations pour les biens mobiliers et immobiliers perdus avec l'Indépendance d'Haïti, ont été utilisés pour compléter les données biographiques manquantes. Ces deux fonds ont ensuite été fondus dans l'ouvrage connu sous le nom d'*État détaillé des liquidations opérées à l'époque du 1er janvier 1829* et compilé par la monarchie restaurée par l'intermédiaire d'une Commission spécifique, dont les fonds sont aujourd'hui conservés aux Archives Nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence.

A partir de ce premier corpus, il a ensuite été possible de mener une enquête minutieuse entre la France et les États-Unis à la recherche des collections privées subsistantes et de tous

les ouvrages imprimés et manuscrits dont les colons sont les auteurs, à nouveau systématisés dans la base de données *Nodegoat*. Ce travail a nécessité un temps considérable et une reconstruction souvent patiente de la paternité des textes et de leur datation, en l'absence d'informations plus précises. Dans ce dépouillement de l'ensemble du matériel éditorial et publicitaire produit, une large place a été accordée aux journaux publiés par les colons à Paris, New York et Philadelphie, véritable mine d'informations sur laquelle ce travail s'est largement appuyé. Il serait vain de vouloir être exhaustif en reprenant les missions de recherche et les lieux où a été trouvé l'ensemble du matériel, malheureusement aujourd'hui dispersé dans de nombreux lieux et archives, dont les archives nationales à Paris, à Aix-en-Provence, à Bordeaux, à Nantes, à New York, à Philadelphie, à Washington, à Cincinnati, à Charleston, à La Nouvelle-Orléans et les privés de l'Hugley Museum de Wilmington, de l'Université de Yale, de la New York Historical Society, de l'American Philosophical Society de Philadelphie et de l'Université de Duke en Caroline du Nord. Pour une liste plus détaillée de toute la documentation, veuillez-vous référer à la dernière section de ce travail, réservée uniquement aux sources d'archives consultées.

Enfin, une grande attention a été accordée à la documentation concernant les débats parlementaires. Pour la Convention nationale et les deux Conseils législatifs des Cinq-Cents et des Anciens, pour lesquels il n'existe malheureusement pas encore d'instrument tel que les *Archives parlementaires*, on a utilisé le *Moniteur universel*, le *Journal des débats et des décrets*, les procès-verbaux contenus dans le fonds CC des Archives nationales de Paris – Pierrefitte et les brochures publiées par les députés ou sur proposition des Conseils eux-mêmes. Pour le cas américain, en revanche, cela a été plus facile, en disposant d'une série d'outils en ligne extrêmement utiles tant pour reconstituer les débats du Congrès – les documents de la National Archives and Records Administration sont pour la plupart numérisés et ocrés – que pour avoir accès à la correspondance des pères fondateurs ou à celle de leurs ministres en France et de leurs agents à Saint-Domingue, toutes entièrement numérisées et publiées en ligne en libre accès.

Au-delà de l'enquête quantitative et de la base de données, nous avons méthodologiquement tenté de tenir ensemble le général et le particulier, avec une approche visant d'une part à retracer les tendances communes à l'expérience des colons et d'autre part à considérer les différentes positions et postures politiques tenues par ces derniers. Cette double orientation nous a semblé pouvoir s'insérer humblement dans les deux traditions historiographiques française et italienne, en cherchant à la fois à reconstruire le fonctionnement de la pensée des colons dans les grands débats de la première République française, et à réserver

un espace d'attention particulière aux sources et à la production éditoriale en général, là où il existait des éditions différentes dont les différences devaient être soulignées pour redécouvrir la profondeur du débat dans lequel elles s'inscrivaient. A cet égard, en raison de l'importance accordée aux mémoires et aux textes produits par les colons, toute une série d'annexes ont été incluses à la fin du document pour rendre compte de l'ampleur des propositions des colons et, surtout, pour rendre accessibles des documents contenus de manière assez désordonnée dans les différentes archives. Voir, par exemple, le cas des procès-verbaux des assemblées des colons américains, qu'il nous a semblé intéressant de reproduire presque intégralement - à l'exception des versions trop extensives qui auraient nécessité un autre travail. Les mêmes considérations s'appliquent à la base de données *Nodegoat*, qui reste pour l'instant inaccessible, mais que nous aimerions un jour pouvoir publier en libre accès afin de faciliter davantage les recherches et les collectes de données futures.

Enfin, s'agissant d'une thèse en italien sur des sujets purement français et américains, il convient d'apporter une précision linguistique. Dans le texte, les noms conservés dans la langue originale sont nombreux : outre les citations, qu'il nous a semblé opportun de citer intégralement dans leur originalité linguistique, il y a beaucoup de termes intraduisibles ou qui, avec une traduction italienne, risqueraient de perdre ou de modifier leur sens, rendant ainsi le texte moins lisible et moins scientifique. Il s'agit en particulier des termes relatifs à l'expérience coloniale, tant dans sa culture matérielle qu'intellectuelle : des mots tels que « planteur », « procureur », « gérant », « négociant », « racialisme », « préjugé de couleur » ont souvent été conservés en français, précisément pour ne pas risquer des contresens dans le travail de traduction vers une langue qui, en raison de facteurs historico-culturels, manque dans un certain sens de termes appropriés. Malheureusement, il a fallu faire un choix de terrain, le plus fidèle possible au sens original de la source et de l'expression, au détriment d'une lecture fluide pour un public italien, en proposant ainsi un texte qui, de fait, alterne rythmiquement les termes anglais et français avec une syntaxe italienne.

Le document est divisé en trois parties, chacune composée de deux chapitres. La première partie, intitulée *Paradiso perduto (Le Paradis perdu)* traite principalement du problème de l'exil des colons et de leur réorganisation sur le sol américain. Le premier chapitre est consacré à l'envoi de Sonthonax et Polverel à Saint-Domingue, à leur mesure abolitionniste et à la réaction immédiate des colons, ainsi qu'à leur première diaspora sur le sol anglais et américain et à leur retour à la mère patrie. Après un bref résumé des événements historico-institutionnels qui ont conduit à l'abolition, l'accent a été mis sur les colons qui ont fui vers les

États-Unis, en accordant une attention particulière à leur origine, à leur passé colonial, à leur réadaptation au sol américain et à l'aide qu'ils ont reçue.

On a choisi de réfléchir autour le rôle des acteurs dans l'espace atlantique, en tentant d'échapper au principe de l'incompatibilité ontologique entre la république française et la république américaine, ainsi qu'à celui de la réductibilité des événements au seul conflit impérial entre la France et l'Angleterre. Des études sur des groupes sociaux et politiques comme les esclaves noirs, ou les armateurs et les marchands dans l'espace atlantique, ont déjà mis en évidence la pluralité des politiques mises en œuvre par des sujets dans des contextes locaux différents. Dans cette approche visant à étudier la flexibilité et la perméabilité des groupes sociopolitiques, peu de place a en revanche été accordée aux colons de Saint-Domingue réfugiés en France et surtout aux États-Unis. Acteurs peu maniables dans le contexte atlantique, les colons sont historiquement "piégés" dans la catégorie de la soi-disant contre-révolution. La lecture généralisée et inconsiderée de la nostalgie du système esclavagiste et de la volonté de récupérer l'île selon des coordonnées exclusivement passéistes a occulté la pluralité des politiques identifiées par les colons. Ainsi, au déterminisme de la perspective « idéologique » ou « réaliste » de l'éloignement franco-américain rappelée plus haut, a fini par s'ajouter l'association déterministe de l'esclavage comme système incompatible avec la Révolution et, plus encore, avec le système républicain.

Afin de sortir de cette impasse et de se concentrer sur les scénarios innovants proposés pour l'ordre colonial, le premier chapitre a adopté une perspective multifocale, à l'intersection de l'historiographie des migrations, des études haïtiennes et de l'historiographie de l'espace atlantique à l'ère des révolutions, en se penchant sur le cas des planteurs et des habitants blancs de Saint-Domingue aux États-Unis. Deux éléments jouent un rôle clé dans l'analyse : la focalisation sur les colons en tant qu'acteurs transnationaux et la capacité à se situer au carrefour entre la mère patrie et les colonies, entre les républiques sœurs et entre les empires français et britannique. L'adoption de cette perspective par laquelle s'ouvrira cette section mettra en lumière la complexité des relations politiques locales des colons, qui ne peuvent être réduites à une confrontation idéologique entre révolution et contre-révolution, entre monarchie et république, ou au seul jeu des puissances coloniales.

En nous concentrant géographiquement sur le champ américain et en laissant, pour la clarté du propos, à la seconde partie l'analyse des stratégies jouées dans les mêmes années sur le champ français, nous reviendrons sur la réaction des autorités américaines et l'aide rapide apportée aux colons, ainsi que sur le débat autour de la crainte des troubles sociaux que la présence des « *french negroes* » aurait pu entraîner. L'insistance des colons sur la continuité de

la culture républicaine française avec celle des Américains et leurs tentatives de médiation avec les autorités sur le sol américain ont conduit à repenser la rupture diplomatique – si l'on peut parler de rupture – non plus comme une rupture idéologique, ni même comme un effet des nécessités de la guerre dans l'affrontement impérial franco-anglais, mais plutôt comme le fruit d'un nouveau rôle qu'exigeaient les réalités coloniales et postcoloniales.

Après avoir reconstitué les principales vagues migratoires de colons de Saint-Domingue vers les États-Unis et illustré les problèmes méthodologiques que cache le décompte exact des flux atlantiques de population à la fin du XVIII^e siècle, les différentes phases des migrations ont été accompagnées d'un bref aperçu de l'histoire politique et institutionnelle qui a accompagné ces mouvements, en particulier entre les années 1791 et 1793. Au-delà des données générales, on a ensuite été décidé de s'intéresser à deux figures oubliées mais exemplaires du phénomène désigné par l'historiographie sous le nom de « ingénierie de l'exil » : Jean-Baptiste Caradeux et Paul Alliot.

D'une part, Caradeux est le parfait exemple de ceux qui quittent la colonie entre l'automne 1791 et les premiers mois de 1793 en planifiant soigneusement leur déménagement, en redéployant leurs capitaux et en élargissant le champ de leurs investissements. Loin d'être une exception, s'appuyer sur des liens préexistants pour garantir un exil plus confortable est une pratique très courante, même dans le cas de réfugiés nettement moins fortunés que Caradeux. Être colon à Saint-Domingue, quelle que soit sa classe sociale, implique des réseaux de relations politiques et commerciales qui dépassent les frontières de l'île et qui, dans les années 1790, peuvent être décisifs pour l'émigration. Par ailleurs, les études sur la composition sociale de la colonie dans l'Ancien Régime ont montré que le dynamisme colonial, élevé mais fragile, était la cause et la conséquence de liens préexistants entre Français en quête de fortune, commerçants de la mère patrie, armateurs et propriétaires de plantations.

En revanche, le cas de Paul Alliot illustre pleinement la tension entre identité française et identité antillaise. L'imbrication de ces différentes identités joue à long terme en faveur des colons et de leur réadaptation sociopolitique dans les années qui suivent l'exil. Les liens économiques, sociaux et politiques établis permettent non seulement de limiter le poids du départ de la vie insulaire et de la réintégration dans une nouvelle réalité, mais aussi de construire de nouvelles carrières qui rapprochent l'expérience politique d'avant 1789 de celle des années révolutionnaires. L'exil en tant que processus migratoire s'appuie certes sur des systèmes sociaux et économiques transatlantiques préexistants, mais il trouve son origine dans la rupture d'anciennes structures politiques et favorise souvent la création de nouvelles. Si le

cas de Caradeux peut être décrit comme un exemple méticuleux d'ingénierie de l'exil sans rebondissements particuliers, le cas de Paul Alliot Vauneuf présente un caractère tout à fait différent, plus désorganisé, plus aléatoire et surtout moins cohérent que les liens socio-économiques traditionnels qui constituaient la base d'une relocalisation. « Habitant propriétaire, gérant, acheteur des biens nationaux, négociant, médecin, garde magasin, commissaire national, huissier audicier, commissaire aux ventes ; Levroux, Saint-Domingue, Bordeaux, Paris, Lyon, Paray le Monial, Nantes, New York, Nouvelle-Orléans, etc. » : autant de professions et de villes différentes qui montrent l'incroyable capacité d'adaptation de Paul Alliot, ce qui n'est pas si rare dans les années révolutionnaires. Derrière cette capacité d'adaptation s'en cache une autre, plus politique : ne perdant pas de vue ses origines françaises, d'un côté il discute avec les négociants nantais qui ont l'exclusivité de la revente de ses produits coloniaux ou adhère au Club des Jacobins en se déclarant fièrement "Français et Jacobin" pour s'éloigner de la possible assimilation aux *colons aristocrates* de l'île. Mais en même temps, il joue la carte du *colon patriote* lorsqu'il estime que le moment est venu de promouvoir l'autonomie de l'île face à l'ingérence de la mère patrie ou lorsqu'il se rend à New York pour rejoindre la foule des colons qui ont fui l'île. Là encore, il n'est plus ni *citoyen français* ni *habitant et propriétaire* lorsqu'en 1804, il demande au président américain Thomas Jefferson un poste pour lui et ses fils à la Nouvelle-Orléans. L'exil, ou plutôt les exils, est donc une phase qui confronte les colons à des choix, à la nécessité d'une action politique différente et, parfois, à la nécessité de construire une nouvelle identité ou de remodeler les précédentes. L'exil n'est pas seulement conçu, organisé, mais aussi vécu, adapté et réinséré dans une dynamique de continuité et de rupture, oscillant entre *identité française* et *indentité antillaise*.

Les migrations sont bientôt suivies par la relève des colons, qui jouent à fond la carte du réfugié pour échapper à la catégorie des émigrés et des contrerévolutionnaires, ce qui leur comporte divers problèmes avec la justice à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de la France. Pour ces raisons, on a dédié une partie du travail à l'utilisation des termes « émigré » et « réfugié », dont la différence ne reflète pas seulement une perspective géographique, mais plutôt un jugement moral et une perception subjective de leur expérience : les *émigrés* sont des migrants qui ont volontairement quitté la France, les *réfugiés* en revanche sont des victimes d'un régime qui les a persécutés et dépouillés de leurs droits. Cette distinction jouera un rôle encore plus fondamental dans le monde atlantique de la fin du XVIII^e siècle, où se déclarer « réfugié » garantit un bon accueil dans les territoires voisins de l'Amérique du Nord. Soulignant les persécutions et les violences commises par les insurgés et leurs « alliés » – qu'il s'agisse des

gens de couleurs, des esclaves africains ou des commissaires français –, les colons préfèrent se qualifier comme des réfugiés surtout pour faire appel à la compassion et à la solidarité des américains blancs à leur égard.

Ce n'est que depuis quelques années que l'historiographie s'est intéressée à nouveau aux migrations et aux réactions du monde atlantique face à l'arrivée des réfugiés de Saint-Domingue.

Un premier axe de recherche s'est particulièrement intéressé à la construction du statut de "réfugié", dont nous venons d'esquisser les contours, à la question de l'identité des réfugiés, à leurs modes d'adaptation et, dans un sens encore plus large, à la question de la naturalisation et de la citoyenneté. Implicitement liée à celle-ci, la seconde ligne directrice, qui a connu très récemment une véritable explosion des volumes qui lui sont consacrés : partant de l'écart créé par la législation d'assistance entre les réfugiés blancs "méritants" et les "*nègres français*" "séditieux", cette lecture se propose d'intégrer les réactions à l'arrivée des réfugiés à la littérature déjà abondante sur le contrôle des mobilités et leurs héritages culturels, politiques et législatifs.

L'analyse de la législation produite pour répondre aux difficultés matérielles rencontrées par les réfugiés pour trouver des secours, un logement et un nouvel emploi a contribué au phénomène qu'Ashli White appelle « l'effet domino de l'assimilation et de la différenciation identitaire ». Les vagues de migration, en plus d'entraîner le renforcement du contrôle de la mobilité, ont poussé les États-Unis à affronter les contradictions inscrites dans le Compromis constitutionnel de 1787, en tentant de les résoudre dans l'hypothèse de l'écart qui les sépare de l'expérience de Saint-Domingue. En d'autres termes, à partir du moment où la Révolution de Saint-Domingue a remis en cause les préjugés raciaux et l'esclavage en termes universels, les Américains blancs se sont engagés dans une tentative de particularisation de la cause de la Révolution haïtienne, en y cherchant des causes endogènes qui absoudraient leur pays du même sort. Par conséquent, la comparaison avec les migrations des colons et l'expérience haïtienne en général ont été le point de départ de la revendication de la « spécificité des États-Unis » qui a contribué à la construction du topos historiographique de l'exceptionnalisme américain.

Enfin, l'historiographie a mêlé les vicissitudes des réfugiés français au développement de l'exceptionnalisme comme clé de lecture de l'histoire culturelle et politique des États-Unis, non seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan pratique et philanthropique, en associant la solidarité des communautés locales au besoin croissant de distinguer leur propre destin de celui du reste du monde atlantique. Favorisant la déconstruction de ce « mythe de l'exceptionnalisme américain », les études sur les solidarités locales et la création de fondations, souscriptions et comités de secours aux colons de Saint-Domingue ont également mis en

lumière la ductilité de certaines institutions et leur évolution vers d'autres formes de soutien plus inclusives, visant à intégrer la communauté française des hommes libres de couleur, largement exclue, dans les projets d'aide.

Si ces études récentes ont eu le mérite de relancer le débat sous les différents aspects que nous venons d'énumérer, l'image qui se dégage des différentes interprétations semble plus fragmentée que refléter l'hétérogénéité du phénomène. La question du contrôle de la mobilité, ainsi que celle de l'identité des réfugiés, ont pour la plupart été résolues, d'une part, en une analyse des dynamiques de contrôle et de la formation de l'administration au sein du système fédéral, et d'autre part, n'ont interprété la performativité du débat émigrés/réfugiés qu'en termes d'opportunisme des colons d'en bas et de la nécessité de réguler leurs comportements et pratiques d'en haut. La dimension politique – en particulier la dimension locale – est présente, mais souvent supprimée, fragmentée et compartimentée parmi les mille ruisseaux du langage juridique des autorités et du langage amer des réfugiés. Il semble pertinent de suivre l'invitation de l'historien John McNelis O'Keefe à reconsidérer le rôle politique joué par les migrants dans la construction de la citoyenneté américaine : ils ont contribué à la tentative de développer un état dans lequel la citoyenneté n'était pas universellement partagée, mais plutôt circonscrite à des critères qu'ils ont eux-mêmes promus et contribué à déterminer en "faisant pression sur le Congrès". En suivant ses suggestions, retrouver la dimension politique de l'aide aux réfugiés par les communautés locales, les états fédéraux et le gouvernement permettrait de mieux éclairer la nature hybride de ces pratiques, visant notamment à protéger les intérêts économiques d'une part et l'ordre public d'autre part. L'aide est alors le résultat d'une contractation, explicite et/ou implicite, entre différents agents : les autorités fédérales sont sollicitées sur plusieurs fronts par les états, qui agissent à leur tour selon des logiques locales diversifiées, souvent sous l'impulsion d'hommes d'affaires, de marchands et d'esclavagistes américains en contact étroit avec les colons demandeurs d'asile. Le croisement des demandes des colons avec les actions et les réactions des communautés et du gouvernement américains permet de dépasser le caractère purement stratégique des pétitions et de comprendre comment les secours ont été interprétés politiquement et quelle culture politique ces interprétations ont véhiculée dans les perceptions coloniales, américaines et françaises.

Contrairement aux études précédentes, qui s'intéressaient surtout aux lois de secours des années 1793-1795, l'accent a été mis sur les premières demandes de secours que les assemblées coloniales de Saint-Domingue ont envoyées indépendamment à certains États américains – et pas seulement, plus généralement, au Congrès – dans l'espoir que la communauté d'intérêts commerciaux, économiques, sociaux et politiques puisse pousser à une intervention rapide des

États-Unis dans la crise de la colonie. Pour cela, on s'est particulièrement intéressé aux cas des États de la Caroline du Sud et de la Pennsylvanie, qui ont abordé le problème des secours de manière différente en démontrant ainsi combien la question de l'esclavage et de l'ordre social était au centre des intérêts atlantiques de leurs États respectifs. L'expérience médiatrice des colons Roustan et Polony, envoyés respectivement en Caroline du Sud et en Pennsylvanie par les assemblées coloniales afin d'obtenir des secours de la part des États américains, soulève en effet une question importante sur laquelle il convient d'insister. Tout d'abord, le débat sur les appels répétés aux États-Unis mobilise depuis des mois l'opinion publique des treize États, renforçant de fait la culture déjà répandue de la mise en relation des affaires américaines avec les affaires françaises et surtout coloniales. Chaque fois que le sujet de Saint-Domingue était abordé, on en venait donc à réfléchir sur la politique intérieure, sur les dangers que couraient les États-Unis face à une révolte d'esclaves aussi marquante dans le monde caribéen et, surtout, sur les moyens d'éviter qu'elle ne s'étendait en dehors de l'île. Dans le cas de la Pennsylvanie, la révolte fut l'occasion pour les députés abolitionnistes de réaffirmer leur position et de faire des États-Unis une terre distincte des possessions coloniales de l'Ancien Monde car en voie d'abolition progressive de l'esclavage ; dans le cas de la Caroline du Sud, la défense des colons de Saint-Domingue se renforça autour de l'idée qu'il fallait une solidarité des intérêts commerciaux blancs dépassant les frontières et capable de sauvegarder ce que ces États avaient en commun : le système de l'esclavage. Les marchands et les propriétaires d'esclaves, conscients des liens entre les Américains et Saint-Domingue, sont les premiers à prendre des mesures pour soutenir les planteurs français à titre privé. Bien qu'il ne s'agisse que d'estimations, l'historiographie affirme qu'au moins 500 Américains se sont enrôlés pour défendre les Blancs de l'île et que de nombreux armateurs ont envoyé des armes, des munitions et des produits de première nécessité.

Parallèlement aux efforts et débats privés dans les États de Pennsylvanie et de Caroline du Sud, le Congrès est alors sollicité par des demandes d'aide de l'Assemblée coloniale par l'intermédiaire du premier des agents envoyés sur le territoire, le dénommé Roustan. En s'attardant sur les événements de 1791, on comprend mieux le contexte dans lequel se développent les premières expériences philanthropiques dans les villes américaines au lendemain de l'évacuation du Cap Français en 1793. Le spectre de la révolte des esclaves noirs avait eu un tel impact que même deux adversaires politiques comme Alexander Hamilton et Thomas Jefferson s'accordaient sur la nécessité de réprimer la rébellion. Craignant une chaîne de rébellions dans les Caraïbes, l'administration de Washington avait obligatoirement agi pour aider les colons, arrivant à un total de plus de 726 000 dollars de secours à réduire avant juin

1793. Par ailleurs, s'il est vrai que le ravitaillement de Saint-Domingue par les armateurs américains a été l'occasion de dominer le commerce et de rompre le pacte colonial entre la France et la mère patrie basé sur l'exclusivité commerciale, il ne faut pas perdre de vue que cette opportunité était liée à une volonté sincère de mater la révolte et de maintenir un système de hiérarchies et de relations entre Blancs et Noirs qui seul pouvait préserver et faire prospérer la Caraïbe. La République américaine, soucieuse de défendre ses propres intérêts commerciaux et politiques, n'accorde qu'une importance relative aux revendications sécessionnistes de l'île, sauf pour éviter qu'elle ne tombe sous l'influence des Britanniques ; en effet, bien que soucieuse de ne pas s'embrouiller diplomatiquement en risquant "d'offenser inutilement la France", les accents indépendantistes de l'Assemblée ne l'inquiètent pas.

Après deux ans de guerre civile, de débats, d'envoi d'armements et de convois de ravitaillement, il n'est pas surprenant de constater l'ampleur de la mobilisation pour venir en aide aux milliers de réfugiés de Saint-Domingue. De Boston à Charleston, partout où les réfugiés débarquaient, des listes de souscription, des comités, des fondations et des sociétés de bienfaisance fleurissaient pour collecter, à titre privé, de l'argent et des produits de première nécessité pour l'accueil. En l'absence d'organisation centralisée, chaque ville, chaque comté, chaque paroisse et chaque communauté était responsable de l'aide aux réfugiés et fonctionnait selon des critères différents. La plupart du temps, l'aide consistait en des premiers soins directement sur les convois arrivant dans les ports, avec la distribution de produits de première nécessité tels que des repas, des couvertures et des vêtements, et dans le cas des blessés, les hôpitaux militaires construits pendant la guerre d'indépendance ont même été remis en service. Après l'urgence, chaque communauté a organisé des collectes de fonds, souvent annoncées dans les journaux, ou a fondé des sociétés de bienfaisance dans le but de distribuer de l'argent et de fournir un logement aux personnes dans le besoin, selon des critères évalués par les membres fondateurs.

Dans un premier temps, les Américains ont réagi en s'organisant sur la base de formes préexistantes de charité dédiées aux pauvres, aux personnes inaptes au travail ou aux personnes âgées. Tout au long du XVIII^e siècle, les *almshouses*, institutions dédiées au secours des indigents, avaient fleuri dans les villes. Fondées en tant qu'institutions privées, le problème croissant de la pauvreté avait incité les autorités municipales à les prendre en charge et à y recourir lorsque le besoin s'en faisait sentir pour venir en aide aux blessés, aux réfugiés et aux émigrés nécessiteux. La ville la plus réactive à cet égard fut sans conteste Norfolk, en Virginie, où le premier et le plus grand nombre de réfugiés débarquèrent dès le mois de juin 1793. À cette phénomène, s'accompagne la réouverture des hôpitaux militaires souhaitée par le ministre

plénipotentiaire français aux États-Unis Edmond Genet et – sur ses instructions – par les consuls à l’occasion de l’exode de 1793-1794. Rouverts d’abord pour soigner les colons, ils restent ouverts aux frais de la mère patrie au moins jusqu’en 1796 pour secourir les équipages des navires frappés par les Anglais et les maladies lors de la guerre sur les mers.

Si les hôpitaux militaires et les sociétés de bienfaisance fleurissaient surtout dans les grandes villes, les petites villes et les campagnes participaient à l’effort avec une égale solidarité, principalement par l’instrument des souscriptions. Souvent, ces souscriptions alimentaient des fonds plus importants collectés dans les grandes villes et gérés par des *comités* – les *Comités de bienfaisance* – créés dans le but de gérer l’argent et de le distribuer selon les besoins des bénéficiaires et, curieusement, selon les souhaits des donateurs. Pour ce faire, les citoyens désignaient les responsables de la gestion du fonds : le processus de sélection pouvait se faire par élection – comme dans le cas du Comité Charleston –, par tirage au sort ou par nomination. Pour ces raisons, il a été décidé de se concentrer sur la gestion et les politiques de ces comités, en particulier ceux des villes de Charleston et de Philadelphie, qui, au fil du temps, ont été rejoints ou ont fusionné avec les Société des Bienfaisance, des organismes beaucoup plus structurés et dotés de statuts légalement reconnus. Les Comités deviennent ainsi des sociétés promues par des consortiums influents d’Américains et de colons de Saint-Domingue, dont les objectifs convergent avec ceux du gouvernement fédéral américain et rivalisent, dans des positions diamétralement différentes, avec les objectifs des Sociétés compétitives créées par Genet et les consuls entre Philadelphie et Charleston. Contrairement aux Comités, nés d’associations caritatives américaines dans un contexte d’urgence, les Sociétés voient le jour aussi et surtout sous l’impulsion des colons de Saint-Domingue les plus en vue politiquement, liés à des citoyens américains tout aussi influents, redonnant ainsi aux institutions caritatives le caractère purement politique qui marquera la vie des réfugiés entre la France et les États-Unis. L’aide aux colons français répond à des raisons morales et, plus encore, politiques. Offrir de l’aide aux Blancs était une manière de maintenir le statu quo dans l’État, de réaffirmer les hiérarchies et de sécuriser l’ordre social qui risquait d’être discuté à un moment d’extrême incertitude pour la jeune république. Le cas de l’état de la Caroline du Sud et l’affrontement autour du secours entre le consul Michel-Ange Mangourit et les colons, unanimement défendu par les fédéralistes et les républicains, nous montre la complexité et l’apparente incohérence des clivages partisans des années 1790.

Finalement, les sociétés privées de bienfaisance sont bientôt rejoints par le premier *Relief Act* promulgué le 4 février 1794 par le Congrès, qui établissait une distribution d’argent à chaque ville comptant parmi ses habitants des colons réfugiés de Saint-Domingue. Pour ces

raisons, nous avons choisi de retracer le débat au Congrès qui a anticipé le décret et qui s'est déroulé principalement autour de trois axes : le premier reconnaît unanimement la reconnaissance que la jeune république devait à la France pour son soutien dans la guerre d'indépendance ; le deuxième met l'accent sur les difficultés des colons, partagées par tous les députés des états qui ne doutaient pas de la nécessité de les aider sans distinction politique ; le troisième touche au cœur du système constitutionnel fédéral américain, en s'interrogeant sur la nature et les limites d'une loi fédérale qui proposait d'inclure dans le budget public un quota pour aider les citoyens non-américains. Ce qui frappe avant tout, c'est que de toutes ces réflexions, les colons noirs sont absolument exclus, considérés comme une menace pour le système social américain au-delà des possibilités économiques qu'ils possèdent. Le gouvernement fédéral, dans son projet de loi, interdisait expressément de secourir les Français non blancs. Conformément à cette directive, la tâche de gérer les fonds alloués par le gouvernement pour venir en aide aux colons est confiée aux sociétés de bienfaisances : pour le cas de Philadelphie, c'est en effet le *Comité de Bienfaisance* qui fut choisi, dirigé par Stephen Girard, connu pour ses sympathies pour les colons blancs et pour une attitude assez sévère, voire tyrannique, envers ses esclaves ; de même, emblématique est le choix de la *Benevolent Society* of Charleston, dont la solidarité sincère avec les propriétaires français s'accompagne d'une rancœur féroce à l'égard des noirs français libres et esclaves, surnommés péjorativement *French Negroes*.

Pour ces raisons, il a semblé opportun d'inclure un focus sur la question des Noirs de Saint-Domingue qui se sont rendus aux Etats-Unis soit de manière autonome après les premières révoltes, soit en suivant leurs maîtres une fois qu'ils ont quitté l'île. Venus d'une terre hostile, ravagée par la guerre civile et rongée par les luttes d'émancipation, les Noirs de Saint-Domingue constituent alors un véritable défi pour les autorités américaines, confrontées à un problème qui dépasse les limites de la politique intérieure fédérale et interroge les termes des relations internationales et de la « collaboration transcoloniale » mise en exergue dans l'ouvrage de Sara E. Johnson en 2012. Limités à l'objectif d'analyser l'accueil reçu par les colons aux États-Unis, nous avons fait un usage méthodologique du concept proposé par Johnson, mais en l'inversant et en acceptant ainsi la suggestion de John Garrigus d'employer le concept de « collaboration coloniale » non pas tant pour les dominés, mais pour les dominateurs, l'élite blanche esclavagiste et ses solidarités transnationales. L'attitude de suspicion à l'égard des *french negroes*, les permis d'entrée qui leur étaient accordés, le traitement de la subalternité et le manque de secours qu'ils étaient contraints d'endurer, ainsi que l'expulsion ou l'interdiction d'accès aux ports, ne sont que quelques-uns des problèmes qui se posent autour de la question

du secours aux colons et qui ont été un terrain de discorde et de collaboration entre les autorités américaines, les représentants français aux États-Unis et les colons réfugiés. L'expulsion des noirs français, libres ou esclaves, n'est que la dernière des nombreuses mesures prises par les autorités américaines pour enrayer la contagion révolutionnaire. La collaboration entre les États pour arrêter l'exode des réfugiés noirs d'une frontière à l'autre s'accompagne d'une solidarité entre les propriétaires de plantations, qui prennent toutes les mesures possibles pour venir en aide à leurs associés français, en facilitant l'introduction de leurs esclaves aux États-Unis et en leur distribuant l'argent fourni par les Sociétés de Bienfaisance. Les gens de couleur de Saint-Domingue étaient exclus de cette solidarité et traités comme des rebelles au même titre que les esclaves. D'une part, cette caractérisation adhérait aux classifications raciales étroites et à la structure sociale américaine – dans laquelle un groupe de riches propriétaires terriens noirs comparable au groupe des Antilles faisait défaut – d'autre part, elle mettait l'accent sur l'agitation des gens de couleur pour les droits civils et politiques comme cause de la guerre civile dans l'île.

Leur exclusion des formes de charité explicitement dédiées aux colons blancs avait au moins trois raisons : d'abord, ils étaient exclus des formes de solidarité typiques de la société américaine ; ensuite, les communautés afro-américaines libres, en raison de leur faible poids social et politique dans ces années-là, n'étaient pas en mesure de les aider de manière adéquate ; enfin, la suspicion qu'ils suscitaient signifiait qu'ils étaient davantage conçus comme un problème d'ordre public et politique, plutôt que d'ordre moral et de solidarité. Incapables de subvenir à leurs besoins, ces réfugiés ne pouvaient compter que sur les *almshouses* et certainement pas sur les *Benevolent Societies* qui avaient vu le jour pour leurs homologues blancs.

L'arrivée de la seconde commission civile à Saint-Domingue en septembre 1792, avec Sonthonax, Polverel et Ailhaud, marque un changement crucial dans la diplomatie post-insurrectionnelle de 1791, qui se concentre sur la réforme coloniale interne. Sur le front américain, l'arrivée du nouveau ministre plénipotentiaire français, Charles Edmond Genet, en 1793, visait à centraliser les affaires des Caraïbes afin d'étendre l'influence révolutionnaire française. Bien que la mission de Genet ait été largement étudiée pour ses ambitions personnelles et son impact politique, elle a récemment été réinterprétée dans le contexte plus large de l'émergence de l'opinion publique et du bipartisme aux États-Unis. Cette mission constitue davantage l'exception que la règle de la diplomatie républicaine révolutionnaire. D'éminents chercheurs ont analysé le rôle de Genet dans le contexte colonial et son impact sur

l'émancipation. Cette étude tente d'imbriquer trois aspects : l'émancipation dans les colonies, la République impériale et la mission de Genet, en établissant le contexte du chapitre suivant sur les colons de Saint-Domingue après 1793. La mission de Genet visait principalement la conclusion d'un nouveau traité franco-américain, englobant les sphères commerciales et politiques et impliquant également les pays adjacents aux États-Unis. Cependant, l'ampleur atlantique de la mission a contribué à son échec, accentué par la révolution à Saint-Domingue et la chute des Girondins à Paris. Aux États-Unis, la Révolution française divise l'élite politique. Les fédéralistes craignent le risque de violence révolutionnaire et l'anti-jacobinisme définit leur identité politique. En revanche, Jefferson et les républicains-démocrates considèrent la violence comme nécessaire à la survie de la république face à la menace monarchique. L'irruption de Genet a provoqué un conflit entre Jefferson et Hamilton, qui a culminé avec la question de la neutralité et de l'autorité du président. Ce conflit conduit à la polarisation de l'opinion publique entre les partisans de la neutralité fédéraliste et les républicains-démocrates alignés sur la France. La neutralité est maintenue, mais le débat marque une rupture dans la politique américaine.

Genet, chargé de renégocier un traité franco-américain, est limité par sa connaissance partielle du droit et la longueur des communications transatlantiques. En défiant l'autorité de Washington, en s'appuyant sur les sociétés démocratiques et en recourant à des navires corsaires, il prive l'exécutif de tout contrôle. Ce comportement lui aliène Thomas Jefferson et provoque des tensions au sein du gouvernement. À la fin du mois de juillet 1793, le président Washington décide de rappeler Genet, mais cet échec ne met pas fin à son expérience. Ignorant ce rappel, Genet se concentre sur les Antilles comme il en a reçu l'ordre, apportant son soutien aux commissaires de Saint-Domingue et promouvant la cause française. Face à l'opposition du gouverneur Galbaud et des rebelles, les commissaires publient une proclamation d'émancipation pour que les esclaves rejoignent la cause. Malgré les accusations de violence, Genet soutient leur décision. Son expérience met en lumière l'intersection de la politique internationale, de la diplomatie et de la lutte pour l'émancipation au cours d'une période tumultueuse.

Edmond Genet, en tant qu'ambassadeur de France aux États-Unis, a activement soutenu le processus d'émancipation des Noirs à Saint-Domingue, en approuvant les décisions des commissaires locaux. Ce soutien direct, manifesté par l'approbation des proclamations d'émancipation de Sonthonax et de Polverel, a compliqué sa position politique aux États-Unis, notamment en raison de ses relations avec Thomas Jefferson, un partisan de la politique républicaine française. Jefferson, originaire d'un État esclavagiste, reçoit le soutien de Genet,

qui se trouve cependant dans une position contradictoire : d'une part, il évite de s'exprimer publiquement sur la question de l'esclavage et, d'autre part, il soutient activement les mesures prises par les commissaires en faveur des esclaves émancipés, contredisant ainsi ses tentatives de neutralité. Les tensions avec les colons s'aggravent lorsque l'arrivée du navire de guerre Jupiter, dirigé par le général Galbaud, déclenche des conflits entre les réfugiés français à Philadelphie et à New York. La communauté est divisée entre ceux qui défendent le général et les colons tenus pour responsables des événements du Cap Français. Ce scénario complexe reflète les défis politiques et moraux auxquels Genet est confronté, dont le rôle d'ambassadeur de France se confond avec les tensions politiques et sociales aux États-Unis et à Saint-Domingue à une période cruciale de l'histoire.

Afin d'illustrer plus adéquatement leur réorganisation politique dans les villes américaines et particulièrement à Philadelphie, il a semblé opportun de revenir sur la mission d'Edmond Genet et de tenter de la réinterpréter à la lumière de sa relation particulière avec les colons, afin de l'intégrer dans la vie politique des colons. Le deuxième chapitre était en effet entièrement consacré à l'organisation et à la culture politique auxquelles les colons ont donné naissance pour tenter d'influencer les fronts américain et français, principalement à travers les assemblées de colons réfugiés à Philadelphie et la presse périodique. Enfin, la focalisation sur les colons des États-Unis et leurs relations atlantiques a permis de repenser la politique des colons émigrés à Londres, notamment à l'occasion du traité de Whitehall de 1793 et de l'invasion britannique de l'île de Saint-Domingue qui s'ensuivit.

Les assemblées de colons réfugiés aux États-Unis sont nées de l'affrontement ouvert entre commissaires et colons et en réponse à la crise de légitimité politico-diplomatique entre Charles Edmond Genet et la République fédérale. Loin d'être dénuées de tout marchandage politique, ces assemblées coagulent les problèmes idéologico-politiques qui agitent la mère patrie et la colonie de Saint-Domingue depuis 1789 pour les traduire aux États-Unis en termes de mots d'ordre susceptibles de convaincre leurs partisans américains et français. Nées dans les villes de New York, Boston et Philadelphie, les assemblées naissent alors de la nécessité de s'organiser pour s'opposer à la politique des commissaires et de l'ambassadeur, de diffuser un récit différent de celui des autorités officielles sur ce qui se passait dans les Caraïbes, de se démarquer des accusations d'émigration contre-révolutionnaire et de conspiration avec les Britanniques, et d'intervenir dans le débat politique atlantique au sens large.

Au-delà de l'urgence sociale, les réunions de réfugiés visent à résoudre en leur faveur la crise de légitimité politique que l'élection des six députés de Saint-Domingue promue par les commissaires et l'aval de l'ambassadeur ont déclenchée. Inséparables de leur expérience

coloniale antérieure, les membres de ces assemblées se réunissent pour remettre en cause la légalité et la légitimité de l'élection et pour contre-proposer leurs propres représentants qui se rendront directement à Paris pour en rediscuter les termes. En outre, les réunions sont l'occasion de condamner la *Société des Amis des Noirs* et ses affiliés et de proposer des solutions politiques qui s'adaptent au nouveau contexte atlantique et rétablissent l'ordre dans la colonie selon un équilibre nouveau et/ou retrouvé.

Cependant, bien que liés par un destin commun, les événements de 1793-1795 suscitent de profondes dissensions entre les colons, dont les sources de légitimité varient selon les équilibres atlantiques : aux haines jamais éteintes, remontant à l'affrontement entre *grands* et *petits blancs*, à la méfiance entre l'Assemblée de Saint-Marc et le Club Massiac, ou à l'alliance avec les Anglais à l'occasion de leur débarquement et de leur occupation à Jérémie, s'ajoutent ainsi des discussions sur l'ordre futur imaginé pour la colonie, brisant d'emblée l'entente précaire construite autour de la haine des commissaires et des préjugés à l'égard des noirs ou des mulâtres, libres ou esclaves.

Le rôle des États-Unis n'est aussi pas négligeable : territoire libre et neutre, la jeune République ne se contente pas d'accueillir les réfugiés et de les aider par le biais des Sociétés, elle assure et rassure les colons sur leur activité politique, orientée sur des principes peu éloignés de ceux des propriétaires sudistes et intimidée à la fois par l'animosité du ministre Genet et par la rébellion et l'émancipation des esclaves à l'été 1793. Ainsi, afin de gagner le soutien de l'opinion publique américaine et sans perdre de vue l'objectif de reconquérir la colonie par tous les moyens, les colons s'accrochent au langage républicain et à l'activité participative pour repenser les mécanismes des assemblées révolutionnaires de la Mère Patrie. S'il est vrai que l'incendie du Cap Français a marqué le premier et le plus spectaculaire épisode de la crise du système impérial français théorisé pendant la guerre d'indépendance, l'exode a aussi fourni aux colons un point d'appui américain qui leur a permis de contrôler l'espace caribéen et de jouer politiquement leur jeu sur plusieurs fronts. De plus, la protection et le soutien économique reçus des autorités américaines et des particuliers, contrebalançant la violence des affrontements avec les ministres et consuls français, ont été un corollaire indispensable à la formulation d'une ligne républicaine qui voyait dans le modèle américain une solution possible aux problèmes de la colonie.

Dans ce chapitre, on a donc essayé de montrer comment, face aux défis atlantiques, les réseaux tissés par les colons dans les années qui précèdent 1793, ainsi que les nouvelles alliances qui vont se nouer dans les années du séjour américain, s'avèrent essentiels pour mobiliser et assurer leur survie dans l'arène politique. Leur correspondance, leurs réunions

publiques, l'envoi de représentants alternatifs aux six députés élus dans la colonie, ainsi que leur ouverture sur plusieurs fronts – y compris le front anglais – suggèrent un rôle beaucoup moins passif que celui décrit par l'historiographie jusqu'à présent et, surtout, beaucoup moins strictement lié à la seule récupération des biens. Par ailleurs, les débats et les ruptures au sein des assemblées et de la communauté des réfugiés, la méfiance ou l'affection à l'égard des Anglais et des colons qui avaient conclu le *traité de White Hall* avec Londres en 1793, les liens et le militantisme au sein du Club des Jacobins, la présence de certains d'entre eux à Paris, et les liens étroits avec les planteurs démocrates-républicains du Sud des Etats-Unis compliquent le tableau et laissent entrevoir une élaboration idéologique post-coloniale qui oscille entre l'acceptation d'un idéal républicain de conquête du globe et la restauration de l'ordre prérévolutionnaire. Tout cela selon un processus ambigu qui rappelle fortement les phénomènes métropolitains, retraçant les déchirements qui ont agité la Convention nationale en 1793 et les luttes entre Jacobins et Girondins, entre amis et ennemis de la République.

Ainsi, l'objet de ce chapitre est de mettre en lumière la porosité du groupe colonial en exil aux Etats-Unis, ses alliances politiques et son organisation loin d'être négligeable qui sera à la base de son activité de lobbying entre la France et les Etats-Unis et non sans un regard toujours attentif sur la Grande-Bretagne. Il s'est agi de montrer la complexité de leur positionnement politique et de rediscuter la logique d'une historiographie qui les a rejetés comme un élément minoritaire de la nébuleuse contre-révolutionnaire, comme si leur présence dans les débats du Congrès, de la Convention nationale ou du cabinet de Saint-James était une victime exceptionnelle de la diaspora désespérée de planteurs prêts à tout pour récupérer leurs biens coloniaux. La focalisation sur les *discours of dispossessed*, les pétitions envoyées en 1814 pour être indemnisés des pertes suivies à l'Indépendance d'Haïti ont fini par orienter l'analyse davantage sur les aspects sociaux que sur les aspects proprement politiques, en dépeignant les colons sur la toile de fond des choix de la mère patrie et, plus généralement, des puissances atlantiques.

L'analyse, se démarquant en partie des travaux antérieurs, voudrait d'une part se débarrasser de l'analyse rhétorique des récits des colons, et d'autre part se concentrer sur leur performativité dans l'espace d'action politique qu'ils se sont taillé. En analysant conjointement récits et pratiques politiques, nous entendons montrer, d'une part, les continuités et les ruptures entre le passé et le présent de ces hommes, entre l'échec du rêve autonomiste et l'adhésion aux nouveaux projets républicains-impériaux ; d'autre part, nous entendons mettre en évidence le terrain fertile sur lequel s'est ensuite déployée la révision d'un républicanisme conservateur qui

a connu son plein épanouissement intellectuel après 1795 et qui a fait des années américaines un champ d'expérimentation pour l'avenir.

A cette fin, nous avons dédié la troisième partie de ce chapitre à la question de comment l'adhésion aux formes républicaines envisagées par la France avant le décret émancipateur du 16 pluviôse an II, a rapproché une grande partie des colons patriotes des choix de la Convention et en particulier de ceux du Comité de Salut public. Aux antipodes du tableau proposé par l'ambassadeur Genet qui interprétait le projet républicain dans une clé universelle et émancipatrice, nombreux colons, en cherchant à s'insérer dans la lutte entre Montagnards et Girondins, adhéraient à la ligne des premiers selon une stratégie qui faisait de la régénération républicaine le synonyme non pas de l'émancipation, mais d'une légitimité nouvelle et reconnue à la colonie à travers les seuls propriétaires blancs.

Ainsi, la querelle entre légitimité et légalité, question centrale en métropole dans les années 1792-1794, reflète la situation dans la colonie et dans le monde américain : s'il est vrai que le conflit entre Charles Edmond Genet et les réfugiés de Saint-Domingue a reposé un débat européen aux États-Unis, de la même manière, dans un jeu de miroirs, le débat entre les colons blancs envoyés par les assemblées et les députés envoyés par les commissaires a ramené un débat atlantique dans la mère patrie.

Ainsi, les premières pages du deuxième chapitre ont été dédiées aux parcours biographiques des colons réfugiés aux États-Unis, en croisant les informations sociales et politiques des années antérieures à 1793. L'objectif est d'interpréter la signification sociopolitique des alliances et des divisions qui ont opposé les différents groupes de colons réfugiés en fonction de modèles et d'expériences communs. Il a semblé donc pertinent de poser un postulat méthodologique sur la collecte et l'analyse des données qui sous-tendent cette section et qui permettent de mieux comprendre la composition sociale des réfugiés les plus actifs politiquement et les raisons de leur comportement.

Une multitude de sources différentes, à la fois quantitatives et qualitatives, ont été utilisées pour cette recherche. Bien que la littérature ne manque pas, aucune étude n'a, à ce jour, clairement mis en relation l'organisation des colons aux États-Unis et leur passé politique dans la colonie, en s'attachant à l'étude des réseaux sociaux qui leur ont permis de se réadapter à la terre d'accueil. La tâche n'est évidemment pas aisée : les sources sur le sujet sont fragmentaires, imprécises et lacunaires ; souvent, elles ont été produites des années après les événements relatés, modifiant les objectifs initiaux d'un choix donné pour les réadapter aux besoins du moment ; mais grâce au croisement de toutes ces données, il a été possible de sélectionner un

total d'environ 1000 colons actifs entre la France et les États-Unis dans les années 1793-1795, dont la carrière s'est poursuivie au moins jusqu'au Consulat et à l'échec de l'expédition de Leclerc. Afin d'analyser leur activité politique révolutionnaire pendant les années de la Convention nationale, du Directoire et du Consulat, il a également été nécessaire de saisir les sujets et leurs fiches biographiques dans une base de données, afin de trier les données et d'en ajouter d'autres lors de la consultation du matériel d'archives. Or, contrairement à la méthode prosopographique, qui s'appuie souvent sur des bases de données telles que Win Généalogie, FileMaker.Pro ou Fichoz, nous avons préféré nous appuyer sur Nodegoat, construit spécifiquement pour des analyses autres que celles exclusivement socio-familiales et défini comme un « environnement de gestion de données, d'analyse de réseaux et de visualisation basé sur le web ». Le programme permet de construire des ensembles de données offrant différents modes d'analyse relationnels, spatiaux et chronologiques. En combinant ces éléments dans un environnement unique, il est plus facile de traiter, d'analyser et surtout de visualiser instantanément des ensembles de données complexes saisis dans une perspective relationnelle, diachronique et spatiale. En d'autres termes, grâce à sa fonctionnalité de filtrage et de visualisation des chemins, des sélections peuvent être créées et mises en évidence dans un contexte plus large au sein de l'ensemble de données. Si les avantages de ce type de base de données sont nombreux, il n'en reste pas moins que certaines difficultés à débrouiller, notamment lorsqu'il s'agit d'entrer les données dans l'ordinateur.

Par ailleurs, la singularisation des colons en raison de leur activité politique dans les assemblées, de leurs fonctions publiques ou de leur participation au lobby colonial entre les deux républiques aboutit à un rétrécissement drastique du monde professionnel : bien que parmi les signataires des pétitions il y ait plusieurs colons que l'on peut définir comme *petits-blancs* – colons blancs pauvres ou exerçant des professions alternatives au monde de la production, du raffinage, de la vente et du commerce des produits coloniaux ou exclus de la participation aux prestigieuses fonctions politiques de la colonie – la responsabilité politique de l'interlocution avec les autorités américaines et, surtout, avec celles de la mère patrie revient aux hommes importants de la communauté de Saint-Domingue qui disposent de richesses, de connaissances et de réseaux politiques suffisamment capables de faire naître l'espoir d'un succès de leurs revendications. Marginaux, mais pas inexistants : les petits exploitants appauvris ou les professionnels des arts alternatifs à la production de produits coloniaux seront au contraire un point fort pour les *planteurs*, qui s'appuieront sur les préjugés raciaux et la possibilité de récupérer la colonie selon de nouveaux principes plus justes - pour les Blancs ! - qu'ils mettent en avant pour soutenir leurs positions devant la Convention.

De même, les noirs, qu'ils soient esclaves ou libres, n'apparaîtront que rarement : véritable obsession des colons, ils seront traités dans ce chapitre selon le prisme interprétatif des propriétaires de plantations, et leur absence physique, contrebalancée par une très forte présence dans la rhétorique discursive des colons, permette de donner de la solidité à l'analyse et de la faire ressortir dans toute sa complexité. Enfin, comme nous le verrons plus en détail lorsque nous aborderons la question des pétitions, les femmes jouent également un rôle minoritaire dans cette histoire : plus silencieuses politiquement – mais non moins actives – que les hommes, les femmes étaient autorisées à participer aux assemblées de colons aux États-Unis et ce n'est qu'à de rares occasions qu'elles figuraient parmi les signataires des pétitions rédigées au cours des sessions.

Pendant la crise coloniale révolutionnaire, les colons français de Saint-Domingue tentent de lier les événements américains et français, en mettant en avant leur participation à la guerre de 1776 comme preuve de patriotisme et d'attachement aux valeurs républicaines. Tout en reconnaissant les différences entre les deux révolutions, ils cherchent à inscrire leur conduite politique dans un récit de lutte pour la liberté. Revendiquer une présence dans la guerre d'indépendance américaine permet ainsi de justifier leur position politique et de souligner une sorte de "troisième voie" entre les événements américains et français. La mémoire de la révolution américaine devient l'occasion de repenser la Révolution française et de s'opposer au rétablissement de l'esclavage.

Tous ces arguments ont été utilisés dans les pétitions des colons pour obtenir le soutien économique des États-Unis et pour maintenir les liens avec la mère patrie, leur principal partenaire politique et commercial. Cependant, les colons qui ont participé à la guerre d'indépendance américaine n'étaient pas tous créoles ; la plupart étaient d'origine française ou fils de propriétaires de plantations et seul un petit pourcentage d'entre eux a pris une part active à la politique publique aux États-Unis. La prise d'armes est un trait caractéristique de cette étude : la participation à la Révolution américaine d'abord et à la Garde nationale ensuite sont en effet deux éléments dont se targuent les colons, qui s'en servent pour marquer d'authenticité leurs propositions de conquête militaire de l'île. S'armer pour la liberté, s'armer pour la Révolution et s'armer pour défendre ses biens se mêlent pour proposer un cadre patriotique en phase avec les événements de la mère patrie, construisant un parallèle où de menace d'une nouvelle Vendée, les colons deviennent la garantie du rétablissement de l'ordre, de la défense des valeurs révolutionnaires et de la puissance coloniale française.

Le groupe des colons réfugiés est, en vérité, assez hétérogène en termes de carrière politique. Parmi eux, on trouve, on l'a dit, un grand nombre de planteurs qui s'étaient déjà

distingués dans les années précédant leur départ de la colonie. Un fait les réunit tous : la participation à l'Assemblée de Saint-Marc. Leaders ou simples participants, l'activité à l'Assemblée a sans doute constitué un véritable *apprentissage* politique, en particulier pour ceux qui n'avaient que peu de titres au sein de la société coloniale avant 1789. Ouverte à tous les citoyens blancs au-delà du recensement, elle s'était révélée un instrument essentiel de revendication politique et, ce qui n'est pas négligeable, sociale. Bien que les membres élus dans les différentes paroisses soient, à toutes fins utiles, des notables de quartier – par notables, on entend de riches propriétaires de plantations originaires ou domiciliés dans la colonie –, les portes de l'Assemblée restent ouvertes au public et l'absence de critère fondé sur le revenu des électeurs et des candidats a ouvert des possibilités sans précédent de participation et de distinction à ceux qui avaient été exclus de la gestion politique de la colonie sous l'Ancien Régime.

La fierté d'avoir participé à l'expérience de Saint-Marc se combinait avec la fierté d'avoir participé à la Garde Nationale. Ainsi, à la valeur fonctionnelle de la Garde Nationale entendue comme gestion de l'ordre public, se juxtaposait une valeur plus symbolique, patriotique et, dans un certain sens, d'indépendance et d'opposition au pouvoir, incarné en l'occurrence par l'armée royale sous l'autorité du gouverneur, à laquelle la population de Saint-Domingue – en particulier les députés de Saint-Marc – s'était déjà montrée plutôt hostile sous l'Ancien Régime.

L'activité politique comme critère conduit évidemment à restreindre le champ des professions et des carrières politiques. Sans vouloir être trop long, on a ensuite tenté de déterminer des catégories sociopolitiques dans l'espoir de clarifier le cadre social et le contexte politique antérieur dans lequel les acteurs évoluent et construisent les structures politiques dans lesquelles ils agissent. Nous avons vu qu'une grande partie des acteurs étudiés étaient des hommes dont la richesse résidait presque exclusivement dans le système des plantations ou dans le commerce des produits coloniaux ou encore dans des activités professionnelles liées au territoire de Saint-Domingue ; il s'agissait donc d'un groupe qui avait socialement tout à perdre avec l'effondrement du système colonial et surtout des anciennes hiérarchies coloniales ou avec l'absence de réorganisation. D'autres agissent également par conviction personnelle, comme en témoigne la forte composante autonomiste de l'île ou celle des partisans des Anglais – qui, comme nous le verrons, sont loin d'être rares ; d'autres encore agissent parce qu'ils sont séduits par l'ouverture de nouveaux espaces politiques qui leur étaient fermés avant 1789, ainsi que par l'espoir qu'une adhésion sincère aux valeurs révolutionnaires aurait signifié un relâchement du contrôle rigide de la mère patrie et la possibilité de profits plus importants.

Au cours de ce travail, nous nous sommes retrouvés à plusieurs reprises à utiliser les termes *grands blancs* et *petits blancs* sans nous attarder suffisamment sur leur valeur historique et les changements de sens qu'ils ont pu subir. Sans prétendre à l'exhaustivité, il nous a semblé nécessaire d'approfondir et d'historiciser un sujet trop souvent ignoré ou peu abordé. Les années qui suivirent furent autant de moments de remise en question de la composition sociale de Saint-Domingue et des enjeux critiques qui avaient conduit à la guerre civile puis, en 1804, à l'Indépendance de l'île. La réflexion sur le rôle des *petits blancs* et leurs relations avec les autres composantes de la société, notamment dans celles à base esclavagiste ou comptant un grand nombre de noirs libres, n'a pas diminué, loin de là. Dans les années qui suivent, tant en France qu'aux Etats-Unis, le débat va bientôt s'enrichir dans d'autres directions, comme celle de l'imbrication entre une question sociale et une question "raciale", et ce jusqu'à aujourd'hui. Loin de vouloir entrer dans un débat aussi vaste, l'objet de cette section est de clarifier le sens social et surtout politique d'une catégorie qui échappe à un cadrage clair du fait de sa perméabilité, de ses fluctuations et de ses relations contestées avec les différentes composantes de l'île.

La Révolution française marque une étape fondamentale dans l'histoire de la sociabilité politique. Les clubs et les sociétés qui naissent à Paris et en province, reliés par un réseau de correspondances et l'épanouissement de la presse périodique, sont la marque de cette politique au jour le jour, qui entraîne, à travers les droits civils et civiques et l'instauration d'un système de représentation et de démocratisation de la culture politique française, au moins jusqu'au coup d'État de 1799. Ainsi, pour la première fois, le 1789 voit l'émergence d'un modèle politique fondé sur la participation du plus grand nombre, créant une tradition participative qui ne s'arrêtera plus, mais s'étendra au-delà de ses frontières géographiques. À côté de ces formes plus ou moins répandues d'apprentissage politique, la Révolution initie une série de structures opérationnelles qui permettent l'organisation matérielle de cette vie politique : élections, clubs et sociétés politiques, pétitions publiques, journalisme et débats dans les assemblées.

Comme nous l'avons brièvement vu, Saint-Domingue a également participé à cette révolution de la sociabilité politique et les colons, suivant des schémas qui ne sont pas nécessairement parallèles à ceux de la mère patrie, ont été les protagonistes et les vecteurs de nouveaux modèles, pratiques et structures révolutionnaires qui allaient marquer l'histoire de l'île jusqu'à son indépendance. Dès la veille de la Révolution, la colonie est un pôle d'expérimentation et de diffusion de nouvelles formes de sociabilité, dans lesquelles la franc-maçonnerie et les cercles scientifiques et littéraires jouent un rôle fondamental. L'expérience

maçonnique et la participation aux cercles avant 1789 et la naissance des clubs, l'explosion de la presse, la convocation des assemblées provinciales, puis de l'assemblée générale de Saint Marc et l'envoi de ses propres députés en France sont des moments d'expérimentation politique sans précédent pour la colonie.

Cet héritage révolutionnaire ne s'est pas atténué après leur départ de la colonie pour se réfugier en France et surtout aux États-Unis. Au contraire, alors qu'à leur retour dans la mère patrie en 1793, les colons sont d'abord assez prudents dans leur réorganisation politique, aux États-Unis leur mobilisation est immédiate et capillaire, se diffusant sur tout le territoire américain à travers les instruments que la culture révolutionnaire avait répandus : pétitions, presse, loges maçonniques et assemblées de colons réfugiés.

Phénomène universel, la pétition a été étudiée par les historiens à différentes époques et dans différents lieux, et a pris des significations différentes au fil du temps. Il existe deux définitions principales : une classique, qui les considère comme des demandes écrites adressées à une autorité, et une plus complexe, qui les considère comme des demandes formelles et ritualisées signées par une ou plusieurs personnes. Alors que certains historiens les considèrent comme des instruments de protestation pour les dépossédés, d'autres les voient comme une partie intégrante de l'État, sans nécessairement avoir un caractère conflictuel. La dualité des pétitions les rend ambiguës et changeantes dans leur interaction entre l'auteur et l'autorité à laquelle elles sont adressées. Dans les contextes coloniaux, les sujets des colonies utilisaient souvent les pétitions pour contourner les procédures judiciaires locales et accéder directement au centre du pouvoir de la mère patrie. Ce système permettait aux pétitionnaires de bloquer les décisions locales et d'interagir avec le gouvernement métropolitain, influençant ainsi l'imagination politique des colons et contribuant à la stabilité ou à la crise de l'empire colonial. Avant les révolutions atlantiques, les pétitions servaient à la fois à obtenir des exemptions et des subventions commerciales et à discuter de questions relatives aux affaires étrangères des colonies, tout en maintenant le pouvoir central comme principal interlocuteur.

Comme l'a montré Jack P. Greene, ce caractère unilatéral de la relation entre les colons et la mère patrie s'est finalement brisé avec le déclenchement de la Révolution française, au cours de laquelle la pétition a rompu avec le modèle monarchique de la supplication et est devenue un instrument de revendication politique large et répandu, même si son contenu politique n'était pas nécessairement plus révolutionnaire que celui contre lequel elle protestait. Au-delà des cahiers de doléances, le cas le plus célèbre d'engagement révolutionnaire populaire officiellement sollicité d'en haut en vue de la convocation des États généraux, la France

révolutionnaire a connu des milliers de pétitions spontanées envoyées à Paris, démontrant la détermination des Français à se frayer un chemin dans le débat national naissant. Les colons de Saint-Domingue ne sont pas en reste et se font immédiatement une place dans le débat public, d'abord par la rédaction d'autant de cahiers de doléances coloniales, puis par un grand nombre de pétitions envoyées et lues à l'Assemblée nationale, ou adressées à leurs députés admis, ou encore au Club Massiac et au Comité colonial de Paris, dans l'espoir de faire entendre leurs revendications.

En ce qui concerne les pétitions des années considérées dans ce chapitre, c'est-à-dire celles envoyées par les colons après l'incendie du Cap Français et la fuite de la plupart d'entre eux de l'île, les destinataires des pétitions se trouvaient, comme on peut l'imaginer, dans au moins trois zones géographiques : la mère patrie française, les Etats-Unis et l'Angleterre. Ce qui diffère, en revanche, ce sont les destinataires des pétitions, qui peuvent être des particuliers influents – voir l'armateur et homme politique Stephen Girard pour les États-Unis ou Pierre Victor Malouet colon et ancien membre de l'Assemblée nationale émigré en Angleterre – ou des hommes qui exercent des fonctions publiques telles que représentants et députés, consuls ou ambassadeurs. Si cette pratique est souvent ambiguë, oscillant entre la correspondance privée et la supplique selon le degré de confiance et d'intimité entre l'expéditeur et le destinataire, l'objectif reste toujours le même : faire en sorte que sa demande parvienne au centre du pouvoir représentatif et soit entendue.

C'est à cette frontière entre le public et le privé, entre l'officieux et l'officiel, que se situent toutes les lettres privées que les colons émigrés de Saint-Domingue ont envoyées aux *soi-disants représentants des colons* avant et après leur départ pour la France afin d'attirer l'attention du Congrès américain sur la condition de la colonie et des propriétaires blancs, victimes du "despotisme" des commissaires Sonthonax et Polverel. Il s'agit principalement de colons qui, individuellement, font appel au président George Washington ou au Congrès par l'intermédiaire de son *Comité des réclamations* pour obtenir des secours, un emploi ou des terres à acheter et à cultiver afin de subvenir à leurs besoins. Dans le cas des hommes, la plupart ouvraient leur pétition en rappelant au président leur participation à la guerre d'Indépendance, leur service sous ses ordres et la situation désespérée dans laquelle ils se trouvaient en raison de la révolte des esclaves sur l'île. Nombre d'entre eux font ensuite des commentaires politiques sur la situation de la République française, louent la République américaine et proposent des solutions pour éviter que la contagion révolutionnaire ne s'étende aux États-Unis. Plus discrètes dans leurs revendications, les nombreuses pétitions de femmes se concentrent notamment sur la demande de secours économique une fois arrivées aux États-Unis sans ressources, souvent

veuves et porteuses d'enfants mineurs. La pétition était l'un des rares moyens pour les femmes d'intercéder en faveur de leur famille dans l'espoir d'être entendues et de recevoir ce qu'elles demandaient. Exclues des structures classiques de la politique telles que les assemblées, les clubs, les partis et les élections, la pétition leur ouvre alors des possibilités d'agir politiquement, tant individuellement que collectivement. Les pétitions collectives n'ont pas manqué, qu'elles soient féminines ou, plus souvent, masculines. Dans un certain sens, l'utilisation des pétitions après 1789 par les colons semble confirmer l'instrument de la pétition comme forme de « revendication représentative », selon la définition de Michael Saward, pour qui il y a représentation lorsqu'un individu ou un groupe d'individus revendique quelque chose devant un public collectif, pour le collectif.

Si pour le domaine de la presse révolutionnaire française, comme pour la presse américaine après la guerre d'indépendance, les études sont multiples, ce n'est pas le cas pour la presse périodique coloniale, en particulier celle de Saint-Domingue. Le succès de l'histoire atlantique et de la révolution haïtienne ne semble pas avoir affecté l'histoire de la presse de l'île, qui reste inexplorée et attend de s'affranchir des répertoires bibliographiques auxquels elle semble encore confinée. En effet, la presse de Saint-Domingue, comme celle des colons réfugiés, a souvent été étudiée comme un vecteur d'information d'une rive à l'autre de l'Atlantique ou utilisée comme source pour reconstituer des événements dont les documents d'archives n'étaient pas suffisamment complets. Même l'histoire de l'information, qui a progressé dans le domaine de l'histoire atlantique, ne semble pas, de ce point de vue, avoir sollicité un intérêt particulier pour la production périodique coloniale, qui reste à l'arrière-plan des événements ou un simple porte-voix des nouvelles métropolitaines ou des États-Unis voisins.

L'information *sur les colonies* semble avoir eu plus de succès que l'information *dans les colonies* : grâce aux travaux de Bernard Gainot, Jean-Charles Benzaken et Jeremy Popkin, en effet, un intérêt renouvelé s'est manifesté pour les périodiques parisiens spécifiquement consacrés à la politique coloniale, ainsi que pour les figures individuelles d'éminents journalistes à cheval entre le monde métropolitain et le monde insulaire. Ainsi, si une histoire complète et exhaustive de la presse à Saint-Domingue reste à écrire, les historiens Jeremy Popkins et David Geggus, déjà cités, font figure d'exception avec deux articles récents consacrés à la « culture de l'imprimé » dans la colonie. Limités aux années 1789-1793, ces articles pionniers ont le mérite d'attirer l'attention sur un fait apparemment paradoxal : les journalistes qui exaltaient le principe de liberté reconnaissaient cependant qu'ils opéraient dans

une société dont la survie dépendait de la négation de la liberté de la grande majorité de la population qui n'était pas blanche. A partir de ce « paradoxe », les pages dédiés à la presse coloniale tentent de présenter un large tableau de la problématique de la presse des colons qui ont fui l'île vers les Etats-Unis, dans le but de présenter la presse périodique, dont la centralité dans les vicissitudes des colons de Saint-Domingue ne peut être occultée.

La diaspora des colons, on le voit, ne correspond pas à la fin de la presse pour ceux qui se sont lancés dans l'entreprise entre les années 1789-1793, mais plutôt à un réajustement de la géographie et des ressources en fonction des principaux lieux où les colons ont trouvé refuge et agilité politique. Les périodiques de colons aux États-Unis ont rarement eu une longue durée de vie, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le séjour des réfugiés américains pouvait être extrêmement précaire et obligeait les colons à se déplacer de ville en ville ou de domicile en domicile, les privant ainsi de la stabilité nécessaire à l'ouverture d'une imprimerie. De plus, il n'était pas rare que les éditeurs se consacrent à d'autres projets, par exemple dans le domaine de la traduction d'œuvres en langue anglaise ou dans des projets de livres, abandonnant ainsi l'entreprise de l'impression de périodiques, qui s'avérait souvent beaucoup plus lourde. Parfois, c'est le manque d'abonnements et de souscriptions qui a fait avorter plusieurs projets avant même qu'ils ne démarrent : l'absence de financement ou de mécénat de l'État était assez fréquente et, contrairement aux journaux américains, les journaux coloniaux réservaient peu d'espace à la publicité, renonçant ainsi à bon nombre d'opportunités de financement.

L'apparente cohésion du réseau des colons et des journalistes cache en réalité de profondes divergences qui trouvent leur origine dans des antipathies anciennes ou dans des différences de style éditorial. Les colons impliqués dans la presse ne sont pas des professionnels du journalisme, mais des individus aux expériences diverses, telles que la fonction publique ou la propriété d'une plantation, qui utilisent les périodiques comme un outil politique pour exprimer leurs positions. L'accès au journalisme ne nécessite pas de qualifications particulières, ce qui ouvre de nouvelles perspectives à ceux qui souhaitent diffuser leurs idées. Contrairement à la France, où le journalisme pouvait être une source de revenus, les tirages dans les colonies américaines étaient plus faibles, ce qui incitait de nombreux éditeurs à imprimer en deux langues pour élargir le marché. Pour les colons, l'imprimerie est un moyen de dénoncer la situation à Saint-Domingue et de récupérer leurs sources de revenus, les plantations, plutôt qu'une carrière professionnelle. La forte identité coloniale des journalistes justifie les polémiques sur l'avenir de l'île et les relations avec la mère patrie et les autres puissances.

Malgré les distances à parcourir et les difficultés liées à l'envoi et à la réception du courrier par des courriers, la diffusion de ces journaux n'était en aucun cas réduite à la

dimension locale et citadine. C'est précisément grâce au réseau de réfugiés et à leurs liens avec des imprimeurs et des ateliers américains déjà bien établis que les abonnements à un périodique provenaient de l'ensemble des treize États américains, atteignant souvent des villes rurales de taille modérée. Cela dépend aussi des objectifs du périodique et du public visé : pour les journaux à caractère politique et en langue française, dont l'intérêt est d'informer les réfugiés français sur la situation en Europe, sur les débats du corps législatif en France et sur la situation à Saint-Domingue, la diffusion est limitée aux grandes villes américaines où résident la plupart des réfugiés. Souvent, pour que les messages à transmettre aient plus de résonance, certains d'entre eux collaborent à des périodiques d'autres éditeurs, principalement américains, ou écrivent des éditoriaux, des lettres ouvertes et répondent au courrier des lecteurs sous des pseudonymes. Il est évidemment très difficile de les retrouver et la possibilité d'agir anonymement et de ne pas signer les articles leur permettait de dissimuler leur identité. Après tout, l'utilisation de pseudonymes dans la presse américaine était très fréquente et les pères fondateurs s'en servaient pour des discussions publiques importantes ayant une certaine résonance.

En outre, les réfugiés coloniaux aux États-Unis collaboraient avec les journaux américains, qui constituaient leur principale source d'information sur la politique fédérale américaine. Contrairement aux journaux français qui suivaient les débats de la Convention nationale, aucun des périodiques édités par les colons ne présentait d'informations de première main sur les débats américains, si bien qu'ils s'en remettaient aux journaux de Philadelphie. Lorsque l'offre de journaux américains de langue anglaise était abondante, les colons préféraient des informations plus internationales, caribéennes ou européennes. Ils s'appuyaient généralement sur des journaux américains connus pour suivre les débats du Congrès ou des parlements des États, complétant l'information par des discours célèbres de George Washington et offrant une lecture globale des événements sous la forme d'éditoriaux interprétatifs.

Si l'on pouvait faire confiance dans la presse nationale pour les affaires américaines, comment obtenir des informations en provenance de France ou des colonies ? Comme on peut l'imaginer, les nouvelles arrivaient principalement de deux manières : par correspondance privée ou par l'envoi de journaux. Malheureusement, nous ne savons pas exactement si les colons réfugiés aux États-Unis se sont abonnés à l'exemplaire du journal européen qu'ils souhaitaient lire, mais nous pouvons cependant suggérer quelques hypothèses en observant les titres français dont ils tiraient à leur tour les informations. Une tentative de synthèse des périodiques français d'où sont tirées les informations de la presse franco-américaine a été réalisée à partir de quatre journaux particulièrement célèbres et quasi quotidiens, qui nous

parviennent presque dans leur intégralité et dont les rédacteurs et imprimeurs sont des colons de Saint-Domingue actifs entre Philadelphie et New York : *Le Courrier Français* de Peter Parent, le *Courrier Politique* d'Armand Gatereau, la *Gazette Française et Américaine* de Claude Parisot et le *Journal des Révolutions de Saint-Domingue* de Tanguy de la Boissière, devenu *Étoile Américaine / American Star*. Le fait le plus marquant est l'absence d'une presse proprement révolutionnaire et démocratique. Au contraire, tous les autres journaux utilisés de 1794 à 1797 sont des revues notoirement conservatrices sinon crypto-monarchistes, liées aux milieux du Club de Clichy et hostiles à la Convention nationale d'abord, au Directoire ensuite, ainsi qu'au Club des Jacobins et aux courants républicains-démocrates qui naissent au cours des années 1795-1799. Une grande partie de ces périodiques avaient déjà été condamnés à la saisie et à la fermeture préventive lors des journées insurrectionnelles des 13 et 14 novembre IV et leurs journalistes et rédacteurs condamnés à mort par contumace.

L'étude des filiations aux sociétés des arts et des sciences, des réseaux maçonniques et des sociétés de bienfaisance, semble avoir marqué l'essor de l'histoire des interconnexions dans l'espace atlantique tout en laissant la mère patrie dans un cône d'ombre, un peu comme si le réajustement géographique était l'aboutissement final d'un lien avec la métropole définitivement rompu. L'analyse des réseaux et des structures de la sociabilité coloniale de l'Ancien Régime à la première moitié du XIX^e siècle à l'échelle géographique a donc fini par proposer un bilan plutôt en faveur des colons en termes de capacité de réajustement et d'incidence sur le contexte urbain et rural, en omettant toutefois tous les aspects qui, sur le sol américain ou britannique, concernaient l'espace atlantique non pas dans une perspective de stabilisation sociale, mais plutôt dans une optique strictement politique de reconquête et de restauration de l'île. Ainsi, si certains courants historiographiques ont interprété l'histoire de l'insurrection et de l'indépendance d'Haïti comme autonome et détachée du contexte impérial français, l'histoire de la sociabilité des colons semble avoir pris une autre direction. Les victimes de ce manque d'intérêt pour les ruptures et les recompositions politiques au sein de l'empire colonial français sont les *assemblées des colons réfugiés aux États-Unis*, la forme la plus significative de sociabilité politique dans la communauté des réfugiés français, capable de nous donner une image moins impressionniste et plus articulée de la complexe arène politique atlantique.

Aucune étude de l'activité politique des colons ne semble avoir sérieusement pris en compte ces assemblées pour au moins deux raisons. Tout d'abord, la rareté des sources qui nous sont parvenues aujourd'hui, leur variété matérielle et leur dispersion ne semblent pas avoir joué

en faveur de ce type de document : éparpillés entre les archives françaises et américaines, souvent retrouvés dans des fonds privés ou dans la correspondance des ministres plénipotentiaires ou encore rapportés par les colons de manière sommaire dans des articles de journaux, il est presque impossible de retrouver l'intégralité des procès-verbaux. D'ailleurs, une grande partie de ce matériel a vu le jour grâce à l'immense travail de collecte de documentation effectué par le Comité des Colonies en 1794-1795 à l'occasion de *l'Affaire des Colonies*. Le manque d'intérêt est également imputable aux études sur les colons, centrées, comme on l'a dit, soit sur les questions plus sociales, soit sur l'analyse discursive de leurs revendications, qui finissent cependant par ne donner le juste espace à leur portée politique et idéologique au profit d'une simple stratégie rhétorique. Les travaux de l'historienne Jennifer Pierce vont dans ce sens, tout comme celui, beaucoup plus daté, de l'historien Francis Childs, dont l'analyse des réunions s'est limitée à démontrer les divisions entre royalistes et républicains au sein du monde des colons réfugiés. Au contraire, l'attention portée à la ritualité des réunions et des séances, la réflexion sur la représentation et le rôle des représentants et des représentés est une pièce essentielle du puzzle atlantique, la base et le point de départ de l'interprétation du rôle des colons dans la compétition politique sous le Directoire et le Consulat.

Pour ces raisons, on s'est concentré particulièrement sur l'analyse des procès-verbaux de l'assemblée de Philadelphie, dont la première session eut lieu officiellement en août 1793 à l'hôtel Oellers de Chestnut Street, afin de neutraliser l'action des six députés, conduits par Dufay, élus après la convocation d'élections à Saint-Domingue. En plus de désavouer les élections qui ont eu lieu dans l'île après la mesure abolitionniste voulue par Sonthonax et Polverel, les colons ont jugé nécessaire de se rassembler et de se mobiliser afin d'envoyer des représentants à la Convention nationale pour défendre les intérêts de la colonie.

La participation à l'assemblée de Philadelphie a été très élevée : parmi les signataires des pétitions et des communiqués, on compte entre 300 et 500 colons. Tous n'occupaient pas les mêmes positions et ne jouaient pas un rôle de premier plan, ce qui ne signifiait pas pour autant une forme restreinte de participation et de droit de vote, loin de là. Ce qui caractérisait l'assemblée était en fait un suffrage masculin étendu à tous les citoyens blancs ayant résidé dans l'île, sans distinction de recensement ou de naissance. Il n'y a pas non plus de distinction entre un électorat actif et passif, et le vote ne se fait pas seulement à main levée – comme c'est souvent le cas dans les sections parisiennes de ces années-là – mais aussi au scrutin, bien que nous ne sachions pas exactement comment se déroule l'élection. Une fois nommés, les présidents et les secrétaires prêtent serment sur la Constitution française de fidélité à la France

; ce serment est exigé chaque fois qu'un colon est investi d'une nouvelle fonction au sein de l'assemblée. Généralement, un ordre du jour est établi, comme pour les sessions de l'assemblée législative française : les secrétaires sont chargés de cette tâche, qui transmet le document au président qui le communique à tous les présents. Après le discours d'ouverture du président, les colons qui ont demandé la parole les jours précédents peuvent prononcer leurs propres discours qui, s'ils sont suivis d'une acclamation publique, sont ensuite reproduits dans les journaux. Dans leur quête de légitimité politique, un rôle décisif est cependant joué par Edmond Genet, qui refuse aux colons la reconnaissance des assemblées comme interlocuteurs légitimes et représentants de la volonté d'une partie de la République. Ainsi, par l'intermédiaire du président Barrault de Narcay, l'aval de Genet est sollicité à plusieurs reprises et tous les textes écrits produits par l'assemblée des colons sont envoyés au bureau du ministre plénipotentiaire dans l'espoir qu'il soutienne leurs revendications, anticipant et favorisant ainsi d'éventuelles réactions positives en France. En effet, l'acceptation par le ministre Genet de leurs revendications signifiait préparer le terrain pour leur bon accueil à la Convention nationale et, surtout, garantir la reconnaissance de leurs revendications et de leurs représentants par une autorité exécutive de la France à l'étranger et, implicitement, par la France elle-même. En refusant de reconnaître les colons élus comme des représentants à envoyer en France, Genet marque une ligne de partage entre la légalité des élections convoquées par Sonthonax et Polverel et celles des colons réfugiés. En moyenne, les colons réfugiés aux États-Unis envoient tous les dix jours des rapports à leurs représentants à Paris, leur décrivant la situation politique et militaire aux Antilles et aux États-Unis et leur indiquant les objectifs à atteindre en pressant les députés de la Convention nationale. En outre, en 1794, ces colons sont rejoints par ceux des États-Unis votés par les assemblées – Clausson, Duny, Chotard Aîné, Fondeviolle, Le Breton de Villandry et Millet – avec le mandat explicite d'informer les colons déjà en France sur le sort des réfugiés. L'une des tâches dont les assemblées les ont investies est, bien entendu, de faire pression sur les députés de la Convention nationale afin de poursuivre leurs propres objectifs politiques.

Enfin, la troisième partie du deuxième chapitre de ce document s'intéresse à un point aveugle de l'historiographie, le traité de Whitehall de 1793. Si, dans les paragraphes précédents, nous avons eu l'occasion d'approfondir les rapports des colons avec leur terre d'exil et les relations tissées avec la mère patrie, il ne semble pas superflu d'aborder la contribution des colons à l'invasion britannique de l'île. Bien que représentants de la partie ouvertement contre-révolutionnaire et en partie divergente des *patriotes* coloniaux ayant participé à l'Assemblée de

Philadelphie, l'étude de la manière dont les intérêts divergents ont interagi et dont les colons ont interprété la présence anglaise à Saint-Domingue permet également d'interpréter le phénomène sous un jour nouveau et de mettre en valeur un événement trop souvent oublié par l'historiographie : le traité de Whitehall de février 1793 entre les colons en exil à Londres et le gouvernement britannique. L'événement n'a pas suscité d'intérêt particulier dans l'historiographie récente, notamment française. A l'exception de Florence Gauthier, qui n'a réservé que quelques pages et un essai sur la figure du marquis de la Rochejaquelein au nuage colonial contre-révolutionnaire, aucune reconstitution de la politique coloniale de la France ne semble avoir jugé nécessaire de faire une place au traité de Whitehall. Il en va de même pour l'histoire diplomatique et l'histoire de la contre-révolution, qui n'ont connu que récemment un regain d'intérêt pour l'Atlantique et qui, à partir de biographies individuelles comme celle de Victor-Marie Malouet, ont tenté de mettre en évidence le rôle des colons de Londres dans la délicate phase républicaine française entre 1792 et 1793. David Geggus et Charles Frostin, quant à eux, se sont concentrés sur le traité comme point de départ de l'invasion anglaise de l'île : le premier s'est surtout intéressé au dénouement de l'affaire, aux relations des autorités anglaises avec les colons des provinces de la Grande Anse, aux questions militaires et aux affrontements armés avec les généraux français, tandis que le second a lu l'affaire à travers le prisme de la figure de Vernault de Charmilly et de son conflit avec Victor-Marie Malouet dans les années qui ont suivi le débarquement anglais.

Par suite de leur analyse, ce sous-chapitre se propose de retracer l'histoire du Traité en la replaçant dans le cadre plus large de l'histoire des colons atlantiques, en se concentrant particulièrement sur l'imbrication de quelques figures clés du monde contre-révolutionnaire colonial qui ont tenté de tenir ensemble les affaires britanniques, françaises et américano-caribéennes : Victor Malouet, Vernault de Charmilly, le général Cambefort et Mahy de Corméré. À partir de 1791, quelques centaines de colons de Saint-Domingue se réfugient à Londres, dite « capitale de l'immigration », où ils retrouvent leurs homologues qui ont fui la France, surtout après la prise du palais des Tuileries le 10 août 1792. Après janvier 1793, avec l'exécution de Louis XVI, les premiers succès des armées révolutionnaires sur le continent, l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne et l'aggravation de la situation à Saint-Domingue poussent les colons de Londres à rompre leurs liens avec la France révolutionnaire et à tenter une stratégie commune capable de coordonner les planteurs qui ont rejeté le monopole colonial et soutenu l'indépendance de l'île avec les monarchistes. Une fois installés à Londres, les colons s'emploient immédiatement à obtenir le soutien de l'Angleterre, comme en témoignent les nombreux appels aux Britanniques envoyés surtout après la journée du 10 août 1792. Les appels

sont bientôt suivis de réunions pour ouvrir des négociations avec l'Angleterre et le 25 janvier 1793 se tient à Londres la première assemblée des colons dans le but de se soumettre librement à la protection britannique. À cette occasion, une centaine de colons participants choisissent Pierre-Victor Malouet comme représentant chargé des négociations en raison de ses précédentes fonctions institutionnelles hors de France. Contrairement à ce que l'on prétend, les négociations entre les colons et le cabinet britannique ont eu lieu avant même l'intervention de Malouet, grâce aux intrigues d'un personnage assez complexe, dont il est difficile de faire un bilan historiographique compte tenu du manque d'informations sur sa biographie et de son relatif oubli : Pierre-François Venault de Charmilly. Le 25 février 1793, les propositions pour le passage de Saint-Domingue sous la domination britannique sont rédigées et Malouet est officiellement "fondé de pouvoirs". Les propositions, au nombre de douze, sont présentées par le porte-parole de Malouet au ministre Dundas à la fin du mois de février ; quelques jours plus tard, Dundas informe Malouet que l'accord a été accepté par le gouvernement, puis formalisé le 5 avril 1793 entre Lord Grenville et le colonisateur. La convention scelle l'accord et précise que l'Angleterre conservera la colonie jusqu'à la « conclusion de la paix entre la France et l'Angleterre, époque à laquelle, ou les colons français selon les conditions de cette paix, rentreront sous la domination d'une autorité légitime en France, ou continueront d'obéir à Sa Majesté Britannique comme à leur souverain et deviendront sujets de l'Empire britannique ». L'engagement de Malouet en faveur du traité repose sur un triple objectif : récupérer les biens des colons, repousser les insurgés et les troupes républicaines par une intervention militaire britannique et définir le statut futur de la colonie. Le rôle de Malouet joue, on l'a vu, notamment sur la question de l'avenir de la colonie, qui reste ouverte à la possibilité d'un retour sous l'autorité française. D'ailleurs, les deux versions du traité, c'est-à-dire le projet puis le texte final, diffèrent précisément sur les conditions futures de la colonie : alors que la première version proposait de placer Saint-Domingue « sous séquestre », impliquant de facto le retour définitif de la colonie, la version finale contenait les mots « conserver leur colonie ». La question de savoir si et à qui la colonie doit être rendue reste volontairement ouverte et est reportée à la conclusion de la paix ; la version finale n'exclut pas explicitement le maintien de la colonie sous l'autorité britannique et ne précise pas non plus la nature du gouvernement français à rétablir.

La formule ouverte du traité de Whitehall, plutôt que de laisser une ouverture vers la France révolutionnaire, évite l'émergence d'éventuels conflits entre *planteurs* autonomistes et royalistes, permettant de jouer le jeu de la protection anglaise au grand jour et de tâter le terrain dans les pays où les réfugiés désireux de rentrer à Saint-Domingue étaient les plus nombreux :

l'île de la Jamaïque et les États-Unis. Malgré les formalités et les flatteries à l'égard du gouvernement britannique, Malouet est clair sur l'avenir de la colonie. Menace pour les équilibres atlantiques et le système colonial anglais, les principes égalitaires de la République française dans les Caraïbes risquent bientôt de contaminer toutes les colonies voisines, au risque de voir s'effondrer non pas un Empire – le français – mais tout le système européen. Pour éviter cela, la Grande-Bretagne aurait donc dû garantir l'élimination du régime républicain par la guerre et assurer la paix par la restitution de Saint-Domingue aux Français. En bref, le traité laisse délibérément ouvert le problème de l'avenir de la colonie dans l'espoir que la France, en guerre avec toutes les grandes puissances européennes, signera bientôt une capitulation et renoncera alors au système républicain pour récupérer ses colonies et reconstruire sa puissance commerciale. La résolution non immédiate du statut futur de la colonie est une ouverture à la communauté des colons réfugiés, à qui s'adresse le traité : la protection britannique du territoire de Saint-Domingue est la meilleure sauvegarde immédiate des biens des colons face à la "fureur destructrice et égalitaire" des armées républicaines.

Cette préférence accordée aux colons, acteurs directs du traité et protecteurs de leurs intérêts, justifie également l'absence des Bourbons dans l'accord. Venuault de Charmilly est chargé de présenter les douze propositions du traité de Whitehall au gouverneur général de la Jamaïque, Adam Williamson, à charge pour lui de les accorder, sous forme de capitulation, aux différents districts de Saint-Domingue qui invoquent la protection britannique. Après des mois d'attente et de réticence de la part des autorités locales de Kingston, Venuault de Charmilly parvient enfin à monter, en septembre de la même année, la fameuse expédition pour la ville de Jérémie : entre le 19 et le 20 septembre 1793, six cents soldats britanniques du 13^e régiment, commandés par le colonel Whitelocke, débarquent dans la ville de Jérémie, suivis deux jours plus tard d'un second débarquement, cette fois dans la ville de Môle Saint-Nicolas.

Même lorsque Jérémie et Môle Saint-Nicolas furent envahis par les Anglais, les colons réfugiés à l'Assemblée continuèrent à défendre les deux districts, accusant Genet et les deux commissaires de ne les avoir défendus en aucune façon, ni dans la protection de leur régime intérieur – en les attaquant militairement pour faire exécuter le décret du 4 avril 1792 pour lequel les commissaires avaient été envoyés dans l'île – ni dans le régime extérieur, en ne leur venant pas en aide au moment de l'invasion anglaise. Au contraire, il passe sous silence le fait que des forces intérieures avaient également organisé l'occupation et défendu « les villes du Mole et de Jérémie, persécutées par un présumé ennemi intérieur, furent innocentes l'instant d'avant d'être coupables ».

La longue mise en garde du colon Clausson contre l'Angleterre lors de la première session de l'Assemblée de Philadelphie répondait à la fascination et à l'intérêt que semblait promettre l'axe Londres-Kingston-Jérémie ; l'idée d'un retour aux domaines, d'un repoussement définitif des troupes républicaines et d'une restauration des hiérarchies de la colonie et de son système de plantation a séduit de nombreux colons qui attendaient avec impatience un éventuel retour dans le district de Jérémie pour accompagner l'imminence du débarquement. Il est évident que les colons étaient au courant des plans de Venault de Charmilly et des Britanniques depuis un certain temps, ainsi que de l'appel officiel que les représentants de l'Assemblée provinciale de Grande-Anse avaient lancé aux Britanniques en signant le traité. Edmond Genet lui-même, en apprenant la conquête de Grande-Anse par les troupes britanniques, informa le ministre français des Affaires étrangères que ce n'est qu'à ce moment-là qu'il comprit le but de toutes ces demandes – qu'il rejeta – pour pouvoir retourner à Jérémie, la nouvelle *Vendée de Saint-Domingue*. Parmi les partisans les plus enthousiastes de l'intervention britannique, il y a sans doute Guillaume-François Mahy Corméré, auquel nous avons décidé de consacrer des pages en raison de son rôle actif dans la propagande en faveur de la politique britannique.

Le traité de Whitehall de 1793 et ses conséquences caribéennes accélèrent la ratification du décret du 16 pluviôse an II. Après la reconnaissance et l'envoi des six députés issus des élections convoquées par Sonthonax et Polverel, Edmond Genet ne doute pas que l'émancipation générale proclamée par les commissaires sera l'atout le plus précieux pour vaincre les Britanniques dans la colonie. Les réactions en France ne semblent pas lui avoir donné tort, car dès qu'ils apprirent le traité de Whitehall et l'invasion anglaise qui s'ensuivit, une vague d'indignation monta des bancs de la Convention, résumée par la célèbre phrase de Danton : « c'est aujourd'hui que l'Anglais est mort ! ». C'est précisément sur la base de cette dernière phrase célèbre que la tradition historiographique qui a insisté sur la portée cynique et même nationaliste de l'abolition a longtemps dominé la lecture historique de cette décision comme preuve de l'évident opportunisme militaire de la Convention. Il nous semble pourtant que c'est une lecture assez réductrice non seulement du débat qui s'est engagé à la Convention, mais aussi de la lutte de principes qui s'est effectivement déroulée outre-Atlantique, et qui allait bien au-delà de la simple volonté de vaincre par tous les moyens l'ennemi séculaire de la France.

La seconde partie, en revanche, intitulée *Tristi tropici* (*Tristes tropiques*), traite principalement de la réorganisation coloniale en France à partir du moment où les colons émigrés à Philadelphie

choisissent leurs représentants à y envoyer pour faire pression sur la Convention thermidorienne, attirer l'attention sur leur situation socio-politique, dénoncer la politique des commissaires civils et pousser à la révision du décret du 16 pluviôse an II. L'analyse des activités des colons à Paris est donc l'occasion de revenir sur l'*affaire des colonies* et sur les propositions qui émergent parallèlement dans les débats de la Convention et qui ouvrent la voie à la Constitution de l'an III et à l'intégration dite républicaine. La critique de l'application de la Déclaration des droits et devoirs de l'homme et du citoyen dans les colonies et le soutien conditionnel à la Charte de 1795 ont constitué la première étape de la reconstruction de ce que l'on appelle le *lobby colonial* en France, en particulier à Paris. Se distinguant surtout dans les deux premières années directoriales de 1795 à 1797, connues sous le nom de « premier Directoire », ce lobby, ou plutôt ces lobbies coloniaux s'emploient avant tout à tenter de rallier à leur cause les députés réactionnaires, notamment ceux proches du Club de Clichy, et de promouvoir une politique républicaine qui s'engagerait auprès des colons réfugiés par des lois de secours, par des indemnisations et surtout par l'hypothèse d'une expédition militaire et d'un accord préalable entre les deux républiques sœurs de part et d'autre de l'Atlantique.

Pour ces raisons, il a été décidé de reprendre la construction du lobby colonial en France à partir des années post-Thermidor. L'histoire coloniale sous le Directoire a reçu un nouvel élan, bénéficiant du succès de l'histoire atlantique d'une part et des études postcoloniales d'autre part, produisant des lectures du processus d'émancipation très fertiles en perspectives interprétatives. Outre le regain d'intérêt pour la question coloniale sous le Directoire, cette partie s'est appuyée également sur la suggestion de Pierre Serna dans son article *Thermidor, un éternel retour ?* en essayant de ne pas aborder la période thermidorienne comme un moment de crise – 1795 – mais au contraire en tentant de l'interpréter comme « la construction d'une histoire de peuple en temps de troubles politiques » qui « interroge la capacité d'un pays, à un moment donné, à inventer, à trouver une relève ou une élite de remplacement sans revenir à l'ancien régime ». Dans cette histoire « d'hommes plongés dans le désordre politique », les protagonistes sont à nouveau les colons réfugiés de Saint-Domingue et leurs représentants.

Apparemment, le choix peut surprendre : l'étude des premières étapes de la reconstruction du soi-disant lobby colonial en l'an III semble confirmer le contraire de ce qui a été suggéré jusqu'à présent, car si son démantèlement en l'an II correspond quelques mois plus tard à sa résurrection en 1795, on peut se demander si Thermidor n'a pas été par réflexe le camp modéré-conservateur qui a permis à la réaction coloniale de se fortifier et de s'épanouir dans les années suivantes, avec une ligne de continuité directe qui aurait uni l'an III à la politique coloniale du Consulat. Par ailleurs, le topos historiographique de la reconstruction immédiate

du lobby colonial comme parti monolithique de défense d'intérêts coloniaux indéfinis a pesé de tout son poids dans la création du syllogisme entre Thermidor / colons déchargés / émancipation remise en cause / crise du principe démocratique / *Affaire des Colonies* / arrestation en 1797 puis victoire du lobby colonial en 1802. Cette reconstruction a, une fois de plus, le défaut de récupérer la thèse du cynisme et du lâche opportunisme politique des thermidoriens et du Directoire, comme si le renforcement des liens entre les colons esclavagistes et les députés aux Conseils était le résultat d'une fausse adhésion au principe de l'émancipation et d'un calcul intéressé. Essayant de délimiter les ruptures, plutôt que les parcours linéaires, il nous semble donc qu'il est de notre devoir de rouvrir le dossier de l'année 1794-1795 et de repartir des difficultés que les *soi-disants* représentant les colons réfugiés ont dû affronter à Paris dans les mois qui ont précédé et suivi l'*Affaire des Colonies*. La reconstruction, en effet, fut plus douloureuse qu'on ne l'a généralement souligné : si, d'une part, il est indéniable que l'*Affaire* leur accorda un espace politique sans précédent devant le tribunal de l'opinion publique, d'autre part, ce fut un fiasco pour les colons, qui espéraient voir condamner les agissements des commissaires Sonthonax et Polverel et, par voie de conséquence, voir remis en cause le principe de l'émancipation.

Défaite dans le débat idéologique, l'*Affaire* devient alors l'occasion de réviser leur stratégie et leurs objectifs politiques, de les retravailler et de les adapter au nouveau régime républicain qui s'annonce. La situation internationale, la guerre franco-britannique et les crises politiques du Directoire ont certes contribué à renforcer l'ascendant et l'influence des colons sur les députés conservateurs, mais elles ont en revanche constitué des facteurs d'affaiblissement, comme en témoignent leurs difficultés à concilier l'intérêt national français humilié et les raisons américaines du « droit à l'existence » face à la nouvelle de la signature secrète du *traité de Jay* par les Britanniques et les Américains en novembre 1794. En somme, l'*Affaire des Colonies*, le débat sur la politique étrangère et coloniale de la France républicaine et la promulgation de la Constitution de l'an III ont servi de toile de fond et de théâtre aux colons pour construire un récit alternatif mais républicain, susceptible de concilier les principes de la république et ceux de l'esclavage.

La difficile reconstruction du lobby, les modifications de sa stratégie en fonction des contingences et l'adaptation aux valeurs républicaines selon une clé conservatrice/réactionnaire auraient subi un sérieux revers avec le Coup d'État du 18 Fructidor An V, pour trouver son plein accomplissement lors du Consulat de Bonaparte et de l'expédition du général Leclerc. Cependant, on aurait tort de lire dans les années thermidoriennes 1794-1795 une anticipation cohérente, cohésive et partagée par l'ensemble du corps social et politique de ce qui allait se

développer dans les années 1795-1797 puis, surtout, à partir de 1802 jusqu'à l'indépendance d'Haïti. S'il est vrai que leurs efforts furent récompensés sous le Consulat par l'habile politique d'amalgame de Bonaparte et leur recrutement au bureau du ministère de la Marine et des Colonies, il est vrai aussi que la journée du 18 Fructidor fut un coup porté à la politique suggérée par les colons, de même que les purges qui suivirent et l'arrestation de leurs principaux leaders.

Mais tout cela a été approfondi dans la deuxième partie de cette thèse qui, pour l'instant, se concentre exclusivement sur les premiers pas de la construction difficile et cahoteuse d'une politique coloniale soucieuse de ne pas contrarier le nouveau régime français tout en cherchant à poursuivre ses propres intérêts coloniaux. Pour cette raison, le chapitre parts de trois directions fondamentales déjà esquissées : les raisons et les développements de l'*Affaire des Colonies* ; la discussion et la promulgation de la Constitution de l'an III à laquelle les colons ont participé ; et, enfin, les résultats et les conflits idéologiques autour de la politique internationale, avec une attention particulière pour les traités de Bâle et le *traité de Jay* qui ont été au cœur du problème des Antilles.

Il s'agit d'abord de démontrer que l'*Affaire des Colonies* n'est pas une démonstration du rapprochement du gouvernement avec les colons, mais au contraire une tentative de faire la lumière sur la politique girondine dans les colonies et de disculper le travail des commissaires afin de proposer une interprétation la plus pacifiée et la moins conflictuelle possible autour du principe de l'émancipation générale des esclaves noirs. En somme, l'*Affaire fut un* processus narratif, plus que juridique, fondant le cadre social, politique et culturel dans lequel allait se construire la République ; un processus dont la résonance allait, d'une part, permettre de disculper les commissaires et, d'autre part, s'avérer un test pour les colons afin de se libérer de la politique contre-révolutionnaire et pro-anglaise ourdie à Londres. S'il est vrai que l'écho fut large, les colons gérèrent difficilement le procès et ce n'est qu'après une longue audience qu'ils purent se libérer de l'accusation de complot contre-révolutionnaire et se présenter comme les promoteurs d'un modèle républicain fondé sur l'apaisement et des principes modérés.

En somme, 1795 a servi à définir la République d'un côté de la ligne de démarcation à l'autre : dans le cadre républicain de l'époque, il s'agissait d'établir quel modèle s'avérerait légitime et crédible lorsque les faits seraient avérés.

Le 9 thermidor an II, en même temps que Robespierre est décapité avec les autres membres du Comité de salut public, les deux ex-commissaires Sonthonax et Polverel arrivent à Paris, où ils sont maintenus en détention provisoire jusqu'au 17 thermidor, jour de leur libération. Afin d'éclairer la situation coloniale, la Convention thermidorienne décide de

nommer et de charger une Commission des Colonies de dresser un rapport sur la situation des colonies et d'organiser une confrontation publique entre les colons et les anciens commissaires civils afin de recueillir plus d'informations contradictoires et de les soumettre à la délibération de la Convention. Le débat s'appuie précisément à partir sur de l'Acte d'accusation en douze points que les colons ont rédigé en collaboration avec leurs collègues restés aux Etats-Unis. Le déroulement du débat s'est fait cependant interrogatoire, où à chaque acte d'accusation lu par les colons accusateurs, les commissaires ont eu l'occasion de répondre, de présenter leurs sources à l'appui de ce qu'ils affirmaient pour défendre leur position. Le président et le secrétaire de la commission accordent la parole et reconnaissent le droit de réponse de chacun, tout en restant dans les limites que la loi autorise et en évitant que l'affrontement verbal ne devienne trop vif.

Le résultat fut, rappelons-le, un véritable fiasco pour les colons de Saint-Domingue d'un point de vue purement juridique : après plus de sept mois de débats, Sonthonax fut acquitté de toutes les charges le 2 Fructidor An III (19 août 1795) et définitivement libéré. Enfin, preuve de son innocence et de la sincérité des principes républicains appliqués dans la colonie, le 25 octobre 1795, le Directoire nomme Sonthonax à la tête de la troisième commission civile de Saint-Domingue. De plus, ces mesures avaient déjà été anticipées par le décret du 5 thermidor an III (23 juillet 1795), qui non seulement maintenait en vigueur les actes et décisions pris par la deuxième commission civile, mais encore conférait le titre de *général de brigade* à plusieurs chefs militaires noirs qui s'étaient entre-temps ralliés à la République (Villatte, Louverture, Beauvais et Rigaud). Mais la précision et la rigueur du débat, qui ont assuré l'acquittement des commissaires, ont aussi été l'une des causes, certes accidentelles, de la reconstitution du lobby colonial.

Vaincus sur le terrain des revendications programmatiques, les colons ont néanmoins pu élargir leur champ d'action dans l'opinion publique, qui s'est intéressée de près au débat tenu ouvertement à Paris et a permis à un nombre variable d'accusateurs d'y prendre part. La collecte de documents de part et d'autre, la possibilité d'appeler des témoins à la barre et la cadence quotidienne des séances prolongent le débat bien au-delà de l'enceinte du lieu de débat, qui gagne l'opinion publique grâce aux reportages des journalistes qui y assistent. Cette résonance inédite, qui réunit les représentants du peuple et le public parisien, est habilement exploitée par les colons qui, pour la première fois depuis au moins l'époque du Club Massiac, disposent d'un terrain juridique qui leur permette d'exposer clairement leur récit des événements de Saint-Domingue. Yves Benot souligne dans son article que les accusations contre Sonthonax et Polverel ont été argumentées selon un schéma qui visait à dénoncer l'émancipation générale de

l'esclavage. En accord avec cette interprétation, il nous semble cependant possible d'en placer une autre, complémentaire, qui élargit le champ de vision au-delà de la seule expression « émancipation oui ou non » et s'intéresse aux mondes du « possible ou de l'impossible » envisagés par les colons. En ce sens, mettre l'accent sur le procès des deux commissaires d'un point de vue narratif peut aider à comprendre comment l'*Affaire* a été l'occasion, implicitement, de la reconstruction du lobby colonial à travers un nouvel imaginaire, que l'événement même a permis de relancer sur le terrain parisien.

Si l'engagement des députés Garran de Coulon et Henri Grégoire porte ses fruits sur le plan juridique avec l'endossement de Polverel et de Sonthonax en 1793-1794, sur le plan culturel, en revanche, l'alliance entre les colons et certains députés de la Convention ou futurs députés des deux Conseils se confirme dans une série d'entreprises éditoriales au large retentissement en France et aux États-Unis. Parmi celles-ci, il a été décidé de consacrer un espace au *Catéchisme des colonies* de 1791, réédité par le député jacobin Benoît Gouly sous le nom de *Vues générales* en 1795, qui a polarisé l'opinion publique et suscité un vif débat sur les questions déjà soulevées lors de l'*Affaire des colonies*, de l'indépendance coloniale à l'abolition. En effet, la reprise de thèses fortement réactionnaires déjà diffusées au début de la Révolution, la critique de l'émancipation générale et le projet d'un système impérial avec la reconnaissance de l'autonomie législative des colonies valent au colon d'une part la dénonciation publique par Dufay à la Convention nationale comme fédéraliste – et le désaveu de ses théories proposées dans le pamphlet au nom de l'ensemble du corps législatif – d'autre part, ils lui valent l'approbation publique du monde colonial, de New York à Paris, qui voit dans les Jacobins la pleine intégration des questions coloniales dans le contexte républicain français.

L'année 1795 constitue un laboratoire politique sans précédent pour la France républicaine, et elle se confronte au moins à quatre questions qui engagent son existence et celle des autres puissances européennes et atlantiques : son propre régime intérieur ; le conflit en Europe et la question des « frontières naturelles » ; la confirmation et l'expansion outre-mer de la République ; le maintien de l'émancipation générale et l'intégration des domaines coloniaux dans le système républicain. Inévitablement, le débat est influencé par les événements internationaux qui se déroulent en Europe et dans le Nouveau Monde entre janvier et septembre 1795, marqués surtout par trois moments majeurs : l'accord anglo-américain dit Traité de Jay – *Jay Treaty* – de novembre 1794 et les accords européens dits Traités de Bâle du printemps 1795 entre la France, l'Empire prussien et la monarchie espagnole. Ces deux traités ont marqué la politique extérieure de la France républicaine pendant toute la période directoriale, car les

points de vue qui se sont dégagés à l'égard de ces deux événements ont façonné d'une part les orientations de la Constitution de l'an III et d'autre part l'ensemble de la politique directoriale des années à venir. Compte tenu de leur caractère international, les traités ont impliqué tous les acteurs individuels, locaux ou étatiques, ainsi que les groupes d'intérêts infra-ou supranationaux. Dans cette recomposition de l'ordre international – entendu comme une structure particulière de relations entre acteurs et comme l'expression d'une certaine conception de la répartition spatiale des pouvoirs sur le terrain – les colons ont joué un rôle fondamental. Bien que, comme nous l'avons vu, ils aient été exclus des postes clés du pouvoir législatif ou exécutif, les colons ont immédiatement été actifs dans le traitement des questions internationales, devenant les interprètes d'un champ d'observation spécifique sur le rôle de la France en Europe et dans le Nouveau Monde.

Les études sur l'ordre européen au lendemain de la chute de Robespierre ont négligé le rôle qu'y ont joué les réfugiés et les colons en raison d'une attitude plus que compréhensible consistant à séparer les affaires européennes des affaires atlantiques ; le risque, cependant, a été de se concentrer exclusivement sur les acteurs diplomatiques dans l'arène européenne, à l'exclusion de la compréhension de l'articulation entre l'ordre européen et ses conséquences dans le contexte atlantique – et vice-versa. Suivant une dynamique similaire, les effets du traité de Jay ont également été lus soit comme le prélude à l'éclatement ultérieur des deux républiques atlantiques jusqu'aux années de *quasi-guerre* de 1798, soit à travers le prisme de la partisanerie américaine, qui a vu, à partir du traité, la cristallisation d'un parti fédéraliste pro-anglais et d'un parti républicain pro-français.

Au contraire, l'intérêt pour l'opinion du parti colonial permettrait de replacer les deux événements dans le contexte républicain de 1795 et, à son tour, de lire la critique de l'intégration des colonies dans la République sous une lumière nouvelle, en expliquant comment l'intérêt national, l'émancipation/l'esclavage et le problème de la citoyenneté ont été intégrés et façonnés précisément par la confrontation avec la réalité internationale complexe. Certes, les colons n'étaient certainement pas les seuls à comprendre l'importance du *traité de Jay* et de la paix avec les puissances européennes, comme le montre, par exemple, l'attention portée par le ministre plénipotentiaire Adet aux conséquences des affaires européennes dans le Nouveau Monde ; mais ce qui fait des colons un observatoire intéressant, c'est que rares furent les voix de ceux d'entre eux qui, dans un contexte républicain, défendirent les États-Unis et leur « droit à l'existence » face aux événements coloniaux et européens désastreux. De plus, comme nous le verrons, les solutions qui se définissent face à ce qui apparaît désormais comme un fait accompli diffèrent aussi largement de celles qui sont envisagées dans les ministères et à la

Convention. En faisant de la paix générale européenne un tournant et une incitation à une politique coloniale égalitaire, la République française peut, aux yeux de nombreux colons, se positionner comme une alternative à l'Angleterre et un garant de l'équilibre des intérêts nationaux. Les colons proposent ainsi de sortir de l'*impasse* entre cosmopolitisme et intérêt national pour construire un ordre qui ne soit plus seulement européen ou seulement américain, mais à l'échelle mondiale. Pour ces raisons, les deux dernières parties du troisième chapitre traitent d'abord du traité de Jay et des projets qui voient le jour en 1795 grâce à la nouvelle conjonction internationale qui semble les favoriser, puis de leur articulation avec la Constitution de l'an III et, surtout, de la critique de la *Déclaration des droits et des devoirs* dans les colonies.

Si le traité de Jay ouvre la discussion sur un nouvel ordre atlantique et diplomatique, la rédaction du nouveau texte constitutionnel ouvre immédiatement de nombreuses questions internes et externes : tout d'abord, quelle place sera réservée aux colonies qui avaient été totalement oubliées dans le texte de 1793 ? Une fois leur existence reconnue, quel statut va-t-on leur conférer ? La Constitution doit-elle les intégrer dans le système républicain ou établir un régime particulier pour elles ? Et sur quels critères, le cas échéant, la seconde option aurait-elle été construite ? Pour ces raisons, en nous appuyant notamment sur les études de Bernard Gainot et de Jeremy Popkins, nous avons décidé de partir de la discussion en trois temps qui s'est déroulée au sein de la Commission des Onze et de la Convention nationale sur les questions coloniales, en analysant d'abord le projet constitutionnel et le rapport préliminaire de Boissy d'Anglas, puis la discussion ouverte par le discours de Pierre Daunou sur la *Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen* et, enfin, le *Rapport sur les colonies* de Boissy d'Anglas du 17 thermidor (4 août 1795) et le décret suivant du 22 thermidor an III (9 août 1795). C'est dans ce contexte que Boissy d'Anglas intervient pour proposer une loi constitutionnelle régissant les colonies et leurs relations avec la mère patrie, en insistant notamment sur deux éléments : l'importance du maintien d'un empire d'outre-mer et le soutien ferme à l'abolition de l'esclavage. N'ayant pas de représentants de la colonie de Saint-Domingue sur lesquels s'appuyer à la Convention, la plupart des activités des colons à Paris se développent dans deux directions : correspondre en privé avec les députés les plus enclins à écouter leurs revendications et envoyer leurs avis sous forme de longues mémoires aux Comités et à la Commission des Onze ; republier leurs textes dans les journaux et sous forme de brochures agiles – souvent de très mauvaise facture – pour les distribuer et les rendre visibles au plus grand nombre. En sachant que la constitution aurait soumise à un vote populaire au suffrage universel pour son approbation ou son rejet, les colons n'espéraient pas orienter suffisamment l'opinion publique vers son rejet, mais plutôt conditionner les députés de la

Commission à cette éventualité s'ils ne prenaient pas en compte leurs revendications lors de la rédaction du document constitutionnel.

L'absence des colonies dans l'avant-projet présenté par Boissy D'Anglas avait en effet fait croire aux colons que la séparation de la question coloniale de la discussion sur la structure que devait revêtir la France républicaine était l'occasion pour eux d'insister sur le fait que les colonies méritaient un régime distinct de celui de la mère patrie. L'occasion est saisie, surtout dans les semaines fébriles qui séparent la présentation de l'avant-projet du rapport de Boissy D'Anglas sur les articles constitutionnels relatifs aux colonies.

De plus, encourager les colons sur la possibilité de voir leurs demandes satisfaites était la composition même de la Commission : selon Gabriel Legal, colon et officier de Saint-Domingue qui avait accompagné Thomas Galbaud dans son entreprise contre les commissaires, le fait que parmi les membres se trouvait « un député aussi estimable » que Boissy D'Anglas l'avait incité à prendre contact avec le député et à lui envoyer un projet d'organisation des colonies au lendemain de la nouvelle des Traités de Bâle. Si le débat sur les articles de la *Déclaration* laissait entendre que les conventionnels ont eu l'intention d'en appliquer les principes tant en France que dans les colonies, l'espoir n'était pas totalement perdu, pas plus que la conviction qu'en régime d'exception l'application de la *Déclaration* pouvait être différée, voire suspendue. En revanche, les colons restent vigilants et ne laissent certainement pas échapper les critiques sur le texte de la *Déclaration* : comme le montre la réédition par Gouly du *Catéchisme des Colonies* de Dutronc de la Couture (1791), la prise de conscience que l'application de la *Déclaration* signifie le rejet définitif de l'option esclavagiste provoque de vives protestations contre le document, tant sur le plan politique que sur le plan plus philosophique. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, aucun des patriotes coloniaux ne s'est opposé à la Constitution de 1795 et à la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* pour leur application dans le contexte métropolitain. Au contraire, à l'occasion des journées électorales de Fructidor An III, les représentants des colons réfugiés aux États-Unis se réunissent à Paris et s'autoproclament assemblée primaire afin de voter la constitution et l'acceptation du décret dit des deux tiers. Selon les rapports que les représentants envoyèrent à Philadelphie, l'assemblée eut bien lieu et les colons votèrent en faveur du décret et de la constitution afin de « déclarer leur abjure à toute distinction de couleur », puis désignèrent leurs députés pour les deux Conseils et choisirent : Ségur aîné, Tarbé, Fréron, Emery, Aubert-Dabavez, Thiebault, Bonneville, Brulley, Millet, Duny et L'Archévesque Thibaud.

Cette rencontre, dont témoignent seulement une lettre envoyée à l'Assemblée de Philadelphie et un compte-rendu dans le *Courrier de la France et des Colonies* de la capitale

de la Pennsylvanie, peut à première vue frapper les esprits : comment se fait-il qu'après des mois de protestation, les colons acceptent de bon gré les deux textes fondateurs de la République ? Comment se fait-il qu'ils n'aient pas plutôt rejoint les sections du centre de Paris qui se soulevaient contre l'application du décret des deux tiers ? Pourquoi ont-ils abjuré tous les préjugés de couleur après avoir lutté pendant des années pour les conserver ? Pourquoi les noms de ceux qui les avaient ouvertement défendus à la Convention nationale, comme les députés Gouly et Serres, ne figurent-ils pas sur la liste des candidats élus ? Qu'en est-il de l'assemblée primaire « coloniale » ? A-t-elle été reconnue ? L'acceptation de la Constitution et du décret semble être le seul moyen viable de montrer sa loyauté à l'ordre nouvellement constitué et à la République, surtout à la lumière des protestations du secteur conservateur et crypto-monarchiste qui ont lieu à Paris contre le décret des deux tiers et qui se transformeront bientôt en la journée insurrectionnelle du 13 novembre de l'an IV. Maintenir une ligne prudemment loyale à l'égard de la Convention apparaît alors comme le meilleur moyen de se démarquer des accusations de trahison de la Patrie et de contre-révolution qui pèsent sur les colons. En effet, dans leur quête de légitimité politique, les colons font défiler la Convention et présentent officiellement les procès-verbaux de ses réunions. Mais leur soutien à la Constitution et au décret ne sert pas à grand-chose, car Boissy D'Anglas lui-même exige lapidairement que la validité de leurs procès-verbaux soit rejetée au motif que « la Convention ne peut pas souffrir qu'il existe une corporation de déportés et réfugiés de Saint-Domingue. Ils sont Français, membres de la grande famille, et en cette qualité ils ne peuvent voter que dans leurs assemblées primaires ».

Décus, les colons rapportent la nouvelle à l'Assemblée de Philadelphie qu'ils estiment toujours représenter et demandent aux colons réfugiés aux États-Unis de donner leur avis sur la question, même si les représentants jugent préférable de ne pas s'opposer au choix de la Convention et de resserrer les liens avec des députés de *confiance* avec lesquels ils scellent entre-temps une longue collaboration : les futurs membres du Club de Clichy. L'Assemblée de Philadelphie accepta la proposition de ses représentants, mais sans unanimité : plusieurs voix s'élevèrent parmi ceux qui trouvaient inacceptables les « principes libéraux professés à Paris qui n'étaient pas homogènes avec ceux des États-Unis » et qui auraient souhaité que leurs représentants soient plus incisifs à l'égard de la Convention.

Les colons de Paris ont compris que l'émancipation ne peut plus être remise en cause : certes, ses défauts peuvent être corrigés, mais son irréversibilité semble désormais acquise. Comme le dit le colon Duny dans une lettre à ses mandants de Philadelphie, « Sonthonax triomphe ; Roederer a pris ouvertement sa défense, et la cause des hommes de couleur et des

nègres est gagnée sans retour ». Il faut changer de stratégie politique, l'affiner, et faire passer la *République de l'émancipation* de 1793-1794 à la *République de l'ordre* de 1795 : le chemin est long, les frictions et les oppositions nombreuses, mais les colons savent que rien n'est perdu et que le nouveau régime, la liberté de la presse, le « triomphe des propriétaires » du nouveau système républicain et la droite conservatrice siégeant aux Conseils sont des ressources précieuses et une opportunité à exploiter selon une nouvelle stratégie.

Quelques mois après l'entrée en vigueur de la Constitution de l'an III, le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens approuvent la nomination d'un nouveau commissaire civil en janvier 1796. Comme les commissaires envoyés dans la colonie entre 1791 et 1792, les cinq membres de la troisième Commission civile se voient attribuer des pouvoirs étendus qui leur laissent une grande autonomie. Pour cela, le choix se porte sur des hommes qui se sont distingués les années précédentes par une politique conciliante et émancipatrice à l'égard des Noirs de Saint-Domingue : Sonthonax, dont le nom fait directement référence à l'abolition de l'esclavage ; Julien Raimond, représentant des Noirs libres ; Philippe Roume, déjà membre de la première commission civile et deux autres Blancs, Pierre Leblanc et Marc Antoine Giraud, le premier secrétaire et représentant de la France aux États-Unis et le second économiste et expert du système colonial.

Les nouveaux commissaires, interdits de séparation, à l'exception de Roume qui se rendra dans la partie espagnole de l'île, reçoivent des instructions précises pour rétablir l'ordre dans la colonie en termes de réorganisation économique, de régénération sociale et de stabilité politique. En outre, ils sont chargés de protéger la liberté et l'égalité entre tous les citoyens et de promouvoir l'harmonie raciale en imposant un système d'éducation universelle et un mécanisme de méritocratie politique et militaire. Enfin, les commissaires doivent diviser la colonie en départements, entreprendre un recensement et des études topographiques et démocratiques de la situation de l'île, et améliorer les communications entre l'est et l'ouest. Pour assister la troisième commission civile, le général Donatien Marie Joseph Vimeur de Rochambeau et le commissaire aux guerres Claude-Pierre-Joseph Leborgne sont nommés, accompagnés de 1.200 soldats dans le but de vaincre définitivement les Britanniques.

Alors que la troisième commission s'apprête à quitter la France, à Saint-Domingue, la fin des hostilités avec les Espagnols provoque l'aigrissement des rivalités internes au camp français, notamment entre le général mulâtre Villatte et Laveaux. Le premier, en effet, ne voit pas d'un bon œil le rôle de gouverneur confié à Laveaux une fois que Sonthonax et Polverel ont quitté l'île pour rentrer en France ; de plus, la nette préférence que Laveaux accorde au

général Toussaint Louverture ne fait qu'exacerber la méfiance entre les deux. Ce désaccord aboutit à une tentative de coup d'État de Villatte dans la ville de Cap Français : Laveaux et les autres officiers blancs sont arrêtés et Villatte s'autoproclame gouverneur de l'île. La crise permet à Toussaint Louverture de se présenter comme le défenseur de l'autorité française à Saint-Domingue et de contraindre Villatte à abandonner ses projets en raison de l'insuffisance numérique de ses forces et à libérer Laveaux. La tentative de coup d'État de Villatte renforce encore le pouvoir de Louverture dans le nord de Saint-Domingue, car Laveaux, en remerciement de sa libération, le récompense en le nommant vice-gouverneur de la colonie, ce qui le place hiérarchiquement au-dessus des autres généraux libres de couleur et des mulâtres.

L'arrivée de la troisième commission civile n'améliore pas la situation de l'île, mais inaugure au contraire une nouvelle phase de conflits politiques. Sonthonax et les autres membres réaffirment en effet l'engagement de la mère patrie en faveur de l'abolition de l'esclavage et de l'égalité de tous les citoyens de l'île, mais cherchent également à mettre au pas les généraux victorieux dont le pouvoir s'est démesurément accru au cours des deux dernières années dans la lutte contre les Britanniques et les Espagnols. Dans un premier temps, l'attention des commissaires se focalise sur la crise déclenchée par Villatte et les généraux mulâtres, les accusant de saper l'autorité française en visant l'indépendance et en utilisant les Noirs pour y parvenir. Face à ces provocations, les Noirs libres décident de réagir fermement et le 11 août 1796, les habitants des Cayes, incités à la révolte, envahissent la ville et massacrent les Blancs.

Pour mettre fin aux troubles, les commissaires sont contraints de s'adresser à Rigaud, commandant de la Légion du Sud, qui, après avoir réprimé la révolte, expulse les commissaires de la partie sud de l'île en les accusant d'avoir provoqué le massacre par leurs provocations raciales à l'égard des mulâtres. L'autonomie de Rigaud, qui contrôlait indépendamment la partie sud, amena Sonthonax à compter encore plus sur le soutien de Toussaint Louverture, qui devint l'homme de confiance de la Troisième Commission au moins jusqu'à l'évacuation complète des Britanniques de la colonie. En effet, après la défaite des Britanniques en 1796, le général prend soin de consolider son pouvoir et de saper celui des commissaires.

L'occasion se présente lors des élections d'août 1796, lorsque les citoyens doivent choisir les députés qui représenteront Saint-Domingue dans les deux conseils législatifs de Paris. En faisant pression sur les quelques citoyens qui pouvaient répondre aux critères électoraux stricts de la Constitution de 1795, Toussaint Louverture réussit à faire élire comme députés les deux seules menaces influentes à l'expansion de son pouvoir, le général Laveaux et Sonthonax. Il espère ainsi obtenir le retour des deux Blancs en France et le départ définitif de

l'île, avec une excuse valable. Au départ de Laveaux, Toussaint devient commandant général des forces armées françaises à Saint-Domingue et se trouve en conflit avec Sonthonax, beaucoup plus réticent que Laveaux à partir. Si tous deux s'accordent sur la nécessité de restaurer le système des plantations malgré la résistance des anciens esclaves, leurs avis divergent sur la politique à adopter à l'égard des navires marchands britanniques et surtout américains. Sonthonax encourage la piraterie contre les navires, notamment américains, arguant que les grains et la viande saisis sur les navires américains sont indispensables à l'alimentation des soldats et des civils ; Toussaint Louverture, au contraire, voit dans cette politique le risque de voir les relations commerciales avec les Américains se refroidir au point de les dissuader de toute forme d'échange avec les Antilles françaises.

Entre-temps, cependant, l'atmosphère politique de la mère patrie avait changé et les députés nouvellement élus du nouveau troisième parti, pour la plupart des républicains conservateurs ou des crypto-monarchistes, firent de la destitution de Sonthonax et du rétablissement de l'ordre à Saint-Domingue deux priorités de leur programme politique, craignant la possibilité d'envoyer un contingent d'hommes blancs dans l'île à cette fin. En effet, selon des coordonnées totalement différentes de Saint-Domingue, la reconfiguration de l'édifice colonial et de ses piliers théoriques – l'esclavage et le monopole – inaugure un débat profond dans lequel les colons réfugiés jouent un rôle de premier plan. Faisant confiance au Club de Clichy et à ses membres les plus influents sur les questions coloniales, les colons profitent des espaces ouverts par la nouvelle Constitution de 1795 et de la dégradation du cadre caribéen pour intensifier leurs efforts et proposer de multiples alternatives aux intentions du Directoire.

Loin d'être monolithiques, les stratégies proposées en matière de réorganisation de la structure coloniale sont diverses et s'articulent toutes autour de questions primordiales pour l'avenir de Saint-Domingue et de la France elle-même : comment intégrer les colonies dans le nouvel espace républicain ? Comment promouvoir le commerce et la marine ? Existe-t-il des voies alternatives à l'économie de plantation ? Est-il possible de combiner un système de production fondé sur la grande propriété et l'émergence de nouvelles entités juridiques ? Comment obliger les anciens esclaves devenus citoyens et les agriculteurs à retourner dans les ateliers ? Comment faciliter le retour des propriétaires blancs sur l'île ?

Outre les questions internes, de nombreuses questions internationales sont apparues, coagulées autour de la guerre maritime avec les Britanniques et des relations avec les États-Unis, qui ont joué un rôle de premier plan dans les projets de l'île visant à restaurer son système économique traditionnel. Au contraire, comme l'a souligné Manuel Covo, dans les années

1795-1799, la guerre a renforcé la relation de dépendance de l'île à l'égard des États-Unis, alors que, parallèlement, la France et la République américaine étaient sur des positions de plus en plus divergentes.

L'affaire coloniale des années 1795-1797 a fait l'objet d'une attention récente de la part de l'historiographie, qui s'est intéressée au processus d'intégration et de constitutionnalisation de Saint-Domingue au sein du système républicain impérial initié par la Constitution de l'An III. De plus, la montée en puissance de Toussaint Louverture et les premiers pas vers son règne quasi exclusif sur l'île ont favorisé un retour de l'intérêt pour les affrontements entre les généraux noirs et la Troisième Commission, mais en séparant très souvent les affaires caribéennes de celles de la mère patrie, en anticipant le processus d'indépendance de 1804 sur les années 1795-1797 et en défaisant l'importance du débat au sein des deux Conseils.

De même, la reconstitution des débats et des thèmes qui ont émergé au cours des deux premières années de la législature du Directoire n'a impliqué les historiens que de manière marginale, en particulier dans le cas de la pensée réactionnaire et conservatrice. Même pour un sujet aussi important que le colonialisme, la droite conservatrice et crypto-monarchique semble avoir joué un rôle marginal, effacé et non historique dans le paysage politique français de ces années-là. La démarche historiographique à cet égard est curieuse et non dénuée d'écueils : trop souvent, les idées du « lobby colonial » ont été condensées en quelques mots d'ordre, comme si plus de 120 députés et des milliers de colons politiquement actifs entre la capitale, la colonie et les États-Unis agissaient comme un seul corps, avec une seule stratégie et à travers une seule modalité pour un « retour à l'ordre » vague et jamais trop bien défini. Cette thèse réductrice a fini par superposer les positions sur l'esclavage du consul Bonaparte et de son ministère de la Marine et des Colonies à celles de l'Ancien Régime, un peu comme si la Révolution, à partir de 1789 et surtout de 1795, n'avait eu que peu ou pas d'influence active sur le processus de refonte - même négative - des stratégies coloniales visant à maintenir la suprématie des Blancs et des Européens sur la colonie.

Il nous semble donc opportun de revenir sur les événements des années 1795-1797 et, plus précisément, sur les questions dont les colons sont les protagonistes directs ou indirects, que ce soit au niveau international, au niveau national, ou encore au niveau délicatement juridique et intellectuel. Pour ce faire, nous suivrons d'abord le débat interne aux Conseils, les questions concernant le secours des colons blancs, leur éventuelle réintégration dans la colonie et les modalités de réalisation de ces projets. De même, nous tenterons d'attirer l'attention sur les interactions entre le domaine de l'économie – monopole ou libre-échange ? – celui de la production – esclaves, fermiers ou petits exploitants ? – le domaine politico-militaire – citoyens

ou soldats ? – et, encore, celui de l'égalité totale entre la mère patrie et ses possessions d'outre-mer.

A partir de là, l'accent sera mis sur l'arène internationale, sur les difficultés que la guerre a imposées aux grands desseins du Directoire et aux relations avec les Etats-Unis, et l'on a tenté de montrer comment la position « nationale » des Français vis-à-vis de la neutralité américaine était beaucoup plus nuancée que ce que l'historiographie a mis en évidence jusqu'à présent, et aussi de démontrer qu'il n'y avait rien de prédéterminé dans la *quasi-guerre* de 1798 entre la France et les Etats-Unis. En effet, les colons de Saint-Domingue, contrairement à la majorité des deux Conseils, recherchent dès le départ une situation conciliante avec les États-Unis, qui allie l'intérêt national à la nécessité de favoriser l'île de Saint-Domingue par un partenariat commercial sûr avec la République atlantique. Cela permettrait alors de lire, même dans des tons moins "opportunistes", la fameuse plainte du 2 messidor an V du député Claude-Emmanuel Pastoret contre le Directoire et l'adoption d'une politique agressive à l'égard des Etats-Unis.

De plus, nous verrons comment l'exemple des Etats-Unis a servi de modèle idéologique à un courant important de colons pour imaginer l'union de l'esclavage et de la république et, à partir de là, pour imaginer une *cité républicaine* dans laquelle les noirs étaient systématiquement placés aux derniers rangs de la société. La vision "comparative" entre les deux modèles républicains s'est d'ailleurs nourrie de l'expérience passée aux Etats-Unis et de l'observation du monde américain, tant dans les états où l'esclavage existait encore que dans les pays où il avait été progressivement aboli et remplacé par une stricte séparation des noirs et des blancs à tous les niveaux de la société.

Depuis les années 1960, dans le sillage d'Aimé Césaire, plusieurs auteurs comme l'historien haïtien Jean Fouchard ou Eugène Genovese ont soutenu que les mouvements insurrectionnels de Saint-Domingue n'étaient qu'un épisode inscrit dans le mouvement séculaire de résistance des esclaves africains contre le système colonial. D'autres, dans le sillage des travaux de Robert Palmer, ont observé à juste titre comment, au contraire, la révolution antillaise a été influencée par les révolutions atlantiques et en a fait partie intégrante, selon un modèle défini comme "diffusionniste", où le modèle de la révolution américaine aurait rapidement gagné les Caraïbes et, de là, la France, empruntant ensuite des voies autonomes et différentes en fonction des contextes locaux.

Comme l'a récemment observé Frédéric Régent, ces hypothèses ont toutefois présenté les processus révolutionnaires dans les colonies comme des phénomènes autonomes ou influencés par les révolutions américaine et française, en se concentrant de manière mécaniste sur les moments de déclenchement des différentes révolutions et en examinant rarement les

interconnexions, les échanges et les affrontements entre les différents événements tout au long de l'arc révolutionnaire. Bien entendu, la perspective a été inversée ces dernières années et s'est concentrée sur la question des influences mutuelles et des différents processus d'interaction révolutionnaire d'une rive à l'autre de l'Atlantique, depuis au moins 1776 jusqu'à 1804 et au-delà. Or, dans le cas des années 1795-1797, les historiens très attentifs aux conflits autour de la question des colonies et de l'esclavage comme Yves Bénéot, Laurent Dubois ou Philippe Girard ont souvent laissé de côté les années du Directoire au profit des années 1791-1794 ou de celles de l'expédition de Leclerc entre 1802 et 1804. Seuls Claude Wanquet et Bernard Gainot ont souligné à plusieurs reprises l'importance de cette période pour comprendre la dimension politique des colonies dans une France devenue, depuis 1794, une république transocéanique et multiraciale. Dans le cas qui nous a intéressé ici – la politique coloniale des colons et de leur « lobby » entre 1795 et 1797 – l'impulsion a été donnée par deux historiens, qui ont tenté d'émettre de premières hypothèses sur une période charnière qui, semble-t-il, ne concerne pas consciencieusement l'histoire française et coloniale : l'article de Baptiste Biancardini sur la question coloniale et la relance de l'économie insulaire et celui de Jeremy Popkins sur les débats du *Parti Clichy*en dans les deux conseils législatifs sous le « Premier Directoire ».

S'il est vrai que durant les années du Directoire, la communication entre les colonies et le gouvernement était devenue de plus en plus discontinue et complexe en raison de la guerre et du blocus naval avec les Britanniques, et s'il est tout aussi vrai que la population blanche des Caraïbes avait presque entièrement fui l'île et que le commerce colonial avait presque complètement cessé, il n'en demeure pas moins que les territoires d'outre-mer étaient au cœur du débat sur la nouvelle identité française qui avait émergé sur les ruines de l'Ancien Régime. Loin de constituer un temps mort dans le débat colonial, il est surprenant de constater qu'en particulier à la fin de l'année 1796 et dans les premiers mois de 1797, le mouvement conservateur-réactionnaire qui a gagné les élections en 1795 puis en mai 1797 concentre son action politique autour de la question des colonies et de la restauration de leur système productif selon quatre axes : premièrement, débattre des projets économiques et militaires de maintien et de perfectionnement du système de plantation ; deuxièmement, la question du secours aux colons blancs et de leur réinstallation dans l'île de Saint-Domingue ; troisièmement, s'interroger sur l'intégration et l'assimilation coloniale républicaine ; enfin, discuter du rôle du Directoire dans le plan de restauration de l'île, rouvrant ainsi le conflit entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Dans ce cadre, quel a été le rôle spécifique du lobby colonial ? Pour répondre à cette question, nous nous sommes donc d'abord intéressés à la reconstitution du lobby colonial et à ses liens avec les différents députés des deux Conseils, notamment ceux du

Club de Clichy ; ensuite, nous nous sommes intéressés à l'analyse des débats de ces députés – animés notamment par des républicains conservateurs ou des crypto-monarchistes et des planteurs comme Vienot de Vaublanc – et de leurs propositions en matière de restauration de l'ordre colonial et à la manière dont celles-ci ont été avalisées par les colons eux-mêmes à travers leur organe de presse privilégié, le *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*. Pour ces raisons, il a été décidé d'étudier la nature et la vie de ce journal, ainsi que la survie relative de ses journalistes et rédacteurs bien après le coup d'État du 18 Fructidor an V, qui avait officiellement sanctionné la fermeture du journal et l'arrestation de ses compilateurs et imprimeurs. Outre cet important journal, la publicité coloniale la plus en vogue dans le Paris des années 1795-1797 était confrontée à toute une série de mémoires et d'ouvrages sur la statistique, les récoltes, le commerce et l'histoire de la Révolution de Saint-Domingue.

D'autre part, à l'image des chapitres sur les colons aux États-Unis, une deuxième partie du chapitre quatre a été consacrée au problème du secours aux colons de Saint-Domingue et à l'âpre débat qui s'est instauré au sein des deux conseils, dépassant de loin la simple question de la charité. Mais comment faire revenir les colons et leur garantir la sécurité nécessaire pour reprendre possession de leurs biens et relancer les plantations ? Ici donc, sur des coordonnées très différentes de ce que nous avons vu dans le cas des États-Unis, un long débat sur le secours aux colons s'engage aussi en France, qui touche les années républicaines de la Convention nationale puis du Directoire, ainsi que celles du Consulat, de la Restauration et enfin, aussi, celles de la monarchie de Juillet. La question des secours se mêle à d'autres questions, en premier lieu celle de l'indemnisation des propriétaires dont les plantations ont été détruites par la guerre ou celle de l'émigration comme critère pour déterminer qui mérite l'aide et qui ne la mérite pas. De même, la discussion sur les secours a ouvert un conflit long et complexe sur la structure de la république et les personnalités qui auraient dû être au sommet de son système, ainsi que sur les relations avec l'autre république de l'autre côté de l'Atlantique, qui prodiguait des secours à des hommes dont l'allégeance révolutionnaire et républicaine avait été maintes fois remise en question. Le sujet des secours aux colons permet également de suivre à grands traits une partie des débats au sein des deux Conseils et les différentes manières d'interpréter les espaces ouverts par la Constitution de 1795. De plus, afin de rendre le tableau des secours plus clair, nous avons arrêté cette partie au 1802 et pas au coup d'État du 18 fructidor comme prévu dans ce chapitre. S'étendre bien au-delà de 1797 permet de saisir les nuances du débat et surtout le rôle que les colons ont su imposer bien au-delà de l'été 1797, encourageant l'opinion commune à penser qu'il était nécessaire de les réintroduire dans l'île pour que le commerce et l'économie retrouvent leur lustre d'antan.

En outre, le débat sur le traitement des colons fut l'occasion d'explorer la thèse différentialiste qui avait circulé dès avant 1802 en réaction à l'égalisation des colonies avec la métropole proposée par la Constitution de l'an III et qui attendait toujours un décret d'application. Ce qui nous intéresse de souligner, c'est la construction d'un modèle différentialiste qui faisait de Saint-Domingue et des territoires d'outre-mer des sujets clairement différents de la France métropolitaine. Le chemin n'a pas été sans obstacles et, surtout, il a été plus le résultat de la dynamique politique et de l'évolution du débat dans les deux Conseils que l'effet d'une planification sage et prudente de la part du parti de Clichy et du lobby colonial qui le soutenait. Le caractère quelque peu « improvisé » et non exempt d'erreurs et de faux pas, l'entrelacement et la récupération d'éléments antérieurs remontant à l'Ancien Régime et, surtout, à la politique de l'Assemblée nationale de 1791, rendent le tableau complexe et constamment sur la crête entre un retour au passé et un regard vers l'avenir. Mieux encore, les éléments persistants du passé ont été recombinaisonnés avec les éléments révolutionnaires pour corriger les distorsions du passé et parfaire le présent, selon un régime à la temporalité incertaine, qui aborde le présent avec un œil vigilant sur l'avenir d'une part et un pied dans le passé d'autre part.

En effet, il ne faut pas oublier que la politique de la droite et du lobby colonial s'est construite à partir du cadre républicain formulé par la Constitution de 1795 qui, d'une part, « départementalisait » sur le papier les anciennes colonies en les transformant en Domaines d'outre-mer à l'égal de la France métropolitaine, mais qui, d'autre part, laissait une certaine autonomie d'action grâce aux articles 155 et 156 qui liaient les territoires à des conditions particulières. En effet, ces articles instaurent un exceptionnalisme à double tranchant : d'une part, ils permettent de prendre en compte la situation réelle des colonies et, d'autre part, ils offrent des possibilités de résistance inédites, comme dans le cas du refus des agents du Directoire dans les Mascareignes. En outre, la porosité de ces articles s'étend à la question de la citoyenneté, dont le flou ouvre la voie à diverses interprétations cyniques mais légales de la nationalité des esclaves, de l'égalitarisme abolitionniste et de son affrontement avec la république censitaire "des meilleurs". Bref, avec les thèmes récurrents et déjà abordés des relations entre les députés et le lobby colonial, du rôle des colons dans la reconstruction de la puissance économique et commerciale française, la thèse de la diversité entre la France et ses territoires d'outre-mer constitue un pilier de la culture politique et parlementaire de la droite conservatrice républicaine et monarchique.

La vision différentialiste a pris forme à trois moments différents : tout d'abord, lors du débat sur les élections en Guyane et à Saint-Domingue entre les mois de Ventôse et Floral An

V ; ensuite, lors du grand débat de Pratile An V sur les travaux de la troisième commission civile ; enfin, lors du débat de Messidor An V sur la possibilité d'une intervention armée dans l'île ou de l'envoi d'une nouvelle commission.

Pour conclure le chapitre 4, nous avons choisi, comme nous l'avons dit plus haut, d'approfondir la question des *Républiques sœurs*, car de nombreuses voix de colons s'élevaient encore en 1797 pour réclamer une plus grande attention aux relations entre la France et les États-Unis et à l'isolement dont ces derniers souffraient par rapport à l'Europe. Nous avons déjà vu comment les colons de France avaient défendu le choix de la République américaine précisément sur la base de l'isolement, en reprochant notamment à la République française de l'avoir abandonnée et d'avoir détruit les liens moraux et naturels qui unissaient le destin des deux républiques. De plus, dès les premiers mois de 1795, les colons « patriotes » avaient émis l'idée d'une guerre totale avec la Grande-Bretagne, d'une part pour libérer définitivement Saint-Domingue de l'invasion, et d'autre part pour s'assurer le soutien des États-Unis et leur éloignement définitif du système commercial britannique. Comme nous l'avons vu, pour les représentants des colons à Paris, il existait un intérêt général et naturel entre les deux républiques, un « ordre de la liberté » indépendant auquel ils doivent se conformer pour maintenir une alliance commerciale indispensable à la survie des États-Unis et surtout de la colonie de Saint-Domingue.

Ainsi, si ces principes ont guidé en 1794-1795 la politique des colons comme justification du traité de Jay et comme ligne programmatique de la nouvelle France qui s'ouvrait au régime directorial, entre la fin de 1795 et l'été 1797 la paix entre les deux républiques est devenue la raison même de la stabilisation française et de son processus révolutionnaire. En effet, malgré la critique philosophique de la *Déclaration des droits et devoirs* et de l'intégration républicaine, l'ambition des colons et de toute la culture thermidorienne résidait dans la certitude que la Charte de 1795 marquerait enfin la fin du processus révolutionnaire et le triomphe des principes de 1789 inscrits dans un cadre juridique solide et inaltérable. Dans ce cadre de recherche de stabilité, la France fait preuve d'une grande capacité de réflexion sur la nature des modèles républicains hors de ses frontières et outre-mer qui, bien que différents des siens, sont imaginés, retravaillés, voire imités. Le Directoire est une période d'échanges particulièrement intense, marquée par le contraste et parfois l'affrontement polémique avec les différents pays républicains ; c'est une période de voyages, d'écrits, de traductions et d'un grand nombre de tomes volumineux, d'observations subtiles sur les constitutions et de recherches érudites sur les pays étrangers et leur passé.

Une période, en somme, qui ne donne certainement pas l'impression d'une rupture ou d'une imperméabilité entre les différents pays républicains. Encore une fois, comme nous l'avons déjà montré pour le traité de Jay et les traités de Bâle, le prisme d'observation des colons est particulièrement intéressant car il donne une image inédite de l'interprétation des tensions internationales entre la France et les États-Unis. Revenir sur leurs interprétations des affrontements géopolitiques permet de reconsidérer non pas tant les relations entre les deux républiques que la réflexion autour de ces relations et, par conséquent, la tentative de sortir de la logique binaire *anglophilie* versus *francophilie* de la *quasi-guerre*. Analyser la manière dont les colons ont considéré et revalorisé la jeune république américaine ne signifie pas pour autant qu'ils aient simplement voulu faire de la France une république fédérale au même titre que les États-Unis ou que leurs différences aient été mises de côté pour souligner leurs similitudes ou pour construire une ligue républicaine atlantique. Loin de là : ce que nous voulons souligner, c'est que le projet d'intérêts nationaux et coloniaux de la France s'est aussi et surtout construit à partir d'une réflexion sur les États-Unis et leur position géopolitique par rapport aux conflits franco-britanniques impliquant l'Europe et les Amériques.

Tout d'abord, l'histoire des États-Unis est, pour les colons, la preuve d'une tentative réussie de préserver l'ordre social malgré la Révolution. Ce constat est déjà repris dans les milieux intellectuels à la fin du XVIII^e siècle, donnant l'impression que les États-Unis ont trouvé le secret pour mener à bien leur révolution politique sans bouleverser le système social. Qu'il s'agisse de la conformation géographique, de l'inexistence d'une pression sociale et démographique comparable à celle de l'Europe, de l'absence d'une classe féodale et aristocratique préexistante attachée à ses privilèges, de la présence d'une constitution équilibrée capable de satisfaire toutes les exigences de la société, ou du système d'un exécutif monocratique, les États-Unis étaient pour beaucoup la preuve que la révolution pouvait s'accomplir sans recourir à la violence et à un bouleversement social total comme cela avait été le cas en France. Les États-Unis avaient ainsi opéré une régénération républicaine et instauré le règne de la liberté et de l'égalité avec sagesse et modération, deux traits qui, aux yeux de la droite républicaine et conservatrice, avaient totalement fait défaut à la Révolution française. Ce discours est d'autant plus intense dans les discours des colons de Saint-Domingue qui, plus que l'exécutif monocratique, le bicamérisme ou l'équilibre des pouvoirs, s'intéressent à l'expérience républicaine américaine pour trois raisons : les États-Unis sont avant tout une république post-coloniale, qui s'est ménagé un espace d'autonomie grâce à son indépendance et à sa libération de la tyrannie de la Grande-Bretagne ; c'est aussi une république fédérale, dans laquelle chaque État organise sa politique intérieure de manière autonome et participe à la

gestion de la politique étrangère et aux décisions financières et commerciales ; les États-Unis ont su combiner le principe républicain et l'esclavage.

La période 1795-1797 est particulièrement intense pour la République du Directoire. Les Conseils, presque entièrement composés de députés de la droite *clichyenne*, se retrouvent très souvent opposés au Directoire, dont ils contestent non seulement les choix politiques, mais aussi l'autorité. Au conflit ravivé entre le législatif et l'exécutif de la mère patrie s'ajoute bientôt celui entre les généraux noirs et les commissaires civils, qui s'achève par le départ de l'île de Laveaux, Sonthonax puis Hédouville et le règne sans partage du général Toussaint Louverture. En toile de fond de ces affrontements, se déroule la vie politique et législative qui constitue la première phase des relations entre la République et les colonies, tentant de définir – souvent selon des coordonnées diamétralement opposées – les espaces ouverts par la Constitution de 1795.

Nous avons en effet tenté de montrer que contrairement aux thèses « réductionnistes », qui font des années 1795-1799 une simple parenthèse confuse et l'antichambre du rétablissement de l'esclavage comme conséquence de la politique thermidorienne, les années dites du Premier Directoire ont été le théâtre d'un débat animé sur la voie que devait emprunter la République. Les colons y prennent une part active et figurent parmi les protagonistes incontestés de cette phase : à travers la réorganisation des lobbies coloniaux, qui gravitent autour du Club de Clichy et ont pour porte-voix l'organe de presse *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*. Leur présence assidue se traduit par le nombre de publications imprimées que les colons éditent sur la situation à Saint-Domingue, afin de soutenir l'action des clichyens dans les deux Conseils et d'infirmer les choix du Directoire et la prétendue pacification de l'île.

Plus que de simples histoires, les volumes publiés s'attachent surtout à réfuter le récit de l'exécutif, à dresser un tableau sombre des désastres qui frappent encore l'île et, surtout, à proposer un plan d'action politique concret pour le rétablissement de l'ordre dans l'île. Les mémoires s'attachent particulièrement à deux aspects : d'une part, les structures rhétoriques permettent d'attaquer le principe de l'intégration républicaine et de démontrer que l'application des principes de liberté et d'égalité dans les colonies est un dommage à réparer ; d'autre part, comme dans le cas de Marc-Antoine Avallé, on tente de prendre acte des transformations en cours et de l'irréversibilité du décret abolitionniste du 16 pluviôse an II pour essayer de redéfinir de nouvelles hiérarchies de l'ordre.

Contrairement aux années 1793-1795, le discours des colons décline également lorsque les deux Conseils et le Directoire traitent du problème des secours, de leur rapatriement et de

leur remise en possession des plantations qui ont été entre-temps saisies, revendues ou détruites par la guerre. La focalisation sur les lois de secours dans la période du Directoire nous a donc permis de tester le moment et les modalités du débat public sur les hiérarchies sociales et politiques dans la colonie de Saint-Domingue et les différentes significations que le débat lui-même a eu de temps en temps – secours comme compensation, comme rapatriement, comme organisation militaire, etc.

Par ailleurs, l'analyse minutieuse des débats dans les deux Conseils a permis de bien cerner comment les prodromes de la pensée différentialiste, qui convaincront l'opinion consulaire de séparer l'identité législative de la France métropolitaine et coloniale, s'étaient déjà clairement dessinés depuis le printemps 1797, lorsque les stratégies du groupe cryptomonarchiste prirent la forme de toute une série d'actions visant à ralentir le processus de concrétisation de l'isonomie coloniale envisagée par la Charte de 1795. Poussant une critique de plus en plus virulente contre l'inefficacité des mesures du Directoire, la majorité clichyenne aux Conseils ne se contente pas de tracer la voie à ceux qui continueront à soutenir l'impossibilité de l'intégration républicaine, mais se concentre sur une remise en cause plus large de la politique étrangère du Directoire, touchant aux cordes mêmes du concept de paix triomphale tel qu'il se réalise en Europe.

Le débat des colons sur la relation avec les États-Unis, dans un contexte de crise majeure de l'alliance franco-américaine, les invite à élargir leur vision au-delà de la classification binaire anglophilie / gallophilie et à repenser de manière critique la politique étrangère agressive de la France à l'égard des pays neutres. Dans l'espoir d'une réunification avec la république sœur, les colons s'intéressent de près aux États-Unis comme exemple de stabilisation républicaine, dont ils admirent principalement trois facteurs : la construction d'un système post-colonial capable de s'autoréguler et de survivre malgré l'affrontement acharné entre la France et l'Angleterre ; la structure fédérale et son délicat système de respect mutuel des instances locales et des impératifs centraux ; et, enfin, la capacité à construire un système capable de combiner le principe républicain et l'esclavagisme. Enfin, à travers le cas d'un colon contre-révolutionnaire comme Victor Malouet, on a cherché à illustrer comment les colons ne se sont que rarement montrés des partisans enthousiastes de la Grande-Bretagne et que, le plus souvent, ils ont essayé, au contraire, de combiner l'intérêt national français avec les exigences de la gestion de l'ordre des colonies.

Enfin, la troisième et dernière partie, intitulée *Memorie dal sottosuolo* (*Les Carnets du sous-sol*), s'attache surtout à retracer les deux années de récupération par la gauche de la question

coloniale après l'arrestation et la condamnation à la déportation des députés clichyens à la suite du coup d'État du 18 Floréal an V. Ayant perdu leurs députés, les colons ne baissent pas les bras et malgré la répression de leur principal organe de presse, ils continuent à dialoguer avec les représentants des Conseils et à s'opposer à la départementalisation des colonies qui devient entre-temps une loi grâce aux *Lois Organiques* de 1798. Au contraire, le 18 Fructidor est pour les colons l'occasion d'une remise en cause critique de leur stratégie et d'une tentative plus que rhétorique de combiner leurs intérêts avec les nouvelles tendances politiques républicaines. Les effets se font particulièrement sentir dans la critique des projets dits de « colonisation nouvelle » – auxquels, pour ces raisons, nous avons consacré un focus – et dans la refonte des concepts qui sous-tendent la République et la Révolution, tels que ceux de propriété, de citoyenneté, de droit et de nature. Enfin, le sixième et dernier chapitre clôt ce mémoire en tentant de retracer les années qui ont précédé l'expédition de Leclerc, en particulier la période de deux ans, de 1799 à 1801, initiée par le Coup d'État du 18 brumaire an VIII. Ainsi, il a d'abord été choisi d'examiner la question du retour des colons en France, en tentant de faire le point sur leur présence au ministère de la Marine et des Colonies et sur les possibilités qu'offrait ce retour d'influencer l'opinion publique et, surtout, l'opinion individuelle du Premier Consul Bonaparte et de ses ministres. L'accent a ensuite été mis sur leurs mémoires, les continuités et les ruptures avec ce qui avait été proposé précédemment pendant la période conventionnelle et directoriale et les hypothèses de travail introduites pour la reconquête et le retour des colons blancs dans l'île. La fin de cette communication, l'épilogue, a plutôt été consacrée à la politique diplomatique et stratégique-militaire de Bonaparte dans l'île, illustrant une fois de plus que la contribution des colons a été plus lourde et plus ambiguë qu'on ne l'a dit.

Pour ces raisons, le cinquième chapitre explore les années post-Coup d'État du 18 Fructidor, véritable *tour de force* pour les activités de lobbying des colons, qui se retrouvent d'un moment à l'autre sans soutien politique dans les Conseils et accusés de soutenir à nouveau les efforts de la cause royaliste. Sur le plan tactique-stratégique, le 18 Fructidor marque un recul dans leur organisation et la rupture des relations entre les représentants des colons et leurs mandataires restés à Philadelphie. En effet, le Coup d'État constitue une véritable répression pour nombre d'entre eux : les journalistes qui éditent le *Journal Historique et Politique* sont en fuite, plusieurs d'entre eux, comme Fondeviolle, Duny, Brulley, Barré de Saint-Venant, Dutrone de la Couture, Verneuil, Millet et Le Normand sont placés sous surveillance policière et contraints de se retirer dans la vie privée. Deux voies s'offrent alors à eux : d'une part, tenter de désavouer la proximité des colons avec le monde des clichyens en essayant d'accompagner l'élan militaire du Directoire en Europe et proposer l'intervention armée jusque dans les

colonies comme signe de leurs convictions républicaines ; d'autre part, se replier sur la littérature commerciale et économique, abandonner la stratégie protestataire des mois précédents contre l'émancipation et rechercher une voie différente et en quelque sorte plus « scientifique », qui leur permettrait de critiquer tacitement les choix du Directoire sans encourir de sanctions ou de condamnations. Entre l'automne 1797 et novembre 1799, aucun colon n'a eu le courage de revendiquer ouvertement l'esclavage ; en effet, les seules voix qui tentent de ne pas contrecarrer complètement les efforts du lobby colonial sont celles de Jean-Marie De Bordes et de Thomas Millet. Renonçant à leurs positions d'esclavagistes, ils se posent en amis sincères de la liberté pour proposer, sous la bannière de la clarté des valeurs républicaines, soit des plans de reconquête de l'île et de réintégration des propriétaires blancs dans les plantations, soit des projets de *lois organiques* qui intègrent les territoires d'outre-mer dans la République.

Les tensions croissantes entre André Rigaud et Toussaint Louverture, l'abandon forcé de l'île d'Hédouville et le déclenchement de la guerre entre les deux généraux, connue sous le nom de Guerre des Couteaux, ont définitivement dissuadé les colons de revenir et de profiter des lois de secours et de passage pour regagner l'île. Même les proclamations du député Rallier, qui tentait surtout de rassurer les colons blancs en leur faisant croire que leur réintégration atténuerait les conflits entre Noirs et mulâtres, fournirait aux citoyens nouvellement émancipés un modèle exemplaire à suivre, et permettrait de relancer le système productif. En effet, ce sont précisément les violences des années 1797-1799 et le triomphe du général Toussaint Louverture sur André Rigaud et ses forces soutenues par la République qui ont été l'occasion d'une remise en cause des stratégies et, surtout, d'une mise en œuvre, plutôt que d'un abandon, des théories élaborées par les colons dès les années 1794-1795 et qui, en 1802-1804, ont connu leur plein et définitif développement.

Leur silence apparent est marqué par une lente élaboration des thèmes qui ont émergé les années précédentes à la lumière de la violence et de l'instabilité du système républicain et "multiracial" des années 1797-1799, où l'isonomie et la liberté semblent ne pas avoir produit les effets escomptés, mais avoir plutôt bouleversé les hiérarchies sociales et plongé la colonie dans le "despotisme noir". Les affrontements sur l'île, au lieu d'être conçus comme les effets de luttes de pouvoir pour l'hégémonie causées par des facteurs endogènes et exogènes, sont immédiatement ramenés à un seul facteur déterminant : l'incapacité des Noirs à être libres. Et cette incapacité à la liberté, contrairement à la pédagogie républicaine et à son programme de régénération de l'humanité perfectible, devient pour les colons la preuve que les Noirs ne partagent pas la même nature que les Blancs et qu'ils leur sont inférieurs non seulement dans les facultés morales, mais dans les facultés inscrites dans leur nature biologique. C'est

précisément au cours de ces deux années qui séparent la fondation de la République directoriale de celle du Consulat que l'expérience républicaine est relue à travers l'imbrication de théories nouvelles et anciennes, à travers l'observation matérielle et les convictions théoriques à l'épreuve de la réalité, en tentant de résoudre le dilemme du rapport entre esclavage et république, entre ordre et liberté, sur la base de trois questions : 1) Le savoir être libre est-il commun à tous les hommes ? Tous les hommes libres savent-ils être citoyens ? 2) Que signifie être citoyen français ? En quoi consiste la civilisation ? 3) Existe-t-il des frontières naturelles au-delà desquelles la civilisation ne peut fonctionner ?

Sans rouvrir le long dossier historiographique de la signification du terme *race*, et encore moins vouloir donner une réponse univoque à la genèse complexe du concept de « racisme biologique » au sens moderne, ce chapitre entend clarifier la position des colons réfugiés de Saint-Domingue face aux défis posés par les années 1795-1799, avec une attention particulière aux changements et à la mise en œuvre du système républicain des années 1797-1799 et au développement de toutes ces théories qui serviront de fondement et de justification idéologique à l'expédition de Leclerc. En effet, à partir de la départementalisation des territoires d'outre-mer qui suit les *Lois Organiques* de janvier 1798, la France confirme le principe de l'isonomie républicaine et fait de l'intégration coloniale le garde-fou de l'émancipation des territoires du Nouveau Monde. Dans cette ligne, nous suivrons ensuite les pistes tracées par les précieuses études de Bernard Gainot, puis nous élargirons notre regard vers ceux qui ont observé le projet d'intégration républicaine avec un scepticisme croissant et qui, sans grand succès, ont timidement tenté de proposer une alternative revue et corrigée.

Dans la semaine qui suit le coup d'État, le Directoire et les Conseils prennent immédiatement une série de mesures pour stabiliser définitivement la situation coloniale et appliquer la Constitution républicaine : tout d'abord, une nouvelle Commission des Colonies est nommée, composée exclusivement de députés abolitionnistes convaincus ; après quelques jours, il est décidé d'admettre les députés Laveaux et Sonthonax de la province septentrionale de Saint-Domingue, que les *clichyens* avaient réussi à exclure auparavant ; en outre, la Commission est chargée de préparer un projet d'intégration et d'application de la Charte de 1795 dans les colonies ; enfin, la solution militaire pour résoudre les troubles dans l'île est rejetée. En effet, les débats du printemps 1797 avaient montré la fragilité du consensus du compromis de 1795, ambigu car fondé principalement sur la victoire militaire en Europe et aux Antilles. Arrivée au moment de la stabilisation, il s'agit pour la République de se prononcer sur les fondements du problème de l'universalité du droit et sur les fondements du système représentatif. Nous avons vu que les partisans de l'ordre colonial traditionnel, poussés par le

lobby colonial et menés par Vienot de Vaublanc, Villaret-Joyeuse et Bourdon de l'Oise avaient particulièrement concentré leurs attaques sur Sonthonax, cherchant à remettre en cause les promotions républicaines des généraux noirs et mulâtres, les saisies et cessions des biens des émigrés et la légitimité de la députation coloniale, dont faisait partie Sonthonax lui-même, envoyée pour appliquer les nouvelles bases du décret sur la liberté générale. Ainsi, répétons-le, les jugements sévères sur la situation à Saint-Domingue portaient en eux la logique interne du particularisme colonial, justifié par des arguments liés au déterminisme géographique ou anthropologique. C'est ainsi que de nouveaux députés comme Laveaux ou le principal porte-parole du groupe abolitionniste Dufay prônent haut et fort la nécessité de *fructidoriser* la colonie de Saint-Domingue.

Dans les mois qui suivent, l'œuvre législative de la République se déroule conformément à ce qu'avait indiqué Laveaux : à la fin de l'année 1797, les *Lois Organiques* précisent la départementalisation des colonies et réaffirment l'irréversibilité de l'abolition de l'esclavage sur l'ensemble du territoire de la République. L'adoption des articles organiques et notamment du titre III *De l'État et des droits des citoyens*, précise l'article 9 du titre II de la Constitution relatif à l'*État politique des citoyens*, accordant le droit de cité à tous les défenseurs de la patrie. Suivant en quelque sorte la rhétorique directoriale du Coup d'État du 18 Floréal, l'historiographie elle-même a fait de la désapprobation du modèle d'intégration coloniale l'exemple d'une volonté non critique de retour au système de l'Ancien Régime, sans tenir compte des facteurs qui ont poussé les sceptiques à la critique et des divergences importantes qui se sont cristallisées autour d'eux.

En effet, l'issue de la Révolution a également impliqué les secteurs les plus réactionnaires et réactionnaires de la société, les incitant à repenser leur rôle et leurs positions à la lumière de l'inéluctabilité des principes révolutionnaires et les forçant par conséquent à méditer sur les voies possibles de la modernité à partir d'une perspective conservatrice. C'est précisément le cas des colons "patriotes" qui, face au projet d'assimilation républicaine des colonies, ne se limitent pas à la revendication d'assemblées coloniales dans le style corporatiste de l'Ancien Régime, mais plutôt – comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents pour le cas de l'Assemblée de Saint-Marc et de l'Assemblée des colons réfugiés de Philadelphie – ont cherché à interpréter les dynamiques démocratiques-représentatives qui avaient émergé depuis 1776 aux États-Unis afin de construire une nouvelle relation entre les colonies et la Mère Patrie qui s'affranchirait du centralisme ministériel de la monarchie française, mais qui maintiendrait fermement les hiérarchies de l'ordre social interne.

Pour ces raisons, l'accent a été mis sur les écrits de Thomas Millet, représentant des colons de Saint-Domingue qui, même après le coup d'État du 18 Fructidor, a identifié une manière viable de proposer des différences juridiques et politiques qui devaient être maintenues fermement en place au niveau social. Cette mise au point a permis d'insister sur deux points : d'une part, que les colons des Conseils bénéficient à nouveau d'une certaine sympathie, ne serait-ce qu'auprès des républicains modérés comme Perrée, qui n'avait pas été inscrit par hasard sur les listes de proscription du 18 Fructidor avec les autres députés clichyens, puis innocenté grâce, très probablement, à l'intervention de Talleyrand, comme dans le cas de Roederer. En second lieu, nous voudrions souligner la ductilité de la Constitution de l'an III dans le débat sur ce qu'on appelle le Second Directoire et les stratégies républicaines que son cadre lui a permis de développer. L'opposition au texte d'Eschassériaux, à l'extérieur comme à l'intérieur des deux Conseils, laisse entrevoir le caractère novateur du projet et les possibilités que la Constitution laisse ouvertes, tant pour l'approuver que pour en rejeter les principes. Contrairement à une vision extrêmement téléologique de la Constitution de l'an III comme prélude au coup d'État du 18 brumaire an VIII ou comme retournement des principes de l'an II, le cas des colons de Saint-Domingue et leurs réactions au projet de Laveaux et à la Commission coloniale de 1798 ont montré combien les interprétations de l'acte constitutionnel étaient diverses et les voies différentes.

La deuxième partie du cinquième chapitre est consacrée à la question de la *Nouvelle colonisation* telle qu'elle a été envisagée par les colons de Saint-Domingue. Les années 1798-1802 sont marquées par de nombreux ouvrages consacrés aux voyages, aux colonies et aux explorations géographiques, traces d'un regain d'intérêt pour les projets de colonisation de nouveaux espaces jusqu'alors peu considérés. À quoi tient ce regain d'intérêt ? À la longue remise en cause du système colonial européen par les Lumières, à l'ancienne colonisation des empires modernes, fondée sur l'économie de plantation, l'esclavage et l'exclusif commerciale, la *colonisation* dite *nouvelle* a opposé le primat de la liberté dans toutes ses déclinaisons : liberté d'accès à la terre, liberté d'accaparement et liberté du travail. Ce processus n'a certainement pas été linéaire et ses résultats ont été bien moins radicaux que les intentions qui ont présidé à la naissance des premiers projets : bien que l'objectif ait été d'imaginer de nouveaux espaces et de nouveaux systèmes de colonisation à la lumière de la liberté, la cohérence du concept était loin d'être une réalité. Au contraire, comme l'a récemment montré l'ouvrage collectif édité par Dorigny et Gainot, les politiques coloniales mises en œuvre ont été multiples, à la lisière de

l'intérêt public et de l'initiative privée, dans lesquelles l'exclusion raciale est souvent réapparue pour devenir encore plus dure et plus violente qu'auparavant.

Cependant, au cours de la période directoriale, ces instances se sont développées à partir d'une spécificité qui les distinguait à la fois de la colonisation au sens moderne et de la vague expansionniste impérialiste de la fin du XIX^e siècle, tant par leurs objectifs que par leurs résultats. À cela, cependant, il semble bon d'ajouter une autre considération annexe, qui concerne notamment les réactions de la droite conservatrice et coloniale à la *colonisation nouvelle* et, plus généralement, la manière dont le monde réactionnaire a interprété le rapport entre abolition et colonialisme. Si les modèles de néo-colonisation sont issus de la gauche, les réponses de la droite sont tout aussi capables d'orienter le débat public sur l'avenir colonial de l'Europe et d'ouvrir des voies nouvelles et plus inquiétantes qui, à la différence des projets sincèrement abolitionnistes et égalitaires, conduiront à certains éléments de l'impérialisme moderne. En lisant l'expansionnisme républicain à travers le prisme des colons de Saint-Domingue, nous tenterons dans cette section de retracer de manière générale les projets directoriaux dans les Amériques et surtout en Afrique, en prêtant attention aux impressions conservatrices de ces phénomènes. L'objectif est de montrer comment, à l'époque de l'expédition de Leclerc pour récupérer Saint-Domingue en 1802, il existait diverses propositions dans le domaine conservateur et toutes visaient principalement à la récupération des Antilles ou à la recherche de nouveaux marchés et de nouveaux espaces à soumettre au pouvoir politique et économique français et européen. Comme nous l'avons déjà mentionné, jusqu'à la proclamation de la Constitution de l'an VIII, les colons ont pris leurs distances par rapport aux projets d'expansion du Directoire, en maintenant une ligne plutôt critique à l'égard de l'exportation du modèle républicain et de l'émancipation vers les nouveaux territoires.

A partir de là, nous nous intéresserons à un autre aspect de la période 1797-1799 sur lequel l'historiographie de ces dernières années a beaucoup raisonné et débattu : les projets de *colonisation nouvelle* et d'expansion républicaine. Reprenant les études novatrices de Bernard Gainot, Marcel Dorigny et Yves Benot sur le sujet, nous tenterons d'analyser le positionnement critique des colons à l'égard de la « nouvelle colonisation », tout en montrant comment les aspirations à construire de nouveaux établissements en Afrique et, plus généralement, dans le Nouveau Monde sont assez éloignées des projets républicains français et nettement plus proches des projets qui prennent leur essor aux États-Unis d'Amérique dans les mêmes années. Des projets qui, à y regarder de plus près, répondent moins à des besoins philanthropiques, humanitaires ou économiques qu'à des impératifs d'ordre public, au point d'envisager une véritable ségrégation de ceux qui ne sont pas jugés aptes à faire partie de la *citée coloniale*.

Enfin, la troisième section a l'ambition de se proposer comme un trait d'union entre les idéologies qui ont émergé durant les années de prééminence du Club de Clichy au pouvoir et celles qui ont immédiatement suivi le coup d'État du 18 brumaire an VIII. Il s'agira d'explorer quelques thèmes forts développés à partir de 1793-1795 par les colons face à la vague émancipatrice républicaine, puis renforcés et perfectionnés face aux événements de la République du Directoire, en se concentrant surtout sur les années 1798-1799 et donc sur les réactions à l'intégration coloniale d'une part et aux projets de *colonisation nouvelle* d'autre part. Partant de l'hypothèse de travail de cet article selon laquelle la « démence coloniale sous Bonaparte » a été, plutôt qu'un simple retour à l'Ancien Régime, le banc d'essai de théories *raciales* qui ont connu une première formulation théorique face à l'émancipation générale et au nouveau régime républicain, nous entendons nous attarder plus particulièrement sur les notions d'intégration coloniale et de colonisation nouvelle, nous entendons nous attarder plus particulièrement sur les notions d'exclusion/inclusion, de propriété, de nature/civilisation, de citoyenneté/"francesité" telles qu'elles ont été élaborées par les colons patriotes les plus influents et les plus productifs sur le plan éditorial.

Bien que minoritaires, les mémoires de ces années sont particulièrement précieux si on les analyse dans le cadre des parcours biographiques des colons patriotes, car ils montrent la tentative d'adaptation de certaines valeurs réactionnaires de l'Ancien Régime au système révolutionnaire républicain et illustrent surtout les innovations et les remaniements - plutôt que les persistances - de la pensée conservatrice telle qu'elle va réapparaître après 1799. Dans cette optique, nous voudrions rompre partiellement avec une historiographie qui a jusqu'à présent considéré de manière monolithique la défense de l'esclavage comme un vestige de l'Ancien Régime, pour montrer que nombre des colons qui ont insisté sur la réintroduction du système esclavagiste étaient en fait bien conscients du contexte différent dans lequel la revendication s'insérait et que, précisément pour la rendre vendable et acceptable par la nouvelle société, ils en ont complètement transformé les fondements théoriques.

Revenir sur les réflexions des colons et les tentatives de prise en charge de leurs revendications par la droite sera l'occasion d'analyser comment les espaces ouverts par la Constitution de 1795 ont constitué un laboratoire inédit pour l'élaboration de nouvelles formes de discrimination à l'égard des Noirs. Privés d'un modèle juridique de référence protégeant la domination blanche comme dans l'Ancien Régime, les colons se sont emparés de certains des pivots de la Constitution - notamment les arguments relatifs à la défense de la propriété, à la construction d'une république de propriétaires et à l'institutionnalisation stricte du mérite et de la richesse comme base d'obtention de la pleine citoyenneté - pour justifier la domination des

Blancs sur les Noirs non seulement par une prétendue supériorité morale, historique et civilisationnelle, mais aussi par une supériorité biologique et sanguine. En effet, pour justifier les propositions de réintégration de l'esclavage, il faut reconstruire le pacte social entre les hommes et distinguer ce qui a précédé le pacte et qui en a été éventuellement exclu. Si le droit positif reconnaît désormais l'égalité, la distinction a recours non seulement à la morale, mais aussi à la biologie, à la nature : en somme, dans un monde où le droit positif offre la possibilité de réaliser l'égalité morale et civile entre Noirs et Blancs, les colons ouvrent la possibilité de créer une distinction plus profonde, plus violente et plus infâme, que même les valeurs morales et civiles ne peuvent résoudre.

Dans les années 1798-1802, de nombreux ouvrages sont consacrés aux voyages, aux colonies et aux explorations géographiques, traces d'un regain d'intérêt pour les projets de colonisation de nouveaux espaces jusqu'alors peu considérés. À quoi tient ce regain d'intérêt ? À la longue remise en cause du système colonial européen par les Lumières, à l'ancienne colonisation des empires modernes, fondée sur l'économie de plantation, l'esclavage et l'*exclusivité* commerciale, la *colonisation* dite *nouvelle* a opposé le primat de la liberté dans toutes ses déclinaisons : liberté d'accès à la terre, liberté d'accaparement et liberté du travail. Ce processus n'a certainement pas été linéaire et ses résultats ont été bien moins radicaux que les intentions qui ont présidé à la naissance des premiers projets : bien que l'objectif ait été d'imaginer de nouveaux espaces et de nouveaux systèmes de colonisation à la lumière de la liberté, la cohérence du concept était loin d'être une réalité. Au contraire, comme l'a récemment montré l'ouvrage collectif édité par Dorigny et Gainot, les politiques coloniales mises en œuvre ont été multiples, à la lisière de l'intérêt public et de l'initiative privée, dans lesquelles l'exclusion raciale est souvent réapparue pour devenir encore plus dure et plus violente qu'auparavant.

Cependant, au cours de la période directoriale, ces instances se sont développées à partir d'une spécificité qui les distinguait à la fois de la colonisation au sens moderne et de la *vague* expansionniste impérialiste de la fin du XIXe siècle, tant par leurs objectifs que par leurs résultats. A cela, cependant, il semble bon d'ajouter une autre considération annexe, qui concerne notamment les réactions de la droite conservatrice et coloniale à la *colonisation nouvelle* et, plus généralement, la manière dont le monde réactionnaire a interprété le rapport entre abolition et colonialisme. Si les modèles de néo-colonisation sont venus de la gauche, les réponses de la droite ont été tout aussi capables d'orienter le débat public sur l'avenir colonial de l'Europe et d'ouvrir des voies nouvelles et plus inquiétantes qui, à la différence des projets

sincèrement abolitionnistes et égalitaires, allaient déboucher sur certains éléments de l'impérialisme moderne.

En lisant l'expansionnisme républicain à travers le prisme des colons de Saint-Domingue, cette section tente de retracer de manière générale les projets directoriaux dans les Amériques et surtout en Afrique, en prêtant attention aux impressions conservatrices de ces phénomènes. L'objectif était de montrer comment, au moment de l'expédition de Leclerc pour récupérer Saint-Domingue en 1802, il existait diverses propositions dans le domaine conservateur et toutes visaient principalement à la récupération des Antilles ou à la recherche de nouveaux marchés et de nouveaux espaces à soumettre au pouvoir politique et économique français et européen. Comme nous l'avons déjà mentionné, jusqu'à la proclamation de la Constitution en l'an 8, les colons ont pris leurs distances par rapport aux projets d'expansion du Directoire, en maintenant une ligne plutôt critique à l'égard de l'exportation du modèle républicain et de l'émancipation vers les nouveaux territoires. L'attention est attirée sur un problème plus large de l'époque du Directoire : que signifie être un empire républicain ? Où sont les frontières de la République ? Que faire des territoires d'outre-mer ? Et des conquêtes européennes ? La création des républiques sœurs à partir de 1796 et la départementalisation des territoires coloniaux, ainsi que l'expédition d'Égypte en 1798, remettent en cause le sens politique de l'expansion territoriale de la *Grande Nation*. Cela peut paraître évident, mais il faut rappeler que les colons, dans ce contexte, se soucient peu des domaines européens de la France ; leurs attentions, au contraire, se portent plus particulièrement dans deux directions en ce qui concerne l'expansion républicaine : vers la Louisiane et vers l'Afrique, avec une attention particulière pour l'Égypte et le Sénégal.

Dans la dernière partie du chapitre 5, on a tenté de dégager les éléments constitutifs des formes de discrimination *racialiste* présentes dans les textes des colons et développées à partir des années directoriales. La défense à tout prix de l'ancien système colonial avait conduit les colons à réagir rapidement aux pressions du monde politique, avant même celles du monde scientifique. Leur propre formation ne les rapproche que partiellement du monde *savant des* académies de médecine fréquentées par Virey, et nombre d'entre eux partagent en réalité un passé de grands ou moyens propriétaires terriens dans les colonies, avec les connaissances agricoles et commerciales pratiques qu'exige l'exploitation d'une plantation. En effet, l'appel à leur expertise coloniale, à leur proximité quotidienne avec les Noirs dans les plantations et à leur connaissance approfondie de la société coloniale de la fin du XVIIIe siècle est constant dans les textes produits par les colons, qu'il s'agisse de discussions générales sur le droit international ou de la réorganisation du système impérial français et de ses relations entre le

centre et la périphérie. Mais ce qui est essentiel pour les colons, c'est de pouvoir combiner le système colonial impérial français et les revendications révolutionnaires dans leur élaboration complexe et permanente.

Nous entendons par là que les colons ont été les premiers à prendre conscience de l'irréversibilité des principes révolutionnaires et de certaines positions de la mère patrie vis-à-vis du Nouveau Monde, face auxquels ils ont dû s'adapter pour sauvegarder les hiérarchies traditionnelles des colonies et pour pouvoir contre-attaquer en position de force face aux défis qui se présentaient de temps à autre. Plutôt qu'un retour à l'Ancien Régime, il s'agit alors d'un remaniement permanent du système révolutionnaire existant et d'un ajustement permanent de ses propres conceptions aux changements en cours. Bref, même pour la droite - du moins pour la droite conservatrice, incarnée par la figure des colons patriotes en exil entre la France et les Etats-Unis - il s'agissait de répondre au problème de l'opérativité du projet républicain une fois l'émancipation générale de l'esclavage proclamée et l'intégration républicaine décidée.

Comme nous l'avons déjà vu, cette discussion a ouvert la voie à de multiples solutions, souvent contradictoires et pas toujours pleinement réalisées, qui ont soulevé plus de questions que de réponses cohérentes et qui ont brisé l'unité supposée du monde des planteurs face à deux enjeux : le débat autour du monopole du commerce des produits coloniaux et, surtout, l'application de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* dans les colonies. Jusqu'à présent, l'objectif de cet article a été de reconstituer les efforts des lobbies coloniaux face aux défis politiques : Tout d'abord, les colons ont cherché à faire reconnaître leurs représentants afin de participer activement à la vie politique de la France métropolitaine ; ensuite, nous avons illustré leurs interventions et leurs opinions en matière de politique étrangère et de construction d'un système atlantique alternatif à celui imaginé par les Girondins et les Commissaires de la République ; enfin, nous avons analysé les réactions au projet constitutionnel et, plus en détail, au processus d'intégration républicaine des territoires coloniaux, avec une attention particulière aux discussions au sein de la République du Directoire concernant le rôle que les colons devaient jouer dans les nouvelles stratégies républicaines. Dans ce cadre, un dénominateur commun est toutefois apparu à plusieurs reprises au cours de la discussion : la confrontation avec le problème de l'émancipation générale et de l'universalité de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*.

On pourrait généralement affirmer que le rejet de la reconnaissance de la liberté et de l'égalité des Noirs en droit est l'héritage de conceptions antérieures qui ont favorisé l'esclavage sous la bannière du déterminisme climatique, de la justification religieuse traditionnelle ou de la conquête développée au cours du siècle des Lumières. Pourtant, si l'on s'arrête à une telle

observation, il semble difficile d'expliquer les idées communes d'un médecin et érudit comme Virey et d'un colon esclavagiste comme Cullion en 1802, tous deux alignés sur une stigmatisation de l'Africain qui, comme l'a observé l'historiographie, avait une origine très différente des principes pro-esclavagistes du siècle des Lumières.

Les fondements du refus de l'émancipation, ainsi que les théories racialistes de la première moitié du XIXe siècle, sont issus de la réaction à la Révolution et, plus précisément, au décret du 16 pluviôse an II. L'observation paraît anodine et pourtant, à la lumière de l'intérêt croissant pour les questions relatives au concept de race, aux Lumières et à leurs rapports avec l'universalisme et l'esclavage, il n'est pas du tout évident de s'en souvenir. La rupture entre l'avant 89 et l'après Restauration est si évidente que les historiens des préjugés raciaux et des théories pré-scientifiques n'ont que rarement tenté de se confronter directement aux textes de ces années, se réfugiant dans de longues comparaisons entre auteurs des Lumières et auteurs de l'après 89 au moins après 1799, si ce n'est même après 1814.

Plutôt que les préceptes bibliques de l'ordre divin, du droit de conquête ou des théories des fluides et des climats, les colons se réfèrent de plus en plus, dans leurs ouvrages et mémoires, aux mots d'ordre de la Révolution, tels que la propriété, la citoyenneté, la nation et le droit naturel. L'utilisation de ces termes n'était pas seulement une stratégie rhétorique, mais répondait à un phénomène plus large de re-sémantisation du lexique révolutionnaire, dont les colons se sont emparés pour rétablir un nouveau rapport entre dominants et dominés, fonctionnel à l'ordre colonial et au système de plantation.

Mais à côté de ces termes, un autre apparaît : la couleur noire. Articulés et désarticulés par des concepts révolutionnaires en fonction de l'objectif polémique, « le noir », « la couleur », « la noirceur », deviennent de plus en plus présents dans le discours des colons jusqu'à devenir un véritable *topos* dans leurs mémoires, un élément de distinction entre les Français et les Africains, entre les maîtres et les esclaves. Le concept de « race » est de plus en plus lié à la couleur de la pigmentation de la peau comme signe clair et extérieur d'une dégénérescence physique et morale inscrite dans la nature, héréditaire et imparfaite. Cependant, à ce stade, la couleur de la peau n'est pas encore le seul déterminant de l'ordre social : elle se combine, en opposition ou en assimilation, avec d'autres catégories d'identification, comme celles de citoyen français, de propriétaire, voire d'humain. L'émancipation a détruit l'idylle entre esclaves et maîtres, entre Européens et Africains, a réduit le propriétaire français à une victime et l'esclave africain à un monstre. La liberté universelle avait détruit le principe sur lequel reposaient les rapports sociaux et les lois, avait renversé « tous les sentiments naturels » pour un « mélange monstrueux de tous les rapports sociaux ». Il a définitivement rompu le pacte

entre l'homme et la nature, entre l'*ordre naturel* et l'*ordre social*. Ainsi, le principe de l'infériorité physique, intellectuelle et morale des futurs noirs libres, qui renvoie à l'animalité, s'exprime, certes avec recul et réticence, au sein des institutions publiques du pouvoir métropolitain en proposant de substituer au statut juridique de citoyen français accordé aux esclaves affranchis, la figure inaltérable de l'étranger africain. Une porte est ainsi définitivement ouverte au nouvel empire colonial français post-esclavagiste, *racialiste* et chaotique, fondé sur l'idée de la domination des Européens victorieux sur les peuples indigènes vaincus.

Donc, pour terminer le chapitre cinq, après les 18 Fructidor de l'An V, l'isonomie républicaine triomphe. Les députés de la droite royaliste sont arrêtés, les colons et leurs porte-parole provisoirement réduits au silence et, enfin, les députés abolitionnistes peuvent formuler des orientations pour la départementalisation des colonies et le processus d'intégration des territoires d'outre-mer. Mais là encore, les réticences ne manquent pas, surtout face à ce qui se passe entre-temps à Saint-Domingue, où l'autonomie et l'autorité de Toussaint Louverture semblent présager l'indépendance prochaine de l'île.

Face à ces faits et à la disparition des députés qui avaient le plus pris fait cause pour eux, les colons choisirent deux voies : d'une part, renier leurs liens avec les députés crypto-monarchistes pour se proclamer républicains loyaux et se rendre utiles dans l'espoir d'une restauration militaire de l'île ; d'autre part, se replier sur le terrain apparemment plus neutre de l'analyse économique et commerciale, en essayant de démontrer en quoi les choix du Second Directoire étaient ruineux pour l'économie de l'ensemble du système républicain. Malgré leur silence apparent, les colons continuent en réalité à participer de manière polémique aux débats concernant les colonies, notamment, nous l'avons vu, dans le cas de la *colonisation nouvelle*. Critiquant les projets visant à combiner le système colonial moderne avec la liberté des Noirs, les colons affirment que les colonies se sont révélées être un échec non seulement économique, mais aussi moral et anthropologique, remettant en question la perfectibilité de la nature des Noirs libres.

De plus, les projets de *colonisation nouvelle* sont particulièrement contestés par crainte que la République n'étende son modèle émancipateur et universel là où existent encore des systèmes esclavagistes, marquant ainsi le lent et inexorable déclin de l'ensemble du Nouveau Monde. Bien sûr, les stratégies diffèrent, les opinions aussi, mais les colons partagent généralement un large scepticisme sur la possibilité de régénérer le Nouveau Monde par l'action pédagogique républicaine, et surtout ils voient avec effroi la possibilité que la colonie de Louisiane soit reléguée à la France et soumise à l'isonomie républicaine. Face à l'hypothèse de

la différenciation, les colons sont en revanche plus enthousiastes à l'idée de l'expansion française et accueillent avec intérêt la possibilité de récupérer les territoires nord-américains de la Louisiane pour en faire une "colonie des colonies", une terre d'approvisionnement et un avant-poste pour la reconquête de Saint-Domingue.

En fait, nous avons essayé de montrer comment la plupart des projets d'expansion dans les Amériques ou en Afrique étaient principalement au service de la reconquête de Saint-Domingue, la "vraie richesse" de la France que le monde entier enviait. Ainsi, les avant-postes en Afrique, au lieu de représenter la possibilité d'une régénération et d'une civilisation africaines, étaient surtout considérés comme des territoires à partir desquels on pouvait déporter vers le Nouveau Monde la main-d'œuvre noire utile dont les Antilles avaient besoin. Ou encore, l'Afrique représentait, dans les desseins inquiétants de quelques colons, le lieu sûr de la déportation et de la ségrégation de tous ces "Noirs libres rebelles" et "mulâtres irréductibles et féroces" qui avaient si longtemps constitué une menace pour l'ordre et les hiérarchies sociales de la colonie.

C'est donc précisément le lien avec ces derniers projets qui nous a permis de rouvrir le dossier longtemps débattu de la "race" et des transformations que le concept a subies au tournant des années 1795-1802 pour aboutir à la *théorie* pseudo-scientifique dite *racialiste* dont le naturaliste Virey a été le plus illustre porte-parole. En tentant d'expliquer les fondements politiques, idéologiques, scientifiques et juridiques de ce changement de paradigme, il a été possible de mettre en évidence la contribution fondamentale des colons à la construction de ces nouvelles théories dans leur dimension politique, avant même d'être scientifique. En se concentrant sur les thèmes récurrents qui ont émergé dans les discours des colons, sur leurs variations et surtout sur les imaginaires narratifs de plus en plus sombres et féroces qu'ils ont construits, il est alors possible de proposer une nouvelle chronologie du développement des théories *racialistes*, qui ont vu dans le rejet de l'émancipation et la nécessité de justifier l'esclavage et la réorganisation hiérarchique de la société son moteur et sa porosité dont les signes sont encore, hélas, extrêmement visibles dans la culture politique d'aujourd'hui.

Enfin, le sixième chapitre est consacré au rôle intellectuel, culturel, social et politique des colons dans les années du Consulat (1799-1804). La décision de Bonaparte de réintroduire l'esclavage et d'appliquer dans les colonies un Code civil différent du Code métropolitain sont des sujets sur lesquels l'historiographie a longuement débattu, faisant de ces deux mesures une simple mesure d'urgence d'une part, ou l'expression ultime de la tyrannie réactionnaire de Bonaparte d'autre part. Longtemps ignorée ou simplement passée sous silence, la politique

coloniale de Bonaparte a d'abord été mise en lumière de manière critique par l'ouvrage pionnier d'Yves Bénot, *La Démence coloniale*, puis reprise et approfondie lors d'un colloque organisé par ce dernier et Marcel Dorigny en 2002, intitulé *1802. Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises*. A partir de là, le sujet a été l'objet et le sujet de plusieurs controverses politiques, notamment à l'occasion de la loi française Toubira de 2001 et de la création du *Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage* en 2004, ainsi que de l'instauration de la Journée dédiée à la commémoration de l'esclavage de 2006 à 2008.

Au contraire, nombreuses sont les voix des historiens qui ont répondu aux accusations de complicité des publicistes français au début des années 2000 et qui ont tenté de faire des synthèses sur la politique coloniale et atlantique de Napoléon Bonaparte, notamment l'ouvrage *Napoléon, l'esclavage et les colonies* de Thierry Lentz et Pierre Branda en 2006 et *Napoléon et les Amériques* édité par Christophe Belaubre, Jordana Dym et John Savage. Au contraire, les invitations de ceux qui, dans le sillage des travaux d'Yves Bénot et de Marcel Dorigny, rappellent l'importance d'analyser la politique coloniale de Bonaparte à partir de la campagne d'Égypte, puis d'élargir le regard à d'autres réalités et de les comparer. Il serait ainsi plus aisé de lire les continuités et les ruptures par rapport au passé révolutionnaire ou d'Ancien Régime, ainsi que l'héritage de la politique coloniale sur le temps long à partir de la Restauration. Loin d'absoudre le Consulat, ces travaux semblent au contraire avoir confirmé certaines tendances générales déjà présentes dans la campagne d'Égypte, la Constitution de l'an VIII et les mesures prises contre les colonies des Mascareignes, prélude à ce qui se passera plus tard, en 1802, à Saint-Domingue.

En reprenant ces suggestions, il semble utile de repenser les continuités et les ruptures sans toutefois leur donner une interprétation totalisante : la période napoléonienne ne doit pas être lue comme une parenthèse entre la Révolution et la Restauration, ni être interprétée uniquement en continuité avec la décennie révolutionnaire ou, au contraire, uniquement comme une antichambre de 1814. Au contraire, ce chapitre cherchera précisément à réfléchir sur les continuités et les ruptures avec les années 1789-1799, avec la conviction que la continuité avec la période révolutionnaire est bien présente, mais qu'en ce qui concerne la politique coloniale, elle doit être recherchée moins dans les choix du Directoire et des Conseils dans les années 1797-1799, que dans ceux de la droite conservatrice républicaine ou pro-monarchique, concrétisée avant tout dans la figure des colons qui font l'objet de cette étude. Bien qu'ils aient à leur tour regardé le passé de l'Ancien Régime comme un âge d'or de la puissance coloniale française, il serait erroné d'interpréter leurs positions, ainsi que celles de Bonaparte, sous le signe de la continuité avec l'avant-1789 sans considérer l'irréversible changement de

paradigme dans la manière de se rapporter à l'altérité qui, paradoxalement, s'est aussi et surtout transformée à partir de la droite. Comme nous l'avons déjà évoqué dans l'introduction de l'article et dans le chapitre cinq, plutôt qu'une régression vers l'Ancien Régime, il faudrait alors parler d'une véritable perversion des valeurs révolutionnaires pour revenir à l'état antérieur tout en prenant acte des changements irréversibles qui se sont produits pendant la révolution.

Cherchant à sortir de l'impasse historiographique sur les intentions de Bonaparte à l'égard du problème de l'esclavage, il s'agit d'enrayer le blocage et de tenter d'explorer les différents aspects du parcours colonial sous le Consulat, en vérifiant comment l'entourage colonial a effectivement conditionné non seulement le Premier Consul, mais aussi les ministres et les choix des hommes qui allaient ensuite assurer les différentes missions dans le domaine colonial, au premier rang desquels les généraux Leclerc et Rochambeau. Une fois encore, l'accent sera mis sur les colons de Saint-Domingue qui, après le coup d'État, reviennent en masse en France à la recherche d'un emploi, animés par l'espoir que leurs vœux seront désormais exaucés. Il sera plus facile d'expliquer cette sorte d'"hybride conservateur" qu'était le Consulat par rapport à la politique coloniale de la France, en essayant d'éviter les interprétations trop psychologiques ou basées uniquement sur la théorie des circonstances ou encore construites sur l'énonciation d'un pragmatisme dont les contours ont rarement été bien définis par rapport à l'ambiguïté coloniale. *Ralliement*, transformisme et pragmatisme portaient alors en eux une face sombre, à laquelle les colons avaient déjà plus ou moins consciemment donné corps : l'émancipation générale, fait réversible ou irréversible, devait s'accompagner d'un ordre politique strict visant à la séparation et à la ségrégation des trois composantes de la société coloniale. C'est la conception de l'ordre social qui est désormais modifiée et sur laquelle Napoléon Bonaparte croit pouvoir bâtir sa domination coloniale outre-mer. Un espoir vain, car le Premier Consul n'a pas suffisamment pris en compte la résistance des nouveaux citoyens libres, qui ne concéderont rien au nom de leur liberté acquise – et non octroyée ! – méritée – et non octroyée !

L'histoire nous invite ensuite à revenir sur les événements de Saint-Domingue à travers le prisme des colons, en commençant par analyser combien d'entre eux sont rentrés à Paris et combien ont rejoint l'expédition de Leclerc, convaincus qu'ils pourraient enfin redevenir propriétaires de leurs plantations. Contrairement à une historiographie qui minimise leur présence, nous montrerons comment une bonne partie des colons sont revenus et ont travaillé à divers titres pour le ministère de la Marine et des Colonies bien après la défaite finale de l'armée française à Saint-Domingue. Dans le premier paragraphe, nous retracerons également les choix du Ministre et du Premier Consul pour vérifier l'importance de la dette envers la

politique antérieure des colons, surtout à l'occasion du vote plébiscitaire de la Constitution de l'an VIII et de la fin de l'intégration républicaine des colonies.

A cet égard, une attention particulière aux mémoires des colons adressés au ministère nous semble nécessaire afin d'illustrer les différentes options proposées sur le terrain et la manière dont celles-ci combinent la Constitution de l'an VIII avec les théories antérieures élaborées dans les années républicaines en réaction au décret du 16 pluviôse an II. Par ailleurs, l'analyse des mémoires des colons sera également l'occasion de revenir sur la question de la politique étrangère de Bonaparte, de la pacification européenne à la paix provisoire d'Amiens avec les Britanniques en 1802 qui permet au Premier Consul d'organiser l'expédition de Saint-Domingue. Enfin, nous reviendrons sur les événements de la défaite de Leclerc et Rochambeau en 1803 et la fin du “rêve américain” de Napoléon Bonaparte dans le contexte d'un recul définitif de ses propres intérêts et stratégies dans le cadre de l'hégémonie française en Europe.

Les mémoires analysés, bien qu'assez monotones dans la violence de leur langage et dans la construction de leur imagerie, ont cependant eu le mérite d'insérer de vieux préjugés dans un nouveau tempérament, non plus républicain gestionnaire, mais consulaire, afin de renforcer définitivement une projectualité qui prenait ses racines au moins dans les années 1793-1794. Ces mémoires sont en quelque sorte le triomphe d'une prise de conscience qui émerge avec de plus en plus d'organicité : les Noirs ne sont non seulement pas prêts à être libres, mais ils ont des instincts féroces et bestiaux que seule la domination blanche pourra juguler pour éviter le déclin du monde et de l'espèce humaine dans son ensemble. Ce n'est donc qu'en les maintenant à distance et en les infériorisant socialement que les Européens blancs auraient pu, sinon les civiliser, du moins les gérer et freiner leurs aspects les plus féroces, rendant leur nature animale sinon humaine, du moins utile au développement de la civilisation européenne.

Pour répondre en partie à la question d'ouverture de ce chapitre, on peut donc se demander si cette nouvelle culture commune, si cet esprit partagé par les mémoires des colons qui emplissent le ministère de la Marine et l'opinion publique, n'a pas été le motif décisif de la promotion de l'expédition de Leclerc et de la tentative de réintroduction de l'esclavage dans la colonie. Si, en un sens, derrière le “pragmatisme” et l'ambiguïté bonapartistes, il n'y avait pas la pleine conscience que, asservis ou non, les Noirs auraient encore à se revêtir des chaînes matérielles, morales et sociales que la Révolution avait brisées pour eux.

Mais l'héritage des colons, plus que dans les projets de reconquête, est à chercher ailleurs, dans cette stigmatisation de l'altérité qui se construit à travers une idéologie des races et de leur incompatibilité naturelle et bio-généalogique. De cette sinistre continuité, l'exemple

le plus concret nous est donné par le colon Barnabe O'Shiell et ses ouvrages publiés entre Philadelphie et Paris dans les années 1794-1825, auxquels sont consacrées les dernières pages de cet essai. Au-delà du regret des hiérarchies de l'Ancien Régime, Barnabe O'Shiell prend acte en 1825 du bouleversement des valeurs qu'a été le moment révolutionnaire et propose ainsi une nouvelle justification du stigmat social par lequel on réduit les Noirs du lieu où la Révolution les a libérés. Si le droit les avait reconnus comme égaux, dépassant les hiérarchies immuables dictées par la nature, renversant la société coloniale et la livrant à l'anarchie et à la violence, il fallait trouver un autre ordre, un nouveau stigmat social dépassant le droit positif et reconnaissant la généalogie de la race comme prémisses. Enfin, la réaction coloniale, qui s'est tournée vers les anciennes hiérarchies, a créé à son tour une nouvelle et monstrueuse modernité, qui a fait de la généalogie des races un stigmat profond qui sera profondément ressenti dans les années à venir.

TESI DI DOTTORATO DI RICERCA IN CO-TUTELA

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI MILANO
CORSO DI DOTTORATO IN STUDI
STORICI 35° CICLO
DIPARTIMENTO DI STUDI STORICI

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-
SORBONNE
ÉCOLE D'HISTOIRE DE LA SORBONNE
INSTITUT D'HISTOIRE MODERNE ET
CONTEMPORAINE (IHMC-IHRF)

TESI DI DOTTORATO DI RICERCA
M-STO/02

Una Repubblica senza democrazia.
Per una storia transnazionale del modello repubblicano conservatore
tra Francia, Santo Domingo e Stati Uniti (1793-1804)

Amanda Maffei
R12595

Direttore di tesi italiano:
Professor Antonino De Francesco

Direttore di tesi francese:
Professor Pierre Serna

Coordinatore del Dottorato: Professor Marco Soresina

ANNO ACCADEMICO 2021-2022

INDICE

Ringraziamenti	4
Tavola delle carte	6
Tavola delle tabelle	6
Tavola delle immagini	6
Introduzione	7
PARTE I. Il paradiso perduto (ca. 1793 – ca. 1795)	25
Capitolo 1 (1793-1794)	
Dalla ricerca di fortune alla via dell’esilio	26
1.1 Un esilio complicato	32
1.2 In soccorso degli «américains de Saint-Domingue».	51
1.3 La diplomazia atlantica: la missione di Genet	95
Capitolo 2 (1793-1794)	
L’organizzazione politica negli Stati Uniti	110
2.1 Protagonisti e strutture politiche	114
2.2 Riorganizzarsi politicamente tra Nuovo e Vecchio Mondo	155
2.3 Una politica atlantica	209
PARTE II. Tristi tropici (ca. 1795 – ca. 1798)	234
Capitolo 3 (1794-1795)	
La ricostruzione della <i>lobby coloniale</i> in Francia	235
3.1 <i>L’Affaire des Colonies</i>	240
3.2 Il “momento termidoriano”: Repubblica e pace generale?	255
3.3 <i>La Déclaration et la Constitution de l’an III ou la Défense des colons de Saint-Domingue</i>	269
Capitolo 4 (1795-1797)	
Repubblica e schiavitù: un binomio impensabile?	291
4.1 La Francia a Santo Domingo o Santo Domingo in Francia	296
4.2 Soccorrere o indennizzare?	314
4.3 <i>Républiques sœurs?</i>	356

PARTE III. Memorie dal sottosuolo (ca. 1798 – ca. 1804)	390
Capitolo 5 (1797-1799)	
L’espansione e la crisi: <i>isonomie républicaine, colonisation nouvelle e pensée raciale</i>	391
5.1 «Il y a donc eu une cruauté réfléchie de les avoir déclarées parties integrantes»	397
5.2 La <i>colonisation nouvelle</i> e i progetti di ripopolamento	410
5.3 «Il y a des parents à la côte»: proprietà, cittadinanza, colore e natura	436
Capitolo 6 (1799-1804)	
Alla conquista del Ministero della Marina e delle Colonie	468
6.1 Il rientro dei coloni in Francia	475
6.2 «Point de commerce extérieur sans Marine! Point de Marine sans colonies!»	487
6.3 Epilogo	501
Annessi	512
Fonti e bibliografia	703
Indice dei nomi	860

Ringraziamenti

Questa tesi non è il frutto di una ricerca solitaria, bensì l'effetto di incroci collettivi, di momenti di riflessione condivisi, di dibattiti a più voci e di scambi quotidiani tra l'Italia, la Francia e gli Stati Uniti. Una tesi che deve molto ai propri maestri, ai propri amici, alla propria famiglia, al proprio amore e ai propri colleghi. Una tesi che deve molto ai viaggi, ai luoghi, all'esperienza e alla Storia.

Le pagine che seguono non sarebbero state possibili senza le persone che mi hanno accompagnata e sostenuta in questi anni. Desidero innanzitutto ringraziare i miei tutor Antonino De Francesco e Pierre Serna, senza i quali questa ricerca non avrebbe mai preso avvio: maestri a cui devo tutta la mia formazione universitaria, professionale e personale; a cui devo oltremodo i mesi di ricerca in Francia e negli Stati Uniti, gli stimoli intellettuali e il continuo invito a superare i propri limiti. A loro va tutta la mia gratitudine. Un caloroso ringraziamento va inoltre ai professori e ai ricercatori che nel corso di questi anni mi hanno ascoltata e consigliata; così come agli archivisti e ai bibliotecari che hanno avuto la pazienza di seguire e indirizzare le mie ricerche. Ringrazio Marco, per l'inestimabile supporto e affetto. Un ringraziamento particolare va infine alla mia famiglia, alla quale dedico questo lavoro.

Tavola delle carte

Cartina 1.1: *Circolazione migratoria dei coloni rifugiati nelle Antille*

Cartina 1.2: *Organizzazioni di soccorso per i coloni di Santo Domingo (1793-1796)*

Tavola delle tabelle

Tabella 1.1: *Onde migratorie negli Stati Uniti*

Tabella 1.2: *Soccorsi ai coloni di Santo Domingo tra il 1793 e il 1794*

Tabella 1.3: *Demografia di Santo Domingo tra il 1789-1790*

Tabella 1.4: *Piantagioni a Santo Domingo divise per regioni*

Tabella 1.5: *Popolazione nativa e immigrata a confronto*

Tabella 1.6: *Confronto tra le proprietà dei nativi e degli immigrati*

Tabella 1.7: *Professioni coloni rifugiati tra Francia e Stati Uniti*

Tabella 1.8: *Stampa periodica dei coloni di Santo Domingo tra il 1765-1802*

Tabella 1.9: *Stampa periodica dei coloni di Santo Domingo tra il 1765-1802*

Tabella 1.10: *Periodici francesi da cui venivano estratte le informazioni per quelli franco americani*

Tabella 1.11: *Presidenti e segretari delle assemblee dei coloni di New York, Baltimora e Philadelphia 1793-1798*

Tabella 1.12: *Strutture delle opere scritte dai coloni nel 1796*

Tabella 1.13: *Leggi e decreti sui soccorsi ai coloni rifugiati in Francia*

Tabella 1.14: *Frequenza dibattiti sulle colonie dei deputati clichyens*

Tavola delle immagini

Immagine 1.1: *Vista su Chestnut Street, Philadelphia, nel 1797*

Immagine 1.2: *Prompt & Sur Moyen de repeupler l'Isle St. Domingue*

Introduzione

«L'esclavage existe; c'est un mal dont le germe se développe avec nos passions et avec nos intérêts; il doit vivre autant qu'eux. L'esclavage se trouve dans les républiques comme dans les monarchies; la démocratie elle-même ne l'a point exclu; aucune institution sociale ne l'a proscrit; aucune religion ne l'a prohibé.»¹.

«Prendiamone atto» – scriveva il recensore anonimo dell'*Examen de l'esclavage* del colono Valentin de Cullion nel 1803 – «la schiavitù è sempre esistita, nelle monarchie e nelle repubbliche, *persino* nelle democrazie». Leggendo attoniti queste parole non si potrebbe ad un primo sguardo che desumere una chiara e quantomai scontata verità: ancora una volta, nel 1803, giustificare la schiavitù del presente significava guardare al passato, recuperare la storia della classicità greca e romana e immergerla nella cultura politica francese del Consolato. Al di là del ricorso al passato, la narrazione rassicurava il lettore su quanto stesse accadendo a Santo Domingo ricercando le basi delle operazioni dei generali Leclerc e Rochambeau nell'immutabile principio della storia.

Eppure, la riconquista di Santo Domingo e la reintroduzione della schiavitù avevano poco a che vedere con la riconciliazione della storia di Francia con il passato classico. Le aspirazioni, le ragioni e le implicazioni dell'imposizione della dominazione francese sull'isola non erano più il frutto di un semplice “diritto di conquista” aristotelico, ma poggiavano sulla reazione agli effetti dirompenti della Rivoluzione francese e su un pervertimento – più che una digressione² – dei suoi valori. Se repubblica non faceva più rima con emancipazione, era chiaro allora che dopo il Colpo di Stato di Brumaio anno VIII fosse necessario trovare una nuova assonanza, un ossimoro che permettesse di rimare questa volta «repubblica» con «schiavitù». Da qui la ragione del titolo di questo elaborato: *Una Repubblica senza democrazia*, sottotitolo: *per una storia del modello repubblicano conservatore tra Francia, Santo Domingo e Stati Uniti*.

Repubblica e schiavitù nel secolo delle Rivoluzioni potrebbe sembrare un binomio sorprendente e, a tratti, destabilizzante. Perché riferirsi al concetto di Repubblica conservatrice e non rifarsi, più semplicemente, a quello di controrivoluzione o di politica reazionaria? E perché fare una storia transnazionale di un modello tradizionale legato in particolare alla pratica della schiavitù? La schiavitù, nata nell'Antichità e perfezionata durante l'Antico Regime dal bisogno di manodopera nel nuovo Mondo, è normalmente considerata un'istituzione del passato

¹ *Journal des débats et loix du pouvoir législatif et des actes du gouvernement*, 8 febbraio 1803.

² Yves Bénot, *La démence coloniale sous Napoléon*, Paris, La Découverte, 2006 (prima edizione 1992).

tristemente perdurata fino a metà dell'Ottocento e poi scomparsa ufficialmente solo negli anni 50-60 del XIX secolo. Rinviare la schiavitù ad un lungo incubo dal quale le abolizioni di fine Settecento e soprattutto di metà Ottocento avrebbero risvegliato le società occidentali è una maniera di esorcizzare senza comprendere le ragioni di questa esclusione e le tracce durature di questo sistema. Insomma, di prendere le distanze dal passato schiavista come se fosse un'altra storia, lontana, che oggi poco o nulla ci compete.

Innanzitutto, è bene ritornare alle definizioni: che cos'è la schiavitù? Gli storici, i giuristi e gli antropologi hanno proposto due concezioni sostanzialmente differenti, ma complementari. La prima mette l'accento sul diritto di proprietà che il padrone esercita sullo schiavo; secondo questa definizione è l'esercizio di questo diritto sull'integrità della persona dello schiavo che differenzerebbe il suo statuto da tutte le altre forme di dipendenza, come il servaggio o il lavoro forzato³. La seconda definizione insiste invece sull'atto di desocializzazione e di esclusione che la schiavitù opera tra chi è schiavo e chi non lo è. Il disonore e la "morte sociale", secondo la celebre espressione di Orlando Patterson, sarebbero costitutivi di tutte le forme di schiavitù⁴. La proprietà non sarebbe allora che un attributo secondario rispetto all'esercizio del potere collettivo e individuale del padrone sul suo schiavo, provocandone l'esclusione dalla dimensione costitutiva della vita sociale.

In realtà, queste definizioni non sono affatto in contraddizione. Che sia fondata sulla proprietà o che si basi sulla desocializzazione dello schiavo, la sua stigmatizzazione e la sua messa al bando dalle forme dominanti della vita sociale sono elementi costitutivi della schiavitù, che la distinguono dalle altre forme di dipendenza. Questa esclusione può evidentemente iscriversi in un lessico differente secondo la società a cui si fa riferimento, pur rimanendo comunque il prodotto dell'istituzione della schiavitù⁵. Per questa ragione, in questo elaborato si farà riferimento ad entrambe le definizioni in maniera interscambiabile, nella convinzione che i due tratti fossero, almeno per il caso della società di Santo Domingo, compresenti nella natura delle relazioni sociali della colonia.

Allo stesso modo, ci sembra opportuno ritornare anche sul termine Repubblica, per quanto sia possibile contenere in poche righe un dibattito millenario sul suo significato. Questo studio si interessa alla fine del Diciottesimo secolo, che non è solo il secolo dei Lumi, dell'universalismo, della libertà e dell'uguaglianza, ma è anche il tempo della Repubblica. Ma che cos'è una repubblica? La risposta potrebbe parere, ancora una volta, banale. La repubblica

³ Jean Allain (dir.), *The Legal Understanding of Slavery. From the Historical to the Contemporary*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

⁴ Orlando Patterson, *Slavery and Social Death. A Comparative Study*, Cambridge, Harvard University Press, 1982.

⁵ Paulin Ismard, Cécile Vidal, Benedetta Rossi (dir.), *Les mondes de l'esclavage. Une histoire comparée*, Paris, Seuil, 2021.

è un regime a carattere rappresentativo senza re in cui l'organo esecutivo supremo viene eletto o dai cittadini o dai membri del potere legislativo, che ne sono i rappresentanti. Eppure, questa definizione non sembra poi così esaustiva quando si guarda alla realtà storica, cosparsa di repubbliche oligarchiche fino alla seconda metà del Settecento e di moderne repubbliche in continua evoluzione e connotate da rapporti tra i poteri differenti dal 1776 in poi. Si direbbe che più che una definizione generale, ogni esperimento repubblicano avrebbe bisogno di una sua definizione e collocazione all'interno di un orizzonte storico determinato; anzi, recentemente è stato addirittura sollevato che solo il confronto tra i vari sistemi repubblicani permetta, più che di rispondere alla domanda su cosa sia una Repubblica, di riflettere sul significato plurale del termine, rendendo allo studioso più la complessità che l'omogeneità delle forme repubblicane. Anche nella comparazione, però, le piste che si aprono sono molteplici: al di là del confronto tra sistemi repubblicani, si può studiarne il rapporto con altre categorie delle scienze umane, come la libertà, l'uguaglianza, la democrazia, l'economia e via dicendo. Allo stesso tempo, vige un gran dibattito sul "mito delle origini" della tradizione repubblicana moderna, con una certa contrapposizione tra la scuola europea continentale che guarda all'esperimento rivoluzionario americano e francese come all'esordio del repubblicanesimo democratico e una di tendenza anglosassone che traccia invece la genesi del pensiero repubblicano modernamente inteso a partire dal XVI secolo⁶.

Nel 1955 Robert Palmer e Jacques Godechot, proponendo la nozione di "rivoluzione atlantica", posero le basi per una nuova lettura del processo di espansione repubblicana come invenzione della repubblica moderna, proponendo allo stesso tempo nuove ricerche sul periodo direttoriale francese. Infatti, a partire dal recupero della complessità e della modernità del Direttorio, la storiografia degli ultimi trent'anni ha illustrato l'intero periodo rivoluzionario del XVIII secolo come una *histoire croisée* tra la Francia, il resto dell'Europa e le Americhe. Non solo, il rinnovato interesse verso la stagione direttoriale ha permesso di internazionalizzare le ricerche e di affrontare la questione dell'intreccio di diversi modelli repubblicani sviluppatisi nei differenti contesti europei, quali, ad esempio, l'Italia e l'Olanda dove l'autonomia dei patrioti locali si manifestò in tutta evidenza nella loro forma di mobilitazione e progettualità a favore o contro il modello francese⁷.

⁶ Quentin Skinner, *La libertà prima del liberalismo*, Torino, Einaudi, 2001 (prima edizione inglese *Liberty before Liberalism* 1998); John G. Pocock, *The Machiavellian Moment: Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, Princeton University Press, 1975; Philip Pettit, *Républicanisme. A Theory of Freedom and Government*, New York, Oxford University Press, 1997; Keith Baker, "Transformations of classical Republicanism in Eighteenth-Century France", in *The Journal of Modern History*, 2001/1 (n°73), pp. 32-53; Michel Vovelle (dir.), *Révolution et République. L'exception française*, Paris, Editions Kimé, 1994.

⁷ Robert Palmer, *The Age of the Democratic Revolution. A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton, Princeton University Press, 1959-1964; Annie Jourdan, *La Révolution. Une exception française?*, Paris,

Così, aprendosi ad una dimensione atlantica, la storiografia ha ritenuto doveroso far emergere quell'entusiasmo collettivo per la Guerra d'Indipendenza americana che conquistò la Francia dei Lumi dopo il 1776 e interessarsi particolarmente al gioco di specchi costante che permette di studiare come l'eredità del pensiero illuminista francese incoraggiò la riflessione americana, informando nuovamente quella francese: eventi e modelli che, una volta recepiti ed rielaborati secondo schemi interpretativi inediti, potevano così a loro volta generarne di nuovi, ritenuti più adatti alle specificità locali. In questa linea di rinnovamento si collocano i più recenti lavori sulla dimensione atlantica che, oltre a mostrare l'attenzione internazionale per il tema delle interconnessioni tra le rivoluzioni democratiche del XVIII secolo, hanno stimolato la ricerca verso nuove direzioni. Innanzitutto, rinnovando l'interesse verso il periodo direttoriale è stata portata alla luce la questione dell'intreccio tra Rivoluzione e Repubblica, quello tra guerra e Repubblica e quello tra colonie e Repubblica, a cui vi sono associati il problema dell'espansione del modello repubblicano mediante le armi e quello del concetto di *Grande Nation*; inoltre, ponendo maggiore attenzione sulla circolazione degli uomini – dovuta a migrazioni più o meno volontarie – e delle loro idee politiche, scientifiche, commerciali ed economiche, ci si è maggiormente interessati ai problemi diplomatici, coloniali e, di conseguenza, al dibattito sulla schiavitù.

Questa nuova modalità di interrogarsi sulle forme di diffusione del modello repubblicano ha condotto ad una visione più sfumata degli scambi, degli incontri e delle ricomposizioni dei campi del politico, permettendo di abbandonare il rigido rispetto per le frontiere e le rotture istituzionali delle storiografie nazionali e di leggere negli anni 1792-1804 un periodo di sperimentazione politica dove tutte le matrici repubblicane potessero essere pensate. In seno alla tipologia delle repubbliche possibili, se i modelli repubblicani democratici – studiati anche in chiave transnazionale e nazionale – hanno goduto di particolare fortuna, non altrettanto è avvenuto per il modello che si potrebbe definire “repubblicano conservatore”. Partendo dal binomio repubblica/schiavitù, il presente elaborato indaga una questione storiografica irrisolta riguardo la natura conservatrice del modello repubblicano così come fu concepito dai coloni di Santo Domingo che si trovarono ad emigrare negli Stati Uniti abbandonando l'isola dopo le rivolte degli schiavi degli anni 1791-1793. Contrariamente a quanto troppo spesso sostenuto, repubblica e democrazia non sono una combinazione automatica, ma il frutto di continue rimodulazioni di cui la fine del XVIII secolo è stata teatro.

Flammarion, 2004; Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009; Manuela Albertone, Antonino De Francesco (dir.), *Rethinking the Atlantic World. Europe and America in the Age of Democratic Revolutions*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.

Inoltre, non solo non è un binomio scontato, ma neanche uniformemente sostenuto da quanti si definivano repubblicani: al contrario, molti contestarono i valori della democrazia declinata nelle sue diverse forme, particolarmente quando si trattò di adattarla ai territori d'oltremare della Francia repubblicana.

A partire da questo interrogativo, il presente elaborato cerca di far luce su un *point aveugle* della storiografia e, particolarmente, della cosiddetta *Atlantic History*. Infatti, la ricerca si inserisce nel filone storiografico proposto da Palmer e Godechot e dalla formulazione di Rivoluzione Atlantica che, negli anni Cinquanta del Novecento, ribadiva la necessità di superare gli approcci nazionali e il tentativo di pensare una sequenza rivoluzionaria europea e nordamericana identificando delle cause comuni dell'Indipendenza degli Stati Uniti e delle rivoluzioni d'Europa e di Francia. Rispetto a questa formula, la ricerca ha ampliato come detto il campo fino ad includere aspetti cruciali dimenticati da entrambi gli storici, come la questione coloniale, la tratta degli schiavi e la schiavitù come fenomeno atlantico, contribuendo a riscoprire un'altra rivoluzione, quella di Santo Domingo, a lungo emarginata.

Negli anni Novanta, il concetto di Atlantico conobbe un rinnovato interesse, così come l'aspetto "democratico" di queste rivoluzioni, dibattuto e contestato dai lavori di Sylvia Frey sintetizzati nel suo *Water from the Rock. Black Resistance in a Revolution Age*, che formulò la nozione di "Black Atlantic" nel 1997⁸. In effetti, ciò che interessava a Palmer e Godechot era il progresso e lo sviluppo di una cultura politica democratica comune, che integrasse non senza qualche difficoltà anche l'introduzione della schiavitù. Infatti, quest'ultima istituzione venne definita come una forma di dominio d'Antico Regime ereditata dalle prime forme di colonizzazione e condannata all'estinzione dalla sua messa in discussione durante l'Età delle Rivoluzioni.

A partire dal Bicentenario della Rivoluzione, questo *impensé historiographique*, secondo la definizione di Trouillot, è stato colmato dalla storiografia, che ha riconosciuto nel processo rivoluzionario l'espressione manifesta della centralità occupata dal lavoro servile e dalla sua resistenza⁹. Così, a partire dalla nozione di *democratic revolutions* e di rivoluzioni atlantiche si assiste ad una vera e propria esplosione di testi su Santo Domingo, sui rapporti e i legami tra Francia e Americhe, incentrati su biografie individuali, su opere di sintesi, sulle relazioni diplomatiche ecc. Per analizzare meglio il posto della schiavitù in questo campo di

⁸ Sylvia Frey, *Water from the Rock: Black Resistance in a Revolutionary Age*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

⁹ Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past. Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995; David Geggus, *Slavery, War and Revolution. The British Occupation of Saint-Domingue 1793-1798*, New York, Clarendon Press of Oxford University Press, 1982; Laurent Dubois, *Avengers of the New World. The Story of the Haitian Revolution*, Cambridge, Belknap, 2004.

studi, gli storici hanno adottato una scala d'analisi più ampia, alternando studi prosopografici, case-study sulle piantagioni, sulla circolazione dei migranti e studi sulle macrostrutture, riconsegnando una storia plurale della schiavitù. Una storia nella quale la complessità delle forze presenti e degli attori coinvolti offrono un nuovo punto di osservazione sui multiformi sviluppi del mondo atlantico durante il periodo cruciale delle rivoluzioni in cui aspetti centrali degli imperi europei (*exclusif* coloniale ed economia della piantagione) sopravvissero alle rotture politiche.

Per tali ragioni, ci sembra opportuno riaprire il dossier sull'abolizione e il filoschiavismo nel tempo della Prima Repubblica francese, cercando di rifuggire ad una interpretazione che guarda teleologicamente alla schiavitù come ad un residuo del passato, e che al contrario, sulla scia della proposta di Yves Bénot¹⁰, si interroghi sui tentativi di adattamento del suo sistema e del suo funzionamento nel quadro dei rivolgimenti rivoluzionari, conformandosi ai nuovi regimi e, allo stesso tempo, formulando nuove proposte per il futuro. Insomma, sembra necessario allora interrogare la storia dei sostenitori della schiavitù nel contesto rivoluzionario, abbandonando un'identificazione binaria troppo stringente quale quella di schiavitù/controrivoluzione e abolizione/rivoluzione e considerando al contrario i coloni come uomini al confine tra due regimi di storicità, tra antiche e nuove modalità di comporre l'ordine del tempo e il rapporto tra passato, presente e futuro¹¹. Non sembra scontato infatti ribadire che i coloni o i filo-schiavisti o i proprietari di schiavi a seconda di come si voglia definirli, erano per lo più uomini non solo a cavallo tra Nuovo e Vecchio Mondo, ma anche tra Nuovo e Vecchio Regime che, sebbene arroccati dietro ai privilegi e al sistema coloniale del passato, condivisero l'ansia moderna per l'avvenire e quell'irrequietezza che, su posizioni reazionarie, li spinse però a partecipare al gioco politico al fine di perfezionare il sistema e ricomporre al suo interno la propria identità.

La storiografia ha spesso solo superficialmente evidenziato le reminiscenze dell'Antico Regime nelle richieste, nelle petizioni e nell'agire politico degli anni 1794-1804 dei coloni, sottolineandone a grandi linee il carattere "razzista" della loro produzione scritta come il frutto di un pensiero elaborato nei secoli XVII-XVIII e portato alle estreme conseguenze in un contesto controrivoluzionario moderno. E fu, in buona parte così. Eppure, questa lettura, benché seducente e comunemente accettata, ha finito però per costruire a sua volta un topos storiografico che sminuisce la risonanza delle loro proposte e la capacità con la quale queste –

¹⁰ Yves Bénot, *La modernité de l'esclavage. Essai sur la servitude au cœur du capitalisme*, Paris, Éditions La Découverte, Paris, 2003.

¹¹ François Hartog, *Régimes d'historicité. Presentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2012 (prima edizione 2003).

a partire dal 1794 – si integrarono ai cambiamenti della Repubblica francese, adattandosi alle diverse fasi rivoluzionarie e, ancor di più, ai mesi che seguirono il Colpo di Stato del 1799. Schiacciando la loro lettura e rappresentazione del mondo ad un conservatorismo controrivoluzionario, la storiografia ha negato loro qualsivoglia adattamento delle teorie schiaviste alla modernità, finendo paradossalmente per sminuire lo stesso movimento emancipatore.

Del resto, questa interpretazione fa gioco ad un altro topos storiografico che solo recentemente è stato messo in discussione, riguardo l'importanza dei movimenti abolizionisti prerivoluzionari inglesi e americani. La storiografia, anglosassone in particolare, ha sottolineato l'importanza dei movimenti abolizionisti anglo-americani nel lungo movimento emancipatore nato nel corso della seconda metà del XVIII secolo e allargatosi ad altre realtà, quali, per esempio, la Francia, rappresentata dalla nascita della *Société des Amis des Noirs*¹². Se il riformismo anglosassone costituì la base per l'abolizionismo di fine secolo, fu solamente la sequenza rivoluzionaria innescata dalla Guerra dei Sette Anni, e poi seguita dall'Indipendenza degli Stati Uniti e dalle rivoluzioni d'Europa e di Francia a permettere che il conflitto coloniale si radicalizzasse a tal punto da spingere i commissari Sonthonax e Polverel ad abolire definitivamente la schiavitù nell'estate del 1793 e a sollecitare la Convenzione nazionale ad avallare il provvedimento. Insomma, se da un lato l'abolizionismo riformatore aveva preparato il terreno alla possibilità di pensare i diritti naturali come universali e appartenenti alla specie umana nel suo complesso, schiavi neri compresi, la forza della Rivoluzione francese e la diffusione dei suoi valori nelle Antille permisero di abolire per la prima volta, non senza strappi e violenze, la schiavitù.

A prova della portata del provvedimento, vi fu innanzitutto il clamore internazionale che questo provocò in tutta Europa, negli Stati Uniti e nelle colonie degli altri stati europei: a partire dai movimenti abolizionisti, che con vigore ripresero la loro attività, più incalzanti si fecero anche le voci di quanti da quell'abolizione avevano tutto da perdere. Tra questi ultimi, i *planteurs* di Santo Domingo appunto, nonché i negrieri arricchiti grazie alla tratta dei neri tra l'Africa e le Antille che, vedendo tramontare il mondo nel quale avevano costruito il proprio predominio sociale ed economico, reagirono con violenza al decreto del 16 pluvioso della Convenzione, mettendo in atto diverse strategie al fine di recuperare quanto avevano perduto. Aggrappati ad un'istituzione che faceva perno su gerarchie consolidate socialmente e giuridicamente – rafforzate attraverso i diversi *Codes des Noirs* del Sei-Settecento – i difensori

¹² Bernard Gainot, Marcel Dorigny (dir.), *La Société des amis des noirs, 1788-1799. Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage*, Paris, Éditions UNESCO/EDICEF, 1998.

del sistema schiavista opposero viva resistenza alle novità rivoluzionarie e rifiutarono incessantemente i principi emancipatori repubblicani che ne erano stati il corollario e la conseguenza, forzando la gran parte di loro sulla via dell'esilio.

La complessità delle loro posizioni e dei loro cambiamenti di postura politica andò ben al di là dell'attaccamento al passato, com'è stato già parzialmente dimostrato per figure di spicco del campo controrivoluzionario come Victor Malouet. E se quest'ultimo rimase per tutti gli anni Novanta del Settecento un fiero *planteur* monarchico, la cui ideologia si mantenne salda soprattutto sulla fedeltà alla corona, diverse furono invece le voci di altri coloni, emigrati non a Londra, ma negli Stati Uniti, che poco o nulla avevano da spartire e da desiderare dalla triade *exclusif-esclavage-monarchie*. Sostenere che la schiavitù, potenziatasi sotto l'Antico Regime, fosse un residuo del passato poco o nulla integrabile con la Repubblica rischierebbe di leggere teleologicamente la lotta per l'emancipazione, negando la sua potenza e il fatto che il principio emerse dalla violenza e dalla speranza, dalla repressione e dalla volontà di vedersi riconoscere i diritti universali. Il rischio è quindi quello di cadere anche nella dicotomia repubblica/emancipazione, monarchia/schiavitù che, sebbene possa aver il pregio di sottolineare il nesso tra la violenza monarchica e la violenza schiavista e tra il sistema politico di disuguaglianze giuridiche e lo sfruttamento della manodopera, ha dall'altro il difetto di sminuire le lotte promosse in seno alla repubblica da parte di quanti lavorarono al fine di rendere la repubblica una repubblica realmente emancipatrice.

Se la dinamica centro/periferia, madrepatria/colonie si incrinò a partire dalla fine della Guerra dei Sette Anni, con la conseguente indipendenza degli Stati Uniti e la fondazione della repubblica moderna, essa fu solo una prima fase del movimento abolizionista, che contrariamente a quanto sostenuto dalla scuola anglosassone, vide la sua piena detonazione negli anni repubblicani francesi, quando al problema del rapporto tra colonie e madrepatria, vi si aggiunse quello del riconoscimento dei diritti civili e politici a tutte le frange della popolazione che componevano le colonie antillesi, che fossero libere o schiave, composte da *grands blancs* e *petits blancs*, da mulatti o neri liberi. Ma repubblica e democrazia non furono un binomio automatico, ma il frutto di continue rimodulazioni di cui la fine del XVIII secolo fu teatro: che dire allora degli Stati Uniti, repubblica schiavista per eccellenza? Che dire di coloro che, fieramente repubblicani, sconsigliarono ai deputati della Convenzione di applicare il decreto del 16 pluvioso che a loro avviso avrebbe portato alla rovina della Francia? È lecito inserire tra i controrivoluzionari questo gruppo di coloni "patrioti" che lottò contro la tirannia ministeriale arrivando a postulare l'indipendenza della colonia, poi contro i *planteurs* nobili e infine contro gli inglesi, senza analizzarne l'esperienza?

Il problema che questa tesi cerca di risolvere allora è quella posta da tutta una corrente di attori sociali e politici all'interno di una categorizzazione binaria che, a nostro avviso, è decisamente troppo stretta: convinti repubblicani e vittime degli inglesi, questi coloni furono anche convinti schiavisti e per tali ragioni vittime delle deportazioni dei Commissari Sonthonax e Polverel; vittime sì, ma anche carnefici: per lo più scappati negli Stati Uniti, già sul finire del Novantatré essi rielaborarono una strategia che andasse ad inserirsi perfettamente nell'agone repubblicano e che spingesse i deputati della Convenzione in Francia a rivedere quanto scelto dai Commissari e a reintegrare la schiavitù. Vecchie gerarchie sociali tradizionali in un nuovo contesto istituzionale e politico: integrare la schiavitù alla Repubblica era allora possibile?

Distanti dai progetti del repubblicanesimo radicale, il concetto di repubblica conservatrice può essere un'utile lente interpretativa per analizzare come i coloni integrarono le nozioni di repubblica e schiavitù durante il periodo repubblicano. Anche se questo progetto non fu né strutturato, né omogeneo, nacque come reazione sia ai progetti di carattere democratico che a quelli di carattere controrivoluzionario. Che fossero l'effetto di una profonda convinzione repubblicana o di una strategica convenienza politica poco importa, perché la formula introdotta permise ai coloni di collegare assieme il principio di una più allargata partecipazione al potere per quei bianchi prima esclusi sotto l'Antico Regime e il mantenimento dell'esclusione dei neri dalla società.

Non si tratta di una storia della controrivoluzione o dell'anti-repubblicanesimo, bensì della storia di quanti appoggiarono la Repubblica, ma che davanti alla sua natura potenzialmente universalistica maturarono la convinzione che fosse necessario frenarne gli slanci democratici, e far sì che da repubblica emancipatrice questa diventasse una repubblica schiavista. Non si trattò di un fenomeno omogeneo e pienamente consapevole, né tantomeno lineare e senza deviazioni, bensì frammentato, tortuoso e in continuo mutamento, inserito nelle vicende sociali e geopolitiche atlantiche, ma diffuso in Francia e negli Stati Uniti. Questa operazione ci ha spinti in un certo senso a prendere la storia *au rebours* e ad interrogare le vicende geopolitiche che incrociarono spazi coloniali, repubbliche nascenti e vecchia Europa in rivoluzione attraverso un prisma differente, non più evidentemente e *forcément démocratique*, bensì conservatore. Questo, nella convinzione che la storia del repubblicanesimo atlantico, particolarmente quello francese e americano del XVIII e degli inizi del XIX secolo, possa beneficiare di una nuova analisi di lettura, non più tramite la lente di quanto ha avviato, ma anche di quanto ha mantenuto in seno alla tradizione e di quanto è stato rielaborato dell'antico e reinserito nella modernità sotto una nuova – e spesso spietata – luce.

Rifuggendo la storia delle idee in senso stretto, per la quale il rischio poteva essere quello di concentrare eccessivamente l'attenzione sui testi costituzionali o di nota coerenza intellettuale e dimenticare le elaborazioni minori, ma non per questo meno significative, la ricerca si è posta l'obiettivo di fare una storia politica dell'operatività di un concetto che prese forma nell'Atlantico tramite lo scambio e il confronto di teorie e persone laddove spesso si è individuata al contrario la costruzione di modelli gelosamente nazionali e poco o nulla in relazione tra loro.

Per tali ragioni, l'oggetto e il soggetto della ricerca sono i coloni di Santo Domingo, obbligati ad abbandonare le loro piantagioni e destinati o a riparare in Francia o a trasferirsi negli Stati Uniti, in attesa di poter rientrare per poter proseguire i loro affari e riottenere le loro proprietà. Ritornare allora su dei soggetti dalla alta mobilità come i coloni ha permesso di approfondire la forza dell'esilio come fattore politico di legame tra diverse strutture apparentemente distinte e come costruzione di un progetto strategicamente e non solo retoricamente repubblicano che potesse coniugarsi con le tendenze della società pur limitando, se non proprio escludendo, il principio democratico di cui la repubblica francese sembrava farsi carico. Per tali ragioni ci si è concentrati solo tangenzialmente sul problema della loro circolazione e delle reti sociali, già messi in luce dai lavori di Gabriel Debien, Darrell Meadows e Ashli White, per dedicare più spazio alle argomentazioni e alle strategie politiche introdotte dai coloni di fronte alle questioni poste di volta in volta dagli eventi rivoluzionari, cercando di far proprio l'invito della più recente storiografia a studiare non solo l'allargamento degli spazi, ma a rivalutare la ricomposizione, la distinzione e l'imitazione dei registri della temporalità rivoluzionaria, come interconnessi e simultanei¹³.

Inoltre, a differenza degli studi sopracitati, si è preferito dare spazio particolarmente ai coloni rifugiati negli Stati Uniti e in Francia, dedicando minor spazio a quelli emigrati a Londra o in Jamaica: questa scelta, apparentemente arbitraria, è innanzitutto il frutto della necessità di circoscrivere il lavoro geograficamente per non perdersi nei rivoli delle singole biografie che, per quanto interessanti, rischiavano di divenire una vera e propria Idra dalle cento teste; inoltre, la preferenza accordata ai coloni negli Stati Uniti e in Francia ha permesso di rispondere più adeguatamente alla questione di partenza, evitando di confondere le pretese dei coloni emigrati a Londra con quelle, ben meno controrivoluzionarie, di quelli "patrioti" in America. Tuttavia, nonostante questa scelta politico-geografica, i coloni rifugiati a Londra non sono stati

¹³ Pierre Serna, "In Search of the Atlantic Republic: 1660-1776-1799 in the Mirror", in Manuela Albertone, Antonino De Francesco (dir.), *Rethinking the Atlantic World*, cit., pp. 257-275.

completamente messi da parte, bensì considerati nel loro interagire con quelli degli Stati Uniti e, soprattutto, quale fulcro dell'analisi per meglio comprendere le logiche dell'occupazione inglese di Santo Domingo.

In un certo senso, i coloni sono l'oggetto ideale per studiare le posizioni di quanti volessero costruire un modello repubblicano conservatore, perché fecero dell'esclusione, della differenza e della dominazione dei valori moderni, fortemente rivendicati e rielaborati come risposta politica concreta agli interrogativi della Madrepatria sul suo rapporto con le colonie. La concretezza che presentava la loro progettualità politica era innanzitutto la conseguenza della pragmaticità dei personaggi in questione: i coloni raramente figurarono tra i grandi intellettuali, non furono gli autori di importanti trattati di scienza politica o giuridica, tantomeno di filosofia; tra loro vi erano ben pochi naturalisti e qualche medico-chirurgo impegnati però più nella cura degli schiavi nelle piantagioni che nelle discussioni accademiche a Parigi. Al contrario, molti di loro furono avvocati, procuratori, dirigenti delle piantagioni o uomini d'affari, piccoli commercianti e *négociants*, così come uomini che avevano abbandonato la Madrepatria in cerca di fortune.

Apparentemente distanti, la loro identità era accomunata da un elemento centrale di questo lavoro: la proprietà. I coloni erano, innanzitutto, proprietari. Erano proprietari di piantagioni, di ville di campagna e di ville di città; erano proprietari di piccole *cafeterie*, così come di grandi *sucrerie*; erano proprietari di beni mobili, immobili e, soprattutto, di schiavi, la loro *propriété pensante*, come la definì il deputato Belley. Una volta persa la proprietà immobile a seguito della guerra civile che scoppiò nell'isola, i coloni passarono una vita tra due mondi per riconquistarla. Più che da riflessioni politico-filosofiche o scientifiche sulla schiavitù, i coloni erano spinti dalla pragmatica necessità di recuperare le piantagioni perdute, così come la manodopera che serviva per produrre la ricchezza dell'isola e mantenere in vita il sistema coloniale moderno così com'era stato concepito e poi sviluppato dal XVI secolo. La loro fu una riflessione sul presente, che riproponesse le esperienze pregresse al fine però di costruire una *histoire immédiate* che si proiettasse nel futuro e che promuovesse l'incontro tra le loro istanze e quelle della Rivoluzione.

Seppur di carattere pragmatico, mal costruite, mal scritte e di poco valore filosofico-letterario, le proposte di queste memorie hanno lasciato molte più tracce di quanto sia stato fino ad ora rilevato. Innanzitutto, le migliaia di produzioni a stampa e manoscritte dai coloni hanno completamente trasformato l'immaginario collettivo francese riguardo gli eventi della colonia, trasmettendo l'idea di una vera e propria apocalisse nella quale i neri e i mulatti erano gli irriducibili carnefici. Accanto a questa completa decostruzione della colonia come perla delle

Antille e costruzione della colonia come “inferno delle Antille”, si accostò poi una vera e propria opera di risemantizzazione delle espressioni e dei temi associati al mondo coloniale. Troppo spesso l’analisi dei testi si è fermata al tema “reintroduzione della schiavitù o abolizione”, senza invece riflettere su come il processo di risemantizzazione e di adeguamento alla nuova temperie atlantica abbia permesso ai coloni il loro successo una volta rientrati in Francia e soprattutto ottenuto delle posizioni di prestigio all’interno del Ministero della Marina e delle Colonie. In questo modo, i coloni riuscirono a rendere operativo il “ritorno all’ordine” nelle colonie, adeguandolo alla nuova temperie politica del Consolato, che fece del “chiudere con la Rivoluzione” e del “salvare la Francia” le proprie parole d’ordine.

I coloni allora diventano i soggetti, oltre che oggetti, non più solo nello spazio, bensì anche nella temporalità rivoluzionaria e nella reinterpretazione degli elementi di spazio e tempo come critica permanente alle scelte contrarie ai loro interessi della Madrepatria. Così, in quanto soggetti attivi si è cercato di fare una storia della loro riflessione atlantica, interrogandosi sui problemi che si posero come protagonisti e non solo i problemi che posero alle autorità repubblicane: i coloni non furono solo rifugiati da soccorrere, ma individui organizzati e portatori di una certa concezione del rapporto tra la madrepatria e le colonie, tra il sistema repubblicano e quello coloniale e, più in generale tra la Francia e il resto dell’Atlantico. Sebbene la dinamica centro/periferia, madrepatria/colonie si incrinò già dopo la Guerra dei Sette Anni, quando la Francia si trovò a perdere la guerra e a concedere tutte le sue colonie americane all’Inghilterra, questo elaborato prende avvio solamente dal 1793 e si conclude con il 1804, anno dell’incoronazione ad Imperatore di Napoleone Bonaparte.

Le scelte di questo arco temporale sono diverse, e si possono sintetizzare almeno in quattro punti. In primo luogo, l’idea è quella di colmare un vuoto storiografico, perché al momento non vi sono analisi approfondite sull’attività politica dei coloni tra la Francia e gli Stati Uniti nel decennio 1793-1804, bensì solo dei lavori sulla loro fuga e la loro riorganizzazione sociale – fenomeno definito come “ingegneria dell’esilio” – o sulla loro retorica discorsiva, riducendo l’esperienza dei coloni a una parentesi effimera della storia francese.

Partire dal 1793 risponde innanzitutto ad un’esigenza di carattere biografico, perché fu nell’estate di quell’anno che i coloni abbandonarono in massa l’isola dopo lo scontro con i Commissari civili e l’incendio di Cap François. La data segnò così un momento di ricomposizione spaziale, sociale e politica dei coloni da un lato, ma anche della Francia dall’altro: proclamata solo qualche mese prima, agli inizi del 1793 la Repubblica francese entrò

in guerra contro l'Inghilterra, coinvolgendo nel conflitto militare anche Santo Domingo. L'isola, già in balia della guerra civile e degli scontri di fazione dal 1791, venne invasa dalle truppe britanniche giusto poche settimane dopo l'incendio della cittadina di Cap François, complicando il quadro delle alleanze da una parte all'altra dell'Atlantico, perché parallelamente ai fatti di Santo Domingo, l'entrata in guerra della Francia e la situazione emergenziale provocarono di lì a qualche mese la dichiarazione della patria in pericolo, la sospensione della nuova costituzione del 1793 e l'inizio della fase rivoluzionaria conosciuta come periodo del Terrore. Le cose non andavano certo meglio sul fronte americano, dove la missione di Edmond Genet aprì una fase di crisi dei rapporti tra le due repubbliche sorelle che le missioni successive di Adet e Fauchet, nonché la neutralità e poi l'avvicinamento degli Stati Uniti alla Gran Bretagna non fecero che aggravare.

La scelta di terminare con la proclamazione dell'Impero invece risponde più a questioni di carattere militare-istituzionale: infatti, il 1804 non fu solo l'anno dell'incoronazione ad imperatore di Napoleone Bonaparte, bensì anche quello della fine della Repubblica consolare e, soprattutto, della definitiva disfatta dell'impresa di Santo Domingo, prima grande sconfitta del generale Bonaparte. Oltre all'evacuazione di Rochambeau e i suoi uomini, alla vittoria di Dessalines e alla proclamazione dell'Indipendenza di Haiti, l'evento segnò la seconda e questa volta definitiva fuga dei coloni dall'isola mettendo un fermo alle loro pretese di riconquista della colonia. Inoltre, risolutivamente chiusa la fase repubblicana di Francia, è stato più volte sottolineato come l'evento segnò anche il ripiegamento della politica di espansione francese verso l'Europa e la fine del "sogno americano" di Bonaparte al di là dell'Atlantico, marcato non solo dalla perdita di Santo Domingo, bensì anche dalla successiva vendita della Louisiana.

Infine, si è scelto di considerare gli anni 1793-1804 nella convinzione che l'emancipazione generale segnò in profondità la politica dei coloni. Le strade da percorrere, davanti all'irreversibilità del decreto del 16 pluvioso – il cui valore venne ribadito nel 1795 in occasione della presentazione del nuovo progetto costituzionale e poi ancora nel 1798 con la proposizione delle *Lois organiques* e dell'integrazione repubblicana delle colonie – potevano essere tre: rifiutare il decreto e tutta l'ideologia repubblicana nel suo complesso seguendo la via dell'esilio dei coloni controrivoluzionari a Londra; accettare entusiasticamente o programmaticamente il decreto come fece la gran parte dei convenzionali fino al 1795 e poi dei coloni dopo il 1798; oppure adottare una posizione estremamente critica nei confronti dell'abolizione, pur proclamandosi repubblicani e cercando il precedente storico e il giusto appoggio politico per poter dimostrare che repubblica e schiavitù non fossero in antitesi come sostenuto dall'ala abolizionista della Convenzione.

Fu su queste tre opzioni che i coloni costruirono la loro *révolution-contre*, un processo sfaccettato e complesso che vide il suo trionfo ideologico solamente dopo il Colpo di Stato del 18 Brumaio anno VIII. Per meglio studiare il terreno politico delle strategie dei coloni, si è scelto di dividere l'arco cronologico in tre parti, corrispondenti alle tre suddivisioni della tesi centrate quasi esclusivamente sul periodo direttoriale. La preferenza accordata al Direttorio, che infatti ricopre circa quattro capitoli su sei del presente elaborato, è dovuta principalmente al periodo 1795-1799, vero e proprio laboratorio repubblicano dove emersero buona parte delle matrici democratiche, centriste e conservatrici che avrebbero poi rifatto capolino nel futuro della storia francese ed europea.

La designazione della cronologia ha in un certo senso aiutato anche a circoscrivere e a strutturare il lavoro e le fonti sulle quali è stato costruito. L'elaborato presenta infatti sei capitoli per i quali sono state utilizzate fonti molto differenti tra loro, particolarmente quando si è trattato di ricostruire le biografie dei coloni, un compito che ha richiesto uno spoglio esaustivo e la sistematica combinazione dei dati ottenuti in un database, *Nodegoat*, di cui si è provveduto a spiegare il funzionamento all'interno del primo capitolo nel paragrafo dedicato ai percorsi biografici e alle carriere politiche dei coloni. La scelta della cronologia è andata di pari passo con la scelta dell'oggetto di studio, frutto di una decisione arbitraria delineata sulla base di un interrogativo specifico: come si costruisce un modello repubblicano conservatore? Per individuare il campione dello studio è stato allora necessario effettuare un lungo e sistematico spoglio al fine di capire quali coloni facessero effettivamente parte della cosiddetta *lobby coloniale*: il lavoro ha richiesto molto tempo e fatiche nell'organizzare e rintracciare le fonti, per le quali non esistono dei fondi specifici dai quali attingere.

Dopo ricerche condotte da un lato all'altro dell'Atlantico però, è stato possibile recuperare quasi tutti i processi verbali delle sedute delle cosiddette *assemblées des colons réfugiés de Saint Domingue aux États-Unis*, sparsi tra la Library of Congress di Washington, la New York Public Library di New York, le Archives des Affaires Étrangères di Parigi – La Corneuve e i fondi D/XXV dedicati all'Affaire des Colonies delle Archives Nationales di Parigi – Pierrefitte. Una volta individuati circa mille profili di coloni attivi nelle assemblee, si è provveduto ad integrarli con quanti stessero a Parigi e corrispondessero attivamente con i primi e poi, in seconda battuta, a confrontarli con quanti rientrarono in Francia nel 1799 e trovarono un impiego all'interno dei vari *bureaux* del Ministero della Marina e delle Colonie. Da qui, è stato allora possibile lavorare alla costruzione delle biografie di questi coloni, incrociando i dati delle fonti consolari degli archivi di Nantes nei quali sono contenuti tutti i dispacci e le

osservazioni dei consoli francesi ai quali i coloni si riferirono per questioni di carattere civile e per ottenere i permessi di viaggio tra gli Stati Uniti, la colonia di Santo Domingo e la Francia.

Inoltre, per integrare i dati biografici mancanti si è ricorso ai celebri fondi F/12 e F/15 delle Archives Nationales di Parigi – Pierrefitte, contenente tutti i dossier dei coloni che ricevettero i soccorsi e che dopo la Restaurazione fecero domanda per l'indennizzo dei beni mobili e immobili perduti con l'Indipendenza di Haiti. Questi due fondi sono poi confluiti nel lavoro noto come *État détaillé des liquidations opérées à l'époque du 1er janvier 1829* e stilato dalla monarchia restaurata tramite una Commissione specifica il cui fondo è oggi contenuto nell'Archives Nationales d'Outre-Mer di Aix-en-Provence.

Da questo primo corpus è stato allora possibile operare un'inchiesta minuziosa tra Francia e Stati Uniti alla ricerca dei fondi privati sopravvissuti e di tutte le opere a stampa e manoscritte di cui i coloni furono autori, poi sistematizzate ancora una volta nel database *Nodegoat*. Il lavoro ha chiesto diverso tempo e spesso una paziente ricostruzione dell'autorialità dei testi e della loro datazione, laddove erano assenti informazioni più specifiche. In questo spoglio di tutto il materiale editoriale e pubblicistico prodotto, largo spazio è stato dato ai giornali pubblicati dai coloni a Parigi, a New York e a Philadelphia, una vera e propria miniera di informazioni sui quali questo lavoro ha fatto grande affidamento. Sarebbe inutile cercare di essere esaustivi nel ripercorrere le missioni di ricerca e i luoghi dove è stato reperito tutto il materiale, che purtroppo è oggi disperso in molti luoghi e archivi differenti, tra i quali quelli pubblici delle città di Parigi, Aix-en-Provence, Bordeaux, Nantes, New York, Philadelphia, Washington, Cincinnati, Charleston, New Orleans e quelli privati dell'Hugley Museum di Wilmington, della Yale University, della New York Historical Society, dell'American Philosophical Society di Philadelphia e della Duke University del North Carolina. Per una lista più dettagliata di tutta la documentazione si rinvia alla parte finale di questo elaborato, riservato unicamente alle fonti archivistiche consultate.

Infine, una larga attenzione è stata data alla documentazione riguardante i dibattiti parlamentari. Per la Convenzione nazionale e per i due Consigli legislativi dei Cinquecento e degli Anziani, di cui purtroppo non si dispone ancora di uno strumento come le *Archives Parlementaires* si è ricorso al *Moniteur Universel*, al *Journal des Débats et des Décrets*, alle minute contenute nel fondo CC dell'Archives Nationales di Parigi – Pierrefitte e ai pamphlets pubblicati per volere dei deputati o su mozione dei Consigli stessi. Per il caso americano è stato invece più facile, avendo una serie di strumenti online estremamente utili sia per ricostruire i dibattiti al Congresso (i documenti del National Archives and Records Administration sono in buona parte digitalizzati e ocerizzati), sia per avere accesso alla corrispondenza dei padri

fondatori o a quella dei loro ministri in Francia e dei loro agenti a Santo Domingo, tutte interamente digitalizzate e pubblicate open-access online.

Al di là dello spoglio quantitativo e del database, metodologicamente si è cercato di tenere assieme il generale e il particolare, con un approccio teso da un lato a tracciare le tendenze comuni all'esperienza dei coloni e dall'altro a considerare però le diverse posizioni e posture politiche da loro tenute. Questa doppia attenzione ci è sembrata in grado di inserirsi umilmente nelle due tradizioni storiografiche francese e italiana, cercando sia di ricostruire l'operatività del pensiero dei coloni nei grandi dibattiti della Prima Repubblica francese, sia di riservare uno spazio di attenzione particolare alle fonti e alla produzione editoriale in generale, laddove vi fossero diverse edizioni di cui si sentisse la necessità di sottolineare le differenze per riconsegnare la profondità del dibattito nelle quali erano inserite. A questo proposito, per via dell'importanza riconosciuta alle memorie e ai testi prodotti dai coloni, si è provveduto ad inserire al fondo dell'elaborato tutta una serie di annessi che rendessero conto dell'ampiezza delle proposizioni dei coloni e soprattutto che rendessero accessibili dei documenti contenuti in maniera piuttosto disorganica nei diversi archivi. Si veda ad esempio il caso dei processi verbali delle assemblee americane dei coloni, che ci è sembrato interessante riportare quasi integralmente – fatto salvo per le versioni troppo estese che avrebbero richiesto la stesura di un altro elaborato. Le stesse considerazioni valgono per il database *Nodegoat*, che per il momento rimane inaccessibile, ma che si vorrebbe un giorno poter pubblicare open access al fine di agevolare ulteriormente le ricerche e le raccolte di dati future.

Infine, trattandosi di una tesi in lingua italiana su materie prettamente francesi e americane, è bene fare una precisazione linguistica. Nel testo i nomi mantenuti in lingua originale sono molteplici: al di là delle citazioni, che ci è sembrato opportuno riportare integralmente nella sua originalità linguistica, molti sono i termini in traducibili o che, con traduzione italiana, rischierebbero di perdere o di mutare di significato, rendendo così il testo meno leggibile e meno scientifico. Ci si riferisce particolarmente ai termini riguardanti l'esperienza coloniale, sia nella sua cultura materiale, sia in quella intellettuale: parole quali «*planteure*», «*procureur*», «*gérant*», «*négociant*», «*racialisme*», «*préjugé de couleur*» sono state spesso mantenute in francese proprio per non rischiare di travisarne i significati nell'opera di traduzione in una lingua che, per fattori storico-culturali, si trova in un certo senso sprovvista dei termini adeguati. Purtroppo, a questo proposito si è dovuto fare una scelta di campo, che fosse il più possibile fedele al senso originale della fonte e dell'espressione a scapito di una lettura scorrevole per un pubblico italiano, proponendo così un testo che, nei fatti, alterna ritmicamente termini inglesi e francesi ad una sintassi italiana.

L'elaborato è stato diviso in tre parti, ciascuna composta da due capitoli. La prima parte, intitolata *Il paradiso perduto*, si occupa principalmente del problema dell'esilio dei coloni e della loro riorganizzazione in terra americana. Un primo capitolo è stato dedicato all'invio di Sonthonax e Polverel a Santo Domingo, al loro provvedimento abolizionista e alla reazione immediata dei coloni, così come alla loro prima diaspora in terra inglese, americana o al loro ritorno in madrepatria. Dopo un breve riassunto delle vicende storico-istituzionali che portarono all'abolizione, il focus si è concentrato sui coloni che si rifugiarono negli Stati Uniti, con particolare attenzione alla loro origine, al loro passato coloniale, al loro riadattamento in terra americana e ai soccorsi ricevuti. Al fine di illustrare più adeguatamente la loro riorganizzazione politica nelle città americane e particolarmente a Philadelphia ci è sembrato opportuno ritornare sulla missione di Edmond Genet e provare a reinterpretarla alla luce del suo particolare rapporto con i coloni, così da integrarla alla vita politica dei coloni. Il secondo capitolo infatti è stato interamente dedicato all'organizzazione e alla cultura politica alle quali i coloni diedero vita per tentare di influire sia sul fronte americano che su quello francese, principalmente tramite gli strumenti delle assemblee dei coloni rifugiati a Philadelphia e la stampa periodica. Infine, l'attenzione ai coloni negli Stati Uniti e le loro relazioni atlantiche sono state l'occasione per ripensare la politica dei coloni emigrati a Londra, particolarmente in occasione del Trattato di Whitehall del 1793 e della successiva invasione britannica dell'isola di Santo Domingo.

La seconda parte invece, intitolata *Tristi tropici*, si è principalmente occupata della riorganizzazione coloniale in Francia una volta che i coloni emigrati a Philadelphia scelsero i propri rappresentanti da inviare al fine di fare pressioni sulla Convenzione termidoriana, di porre l'attenzione sulla loro situazione sociopolitica, di denunciare la politica dei Commissari civili e di spingere ad una revisione del decreto del 16 pluvioso anno II. Analizzare l'attività dei coloni a Parigi è stata così l'occasione per tornare sulla vicenda dell'*Affaire des Colonies* e sulle proposte che emersero parallelamente nei dibattiti della Convenzione, che a loro volta aprirono la strada alla Costituzione dell'anno III e alla cosiddetta integrazione repubblicana. La critica all'applicazione della Dichiarazione dei diritti e dei doveri dell'uomo e del cittadino nelle colonie e l'appoggio con riserva alla Carta del 1795 furono il primo passo per la ricostruzione della cosiddetta *lobby coloniale* in Francia, particolarmente a Parigi. Distintasi soprattutto nei primi due anni direttoriali dal 1795 al 1797, conosciuti con il nome di "primo Direttorio", questa o meglio, queste lobbies coloniali si impegnarono innanzitutto nel tentativo di legare alla loro causa i deputati reazionari, particolarmente quelli vicini al Club de Clichy e di promuovere una politica repubblicana che si impegnasse nei confronti dei coloni rifugiati

tramite delle leggi sui soccorsi, tramite degli indennizzi e soprattutto attraverso l'ipotesi di una spedizione militare e di un preventivo accordo tra le due Repubbliche sorelle da una parte all'altra dell'Atlantico.

Infine, la terza e ultima parte, intitolata *Memorie dal sottosuolo*, si è occupata particolarmente di delineare i due anni di recupero da sinistra della questione coloniale una volta arrestati e condannati alla deportazione i deputati clichyens dopo il Colpo di Stato del 18 fruttidoro anno V. Persi i deputati di riferimento, i coloni non si diedero per vinti e nonostante la repressione del loro principale organo di stampa, continuarono ad interagire con i rappresentanti dei Consigli e ad opporsi alla dipartimentalizzazione delle colonie che stava nel frattempo diventando legge grazie alle *Lois organiques* del 1798. Anzi, proprio il 18 fruttidoro fu per i coloni l'occasione di un ripensamento critico della propria strategia e un tentativo più che retorico di coniugare i loro interessi con le nuove tendenze politiche repubblicane. Gli effetti si fecero particolarmente sentire nella critica ai progetti della cosiddetta «colonisation nouvelle» – ai quali, per tali ragioni, abbiamo dedicato un focus – e alla rielaborazione dei concetti che stavano alla base della Repubblica e della Rivoluzione, quali quelli di proprietà, cittadinanza, legge e natura. Infine, il sesto e ultimo capitolo chiude questo elaborato cercando di ripercorrere gli anni precedenti alla spedizione di Leclerc, particolarmente il biennio 1799-1801, avviato dal Colpo di Stato del 18 Brumaio anno VIII. Così, si è scelto innanzitutto di approfondire la questione del rientro in Francia dei coloni, cercando di fare un bilancio sulla loro presenza al Ministero della Marina e delle Colonie e sul potenziale che questo rientro comportò nell'influenzare l'opinione pubblica e, soprattutto, quella individuale del Primo Console Bonaparte e dei suoi ministri. L'attenzione è poi stata posta sulle loro memorie, le continuità e le rotture con quanto precedentemente proposto durante il periodo convenzionale e direttoriale e le ipotesi di lavoro introdotte per la riconquista e il rientro dei coloni bianchi nell'isola. La fine di questo elaborato, l'epilogo, è stato invece dedicato alla politica diplomatica e strategico-militare di Bonaparte nell'isola, illustrando ancora una volta come il contributo dei coloni sia stato più ingombrante e più ambiguo di quanto si sia sostenuto.

PARTE I
Il paradiso perduto
(ca. 1793 – ca. 1795)

Capitolo 1 (1793-1794)

Dalla ricerca di fortune alla via dell'esilio

«Il est facile de conclure que le ministre Genet, professant ci les principes machiavellistes d'une philanthropie aveugle et destructive ; se déclarant sans pudeur, l'ardent apologiste des œuvres de sang des trois bourreaux de St-Domingue, en est le complice.»¹⁴.

Nell'ottobre 1793, il giornalista e colono Claude-Clorentin Tanguy de la Boissière lamentava sulle pagine del suo quotidiano *Journal des Révolutions de la partie française de Saint-Domingue* le scelte del ministro plenipotenziario negli Stati Uniti Edmond-Charles Genet, allineate alla «philosophie aveugle et destructive» dei Commissari francesi nell'isola di Santo Domingo. L'associazione tra Genet e i commissari Léger-Félicité Sonthonax, Etienne Polverel e Jean-Antoine Ailhaud raccoglieva infatti un forte successo tra i coloni dell'isola rifugiatisi negli Stati Uniti. A partire dall'ottobre del 1793, anche negli Stati Uniti non erano passate inosservate le notizie sulle giornate del 30 maggio e 2 giugno 1793 e sul conseguente arresto dei deputati girondini: il parallelo con quanto accadeva in Francia negli stessi giorni era indiscusso. La vicenda permetteva infatti di connettere le sollevazioni popolari nella madrepatria con quelle coloniali, di allineare la causa dei coloni di Santo Domingo, costretti ad emigrare a seguito dei soprusi della “fazione Brissot”, con quella del popolo di Parigi. Uniti dal rifiuto della politica girondina, i coloni rivendicavano la loro causa nell'alveo di quella parigina e auspicavano ad una pronta inversione di rotta da parte del governo montagnardo nella speranza di veder sollevare dall'incarico sia i commissari Sonthonax e Polverel, sia il ministro Genet¹⁵. L'accusa di cospirazione contro la Repubblica gravava sulla corrente girondina d'Oltremania secondo sfumature differenti rispetto a quella nella madrepatria: da un lato Brissot era accusato di aver coinvolto la Francia nella guerra al fine di venderla al nemico; dall'altro, il ministro plenipotenziario e i commissari erano accusati di aver eroso i rapporti tra la repubblica americana e quella francese condannando di fatto quest'ultima all'isolamento

¹⁴ *Journal des Révolutions de la Partie française de St.-Domingue*, n°7, 7 ottobre 1793, p. 28.

¹⁵ «Oui! Le peuple Français sera instruit, et il l'est déjà, que la faction Brissot, qui a anéanti la colonie de Saint-Domingue, est le vrai ennemi de la France, et non pas les victimes de cette inimitié. Elle a déjà déterminé ce degré de considération, puisque Brissot et sa faction sont accusés en face même de la nation, puisqu'ils sont déjà dans les prisons de l'Abbaye, puisqu'enfin ont instruit leur procès, sur la nouvelle dénonciation de ces mêmes colons que vous dites ici être les ennemis de la France; eux victimes de ces mêmes ennemis et de leur attachement à la mère patrie.». *Journal des Révolutions*, cit., n°44, 1° gennaio 1794, p. 156.

atlantico e alla perdita del suo principale alleato commerciale nelle Antille, nonché di una parte delle Antille stesse.

Queste accuse di “complotto girondino”, seppur stravaganti e per lo più poco fondate, insistevano tutte su un elemento: l’intima connessione tra vicende europee, vicende americane e vicende coloniali. La lotta alla Gran Bretagna, il rinsaldamento dei legami con la Repubblica sorella degli Stati Uniti e il recupero delle Antille giocavano infatti un ruolo fondamentale negli equilibri francesi. Ribadire l’attenzione sul valore di quei legami significava porre l’accento sullo spazio atlantico e le sue interconnessioni, nel tentativo di non sacrificare alcuna realtà geografica o di non ricondurla esclusivamente alla secolare lotta franco-britannica per il dominio dei mari.

Un dato su tutti sembra emergere: l’accento sulle connessioni nel mondo atlantico non veniva posto solamente dalle correnti radicali, bensì anche da quelle percepite come conservatrici e controrivoluzionarie, pronte a concedere ben poco sul terreno dei principi di eguaglianza e di libertà che la Rivoluzione americana prima e francese poi sembravano aver sollevato. Le parole di Tanguy de la Boissière, infatti ponevano l’accento sia sulla necessità di mantenere buoni rapporti diplomatici tra gli Stati Uniti e la Francia, sia sull’attenzione con cui la Francia avrebbe dovuto occuparsi dei suoi domini d’Oltremare inviando uomini capaci di gestire le tensioni che la guerra stava rendendo insostenibili. Al contrario, a turbarlo era la maniera con la quale la fazione di Brissot era riuscita a insinuare capillarmente, proprio tramite un ardito complotto, il principio disgregatore che aveva portato alla rovina della colonia di Santo Domingo: l’affrancamento dei neri dalla schiavitù.

Il 19 febbraio 1793 la Convenzione nazionale, aprendo i porti delle Antille agli americani, aveva proclamato l’avvento di una «*ligue des peuples libres*», inaugurando una rivoluzione politica e commerciale che integrava le colonie alla Repubblica e che associava gli Stati Uniti all’idea di rigenerazione internazionale anticoloniale. Questa data sembrava allora sancire l’esordio di un repubblicanesimo commerciale in guerra contro la cospirazione delle monarchie, dei monopoli e del sistema dell’*exclusif*, non lasciando altro spazio che ad una semplificazione radicale e ideologica delle opposizioni. Allo stesso modo, anche i coloni sembravano percepire la lotta atlantica su coordinate ideologiche, che non si basavano affatto sull’opposizione repubblica / monarchia, bensì su quella tra abolizione e schiavitù. Questa dicotomia permetteva di leggere i conflitti atlantici nel loro complesso e, soprattutto, di condannare le scelte di Sonthonax e Polverel, così come quelle del “complice” Genet, in quanto fautori della disgregazione sociale e, di conseguenza, della sconfitta militare e politica della Repubblica.

Il fallimento della missione Genet negli Stati Uniti assumeva allora i contorni di un'azione controrivoluzionaria e anti-repubblicana, contraria al riavvicinamento delle due Repubbliche e promotrice del disordine sociale, che consisteva nell'appoggio alla sollevazione dei neri a Santo Domingo o nel tentativo di incitare contro il governo di George Washington le società democratiche filo-francesi¹⁶. In effetti, appena due anni dopo il suo sbarco a Charleston l'8 aprile 1793, la missione si era dimostrata essere un terribile fiasco: l'alleanza delle repubbliche cancellata; la «liberté du commerce» poco o niente rispettata; e, infine, il caos militare nelle Antille sembrava raddoppiato e la proclamazione dell'abolizione era percepita come una minaccia per l'esistenza stessa dell'Unione federale.

Spiegare le cause di questo fallimento invita a ripensare – proprio come Tanguy de la Boissière – i momenti chiave di questi anni, cercando però di non cadere nella facile lettura di un periodo connotato dalla formazione dei «miti nazionali», tanto in Francia quanto negli Stati Uniti. In effetti, sulla missione di Genet si è molto scritto, tanto dal punto di vista politico che sotto il profilo diplomatico e commerciale: per la politica americana, l'esperienza del ministro ha assunto un vero e proprio topos storiografico sulla nascita dei partiti, sul montare della gallofobia statunitense e sulla distinzione di una presunta incompatibilità del modello repubblicano francese con quello americano¹⁷. A questa lettura tutta ideologica – che fa della radicalizzazione politica francese una crociata repubblicana contro la neutralità americana perché capace di ragionare nei soli termini di una battaglia del “noi contro voi” – ve ne si contrappone un'altra, più attenta ai cambiamenti geografici e cronologici¹⁸. Difatti, questa seconda storiografia invita a restituire le ostilità franco-americane nel contesto di una «seconda guerra dei Cent'anni» tra la Francia e la Gran Bretagna, riducendo di fatto la sequenza cronologica degli anni 1793-1794 a nuovo episodio nella storia della rivalità imperiale tra due grandi potenze in lotta per l'egemonia¹⁹. Secondo questa interpretazione “realista”, tutti i

¹⁶ «Polverel et Sonthonax étaient servis par Genet, ex-Ministre près les Etats-Unis d'Amérique, qui les tenait sur lesa vis, et les progrès de la faction Brissot; l'intrigant Genet jouait le patriote à Philadelphie, et travaillait à desunir les deux Républiques; il y serait parvenu sans la sagesse de Washington.». *Journal des Révolutions*, cit., n°3, 27 settembre 1793, p. 4.

¹⁷ Harry Ammon, *The Genet Mission*, London, Norton & Co, 1973; Marie-Jeanne Rossignol, *Le ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis 1789-1812*, Paris, Belin, 1994; Eugene R. Sheridan, “The Recall of Edmond Charles Genet. A Study in Transatlantic Politics and Diplomacy”, in *Diplomatic History*, 1994/4 (n°18), pp. 463-488; Marco Sioli, “Citizen Genet and Political Struggle in the Early American Republic”, in *Revue française d'études américaines*, 1995 (n°64), pp. 259-267; Claude Moisy, *Le citoyen Genet. La Révolution française à l'assaut de l'Amérique*, Toulouse, Privat, 2007; Wesley J. Campbell, “The Origin of Citizen Genet's Projected Attack on Spanish Louisiana. A Case Study in Girondin Politics”, in *French Historical Studies*, 2010/4 (n°33), pp. 515-544.

¹⁸ Patrice Higonnet, *Sister Republics. The Origins of French and American Republicanism*, Cambridge, Harvard University Press, 1988; Stanley Elkins, Eric McKittrick, *The Age of Federalism*, New York, Oxford University Press, 1993.

¹⁹ Sulla rivalità imperiale franco-britannica durante il corso del XVIII secolo si veda: Paul Butel, Bernard Lavallé (ed.), *L'espace Caraïbe: théâtre et enjeu des luttes impériales, XVIe-XIXe siècle*, Bordeaux, Maison des Pays

discorsi ideologici non sarebbero altro che una facciata sotto la quale dissimulare la durezza dei rapporti di forza. Questa interpretazione pragmatica non è tuttavia meno teleologica delle precedenti: la rottura franco-americana si riduce così alla semplice conseguenza della vittoria inglese nella secolare lotta imperiale tra Francia e Inghilterra, intente a ridurre gli Stati Uniti ad uno statuto ausiliare e subalterno. Così, tanto le periferie coloniali come Santo Domingo, quanto le periferie post-coloniali come gli Stati Uniti non avrebbero costituito che delle entità passive destinate a subire le rivalità imperiali europee.

In questo capitolo si intende superare questo approccio genealogico per riflettere al contrario sul ruolo degli attori nello spazio atlantico, tentando di fuggire dal principio dell'incompatibilità ontologica tra repubblica francese e repubblica americana, come da quello della riducibilità degli eventi al mero conflitto imperiale tra Francia e Inghilterra. Rispetto a quanto fatto per la figura di Edmond Charles Genet, gli studi relativi a gruppi sociali e politici quali gli schiavi neri di Haiti, o gli armatori e mercanti nello spazio atlantico, hanno già messo in luce la pluralità delle politiche impiegate dai soggetti nei differenti contesti locali²⁰. In questo approccio teso a studiare la flessibilità e la permeabilità dei gruppi politico-sociali, poco spazio è stato invece concesso ai coloni di Santo Domingo rifugiati in Francia e, soprattutto, negli Stati Uniti²¹.

ibériques, 1996; Jean-Pierre Poussou, Philippe Bonnichon, Xavier Huetz de Lemps, *Espaces coloniaux et espaces maritimes au 18e siècle. Les deux Amériques et la Pacifique*, Paris, SEDES, 1998; François Crouzet, *La guerre économique franco-anglaise au XVIIIe siècle*, Paris, Fayard, 2008. Ad insistere sulle continuità dei diversi conflitti intercorsi tra Francia e Inghilterra si veda: Silvia Marzagalli, "Guerre et commerce: le rôle des neutres dans les relations entre l'espace antillais et l'Europe occidentale au tournant du XVIIIe siècle", in Paul Butel, Bernard Lavallé (ed.), *L'espace Caraïbe*, cit., pp. 219-237; Silvia Marzagalli, *Bordeaux et les États-Unis, 1776-1815. Politique et stratégies négociantes dans la genèse d'un réseau commercial*, Paris, Librairie Droz, 2015. Anche la storiografia inglese ha molto insistito sull'importanza della rivalità marittima nel conflitto per l'egemonia mondiale: Michael Duffy, "World-Wide War and British Expansion, 1793-1815", in P.J. Marshall, Elaine M. Low (ed.), *The Oxford History of the British Empire: the Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2001, pp. 184-207. Pur con approcci differenti, anche David Geggus individua come fattore determinante della riuscita della rivoluzione servile a Santo Domingo la debolezza dello stato francese provocata dal conflitto con la Gran Bretagna: David Patrick Geggus, "Slavery, War and Revolution in the Greater Caribbean, 1789-1815", in David Barry Gaspar, David Patrick Geggus (ed.), *A Turbulent Time: the French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington, Indianapolis, Indiana University Press, 1997, pp. 1-50.

²⁰ Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique: la colonie de Saint-Domingue, entre métropole et États-Unis (ca. 1778 – ca. 1804)*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2013; Caroline E. Fick, *The making of Haiti. The Saint Domingue revolution from below*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1990; Crystal Nicole Eddins, *Rituals, Runaways, and the Haitian Revolution. Collective Action in the African Diaspora*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

²¹ Sebbene negli ultimi anni ci sia stato un rinnovato interesse per i coloni di Santo Domingo rifugiati negli Stati Uniti, quasi nessuna di queste analisi ha posto l'attenzione sui legami con la Madrepatria e il ruolo dei coloni come lobby coloniale in grado di agire tra una sponda all'altra dell'Atlantico. Al contrario, l'attenzione si è concentrata particolarmente sulla riorganizzazione sociale dei coloni e sulla vita in esilio negli anni americani, prestando poca attenzione alle proposte politiche e alla loro esperienza negli anni del Direttorio e del Consolato. Uno dei lavori più attenti è quello di Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, il primo a sottolineare come i réfugiés facessero parte di una più ampia comunità atlantica: pur molto attento alla ricostruzione delle reti e ai modi in cui genere e relazioni familiari potessero influire tra i tre poli Haiti-Stati Uniti-Francia, lo storico ha riposto poca attenzione al senso politico di queste relazioni, concentrandosi maggiormente sulla questione economico-sociale. Lo studio di Ashli White, *Encountering Revolution*, fornisce al contrario uno studio completo dell'impatto

Attori piuttosto ingombranti nel contesto atlantico, i coloni sono storiograficamente “intrappolati” nella categoria della cosiddetta controrivoluzione. La generalizzata e poco attenta lettura della nostalgia per il sistema servile e della volontà di recuperare l’isola secondo coordinate esclusivamente passatiste ha messo in ombra la pluralità delle politiche da loro individuate.²² Così, al determinismo della prospettiva «ideologica» o «realista» dell’allontanamento franco-americano richiamata in precedenza, ha finito per aggiungersi anche l’associazione deterministica della schiavitù come sistema incompatibile con la Rivoluzione e, ancor più, con il sistema repubblicano.

Per superare questa impasse e mettere a fuoco scenari innovatori proposti per l’ordine coloniale, il presente capitolo intende adottare una prospettiva multifocale, all’incrocio tra la storiografia sulle migrazioni con gli studi haitiani e la storiografia dello spazio atlantico nell’Era delle Rivoluzioni²³, approfondendo il caso dei *planteurs* e *habitants* bianchi di Santo Domingo negli Stati Uniti. Due elementi giocano un ruolo fondamentale nell’analisi: l’attenzione ai coloni come attori transnazionali e la capacità di porsi al crocevia tra madrepatria e colonie, tra Repubbliche sorelle e tra imperi francese e inglese. L’adozione di questa prospettiva con la quale si aprirà questa sezione metterà in evidenza la complessità delle relazioni politiche locali dei coloni, impossibili da ridurre ad un confronto ideologico tra rivoluzione e contro-rivoluzione, tra monarchia e repubblica o al solo gioco delle potenze coloniali.

L’attenzione alla mobilità e alle relazioni intrecciate dai coloni è inoltre l’occasione per ritornare sulla missione Genet, sulla diplomazia repubblicana atlantica, nonché sui suoi limiti e le sue impasse. Concentrandosi geograficamente sul campo statunitense e lasciando, per chiarezza di trattazione, al secondo capitolo il compito di indagare le strategie giocate negli

dei rifugiati di Santo Domingo sulla politica della *Early Republic* americana, senza però aver modo di sottolineare l’altrettanta importanza che questi ricoprono nel contesto francese e atlantico. Per una panoramica sul rinnovato interesse per i coloni di Santo Domingo si vedano: Gabriel Debien, “Réfugiés de Saint-Domingue aux États-Unis”, in *Notes d’Histoire Coloniale*, 1950 (n°27), pp. 2-138; Winston C. Babb, *French Refugees from Saint Domingue to the Southern United States: 1791-1810*, Dissertation, Charlottesville, University of Virginia, 1954; Frances Sergeant Childs, *French refugee life in the United States 1790-1800. An American chapter of the French Revolution*, Philadelphia, Porcupine Imp., 1978; Glenn R. Conrad, *The Road to Louisiana. The Saint-Domingue Refugees, 1792-1809*, Dissertation, Lafayette, 1992; Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804: Migration and Exile in the French Revolutionary Atlantic*, Dissertation, Ann Arbor, Carnegie Mellon University, 2004; Ashli White, *Encountering Revolution. Haiti and the Making of the Early Republic*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2010; Margaret Wilson Gillikin, *Saint Dominguan Refugees in Charleston, South Carolina, 1791-1822. Assimilation and Accommodation in a Slave Society*, Dissertation, Columbia, University of South Carolina, 2014.

²² È il primo studio prosopografico sui coloni rifugiati negli Stati Uniti – risalente al 1954 per opera dell’americano Winston Babb – a cristallizzare questa opinione comune: egli, infatti, senza attenzione allo status dei coloni, né, tantomeno, ai ruoli ricoperti negli anni delle Rivoluzioni atlantiche, ha definito i rifugiati come simpatizzanti della monarchia e controrivoluzionari, alimentando un topos storiografico che persiste ancora oggi. Winston C. Babb, *French Refugees from Saint Domingue to the Southern United States: 1791-1810*, cit.

²³ Friedemann Pestel, “Saint-Domingue contesté: Pierre Victor Malouet, l’émigration française et les politiques coloniales européennes dans les années 1790”, in Soazig Villerbu, *La France et les Amériques entre révolutions et nations, 1776-1871*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, pp. 147-166.

stessi anni su quello francese, si avrà modo di tornare sulla reazione delle autorità americane e sul pronto soccorso ai coloni, nonché sul dibattito attorno al timore di disordini sociali che la presenza dei cosiddetti *french negroes* avrebbe potuto comportare. L'insistenza dei coloni sulla continuità della cultura repubblicana francese con quella americana e i loro tentativi di mediazione con le autorità statunitensi, portano a ripensare la rottura diplomatica – se di rottura si possa parlare – non più come ideologica e neanche come effetto delle necessità belliche nello scontro imperiale franco-inglese, bensì come il frutto di un nuovo ruolo che le realtà coloniali e post-coloniali reclamavano²⁴.

Le parole di Tanguy de la Boissière allora, collocate nel giusto contesto politico degli anni 1793-1794, non costituivano tanto l'esempio di una sterile polemica controrivoluzionaria, bensì il germe di un tentativo di mediazione diplomatica tra attori coloniali, americani e francesi sotto coordinate completamente differenti da quelle cosmopolite della Convenzione nazionale.

²⁴ Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique*, cit., pp. 345-346.

1.1 Un esilio complicato

“Contraint d’abandonner cette Ile désolée, / De fléaux inouis, sans relâche,
accablée, / Et traversant les mers, / J’arrivai chez ce peuple, hospitalier, sensible, /
Où, d’un gouvernement doux, modéré, paisible, / Croissent les fruits divers”²⁵.

In queste poche righe, il colono Pierre-Louis Berquin Duvallon nel 1804 ricordava con dolcezza gli anni dell’esilio americano, precisamente a Baltimora, dove era dovuto emigrare nel 1793²⁶. Sicuramente il benessere di cui aveva goduto a Santo Domingo gli aveva concesso, così come a molti altri rifugiati, di vivere adeguatamente anche negli Stati Uniti, dove era riuscito a trasferirsi con buona parte delle sue fortune – schiavi compresi – e dove aveva ricevuto tutto il soccorso necessario²⁷. Sebbene non tutti i coloni potessero dire lo stesso – diverse sono le voci di coloro che lamentavano uno stato di povertà pressoché assoluta negli Stati Uniti²⁸ – raramente l’indigenza era associata alla ridotta filantropia americana, bensì a cause che ben si legavano al contesto coloniale francese nonché alle scelte poco adeguate della madrepatria. Infatti, la cartografia dei flussi migratori dei coloni dall’isola di Santo Domingo alle altre realtà americane non può essere scissa dal contesto francese, sia metropolitano che coloniale: le convulsioni della Rivoluzione francese e i suoi effetti nell’isola tra il 1791 e il 1804 videro più di 30.000 fughe tra uomini, donne e bambini, bianchi o neri che fossero.

Nel caso di Santo Domingo, le ondate migratorie furono diverse, inaugurate con la prima insurrezione degli schiavi neri nelle province del Nord nell’agosto 1791, raggiungendo un picco tra luglio e settembre 1793, a seguito del massacro avvenuto nella più importante città

²⁵ [Pierre-Louis] Berquin Duvallon, *Le colon de S.-Domingue sur les rives du Mississipi, Ode Composée à la Louisiane, en 1801 et accompagnée de notes*, Paris, Brochot, 1804, p. 122.

²⁶ Pierre-Louis Berquin Duvallon nacque a Bordeaux nel 1747 e presto si trasferì a Santo Domingo, nei pressi di Mirebalais dove la sua famiglia possedeva diverse piantagioni di caffè. Notaio e *planteur*, venne nominato procuratore del re presso il siniscalcato di Cap Français, dove rimane almeno fino al 1793. Nel luglio dello stesso anno, infatti, fugge con i suoi schiavi su un’imbarcazione sbarcando a Baltimora dove rimase per 7 anni; da qui, in ricerca di una situazione abitativa migliore e con l’obiettivo di far fortuna, si trasferisce in Louisiana nel 1800, dove, contrariamente a quanto atteso, fu soggetto a gravi difficoltà. I suoi schiavi, secondo la legge spagnola in vigore nel territorio, vennero immediatamente arrestati come sospetti e solo dopo diversi mesi Berquin Duvallon riuscì ad ottenerne il rilascio. Si vedano: Archives Nationales d’Outre-Mer (da qui in poi ANOM), *Dépôt des papiers publics des colonies – Notariat* (1637-1912); Archives Nationales (da qui in poi AN), F/12/2749 *Dossier Louis-Joseph Berquin*; Gabriel Debien, René Le Gardeur, “The Saint-Domingue refugees in Louisiana, 1792-1804”, in Carl Brasseaux, Glenn Conrad, *The Road to Louisiana. The Saint-Domingue Refugees, 1792-1809*, Lafayette, Center for Louisiana Studies, 1992, p. 140.

²⁷ [Pierre-Louis] Berquin Duvallon, *Vue de la colonie espagnole du Mississipi, ou des provinces de Louisiane et Floride occidentale, en l’année 1802, par un observateur résident sur les lieux*, Paris, Imprimerie Expéditive, 1803, pp. 231-233.

²⁸ Si vedano, ad esempio, le parole in poesia del colono Jean-Paul Pillet, autore del testo anonimo *Mon Odyssée*. Anja Bandau, Jeremy Popkins (ed.), Jean-Paul Pillet, *Mon Odyssée. L’Épopée d’un colon de Saint-Domingue*, Paris, Publications de la Société Française d’Étude du dix-huitième siècle, 2015.

dell'isola, Le Cap Français. Con l'incoraggiamento e occasionalmente l'aiuto delle autorità metropolitane e coloniali, i *planteurs* esiliati cercarono di rientrare nell'isola nel corso degli anni Novanta del Settecento, ma la sconfitta militare dell'armata di Leclerc nel 1802-1803 e la conseguente proclamazione della nascente Repubblica di Haiti determinarono la fine della presenza dei coloni bianchi nel territorio. Così, nel 1803, tra i 20.000 e i 25.000 rifugiati si videro costretti a seguire in un primo esilio a Cuba le truppe sconfitte, per poi dislocarsi a New Orleans o nella parte bassa della Valle del Mississippi a seguito dell'espulsione da Cuba voluta dalle autorità spagnole.

Prima di proseguire però, è bene fare una precisazione metodologica per quanto riguarda i calcoli relativi alle ondate migratorie e, di conseguenza, degli spostamenti. Al momento, non si dispone di uno studio approfondito sulla demografia migratoria, ma solo di lavori parziali su specifiche città o su singoli stati; peraltro, cartografare le esperienze di ogni individuo è pressoché impossibile, così come valutare il numero effettivo di coloni rifugiatisi in ogni città americana: l'eterogeneità delle fonti, la parzialità dei dati raccogliibili e la mancanza di indicazioni certe su alcune realtà, così come la presenza di stime coeve tutt'altro che attendibili, rendono sostanzialmente impraticabile un serio computo dell'emigrazione. Infatti, le fonti delle autorità, in particolar modo quelle consolari, sono prodotte secondo criteri che pongono più interrogativi che soluzioni quando si cerchi di interpretarle. Consoli e ambasciatori francesi, per esempio, sovrastimavano o sottostimavano la presenza dei coloni nei porti delle città in cui esercitavano la loro carica a seconda di quanto fosse politicamente opportuno denunciarne la presenza²⁹. Allo stesso modo, anche i dati forniti dai coloni di Santo Domingo non sono sufficienti a risolvere la questione, tenuto conto, peraltro, che le cifre venivano gonfiate ogni qualvolta si denunciava il trattamento ingiusto da loro ricevuto.

Più affidabili sembrerebbero quelle delle autorità municipali americane che si trovavano a coordinare la distribuzione di aiuti in denaro e beni di prima necessità ai rifugiati; purtroppo, anche queste cifre, benché credibili, non sono sufficienti per quantificare la presenza dei coloni nelle città: gli aiuti erano rivolti solamente a chi ne facesse esplicita richiesta e venivano spesso distribuiti a coloro che non ne avevano ottenuti in precedenza da altri istituti filantropici privati³⁰. Stesso discorso vale per le liste stilate dalle autorità francesi al fine di stimare quanti

²⁹ Si veda per esempio la lettera del ministro Genet al sindaco della città di Philadelphia datata 14 vendémiaire an 2 (5 ottobre 1793), in cui il primo gli segnalava la necessità di sorvegliare attentamente i 10.000 coloni emigrati nella città, che avrebbero potuto costituire un vero e proprio pericolo per l'ordine pubblico. Archives des Affaires Étrangères (da qui in poi AAE), Correspondance Politique (CP), États Unis (EU), vol. 39, fol. 69; Stéphane Bégaud, Marc Belissa, Joseph Visser, *Aux origines d'une alliance improbable. Le réseau consulaire français aux États-Unis (1776-1815)*, Bruxelles, Lang, 2005, pp. 202-206.

³⁰ Si veda più sotto, paragrafo 1.2.

cittadini rifugiati avessero diritto ai soccorsi, spesso viziati da parzialità politiche – vi erano ovviamente esclusi quanti rientravano nella categoria di *émigrés*³¹ – o dalla difficoltà di ottenere informazioni precise sulla condizione economica di quanti abitassero dall'altra parte dell'Atlantico³².

Ai dati sui soccorsi è possibile integrare quelli forniti dall'*État détaillé des liquidations opérées par la Commission chargée de répartir l'indemnité attribuée aux anciens colons de Saint-Domingue*, risultato in sei volumi dei lavori della Commissione per le indennità ai coloni di Santo Domingo formatasi nel 1826³³. Tra il 1826 e il 1833, a seguito dell'*Ordonnance royale concernant l'indemnité attribuée aux anciens colons de Saint-Domingue* del 9 maggio 1826, una commissione reale verificò più di 27.000 domande di proprietari di Santo Domingo richiedenti l'indennizzazione alle perdite subite nell'isola: di queste, solo 12.000 vennero trattate e accettate, le restanti vennero invece rifiutate³⁴. Ovviamente, occorre tenere a mente che si tratta per lo più di richieste avanzate dai parenti dei coloni – vedove o figli – e, soprattutto, per nucleo familiare, senza perciò chiarire esattamente quali componenti della famiglia fossero effettivamente emigrati e soprassedendo quindi nei casi in cui il colono rifugiato fosse morto senza eredi. Inoltre, non tutti i coloni fuggiti negli Stati Uniti erano proprietari di piantagioni o di attività commerciali consistenti e non tutti possedevano un numero di schiavi tale da poterne chiedere l'indennizzo³⁵.

³¹ La distribuzione dei soccorsi, come vedremo sempre nel secondo capitolo, si basava soprattutto su liste costruite a partire da auto-dichiarazioni di indigenza, secondo standard che definissero chiaramente la natura della richiesta, come mostrano i dossier contenuti nei fondi AN, F/15 *Hospices et secours*, particolarmente la sottoserie *Secours aux réfugiés* (1773-1830) F/15/3349-3515. Inoltre, i coloni dovevano altresì fornire dei certificati di residenza riconosciuti dalle autorità francesi nella Madrepatria – nel caso di coloni rifugiati in Francia – o dai consoli – nel caso di coloni rifugiati negli Stati Uniti, raccolte in due volumi, pubblicati uno nel 1792 e uno, aggiornato, nel 1799: Ministère de la Marine, *Liste des Propriétaires colons de Saint-Domingue qui ont fourni leurs Certificats de résidence, conformément aux Loix des 25 Aout et 20 Décembre 1792*, Paris, Imprimerie de la Marine, 1792; Ministère de la Marine et des Colonies, *Liste définitive des propriétaires de biens situés dans les colonies qui, en exécution de la loi, ont fourni au Ministre de la Marine et des Colonies, la preuve de leur résidence depuis le 9 Mai 1792 jusqu'au 4 Nivose an 8, et, en outre, un certificat de non-inscription sur la Liste des Émigrés*, Paris, Imprimerie de la République, an VIII [1799].

³² Sui dossier del fondo AN, F/12 lo storico Darrell Meadows ha ricostruito l'«ingegneria dell'esilio» dei coloni, ovvero quelle relazioni familiari transnazionali che hanno permesso loro di emigrare e sopravvivere nel mondo caraibico. Si veda Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, cit.; Darrell Meadows, "Les relations familiales transatlantiques dans Mon Odyssée", in *Société Française d'Étude du Dix-Huitième Siècle*, 2011/1 (n°43), pp. 429-445.

³³ ANOM, D64, *État détaillé des liquidations opérées par la Commission chargée de répartir l'indemnité attribuée aux anciens colons de Saint-Domingue*.

³⁴ I dossier dei richiedenti le cui domande sono state trattate e accolte si trovano alle Archives Nationales di Pierrefitte, serie F/12 *Secours aux colons de Saint-Domingue. Indemnisation des colons spoliés*; al contrario, presso le Archives Nationales d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence sono conservate informazioni complementari sia sulle domande trattate (ANOM 10DPPC 211-307), sia su quelle non trattate (ANOM 10DPPC 308-701).

³⁵ Sull'importanza di queste fonti per uno studio quantitativo delle strutture sociali coloniali prima del 1789, si veda il lavoro di Oliver Glied, *Saint-Domingue und die Französische Revolution. Das Ende der weißen Herrschaft in einer karibischen Plantagenwirtschaft* [Santo Domingo e la Rivoluzione francese. La fine della dominazione bianca nell'economia caraibica delle piantagioni], Cologne, Weimar, Vienne, Böhlau, 2011. Si

A queste, uno studio sistematico dei registri notarili di tutte le transazioni amministrative relative ai rifugiati regolate dai consoli nelle città americane permetterebbe di integrare categorie finora poco rappresentative, quali i coloni non possidenti, che non erano né *planteurs* né *habitants*, né *propriétaires*, bensì artigiani, piccoli commercianti ed esercenti delle arti liberali³⁶.

Le fonti, come si può immaginare, rimangono silenziose per quanto concerne la presenza più massiccia e, fino alla metà del XVIII secolo, più «invisibile» dell'isola: mulatti e neri, che fossero liberi, proprietari, o schiavi. Le fonti delle autorità americane, estremamente attente alla presenza dei cosiddetti *french negroes*³⁷ sul proprio territorio, sono le sole a fornirci informazioni più dettagliate: come vedremo a breve, diversi stati, quali quello del Maryland, organizzarono nei capoluoghi principali veri e propri *bureaux* nei quali i coloni francesi, emigrati con i propri schiavi, fossero obbligati a registrare questi ultimi ai fini della sicurezza

ricorda che Oliver Gliech è l'autore del database *Domingino-Verlag*, nel quale sono inseriti i dati dei coloni che hanno fatto domanda di indennizzo: <https://www.domingino.de/index.html>.

Esiste inoltre un altro database in costruzione, *Repairs*, – coordinato Centre International de Recherches sur les Esclavages et Post-Esclavages (CIRES) – che sta raccogliendo tutti i dati dell'*État détaillé* per inserirlo in un grande progetto che ha l'obiettivo di studiare, secondo un approccio interdisciplinare che tenga assieme filosofia politica, storia e sociologia, gli indennizzi, le *réparations* e le *compensations* ai proprietari di schiavi, sia nel contesto globale che locale tra il XIX e il XXI secolo: <https://esclavage-indemnites.fr>.

Inoltre, gli studi sugli indennizzi hanno visto una vera e propria esplosione negli ultimi anni, soprattutto a partire dall'articolo pioniero di Joachim Benoit, "L'indemnité coloniale de Saint-Domingue et la question des rapatriés", in *Revue Historique*, 1971/2 (n°246), pp. 359-376. L'attenzione agli indennizzi è andata principalmente in due direzioni: da un lato, come nel caso degli studi di Joachim Benoit, l'interesse si è concentrato sull'Indipendenza di Haiti e sul debito che questa contrasse con l'ex-madrepatria al fine di risarcire i coloni dei danni subiti; dall'altro, attraverso un'analisi comparativa globale, gli studi sui processi di indennità britanniche e francesi hanno evidenziato come questo fenomeno abbia colpito tutte le Americhe, costituendo una tappa centrale della via per l'emancipazione degli schiavi. Oltre all'articolo sopracitato, sul tema si vedano: Joachim Benoit, "La reconnaissance d'Haiti par la France (1825): naissance d'un nouveau type de rapports internationaux", in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1975/3, pp. 369-396; François Blancpain, *Un siècle de relations financières entre Haiti et la France: 1825-1922*, Paris, L'Harmattan, 2001; Yves Bénot e Marcel Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises (1802). Ruptures et continuités de la politique coloniale française (1800-1830)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003; Jean-François Brière, *Haiti et la France, 1804-1848. Le rêve brisé*, Paris, Karthala, 2008; Frédérique Beauvois, "L'indemnité de Saint-Domingue: «Dette d'indépendance» ou «rançon de l'esclavage»?", in *French Colonial History*, 2009/10, pp. 109-124; Frédérique Beauvois, *Indemniser les planteurs pour abolir l'esclavage? Entre économie, éthique et politique, une étude des débats parlementaires britanniques et français (1788-1848) dans une perspective comparée*, Paris, Dalloz, 2013; Frédérique Beauvois, *Between Blood and Gold. The Debates over Compensation for Slavery in the Americas*, New York, Oxford, Berghahn, 2017; Ana Lucia Araujo, *Reparations for Slavery and the Slave Trade. A Transnational and Comparative History*, London, Oxford, New York, Bloomsbury, 2017.

³⁶ ANOM, 10 DPPC 200-210, *Archives Coloniales. Saint Domingue. Réfugiés. Actes, Déclarations et Dépôts divers. Consulats de France aux États-Unis*.

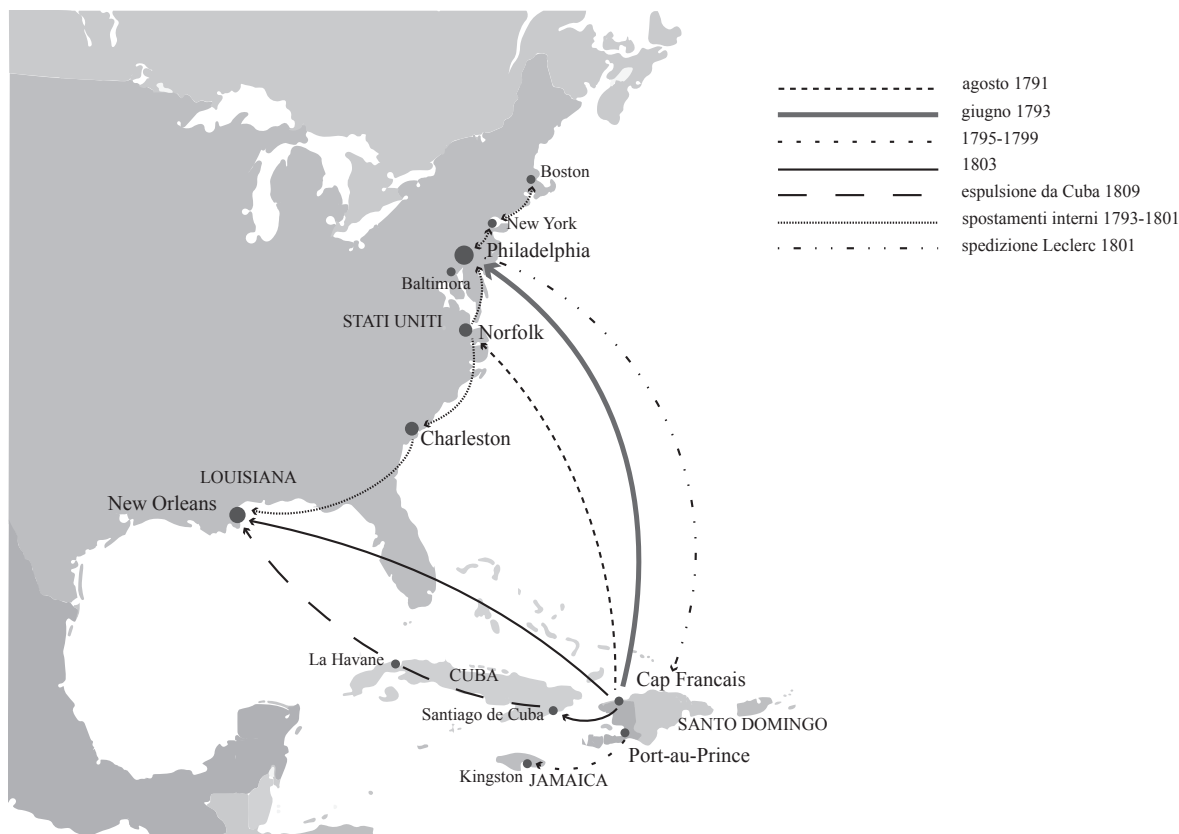
³⁷ Vedremo a breve come la presenza degli schiavi neri a seguito dei propri padroni francesi negli Stati Uniti fosse un elemento di massima preoccupazione per le autorità americane – e spagnole nel caso della colonia della Louisiana. Per il momento, si rimanda agli studi di Ira Berlin, *Slaves without Masters. The Free Negro in the Antebellum South*, New York, Pantheon, 1975; Ashli White, "The Politics of "French negroes" in the United States", in *Historical Reflections / Réflexions Historiques*, 2003/1 (n°29), pp. 103-121; Rebecca J. Scott, "Paper Thin: Freedom and Re-enslavement in the Diaspora of the Haitian Revolution", in *Law & History Rev.*, 2011/4 (n°29), pp. 1061-1087; Sara E. Johnson, *The Fear of French Negroes. Transcolonial Collaboration in the Revolutionary Americas*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 2012; James Alexander Dun, *Dangerous Neighbors. Making the Haitian Revolution in Early America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016, pp. 57-86.

dello stato ospitante e della prevenzione del “contagio rivoluzionario” tra la popolazione servile.

Dunque, con i dati oggi disponibili parrebbe complicato stabilire con chiarezza il numero dei rifugiati, se non tramite stime approssimative. Alla difficoltà del censimento di ogni colono, vi è inoltre quella di seguirne le tracce: spesso, una stessa persona poteva essere segnalata nel 1793 a Portsmouth, nel 1794 a Philadelphia o nel 1800 a New Orleans. Per tali ragioni, le cifre qui proposte tenteranno di sintetizzare i dati emersi dalle fonti sopracitate, senza però presunzione di esaustività; inoltre, il database sul quale è stato effettuato il computo è stato costruito ai fini di perseguire gli obiettivi del presente lavoro, concentrati sull’attività politica e, di conseguenza, su quella editoriale dei coloni, ai fini di ripercorrerne le pratiche nel contesto atlantico franco-americano. Così, particolare attenzione è stata data alle biografie di quanti parteciparono più intensamente al dibattito transatlantico, tracciandone attività e spostamenti, con l’effetto di aver lasciato in ombra coloro che ne rimasero invece ai margini.

Cartina 1.1:

Circolazione migratoria dei coloni rifugiati nelle Antille



Come accennato in precedenza, la prima ondata migratoria risale all'estate del 1791: il 22 agosto, nella Provincia Nord dell'isola un gruppo di schiavi bruciava migliaia di acri di terreno e uccideva i proprietari bianchi, spostandosi di piantagione in piantagione per vendicarsi contro coloro che li avevano tenuti finora in schiavitù. Il risultato fu la distruzione di più di 1000 piantagioni nella Plaine du Nord dell'isola e la morte di oltre 2000 bianchi e circa 10.000 schiavi solo nei primi mesi dell'insurrezione. L'organizzazione e le divisioni interne alla società antillense spiegano la rivolta del 1791 ben più che la presunta esistenza di una congiura segreta: fu una rivolta di massa, organizzata dai cosiddetti *nègres à talents* – schiavi che esercitavano un lavoro specializzato: artigiani, cocchieri ecc. – che avevano vissuto a sufficienza a contatto con il mondo dei bianchi per conoscerne le divisioni profonde che lo animavano³⁸. La rivolta, brutale ma coordinata, ebbe come effetto la prima e ridotta emigrazione di coloni dalla Plaine agli Stati Uniti: si trattava di circa 120 uomini, di cui 30 schiavi neri, sbarcati a Philadelphia³⁹. Tra questi, possiamo annoverare Antoine Dalmas, medico chirurgo che aveva servito presso la piantagione Gallifet e che nel 1793-1794 avrebbe cominciato a scrivere la sua *Histoire*⁴⁰, primo e unico resoconto sulla presunta cerimonia voodoo di Bois-Caïman organizzata dagli schiavi prima della rivolta dell'agosto 1791⁴¹. Dalmas si rifugiò a Philadelphia, dove rimase almeno fino al 1801, prima di rientrare a Parigi: egli avrebbe poi collaborato con la Société de l'Ecole de Médecine de Paris⁴² agli studi sulla febbre gialla e intervenne nel dibattito sulla reintroduzione della schiavitù sia nel 1801, sia, appunto, nel 1814, quando diede alle stampe la sua opera.

Il massacro dei bianchi nella notte tra il 22 e il 23 agosto inaugurò una spirale di lotte civili di cui i coloni furono al contempo vittime e protagonisti. Nel dicembre del 1791, ricevuta la notizia di quanto stesse accadendo, la Francia inviò delle truppe nel tentativo di restaurare l'ordine senza particolare successo. Incapace di riprendere il controllo della parte Nord dell'isola e bisognosa di alleati, la Madrepatria si vide costretta a garantire pieno diritto alla cittadinanza e uguaglianza alle *gens de couleur* nell'aprile del 1792. Dopo più di un anno dall'inizio della rivolta nella pianura settentrionale, gran parte dell'isola era assediata da diversi gruppi di ribelli neri non intenzionati a deporre le armi: l'assenza di manodopera, la distruzione degli ateliers e i massacri compiuti verso i proprietari dell'isola rischiavano di mettere a dura

³⁸ Laënnec Hurbon (ed.), *L'insurrection des esclaves de Saint-Domingue, 22-23 août 1791*, Paris, Karthala, 2000; Bernard Gainot, *La révolution des esclaves. Haïti 1763-1803*, Paris, Vendémiaire, 2017.

³⁹ Gary B. Nash, "Reverberations of Haiti in the American North: Black Saint Domingans in Philadelphia", in *Pennsylvania History. A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 1998 (n°65), pp. 44-73.

⁴⁰ Antoine Dalmas, *Histoire de la Révolution de Saint-Domingue*, Paris, Mame frères, 1814.

⁴¹ David P. Geggus, "La cérémonie du Bois Caïman", in *Journal de l'Histoire Caribbénne*, 1991/1 (n°25), pp. 41-57.

⁴² Antoine Dalmas, *Recherches Historiques et Medicales sur la Fièvre Jeune*, Paris, Gabon, 1805.

prova l'economia caraibica e il sistema coloniale francese nel suo complesso. Fu così che l'Assemblea Nazionale, dopo aver concesso la cittadinanza ai liberi di colore, decise di inviare a Santo Domingo una commissione, presieduta da Léger Félicité Sonthonax, Etienne Polverel e Jean Antoine Ailhaud, nel tentativo di sedare le rivolte e convincere i ribelli a rientrare nelle piantagioni.

I commissari sbarcarono dalla nave *America* il 17 settembre 1792 al porto di Le Cap: nonostante la missione originariamente fosse quella di garantire i diritti politici ai liberi di colore, le notizie dalla Madrepatria spinsero i due funzionari ad un severo aggiustamento del loro ruolo. Nell'ottobre del 1792 infatti, a Santo Domingo giunsero le prime notizie sulla giornata del 10 agosto, sull'assalto al palazzo delle Tuileries, l'arresto di Luigi XVI e della sua famiglia e sulla sospensione dell'Assemblea Nazionale; nel settembre del 1792 furono indette nuove elezioni a suffragio universale maschile per la scelta dei nuovi deputati e il 22 settembre dello stesso anno fu ufficialmente proclamata la Prima Repubblica francese. I provvedimenti presi verso le colonie non si fecero attendere e la nuova assemblea – conosciuta come Convenzione nazionale – decise immediatamente di incrementare i poteri dei commissari permettendo loro di sospendere amministratori e ufficiali coloniali non sufficientemente fedeli al nuovo ordine repubblicano.

In questa delicata fase si può situare la seconda ondata migratoria, costituita principalmente dalle partenze di proscritti e deportati politici che fino a quel momento avevano coperto ruoli nelle assemblee coloniali, nei club e nelle municipalità dell'isola. È il caso, ad esempio, del giornalista Louis François Roger Armand Gatereau⁴³, proscritto ed espulso con il governatore Desparbès, comte de Lussan e con almeno altri 650 coloni e i loro schiavi⁴⁴.

Il principale e più brusco esodo di coloni risale però ai mesi di giugno e luglio 1793, precisamente dopo l'incendio di Cap Français del 21 giugno. Nei primi mesi del 1793, dopo l'esecuzione di Luigi XVI, Inghilterra e Spagna dichiararono guerra alla Francia, trasformando il conflitto europeo in una guerra imperiale, nella quale vennero coinvolti i domini coloniali,

⁴³ Avremo modo di tornare sul personaggio nel secondo capitolo, per il momento si rimanda alla biografia ricostruita da: Jean-Charles Benzaken, "Un journaliste colonial méconnu: Gatereau et la révolution de Saint-Domingue", in *Culture et modes de sociabilité méridionaux. Actes du Congrès national des sociétés historiques et scientifiques «Terres et hommes du Sud»*, Toulouse 2001, Pris, Editions du CTHS, 2007, pp. 20-33.

⁴⁴ Tra questi vi era anche il Marchese Jean-Baptiste Caradeaux – proprietario di una grossa piantagione di zucchero nella ricca pianura Cul-de-Sac – che nel 1792 organizzò il suo trasferimento nei pressi di Charleston (South Carolina), nella località conosciuta come Cedar Hill Plantation. Come vedremo più avanti, la piantagione fu centro di raccolta per i coloni rifugiatisi a Charleston, che vi cercavano rifugio politico o la possibilità di un nuovo impiego grazie alle influenti conoscenze dei coniugi Caradeaux. Per una panoramica sulla famiglia Caradeux si veda il capitolo di David P. Geggus, "the Caradeux and Colonial Memory" in David P. Geggus (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001, pp. 231-246; i documenti riguardanti la famiglia Caradeux si trovano presso la Louis Round Wilson Library dell'University of North Carolina, si veda: Wilson Library at the University of North Carolina at Chapel Hill (da qui in poi WLB), *De Caradeuc Family Papers, 1771-1947*.

Caraibi compresi. Con l'entrata della Gran Bretagna nella Prima Coalizione anti-francese, nella primavera del 1793 le parti civili coinvolte nelle ostilità divennero quattro: la fazione coloniale bianca cosiddetta «patriota», la fazione bianca «legittimista», la fazione repubblicana guidata dai commissari Sonthonax e Polverel e, infine, gli eserciti ribelli, guidati dagli schiavi Jean-François e Biassou e supportati dalla Spagna.

Al caos amministrativo-giurisdizionale, si aggiungeva quello militare: dopo l'arresto e la deportazione del governatore Desparbès, il Ministro della Marina Gaspard Monge promosse il generale Thomas François Galbaud-Dufort a generale-governatore, allarmando i Commissari e aprendo la via al cosiddetto *Affaire Galbaud*⁴⁵. Nativo di Santo Domingo, egli era proprietario di una piantagione, fondatore del Club dei Giacobini di Strasburgo nel 1790 e uno degli eroi della campagna militare contro l'Austria nel 1792. Nel giugno 1793, sbarcato a Cap François, si trova alla testa di una coalizione eterogenea di scontenti, formata da soldati e marinai senza paga e da *planteurs* rifugiati nella città dopo i disordini dei mesi precedenti. Il favore che Galbaud riceveva presso la popolazione bianca di Le Cap – ostile all'amministrazione locale di colore nominata dai Commissari i mesi precedenti – e l'atteggiamento insubordinato del generale, spinsero Sonthonax e Polverel ad ordinarne la deportazione su una nave pronta a salpare per la Francia. La scelta dei commissari fu rischiosa: il 20 giugno, con il supporto di 200 marinai ammutinati e un buon numero di alleati nel porto di Le Cap, Galbaud e i deportati vi rientrarono, occuparono l'arsenale e attaccarono la sede della Commissione Intermedia, prendendo il controllo della città. Il giorno dopo, il 21 giugno, per evitare il sollevamento di 10.000 schiavi attorno a Le Cap e assicurarsene la fedeltà, i Commissari proclamarono la

«volonté de la République française et celle de ses délégués de donner la liberté à tous les nègres guerriers qui combattront pour la République, sous les ordres des commissaires civils, tant contre les Espagnols que contre les autres ennemis soit de l'intérieur, soit de l'extérieur. [...] Tous les esclaves qui seront déclarés libres par les commissaires par les délégués de la République seront les égaux de tous les hommes libres blancs ou de toute autre couleur. Ils jouiront de tous les droits appartenant aux citoyens français»⁴⁶.

⁴⁵ Sull'*Affaire Galbaud* e la figura di Thomas Galbaud-Dufort si veda il capitolo a lui consacrato da Jeremy Popkins in Jeremy Popkins, *You are all free. The Haitian Revolution, and the Abolition Of Slavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, pp. 155-188.

⁴⁶ AN, D/XXV/20.

Un gruppo di circa 3.000 schiavi insorti rispose alla chiamata. Forti dell'appoggio dei nuovi cittadini, i Commissari ripresero presto il controllo della città, non senza scontri violentissimi e un numero stimato tra i 3.000 e i 10.000 di vittime⁴⁷. Il generale Galbaud e le forze a lui rimaste fedeli abbandonarono la città alla volta di Philadelphia, portandosi con loro migliaia di rifugiati e lasciando Cap Français in un cumulo di ceneri. Nei giorni seguenti salparono infatti tra i 5.000 e il 10.000 coloni su navi americane dirette principalmente nei porti di Norfolk, Charleston, Boston e Philadelphia⁴⁸.

L'episodio, che avrebbe a lungo segnato l'immaginario del mondo atlantico⁴⁹, alterò inevitabilmente i modelli demografici di Santo Domingo: da questo momento in poi, l'isola vide la predominanza della componente sociale mulatta e nera, quest'ultima particolarmente incoraggiata dall'abolizione generale decretata da Sonthonax nell'agosto del 1793 per la parte Nord della colonia. La misura, che da un lato comportò la fedeltà dei neri delle province Nord e Ouest, fu causa al contrario del rifiuto di numerosi proprietari bianchi ad unirsi alla causa repubblicana: questi ultimi infatti accolsero calorosamente gli inglesi sbarcati a Jérémie, nella provincia Sud e alla Môle Saint-Nicolas della provincia Nord nel settembre del 1793⁵⁰. Allo stesso modo, i porti dell'Ovest dell'isola, ovvero Saint-Marc e Arcahaye furono offerti agli occupanti inglesi da quegli stessi cittadini bianchi che il 4 aprile avevano rifiutato l'abolizione della schiavitù. L'occupazione di un terzo della colonia da parte delle forze britanniche vide infatti il radunarsi nelle province di Arcahaye, Grande-Anse e Saint-Marc di una gran folla di rifugiati che solamente con l'evacuazione del 1798 avrebbero seguito le truppe inglesi nelle colonie loro rimaste, l'isole di Jamaica e di Cuba⁵¹.

Se gli anni 1794-1799 corrispondono ad una leggera diminuzione dei flussi migratori da Santo Domingo verso gli Stati Uniti, il 1799-1800 vede il rientro di buona parte dei coloni nella madrepatria francese: l'assimilazione agli *émigrés* che li aveva colpiti nel corso degli anni direttoriali, sembrava venir meno dopo il Colpo di Stato del 18 Brumaio anno VIII grazie alla politica di *ralliement* operata da Bonaparte, nonché alla simpatia non velata che la moglie del Primo Console – creola – provava per la situazione dei coloni. Inoltre, a partire dal 1800 i ruoli quadro del Ministero della Marina e delle Colonie furono ricoperti da noti *planteurs* di Santo

⁴⁷ Jeremy Popkins, *You are all free*, cit., pp. 188-145.

⁴⁸ AN, D/XXV/14, si veda in particolare la memoria di Guillaume-François Mahy Corméré testimone oculare degli eventi del 20 giugno 1793 e autore, tra le altre, di una memoria manoscritta del 1794 a questi dedicata dal titolo *Précis des faits relatifs à la malheureuse colonie de Ste Domingue, jusqu'à l'époque du 1er avril 1793 et historique fidèle des événements de la perte et ruine absolue, depuis le 1er avril jusqu'au 29 juillet 1793*.

⁴⁹ Alejandro Gomez, *Le spectre de la révolution noire. L'impact de la révolution haïtienne dans le monde atlantique, 1790-1886*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

⁵⁰ Sull'occupazione inglese dell'isola si veda la bella sintesi di David P. Geggus, *Slavery, war and revolution*, cit.

⁵¹ Gabriel Debien, "Réfugiés de Saint-Domingue aux États-Unis", cit., p. 6.

Domingo, che non esitarono a distribuire i posti intermedi nei differenti uffici ad ex-coloni rifugiati o rientrati in Francia⁵².

La presenza dei coloni nel Ministero, l'insistenza dell'opinione pubblica e l'esigenza di rifondare l'Impero coloniale francese in chiave anti-inglese, furono alla base della spedizione di Charles Leclerc organizzata nel 1801. Alla morte del generale Leclerc e alla ritirata del suo sostituto, il generale Donatien de Vimeur de Rochambeau, corrispose la penultima grande emigrazione dei rifugiati. Centinaia di coloni ritornarono nell'isola negli anni 1798-1799 grazie alla politica conciliatoria di Toussaint Louverture verso i padroni delle piantagioni; migliaia invece, seguirono le truppe di Leclerc nel 1801 per la riconquista militare: tuttavia, il rientro fu breve e la proclamazione dell'Indipendenza dell'isola di Haiti nel 1804 spinse i coloni ad abbandonare definitivamente l'isola per trasferirsi a Cuba⁵³. Infatti, l'evacuazione di Santo Domingo riversò tra giugno 1803 e gennaio 1804 più di 18.213 rifugiati nel solo porto di Santiago de Cuba, i quali rimasero nell'isola fino al 1808. Altri ripararono invece a New Orleans, soprattutto tramite la nave americana *L'Express*, che mise in salvo più di 500 fuggitivi della Môle de Saint-Nicolas nell'ottobre del 1803; non si trattò di un caso isolato, tutt'altro: con la capitolazione definitiva delle armate francesi e i massacri ordinati da Dessalines, il numero di rifugiati che ripararono in Louisiana furono più di 3.000 e non fecero che aumentare nei mesi successivi⁵⁴.

La città di New Orleans visse infine l'ultima e più massiccia ondata migratoria di coloni francesi di Santo Domingo tra il 1809 e il 1810: questa volta, i rifugiati non arrivavano da Haiti, bensì dall'isola di Cuba dalla quale erano stati espulsi. Infatti, il tentativo d'invasione della Spagna da parte di Napoleone spinse le autorità spagnole di Cuba a dichiarare i francesi *personae non gratae* e a proclamarne l'espulsione immediata – ad esclusione di quanti avevano contratto matrimonio con spagnoli o che avevano fatto richiesta di naturalizzazione. Così, nel

⁵² Ci si permette di rimandare alla terza parte del presente elaborato, a sua volta sviluppato a partire dallo studio di Yves Benot, *La demence coloniale sous Napoleon*, Paris, La Decouverte, 2006.

⁵³ Gabriel Debien, "Les colons de Saint-Domingue réfugiés à Cuba (1793-1815)", in *Revista de Indias*, 1953/13 (n°54), pp. 559-605; Alain Yacou, *L'émigration à Cuba des colons français de Saint-Domingue au cours de la Révolution*, thèse, Bourdeaux, 1975; Gabriel Debien, "Les vaincus de la révolution haïtienne en quête d'un refuge. De Saint-Domingue à Cuba (1803), de Cuba à la Nouvelle Orléans (1809)", in *Revue de la société haïtienne d'histoire, de géographie et de géologie*, 1980/38 (n°126), pp. 15-30; Alain Yacou, "L'expulsion des Français de Saint-Domingue réfugiés dans la région orientale de l'île de Cuba (1808-1810)", in *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, 1982 (n°39), pp. 49-64; Alain Yacou, "La présence française dans la partie occidentale de l'île de Cuba au lendemain de la Révolution de Saint-Domingue", in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1987/2 (n°275), pp. 149-188.

⁵⁴ Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans. Migration and influences*, Gainesville, University Press of Florida, 2007, pp. 25-27; Jose Morales, "Fleeing the nightmare: French emigres in Cuba and Louisiana during the Haitian revolution, 1791-1810", in *MACLAS Latin American Essays*, 2000.

gennaio del 1810 si potevano contare almeno 9.050 coloni francesi originari di Santiago e di Baracoa⁵⁵.

Tabella 1.1:
*Ondate migratorie negli Stati Uniti*⁵⁶

	Norfolk	Philadelphia	Baltimora	Charleston	New Orleans	Totale
08/1791	200	150	–	–	–	350
12/1792	250	400	–	–	–	650
06/1793	2.000	3.000	1.000	2.000	–	8.000
1795-1799	300	1000	200	500	–	2.000
1803	–	–	–	–	3.000	3.000
1809	–	–	–	–	9.000	9.000
Totale	2.750	4.550	1.200	2.500	12.000	23.000

Un'ingegneria dell'esilio tra *identité marchande* e *identité sociale*: il caso di Jean-Baptiste Caradeux

I movimenti degli anni 1793-1795 rivelano chiaramente la natura dell'emigrazione nel pieno della guerra e della rivoluzione. Con lo scoppio del conflitto tra Francia e Inghilterra nella primavera del 1793, i blocchi navali resero particolarmente rischiosa la traversata, compresi gli spostamenti nel Golfo del Messico e dalle Antille verso le coste americane. Il rischio di sequestro da parte dei navigli inglesi o di attacco dei pirati era molto alto: il rappresentante dei coloni Thomas Millet ricordava alla Convenzione nazionale che:

«Les fugitifs échappés aux périls de la traversée n'étaient guères plus heureux.

Plusieurs étaient partis, presque sans aucune ressource; d'autres avaient été

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ I dati qui presentati cercano di riassumere quanto fino ad ora detto, senza pretesa di esaustività eccessiva: innanzitutto, il simbolo « – » indica non l'assenza di rifugiati, bensì l'assenza di fonti che ci permettano di stimarne il calcolo adeguatamente. Allo stesso modo, la tabella non rende chiaramente la quantità di flussi migratori interni al territorio degli Stati Uniti: per esempio, sappiamo che dei 2.000 rifugiati sbarcati a Norfolk tra giugno e luglio 1793, un quinto rimase nella città virginiana per più di un anno, mentre i restanti quattro quinti si spostarono verso altre realtà, in particolare Philadelphia e Charleston.

dépouillés, comme on l'a vu, par les pirates anglais, de tout ce qu'ils avaient pu sauver des désastres du Cap»⁵⁷.

I coloni conoscevano bene la precarietà della loro situazione: la guerra civile nella colonia, la ripresa del conflitto franco-britannico per i mari e la difficile situazione politica che la Madrepatria attraversava dalla crisi del giugno 1791 avevano spinto molti di loro ad organizzare preventivamente una possibile fuga negli Stati Uniti. Molto spesso, infatti, coloro che abbandonarono la colonia tra l'autunno del 1791 e i primi mesi del 1793 riuscirono a pianificare accuratamente il trasferimento, riconvertendo i propri capitali o allargando il raggio d'azione dei propri investimenti. È il caso, per esempio, della famiglia Caradeux o Caradeuc, capeggiata dal colono Jean-Baptiste de Caradeux (1742-1810), comandante della Guardia Nazionale della Provincia Ovest di Santo Domingo e proprietario di una grande piantagione nella piana di Cul-de-Sac. Stando ad una dichiarazione dei beni fatta nel 1788, egli possedeva circa 400 ettari di terreno dedicati quasi esclusivamente alla canna da zucchero, che veniva prodotta e raffinata direttamente nella sua proprietà per una rendita di 24.000 dollari; impiegati alla raccolta e alla lavorazione vi erano ben 188 schiavi, tra uomini, donne e domestici⁵⁸. *Grand planteur* e capitano della Guardia Nazionale, nel 1791 si mise alla testa del gruppo dei cosiddetti «patriotes» della città di Port-au-Prince. Marciano contro le truppe di *gens de couleur* e prendendo apertamente le difese dei *petits-blancs* avversi al riconoscimento dei diritti politici ai neri liberi egli si assunse la guida di quanto era rimasto della prosciolta Assemblea di Saint-Marc⁵⁹. Per tali ragioni, venne accusato di essere il capo del partito autonomista dell'isola e la sua piantagione fu teatro di una violenta insurrezione di schiavi⁶⁰.

Data la precarietà della situazione, fu allora che Caradeux decise di predisporre la sua partenza inviando un carico di zucchero a Charleston, per poi rivenderlo speculando sul prezzo al rialzo per via della guerra. Oltre ai barili di zucchero, egli si premurò di portare con sé diamanti e pietre preziose, nonché parte dei suoi schiavi – almeno una sessantina – per rivenderne circa 30 e tenerne 25 a servizio nella sua nuova piantagione di Cedar Hill, sul fiume

⁵⁷ Jean Philippe Garran-Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue, fait au nom de la Commission des Colonies, des Comités de Salut Public, de Législation et de Marine, réunis*, vol. IV, Paris, Imprimerie nationale, an VII [1798], p. 356.

⁵⁸ WLB, *De Caradeuc Family Papers, 1771-1947*, folder 2, 1783-1791.

⁵⁹ *Débats entre les Accusateurs et les Accusés, dans l'affaire des colonies*, vol. III, Paris, Imprimerie Nationale, an III [1795].

⁶⁰ WLB, *De Caradeuc Family Papers, 1771-1947*, folder 3, 1792-1805. Infatti, Denis Tirant, gérant della piantagione, il 19 febbraio 1792 gli scriveva che «nous sommes dans la plus grande consternation. Nous avons su hier que tes nègres devaient tous se soulever le même jour, mettre le feu dans sept ou huit endroits de la plaine, pour massacrer tous les blancs qui se présenteraient pour se faire entendre. [...] Tel est le fruit des principes execrables que l'on ne cesse de leur suggérer depuis deux mois.».

Wando, non lontano da Charleston⁶¹. Qui, egli si dedicò principalmente alla nuova proprietà, curando la coltivazione della canna da zucchero, senza perder di vista la piantagione di Santo Domingo – prima che questa venisse quasi interamente distrutta nel 1796 – e i patrimoni che suo fratello e sua madre possedevano a Cuba e a Porto Rico⁶².

Una volta giunto negli Stati Uniti, Caradeux fu tutt'altro che assente dal panorama politico coloniale: diversamente da quanto sostenuto, la sua relativa attività politica a Charleston non deve sorprendere, dato che a ricoprire il ruolo di Console francese nella città vi era Michel-Ange-Bernard de Mangourit, “giacobino” vicino a Genet e nemico della fazione coloniale. Proprio il console Mangourit, in una lettera del novembre 1793 indirizzata al Ministro degli Affari esteri francese, definiva Caradeux uno degli «chefs du parti des indépendants à Saint Domingue, l'un des aristocrates les plus prononcés de les États-Unis»⁶³.

Benché avesse abbandonato qualsiasi ruolo pubblico, Jean-Baptiste rimaneva attivo finanziatore della stampa coloniale in America, soprattutto quella avversa ai Commissari Sonthonax e Polverel e pronta a difendere la schiavitù come principio ordinatore delle società coloniali a base agricola⁶⁴. Oltre all'attività di mecenate, Caradeux era punto di riferimento per i coloni emigrati in South Carolina senza risorse finanziarie, che cercavano un'occupazione nella sua piantagione o in una delle sue attività mercantili. È il caso, per esempio, di Jean-Baptiste-Thomas Le Breton de Villedary, proprietario di una *cafeteria* a Port-au-Prince e presidente del consiglio di amministrazione della medesima città nel 1791, nonché soldato nella Guardia Nazionale sotto i comandi di Caradeux. Emigrato nel 1793 a New York, egli partecipa alle riunioni dell'Assemblée coloniale des colons de Saint Domingue réfugiés à New York, prima di trasferirsi a Charleston, dove trova lavoro nella piantagione e progetta un piano militare di riconquista della colonia⁶⁵.

⁶¹ WLB, *De Caradeux Family Papers, 1771-1947*, folder 3, 1792-1805.

⁶² Patrick D. Geggus, “The Caradeux and Colonial Memory”, in Patrick D. Geggus (ed.) *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001.

⁶³ AAE, 39CP/39.

⁶⁴ Si veda, ad esempio, la sottoscrizione all'opera di Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la Partie française de l'Isle Saint-Domingue*, voll.1-2, Philadelphie, Moreau de Saint-Méry, 1798; e al finanziamento dei quotidiani *Le Patriote Français* di Charleston, stampato tra il 1794 e il 1795 e il prospectus del quotidiano *Spectateur Français*, mai dato alle stampe.

⁶⁵ Non appena saputo che il comandante Borel fosse arrivato a Charleston, Breton de Villedary gli indirizzava, dalla dimora di Caradeux, la seguente lettera:

«Mon cher Baurel, j'apprend que vous êtes à Charlestown, et c'est ici où vous et lesa mis de Saint-Domingue devriez être. Les forces de la République sont encore ici. De Philadelphie, de Baltimore, ainsi qu'ici même, on fomenta un projet de retour, pour reconquérir notre pays. Ce projet n'est pas impossible à faire réussir; mais il faudrait encore des hommes. Vous êtes désiré par tous ceux qui ont encore quelque sentiments d'honneur. Car se tenir pour chasser de nos propriétés, par les Sonthonax, Polverel et Delpech et par les mulets et par les sac... peaux noir, serait le comble de la honte pour des Français blanc: C'est ainsi que tous les colons voient.»

Per la lettera originale si veda AN, D/XXV/66; altrimenti, si veda la versione riprodotta da Jean Philippe Garran-Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue*, cit., pp. 425-426.

Non solo: se con il console Mangourit Caradeux intrattenne relazioni di reciproca ostilità, di natura ben più distesa furono invece quelle con la famiglia Du Pont de Nemours – grazie soprattutto all’attività di console a Charleston di Victor Du Pont de Nemours e agli interessi commerciali che tenevano assieme famiglia Caradeux e famiglia Du Pont⁶⁶ –, con il Ministro del Tesoro Alexander Hamilton, del quale la nuora di Caradeux era grande amica⁶⁷ e infine con la famiglia del colono e rappresentante dei coloni bianchi rifugiati Pierre-Louis Chotard ainé⁶⁸.

Come ha osservato Darrell Meadows, il caso di Caradeux è ascrivibile a quell’“ingegneria dell’esilio”⁶⁹ che ha contraddistinto i coloni: i loro meccanismi sociali di supporto originavano infatti dalla rete costruita dai rifugiati negli anni precedenti all’esodo generale del 1793. La loro ricollocazione nelle città del Nord America non era un azzardo, bensì la conseguenza del loro inserimento in quella *French Atlantic community* di cui proprietari di piantagioni e commercianti di Santo Domingo facevano parte già da ben prima della Rivoluzione. Stando all’attenta analisi dello storico, le migrazioni nell’Atlantico negli anni Novanta del Settecento sono parte di un meccanismo “a catena” già osservato da storici e sociologi per altri contesti in tempi e luoghi differenti⁷⁰.

Lontana dal costituire un’eccezione, confidare sui legami preesistenti che garantissero un esilio più confortevole era pratica molto comune, anche nei casi di rifugiati decisamente meno abbienti di Caradeux. Essere colono di Santo Domingo, indipendentemente dal ceto sociale di appartenenza, comportava reti di relazioni politiche e commerciali che andavano al di là dei confini dell’isola e che negli anni Novanta potevano risultare determinanti per l’emigrazione. Non solo, dagli studi sulla composizione sociale della colonia nell’Antico Regime è emerso che l’alta, ma fragile dinamicità coloniale fosse causa e conseguenza di legami preesistenti tra francesi in cerca di fortuna, commercianti della madrepatria, armatori e

⁶⁶ Eleutherian Mills Historical Library (da qui in poi EMHL), *Papers of Victor Du Pont (1767-1827)*, Group 3, Series B., fol. 122.

⁶⁷ Si vedano, ad esempio, le lettere di Madame Caradeux Lecaye inviate ad Alexander Hamilton negli anni 1800-1803. “From Alexander Hamilton to Madame Caradeux Lecaye” 1800-1803, *The Papers of Alexander Hamilton*, vol. 25, July 1800-April 1802, ed. Harold C. Syrett, New York, Columbia University Press, 1977, pp. 251-253; “To Alexander Hamilton from Madame Caradeux Lecaye” 1803, *The Papers of Alexander Hamilton*, vol. 26, 1 May 1802-23 October 1804, ed. Harold C. Syrett, New York, Columbia University Press, 1979, pp. 89-92.

⁶⁸ Sulla figura di Chotard ainé si avrà modo di tornare lungamente nei capitoli seguenti, per ora si rimanda alla corrispondenza del colono presso l’Eleutherian Mills Historical Library: EMHL, *Papers of Victor Du Pont (1767-1827)*, Group 3, Series C.

⁶⁹ Darrell Meadows, “Engineering Exile: Social Networks and the French Atlantic Community, 1789-1809”, in *French Historical Studies*, 2000/23, pp. 67-102.

⁷⁰ *Ibidem*. Meadows riprende i lavori e le suggestioni di Charles Wetherell sulla network analysis nel campo storico. Per un approfondimento, si veda Charles Wetherell, “Historical Social Network Analysis”, in *International Review of Social History*, 1998/43, pp. 125-144.

proprietari di piantagioni⁷¹. Nella seconda metà del XVIII secolo popolazione ed economia di Santo Domingo esplosero: i Caraibi divennero infatti la meta prediletta per quanti cercavano facili e veloci fortune nelle Americhe. La colonia – data la sua reputazione di terra capace di trasformare i coloni in ricchi proprietari – era la zona più attrattiva per i francesi della Madrepatria, che vi arrivarono in migliaia trasformando la vita culturale, politica e rurale dell'isola.

Dato il costo elevato della coltura e della produzione della canna da zucchero, i nuovi arrivati si lanciavano maggiormente su quella del caffè, la cui lavorazione richiedeva meno mezzi di partenza e meno costi di manutenzione; inoltre, la pianta di caffè non esigeva terreni pianeggianti come quella della canna da zucchero e sopravviveva su alture e pendii, terre incolte ancora disponibili a modici prezzi. Così, presto canna da zucchero e caffè divennero i beni prodotti più redditizi dell'isola, attirando l'“homme de nulle part” francese allettato dai facili profitti. Partire alla ricerca di fortune non era semplice e per trasferirsi nell'isola i francesi si affidavano a legami preesistenti, che fossero frutto di conoscenze familiari o di accordi con le case di commercio francesi, soprattutto dei porti di Bordeaux e di Nantes⁷².

Spesso ricorrevano a lettere di raccomandazione da parte di conoscenti in madrepatria per mettersi a servizio di una piantagione o si rivolgevano direttamente a lontani, ma influenti parenti che potessero aiutarli. Ovviamente, non bastava certo la protezione a garantire il successo dell'impresa: ad esempio, alla fine del diciottesimo secolo le numerose proprietà della maison de commerce di Bordeaux *Henry Romberg* erano frutto dei pignoramenti dei beni dei coloni che non erano riusciti ad estinguere i debiti contratti⁷³. Ma chi, al contrario, riusciva a sopravvivere e a far fruttare il proprio investimento, aveva l'opportunità di costruire nuovi e più solidi legami oltre l'Atlantico, che andavano ad aggiungersi a quelli di partenza francesi.

⁷¹ Oliver Glied, *Saint-Domingue und die Französische Revolution*, cit.; Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

⁷² Silvia Marzagalli, *Bordeaux et les États-Unis*, cit.; Laure Pineau-Defois, “Un modèle d'expansion économique à Nantes de 1763 à 1792: Louis Drouin, négociant et armateur”, in *Histoire, Économie & Société*, 2004/3 (n°23), pp. 367-395.

⁷³ Françoise Thésée, *Négociants bordelais et colons de Saint-Domingue. Liaisons d'habitations: la maison Henry Romberg, Bapst et Cie. 1783-1793*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1972, in particolare le pp. 42-47.

Un'ingegneria dell'esilio tra *identité française* e *identité antillaise*: il caso di Paul Alliot Vauneuf

La rarità e la disorganicità delle fonti rende praticamente impossibile ricostruire le reti dei coloni sul lungo periodo: i dati presentati dall'*État détaillé* di cui abbiamo già parlato, accennano solo brevemente all'installazione dei coloni nell'isola, riportando – quando si ha fortuna – solamente luogo, data di nascita e ubicazione della proprietà per cui si chiedeva l'indennizzo. L'assenza di elementi chiari sui networks dei francesi prima della partenza nel Nuovo Mondo spiega la debole attenzione ai legami dei coloni sul lungo periodo da parte della storiografia: *identité marchande* da un lato, *identité sociale* per spiegare i conflitti interni dall'altro, hanno finito così per disinteressarsi al senso politico dei legami coloniali nel corso della seconda metà del Settecento e, particolarmente, alla tensione tra *identité française* e *identité antillaise*.

Nella seconda parte del presente elaborato si avrà modo di sviluppare maggiormente il tema dell'identità coloniale e, soprattutto, di come questa abbia giocato un ruolo fondamentale nell'agire politico dei coloni bianchi di Santo Domingo durante gli anni considerati. Non è superfluo ricordare infatti che nei primi anni della Rivoluzione l'identità coloniale giocò una funzione importante negli scontri tra coloni e Madrepatria e, ancor di più, tra le fazioni che si crearono a partire dall'Ottantanove tra gli stessi coloni dell'isola. Per il momento ci si soffermerà invece su quanto l'intreccio di queste identità differenti sul lungo periodo giocasse a favore dei coloni e del loro riadattamento politico-sociale negli anni seguenti l'esilio. Il campione scelto non è particolarmente elevato rispetto al numero di individui fuggiti negli Stati Uniti e in Francia tra il 1791 e il 1809: infatti si è scelto di considerare solamente i coloni soggetto di questo elaborato che parteciparono attivamente alla vita politica delle tre realtà geografiche qui prese in esame – Francia, Santo Domingo e Stati Uniti.

I percorsi biografici concorrono a delineare un quadro piuttosto omogeneo circa il ruolo politico dell'esilio e circa la condizione in cui questo ha avuto luogo. Per molti, infatti, l'esilio non fu che una fase di un lungo e articolato percorso dall'Antico Regime all'Impero, se non addirittura alla Restaurazione. I legami economici, sociali e politici stabiliti permettevano non solo di limitare il peso dell'allontanamento dalla propria vita sull'isola e il reinserimento in una nuova realtà, bensì anche di costruire nuove carriere che avvicinasero l'esperienza politica prima del 1789 con quella successiva degli anni rivoluzionari. L'esilio, come *process of migration*⁷⁴ si appoggiava sì su preesistenti sistemi sociali ed economici transatlantici, ma

⁷⁴ Darrell Meadows, "Engineering Exile: Social Networks and the French Atlantic Community, 1789-1809", in *French Historical Studies*, 2000/1 (n°23), p. 72.

originava dalla rottura di vecchie strutture politiche e ne promuoveva spesso la creazione di nuove. Come già sottolineato per il caso di Caradeux, si sottostima l'inserimento dell'esilio nella *longue durée* del quadro politico e biografico, finendo così per leggere la cesura – certo drammatica – dell'abbandono della terra d'origine come un punto d'arrivo della vita dei coloni o, al contrario, come l'inizio di una nuova esperienza americana. Insistere sul percorso biografico permette non solo di leggere la natura dell'esilio come parte di un processo di lungo periodo, bensì anche di comprendere le dinamiche e la circolazione di identità, saperi e pratiche politiche di uomini che, a ben vedere, rimangono sospesi tra Nuovo e Vecchio Mondo, tra Antico e Nuovo Regime.

Se il caso di Caradeux si potrebbe definire come minuzioso esempio di ingegneria dell'esilio senza particolari colpi di scena, quello di Paul Alliot Vauneuf ha decisamente tutto un altro carattere, più disorganizzato, più rocambolesco e, soprattutto, meno coerente rispetto ai tradizionali legami socioeconomici che si ponevano alla base di un trasferimento. Noto per le due memorie inviate al Primo Console e al Ministro della Marina e delle Colonie in occasione dell'organizzazione della spedizione di Leclerc del 1802⁷⁵, Paul Alliot Vauneuf fu colono e medico di Santo Domingo, nato a Levroux nel dipartimento dell'Indre et Loire. Dopo aver completato gli studi in *Droit et Medecin* a Brouges decise di imbarcarsi giovanissimo per l'isola di Santo Domingo, lavorando nella proprietà familiare nella località di Jérémie. Oltre a ricoprire la carica di medico per la piantagione di canna da zucchero di famiglia nella quale lavoravano 324 schiavi, ne acquistò una di caffè piuttosto redditizia, che gestì personalmente e per la quale entrò in affari con la Maison Miche di Nantes, autorizzata a rivendere i prodotti coloniali nella Madrepatria⁷⁶.

Allo scoppio delle prime rivolte nella colonia, entrò in attrito con i *grands planteurs* di Jérémie, definiti «les plus cruels de la terre» a tal punto da decidere di trasferirsi, per la sua sicurezza personale, presso la città di Saint-Marc nel 1790. Prendendo così le distanze dai grandi proprietari terrieri di Jérémie, che facevano loro volta capo all'Assemblée coloniale di Port au Prince, prese parte alle riunioni dell'Assemblée de Saint-Marc, ostile all'Assemblea del Nord dell'isola. Dominata dai rappresentanti dell'Ovest e del Sud, questa assemblea divenne presto l'arena dell'agitazione autonomista, che rifletteva i risentimenti di queste province verso

⁷⁵ Ci si riferisce particolarmente alle tre memorie scritte nell'anno VIII e rispettivamente intitolate: *Réflexions sur les colonies et notamment sur celle de Saint-Domingue*, dedicata al Primo Console Napoleone Bonaparte; *Paul Alliot Vauneuf, habitant et propriétaire de Saint Domingue au Citoyen Ministre de la Marine*, dedicata al Ministro della Marina e delle Colonie Pierre-Alexandre-Laurent Forfait; *Alliot Vauneuf au Citoyen Lescallier conseiller d'état*, dedicata a Daniel Lescallier, membro del Conseil d'État creato nel 1799 da Bonaparte: ANOM COL CC9 A 27. Yves Benot, *La demence coloniale*, cit.; Philippe Girard, "What's in a Name? Slave Trading during the French and Haitian Revolutions", in *The William and Mary Quarterly*, 2019/4 (n°76), pp. 763-796, p. 786.

⁷⁶ AN, F/7/4217, Affaire Paul Alliot.

le élites nordiste vicine al potere centrale. Definendosi fieramente «colon patriote», in occasione delle riunioni dell'Assemblea egli ne appoggiò la causa independentista, che di lì a poco gli costò una prima espulsione dall'isola. Stando a quanto da lui narrato infatti, venuto a sapere da Olivier Delpech di un presunto complotto per bruciare la città di Saint-Marc e disperdere l'Assemblea, sparse denuncia, venendo però arrestato dai commissari e obbligato ad imbarcarsi per Bordeaux⁷⁷.

Ritornato in Francia non si perse d'animo e continuò a fare affari con un certo «M. Ache négociant» conosciuto negli anni di gestione della piantagione di Jérémie, prima di rientrare nella sua città natale a Levroux. Qui, grazie all'influente posizione della famiglia, venne eletto sindaco della cittadina, carica che ricoprirà per soli cinque mesi prima di trasferirsi a Parigi e frequentare il Club dei Giacobini⁷⁸. Giunto nella capitale francese nel febbraio del 1793 entrò in polemica con i cosiddetti rappresentanti dei coloni di Santo Domingo, tra i quali Pierre François Page e Thomas Millet, membro dell'Assemblea di Saint-Marc del quale fino a tre anni prima aveva sostenuto le posizioni⁷⁹.

Dopo breve tempo, grazie all'amicizia con Louis Gatien Le Breton Des Chapelles, luogotenente di fanteria a Santo Domingo tra il 1774 e il 1788 e ora di stanza a Lione, ottiene l'incarico di *Garde Magazin* a Lione, prima di essere poi nominato *Commissaire National près le Tribunal du District* nella stessa città. Dopo le rivolte di Lione abbandona la città, rientra a Parigi per ricoprire questa volta l'incarico di *commissaire aux ventes* fino al 1799, quando decise di imbarcarsi per Nantes alla volta degli Stati Uniti, nei quali avrebbe fatto scalo per poi rientrare in possesso delle sue proprietà a Santo Domingo. Arrivato a New York, l'amico e console Archambal gli consigliò di non ritornare sull'isola in preda alla guerra civile, bensì di trasferirsi in Louisiana, a New Orleans, dove avrebbe potuto esercitare la sua professione di medico. Il soggiorno americano fu però brevissimo: nel marzo del 1802 venne arrestato ed espulso dalle autorità spagnole perché accusato di aver sobillato una rivolta di schiavi neri nella città⁸⁰. Assolto dalle autorità francesi, Alliot si trasferì a New York dal 1803 al 1804, prima di installarsi definitivamente in Louisiana grazie all'intercessione del Presidente Thomas Jefferson in persona, al quale dedicherà due importanti Riflessioni sullo Stato della Louisiana, appena acquistato dagli Stati Uniti⁸¹.

⁷⁷ ANOM, Secrétariat d'Etat à la Marine – Personnel colonial ancien, E 384.

⁷⁸ AN, F/7/4217, cit.

⁷⁹ Paul Alliot, *Aux ennemis de la République*, Paris, s.l., 1793; Pierre François Page, *À Paul Alliot, Maire de Levroux*, Paris, Potier de Lille, 1793.

⁸⁰ AN, F/7/4217, cit.

⁸¹ "To Thomas Jefferson from Paul Alliot" 14 April 1804, *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 43, 11 March-30 June 1804, ed. James P. McClure, Princeton, Princeton University Press, 2017, pp. 224-230; Paul Alliot Vauneuf, "Réflexions historiques et politiques sur la Louysiane" in James Alexander Robertson (ed.), *Louisiana Under the*

«Habitant propriétaire», «gérant», «acheteur des biens nationaux», «négociant», «medecin», «garde magasin», «commissaire national», «huissier audicier» e «commissaire aux ventes», così come Levroux, Santo Domingo, Bordeaux, Parigi, Lione, Paray le Monial, Nantes, New York, New Orleans: diverse professioni e diverse città che mostrano di Paul Alliot un'incredibile capacità di adattamento non così insolita per gli anni rivoluzionari. Dietro all'abilità di adattamento se ne cela un'altra, più politica: non perdendo di vista le origini francesi, egli dialoga con i commercianti di Nantes aventi l'esclusiva per la rivendita dei suoi prodotti coloniali o si unisce al Club dei Giacobini dichiarandosi fiero "francese e giacobino" e lontano dagli eccessi dei *colons aristocrates* dell'isola. Allo stesso tempo però, gioca la carta del *colon patriote* quando sente giunto il momento di promuovere l'autonomia dell'isola davanti alle ingerenze della Madrepatria o quando ripara a New York aggiungendosi alla folla di coloni fuggiti dall'isola. Di nuovo, egli non è più né *citoyen français*, né *habitant et propriétaire* quando, nel 1804, chiederà al presidente degli Stati Uniti Thomas Jefferson un incarico per sé e i suoi figli a New Orleans. L'esilio, o meglio gli esili, sono allora una fase, che pone i coloni davanti a delle scelte, davanti alla necessità di un diverso agire politico e, a volte, alla necessità di costruirsi una nuova identità o di rimodellarne le precedenti.

L'esilio non è solo ingegnato, organizzato, ma anche sperimentato, adattato e reinserito in una dinamica di continuità e in una di rottura, oscillando tra *identité française* e *indentité antillaise*.

1.2 In soccorso degli «américains de Saint Domingue»

“Les Américains plus généraux offrirent aux américains de Saint Domingue tous les secours dont ils avaient besoin [...]. Mais ces secours n'étaient offerts qu'aux seuls blancs réfugiés de Saint Domingue, car les émigrés de France et les mulâtres n'y participaient point. La conduite méchante de ces derniers, dont les Anglo-Américains étaient instruits, et ce qu'ils avaient fui à Saint Domingue dont ils avaient causé la perte, les avait tellement indignés que dans la Caroline du Sud les États de la province avaient donné ordre de les expeller de peur qu'ils n'influencassent leurs negres”⁸².

Dal 1789 gli *émigrés* della Rivoluzione francese hanno costituito una figura cardine nelle rappresentazioni e nelle pratiche della prima metà del secolo. La loro definizione è infatti il risultato del diritto rivoluzionario che con questo termine qualificava l'emigrazione nobiliare, inglobando controrivoluzionari e antirivoluzionari e assimilandoli progressivamente a dei traditori anti-patrioti⁸³. Questa assimilazione annullava lo scarto esistente tra la realtà sociale del gruppo considerato nelle sue pratiche migratorie e il suo grado di politicizzazione e rischiava inoltre di limitare la solidarietà del paese accogliente, che si trovava a sua volta inserito nella morsa diplomatica generata dall'accogliere sul proprio suolo i «traditori» di una potenza alleata.

Alla luce di una legislazione sempre più severa, che faceva capo particolarmente al decreto sugli emigrati emanato dalla Convenzione nazionale il 28 marzo 1793, si capiscono allora le parole di Tanguy de la Boissière sopra citate, quando questi ricordava che a ricevere i soccorsi americani erano solamente i *réfugiés*, un gruppo sociale e, ancor più politico, chiaramente distinto da quello degli *émigrés*⁸⁴. Rifiutare la definizione di «emigrato» e ricorrere a quella più persuasiva di «rifugiato» permetteva di rifuggire dal crimine di emigrazione passibile di pena di morte e dalla confisca delle proprietà da un lato; dall'altro, favoriva

⁸² Service Historique de la Défense (da qui in poi SHD), MS 112-114, Claude-Clorentin Tanguy de la Boissière, *Histoire de la Révolution à St. Domingue*, manoscritto senza data.

⁸³ Sylvie Aprile, *Le Siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Éditions, 2010; Friedemann Pestel, “The Age of Emigrations: French Émigrés and Global Entanglements of political Exile”, in Laure Philip, Juliette Reboul (dir.), *French Emigrants in Revolutionised Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2019; Friedemann Pestel, “The Colors of Exile in the Age of Revolutions: new Perspectives for French Émigré Studies”, in *Yearbook of Transnational History*, 2021/4, pp. 27-68.

⁸⁴ Sulla legislazione francese riguardante *émigrés*, *réfugiés*, *déportés*, *colons* ecc. ci si permette di rimandare al secondo capitolo, dedicato al dibattito sui e con i coloni in Francia. Per il decreto della Convenzione Nazionale si veda invece: *Collection générale des décrets rendus par la Convention Nationale, mois de janvier, février, mars 1793*, vol. 13, Paris, Baudouin, 1793, pp. 776-801.

l'accesso agli aiuti che la Repubblica francese aveva predisposto a partire dal 1793 e su cui avremo presto modo di ritornare. Di fatto, la frontiera tra l'una e l'altra categoria non era perfettamente tracciata e il vuoto legislativo, le difficoltà di identificazione e controllo della mobilità rendevano complesso il districamento da parte delle autorità e più facile per i coloni l'approfittarne.

La categoria di «rifugiato» emerge ben prima della diaspora dei coloni nei Caraibi e in Europa: come dimostrano gli studi dello storico Bertrand Van Rumbyke, il termine *réfugié* era stato soventemente utilizzato per indicare gli ugonotti che durante il regno di Luigi XIV avevano abbandonato la Francia per le colonie protestanti dell'America Settentrionale. Il termine portava con sé due riflessioni importanti: in primo luogo esso implicava che gli Ugonotti fossero vittime dell'assolutismo cattolico e che lasciassero la Francia alla ricerca di una protezione; in secondo luogo, che la loro migrazione così descritta fosse frutto della definizione coniata dalla prospettiva delle società ospitanti. Infatti, le autorità francesi del Diciassettesimo secolo per anni continuarono a definire gli Ugonotti espatriati come «fuggitivi», lasciando così intendere che non vi fosse alcuna persecuzione nella loro terra d'origine e che il loro trasferimento fosse dato da motivi terzi a quelli confessionali⁸⁵.

Anziché cadere in disuso, il termine *refugee* venne presto affiancato al termine *emigrant* con la quale il mondo anglofono indicava i nuovi arrivati di Francia negli anni Novanta del Settecento, ovvero quelli che in Francia nello stesso periodo si andavano connotando dispreziatamente sempre più con il nome di *émigrés*⁸⁶. Quest'ultima categoria invece, subì una drammatica trasformazione nel corso degli anni rivoluzionari: se inizialmente con il termine di «emigrato» si indicava la realtà sociale geograficamente intesa di un individuo che emigrava, dopo il 1793 si indicava colui che non solo aveva rifiutato di supportare la causa rivoluzionaria opponendosi ai «patrioti», ma che aveva addirittura abbandonato la Francia.

Insomma, la differenza tra *émigré* e *réfugié* non riflette solamente una prospettiva geografica, bensì un giudizio morale e una percezione soggettiva della loro esperienza: gli *émigrés* erano migranti che avevano volontariamente abbandonato la Francia, i *réfugiés* invece erano vittime di un regime che li perseguitava e spogliava dei loro diritti. Questa distinzione avrebbe giocato un ruolo ancora più fondamentale nel mondo atlantico di fine Diciottesimo

⁸⁵ A questo proposito si vedano: Bertrand Van Ruymbeke, Randy J. Sparks (dir.), *Memory and Identity. The Huguenots in France and the Atlantic Diaspora*, Columbia, University of South Carolina Press, 2003; Bertrand Van Ruymbeke, «Réfugiés Or Émigrés? Early Modern French Migrations to British North America and the United States (c. 1680 – c. 1820)», in *Itinerario*, 2006/2 (n°30), pp. 13-32; Owen Stanwood, *The Global Refuge: Huguenots in an Age of Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

⁸⁶ Juliette Reboul, *French Emigration to Great Britain in Response to the French Revolution*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017, pp. 73-80;

secolo, quando dichiararsi «rifugiato» avrebbe garantito una buona accoglienza nei vicini territori nord-americani. Enfatizzando le persecuzioni e le violenze commesse dagli insorti e dai loro “alleati” – che fossero *gens de couleurs*, schiavi africani o i commissari francesi – i coloni preferivano definirsi rifugiati soprattutto per far leva sulla compassione e la solidarietà dei bianchi ospitanti nei loro confronti⁸⁷. Di questa enfasi facevano eco le parole di Tanguy de la Boissière sopracitate, che dopo aver separato i destini degli emigrati da quelli dei rifugiati di Santo Domingo sottolineava tre caratteri importanti della solidarietà americana: una solidarietà transatlantica condivisa da realtà post-coloniali vittime dei voraci appetiti delle potenze imperiali, una solidarietà su base razziale e infine una solidarietà basata sulla generosità di spirito come carattere distintivo degli americani in quanto tali. Al di là dei giudizi e delle simpatie che Tanguy de la Boissière nutriva per gli Stati Uniti, la sua analisi poneva al centro il valore politico dei soccorsi forniti dagli americani ai coloni e, soprattutto, legava gli aiuti al contesto internazionale sia nelle ragioni per le quali venivano concessi, sia nelle sue conseguenze nella politica interna ed esterna. Le sue parole allora suggeriscono implicitamente di tornare sulla vicenda degli aiuti e integrarla nel dibattito statunitense e più generalmente in quello atlantico e caraibico.

Solo negli ultimi anni la storiografia ha rinnovato il suo interesse per le migrazioni dei coloni e le reazioni del mondo atlantico davanti all'emergenza dell'arrivo dei rifugiati di Santo Domingo. Una prima direttrice di ricerca si è particolarmente concentrata sulla costruzione dello status di «rifugiato» di cui abbiamo pocanzi delineato i contorni, sulla questione dell'identità dei rifugiati, sulle loro modalità di adattamento e, in senso ancor più ampio, sulla questione delle naturalizzazioni e della cittadinanza⁸⁸. A questa vi è implicitamente legata la seconda direttrice, che in tempi recentissimi ha visto una vera e propria esplosione di volumi dedicatagli: prendendo avvio dallo scarto creato dalla legislazione sugli aiuti tra “meritevoli” rifugiati bianchi e sediziosi “*french negroes*”, questa lettura propone di integrare le reazioni all'arrivo dei rifugiati con la già ampia letteratura sul controllo della mobilità e la loro eredità culturale, politica e legislativa. I rifugiati francesi – se bianchi – infatti potevano essere inseriti nelle liste degli sfortunati e soccorsi senza troppi approfondimenti sulla qualità della richiesta e le credenziali dei richiedenti, così come essere invece sempre più soggetti alle restrizioni alla

⁸⁷ Catherine Collomp, Mario Menendez (dir.), *Éxilés et réfugiés politiques aux États-Unis: 1789-2000*, Paris, CNRS Éditions, 2003 e in particolare il saggio di Allan Potofsky, “Émigrés et Réfugiés de la Révolution française aux États-Unis”, pp. 33-50; Allan Potofsky, “The Non-Aligned Status” of French Emigrés and Refugees in Philadelphia, 1793-1798”, in *Transatlantica. Revue d'études américaines*, 2006/2, pp. 1-9.

⁸⁸ Marilyn C. Baseler, *Asylum for Mankind: America, 1607-1800*, Ithaca, Cornell University Press, 1998; John McNelis O'Keefe, *Stranger Citizens. Migrant Influence and National Power in the Early American Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

mobilità basate sull'età, il genere, la classe e, soprattutto, il colore della pelle. Da un lato, era necessario infatti distinguere i rifugiati da aiutare prioritariamente secondo i criteri sopracitati, dall'altro però, era necessario precisare il carico rispettivo del governo federale e degli Stati federali nella costruzione degli Stati Uniti come una terra d'asilo.

Così, oltre a condizionare la costruzione del concetto di cittadinanza in un tempo in cui il processo politico dell'acquisizione dei diritti acquisiva sempre più importanza, il controllo della mobilità finì per determinare i regolamenti legislativi a livello locale prima e federale poi. I tentativi di controllo negli atti interni agli stati hanno poi dato avvio alla regolamentazione a livello internazionale, come dimostrano il *Paris Treaty* del 1783, il *Jay Treaty* del 1794 o quello di *Gand* del 1814. Allo stesso modo, non mancarono gli sforzi interni, tra cui la *Northwest Ordinance* del 1787, il *Fugitive Slave Act* del 1793 o i famosi *Alien and Sedition Acts* del 1798, che regolavano gli effetti della mobilità e della presenza di stranieri negli anni della Quasi-War franco-americana⁸⁹. Del resto, non si trattava di un caso isolato: come mostra un recente studio comparativo di Jan C. Jansen, anche le autorità coloniali britanniche e spagnole si adoperarono per produrre regolamenti al fine di documentare e limitare la presenza di stranieri nei propri territori in risposta ai movimenti dei rifugiati⁹⁰.

L'analisi della legislazione prodotta ai fini di sopperire alle difficoltà materiali con le quali si dovettero confrontare i rifugiati per trovare soccorso, alloggio e un nuovo impiego contribuirono a quel fenomeno che Ashli White definisce l'effetto domino dell'assimilazione e della differenziazione identitaria. Le ondate migratorie allora, oltre che comportare il rafforzamento del controllo della mobilità, hanno spinto gli Stati Uniti a confrontarsi con le contraddizioni iscritte nel compromesso costituzionale del 1787, cercando di risolverle nell'ipotesi dello scarto esistente tra loro e l'esperienza di Santo Domingo. In altre parole, dal momento in cui la Rivoluzione dell'isola sfidava in termini universali pregiudizio razziale e schiavitù, i bianchi americani si impegnarono in un tentativo di particolarizzazione della causa della Rivoluzione haitiana, ricercando in esse cause endogene che avrebbero assolto il proprio

⁸⁹ Wendell Bird, *Prosecutions under the Alien and Sedition Acts of 1798*, Cambridge, Harvard University Press, 2020; Douglas M. Bradburn, "True Americans and Hordes of Foreigners: Nationalism, Ethnicity and the Problem of Citizenship in the United States, 1789-1800", *Historical Reflections / Réflexions Historiques*, 2003/1 (n°29), pp. 19-41; Hidetaka Hirota, *Expelling the Poor: Atlantic Seaboard State & the 19th Century Origins of American Immigration Policy*, Oxford, Oxford University Press, 2017; Kevin Kenny, *The Problem of Immigration in a Slaveholding Republic: Policing Mobility in the Nineteenth-Century United States*, Oxford, Oxford University Press, 2023; Jerry L. Mashaw, *Creating the Administrative Constitution. The Lost One Hundred Years of American Administrative Law*, New Haven, Yale University Press, 2012; Brandon Mills, *The World Colonization Made: The Racial Geography of Early American Empire*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2021; Samantha Seeley, *Race, Removal, and the Right to Remain. Migration and the Making of the United States*, Williamsburg, University of North Carolina Press, 2021; James Roger Sharp, *American Politics in the Early Republic*, New Haven, Yale University Press, 1993.

⁹⁰ Jan C. Jansen, "Aliens in a Revolutionary World: Refugees, Migration Control and Subjecthood in the British Atlantic, 1790s-1820s", in *Past & Present*, 2022/1 (n°255), pp. 189-231.

paese ad un medesimo destino. Di conseguenza, il confronto con le migrazioni dei coloni e dell'esperienza haitiana più in generale furono lo spunto per rivendicare quella “distinctivess of the United States” che contribuì a costruire il topos storiografico dell'eccezionalismo americano⁹¹.

Infine, la storiografia ha intrecciato le vicende dei rifugiati francesi con lo sviluppo dell'eccezionalismo quale chiave interpretativa della storia culturale e politica degli Stati Uniti non solo sullo studio del piano ideologico, bensì anche su quello pratico-filantropico, associando alla solidarietà delle comunità locali il crescente bisogno di distinguere i propri destini rispetto a quelli del resto del mondo atlantico⁹². Promuovendo la decostruzione di questo “myth of American exceptionalism”, gli studi sulla solidarietà locale e sulla creazione di fondazioni, sottoscrizioni e comitati per i soccorsi ai coloni di Santo Domingo hanno altresì fatto emergere la duttilità di alcuni istituti e la loro evoluzione verso altre forme di sostegno più inclusive, volte ad integrare nei progetti di aiuto la comunità francese degli uomini di colore liberi, per lo più largamente esclusa⁹³.

Sebbene questi recenti studi abbiano avuto il pregio di aver riaperto il dibattito sotto i diversi aspetti appena elencati, il quadro emerso dalle diverse interpretazioni parrebbe più frammentato che specchio dell'eterogeneità del fenomeno. La questione del controllo della mobilità, così come la questione dell'identità dei rifugiati, si sono per lo più risolte da un lato in un'analisi delle dinamiche di controllo e di formazione dell'amministrazione tutta interna al sistema federale, dall'altro hanno interpretato la performatività del dibattito tra *émigrés/réfugiés* solo nei termini dell'opportunismo dei coloni dal basso e della necessità di regolamentarne i comportamenti e le pratiche dall'alto. La dimensione politica – in particolare quella locale – è presente, ma spesso sottaciuta, frammentata e parcellizzata fra i mille rivoli

⁹¹ Ashli White, “The Saint-Dominguan Refugees and American Distinctiveness in the Early Years of the Haitian Revolution”, in David P. Geggus, Norman Fiering, *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, p. 248.

⁹² Anelise Hanson ShROUT, “Time, Talent, and Treasure: Philanthropy in the Early Republic”, in Christopher R. W. Dietrich, (dir.), *A Companion to U.S. Foreign Relations: Colonial Era to the Present*, volume I, Hoboken, John Wiley & Sons, 2020, pp. 46-64. Per quanto riguarda gli studi sulla solidarietà e la filantropia verso i rifugiati nel XVIII secolo si veda Robert H. Bremner, *Giving: Charity and Philanthropy in History*, Piscataway, Transaction Publishers, 1996; Caroline Shaw, *Britannia's Embrace: Modern Humanitarianism and the Imperial Origins of Refugee Relief*, Oxford, Oxford University Press, 2015; per il caso specificatamente americano, oltre al già citato saggio di Anelise Hanson ShROUT, si vedano anche: Michael Barnett, *Humanitarianism in Question: Politics, Power, Ethics*, Ithaca, Cornell University Press, 2008; Lawrence Friedman, Mark McGarvie, *Charity, Philanthropy and Civility in American History*, New York, Cambridge University Press, 2003; Amanda Moniz, *From Empire to Humanity: The American Revolution and the Origin of Humanitarianism*, Oxford, Oxford University Press, 2016; Conrad E. Wright, *The Transformation of Charity in Postrevolutionary New England*, Boston, Northeastern University Press, 1992; Olivier Zunz, *Philanthropy in America: A History*, Princeton, Princeton University Press, 2012; Robert E. Cray, *Paupers and Poor Relief in New York City and Its Rural Environs, 1700-1830*, Philadelphia, Temple University Press, 1988; Gary B. Nash, “Poverty and Poor Relief in Pre-Revolutionary Philadelphia”, in *The William and Mary Quarterly*, 1976/1 (n°33), pp. 3-30.

⁹³ Ashli White, *Encountering Revolution*, cit., p. 59.

del linguaggio giuridico delle autorità e di quello amareggiato dei rifugiati. Sembra pertinente seguire l'invito dello storico John McNelis O'Keefe a riconsiderare il ruolo politico giocato dai migranti nella costruzione della cittadinanza americana: essi concorsero al tentativo di sviluppo di uno stato nel quale la cittadinanza non fosse universalmente condivisa, bensì circoscritta a criteri che loro stessi promossero e concorsero a determinare "lobbying the Congress"⁹⁴. Seguendo le sue suggestioni, il recupero della dimensione politica degli aiuti ai rifugiati da parte delle comunità locali, degli Stati federali e del Governo permetterebbe di chiarire meglio la natura ibrida di queste pratiche, volte particolarmente alla tutela degli interessi economici da un lato e di ordine pubblico dall'altro. Gli aiuti erano a loro volta frutto di contrattazioni, esplicite e/o implicite, tra diversi agenti: le autorità federali si trovavano sollecitate su più fronti dai singoli stati, che a loro volta agivano secondo logiche locali diversificate, spesso su esortazione di uomini d'affari, mercanti e proprietari di schiavi americani in stretto contatto con i coloni richiedenti asilo. L'intersecarsi delle richieste dei coloni con le azioni e reazioni delle comunità e del governo americani permettono di andare oltre il carattere puramente strategico delle petizioni e di capire come politicamente venissero interpretati i soccorsi e di quale cultura politica queste interpretazioni si facessero portatrici nella percezione coloniale, americana e francese.

Sebbene per chiarezza espositiva si è deciso di separare il dibattito sui soccorsi negli Stati Uniti e in Francia, in questo capitolo si terrà fermo sul solo contesto americano, che introdurrà la questione della missione di Edmond Genet oggetto del terzo paragrafo e che soprattutto permetterà una comparazione e un bilancio tra le risposte statunitensi e quelle francesi alla questione.

"We cannot but sensibly feel for your situation"

Scrivendo al Presidente George Washington da Charleston, il 20 settembre 1791 il governatore della Carolina del Sud dichiarava con rammarico di non poter aiutare l'isola di Santo Domingo più di quanto fosse lui concesso e di sapere in cuor suo che senza adeguate misure di contenimento, la rivolta degli schiavi si sarebbe presto allargata alle isole vicine, se non addirittura a tutti gli Stati del Sud degli Stati Uniti⁹⁵. Il 21 agosto 1791, giusto un mese prima di questa missiva, lo schiavo Boukman Duty aveva dato il segnale per una insurrezione generale

⁹⁴ John McNelis O'Keefe, *Stranger Citizens*, cit., pos. 155, kindle.

⁹⁵ "To George Washington from Charles Pinckney, 20 September 1791", *The Papers of George Washington*, Presidential Series, vol. 8, 22 March 1791-22 September 1791, ed. Mark A. Mastromarino, Charlottesville, University Press of Virginia, 1999, pp. 542-546.

agli schiavi dell'isola presso l'abitazione di Choiseul, nel quartiere Petite Anse, marcando l'inizio del più largo movimento di rivolta schiavile nella colonia francese di Santo Domingo⁹⁶. Di fatto, solamente nelle giornate del 25-26 agosto, dopo più di cinque giorni di massacri, le autorità riuscirono a contenere la rivolta, non riuscendo a prevenire la distruzione di tutte le piantagioni di canna da zucchero dal quartiere di Port-Margot a quello di Limbé. I quartieri a Est di Cap François invece, Ouanaminthe e Vallière, rimanevano sotto il controllo degli insorti, così come 35 chilometri della piana di Cap, la più ricca di tutta la colonia.

Le reazioni non tardarono e le autorità coloniali, pur senza concertarsi adeguatamente, fecero appello all'aiuto esterno per sconfiggere la rivolta. Il governatore dell'isola, il generale Blanchelande, inviò immediatamente una richiesta di intervento a Jean-Baptiste Ternant – ministro plenipotenziario a Philadelphia – seguita nel giro di breve tempo da altre due richieste di assistenza al governatore della parte spagnola di Santo Domingo e al governatore britannico della Jamaica⁹⁷.

Contemporaneamente, l'Assemblea Coloniale di Cap François organizzava le richieste d'aiuto in altrettante direzioni, sollecitando le forze inglesi e quelle americane. Charles Frostin e David P. Geggus hanno sostenuto che l'appello alle potenze straniere dell'Assemblea dell'agosto 1791 – nella quale, si ricorda, erano da poco stati nuovamente ammessi i *Léopards* – fossero i primi segnali manifesti dello spirito secessionista dei coloni; al contrario, per Gabriel Debien l'atto rivelava l'espressione di un patriottismo insulare che aveva condizionato lo spirito dell'isola per tutto il XVIII secolo⁹⁸. In effetti, sebbene facessero soprattutto appello alla situazione disastrosa in cui veniva a trovarsi l'isola e dichiarassero fedeltà alla Madrepatria, i toni e le modalità con le quali l'Assemblea operò le richieste d'aiuto indicavano almeno una volontà di presa di distanze dal potere metropolitano, che venne informato solo diversi giorni dopo la ribellione.

Il tono preoccupato e rammaricato con la quale Pinckney si rivolgeva a Washington nella sua missiva del 20 settembre era il frutto dei ripetuti appelli che i coloni avevano rivolto non solo al Congresso, bensì anche allo Stato del Sud Carolina. Convinti di poter contare sull'aperto supporto degli Stati Uniti, l'Assemblea presieduta da Jean-Pierre Poncegnon e Paul

⁹⁶ David Geggus, "La Cérémonie du Bois-Caïman", in Laennec Hurbon, *L'insurrection des esclaves de Saint-Domingue*, Paris, Karthala, 2000, pp. 149-171.

⁹⁷ AN/DXXV/46, Blanchelande au Ministre de la Marine, 2 settembre 1791; AN/DXXV/59, Blanchelande à Ternant, 24 agosto 1791. Per il ruolo di Blanchelande nel contenimento della rivolta si veda Jeremy P. Popkin, "The French Revolution's Royal Governor: General Blanchelande and Saint Domingue 1790-1792", in *The William and Mary Quarterly*, 2014/2 (n°71), pp. 203-228.

⁹⁸ Charles Frostin, *Histoire de l'autonomisme colon de la partie française de Saint-Domingue aux XVIIe et XVIIIe siècles. Contribution à l'étude du sentiment américain d'indépendance*, thèse, Paris, 1972; David P. Geggus, *Slavery, War and Revolution*, cit., p. 46; Gabriel Debien, *Esprit colon et esprit d'autonomie à Saint Domingue au XVIIIe siècle*, Paris, Larose, 1954, pp. 7-8.

Cadusch inviarono due commissari al titolo di “députés de la colonie de Saint-Domingue près les Etats-Unis”: Joseph Charles Roustan a Philadelphia, presso la legislatura della Pennsylvania e un suo collega, Jean Louis Polony a Charleston, presso la Carolina del Sud. La reticenza della presenza quacchera nella Legislatura della Pennsylvania ad accordare l’invio di munizioni ai bianchi per reprimere la rivolta di uomini che “se servoit des seuls moyens qu’il avoit pour secouer le joug du plus affreux esclavage”⁹⁹ diminuì di molto il portato della richiesta, che si risolse nell’invio di provvisioni, convertendo lo sforzo nella soppressione della ribellione in una spedizione di soccorso umanitario.

Al contrario, ben più accondiscendente alle richieste di Polony fu invece lo Stato del Sud Carolina, che contava nella sua legislatura più dell’80% di deputati – tanto repubblicani, quanto federalisti – proprietari di piantagioni o impegnati nel mercato negriero o di scambio di prodotti tra Charleston e Santo Domingo. Come ha mostrato Timothy Matthewson la missione di Polony galvanizzò la solidarietà dei proprietari sudisti, provocando una vera e propria ondata di sgomento davanti ai racconti che nel frattempo fiorivano sui diversi quotidiani americani nella città¹⁰⁰. Come mostra il testo negli annessi n°4 e 5, Polony era provvisto delle credenziali prodotte direttamente dall’Assemblea, agendo effettivamente per conto di una realtà che si presentava autonoma e sovrana – per utilizzare il termine di Ternant¹⁰¹ – capace di trattare la politica estera scavalcando la Madrepatria. Ben consapevoli della potenziale empatia da parte di uno Stato in cui gli schiavi componevano buona parte della popolazione e nel quale la società si basava sul sistema delle piantagioni, l’Assemblea, tramite Polony, ricordava come

“principles destructive of our properties, have brought flames into our Cities and armed our very Slaves against us – Philosophy in general the comfort of men brings to us despair. In this hour of Desolation we have cast our thoughts around and have found some consolation in recollecting the intercours which has long since subsisted between the State of South Carolina and ourselves”¹⁰².

⁹⁹ Frederick Turner (ed.), *Correspondence of the French Ministers to the United States, 1791-1797*, Boston, Da Capo Press, 1971, p. 53; per una ricostruzione approfondita del dibattito alla Camera dei deputati dello stato della Pennsylvania si veda: Timothy Matthewson, *A Proslavery Foreign Policy. Haitian-American Relations during the Early Republic*, Westport, Praeger, 2003, p. 23.

¹⁰⁰ *Ivi*, pp. 21-22.

¹⁰¹ Ternant, in una missiva al Ministro degli Affari esterni Montmorin del 28 settembre 1791, scriveva: “J’y trouvait plusieurs expressions qui donnaient à l’Assemblée Coloniale l’air de traiter avec les Etats Unis comme de Souverain à Souverain. On y parlait des rapports qui subsistent depuis longtemps entre ces Etats et Saint Domingue, de leur attachement fraternel et des lettres de créance dont M. Roustan était muni”, Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 46.

¹⁰² “To George Washington from Charles Pinckney, 20 september 1791”, *The Papers of George Washington, Presidential Series*, vol. 8, 22 March 1791-22 September 1791, ed. Mark A. Mastromarino, Charlottesville, University Press of Virginia, 1999, pp. 542-546.

Il richiamo all'amicizia che da tempo legava i due paesi, così come ai principi che avevano distrutto le loro proprietà – i decreti del 13, 15 e 29 maggio 1791¹⁰³ – da un lato congiungeva la causa dei coloni con quella di tutti gli americani degli Stati del Sud, indicando nell'allargamento dei diritti e nella filosofia, “in genere il conforto dell'uomo”, la ragione della rivolta e suggerendo come il pericolo fosse latente per tutta l'area atlantico-caraibica; dall'altro sollecitava l'intervento di uno Stato che poteva capire meglio di chiunque, anche e soprattutto della Madrepatria ancora ignara di quanto accaduto, quanto la situazione minacciasse i precari equilibri di un mondo che aveva saputo applicare i valori della libertà pur mantenendo la schiavitù.

Purtroppo per Polony, la prima pronta risposta del governatore Pinckney fu un diniego rispetto alle sue richieste. Contrariamente a quanto però è stato sostenuto, il dispiacere con cui il governatore dava lui la notizia non era frutto di una solidarietà solamente retorica e non appena la legislatura dello Stato tornò a riunirsi nel dicembre del 1791 sottomise immediatamente la sua corrispondenza con Polony, ricordando al Senato come le comunicazioni da loro scambiate fossero di primaria importanza per un paese i cui possedimenti tanto assomigliavano a quelli dell'isola¹⁰⁴. Oltre agli armamenti e alle provvisioni, l'Assemblea coloniale aveva chiesto l'intervento della milizia dello Stato e sebbene la risposta non potesse che essere negativa – la Costituzione del 1787 vietava agli Stati l'intervento armato in un paese straniero senza previo consulto e consenso del Congresso¹⁰⁵ – il dibattito fu piuttosto intenso, a tal punto che la giustificazione legale servì a ben poco. Tanto è vero che per persuadere i deputati da una scelta che avrebbe sicuramente sollevato non pochi problemi allo Stato nei suoi rapporti con il Governo federale, Pinckney inviò un messaggio alla Legislatura osservando che le sofferenze di cui erano vittime i coloni erano la conseguenza e la prova dell'importanza di mantenere la propria milizia nello Stato, nel caso in cui vi scoppiassero rivolte¹⁰⁶. In risposta al messaggio, i legislatori decisero di mantenere la milizia a casa, ma di donare 3.000 sterline a

¹⁰³ Questi tre decreti accordavano l'ammissione al diritto di cittadinanza – e quindi anche di partecipazione alle assemblee – degli uomini di colore liberi, nati da genitori altrettanto liberi. Il 24 settembre del 1791, un altro decreto revocava questa disposizione, donando alle assemblee il pieno potere di determinare lo stato politico dei cittadini delle colonie. Ovviamente, quando l'Assemblea vota le istruzioni da dare al commissario Polony, in Francia veniva emanato il decreto, senza che i coloni ne fossero ancora a conoscenza.

¹⁰⁴ South Carolina Archives (da qui in poi SCA), Messages received, Enclosures, Governor Charles Pinckney to the South Carolina House and Senate, 4th December 1791.

¹⁰⁵ Era lo stesso Charles Pinckney a spiegarlo a Polony: “By the constitution of the United States all national powers are transferred to the General Government who alone have the power to direct the national force or enter into agreements or compacts with foreign powers, their citizens or subjects, or to afford them any assistance or support in seasons of danger and calamity – the individual States are expressly restrained from any interference without the consent of Congress”. *Ibidem*.

¹⁰⁶ “Very strongly prove the policy of having our Militia always in a situation to act with promptness and effect within the state's borders”, in SCA, Messages received, *Governors' Message to House, 4 December 1791*.

Polony da distribuire ai coloni bianchi per reprimere la rivolta. Infine, per non lasciare nulla al caso, il governatore sollecitava il presidente Washington a prendere provvedimenti, ricordandogli che se la rivolta non fosse stata sedata sarebbe potuta divenire “a flame which will extend to all the neighbouring islands, & may eventually prove not a very pleasing or agreeable example to the Southern States”¹⁰⁷.

L’esperienza mediatrice di Roustan e di Polony, benché dagli effetti opposti, solleva una questione importante sulla quale è bene insistere. Innanzitutto, il dibattito sui ripetuti appelli agli Stati Uniti aveva per mesi coinvolto l’opinione pubblica dei tredici stati, di fatto accrescendo la cultura già diffusa del tenere connesse le vicende americane con quelle francesi e soprattutto coloniali. Ogni qualvolta si parlasse di Santo Domingo si finiva così per riflettere sulla politica interna, sui pericoli che gli Stati Uniti correavano davanti ad una rivolta di schiavi così eclatante nel mondo caraibico e, soprattutto, su come evitare che questa rischiasse di diffondersi fuori dall’isola. Nel caso della Pennsylvania, la rivolta fu per i deputati abolizionisti l’occasione di ribadire la loro posizione e di fare degli Stati Uniti una terra distinta dalle proprietà coloniali del Vecchio Mondo perché avviata alla graduale abolizione della schiavitù; nel caso della Carolina del Sud, la difesa dei coloni di Santo Domingo si rafforzava attorno all’idea che fosse necessaria una solidarietà degli interessi commerciali dei bianchi che andasse al di là dei propri confini e che fosse in grado di salvaguardare ciò che accomunava questi stati: il sistema della schiavitù.

Mercanti e proprietari di schiavi, consci dei legami esistenti tra americani e Santo Domingo, furono i primi ad attivarsi per supportare i *planteurs* francesi privatamente. Sebbene siano solo stime, la storiografia sostiene che furono almeno 500 gli americani che si arruolarono in difesa dei bianchi dell’isola e molti armatori inviarono tramite le loro navi armamenti, munizioni e beni di prima necessità¹⁰⁸.

Contemporaneamente agli sforzi privati e ai dibattiti negli Stati di Pennsylvania e Carolina del Sud, il Congresso venne sollecitato dalle richieste d’aiuto dell’Assemblea Coloniale tramite il primo degli agenti inviati sul territorio, il già sopracitato Roustan¹⁰⁹. I suoi ripetuti appelli allarmarono il ministro plenipotenziario Ternant, che tentò da subito di bloccare le relazioni tra l’amministrazione di Washington e l’Assemblea. Le ragioni dei suoi timori furono molteplici: innanzitutto, trovava piuttosto irregolare che un agente coloniale fosse

¹⁰⁷ “To George Washington from Charles Pinckney, 20 September 1791”, cit.

¹⁰⁸ Molti furono poi i generali americani a cui l’Assemblea assegnò ruoli di controllo e di perlustrazione nella città di Cap François: è il caso, tra tutti, di Nathaniel Cutting, Walter Burling, i fratelli James e Samuel Perkins di Boston e Stephen Girard. Timothy Matthewson, “George Washington’s Policy Toward the Haitian Revolution”, in *Diplomatic History*, 1979/3 (n°3), pp. 321-336.

¹⁰⁹ Per un dettaglio tecnico e accurato delle richieste si vedano gli annessi n°4 e 5.

inviato come «deputato» per negoziare direttamente con gli Stati Uniti, alimentando i sospetti attorno alle velleità secessioniste dell'Assemblea coloniale dalla Madrepatria. Inoltre, temeva che se Washington avesse acconsentito ad avanzare centinaia di dollari ai coloni francesi, i rapporti tra la colonia e gli Stati Uniti avrebbero potuto consolidarsi a tal punto da danneggiare l'interesse commerciale della Madrepatria nei Caraibi¹¹⁰. A queste ragioni, si aggiungeva la convinzione che le richieste di armamenti servissero prima a reprimere la rivolta degli schiavi, poi a rivolgersi contro le truppe francesi, per liberarsi dal giogo della Madrepatria e dichiararsi o indipendenti o unirsi agli inglesi¹¹¹. In ogni caso, dopo aver espresso i suoi timori al Presidente Washington al Ministro degli Affari Esteri Montmorin¹¹², “dénué d'instructions dans une Situation aussi délicate”¹¹³, decise comunque di accogliere le richieste dell'Assemblea coloniale e di farle sue prima di ricevere l'autorizzazione del governo francese. Accordando a Roustan il supporto richiesto, egli fece immediatamente richiesta al Segretario del Tesoro Alexander Hamilton di 40.000 dollari da scalare dal debito contratto con la Francia in occasione della Guerra d'Indipendenza e chiese il permesso al Segretario della Guerra Henry Knox di poter aver accesso alle armi e munizioni dell'arsenale federale.

Scongiurata la minaccia rappresentata da Roustan, nel frattempo partito per la Francia, Ternant si trovò nuovamente in una simile situazione quando l'Assemblea Coloniale – soddisfatta del successo della missione di Polony in Carolina – inviò altri due deputati, Palisot

¹¹⁰ Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique*, cit., pp. 202-203. Agli occhi dell'ambasciatore, non vi erano dubbi che i commercianti americani, avallati dal loro governo federale e dai coloni, videro nell'insurrezione l'occasione per approvvigionare la colonia e per dominare il suo commercio. È interessante a tal proposito un passaggio del dispaccio già citato di Ternant al Ministro Montmorin del 24 settembre 1791, che riportiamo per intero: “Mais ce qui me déterminait par dessus tout à remplir les demandes de ce commissaire, c'est que dans le cas contraire il n'aurait pu manquer de se procurer des secours du gouvernement américain, d'autant que dès le lendemain de son arrivée dans cette ville, on avait fait la motion dans la chambre des représentants de Pennsylvanie d'envoyer au Cap deux bâtiments chargés de provisions. Le Gouvernement général des Etats Unis n'aurait probablement pas saisi avec moins d'empressement cette occasion de s'assurer de la reconnaissance d'une Colonie, dont il ambitionne le commerce, et qui depuis sa nouvelle organisation commence à avoir une sorte d'existence politique, quoique subordonnée au vœu de la Mère Patrie. Vu la proximité des Etats Unis, l'esprit d'entreprise qui y règne et le rôle que ces Etats sont appelés à jouer, il était dangereux d'y laisser s'introduire l'usage d'une négociation directe avec la plus riche et la plus importante de nos colonies, usage qui aurait paru recevoir la sanction de notre gouvernement, soit par le silence que j'aurais observé à l'égard de la mission de M. Roustan, soit par ma répugnance à contribuer autant qu'il était en mon pouvoir au soulagement de la Colonie”. Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 47.

¹¹¹ “En considérant la fermentation des esprits à Saint Domingue, les partis violents qui s'y étaient formés depuis la révolution, les projets d'indépendance, dont on avait eu lieu de les soupçonner et enfin la résolution prise par l'assemblée de demander des troupes à la Jamaïque, je ne pus me dissimuler les inconvénients, qui pourraient resulter d'un envoi d'armes et de munitions de guerre, si des circonstances éventuelles faisaient tomber ces ressources entre des mains qui les emploieraient au préjudice de la Mère Patrie”, Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 46.

¹¹² “To George Washington from Ternant, 24 September 1791”, *The Papers of George Washington*, Presidential Series, vol. 9, 23 September 1791-29 February 1792, ed. Mark A. Mastromarino, Charlottesville, University Press of Virginia, 2000, pp. 16-19; Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 45-51.

¹¹³ Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 50.

de Beauvois e Payan de Boisneuf, per chiedere ulteriori armamenti e munizioni. Il tentativo di negoziazione diretta con il Congresso fu un'altra volta frenato da Ternant, che si trovò a far nuovamente richiesta al governo di un altro prestito, sperando così di rompere una volta per tutte il legame diretto tra coloni e americani.

Dalla relazione di questi tre attori già dall'agosto 1791 – da una parte un rappresentante della Madrepatria incaricato di assicurarsi la sovranità imperiale francese nel suo dominio coloniale, dall'altra le autorità coloniali interessate alla stabilità interna e, dall'altra ancora, le autorità americane impegnate a rafforzare i propri interessi commerciali nei Caraibi e ad arginare l'espansione della rivolta nei propri territori – nasceva la solidarietà degli americani nei confronti dei coloni bianchi di Santo Domingo. Soffermandosi sugli eventi del 1791 è più chiaro allora il contesto nel quale si svilupparono le prime esperienze filantropiche nelle città americane all'indomani dell'evacuazione della città di Cap François nel 1793. Lo spettro della rivolta degli schiavi neri aveva avuto un impatto talmente consistente che persino due avversari politici come Alexander Hamilton e Thomas Jefferson si erano trovati concordi nella necessità di sopprimere la ribellione. Temendo una catena di rivolte in tutto il mondo caraibico, l'amministrazione di Washington aveva compattamente agito per aiutare i coloni, arrivando ad un totale di più di 726.000 dollari di soccorso da scalare sul debito prima di giugno 1793. Peraltro, se è vero che l'approvvigionamento di Santo Domingo operato dagli armatori americani fu l'occasione per dominarne il commercio e rompere il patto coloniale tra Francia e Madrepatria fondato sul commercio esclusivo, non bisogna perdere di vista che quest'opportunità si legava ad una sincera determinazione nel mettere fine alla rivolta e a mantenere un sistema di gerarchie e di rapporti tra bianchi e neri che sole avrebbero potuto conservare e far prosperare i Caraibi. La Repubblica americana si preoccupava di difendere i propri interessi commerciali e politici, dando solo relativo peso alle istanze secessioniste dell'isola, se non nella misura di impedirle di cadere sotto l'influenza degli inglesi; anzi, benché attenti a non incorrere in un pasticcio diplomatico per il quale si sarebbe potuto "offendere inutilmente la Francia"¹¹⁴, i toni indipendentisti dell'Assemblea non la preoccupavano.

¹¹⁴ "To George Washington from Charles Pinckney, 20 September 1791", *The Papers of George Washington*, Presidential Series, vol. 8, 22 March 1791-22 September 1791, ed. Mark A. Mastromarino, Charlottesville, University Press of Virginia, 1999, pp. 542-546.

Per una cartografia dei soccorsi

Dopo due anni di guerra civile, di dibattiti e di invio di armamenti e convogli con gli approvvigionamenti, non sorprende allora l'ampia mobilitazione che ebbe luogo per soccorrere le migliaia di rifugiati di Santo Domingo. I quotidiani richiamavano i lettori all'azione tramite commuoventi proclami e da Boston a Charleston, ovunque i rifugiati sbarcassero, fiorivano liste di sottoscrizioni, comitati, fondazioni e società di beneficenza per raccogliere privatamente denaro e beni di prima necessità per l'accoglienza. Non essendoci alcun tipo di organizzazione centralizzata ogni città, ogni contea, ogni parrocchia e ogni comunità era responsabile del soccorso dei propri rifugiati e operava secondo criteri differenti.

Per lo più, gli aiuti consistevano in un primo soccorso direttamente sui convogli in arrivo nei porti, con distribuzione di beni di prima necessità, come pasti, coperte e vestiti e nel caso di feriti, vennero addirittura rimessi in funzione gli ospedali militari costruiti durante la Guerra d'Indipendenza¹¹⁵. Dopo l'emergenza, ogni comunità organizzò delle raccolte fondi, spesso pubblicizzate sui giornali, oppure fondò delle società di beneficenza allo scopo di distribuire denaro e mettere a disposizione degli alloggi per chi ne avesse necessità secondo criteri valutati dai soci fondatori.

In un primo momento gli americani reagirono organizzandosi sulla base delle preesistenti forme di carità dedicate ai poveri, agli inabili al lavoro o agli anziani. Lungo tutto il diciottesimo secolo, infatti, nelle città erano fiorite le cosiddette *almshouse*, istituti dedicati al soccorso degli indigenti: nate come istituzioni private, il crescente problema della povertà aveva spinto le autorità municipali a farsene carico e a ricorrervi qualora si presentasse la necessità di soccorrere feriti, rifugiati ed emigrati bisognosi¹¹⁶. La città più reattiva in questo senso fu senza dubbio Norfolk, in Virginia, nella quale sbarcò il primo e più consistente numero di rifugiati già nel giugno del 1793. Come ricordava Moreau de Saint-Méry nel suo diario, lui stesso, sbarcando nella città virginiana, era rimasto tristemente colpito dallo stato in cui versavano i suoi amici e concittadini di Santo Domingo fuggiti dall'isola e il solo sollievo che poteva provare davanti a "tanta miseria" consisteva nella sollecitudine con la quale gli abitanti di Norfolk soccorsero i rifugiati¹¹⁷. Prima ancora che venisse riattivato dal ministro Genet l'ospedale militare francese utilizzato durante la guerra d'Indipendenza americana, l'*almshouse*

¹¹⁵ È il caso, per esempio, dell'ospedale di Norfolk, riaperto nel 1793 per soccorrere i feriti sui vascelli di guerra provenienti da Santo Domingo. Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 319.

¹¹⁶ David J. Rothman, *The Discovery of the Asylum. Social Order and Disorder in the New Republic*, Boston - Toronto, Little, Brown and Company, 1971; David Wagner, *The Poorhouse: America's Forgotten Institution*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.

¹¹⁷ Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Voyage aux États-Unis de l'Amérique, 1793-1798*. Edited with an Introduction and Notes by Stewart L. Mims, New Haven, Yale University Press, 1913, pp. 55-56.

della città già contava più di 800 coloni e marinai da soccorrere, la gran parte bisognosa di vestiti e viveri per sopravvivere e più della metà ammalata o ferita gravemente¹¹⁸.

Presto, la città si trovò davanti ad una vera e propria emergenza che in un certo senso nessuna delle altre città dovette affrontare in egual misura: a differenza di Philadelphia, di Charleston o di New York, infatti, Norfolk distava solo venti miglia dalla rada di Cap François e costituiva il primo porto nel quale poter far sbarcare i coloni dopo giorni di fuga in mare. Inoltre, solamente i coloni più ricchi o con una rete di legami più solida poteva permettersi di soggiornare nella città virginiana il tempo necessario per organizzare la sua partenza e la sua installazione altrove: gli altri, soprattutto vedove e orfani, rimanevano nella città, senza mezzi e con ristrette possibilità di ottenerne senza un sostanzioso aiuto esterno¹¹⁹.

A riprova di quanto appena detto, vi sono infatti i registri delle altre *almshouses* di Philadelphia e di New York, che presentano una composizione sociale decisamente differente da quella di Norfolk. Per quanto riguarda la prima, infatti, lo studio in corso della storica Megan Maruschke¹²⁰ sulla *almshouse* e la prigione in Walnut Street di Philadelphia mostrerebbe l'esigua, se non nulla presenza di coloni bianchi di Santo Domingo per tutto il corso degli anni Novanta del Settecento in entrambi gli istituti; al contrario, tanto nelle prigioni come "sospetti", quanto negli ospizi dei poveri, il numero dei coloni neri è altissimo. Non particolarmente diverso è il caso dell'*almshouse* di New York, nella quale i coloni bianchi appaiono nelle liste delle presenze presso l'ospizio solo per brevi periodi; mentre i coloni neri, numerosi, vi soggiornano per molto più tempo¹²¹. Inoltre, dal resoconto del New York City Common Council il budget stabilito per i coloni bianchi, anche negli anni 1796-1805, veniva specificato e

¹¹⁸ Winston C. Babb, *French Refugees from Saint Domingue*, cit., pp. 55-58.

¹¹⁹ Testimoni degli sbarchi dei coloni, sia Moreau de Saint-Méry che La Rochefoucauld-Liancourt constatavano in termini simili – che farebbero pensare ad una stesura in parte a quattro mani del testo *Voyage dans les États-Unis d'Amérique* del secondo – le ragioni per le quali la città della Virginia fosse la più ambita e, soprattutto negli anni 1793-1794, la più popolata da coloni francesi di tutti gli Stati Uniti: "Ces Malheureux échappés aux désastres de leur isle, jadis la plus célèbre de l'Amérique par ses riches produits, sont proportionnellement plus nombreux à Norfolk que dans les autres lieux du Continent, et c'est l'effet de plusieurs causes. La 1^{re} c'est que le convoi sorti du Cap lorsque les flammes consumaient cette ville, vint mouiller à Hampton et qu'ainsi Norfolk devint le premier asile de ces infortunés. La 2^{me} c'est que la plupart d'entre eux manquaient de moyens pour aller ailleurs. La 3^{me} que plusieurs d'entre eux qui ont amené des Nègres peuvent s'y faire servir parce que le régime de la Virginie admet la servitude. La 4^{me} que l'hiver si douloureux pour les habitants d'un pays chaud est moins sensible à Norfolk. Et qu'enfin les habitants de ce lieu ont montré une affection constante pour les français." Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Voyage aux États-Unis de l'Amérique*, cit., pp. 55-56; François-Alexandre-Frédéric de La Rochefoucauld-Liancourt, *Voyage dans les États-Unis d'Amérique*, fait en 1795, 1796 et 1797, vol. IV, Paris, Du Pont, l'an VII [1798], pp. 277-278.

¹²⁰ Megan Maruschke, "They were added to the lists of unfortunates: French Caribbean Refugees in Philadelphia", 2023, articolo online: <https://ageofrevolutions.com/2023/06/05/they-were-added-to-the-lists-of-unfortunates-french-caribbean-refugees-in-philadelphia/>.

¹²¹ Municipal Archives of New York (da qui in poi MANY), *Almshouse Records*, List of Admissions, Discharges, and Deaths.

separato dall'indistinto budget stabilito per tutti gli altri casi di carità¹²². Benché sporadico, ancora nei primi anni del XIX secolo i coloni rifugiati potevano così contare non solo sugli aiuti delle Società di beneficenza nate appositamente per andare loro in soccorso, bensì anche degli istituti normalmente dedicati ad altre categorie, quali i poveri e i bisognosi di assistenza, gruppi nei quali raramente potevano venir inclusi.

Questa assenza dei coloni bianchi e presenza dei coloni neri di Santo Domingo nelle *almshouses* mostra due cose: innanzitutto, l'assenza dei coloni bianchi negli ospizi dei poveri – in rapporto inversamente proporzionale alla quantità di coloni nei computi delle amministrazioni locali – dimostra che questi potessero favorire non solo degli aiuti delle Società di Benevolenza, degli aiuti federali e della solidarietà locale dei mercanti e dei proprietari di piantagioni americani, bensì (come si è visto nel sottocapitolo precedente) di preesistenti connessioni che permettevano loro di arginare i tradizionali canali di assistenza per i poveri e di ricorrervi solo nei momenti di estremo bisogno. In secondo luogo, come avremo modo di vedere a breve, il trattamento riservato ai francesi bianchi si differenziava largamente rispetto a quello riservato ai coloni neri che, esclusi dagli elenchi dei beneficiari degli aiuti privati e federali, si trovavano costretti a ricorrere alla carità degli ospizi dei poveri, seppur cittadini francesi dopo il decreto di Pluvioso 1794.

Come già accennato, molti coloni ricorsero al primo soccorso degli ospedali militari riaperti dal Ministro Plenipotenziario Edmond Genet e – su sua direttiva – dai consoli in occasione dell'esodo negli anni 1793-1794. Riavviati in un primo momento per assistere i coloni, rimasero aperti a spese della Madrepatria almeno fino al 1796 per soccorrere gli equipaggi dei vascelli colpiti dagli inglesi e dalle malattie durante la guerra sui mari. Il ministro Fauchet dichiarava al Ministro degli Affari Esteri che nella primavera del 1794 fosse necessario “conserver presque tous les hopitaux français qui ont été établis après l'incendie du Cap pour les équipages et les Réfugiés, et qui malheureusement nous seront encore utiles longtemps”¹²³. La cartina 1.2 traccia a grandi linee la geografia degli istituti pubblici e privati nati nel 1793: come si può vedere, gli ospedali sorgevano nelle città principali degli Stati Uniti, nelle quali forme di solidarietà pubblica, privata, francese e americana si intrecciavano.

Se gli ospedali militari e le società di beneficenza fiorirono principalmente nelle grandi città, i centri minori e le aree rurali parteciparono allo sforzo con eguale solidarietà, soprattutto tramite lo strumento delle sottoscrizioni. Nate per volontà privata, le sottoscrizioni

¹²² *Minutes of the Common Council of the City of New York, 1784-1831*, New York, City of New York, 1917, vol. 2, p. 436-478.

¹²³ Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 311.

permettevano di raccogliere il denaro in tempi brevi, invitando il sottoscrittore a presentarsi nella sede legale dell'organizzazione, apporre i propri nomi e firma accanto alla somma che si era intenzionati a depositare e, infine, versare il denaro nella cassa predisposta. Per tali ragioni, il sistema della sottoscrizione si espanse a macchia d'olio anche in cittadine minori quali Newark in New Jersey¹²⁴, Williamsburg e Portsmouth in Virginia¹²⁵ o a Georgetown ed Annapolis nel Maryland¹²⁶.

Spesso, queste sottoscrizioni confluivano in fondi più sostanziosi raccolti nelle grandi città e gestiti da Comitati – *Committees* – creati allo scopo di gestire il denaro e distribuirlo secondo le necessità dei beneficiari e, curiosamente, secondo le volontà dei donatori¹²⁷. A tale scopo, i cittadini designavano dei responsabili per assolvere alla gestione del fondo: il processo di selezione poteva basarsi su elezione – come nel caso del Comitato di Charleston –, su estrazione o su nomina¹²⁸. A favorire la scelta la scelta dei membri dei Comitati erano le capacità logistiche e finanziarie dei candidati: venivano eletti soprattutto uomini di pubblica fama, che avevano già esperienza nella gestione di fondi di beneficenza, oppure che si distinguevano per via di un incarico pubblico vicino al governo – e quindi capace di influenzare la politica locale e federale – o, ancora, celebri perché ricchi uomini d'affari, che fossero armatori o proprietari di piantagioni. A Baltimora, il *Committee of relief* si costituì grazie alla volontà dei mercanti più ricchi della città, che davanti all'emergenza decisero di riunirsi all'Exchange per nominarne i membri e provvedere immediatamente al soccorso dei coloni appena sbarcati dalle navi. Nella città di Charleston invece, gli interessi dei mercanti incontrarono immediatamente con quelli dei proprietari di piantagioni, che assieme cooperarono per aprire delle sottoscrizioni gestite dalla Benevolent Society, i cui tre leader erano rispettivamente un armatore, un proprietario di schiavi e il sindaco della città¹²⁹.

Come si vedrà meglio in seguito, gli interessi dei mercanti americani nel commercio con la colonia di Santo Domingo li spingevano ad intervenire il più prontamente possibile, sperando che la guerra civile avrebbe presto avuto fine e che i loro partner commerciali sarebbero potuti rientrare in possesso delle loro proprietà nell'isola e favorire il recupero di quanto la rivoluzione stava mettendo in discussione. A queste preoccupazioni si aggiungevano quelle di carattere politico degli schiavisti del Sud, che provavano per i coloni una certa empatia

¹²⁴ *Dunlap's American Daily Advertiser*, n°4362, 17 gennaio 1793, p. 2.

¹²⁵ *Ivi*, n°4494, 20 giugno 1793, p. 3; n°4499, 26 giugno 1793, p. 3.

¹²⁶ *Maryland Journal*, 27 agosto 1793.

¹²⁷ Si vedano, per esempio, le sottoscrizioni di Williamsburg, Portsmouth, Richmond e Petersburg, che confluirono nel fondo di Norfolk. Si veda il *Virginia Herald and Fredericksburg Advertiser*, 8 agosto 1793, p. 4.

¹²⁸ *The Baltimore Evening Post*, 18 settembre 1793, n°368, p. 3.

¹²⁹ *Ibidem*.

sociale e che speravano che gli aiuti ai proprietari bianchi avrebbe permesso loro di rientrare nelle piantagioni e di reprimere una volta per tutte quegli schiavi che, con le loro azioni e le loro pretese, minavano non solo il sistema coloniale francese, ma anche la tenuta degli del Sud, minacciati dal timore di simili insorgenze schiaviste nei loro territori. Inoltre, non sembrerebbe esserci alcuna discordanza tra sostenitori del partito federalista o del partito repubblicano: tra gli organizzatori spiccavano infatti politici, sindaci, governatori e autorità locali di entrambi gli schieramenti; le inimicizie politiche sembravano come svanire davanti all'emergenza, vedendo collaborare assieme alla campagna di sottoscrizione di New York un federalista come Matthew Clarkson e un repubblicano quale Samuel Osgood¹³⁰.

Allo stesso modo la beneficenza verso i coloni bianchi attraeva abolizionisti e antiabolizionisti in egual misura: se il *Relief Committee* di Charleston contava tra i suoi membri solamente attivi antiabolizionisti, quello di New York era popolato di attivisti per l'abolizione della schiavitù. Se lo scopo primario dei Comitati fosse stato quello di gestire i rifugiati delle proprie comunità, le organizzazioni cittadine avrebbero inteso i loro sforzi come inseriti in una cornice multi-statale più ampia. Questo sembrerebbe confermato dalla collaborazione del Comitato di Philadelphia, che alla notizia dei primi sbarchi a Norfolk e a Baltimora, veniva immediatamente in soccorso delle due città donando ingenti somme di denaro raccolto con le sottoscrizioni; o ancora, dalla corrispondenza tra un Comitato e l'altro, che condividendo le rispettive esperienze cercavano di ridistribuire equamente il numero di rifugiati e si scambiavano consigli su come gestire l'emergenza.

Oltre a corrispondere tra loro, i Comitati dovevano rispondere alle comunità di riferimento. I contributori, infatti, volevano rimanere informati su come il loro denaro venisse speso e per tali ragioni i Comitati organizzavano delle sedute aperte al pubblico nelle quali i sottoscrittori potevano porre questioni, richieste e suggerimenti. Per esempio, il 23 luglio 1793 uno dei membri del Comitato di Charleston chiedeva a tutti coloro che avevano donato del denaro o che avevano intenzione di farlo di partecipare ad una riunione prevista per il 26 al fine di votare “a plan for the distribution of the money collected and for adopting proper regulations for the relief of the objects of the subscription”¹³¹.

Del resto, i sottoscrittori avevano voce in capitolo sui modi e i tempi della distribuzione, nonché sulle categorie che potevano accedere agli aiuti: oltre all'esclusione dei francesi neri, un'attenzione particolare andò alle donne e ai bambini. Infatti, la condizione deplorabile in cui venivano a trovarsi le vedove e gli orfani dei coloni uccisi dagli schiavi in rivolta, diede un forte

¹³⁰ Ashli White, *A Flood of Impure Lava*, cit., pp. 76-77.

¹³¹ The Columbian Herald and the General Advertiser, 23 luglio 1793, n°1161, p. 3.

incentivo al carattere della beneficenza americana, che andava modellandosi su un sistema che distingueva coloro che potevano beneficiare degli aiuti sulla base del genere e dell'appartenenza razziale¹³². In un primo momento gli uomini, donne e bambini venivano aiutati senza distinzioni, concedendo così ai capifamiglia del tempo per riorientare la propria esistenza negli Stati Uniti, riorganizzare le ricchezze che erano riusciti a trasferire con loro da Santo Domingo e a far un bilancio di quanto fosse andato perduto per poi eventualmente trovarsi un'occupazione provvisoria in attesa di rientrare nell'isola. La beneficenza era considerata una misura temporanea, parte di una transizione nella quale i rifugiati avevano bisogno di assistenza provvisoriamente. Una volta distribuiti i primi soccorsi, i Comitati e le Società di beneficenza restringevano il campo, selezionando attentamente i beneficiari e includendo nei propri criteri una particolare attenzione alle vedove con figli, ritenute soggetti socialmente deboli e sistematicamente bisognose di supporto.

Era il caso, per esempio, del Comitato di Philadelphia, che classificava gli esiliati in sei categorie, a cui corrispondevano differenti somme di denaro: nei primi vi comparivano i rifugiati con proprietà, a cui venivano negati ulteriori soccorsi date le risorse in loro possesso; il secondo e il terzo gruppo comprendeva invece quanti volessero ritornare in Francia o Santo Domingo – i più numerosi – mentre nel quarto vi erano inseriti meccanici e artigiani, che più che delle loro proprietà vivevano del proprio lavoro. Nella quinta invece vi erano coloro che volevano insediarsi in Pennsylvania, ma che necessitavano di fondi; e, infine, nella sesta categoria erano inserite le vedove, considerate “in an helpless condition, and from whose exertion for their own support, nothing ought to be expected”¹³³. Gli stessi criteri ci vengono confermati anche dal Comitato di Baltimora, i cui tre membri scelti William Patterson, Gustavus Scott e Samuel Sterrett stilavano una lista di 150 vedove a cui erano stati devoluti i fondi raccolti tramite le sottoscrizioni ed escludevano dal computo gli uomini, di cui si ricordava l'abilità al lavoro e, nel 1794, il ritrovato equilibrio socioeconomico¹³⁴.

¹³² Dunlap's American Daily Advertiser, n°4537, 9 agosto 1793, p. 3.

¹³³ *Ibidem*; Ashli White, *A Flood of Impure Lava*, cit., pp. 89-91.

¹³⁴ National Archives and Records Administration (da qui in poi NARA), RG 59, *Miscellaneous Letters*, foll. 181-183. Sebbene nel 1794 il Comitato di Baltimora dedicatesse i fondi raccolti alle vedove e ai bambini, sappiamo da diverse fonti che nei primi mesi degli sbarchi diversi uomini ricevettero aiuto e conforto, compresi quanti non ne avevano affatto bisogno. È il caso, per esempio, del già citato Pierre-Louis Berquin Duvallon, che nella sua *Vue de la colonie espagnole du Mississippi* ricordava che “Le Gouvernement du Maryland, dont cette ville ressort [Baltimore], concourant noblement, en ce qui le concernait, à cette oeuvre de commiseration et de magnanimité, assura, de plus, des secours pécuniaires à ces infortunés, durant les six premiers mois de leur arrivée, ainsi que des logements et des rations nature à ceux d'entre eux qui désiraient être en leur particulier”. Pierre-Louis Berquin Duvallon, *Vue de la Colonie espagnole du Mississippi*, cit., p. 231.

Cartina 1.2

Organizzazioni di soccorso per i coloni di Santo Domingo 1793-1796



Nonostante gli sforzi, non tutti i Comitati riuscirono a far fronte all'emergenza e, nei casi delle cittadine più colpite dall'esodo di rifugiati, ci si appellò al Governo federale e ai consoli francesi nel tentativo di combinare le forze. Proprio il citato Comitato di Baltimora si trovò infatti non solo a porre al Congresso la questione degli aiuti, bensì anche a cercare di coordinarsi con il ministro francese Edmond Genet, che si rifiutò di accogliere la richiesta, preferendo impegnarsi – come vedremo a breve – su altri fronti.

Se sull'aiuto dei consoli francesi non sembrò possibile far affidamento, i Comitati però – quasi esclusivamente composti da cittadini americani e creati per rispondere all'urgenza del fenomeno – vennero presto affiancati e/o incorporati alle Società di Beneficenza, organismi ben più strutturati e dotati di statuti giuridicamente riconosciuti. I comitati diventavano così società promosse da autorevoli consorzi di americani e di coloni di Santo Domingo, i cui obiettivi convergevano con quelli del governo federale americano e concorrevano, su posizioni diametralmente differenti, con gli obiettivi delle concorrenziali Società create da Genet e dai consoli tra Philadelphia e Charleston. A differenza dei Comitati, nati dall'associazionismo caritatevole americano in un contesto emergenziale, le Società venivano alla luce anche e soprattutto su impulso dei coloni di Santo Domingo più politicamente in vista legati a cittadini

americani altrettanto influenti e restituendo così alle istituzioni di beneficenza il carattere prettamente politico che avrebbe segnato la vita dei rifugiati tra Francia e Stati Uniti.

Purtroppo, le informazioni su queste società sono piuttosto lacunose: non sempre si è in possesso dei loro statuti, così come dei nomi dei soci, della loro provenienza e della loro professione; inoltre, solamente della *Société Française de Bienfaisance* di Philadelphia si possiedono i registri degli incontri e dei conti, ordinatamente raccolti in un fondo dell'archivio della stessa società, oggi ancora esistente e nota sotto la sola dicitura inglese di *The French Benevolent Society*¹³⁵. Per l'attività delle altre società invece, ad esempio la *Benevolent Society* di Charleston o per le Società costituite su impulso del Ministro e dei Consoli francesi negli Stati Uniti, si può fare affidamento solamente sulla stampa periodica, sui resoconti delle autorità e, soprattutto, sulla corrispondenza privata dei soci e dei Ministri.

Le Società più impegnate sul campo dell'assistenzialismo e su quello politico, erano le due società di Charleston – la *Benevolent Society* e la *Republican Society*, – e le due di Philadelphia – la *Société Française de Bienfaisance* e la *Société Française des Amis de la Liberté et de l'Égalité*. La gran parte dei coloni si stabilì a Philadelphia: infatti, la città – al tempo capitale degli Stati Uniti – offriva maggiori occasioni ai coloni, sia per la sua vivacità economica e commerciale, sia per la sua centralità politica. Qui vi si riuniva il Congresso, vi risiedeva il Ministro Plenipotenziario francese e vi arrivavano tutte le notizie su quanto accadesse in Europa tramite le camere di commercio e i vicini porti di New York e Baltimora. Osservatorio politico privilegiato, i coloni vi risiedevano allo scopo di tenere sotto controllo quanto accadesse a Santo Domingo – nella speranza di potervi rientrare tramite un intervento politico e militare diretto – o in Francia, sperando di poter influenzarne la politica a proprio favore.

Tra questi vi era senza dubbio Stephen Girard, che coordinandosi con altri due rifugiati, Peter Duponceau e Peter Lemaigre, nel 1791 creava la *Société Française de Bienfaisance de Philadelphie*. La sua fondazione fu un successo, a tal punto che nella sola prima settimana dalla sua creazione raccolse più di 70 aderenze tra i rifugiati a Philadelphia¹³⁶. L'aderenza massiccia alla Società è in parte dovuta all'autorevolezza dei suoi primi membri: nato a Bordeaux, Stephen Girard era immigrato in America nel 1774 dove si impegnò nel commercio triangolare tra Philadelphia, Francia e Santo Domingo, reinvestendo i capitali tramite uno dei sistemi bancari e finanziari più importanti del mondo caraibico e divenendo grazie a questa attività uno

¹³⁵ Archives of the French Benevolent Society Register (da qui in poi AFBSR), *Register of the Records*, MSS 141.

¹³⁶ Constitution et règlements ou by-laws de la Société Française de Bienfaisance de Philadelphie, précédés d'une Esquisse historique sur son origine et sa marche, Philadelphie, J.B. Chandler, 1862.

degli uomini più ricchi del continente¹³⁷. Questa posizione di prestigio si coniugò all'attività filantropica nei confronti dei coloni di Santo Domingo, di cui si fece immediatamente portavoce. Oltre alle attività di credito e di concessioni di prestiti a tassi agevolati, egli impegnò più di 40 navi della sua flotta per trasportare e mettere in salvo i rifugiati dall'isola a Philadelphia, provvedendo alla distribuzione di aiuti e all'organizzazione logistica degli alloggi¹³⁸. Accanto a lui, comparivano tra i primi fondatori della Società di Beneficenza Peter Duponceau, avvocato e notaio di Santo Domingo poi trasferitosi già nel 1791 nella capitale statunitense, e Pierre Lemaigre, anche lui notaio e procuratore¹³⁹. Per assicurarsi il successo della Società, i tre invitarono in un primo tempo a sovrintendere le sedute l'allora Ministro degli Affari esteri Ternant in qualità di presidente e il console di Philadelphia La Forêt come vicepresidente¹⁴⁰.

Nell'atto di fondazione, stilato il 6 febbraio 1793 da Jean (John) Laval – *ancien maire de Cayes*, membro dell'Assemblea provinciale della parte Sud di Santo Domingo e poi partecipante all'Assemblea di Saint-Marc prima della sua dissoluzione¹⁴¹ – non si facevano particolari distinzioni tra rifugiati ed *émigrés*, facenti tutti parte di quella “foule de malheureux dépuillés de leurs fortunes, soit en Europe, soit dans les Antilles par des évènements aussi affreux qu'imprévus, vient, dénuée de talents, de connaissances et de ressources, se réfugier sur cette terre hospitalière”¹⁴². Volutamente ambigua, questa definizione lasciava intendere come tra le fila dei richiedenti potessero farne parte tutti coloro che per ragioni politiche erano dovuti scappare dalla Madrepatria, accusata indistintamente di essere la causa dei loro mali. I criteri che sul piano della fedeltà politica rimanevano ambigui, si facevano invece più rigidi quando si trattava di definire coloro che avessero realmente bisogno di aiuto rispetto agli impostori¹⁴³, e, ancor più, quando si trattava di definire l'origine razziale dei beneficiari. Rigorosamente riservati a tutte le “personnes blanches d'extraction Française”, la Società escludeva i francesi

¹³⁷ Su Stephen Girard le biografie certo non mancano, sebbene si concentrino particolarmente sulla sua attività commerciale e finanziaria e in misura minore su quella politica. Tra queste si segnalano: John Bach McMaster, *The Life and Times of Stephen Girard Mariner and Merchant*, Philadelphia, Lippincott, 1918; Max Dorian, *Un bordelais: Stephen Girard, premier millionnaire américain*, Paris, Éditions Albatros, 1977; Donald R. Adams Jr., *Finance and Enterprise in Early America: A Study of Stephen Girard's Bank, 1812-1831*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1978. A queste, si ricorda l'esistenza del ricco fondo della famiglia Girard presso l'American Philosophical Society di Philadelphia (da qui in poi APSP), *Stephen Girard Papers*.

¹³⁸ James Alexander Dun, *Dangerous Neighbors*, pp. 6-8.

¹³⁹ *The American Star, or, Historical, Political, Critical, and Moral Journal*, 4 marzo 1794, n°14, p. 4.

¹⁴⁰ Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 171.

¹⁴¹ *Extrait des Registres de Délibérations de l'Assemblée provinciale de la partie du Sud de Saint-Domingue*, s.l., s.e., [1790], p.1; *Débats entre les Accusateurs et les Accusés*, cit., vol. 1, pp. 138-139.

¹⁴² *Constitution et règlements ou by-laws de la Société Française de Bienfaisance*, cit., p. 6.

¹⁴³ Nello statuto erano previsti infatti, oltre al presidente, al vice-presidente e al tesoriere, dieci direttori, che risiedevano in un *bureau des directeurs*, con il compito di controllare i requisiti dei beneficiari e di impiegare i fondi secondo le richieste pervenute. *Ivi*, p. 21.

neri nonostante stabilisse i criteri secondo il grado di povertà dei richiedenti, definiti come uomini, donne e bambini “senza talenti, senza risorse e senza connessioni che permettessero loro di provvedere a sé stessi”. Se consideriamo, negli stessi anni, l’alto numero di francesi neri che compariva nei registri degli accessi all’*almshouse* della città, nonché la specifica del colore della pelle dei beneficiari, è chiara la volontà di escludere i rifugiati neri, che fossero trasportati a spese dei loro padroni in quanto schiavi o che fossero liberati. Insomma, già nello statuto del 1793, ancora prima che a Santo Domingo i Commissari Sonthonax e Polverel abolissero la schiavitù e aprissero alla possibilità di riconoscere i neri come cittadini francesi, i rifugiati bianchi negavano rigorosamente qualsiasi tipo di riconoscimento giuridico ai neri francesi; e anzi, proprio nella città dell’avanguardia abolizionista, i proprietari di schiavi di Santo Domingo che dovevano rinunciare alla loro *human property*¹⁴⁴, ribadivano l’esclusione dei neri tra i beneficiari e alimentavano socialmente quel divario che, sul piano giuridico, sembrava minacciato dalla soppressione del rapporto gerarchico padrone-schiavo.

L’esclusione dei neri dai beneficiari, l’insufficiente distinzione tra rifugiati ed *émigrés*, la conseguente ambiguità nei confronti di quanti dovevano essere inclusi ed esclusi e infine la presenza di uomini sospetti di “aristocraticismo” – tra cui lo stesso console La Fôret¹⁴⁵ – generarono forti sospetti nei confronti della Società, a cui presto si contrappose infatti, la *Société Française des Amis de la Liberté et de l’Égalité*¹⁴⁶. Nata nel febbraio del 1793 su volontà del viceconsole Antoine Charbonnet Duplaine, la Società aveva lo scopo di sostenere la causa della Francia e di celebrarne le vittorie, di propagare i principi di libertà ed uguaglianza e di aiutare i cittadini francesi nel Nuovo Mondo – ad esclusione, ovviamente, di *émigrés* o *mauvais citoyens*. A seguito di un periodo di stallo, dovuto alle scarse iscrizioni, la società riprese una certa vitalità grazie all’attiva partecipazione di Edmond Genet, che ne divenne l’animatore principale; il prestigio del ministro, tra l’altro, fu occasione di una nuova e un’importante infornata di iscrizioni, soprattutto americane¹⁴⁷, rendendo il club uno dei centri

¹⁴⁴ Susan Branson, Leslie Patrick, “Étrangers dans un Pays Étrange: Saint-Domingue Refugees of Color in Philadelphia”, in David P. Geggus (dir.), *The Impact of the Haitian Revolution*, cit., pp. 193-208; Gary Nash, “Reverberations of Haiti in the American North: Black Saint Domingans in Philadelphia”, in *Explorations in Early American Culture: A Special Supplemental Issue of Pennsylvania History*, 1998/65, pp. 44-73.

¹⁴⁵ AAE, 39CP/42, fol. 311n, Précis sur la conduite des Agens de la République près les Etats Unis, depuis Ternant jusqu’au Citoyen Adet; AAE, 39CP/40, fol. 308, in Les Trois Ages de la Legation française en Amérique, riguardo il console La Fôret l’autore Perrault commentava come fosse un “très grand partisan de l’Ancien Regime et lié avec les Colons français aristocrates”.

¹⁴⁶ Michael Kennedy, “La Société française des Amis de la Liberté et de l’Égalité de Philadelphie 1793-1794”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1976/48 (n°226), pp. 614-636. La documentazione della Società è raccolta presso l’Historical Society of Pennsylvania, *Minutes for the Société Française des Amis de la Liberté et de l’Égalité, 1793-1794*, Am. 3276.

¹⁴⁷ Tra gli iscritti, compaiono infatti i nomi di James Hutchinson, sindaco repubblicano della città di Philadelphia e George Logan, uno dei massimi esponenti del partito repubblicano negli anni Novanta del Settecento. Michael Kennedy, “La Société française des Amis de la Liberté”, *op. cit.*, p. 622.

nevralgici dell'opposizione democratico-repubblicana alle scelte dell'esecutivo federalista. Accanto all'opera di sensibilizzazione tramite l'organizzazione di banchetti e celebrazioni pubbliche, la Società si incaricò del soccorso dei coloni di Santo Domingo a partire dai primi sbarchi a Norfolk. Su domanda del ministro Genet, il 9 luglio 1793 ebbe luogo una riunione speciale del club, nel corso della quale vennero raccolti più di 800 dollari e aperte delle pubbliche sottoscrizioni nella speranza di ottenere più fondi da distribuire. A differenza della *Benevolent Society* non venivano fatte alcune specifiche circa la condizione razziale dei richiedenti e veniva al contrario ribadito in un annuncio pubblico sul *General Advertiser* che

“although the French Patriotic Society do not in any manner approve of the conduct of the greatest number of the colonists, although they are convinced that their prejudices and their aristocracy of color, not less absurd and prejudicial to mankind than that of the heretofore French nobles, have been the principal cause of all the evils which now assault them”¹⁴⁸.

La Società prendeva immediatamente le distanze dalle modalità della Società rivale, reputata il centro organizzativo della fazione dedicata al solo soccorso dei coloni bianchi. Genet, che nei primi mesi dal suo arrivo aveva tentato di conciliare i due club e di promuovere una politica comune, si schierò presto con la *Société française des Amis*, denunciando in una missiva a Thomas Jefferson l'altra società come “le nouveaux foyer de leurs préjugés et de leurs complots contre leur Patrie”¹⁴⁹.

Come vedremo a breve nel secondo capitolo, il conflitto tra i coloni e il ministro Genet non si limitò alla sola questione dei soccorsi, ma coinvolse il ruolo della mediazione diplomatica tra Francia e Stati Uniti relativamente a quanto stesse accadendo nell'isola di Santo Domingo. Il confronto tra la *Société française* e la *Société de Bienfaisance* andava oltre gli stretti confini geografici, per abbracciare una ben più ampia messa in discussione dei valori repubblicani e di come attorno ad essi dovessero svilupparsi le politiche di soccorso. Per tali ragioni, il caso della *Benevolent e Republican Society* di Charleston merita di essere approfondito tramite lo studio delle loro fondazioni, delle loro pratiche di soccorso e degli attori e interpreti di tali pratiche nel quadro più ampio del conflitto tra le autorità locali, i consoli francesi e i coloni accolti.

¹⁴⁸ *General Advertiser*, n°112, 12 luglio 1793, p. 3.

¹⁴⁹ “To Thomas Jefferson from Edmond Charles Genet” 4 August 1793, *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 26, 11 May-31 August 1793, ed. John Catanzariti, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 612.

“Ces Planteurs sympathisent avec les nôtres”

Come abbiamo visto, in ragione della prossimità geografica e degli interessi politici, sociali e commerciali con il mondo caraibico, lo Stato della Carolina del Sud e la sua classe dirigente mantenevano una posizione primaria di partenariato commerciale con le Antille, cercando di conservare a doppio filo i legami con l’Inghilterra e con la Francia. In occasione delle prime rivolte sull’isola di Santo Domingo, centinaia di rifugiati transitarono nel porto di Charleston provocando prima un’ondata di mobilitazione statale nel 1791 di cui già abbiamo accennato, e poi una seconda a livello locale. Quest’area, così come generalmente gli Stati del Sud, era fermamente in mano al partito repubblicano – come mostrato dall’appartenenza politica del governatore dello Stato del South Carolina Williams Moultrie¹⁵⁰ – nel quale andavano coagulandosi gli interessi tanto dei grandi, quanto dei piccoli proprietari terrieri¹⁵¹. Sebbene la rivolta degli schiavi a Santo Domingo avesse rafforzato i pregiudizi razziali dei bianchi del Sud e le loro paure in quanto proprietari, infatti, la natura duale della loro struttura politica non venne mai messa in discussione, anzi: il precario equilibrio raggiunto tra i loro principi democratici e il comportamento dispotico nei confronti degli schiavi non vacillò nemmeno con l’arrivo dei rifugiati di Santo Domingo, molto spesso accompagnati dai loro schiavi. Al contrario, la schiavitù consolidò, piuttosto che minacciare, il consenso sociale nel Sud, consentendo ai bianchi di unirsi attorno ad un interesse comune – quello della proprietà – piuttosto che dividersi su argomenti di disaccordo politico¹⁵².

Così, nell’unico stato americano a maggioranza nera, i piccoli proprietari – tendenzialmente repubblicani – si accordarono con i grandi proprietari federalisti in una serie di misure atte a fermare il temuto contagio rivoluzionario tra i neri e a supportare la causa francese, particolarmente quella dei coloni bianchi rifugiatasi nel loro Stato. Charleston aveva una distinta eredità francese di lungo corso: nel XVII secolo aveva ospitato la comunità ugonotta stabilitasi a seguito delle persecuzioni di Luigi XIV; dopo la guerra per l’indipendenza e due anni di occupazione inglese, la città vide l’installazione immediata di un consolato francese, attorno al quale gravitavano mercanti e artigiani. Dopo le migrazioni dalle Antille francesi degli anni 1791-1793, a Charleston si parlava in egual misura francese e inglese, avevano preso vita scuole francesi, teatri francesi e, proprio sull’esempio della Madrepatria,

¹⁵⁰ C.L. Bragg, *Crescent moon over Carolina: William Moultrie and American liberty*, Columbia, The University of South Carolina Press, 2013.

¹⁵¹ Rachel N. Klein, *Unification of a Slave State. The Rise of the Planter Class in the South Carolina Backcountry, 1760-1808*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1990.

¹⁵² Marie-Jeanne Rossignol, *The Nationalist Ferment. The Origins of U.S. Foreign Policy, 1792-1812*, Columbus, The Ohio State University Press, 2004, pp. 124-125.

nascevano le prime società patriottiche rivoluzionarie¹⁵³. Dal desiderio di emulare il Club dei Giacobini a Parigi, nel 1792 nasceva la *Société patriotique française*, poi ribattezzata nel 1793 *Société des amis de la liberté et de l'égalité* e, infine, *Société des sans-culottes* negli ultimi mesi del 1794. Il regolamento e le minute della Società sono andati persi, ma grazie ad alcune informazioni sparse sui giornali o nella corrispondenza consolare¹⁵⁴ siamo in grado di conoscere l'attività e alcuni nomi dei suoi membri – circa una quarantina su un centinaio di iscritti. Tra i membri più attivi, vi figurano Pierre Luby, François Desverneys, Jean-Paul Coste, Gayetan Aiguier e James Delaire. Ben tre di loro erano stati proprietari di piantagioni tra New Orleans e Santo Domingo e di questi Aiguier e Delaire riuscirono ad accumulare sufficiente denaro da reinvestire in proprietà terriere nello stato della Carolina del Sud, dove passarono il resto della loro vita¹⁵⁵. Il primo atto della società fu l'immediata affiliazione con il club dei Giacobini di Parigi e di Bordeaux, nonché con la società gemella di Philadelphia; inoltre, grazie ai coloni suoi soci, mantenne una fitta corrispondenza con la *Société des Amis de la Nation de Cap Français* dal 1792 al 1793 prima che questa si dissolvesse a seguito dell'incendio che distrusse la città e che obbligò gran parte dei suoi abitanti alla fuga. Promotrice di eventi pubblici in commemorazione delle giornate rivoluzionarie francesi e di banchetti in onore delle recenti vittorie della Repubblica sulle potenze straniere, la società ricevette nuovo impulso grazie all'arrivo, nel 1792, del nuovo console francese a Charleston Michel-Ange Mangourit e, nell'estate del 1793, grazie all'ondata di coloni provenienti dall'isola di Santo Domingo.

Alle numerose iscrizioni non corrispose però il rafforzamento della società, bensì l'inizio del suo lento declino. Inizialmente, l'iscrizione di Mangourit giocò a favore della società, che grazie al suo impegno e al suo ascendente sulla comunità democratica americana – nonché grazie alla sua personale amicizia con il Ministro Genet e il governatore dello Stato Moultrie – riuscì a raccogliere sottoscrizioni e denaro da distribuire ai rifugiati di Santo Domingo¹⁵⁶. Le contribuzioni, come si sottolineava in una postilla intitolata *The Well wisher to the Republic*¹⁵⁷ pubblicata sui quotidiani più letti di Charleston, dovevano essere trascritte in un registro, con nomi e cognomi dei beneficiari da sottoporre al benessere del ministro Edmond

¹⁵³ Michael L. Kennedy, "A French Jacobin Club in Charleston, South Carolina, 1792-1795", in *The South Carolina Historical Magazine*, 1990/1 (n°91), pp. 4-22.

¹⁵⁴ Si veda particolarmente la corrispondenza tra il console di Charleston Michel-Ange Mangourit e il ministro plenipotenziario Charles Edmond Genet, contenuta in AAE, *Correspondance Consulaire et Commerciale* (CCC), États-Unis, Charleston, t. 2, 1793-1799.

¹⁵⁵ Sulla proprietà di Aiguier nella contea di Camden, South Carolina, si veda Thomas J. Kirkland and Robert M. Kennedy (eds.), *Historie Camden*, Columbia, The State, 1905, vol. 1, p. 189; sulla vita e l'attività di Jacques Delaire invece avremo presto modo di tornare approfonditamente, per ora ci si limita a segnalare la nota biografica a cura di Oliver Gliech su: http://www.domingino.de/stdomin/colons_d.htm.

¹⁵⁶ *City Gazette and the Daily Advertiser*, 13 giugno 1793, p. 3, articolo intitolato "To the Public".

¹⁵⁷ Ibidem.

Genet. Come vedremo, la clausola non era affatto di poco conto: Genet, convinto repubblicano e sostenitore del gruppo girondino che aveva appoggiato la sua candidatura a ministro plenipotenziario negli Stati Uniti, era via via sempre più scettico circa la fedeltà repubblicana dei coloni, e la loro strenua opposizione al decreto abolizionista del 1793 di Sonthonax e Polverel così come la loro partecipazione alle confuse giornate dell'incendio di Cap François l'avevano convinto della necessità di considerare con attenzione le loro richieste di soccorso e di valutare caso per caso la distribuzione del denaro per evitare di donarlo ai coloni contro-rivoluzionari. L'esecuzione zelante della volontà del ministro non fece che esacerbare gli animi all'interno della *Société*: i coloni, guidati da James Delaire, principale portavoce e autorevole membro della società, riuscirono presto a conquistare la leadership del club e a mettere in minoranza il console Mangourit e la sua visione politica circa i criteri valutativi dei beneficiari.

Ad appena qualche mese dallo sbarco dei coloni, infatti Mangourit scriveva a Genet lamentandosi della direzione che stava prendendo la Società, promettendo al ministro che un'altra società, la *Société républicaine*, avrebbe eseguito quanto da lui richiesto alla luce della strenua opposizione della *Société française*:

«Je prepare la Société républicaine à faire ce que vous désirés quant à la Société française ne songés pas, elle est dans la main des Aristocrates Colons, par Luby et Delaire. Je vais cependant faire un effort vers elle; mais composée des 18 membres dont la moitié sont natives of America et veulent se retirer, indignés de la conduite, le reste est d'une versatilité sans exemple, d'une crédulité sans exemple, d'une ignorance sans exemple; Je sens qu'en France le mot Société patriotique française peut sonner haut, mais si on savait comme c'est misérable!»¹⁵⁸.

In effetti, sull'esempio di quanto compiuto già a Savannah nel maggio 1793, Mangourit fondò nell'agosto dello stesso anno la *Société républicaine française*, che contava, già al momento della sua fondazione, 109 iscritti, per lo più americani¹⁵⁹. Gran parte delle iniziative avevano carattere simbolico: essa si affiliò con altre società democratiche sorte in Francia e negli Stati Uniti su volontà di Genet, professava solidarietà alla causa francese e prometteva assistenza in caso fosse necessaria. Ma soprattutto, la Società aveva lo scopo di controbilanciare la

¹⁵⁸ Lettera di Mangourit a Genet del 5 ottobre 1793, n° 17. AAE, *Correspondance Consulaire et Commerciale* (CCC), États-Unis, Charleston, t. 2, 1793-1799.

¹⁵⁹ Sebbene anche di questa società non vi siano più le minute, il documento fondatore è sopravvissuto in formato a stampa nella corrispondenza di Edmond Genet e digitalizzato dalla Library of Congress sotto il titolo *Charleston, August 1793. Fellow Citizens. The Present state of Europe, where every power seems to be arming one against the other, must naturally lead the citizens of America [...]*, Charleston, 1793.

propaganda della Società patriottica, oramai schierata contro Genet e Mangourit, accusati di appoggiare i tiranni Sonthonax e Polverel, di aver voluto la distruzione delle colonie tramite l'abolizione della schiavitù e di cospirare attivamente per l'annichilimento dei principi di proprietà e dell'ordine sociale degli Stati Uniti, particolarmente degli stati del sud¹⁶⁰.

In questo scontro di fazioni, la raccolta dei fondi si fece via via più complicata e farragिनosa, a tal punto che le due società riuscirono a raccogliere e distribuire solo una piccola quota del denaro necessario per soccorrere i coloni e presto rimase loro la sola distribuzione del denaro ottenuto da Edmond Genet per effetto della nuova contrattazione del debito degli Stati Uniti verso la Francia. Se sul piano economico nessuna delle due società uscì rafforzata dallo scontro, la politica accusatoria nei confronti del console portata avanti dai coloni ebbe presto i frutti sperati, perché l'opinione pubblica dello Stato, già sull'onda delle discussioni del 1791 viste in precedenza, si mosse immediatamente in favore dei *planteurs* bianchi di Santo Domingo, prendendo sempre più le distanze dalle posizioni del console Mangourit¹⁶¹.

Così, la gran parte dei coloni a capo della Società patriottica trovò presto nella *Benevolent Society* americana di Charleston un potentissimo alleato: i proprietari di piantagioni, così come i mercanti americani dello Stato del Sud Carolina non erano rimasti indifferenti alla situazione dei rifugiati di Santo Domingo e si erano presto organizzati tramite una terza associazione, il cui scopo, grazie all'influenza dei suoi membri più prestigiosi, si inseriva nel solco di quanto già proposto nel 1791 dal deputato Charles Pinckney. Nel luglio 1793, un annuncio pubblico sul *City Gazette and Daily Advertiser* dichiarava che “under the patronage of some of the most respectable characters of South Carolina”¹⁶² prendeva avvio la *Benevolent Society*, allo scopo di sollecitare le donazioni in soccorso dei rifugiati di Santo Domingo. Tra i membri si annoveravano, per l'appunto, il deputato Charles Pinckney, il sindaco di Charleston John Huger, i mercanti e *planters* Desaussure padre e figlio, il mercante e direttore della Bank of South Carolina Edward Penman, il medico e storico David Ramsay, il firmatario della Dichiarazione d'Indipendenza Edward Rutledge e il celebre mercante Joseph Vesey¹⁶³. A

¹⁶⁰ Si vedano, per esempio, gli articoli pubblicati da James Delaire nei numeri del 14 agosto 1793 e 21 agosto 1793 del *City Gazette and Daily Advertiser*.

¹⁶¹ È Mangourit stesso ad ammettere la distanza che separava sempre più le sue posizioni da quelle degli americani della Carolina del Sud: convinto della necessità di difendere i «nuovi francesi» – i neri affrancati – e accoglierli nella nuova *cité républicaine* a Santo Domingo, criticava la paura del contagio dei mercanti e dei proprietari terrieri americani, la loro ferma difesa del sistema schiavista e, ancor più, la solidarietà che questi dimostravano verso *les aristocrates de Saint-Domingue*. Scrivendo a Genet diceva: «J'ai pensé leur ouvrir les yeux à cet égard: mais je serais regardé par eux comme un persécuteur, leur qui considère les français émigrés comme des persécutés», AN, D/XXV/11, dossier 107, lettre n°8, 10.

¹⁶² *City Gazette and Daily Advertiser*, 19 luglio 1793, p. 2.

¹⁶³ *City Gazette and Daily Advertiser*, 13 luglio 1793, p. 3; sui membri, si veda anche Margaret Wilson Gillikin, *Saint Dominguan Refugees in Charleston*, cit., pp. 82-83.

questi, vi si aggiungevano i coloni della *Société patriotique* James Delaire e Gayetan Aiguier, che facevano da raccordo tra le due società.

Un po' come per il caso di Philadelphia, anche la *Benevolent Society* prevedeva l'istituzione di un comitato, che distribuiva le donazioni raccolte e organizzava degli incontri pubblici per coinvolgere i contributori nell'amministrazione dell'assistenza. L'operazione fu un vero successo e alla fine di luglio la Società aveva raccolto ben 1700 sterline, di cui 1272 erano state immediatamente versate ai beneficiari¹⁶⁴. La buona amministrazione del denaro, il prestigio dei suoi membri e i pubblici ringraziamenti ricevuti dai coloni, resero la Società una delle istituzioni in prima linea nel soccorso dei rifugiati, sia a livello statale, che federale. Infatti, nel dicembre del 1793 la Camera dei Rappresentanti dello Stato del South Carolina – su sollecitazione del governatore Moultrie – votò all'unanimità la distribuzione di ulteriori sussidi, per un totale di 775 sterline e incaricando la Società di gestire il denaro; allo stesso modo, nel 1794 votava la *Vendue Tax* che prevedeva la donazione di una percentuale del ricavato delle vendite dalle proprietà immobili nello Stato al fondo per gli aiuti gestito dal Comitato¹⁶⁵.

Al trionfo dei coloni, che si felicitavano degli aiuti ricevuti sulle colonne del *City Gazette*, faceva contraltare il sospetto del console Mangourit, che si opponeva con tutte le sue forze all'operato della *Benevolent Society*. L'aiuto indistinto ai coloni, senza distinguere tra loro *émigrés* e *réfugiés*, il favore loro accordatogli e l'esclusione dei francesi neri da ogni soccorso, nonché la loro espulsione nel 1794, erano il bersaglio della polemica del console, che si domandava retoricamente: «On dit l'introduction des noirs et des mulâtres libres de Saint-Domingue dangereuse dans le pays, fatale à la preservation des propriétés. Cela peut-etre, mais ne craindra-t-on rien de la coalitions des aristocrates, des marchands anglais et des torys?»¹⁶⁶. Dalla polemica, Mangourit passò presto all'azione: venuto a conoscenza del fatto che la Società, tramite la figura di Edward Penman, si prodigava nel trasportare da Santo Domingo a Charleston i beni dei coloni che rischiavano di venir sequestrati dai Commissari Sonthonax e Polverel, scrisse immediatamente a questi ultimi e li invitò a bloccare le partenze dei navigli neutri americani dai porti di Saint-Marc e Port au Prince¹⁶⁷. Il blocco ebbe i suoi frutti: nel novembre del 1793 i mercanti e direttori della *Benevolent Society* scrivevano a George Washington lamentandosi del mancato ritorno del loro naviglio comandato dal capitano Archibald Thompson – bloccato dai Commissari proprio a seguito del ritrovamento di beni dei

¹⁶⁴ *City Gazette and Daily Advertiser*, 21 agosto 1793, p. 2.

¹⁶⁵ Michael E. Stevens, *Journals of the House of Representatives, 1792-1794*, 1st ed., Columbia, South Carolina Department of Archives and History, 1988, pp. 474-475.

¹⁶⁶ ANOM, *Colonies* F3 285, fol. 16.

¹⁶⁷ AAE, 39CP/43, fol. 7.

coloni emigrati già sotto sequestro – e chiedevano all'esecutivo provvedimenti in difesa dei propri affari¹⁶⁸.

Soccorrere i coloni francesi rispondeva a ragioni di ordine morale e, ancor più, politico. Offrire l'assistenza ai bianchi era un modo per mantenere lo status quo nello Stato, ribadire le gerarchie e mettere al sicuro l'ordine sociale che rischiava di venir discusso in un periodo di estrema incertezza per la giovane repubblica. Il caso dello Stato del South Carolina e dello scontro per i soccorsi tra il console Mangourit e i coloni, difesi unanimemente da federalisti e repubblicani, ci mostra la complessità e l'apparente incoerenza dietro alle divisioni partitiche degli anni Novanta del Settecento. Quando il governatore Moultrie – in buonissimi rapporti con Mangourit – aveva comunque preferito concedere la distribuzione dei soccorsi ad una Società che andava contro gli interessi coloniali della Francia repubblicana per aiutare i coloni francesi senza distinzioni circa la loro condotta politica, lo stupore del console si tramutò in una diffidenza totale verso i valori repubblicani degli Stati Uniti. Le numerose lettere di Mangourit al governatore non erano bastate infatti a convincerlo a prendere le distanze dalla Benevolent Society, nonostante Moultrie avesse sinceramente appoggiato la causa francese nell'opinione pubblica americana. Ciò che li divideva, come vedremo, era la natura stessa della Repubblica e, soprattutto, del suo portato universalista: per Mangourit, aiutare i coloni significava aiutare uomini dai principi fortemente anti-repubblicani perché contrari ad un decreto universale della Repubblica, fondativo di una nuova *cit  républicaine universelle*; per Moultrie, la difesa dei coloni e dei loro principi significava al contrario garantire la salvezza della Repubblica, della sua base sociale e delle sue gerarchie, insomma, di una *cit  républicaine des propriétaires*.

¹⁶⁸ "To George Washington from Charleston, South Carolina, Merchants, 9 November 1793", *The Papers of George Washington*, vol. 14, 1 September-31 December 1793, ed. David R. Hoth, Charlottesville, University of Virginia Press, 2008, pp. 347-348.

The Relief Act

Il 4 febbraio del 1794 il Congresso degli Stati Uniti votava per la prima volta la legge nota con il nome di *Relief Act* allo scopo di provvedere al soccorso dei coloni¹⁶⁹. Dopo i dibattiti degli anni 1791-1792 nei quali, come abbiamo visto, il Congresso era stato più volte sollecitato dalle Assemblee coloniali dell'isola di Santo Domingo ad intervenire per appoggiare i coloni bianchi e ristabilire l'ordine sull'isola, il Segretario di Stato Thomas Jefferson scrisse ai governatori di Stato per informarsi sul numero e la condizione dei rifugiati in tutto il paese. Prima ancora di ricevere le risposte all'inchiesta, il Comitato di soccorso dei cittadini di Baltimora presentò una lunga memoria alla Camera dei Rappresentanti, chiedendo al Congresso di intervenire direttamente nella questione¹⁷⁰. Il deputato Smith, sostenendo che “there never was a more noble and prompt display of the most exalted feelings, than had been exhibited on this occasion”¹⁷¹, sottolineava la situazione di estrema indigenza dei coloni, alla quale gli Stati non potevano soli sopperire e ricordava che lo sforzo assistenziale verso i coloni francesi avrebbe sicuramente reso onore al debito morale che gli Stati Uniti avevano nei confronti della Francia dal 1776. Da questo momento, infatti, il dibattito che prese avvio si dispiegò principalmente su tre punti cardine: il primo riconosceva all'unanimità la riconoscenza che la giovane repubblica doveva alla Francia grazie al suo appoggio nella guerra per l'indipendenza; il secondo si concentrava sulle difficoltà dei coloni, condivise da tutti i deputati degli Stati che non avevano alcun dubbio sulla necessità di aiutarli senza distinzione politica; il terzo invece, andava al cuore del sistema costituzionale federativo americano, interrogandosi sulla natura e i limiti di una legge federale che si proponeva di inserire nel bilancio pubblico una quota in soccorso di cittadini non americani.

Tra coloro che temevano l'ingerenza del governo federale negli affari dell'assistenza privata dei singoli Stati vi era James Madison: a suo avviso nessun punto della Costituzione concedeva al governo federale il diritto di spendere il denaro dei propri cittadini “on objects of benevolence” e sebbene fosse d'accordo sulla necessità di aiutare i coloni, temeva che una legge federale in tal senso avrebbe costituito un pericoloso precedente ai danni dell'autonomia dei singoli Stati¹⁷². Alternativamente ad un atto del Congresso, Madison ricordava che gli Stati Uniti fossero ancora indebitati con la Francia e suggeriva ai colleghi – sulla scia di quanto già pattuito in precedenza tra ministro Ternant e Jefferson prima, e tra quest'ultimo e il ministro

¹⁶⁹ *Third Congress of the United States, An Act providing for the relief of such of the inhabitants of Saint Domingo, resident within the United States, as may be found in want of support*, Philadelphia, s.e., 1794.

¹⁷⁰ *The Debates and Proceedings in the Congress of the United States, 3rd Congress, Comprising the Period from December 2, 1793, to March 3, 1795, inclusive*, Washington, Gales and Seaton, 1849, 1 Sess., pp. 169-170.

¹⁷¹ *Ibidem*.

¹⁷² *Ibidem*.

Genet nell'estate 1793¹⁷³ – la riformulazione dei ritmi delle rate da pagare, al fine di anticipare così la somma necessaria ai soccorsi e di scolarla dal totale del debito contratto. In questo modo, il deputato repubblicano delegava al Ministro francese – e al suo emissario Genet negli Stati Uniti – l'amministrazione del denaro e quindi i criteri con i quali sarebbero stati selezionati i beneficiari. Ed è proprio su questo punto che la posizione di Madison venne attaccata dagli altri deputati del Congresso, compresi quanti condividevano le stesse sorti all'interno del partito repubblicano. Sebbene l'estate del 1793 fosse stata teatro della spaccatura tra repubblicani e federalisti riguardo il comportamento da tenere nei confronti della guerra franco-britannica, l'atteggiamento del ministro francese Genet aveva finito per alienarsi le simpatie dei repubblicani, fino a quel momento schierati con la causa francese. Di questo allontanamento dai valori del ministro plenipotenziario, faceva eco l'attacco che il deputato repubblicano della Pennsylvania Thomas Fitzsimons sferrava alla posizione di Madison: dato che gli Stati non riuscivano a gestire la situazione senza il dovuto soccorso da parte del governo federale, l'emergenza nella quale si trovavano i coloni necessitava prontezza nelle decisioni; inoltre, ricordava, “Mr. Genet had made a discrimination among the sufferers: some of them he had promised to assist, and others, as *aristocrats*, he had disowned altogether” col rischio di rendere di fatto inefficace il versamento del debito nelle sue mani allo scopo di metter fine al problema dell'indigenza. Infine, non soccorrere indistintamente i coloni di Santo Domingo che si trovavano nell'indigenza, sarebbe stato un crimine contro “the law of Nature, the law of Nations – in a word, every moral obligation that could influence mankind”¹⁷⁴.

Madison, uscito sconfitto dal confronto, fece presto *retrofronte* e di lì a due mesi, esattamente nella seduta del 4 febbraio 1794, votò il disegno di legge presentato dal *Committee of the Whole House* che prevedeva lo stanziamento di 15.000 dollari provenienti dalle casse del governo federale e la riformulazione del piano del debito tra le due Repubbliche al fine di consentire a Genet la gestione di una parte del denaro in soccorso dei suoi cittadini¹⁷⁵. Prima che la legge venisse votata, il *Committee of the Whole House* capeggiato da Edmond Randolph

¹⁷³ Si veda, per esempio, la lettera di Edmond Genet al Segretario del Tesoro Alexander Hamilton del 19 luglio 1793, quando gli chiedeva, dopo previo accordo con Jefferson, di mettere direttamente a disposizione della Francia le prime due rate del debito, al fine di soccorrere i rifugiati sbarcati nello stesso mese dopo l'incendio di Cap François: “Particularly to supply the urgent wants of the fleet and Squadroin of the Republic which are just arrived from Saint Domingo, I find myself under the necessity of disposing of the amount of the two first payements that will be due to the debt of the U.S. to France in bills on the treasury of the U.S.”, in “To Alexander Hamilton from Edmond Charles Genet, 19 July 1793”, *The Papers of Alexander Hamilton*, vol. 15, June 1793-January 1794, ed. Harold C. Syrett, New York, Columbia University Press, 1969, pp. 116-118. Così come si veda anche la fitta corrispondenza intrattenuta tra Genet e Jefferson degli stessi mesi, ad esempio la lettera del 4 agosto 1793, in “To Thomas Jefferson from Edmond Genet, 4 August 1793”, *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 26, 11 May-31 August 1793, ed. John Catanzariti, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 612.

¹⁷⁴ *The Debates and Proceedings [...], Comprising the Period from December 2, 1793, to March 3, 1795*, cit., pp. 171-172.

¹⁷⁵ Third Congress of the United States, *An Act providing for the relief*, cit.

e da Fisher Ames venne incaricato di raccogliere informazioni riguardo i rifugiati in ogni stato, la loro condizione e gli aiuti ricevuti dagli istituti privati. La tabella qui di seguito illustra in sintesi i dati raccolti dal Comitato, presentati al presidente in un report del 27 febbraio, che donavano al governo un quadro complessivo ai fini di pattuire una somma adeguata e di meglio distribuire i fondi.

Tabella 1.2:

*Soccorsi ai coloni di Santo Domingo tra il 1793 e il 1794*¹⁷⁶

	N°	Fondi privati (\$)	Fondi federali (\$)
Maryland (Baltimora)	400	12000	2000
Virginia (Norfolk)	290	1000	1450
Rhode Island	300	1000	1000
Carolina del Nord	50		250
Carolina del Sud (Charleston)	350	16000	1750
Pennsylvania (Philadelphia)	350	14600	1750
New York	350	11000	1750
Wilmington (Delaware)	20	—	100
Georgia (Savannah)	100	—	500
Massachusetts	—	sì, non quantificati	

La manovra, da un lato integrava gli sforzi dei singoli Stati e delle loro società di beneficenza, dall'altro però interveniva in soccorso di coloro che il governo francese deliberatamente scartava dalla lista dei beneficiari. Soccorrere i coloni bianchi, che fossero *aristocrates*, *émigrés* o *patriotes*, si allineava a quanto già dibattuto negli anni 1791-1793 al fine di garantire loro quel tanto di aiuto che serviva per sopravvivere, riadattarsi e reintegrarsi nel tessuto sociale americano in attesa del rientro nell'isola; dall'altro, serviva altresì a controllare maggiormente i flussi migratori e l'ordine pubblico nelle città, evitando il vagabondaggio e l'indigenza dei coloni colpiti dall'incendio a Cap François o delle donne e dei bambini non in grado di approvvigionarsi autonomamente i mezzi di sussistenza¹⁷⁷.

¹⁷⁶ I dati qui presentati sono stati raccolti grazie alle carte di Edmond Randolph, incaricato dell'inchiesta sulla distribuzione dei fondi ai singoli stati sulla base del numero dei rifugiati. La corrispondenza tra i governatori e Randolph si trova in NARA, ML 1794, *Miscellaneous Letters*, foll. 90-345.

¹⁷⁷ Queste preoccupazioni non venivano sottaciute: in una lettera del *Committee of Relief* di Baltimora ci si premurava di ricevere i soccorsi particolarmente per le vedove e gli orfani, anche in età preadolescenziale, allo scopo di evitarne il vagabondaggio e vi si allegava nomi e cognomi dei beneficiari in un documento intitolato

L'interpretazione "integratrice" dei soccorsi del governo americano per quanti erano esclusi da quelli elargiti dalla Repubblica francese era largamente condivisa dai coloni stessi, che molto spesso ne approfittarono. Giocando la carta dei francesi perseguitati dalla Madrepatria e ingiustamente accusati di simpatie controrivoluzionarie solo perché "difensori della proprietà", le petizioni dei coloni al governo federale riflettevano la volontà di garantirsi una sicurezza economica tale da poter rifiutare quanto proposto dalla Francia. Sebbene le petizioni saranno l'oggetto di un maggiore approfondimento nel secondo capitolo, il caso di Anne Sauvage è indicativo: fuggita da Cap Français in occasione dell'incendio, si rifugia assieme a tre giovani orfane di cui si occupava a Philadelphia, ricevendo i soccorsi sia dal ministro plenipotenziario Genet, sia dall'istituto di carità della città. Con l'arrivo del ministro Joseph Fauchet, successore di Genet, la donna viene messa al corrente che:

"la République française ne pouvait donner des secours que dans son sein. En consequence il nous a offert de nous envoyer en Europe. Nous l'avons remercié sans accepter son offre par la raison que notre propriété n'est pas en Europe [...]. Il nous a paru plus naturel, de rester dans ce Continent, afin d'être plus à portée de retourner à Saint Domingue, où nous trouverons les débris de notre fortune. Puisque le Ministre de la République française ne peut pas nous secourir dans ce Pays, que deviendrons nous hélas? Voudrez vous faire participer aux secours destinés pour les malheureux, jusqu'à ce que nous puissions retourner où sont nos propriétés."¹⁷⁸.

Speranzosa di poter rientrare nell'isola non appena le autorità sarebbero riuscite a restaurare la tranquillità della colonia, Anne aveva rifiutato il trasporto a carico della Repubblica francese per rientrare in Madrepatria e in quanto creola aveva preferito rimanere a Philadelphia correndo il rischio di cadere in povertà pur di assicurarsi il recupero delle sue proprietà a Cap Français. La sua richiesta non rimase inespressa e la donna ebbe così l'opportunità di rimanere negli Stati Uniti senza alcuna conseguenza politica e sociale, all'ombra della protezione americana.

Un dato su tutti colpisce: da tutte queste riflessioni i coloni neri erano tassativamente esclusi, considerati una minaccia al sistema sociale americano al di là delle possibilità economiche in loro possesso. Il Governo federale, nella sua proposta di legge vietava espressamente il soccorso ai francesi non bianchi. In linea con questa direttiva vi era la scelta

Schedule of the Women & Childrean to whom assistance et allowed in Baltimore. NARA, ML 1794, *Miscellaneous Letters*, foll. 181-183.

¹⁷⁸ NARA, ML 1794, *Miscellaneous Letters*, "Au Général Wachinstong, Président des Etats unis de l'Amérique", foll. 333-334.

dei Comitati ai quali il gabinetto di governo, tramite la persona di Edmund Randolph, aveva affidato il compito di gestire i fondi stanziati dal governo per soccorrere i coloni: per il caso di Philadelphia, venne scelto infatti il *Comité de Bienfaisance*, gestito da Stephen Girard, noto per le sue simpatie verso i coloni bianchi e per un atteggiamento piuttosto severo, se non tirannico, nei confronti dei suoi schiavi e, ancor più, nei confronti di quelli dei *planteurs* francesi, che aiutò in ogni modo a trasportare dall'isola ai porti americani dove la tratta fosse ancora legale¹⁷⁹; allo stesso modo, emblematica è la scelta della *Benevolent Society* di Charleston che alla solidarietà sincera per i proprietari francesi accompagnava un astio feroce verso i neri francesi, liberi e schiavi, soprannominati dispregiativamente *French Negroes*.

French Negroes

In uno dei capolavori della letteratura novecentesca americana, *Assalonne, Assalonne!* William Faulkner descriveva in questi termini gli schiavi del suo protagonista, il patriarca Thomas Sutpen:

“I negri selvaggi di Sutpen non sapevano ancora una parola di inglese e indubbiamente varie persone ignoravano che la lingua in cui comunicavano con Sutpen era una specie di francese e non qualche oscuro e funesto idioma noto soltanto a loro. [...] Gli ci vollero due anni, a lui e alla sua squadra di schiavi importati che i suoi concittadini di adozione consideravano ancora come ben più micidiali di qualsiasi bestia egli avesse potuto stanare e abbattere in quella contrada”¹⁸⁰.

La letterarietà del testo di Faulkner ci restituisce uno spaccato interessante sul suo tempo, sia agli albori dell'Ottocento – in quell'*Ante-bellum South* in cui è ambientato il romanzo – sia negli anni in cui il testo venne scritto, l'anno 1936. La saga familiare dei Sutpen, complessa metafora del fallimento militare, politico e soprattutto morale del Sud negli anni della Guerra Civile, presenta diversi elementi ricorrenti nella trama, fra i quali l'estraneità degli schiavi del capostipite rispetto al contesto sociale americano in cui erano immersi. Originario della Virginia, Sutpen aveva vissuto diversi anni a Santo Domingo, dove si era sposato con la figlia di un *planteur* francese tramite la quale era diventato a sua volta proprietario della piantagione.

¹⁷⁹ John Bach McMaster, *The Life and Times of Stephen Girard*, cit., p. 37-38, 131-135.

¹⁸⁰ William Faulkner, *Assalonne, Assalonne!*, Milano, Adelphi, 2001, pp. 64-65.

Fuggito a seguito della rivolta dei mulatti ad inizio Ottocento nella parte sud dell'isola, il protagonista si trasferisce nella contea di Jefferson in Mississippi, con al suo seguito quanti più schiavi fosse riuscito a trasportare dalla ex-colonia francese nello stato americano. La “squadra di schiavi importati” terrorizzava i proprietari bianchi delle piantagioni della contea non solo perché parlava un idioma sconosciuto, bensì perché quell'idioma rappresentava l'“oscuro e [il] funesto”, una minaccia costante nell'immaginario sudista: i neri francesi ribelli di Santo Domingo.

Attraverso una narrazione corale e su più piani temporali, Faulkner ricostruisce la storia di questo immaginario, rimanendo pur sempre nel campo della letteratura e senza alcuna pretesa di veridicità storica. Allo stesso modo, la storiografia dell'ultimo trentennio si è a lungo interrogata sui *french negroes* come categoria sociale¹⁸¹, politica¹⁸² e giuridica¹⁸³ costruita a partire dagli anni Novanta del Settecento e sul ruolo che questi interpretarono nella costruzione dell'*Early American Republic*. A partire dai lavori sul principio di cittadinanza americana, diversi storici si sono così concentrati sul ruolo dei neri liberi e la loro *agency* nel movimento di liberazione per la piena e intera cittadinanza di tutte le componenti razziali presenti sul territorio americano e sulle modalità con le quali “the migrants affected the development of citizenship in the early American republic”¹⁸⁴. Provenienti da una terra ostile, devastata dalla guerra civile e consumata dalle lotte per l'emancipazione, i neri di Santo Domingo costituivano allora una vera sfida per le autorità americane, trovandosi di fronte ad un problema che sconfinava i limiti della politica interna federale e discuteva i termini delle relazioni internazionali e di quella *transcolonial collaboration* messa in luce del lavoro di Sara E. Johnson del 2012¹⁸⁵.

In questo paragrafo, limitatamente all'obiettivo di analizzare l'accoglienza ricevuta dai coloni negli Stati Uniti, ci si avvarrà metodologicamente del concetto proposto da Johnson, ma ribaltandolo e accogliendo perciò la suggestione di John Garrigus ad impiegare il concetto di “collaborazione coloniale” non tanto per i dominati, quanto per i dominatori, l'élite di

¹⁸¹ Si veda, per esempio, l'approfondito studio sociale di Gary Nash sui neri di Santo Domingo trasferitisi a Philadelphia con i propri padroni tra il 1790 e il 1802. Gary B. Nash, *Forging Freedom. The Formation of Philadelphia's Black Community, 1720-1840*, Cambridge, Harvard University Press, 1988; Gary Nash, *Reverberations of Haiti in the American North*, cit.

¹⁸² Ashli White, “The Politics of “French negroes”, cit.

¹⁸³ Martha Jones, “Time, Space and Jurisdiction in Atlantic World Slavery: The Volunbrun Household in Gradual Emancipation New York”, in *Law and History Review*, 2011/4 (n°29), pp. 1031-1060.

¹⁸⁴ John McNelis O'Keefe, *Stranger Citizens*, cit., p. 10; Marie-Jeanne Rossignol, “Les Noirs libres et la citoyenneté américaine dans le Nord-Ouest des États-Unis (1787-1830)”, in *Le mouvement social*, 2015 (n°252), pp. 113-135; Kevin Kenny, *The Problem of Immigration*, cit.

¹⁸⁵ Sara E. Johnson, *The Fear of French Negroes: Transcolonial Collaboration in the Revolutionary Americas*, Berkeley, University of California Press, 2012. Per la definizione del concetto di “transcolonial collaboration” e le sue implicazioni geografiche e metodologiche si vedano particolarmente le pagine introduttive 1-20.

proprietari di schiavi bianchi e la loro solidarietà transnazionale¹⁸⁶. L'atteggiamento di sospetto verso i *french negroes*, i permessi di ingresso loro concessi, il trattamento di subalternità e il mancato soccorso che furono costretti a subire, nonché l'espulsione o il divieto di accesso nei porti, sono solo alcune delle questioni che emergono attorno al tema dei soccorsi ai coloni e che saranno terreno di contesa e di collaborazione tra le autorità americane, i rappresentanti francesi negli Stati Uniti e i coloni rifugiati.

Ben prima che la Convenzione nazionale abolisse la schiavitù con il decreto del 14 pluvioso anno II (2 febbraio 1794) gli schiavi di Santo Domingo erano il centro del dibattito sulla rivoluzione haitiana negli Stati Uniti. Infatti, già dopo la prima insurrezione del 1791, i proprietari di schiavi di tutto il mondo atlantico si preoccuparono del suo potenziale, che rischiava di minare la radice del sistema delle piantagioni e si premurarono di analizzare le circostanze particolari della colonia francese cercando di esorcizzare il timore che ciò potesse accadere anche negli Stati Uniti¹⁸⁷. Quando però presero avvio le prime ribellioni, la situazione si fece ben più complessa e fu sempre più difficile separare le due esperienze francese e americana.

A dimostrarlo, è la vicenda di Vincent Ogé, mulatto ribelle del quartiere Dondon nel 1790 che, cresciuto in Francia e poi fuggito per rientrare a Santo Domingo passando per gli Stati Uniti allo scopo di reclamare uguali diritti politici per i neri liberi e proprietari, venne poi catturato e condannato alla tortura della ruota nel 1791¹⁸⁸. Al di là dello scalpore sollevato dalla condanna – che confermava la crudeltà dei *planteurs* francesi da non confondere con la presunta umanità con la quale i *planters* americani ritenevano trattare i propri schiavi – diversi articoli pubblicati sui giornali americani sottolineavano preoccupati come Ogé non fosse arrivato direttamente dalla Francia, bensì dal New England, pretendendo che l'articolo 2 del “bill of rights drawn up in the National Assembly, by which all men are declared to be born free & equal” fosse applicato nella colonia e aggiungevano che “if this levelling principle should be adopted, the colony is lost for ever”¹⁸⁹. A suon di monito sulla necessità di agire di comune accordo contro il pericolo “mulatto”, l'Assemblea provinciale de Nord di Santo Domingo scriveva a George Washington di convincere il Congresso a votare una legge che potesse vietare

¹⁸⁶ Impegnata nello studio della collaborazione transcoloniale occorsa tra i diversi soggetti neri degli imperi coloniali nelle Antille, la storica ha trascurato al contrario quella delle élites dominanti, che rimane nello sfondo di una reazione al timore di una *black atlantic collaboration*. Nella recensione al suo lavoro, è John Geggus che suggerisce di utilizzare il concetto “on white slave owners”. John Garrigus, “Fear of French Negroes: Transcolonial Collaboration in the Revolutionary Americas. By Sara E. Johnson. Review”, in *The Americas*, 2014/1 (n°71), pp. 144-145.

¹⁸⁷ Ashli White, “The Saint-Dominguan Refugees and American Distinctiveness”, cit.

¹⁸⁸ Sulla vicenda di Vincent Ogé si veda John D. Garrigus, “Vincent Ogé “jeune” (1757-91): Social Class and Free Colored Mobilization on the Eve of the Haitian Revolution”, in *The Americas*, 2011/1 (n°68), pp. 33-62.

¹⁸⁹ The Pennsylvania Packet and Daily Advertiser, 3 dicembre 1790, n°3695, p.3.

ai capitani americani di introdurre i mulatti liberi nell'isola, se non dopo previa autorizzazione e denuncia all'ufficio predisposto al controllo dei passeggeri in arrivo nella colonia¹⁹⁰.

La richiesta rimase inascoltata, dato che secondo Washington e il Congresso non avevano alcun potere nei confronti della merce dei capitani e mercanti americani e che nel caso in cui sui navigli vi figurassero passeggeri poco graditi alle autorità coloniali francesi rimaneva compito di quest'ultime prendere le dovute precauzioni.

Via via che le tensioni nell'isola aumentarono e che le notizie dell'insurrezione degli schiavi dell'agosto del 1791 viaggiarono veloci per tutto l'Atlantico, l'opinione pubblica americana cominciò a prendere seriamente in considerazione l'ipotesi che le proteste dei neri non fossero la reazione alla miserabile condizione in cui li tenevano i loro padroni francesi, bensì una contestazione dell'ordine sociale del sistema schiavista. E il fatto stesso che i bianchi della realtà americana fossero così attenti alla rilevanza assunta dalla violenza nella colonia francese rivelava il tacito riconoscimento che la rivolta degli schiavi non fosse più semplicemente l'effetto di una furia brutale di dimensioni senza precedenti. Gli osservatori bianchi temevano sia la presenza potenzialmente contaminante degli schiavi di Santo Domingo sia il concetto stesso di insurrezione, andando ad individuare nel neologismo *french negroes* l'idea di una particolare minaccia all'ordine interno, prodotta da cause esogene.

Secondo la recente storiografia, l'espressione venne usata per la prima volta alla fine del 1792 per descrivere la ribellione di un gruppo di schiavi, detti *les Suisses*, per poi entrare nell'uso quotidiano ogni volta che fosse necessario indicare un orientamento violento condiviso dagli schiavi neri in quanto tali. I "french negroes" erano quindi più neri che francesi e violenti perché neri, non perché di Santo Domingo¹⁹¹. Quando la Convenzione nazionale abolì la schiavitù nel 1794 e la situazione nella colonia non migliorò, la guerra in corso rafforzò l'opinione americana sfavorevole nei confronti dei neri di Santo Domingo, estrapolando dagli eventi delle generalizzazioni sugli effetti inesorabili di una possibile emancipazione negli Stati Uniti, con osservazioni che avrebbero avuto significative implicazioni nei dibattiti futuri sulla

¹⁹⁰ "Nous sommes de plus instruits que nombre de mulâtres se trouvent actuellement dans vos états où ils cherchent à se procurer des embarquements pour ce pays: on nous assure même qu'il y en a qui offrent jusqu'à cent portugaises. Le Danger est pour nous, Messieurs, plus imminent que nous ne pouvons le dire: vous pouvez en interposant votre autorité, nous donner des marques éclatantes de votre haute protection que nous implorons, en défendant à tous les capitaines qui s'expédieront de vos portes, d'embarquer aucuns mulâtres pour quelque'endroit que ce soit, ou bien leur intimer l'ordre expres, de les conduire à leur arrivée à nos bureaux commis à cet effet dans toute la colonie, et nous promettons de leur payer une somme capable de les satisfaire". NARA, *Miscellaneous Letters*, foll. 15-16.

¹⁹¹ James Alexander Dun, *Dangerous Neighbors. Making the Haitian Revolution in Early America*, Penn, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 82; John Davies, *Class, culture and color: Black Saint-Dominguan refugees and African-American communities in the early republic*, PhD Dissertation, University of Delaware, pp. 124-144; Ada Ferrer, *Freedom's Mirror: Cuba and Haiti in the Age of Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, pp. 60-82.

schiavitù americana¹⁹². Da un lato, le loro considerazioni mostravano la crescente paura dei bianchi verso le insurrezioni – particolarmente condivise dai sostenitori della schiavitù –, dall'altro invece, la fiducia nella società schiavista domestica e la convinzione che gli Stati Uniti non sarebbero mai incorsi nella folle abolizione immediata della schiavitù, per ricorrere invece alla graduale manomissione¹⁹³. Per gli abolizionisti, infatti, Santo Domingo era la prova della necessità dell'abolizione, attraverso un processo rigorosamente graduale e che non concedesse obbligatoriamente il pieno diritto alla cittadinanza. Per gli schiavisti, al contrario, la rivoluzione haitiana rafforzava la loro determinazione a lottare contro l'abolizione, dato che lo spettro della guerra razziale sembrava troppo incombente per prendere in considerazione un piano di emancipazione, anche se graduale e limitato.

Con l'arrivo degli sbarchi dei coloni rifugiati nei porti americani, il timore della presunta attività insurrezionale non si limitò alle Indie Occidentali e si fece sempre più insistente. La preoccupazione crebbe man mano che il numero dei rifugiati aumentò, a tal punto che la stampa supponeva complotti con sempre più frequenza, spesso confermati da effettive intercettazioni o organizzazioni clandestine di neri schiavi, con o senza la presenza di french negroes. Eppure, moltissimi rifugiati riuscirono a fuggire dalle piantagioni non senza la garanzia di poter trasferire con loro anche i propri schiavi. Abbiamo già visto precedentemente il caso di Caradeux, forse tra i più celebri, in cui il colono era riuscito ad organizzare il proprio trasferimento senza intoppi, trasportando con sé un centinaio di schiavi che avrebbe reimpiegato nella sua nuova proprietà in South Carolina. In altri casi invece, erano gli armatori americani a garantire il trasporto degli schiavi neri: la corrispondenza di Stephen Girard riporta innumerevoli casi nei quali il mercante si prodigava per aiutare i propri amici e partner commerciali nel salvare le proprietà a Philadelphia, schiavi compresi e garantiva per loro il miglior modo per disporne una volta arrivati negli Stati Uniti¹⁹⁴. E Girard non era certo un caso isolato: la neutralità americana permetteva infatti agli armatori americani di accordarsi con i coloni e di poter entrare nei porti francesi – particolarmente quelli invasi dalla Gran Bretagna e dalla Spagna – e di mettere in salvo le loro proprietà, compresi gli schiavi¹⁹⁵.

¹⁹² Brandon Mills, *The World Colonization Made*, cit.

¹⁹³ George Tucker, *A Dissertation on Slavery: with a Proposal for the Gradual Abolition of it, in the State of Virginia*, Philadelphia, Mathew Carey, 1796, pp. 68-88, 95-96.

¹⁹⁴ Gary Nash, *Reverberations of Haiti in the American North*, cit., p. 46.

¹⁹⁵ Così si esprimeva infatti Godard, cancelliere del Consolato di Charleston al Comitato di Salute Pubblica di Parigi "Les refus d'argent faits au ministre de la République sont connus de tout le monde; mais ce qui ne l'est pas également c'est le commerce honteux qui se fait sous le pavillon des États Unis avec les ports de nos colonies envahis ou livrés aux anglais et aux espagnols. Commerce au moyen duquel les émigrés font passer secrètement en Amérique des propriétés qu'ils ont mérités de perdre par leur crimes multipliés et qui fournit sans cess des aliments à leurs trames liberticides". AAE, 39CP/43, foll. 7-8.

Se in alcuni casi i padroni riuscivano a tenere i propri schiavi con loro, impiegandoli a servizio presso le loro nuove residenze o nei campi, diversi erano i casi di schiavi che venivano affittati ad altri bianchi, per metterne a frutto la manodopera e stabilizzarsi economicamente. Altri ancora, ed erano i casi più frequenti, vendettero i loro schiavi al fine di utilizzare il ricavato per sopravvivere, installarsi nel nuovo paese e investirlo in nuove attività. Questa pratica, formalmente vietata in diversi stati nei quali la tratta era stata abolita, era in realtà estremamente comune e determinava, nei casi più fortunati per i coloni bianchi, la scelta del porto di destinazione. Norfolk, tra i porti più vicini, si rivelava la meta prediletta per i coloni che avevano al seguito i loro schiavi, in quanto la Virginia non solo era uno stato schiavista, ma permetteva l'entrata dei neri francesi in schiavitù in quanto vi era ancora in vigore la tratta, che ne tutelava l'importazione¹⁹⁶.

Altri stati come il Maryland, dove la tratta era giuridicamente vietata, erano molto meno rigorosi quando si trattava di soccorrere i proprietari bianchi di Santo Domingo, permettendo loro di sbarcare nel porto con i loro schiavi alla sola condizione che questi venissero registrati in un ufficio predisposto e che non venissero liberati, così da monitorarne le attività¹⁹⁷. L'esperienza dei coloni nel Maryland è testimoniata dal colono Berquin Duvallon, che nel suo *Vue de la colonie espagnole du Mississippi* del 1803 ricordava che oltre all'alloggio, al cibo e al denaro, i rifugiati venivano aiutati aggirando la legge che vietava la tratta e permettendo loro di impiegare i loro schiavi sul territorio, piegandosi alla legge suprema di tutte le “nations policées, quel es anciens Romains désignaient si bien sous le beau nom de *Caritas humani generis* (Amour du genre humain)”. Per giustificare questo “atto di umanità”, l'autore ricorreva sottilmente alla solidarietà tra *propriétaires esclavagistes*, ricordando che sebbene la legge che vietava l'entrata di nuovi schiavi – particolarmente da Santo Domingo – fosse corretta perché dettata da ragioni di ordine pubblico, “le Gouvernement du Maryland parût prendre alors pour devise ce bel axiome de droit naturel, s'il ne l'est pas de droit civil: *Homo sum, humani nihil à me alienum puto*”. Lo schiavo di Santo Domingo, il *french negroes* che tutto aveva abbandonato, compresa la “seducente offerta della libertà” per seguire il proprio padrone in un paese straniero, non era pericoloso per il paese accogliente e anzi, partecipava alla crescita della società nella quale si trovava a lavorare¹⁹⁸.

¹⁹⁶ Winston C. Babb, *French Refugees from Saint Domingue to the Southern United States*, cit.

¹⁹⁷ Walter Charlton Hartridge, “The Refugees from the Island of St. Domingo in Maryland”, in *Maryland Historical Magazine*, 1943/2 (n°38), pp. 103-141.

¹⁹⁸ “Et cependant, les Colons de St.-Domingue étaient étrangers à ces généreux Américains, et par le gouvernement, et par la langue, et par les usages, et ne tenaient absolument à eux, que par le lien commun de l'humanité, par le titre d'homme: et cependant il existait, dans cette contrée, et depuis l'époque de sa Constitution, une loi formelle qui exclut de son sein les noirs et esclaves étrangers, et cependant enfin, cette Province étant peuplée d'esclaves, on aurait pu prétexter, à l'appui de cette loi, que l'admission des noirs venant de St.-Domingue

Le considerazioni di Berquin Duvallon non erano un'eccezione: molti erano i coloni, soprattutto quelli negli Stati del Sud, che sostenevano con forza l'ammissione degli schiavi con i loro padroni e non pochi proprietari americani li appoggiavano. La solidarietà tra bianchi, l'idea che per i rifugiati fosse più facile trasferirsi con il sostegno dei propri schiavi e la convinzione che potessero concorrere allo sviluppo delle città e della società grazie alla capacità di gestione delle piantagioni sono posizioni piuttosto frequenti nei giornali e tra i deputati degli stati che si trovavano a legiferare in materia¹⁹⁹.

Al contrario, i rappresentanti francesi negli Stati Uniti mal sopportavano questa pratica e cercavano di osteggiarla attraverso continui richiami alle autorità locali e cercando di spezzare la solidarietà tra bianchi giocando tutti i registri retorici e politici possibili. Abbiamo visto in precedenza come il console Mangourit avesse preso le difese dei neri liberi davanti alla minaccia dello Stato del Sud Carolina di espellerli in quanto fatali “à la préservation des propriétés” e avesse più volte sostenuto che la sorveglianza dello stato dovesse concentrarsi maggiormente sui veri nemici della Repubblica, gli *émigrés* francesi e la loro alleanza con i *torys* americani e con il governo inglese. Scrivendo al procuratore dello Stato, aveva consigliato più volte di sorvegliare i coloni e i loro legami con i proprietari di schiavi americani, perché i primi, che “non avevano nulla da perdere”, fomentavano i capricci e le crudeltà dei secondi tramite il loro atteggiamento di superiorità verso i neri, e ricordava che “si un régime fondé sur l'esclavage préserve la propriété des blancs il faut que les noirs soient à l'abri autant que possible des caprices et des cruauté des propriétaires, par ce moyen on sera à l'abri de toute crainte, si on surveille surtout les étrangers”²⁰⁰.

Davanti ai rifugiati che importavano con sé i propri schiavi invece, Mangourit era di tutt'altro avviso e non poteva fare a meno di mettere a confronto questa pratica con quella della tratta, che sebbene piuttosto discussa e bloccata nella gran parte degli Stati, era tutt'altro che

et qui avaient suivi leurs maîtres, était dans le cas d'occasionner de la fermentation et des troubles parmi ceux de l'endroit, au moyen de leur communication réciproque, et de là on eût pu conclure à ce que cette loi prohibitive fût, à leur égard, plus fortement maintenue que jamais, par une consequence de cet axiome de droit politique: *Salus populi, suprema lex esto*. Mais ces motifs particuliers, ces raisons d'intérêt personnel, et même public, ces considérations puissantes à tous égards, cédèrent à la grande loi de l'humanité et de l'hospitalité [...]. Au surplus, les gens sensés et qui dirigent l'opinion publique, pensèrent, avec raison, qu'un petit nombre d'esclaves qui avait tout abandonné, jusqu'à l'offre séduisante de la liberté, pour suivre et continuer à servir ses maîtres, en des pays étrangers, ne pouvait être dangereux, ni par ses sentiments, ni par sa quantité. L'événement a justifié, en tout, leur façon de penser à cet égard, et démontré pleinement qu'une conduite, à-la-fois, éclairée et humaine, était loin de produire de funestes effets. Au contraire, il paraît que cette époque intéressante aux yeux de l'humanité, a aussi été celle du prompt accroissement de Baltimore, et, par conséquent, de l'augmentation rapide du commerce, des cultures, des manufactures etc.” Berquin Duvallon, *Vue de la colonie espagnole du Mississipi*, cit., pp. 232-234.

¹⁹⁹ Su questo tema, si vedano Martha Jones, “Time, Space, and Jurisdiction in Atlantic World Slavery: The Volunbrun Household in Gradual Emancipation New York”, in *Law and History Review*, 2011/4 (n°29), pp. 1031-1060.

²⁰⁰ ANOM, COL F3 285, foll. 16-18.

estinta e operata spesso illegalmente²⁰¹. I continui sbarchi a Charleston e i pochi sforzi delle autorità dello stato della Carolina del Sud per negare l'entrata degli schiavi francesi allarmarono il console a tal punto da tentare di intervenire con ogni sforzo affinché si vietasse loro l'ingresso. Da un lato, le ripetute raccomandazioni fatte al governatore Moultrie puntavano a sollecitare i timori che un'eventuale rivolta degli schiavi afro-americani avrebbe potuto essere influenzata da quelli francesi: "La Caroline qui, malgré ses lois, ferme les yeux, sur l'introduction des noirs de Saint-Domingue, ne voit pas que ceux-ci mêlés à ceux de l'état peuvent inspirer des sentiments dangereux"²⁰². Dall'altro, vedendo il sostegno che i proprietari bianchi davano ai rifugiati francesi nel "laisser entrer les noirs regardés comme propriétés mobilières" e sapendo di non aver voce in capitolo per imporre l'espulsione dei padroni con i loro schiavi in un territorio straniero, Mangourit si appellava ai Commissari Sonthonax e Polverel mesi prima del decreto abolizionista, chiedendo loro di bloccare le partenze degli schiavi e di considerarli parte dei beni della Repubblica, sequestrati agli *émigrés* al pari delle proprietà immobiliari. Si trattava di un *escamotage* giuridico che garantiva alla Repubblica braccia per il lavoro nei campi, per combattere contro gli inglesi e, allo stesso tempo, indebolire i negozianti che praticavano ancora la tratta e i coloni controrivoluzionari che "par la vente de leurs noirs et des leurs calomnies ne cessent de venir contre la révolution"²⁰³. Mangourit anticipava di qualche mese un conflitto giurisdizionale piuttosto complesso, che faceva dei neri di Santo Domingo, cittadini liberi per la Repubblica francese, degli stranieri senza titolo, riducibili nuovamente allo status di schiavo per via del colore della pelle e del pregiudizio che gravava loro addosso. La cultura giuridica americana sembrava impreparata a risolvere le complesse controversie sulla schiavitù nel mondo atlantico e data la persistenza del sistema schiavista nella gran parte degli stati, la questione veniva inevitabilmente risolta tramite strategie locali, raramente a beneficio dei neri di Santo Domingo²⁰⁴.

Al contrario, i funzionari e i tribunali locali erano meglio attrezzati per affrontare il problema della pace nei quartieri cittadini e nelle piantagioni, attraverso il perseguimento dei *french negroes* in occasione dei fatti che turbassero l'ordine pubblico. Nell'autunno del 1793

²⁰¹ Paul Finkelman, "The American Suppression of the African Slave Trade: Lessons on Legal Change, Social Policy, and Legislation", in *Akron Law Review*, 2009/2 (n°42), pp. 431-467.

²⁰² AN, D/XXV/11, dossier n°8-10.

²⁰³ *Ibidem*.

²⁰⁴ Diversi sono i lavori degli storici che hanno esaminato le cause per la libertà in virtù del loro status francese intentate dai neri di Santo Domingo schiavi negli Stati Uniti. Si veda, per esempio, Martha Jones, "Time, Space and Jurisdiction in Atlantic World Slavery", cit.; Sue Peabody, "Free upon higher ground: Saint-domingue Slaves' Suits for Freedom in U.S. Courts, 1792-1830", in David Patrick Geggus and Norman Fiering (dir.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, pp. 261-283; Rebecca J. Scott, "Paper Thin: Freedom and Re-enslavement in the Diaspora of the Haitian Revolution", in *Law and History Review*, 2011/4 (n°29), pp. 1061-1087.

un charlestoniano bianco esprimeva preoccupazione per la situazione della sua città, facendo eco a quanto già paventato da Mangourit: “the negroes who have come here with the French people, have said so much about the insurrections at St. Domingo, that we have every reason to apprehend one here”²⁰⁵. L’inquietudine dei bianchi sembrava giustificata dalla scoperta del cosiddetto Secret Keeper Plot, una rivolta pianificata e coordinata dai neri liberi francesi ridotti in schiavitù negli Stati della Carolina e della Virginia²⁰⁶ e, poco dopo, da un altro presunto complotto orchestrato dai mulatti Lachaise e Castaing e mettendo in allarme Thomas Jefferson che si trovò riluttante ad avvisare il governatore Moultrie di questo possibile pericolo²⁰⁷. Episodi di questo tipo non si limitarono alle aree al di sotto della linea Mason-Dixon; gli abitanti del Nord collegarono l’attività di ribellione tra le comunità afroamericane locali alla presenza dei *french negroes* e li si accusava di aver appiccato una serie di incendi a New York per tutta la prima metà degli anni Novanta del Settecento²⁰⁸ e di intraprendere azioni insurrezionali corrompendo il “buon carattere” dei neri americani. Insomma, la presenza dei *french negroes* si prestava allora per spiegare qualsiasi attività di ribellione reale o presunta da parte degli afroamericani e serviva per contrapporre dei “buoni schiavi”, prodotti dalla schiavitù americana, da quelli “selvaggi” prodotti dalla schiavitù coloniale isolana delle potenze imperiali. Dal punto di vista degli americani bianchi, quattro qualità rendevano i neri francesi qualcosa di diverso da quelli afroamericani: la loro lingua, la loro religione, il loro aspetto e la loro ferocia. La maggior parte degli schiavi di Santo Domingo non parlava inglese, bensì il francese o il creolo francese e la gran parte di loro era stata recentemente importata dall’Africa, a differenza degli schiavi statunitensi che spesso nascevano nel continente americano. Tra il 1783 e il 1792 l’isola importò in media 37.000 schiavi all’anno e nel 1789 due terzi del mezzo milione circa di schiavi era di origine africana²⁰⁹.

Data la natura “corruttrice” dei *french negroes*, i residenti bianchi cercarono di bandirli dai vari stati. Nell’ottobre del 1793, William Moultrie ordinò che tutti i cittadini neri e di colore liberi se ne andassero entro dieci giorni dal suo decreto e che tutti i migranti in arrivo, liberi o ridotti in schiavitù, dovessero “rimanere sotto tiro a Fort Johnson” finché non fossero stati scortati fuori dallo stato. Lo stesso anno la Georgia proibiva l’ingresso agli schiavi delle Indie

²⁰⁵ *Columbian Centinel*, 19 ottobre 1793, p. 4.

²⁰⁶ Robert Alderson, “Charleston’s Rumored Slave Revolt of 1793”, in David P. Geggus (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001, pp. 93-111.

²⁰⁷ “From Thomas Jefferson to William Moultrie, 23 December 1793”, in *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 27, 1 September-31 December 1793, ed. John Catanzariti, Princeton, Princeton University Press, 1997, p. 614.

²⁰⁸ Shane White, *Somewhat More Independent: The End of Slavery in New York City, 1770-1810*, Athens, GA, 1991, p. 65.

²⁰⁹ Caroline E. Fick, *The making of Haiti*, cit., pp. 22-25; Herbert Klein, *The Atlantic Slave Trade*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 210-211; Robin Blackburn, *Il crogiolo americano*, Torino, Einaudi, 2022, p. 353.

Occidentali e nel 1795 la Carolina del Nord vietava l'ammissione degli schiavi dei caraibi di età superiore ai quindici anni. Lo stesso Maryland, che fino al 1797 aveva permesso ai francesi di portare i loro schiavi nello stato, mise fuori legge questa concessione e vennero seguiti a ruota da altri stati settentrionali. Nel 1798 infatti, il governatore Mifflin della Pennsylvania, dopo aver saputo che altre navi cariche di rifugiati di Santo Domingo erano arrivate nel porto della capitale, emanò un proclama che proibiva lo sbarco ai *french negroes*, incoraggiando il presidente John Adams a sollecitare gli stati adiacenti ad adottare misure analoghe²¹⁰.

Come abbiamo visto, l'espulsione dei neri francesi, liberi o schiavi, era solo l'ultimo dei tanti provvedimenti presi dalle autorità americane per frenare il contagio rivoluzionario. La collaborazione tra stati per bloccare l'esodo dei rifugiati neri tra un confine e l'altro²¹¹ si accompagnava alla solidarietà tra proprietari di piantagioni, che prendevano tutte le misure possibili per soccorrere i loro sodali francesi, favorendo l'introduzione dei loro schiavi negli Stati Uniti e distribuendo loro il denaro preposto dalle Società di Benevolenza. Le *gens de couleur*, i neri liberi dell'isola di Santo Domingo, ricchi proprietari terrieri e di schiavi particolarmente frequenti nel sud della colonia, erano esclusi da questa solidarietà e trattati da ribelli quanto gli schiavi. Questa caratterizzazione aderiva da un lato alle ristrette classificazioni razziali e alla struttura sociale americana – nella quale mancava un gruppo di ricchi proprietari terrieri neri paragonabile al gruppo antillense – dall'altro rimarcava l'agitazione delle *gens de couleur* per la conquista dei diritti civili e politici come la causa della guerra civile nell'isola²¹². Sebbene ogni cinque rifugiati bianchi vi fosse un rifugiato nero e nell'80% dei casi schiavo, nessun registro dei beneficiari dei soccorsi federali o delle società di beneficenza riporta il nome di un solo *gens de couleur*.

Escluderli dalle forme di carità dedicate esplicitamente ai coloni bianchi ha almeno tre ragioni: innanzitutto, essi erano esclusi dalle forme di solidarietà tipiche della società americana perché, come detto, non vi era in America un altrettanto ruolo sociale ricoperto dai neri; in secondo luogo, le comunità afroamericane libere, per via del loro scarso peso sociale e politico di questi anni, non erano in grado di soccorrerli adeguatamente²¹³; infine, perché il sospetto che

²¹⁰ Ashli White, "The Politics of "French negroes", cit., pp. 109-111.

²¹¹ Kevin Kenny, *The Problem of Immigration in a Slaveholding Republic*, cit.

²¹² Si veda, ad esempio, quanto scriveva il giornalista ed editore Mathew Careys sul suo *The American Museum* nel luglio 1792: "As every European government will find its interest in restricting them (especially if a general prohibition of the slave trade should take place) to a situation that will not afford the same opportunities as heretofore, for exciting and aiding the insurrection of the blacks, or corresponding with the Spaniards". *The American Museum*, luglio 1792, pp. 39-40.

²¹³ Su questo punto divergono infatti le posizioni degli storici, che pur ammettendo l'inconsistenza dei soccorsi ricevuti dai neri liberi dalla comunità afroamericana, non concordano sulle ragioni di tale assenza. Susan Branson e Leslie Patrick sostengono che questa indifferenza suggerisce che gli schiavi e le *gens de couleur* francesi "did not conform to black Americans' perception of what constituted an appropriate revolution"; John Davies, al contrario, mette in dubbio questa teoria, sostenendo più semplicemente che l'insicurezza sociale della condizione

sollevavano faceva sì che questi fossero concepiti più come un problema di ordine pubblico e politico, che di ordine morale e solidale. Se non in grado di sostentarsi, questi rifugiati potevano solamente sperare di affidarsi alle *almshouses* e non di certo alle Benevolent Societies sorte per la loro controparte bianca²¹⁴.

della comunità afro-americana libera, più che una preconcepita nozione di “appropriate revolution” tratteneva i neri liberi dall’aiutare attivamente quelli di Haiti. Susan Branson, Leslie Patrick, “Étrangers dans un Pays Étrange: Saint-Dominguan Refugees of Color in Philadelphia”, in David P. Geggus (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001, pp. 195-205; John Davies, *Class, culture and color*, cit.

²¹⁴ Megan Maruschke, “*They were added to the lists of unfortunates*”, cit. L’ipotesi sembrerebbe confermata da un raro documento prodotto dal Comitato di soccorso dello stato del Delaware a seguito dell’inchiesta portata avanti da Edmund Randolph nel 1793, nel quale venivano accuratamente divisi per colore della pelle tutti i coloni sbarcati nella città di Wilmington, per poi selezionare solamente i coloni bianchi come beneficiari del denaro stabilito dal Governo federale. NARA, *Miscellaneous Letters*, foll. 341-345.

1.3 La diplomazia atlantica: la missione di Genet

L'arrivo della seconda commissione civile a Santo Domingo nel settembre del 1792, composta dai tre membri Léger-Félicité Sonthonax, Etienne Polverel e Jean-Antoine Ailhaud, fu un cambiamento importante nella dinamica diplomatica avviata dopo l'insurrezione dell'agosto 1791. Nonostante diversi studi abbiano dimostrato le tendenze abolizioniste di due dei membri della Commissione ben prima della missione²¹⁵, l'operazione era primariamente destinata ad imporre le volontà della Madrepatria sulla riforma interna nella società coloniale espressa dal decreto del 28 marzo 1792²¹⁶. Davanti alle resistenze incontrate immediatamente nell'isola, i commissari insistettero sulla legittimità della loro missione e sui poteri che erano stati loro conferiti, allargando le proprie competenze tese ad "addomesticare" le manovre diplomatiche delle assemblee coloniali.

Sul lato americano, l'arrivo del nuovo ministro plenipotenziario francese nel 1793 andava nella stessa direzione, cercando di centralizzare gli affari caraibici nelle mani del potere metropolitano. La nomina di Charles Edmond Genet ad ambasciatore a Philadelphia era strettamente legata alla diplomazia immaginata dal nuovo governo repubblicano dominato dai Girondini. Così, il nuovo magistero Genet negli Stati Uniti e la presenza dei nuovi commissari civili a Santo Domingo erano la materializzazione della politica ambiziosa di Jacques Pierre Brissot che sperava in questo modo di estendere l'influenza rivoluzionaria francese ben al di là dei confini europei²¹⁷.

Ritornare sulla missione di Genet potrebbe sembrare ridondante, data la mole di studi sul tema, eppure non sembra così superfluo, dato che la gran parte di questi lavori si concentrano sulle sue ambizioni personali smisurate, sul suo fallimento e sul suo impatto nella polarizzazione politica negli Stati Uniti tra repubblicani e federalisti²¹⁸. Solo recentemente la

²¹⁵ Yves Benot, *La Révolution Française et la fin des colonies*, Paris, Editions La Decouverte, 1988, pp. 143-147.

²¹⁶ "[...] L'assemblée nationale reconnait & déclare que les hommes de couleur & nègres libres doivent jouir, ainsi que les colons blancs, de l'égalité des droits politiques [...]". "Décret de l'Assemblée nationale, du 28 Mars 1792, l'an quatrième de la liberté", in *Collection du Louvre, Législative*, vol. 8 (Janvier-Avril, 1792), pp. 373-376.

<https://artflsrv03.uchicago.edu/philologic4/revlawall1119/navigate/33/159/2/>

²¹⁷ Marcel Dorigny, "Sonthonax et Brissot: le cheminement d'une filiation politique assumée", in *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 1997/84 (n°316), pp. 29-40; Wesley J. Campbell, "The Origin of Citizen Genet's Projected Attack on Spanish Louisiana: A Case Study in Girondin Politics", in *French Historical Studies*, 2010/4 (n°33), pp. 515-544.

²¹⁸ Harry Amon, *The Genet Mission*, London, Norton & Co., 1973; Claude Moisy, *Le citoyen Genet. La Révolution française à l'assaut de l'Amérique*, Toulouse, Privat, 2007; Eugene Sheridan, "The Recall of Edmond Charles Genet. A Study in Transatlantic Politics and Diplomacy", in *Diplomatic History*, 1994/4 (n°18), pp. 463-488; Marco Sioli, "Citizen Genet and political Struggle in the Early American Republic", in *Revue française d'études américaines*, 1995 (n°64), pp. 259-267; Christopher Young, "Connecting the President and the People: Washington's neutrality, Genet's challenge and Hamilton's fight for public support", in *Journal of the Early Republic*, 2011/3 (n°31), 435-466.

missione è stata riletta integrando questo «fiasco diplomatico» nel contesto di una più ampia riflessione sull'emergenza dell'opinione pubblica, sulla costruzione del bipartitismo, sulla definizione dei rapporti tra esecutivo, legislativo e giudiziario negli Stati Uniti e sul modo con il quale la Rivoluzione francese abbia contribuito a costruire la cultura politica della giovane Repubblica. Tuttavia, Virginie Martin ha dimostrato che questa missione, presentata come l'archetipo di una diplomazia rivoluzionaria repubblicana, fosse in realtà più l'eccezione che la regola²¹⁹; così come Manuel Covo ha mostrato che la missione, più che un classico caso di diplomazia franco-americana, fosse pressoché dedicata alla conclusione di un nuovo trattato commerciale e politico franco-americano del quale Jefferson e Ternant avevano gettato le basi²²⁰. Infine, va a Jeremy Popkin il merito di aver riposizionato Genet nel suo contesto coloniale, mostrandone il ruolo negli avvenimenti seguiti all'incendio di Cap Français e all'arrivo dei coloni e ad Andy Cabot quello di averne recuperato la dimensione diplomatica esplorandone però il ruolo nel processo di emancipazione generale lanciato nell'isola nell'estate Novantatré²²¹.

Per questo studio, ci preme insistere particolarmente sull'intreccio di tre aspetti solo recentemente e separatamente esplorati: la questione dell'emancipazione nelle Colonie, la concretizzazione della *République Imperiale* e la missione di Genet, cercando di delineare il contesto politico dal quale prenderà avvio il secondo capitolo – e il cuore dell'elaborato – sui coloni di Santo Domingo dopo il 1793.

Nel 1797 nella sua voluminosa operazione intitolata *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue*, il deputato repubblicano Garran-Coulon prendeva coraggiosamente le difese dell'operato del ministro Edmond Genet citando “testualmente” un passaggio delle istruzioni che il ministro avrebbe ricevuto dal governo girondino nel 1792:

“Le conseil exécutif chargeait Genet, en attendant que le gouvernement américain se fut déterminé à faire cause commune avec nous, de tenir la marche qui lui paraîtrait la plus convenable pour servir la cause de la liberté et de l'affranchissement des peuples... [...] et de ne se permettre aucune démarche qui

²¹⁹ Virginie Martin, *La diplomatie en Révolution. Structures, agents, pratiques et renseignements diplomatiques: l'exemple des agents français en Italie (1789-1796)*, thèse, Paris, 2011.

²²⁰ Manuel Covo, *Entrepôt of Revolutions: Saint-Domingue, Commercial Sovereignty and the French-American Alliance*, Oxford, Oxford University Press, 2022, particolarmente il capitolo 6 “The Atlantic Politics of Commercial Republicanism, 1793-1794”.

²²¹ Jeremy Popkin, *You are all free. The Haitian Revolution and the abolition of slavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010; Andy Cabot, *Esclavage, Empires et Diplomatie (France, Grande-Bretagne, États-Unis). Abattre ou Consolider l'Esclavage dans le monde Atlantique après Saint-Domingue (c. 1795-1825)?*, thèse, Paris, 2021.

put donner ombrage aux Américains libres, à l'égard de la constitution qu'ils s'étaient donnée, et qui s'écartait en plusieurs points des principes établis en France"²²².

Questo passaggio era ripreso dal testo *Correspondance entre le citoyen Genet... et les membres du gouvernement fédéral*, prodotto nel 1794 da Edmond Genet per i tipi di Benjamin Franklin Bache allo scopo di difendersi dall'accusa di aver cospirato contro la Repubblica degli Stati Uniti e di essere andato ben al di là delle istruzioni ricevute dal governo francese²²³. Il testo manoscritto delle istruzioni originali è pressoché lo stesso nel contenuto, ma non nella scelta delle parole utilizzate: il passaggio sull'"l'affranchissement des peuples" infatti è assente nel manoscritto dell'archivio del ministro, che si limitava a ricordare la causa della libertà, senza azzardare alcun riferimento all'affrancamento²²⁴. Benché fosse un termine piuttosto vago, utilizzato in egual misura per definire il riscatto dei popoli dal giogo delle potenze straniere, dall'oppressione del dispotismo monarchico o dal lavoro non libero, è indicativo che Garran-Coulon sottolineasse in corsivo tale passaggio, inserendolo nella sua più ampia disputa in difesa dell'abolizione della schiavitù.

L'interpretazione del deputato della missione di Genet come affrancamento delle Americhe non era affatto priva di fondamento e riconsiderava il suo ruolo nel processo di emancipazione generale lanciato da Santo Domingo nell'estate 1793. Ovviamente, la questione dell'abolizione della schiavitù non compariva in alcun modo nelle istruzioni comunicate tanto ai Commissari civili nella colonia, quanto al nuovo ministro plenipotenziario negli Stati Uniti. L'obiettivo centrale di cui Genet era incaricato era la conclusione di un nuovo trattato franco-americano a carattere commerciale e politico, centrato sulla preservazione delle colonie francesi e del loro approvvigionamento:

"Il ne serait même point éloigné de donner à ce Traité une latitude plus étendue en le convertissant en un pacte national dans lequel les deux Peuples confronteraient leurs intérêts commerciaux avec leurs intérêts politiques et établiraient un concert intime pour favoriser sous tous les rapports l'extension de l'Empire de la Liberté,

²²² Jean Philippe Garran de Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue, fait au nom de la Commission des Colonies, des Comités de Salut Public, de Législation et de Marine, réunis*, vol. 4, Paris, Imprimerie Nationale, 1797, pp. 323-324.

²²³ *Correspondance entre le citoyen Genet, ministre plenipotentiaire de la République Française près les États-Unis, et les membres du gouvernement fédéral*, Philadelphia, Benjamin Franklin Bache, 1794.

²²⁴ AAE, 39CP/36, foll. 484-496.

garantir la souveraineté des Peuples et punir les Puissances qui tiennent encore à un système Colonial et commercial exclusifs”²²⁵.

Le istruzioni, piuttosto lunghe e retoriche, sommariamente ordinavano a Genet di armare le navi corsare francesi negli Stati Uniti, di estinguere il debito americano, di strappare il Canada agli inglesi, di far germogliare nella Louisiana e nelle altre province spagnole dell’America “les principes de la liberté et de l’indépendance”, di inviare degli agenti nel Kentucky. Inoltre, al compito ordinario di un ambasciatore di soccorrere i cittadini francesi negli Stati Uniti, veniva aggiunta la clausola di diffidare di questi nel caso in cui fossero rifugiati di Santo Domingo e di trattarli con il sospetto dovuto agli *émigrés*.

Gli obiettivi erano tanti e confusi e lasciavano a Genet l’autonomia di poter agire nei paesi adiacenti agli Stati Uniti come il Canada e le Floride, è evidente però che fu l’ampia dimensione atlantica della missione a costituirne la sfida e il fattore determinante del suo fallimento, amplificata dalla brutale intrusione della rivoluzione di Santo Domingo e dalla caduta della fazione girondina a Parigi. In sua parte, il governo federale americano si era preparato alle richieste francesi con risposte differenti a seconda della fazione politica di appartenenza. La Rivoluzione francese, infatti in prima battuta accolta con un entusiasmo unanime, era presto diventata un argomento estremamente controverso. I massacri di settembre del 1792, l’esecuzione di Luigi XVI e l’inasprirsi delle misure rivoluzionarie provocarono una frattura nel seno dell’élite americana. Quelli che andavano distinguendosi sotto il nome di «federalisti» guardavano con inquietudine al processo di radicalizzazione francese, temendo che anche la Repubblica americana potesse essere esposta alla stessa deriva violenta e oclocratica; in questo senso, l’anti-giacobinismo diventava allora un fattore determinante nella definizione delle identità politiche in seno all’Unione²²⁶. Nel campo avverso, Thomas Jefferson e i cosiddetti repubblicani-democratici consideravano la violenza rivoluzionaria come un male necessario nella misura in cui la repubblica lottava per la sua sopravvivenza nel quadro internazionale della cospirazione monarchica.

In questo contesto si inserì il dibattito attorno all’ammissione di Genet, primo rappresentante e agente diplomatico della Repubblica francese. Nonostante all’interno del gabinetto vi fosse consenso attorno alla volontà di assicurare la neutralità degli Stati Uniti e di rimanere fuori dalle ostilità europee, l’irruzione di Genet segnò il definitivo distacco tra

²²⁵ Frederick Turner (ed.), *Correspondence of the French Ministers to the United States*, cit., p. 204.

²²⁶ Rachel Hope Cleves, *The Reign of Terror in America: Visions of Violence from Anti-Jacobinism to Antislavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009; Rachel Hope Cleves, “Jacobins in this Country: The United States, Great Britain and Trans-Atlantic Anti-Jacobinism”, in *Early American Studies: An Interdisciplinary Journal*, 2010/2 (n°8), pp. 410-445.

Jefferson ed Hamilton. Questo conflitto emerge chiaramente nel celebre dibattito tra *Pacificus* / Hamilton e Helvidius / Madison – centrato sulla questione dell'autorità del presidente nella proclamazione della neutralità, che ne avrebbe altresì condizionato l'autorità di interpretare i trattati e di stipularne di nuovi²²⁷ – e si risolse nel riconoscimento della Repubblica francese e nell'ammissione del suo ambasciatore e nella neutralità con conseguente sospensione dell'articolo 11 del Trattato franco-americano del 1778²²⁸. Le conseguenze di questo primo dibattito furono drammatiche e l'opinione pubblica americana si polarizzò immediatamente tra sostenitori federalisti della neutralità e repubblicani-democratici che spingevano per un maggiore allineamento alla causa francese, temendo la deriva autoritaria federalista.

Sulla rimodulazione di un nuovo trattato Genet possedeva allora ben pochi mezzi legislativi: fino alla fine dell'estate, infatti per via dei lunghi tempi di percorrenza nell'Atlantico, il ministro era a conoscenza solamente della legge del 19 febbraio 1793 che permetteva l'ammissione dei cargo americani nelle colonie. Il decreto applicativo della legge, promulgato il 26 marzo e arrivato decisamente troppo tardi negli Stati Uniti, così come la condanna del partito girondino suo sostenitore e, infine, la promulgazione delle leggi della Convenzione che limitavano fortemente il diritto alla neutralità, resero vano qualsiasi tentativo di negoziazione in favore di un nuovo trattato²²⁹. L'attitudine di Genet poi non migliorò certo la situazione: sfidando apertamente la posizione del presidente Washington e del Congresso, si appellò al popolo americano in cerca di supporto tramite le *Democratic Societies* fiorite tra il 1792 e il 1793 e decise di armare dei navigli corsari privati scavalcando le prerogative dell'esecutivo. Il suo tentativo di ignorare l'autorità di Washington mise in difficoltà Thomas Jefferson, il suo interlocutore privilegiato, che prese le distanze dal ministro; alla fine di luglio il presidente e il suo gabinetto iniziarono a preparare la domanda di richiamo alla Francia del proprio ambasciatore, inviata formalmente a fine settembre 1793²³⁰.

²²⁷ Alexander Hamilton, James Madison, *The Pacificus-Helvidius Debates of 1793-1794*, Indianapolis, Liberty Fund, 2007; William R. Casto, "Pacificus & Helvidius Reconsidered", in *Northern Kentucky Law Review*, 2001/28, p. 612.

²²⁸ Su questo tema si veda particolarmente Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique*, cit., pp. 365-368.

²²⁹ *Ivi*, pp. 368-369.

Si vedano anche le lettere inviate da Genet a Jefferson del 23 maggio e del 30 settembre 1793: "To Thomas Jefferson from Edmond Charles Genet, 23 May 1793", *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 26, 11 May-31 August 1793, ed. John Catanzariti, Princeton, Princeton University Press, 1995, pp. 96-98; "To Thomas Jefferson from Edmond Charles Genet, 30 September 1793", *ivi*, pp. 164-170.

²³⁰ Eugene Perry Link, *Democratic Republican Societies, 1790-1800*, New York, Columbia University Press, 1942; Marco Sioli, "The Democratic Republican Societies at the End of the Eighteenth Century: The Western Pennsylvania Experience", in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 1993/3 (n°60), pp. 288-304; Mathew Schoenbachler, "Republicanism in the Age of Democratic Revolution: The Democratic-Republican Societies of the 1790s", in *Journal of the Early Republic*, 1998/2 (n°18), pp. 237-261.

Il fallimento del nuovo patto franco-americano non segnò affatto la fine dell'esperienza Genet, che ignaro della decisione di Washington e della sua amministrazione, si concentrò particolarmente sulle Antille secondo quanto indicatogli nelle istruzioni. Arrivato sulle coste di Charleston nell'aprile del Novantatré, il ministro si premurava di entrare immediatamente in contatto con i Commissari civili a Santo Domingo, informandoli che si sarebbe speso per provvedere la colonia di quanto fosse loro necessario e promettendo di persuadere l'opinione pubblica americana positivamente sulle misure da applicare nella colonia²³¹.

L'aggravarsi della situazione nel giugno 1793 e l'opposizione tra i commissari e il nuovo governatore dell'isola Thomas Galbaud furono per Genet l'occasione per concretizzare l'ideale d'*affranchissement des peuples* e per attribuire all'espressione un senso realmente universale. Come già detto, davanti alle resistenze di Thomas Galbaud e i ribelli di Cap François – per la gran parte marinai e *petit blancs* – i commissari pubblicarono il proclama di emancipazione di tutti gli schiavi che si sarebbero uniti alla causa francese per combattere gli insorti di Cap François. Nonostante i primi racconti di quanto stesse accadendo nella città tra il 20 e il 21 giugno cominciassero a circolare – e con loro le narrazioni delle violenze di cui erano accusati mulatti e neri – Genet approvò immediatamente le scelte di Sonthonax e Polverel e già il 12 luglio scriveva loro:

“Tous les faits que j’ai pu recueillir jusqu’à ce jour temoignent en faveur de la pureté de vos principes et de votre fermeté. Sans doute parmi le nombre de citoyens blancs qui sont échappés à leur destruction il en est dont le coeur est rempli de sentiments d’humanité et de véritable patriotisme qui ne méritent pas d’être englobés dans une proscription générale: nous sommes blancs vous & moi; mais nous n’en sommes pas moins pénétrés de respect pour les droits des hommes quelque soit leur couleur.”²³².

Tenendosi prudentemente neutro sui coloni bianchi che si stavano riversando sulle rive americane e sull'interpretazione da dare ai fatti di Cap François, Genet chiede istruzioni ai commissari e la linea guida da seguire nei confronti dei rifugiati. Questa prudenza venne presto meno quando i coloni organizzarono la loro controffensiva nelle principali città degli Stati Uniti, riempiendo la stampa di articoli di denuncia sulle colpe di Sonthonax e Polverel, sui crimini dei neri da loro manovrati e accanendosi particolarmente sull'emancipazione promessa

²³¹ AD/XXV/6, n°82.

²³² AN, D/XXV/6, n°5.

una volta liberata Cap François dai ribelli. La rapida decisione di appoggiare le scelte emancipatrici dei Commissari e, di conseguenza la presa di distanze dai coloni, si spiegano con la personale avversione di Genet per l'istituzione della schiavitù e del pregiudizio razziale. In occasione della sua risalita degli Stati Uniti da Charleston a Philadelphia nella primavera del 1793 l'ambasciatore aveva già avuto modo di sollevare diverse perplessità sul sistema schiavista, sostenendo che questo abituava i bianchi all'ozio pur di non abbassarsi a condividere il lavoro nei campi con i neri, riprendendo quasi fedelmente le osservazioni di Jacques-Pierre Brissot nel suo *Voyage* del 1791²³³. E ancora, in una seconda lettera a Sonthonax e Polverel ricordava come i Quaccheri di Philadelphia appoggiassero il loro decreto, anche se questo era costato diverso sangue nella colonia.

Data la sua posizione e il prestigioso ruolo di rappresentante esecutivo della Francia negli Stati Uniti, l'avvallo di Edmond Genet alle decisioni prese dai commissari costituì un sostegno diretto al processo di emancipazione dei neri, al quale non solo l'ambasciatore si allineava, ma del quale incoraggiò la linea: il 29 agosto 1793, Sonthonax dichiarava in un proclama l'emancipazione generale di tutti gli schiavi della Provincia Nord dell'isola ed Etienne Polverel, partito per la provincia dell'Ovest alla fine di luglio 1793, decise di sequestrare le proprietà abbandonate e di distribuirle ai cittadini di colore emancipati con la prima proclamazione del 21 giugno.

In questo quadro, le sue convinzioni personali e l'adesione alle soluzioni dei commissari rendevano estremamente complessa la sua posizione politica negli Stati Uniti, a tratti contraddittoria. Infatti, il suo alleato americano più entusiasta verso la politica repubblicana francese era Thomas Jefferson, virginiano supportato dalla componente sudista dei tredici stati la cui economia si basava esclusivamente sul sistema schiavista: perciò, se da un lato Genet taceva nel rendere pubblica la sua opinione sulla schiavitù, dall'altro l'appoggio ai Commissari e le indicazioni date ai consoli sulle misure da tenere verso i coloni rifugiati sconfessavano decisamente il suo tentativo di neutralità a riguardo.

Le tensioni con i coloni esplosero nel corso della fine dell'estate, quando l'arrivo dell'imbarcazione da guerra *Jupiter* comandata dal generale Galbaud incendiò gli animi dei francesi rifugiatosi a Philadelphia e New York e la comunità si spaccò tra innocentisti e colpevolisti del generale e dei coloni che avevano difeso Cap François. Nel sottocapitolo 1.1 avevamo lasciato il generale Galbaud alla sua fuga sul naviglio *Jupiter* accompagnato da diversi

²³³ AN, 416Mi/26, *Notes sur la politique américaine*. Si veda quanto scrive Jacques-Pierre Brissot nella *Lettre XXIII Sur les lois rendues dans les divers états pour l'affranchissement des esclaves* del suo secondo volume a proposito dei proprietari di piantagioni della Virginia e del loro atteggiamento verso i propri schiavi: Jacques-Pierre Brissot, *Nouveau voyage dans les États-Unis de l'Amérique Septentrionale, fait en 1788*, vol. 2, Paris, Buisson, 1791, pp. 29-30.

rifugiati bianchi di Santo Domingo e al suo arrivo nella rada di Chesapeake, nei pressi di New York City. A niente servirono i numerosi memoranda che il generale scrisse a Genet nel corso dell'estate per difendere la sua posizione, che il ministro giudicava ingiustificata e responsabile della distruzione della città di Cap Français. Anzi, deciso a punire le azioni di Galbaud e a non farlo ripartire impunemente per la Francia, tentò di separarlo dalla sua ciurma, così che a Parigi sarebbe stato giudicato senza l'interferenza di alcun teste in sua difesa. L'operazione non andò a buon fine: i marinai erano ben determinati a rientrare il prima possibile nella Madrepatria e la presenza del generale Galbaud sarebbe stata il perfetto alibi per quando avrebbero dovuto rispondere delle loro azioni nell'incendio della capitale della colonia. Da questo momento iniziava un lungo braccio di ferro tra Genet, Galbaud e la sua ciurma, ben ricostruito da Jeremy Popkin, non risparmiando nemmeno la celebrazione del primo anniversario della Repubblica il 10 agosto 1793, momento del quale i due schieramenti approfittarono per dichiarare la purezza dei propri sentimenti patriottici e repubblicani²³⁴. Per uscire da questo stallo politico, Genet tentò allora una strategia differente e venute a conoscenza della fitta corrispondenza tra Galbaud e i coloni sulla terraferma – particolarmente Tanguy de la Boissière, Millet e Lenormand – organizzò un'ispezione con sequestro dell'abitazione del giornalista Tanguy de la Boissière. Le sue carte consistevano principalmente in lettere e articoli di giornale scritti e pubblicati mesi prima nel trisettimanale *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue* e riguardavano diverse questioni, tra cui il rifiuto dell'uguaglianza per gli uomini di colore liberi e progetti di creazione di un esercito di coloni per recuperare Santo Domingo. Questa mossa permise a Genet di alienare Galbaud dalle simpatie di gran parte della sua ciurma che temeva di venire implicata nelle accuse di complotto controrivoluzionario una volta rientrata in Francia. Non sentendosi più al sicuro, Galbaud riuscì a fuggire dalla *Jupiter* e dopo una fuga rocambolesca si rifugiò nel Canada inglese, permettendo una volta per tutte a Genet di dipingerlo come un traditore della causa repubblicana²³⁵.

L'*affaire Galbaud* era la conferma di una netta presa di posizione di Genet rispetto alle pretese dei coloni: coloro che si erano opposti ai Commissari, che si erano ribellati ai loro provvedimenti e che cercavano con ogni mezzo di screditare l'opera di emancipazione dei neri venivano considerati nemici della Francia in quanto promotori di sentimenti antirepubblicani, non meritavano la *confiance de la patrie* e perdevano alcuna pretesa di rappresentatività davanti al popolo sovrano²³⁶. Come vedremo infatti, i coloni rifugiati a Philadelphia si organizzarono

²³⁴ Sulla questione si veda Jeremy Popkin, *You are all free*, cit., pp. 302-309; così come i documenti in AN, D/XXV/6, particolarmente il dossier Précis sur l'arrivée du General Galbaud à New York.

²³⁵ Ibidem.

²³⁶ Si vedano per esempio le parole di disprezzo con cui li definiva in una lettera a Thomas Jefferson: "Cette foule immense de renégats à leur patrie, d'étrangers à tous les pays qui s'agitent sur le sol de la liberté pour la détruire,

in assemblee pubbliche con l'intento di eleggere dei deputati bianchi da inviare alla Convenzione, al fine di contrapporre i loro uomini a quelli che nel frattempo i Commissari avevano promosso a rappresentanti della colonia di Santo Domingo.

Nella Provincia Nord dell'isola, infatti, alla proclamazione di Sonthonax aveva seguito l'elezione di sei rappresentanti della colonia con il compito di raggiungere la Madrepatria e rappresentare il nuovo popolo di Santo Domingo alla Convenzione nazionale²³⁷. In una lettera a Genet, Sonthonax metteva la deputazione sotto la protezione dell'ambasciatore francese in vista del loro viaggio verso la Francia:

“La malheureuse province du Nord, elle a cru devoir songé à donner à la Metropole une dernière preuve de son attachement, en nommant des Députés pour se réunir à la Convention Nationale. Le Peuple nouveau à qui j'ai osé faire reprendre son rang dans l'espèce humaine, s'est assemblé. Partout les nouveaux citoyens ont joui avec la plus grande modération de l'exercice de leurs droits politiques; les électeurs étaient mêlés de toutes les couleurs et le résultat de la dernière nomination a été la même; deux blancs, deux sangmêlés et deux noirs ont été choisis députés. Ce sont les citoyens Dufay, Garnot, Rechin, Mills, Mars Belley et Joseph Boisson (Joseph Boisson était esclave avant le 20 Juin). Je vous adresse avec confiance ces élus du Peuple, je vous prie de leur prêter tout secours et assistance, en leur procurer un prompt embarquement pour l'Europe; car il est temps que notre commune Patrie soit reveillée de sa léthargie profonde par rapport à ses Colonies.”²³⁸.

Da queste parole, così come dall'accoglienza calorosa che i deputati ricevettero dall'ambasciatore, sembrerebbe chiaro che il provvisorio attracco dei deputati a Philadelphia fosse organizzato e pensato dai Commissari come una garanzia della sicurezza dei rappresentanti. Il viaggio, immerso nel contesto di guerra marittima tra la Francia e l'Inghilterra e in quello della guerra civile coloniale era piuttosto rischioso per i cittadini: la guerra di corsa che non risparmiava alcun naviglio meno sguarnito che passasse troppo vicino alla flotta

pour renverser votre indépendance et qui sont les vrais perturbateurs, les hommes vraiment dangereux”, in AN, D/XXV/6.

²³⁷ Si trattava dei due deputati bianchi Louis Dufay e Pierre-Nicolas Garnot, dei due cittadini mulatti Jean-Baptiste Mills e Réchin e dei due cittadini neri Jean-Baptiste Belley e Joseph Boisson; i sei deputati ricopriranno un ruolo di primo piano nella discussione precedente al decreto abolizionista votato dalla Convenzione il 4 Pluvioso anno II. Sul tema si veda l'intervento di Florence Gauthier, “Le rôle de la députation de Saint-Domingue dans l'abolition de l'esclavage”, in Marcel Dorigny (dir.), *Les Abolitions de l'esclavage de Léger Félicité Sonthonax à Victor Schoelcher*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1995, pp. 199-211; Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel en révolution, 1789-1795-1802*, Paris, PUF, 1992, pp. 216-234.

²³⁸ AN, AD/XXV/6, lettera di Sonthonax a Genet del 28 settembre 1793.

inglese, e i complotti tra marinai inglesi e i coloni controrivoluzionari avevano seriamente messo a repentaglio la vita dei deputati, che più volte si trovarono a dover far fronte a minacce via mare prima e via terra poi²³⁹. Oltre alla volontà di mettere in sicurezza i nuovi eletti del popolo però, le parole finali di Sonthonax suggeriscono la volontà di ricevere l'avvallo dal rappresentante della Francia negli Stati Uniti sulla validità della loro elezione e di quanto sarebbero andati enunciando alla Convenzione nazionale. In effetti, il riconoscimento da parte di Genet avrebbe senza dubbio reso maggiormente legittima la scelta dei Commissari, incarnata nei sei deputati e nel messaggio emancipatore che riconsegnavano alla Madrepatria, per risvegliarla dalla sua *léthargie profonde*.

Facevano contraltare alla calda accoglienza di Genet le violente proteste dei coloni rifugiati a Philadelphia, che si tramutarono in vere e proprie minacce verbali e corporali nei confronti dei deputati²⁴⁰. Persino qualche console in un primo momento guardò con sospetto e ostilità l'arrivo dei deputati e l'idea che la Francia potesse avere dei rappresentanti del popolo neri: il console di New York Hauterive, per esempio, annotava nel suo diario personale che una società dominata da ex-schiavi sarebbe stata la rovina dell'umanità e che la gran parte di loro non era capace di concepire la libertà e la rappresentanza della volontà generale così come pensata dai cittadini bianchi²⁴¹. Sicuramente, la pubblica recezione dei deputati di Santo Domingo fu un evento politico marcante per la Francia e per gli Stati Uniti: per la prima volta veniva riconosciuto ufficialmente lo status dei deputati di origine africana nella colonia. Il gesto, peraltro, di accoglierli e di organizzare delle pubbliche cene in loro onore, come annotava sempre Hauterive nel suo diario, rompeva con tutte le norme sociali americane e sfidava apertamente un sistema nel quale nessuno – neanche gli abolizionisti gradualisti – si sarebbe mai immaginato che un nero o un mulatto potessero ricoprire una carica politica di tale misura²⁴².

La causa della libertà e quella dell'eguaglianza figuravano così al servizio del processo emancipatore dell'umanità, di cui la Francia si faceva portavoce e interprete. Lungi dall'essere figlia delle circostanze, senza alcun retroterra culturale, l'abolizione della schiavitù incarnava

²³⁹ Mathieu Carlot, "Des chemins périlleux. Le voyage des conventionnels des colonies vers Paris (1793-1794)", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2015 (n°380), pp. 3-23.

²⁴⁰ Si veda quello che scrivono i coloni in un memoriale a Genet a proposito dell'elezione dei deputati: "Vous n'aurez pas accueilli, retiré chez vous et même fêté trois negres esclaves, nommé Papa Jacqueot, Papa Cezar et Papa Pierrot qui ont encore les mains tintes du sang de leurs maitres et d'autres citoyens et sont nantis de leurs depouiller? Trois nègres que le féroce Sonthonax n'a rendu libres, sans en avoir le pouvoir, n'a élevé en dignité, n'a nommé ou fait nommer députés, à la Convention, que parce qu'ils s'étaient distingués de leurs camerades par la quantité de crimes qu'ils ont commis et par leurs atrocités. On nous a assuré que vous aviez admis ces trois scélérats dans votre société intime, que vous aviez donné des repas en leur honneur, que vous leur aviez fait faire des habillements magnifique, et surtout à chacun deux robes de chambres". AN, D/XXV/6, dossier 72.

²⁴¹ New York Hi'storical Society (NYHS), *Hauterive's Journal*, 1793.

²⁴² Ibidem.

il punto massimo della Repubblica, il messaggio ultimo di un sistema di liberazione dei popoli in lotta contro la tirannia dei re e l'egoismo rapace della Gran Bretagna. In questo disegno, Genet continuava a contemplare gli Stati Uniti come una repubblica che avrebbe potuto costruire un progetto di reciprocità politica e commerciale con la Francia sebbene, annotava in un memoriale inviato al Ministro degli Affari esteri nel novembre del 1793, la giovane repubblica avesse ancora diversi passi da prendere per liberarsi dei suoi “vieux tyrans et ennemis jurés du peuple français”, gli inglesi²⁴³.

Fallito il progetto di un nuovo patto commerciale, l'ambasciatore non smise di ribadire la necessità e di integrarne le ragioni alla più ampia guerra politica, commerciale e valoriale contro la Gran Bretagna. Così, quando nell'ottobre del 1793 arrivò la notizia che gli inglesi erano sbarcati a Santo Domingo grazie alla complicità dei coloni bianchi, Genet scriveva al Ministro degli Affari esteri sostenendo di essere fiducioso nel fatto che i nuovi cittadini liberi si sarebbero battuti ad ogni costo per la Repubblica, la sola che potesse garantire loro la libertà. Spinto da questa convinzione, egli si prodigò immediatamente per inviare convogli di approvvigionamenti ai Commissari, nella speranza che l'intervento pronto della Francia potesse rassicurare le truppe che combattevano contro gli inglesi. Su questo progetto si allineavano anche Sonthonax e Polverel, che chiedendo un nuovo invio di soccorsi aggiungevano che

“cet espoir intretiendra le courage des nouveaux français qui habitent Saint Domingue. Le secours que nous leur apportons leur prouvera que si la République française, occupée à soutenir la guerre contre toutes les puissances combinées de l'Europe, ne peut pas secourir les enfants de Saint Domingue, son délégué dans les États Unis leur fournira les moyens de défendre leur liberté et le territoire français. Quelle joie n'éprouveront ils pas en voyant aborder sur leurs rivages un bâtiment de la République? Après avoir vu s'éloigner de ces cotes tous ceux qui avaient été envoyés pour leur défendre. Vous n'oublierez pas, citoyen, ces hommes nouvellement acquis à la nature et à la France. Vous n'oublierez pas ceux des Européens, restés fideles à la République, qui défendent avec courage la liberté de leurs nouveaux frères. La manière dont vous avez accueilli les citoyens attachés à cette cause, m'en est un sur garant.”²⁴⁴.

²⁴³ AN, 416Mi/26, Notes sur la politique américaine.

²⁴⁴ AAE, 40CP/37, foll. 16-17.

Inoltre, l'occupazione inglese dell'isola confermava i sospetti che il ministro sollevava da mesi nei confronti dei coloni bianchi che si opponevano al proclama di emancipazione e sosteneva che l'occupazione inglese fosse l'effetto di una larga cospirazione controrivoluzionaria a cui partecipavano i *torys* americani, i coloni bianchi di Santo Domingo rifugiatisi negli Stati Uniti e a Londra, i proprietari di piantagione e i mercanti federalisti e, per finire, gli inglesi. Già qualche mese prima, in occasione del caso Galbaud, aveva ribadito i suoi timori a Thomas Jefferson, chiedendo che il governo federale prendesse provvedimenti contro di lui e i suoi complici e che vigilasse sulla loro collaborazione con le autorità inglesi all'interno degli Stati Uniti. Il 30 ottobre, forte di quanto accaduto a Santo Domingo, ricordava a Jefferson che l'occupazione inglese minacciasse anche gli interessi degli americani, proprio nel momento in cui “un decret de la Convention nationale venait d'admettre vos vaisseaux aux mêmes Conditions que les nôtres” e che la caduta delle città antillesi fosse l'effetto di un “plan qui se combine depuis deux ans entre les Colons des isles du vent et des isles sous le vent pour se livrer aux anglais et aux espagnols”²⁴⁵. Ricostruendo brevemente la storia di questo complotto anglo-coloniale, ricordava che la gran parte di questo progetto aveva preso forma nella “terre de la liberté” mesi addietro, con l'arrivo di Thomas Galbaud negli Stati Uniti e che fosse stato promosso da quegli “scelerats qui avaient fait la guerre aux Citoyens réintégrés dans les Droits de l'homme par la loi du 4 avril”.

In realtà, il discorso non si fermava affatto ad un rimprovero su ciò che si sarebbe potuto fare per impedire questa deriva, bensì evocava la minaccia che questa cospirazione, estesa a tutto l'Atlantico, potesse colpire gli Stati Uniti e sobillare dall'interno la giovane repubblica rendendola lo strumento attivo del “système de domination universelle à la quelle aspire cette puissance audacieuse sur tous les établissements de l'Amérique”. Infine, riprendendo una polemica che abbiamo già visto con il console Mangourit, Genet puntava il dito sui coloni rifugiatisi a Charleston, che calunniando la Repubblica e i suoi agenti e puntando il dito contro le scelte prese dai Commissari, allarmavano i proprietari di schiavi americani provocando in loro un sentimento di astio profondo verso la Rivoluzione francese. Un astio di cui gli inglesi avrebbero saputo profittare per allontanare sempre più i sentimenti che avrebbero potuto unire le due repubbliche a suo vantaggio, così come avrebbe approfittato della neutralità americana per arricchire e allargare il proprio dominio su tutto il continente.

Rimanevano allora due scelte agli Stati Uniti: “passer humblement sous les fourches caudines que les Rois d'Angleterre et d'Espagne vous préparent, vous jeter dans les bras

²⁴⁵ “To Thomas Jefferson from Edmond Charles Genet, 30 October 1793”, *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 27, 1 September – 31 December 1793, ed. John Catanzariti, Princeton, Princeton University Press, 1997, pp. 284-290.

liberticides de ces Vampires politiques, au prix de votre honneur” o, “si l’esprit de 1775 n’a point encore fui de cette contrée, avertir votre souverain qu’il est temps qu’il se lève avec majesté, pour défendre s’il le faut avec la France la liberté et l’indépendance des peuples le bonheur du genre humain”²⁴⁶. Nonostante la retorica del discorso, sembrerebbe riduttivo inserirlo nell’alveo di una secolare lotta tra la potenza inglese e quella francese nella quale gli Stati Uniti avrebbero dovuto prendere una posizione a rischio della loro sopravvivenza. Charles Edmond Genet ha fiducia nella Rivoluzione americana e nei principi che l’avevano portata a prendere le armi contro l’Inghilterra per liberarsi dal suo dominio. Così come rimane fiducioso nel fatto che, sebbene la deriva federalista e *cripto-royaliste* degli Stati Uniti, la giovane Repubblica possedesse tutti i fattori possibili alla completa rigenerazione. Tra questi fattori vi era quello della politica commerciale che, rigenerata, avrebbe “réunit sur le même point les productions et les jouissances de tous les climats et qui liant tous les hommes epars sur le globe devrait n’en faire qu’une même famille perpétuellement animée par les échanges que nécessitent leurs besoins réciproques”. Recuperando peraltro il discorso del deputato montagnardo Ducher del 20 settembre 1792 alla Convenzione, egli parlava dei limiti fittizi che sembravano imposti dalla natura, quelle barriere dell’avidità fiscale che una saggia politica aveva distrutto e messo in comunicazione nonostante gli ostacoli fisico-naturali²⁴⁷; così, una lega di repubbliche emancipate doveva essere l’esempio per il mondo. Non si trattava di una visione libero-scambista, ma nasceva al contrario dall’idea di creare delle barriere proibitive contro gli inglesi, al fine di garantire l’effettiva “libertà dei mari”, secondo una visione che non era pienamente allineata con le proposte girondine, bensì con quelle del Comitato di Salute Pubblica del 1793.

Ora, in questo quadro di “lega di repubbliche rigenerate” però, emerge al contrario un dato che avvicina la politica di Genet a quella dei girondini e che spiega l’accanimento contro i coloni antiabolizionisti: la questione della schiavitù. È chiaro che il ministro abbia ricoperto un ruolo di primo piano nell’evoluzione della politica coloniale a Parigi, dal suo appoggio ai Commissari all’abolizione della schiavitù nel 1794 grazie al suo impegno nella ricezione e nel rinvio dei sei deputati antillesi alla Convenzione. Nonostante le pressioni internazionali, la presenza ingombrante dei coloni rifugiati, la difficoltà degli scambi con lo scoppio della guerra con la Gran Bretagna nel gennaio 1793, Genet e la sua rete consolare si schierarono – con qualche eccezione – prontamente per il processo di emancipazione iniziato già nel 1792.

²⁴⁶ *Ibidem*.

²⁴⁷ J.G.-A. Ducher, *Nouvelle Alliance à proposer entre les Républiques Française & Américaine*, Paris, s.e., [1792]; Allan Potofsky, “The Transatlantic Political Economy. French «Interests» and the Debate Over the US Debt, 1787-1705”, in *Transatlantica*, 2002/1.

Emancipazione che però non poteva avere effetto senza l'intervento della Madrepatria, a protezione e garanzia dei diritti acquisiti: l'affare di Galbaud, così come i documenti sequestrati a Tanguy de la Boissière avevano convinto il ministro – non a torto, come vedremo – della possibilità che esistesse tra i coloni un progetto d'indipendenza per la parte francese di Santo Domingo, al fine di svincolarsi dalle pesanti imposizioni della Madrepatria, non più e non solo legate all'*exclusif* coloniale dell'Antico Regime o all'*Atto di Navigazione* del 1793 promosso da Barère e Ducher, bensì al processo emancipatore iniziato con il decreto del maggio 1792. In questo progetto, centrale era il ruolo degli Stati Uniti e, particolarmente, “d'un grand nombre d'habitants des Etats Unis imbûs des mêmes préjugés et attachés par intérêt au système de l'Esclavage”, che pareva ben disposto ad assecondare le mire independentiste al di là del governo federale perché mosso dalla “philosophie de la Couleur”²⁴⁸. Il freno all'indipendentismo, al particolarismo e agli interessi di una sola “casta” era uno: la tutela della Madrepatria rigenerata, sola garanzia della libertà e dell'uguaglianza, di una Repubblica, insomma, a carattere imperiale.

Ecco allora che un altro tassello fondamentale si aggiungeva – per la forza delle cose e ancora di più per la forza delle convinzioni – alle possibili spiegazioni dell'animosità di Genet: salvaguardare gli interessi delle due repubbliche suggeriva altresì di garantire la sopravvivenza di queste e dell'ideale stesso di repubblica, sottraendola al principio conservatore statunitense di sottomissione di una parte dell'umanità all'interesse privato, per ridonarle un senso più ampio, di repubblica come emancipazione dell'umanità. Un processo di emancipazione generale, repubblicano e “imperiale” che Edmond Charles Genet aveva favorito e anticipato, una lotta della vera *democratie* a quella che lui definiva *epidermocratie*, il “terme ultime de la Philosophie des Planteurs”²⁴⁹.

Come abbiamo visto, l'arrivo di migliaia di rifugiati di Santo Domingo pose diverse questioni alla giovane repubblica americana, che per la prima volta dalla ratifica della sua Costituzione federale del 1789 si trovò a metterne concretamente alla prova alcuni pilastri sulla base di quanto stesse accadendo nel mondo atlantico e particolarmente nelle Antille. L'emergenza migratoria, infatti, non solo ridiscuteva i termini della politica interna e dei rapporti tra poteri statali e potere federale, ma immergeva gli Stati Uniti nel contesto internazionale,

²⁴⁸ AAE, 39CP/39, foll. 73-74.

²⁴⁹ Ibidem.

costringendoli a delineare prontamente una linea di politica estera che accordasse i principi rivoluzionari sostenuti dal 1776 – e i loro limiti! – senza però rinunciare pragmaticamente agli interessi commerciali e politici che la loro posizione imponeva. Lungi dall’essere schiacciati in una lotta tra le due potenze imperiali, il soccorso alla colonia di Santo Domingo a partire dal 1791, l’accoglienza dei suoi rifugiati bianchi e la sospettosa diffidenza con cui si guardava alla guerra civile nell’isola, nonché i dibattiti al Congresso su questi propositi, suggeriscono al contrario il tentativo d’integrazione degli interessi della giovane repubblica post-coloniale nel contesto caraibico segnato dalle potenze coloniali franco-britanniche. Peraltro, sfatando il mito prevalente di un precoce eccezionalismo americano, la vicenda dei rifugiati ci consiglia di leggere il fiorire dei sistemi di carità come frutto delle sfide poste dal commercio atlantico e particolarmente dalla “solidarietà degli interessi” politici, economici e razziali, a cui si aggiungeva il fattore di controllo delle migrazioni per la sicurezza nazionale davanti ad un rivolgimento i cui effetti rischiavano di ripercuotersi sui precari equilibri della Repubblica.

L’attenzione all’impatto «americano» e all’analisi esterna dell’arrivo dei coloni ha permesso di delineare il fattore di reintegrazione sociale di questi come anticamera alla loro attività politica nel Nuovo Continente oggetto del secondo capitolo, in continuità con i precedenti fatti caraibici degli anni 1789-1793, ma senza che venissero sottovalutati i cambiamenti che l’emancipazione generale dell’isola imponeva. Anzi, la presenza dei coloni e la loro strenua lotta contro le decisioni prese dai Commissari, così come l’appoggio che i rifugiati bianchi ottennero dai *planters* e dai notabili americani, aiuta a rileggere la missione di Genet e a inquadrarla alla luce di queste sfide. L’astio di Genet per i coloni e il profondo disagio davanti alle simpatie che gli americani mostravano per la loro causa era per l’ambasciatore l’indice dell’avanzare dei rapaci ed egoisti interessi politico-commerciali della Gran Bretagna contro il repubblicanesimo emancipatore francese, il solo capace di tenere assieme esigenze e potenza commerciale, interessi dei popoli e salvaguardia dei principi di libertà ed uguaglianza per tutti, al di là del pregiudizio di colore e dei confini geografici.

Capitolo 2 (1793-1794)

L'organizzazione politica negli Stati Uniti

« La Déclaration des droits du Citoyen, garanti à l'homme la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété, vous violez à la fois tous ces droits naturels et imprescriptibles elle déclare que les vertus et les talents sont les seuls motifs de préférence aux emplois publics et vous vous attachez de Arnaud des Lachaise et vous fêtés et vous chérissez des Réchin, des Dufay, des Garnot ces hommes petris des mains du Crime»²⁵⁰.

Le assemblee dei coloni di Santo Domingo rifugiati negli Stati Uniti nascevano come esito dello scontro aperto tra Commissari e coloni e in risposta alla crisi di legittimità politico-diplomatica tra Charles Edmond Genet e la Repubblica federale. Tutt'altro che prive di contrattazione politica, queste assemblee coagularono i problemi di ordine ideologico-politico che attanagliavano dal 1789 la Madrepatria e la colonia di Santo Domingo per tradurli negli Stati Uniti secondo parole d'ordine che potessero convincere i loro sostenitori americani e francesi. Sorte nelle città di New York, Boston e Philadelphia le assemblee nascevano allora dall'esigenza di organizzarsi per contrapporsi alla politica dei commissari e dell'ambasciatore, per diffondere una narrazione differente da quella delle autorità ufficiali su quanto stesse accadendo nei Caraibi, per prendere le distanze dalle accuse di emigrazione controrivoluzionaria e di complotto con gli inglesi e per intervenire nel più largo dibattito politico atlantico.

Al di là dell'emergenza sociale, le riunioni dei rifugiati puntavano a risolvere a loro favore la crisi di legittimità politica che l'elezione dei sei deputati di Santo Domingo promossa dai Commissari e l'avvallo dell'ambasciatore avevano innescato. Inseparabili dall'esperienza coloniale precedente, i membri di queste assemblee si riunivano per mettere in discussione la legalità e la legittimità dell'elezione e per controproporre dei propri rappresentanti che sarebbero andati a ridiscuterne i termini direttamente a Parigi. Inoltre, le riunioni furono l'occasione per condannare la *Société des Amis des Noirs* e i suoi affiliati e per proporre soluzioni politiche che si adattassero al nuovo contesto atlantico e che ristabilissero l'ordine nella colonia secondo un nuovo e/o ritrovato equilibrio.

Tuttavia, seppur legati da un destino comune, i fatti degli anni 1793-1795 suscitarono spaccature profonde tra i coloni, le cui fonti di legittimazione si diversificavano a seconda degli

²⁵⁰ AN, D/XXV/6, *Lettre de Duny Citoyen français à Genet, 8 decembre 1793*, dossier n°20.

equilibri atlantici: agli odi mai sopiti, che risalivano allo scontro tra *grands* e *petits blancs*²⁵¹, alla diffidenza tra l'Assemblea di Saint-Marc e il Club Massiac, o all'alleanza con gli inglesi in occasione del loro sbarco e occupazione a Jérémie, si aggiungevano così le discussioni a proposito dell'ordine futuro immaginato per la colonia, rompendo immediatamente la precaria intesa costruita attorno all'odio per i Commissari e al pregiudizio verso neri o mulatti, liberi o schiavi²⁵².

Il ruolo degli Stati Uniti non fu di poco conto: territorio libero e neutro, la giovane Repubblica non solo accoglieva i rifugiati e li aiutava tramite le Società, ma assicurava e rassicurava i coloni circa la loro attività politica, orientata su principi poco distanti da quelli dei proprietari del Sud e intimorita sia dall'animosità del ministro Genet, sia dalla ribellione e dall'emancipazione degli schiavi dell'estate 1793. Così, per guadagnarsi l'appoggio dell'opinione pubblica americana e non perdendo di vista l'obiettivo di riconquista della colonia con ogni mezzo, i coloni tenevano fermo sul linguaggio repubblicano e sull'attività partecipativa al fine di riproporre i meccanismi delle assemblee rivoluzionarie della Madrepatria. Se è vero che l'incendio di Cap François segnava il primo e più spettacolare episodio della crisi del sistema imperiale francese teorizzata durante la Guerra d'Indipendenza, l'esodo fornì altresì ai coloni un punto d'appoggio americano che permise loro di controllare lo spazio caraibico e di giocare politicamente la loro partita su più fronti. Inoltre, la protezione e il supporto economico ricevute dalle autorità e dai privati americani, contraltare del violento scontro con i ministri e i consoli francesi, furono essenziale corollario alla formulazione di una linea repubblicana che vedeva nel modello statunitense una possibile soluzione ai problemi che affliggevano la colonia. Gli Stati Uniti erano insomma destinati a costituire l'hinterland delle colonie francesi e in primo luogo di Santo Domingo, le cui colture e commercio era necessario rivitalizzare.

In questo capitolo mostreremo come davanti alle sfide atlantiche, le reti dei coloni intessute negli anni prima del 1793, così come le nuove alleanze che verranno a crearsi negli anni del soggiorno americano, si rivelarono essenziali ai fini di mobilitare e assicurare la loro sopravvivenza nell'agone politico. La loro corrispondenza, i loro incontri pubblici, l'invio di rappresentanti alternativi ai sei deputati eletti nella colonia, nonché l'apertura su più fronti –

²⁵¹ Frédéric Régent, "La fabrication des Blancs dans les colonies françaises", in Sylvie Laurent, Thierry Leclère (dir.), *De quelle couleur sont les Blancs? Des «petits Blancs» des colonies au «racisme anti-Blancs»*, Paris, La Découverte, 2013, pp. 65-75.

²⁵² Gabriel Debien, *La société coloniale aux XVIIe et XVIIIe siècles. Les colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le club Massiac, août 1789-août 1792*, Paris, Armand Colin, 1953; Deborah Liebart, "Un groupe de pression contre-révolutionnaire: le club Massiac sous la Constituante", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2008 (n°354), pp. 29-50; John D. Garrigus, *Before Haiti: Race and Citizenship in French Saint-Domingue*, New York, Palgrave Macmillan, 2006.

compreso quello inglese – lasciano intendere un ruolo molto meno passivo di quanto è stato fino ad ora descritto dalla storiografia e, soprattutto, molto meno strettamente connesso al solo recupero delle proprietà²⁵³. Inoltre, i dibattiti e le rotture in seno alle assemblee e alla comunità di rifugiati, la diffidenza o l'affezione verso gli inglesi e verso i coloni che avevano stipulato con Londra il *Trattato di White Hall* del 1793, i legami e la militanza nel Club dei Giacobini e dei Foglianti di alcuni di loro a Parigi e gli stretti legami con i *planters* democratico-repubblicani del Sud degli Stati Uniti complicano il quadro e lasciano intendere un'elaborazione ideologica post-coloniale che oscillava tra l'accettazione di un ideale repubblicano alla conquista del globo e la restaurazione dell'ordine prerivoluzionario. Tutto ciò secondo un processo ambiguo che ricordava fortemente i fenomeni metropolitani, ricalcando le spaccature che agitavano la Convenzione nazionale nel 1793 e le lotte tra giacobini e girondini, tra amici e nemici della Repubblica.

Così, l'oggetto di questo capitolo consiste nel mettere in luce la porosità del gruppo coloniale in esilio negli Stati Uniti, le loro alleanze politiche e la loro organizzazione tutt'altro che trascurabile che sarà la base della loro attività lobbistica tra Francia e Stati Uniti e non senza uno sguardo sempre vigile alla Gran Bretagna. L'obiettivo sarà quello di mostrare la complessità della loro posizione politica e ridiscutere le logiche di una storiografia che li ha liquidati ad elemento minoritario della nebulosa controrivoluzionaria, quasi che la loro presenza nei dibattiti al Congresso, alla Convenzione nazionale o al gabinetto di Saint-James fosse un'eccezionale casualità della disperata diaspora di *planteurs* pronti a tutto pur di recuperare le loro proprietà coloniali. L'attenzione ai *discourses of dispossessed*, alle petizioni inviate nel 1814 per essere risarciti delle perdite a seguito dell'Indipendenza di Haiti ha finito per concentrare l'analisi più sugli aspetti sociali che quelli propriamente politici, per i quali i coloni sono dipinti sullo sfondo di scelte prese dalla Madrepatria e, più generalmente, dalle potenze atlantiche²⁵⁴.

L'analisi, prendendo in parte le distanze dai lavori precedenti, vorrebbe da un lato liberarsi dell'analisi retorica delle narrazioni dei coloni, per concentrarsi al contrario sulla loro performatività nello spazio dell'agire politico da loro ritagliato. Analizzando unitamente le narrazioni e le pratiche politiche, si intenderà mostrare da un lato la continuità e le rotture tra il passato e il presente di questi uomini, tra il fallimento del sogno autonomista e l'aderenza ai nuovi progetti repubblicano-imperiali; dall'altro si intenderà far emergere il fertile terreno nel

²⁵³ Frances Sergeant Childs, *French refugee life in the United States*, cit.; Ashli White, *Encountering Revolution*, cit.; Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue*, cit.

²⁵⁴ Ibidem; Jennifer J. Pierce, *Discourses of the dispossessed. Saint-Domingue colonists on race, revolution and empire, 1789-1825*, PhD thesis, New York, 2005.

quale prese poi avvio la rivisitazione in nuce di un repubblicanesimo conservatore che vide il suo pieno sviluppo intellettuale dopo il 1795 e che fece degli anni americani un bagaglio di sperimentazione per il futuro.

A tal fine, vedremo nella terza parte di questo capitolo come l'aderenza alle forme repubblicane previste dalla Francia prima del decreto emancipatore del 16 pluvioso anno II, avvicinasse gran parte dei *colons patriotes* alle scelte della Convenzione e particolarmente a quelle del Comitato di Salute pubblica. In antitesi al quadro proposto dall'ambasciatore Genet che, come abbiamo visto, interpretava in chiave universale ed emancipatrice il progetto repubblicano, vedremo che molti coloni, cercando di inserirsi nel cuneo della lotta tra montagnardi e girondini, aderiranno alla linea dei primi secondo una strategia che faceva della rigenerazione repubblicana il sinonimo non di emancipazione, bensì di nuova e riconosciuta legittimità alla Colonia tramite i soli proprietari bianchi.

Così, alla contesa tra legittimità e legalità, questione centrale della Francia metropolitana negli anni 1792-1794, faceva specchio la situazione nella colonia e nel mondo americano: se è vero che il conflitto tra Charles Edmond Genet e i rifugiati di Santo Domingo riproponeva negli Stati Uniti un dibattito europeo, allo stesso modo, in un gioco di specchi, il dibattito tra i coloni bianchi inviati dalle assemblee e i deputati inviati dai Commissari riportava in Madrepatria un dibattito atlantico²⁵⁵.

²⁵⁵ Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009; Anthony Di Lorenzo, Mathieu Ferradou, "The Early "Republic of France" as a Cosmopolitan Moment", in *La Révolution française*, 2023 (n°24).

2.1 Protagonisti e strutture politiche

Le pagine che seguono si concentrano sui percorsi biografici dei coloni rifugiati negli Stati Uniti, intrecciando informazioni di carattere sociale e politico degli anni pre-1793. L'obiettivo sarà quello di interpretare il significato sociopolitico dietro alle alleanze e alle divisioni che contrapposero i diversi gruppi di coloni rifugiati secondo schemi ed esperienze comuni. Ci sembra perciò pertinente fare una premessa metodologica circa la raccolta e l'analisi dei dati che è alla base di questo paragrafo e che aiuterà a comprendere meglio la composizione sociale dei rifugiati più attivi politicamente e le ragioni dietro ai loro comportamenti.

Per questa ricerca ci si è avvalsi di una moltitudine di fonti differenti, sia sul piano quantitativo che qualitativo. Benché la letteratura non manchi, ad oggi nessuno studio ha messo in chiara relazione l'organizzazione dei coloni negli Stati Uniti e il loro passato politico nella colonia, attenendosi allo studio delle reti sociali che permisero loro il riadattamento nella terra di accoglienza. Ovviamente il compito non è cosa facile: le fonti a riguardo sono frammentate, imprecise e lacunose; spesso, sono state prodotte anni dopo gli eventi narrati, modificando gli scopi originali di una determinata scelta per riadattarli alla necessità del momento²⁵⁶. È questo il caso dei fortunatissimi dossier prodotti dai coloni e dai loro eredi in occasione del procedimento riparatario che prese avvio nel 1814 per indennizzarli delle proprietà perdute a seguito del riconoscimento dell'Indipendenza dell'isola. Essenziali per conoscere dati biografici quali luogo e data di nascita, status sociale dei richiedenti – sposati, vedovi, orfani ecc. – entità del patrimonio prima del 1789, luogo e tipologia della proprietà posseduta, i dossier si rivelano ben più imprecisi per quanto riguarda la militanza politica dei richiedenti o dei loro avi defunti durante le guerre che si susseguirono nell'isola. Le ragioni sono molteplici: innanzitutto, nel 1814 le petizioni erano formulate spesso da vedove e figlie femmine a cui poco interessava descrivere minuziosamente l'attività politica dei loro mariti e padri, rischiando che questa fosse fonte di sospetti che avrebbero intralciato l'accoglimento della loro richiesta. Cosa non dissimile per gli eredi maschi, figli o nipoti o fratelli, che non vivevano a Santo Domingo e che si trovavano a dover sbrogliare una situazione legale già piuttosto complicata senza che a questa si aggiungessero dettagli sull'attivismo politico, che questo fosse noto o meno. Come nota tra gli altri Darrell Meadows, che sull'*État détaillé* ha costruito il corpus del suo lavoro di

²⁵⁶ ANOM, D64, *État détaillé des liquidations opérées par la Commission chargée de répartir l'indemnité attribuée aux anciens colons de Saint-Domingue*. I dossier dei richiedenti le cui domande sono state trattate e accolte si trovano alle Archives Nationales di Pierrefitte, serie F/12 *Secours aux colons de Saint-Domingue. Indemnisation des colons spoliés*; al contrario, presso le Archives Nationales d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence sono conservate informazioni complementari sia sulle domande trattate (ANOM 10DPPC 211-307), sia su quelle non trattate (ANOM 10DPPC 308-701).

tesi, diversi coloni sottacevano informazioni biografiche che rischiavano di porli in cattiva luce agli occhi delle autorità della Restaurazione e che potevano inficiare la richiesta di risarcimento. È il caso, ad esempio, del dossier di Jean Baptiste Gabriel de L'Archevesque Thibaud, che nonostante la caratura del personaggio – su cui avremo modo di tornare lungamente – taceva qualsiasi dato circa la sua presenza fra i *Léopards* del 1790 e il suo contrapporsi all'autorità francese nell'isola incarnata dal governatore²⁵⁷.

Se l'*État détaillé* è uno strumento imprescindibile, ma non primario per questo studio – perché inadatto alla circoscrizione dell'oggetto d'analisi e all'obiettivo che questo elaborato si è proposto – più fortunata è la ricerca nella documentazione consolare presso il Centre des Archives diplomatiques de Nantes e nella documentazione diplomatica presso l'Archives du Ministère des Affaires Étrangères di Paris – La Corneuve²⁵⁸. Grazie allo scambio epistolare tra consoli e ministro plenipotenziario e tra quest'ultimo e il ministro degli affari esteri a Parigi è stato infatti possibile reperire alcune trascrizioni delle sedute delle *Assemblées des Colons réfugiés aux États-Unis*, gli elenchi delle Società alle quali i coloni erano affiliati, i memoriali sulla loro attività politica e editoriale e le petizioni pubbliche che inviavano alle autorità francesi. A questa imponente mole di documenti, peraltro, si aggiungono i numerosi fondi privati delle famiglie americane con cui i coloni entrarono in contatto, i documenti raccolti dalla Commission des Colonies istituita nell'anno III per far fronte al *Débat entre accusateurs et Accusés* sul processo all'operato dei due Commissari Sonthonax e Polverel²⁵⁹, e, infine, le petizioni inviate al Ministero della Marina e delle Colonie durante la Convenzione nazionale, il Direttorio e il Consolato²⁶⁰.

Infine, un ruolo determinante ha avuto l'analisi della stampa, sia americana, sulla quale spesso scrivevano i coloni per assicurarsi un pubblico di lettori il più ampio possibile, sia

²⁵⁷ AN, F/15/3400, *dossier Larcheveque-Thibaud*; AN, COL F 5B 34; pp. Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue*, cit., 117-118.

²⁵⁸ Centre des Archives diplomatiques de Nantes (CADN), 61 CC *Baltimore*; 109 CC *Boston*; 148 CC *Charleston*; 340 CC *La Nouvelle-Orléans*; 473-474 CC *New York*; 518-519 CC *Philadelphie*; AAE, 39CP/36-55 *Correspondance Politique – États Unis*; 40CP/2-7 *Correspondance Politique – États Unis*; 40CP/26-38, *Mémoires diverses*; 19MD/2-10 *Mémoires et Documents, États-Unis, 1793-1812*.

²⁵⁹ Per i fondi privati, si citano quelli più ricchi a riguardo: WLB, *De Caradeuc Family Papers*, 1771-1947; Hagley Museum (da qui in poi HM), *Dupont Family Papers*; APSP, *Stephen Girard Papers*. Per quanto riguarda il cosiddetto *Affaire des Colonies* dell'anno III e alla documentazione raccolta a riguardo dalla Commission des Colonies, che avremo presto modo di riprendere, si rimanda innanzitutto ai lavori di: Yves Bénot, "Le procès Sonthonax ou les débats entre les accusateurs et les accusés dans l'affaire des colonies (an III)", in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1997 (n°84), pp. 55-63; Jeremy Popkin, "Thermidor, Slavery and the 'Affaire des Colonies'", in *French Historical Studies*, 2015 (n°38), pp. 62-82. Allo stesso modo, si rimanda al resoconto in 9 volumi di tutto il dibattito, pubblicato dal presidente della Commissione delle Colonie Jean-Philippe Garran de Coulon, *Débats entre les accusateurs et les accusés dans l'affaire des colonies*, voll. 1-9, Paris, Imprimerie nationale, 1795; la documentazione raccolta dal Comitato è invece contenuta nel fondo D/XXV alle Archives Nationales di Pierrefitte a Parigi: AN, D/XXV/6-84.

²⁶⁰ AN, AF/III/206-210; AF/IV/1187-1457.

francese, con particolare attenzione ai periodici pubblicati dai coloni in terra prima caraibica, poi statunitense e poi francese²⁶¹.

Grazie all'incrocio di tutti questi dati è stato possibile selezionare un totale di circa 1000 coloni attivi tra Francia e Stati Uniti negli anni 1793-1795, la cui carriera proseguì almeno fino al Consolato e al fallimento della spedizione Leclerc. Per analizzarne l'attività politica rivoluzionaria negli anni della Convenzione nazionale, del Direttorio e del Consolato è stato altresì necessario inserire i soggetti e le loro schede biografiche in un database, al fine di ordinare i dati e aggiungerne di ulteriori durante lo spoglio del materiale d'archivio. L'inventario delle fonti elencate ha consentito di determinare le origini geografiche e sociali degli individui, ma anche di ricostruirne carriere, traiettorie, fortune, attività e produzioni letterarie. Il riferimento incrociato delle fonti ha permesso poi di colmare diverse lacune, o più in generale di ridurle, rendendo al contempo più affidabile la qualità dei dati. Creando una visione completa delle traiettorie personali, è quindi stato possibile rivelare le dinamiche interne del gruppo considerato, interrogandosi sulle modalità di funzionamento e sulle tipologie e le forme delle relazioni interindividuali. Inoltre, grazie al database a cui si è fatto ricorso, ci viene offerta congiuntamente la possibilità di far luce sul rapporto del gruppo con il mondo esterno, mettendone in discussione la forma, la natura e la porosità dei confini sociali e, soprattutto, politici.

A differenza del metodo prosopografico però, che spesso si appoggia su database quali Win Généalogie, FileMaker.Pro o Fichoz²⁶², si è preferito fare affidamento su Nodegoat, costruito specificatamente per analisi di tipo diverso da quelle esclusivamente sociali-familiari e definito come un «web-based data management, network analysis & visualisation environment»²⁶³. Il programma consente di costruire insiemi di dati offrendo diverse modalità di analisi relazionale, spaziale e cronologica. Combinando questi elementi all'interno di un unico ambiente, è più facile elaborare, analizzare e soprattutto visualizzare istantaneamente gli insiemi di dati complessi inseriti dal punto di vista relazionale, diacronico e spaziale. Detto in altri termini, grazie alla sua funzionalità di filtraggio e di visualizzazione consapevole dei percorsi, è possibile creare selezioni ed evidenziarle in un contesto più ampio all'interno del set di dati.

²⁶¹ *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue; American Star / L'Étoile Américaine; Journal Historique et Politique de la France et des Colonies; Courrier de la France et des Colonies; Courrier Politique de la France et des Colonies; Courrier Républicain; Gazette Française et Américaine.*

²⁶² Per una riflessione metodologica sull'utilità di questi database nel campo della prosopografia sociale si veda Zélie Navarro-Andraud, "Les élites de Saint-Domingue au XVIIIe siècle: réflexions méthodologique", in *Caravelle*, 2010 (n°95), pp. 59-84.

²⁶³ Florian Kerschbaumer, Linda von Keyserlingk-Rehbein, Martin Stark e Marten During, *The Power of Networks. Prospects of Historical Network Research*, New York, Routledge, 2020, p. 206.

Per esempio, se ci si interroga sull'origine sociale di un individuo in un determinato contesto politico, il database Nodegoat permette di isolare e filtrare le informazioni prettamente genealogiche e sociali di ogni individuo creando una fiche personale nella quale vi si possono aggiungere le voci ritenute essenziali al lavoro:

Fiche individuale di Claude Corentin Tanguy de la Boissière

The screenshot displays the Nodegoat database interface for an individual's fiche. At the top, there are two tabs: "Overview" (selected) and "Cross-Referenced". Below the tabs, the name "Tanguy de la Boissière, Claude-Corentin" is prominently displayed, followed by a unique identifier "(ngWD1A082Wt04YNW0X18h1tTxHK)". A small "edit" button is located to the right of the name. Below the name, the "Family Name" is listed as "Tanguy de la Boissière" and the "Given Name" as "Claude-Corentin". The "Bio" section contains the text "Procureur aux Cayes; Planteur aux Cayes" and a "Word Count: 6". Below the bio, there are three sub-object tabs: "Sub-Objects: Overview" (selected), "[Birth]", "[Residence]", and "[Relation]". At the bottom of the interface, there is a filter and pagination section with a funnel icon, a dropdown menu set to "25", and a page indicator "1 - 12 of 12".

In questo modo, è possibile avere immediatamente accesso tramite *overview* ai dati ritenuti più importanti, ovvero nome, cognome, professione ed eventuale funzione pubblica, proprietà, data di nascita, residenza e relazioni. La registrazione di questi dati ci permette innanzitutto di ricostruire il milieu sociale, le relazioni politiche e parentali e gli spostamenti nello spazio dei coloni; peraltro, il database ha modo di restituire immediatamente sia in modalità cartografica che in modalità statistica i dati raccolti (occupazione prima e dopo la fuga da Santo Domingo, residenze, relazioni, partecipazione politica alle assemblee ecc.).

Una volta inseriti i dati per ogni individuo, è possibile legare le vicende tra loro tramite diversi strumenti: nel caso di una correlazione diretta – per esempio scambio epistolare, partecipazione a giornate insurrezionali, condanne nei medesimi processi politici, iscrizione nel medesimo battaglione della Guardia Nazionale ecc. – si può utilizzare l'opzione *Relation*, collegando così gli individui correlati. Nel caso in cui del legame non vi sia traccia diretta nelle fonti, il database permette comunque di far emergere eventuali relazioni elencando gli individui collegati dalle medesime presenze all'interno di un'assemblea ristretta, di una società di

beneficenza o di una massonica, oppure da una medesima collaborazione ad un periodico o ad un volume. Lo studio globale di tutti questi dati permette allora di analizzare i flussi migratori, le collaborazioni e i medesimi interessi economici e politici.

Sebbene i vantaggi di questo tipo di database siano molteplici, vi sono tuttavia alcune difficoltà, soprattutto quando si tratta di inserire i dati nel computer. Sebbene i campi da compilare vengano scelti direttamente dallo studioso, registrare informazioni vaghe è sempre piuttosto complesso, così come i casi di omonimia o di uomini che si definivano semplicemente come «Lefebvre habitant», senza indicare il nome di battesimo e il posizionamento della piantagione di cui erano proprietari. Allo stesso modo, l'analisi quantitativa necessita di un più attento esame qualitativo, particolarmente quando si tratta di un percorso che può essere solo apparentemente comune. Come vedremo, la gran parte dei coloni rifugiati che partecipavano alle assemblee dei coloni a Philadelphia non condividevano un passato controrivoluzionario e spesso guardavano con diffidenza l'occupazione inglese e i coloni che la appoggiavano. Questo atteggiamento verso gli inglesi non fu però costante e unanimemente condiviso e non sono rari i casi di coloni, tra i quali, per esempio, Guillaume-François Mahy de Corméré che nel 1793 si muovevano su più campi, mantenendo stretti legami con l'assemblea dei coloni a Boston e allo stesso tempo denunciando a Victor Malouet i coloni «républicains et patriotes» di cui sarebbe stato meglio diffidare dopo un'eventuale restaurazione²⁶⁴. Il suo atteggiamento ambivalente fu però di breve durata e durante il Direttorio Mahy de Corméré si allineò alle scelte dei due Consigli secondo una strategia che pareva repubblicana, seppur rigorosamente antiabolizionista. Insomma, interessandoci più alle rotture all'interno del mondo coloniale e post-coloniale francese ed americano che all'unità, il database Nodegoat è utilizzato per un'analisi algoritmica e quantitativa dei dati sociali e per un'organizzazione del corpus di fonti e del lavoro per quanto riguarda il campo interpretativo dei testi, del linguaggio politico e delle tesi emergenti attorno al rapporto tra le repubbliche nello spazio atlantico, per i quali l'analisi qualitativa è indispensabile.

Inoltre, scegliere i coloni per via della loro attività politica nelle assemblee, per i loro incarichi pubblici, o per la loro partecipazione alla lobby coloniale fra le due Repubbliche ha come conseguenza un drastico restringimento del mondo professionale: nonostante tra i firmatari delle petizioni ci fossero diversi coloni definibili come *petits-blancs* – coloni bianchi poveri o esercitanti professioni alternative al mondo della produzione, della raffinazione, della vendita e del commercio dei prodotti coloniali o esclusi dalla partecipazione alle prestigiose

²⁶⁴ John Bosher «Guillaume-François Mahy de Corméré et la réforme officielle sous l'Ancien Régime», in *Annali della Fondazione Italiana per la Storia Amministrativa*, 1966/3, pp. 236-253; MAE, 40CP/37.

cariche politiche nella colonia – la responsabilità politica di interloquire con le autorità americane e, soprattutto, con quelle della Madrepatria spettava agli uomini di spicco della comunità di Santo Domingo che vantava ricchezze, conoscenze e reti politiche sufficientemente in grado di far ben sperare nella riuscita delle loro pretese. Marginali, ma non inesistenti: i piccoli proprietari impoveriti o i professionisti di arti alternative alla produzione di prodotti coloniali saranno al contrario un punto di forza dei *planteurs*, che sul pregiudizio razziale e sulla possibilità di recuperare la colonia secondo nuovi principi più equi – per i bianchi! – fecero leva per sostenere le loro posizioni davanti alla Convenzione.

Allo stesso modo, figureranno raramente i neri, schiavi e liberi: vera ossessione dei coloni, in questo capitolo saranno trattati secondo la lente interpretativa dei proprietari di piantagioni e la loro assenza fisica, controbilanciata da una fortissima presenza nella retorica discorsiva dei coloni, andrà a dare solidità all'analisi e a farla emergere in tutta la sua complessità²⁶⁵. Infine, come avremo modo di vedere più approfonditamente affrontando la questione delle petizioni, anche le donne avranno un ruolo minoritario in questa storia: più silenziose politicamente – ma non per questo meno attive – degli uomini, alle donne era concesso partecipare alle assemblee dei coloni negli Stati Uniti e solo in rare occasioni comparivano tra le firmatarie delle petizioni stese durante le sedute.

Al contrario, le donne sono molto più presenti nelle petizioni private: frequenti sono infatti le richieste collettive inviate alle Società di Beneficenza da parte delle vedove sopravvissute ai mariti e fuggite da Santo Domingo, così come le lettere inviate al presidente George Washington in persona o al ministro plenipotenziario francese negli Stati Uniti per chiedere soccorso. Mediamente, le donne colone erano le prime vittime dell'indigenza che la condizione di rifugiate comportava, non possedendo spesso sostanze sufficienti per potersi mantenere e sopperire al ruolo subalterno cui la società le rilegava. Le petizioni femminili per le richieste di soccorso però non erano sempre dominate da angoscia e impotenza per la loro condizione: il ricorso strategico a strazianti descrizioni degli eventi di Cap François di cui erano state testimoni e, soprattutto, alla fama dei mariti o delle famiglie d'origine quando questi erano

²⁶⁵ Banale, ma non scontato sembrerebbe ribadire che consci del “silenzio del passato” sui neri, in questo capitolo emergeranno tutti i “limiti” di uno studio essenzialmente concentrato sulla discorsività e l'azione politica dei proprietari bianchi. Però, oltre ad essere un limite può anche costituire una risorsa, perché concentrarsi esclusivamente sui coloni proprietari di terre e di schiavi risulta essenziale per ricostruire quell'archeologia del silenziamento dei neri e della loro storia, che mostra a sua volta che tanto più rumore veniva fatto dagli ex-padroni per silenziarli, tanto più forte era il valore rivoluzionario di quanto i neri stessero compiendo nell'isola. Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past. Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995.

potenti, diventava un mezzo essenziale con il quale mogli e vedove si ritagliavano uno spazio d'orgogliosa autonomia e distinzione.²⁶⁶

²⁶⁶ Ad oggi non esistono lavori sul ruolo delle donne bianche proprietarie di piantagioni a Santo Domingo e rimangono piuttosto frammentari quelli sulle *maîtresse* che possedevano gli schiavi. Per tali ragioni, si rimanda alle pagine di Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue*, cit., pp. 90-92. Al contrario, moltissimi sono gli studi sul rapporto tra mascolinità, ruoli di genere e schiavitù: Bernard Moitt, *Women and Slavery in the French Antilles, 1635-1848*, Indianapolis, Bloomington, 2001; Natalie A. Zacek, "Banes of Society and Gentlemen of Strong Natural Parts: Attacking and Defending West Indian Creole Masculinity", in Thomas A. Foster (dir.), *New Men: Manliness in Early America*, New York, New York University Press, 2011; Mimi Sheller, "Sword-bearing Citizens: Militarism and Manhood in Nineteenth-century Haiti", in *Plantation Society in the Americas*, 1997/2 (n°4), pp. 241-243; Arlette Gautier, *Les Sœurs de solitude. Femmes et esclavage aux Antilles du XVII^e au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010; Pamela Scully, Diana Paton (dir.), *Gender and Slave Emancipation in the Atlantic World*, Durham, University of North Carolina, 2005; Susan D. Amussen, Allyson M. Poska, "Shifting the Frame: Trans-Imperial Approaches to Gender in the Atlantic World", in *Early Modern Women. An Interdisciplinary Journal*, 2014/1 (n°9), pp. 1-23; Mary Beth Norton, *Separated by their Sexe: Women in Public and Private in the Colonial Atlantic World*, Ithaca, Cornell University Press, 2011.

Santo Domingo a Philadelphia?

Facciamo un salto indietro nel tempo: abbandoniamo il caos degli sbarchi nel porto di Philadelphia del 1793 per immergerci nella vivace e brutale società coloniale di Santo Domingo nel 1779. Lo scontro tra le Tredici Colonie e la Gran Bretagna stava volgendo a favore delle prime e a Santo Domingo si seguivano con passione le vicende nordamericane, oscillando tra l'allarmismo per i possibili contraccolpi economici e l'entusiasmo per le possibilità che l'alleanza franco-americana avrebbe potuto schiudere²⁶⁷. Un'«alliance improbable» quella tra la Francia di Luigi XVI e la Confederazione americana, la cui natura ridiscuteva soprattutto i termini di una confederazione post-coloniale e di una monarchia dotata della più ricca colonia del mondo²⁶⁸. In effetti, l'alleanza poneva la questione del legame tra Madrepatria e colonie e tra colonie ed una confederazione da un lato, e dei rapporti tra Francia e Gran Bretagna dall'altro, provocando una crisi d'identità della monarchia francese ben al di là del dibattito tra protezionismo e liberalismo o di quello tra nazionalismo e identità coloniale.

Molteplici gli echi e gli esiti di questo dibattito, che spiegherebbero quel “paradosso” tra una risonanza più ampia della Guerra d'Indipendenza sul piano economico e una più relativa – se non nulla, secondo Charles Frostin²⁶⁹ – sul piano politico della colonia. Come nota lo storico, se dal punto di vista economico l'Indipendenza americana segnò l'intensificazione degli scambi tra la colonia francese e le ex tredici colonie, dal punto di vista politico è invece più difficile, se non impossibile, leggerne le ricadute sul breve periodo. Secondo Frostin, le ragioni di questa mancanza sarebbero da individuare nella “mentalité du planteur dominicais et dans la nature de sa revendication autonomiste”, per il quale Santo Domingo non era una patria, bensì una terra di passaggio, nella quale vi si soggiornava giusto il tempo di arricchirsi per poi ritornare nella Madrepatria a goderne dei frutti senza troppe implicazioni militari e legali.

Solo su un punto preciso, a suo avviso, la Rivoluzione americana pareva aver segnato l'avvenire politico della colonia: l'aumento della categoria dei *libres*, detti anche *affranchis*. L'amministrazione antillense, infatti, da un lato non aveva esitato a concedere permessi di affrancamento dalla schiavitù al fine di aumentare le entrate della cosiddetta *Caisse de Libertés*, dall'altro aveva invece organizzato un corpo d'armata di volontari, detti «Chasseurs volontaires», esclusivamente composta da *gens de couleur libres*, arruolando così più di 900

²⁶⁷ Charles Frostin, “Saint-Domingue et la Révolution américaine”, in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 1974 (n°22), pp. 73-114.

²⁶⁸ Su questa lettura dell'impatto della Rivoluzione americana nel contesto coloniale francese, si fa particolare riferimento al lavoro di Manuel Covo, attento a superare da un lato una “visione idealista” della rottura diplomatica e commerciale e dall'altro una “visione realista” che insisteva al contrario sulla continuità del sistema internazionale d'Antico Regime: Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique*, cit., pp. 81-83.

²⁶⁹ Charles Frostin, “Saint-Domingue et la Révolution américaine”, cit., p. 110.

mulatti e neri liberi per prendere parte all'assedio di Savannah sotto la guida di d'Estaing. Un dettaglio significativo, poi ripreso dalla storiografia, che nella partecipazione dei mulatti e dei neri all'Indipendenza americana vedrebbe il germogliare di una presa di coscienza di questa categoria, per la quale la partecipazione militare diventava così l'occasione per rivendicare l'uguaglianza dei diritti²⁷⁰. Prova dell'«apprentissage» americano dei neri e mulatti liberi è il ruolo di alcuni leader nelle rivolte degli anni 1790-1791, tra i quali Ogé, Raymond e Rigaud, che anni dopo il 1779 rivendicarono l'esperienza americana come tappa formativa della loro lotta per la libertà e l'uguaglianza²⁷¹.

Lo stesso giorno in cui il governatore dell'isola creava i battaglioni «Chasseurs volontaires» per gli uomini liberi, ordinava tramite una medesima ordinanza anche la creazione dei «Grenadiers Volontaires», tra i cui ranghi potevano arruolarsi solamente i bianchi abitanti di Santo Domingo²⁷². Di questo corpo di volontari negli Stati Uniti si è molto meno parlato rispetto ai «Chasseurs» e il numero esiguo di partecipanti è stato sovente considerato come l'esempio di un minore attaccamento alla Madrepatria da parte dei bianchi. Se è vero che il numero di volontari arruolatisi fu inferiore rispetto all'altro corpo, i coloni che ritroviamo a Philadelphia, Boston e New York tra il 1793 e il 1796 erano, per circa l'80% dei casi, veterani della Guerra d'Indipendenza americana, che avevano combattuto nei numerosi assedi contro gli inglesi, sebbene non tra i ranghi del generale D'Estaing, ma soprattutto nelle campagne degli anni 1773-1783 sotto la guida dei generali Lafayette e Rochambeau. L'esperienza americana non ebbe un impatto politico diretto al rientro dei coloni nelle piantagioni a Santo Domingo e nonostante la fama turbolenta della sua popolazione bianca, sempre pronta a ribellarsi all'autorità regia, i movimenti interni diminuirono negli anni a cavallo tra la ratifica della Pace di Versailles e l'inizio della Rivoluzione²⁷³.

La mancanza di una reazione independentista della colonia non deve però far sottovalutare il senso che l'esperienza avrebbe ricoperto anni dopo, durante la crisi coloniale rivoluzionaria. Accanto alle voci dei *planters* americani che cercavano di dissociare quanto stesse accadendo a Santo Domingo dalla propria esperienza post-rivoluzionaria, prendendo le distanze dal modello coloniale francese e cercando di profetizzare la sopravvivenza del sistema

²⁷⁰ Stewart R. King, *Blue Coat or Powdered Wig. Free People of Color in Pre-Revolutionary Saint Domingue*, Athens, University of Georgia Press, 2001; John D. Garrigus, *Before Haiti: Race and Citizenship in French Saint-Domingue*, New York, Palgrave Macmillan, 2006, cap. 7: "Proving free Colored Virtue".

²⁷¹ John D. Garrigus, *Before Haiti: Race and Citizenship*, cit.

²⁷² "Ordonnance du Gouverneur-Général, portant formation d'un Corps de Grenadiers-Volontaires de Saint-Domingue, du 12 Mars 1779", in Moreau de Saint-Mery (dir.), *Loix et Constitutions des colonies françoises de l'Amérique sous le Vent*, t. 5, Paris, Moreau de Saint-Mery, 1788, pp. 860-861; George P. Clark, "The Role of the Haitian Volunteers at Savannah in 1779. An Attempt at an Objective View", in *Phylon*, 1980/4 (n°41), pp. 356-366.

²⁷³ Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit.

di piantagioni nel Sud, nel 1791 emergevano le voci dei coloni francesi che al contrario cercavano di tenere assieme le vicende americana e francese proprio tramite la loro partecipazione alla guerra del 1776²⁷⁴. Non si trattava di operare un parallelo tra due Rivoluzioni che i coloni sapevano essere ben diverse, bensì di giustificare la loro condotta politica inserendola in una narrazione di lotta per la libertà: rivendicare la presenza nella guerra per l'indipendenza delle colonie americane significava far prova di patriottismo e di sincero attaccamento ai valori repubblicani, pur ribadendo una sorta di distanza e di "terza via" tra quanto avevano fatto gli americani e quanto andavano facendo i francesi.

Il colono creolo Jean Marie De Bordes, animatore dell'assemblea di Philadelphia, ricordava nel 1796 che

“la guerre de la liberté de l'Amérique septentrional et les parfaits connaissances de la langue anglaise m'ont fournit l'occasion de rendre des services essentiels à l'armée française, dont je faisait partie, ainsi qu'à son chef dans ses relations avec le grand Washington et les auteurs de la révolution de ce pays. La conversation journalier avec eux, ayant souvent pour objet la situation de nos colonies, m'a donné les premiers idées d'amélioration de son administration, je me suis persuadé de leurs intéresse en habitant St. Domingue moi même avec cette mêmes armées, qui avait tant contribué à terminer la guerre américaine”²⁷⁵.

Attorno alla memoria della Rivoluzione americana si materializzava come occasione per ripensare la Rivoluzione francese e porsi come precedente alle idee di restaurazione della schiavitù, o, per dirla secondo le sue caute parole, per “migliorare l'amministrazione delle colonie”. Guerra e memoria si intrecciavano nelle petizioni dei coloni mobilitando l'eredità della guerra rivoluzionaria come motore dell'indipendenza al fine di ottenere un supporto economico dagli Stati Uniti per la colonia prima e superare l'indigenza della fuga dopo; per legare assieme la loro causa e quella della libertà; e infine per porsi quali interpreti di quei legami che avrebbero saputo tenere assieme gli interessi della colonia di Santo Domingo con la Madrepatria e il loro partner politico e commerciale per eccellenza²⁷⁶.

Una medesima esperienza nelle colonie americane non corrispose però ad una medesima modalità d'arruolamento: gran parte dei coloni che parteciparono alla guerra non

²⁷⁴ Rachel Hope Cleves, *The Reign of Terror in America*, cit.; Ashli White, “The Saint-Dominguan Refugees and American Distinctiveness”, cit.

²⁷⁵ AN, AF/IV/1212.

²⁷⁶ Alan Forrest, Karen Hagemann, Michael Rowe (dir.), *The Legacy of War in the Era of Atlantic Revolutions*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

erano creoli, bensì originari della Madrepatria o figli di proprietari di piantagioni di canna da zucchero o di caffè dell'isola (circa il 70% del campione scelto per quest'analisi), figli di *negociants* (circa il 10%) oppure militari che solo dopo la guerra si stabilirono nell'isola in cerca di fortuna²⁷⁷. Tra coloro che figuravano come protagonisti dell'attività politica pubblica dei coloni negli Stati Uniti erano piuttosto frequenti i cosiddetti *petits blancs* (circa il 20%) e solo per una decina di casi è stato possibile provare la partecipazione alla Guerra d'Indipendenza (circa l'1,2%). Questa differenza tra la partecipazione alle sedute delle assemblee e l'assenza nella Guerra d'Indipendenza spiega le osservazioni di John Geggus e Charles Frostin sulla relativa importanza dei battaglioni di «Grenadiers volontaires», composti da circa 156 individui²⁷⁸: in una società dominata dai grandi proprietari bianchi, spesso assenteisti, nei battaglioni si unirono per lo più *petits blancs* allettati dalla possibilità di ottenere una paga sicura per qualche mese o giovani rampolli in cerca di avventura²⁷⁹, mentre i cosiddetti *grands blancs* si erano già arruolati nelle armate del 1779 formate in Madrepatria.

La partecipazione di bianchi di diverse condizioni sociali nelle assemblee dei coloni rifugiati di Santo Domingo non deve però ingannare sulla loro unità politica o sul loro riallineamento secondo gli schemi sociali d'Antico Regime. Gli anni della Rivoluzione trasformarono completamente la società coloniale, condizionando pesantemente anche la composizione sociale e i riposizionamenti politici dei rifugiati, che si trovarono allineati su posizioni fino a qualche anno – se non mesi – prima impensabili. Nonostante Santo Domingo fosse la più ricca di tutto l'impero coloniale francese, l'amministrazione coloniale radicata, le ambizioni creole, gli eventi metropolitani e la rivolta degli schiavi misero in crisi la sua società e furono l'occasione per una profonda ridefinizione degli equilibri sociali.

Il sistema della schiavitù era particolarmente radicato e faceva prova di stabilità e grande prova di adattamento, a tal punto che prima del 1789 esso appariva come una «fortezza inespugnabile» e l'asimmetria di potere che esisteva tra padroni e schiavi cementava l'ordine sociale. Sebbene questo disequilibrio di poteri non impedì le rivolte degli schiavi, quelle su larga scala erano una rara eccezione e solo l'insurrezione che prese avvio nel 1791 raggiunse la dimensione di rivoluzione sociale²⁸⁰. La società di Santo Domingo del XVIII secolo si sviluppava secondo parametri diversi da quelli della Madrepatria, che forzano lo storico a tenere assieme almeno cinque assi: una distinzione razziale tra bianchi e neri, una distinzione politica

²⁷⁷ AAE, 4MD/14-17.

²⁷⁸ John D. Garrigus, *Before Haiti: Race and Citizenship*, cit.

²⁷⁹ “Aussi voit-on chaque jour, dans les differents quartiers de la Colonie, la plus brillante jeunesse se présenter pour servir. Déjà des Compagnies entières sont formées, & tous brulent de marcher à l'expédition qui s'annonce.”. *Affiches Américaines*, n°14, 6 aprile 1779.

²⁸⁰ Robin Blackburn, *Il crogiolo americano*, cit.

tra liberi e schiavi, una distinzione sociale tra ricchi proprietari e indigenti, una distinzione tra creoli – nativi di Santo Domingo – e originari della Madrepatria e, infine, un’ultima distinzione di tipo produttivo tra sistema della piantagione e arti liberali.

Dall’approdo di Cristoforo Colombo alla fine del XV secolo, l’isola era stata per lungo tempo un covo di pirati, finché nel Settecento la corona francese non le riconobbe l’ufficiale status di colonia. Nelle prime piantagioni di Santo Domingo lavoravano schiavi africani ed *engagés* europei, o i cosiddetti *intentured laborers*²⁸¹. Questi ultimi condividevano le stesse mansioni e trattamento degli schiavi neri, ma per un tempo limitato – nel caso dei francesi tre anni – dopo il quale divenivano liberi. Accanto ai filibustieri e i bucanieri, questi lavoratori a contratto iniziarono a coltivare in piccoli appezzamenti di terreno la pianta del tabacco, un raccolto che richiedeva poco investimento iniziale e poteva rapidamente generare un modesto profitto. La concorrenza del tabacco virginiano, il cambiamento delle politiche coloniali e l’emergere di altre colture posero presto fine alla sua coltivazione, lasciando il posto alla coltivazione dell’indaco, che richiedeva però una più sofisticata procedura di estrazione e lavorazione e dunque un maggior capitale di investimento. Malgrado l’indaco fosse rimasta una delle produzioni più importanti dell’isola fino alla Rivoluzione, la sua coltura fu messa in ombra da un’altra, che divenne presto dominante: la canna da zucchero, il “miracolo economico del XVIII secolo”²⁸².

Originaria del Medio Oriente, la canna da zucchero venne coltivata da spagnoli e portoghesi nell’Atlantico orientale, prima di venir impiantata nelle Americhe e diventare un prodotto centrale nella dieta di molti europei²⁸³. Data la complessa lavorazione, la schiavitù era ritenuta essenziale per la produzione e nei Caraibi al lavoro nelle piantagioni di canna da zucchero vi erano centinaia di schiavi che svolgevano i difficili compiti di piantare e raccogliere la pianta, mentre un gruppo più ristretto e specializzato la trasformava in zucchero. Una volta raccolta, la canna doveva essere lavorata velocemente, spesso senza pause e con una produzione a cicli continui, anche notturni²⁸⁴. Inizialmente le colture dello zucchero erano lavorate da una combinazione di schiavi africani e lavoratori bianchi a contratto: nel 1687 i bianchi erano più numerosi degli schiavi, circa 4400 contro 3300. Ma nel diciottesimo secolo, la manodopera nei

²⁸¹ John Donoghue, Evelyn P. Jennings, *Building the Atlantic Empires. Unfree Labor and Imperial States in the Political Economy of Capitalism, ca. 1500-1914*, Leiden-Boston, Brill, 2015.

²⁸² Laurent Dubois, *Avengers of the New World. The Story of the Haitian Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 2005; T. Burnard, J. Garrigus, *The Plantation Machine: Atlantic Capitalism in French Saint-Domingue and British Jamaica*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

²⁸³ Sidney W. Mintz, *Storia dello zucchero. Tra politica e cultura*, Torino, Einaudi, 2020.

²⁸⁴ David Geggus, “Sugar and Coffee Cultivation in Saint Domingue and the Shaping of the Slave Labor Force”, in Ira Berlin, Philip Morgan (dir.), *Cultivation and Culture: Labor and the Shaping of Slave Life in the Americas*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1993, pp. 73-98.

Caraibi venne ricercata esclusivamente negli schiavi neri di origine africana, con l'eccezione dei *gérants* e dei sorveglianti, con una crescita della popolazione degli schiavi a circa 9000 unità e la diminuzione di quella dei bianchi. Con la proliferazione delle piantagioni di zucchero nei decenni successivi, il numero degli schiavi aumentò a tal punto che alla vigilia della Rivoluzione vi erano all'incirca 500.000 abitanti in tutta la parte francese dell'isola di Santo Domingo, di cui 32.000 bianchi e 28.000 neri liberi.

Tabella 1.3:
*Demografia di Santo Domingo tra il 1789-1790*²⁸⁵

	Bianchi	Neri liberi	Schiavi
Popolazione			
Totale = 560.000	32.000	28.000	500.000
Composizione razziale (%)			
Bianchi	[90]	[15]	–
Neri	–	35	[94]
Mulatti	[10]	50	[5]
Altri	–	–	[1]
Composizione per genere (%)			
Uomini	80	45	60
Donne	20	55	40
Origine (%)			
Immigrati	75	[5]	67
Nativi	25	[95]	33

Come già accennato in precedenza, la produzione della canna da zucchero richiedeva buoni terreni, irrigazione, attrezzature costose e un largo impiego della forza lavoro. Prometteva grandi profitti, ma richiedeva un investimento iniziale molto più ampio del tabacco o dell'indaco e una volta che il boom dello zucchero colpì l'isola, ci fu una vera e propria corsa all'acquisto dei terreni migliori e di un vertiginoso aumento dei prezzi²⁸⁶. Ovviamente, in questa “caccia all'oro” molti bianchi furono lasciati indietro e si ritirarono all'interno, coltivando piccoli appezzamenti di terreno; altri invece si dedicarono alla delinquenza: per tutto il XVIII

²⁸⁵ Per questi dati si fa riferimento al lavoro di James E. McClellan, *Colonialism and Science. Saint Domingue in the Old Regime*, Chicago – London, The University of Chicago Press, 2010.

²⁸⁶ Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit., pp. 53-55.

secolo le montagne che si stagliavano verso est ospitarono bande armate di bianchi che preoccupavano non poco gli amministratori. La maggior parte dei bianchi dell'isola, molti dei quali arrivati di recente dall'Europa, bramava una piantagione e i profitti che ne derivavano: nel caso in cui avessero il terreno, ma non i mezzi sufficienti per avviare una lavorazione, potevano chiedere dei prestiti alle *maisons* mercantili francesi. Qualora l'investimento fosse andato a buon fine, i prestiti sarebbero stati estinti facilmente e i coltivatori avrebbero potuto arricchirsi; in molti casi però, questi ultimi fallivano e le *maisons* pignoravano le piantagioni che costituivano la garanzia dei loro prestiti²⁸⁷.

Nella seconda metà del XVIII secolo la popolazione e l'economia di Santo Domingo si espansero notevolmente. Con la cessione del Canada alla Gran Bretagna le Antille divennero la destinazione principale dei francesi in cerca di fortuna nelle Americhe. L'isola, con la sua reputazione di trasformare i coloni in uomini ricchi, era la più attraente della regione, nella quale prosperò presto una terza coltura di piantagioni: il caffè. Come già detto, le piantagioni di caffè erano meno costose da avviare e mantenere rispetto a quelle di zucchero e presentavano un altro importante vantaggio: potevano essere coltivate nelle regioni montuose dell'isola, dove c'era ancora terra disponibile. Il terreno montuoso, che rappresentava circa il 60% della colonia, era inutilizzabile per la canna da zucchero, permettendo così di non far entrare in competizione il boom del caffè con quello dello zucchero e aggiungendosi alla già enorme ricchezza prodotta nella colonia. Infine, dopo lo zucchero, il caffè e l'indaco, il cotone era la quarta produzione più importante dell'isola, nonostante la necessità d'irrigazione e il pericolo di devastazione dagli insetti la rendessero l'ultima coltura su cui investire nell'isola, lasciando alle tredici colonie americane il primato d'esportazione²⁸⁸.

Insomma, il sistema della piantagione costituiva la base economica, politica e commerciale dell'isola, combinando assieme lavoro non libero, monocultura intensificata e prima lavorazione secondo lo schema “field and factory” proposto da Sidney Mintz, con il risultato che nel 1789 si potevano contare ben 7.800 piantagioni così distribuite:

²⁸⁷ Silvia Marzagalli, *Bordeaux et les États-Unis 1776-1815. Politique et stratégies négociantes dans la genèse d'un réseau commercial*, Genève, Librairie Droz, 2015.

²⁸⁸ Sven Beckert, *Empire of Cotton. A Global History*, Toronto, Penguin Random House Company, 2014.

Tabella 1.4:
*Piantagioni a Santo Domingo divise per regioni*²⁸⁹

	Provincia Nord	Provincia Ovest	Provincia Sud	Totale
Zucchero	298	299	196	793
Caffè	1826	627	300	2753
Indaco	—	—	—	2785
Cotone	—	—	—	789

Sebbene non si possa generalizzare e semplificare tramite modelli demografici i rapporti tra le diverse componenti razziali della società, la storiografia è unanime nel dividere la popolazione di Santo Domingo in tre “gruppi”, bianchi, neri e mulatti, con un’ulteriore distinzione legale tra il gruppo dei neri e il gruppo dei mulatti divisi in liberi – i cosiddetti *affranchis* – e in schiavi. Tra i bianchi e gli schiavi, per lo più africani neri, vi erano i liberi di colore, il terzo gruppo chiave della popolazione di Santo Domingo. Per quanto riguarda lo status politico, le persone libere di colore eran cittadini legalmente liberi e non bianchi; in termini razziali, tuttavia, in questo gruppo vi appartenevano neri, mulatti e, addirittura bianchi che non potevano vantare nella propria discendenza genealogica solo antenati bianchi. Moreau de Saint-Mery, infatti, descrivendo la «caste des Affranchis» e cercando di definirne i contorni tramite calcoli e percentuali, considerava gli *affranchis* “même les individus dont la couleur ne montre aucune différence sensible, lorsqu’on la compare à celle du Blanc”²⁹⁰.

Gli afroamericani liberi erano solitamente schiavi liberati dai loro padroni e sebbene le procedure di affrancamento furono sempre più frequenti verso la fine del XVIII secolo, la vita civile e politica di questi individui non migliorava particolarmente: il pregiudizio di colore si dimostrava ben più forte della fedeltà allo status politico o civico e il gruppo dei neri liberi veniva politicamente comparato a quello dei mulatti, privi quanto i primi dei diritti politici sull’isola. I mulatti, infatti, nati dall’unione tra bianchi e neri, erano il gruppo nativo dell’isola per eccellenza e demograficamente più stabile. Va sottolineato però – ed è questo un tratto

²⁸⁹ James E. McClellan, *Colonialism and Science*, cit., p. 64; Oliver Glied, *Saint-Domingue und die Französische Revolution*, cit., p. 37; François Barbé de Marbois, *État des finances de Saint-Domingue, contenant le résumé des recettes et dépenses de toutes les caisses publiques*, Port-au-Prince, Imprimerie de Mozard, 1788, p. III.

²⁹⁰ Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Description topographique, physique, civile, politique et historique*, cit., p. 70. Si vedano anche i lavori di Frédéric Regent, che definisce l’appartenenza ad una categoria di colore come una convenzione socioculturale, più che una realtà genealogica: Frédéric Regent, *La France et ses esclaves, de la colonisation aux abolitions, 1620-1848*, Paris, Grasset, 2007; Frédéric Regent, “Préjugé de couleur, esclavage et citoyennetés dans les colonies françaises (1789-1848)”, in *La Révolution française*, 2015 (n°9).

essenziale della vita sociale di Santo Domingo – che mulatti e neri liberi erano frequentemente proprietari di piantagioni di caffè, possedevano schiavi e potevano essere più ricchi di molti bianchi impoveriti dell'isola.

I bianchi erano la minoranza della popolazione totale e solo una porzione ancora minore componeva a sua volta la classe dominante dell'isola. Più di tutte le altre componenti, il gruppo dei bianchi si separava lungo direttrici economiche e di classe, nelle quali la distinzione agiati e poveri entrava maggiormente in gioco. Come avremo modo di vedere, al vertice della piramide vi erano i cosiddetti *grands blancs*, termine che nella sua accezione più ristretta denotava i ricchi proprietari di piantagioni, soprattutto di canna da zucchero. Tuttavia, all'interno vi si includevano altre categorie, i *negociants* e mercanti della colonia, gli amministratori governativi, i grandi proprietari di piantagioni di caffè e gli alti ufficiali giudiziari e militari. Persino i gruppi di condizione media venivano spesso inclusi nei *grands blancs*, come ufficiali governativi, giudiziari e militari di grado inferiore, esperti tecnici (medici, ingegneri etc.), e i *gérants* delle grandi piantagioni per i proprietari assenteisti. Al polo opposto vi figuravano i *petits blancs*, circa un quarto della popolazione bianca totale, nei quali vi si potevano distinguere diverse categorie. Innanzitutto, vi si annoveravano i *cultivateurs*, padroni di qualche schiavo e proprietari di un piccolo appezzamento di terra nel quale coltivavano caffè; molti lavoravano a loro volta come dipendenti per le piantagioni di altri, seppur ricoprendo modesti incarichi. Inoltre, in questa categoria vi erano inclusi i soldati, i marinai della monarchia e quelli delle navi private mercantili, nonché la piccola borghesia cittadina, la servitù bianca e i bianchi che frequentavano i non bianchi²⁹¹.

Non era raro che i membri delle famiglie di coltivatori di Santo Domingo nascessero su diverse sponde dell'Atlantico. Come si può evincere dalla tabella 1.3, secondo le stime demografiche il 75% dei coloni bianchi era nato nella Madrepatria, mentre solo il restante 25% era nativo di Santo Domingo, sebbene spesso figlio di francesi nati anch'essi in Europa. Come gruppo, il profilo degli individui di questo studio differiva considerevolmente da quello della popolazione bianca di Santo Domingo, perché i coloni rifugiatasi negli Stati Uniti che si dedicarono all'attività politica erano infatti al 40% creoli e al 60% originari della Madrepatria. Se paragonato con i dati fornitici dallo studio di Darrell Meadows sulle petizioni dei coloni per ottenere gli indennizzi dopo il 1814 però, il dato differisce nuovamente:

²⁹¹ Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit.; James E. McClellan, *Colonialism and Science*, cit.

Tabella 1.5²⁹²*Popolazione nativa e immigrata a confronto*

	Popolazione Santo Domingo	Richiedenti indennizzi	Rifugiati organizzati politicamente
Immigrati (%)	75	45	60
Nativi (%)	25	54	40

Le differenze tra la prima colonna e la seconda, come nota Meadows, sono riconducibili a questioni di genere e socioprofessionali. Infatti, gli studi demografici precedenti non riflettevano adeguatamente l'equilibrio di genere dell'élite dei coltivatori di Santo Domingo e dei parenti – particolarmente coniugi, figli e fratelli – che potrebbero aver risieduto in Francia. Per superare queste limitazioni, infatti, il suo studio si concentra sull'origine della rete familiare dei coloni proprietari di piantagioni su più ampia scala, riconsegnando un rapporto tra i sessi di questa classe molto meno sbilanciato²⁹³. Lo studio di Meadows però, concentrandosi sulle fonti prodotte dai coloni e dalle autorità per ottenere gli indennizzi di quanto perduto, tengono conto della sola classe dei proprietari di piantagioni, escludendo di conseguenza dal computo quanti avevano piccoli appezzamenti di terra senza poca rendita o chi non era affatto proprietario.

La terza colonna, quella dei dati da noi raccolti, interseca i dati di McClellan e di Meadows mostrandoci uno sbilanciamento tra nativi creoli e originari della Francia metropolitana meno evidente di quello di McClellan, ma comunque più consistente di quello di Meadows. Le cause sono molteplici: innanzitutto, come già accennato nelle pagine precedenti, le donne sono pressoché escluse dal nostro computo. Senza negare l'attivismo politico femminile, evidente soprattutto nel caso delle petizioni per le richieste di soccorso, queste raramente comparivano tra i firmatari dei processi delle Assemblee dei coloni rifugiati, non scrivevano articoli sui principali quotidiani degli esiliati – salvo rarissime eccezioni – non possedevano un potere politico di tipo rappresentativo né nella comunità politica di Santo

²⁹² Per la popolazione generale di Santo Domingo (prima colonna), si fa riferimento al già citato James E. McClellan, *Colonialism and Science*, cit., p. 56; per quanto riguarda invece i coloni rifugiati che persero le proprietà e che chiesero di essere ammessi alle liste per ottenere gli aiuti dalla Francia o che avviarono la procedura di indennizzo durante la Restaurazione (seconda colonna) ci si riferisce allo studio di Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, cit., pp. 73-75. Per quanto riguarda invece i dati raccolti sui rifugiati organizzati politicamente, si è dovuto ricorrere all'incrocio di diverse fonti, quantitative e, soprattutto, qualitative, principalmente raccolte nella serie D/XXV *Comité des Colonies* presso le Archives Nationales di Pierrefitte. A queste sono state aggiunte le singole indagini operate sulle personalità più partecipi politicamente negli anni 1793-1804, i cui dati sono stati recuperati sia nei singoli dossier contenuti nella serie F/12 *Secours aux colons de Saint Domingue*, sia estrapolati dalle memorie scritte nel corso dell'attività politica, spesso ingrossate da numerose note biografiche dei loro autori.

²⁹³ Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, cit., pp. 73-75.

Domingo, né in quella francese ed erano escluse dalle funzioni pubbliche che riguardassero la gestione politica della Repubblica e delle sue colonie. Il ruolo domestico a cui erano vincolate, la negazione dei diritti politici, la non equiparazione della loro identità giuridica con quella maschile e l'esclusione dall'attività militare le poneva nella condizione di non poter ricoprire quelle cariche che la società riconosceva adeguate solamente per gli uomini²⁹⁴. Inoltre, tra i partecipanti e i firmatari comparivano moltissimi *petits-blancs*, sia appartenenti alla categoria dei piccoli proprietari terrieri, sia al mondo delle professioni artigiane, sia a quello militare dei gradi più inferiori. Queste categorie sono escluse da un computo dedicato all'indennizzo dei proprietari di Meadows²⁹⁵ – nonostante furono di grandissimo sostegno alla causa dei coloni rifugiati, particolarmente a quelli che già si erano distinti in occasione della formazione dell'Assemblea di Saint-Marc. Ingrossando le fila di quanti rimanevano esclusi dalla condivisione dei privilegi della grande proprietà terriera, i *petits-blancs* erano, per il 95% dei casi, originari della Madrepatria, che abbandonavano spinti dalla ricerca di fortuna nel Nuovo Mondo.

Se la categoria dei bianchi non proprietari di piantagioni sbilancia il rapporto tra il computo di Meadows e quello di questo studio, è interessante però sottolineare un dato che invece avvicina apparentemente le due valutazioni rispetto a quelle di McClellan: la forte presenza di proprietari di piantagioni nati a Santo Domingo. Nei decenni prima della Rivoluzione francese, i membri della classe dei grandi proprietari a orientamento metropolitano sperimentarono forme di creolizzazione, poiché una percentuale sempre maggiore era nata nell'isola. Nonostante i forti legami geografici, familiari, culturali e commerciali con la Madrepatria, questo dato suggerisce che l'attivismo politico e le pressioni lobbistiche sulla Francia metropolitana erano strettamente connesse all'interesse sociale ed economico vincolato alla perdita o il recupero della proprietà. Sebbene le grandi famiglie di *planteurs* di Santo Domingo possedessero patrimoni che andavano da un lato all'altro dell'Atlantico – si fa particolare riferimento ai cosiddetti coloni assenteisti che non vivevano nell'isola e che delegavano a terzi l'organizzazione e la coordinazione delle piantagioni²⁹⁶ – numerose erano

²⁹⁴ Vi sono saltuariamente delle notevoli eccezioni, come mostra il caso della moglie del generale Thomas Galbaud, madame de Cormeille, la cui raffinata intelligenza politica permise al marito di uscire vincitore da quel braccio di ferro prima con i Commissari civili nell'isola e poi con il ministro plenipotenziario Edmond Genet. Purtroppo, sia sulla figura di Galbaud che su quella della moglie non esistono biografie al momento e l'unico studio che riconosce un ruolo di prestigio della moglie nell'*Affaire Galbaud* è Jeremy Popkins, *You Are All Free*, cit., particolarmente nel capitolo "A Model Republican General", pp. 155-188.

²⁹⁵ Sebbene Meadows sottolinei che una minoranza significativa degli individui studiati svolgesse altre occupazioni, va notato che la gran parte dei coloni inclusi in questo dato erano *planteurs* impegnati anche in altre attività e non semplici professionisti senza attività nel sistema delle piantagioni. Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, cit., pp. 80-81

²⁹⁶ Su questo tema si vedano: Paul Cheney, *Cul-de-Sac. Patrimony, capitalism and slavery in French Saint-Domingue*, Chicago – London, The University of Chicago Press, 2017, pp. 33-41; Charles Frostin, *Les révoltes*

quelle i cui patrimoni dipendevano pressoché esclusivamente dalla rendita delle piantagioni di zucchero e, soprattutto, di caffè.

La dipendenza esclusiva dalla produzione agricola coloniale spiega l'insistenza delle reclamazioni dei coloni da un lato e la loro resistenza all'idea di ritornare nella Madrepatria dall'altra. Se è vero che l'accusa di controrivoluzione che gravava ciclicamente sulla loro categoria dei coloni non ne incentivava certo il rientro, questa spiegazione non giustifica pienamente il rifiuto di un passaggio per tornare in Francia di quanti non erano inseriti nelle liste di proscrizione. Infatti, alla paura della condanna si aggiungeva la speranza di rientrare presto nell'isola e, soprattutto, la consapevolezza di non possedere sufficienti legami in Madrepatria per potervi sopravvivere e ricostruirvi una nuova esistenza²⁹⁷. Unica risorsa di reddito per i coloni nativi dell'isola, la vicinanza alla piantagione e la speranza di potervi rientrare spiegava così la presenza di moltissimi creoli rifugiati nelle città americane e il loro interesse nel prendere parte attiva alle assemblee coloniali e alla difesa del sistema sociale e produttivo della colonia.

Il dato, inoltre, assume ancora più valore alla luce dell'alto numero di proprietari di *cafeterie* e *sucrerie* tra i coloni nelle assemblee, dei quali però variava l'origine:

Tabella 1.6
Confronto tra le proprietà dei nativi e degli immigrati

	Nativi	Immigrati	Totale
Sucrerie (%)	15	20	35
Cafeterie (%)	20	45	65

Come ci si potrebbe aspettare, il numero di immigrati dalla Madrepatria superava quello dei nativi dell'isola, ma con una forte disproporzione nella tipologia di coltivazione. Infatti, sebbene sia per le piantagioni di zucchero che per quelle di caffè i proprietari originari della Francia metropolitana erano superiori, nel caso della coltura di caffè superavano del più del

blanches à Saint Domingue, cit., particolarmente i capitoli VI “La contestation insulaire. De l’interlope à l’esprit américain” e VII “L’antimilitarisme des Blancs et des gens de Couleur. L’épreuve de force de 1769”.

²⁹⁷ «Peut-on se jouer plus indignement du malheur; et si quelques hommes ont été capables d’autant d’immoralité et de barbarie, est-il concevable qu’ils aient pu abuser à ce point de la crédulité du grand nombre! On fait un crime aux réfugiés de Saint-Domingue, dans les États Unis, de n’avoir pas abandonné cette terre hospitalière, pour rentrer en France ou dans leurs foyers, comme s’ils existait une loi antérieure qui le leur eût enjoint; ou comme si des misérables qui n’ont rien pour se substantier, étaient capables de se déplacer et d’entreprendre un voyage long et dispendieux». [Gauthier], *Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue, ou Examen approfondi des causes de sa ruine et des mesures adoptées pour la rétablir*, vol. 1, Paris, Garnery, 1796, p. 220.

doppio sia i proprietari nativi di piantagioni di caffè, sia immigrati che nativi di quelle di zucchero. Inoltre, dal computo dei patrimoni che si è potuto calcolare grazie a buona parte dei dossier contenuti nel fondo F/12, si evince che tutti i proprietari di *cafeterie* di origine metropolitana non possedevano altro che la piantagione, senza ricoprire secondi incarichi – salvo la partecipazione alla Guardia nazionale di cui parleremo a breve – e senza ulteriori investimenti o nell’isola o in Madrepatria. Al contrario invece, i proprietari nativi di *cafeterie* a Santo Domingo possedevano o altre piantagioni – soprattutto di indaco e cotone – oppure ricoprivano più incarichi. Si veda, a questo proposito, l’emblematico caso di Gabriel Jean-Baptiste l’Archevesque Thibaud, avvocato nativo di Cap François, proprietario di diverse piantagioni di caffè, procuratore per altre famiglie proprietarie assenteiste dell’isola e poi deputato alla Costituente e animatore dell’Assemblea di Saint-Marc. Questo dato andrebbe allora a confermare quanto sostenuto poc’anzi riguardo l’attaccamento alla proprietà in quanto unica fonte di sostentamento e di reddito dei coloni *habitants* e *propriétaires*, particolarmente sentita sia da coloro che erano nativi dell’isola, sia da coloro che avevano abbandonato la Madrepatria alla ricerca di fortuna investendo tutte le proprietà d’origine nell’impresa coloniale.

Come si può ben immaginare, i proprietari assenteisti sono esclusi da questo computo, dato che la gran parte si trovava in Francia allo scoppio della Rivoluzione, dove aveva deciso di restare negli anni dell’attività lobbistica nel *Comité des Colonies* e nel Club Massiac, prima di emigrare ai confini della Madrepatria o oltre la Manica, senza rischiare di attraversare l’Atlantico²⁹⁸. Come ha mostrato Meadows, le famiglie di *planteurs* in esilio sfruttarono spesso collegamenti preesistenti tra la metropoli e le colonie, sia per la ricerca di assistenza sia per decidere dove stabilirsi dopo la fuga dall’isola. Non casualmente, al momento della domanda di soccorso o di indennizzo, i coloni risiedevano nelle stesse regioni da cui provenivano le loro famiglie e nelle quali erano stati costretti a rientrare. Questa continuità geografica tra le origini e le ondate migratorie nel corso degli anni Novanta del Settecento ha permesso allo storico di

²⁹⁸ Sull’attività dei coloni assenteisti e residenti a Parigi o nei porti commerciali di Nantes e Bordeaux si vedano particolarmente gli articoli di Manuel Covo, “L’Assemblée constituante face à l’Exclusif colonial”, in Frédéric Régent, Jean-François Niort, Pierre Serna, *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, pp. 68-89; Manuel Covo, “Le Comité des colonies. Une institution au service de la «famille coloniale»? (1789-1793)”, in *La Révolution française*, 2012, n°3. Per quanto riguarda invece la composizione, la nascita e gli sviluppi del Club Massiac, nonché l’emigrazione di molti suoi membri in terra inglese, si vedano: Gabriel Debien, *Les Colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essa sur le club Massiac (août 1789-août 1792)*, Paris, Armand Colin, 1953; Déborah Liébart, “Un groupe de pression contre-révolutionnaire: le club Massiac sous la constituante”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2008/4 (n°354), pp. 29-50; Gauthier F., “La Contre-Révolution et l’abolition de l’esclavage: le Marquis de la Rochejaquelein, membre du Club Massiac et acteur dans l’occupation anglaise de Saint-Domingue, 1789-1802”, in Jacques-Clement Martin (dir.), *La Contre-Révolution en Europe: XVIIIe-XIXe siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, pp. 77-86.

delineare quattro aree geografiche principali di provenienza dei coloni immigrati e non nativi dell'isola: l'Aquitania, la Valle della Loira, la Normandia e, in testa, l'Ile de France²⁹⁹. Il dato è confermato per il nostro studio per quanto riguarda il territorio dell'Ile de France, Parigi in testa, seguita dalla regione dell'Aquitania; a differenza però dal caso di Meadows, la Valle della Loira è molto meno rappresentata rispetto all'area geografica attorno a Marsiglia e Lione, che spicca al pari delle zone di Nantes e Bordeaux. La minore incidenza della Valle della Loira è dovuta alla quasi assenza di nobili di antico lignaggio tra i rifugiati – salvo il caso eccezionale, sui cui avremo modo di tornare, di Le Breton de Villandry – che quando non assenteisti, avevano preferito rifugiarsi nelle isole caraibiche della Gran Bretagna, particolarmente in Jamaica, o rimanere e collaborare con le autorità britanniche nella parte dell'isola da loro occupata³⁰⁰.

Anche la presenza lievemente inferiore di Nantes e Bordeaux rispetto al computo di Meadows si spiega facilmente grazie alle categorie socioprofessionali rappresentate dai coloni³⁰¹. Al contrario da quanto ci si potrebbe immaginare, i coloni che più si attivarono politicamente per il recupero dell'isola negli anni 1793-1804 tra la Francia e gli Stati Uniti non furono i *négociants* e i mercanti, bensì i già citati *planteurs habitants et propriétaires*. Come possiamo vedere dalla tabella 1.7 infatti, i proprietari di *cafeterie* e *sucrierie* superavano qualsiasi altra categoria rappresentata:

Tabella 1.7
Professioni coloni rifugiati tra Francia e Stati Uniti

	Guardia nazionale (% rispetto alla professione [])	Totale (%)
Solo <i>planteurs</i> (%)	[80]	58
Cafeterie	–	38
Sucrierie	–	20
Funzionari pubblici (%)	[70]	8
Anche <i>planteurs</i>	–	7
Solo funzionari	–	1
Medici (%)	[50]	5
Anche <i>planteurs</i>	–	2
Solo medici	–	3

²⁹⁹ Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, cit., p. 167.

³⁰⁰ Philip Wright, Gabriel Debien, “Les colons de Saint-Domingue passés à la Jamaïque (1792-1835)”, in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 1975/4 (n°26), pp. 3-216. Il dato sembrerebbe confermato dal monumentale studio sociale di Oliver Gliech, *Saint-Domingue und die Französische Revolution*, cit., pp. 492-493.

³⁰¹ Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, cit., p. 81.

Négociants	[30]	8
Anche <i>planteurs</i>	–	5
Solo <i>négociants</i>	–	3
Militari (%)	[25]	7
Anche <i>planteurs</i>	–	3
Solo militari	–	4
Stampatori editori (%)	[30]	2
Altre professioni (%)	[100]	8

I rappresentanti dei coloni rifugiati inviati in Francia per difendere la loro causa davanti ad una Convenzione nazionale recalcitrante erano tutti *planteurs*. I negozianti non figurano tra i rappresentanti a Parigi e nemmeno tra gli agitatori delle assemblee, bensì tra i firmatari apponendo accanto al loro nome la dicitura “*négociant à Philadelphie*”. Con uno studio più approfondito sulle singole biografie siamo riusciti ad individuare nella gran parte di questi *négociants* mercanti che lavoravano già precedentemente nel mondo caraibico tramite *maisons de commerce* situate nelle città di Nantes e Bordeaux per la Francia, a Cap Français per Santo Domingo e a Boston, Philadelphia e New York per gli Stati Uniti. I contraccolpi della guerra franco-britannica nelle Antille, la guerra a Santo Domingo e il raffreddamento dei rapporti tra la Francia e gli Stati Uniti che avrebbe portato alla *Quasi-War* del 1798 furono meno pesanti per negozianti e mercanti che per la categoria dei proprietari di piantagioni. Anzi, studi recenti mostrano come le strategie messe in atto negli anni della Rivoluzione a seguito della discussione dell'*exclusif* coloniale, della proclamazione dell'Atto di Navigazione del 1793 e di una nuova politica protezionista repubblicana negli anni del Direttorio furono occasione di lauti profitti per questa categoria, agendo con logiche differenti da quelle dei coloni proprietari³⁰².

La stessa struttura dell'attività permise loro di trovare facile rifugio negli Stati Uniti appoggiandosi ai consolidati legami di interesse politico, economico e finanziario con le reti americane, permettendo così alla loro professione mercantile di estendersi in nuove direzioni, senza risentire massivamente della crisi di Santo Domingo. Questa assenza dei *négociants* dalla “prima linea” della battaglia politica dei coloni negli anni 1793-1799, che potrebbe far pensare ad un distacco delle posizioni dei mercanti rispetto da quelle dei *planteurs* secondo le linee di

³⁰² Si veda, ancora una volta, la tesi di dottorato di Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique*, cit., così come il suo recente *Entrepôt of Revolutions. Saint-Domingue, Commercial Sovereignty and the French-American Alliance*, Cambridge, Oxford University Press, 2022. Così come Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les négoces maritimes français, XVIIe-XXe siècle*, Paris, Belin-Sup, 1997; e la tesi di Boris Deschanel, *Négoce, espaces et politique. Les recompositions socio-économiques du commerce dauphinois dans la Révolution (années 1770-années 1820)*, thèse, 2014.

quanto era accaduto negli anni 1790-1791 a Parigi, non deve però indurci a interpretarlo come un voltafaccia dei *négociants* rispetto ai loro compatrioti francesi. Come abbiamo visto per Stephen Girard nel capitolo precedente, i grandi commercianti appoggiarono le battaglie dei coloni tramite la firma di pubbliche petizioni, una strenua opposizione alle scelte dell'ambasciatore francese, il trasporto tramite le proprie flotte di quanti più rifugiati e beni si potessero mettere in salvo e la promozione di tutta una serie di società e fondazioni sul territorio che potessero venire loro in soccorso.

La tabella 1.7 evidenzia peraltro l'altissimo numero di *planteurs habitants* e *propriétaires* tra i partecipanti più attivi: il 58% di loro era *planteur cafetier* o *sucrier*, ma come si evince dai dati il numero dei proprietari era superiore, perché chi svolgeva altre occupazioni era a sua volta proprietario, raggiungendo così quasi l'80% del totale. La proporzione effettiva di coltivatori e proprietari nella popolazione studiata quindi era ben superiore al 58% e solo il 21% totale non possedeva piantagioni, nemmeno di piccola-media grandezza. Abbiamo la certezza che non fossero effettivamente proprietari perché non compaiono nelle liste per le richieste di indennizzo post-1814 e, soprattutto, si firmano nelle petizioni e nei documenti da inviare all'ambasciatore e alla Madrepatria indicando la professione e la partecipazione alla guardia nazionale. Si potrebbe allora obiettare che omettessero la qualifica di *propriétaire* per ragioni private o di calcolo politico, sperando di ottenere maggior soccorso dimostrandosi indigenti e privi di una rendita presunta accumulata negli anni precedenti alla fuga. In realtà, era proprio l'opposto: le richieste dei coloni, più ancora che sul soccorso, gravitavano tutte attorno alla proprietà e di questa si sottolineava a gran voce l'importanza. La proprietà, come vedremo, era legittimazione e fine delle pretese dei coloni, unica promessa della loro purezza delle intenzioni e garanzia del loro patriottismo rivoluzionario e repubblicano:

«Nous sentons que ces secours doivent être à charge à l'État; mais est-ce la faute des Colons, qui demandent à grands cris leur retour sur leurs propriétés depuis si longtemps: et quand le gouvernement lui-même les retient loin de leurs moyens d'existence, peut-il refuser de leur accorder au moins les premiers besoins de la vie?»³⁰³.

L'insistenza sulla proprietà e sul definirsi come *propriétaire* era fondamentale per garantire la veridicità delle richieste e per tali ragioni ogni colono firmatario aggiungeva la professione caratterizzante, la proprietà, il tipo di piantagione e, nei casi più fortunati, anche il quartiere di

³⁰³ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, n°82, 4 novembre 1796, p. 1.

provenienza a Santo Domingo. Quando non proprietari, la professione non era ritenuta sufficiente e per mostrarsi dei buoni patrioti della causa francese, coloro che vi avevano preso parte aggiungevano l'espressione *garde nationale*, accompagnata dalla carica ricoperta – secondo lo status sociale – all'interno del battaglione di cittadini in armi. Nella tabella 1.7 si è infatti intenzionalmente aggiunta una colonna dedicata alla Guardia Nazionale, elemento distintivo e determinante del nostro studio, dato che il 70% dei coloni individuati vi aveva preso parte e lo vantava con orgoglio. Si è scelto inoltre di sottolineare la partecipazione alla Guardia nazionale nell'isola secondo la professione svolta, mostrando come ne avesse preso parte il 100% dei *petits-blancs* non proprietari, inseriti in “altre professioni”³⁰⁴ e all'80% i *planteurs*, sia i ricchi proprietari di piantagioni di zucchero che di caffè. È chiaro che se i piccoli proprietari e i *petits-blancs* ricoprivano i gradi più bassi del battaglione, i *grands blancs* invece erano notoriamente ufficiali, capitani e comandanti. Tra questi, vi figurano poi uomini di spicco della Guardia Nazionale dei quartieri di Santo Domingo, come Le Breton de Villandry, Caradeux e Baudry des Lozières, noti per aver guidato i battaglioni dei loro comuni e per aver altresì organizzato delle armate miste di *petits-blancs* e di schiavi neri a difesa delle piantagioni e al fine di sconfiggere le bande di mulatti e neri liberi armati tra il 1790 e il 1791³⁰⁵.

La presa delle armi è un dato caratterizzante di questo studio: la partecipazione alla Rivoluzione americana prima e alla Guardia Nazionale dopo furono infatti due elementi vantati dai coloni, che se ne servivano al fine di marcare di autenticità le loro proposte di conquista militare dell'isola. Armarsi per la libertà, armarsi per la Rivoluzione e armarsi per difendere la proprietà si confondevano al fine di proporre un quadro patriottico in linea con gli avvenimenti della Madrepatria, costruendo un parallelo nel quale da minaccia di una nuova Vandea, i coloni divenivano così la garanzia della restaurazione dell'ordine, della difesa dei valori rivoluzionari e della potenza coloniale francese.

I ceti professionali non proprietari di piantagioni costituivano una piccola minoranza, titolare però di case, locande, laboratori e altre proprietà non legate alle piantagioni situate in città portuali come Cap François o Port-au-Prince. In molti casi, le proprietà urbane integravano le proprietà delle piantagioni, seppure non fosse affatto la norma: per i proprietari urbani le proprietà primarie consistevano in grandi esercizi commerciali o di vendita al dettaglio, con

³⁰⁴ Fabbri (*chaudronniers*); cappellai (*chapeliers*); muratori e costruttori (*charpentiers*); coltellinaio (*coutellier*); falegname (*menuisier*); marinai (*marins*); musicisti (*musiciens*); sarti (*tailleurs*); tappezzieri (*tapissiers*); osti/bottai (*tonnelliers*).

³⁰⁵ Gabriel Chastenet d'Esterre, *Précis Historique sur le Régiment de Crête, Dragons; suivi d'une notice sur la vie militaire, politique et privée de M. Baudry Deslozières, Colonel Inspecteur dudit Régiment*, Paris, s.e., 1904; Patrick D. Geggus, “The Caradeux and Colonial Memory”, cit.; David Geggus, “The Arming of Slaves in the Haitian Revolution”, in Christopher Leslie Brown, Philip D. Morgan, *Arming Slaves. From Classical Times to the Modern Age*, Yale – New Haven – London, Yale University Press, 2006, pp. 209-232.

una minoranza significativa che specificava una o più case, beni mobili e, soprattutto schiavi. Di questi, nessuno di loro ricoprì ruoli politici di spicco nell'arco rivoluzionario dal 1793 al 1804, che fosse negli Stati Uniti o in Francia. Infatti, ad accumulare la composizione sociale della lobby coloniale da un lato all'altro dell'Atlantico era senza dubbio la presenza di proprietari di piantagioni di medie e grandi dimensioni. Questi coloni erano sia nati nella Madrepatria, sia nativi di Santo Domingo, eredi di sostanziose proprietà e spesso procuratori per le famiglie assenteiste dell'isola. Oltre alla grande possidenza e ad ingenti ricchezze, ad accomunarli era una medesima e lunga carriera politica parigina e antillese, legami solidi con personalità di spicco nella Madrepatria, una posizione sociale e politica ottenuta grazie a cariche pubbliche e una notorietà che permetteva loro di porsi da un lato quali portavoce dei coloni, dall'altro quali autorevoli riferimenti dell'esperienza produttiva nei Caraibi.

Per comprendere meglio l'importanza di questo passato politico, è bene ripercorrere brevemente i primi anni della Rivoluzione francese nell'isola di Santo Domingo, ricostruendone gli snodi principali. Come osservava acutamente Garran de Coulon nel suo *Rapport* sulla Rivoluzione di Santo Domingo, il cedimento del potere dei bianchi originava da diversi fattori, tra i quali spiccava la debolezza e il disequilibrio dei rapporti all'interno della loro stessa categoria: "les troubles parmi les Blancs sont la clef de tous ceux qui ont suivi: il est donc nécessaire de les décrire soigneusement"³⁰⁶. L'osservazione era piuttosto pertinente e le fratture dell'universo coloniale ebbero una fortissima eco tra i coloni in esilio, seppur trasformate da anni di lotte e di rivolgimenti rivoluzionari.

All'arrivo della notizia della convocazione degli Stati Generali, le tensioni nell'isola non mancarono particolarmente tra il potere centrale e quello locale. Per indebolire lo spirito autonomista dei coloni e impedire alleanze durature tra il governo coloniale e i notabili locali, i ministri della marina tentarono di "decreolizzare" le colonie, applicando una continua rotazione delle cariche degli alti dirigenti che vi risiedevano e impedendo l'istituzione di collegi costringendo così i genitori a inviare i propri figli in Francia. Nonostante le difficoltà e le recenti rivolte bianche di cui era stata teatro l'isola, la convocazione degli Stati Generali fu per gli *habitants-propriétaires* l'occasione di sbarazzarsi del cosiddetto «dispotismo ministeriale» degli amministratori locali e nel gennaio 1789, seppur contrarie alle interdizioni dell'amministrazione, vennero tenute delle riunioni elettorali al fine di designare diciotto deputati da inviare agli Stati nella Madrepatria³⁰⁷. Santo Domingo non ottenne una

³⁰⁶ Jean Philippe Garran-Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue*, cit., vol.1, p. 6.

³⁰⁷ Blanche Maurel, *Cahiers de doléances de la Colonie de Saint-Domingue pour les États généraux de 1789*, Paris, Leroux, 1935; Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit., p. 469; Jeremy Popkin, "Saint-

rappresentazione legale agli Stati Generali, nonostante una minoranza di grandi proprietari si fosse riunita, avesse compilato i cahiers de doléances e formato una deputazione di 31 membri di cui la metà risiedeva a Parigi, chiamata “Comité colonial” e presieduta dal proprietario assenteista Gouy d’Arsy³⁰⁸. Primo obiettivo del Comitato era ottenere una rappresentazione ufficiale per la colonia agli Stati Generali e poi all’Assemblea Nazionale, dove, dopo una lunga discussione, riuscì a far sedere sei membri³⁰⁹.

Mentre i sei coloni erano riusciti a farsi ammettere all’Assemblea, la situazione si era completamente trasformata per via dell’esistenza della Société des Amis des Noirs creata da Brissot nel febbraio 1788, il cui programma consisteva essenzialmente nell’interdizione della tratta, nella promozione del miglioramento delle condizioni di vita degli schiavi e, sul lungo periodo, anche nell’abolizione graduale della schiavitù. Nonostante gli obiettivi potessero sembrare piuttosto moderati, i coloni e i *négociants* si allarmarono profondamente davanti a questo programma che, in un contesto rivoluzionario che si faceva promotore di una *Dichiarazione dei Diritti dell’Uomo e del Cittadino* a carattere universale, poteva divenire esplosivo per le gerarchie razziali e sociali, mettendo in pericolo l’economia antillense e, più in generale, la società coloniale³¹⁰. È in questa prospettiva che nacque il Club Massiac, la cui prima seduta si tenne il 20 agosto 1789 allo scopo di riunire i coloni più ricchi come Gallifet e i negozianti come Stanislas Foäche al fine di difendere l’economia della piantagione strettamente riservata ai bianchi e costruita sullo sfruttamento della manodopera forzata. Al contrario di quanto sostenuto spesso dalla storiografia, il Club Massiac, nato in opposizione alla *Société des Amis des Noirs*, era tutt’altro che monolitico rispetto ai termini della politica coloniale da tenere verso le questioni economiche, sebbene concordasse al suo interno sul mantenimento del sistema schiavista.

Le divergenze, infatti, emersero particolarmente sul tema dell’*exclusif* e sui rapporti che il Club avrebbe dovuto tenere con il Comité Colonial³¹¹. Il regime proibitivo era considerato dalle Camere di commercio della colonia – e dai suoi deputati straordinari inviati per vigilare

Domingue, Slavery and the Origins of the French Revolution”, in D.K. Van Kley, T. Kaiser (dir.), *From Deficit to Deluge: the Origins of the French Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 2011, pp. 220-248.

³⁰⁸ Jeremy Popkin, “Saint-Domingue, Slavery and the Origins of the French Revolution”, cit.

³⁰⁹ Si trattava di Pierre André François Viau, chevalier de Thébaudières e Jean-Baptiste Gabriel Larchevesque Thibaud per la Provincia Nord; Nicolas Robert chevalier de Cocherel e Louis Henri Marthe marquis de Gouy-d’Arsy per la Provincia dell’Ovest; e Charles Léon de Taillevais, marquis de Perrigny e Jean-Baptiste Gérard per la provincia del Sud. Blanche Maurel, *Saint-Domingue et la Révolution française. La représentation des colons en France de 1789 à 1795*, Paris, PUF, 1943, pp. 1-2; Malik Ghachem, “The Trap of Representation: Sovereignty, Slavery and the Road to the Haitian Revolution”, in *Historical Reflections / Réflexions historiques*, 2003/1 (n°20), pp. 123-144.

³¹⁰ Marcel Dorigny, Bernard Gainot, *La Société des Amis des Noirs, 1788-1799*, Paris, UNESCO, 1998.

³¹¹ Deborah Liebart, “Un groupe de pression contre-révolutionnaire: le club Massiac sous la Constituante”, cit.; Manuel Covo, “L’Assemblée constituante face à l’Exclusif colonial”, cit.

sull'operato del Comité a Parigi – essenziale alla sopravvivenza del commercio coloniale quanto la tratta stessa. Per i deputati straordinari inviati dalla Camera di Commercio, i sei deputati dei coloni erano nemici quanto gli Amici dei Neri, tanto più che alcuni leader di questa Società, quali Brissot e Clavière, condividevano con i coloni un pensiero economico riformatore piuttosto ostile all'*exclusif*. Insomma, nel 1789 non vi era una sola lobby coloniale, bensì più lobbies, che seguivano un proprio programma e che rischiavano di distruggere la debole alleanza sorta attorno al rifiuto dell'abolizione della tratta e della schiavitù³¹². Nonostante il Club Massiac tentasse di riconciliare le parti, via via che il conflitto tra *négociants* della Chambre de Commerce – tramite i *députés extraordinaires* – e deputati della colonia si allargava, aumentavano i riferimenti agli Stati Uniti e al fatto che un mitigamento del regime proibitivo poteva avvicinare i due paesi – Francia e Stati Uniti – amici della libertà. I coloni giocavano la carta del liberalismo di stampo fisiocratico e dell'*americanophilie*, andando a posizionarsi vicino alle posizioni dei Patrioti dell'Assemblea. Una posizione «patriottica» che, nel corso di tutta la Rivoluzione avrebbero sempre rivendicato.

Il compito di redimere la controversia venne affidato ad un *Comité des colonies* capeggiato dalla figura di Barnave, che ne divenne presto il portavoce ufficiale. Il deputato, intendendo i destini della Rivoluzione legati al commercio coloniale, si decise per la difesa del regime proibitivo e per il mantenimento della tratta, allontanando così dalle posizioni del Comitato diversi deputati dei coloni, tra cui Cocherel e l'Archevesque Thibaud³¹³. Il dibattito suscitò delle vive tensioni anche nella Colonia, seguendo però una dinamica piuttosto originale che si incuneava nelle precedenti questioni di potere tra centro e periferia. Formatesi spontaneamente, le assemblee parrocchiali si proclamarono assemblee rivoluzionarie, indipendentemente dalle scelte prese a Parigi: tra queste, emerse immediatamente l'Assemblée du Nord, dominata dal planteur Bacon de la Chevalerie, che dichiarò guerra al dispotismo ministeriale, si auto-concesse pieno potere legislativo ed esecutivo e riaprì il Conseil Supérieur di Le Cap, chiuso nel 1787 dal governatore. A loro volta, sempre in piena autonomia rispetto alle decisioni della Costituente e in accordo con i deputati di Santo Domingo a Parigi, le Assemblée del Nord, dell'Ovest e del Sud organizzarono delle elezioni per formare un'assemblea coloniale, chiamata Assemblée de Saint-Marc³¹⁴.

³¹² *Ibidem*.

³¹³ *Ibidem*; Souad Degachi, *Barnave. Rapporteur du Comité des Colonies (1789-1791)*, Paris, Révolution Française.net Editions, 2007.

³¹⁴ L'Assemblea si costituì provvisoriamente il 25 marzo 1790, poi definitivamente il 5 aprile 1790, una volta raggiunti tutti i membri. Ufficialmente *Assemblée Générale de la partie française de Saint-Domingue*, è conosciuta come Assemblée de Saint-Marc per via del nome in cui avevano luogo le riunioni, la città di Saint-Marc appunto. Su questa Assemblea la bibliografia non è molta, perciò ci si limita a segnalare Martine Kahane, *La première*

Le elezioni per l'Assemblea di Saint-Marc furono un momento importante della vicenda rivoluzionaria della Colonia: il voto infatti venne concesso a tutti i bianchi, senza limiti di censo, che risiedessero nella colonia da almeno un anno. Questa politica era ben più democratica di quella allora in vigore in Francia e contribuiva a garantire una certa coesione tra i proprietari più ricchi e quelli più poveri dell'isola. Si trattò, di fatto, di una democratizzazione sulla base del pregiudizio di colore: le persone libere di colore, proprietarie anche di ingenti piantagioni, furono escluse dalla partecipazione politica. Riunita nella città portuale di Saint-Marc sotto l'insegna "Notre union fait notre force", il gruppo scelse il titolo di Assemblea Generale, rifiutando l'aggettivo "Coloniale" e mostrò immediatamente una certa autonomia e la volontà di statuire sul proprio regime interno senza interferenze della Madrepatria³¹⁵. In virtù di questo principio, il presidente dell'Assemblea Bacon de la Chevalerie nel discorso di apertura esordì promettendo l'apertura dei porti e il ridimensionamento dell'*exclusif*, accreditando all'assemblea i dubbi di quanti ne sospettavano l'indipendentismo³¹⁶. Così, dopo aver promulgato le nuove basi costituzionali dell'isola che delegavano all'assemblea il diritto di derogare l'*exclusif*, il 21 luglio vennero aperti i porti della colonia³¹⁷. Non solo, scartati i neri liberi dal corpo elettorale, l'Assemblea ne aggravava lo statuto tramite i decreti del 14 aprile e del 25 maggio 1790 che vietavano la pratica dell'*affranchissement* e rifiutavano la qualità di cittadino attivo a chiunque fosse sposato ad una donna di colore³¹⁸.

Sul piano dei rapporti con la Madrepatria, l'8 giugno l'Assemblea di Saint-Marc redigeva delle istruzioni ai deputati che sedevano alla Costituente – L'Archevesque Thibaud, Cocherel e Gérard – per rendere note le «bases constitutionnelles» all'Assemblea senza discussione e per sottometterle alla sola sanzione del re. Per rendere più effettive le sue delibere, nominava sei ulteriori commissari – il conte O'Gorman, de Magallon, Dougé, il visconte de Galbert, il cavaliere de Marmé e il marchese de Perrigny – e incaricava espressamente il marchese de Gouy d'Arsy, portavoce del Comité Colonial formato dai 31 deputati scartati a presentare i decreti all'Assemblea Nazionale e al re e denunciare il governatore de La Luzerne per i suoi abusi³¹⁹. Com'è stato dimostrato da Oliver Gliech, molti presenti all'assemblea di Saint-Marc erano coltivatori coinvolti nella produzione di caffè che dipendevano dal commercio di contrabbando ed erano particolarmente ansiosi di mettere fine ai vincoli imposti

assemblée coloniale révolutionnaire à Saint-Domingue: l'assemblée de Saint-Marc, thèse, Ecole des Chartes, 1970; Laurent Dubois, *Avengers of the New World*, cit., pp. 78-80.

³¹⁵ AN, D/XXV/60; *Extrait des registres de l'Assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue*, Saint-Marc, Imprimerie de l'Assemblée générale, 1790.

³¹⁶ AN, D/XXV/59, dossier 583, *Discours de Bacon de la Chevalerie*.

³¹⁷ AN, D/XXV/60-62.

³¹⁸ Jean Philippe Garran-Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue*, cit., vol.2, pp. 58-59.

³¹⁹ *Ibidem*.

dalle norme di monopolio. La maggior parte di loro aveva inoltre prestato servizio nelle assemblee provinciali dell'ovest e del sud, inviando la propria Guardia Nazionale in difesa dell'Assemblea e smettendo di riunirsi dopo le elezioni. Nella Provincia Nord invece le cose andarono diversamente, accelerando la fine dell'esperienza dell'Assemblea di Saint-Marc stessa. Lì, l'Assemblea provinciale comprendeva una significativa percentuale di mercanti e ricchi proprietari legati al mondo degli affari e vicini all'amministrazione coloniale dell'isola che non abbandonarono l'assemblea provinciale e inviarono a Saint-Marc solo gli elementi più radicali, tenendo salda la presa politica sulla Provincia e opponendosi sempre di più alle scelte dell'Assemblea Generale soprattutto in materia economica³²⁰.

Ad approfittare dello scontro tra l'Assemblea Provinciale e quella Generale fu il governatore, che riuscì a formare attorno a sé una coalizione piuttosto eterogenea di agenti politici pronti a protestare contro gli "abusi" di Saint-Marc, dai deputati della Provincia del Nord che difendevano il regime di monopolio, ai neri liberi preoccupati dalla svolta segregazionista dell'Assemblea. Gli sforzi della Guardia Nazionale per difendere Saint-Marc servirono a poco e il colonnello Mauduit riuscì a far disperdere l'Assemblea, pagandone però a caro prezzo le conseguenze cadendo vittima di un violento linciaggio della folla. Nel caos degli eventi, 85 deputati della dispersa Assemblea riuscirono a salpare sulla nave *Léopard* aiutati dalla Guardia Nazionale e a fare rotta per la Francia. Nel settembre del 1790 i cosiddetti *Léopardins* arrivarono a Parigi, dove li attese però una fredda accoglienza: l'Assemblea Nazionale, informata delle ragioni che avevano spinto il governatore Peinier a disperdere Saint-Marc, si allineò prontamente con l'autorità dell'isola e con i commercianti di Nantes e Bordeaux, denunciando l'Assemblea di Saint-Marc e i suoi membri *léopardins* di secessionismo. Insomma, più che trionfatori i rappresentanti di Santo Domingo arrivarono a Parigi come accusati e a niente servirono le abili parole del loro oratore Valentin de Cullion per far riconoscere la validità del loro mandato: l'11 e il 12 ottobre, ascoltato il rapporto di Barnave, l'Assemblea Nazionale dichiarava nulli gli atti e i decreti emanati dall'Assemblea di Saint-Marc e indicava nei suoi membri dei «disertori, condotti da un vascello di rivoltosi trasportante una ciurma di briganti»³²¹.

Parallelamente al dibattito all'Assemblea Nazionale, la spaccatura tra coloni e negozianti – che ricalcava in un certo senso quella tra coloni di Saint-Marc e coloni legalisti della Provincia Nord dell'isola – marcava la vita del Club Massiac, che fino a quel momento

³²⁰ Robin Blackburn, *The Overthrow of Colonial Slavery (1776-1848)*, London – New York, Verso, 1988, p. 165-168; Oliver Gliech, *Saint-Domingue und die Französische Revolution*, cit., pp. 360-365; Laurent Dubois, *Avengers of the New World*, cit., pp. 78-80.

³²¹ Antoine Barnave, *Rapport sur les Affaires de Saint-Domingue, fait à l'Assemblée Nationale, au nom du Comité des Colonies*, Paris, Imprimerie Nationale, 1790.

aveva cercato, senza successo, di tenere fermo sull'unità di interessi tra tutte le componenti bianche dell'isola. Il Club, in difficoltà con l'arrivo dei coloni da Santo Domingo, si ristrutturò all'inizio del 1791: appena arrivati a Parigi i *léopardins* si misero immediatamente in contatto con il club, conquistando gradualmente la sua fiducia e ribadendo la necessità di combattere il dispotismo ministeriale. Accogliendo tra le sue fila questa parte della popolazione coloniale così criticata, il Club arrecò un grave danno alla sua prima rete e dopo un fermo di qualche mese, riprese la sua attività nel febbraio 1791 volgendola verso il tentativo di placare gli animi tra coloni indipendentisti e legalisti³²².

Nonostante gli sforzi, furono i *léopardins* a vincere lo scontro in seno al Club: il 27 marzo 1791 il verbale della riunione generale concludeva che l'Assemblea sarebbe stata invitata a emanare un « décret qui prononcerait qu'aux colonies seules appartient constitutionnellement le droit de fixer sur leurs sols l'état des personnes »³²³. Alla stesura del verbale, fece seguito una petizione all'Assemblea del 3 aprile 1791 e dopo lo "smacco" del decreto del 15 maggio 1791 subito dai coloni³²⁴ – che accordava i diritti politici ai neri liberi nati da genitori liberi – essi riuscirono ad ottenerne il ritiro già il definitivo ritiro il 24 settembre del 1791³²⁵.

Mentre le élites metropolitane dibattevano sulla questione del riconoscimento giuridico degli uomini liberi di colore, a Santo Domingo la situazione si deteriorò a tal punto che, come detto nel capitolo 1, la notte tra il 22 e il 23 agosto 1791 ebbe luogo la prima e più grande insurrezione di schiavi della colonia. Da questo momento in poi, ogni tentativo di mantenimento dello *status quo* da parte dei coloni bianchi sarebbe fallito, aprendo nella colonia una crisi politica a cui solo l'Indipendenza del 1804 avrebbe messo fine. Ripercorrere brevemente le tappe del percorso della colonia negli anni 1789-1791 aiuta a capire allora l'analisi delle carriere politiche dei coloni oggetto di questo elaborato.

Il gruppo di coloni rifugiati è, a dire il vero, piuttosto eterogeneo quanto a carriere politiche. Tra questi, vi comparivano come detto un gran numero di *planteurs* che già si erano distinti negli anni precedenti alla fuga dalla colonia. Un dato fra tutti li accomunava: la

³²² Deborah Liebart, "Un groupe de pression contre-révolutionnaire: le club Massiac sous la Constituante", cit.

³²³ AN, D/XXV/89, fol. 44-46.

³²⁴ « L'Assemblée nationale, décrète que le corps législatif ne délibérera jamais sur l'état politique des gens de couleur qui ne seraient pas nés de père & mère libres, sans le vœu préalable, libre & spontané des colonies; que les assemblées coloniales actuellement existantes subsisteront, mais que les gens de couleur nés de père et mère libres, seront admis dans toutes les assemblées paroissiales & coloniales futures, s'ils ont d'ailleurs les qualités requises [...] », *Collection du Louvre, Constituante*, vol. 4 (Avril-Juin, 1791), pp. 950-951.

³²⁵ « Les Lois concernant l'état des personnes non libres, & l'état politique des hommes de couleur & nègres libres, ainsi que les règlements relatif à l'exécution de ces mêmes Lois, seront faites par les Assemblées coloniales actuellement existantes, & celles qui leur succéderont, s'exécuteront provisoirement avec l'approbation des Gouverneurs, des Colonies, pendant l'espace d'un an pour les Colonies d'Amérique [...] », *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée Nationale, 20-30 Septembre 1791*, vol. 19, Paris, Baudouin, 1791, pp. 560-563.

partecipazione all'Assemblea di Saint-Marc. Leaders o semplici partecipanti, l'attività nell'Assemblea era stata senza dubbio un vero e proprio *apprentissage* politico, particolarmente per quanti avevano poco titolo all'interno della società coloniale prima del 1789. Aperta a tutti i cittadini bianchi al di là del censo, essa si era rivelata un essenziale strumento di rivendicazione politica e, da non sottovalutare, anche sociale. Sebbene i membri eletti dalle differenti parrocchie fossero, a ben vedere, notabili di quartiere – dove, per notabili, si intendeva ricchi proprietari di piantagioni nativi o domiciliati nella colonia – le porte dell'Assemblea rimanevano aperte al pubblico e la mancanza di un criterio basato sul reddito degli elettori e dei candidati aveva schiuso occasioni di partecipazione e distinzione senza precedenti per quanti erano rimasti esclusi dalla gestione politica della colonia sotto l'Antico Regime.

L'esclusione dall'Assemblea si giocava unicamente sulla distinzione del colore della pelle, al di là della ricchezza e dei titoli, diventando uno strumento di rivendicazione sociale primario per i coloni bianchi più poveri: per la prima volta, infatti, il colore della pelle, segno evidente “dell'ordine naturale”, si faceva unico criterio di rappresentanza politica e sociale. In questo senso, la missione dell'Assemblea di Saint-Marc era intesa allora come rigenerazione rivoluzionaria, portavoce e riconferma dei “*principes éternels de la nature, de la raison & de l'équité*” che il dispotismo ministeriale e la tirannia della Madrepatria sembravano aver voluto distruggere per sempre³²⁶. Il discorso si allineava a quello della Francia metropolitana e dell'Assemblea Nazionale, cercando di riproporre una narrazione storica nella quale le Assemblee rigenerate potessero riscoprire e far valere tramite la legge i propri diritti naturali imprescindibili contro le ingerenze della monarchia assoluta e dei suoi ministri. La difesa di un presunto “ordine naturale” allora, si configurava come un veicolo di patriottismo e sinonimo, nel caso della colonia, di difesa dell'ordine naturale dei bianchi sui neri che, avvantaggiati dall'Antico Regime, ora si voleva mettere una volta per tutte a tacere grazie ad una interpretazione piuttosto conservatrice – e, in un certo senso “americana” dei valori rivoluzionari³²⁷.

L'esperienza nell'Assemblea di Saint-Marc rimase motivo d'orgoglio per i coloni, che alla necessità di ribadire le gerarchie naturali della colonia vi avevano accostato una crescente coscienza autonomista dell'isola. Il punto sul quale si insisteva maggiormente non era la questione del libero commercio o dell'abolizione del monopolio della Madrepatria sui beni coloniali, bensì quella della rappresentanza e della necessità di autoregolare la politica interna

³²⁶ *Assemblée générale de la partie française de Saint Domingue. Extrait des registres de l'Assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue*, Saint-Marc, Imprimerie de l'Assemblée Générale, 1790, pp. 14-15.

³²⁷ Antonino De Francesco, *Repubbliche atlantiche. Una storia globale delle pratiche rivoluzionarie, 1776-1804*, Milano, Raffaello Cortina Editore, 2022, pp. 91-93; Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, p. 469.

della colonia, senza alcuna ingerenza dell'autorità francese. Ricostruendo la breve vicenda dell'Assemblea di Saint-Marc, infatti, il colono e editore Batilliot argomentava contro l'Assemblea Provinciale del Nord dell'isola, accusata di aver intralciato i disegni di quella di Saint-Marc in nome della difesa dell'*exclusif* e di non aver combattuto la Madrepatria sul terreno comune ai coloni bianchi: limitare i diritti dei neri liberi e dei mulatti. L'autonomia nella gestione interna della colonia era considerata il veicolo con il quale i suoi abitanti bianchi avrebbero potuto gestire il potere tramite una più forte gerarchizzazione sulla base della pelle e svincolarsi finalmente dalla schiavitù "de la race des Capets" e quindi dalla fedeltà alla Madrepatria o dai titoli nobiliari che ne seguivano:

«Envoyez-nous des gardes nationales, elles seront encore à nous; car nous possédons bien mieux encore que nos frères les Parisiens l'art de nous approprier les forces de nos oppresseurs. Demandez-en des nouvelles au cher Mauduit et à son petit protecteur Barnave. Personne ne saura mieux que nous parler en frères à des frères, en patriotes à des patriotes; car nous ne sommes pas des aristocrates comme de lâches philanthropes affiliés en secret aux bandits de Coblenz voudraient le faire croire à la France. Il n'y a point à Saint-Domingue de municipalité ministérielle, de loi martiale, de liste civile ni de comité de recherches. On y est également exercé à déjouer les aristocrates, à réprimer les esclaves, et à faire voler les têtes des tyrans»³²⁸.

All'orgoglio per aver partecipato all'esperienza di Saint-Marc, si univa, come abbiamo già avuto modo di ribadire, quella per aver preso parte alla Guardia Nazionale. Nel passo appena citato infatti, Batilliot fa riferimento testualmente all'ideale della federazione regionale, quel "parler en frères à des frères, en patriotes à des patriotes" che aveva determinato la forza della Francia nei primi due anni della Rivoluzione, dove la Guardia Nazionale si era affermata quale rappresentazione effettiva ed agente del patriottismo tramite la federazione dei cittadini in armi delle diverse città. Così, al valore funzionale della Guardia Nazionale intesa come gestione dell'ordine pubblico, si accostava un valore più simbolico, patriottico e, in un certo senso, indipendentista e di opposizione al potere, incarnato in questo caso dall'esercito reale alle dipendenze del governatore, al quale la popolazione di Santo Domingo – particolarmente i deputati di Saint-Marc – si erano rivelati piuttosto ostili già durante l'Antico Regime³²⁹.

³²⁸ Batilliot l'ainé, *L'Anti-Brissot, par un Petit Blanc de Saint-Domingue*, Paris, Girardin, 1791, p. 8.

³²⁹ Sulla Guardia Nazionale si vedano i lavori di carattere generale di Roger Dupuy, *La Garde nationale. 1789-1872*, Paris, Gallimard, 2013; Roger Dupuy, Serge Bianchi (dir.), *La Garde nationale entre nation et peuple en*

Così, i partecipanti a vario titolo alla Guardia Nazionale delle diverse provincie dell'isola erano circa il 75% del nostro campione di coloni e non pochi di loro ricorrevano all'appellativo di cittadino soldato quando ritenuto necessario per riconfermare la propria fedeltà ai valori rivoluzionari. Entrando più nello specifico per quanto riguarda le carriere politiche dei portavoce più influenti, ancora una volta le partecipazioni all'Assemblea di Saint-Marc e alla Guardia Nazionale sembrano accomunare il 90% dei coloni presi in esame. A questo elemento però si aggiungono spesso precedenti incarichi di carattere politico o rappresentativo: è questo, ad esempio, il caso del già citato L'Archevesque Thibaud, avvocato nativo di Santo Domingo che nel 1789 viene eletto deputato per la provincia Nord agli Stati Generali e poi all'Assemblea Nazionale e che presto prese parte alle sedute del Club Massiac e si allineò alle posizioni degli 85 *léopards* una volta che questi raggiunsero Parigi.

La caratura del personaggio – nonché la terribile nomea che pare si fosse fatto nell'isola per via della particolare ferocia nel trattamento verso i suoi schiavi³³⁰ – e la rete di conoscenze che la posizione di prestigio gli aveva portato, gli permisero di porsi quale punto di riferimento dei coloni nella Madrepatria a più riprese. Non solo, grazie alla ricchezza familiare, sebbene non di origine nobiliare, alla nascita nella colonia e non in Madrepatria, al suo ruolo di avvocato a Cap Français, nonché di procuratore per le famiglie assenteiste, gli procurarono il ruolo di rappresentante degli interessi di un intero mondo coloniale, al di là delle sue simpatie politiche e ideologiche. Una carriera non molto differente è quella di Thomas Millet, proprietario di una piantagione nel comune di Jérémie, anche lui deputato all'Assemblea di Saint Marc, poi della seconda assemblea coloniale. Deportato negli Stati Uniti su ordine di Sonthonax e Polverel organizza prima a New York e poi a Philadelphia le *assemblées des colons réfugiés*, di cui diventa presidente e segretario. Eletto commissario e rappresentante degli interessi dei coloni rifugiati rientra in Francia, dove viene immediatamente arrestato e condotto in carcere prima di venir liberato dopo il 9 Termidoro anno II.

Vi figuravano inoltre, uomini che avevano fatto parte dell'apparato governativo di Santo Domingo prima del 1789, come Mahy de Corméré, di cui abbiamo già precedentemente accennato, e Moreau de Saint-Mery: quest'ultimo, nato in Martinica, studiò avvocatura a Parigi prima di esercitare la sua professione a Cap français e ottenere un posto nel Conseil Supérieur

armes. Mythes et réalités, 1789-1871, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006; per quanto riguarda l'opposizione dei coloni bianchi alle forze militari sull'isola prima del 1789, quello che Charles Frostin definisce come *antimilitarisme*, si veda Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit., capitolo 7: "L'antimilitarisme des Blancs et des gens de Couleur. L'épreuve de force de 1769", pp. 376-436.

³³⁰ Stando alle parole di Vastey, infatti, L'Archevesque Thibaud e la moglie furono accusati di tortura verso una loro schiava mulatta, sollevando non poche polemiche. Pompée Valentin de Vastey, *Le système colonial dévoilé*, Cap-Henry, P. Roux, 1814, pp. 43-44; Marlene L. Daut, *Baron de Vastey and the Origins of Black Atlantic Humanism*, New York, Palgrave Macmillan, 2017.

au Cap che ricoprì fino al 1785. Rientrato in Francia, il 1° luglio 1789 diviene presidente dell'Assemblea generale degli Elettori di Parigi e il 18 settembre si fa ammettere come deputato della Martinica all'Assemblea nazionale costituente; collabora immediatamente ai lavori del Club Massiac e nell'estate del 1791 si unisce al Club dei Foglianti fino con la caduta della monarchia il 10 agosto 1792. Attaccato su più fronti per la sua politica moderata si rifugiò negli Stati Uniti dove diverrà una delle figure di spicco della comunità di rifugiati francesi a Philadelphia e sarà animatore di una libreria e stamperia con il suo stesso nome fino al suo rientro in Francia nel 1798³³¹.

Per concludere, l'attività politica come criterio determina ovviamente un restringimento del campo delle professioni e delle carriere politiche. Senza volersi troppo dilungare, si è cercato allora di determinare delle categorie sociopolitiche nella speranza di chiarire il quadro sociale e il bagaglio politico precedente nel quale gli attori si mossero e costruirono altrettante strutture politiche nelle quali agire. Abbiamo visto che buona parte dei soggetti presi in esame erano uomini le cui ricchezze risiedevano quasi esclusivamente nel sistema della piantagione o in quello del commercio dei prodotti coloniali o in attività professionali legate al territorio di Santo Domingo; si trattava dunque di un gruppo che socialmente aveva tutto da perdere con il venir meno del sistema coloniale e, soprattutto, delle vecchie gerarchie coloniali o con la mancata riorganizzazione. Altri, agirono spinti anche da convinzioni personali, come dimostra la forte componente autonomista dell'isola o quella dei partigiani degli inglesi – che, come vedremo, non saranno affatto pochi; altri ancora invece agirono perché allettati dall'apertura di nuovi spazi politici loro preclusi prima del 1789, nonché dalla speranza che un sincero appoggio ai valori rivoluzionari avrebbe comportato un allentamento del rigido controllo della Madrepatria e la possibilità di maggiori profitti.

Petits blancs e grands blancs: un problema di definizione

Nel corso di questo elaborato più volte ci si è trovati ad utilizzare i termini *grands blancs* e *petits blancs* senza soffermarsi adeguatamente sul loro valore storico e i cambiamenti di senso che possono aver subito. Senza aver alcuna pretesa di esaustività, si è ritenuto necessario approfondire e storicizzare un tema troppo spesso ignorato o affrontato solo marginalmente.

Le espressioni «grands blancs» e «petits blancs» nascono dalla necessità di distinguere socialmente i bianchi all'interno della società coloniale: per «grands blancs» si indicavano i

³³¹ Doina Pasca Harsanyi, *Lessons from America. Liberal French Nobles in Exile, 1793-1798*, Philadelphia, Penn State University Press, 2010.

ricchi proprietari di piantagioni, particolarmente di zucchero, che a partire dai primi anni del XVIII secolo avevano attuato sostanziosi investimenti per la coltivazione e la produzione della canna da zucchero. Al contrario, con l'espressione «petits blancs» si indicava, almeno prima dell'espansione della coltura della pianta del caffè, i bianchi che abitavano l'isola senza essere proprietari della terra³³². Secondo Charles Frostin, il fenomeno è da far risalire ai primi anni del Settecento, quando al raffinarsi del sistema di piantagione della canna da zucchero corrispose la necessità di ingenti capitali per l'avvio della produzione e, di conseguenza, l'impoverimento di tutti coloro che non possedevano sufficiente denaro da investire una volta arrivati nell'isola³³³. Alla spinta capitalista, infatti, faceva da contraltare l'esclusione dal mercato dei piccoli *planteurs*, la difficoltà di accesso alla proprietà e, di conseguenza, un accumulo di tensioni in seno al gruppo degli esclusi – detti, appunto, «petits blancs» – verso quanti si arricchivano. La pressione dell'economia dello zucchero e le rigide gerarchie che andarono costruendosi si allentarono solamente nella seconda metà del XVIII secolo, con lo sviluppo della coltura del caffè, decisamente meno esigente in quanto a mezzi e quantità della manodopera. L'immigrato di modeste condizioni, l'uomo nuovo arrivato senza risorse nell'isola, o colui che almeno era riuscito a risparmiare abbastanza denaro nei primi anni di servizio nelle piantagioni dei «grands blancs», trovava una possibilità di promozione sociale nell'installazione di una *cafeterie* nelle zone collinari e premontane dell'isola, al di fuori delle pianure che restavano di dominio delle *sucrieries* dei grandi coloni solidamente stabilitivisi. Sempre secondo lo storico, l'accesso alla terra nella seconda metà del Settecento fu troppo tardivo per cambiare il carattere minoritario della componente bianca dell'isola rispetto alla popolazione nera importata dall'Africa nel corso degli anni come manodopera per le piantagioni; così come fu tardivo anche per cambiare il comportamento sociale del «petit blanc», la cui violenza era esasperata per via della concorrenza economica dettata dall'aumento della categoria dei liberi di colore, mulatti e schiavi liberati, che occupavano sempre più incarichi nelle piantagioni e che riusciva ad acquistare la terra come i bianchi³³⁴.

Agli albori del 1789 dunque, per «petits blancs» non si intendeva più solamente i bianchi poveri senza terra, bensì tutti coloro che erano esclusi dalla grande proprietà terriera, che si trattasse di piantagioni di zucchero, caffè, cotone o indaco. Come sottolineava Moreau de Saint-Mery nel suo *Description topographique*, la categoria era ben più eterogenea di quanto intendesse l'accezione di inizio Settecento, comprendendo al proprio interno piccoli proprietari di *cafeteries*, subalterni nella piantagione, economi, contabili, chirurghi, mastri raffinatori,

³³² James E. McClellan, *Colonialism and Science*, cit., p. 58.

³³³ Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit., pp. 33-34.

³³⁴ *Ivi*, pp. 34-35.

mastri lavoratori, artigiani e operai, costruttori, carpentieri, carrellisti, sellai, scalpellatori, muratori, disertori, avventurieri, marinai, vagabondi e altra “gens sans aveu”³³⁵.

Nei resoconti dei governatori o dei procuratori generali dell'isola inviati dalla Madrepatria, non mancavano però anche osservazioni di carattere politico. Nelle rivolte bianche degli anni Sessanta del Settecento, infatti, questa categoria appariva regolarmente al centro dei disordini, descritta come una *populace* turbolenta e al servizio del «parti colon», che la sfruttava come braccio armato nelle sommosse, garantendone la riuscita grazie alla sua violenza. Insomma, le rivolte dei bianchi alla fine dell'Antico Regime si dotavano di una propria base popolare, rinforzata dall'aumento dei piccoli bianchi³³⁶. Con l'espansione e l'accumulazione di ingenti somme di denaro, all'aumento dell'assenteismo dei ricchi proprietari e alla moltiplicazione dei rientri verso la Francia di quanti avevano fatto fortuna e si erano garantiti alle Antille una sicura fonte di reddito, corrispose l'aumento del flusso di «blancs à gage», definiti come “catégorie des bas salariés”³³⁷ caratterizzata dall'instabilità e da una forte mobilità sociale. Alla ricerca di un impiego, questa figura errava di quartiere in quartiere, reclutato come economo³³⁸ in una piantagione per breve tempo per via delle basse paghe e passava i primi anni nella colonia escluso dalla società, lavorando spesso nelle piantagioni dei coloni assenteisti, per i quali provava un crescente rancore. Così, il *clivage* tra bianchi non si delineava più solo sull'asse della possidenza, ma anche su quello della residenza: l'antagonismo tra proprietari residenti a capo delle loro abitazioni e piantagioni e proprietari assenteisti installati in Francia si fece via via più crescente e coinvolse altresì i «petits blancs» istintivamente alleati con i primi. Ecco allora, che le fila del «parti colon» dei residenti si allargavano grazie al gioco della solidarietà locale, particolarmente sentito nelle realtà insulari lontane dalla Madrepatria. Ai grandi proprietari residenti, i cosiddetti *cultivateurs*, che provavano un crescente astio per gli assenteisti e per l'ingerenza delle autorità metropolitane loro presunte alleate, si univano così i piccoli bianchi, che fossero economisti alle prime armi o *gérants* – veri e propri *menager* delle piantagioni – che aspiravano all'accesso della proprietà a loro volta³³⁹. Questa clientela dei *grands blancs* possidenti e residenti allora, sarebbe stata il

³³⁵ Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Description topographique, physique*, vol.2, cit., pp. 29-44.

³³⁶ Nicolas François de Neufchateau, *Mémoire en forme de discours sur la disette du numéraire à Saint Domingue et sur les moyens d'y remédiers*, Metz, imprimerie de Claude Lamort, 1788, pp. 97-98.

³³⁷ Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit., pp. 43-44.

³³⁸ L'economo era il sorvegliante degli schiavi, un impiego poco remunerativo riservato ai giovani immigrati bianchi senza risorse.

³³⁹ Michel-René Hilliard d'Auberteuil, *Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue. Ouvrage politique et législatif; présenté au ministre de la marine*, Paris, Grangé, 1776, vol.1, p. 151.

perfetto reclutamento da mobilitare in caso di rivolta contro il potere della Madrepatria, così come in caso di insurrezioni degli schiavi³⁴⁰.

Le parole d'ordine per incitare alla rivolta avrebbero avuto poca risonanza se questa clientela non fosse stata spinta da una mentalità condivisa: di modeste condizioni, il *petit blanc* che abbandonava la Madrepatria in cerca di fortuna si trovava a subire oltre l'Oceano nuove forme di umiliazione. Pare che siano stati proprio gli schiavi neri, osservatori severi della società bianca, a definire questi nuovi arrivati come “falsi bianchi”, “piccoli bianchi” o *blanchets*, in opposizione ai veri bianchi, quelli definiti “blancs blancs” o, appunto, “grandi bianchi”, per indicare coloro che comandavano, che possedevano e che soprattutto non lavoravano con le loro mani, ma vivevano del lavoro degli altri. Questi termini, che si alimentavano di osservazioni antropologiche e sociologiche, traducevano bene la posizione ambigua del salariato di origine europea nella società schiavista la cui natura stessa avviliva la dignità del lavoro manuale³⁴¹. Oggetto di scherno dello schiavo, il piccolo bianco veniva deriso ancora di più dall'*affranchis* – suo vittorioso concorrente sociale nella ricerca di un impiego quando non era già in una posizione dominante per proprietà, ricchezza o istruzione – aggravando di reazione il brutale senso di appartenenza ad un gruppo etnicamente dominante, quello dei bianchi. Questo escluso dalla società coloniale diveniva allora il difensore del privilegio della razza, sola possessione che lo distingueva dai neri liberi e dai mulatti e che solo poteva ricongiungerlo alla vera classe dominante dell'isola, quella dei *planteurs*. Mascherando la loro impotenza sociale, il privilegio del colore della pelle si ergeva a frontiera immaginaria tra due categorie che nella gerarchia economica coloniale poco avevano di differente e tentava al contrario di dare una parvenza di coesione ad una “classe”, quella dei bianchi, che tanto in Madrepatria, quanto a Santo Domingo poco o nulla aveva di omogeneo³⁴².

³⁴⁰ Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit., p. 46.

³⁴¹ *Ibidem*; Frédéric Régent, “La fabrication des Blancs dans les colonies françaises”, cit.

³⁴² Sulla questione della costruzione dell'identità bianca, la “race imaginaire” definita dalla *blancheur* secondo la storiografia francese, o dalla *whiteness*, secondo quella anglosassone, avremo modo di tornare. Gli studi in questo campo sono piuttosto numerosi e si inseriscono nella corrente definita dalla storiografia anglosassone come *whiteness studies*. Sebbene le forti differenze, questi studi concordano nell'affermare che si diventa bianchi, non vi ci si nasce e che la stessa categoria di “bianco” è plastica, contingente e culturalmente determinata. Non solo, più recentemente si è posta l'attenzione sulla relazione dialettica tra classe e razza, centrale negli Stati Uniti e in Francia, come avevano suggerito Didier e Éric Fassin nella loro opera precorritrice *De la questione sociale à la questione razziale?*. Per il momento, ci si limita a segnalare le seguenti opere della storiografia d'Oltrealpe e d'Oltreoceano, che su questo punto si rivelano molto più attente rispetto alla storiografia italiana: Collette Guillaumin, *L'Idéologie raciste*, Paris, Gallimard, 2002; Didier Fassin, Éric Fassin, *De la question sociale à la question razziale?*, Paris, La Découverte, 2013; Sylvie Laurent, Thierry Leclère (dir.), *De quelle couleur sont les Blancs? Des «petits Blancs» des colonies au «racisme anti-Blancs»*, Paris, La Découverte, 2013; Claude Olivier Doron, *L'homme altéré. Races et dégénérescence (XVII-XIX siècles)*, Paris, Champ Vallon, 2016; Jean-Frédéric Schaub, Silvia Sebastiani (dir.), *Race et histoire dans les sociétés occidentales (XV-XVIIIe siècle)*, Paris, Albin Michel, 2021; Winthrop D. Jordan, *White over Black. American Attitudes toward the Negro, 1550-1812*, Second Edition, Williamsburg, Virginia, Chapel Hill, 2012; Glenn C. Loury, *The Anatomy of Racial Inequality*, Cambridge, Harvard University Press, 2002; Bruce Dain, *A Hideous Monster of the Mind. American Race Theory*

Con il sopraggiungere della Rivoluzione francese le spaccature in seno ai bianchi si ampliarono a tal punto che sarebbe difficile stabilire una posizione univoca dei “petits blancs” rispetto all’ideologia rivoluzionaria o alla loro fedeltà ai *grands planteurs* residenti nell’isola. Come abbiamo detto però, sull’onda delle numerose rivolte d’Antico Regime contro l’autorità metropolitana, ancora una volta i “petits blancs” furono in un certo senso il braccio armato dei coloni proprietari dell’isola nel braccio di ferro tra Madrepatria e *planteurs*; non solo: le nuove possibilità politiche che la Rivoluzione sembrava dischiudere lasciavano sperare questa classe di piccoli bianchi di poter accedere alle cariche pubbliche o a posizioni di prestigio prima riservate ai ricchi possidenti o alle autorità reali inviate dalla Francia. Gran parte di questi piccoli bianchi trovò nella Guardia Nazionale, nella frequentazione delle assemblee parrocchiali dell’isola e nell’Assemblea di Saint-Marc un’occasione senza precedenti per poter far sentire la propria voce, per inserirsi negli equilibri sociali e politici dell’isola e, appoggiando i grandi proprietari autonomisti, per porsi in una posizione di forza e di fedeltà ai notabili che li avrebbe riscattati dalla condizione di subalternità. Tanto più, se lo scontro andava polarizzandosi attorno alla questione della concessione dei diritti ai mulatti e ai neri liberi che, spaccando la classe dei proprietari tra bianchi e neri e paventando il pericolo che gli *affranchis* potessero concorrere al governo dell’isola, prometteva ai «petits blancs» il sostegno dei grandi proprietari e la loro rivincita morale e razziale sui liberi di colore.

Queste dinamiche non erano sfuggite ad un attento osservatore come Jacques Pierre Brissot, che nel suo *Discours sur les Troubles* del dicembre 1791 in difesa dei diritti politici dei mulatti, accusava i coloni di manovrare da tre anni per “rompre les liens qui les attachent à la mère-patrie, pour écraser les gens de couleur et pour diriger les diverses assemblées coloniales vers une aristocratie indépendante”³⁴³. Dunque, l’autonomismo e la lotta per ottenere l’*exclusif mitigué* non erano altro che la maschera della volontà dispotica di governare al fine di negare i diritti ai neri e di rifondare una nuova aristocrazia, basata sui vizi, l’immoralità e il pregiudizio di colore. Ad un corpo che aspirava a divenire una nuova aristocrazia, diceva Brissot, era necessario un braccio armato, che nel caso della società coloniale era facilmente individuabile nei «petits blancs»:

in *the Early Republic*, Cambridge, Harvard University Press, 2002; Andrew Hartman, “The rise and fall of whiteness studies”, in *Race & Class*, 2004/2 (n°44), pp. 22-38; Evelyn M. Hammonds, Rebecca M. Herzig (dir.), *The Nature of Difference. Sciences of Race in the United States from Jefferson to Genomics*, Cambridge, MIT Press, 2008; Peter Kolchin, “Whiteness Studies”, in *Journal de la Société des américanistes*, 2009/1 (n°95), pp. 117-163; Nell Irving Painter, *The History of White People*, New York – London, W.W. Norton & Company, 2010; Brendan O’Flaherty, *The Economics of Race in the United States*, Cambridge, Harvard University Press, 2015; Cheryl E. Matias, “On whiteness Studies: Hope and Futurity: Introduction”, in *International Journal of Qualitative Studies in Education*, 2022/14 (n°35), pp. 1-6.

³⁴³ Jacques Pierre Brissot, *Discours de J.P. Brissot, député, sur les causes des troubles de Saint Domingue*, Paris, Imprimerie Nationale, 1791, pp. 6-7.

«Cette espèce d'hommes [les planteurs] a le plus grand empire sur une autre classe non moins dangereuse, celle appelée les petits blancs, composée d'aventuriers, d'hommes sans principes & presque tous sans mœurs. Cette classe est le vrai fléau des colonies, parce qu'elle ne se recrute que de la lie de l'Europe. Cette classe voit avec jalousie les hommes de couleur, soit les artisans, parce que ceux-ci travaillant mieux & à meilleur marché, sont plus recherchés; soit les propriétaires, parce que leurs richesses excitent leur envie, & abaissent leur orgueil. Cette classe ne soupire qu'après les troubles, parce qu'elle aime le pillage; qu'après l'indépendance, parce que, maîtres de la colonie, les petits blancs espèrent se partager les dépouilles des hommes de couleur.»³⁴⁴.

Secondo Brissot allora, la categoria dei «petits blancs» trovava nella sua identità sociale la ragione del suo discredito politico e il motivo per il quale la Francia avrebbe dovuto controbilanciarne il potere tramite la concessione dei diritti politici a mulatti e neri liberi. Brissot accoglieva la realtà sociale delle Antille e la sua terminologia per denunciare la classe dei bianchi come distruttrice ed egoista, sostenitrice di un “dispotismo personale” che avrebbe rovinato la Madrepatria e il suo impero coloniale; questa analisi gli serviva inoltre per promuovere la *gens de couleur* a vera base sociale e politica dell'isola, che con il suo lavoro avrebbe agito di concerto con *négociants* e *commissionnaires* all'aumento dei consumi e dunque della produzione generale della colonia³⁴⁵.

Non sorprende allora che a rispondere al discorso di Brissot dopo solo qualche giorno fosse il colono Batilliot Aîné, stampatore e editore a Santo Domingo, arrivato a Parigi l'estate del 1790 a bordo della *Léopard* assieme al resto dei deputati dell'Assemblea di Saint-Marc. Definendosi orgogliosamente “petit blanc de Saint-Domingue”, nel già citato pamphlet *L'Anti-Brissot* difendeva la linea tenuta dai coloni nell'isola e, soprattutto, la portava all'estremo rivendicando il sentimento autonomista dei *petits blancs* e il loro sincero attaccamento alla colonia. O meglio, quello che rivendicava non era tanto l'aggettivo «piccolo», quanto il sostantivo «bianco»: i coloni senza proprietà o piccoli possidenti erano definiti «citoyens moins favorisés de la fortune», senza alcun riferimento al merito, alla nascita, o alla loro caratura morale. Dunque, la distinzione sociale veniva minimizzata per favorire al contrario quella politica, che distingueva solamente bianchi e neri, uomini bianchi industriosi e capaci di gestire

³⁴⁴ *Ibidem*.

³⁴⁵ «Les petits blancs remplissent principalement les villes habitées par une autre classe d'hommes plus respectables, celle des négociants % commissionnaires, attachés par leurs intérêts à la France, attachés à la cause des hommes de couleur, parce qu'ils y voient une augmentation de consommation & de propriétés”, *ivi*, p. 7.

l'isola perché sinceramente devoti alla proprietà e al benessere degli affari della colonia e neri, il cui accesso alle risorse doveva essere rigorosamente controllato dai primi per evitare squilibri che avrebbero potuto – a dire di Batilliot – portare Santo Domingo alla rovina³⁴⁶.

A distanza di sei anni, in pieno contesto repubblicano, nel dibattito pubblico sarebbero nuovamente riemersi i «petits blancs» come soggetto politico. A differenza che per quanto sostenuto nel 1791, dove nel discorso pubblico erano stati individuati o come elemento patriota e autonomista o come elemento distruttivo dell'ordine coloniale, nel 1797 questa componente sociale veniva allora esaltata come l'unica che avrebbe potuto a sua volta bilanciare i fragili equilibri dell'isola. A capo di questa operazione vi era infatti il deputato repubblicano Louis-Antoine-Esprit Rallier. Colono e autore di tre diversi pamphlet su Santo Domingo nel 1797, egli discute il futuro della colonia partendo dall'analisi storica dei fatti rivoluzionari nell'isola e dalla condizione sociale e politica dell'Antico Regime che portò ai disordini degli anni successivi. Nonostante concordasse con quanti criticavano l'esecuzione dell'abolizione della schiavitù come repentina e mal ragionata, il deputato concordava sul fatto che l'emancipazione dei neri fosse oramai un fatto irreversibile, ammettendo addirittura che alcuni neri – il suo favore cadeva particolarmente su Toussaint Louverture – potessero partecipare agli affari pubblici, formando una sorta di élite di eletti, di “évolué” come li definiva, tra la moltitudine di ex-schiavi non in grado di interessarsi alla politica. In questo senso, prevedeva allora una società divisa in due classi, “celle des hommes instruits et celle des hommes dépourvus d'instruction”³⁴⁷: la prima avrebbe dovuto occuparsi della politica e della gestione pubblica dell'isola, senza alcuna distinzione di colore. Per l'altra invece, impreparata alla responsabilità della cittadinanza, Rallier prevedeva un regime di sorveglianza e di moralizzazione, legando il suo futuro a quello della piantagione e sottomettendola ad un processo di educazione morale e civica.

Questo modello educativo, che avrebbe potuto trasformare gli ex-schiavi africani in cittadini agricoltori e liberi lavoratori negli ateliers, prevedeva la reintroduzione dei *petits blancs* e l'esaltazione della loro condotta di vita come esempio per tutti i francesi delle colonie che aspirassero alla cittadinanza. Descritti come un gruppo estremamente versatile, i *petits blancs* erano dei piccoli agricoltori che vivevano del proprio lavoro, che stipulavano alleanze molteplici al di là del colore della pelle e che avevano “toujour adhéré aux principes de cette portion saine des planteurs”. Secondo Rallier, si trattava della classe che più di ogni altra andasse reintegrata nell'isola, perché avrebbe potuto contribuire efficacemente alla

³⁴⁶ Batilliot l'ainé, *L'Anti-Brissot, par un Petit Blanc de Saint-Domingue*, cit., pp. 10-11.

³⁴⁷ Louis-Antoine-Esprit Rallier, *Observations sur Saint-Domingue, par Rallier, député d'Ille et Vilaine, membre du Conseil des Anciens*, Paris, Imprimerie nationale, 1797, p. 13.

restaurazione della “concorde générale” grazie ai loro principi, ad una condotta di vita esemplare dedita al lavoro agricolo nelle piantagioni³⁴⁸. Negando qualsivoglia velleità independentista, Rallier rifiutava la lettura che Batilliot e gli altri coloni avevano dato dei piccoli bianchi e recuperava al contrario il loro apporto in quanto lavoratori della terra, piccoli proprietari terrieri o semplici braccianti che avrebbero contribuito al risollevarimento della potenza commerciale della Repubblica. Inoltre, rispondeva così anche alla critica che Brissot aveva fatto nel 1791 ai coloni bianchi, accusati di provare gelosia per il lavoro dei neri in quanto manodopera più abile e meno costosa. Insomma, nel disegno repubblicano che si andava costruendo dopo il Colpo di Stato del 18 fruttidoro anno V, la colonia di Santo Domingo, divenuta grazie alle *Lois Organiques* dipartimento francese equiparato alla Madrepatria, necessitava della concordia sociale e del pieno reintegro del sistema delle piantagioni. Per farlo, si individuava nei *petits blancs* il gruppo sociale per eccellenza, perché capace, con il suo lavoro e la sua etica, di promuovere un modello repubblicano fondato sulla proprietà, sul lavoro nei campi, sulla la famiglia e sull’attaccamento ai principi repubblicani³⁴⁹.

Gli anni che seguirono segnarono altrettanti momenti di ripensamento della composizione sociale di Santo Domingo e delle criticità che avevano portato alla guerra civile e poi, nel 1804, all’Indipendenza dell’isola. La riflessione sul ruolo dei *petits blancs* e del loro rapporto con le altre componenti della società, particolarmente in quelle a base schiavista o con un gran numero di neri liberi, non venne meno, tutt’altro. Negli anni a venire, sia in Francia, che negli Stati Uniti, il dibattito si sarebbe presto arricchito anche in altre direzioni, come quella della sovrapposizione tra una questione sociale e una questione “razziale”, arrivando fino ai giorni nostri³⁵⁰. Lungi dal voler entrare in un dibattito di tale ampiezza, con questo paragrafo si è inteso precisare il senso sociale e, soprattutto, politico di una categoria che sfugge ad un inquadramento chiaro data la sua permeabilità, le sue fluttuazioni e i suoi contestati rapporti con le varie componenti dell’isola.

³⁴⁸ Louis-Antoine-Esprit Rallier, *Nouvelles Observations sur Saint-Domingue*, Paris, Baudouin, 1797, p. 11.

³⁴⁹ *Ibidem*. «Cette classe ne laisse pas cependant d’être intéressante sous plusieurs aspects. 1° C’est précisément parce qu’elle s’est trouvée avoir des relations plus ou moins intimes avec chacune de celles qui se faisaient la guerre, c’est parce qu’elle est encore en quelque sorte disséminée entre elles toutes, qu’elle peut, en qualité de lien commun, contribuer très-efficacement au rétablissement de la concorde générale; il est même juste et essentiel d’observer que beaucoup d’individus qui appartiennent à cette classe, ont toujours adhéré aux principes de cette portion saine des planteurs dont j’ai eu occasion de parler il y a peu d’instant. 2° La classe des petits-blancs, renfermant des hommes laborieux, est appelée à donner, concurremment avec les deux autres, un exemple précieux, celui d’hommes de toutes les couleurs, qui, confondus ensemble, se dévoueront à l’envi, à des travaux utiles, et surtout à ceux de l’agriculture.».

³⁵⁰ Alexandre Bourquin, *Histoire des Petits-Blancs de la Réunion XIXe-début XXe siècles*, Paris, Karthala, 2005; Didier Fassin, Éric Fassin, *De la question sociale à la question raciale?*, Paris, La Découverte, 2013; Sylvie Laurent, Thierry Leclère (dir.), *De quelle couleur sont les Blancs? Des «petits Blancs» des colonies au «racisme anti-Blancs»*, Paris, La Découverte, 2013.

2.2 Riorganizzarsi politicamente tra Nuovo e Vecchio Mondo

La Rivoluzione francese marcò una tappa fondamentale nella storia della sociabilità politica. I clubs e le società che sorsero a Parigi e nelle province, legate da una rete di corrispondenza e dal fiorire della stampa periodica, furono i tratti distintivi di questa politica quotidiana, che comportò, tramite i diritti civili e civici e l'istituzione di un sistema di rappresentanza la democratizzazione della cultura politica francese almeno fino al Colpo di Stato del 1799. Così, per la prima volta, nel 1789 si vedeva sorgere un modello politico fondato sulla partecipazione di molti, creando una tradizione partecipativa che non si sarebbe più arrestata, bensì diffusa oltre i suoi confini geografici. Accanto a queste forme più o meno diffuse di *apprentissage* politico, la Rivoluzione ha dato avvio a una serie di strutture operative che permettevano l'organizzazione materiale di questa vita politica: elezioni, club e società politiche, petizioni pubbliche, giornalismo e dibattiti nelle assemblee³⁵¹.

Come abbiamo visto brevemente anche Santo Domingo fu coinvolta da questa rivoluzione della sociabilità politica e i coloni, secondo schemi non per forza paralleli a quelli della Madrepatria, furono protagonisti e veicolo di nuovi modelli, pratiche e strutture rivoluzionarie che avrebbero segnato la vicenda dell'isola fino alla sua indipendenza. Già alla vigilia della Rivoluzione la colonia era un polo di sperimentazione e di diffusione di forme di sociabilità nuove, nelle quali la massoneria, i circoli scientifici e quelli letterari giocarono un ruolo fondamentale. L'esperienza massonica e la partecipazione ai circoli prima del 1789 e la nascita dei Club, l'esplosione della stampa, la convocazione delle assemblee provinciali, poi di quella generale di Saint Marc e l'invio di propri deputati in Francia furono momenti di sperimentazione politica senza precedenti per la colonia³⁵².

Questa eredità rivoluzionaria non venne meno dopo l'abbandono della colonia e la ricerca di rifugio in Francia e, soprattutto, negli Stati Uniti. Anzi, mentre al rientro in

³⁵¹ Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992; Raymonde Monnier, *L'Espace public démocratique. Essai sur l'opinion publique à Paris de la Révolution au Directoire*, Paris, Editions Kimé, 1994; Timothy Tackett, *Becoming a Revolutionary. The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789-1790)*, Princeton, Princeton Legacy Library, 1996; Claude Labrosse, Pierre Retat, *Naissance du journal révolutionnaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989; Keith Michael Baker, *Inventing the French Revolution. Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

³⁵² Frances Sergeant Childs, *French refugee life in the United States 1790-1800*, cit.; Blanche Maurel, *Saint-Domingue et la Révolution française. Les représentants des colons en France de 1789 à 1795*, cit.; Blanche Maurel, "Une société de pensée à Saint-Domingue, le «Cercle des Philadelphes» au Cap Français", in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1961/48 (n°171), pp. 234-266; James E. McClellan, *Colonialism and Science*, cit.; Marieke Polfliet, "Refuge et sociabilité politique: les francs-maçons domingois aux États-Unis au début du XIXe siècle", in *La Révolution française*, 2019 (n°16); Gene E. Ogle, "The Trans-Atlantic King and Imperial Public Spheres. Everyday Politics in Pre-Revolutionary Saint-Domingue", in David Patrick Geggus, Norman Fiering (dir.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, pp. 79-96.

Madrepatria nel 1793 i coloni furono in un primo momento piuttosto cauti circa la loro riorganizzazione politica, negli Stati Uniti invece la loro mobilitazione fu immediata e capillare, diramandosi su tutto il territorio americano tramite gli strumenti che la cultura rivoluzionaria aveva diffuso: petizioni, stampa, logge massoniche e assemblee dei coloni rifugiati.

Le Petizioni come arma politica

Edenton, Carolina del Nord, 15 novembre 1793: il colono Jean Louis Du Rumaine scriveva al Congresso reclamando, tramite petizione, che gli venisse concessa una proroga alla scadenza per il pagamento delle tasse sui prodotti coloniali introdotti nello Stato da Santo Domingo. La domanda venne immediatamente accolta e il gabinetto americano decise di nominare un Comitato al fine di aprire un'inchiesta riguardo i vascelli francesi che avevano trasportato i coloni rifugiati nei porti e che per tali ragioni avevano trasportato altresì della merce coloniale senza previa segnalazione e accordo consolare e commerciale³⁵³. Dopo una serie di traversie, tra le quali una cattura per mano dei pirati inglesi che il colono aveva descritto al Congresso nei minimi particolari ai fini di rendere la gravità della sua situazione, la vicenda di Du Rumaine si concludeva felicemente con l'*Act for the remission*, che garantiva l'accesso alle produzioni coloniali trasportate senza alcuna tassa per quanti si erano rifugiati negli Stati Uniti³⁵⁴.

Il successo di Du Rumaine non era un'eccezione, perché la gran parte delle petizioni dei coloni, singole o collettive, che è stato possibile reperire non sono rimaste inascoltate. Il vicesegretario del Presidente o il segretario del *Committee on Claims* provvedevano a rispondere ad ogni richiesta e sottomettevano quanto prima le petizioni al Congresso, che avrebbe poi eventualmente accolto la domanda e legiferato in tal senso³⁵⁵. L'esistenza di uno specifico *Committee on Claims* al Congresso già a partire dai primi anni d'esistenza della Repubblica e il largo utilizzo che i coloni fecero della pratica della petizione, è indicativo circa la diffusione e il successo di tale pratica³⁵⁶.

La petizione è un fenomeno universale, che ha assunto forme diverse in differenti contesti temporali, spaziali e politici, dall'antichità classica all'Inghilterra medievale,

³⁵³ "To George Washington from Jean Louis Du Rumaine, 15 November 1793", in *The Papers of George Washington*, vol. 14, cit., pp. 373-374; *ivi*, p. 524.

³⁵⁴ «An Act for the remission of the duties arising on the tonnage of sundry French vessels which have taken refuge in the ports of the United States», in *Journal of the House*, vol. 6, p. 36.

³⁵⁵ Grazie al fondo *Miscellaneous Letters* e al fondo del *Committee on Claims* delle National Archives and Records Administration è stato possibile stimare circa 300 petizioni inviate al governo americano o al *Committee on Claims*, escludendo quelle contenute nella corrispondenza privata dei padri fondatori.

³⁵⁶ Maggie McKinley, "Petitioning and the Making of the Administrative State", in *The Yale Law Journal*, 2018/6 (n°127), pp. 1543-1630, particolarmente le pp. 1551-1586 dedicate alle petizioni durante la cosiddetta *Early Republic*.

dall'Europa della prima età moderna agli imperi coloniali dell'Ottocento, a tal punto che gli storici si trovano unanimi nel considerarlo un fenomeno di *longue durée* considerando il contesto storico globale³⁵⁷. Esistono almeno due definizioni di petizione: secondo quella classica, le petizioni sono richieste scritte indirizzate ad un'autorità; secondo invece una definizione più elaborata, le petizioni sarebbero una “deferent, formalised, ritualised written requests to an established authority signed by one or more people”³⁵⁸. Molti storici sociali come Lex Heerma e Van Voss hanno descritto le petizioni come uno strumento di protesta per *dispossessed*, sottolineandone così il carattere conflittuale; al contrario però, David Zaret è intervenuto mostrando come da un'ampia analisi delle petizioni nell'Europa e nell'Asia premoderne la definizione di Heerma e Van Voss sarebbe anacronistica, perché in età premoderna la petizione era concepita come uno strumento di Stato e non come strumento in opposizione allo Stato³⁵⁹. Per questo elaborato, si è preferito accogliere la definizione di Henry Miller che, sciogliendo l'apparente contraddizione tra le due forme proposte di Zaret e Heerma / Van Voss, riconosce la natura duale intrinseca delle petizioni come strumenti sia formali e fissi, regolati dai processi e dalle procedure prescritte dall'autorità pronte a riceverle, sia informali e non fissi, legati a pratiche che possono mutare in altre più provocatorie e sovversive³⁶⁰.

La duplice natura delle petizioni le rende delle forme intrinsecamente ambigue, instabili e mutevoli nell'interazione tra la persona che scrive la petizione e l'autorità a cui si rivolge. Inoltre – quando a carattere collettivo – le petizioni sono quasi sempre multidirezionali e ubiqua, perché dirette ad una vasta gamma di pubblici e a luoghi differenti nello spazio. Questo sembrerebbe confermato particolarmente quando si tratta di petizioni nell'ambito degli imperi coloniali: i sudditi d'Antico Regime delle colonie, proprio come le loro controparti europee, si avvantaggiarono delle strutture amministrative burocratiche a più livelli, spesso utilizzando il sistema della supplica nella speranza di aggirare il sistema giudiziario ordinario e accedere direttamente al centro del potere nella Madrepatria proprio grazie alla petizione. I firmatari

³⁵⁷ Henry Miller, “Introduction: The Transformation of Petitioning in the Long Nineteenth Century (1780-1914)”, in *Social Science History*, 2019 (n°43), pp. 409-429.

³⁵⁸ R. Huzzey, M. Janse, H. Miller, J. Oddens, B. Waddell, “Introduction: Petitions and Petitioning in Historical Perspective”, in R. Huzzey, M. Janse, H. Miller, J. Oddens, B. Waddell (dir.), *Petitions and Petitioning in Europe and North America: From the Late Medieval Period to the Present*, Oxford, Oxford University Press, 2023.

³⁵⁹ L. H. Van Voss, “Introduction: Petitions in Social History”, in *International Review of Social History*, 2001 (n°46), pp. 1-10; David Zaret, “Petition-and-Response and Liminal Petitioning in Comparative/Historical Perspective”, in *Social Science History*, 2019 (n°43), pp. 431-452. Secondo l'interpretazione di Zaret, le petizioni premoderne furono uno strumento di Stato, caratterizzate dal meccanismo da lui definito «petition-and-response»; prima di trasformarsi nelle moderne forme oggi conosciute, le petizioni entrarono in una lenta fase transitoria definita dallo storico «liminal petitioning», in cui il registro della deferenza e quello della sfida si sarebbero congiunte nella forma ibrida dello strumento in trasformazione.

³⁶⁰ Henry J. Miller, *A Nation of Petitioners. Petitions and Petitioning in the United Kingdom, 1780-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 2023, pp. 11-13.

potevano rivolgersi ai governi metropolitani con lamentele nei confronti degli amministratori locali o coloniali, spesso bloccando i procedimenti che queste intendevano condurre contro di loro. Le decisioni dal centro per la periferia, dati i ritardi nelle comunicazioni e le distanze coperte dall'Oceano, richiedevano spesso anni di tempo per essere prese, andando così a vantaggio dei firmatari, che potevano organizzarsi in autonomia dopo aver formalmente notificato al potere centrale la problematica e suggerito come risolverla. Inoltre, quando un territorio coloniale subiva un'importante riorganizzazione territoriale – per esempio dopo una cessione da uno Stato all'altro come nel caso del Canada dopo la Guerra dei Sette Anni – il sistema della petizione permetteva ai sudditi di interagire più facilmente con il loro nuovo governo europeo, avvantaggiandosene³⁶¹. In questo modo, i canali di petizione promossi dalle strutture delle amministrazioni imperiali contribuivano alla formazione dell'immaginario politico dei coloni, con conseguenze significative alla sopravvivenza – o alla crisi – dell'impero. Le petizioni infatti, prima delle Rivoluzioni atlantiche, andavano in due direzioni: da un lato facevano pressioni sul Parlamento o sui Ministri per ottenere esenzioni dalle restrizioni commerciali, per ricevere sussidi e per discutere questioni relative agli affari esteri delle colonie; dall'altro però, nonostante le tensioni provocate dalle rivolte degli schiavi o dei bianchi che si ribellavano all'autorità della Madrepatria, il potere centrale rimaneva l'interlocutore principale con il quale i sudditi si impegnavano tramite l'appello diretto alla Corona³⁶².

Come ha dimostrato Jack P. Greene, questa unilateralità nel rapporto tra coloni e Madrepatria si incrinò definitivamente con lo scoppio della Rivoluzione francese, nella quale la petizione rompeva con il modello monarchico della supplica e si trasformava in uno strumento di rivendicazione politica allargato e diffuso, benché dai contenuti politici non per forza più rivoluzionari di quelli contro cui protestavano³⁶³. Al di là dei *Cahiers de doléances*, il più celebre caso di impegno popolare rivoluzionario ufficialmente sollecitato dall'alto in vista della convocazione degli Stati Generali, la Francia rivoluzionaria fu testimone di migliaia di petizioni spontanee inviate a Parigi, a dimostrazione della determinazione dei francesi a farsi strada nel nascente dibattito nazionale. I coloni di Santo Domingo non furono da meno e si ritagliarono immediatamente uno spazio nel dibattito pubblico prima tramite la redazione di altrettanti *Cahiers de doléances* coloniali³⁶⁴, poi attraverso un gran numero di petizioni inviate

³⁶¹ Hannah Weiss Muller, "From Requête to Petition: Petitioning the Monarch Between Empires", in *The Historical Journal*, 2016/3 (n°60), pp. 659-686.

³⁶² Jack P. Greene, *Negotiated Authorities: Essays in Colonial Political and Constitutional History*, Charlottesville – London, University of Virginia Press, 1994; Miguel Dantas da Cruz (dir.), *Petitioning in the Atlantic World, c. 1500-1840. Empires, Revolutions and Social Movements*, New York, Palgrave Macmillan, 2022.

³⁶³ *Ivi*.

³⁶⁴ Blanche Maurel, *Cahiers de doléances de la Colonie de Saint-Domingue pour les États généraux de 1789*, Paris, Leroux, 1935; Gilbert Shapiro, John Markoff, "Officially Solicited Petitions. The "Cahiers de Doléances"

e lette all'Assemblea Nazionale, oppure indirizzate ai loro deputati ammessi, o ancora al Club Massiac e al Comitato coloniale di Parigi, nella speranza di veder ascoltate le loro richieste.

Per quanto riguarda le petizioni negli anni considerati in questo capitolo, dunque quelle inviate dai coloni dopo l'incendio di Cap Français e la fuga di buona parte di loro dall'isola, i destinatari delle petizioni si trovavano, come si può immaginare, in almeno tre aree geografiche: la Madrepatria francese, gli Stati Uniti e l'Inghilterra. Questi dati non sorprendono, se si pensa che queste tre aree furono il principale luogo di rifugio dei coloni e perciò principali interlocutori nella lotta politica e commerciale nel Nuovo Mondo almeno dalla Guerra dei Sette Anni in avanti. A differire però erano i soggetti destinatari delle richieste, che potevano essere privati particolarmente influenti – si veda l'armatore e uomo politico Stephen Girard per gli Stati Uniti o Pierre Victor Malouet colono ed ex-deputato all'Assemblea Nazionale emigrato in Inghilterra – oppure uomini che ricoprivano cariche pubbliche come rappresentanti e deputati, consoli o ambasciatori. Se questa pratica risultava spesso ambigua, al limite tra la corrispondenza privata e la supplica in base al grado di confidenza e di intimità tra mittente e destinatario, il focus rimaneva sempre lo stesso: far sì che la propria richiesta arrivasse al centro del potere rappresentativo e che venisse ascoltata.

In questo confine tra pubblico e privato, tra ufficioso e ufficiale, vi si inseriscono tutte le lettere private che i coloni di Santo Domingo emigrati inviavano ai *soi-disants représentants des colons* prima e dopo la loro partenza per la Francia al fine di richiamare l'attenzione sulla condizione della colonia e dei proprietari bianchi, vittime del “despotismo” dei commissari Sonthonax e Polverel. Infatti, la conoscenza di questi rappresentanti permetteva ai coloni di inviar loro petizioni da leggere alla Convenzione nazionale o da far recapitare all'autorità, nella speranza di ottenere ciò che veniva richiesto. Per esempio, il colono architetto e costruttore Jean Baptiste Courty³⁶⁵ scriveva una lettera al suo amico Luis Jean Clausson, proprietario a Port-au-Prince chiedendogli di intercedere per lui grazie alla posizione di prestigio che avrebbe presto ricoperto al fine di procurargli un impiego negli Stati Uniti e di sollecitare il governo francese a prendere delle misure per soccorrere economicamente i suoi cittadini rifugiati. Di questo

as a Historical Source”, in *International Review of Social History*, 2001/9 (n° 46), pp. 79-106; Pierre Serna, *Que demande le peuple? Les cahiers de doléances de 1789*, Paris, Textuel, 2019;

³⁶⁵ Jean-Baptiste Courty fu proprietario di una *cafeteria* e architetto della parrocchia di Croix des Bouquets, nonché deputato dell'Assemblée provinciale de l'Ouest nel 1790. Dopo giugno 1793 scappò dall'isola rifugiandosi a Norfolk, dove rimase almeno fino al 1795 lavorando per John Jacob Ulrich Rivardi alla progettazione di un sistema di difesa delle coste della Virginia. Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Description topographique*, vol. 2, pp. 296-297; “To George Washington from Henry Lee, 31 May 1794”, in *The Papers of George Washington*, cit., vol. 16, pp. 158-164; AN, D/XXV/69, *lettre de Jean Baptiste Courty à Clausson*, 26 dicembre 1793: «Par des informations que j'ai fait prendre à Baltimore, j'ai appris que vous étiez toujours à Philadelphie, secrétaire de la Société des Colons de Saint Domingue et de plus député à la Convention Nationale avec Mr. Millet. Je n'hésite donc plus d'un instant à vous forcer par cette lettre à vous rappeler de moi, et de vous forcer à une oeuvre de charité à mon égard [...]».

tenore erano anche le richieste private che arrivavano ai deputati della Convenzione nazionale – che vedremo più avanti – e, ancor più, del Congresso americano. Si trattava per lo più di coloni che singolarmente si appellavano al Presidente George Washington o al Congresso tramite il suo *Committee on Claims* per ottenere soccorso, impiego o terreni da comprare e coltivare per potersi sostenere. Nel caso degli uomini, la gran parte apriva la petizione ricordando al Presidente la propria partecipazione alla Guerra d'Indipendenza, i propri servigi sotto la sua guida e la situazione disperata in cui si trovava per via della rivolta degli schiavi nell'isola³⁶⁶. Molti di loro poi avanzavano commenti politici sulla situazione della Repubblica francese, lodando quella americana e proponendo soluzioni per evitare che il contagio rivoluzionario si propagasse anche negli Stati Uniti. Non di rado, a queste considerazioni seguiva la proposta di mettere al servizio il proprio lavoro e le proprie conoscenze nel campo militare³⁶⁷ nella speranza di ottenere un incarico e di sollecitare gli Stati Uniti a prendere una posizione rispetto alla situazione in cui versava l'isola e a inviarvi un contingente armato in aiuto ai coloni³⁶⁸.

Più discrete nelle richieste erano le numerosissime petizioni femminili, focalizzate particolarmente sulla domanda di soccorso economico una volta arrivate negli Stati Uniti senza risorse, spesso vedove e con a carico bambini minorenni. La petizione era uno dei pochi strumenti tramite i quali le donne potevano intercedere per le loro famiglie nella speranza di venir ascoltate e di ricevere quanto loro richiesto. Escluse dalle classiche strutture della politica come le assemblee, i club, i partiti e le elezioni, la petizione schiudeva loro possibilità di un certo agire politico, sia singolarmente che collettivamente. Escluse le petizioni per il soccorso e le domande alle autorità e ai comitati preposti sia in Francia che negli Stati Uniti, raramente le donne si spingevano oltre queste richieste; solo le mogli e figlie di uomini di spicco, quali Mme Cormeille moglie di Thomas Galbaud o Amelie, Adelaide, Melanie e Silvie de Grasse, figlie del conte de Grasse, cresciute a Santo Domingo e scappate dalla loro piantagione nell'estate 1793³⁶⁹ si lasciavano andare a riflessioni di carattere politico o a pretese meno

³⁶⁶ Si vedano, per esempio, le lettere: "To George Washington from Augustin Regnaud. 6 January 1794", in *The Papers of George Washington*, vol. 15, cit., pp. 37-38; oppure quella di Charles-Joseph Leonardy, che apriva la sua petizione così: «Ayant eut l'honneur de servir sous les Ordres de Votre Excellence, au Siège de York town, en qualité de sous lieutenant des Chasseurs au Régiment de Gatinois, permettez que j'ose exposer à vos yeux l'infortune dans laquelle me plonge les malheurs de Saint Domingue [...]», in "To George Washington from Charles-Joseph Leonardy. 10 August 1793", in *The Papers of George Washington*, vol. 13, cit., pp. 412-413.

³⁶⁷ «Si je peut etre utile Grand General pour les Etats Unis je vous prie de m'employer je suis pret à sacrifier mes jours pour votre services, en cas que le continent serait attaqué j'ai des connaissance pour etablir des forts ou baterie», in "To George Washington from Gautier de la Pecouterie", in *The Papers of George Washington*, vol. 15, cit., pp. 51-52.

³⁶⁸ "To George Washington from Louis Busque. 6 January 1794", in *The Papers of George Washington*, vol. 15, cit., pp. 28-30.

³⁶⁹ NARA, *Miscellaneous Letters*, Letters from Amalia de Grasse to the Congress, 1793-1794.

modeste rispetto alle altre donne. Il caso delle figlie di De Grasse, tra l'altro, suggerisce l'attenzione con la quale il Congresso guardava alle famiglie di coloro che avevano partecipato alla Guerra d'Indipendenza americana. Infatti, di fronte alla richiesta di prestito delle quattro giovani De Grasse, il Congresso lesse la petizione pubblicamente davanti alla Camera dei Rappresentanti e del Senato e votò appena cinque giorni dopo un bill dal titolo "An act authorizing the payment of four thousand dollars, for the use of the daughters of the late Count de Grasse"³⁷⁰.

Non mancavano poi petizioni collettive, sia tutte al femminile – si veda la petizione già citata delle vedove dei coloni di Santo Domingo rifugiatesi a Wilmington, nel Delaware – che, più sovente, maschili³⁷¹. Le petizioni collettive maschili erano diverse da quelle già citate: raramente si riferivano infatti alle autorità con tono di supplica – salvo la categoria delle petizioni come strumento per chiedere soccorso – preferendo la riverenza quando si trattava di interloquire con il Congresso americano o con il governo britannico e adottando invece toni di sfida quando queste petizioni venivano inviate ai Commissari francesi a Santo Domingo o, ancor di più, al ministro plenipotenziario Edmond Genet³⁷². Il tono di supplica veniva utilizzato per porre i destinatari all'ascolto, ma una volta superata l'intestazione del testo, la petizione si trasformava in una violenta requisitoria contro i danni degli emissari repubblicani francesi nel Nuovo Mondo³⁷³.

La stampa permetteva altresì di diffondere il messaggio delle petizioni e di raccogliere il maggior numero di consensi tra i rifugiati. I giornali redatti dai coloni negli Stati Uniti furono infatti un veicolo formidabile per diffondere il contenuto delle petizioni e raccogliere le firme; grazie alle reti di distribuzione della stampa periodica, infatti, i promotori delle petizioni potevano contare sui rapporti che i coloni editori intrattenevano con i loro corrispondenti nelle altre città e allargare così il raggio d'azione della loro iniziativa. Così, l'ubiquità dell'informazione agiva come motore e spinta dell'ubiquità della petizione, permettendo ai coloni distribuiti nelle diverse città americane di collaborare collettivamente alle richieste. Le petizioni collettive prendevano normalmente avvio dall'iniziativa dei presidenti e dei segretari delle assemblee dei coloni rifugiati, si diffondevano di *bureau* in *bureau* presso i luoghi di ritrovo delle assemblee dei coloni di tutte le altre città principali, venivano sponsorizzate dai

³⁷⁰ *The Debates and Proceedings in the Congress of the United States*, 3rd Congress, Comprising the Period from December 2, 1793, to March 3, 1795, inclusive, Washington, Gales and Seaton, 1849, 1 Sess., pp. 830-834; 1220-1242.

³⁷¹ NARA, *Miscellaneous Letters*, Réfugiés de Saint-Domingue au Congrès des États-Unis de l'Amérique, 1794.

³⁷² Si veda, ad esempio, il tenore della petizione inviata a Genet dagli "habitants de la partie française de Saint Domingue, résidants à Baltimore" contenuta in AN, D/XXV/80.

³⁷³ AN, 416Mi/4-9, *Papiers Genet*; AN, D/XXV/6; AN, D/XXV/69; Jean-Philippe Garran de Coulon, *Débats entre les accusateurs et les accusés dans l'affaire des colonies*, voll. 1-9, Paris, Imprimerie nationale, 1795.

quotidiani francesi e americani locali e poi, una volta raccolte le firme, venivano spedite nuovamente ai rappresentanti dei coloni, che avrebbero provveduto a depositarle presso l'ufficio del ministro plenipotenziario Genet o a trasportarle direttamente in Francia per leggerle sugli scranni della Convenzione nazionale:

«Informés que leurs concitoyens réfugiés à Philadelphie réunis en assemblée, voulants faire connaitre à la législature française le détail de nos désastres, donner à la France au nom de la Colonie tous les renseignements, toutes les instructions capables de dessiller les yeux de tous les français, faite toutes les pétitions et protestations nécessaires pour la restauration de la partie française de St. Domingue ont nommés pour leurs commissaires à cet effet, les citoyens Thomas Millet, Maupin et Souchère Riviere, avec injonction de réunir tous leurs efforts aux intentions pures et courageuses des citoyens l'Archevesque Thibaud, Daugy, Rabotteau, Lavergne, Brulley, Page et autres.»³⁷⁴.

I coloni, tramite l'apposizione della loro firma e la scelta dei loro rappresentanti che sarebbero andati a leggerla e a discuterne davanti al ministro Genet o alla Convenzione, facevano proprio il sistema di rappresentanza rivoluzionario, agendo come emissari e rappresentati allo stesso momento. Da un lato, essi si sentivano i legittimi detentori della sovranità dell'isola di Santo Domingo e perciò gli interlocutori privilegiati del rapporto tra colonia e Madrepatria; dall'altro si sentivano cittadini francesi, legittimamente autorizzati ad eleggere i propri rappresentanti con il mandato di difendere le proprie istanze a Parigi. Questo procedimento di autorappresentazione dei coloni era veicolato dalla petizione, strumento bifronte in grado di agire come ulteriore polo di partecipazione popolare al pari di altri, come le assemblee, i club o le elezioni³⁷⁵. In un certo senso, l'uso delle petizioni dopo il 1789 da parte dei coloni sembrerebbe confermare lo strumento della petizione come forma di *representative claim*, secondo la definizione di Michael Saward per la quale vi è rappresentanza laddove un individuo

³⁷⁴ AN, D/XXV/69, *Les colons réfugiés de Baltimore aux colons réfugiés de Philadelphie*, le 24 octobre 1793.

³⁷⁵ Questa interpretazione delle petizioni come strumento della rappresentanza e della modernità politica sembrerebbe confermato dal rifiuto dei coloni a definirsi una corporazione: «Le ministre plénipotentiaire de la République française doit comme il se le propose s'opposer à toute corporation, mais il doit penser que des citoyens qui s'assemblent les portes ouvertes, qui publient leurs principes et les résultats de leurs délibérations ne craignent point d'être traités en corporations. Nos petitions, représentations, nos pouvoirs, émanent de l'assemblée, notre correspondance est signée des présidents et secrétaires qu'elle a choisis.». AN, D/XXV/69, *Philadelphie le 21 octobre 1793*.

o un gruppo di individui reclamino qualcosa davanti ad una audience collettiva, per la collettività³⁷⁶.

I giornali come arma politica

L'esplosione quantitativa del giornale dal giugno e soprattutto dal luglio 1789 costituisce il fenomeno più importante della storia della stampa francese. A partire dal lavoro di Jacques Godechot nel 1969³⁷⁷ la stampa ha attirato l'attenzione degli storici, prima da un punto di osservazione squisitamente politico, poi, grazie anche all'influenza delle scienze sociali su quella storica, dal punto di vista materiale, culturale e sociale. L'opera fondamentale del sociologo e filosofo Jürgen Habermas, *Storia e critica dell'opinione pubblica*, tradotta in italiano solo nel 1971³⁷⁸ e in francese nel 1978³⁷⁹ ha infatti posto l'accento sui cambiamenti nelle pratiche della sociabilità e della lettura come motori del processo di modernizzazione e di trasformazione della storia culturale del XVIII secolo. A suo avviso, questi cambiamenti erano strettamente collegati all'esplosione della stampa, particolarmente quella periodica. Accanto alla rinnovata attenzione per la lettura di Habermas, la «scuola delle Annales» contribuì a indirizzare la storiografia verso la storia della mentalità, anche grazie all'ambizioso progetto corale diretto da François Furet *Livre et société* sviluppatosi tra gli anni 1965 e 1970³⁸⁰.

Grazie a questo progetto, la storia del libro si sarebbe separata dalla storia delle idee da un lato e dalla tradizione di ricerca sulle case di edizione e le tecniche di stampa dall'altro, per aderire a una storia culturale nel senso più largo del termine, interessandosi alle letture popolari, rimettendo in discussione lo statuto privilegiato dei testi canonici delle élites e sollevando implicitamente la questione delle pratiche di lettura. Su questa linea allora, sarebbero emersi gli studi sui Lumi francesi dello storico americano Robert Darnton, che abbandonando gli eleganti salotti e le classiche letture – Montesquieu, Voltaire, Rousseau ecc. – si addentrò nello studio degli archivi della polizia e degli ateliers degli stampatori concentrandosi sulla circolazione e i contenuti di pamphlets e libelli effimeri³⁸¹.

³⁷⁶ Michael Saward, *The Representative Claim*, Oxford, Oxford University Press, 2010, pp. 36-37; Philippe Caignon, Christophe Miquieu (dir.), *Représentation politique et transformations de la citoyenneté, XVII-XIX siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2017.

³⁷⁷ Claude Bellanger, Jacques Godechot (dir.), *Histoire générale de la presse française*, Paris, PUF, 1969.

³⁷⁸ Jürgen Habermas, *Storia e critica dell'opinione pubblica*, Bari, Laterza, 1971.

³⁷⁹ Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris, Payot, 1978.

³⁸⁰ M.T. Bouyssy, J. Brancolini, J.L. Flandrin, A. Fontana, F. Furet, D. Roche, *Livre et société dans la France du XVIIIe siècle*, vol. 2, La Haye, Mouton, 1965-1970.

³⁸¹ Robert Darnton, "The High Enlightenment and the Low-Life of Literature in Prerevolutionary France", in *Past and Present*, 1971 (n°51), pp. 81-115; Robert Darnton, *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1991; Robert Darnton, Daniel Roche (dir.), *Revolution in Print: The Press in France, 1775-1800*, Berkeley, University of California Press, 1989.

I lavori di Michel Foucault e Pierre Bourdieu invitarono a loro volta ad indagare con nuovi approcci la storia della stampa. Se la critica di Foucault al concetto di «autore», per esempio, è stata applicata alla figura del giornalista, il concetto di Bourdieu di «campo» ha permesso di categorizzare l'insieme dei periodici per comprenderne le relazioni esistenti tra loro. Grazie a queste nuove prospettive sulla storia della stampa e del testo scritto, la storiografia ha considerato la politicizzazione del giornale nel decennio rivoluzionario alla luce delle sue specifiche pratiche di produzione, di consumazione e di lettura. L'insieme di queste pratiche, che Jeremy Popkin ha descritto come «cultura del giornale», sono senza dubbio fortemente influenzate dai conflitti politici e dalle tendenze economiche dell'epoca, pur godendo di una certa autonomia e influenza rispetto ad altri domini della società³⁸². La storia del giornale non è allora solamente la storia del genere a stampa, bensì di tutte le interazioni umane che si producono attorno ai testi. Così, la storia della stampa negli anni Novanta del Settecento è una storia della cultura rivoluzionaria, ovvero un insieme di pratiche costruite all'interno di un quadro di cambiamenti radicali e i cui significati vennero violentemente contestati.

Nonostante oggi gli storici della Rivoluzione francese rimarchino l'importanza della stampa rivoluzionaria, buona parte dei lavori sui giornali hanno avuto fino ad ora un carattere essenzialmente bibliografico, teso a produrre dei repertori completi della produzione giornalistica rivoluzionaria³⁸³. Inoltre, nelle raccolte dedicate alla storia dell'edizione e della lettura i periodici sono i grandi assenti, nonostante la storia della stampa rivoluzionaria costituisca un episodio unico ed estremamente istruttivo dell'evoluzione della produzione e della consumazione dei suoi prodotti³⁸⁴. L'espansione spettacolare del numero dei lettori prefigura infatti la vendita di massa dei romanzi del XIX secolo: gli stampatori dei periodici durante la Rivoluzione sarebbero allora da considerare come i pionieri della fabbricazione in massa di prodotti a stampa per un mercato che addirittura cercasse di superare i confini nazionali. Allo stesso modo, il periodo rivoluzionario è marcato da nuove modalità di lettura che differiscono dalle pratiche dominanti nell'epoca dei Lumi e poi nel XIX secolo: nella sua opera *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Roger Chartier ha mostrato infatti

³⁸² Jeremy Popkin, *La Presse de la Révolution. Journaux et journalistes (1789-1799)*, Paris, Odile Jacob, 2011, pp. 24-25. Riferendosi alla «culture du journal» Popkin rinvia al concetto di *habitus* di Bourdieu per indicare la cultura del giornale come esito dei comportamenti dei membri di un certo gruppo: giornalisti, stampatori e lettori. La storia del giornale allora non è solo quella dei generi stampati, bensì anche di tutte le interazioni umane che si producono attorno ai testi.

³⁸³ André Martin, Gérard Walter, *Catalogue de l'histoire de la Révolution française. Journaux et almanachs*, vol. 5, Paris, Bibliothèque nationale, 1943; Gilles Feyel (dir.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution 1789-1799. La presse départementale, vol. 1*, Ferney-Voltaire, Centre International d'Étude du XVIIIe Siècle, 2005; S.J. Marino, *The French-refugee newspapers and periodical in the United States, 1789-1825*, Ann Arbor, 1961.

³⁸⁴ Per esempio, i periodici sono i grandi assenti nell'opera di Roger Chartier, Henri-Jean Martin (dir.), *Histoire de l'édition française*, vol. 4, Paris, Fayard, 1983-1986.

l'importanza della lettura individuale dei romanzi e di altri libri nel XVIII secolo, una pratica che avrebbe creato uno spazio di libertà intima dei lettori e promosso il valore dell'individualismo per tutto il secolo a venire³⁸⁵. I giornali della Rivoluzione, come vedremo, invertirono questa tendenza: anche se non letti in gruppo, i loro lettori erano coscienti di far parte di un pubblico che leggeva la stessa cosa nello stesso momento e, come sottolinea Jeremy Popkin, «les journalistes révolutionnaires ne visent pas à encourager l'intériorité et la réflexion; ils veulent guider la pensée de leurs lecteurs et les inciter à l'action collective»³⁸⁶.

I lettori della fine del XVIII secolo beneficiarono di una scelta via via crescente di periodici specializzati. Si trattava del settore più «moderno» della stampa d'Antico Regime, riflesso di una società civile in via di sviluppo. Iniziato nel 1665 con l'apparizione del *Journal des sçavans* e del *Mercure galant* nel 1672, questo movimento accelerò dopo il 1750. Così, come hanno dimostrato Jack Censer e Gilles Feyel, la modernità di questa stampa non stava tanto nel radicalismo filosofico o politico del contenuto, ma nel fatto che questo settore permetteva da una parte l'emergere di nuovi gruppi di interesse nella società e dall'altra la promozione di nuove modalità di lettura³⁸⁷. Dopo la seconda metà del Settecento, infatti, vi era un metodo ben stabilito per ogni gruppo che condividesse una passione o un campo di interesse: trovare uno stampatore e lanciare il proprio giornale. Quando nel 1789 la censura sparì definitivamente, il dominio della politica, che prima della Rivoluzione era rimasto escluso da questo fenomeno, venne investito dalle stesse modalità di propaganda degli altri campi, per divenire uno degli spazi protagonisti dell'evento rivoluzionario stesso³⁸⁸.

Se per il campo della stampa francese rivoluzionaria³⁸⁹, così come per quello della stampa americana dopo la Guerra d'Indipendenza³⁹⁰, gli studi sono molteplici, non altrettanto

³⁸⁵ Roger Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990 (traduzione italiana *Le origini culturali della Rivoluzione francese*, Bari, Laterza Editore, 1991).

³⁸⁶ Jeremy Popkin, *La Presse de la Révolution*, cit., p. 28.

³⁸⁷ Jack R. Censer, *The French Press in the Age of Enlightenment*, New York, Routledge, 1994; Gilles Feyel, *L'Annonce et la Nouvelle. La presse d'information en France sous l'Ancien Regime (1630-1788)*, Oxford, Voltaire Foundation, 2000.

³⁸⁸ Jeremy Popkin, "Pamphlet Journalism at the End of the Old Regime", in *Eighteenth-Century Studies*, 1989/1 (n°22), pp. 351-367.

³⁸⁹ Si vedano particolarmente le opere di sintesi di Claude Labrosse, Pierre Rétat, *Naissance du journal révolutionnaire. 1789*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989; Pierre Rétat (dir.), *La Révolution du journal, 1789-1794*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989; Robert Darnton, *Édition et sédition*, cit.; Robert Darnton, Daniel Roche (dir.), *Revolution in Print*, cit.; Jeremy Popkin, *The Right-Wing Press in France, 1792-1800*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980; Jeremy Popkin, *Revolutionary News: The Press in France, 1789-1799*, Durham, Duke University Press, 1990; Jeremy Popkin, *La Presse de la Révolution*, cit.

³⁹⁰ Anche per la stampa americana dell'Early Republic ci si limita a segnalare le opere a carattere generale di Michael Warner, *The Letters of the Republic: Publication and the Public Sphere in Eighteenth-Century America*, Cambridge, Harvard University Press, 1990; Jeffrey L. Pasley, "The Tyranny of Printers": *News paper Politics in the Early American Republic*, Charlottesville, University Press of Virginia, 2001; Trish Loughran, *The Republic in Print: Print Culture in the Age of U.S. Nation Building, 1770-1870*, New York, Columbia University Press, 2007; Marcus Daniel, *Scandal and Civility. Journalism and the Birth of American Democracy*, Oxford, Oxford

si può constatare invece per la stampa periodica coloniale, particolarmente quella di Santo Domingo. Il successo della storia atlantica e della Rivoluzione di Haiti non sembrano aver interessato la storia della stampa nell'isola, che resta priva di approfondimento e che aspetta di svincolarsi dai repertori bibliografici a cui sembrerebbe ancora essere confinata³⁹¹. In effetti, la stampa di Santo Domingo, così come quella dei coloni rifugiati, è stata spesso studiata come veicolo di informazioni da una parte all'altra dell'Atlantico o utilizzata come fonte per ricostruire vicende i cui documenti d'archivio non erano sufficientemente esaurienti. Anche la storia dell'informazione, che nel campo della storia atlantica ha fatto progressi, da questo punto di vista non pare aver sollecitato un particolare interesse verso la produzione periodica coloniale, che rimane sullo sfondo delle vicende o semplice megafono delle notizie metropolitane o dei vicini Stati Uniti³⁹².

Più fortuna sembrerebbe invece aver avuto l'informazione *sulle* colonie rispetto a quella *nelle* colonie: grazie ai lavori di Bernard Gainot, Jean-Charles Benzaken e Jeremy Popkin, infatti, vi è stato un rinnovato interesse rispetto ai periodici parigini specificatamente dedicati alla politica coloniale, così come a singole figure di giornalisti di spicco a cavallo fra il mondo metropolitano e insulare³⁹³. Ponendosi il problema della trattazione della questione coloniale nella stampa durante la Rivoluzione, Jeremy Popkin suggerisce come lo studio della reazione dei quotidiani alle vicende di Santo Domingo sia un buon *case-study* che permette di capire come i gruppi di pressione e le lobby coloniali, abbiano influenzato l'opinione pubblica e come i giornalisti li abbiano aiutati o ostacolati nelle loro campagne³⁹⁴. Un suggerimento simile arriva dai lavori di Bernard Gainot, che ha approfonditamente studiato la figura del giornalista abolizionista Bottu e il suo giornale *Le Républicain des Colonies*, così come da Jean-Charles

University Press, 2009; Katlyn Marie Carter, *Democracy in Darkness. Secrecy and Transparency in the Age of Revolutions*, Yale, Yale University Press, 2023.

³⁹¹ G.P. Winship, "French newspapers in the United States from 1790 to 1800", in *The Papers of the Bibliographical Society of America*, 1920/2 (n°14), pp. 82-91; A.M. Menier, G. Debien, "Journaux de Saint-Domingue", in *Revue d'histoire des colonies*, 1949/36 (n°127-128), pp. 424-475; Max Bissainthe, *Dictionnaire de Bibliographie Haitienne*, Washington, Scarecrow Press, 1951; S.J. Marino, *The French-refugee newspapers and periodical in the United States, 1789-1825*, Ann Arbor, 1961.

³⁹² John R. Richard, *Spreading the News. The American Postal System from Franklin to Morse*, Harvard, Harvard University Press, 1998; Joseph M. Adelman, Victoria E.M. Gardner, "News in the Age of Revolution", in Richard R. John, Jonathan Silberstein-Loeb (dir.), *Making News: The Political Economy of Journalism in Britain and America from the Glorious Revolution to the Internet*, Oxford, Oxford University Press, 2015, pp. 47-72; Joseph M. Adelman, *The Business and Politics of Printing the News, 1763-1789*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2019; Jordan E. Taylor, *The page of revolutions. Information politics and Atlantic networks in revolutionary North America, 1765-1800*, Phd Dissertation, Indiana University, 2019.

³⁹³ Giulia Bonazza, "Le Créole patriote (1792-1794): un pont entre deux Révolutions", in *Lumen*, 2016, (n°35), pp. 81-63; Pascale Pellerin, "Colonialisme et esclavage dans les journaux du Directoire", in Pascale Pellerin (dir.), *Les Lumières, l'esclavage et l'idéologie coloniale*, Paris, Classiques Garnier, 2020, pp. 297-315.

³⁹⁴ Jeremy Popkin, *La Presse de la Révolution*, cit., pp. 139-169; Jeremy Popkin, "L'offensive coloniale sous le Premier Directoire", in Loris Chavanette (dir.), *Le Directoire. Forger la République, 1795-1799*, Paris, CNRS Éditions, 2020, pp. 315-331.

Benzaken e i suoi lavori sul colono e giornalista monarchico Louis François Roger Armand Gaterau³⁹⁵.

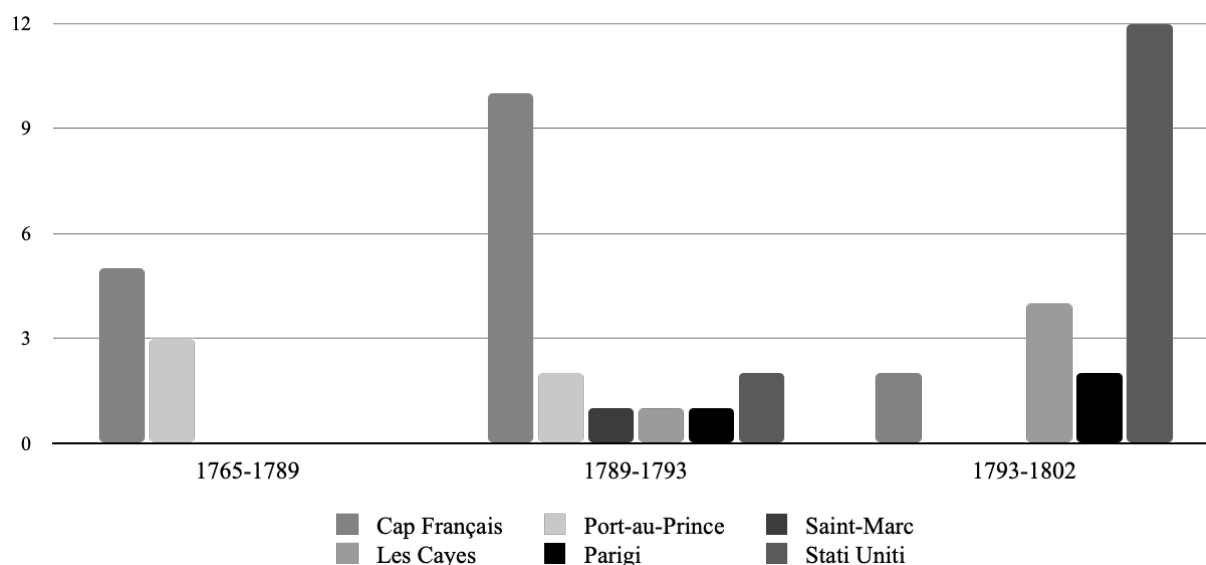
Così, se una storia complessiva ed esaustiva della stampa a Santo Domingo resta ancora da scrivere, fanno eccezione i già citati storici Jeremy Popkins e David Geggus che hanno aperto la strada con due recenti articoli dedicati alla «print culture» nella colonia³⁹⁶. Limitati agli anni 1789-1793, questi articoli pionieri hanno il merito di fissare l'attenzione su un dato apparentemente paradossale: i giornalisti che esaltavano il principio della libertà riconoscevano però di operare in una società la cui sopravvivenza dipendeva dalla negazione della libertà alla stragrande maggioranza della popolazione che non fosse bianca. A partire da questo “paradosso”, le pagine che seguono cercheranno di presentare un quadro di ampio respiro sulla questione della stampa dei coloni fuggiti dall'isola negli Stati Uniti secondo gli assi di questo elaborato, senza perciò alcuna presunzione di esaustività e al solo scopo di presentare un illustrare, quello della stampa periodica, la cui centralità nelle vicende dei coloni di Santo Domingo non può essere messa in ombra.

³⁹⁵ Bernard Gainot, “Bottu, *Le Républicain des Colonies* (1797)”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1993 (n°293-294), pp. 431-444; Bernard Gainot, “La *Décade* et la «colonisation nouvelle»”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2005 (n°339), pp. 99-116; Jean-Charles Benzaken, “Un journaliste colonial méconnu: Gaterau et la révolution de Saint-Domingue”, in *Culture et modes de sociabilité méridionaux. Actes du Congrès national des sociétés historiques et scientifiques «Terres et hommes du Sud»*, Paris, Editions du CTHS, 2007, pp. 20-33.

³⁹⁶ David Geggus, “Print Culture and the Haitian Revolution: The Written and the Spoken Word”, in *Proceedings of the American Antiquarian Society*, 2007/2 (n°116), pp. 299-314; Jeremy Popkin, “A Colonial Media Revolution: The Press in Saint-Domingue, 1789-1793”, in *The Americas*, 2018/1 (n°75), pp. 3-25.

Tabella 1.8

Stampa periodica dei coloni di Santo Domingo tra il 1765-1802³⁹⁷



Al pari della Francia metropolitana, la colonia caraibica di Santo Domingo visse una vera e propria rivoluzione mediatica. Nel 1789, poco prima che scoppiasse la Rivoluzione, nell'isola circolavano solamente due testate – *Gazette de Saint Domingue* e *Affiches Américaines* – entrambe con due edizioni differenti, una per la capitale Port-au-Prince e una per Cap François, il suo centro commerciale più importante. Al momento della distruzione di Cap François nel 1793 invece, i giornali fondati nella colonia erano più di una quindicina, con periodicità e tirature differenti a seconda della città e del periodo di riferimento. Di questi, solo sei giornali sopravvissero tra il 1793 e il 1802 e la stampa dei giornali si concentrò solamente nelle città di Cap François e Les Cayes per via dell'occupazione inglese negli anni 1793-1798³⁹⁸.

Alla diaspora dei coloni, come si può vedere, non corrispose la fine della stampa per quanti si fossero cimentati nell'impresa tra gli anni 1789-1793, bensì un riadattamento geografico e di risorse in linea con i luoghi principali nei quali i coloni trovarono rifugio e agibilità politica. Possiamo vedere infatti che in Francia, precisamente a Parigi, da un periodico negli anni 1789-1793³⁹⁹, si passa a due periodici, di cui uno, il *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies* è forse una delle fonti più importanti per lo studio della lobby

³⁹⁷ La tabella è costruita sulla base del repertorio fornito da A.M. Menier, G. Debien, "Journaux de Saint-Domingue", cit.

³⁹⁸ David Geggus, *Slavery, War and Revolution. The British Occupation of Saint Domingue, 1793-1798*, New York, Clarendon Press of Oxford University Press, 1982.

³⁹⁹ Si tratta del giornale curato dai *léopardins* tra il 1790 e il 1791 a Parigi intitolato *Nouvelles de Saint-Domingue*, pubblicato dalla stamperia di Gabriel-François Quillau senza una periodicità regolare e oggi contenuto alla Bibliothèque Nationale de France a Parigi.

coloniale nella capitale tra il 1795 e il 1797, prima del Colpo di Stato del 18 Fruttidoro anno V. Ma il dato più sorprendente non è quello della Madrepatria, bensì quello degli Stati Uniti: infatti, tra il 1793 e il 1802 sono più di una dozzina i periodici curati da coloni di Santo Domingo che sopravvivono almeno fino al tentativo di recupero dell'isola da parte di Napoleone Bonaparte nel 1802-1804.

In effetti, osservando la curva dei periodici francofoni pubblicati nel territorio degli Stati Uniti tra il 1776 e il 1825, possiamo vedere che l'aumento corrisponde alle ondate migratorie dall'isola: tra il 1780 e il 1789 le testate francofone erano solamente quattro, per lo più a carattere commerciale e curate dalle *maison de commerce* con doppia sede tra Boston e a Nantes; tra il 1792 e il 1802 possiamo notare una vera e propria esplosione di periodici francofoni a carattere politico, arrivando a quota diciotto, per poi calare in occasione della spedizione di Leclerc per il recupero di Haiti e, infine, una ripresa tra l'Indipendenza dell'isola nel 1804 e il 1809 – particolarmente negli Stati del Sud – accompagnato per finire da un ulteriore incremento tra il 1809 e il 1818 con l'arrivo dei coloni francesi da Cuba dopo l'espulsione dall'isola da parte del governo spagnolo⁴⁰⁰.

⁴⁰⁰ S.J. Marino, *The French-Refugee Newspapers*, cit., p. 353.

Elenco giornali pubblicati: 1780-1789: *Gazette Française* (1780); *Courrier de l'Amérique* (1784-1785); *Courrier du Vendredi* (1786); *Courrier de Boston* (1789).

1792-1802: *Courrier Politique de l'Universe* (1792-1793); *Courrier de l'Amérique* (1792-1793); *Radoteur* (1792-1793); *Bulletin* (1792-1793); *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue* (1792-1793); *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue* (1793-1794); *Courrier Politique de la France* (1793-1794); *Étoile Américaine* (1794); *Courrier des Deux Mondes* (1794); *Patriote Français* (1794-1795); *Niveau de l'Europe* (1794-1796); *Moniteur de la Louisiane* (1794-1796); *Courrier Français* (1794-1798); *Courrier de la France* (1795-1796); *Gazette Française et Américaine* (1795-1799); *City Journal* (1796); *Moniteur de la Louisiane* (1797-1814); *Echo du Sud* (1801).

1802-1804: *Moniteur de la Louisiane* (1797-1814); *Telegraphe* (1803-1812).

1804-1809: *Moniteur Français* (1804); *Le Petit Censeur* (1805); *Pélican* (1806-1807); *Annales Philosophiques* (1806-1807); *Oracle* (1807); *Courrier de la Louisiane* (1807-1860); *Daily Advertiser* (1808); *Oracle* (1808); *Observateur Impartial* (1808); *Echo du Commerce* (1808-1809); *Lanterne Magique* (1808-1809); *Michigan Easy* (1809); *Mouche au Ouest* (1809); *Hémisphère* (1809-1811); *Telegraphe* (1803-1812); *Ami des Lois* (1809-1811).

1809-1818: *Révéléateur* (1810); *Journal de Musique* (1810); *Journal des Dames* (1810); *Hémisphère* (1810); *Ami des Dames* (1811); *Trumpeter* (1811-1812); *Mercure de Louisiane* (1813); *Médiateur* (1814); *L'Abeille Américaine* (1815-1818); *Creole* (1816); *Louisiana Gazette* (1817-1826); *Guepe* (1817-1818).

Tabella 1.9

Stampa periodica dei coloni di Santo Domingo tra il 1765-1802

Raramente i periodici dei coloni negli Stati Uniti avevano vita lunga e molteplici potevano essere le ragioni. Innanzitutto, il soggiorno americano da rifugiati poteva essere estremamente precario e obbligava i coloni a spostarsi di città in città o di domicilio in domicilio, privandoli così della stabilità necessaria per aprire una stamperia. Non erano poi rari i casi in cui gli editori si dedicavano ad altri progetti, magari nel campo delle traduzioni di opere di lingua inglese o in progetti librari, abbandonando così l'impresa della stampa periodica che si rivelava spesso un impegno molto più gravoso. A volte, era la mancanza di sottoscrizioni e di abbonamenti a far sì che diversi progetti abortissero ancora prima di decollare: la mancanza di finanziamenti o di patrocinio da parte del governo erano piuttosto frequenti e, a differenza dei giornali americani, quelli dei coloni riservavano poco spazio agli annunci pubblicitari, rinunciando così ad una buona parte delle possibilità di finanziamento. Per tali ragioni, non è raro trovare lettere di coloni che chiedevano al governo americano di sostenere la propria impresa tipografica, come dimostra, ad esempio, la lettera di Tanguy de la Boissière a George Washington che, inviandogli il primo numero del suo *American Star / Étoile américaine*, sperava potesse convincere il presidente dell'importanza del suo giornale e gli ricordava che il suo successo dipendeva in buona parte “upon the protection you may afford it, by subscribing to this undertaking”⁴⁰¹. L'impresa venne effettivamente finanziata per sei mesi da Alexander Hamilton, che firmò immediatamente la sottoscrizione e privatamente fornì del denaro per promuovere l'iniziativa di Tanguy⁴⁰².

⁴⁰¹ “To George Washington from Tanguy, 13 February 1794”, in *The Papers of George Washington*, cit., vol. 15, p. 230.

⁴⁰² “Account with John Meyer”, in *The Papers of Alexander Hamilton*, cit., vol. 16, pp. 564-565.

Non sempre gli editori erano così fortunati e le delusioni maggiori arrivavano soprattutto dai Ministri plenipotenziari francesi negli Stati Uniti, che si rifiutavano di finanziare opere promosse in autonomia dai coloni della cui fede repubblicana si diffidava ampiamente. Se i ministri non avevano certo il potere di bloccare una pubblicazione sul suolo americano anche quando prodotta dai suoi cittadini, il ministro poteva rifiutarsi di finanziare l'impresa editoriale e scoraggiarne la pubblicazione tramite vie indirette. Per esempio, Genet spesso colse l'occasione di screditare i giornali di Gatererau e di Tanguy de la Boissière sulle colonne dell'*Aurore or General Advertiser* del suo amico e collaboratore Benjamin Franklin Bache accusandoli di essere dei cripto-monarchici al soldo degli inglesi⁴⁰³. Oppure, vediamo nel 1796 il ministro Adet tentare di dirigere gli interessi e le energie di Tanguy de la Boissière altrove, cercando di persuaderlo a proseguire con la pubblicazione del suo giornale bilingue di economia politica *The Level / Le Niveau* e incoraggiandolo a lavorare ad un'altra opera⁴⁰⁴, addirittura fornendogli “les moyens de publier pour nous [la Francia] et pour nous seuls”, aggiungendo che “quant aux principes politiques du Citoyen Tanguy, ils ne l'inspirent pas tout à fait la meme confiance que ses talents”⁴⁰⁵.

La vita dei giornali era molto spesso legata alla durata del soggiorno in terra americana dei loro animatori. Normalmente, infatti, la chiusura di un giornale coincideva con il rientro del suo fondatore o in Francia o, soprattutto, a Santo Domingo. Il dato in discesa per gli anni 1799-1804 nella tabella 1.9 indica chiaramente che la diminuzione della produzione periodica coincise con gli anni del Consolato di Bonaparte e dunque con la speranza dei coloni di poter rientrare una volta per tutte nelle loro proprietà. Per esempio, il redattore della *Gazette Française et Américaine* di New York, Claude Parisot, editore e proprietario a Santo Domingo, comunicava nel dicembre del 1798 che, sebbene fosse sua intenzione rientrare quanto prima in possesso della sua proprietà, non sarebbe partito per l'isola finché non fosse stato certo della sicurezza sua e della sua famiglia. Parisot, venuto a sapere del Colpo di Stato di Brumaio e

⁴⁰³ Frances Sergeant Childs, *French refugee life in the United States 1790-1800*, cit.; James Tagg, *Benjamin Franklin Bache and the Philadelphia Aurora*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1991. Ben conscio delle accuse che Edmond Genet lanciava ai coloni sulle pagine del quotidiano di Bache, il colono Armand Gatereau ribattezzò ironicamente il *General Advertiser* “Journal de la Guillotine”. Si veda *Courrier politique de la France et des Colonies*, 4 febbraio 1794.

⁴⁰⁴ L'opera in questione venne effettivamente pubblicata da Tanguy de La Boissière nel 1795 con il titolo *Mémoire sur la Situation Commerciale de la France avec les États-Unis de l'Amérique, depuis l'année 1775, jusques & y compris 1795. Suivi d'un sommaire d'observations sur les États-Unis de l'Amérique*, Philadelphie, s.e., 1795. Come dimostrano le lettere di Adet al Ministro degli Affari Esteri, l'opera fu interamente finanziata dal governo francese tramite la cassa del ministro plenipotenziario, che il 30 ventoso anno IV annunciava che l'opera fosse stata «imprimé par [ses] ordres et aux frais de la République au nombre de 100 exemplaires cette impression étant moins dispendieuse que ne l'eussent été des copies. [...] Ce n'est que la première partie d'un ouvrage plus étendu, et le Citoyen Tanguy absolument dépourvu de moyens a besoin des secours de la République pour continuer ses utiles recherches». Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., p. 844.

⁴⁰⁵ Frederick Turner (ed.), *Correspondance of the French Ministers*, cit., pp. 809-810.

dell'intenzione di organizzare una spedizione armata nella colonia, chiuse il suo giornale e si imbarcò per Santo Domingo, dove sappiamo rimase ben poco, dato che nel 1805 risulta nuovamente a New York, città nella quale resterà per tutto il resto della sua vita⁴⁰⁶.

Come detto nel precedente paragrafo, è stato possibile identificare quattro stampatori di Santo Domingo che si trasferirono negli Stati Uniti per poi proseguire la loro carriera nel campo dell'editoria: Mozard, Peter Parent, i fratelli Batilliot, Simon Chaudron e Claudius Beleurgey, ai quali si sarebbe presto unito il centro editoriale di Moreau de Saint-Mery. Tutti nati in Francia, questi stampatori vissero a Santo Domingo per diversi anni e furono anche proprietari di piccole o medie *cafeterie*; una volta abbandonata l'isola alla volta degli Stati Uniti, si trasferirono tutti a Philadelphia a esclusione di Claudius Beleurgey, che si installò a Charleston. Mozard e i fratelli Batilliot parteciparono attivamente alle riunioni delle assemblee dei coloni, pubblicarono articoli e misero a frutto le loro capacità di stampatori negli atelier di Peter Parent e Moreau de Saint-Mery, attorno ai quali gravitarono la gran parte dei coloni di Santo Domingo di Philadelphia e di New York. Affidarsi ai colleghi per la stampa era sicuramente la via più semplice, data la solidarietà della comunità francese e la sua autorevolezza: così, il giornalista e colono Gatereau si affidava all'atelier di Moreau de Saint-Mery per il suo *Courrier Politique de la France et des Colonies*; e Parisot, per il suo già citato *Gazette Française et Américaine*, si affidava invece a quello di John Delafond, residente e proprietario di una *cafeterie* a Port-au-Prince prima del 1793. Non era però esclusa la collaborazione con stampatori americani, soprattutto coloro che avevano una carriera editoriale e tipografica ben avviata e in grado di garantire una certa solidità all'impresa. I più celebri, in questo campo, erano Thomas Bradford, Thomas Greenleaf e Mathew Carey, stampatori editori molto celebri di Philadelphia e New York⁴⁰⁷.

Apparentemente compatta, la rete dei coloni e dei giornalisti nascondeva in realtà differenze spesso inconciliabili, che originavano da antipatie risalenti nel tempo oppure a divergenze riguardanti lo stile editoriale da dare al giornale. Innanzitutto, è bene ricordare che i coloni che si dedicavano alla cura dei periodici non erano giornalisti di professione, bensì uomini che nel corso della loro vita avevano ricoperto incarichi pubblici – come Moreau de Saint-Mery – o erano stati proprietari di piantagioni e dunque esperti nel campo del commercio – come Tanguy de la Boissière – o si erano poi dedicati all'attività politica rivoluzionaria come deputati per le Assemblee provinciali e l'Assemblea generale. Questa porosità dell'universo

⁴⁰⁶ *Gazette Française et Américaine*, 17 dicembre 1798, n°431; *Columbian*, 18 marzo 1815, n°1650; S.J. Marino, *The French-Refugee Newspapers*, cit., p. 281.

⁴⁰⁷ Joseph Adelman, "Trans-Atlantic Migration and the Printing Trade in Revolutionary America", in *Early American Studies*, 2013/3 (n°11), pp. 516-544; Rosalind Remer, *Printers and men of capital. Philadelphia book publishers in the new republic*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1996.

editoriale non era certo un'eccezione nel XVIII secolo: tendenzialmente giovani e di buona educazione, la gran parte apparteneva al mondo della piccola proprietà terriera o dell'avvocatura e condivideva una certa conoscenza dei classici della letteratura greca, latina e francese⁴⁰⁸. Accedere alla professione non richiedeva alcuna qualifica, aprendo così possibilità inedite a coloro che volevano dar voce alle proprie posizioni; a differenza della Madrepatria, dove lavorare nel mondo della stampa periodica significava guadagnare discretamente, nelle città americane le tirature di questi giornali erano inferiori a quelle francesi, spingendo così diversi editori a stampare i propri periodici in doppia lingua, nella speranza di aprirsi ad un mercato più vasto. Se in Madrepatria vi erano delle ragioni economiche per intraprendere una carriera da giornalista, nel caso dei coloni le cose andavano diversamente: non essendo la loro prima professione, gran parte dei coloni interpretava la stampa come un megafono delle proprie idee e dunque come uno strumento di lotta politica al fine di denunciare la situazione di Santo Domingo e di recuperare la loro prima fonte di reddito: le piantagioni.

Prima coloni, poi giornalisti: la dimensione legata alla proprietà e all'identità politica che ne conseguiva venivano messe in primo piano rispetto a quelle della professione giornalistica. Questa forte identità coloniale giustificava allora rotture e polemiche in relazione all'agire politico per il futuro dell'isola di Santo Domingo e al rapporto che si dovesse intrattenere con la Madrepatria e con le altre potenze atlantiche. A queste preoccupazioni si univano poi antichi rancori, spesso di carattere politico, come mostra il rapporto conflittuale tra i coloni cosiddetti *patriotes* e il colono apertamente *royaliste* Armand Gatereau⁴⁰⁹. Appartenente ad una famiglia di ufficiali reali dell'Aquitania, il giornalista Gatereau si trasferì a Santo Domingo prima del 1789, dove iniziò a convivere con una donna mulatta molto ricca, Marie-Louise Clavel, che aveva ereditato una piantagione di cotone a Gonaïves nella quale lavoravano 52 schiavi. Già nel mese di ottobre 1789 si distinse come oratore e deputato nell'*Assemblée générale de la Partie du Nord* dell'isola, criticando la tirannia della Metropoli e dell'amministrazione monarchica e allineandosi con le posizioni dei patrioti delle due rive dell'Atlantico. Nel conflitto che si creò tra Assemblea di Saint-Marc che difendeva l'autonomia dell'isola dalle ingerenze della Madrepatria e l'Assemblea provinciale del Nord che invece si schierò dalla parte dell'amministrazione in difesa degli interessi commerciali e dell'*exclusif*, Gatereau prese le parti della seconda e, di conseguenza, spinse per il riconoscimento dell'uguaglianza politica degli uomini di colore⁴¹⁰. Il fidanzamento ufficiale con Madame Clavel, l'appoggio ai *négociants* di Bordeaux e Nantes e ai loro interessi e il suo entusiasmo

⁴⁰⁸ Jeremy Popkin, *La Presse de la Révolution*, cit., pp. 57-96.

⁴⁰⁹ Jean-Charles Benzaken, "Un journaliste colonial méconnu: Gatereau", cit.

⁴¹⁰ *Ibidem*. *Le Radoteur*, 17 settembre 1793, n° 24, *Conversation entre deux mulâtres, Lubin et André*.

per il riconoscimento dei diritti politici ai mulatti e neri liberi furono le ragioni dell'inasprimento dei suoi rapporti con gli altri patrioti dell'isola, che portarono persino alla sua proscrizione e all'imbarco per il porto di Marsiglia nel 1791.

Ad aggravare la sua posizione agli occhi degli altri coloni reduci della soppressa Assemblea di Saint-Marc fu il discorso tenuto all'Assemblea Nazionale l'11 dicembre del 1791⁴¹¹ nel quale chiese l'invio di una commissione civile nell'isola e ribadì la necessità di equiparare i diritti dei neri liberi, guadagnandosi la fiducia di Brissot e la stampa presso il Bureau du Patriote Français della sua *Histoire des troubles de Saint-Domingue depuis le mois d'octobre 1789*⁴¹². Rientrato brevemente a Cap Français, nel 1792 su pressioni dei coloni della Commissione intermediaria – tra i quali, prima delle dimissioni per contrasti con i Commissari vi compariva Tanguy de la Boissière, suo acerrimo nemico⁴¹³ – venne nuovamente arrestato e deportato negli Stati Uniti, stabilendosi a Philadelphia nel febbraio 1793. Qui, iniziò a curare diversi periodici, prima *Le Radoteur* e dopo il *Journal des Colonies françaises*, poi ribattezzato *Courrier politique de la France et des Colonies*. I rapporti con gli altri coloni rifugiati si fecero ancor più tesi una volta giunto sul suolo americano: innanzitutto, il suo matrimonio con Madame Clavel nel 1796 fu oggetto di scherno e gli valse le pesanti accuse di aver complottato alla rovina della colonia; inoltre, il suo giudizio positivo verso l'alleanza dei mulatti e dei neri liberi con gli inglesi contro la Repubblica francese e le sue simpatie apertamente monarchiche⁴¹⁴ lo allontanarono definitivamente dagli altri coloni, che cercavano con ogni sforzo di convincere la Madrepatria delle loro convinzioni repubblicane.

Questa polemica ebbe ampia risonanza nell'opinione pubblica, a partire dalla questione del cosiddetto *Service funebre en l'honneur de Louis XVI* da lui organizzato e che avrebbe dovuto aver luogo il 21 gennaio 1794 nelle diverse chiese cattoliche d'America⁴¹⁵. L'iniziativa venne ridotta a ben poca cosa con l'intervento del ministro Genet e grazie alle sollecitazioni dei coloni riuniti in assemblea a Philadelphia e alla loro campagna repubblicana incarnata dallo stampatore Peter Parent nella sua *Protestations des colons patriotes de Saint-Domingue*,

⁴¹¹ *Journal de l'Assemblée Nationale ou Journal Logographique*, vol. 5, Paris, Baudouin, 1791, p. 263-267.

⁴¹² Louis-François-Roger-Armand Gaterau, *Histoire des troubles de Saint-Domingue depuis le mois d'octobre 1789, jusqu'au 16 juillet 1791*, Paris, Bureau du Patriote Français, 1791.

⁴¹³ *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue*, 28 marzo 1793, n°1, p. 10, «Ma démission de membre de la commission intermédiaire de la partie française de Saint-Domingue, séance au Cap, le 27 mars 1793, avant midi».

⁴¹⁴ Si veda, ad esempio, la *Profession de Fois* contenuta nel primo numero del *Courrier de la France et des Colonies* del 15 ottobre 1795, in cui scriveva: «Je suis ce que la partie éclairée de mes compatriotes appelle *Aristocrate*, et j'ai un intérêt à la resurrection de la monarchie; [...]».

⁴¹⁵ [Louis-François-Roger-Armand Gaterau], *Service funèbre de Louis XVI, proposé pour le 21 Janvier 1794 aux français de tous les ages, de tous les climats, qui honorent la vertu, servent Dieu et aiment le Roi*, [Philadelphie], s.e., [1794]; il testo originale a stampa si trova in AN, AF/II/295.

*réfugiés à Philadelphie, contre un écrit intitulé Service funebre de Louis XVI*⁴¹⁶. Il tenore del dibattito ebbe immediatamente eco anche a Parigi, grazie alle pronte comunicazioni di Genet al Ministro degli Affari Esteri da un lato e all'*Affaire des Colonies* dell'anno III, durante il quale la questione riemerse come prova da presentare pro o contro i coloni ⁴¹⁷.

Insomma, se già le collaborazioni tra coloni editori e stampatori non sempre risultavano fortunate per questioni economiche e finanziarie, l'intricato dibattito sulla condizione dell'isola e le accuse reciproche non aiutavano sicuramente a rendere più stabili le imprese editoriali dei nostri protagonisti, che si trovavano allora non solo a affrontare l'ostilità dei Ministri plenipotenziari francesi, ma anche le divisioni interne alla comunità di rifugiati.

Nonostante le distanze e le difficoltà di invio e ricezione della posta tramite i corrieri, la diffusione di questi giornali non era affatto ridotta alla sola dimensione locale e cittadina. Proprio grazie alla rete di rifugiati e ai loro legami con tipografie e atelier americani già ben avviati, le sottoscrizioni per un periodico provenivano da tutti i tredici Stati americani, spesso raggiungendo cittadine rurali di moderata grandezza. Ciò dipendeva anche dagli obiettivi del periodico e dal pubblico di riferimento: per i giornali a carattere politico e in lingua francese, il cui interesse verteva nell'informare i rifugiati francesi sulla situazione dell'Europa, sui dibattiti del potere legislativo in Francia e sulla situazione di Santo Domingo, le tirature si limitavano alle principali città americane dove risiedeva la gran parte dei rifugiati. Così, il *Courrier politique de la France et des Colonies* di Gatereau raccoglieva le sottoscrizioni e distribuiva il giornale solo nelle città di Philadelphia (presso Moreau de Saint-Mery), Boston (presso Hall & Nancrède), New York (presso Maydieu) e Baltimora (presso Munier, che possedeva una pensione francese molto nota e frequentata nella quale ci si poteva abbonare anche ad altri quotidiani francesi, quali quello di Peter Parent, *Courrier Politique* e quello di Claude Parisot,

⁴¹⁶ *Protestations des colons patriotes de Saint-Domingue, réfugiés à Philadelphie, contre un Ecrit intitulé Service Funebre de Louis XVI, &c.*, [Philadelphie], [Peter Parent], [1794]; anche il colono Thomas Millet, nella sua lettera alla Convenzione Nazionale del 18 gennaio 1794 scriveva che «Quelques jours ont voulu se signaler ici, par une cérémonie funèbre, à l'anniversaire du supplice de Louis, nous avons protesté contre cette ridicule disposition». AN, D/XXV/69. La buona fede dei coloni nel loro impegno contro il Service funèbre di Gatereau sembrerebbe oltretutto confermata da un'altra lettera del 26 gennaio 1794 dei coloni Clausson, Chotard ainé e Barrault Narçay ai rappresentanti dei coloni che si trovavano già a Parigi, L'Archevesque Thibaud, Page e Brulley: «Il vient de paraître un ouvrage royaliste que nous vous adressons, intitulé Service funèbre à Louis 16. Nous avons protesté contre cet acte, et nous vous envoyons deux exemplaires de cette protestation.», in AN, D/XXV/69.

⁴¹⁷ *Débats entre les Accusateurs et les Accusés, dans l'affaire des colonies*, vol. 2, cit., pp. 68-71; *Débats entre les Accusateurs et les Accusés, dans l'affaire des colonies*, vol. 3, cit., p. 276, 303, 316 e 352.

A dimostrazione dei rancori mai sopiti tra Gatereau e i coloni dell'Assemblea di Saint-Marc poi rifugiati a Philadelphia, vi sono i molteplici articoli pubblicati nel corso del 1796 da Chotard Ainé, Clausson e Deaubonneau nel loro quotidiano parigino *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*. In questi articoli Gatereau veniva accusato di aver collaborato, non a torto, prima con l'amministrazione coloniale, poi con i *négociants* di Bordeaux, poi con gli inglesi durante l'occupazione e di aver sempre complottato contro il benessere del sistema coloniale francese spingendo per il riconoscimento di eguali diritti ai mulatti e neri liberi. Si veda *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 11 settembre 1796, n° 25; 1° novembre 1796, n° 81; 24 dicembre 1796, n° 129.

Gazette Américaine et Française). Al contrario, i periodici con aspirazioni internazionali, scritti in due lingue e che trattavano temi di più ampio respiro come politica, economia, commercio, agronomia, meteorologia ecc. avevano una diffusione più ampia e raccoglievano sottoscrizioni anche nelle zone rurali, particolarmente negli Stati del Sud. L'esempio migliore è quello di Tanguy de la Boissière, che per il suo *The American Star / L'Étoile Américaine* raccoglieva sottoscrizioni anche nelle città di Wilmington, Fayette Ville, Charleston, Richmond e New Haven.

Per non parlare poi dell'ambizioso progetto del *The Observer / L'Observateur*, ribattezzato *The Level / Le Niveau* del 1794-1796. Si trattava di un periodico redatto da Tanguy de la Boissière, Pierre Egron e François allo scopo di istruire i propri lettori su tutte le «matières qui font du ressort de l'économie politique» organizzate in rubriche così enumerate: agricoltura, economia rurale, vendita di terre, meteorologia delle campagne, commercio, industria, manifattura, fabbriche, politica commerciale, psico-matematica, storia naturale, fisica, accademie, bibliografia, invenzioni, scoperte⁴¹⁸. Avviato da una «Société de gens de lettres et de commerçants Américains et Européens»⁴¹⁹ il progetto intendeva estendersi non solo presso le principali città degli Stati Uniti, ma diffondersi anche nei centri rurali come Trenton e Richmond o nei porti secondari come Annapolis, Petersburg e anche al di fuori del territorio strettamente americano, come New Orleans in Louisiana e Kingston in Jamaica. Inoltre, nei numeri seguenti, dato il successo dell'impresa, Tanguy de la Boissière annunciava la raccolta delle sottoscrizioni anche in Europa, soprattutto in Francia, Olanda, Impero austriaco, Svezia, Polonia arrivando ad includere addirittura la Russia⁴²⁰. Si trattava sicuramente di un'eccezione nel panorama della stampa periodica, ma la diffusione del *The Level / Le Niveau* è la prova dell'attenzione dei coloni per lo strumento di informazione come spazio del sapere condiviso e mezzo per perorare la propria causa ben oltre i confini nazionali.

Spesso, per far sì che i messaggi da veicolare avessero più risonanza, alcuni di loro collaboravano sui periodici di altri editori, soprattutto americani, o scrivevano editoriali, lettere aperte e rispondevano alla posta dei lettori sotto pseudonimi. Ovviamente è molto complesso rintracciarli e la possibilità di agire sotto anonimato e di non firmare gli articoli permetteva loro di celare la propria identità. Del resto, l'utilizzo di pseudonimi nella stampa statunitense era molto frequente e a ricorrevi erano i padri fondatori in occasione di importanti discussioni

⁴¹⁸ *The Observer of Europe and North America or a Journal of political Economy, Agriculture, Metereology, Commerce, Navigation, Manufactures, Arts and Sciences / L'Observateur De l'Europe & de l'Amérique Septentrionale, ou Journal d'Economie Politique, Agriculture, Météorologie, Commerce, Navigation, Manufactures, Arts & Sciences*, 9 febbraio 1795, n°1, pp. 6-7.

⁴¹⁹ *Ivi*, p. 1.

⁴²⁰ *Ivi*, p. 3.

pubbliche di una certa risonanza: è celebre il caso di “Publius”, autore del *The Federalist*⁴²¹, dietro al quale vi si celavano Alexander Hamilton, James Madison e John Jay; così come quello di “Agricola”, “Aristide”, “Gracchus”, “Pacificus” ed “Helvidius” per la controversia tra il partito federalista e quello democratico a proposito della missione di Edmond Genet⁴²². Jacques Delaire, colono trasferitosi a Charleston, acerrimo nemico di Michel-Ange Mangourit e di Edmond Genet, usava diversi pseudonimi per gli articoli che pubblicava sui quotidiani della capitale del North Carolina. Tra questi, quelli sicuramente lui attribuibili per sua stessa ammissione sono “A Native American – *Late an officer in the American army*”⁴²³, “An Inhabitant of Hispaniola”⁴²⁴, “Anti-Sejanus”⁴²⁵, “A French West-Indian”⁴²⁶, “Monitor”⁴²⁷, “A French Discendant”⁴²⁸.

Oltre a collaborare sui giornali americani, questi ultimi erano anche la loro fonte principale di informazione per quanto riguardasse la politica federale americana, perché a differenza dei loro corrispettivi francesi per i dibattiti alla Convenzione Nazionale, nessuno dei periodici curati dai coloni negli Stati Uniti presentava notizie di prima mano sulle questioni statunitensi e nessun giornalista seguiva i dibattiti del Congresso per riportarne i dibattiti più importanti, affidandosi alle testate di Philadelphia più accreditate allo scopo. L’offerta di prodotti editoriali americani in lingua inglese era talmente ampia che i coloni rifugiati non trovavano certo utile occupare il campo della consolidata concorrenza americana, optando perciò per un’informazione più internazionale, legata al mondo caraibico – per il quale i lettori si abbonavano – o a quello europeo. Spesso infatti rinviavano alle informazioni contenute in un fidato quotidiano americano per quanto riguardava i dibattiti del Congresso o dei parlamenti dei singoli stati, recuperando solamente i discorsi più celebri di George Washington e inserendoli a loro volta in una più ampia trattazione, spesso una sorta di “editoriale” interpretativo e corale il cui tentativo era quello di collegare i fatti e darne una lettura complessiva.

⁴²¹ Jack N. Rakove (a cura di), Alexander Hamilton, James Madison, John Jay, *The Federalist. The Essential Essay*, New York, Bedford-St. Martins, 2003.

⁴²² Philip Marsh, “James Monroe as “Agricola” in the Genet Controversy, 1793”, in *The Virginia Magazine of History and Biography*, 1954/4 (n°62), pp. 472-476; “A Note on Certain of Hamilton’s Pseudonyms”, in *The William and Mary Quarterly*, 1955/2 (n°12), pp. 282-297; Harry Ammon, “Agricola versus Aristides: James Monroe, John Marshall and the Genet Affair in Virginia”, in *The Virginia Magazine of History and Biography*, 1966/3 (n°74), pp. 312-320.

⁴²³ *City Gazette and the Daily Advertiser*, 6 agosto 1793, p. 3, articolo intitolato “For the City Gazette”; 17 settembre 1793, p. 2.

⁴²⁴ *City Gazette and the Daily Advertiser*, 27 giugno 1793, p. 2, articolo intitolato “To the Printers of the City Gazette”; 6 luglio 1793, p. 2, articolo intitolato “To the Printers of the City Gazette”.

⁴²⁵ *City Gazette and the Daily Advertiser*, 25 giugno 1793, p. 3.

⁴²⁶ *City Gazette and the Daily Advertiser*, 26 novembre 1793, p. 2.

⁴²⁷ *Columbian Herald or the Southern Star*, 5 dicembre 1793, n°1216, p. 3; n°1220, p. 2.

⁴²⁸ *Columbian Herald or the Southern Star*, 7 dicembre 1793, n°1217, p. 2.

Se per le questioni americane ci si poteva affidare alla stampa interna, come poter ottenere le informazioni dalla Francia o dalle colonie? L'Oceano costituiva una grandissima opportunità di guadagno così come una barriera insuperabile a seconda delle esigenze e delle circostanze: le difficoltà materiali di reperimento delle notizie erano numerose e la navigazione tra un capo all'altro dell'Atlantico era piena di insidie, a partire dalle tempeste e i naufragi, passando per la pirateria fino allo scoppio della guerra franco-britannica nel 1793⁴²⁹. I tempi stimati di traversata erano circa di due mesi e mezzo o tre a seconda delle condizioni meteorologiche e i sequestri, gli assalti alle navi e i naufragi non garantivano l'arrivo regolare della posta. Nonostante queste difficoltà però, i coloni erano tutt'altro che sprovveduti sulle modalità con le quali reperire le informazioni. Anzi, si potrebbe affermare – come vedremo a breve – che la reperibilità delle informazioni fosse il fondamento della loro attività editoriale e i tempi di attesa divenivano più che un limite una risorsa. In un tempo in cui i quotidiani copiavano regolarmente e reciprocamente le notizie già riportate da altri fogli, i coloni rifugiati agivano in linea con questa tendenza. Le notizie arrivavano, come si potrà immaginare, principalmente in due modi: con la corrispondenza privata o tramite la spedizione dei quotidiani. Purtroppo, non sappiamo esattamente se i coloni rifugiati negli Stati Uniti fossero abbonati alla copia del giornale europeo che desideravano leggere, ma possiamo però suggerire delle ipotesi a partire dall'osservazione dei titoli francesi dal quale a loro volta riprendevano l'informazione.

Nonostante la lamentata penuria nella ricezione di gazzette per via della guerra, i periodici dai quali venivano estratte le informazioni non erano mai scelti con casualità. Selezionate accuratamente, si riportavano come assolute verità solamente le notizie ricavate da giornali apprezzati dall'editore secondo criteri politico-ideologici. Ai proclami di imparzialità faceva contraltare la scelta dell'informazione da riportare, che svela al contrario tutta la loro volontà politica, testimoniata dal fatto che un quotidiano relativamente imparziale come *Le Moniteur universel* di Charles-Joseph Panckoucke era curiosamente assente dal ventaglio informativo da loro citato. Anzi, il *Moniteur universel* lo si potrebbe addirittura definire il «grande assente» nella modalità comunicativa dei coloni, al quale preferivano una stampa decisamente più moderata, se non proprio reazionaria.

Nella tabella seguente (tabella 1.10) si è cercato di fare una sintesi dei periodici francesi dai quali venivano tratte le notizie riportate sulla stampa franco-americana prendendo in

⁴²⁹ Paul Butel, *The Atlantic*, New York, Routledge, 1999; Karen Ordahl Kupperman, *The Atlantic in World History*, Oxford, Oxford University Press, 2012; David Armitage, "The Atlantic Ocean", in David Armitage, Alison Bashford, Sujit Sivasundaram (dir.), *Oceanic Histories*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, pp. 85-110; Gabriel Paquette, *The European Seaborne Empires: From the Thirty Years' War to the Age of Revolutions*, New Haven, Yale University Press, 2019.

considerazione quattro fogli particolarmente celebri e pressoché quotidiani, giunti quasi integralmente e i cui editori e stampatori erano coloni di Santo Domingo attivi tra Philadelphia e New York: il *Courrier Français* di Peter Parent; il *Courrier Politique* di Armand Gatereau; la *Gazette Française et Américaine* di Claude Parisot e il *Journal des Révolutions de Saint-Domingue*, poi *Étoile Américaine / American Star* di Tanguy de la Boissière.

Tabella 1.10

Periodici francesi da cui venivano estratte le informazioni per quelli franco americani

Titoli periodici negli Stati Uniti	Titoli dei periodici in Francia
	<i>L'Historien</i>
	<i>Courrier Historique et Politique</i>
<i>Courrier Français</i> (1794-1798)	<i>Nouvelles Politiques</i>
	<i>Courrier Républicain</i>
	<i>Courrier Républicain</i>
	<i>Courrier Français</i>
	<i>Mercure de France</i>
	<i>L'Observateur de l'Europe</i>
<i>Courrier Politique de la France et des Colonies</i> (1793-1796)	<i>La Quotidienne</i>
	<i>Journal de Paris</i>
	<i>Courrier de Londres / Tableau de l'Europe</i>
	<i>La Décade</i>
	<i>L'Éclair</i>
	<i>Nouvelles Politiques</i>
	<i>Revue générale de l'Europe</i>
	<i>Courrier Républicain</i>
	<i>L'Observateur de l'Europe</i>
	<i>Journal de Perlet</i>
	<i>Courrier Français</i>
	<i>La Véridique</i>
<i>Gazette Française et Américaine</i> (1795-1799)	<i>Messenger du Soir</i>
	<i>L'Historien</i>
	<i>Censeur des Journaux</i>
	<i>Journal Historique et Politique</i>
	<i>Le Redacteur</i> (dal 1798)
	<i>L'Ami des Lois</i> (dal 1798)
	<i>Bulletin Officiel de Saint Domingue</i> (dal 1798)
	<i>Mercure de France</i>
<i>Journal des Révolutions; Étoile Américaine</i> (1793-1794)	<i>Chronique de Paris</i>
	<i>Courrier Républicain</i>
	<i>Nouvelles Politiques</i>

Il dato più evidente è innanzitutto l'assenza di una stampa propriamente rivoluzionaria e democratica. Gli unici periodici qui in elenco che non vennero sequestrati e obbligati alla chiusura dalla polizia repubblicana furono *La Décade philosophique, littéraire et politique* di Ginguené e di Amaury Duval, il *Rédacteur* e *L'Amis des Lois* di François-Martin Poultier; va notato però, che questi giornali vennero utilizzati come fonte solamente dopo l'inverno del 1797, quando oramai la notizia del Colpo di Stato del 18 Fruttidoro era giunta anche negli Stati Uniti e non era perciò più possibile reperire le altre gazzette usualmente consultate.

Al contrario, tutti gli altri giornali utilizzati dal 1794 al 1797 erano notoriamente giornali conservatori se non cripto-monarchici, legati agli ambienti del Club de Clichy e ostili alla Convenzione Nazionale prima e al Direttorio dopo, così come al Club dei Giacobini e alle correnti repubblicano-democratiche sorte durante gli anni 1795-1799. Buona parte di questi periodici era stata condannata al sequestro e alla chiusura preventiva già in occasione delle giornate insurrezionali del 13 e 14 vendemmiaio anno IV e i loro giornalisti e editori condannati a morte in contumacia⁴³⁰. Una pena lieve, che solo pochi mesi dopo venne ritirata con un'amnistia, permettendo ai giornalisti di riprendere in mano la loro attività, forti anche del vigoroso successo della destra alle elezioni dell'autunno 1795⁴³¹. Nei primi anni del Direttorio, precisamente dal suo insediamento nel novembre 1795 al Colpo di Stato del 18 Fruttidoro 1797 questi quotidiani invasero la Francia diventando i giornali più letti e seguiti dall'opinione pubblica. Molti, come *La Quotidienne*, erano animati da personalità di conclamate simpatie monarchiche come Charles de Lacretelle o François La Harpe e altri, quali il *Journal Historique et Politique de la France et des Colonies* erano curati da coloni stessi che avevano spiccato negli anni 1793-1795 nelle *assemblées des colons réfugiés de Saint Domingue aux États-Unis*. A mettere fine alla conquista editoriale della stampa reazionaria fu il Colpo di Stato del 18 Fruttidoro anno V organizzato dai direttori Jean-François Reubell, Louis-Marie de la Révellière-Lepeaux e Paul Barras: oltre ad essere arrestati e deportati circa sessanta deputati, 42 giornali ritenuti controrivoluzionari vennero fatti chiudere e i loro redattori deportati a loro volta⁴³².

Il quotidiano di Peter Parent e quelli di Tanguy de la Boissière sembrerebbero più refrattari al riportare alla comunità francese rifugiata notizie redatte in Francia. I due coloni, a differenza di Claude Parisot e di Armand Gatereau, avevano posizioni più complesse sulla Repubblica francese e la politica coloniale che questa avrebbe dovuto adottare e interpretavano

⁴³⁰ AN, F/7/4269; F/7/4696.

⁴³¹ Su quanto appena detto si veda il lavoro di Jeremy Popkin sulla stampa reazionaria francese, Jeremy Popkin, *The right-wing press in France*, cit., pp. 21-48, 91-96.

⁴³² *Ibidem*; AN, F/7/4286, dossier 22, F/7/3452.

il loro lavoro come un meccanismo di continua rielaborazione della notizia data, più che una trasmissione sincera di un dato apparentemente grezzo e incontrovertibile. Inoltre, non si dimentichi che entrambi avevano a lungo sostenuto l'autonomia dell'isola ed erano fortemente convinti dell'unicità di Santo Domingo. L'isola non veniva immaginata come una semplice emanazione della Francia o come la sua fonte di ricchezza, bensì come un territorio legato alla Madrepatria, ma senza che questo legame comportasse un dominio politico e commerciale totale e vincolato dalle leggi imposte dalla metropoli. Convinti che solo i coloni potessero conoscere realmente le vicende dell'isola, le cause e le conseguenze della sua rovina, riportavano le notizie solamente dopo averle accuratamente rielaborate e rilette alla luce della loro esperienza in quanto coloni, più che in quanto giornalisti e informatori.

Per questo, nei due giornali, più che negli altri, compaiono spesso lettere dei corrispondenti – anonimi – e di privati che informavano i giornalisti della situazione⁴³³. Inoltre, queste lettere erano spesso il frutto di una finzione giornalistica, per la quale la notizia veniva attribuita ad un lettore o un corrispondente informato perché testimone dei fatti narrati. Molto spesso, gli articoli iniziavano con espressioni come «Par un particulier arrivé de Norfolk, nous apprenons que [...]»⁴³⁴, o «Extrait d'une lettre du Capitaine de la golette le Cestes à son armateur en cette ville»⁴³⁵, o «Extrait d'une lettre d'un Officier de l'armée de l'Ouest à un Particulier de cette ville»⁴³⁶ o ancora, «Information verbale recue par la golette Sally et Polly, arrivée à Norfolk»⁴³⁷. Non sempre però le notizie venivano date per certe, soprattutto quando la fonte non era considerata sufficientemente affidabile: curiosamente, l'inaffidabilità dell'informazione dipendeva dal carattere dell'informatore, dalla sua propensione politica e dalla sua appartenenza sociale. Così, le informazioni dalla Francia diffuse dal ministro Edmond Genet erano date per false e in attesa di verifica tramite le gazzette provenienti dall'Europa; allo stesso modo, gli uomini neri liberi o gli ex-schiavi che informavano i coloni bianchi di quanto stesse accadendo a Santo Domingo venivano guardati con sospetto e si dubitava della giustezza delle informazioni: «Un negre de confiance de M. Dacher, habitant de Bas de la Cote, parti d'ici par ordre de son maitre au mois d'Octobre, sur un batiment qui l'a porté au Mole et

⁴³³ «Ayant des Correspondants dans toutes les parties principales de l'Europe et du Continent américain, nous pourrions offrir à nos Lecteurs des détails positifs sur tous les événements des deux hémisphères», *Prospectus d'une Feuille périodique, Anglaise et Française, rédigée par une Société de Gens de Lettres, qui se publiera à Philadelphie, sous le titre de L'Étoile Américaine, ou Journal Historique, Politique, Critique et Moral*, [Philadelphie], [Peter Parent], [1793], p. 3.

⁴³⁴ *American Star ou L'Étoile Américaine*, 25 febbraio 1794, n°11, p. 89.

⁴³⁵ *Ibidem*.

⁴³⁶ *Ivi*, 18 febbraio 1794, n°8, p. 66.

⁴³⁷ *Ivi*, 6 febbraio 1794, n°3, p. 20.

à Jeremie, est arrivé récemment à New York et apporte des nouvelles qui demandent confirmation»⁴³⁸.

L'attenzione per l'informazione, per la sua circolazione e per la sua veridicità era assai distante dal giornalismo contemporaneo, eppure i coloni erano in grado di padroneggiare sapientemente questi elementi al fine di costruire una narrazione convincente per i propri lettori e in grado di creare, in un certo senso, un rapporto di fiducia tra il giornalista e il suo pubblico. Consapevoli del problema di ricezione delle notizie e del teso clima politico che ne poteva inficiare la veridicità, molti coloni editori facevano vere e proprie dichiarazioni di fede sul proprio lavoro e sul loro impegno a riportare solamente informazioni verificate:

«Un journal est un echo, nous l'avons déjà dit; mais autant qu'il est possible il ne doit être que l'écho de la vérité, on prétend que les grandes nouvelles de Samedi sont douteuses le Lundi, et que le Mercredi elles seront démontrées imaginaires. [...] Dans l'incertitude où nous sommes de la véracité de ces nouvelles, et ne voulant point servir de trompette à aucun des partis, en propageant les mensonges politiques dont nous sommes si souvent inondés, nous ne publierons les succès et les défaites que quand la certitude historique sera acquise en faveur des uns ou des autres»⁴³⁹.

In una comunità di rifugiati, lontani dalla Madrepatria, dai propri affetti e dai propri beni, nonché dal territorio nel quale avevano vissuto e costruito una vita, la voracità di notizie era proporzionale alla distanza con la quale queste arrivavano e chi aveva il ruolo di informare la comunità si sentiva obbligato a riflettere sul suo stesso statuto, consapevole del valore performativo di quanto riportato. La consapevolezza del colono giornalista era parte attiva del suo processo creativo, votato esclusivamente ad un obiettivo ancor prima politico che informativo. Per questo, la struttura di questi giornali era ripetitiva e modulare, seguiva schemi tipici della stampa francese rivoluzionaria, talvolta ibridati con quella americana – per esempio, le ultime pagine della *Gazette française et américaine* erano interamente dedicate agli annunci pubblicitari secondo il modello anglosassone che, alla fine del Settecento, non si era ancora particolarmente diffuso in Francia – e nel quale gli obiettivi avevano, al di là delle sfumature ideologiche, una base comune. Oltre all'informare, il colono giornalista si impegnava nel creare una comunità di lettori ai quali indirizzare la sua comunicazione e alla quale si poneva come

⁴³⁸ *Ivi*, 4 febbraio 1794, n°2, p. 13.

⁴³⁹ *Ivi*, 11 febbraio 1794, n°5, p. 42.

punto di riferimento. La stampa veniva inoltre interpretata come un contropotere: opponendosi alle posizioni dei Commissari a Santo Domingo e dei Ministri plenipotenziari e alle loro narrazioni degli eventi, si cercava di costruire una contro-narrazione, una nuova storia di Santo Domingo, della Francia e degli Stati Uniti che giustificasse il presente, lo leggesse alla luce del passato e che, soprattutto, potesse mobilitare verso l'avvenire.

La comunità si realizzava sulla base di una narrazione comune, a sua volta plasmata dall'esperienza condivisa dai coloni bianchi dell'isola, fatta di violenze subite, di pratica politica rivoluzionaria e di partecipazione collettiva alla rigenerazione della Francia: l'attività politica nelle assemblee provinciali, la lotta per difendere l'isola e la proprietà, le rivolte, i massacri, le devastazioni delle piantagioni, le deportazioni e la fuga dall'isola erano gli elementi costitutivi di un passato che cercava allo stesso tempo di farsi interprete e motore del futuro. L'epigrafe dell'*Étoile Américaine*, che compariva appena sotto il titolo in ogni numero pubblicato, era piuttosto evocatrice in tal senso: «Le temps présent est gros de l'avenir». Si trattava di una citazione di Gottfried Wilhelm Leibnitz⁴⁴⁰ ripresa a sua volta da Louis-Sébastien Mercier nella sua utopia *L'An 2440*⁴⁴¹. La frase non appariva solo nell'intestazione del giornale: ogni volta che Tanguy de la Boissière si interrogava sulle conseguenze di una determinata informazione ricevuta e cercava di divinarne i risvolti, concludeva la riflessione con questa frase, una sorta di avvertimento sul fatto che l'*histoire immédiate*⁴⁴² del presente fosse concatenata direttamente all'avvenire, a quanto si progettava potesse esserne la conseguenza. L'utilizzo di questa frase solo in determinate occasioni, era il segno di una presa di coscienza sul valore performativo della stampa, laddove vi era una continuità tra l'informazione stampata e la realtà, e laddove, soprattutto, a sua volta l'informazione stampata produceva un'altra realtà. I fatti narrati allora, non erano più solamente di chi li produceva con azioni concrete, bensì anche di chi li interpretava, dei giornalisti che si facevano così uomini politici, e degli uomini politici che si facevano giornalisti. Era lui stesso a presentarsi come interprete e referente informato sui fatti correlativamente alla sua esperienza politica, affermando:

«Nous nous faisons un devoir de rapporter des nouvelles d'Europe: elles ont tant de relations et tant d'influence sur les horreurs qui se commettent à Saint-Domingue

⁴⁴⁰ Gottfried Wilhelm Leibnitz, *Principes de la nature et de la grâce fondés en raison*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986: «Le présent est gros de l'avenir: le futur se pourrait lire dans le passé; l'éloigné est exprimé dans le prochain».

⁴⁴¹ Louis-Sébastien Mercier, *L'An 2440: rêve s'il en fut jamais*, Paris, La Découverte, 1999.

⁴⁴² Philippe Bourdin (dir.), *La Révolution 1789-1871. Écriture d'une histoire immédiate*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2008; Lors Chavanette, Francesco Dendena, (dir.), «L'Historien vivant 1789-1830», in *La Révolution française*, 2016, n°5, p. 10.

que le rapprochement des événements de l'ancien Hémisphère ne peut que jeter un jour indubitable sur les causes qui nous travaillent dans le nouveau, d'une manière aussi compliquée que barbare [...]. Auparavant je voyais comme les autres, tantot de la contre-révolution, tantot une démagogie excessive, tantot des intrigues de cabinets; mais à présent tout a disparu, et je ne vois plus que les mulâtres, les commissaires et Brissot. Je vous développerai mes idées, mes découvertes, et vous mettrai en main le vrai fil d'Ariane, pour marcher avec moi dans ce labyrinthe, bien plus tortueux que celui de Crète»⁴⁴³.

L'obiettivo era semplice: grazie alle sue conoscenze accumulate tramite l'esperienza politica, l'obiettivo era smascherare i veri colpevoli, rintracciare gli errori della Madrepatria e illustrare le conseguenze di queste scelte errate nel Nuovo Mondo. In questo modo, si costruiva peraltro un sistema di fiducia tra l'autore – l'Arianna – e il lettore, basato sull'esperienza politica del giornalista, la cui notorietà ne faceva anche la legittimità sul piano interpretativo dei fatti da lui riportati e narrati⁴⁴⁴. Così, se è vero che chi vinceva la battaglia dell'informazione vinceva anche quella politica, nel caso di un giornalista antillense emigrato negli Stati Uniti negli anni 1793-1799 la situazione si complicava e rivendicare il ruolo di vincitore della battaglia culturale e politica per l'interpretazione degli eventi rivoluzionari significava vincere non solo il campo dell'informazione, bensì lo spazio atlantico e il tempo di ricezione nei quali viaggiava l'informazione stessa.

Infatti, la narratività di cui facevano uso i coloni-giornalisti come Tanguy de la Boissière si giocava sui tempi d'attesa nella ricezione dell'informazione: normalmente, la notizia di un determinato avvenimento, oggetto dell'attenzione del giornalista, arrivava di media con due mesi e mezzo di ritardo in buone condizioni meteo, senza che fosse assicurato l'arrivo giornaliero di notizie coerenti – insomma, se ad un americano arrivava il n°10 del 9 ottobre 1793, non vi era alcuna garanzia che il giorno dopo gli arrivasse il n°11 del 10 ottobre. Il ritardo nella ricezione era tale da forzare così buona parte dei giornalisti ad immaginare ed intuire le conseguenze di una notizia, più che ad analizzarle nell'immediato. Questo scarto tra la ricezione

⁴⁴³ *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue*, 11 dicembre 1793, n°35, pp. 143-144.

⁴⁴⁴ I coloni-giornalisti come Tanguy erano ben consapevoli della fiducia che i coloni rifugiati riponevano nella loro figura di giornalisti e politici: durante le *assemblées politiques des colons réfugiés à Philadelphie et à New York*, le sue riflessioni estratte dal giornale venivano lette pubblicamente e tra le carte di Tanguy, che grazie al loro sequestro nel 1794 sono oggi consultabili a Pierrefitte, vi sono numerose lettere inviate dai suoi lettori che rispondevano o commentavano notizie pubblicate nei numeri precedenti. La loro notorietà e la loro carriera politica giocarono un ruolo importante nel consolidamento di questa fiducia tra autore e lettore, così come nella costruzione della linea editoriale dei loro giornali. AN,D/XXV/80, *Adresse des colons de Saint-Domingue bannis, expatriés et réfugiés dans la ville de New York dans les États-Unis de l'Amérique*.

e il fatto storico posteriore, così come le presunte conseguenze, veniva allora colmato da una narrazione più fittizia che veritiera, che interpretava dei fatti le cui conseguenze erano già in corso, ma sconosciute per via della distanza imposta dall'Oceano. Come avremo modo di approfondire nei capitoli che seguiranno, la ricerca di una nuova narratività costruiva a sua volta un nuovo regime di storicità, che si adattava alle formule rivoluzionarie, rinvigoriva l'immaginario dei coloni rifugiati e, su basi reazionarie, proponeva un contro-immaginario che integrasse la vicenda dei coloni nella storia per poi spingere questi ultimi all'azione politica⁴⁴⁵.

In uno dei pochi *Prospectus* sopravvissuti, quello dell'edizione americana del quotidiano *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint Domingue*, veniva illustrata l'identità politica e morale del giornale: aprendosi con un'attenta analisi della storia di Santo Domingo, presentata come una storia di libertà usurpata dalla tirannia della Madrepatria⁴⁴⁶, l'autore si dimostrava ben consapevole del contributo che il soggiorno negli Stati Uniti avrebbe potuto dare alla lotta dei coloni per la propria emancipazione. Sebbene non perfetta in quanto frutto dell'opera umana, la Repubblica degli Stati Uniti era

«l'ouvrage de sa volonté libre, independante, et surt-tout réfléchie [...] La revolution qui s'est faite en Amérique n'a point d'exemple dans l'antiquité; et les peuples qui font, ou plutot à qui on fait faire maintenant une révolution, ne paraissent gueres disposés à la prendre pour modèle»⁴⁴⁷.

Come tale, essa conosceva la vera libertà e poteva fungere da modello per i coloni e per i francesi che volessero costruire un sistema repubblicano forte, stabile e in cui venisse rispettato il principio inalienabile della proprietà. L'esilio americano, dunque, poteva essere un'occasione preziosa per rimodellare i propri obiettivi politici e per mettere a frutto gli orizzonti che il sistema americano sembrava dischiudere, sia come esempio, sia come territorio della stampa libera e priva di censura⁴⁴⁸. I *moeurs* repubblicani del popolo americano, allora, potevano

⁴⁴⁵ François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.

⁴⁴⁶ Avremo presto modo di tornare su questo punto, per ora ci si limita a citare un passaggio chiave che in un certo senso illustra, per il tramite della storia di Santo Domingo, anche l'obiettivo del giornale: «Quand ces Français, abandonnés ainsi à leur propre energie, eurent conquis Saint-Domingue, quand par leurs travaux ils l'eurent fait sortir du neant, ils en offrirent *librement* le vaste domain à leur mere-patrie. C'est à sa colonie de Saint-Domingue que la France doit en partie l'étonnant accroissement de ses villes maritimes, la prospérité de son commerce, & sa preponderance dans tous les marchés de l'Europe», in *Prospectus d'un Journal des Révolutions de la Partie Française de Saint-Domingue*, Philadelphie, Peter Parent, 1793, p. 2.

⁴⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁴⁸ «Les États-Unis étant le seul pays où l'on jouisse d'une liberté parfaite sur les principes religieux et politiques, nous a paru le plus propre à y écrire avec franchise, sans cependant jamais nous écarter des regles de la décence la plus sévère. [...] Fermer les presses, interdire la publication des verités, persecuter, torturer ceux qui les disent & les impriment: telle a été & telle sera toujours, dans tous les pays, la manière des despotes. Et qui plus que le peuple Américain a éprouvé les entraves des ennemis de la liberté?». *Ivi*, p. 3.

tornare utili ai coloni francesi e sotto i loro auspici Tanguy de la Boissière prometteva di seguirne l'esempio e il metodo morale al fine di «éclairer et détromper la France» sulle calunnie contro i coloni e forgiando nella comunità francese dei rifugiati un'opinione pubblica consapevole e informata, a cui venivano disvelati i segreti del complotto ordito nella Madrepatria⁴⁴⁹. I drammi di Santo Domingo, per essere capiti, andavano analizzati alla luce di quanto accadeva nella Madrepatria: vicende francesi e caraibiche non potevano essere disgiunte, perché era la lotta di fazione e i complotti metropolitani che avevano infettato la colonia; e prima ancora di poter prospettare soluzioni adeguate alla restaurazione e alla rigenerazione dell'isola era necessario allora munirsi di tutta la moralità repubblicana possibile per svelare i danni che la politica *philanthrope* e *negrophile* di Parigi aveva provocato.

Insomma, accogliendo la massima di Jean Sylvain Bailly del 1789 in cui la difesa della libertà della stampa era la difesa del «droit de savoir contre l'opacité des pouvoirs», la stampa priva di censura e di imbavagliamenti da parte del potere come scoperta della modernità politica era sapientemente utilizzata al servizio della reazione e del conservatorismo sociale⁴⁵⁰. Se la Madrepatria si era dimostrata *sciemment injuste* nei riguardi dei coloni bianchi, mentre si faceva coinvolgere da un «violent amour pour les brutes et les sauvages inconnus de la zone torride»⁴⁵¹, era necessario che i coloni si impegnassero nel forgiare una nuova opinione pubblica per il tramite della stampa, che costruissero un *récit* dei fatti alternativo a quello rivoluzionario democratico e che soprattutto rifondassero la società coloniale tramite una nuova morale repubblicana basata sulla natura e che rifiutasse qualsiasi principio metafisico di uguaglianza astratta:

«La morale a toujours été liée chez les anciens à la politique et malgré les idées métaphysiques et exaspérées que l'on s'efforce aujourd'hui de mettre à la place des mœurs et des lois, nous pensons que l'homme est un être physique, et non une intelligence aérienne et métaphysique; [...] Ce n'est donc pas l'homme que l'on

⁴⁴⁹ «Il nous importe donc, plus qu'on ne peut le croire, de savoir au vrai l'histoire journalière du pays que nous habitons. Chose étonnante! Si on ne savait enfin quelle manœuvre on met en usage depuis quatre ans pour plonger la colonie dans la plus dangereuse & la plus inquiétante ignorance de ce qui se passe d'une paroisse à une autre! Les peuples au-delà des mers savent, & plutôt & mieux que nous, les événements dont nous sommes si souvent les objets ou les victimes! Il nous importe donc de comparer la marche des événements & celle de ceux qui les dirigent ou les influencent dans l'un & l'autre hémisphère, & d'arriver enfin à un résultat d'où l'on puisse conclure, ou que l'on veut de bonne foi notre régénération politique, ou notre ruine entière & notre servitude éternelle.». *Ivi*, p. 4.

⁴⁵⁰ Edwy Plenel, *La sauvegarde du peuple. Presse, liberté et démocratie*, Paris, La Découverte, 2020; Katlyn Marie Carter, *Democracy in Darkness. Secrecy and Transparency*, cit.

⁴⁵¹ *Ivi*, p. 2.

doit tailler avec le ciseau, pour un gouvernement; c'est celui-ci au contraire qui doit être créé pour lui, et assorti à la sensibilité physique dont la nature l'a doué.»⁴⁵².

⁴⁵² *The American Star / L'Étoile Américaine*, 1^o febbraio 1794, n°1, p. 1.

«Les Assemblées des colons réfugiés de Saint Domingue»

Lo studio della diaspora dei coloni di Santo Domingo nell'Atlantico ha molto attirato la storiografia degli ultimi vent'anni. L'attenzione si è concentrata particolarmente sui legami sociali, sul riadattamento economico e familiare dei rifugiati in esilio o sullo smantellamento e la ricostruzione di nuove reti di sociabilità. Così, a partire dall'interesse per l'«ingegneria dell'esilio» dei coloni, il campo delle ricerche si è allargato in diverse direzioni, dall'influenza culturale esercitata sulle città di accoglienza dal punto di vista sociale, culturale e artistico a quello più propriamente politico⁴⁵³. Lo studio delle filiazioni alle società delle arti e delle scienze, alle reti massoniche e alle società di beneficenza, sembra aver segnato l'ascesa della storia delle interconnessioni nello spazio atlantico lasciando però in un cono d'ombra la Madrepatria, quasi che il riadattamento geografico fosse il termine ultimo di un legame con la *métropole* definitivamente spezzato⁴⁵⁴. L'analisi delle reti e delle strutture di sociabilità coloniali dall'Antico Regime alla prima metà dell'Ottocento su scala geografica ha finito così per proporre un bilancio piuttosto a favore dei coloni in quanto a capacità di riadattamento e di incidenza sul contesto cittadino e rurale, omettendo però tutti quegli aspetti che, in terra americana o inglese, interessassero lo spazio atlantico non in un'ottica di stabilizzazione sociale, bensì in quella strettamente politica di riconquista e restaurazione dell'isola.

Così, se alcune correnti storiografiche hanno interpretato la storia dell'insurrezione e dell'Indipendenza di Haiti come autonome e svincolate dal contesto imperiale francese, non diversa direzione sembrerebbe aver adottato la storia della sociabilità dei coloni che, attratta dalla questione del riadattamento negli emergenti contesti nazionali, sembra aver dimenticato quanto questa sociabilità fosse frutto e ragione di uno scontro secolare tra il centro e la periferia, tra la Madrepatria e le sue colonie⁴⁵⁵. A cadere vittime di questo scarso interesse per le rotture

⁴⁵³ Darrell Meadows, *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804*, cit.; Ashli White, *Encountering Revolution*, cit.; James Alexander Dun, *Dangerous Neighbors*, cit.; Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans*, cit.; Cécile Vidal, *Louisiana. Crossroads of the Atlantic World*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2014; Cécile Vidal, *Caribbean New Orleans. Empire, Race, and the Making of a Slave Society*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019.

⁴⁵⁴ Élisabeth Escalle, Mariel Gouyon Guillaume, *Francs-maçons des loges françaises «aux Amériques», 1770-1850: Contribution à l'étude de la société créole*, Paris, 1993; James E. McClellan, "L'historiographie d'une académie coloniale: le Cercle des Philadelphes (1784-1793)", *Annales historiques de la Révolution française*, 2000 (n°320), pp. 77-88; James E. McClellan, *Colonialism and Science*, cit.; Georges Odo, *La franc-maçonnerie dans les colonies, 1736-1960*, Paris, Éditions Maçonniques de France, 2001; Jacques de Cauna, "Autour de la thèse du complot: franc-maçonnerie, révolution et contre-révolution à Saint-Domingue, 1789-1791", in Cécile Revauger (dir.), *Lumières*, n°7, *Franc-maçonnerie et politique au siècle des Lumières: Europe-Amériques*, 2006, pp. 389-310; Marieke Polfliet, "Refuge et sociabilité politique: les francs-maçons domingois aux États-Unis au début du XIX siècle", in *La Révolution française*, 2019 (n°26); Jessica L. Harland-Jacobs, Jan C. Jansen, Elizabeth Mancke (dir.), *The Fraternal Atlantic, 1770-1930. Race, Revolution and Transnationalism in the Worlds of Freemasonry*, London – New York, Routledge, 2021.

⁴⁵⁵ Pierre Serna, "Tout révolution est guerre d'indépendance", in Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Regent, Pierre Serna, *Pour quoi faire la révolution*, Paris, Agone 2012, pp. 19-44.

e le ricomposizioni politiche in seno all'impero coloniale francese sono le cosiddette *assemblées des colons réfugiés aux États-Unis*, la forma di sociabilità politica più significativa nella comunità francese rifugiata, capace di riconsegnarci un'immagine meno impressionistica e più articolata del complesso agone politico atlantico. Nessuno studio sull'attività politica dei coloni sembra aver seriamente considerato queste assemblee almeno per due ragioni. Innanzitutto, la scarsità delle fonti oggi pervenute, la loro varietà materiale e la loro dispersione non sembrano aver giocato a favore di questa tipologia di documenti: disseminati tra gli archivi francesi e quelli americani, spesso rinvenibili in fondi privati o nella corrispondenza dei ministri plenipotenziari o, ancora, riportati dai coloni in forma sintetica negli articoli di giornale è pressoché impossibile recuperarne i processi verbali per intero. Inoltre, la gran parte di questo materiale è giunto grazie all'immenso lavoro di raccolta della documentazione operato dal *Comité des Colonies* nel 1794-1795 in occasione dell'Affaire des Colonies. Grazie a questa operazione, abbiamo oggi buona parte dei processi verbali delle sedute dall'estate del 1793 al dicembre del 1794; dopo questa data purtroppo, le informazioni sono sempre più rarefatte e non sappiamo nemmeno per quanto tempo e se le riunioni ebbero effettivamente luogo dopo il 1796.

Il mancato interesse sarebbe altresì da addebitare agli studi sui coloni, incentrati, come detto, o sulle questioni più sociali, oppure sull'analisi discorsiva delle loro richieste, che ha finito però per appiattirne il portato politico e ideologico a mera strategia retorica. Su questa linea si sviluppano le trattazioni della storica Jennifer Pierce, così come quella, ben più datata, dello storico Francis Childs⁴⁵⁶, la cui analisi delle sedute si è limitata alla sola dimostrazione delle divisioni tra monarchici e repubblicani in seno al mondo dei coloni rifugiati. L'attenzione alla ritualità degli incontri e delle sedute, la riflessione sulla rappresentanza e sul ruolo dei rappresentanti e dei rappresentati è invece un tassello essenziale del puzzle atlantico, base e punto di avvio per interpretare il ruolo dei coloni nell'agonia politica sotto il Direttorio e il Consolato.

« Unissez-vous donc, & reunissez-vous dans chacune des villes de l'Amérique, où vous formez autant de sections de Français de Saint-Domingue, qui seront français dans tout l'univers. Assemblez-vous donc sous l'autorisation des magistrats du pays où vous etes; nommez des députés à la Convention nationale.»⁴⁵⁷.

⁴⁵⁶ Frances Sergeant Childs, *French refugee life in the United States*, cit.; Jennifer J. Pierce, *Discourses of the dispossessed*, cit.

⁴⁵⁷ *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue, Prospectus*, n°1, p. 10.

Con queste parole, pubblicate sul «Prospectus» del *Journal des Révolutions* al quale César-Dominique Duny collaborava, il colono sollecitava nell'agosto del 1793 i suoi connazionali a riunirsi in assemblea e a nominare dei deputati da inviare alla Convenzione nazionale. L'organizzazione spontanea dei coloni nasceva da un'esigenza ben precisa: neutralizzare l'azione dei sei deputati capeggiati da Dufay eletti dopo la convocazione delle elezioni a Santo Domingo. Oltre a sconfessare le elezioni avvenute nell'isola, Duny riteneva allora necessario radunare le forze dei coloni bianchi rifugiati e mobilitarli al fine di inviare alla Convenzione dei rappresentanti incaricati di proteggere gli interessi della colonia.

La proposta ebbe un immediato successo e il 15 settembre 1793 ebbe luogo la prima *assemblée des colons réfugiés de Saint-Domingue* a Philadelphia, presso lo stabile Oellers' Hotel in Chestnut Street, seguita poi dalle riunioni nella città di Baltimora e di New York⁴⁵⁸. Mentre per queste due ultime città si trattò di assemblee provvisorie al solo scopo di delegare dei cittadini che a loro volta avrebbero partecipato alle sedute di quella generale di Philadelphia, l'Assemblea dell'allora capitale federale giocò un ruolo di vera e propria attrattività politica almeno per gli anni dal 1793 al 1798.

Originariamente, l'Oellers Hotel era la sede dell'Accademia Episcopale di Philadelphia, prima di essere venduta a James Oellers, che vi stabilì il suo hotel nel 1791. Da questo momento, lo stabile divenne albergo per visitatori e viaggiatori che volessero pernottare nella capitale: al suo interno vi erano un ristorante e diverse sale da ricevimento, che potevano venir adibite a teatri per spettacoli teatrali, a sale da ballo per serate di danza o a scranni per riunioni politiche. Per questa ragione, l'hotel divenne immediatamente il luogo prediletto delle riunioni almeno fino al 1794, quando rimase chiuso per più di un anno a causa della febbre gialla che colpì duramente la città di Philadelphia. Nonostante la crisi sanitaria e la chiusura dell'hotel, i coloni continuarono a ritrovarsi, scegliendo come sede la dimora con stamperia del colono Peter Parent in 85 Vine Street, dove si riunirono fino all'ultima seduta di cui si possiedono notizie – benché sempre più sporadiche – nel 1798⁴⁵⁹.

⁴⁵⁸ AAE, 40CP/37; «Lundi prochain du courant à neuf heures du matin, les Colons de St.-Domingue réfugiés dans cette ville, sont invités de se rendre à l'hotel de Oeller, Chesnut Street, près le jardin du Congrès, pour y deliberer sur leurs intérêts», *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint Domingue*, 27 settembre 1793, n°3, p. 7.

⁴⁵⁹ *Courrier Politique*, 13 fevrier 1794; Frances Sergeant Childs, *French refugee life in the United States*, cit., p. 104; John L. Earl, "Talleyrand in Philadelphia, 1794-1796", in *Philadelphia: The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 1967/3 (n°91), pp. 282-298; Robert Earle Graham, "The Taverns of Colonial Philadelphia", in *Philadelphia: Transactions of the American Philosophical Society*, 1953/1 (n°43), pp. 318-325.

Immagine 1.1

*Vista su Chestnut Street, Philadelphia, nel 1797*⁴⁶⁰



Come detto, l'assemblea di Philadelphia fu la più importante e la più longeva, ma non si deve dimenticare che la corrispondenza con i coloni delle altre città fu essenziale, particolarmente nella prima fase della sua attività. Infatti, per i mesi di ottobre, novembre e dicembre 1793 abbiamo testimonianza anche dei processi verbali delle sedute di New York, capeggiate dai coloni i César-Dominique Duny, Joseph Pierre de Fondeviolle e Jean Baptiste Thomas Le Breton de Villandry; e di quelle di Baltimora guidate invece da Thomas Millet, Pierre-Louis Chotard Ainé e Louis-Jean Clausson prima che questi ultimi sciogliessero l'assemblea per trasferirsi come capi gruppo e rappresentanti dei coloni in quella di Philadelphia⁴⁶¹.

Terminate le delibere nell'autunno del 1793, con le quali vennero eletti come deputati rappresentanti i coloni Duny, Fondeviolle, Millet, Chotard Ainé e Clausson, i coloni di New York e di Baltimora potevano seguire gli sviluppi dei dibattiti pubblici all'assemblea di Philadelphia tramite i quotidiani dei coloni rifugiati, particolarmente quello di Tanguy de la

⁴⁶⁰ *Ricketts Circus at the corner of Market and 12th Streets in Philadelphia in 1797*, stampa e acquerello di David J. Kennedy, 1797. Origine: David J. Kennedy Watercolors Collection, in The Historical Society of Pennsylvania. A partire da sinistra, l'immagine riporta in ordine la Court House, il Ricketts Circus e, infine proprio l'Oellers Hotel sede delle assemblee.

⁴⁶¹ AN, D/XXV/6; AN, D/XXV/69; AAE, 40CP/37. Per i resoconti di queste assemblee si veda l'annesso n°11.

Boissière, *Journal des Révolutions* e *L'Étoile Américaine*, quello di Peter Parent, *Le Courier français* e quello di Claude Parisot *La Gazette Française et Américaine*. Abbiamo già avuto modo di ricordare la presenza massiccia di coloni-giornalisti e stampatori all'interno di queste assemblee, ma sembra doveroso rimarcare questo dato alla luce delle fonti che ad oggi sono sopravvissute riguardo i loro processi verbali: questi quotidiani, infatti, pubblicizzavano il ruolo delle assemblee e ne facevano da portavoce ufficiali, riportando comunicazioni per i lettori e stimolandoli a partecipare alle sedute pubbliche⁴⁶².

L'affluenza e la partecipazione all'assemblea di Philadelphia fu molto alta: tra i firmatari delle petizioni e dei comunicati si è potuto calcolare un numero oscillante tra i 300 e i 500 coloni, dai quali ha preso avvio questo elaborato. Non tutti ricoprivano i medesimi incarichi e avevano un ruolo di primo piano, benché questo non significasse una forma ristretta di partecipazione e di diritto al voto, tutt'altro. A caratterizzare l'assemblea era, infatti, un suffragio maschile allargato a tutti i cittadini bianchi che fossero stati residenti dell'isola, senza distinzioni in base al censo o alla nascita. Non vi era nemmeno distinzione tra un elettorato attivo e passivo e le votazioni non avvenivano solamente per alzata di mano – come spesso capitava negli stessi anni nelle sezioni parigine – bensì anche secondo scrutinio, sebbene non si sia esattamente a conoscenza delle modalità materiali con le quali si svolgesse l'elezione. La testimonianza più chiara a questo proposito ci viene dal processo verbale dell'assemblea dei coloni rifugiati di New York per designare i propri commissari da inviare a Philadelphia e poi in Francia: dopo la nomina all'unanimità di due scrutatori – in questo caso Duny e Tarin – i coloni provvedevano a votare e ad inserire i nomi dei candidati in un'urna. Terminato il momento del voto, i due scrutatori si occupavano immediatamente dello spoglio, che veniva comunicato durante l'assemblea:

«Le dépouillement nous a donné ces noms si chers à nos coeurs, Larchevesque Thibaud, D'Augy, Rabotteau, Page, Brulley, Lavergne, Verneuil et Hugues actuellement en France et de Fondeviolle et Duny, de présent à New York qui tous collectivement ou individuellement réunis à nos compatriotes nommés à

⁴⁶² Si veda, ad esempio, come si apre il verbale dell'assemblea del 30 settembre 1793 a Philadelphia: «Aujourd'hui trente septembre mil sept cent quatre vingt treize, l'an second de la république française, les colons de Saint Domingue réfugiés et résidents à Philadelphie, se sont assemblés en Hotel d'Oellers, en vertu d'une convocation insérée dans le Journal des Révolutions de Saint Domingue, à l'effet de deliberer sur leurs intérêts communs». AAE, 40CP/37.

Philadelphie et dans les autres villes des États Unis sont chargés de dénoncer tous les ennemis tous les acteurs des désastres sanglant de St. Domingue»⁴⁶³.

Nel corso della prima riunione si procedette a nominare un presidente e due segretari per alzata di mano, con la conseguente scelta all'unanimità di coloni che avevano già avuto modo di distinguersi politicamente o a Santo Domingo o in Madrepatria: secondo lo schema proposto, infatti, si può notare che i presidenti e i segretari delle tre assemblee erano stati tutti deputati dell'Assemblea di Saint-Marc e, alcuni come Thomas Millet e Fondeviolle, pure *léopards* presso Parigi, militando anche nel Club Massiac e sedendo all'Assemblea nazionale.

Tabella 1.11

Presidenti e segretari delle assemblee dei coloni 1793-1798

New York	Baltimora	Philadelphia
Joyeux; Couré jeune;	Thomas Millet;	Barraut de Narcay; Chotard Ainé;
Desroches; Duny; Tarin;	Claussion;	Tanguy de la Boissière; Claussion;
Fondeviolle; Le Breton de	Chotard Ainé	Marie; Parran; Forestier; Simonot;
Villandry; Tanguy de la		Dumontellier;
Boissière		

Una volta nominati, i presidenti e i segretari facevano giuramento sulla costituzione francese della loro fedeltà alla Francia; il giuramento era richiesto ogni volta che un colono venisse investito di un nuovo incarico all'interno dell'assemblea. In genere, veniva stilato un ordine del giorno, proprio come nelle sedute all'assemblea legislativa francese: di questo compito erano incaricati i segretari, che passavano il documento al presidente che avrebbe provveduto a comunicarlo a tutti i presenti. Dopo il discorso di apertura del presidente, i coloni che avevano chiesto la parola i giorni precedenti potevano tenere i propri discorsi che, se seguiti dalla pubblica acclamazione, venivano poi ristampati nei giornali⁴⁶⁴.

⁴⁶³ AN, D/XXV/80, dossier n°1, *Procès verbal de la Nomination des Commissaires chargés de présenter à la Législature française et à tous les Républicains Français les représentants et les protestations des Colons Blancs de Saint Domingue bannis déportés expatriés et réfugiés à New York dans les États Unis de l'Amérique*.

⁴⁶⁴ È il caso, per esempio, del discorso di Claussion alla seduta di apertura della riunione, riportato dal *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue*, 4 ottobre 1793, N°6, p. 22: «les deux pièces suivantes nous ont été adressées pour être insérées dans notre journal. Nous croyons devoir les rendre publique: elles intéressent les colons réfugiés; c'est un motif suffisant pour nous déterminer à les publier, quoiqu'il y en ait une un peu longue».

Su proposta di Clausson alla seduta del 30 ottobre 1793, l'assemblea nominò quattro rappresentanti per provincia – secondo la divisione di Santo Domingo – che, incaricati dei loro poteri direttamente dai coloni riuniti in assemblea, potevano trattare tutte le questioni ritenute di necessità pubblica per i francesi, difendere i loro interessi alla Convenzione nazionale e interloquire con l'ambasciatore francese negli Stati Uniti. Secondo Clausson, deliberare sulla nomina di quattro rappresentanti non significava escludere i coloni dalla partecipazione pubblica e inseguire gli interessi particolari di una sola parte, bensì semplicemente ridurre l'affollamento della sala ed evitare che tutti i cittadini si sentissero obbligati a partecipare giornalmente alle sedute. Ovviamente, i rappresentanti erano comunque tenuti a convocare l'assemblea generale almeno una volta alla settimana e a rendere così pubblico il proprio lavoro per l'interesse della Francia e della colonia⁴⁶⁵.

I quattro rappresentanti si incontravano giornalmente, come provano i verbali delle loro sedute e il ritmo dei proclami e dei comunicati inviati alle altre assemblee corrispondenti e alle autorità francesi e americane. La frequenza delle riunioni generali era, come detto, di una volta alla settimana; quella delle riunioni ristrette dei soli rappresentanti invece era pressoché quotidiana, ad esclusione della domenica. Ad ogni incontro settimanale, l'Assemblea generale si impegnava a votare l'ordine del giorno proposto dai segretari, nel quale vi apparivano anche gli obiettivi a breve e lungo termine di cui si facevano carico i quattro rappresentanti. Così, oltre a venir informati di quanto era stato fatto o richiesto dai loro rappresentanti, i coloni avevano modo di statuire ogni settimana su quanto vi fosse da fare e potevano influire sulle scelte da prendere nelle situazioni di emergenza.

Per esempio, sempre nella prima seduta, i rappresentanti erano tenuti a seguire tre punti chiave di un programma di breve e di lungo termine: 1) l'elezione di sei commissari per la redazione di una *Dénoncation et protestation contre les actes des commissaires civils*: Hugues, Durand, Tanguy de la Boissière, Renault, Chotard aîné e Barrault de Narcay; 2) i sei commissari avrebbero poi dovuto stilare anche i limiti dei poteri e le istruzioni da affidare ai futuri coloni deputati da inviare in Francia, da scegliere con elezione e scrutinio solo dopo aver messo a punto il suddetto programma; 3) discutere e argomentare il progetto riguardante il «régime intérieur à concéder à la colonie» da votare in seduta plenaria; 4) discutere e presentare i modi più efficaci e più veloci per facilitare il rientro dei coloni rifugiati a Santo Domingo e per procurare loro i soccorsi necessari nell'attesa di poter rientrare in possesso delle loro proprietà⁴⁶⁶.

⁴⁶⁵ Si veda annesso n°11 sul discorso di Clausson riportato sul *Journal des Révolutions*, pp. 23-26.

⁴⁶⁶ AAE, 40CP/37, foll. 28-30, Extrait des pièces des déportés aux États Unis de l'Assemblée des colons français réfugiés et résidents à Philadelphie.

Alla fine della prima seduta, peraltro, i coloni si impegnavano significativamente a provare l'attaccamento alla Madrepatria incaricando i rappresentanti di prendere contatto con le autorità americane e francesi per notificare l'esistenza dell'assemblea e la sua ragion d'essere sperando nel loro patrocinio: «expédition sera adressée officiellement par son président, au Président des États-Unis, au citoyen Genet ministre plénipotentiaire, aux maire Mathieu Clarkson et magistrats de Philadelphie»⁴⁶⁷.

I contatti con le autorità americane erano di diverse tipologie: innanzitutto, il luogo delle riunioni era stato suggerito dal sindaco di Philadelphia Mathieu Clarkson, che i coloni avevano contattato tramite Moreau de Saint-Mery, Clausson e Senac. Inoltre, il presidente e i segretari dell'assemblea presero immediatamente contatto con le società di beneficenza per soccorrere i coloni rifugiati in difficoltà, soprattutto tramite i contatti preferenziali con Stephen Girard, che dirigeva la *Société de Bienfaisance* di Philadelphia. Inoltre, non di rado i coloni avevano l'occasione di appellarsi direttamente ad alcune figure del governo americano, particolarmente a Thomas Jefferson e Alexander Hamilton.

Nella loro ricerca di legittimità politica però, un ruolo determinante fu ricoperto da Edmond Genet, che rifiutò ai coloni il riconoscimento delle assemblee quali legittimi interlocutori e rappresentanti della volontà di una parte della Repubblica. Così, per il tramite del presidente Barrault de Narcay, si cercò in più occasioni l'avvallo di Genet e tutti i testi scritti prodotti dall'assemblea dei coloni vennero inviati al bureau del ministro plenipotenziario sperando che questi ne appoggiasse le richieste, anticipando e favorendo così le possibili reazioni positive in Francia. Infatti, l'accoglienza del ministro Genet alle proprie richieste significava prepararne il terreno per la buona accoglienza presso la Convenzione nazionale e, soprattutto, garantiva il riconoscimento delle proprie pretese e dei propri rappresentanti da una autorità esecutiva della Francia all'estero e, implicitamente, dalla Francia stessa. Per esempio, il documento redatto – su cui torneremo a breve – dai sei commissari incaricati in occasione della prima seduta, che vedrà la luce con il titolo di *Représentations, Pouvoirs et Protestations des colons de Saint Domingue réfugiés dans le Continent américain contre les attentats commis sur cette partie de l'Empire français*⁴⁶⁸, venne inviato sia ai coloni delle assemblee di Baltimora

⁴⁶⁷ *Ivi*, fol. 30.

⁴⁶⁸ AN, D/XXV/69, *Représentations Pouvoirs et Protéstations des Colons de Saint Domingue, réfugiés dans le Continent américain Contre les attentats commis sur cette partie de l'Empire français*. Le copie di questo documento sono diverse: oltre a quella contenuta nel fondo D/XXV, ve ne è una in AAE, 40CP/37, un'altra con le firme di tutti i quasi 400 coloni partecipanti alla seduta in ANOM, COL CC9 A 9 e, infine, ne esiste anche una versione a stampa *Protestations des Colons patriotes de Saint-Domingue, réfugiés à Philadelphie*, Philadelphie, Peter Parent, 1794, poi pubblicato anche sul *Courrier français* e sul *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint Domingue*. Si veda annesso n°11. Inoltre, il testo venne letto dai coloni eletti come rappresentanti dall'assemblea a Philadelphia presso la Convenzione nazionale e, per finire, fu la base di un altro testo scritto da uno di loro, Pierre-François Page a nome di tutti i coloni rifugiati negli Usa: Pierre-François Page, *Conspirations*,

e New York, sia al ministro Edmond Genet sperando nell'approvazione del testo. Significativamente, Genet attese diverse settimane prima di rispondere ai coloni con la lettera del 2 novembre 1793 da New York, nella quale replicava punto per punto al testo dei coloni e negava loro le richieste, sostenendo che alla luce dell'occupazione inglese di Jérémie e Mole Saint Nicolas il minimo che questi potessero fare era sconfessare il collaborazionismo dei due comuni con il nemico e ritirare la pretesa di rappresentare la colonia quando ad adempiere a questo ruolo vi erano già sei deputati eletti legalmente⁴⁶⁹.

Rifiutando di riconoscere i coloni eletti come rappresentanti da inviare in Francia, Genet segnava una linea di demarcazione tra la legalità delle elezioni convocate da Sonthonax e Polverel e quelle dei coloni rifugiati. Rafforzando la sua posizione, egli agì di conseguenza in tutte le questioni che richiedevano un rapporto diretto fra l'ambasciatore e i coloni, a partire dalle spese di viaggio per inviare i rappresentanti dei coloni bianchi in Francia. Questi ultimi, in effetti, pretendevano che Genet riservasse un uguale trattamento a entrambe le fazioni: pagando le spese a tutti i deputati, il ministro avrebbe agito secondo il principio dell'equa rappresentanza di tutte le componenti e delegato alla Madrepatria il compito di dirimere la controversia e decidere il da farsi. Il tassativo diniego fu ragione dell'allontanamento definitivo dei coloni dalle posizioni di Genet, che valsero, al contrario, un avvicinamento e una difesa del governo americano davanti all'affaire Genet e un rinsaldamento delle fila nel fronte coloniale, vedendo schierati contro l'autorità repubblicana negli Stati Uniti sia i coloni apertamente controrivoluzionari come Gatereau sia quelli che si definivano *patriotes* che militavano nelle assemblee⁴⁷⁰.

Non sembra superfluo ricordare inoltre che all'allentamento dei rapporti con il ministro plenipotenziario e i consoli, corrispose invece ad un incremento di quelli con i coloni già a Parigi, nominati ufficialmente rappresentanti dopo gli scrutini dell'ottobre 1793⁴⁷¹. Di media, i coloni rifugiati negli Stati Uniti inviavano dei rapporti ai loro rappresentanti a Parigi ogni dieci giorni, descrivendo loro la situazione politica e militare nei Caraibi e negli Stati Uniti e orientando gli obiettivi da raggiungere premendo sui deputati della Convenzione nazionale. Inoltre, nel 1794 a questi coloni si aggiunsero quelli degli Stati Uniti votati dalle assemblee –

trahisons et calomnies dévoilées et dénoncées par plus de dix mille Français réfugiés au continent de l'Amérique, Paris, Fotrouge, [1794].

⁴⁶⁹ AN; D/XXV/69, *Correspondance entre les Colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie et le Citoyen Genet Ministre plénipotentiaire de la République près les États-Unis*.

⁴⁷⁰ Ancora una volta, si rimanda all'annesso n°11 per quanto riguarda il dibattito completo tra Genet e i coloni su questo tema. Le lettere del presidente Barrault de Narcay e dei due segretari dell'assemblea di Philadelphia Chotard aîné e Clausson al ministro Genet vennero inoltre pubblicate sull'*American Star / L'Étoile Américaine*, 8 febbraio 1794, n°4, p. 32 e 15 febbraio 1794, n°7, p. 58.

⁴⁷¹ L'Archevesque Thibaud, Daugy, Rabateau, Lavergne, Brulley, Page.

Claussion, Duny, Chotard Ainé, Fondeviolle, Le Breton de Villandry e Millet – con il mandato esplicito di aggiornare i coloni già in Francia sulla condizione dei rifugiati. Uno degli incarichi di cui le assemblee li investirono fu, ovviamente, la pressione sui deputati della Convenzione nazionale, al fine di perseguire i propri scopi politici. Numerosi furono i contatti presi con i deputati del centro e, grazie alla politica anti-girondina dei coloni, della montagna – come mostra la corrispondenza di Brulley e L’Archevesque Thibaud con Benoît Gouly e Jean-Jacques Serres⁴⁷². A loro volta, i coloni rappresentanti a Parigi si riunivano formalmente in assemblea e redigevano i processi verbali delle sedute nelle quali prendevano le decisioni, da inviare poi ai coloni negli Stati Uniti come prova del loro operato⁴⁷³.

La comunicazione tra i rappresentanti dei coloni e questi ultimi avveniva per via formale e informale: i processi verbali delle sedute, le petizioni lette alla Convenzione e i comunicati venivano firmati dal presidente e dai segretari della riunione e inviati con sigillo come un documento ufficiale e parte di un sistema di riconosciuta legittimità rappresentativa. Dall’altra parte però, non di rado si trovano documenti informali, come la corrispondenza tra privati e le bozze preparatorie degli interventi scritti e corretti a più mani. È difficile valutare l’entità della collaborazione informale tra i coloni, perché ad oggi sono rimaste poche lettere, qualche commento e rari manoscritti delle stesure dei testi con grafie differenti: tracce certo, di un lavoro sotterraneo, meticoloso e intenso di cui però è molto difficile delineare i contorni.

«Répresentations, pouvoirs et protéstations»

L’origine della parola *assemblea* rinvia all’etimologia di questa nozione nata dall’accezione latina *assimulare*, che significa testualmente “mettere assieme, assemblare”. Ma l’assemblea è più che una riunione, un assembramento: si tratta di una comunità che delibera, vota le leggi e definisce, malgrado le divisioni della società, una prospettiva comune; insomma, le assemblee possono essere considerate come un incontro e una *mise en place* del dialogo tra governati e

⁴⁷² Claude Wanquet, “Un Jacobin esclavagiste, Benoît Gouly”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1993 (n°293-294), pp. 445-468; Claude Wanquet, “Le débat entre abolitionnistes et antiabolitionnistes en France de 1794 à 1802”, in Marie-Christine Rochmann (dir.), *Esclavage et abolitions*, Paris, Karthala, 2000, pp. 233-255; AN, D/XXV/69, foll. 45-50.

⁴⁷³ Si veda, per esempio, il processo verbale della seduta del 9 marzo 1793: «Les citoyens colons réunis sur l’invitation des Commissaires de St. Domingue, après avoir remplis les formalités d’usage envers les autorités constituées, pour délibérer sur les Décrets émis par la Convention Nationale dans ses séances des cinq et six mars, relativement aux colonies, ont nommé pour Président et secrétaire les citoyens Page et LeGrand. Lecture faite de ces Décrets, et d’un projet de pétition y relatif, après mure délibération, il a été arrêté que les citoyens colons se rendraient demain dix de courant, dix heures du matin, à la barre de la Convention Nationale, conformément à l’ajournement fixé par la Convention, sur la demande des citoyens Page et Brulley, à la date du Sept du Courant et que leur pétition sera lue par le citoyen Brulley». AN, D/XXV/69, foll. 27-28.

governanti⁴⁷⁴. A partire dall'immagine presentata da Thomas Hobbes, che vedeva nello stato un corpo politico costituito da «une multitude d'hommes, unis en une seule personne par un pouvoir commun, pour leur paix, leur défense et leur profit communs»⁴⁷⁵, si può considerare l'assemblea come un corpo politico in costruzione, o comunque come un elemento essenziale del corpo politico secondo il senso attribuitogli dalla filosofia inglese. Considerare le assemblee come un corpo politico implica necessariamente di interessarsi alla loro composizione, al loro regolamento interno e al loro funzionamento. A ben vedere, le assemblee costituiscono uno specchio delle società che dirigono, sia a livello locale che generale.

Dall'Antichità, la pratica diretta del potere tramite i cittadini riuniti in assemblea non escludeva l'esistenza di altre assemblee i cui membri potevano essere estratti a sorte, eletti o cooptati al fine di delegare loro un potere. Queste assemblee rappresentative si esprimevano, agivano e prendevano le decisioni in nome di un insieme politico per la ricerca del cosiddetto bene comune. La rappresentatività delle assemblee è stata il cuore delle dinamiche della fine dell'età moderna, che vide l'emergere del dibattito circa un nuovo sistema politico che si voleva rappresentativo. A partire dalle riflessioni dei filosofi dei Lumi attorno alla nozione di sovranità – il caso più celebre è quello di Jean-Jacques Rousseau nel *Contratto sociale* – la questione della rappresentanza divenne esplosiva quando, dopo la Guerra dei Sette Anni, questa si legò strettamente alla questione delle imposte e del consenso.

Insomma, l'età moderna è, nel quadro della storia transnazionale, l'età della normatività e della regolamentazione delle assemblee: conseguenze dei movimenti rivoluzionari, esse perdono il carattere di volontà espressa del principe, per affermarsi quali principio ed espressione della sovranità popolare. I regolamenti interiori che ne organizzavano il funzionamento si perfezionano e le assemblee diventano piano piano costitutive di un potere indipendente a quello del sovrano, ovvero un potere legislativo a lui svincolato⁴⁷⁶. Questa affermazione delle assemblee fu resa possibile grazie all'autonomia guadagnata dai loro membri, consentita dallo sviluppo del mandato rappresentativo a detrimento di quello imperativo. In effetti, furono i poteri non limitati e la mancanza di un mandato vincolante che permise ai deputati degli Stati Generali di proclamarsi Assemblea nazionale costituente, avviando la Francia al processo rivoluzionario. Le differenti assemblee create a partire dalla Rivoluzione del 1789, che si trattasse dell'Assemblea nazionale, di quella Legislativa, della Convenzione o ancora dei due Consigli del Direttorio, iniziarono un processo di ricerca di

⁴⁷⁴ Séverine Antunes, Daniel Cardoso, Olivier Robert, “Les assemblées: compositions, débats, rôles politiques”, in *Hypothèses*, 2023/1 (n°24), pp. 243-252.

⁴⁷⁵ Thomas Hobbes, *Leviathan*, trad. F. Tricaud, Paris, Sirey, 1971.

⁴⁷⁶ Bernard Cottret, *La Révolution anglaise, une rébellion britannique (1603-1688)*, Paris, Tempus, 2018.

equilibrio e di bilanciamento dei poteri istituzionali, traducendosi molto spesso in uno scontro aperto tra il potere esecutivo e quello legislativo.

Abbiamo già visto come, per gli anni 1789-1793, anche Santo Domingo giocò un ruolo importante nella definizione dei poteri esecutivo e legislativo, soprattutto nei mesi dello scontro tra l'Assemblea nazionale – e più particolarmente il *Comité des Colonies* – e l'Assemblea di Saint Marc costituitasi autonomamente nell'isola⁴⁷⁷. Delineando le carriere dei coloni che parteciparono alle *assemblées des colons réfugiés* nel primo paragrafo di questo capitolo si è cercato di far emergere la confidenza che i coloni svilupparono per la pratica politica delle assemblee come strumenti di rappresentanza della sovranità popolare. Del resto, la stessa scelta di denominare *assemblee* le loro riunioni non fu casuale e data la linea di continuità con la vicenda rivoluzionaria francese e antillense che l'appellativo evocava, nessuno dei partecipanti discusse l'utilizzo di questa espressione, ritenuta legittima e legale⁴⁷⁸.

Come detto, dal punto di vista storico, il principio di autonomia parlamentare è di interesse capitale, perché in esso risiedette precisamente la prima misura rivoluzionaria presa dall'Assemblea e anche la ragione dello scontro tra questa e quella di Saint-Marc. Eredi di questa tradizione, anche i coloni a Philadelphia avocarono a sé l'*autonomie réglementaire* interna dell'assemblea dei coloni, proclamandosi fedeli alla linea tracciata dalla Costituzione del 1793 rispetto alla convocazione delle assemblee elettorali, ma svincolandosene di fatto ancor prima che la carta venisse sospesa con il decreto del 10 ottobre 1793⁴⁷⁹. Che le volontà degli animatori dell'assemblea di Philadelphia andassero in tal senso sembrerebbe provato dalle prime minute depositate presso “l'archivio dell'Assemblea dei Coloni di Santo Domingo rifugiati a Philadelphia”: Barrault de Narcay e Chotard Ainé, chiedendo al sindaco di Philadelphia l'autorizzazione a riunirsi in assemblea, giustificavano la convocazione come necessaria, dato che «Saint Domingue n'a[vait] plus de représentation légale, puisque ses habitants sont [étaient] presque tous expatriés et sans représentants»⁴⁸⁰.

⁴⁷⁷ Manuel Covo, “Le Comité des colonies. Une institution au service de la «famille coloniale»?”, cit.

⁴⁷⁸ Sulla discussione a proposito del termine “assemblea” nel 1789 si veda André Castaldo, *Les méthodes de travail de la Constituante. Les techniques délibératives de l'Assemblée Nationale, 1789-1791*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989, pp. 22-25.

⁴⁷⁹ Sul concetto di autonomia parlamentare si veda André Castaldo, *Les méthodes de travail de la Constituante*, cit., pp. 33. Sulla fedeltà alla Costituzione repubblicana del 1793 si veda l'incipit del documento *Représentations Pouvoirs et Protéstations*, cit.: «À la Législature française et à tous les français. Les Colons de Saint Domingue réfugiés dans le Continent américain réunis et assemblés dans le lieu ordinaire de leur séance après avoir médités sérieusement les causes de leur malheur commun, entendu lecture de la Constitution de la République française décrétée par la Convention Nationale et présentée aux assemblées primaires pour ratification; après avoir jurés de rester unis à l'Empire français sous la réserve des Droits naturels à tous les peuples et résultants des articles 1er et 26 de cette même Constitution». AN, D/XXV/69, fol. 92.

⁴⁸⁰ *Ivi*, fol. 89.

Proprio al precedente di Saint Marc era dovuta anche la prudenza verso altre forme di autonomismo e sebbene i coloni in assemblea avessero il diritto di discutere e di stabilire le misure da seguire nei confronti della Madrepatria e dei suoi rappresentanti, questi prendevano le distanze da ogni interpretazione troppo estensiva dell'autonomia regolamentare, soprattutto per quanto riguardava la capacità legislativa ed esecutiva. Ribadendo la necessità di rimanere fedeli alla Costituzione francese, il segretario Clausson ricordava inoltre che per tale ragione l'assemblea non era «ni convention ni legislative. Elle ne fait [faisait] ni lois ni arrêtés, et encore moins en propose-t-elle l'exécution. Elle ne ressemble [rassemblait] donc pas à celle qu'on accuse d'avoir causé la ruine de Saint-Domingue [l'assemblea di Saint Marc]»⁴⁸¹.

L'esperienza di Saint Marc però non veniva rifiutata *tout-court* e ne venivano rivendicati due punti centrali: l'autonomia di deliberare sullo statuto interno dell'assemblea e la possibilità di resistere all'oppressore. Quest'ultimo punto, benché avesse il suo fondamento giuridico nell'articolo 33 della Costituzione del 1793 – «la résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme» – e poi nel 34 e 35 riguardanti il diritto all'insurrezione⁴⁸², rimaneva fortemente ancorato a quanto rivendicato dall'Assemblea di Saint Marc, giustificando così la posizione e le scelte politiche passate dei coloni che ora si trovavano a Philadelphia. L'Assemblea di Saint Marc, resistendo alle imposizioni del governatore coalizzato con l'Assemblea della Provincia Nord e i neri liberi, aveva tentato di arginare la tirannia di questi ultimi e soprattutto di frenarne gli abusi che avrebbero accelerato il rovesciamento del sistema coloniale:

«En 1790, l'assemblée de Saint Marc avait senti que ce système tout destructeur qu'il devait être, serait présenté à la nation française sous les décors de la bienfaisance que l'enthousiasme des français ne leur permettrait pas de découvrir la source empoisonnée de ce nouveau système, la nature du funeste présent que lui faisait le ministre de l'Europe, le plus ennemi de la France. Aussi cette assemblée avait elle rédigée les bases constitutionnelles de Saint Domingue, dans l'intention de conserver les îles à sucre, à la France, dans l'intention en régénérant cette colonie, d'y perpétuer les sources de la splendeur et des richesses nationales, dans l'intention d'en éloigner toutes les factions européennes, les commotions et les convulsions funestes qui se sont enfin terminées par le renversement du système

⁴⁸¹ *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue*, 4 ottobre 1793, n°6, p. 25.

⁴⁸² Sophie Wahnich, "Résistance à l'oppression et devoir d'insurrection pendant la Révolution française", in Jean-Claude Zancarini, *Le Droit de résistance. XIIIe-XXe siècle*, Lyon, ENS Éditions, 2021, pp. 247-264.

Colonial et l'incendie du principal, du plus riche entrepôt du commerce national dans les Antilles»⁴⁸³.

L'autonomismo dell'Assemblea, così come la sua proposta costituzionale che tanto le era costata, erano lette alla luce del diritto di resistenza all'oppressione come reazione agli abusi del potere esecutivo, nonché come unica risorsa per salvare la colonia e renderla una possessione di cui la Francia avrebbe continuato a beneficiare. Il recupero di questa dimensione autonomistica di Saint Marc come reazione all'oppressione era allora funzionale ad ampliare il loro discorso alla questione della libertà. La difesa della libertà dell'isola dall'ingerenza della Madrepatria e la necessità di definire costituzionalmente i limiti del legame tra la Francia e i suoi possedimenti coloniali erano state centrali negli anni 1789-1790 e cuore delle preoccupazioni dell'Assemblea di Saint Marc. I *patrioti* dell'Assemblea, trovandosi in una posizione di forza che solo l'appoggio ai principi rivoluzionari aveva loro permesso, avevano colto l'occasione per mettere in discussione la figura del governatore, per rimodulare i vincoli commerciali imposti dall'*exclusif* coloniale e, soprattutto, per ribadire l'esclusione dei neri dall'accesso ai diritti politici che la Madrepatria sembrava loro voler riconoscere.

Questo programma di difesa dei valori sociali tradizionali e di rottura dei vincoli politico-economici precedenti veniva inserito nel quadro di un'accurata narrazione storica di riscoperta della libertà della colonia e di quella dei suoi abitanti come elemento preesistente e caratterizzante la sua stessa essenza. Discutendo le origini dei possedimenti coloniali, il rappresentante dei coloni Brulley, in un discorso all'assemblea, rimarcava l'assenza di un titolo di proprietà – *titre de possession* – di Santo Domingo da parte della Francia: a differenza delle ex-tredici colonie che componevano gli Stati Uniti – i cui stati erano appartenuti alla Gran Bretagna tramite chiari contratti di possessione – la colonia francese aveva «spontaneamente accordato una preferenza ai francesi per il commercio e la protezione». Questa *preferenza spontanea* era a garanzia di un patto sociale tra la Francia e Santo Domingo per il quale alla ricchezza e alla potenza commerciale che la Francia traeva, corrispondeva altresì la garanzia della sicurezza dell'isola e il godimento di un'ampia autonomia negli affari interni. L'accordo spontaneo allora, non basato sulla forza militare bensì sulla pace che solo il commercio sapeva garantire, prevedeva il consenso dei coloni «liberamente e legalmente espresso» ogni qualvolta che la Francia sentisse la necessità di statuire sul proprio sistema coloniale. L'idea non era certo nuova e si ispirava particolarmente al modello americano, che rivendicava un ruolo di rappresentanza dei propri interessi all'interno del potere legislativo della Madrepatria e che

⁴⁸³ AN, D/XXV/69, foll. 46-47.

presupponeva una differenziazione tra la gestione degli affari interni e degli affari esteri della colonia secondo una logica di totale autonomia dalle ingerenze del potere negli affari interni – o, se non altro, di condivisione e di discussione di questo potere – e di delega pressoché totale per quanto riguardasse la politica estera e le politiche di carattere economico-commerciale⁴⁸⁴.

La popolazione bianca di Santo Domingo allora, sottoscrivendo volontariamente e spontaneamente una preferenza per la Francia, era autorizzata a reclamare la sua libertà e a difenderla ogni qualvolta il patto non venisse rispettato. Non solo, l'esclusione dei cittadini di Santo Domingo dal potere legislativo una volta che il popolo sovrano si era riconosciuto nell'Assemblea nazionale costituente del 1789 era sembrato un attacco frontale alla preesistente libertà dei coloni. Adottando la concezione dell'*individu-citoyen*⁴⁸⁵ che aveva preso forza in Francia nei primi mesi della Rivoluzione, anche a Santo Domingo vennero immediatamente proclamate le elezioni per ogni parrocchia al fine di votare i deputati che avrebbero seduto all'Assemblea di Saint-Marc. L'assenza di vincoli feudali sul modello europeo e il relativo peso della nobiltà come titolo che garantisse la supremazia nell'isola, avevano agevolato il processo di democratizzazione bianca della società coloniale⁴⁸⁶ e permesso la concessione del suffragio a tutti i maschi bianchi dell'isola, senza divisioni tra cittadini attivi e passivi e senza alcuna discussione sul marco d'argento come criterio per l'elettività⁴⁸⁷. Tuttavia, questa universalizzazione del concetto di cittadinanza e il suo imperativo d'integrazione di tutti gli individui nel corpo sociale che esprimeva, si scontrava con il pregiudizio del colore, per il quale

⁴⁸⁴ AN, D/XXV/69, *A.J. Brulley au Citoyen Charles Villette, membre de la Convention Nationale*, 3 febbraio 1793: «Sans doute, citoyen, vous n'êtes pas du nombre de ceux qui avancent que le droit des peuples, est la mesure de leurs forces. Tout homme ferme ou honnête connaît la réponse, et les conséquences d'un aussi faux principe. Ceux qui dérivent de la saine raison et de la justice doivent seuls diriger les hommes polies et éclairés. Or, il en est un de ces principes qui dit, nulle possession sans titre, faisons l'application. La France a-t-elle conquis St. Domingue? La France a-t-elle acheté St. Domingue? Est-il quelque charte qui prouve que St. Domingue s'est donné à la France? Composée d'individus de diverses nations d'Europe, la première peuplade de cette colonie, n'a-t-elle pas donné spontanément la préférence aux français, pour le commerce et la protection? Cette préférence spontanée est-elle un titre, qui autorise les représentants du peuple français à prononcer sur le sort de St. Domingue? Parce que le riche commerce de ce Pays a fait prospérer la France; parce qu'elle l'a protégée jusqu'à ce jour; la nation française, sans le consentement des colons librement et légalement exprimé, a-t-elle le droit de statuer sur le Régime et l'existence des Etablissement de St. Domingue?». Su questi temi, piuttosto dibattuti già nell'Antico Regime, si veda Paul Cheney, *Revolutionary Commerce. Globalization and the French Monarchy*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

⁴⁸⁵ Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 32-44.

⁴⁸⁶ Charles Frostin, *Les révoltes blanches à Saint-Domingue*, cit.

⁴⁸⁷ Un punto, questo, che i coloni non mancarono di ribadire ai deputati dell'Assemblea Legislativa e della Convenzione Nazionale. I discorsi del portavoce dei *léopardins* Valentin de Cullion andarono spesso in questa direzione, così come quelli del suo collaboratore e deputato *léopardin* di Saint Marc Batilliot, che nel suo *L'Antibrissot* scriveva: «Il est assez plaisant que nos prédicants philanthropes, qui veulent passer pour des démocrates, laissent tomber leur masque aristocratique au point d'adopter cette folle dénomination de *petits blancs*, imaginée par des aristocrates encore plus bêtes qu'eux. Leur stupidité les empêche d'apercevoir l'insulte grossière qu'ils font à la majesté de la nation française, dont les dix-neuf vingtièmes sont des petits blancs à leur compte. Ils oublient que l'infâme décret du marc d'argent, dont on a si sagement purgé la constitution, n'avait pour objet que d'établir cette même distinction de petits & de grands blancs», [Batilliot], *L'Anti-Brissot*, cit., pp. 10-11.

tutta una porzione di popolazione coloniale pareva ancora culturalmente, socialmente e, soprattutto, *naturalmente* lontana e difficilmente integrabile alla comunità degli uguali. Anzi, come avremo modo di approfondire, il movimento di uguaglianza messo in moto dalla Rivoluzione aveva condotto a non accettare altre differenze tra gli individui che non fossero riconosciute come puramente naturali, sovrapponendo così la sfera del politico e quella del sociale e facendo sì che la prima assorbisse completamente la seconda. In questo modo, l'esclusione dei neri e dei mulatti liberi si costruiva ideologicamente sulla minimizzazione del potenziale espresso dalla *Dichiarazione dei Diritti dell'Uomo e del Cittadino* e su presunte differenze che la natura esprimeva e di cui la società – e dunque la politica – dovevano essere lo specchio⁴⁸⁸.

Per questa ragione, più che sulla distinzione tra *actif* e *passif*, tra *nombre* et *raison*⁴⁸⁹, tra cittadini proprietari e non proprietari, l'esclusione si basava sulla distinzione tra bianchi e neri/mulatti, indipendentemente che fossero liberi o schiavi. Prima del decreto abolizionista, infatti, a preoccupare i coloni non era stata la discussione dello statuto civile degli schiavi, bensì di quello politico dei neri e dei mulatti liberi, il cui adeguamento a quello dei bianchi rischiava di minacciare gli equilibri sociali dell'isola e quella fetta di popolazione bianca che, come unico appiglio di distinzione, poteva reclamare il colore della pelle.

Sull'esclusione dei mulatti e neri liberi si fondava anche la partecipazione all'Assemblea di Philadelphia, nella quale il riferimento ai soli *colons blancs* in occasione di ogni seduta finiva così per costituirne il tacito – ma non troppo – fondamento giuridico. Anzi, la formale apertura a tutti gli abitanti della colonia e le sedute pubbliche a porte aperte all'Hotel Oellers erano il pretesto per poter giustificare la mancata partecipazione dei neri liberi in esilio negli Stati Uniti come un'ammissione da parte loro di disinteresse per il futuro della colonia e di accettata e dichiarata esclusione dalla *cit  coloniale*. Così, il paradosso di una assemblea in cui ogni discorso era rivolto ai coloni bianchi, ma che formalmente invitava “*tous les couleurs*” ad unirsi, discolpava il pregiudizio dei coloni bianchi e legittimava il discorso esclusivista verso i neri e la loro incapacità alla cittadinanza e al sentirsi francesi e parte della nazione. In un comunicato alla Convenzione Nazionale, l'assemblea dei coloni scherniva l'assenza dei neri e con tono ironico rispondeva alle parole di Brissot riguardo la fedeltà degli uomini di colore alla

⁴⁸⁸ Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen*, cit.; Florence Gauthier, *L'aristocratie de l'épiderme. Le combat de la Société des Citoyens de Couleur 1789-1791*, Paris, CNRS Éditions, 2007, pp. 226-230; Frédéric Régent, *La France et ses esclaves. De la colonisation aux abolitions (1620-1848)*, Paris, Grasset, 2007, pp. 194-195; Frédéric Régent, “Préjugé de couleur, esclavage et citoyennetés dans les colonies françaises (1789-1848)”, in *La Révolution française*, 2015 (n°9); Andrew S. Curran, *L'Anatomie de la noirceur – Science et esclavage à l'âge des Lumières*, trad. Patrick Graille, Paris, Classiques Garnier, 2017.

⁴⁸⁹ Patrice Gueniffey, *Le Nombre et la Raison. La Révolution française et les élections*, Paris, Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales, 1993; Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen*, cit., p. 117 e seguenti.

causa francese in quanto gli unici legati indissolubilmente a Santo Domingo come unica patria. Slegare la società dal principio di territorialità e, in un certo senso, dallo *ius soli*, forniva una risposta alle idee di Brissot e della sua *Société des Amis des Noirs* e ribadiva nel frattempo il criterio sul quale si costruisse il campo del sociale e, di conseguenza, quello del politico per prendere le decisioni più opportune in difesa dell'isola. Tuttavia, i coloni non avevano disdegnato le accuse alla Madrepatria di non conoscere le gerarchie sociali della colonia per via della lontananza e, dunque, di prendere decisioni avventate nei suoi riguardi. Anzi, rivendicando il diritto ad essere ammessi agli Stati Generali e poi all'Assemblea Nazionale e alla Legislativa, essi avevano in un certo senso legato le loro ragioni alla territorialità, ma senza che questa scomodasse l'ordine naturale e i criteri sui quali la società coloniale si fondasse. Diverso era il discorso quando si trattava di discutere i termini della società e i criteri sui quali andasse articolata: il territorio, la natività e lo *ius soli* venivano allora meno e si prospettava una divisione di carattere naturale ed evidente come quella del colore della pelle⁴⁹⁰.

Inoltre, il rifiuto della prospettiva territoriale era diventato particolarmente funzionale negli anni 1793-1799 per giustificare l'esistenza delle assemblee dei coloni negli Stati Uniti e il loro diritto ad eleggere dei rappresentanti. Il colono Duny lo spiegava chiaramente:

«Ce n'est pas le territoire qui fait la société, ce sont les hommes qui la composent. Vous êtes tous chassés de Saint-Domingue, vous êtes tous ici: qu'importe donc le point du globe que vous habitez, les Français de Saint-Domingue n'en sont pas moins là où vous êtes. [...] Unissez-vous donc, & reunissez-vous dans chacune des villes de l'Amérique, où vous formez autant de sections de Français de Saint-Domingue, qui seront français dans tout l'univers»⁴⁹¹.

Così, il criterio politico veniva delegato a quello sociale di predominanza di un "colore di pelle" sull'altro: in questa fase di pregiudizio del colore non ancora strutturatosi pienamente attorno a quello scientifico della razza, il predominio politico poneva però le sue radici su quello sociale, basato non sul carattere territoriale o *capacitaire*, bensì basato su presunti caratteri di ordine naturale, che anticipano la presunta scientificità della divisione in razze che si sarebbe sviluppata di lì a qualche anno.

⁴⁹⁰ Sul concetto di cittadinanza durante la Rivoluzione francese si vedano: Sophie Wahnich, *L'impossible citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1997; Raymonde Monnier (dir.), *Citoyen et citoyenneté sous la Révolution française*, Paris, Société des études robespierristes, 2006; Frédéric Régent, *Préjugé de couleur, esclavage et citoyennetés*, cit., Yverri Urbain, "La citoyenneté dans l'empire colonial français est-elle spécifique?" in *Jus Politicum*, 2015 (n°14).

⁴⁹¹ *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue, Prospectus*, n°1, p. 10.

Insomma, i coloni, in quanto cittadini francesi bianchi in esilio, avevano il diritto esclusivo di esser riconosciuti come i legittimi detentori dei diritti naturali, sociali e politici e, come tali, detenevano una porzione della sovranità francese da esprimere tramite il diritto del voto. Di conseguenza, gli individui-cittadini bianchi erano anche elettori e il loro radunarsi per votare i propri rappresentanti era considerato parte dei loro diritti, che nessuno, soprattutto i Commissari Sonthonax e Polverel o il ministro Genet, poteva loro precludere. Coloro che venivano eletti allora, non erano i mandatari di un ceto sociale o di una corporazione, bensì i rappresentanti di tutti i coloni in quanto cittadini e dei loro interessi; l'unità politica e sociale del corpo elettorale rendeva legittimi i poteri dei rappresentanti e, di conseguenza, anche quelli dei rappresentati.

Se l'assemblea poteva ritenersi elettorale sullo stile di quelle parigine, quali erano invece i compiti degli eletti? Quali i loro poteri? A chi e come rispondevano? La confusione con la quale vengono indicati i coloni eletti per essere inviati in Francia è indicativa della mobilità del loro ruolo: in un primo momento, la parola con la quale venivano indicati era quella di *commissari*, secondo il principio per il quale questi uomini avrebbero dovuto semplicemente agire come parte di una commissione di esperti in grado di influenzare le scelte dei deputati alla Convenzione Nazionale, sullo stile delle precedenti Commissioni delle Colonie. Ma nell'agosto del 1793, non appena giunse a Philadelphia la notizia riguardo le elezioni convocate da Sonthonax e Polverel e l'invio dei deputati Dufay, Garnot, Mills, Réchin, Belley e Boisson (o Boisson) prima a New York per farne riconoscere la validità a Genet e poi in Francia per sedere alla Convenzione Nazionale, il termine commissari venne meno, per lasciare spazio a quello di *deputati*. I poteri conferiti ai rappresentanti lo dimostravano, così come il mandato non imperativo: da un lato, infatti, ci si augurava che anche i deputati scelti dall'Assemblea di Philadelphia venissero invitati a sedere tra gli scranni della Convenzione⁴⁹²; dall'altro invece, si lasciavano loro illimitati poteri nella speranza che l'assenza di vincoli aiutasse i propri deputati ad agire nell'interesse contingente dei coloni in occasione dei dibattiti legislativi.

Appellandosi all'articolo 26 della Costituzione del 1793 infatti, i coloni chiedevano che i loro rappresentanti potessero sedere alla Convenzione:

«L'Article 26 est conçu en ces termes: “aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier, mais chaque section du souverain assemblé doit jouir

⁴⁹² «Quant aux pouvoirs de nos représentants, les circonstances ne nous promettent pas de les limiter, ce serait peut être donner des armes contre nous. Nous sommes patriotes français, nous sommes Républicains, nos représentants le sont aussi, dont l'étendue de notre confiance doit être la mesure de leurs pouvoirs». AN, D/XXV/69, *Réponse des président et secrétaires de l'assemblée des Colons à Philadelphie aux colons réfugiés à New York*.

du droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté". Les Colonies françaises n'ont jamais jouis de ce droit que la première Constitution avait également consacré.»⁴⁹³.

Appena qualche riga più sotto, alla richiesta di essere rappresentati alla Convenzione seguiva il tentativo di sconfessare le elezioni volute da Sonthonax e Polverel. Per farlo, ci si appellava alla mancanza di una effettiva rappresentazione legale della colonia e all'invalidità dell'elezione avvenuta a Santo Domingo in quanto priva di un corpo elettorale politico legale che rispecchiasse i diritti dei cittadini che lo componevano⁴⁹⁴. La linea di demarcazione tra la legalità e la legittimità dell'elezione e del corpo elettorale si era oramai definita: il corpo legittimo, quello dei soli coloni bianchi che non accettavano l'allargamento dei diritti politici ai neri, differiva da quello offerto come legale dai due Commissari. Da un lato, nella *cit  politique coloniale* immaginata dai bianchi rifugiati vi si privilegiava il criterio razziale; dall'altro, invece, nella *cit  politique républicaine* immaginata da Sonthonax e Polverel ad essere esclusi dalle elezioni erano tutti quei cittadini che si erano macchiati dei crimini di lesa Repubblica, che avevano abbandonato l'isola, che si erano uniti al nemico – gli inglesi – o che erano stati deportati con l'accusa di essere controrivoluzionari.

L'equazione dei coloni era piuttosto semplice e in linea con un'interpretazione ristretta del concetto di suffragio: un'elezione, per essere legittima, doveva essere espressione del vero popolo sovrano, specchio della comunit  politica costruita sulla base della societ ; se l'elezione avveniva in un clima di disgiunzione tra il campo del politico e il campo del sociale, ecco che allora questa non rispondeva pi  alla volont  del corpo sovrano e, dunque, non poteva esser ritenuta valida. Pi  di tutti, Edmond Genet comprese immediatamente il punto di rottura tra la lettura del corpo sociale e politico dei coloni con quella autenticamente repubblicana ed emancipatrice che lui e i Commissari avevano difeso una volta inviati i sei deputati – e, si ricorda, con loro il decreto di emancipazione – a Parigi. Non casualmente, egli decise di non

⁴⁹³ D/XXV/69; AAE, 40CP/37, Représentations Pouvoirs et Protéstations des Colons de Saint Domingue, cit.

⁴⁹⁴ «Nous déclarons en tant que de besoin que depuis la dissolution de l'assemblée coloniale du Cap, la Colonie est sans représentation légale, que les délégués de la République se sont constamment opposés à la nouvelle représentation de la colonie aux termes de la loi du 4 avril réclamée fortement par la ville du Port au Prince. C'est la vraie cause des derniers actes de tyrannie contre cette ville. Nous déclarons que la grande majorité des citoyens blancs propriétaires et autres expatriés ou chassés, tant par les désastres du Port au Prince, du Cap et autres lieux que par les déportations arbitraires dont ces désastres ont été suivis, que la Colonie même ne peut être liée, engagée par les actes forcés auxquels le reste des colons a pu souscrire, se soumettre ou être soumis. Nous protestons aussi en tant que besoin, contre la nomination illégale de Députés qu'ils pourraient avoir envoyés à la Convention nationale pour couvrir une partie de leurs violations; déclarons les dits députés sans pouvoirs, la confiance publique ayant été oppressivement placée. Déclarons enfin que ces actes ne peuvent être que le résultat de la suggestion des délégués de la République, ou de l'oppression dans laquelle ils tiennent encore les malheureux colons qui n'ont pas pu s'y soustraire». *Ibidem*.

avvallare le sedute dell'Assemblea di Philadelphia, di sconfessarne il valore di espressione della volontà generale e di criticarne la cultura reazionaria fautrice di quella che lui definiva come *epidermocratie*. Cassando punto per punto il documento *Représentations Pouvoirs et Protestations*, egli ricordava la legittimità delle elezioni avvenute a Santo Domingo e le legava direttamente all'invalidità di quelle di Philadelphia articolando il discorso in tre direzioni:

«Je ne peux considérer comme députés de la Colonie les personnes que vous nommez:

1° Parce que d'après les nouvelles lois, la Colonie n'est pas seulement représentée par des blancs;

2° Parce que dans un pays étranger, il ne peut point exister d'assemblée coloniale et électorale;

3° Enfin parce quel es peines les plus sévères étant portées contre les fonctionnaires qui favoriseraient la rentrée d'un traître en France, je ne puis faire passer aux frais de la République des hommes qui s'avouent les apologistes des deux plans qui ont trahis la République»⁴⁹⁵.

La fine analisi di Edmond Genet dimostra ancora una volta le convinzioni fortemente repubblicane e democratiche dell'ambasciatore: punto di raccordo tra l'eredità girondina e lo sviluppo del dibattito attorno alla questione dell'emancipazione dei neri nei mesi che seguirono, egli anticipava la lotta contro i principi dei coloni centrando il punto delle loro pretese e mettendo in guardia la Convenzione. La linea del dibattito degli anni 1793-1795 era allora già tracciata, sia per il movimento repubblicano democratico, sia per quello coloniale conservatore e controrivoluzionario, che rielaborando i principi rivoluzionari sarebbe stato in grado di proporre una modernità politica dai tratti estremamente reazionari.

⁴⁹⁵ AN, D/XXV/69, Le Citoyen Genet Ministre Plénipotentiaire de la République française au Citoyen Barrault Narcay, 2 novembre 1793.

2.3 Una politica atlantica

«La Grande Bretagne résiste seule au torrent qui s'est débordé et qui menace d'inonder l'Europe, soutenant avec gloire tout le poids des efforts des barbares devant lesquels de grandes Puissances se sont humiliées»⁴⁹⁶.

Londra, 1797: il colono Jacques Regnier, proprietario e giornalista in esilio nella capitale inglese dal 1795, attaccava violentemente Victor-Marie Malouet per le sue recenti posizioni sull'invasione inglese di Santo Domingo e sui suoi tentativi di mettere fine all'occupazione per restituire la colonia alla Francia⁴⁹⁷. Dall'altra parte dell'Atlantico, un altro colono monarchico, Mahy de Corméré, tentava di convincere il generale e governatore inglese di Santo Domingo Adam Williamson a cambiare la propria strategia militare e a seguire i punti proposti da Malouet a Londra. A poco valsero i suggerimenti di Malouet e Mahy de Corméré, perché di lì a qualche mese gli inglesi dovettero abbandonare definitivamente l'isola dopo quasi cinque anni di occupazione ed evacuare il territorio, lasciandolo nelle mani dei due generali francesi più importanti di quei mesi, André Rigaud e Toussaint Louverture⁴⁹⁸.

Per Jacques Regnier, così come per gran parte dei coloni del suo circolo, il cosiddetto *parti Charmilly*, la sola via d'uscita per la restaurazione della colonia sarebbe stata la guerra ad oltranza contro la Francia repubblicana e la cessione completa dell'isola alla Gran Bretagna, che sola difendeva i principi sui quali si erano sempre basati i sistemi coloniali e il cui dominio della colonia avrebbe garantito il ritorno all'ordine. Nessun compromesso, nessun «centre-perdu» era possibile: si trattava da un lato di difendere la potenza commerciale di un Impero monarchico e di permettere la ricchezza dell'Europa, dall'altro, invece, di umiliarsi davanti ai «barbari» e di accelerare la via della distruzione del sistema coloniale e l'emancipazione degli schiavi nel Nuovo Mondo a detrimento dell'Europa. Ad un primo colpo d'occhio, la storia sembrò dar ragione alla posizione di Malouet: il ritiro delle forze inglesi dalla colonia e il trionfo dei generali neri francesi erano a suo avviso la conseguenza di una gestione dell'occupazione poco attenta agli equilibri coloniali e troppo concentrata a fare di Santo Domingo una colonia

⁴⁹⁶ [Jacques Regnier], *Lettre d'un colon de Saint-Domingue à M. Malouet*, London, J. Deboffe, 1798, p. 11.

⁴⁹⁷ Sulla vita di Jacques Regnier e la sua attività editoriale e politica a Londra, si veda: Simon Burrows, *French Exile Journalism and European Politics, 1792-1814*, Burry St. Edmunds Suffolk, St. Edmundsbury Press, 2000.

⁴⁹⁸ Mahy de Corméré, *Point de vue proposés à Son Excellence Monsieur Williamson gouverneur de Saint Domingue sur la nature des relations à établir et sur le gouvernement de Saint Domingue*, AAE, 40CP/37, foll. 177-180; Victor-Marie Malouet, *Lettre à M.S.D., Membre du Parlement, sur l'intérêt de l'Europe, au salut des colonies de l'Amérique*, Londres, Baylis, 1797; Victor-Marie Malouet, *Examen de cette question: Quel sera pour les Colonies de l'Amérique le Résultat de la Révolution française, de la Guerre qui en est la Suite & de la Paix qui doit la terminer?*, Londres, Baylis, 1797; David P. Geggus, *Slavery, war and revolution*, cit.

e una terra di sfruttamento a pieno titolo per la sola Gran Bretagna. Alienandosi così definitivamente le simpatie dei coloni patrioti che ancora si dichiaravano fedeli alla Francia in quanto cittadini francesi, secondo Malouet la gestione inglese aveva finito per perdere il suo appoggio politico principale e per provocare una spaccatura nel fronte unito della solidarietà dei *planteurs*, danneggiando non solo la Gran Bretagna, ma tutta l'Europa. Un errore di valutazione del governo inglese che non avrebbe perdonato neanche una decina di anni dopo quando, negli anni dell'Impero napoleonico, scriveva nelle sue memorie:

«La retraite des troupes anglaises, qui suivit bientôt après, expliqua et justifia mes opinions et mes démarches. Je n'eus pas même à me défendre; mon silence sur le fait indigne de ma destitution ne parut point du tout un silence d'embarras; mais je ne fus pas aussi généreux vis-à-vis du Conseil, dont la mercuriale m'avait blessé. Ma réponse fut peut-être trop mortifiante, d'autant plus qu'elle arriva avec la preuve de la justesse de mes conjectures et de tous les motifs qui avaient déterminé ma conduite.»⁴⁹⁹.

L'analisi di Victor Malouet nel 1797 avanzava acutamente un problema di ordine globale che, a suo avviso, la Rivoluzione francese con le sue riverberazioni caraibiche aveva avviato: l'emergere di un sentimento post-coloniale nel Nuovo Mondo che si emancipasse dalle potenze imperiali europee e che trovasse la sua via alla modernità politica secondo delle modalità in antitesi con quelle finora sperimentate in Europa. L'irreversibilità di questo modello emergente preoccupò non poco Malouet, che intravedeva nella guerra franco-britannica non una guerra di principi da entrambe le parti, quanto una guerra di dominio da un lato – quello inglese – e una guerra per l'anarchia e la distruzione dall'altro – quello repubblicano. Una lotta che, senza l'abiura del governo francese e la rinuncia alla *démocratie coloniale* e senza l'apertura alla pace e alla restituzione della colonia da parte dell'Inghilterra, avrebbe finito per portare al fallimento politico ed economico dell'Europa e del suo sistema continentale.

L'opinione di Malouet – che avremo modo di sviluppare a breve – circolava da diverso tempo negli ambienti coloniali, almeno dalla fine dell'estate del 1794, quando il Colpo di Stato del 9 Termidoro diede ai coloni la speranza che la Francia fosse pronta a mettere fine al regime del Terrore e a restaurare quanto gli anni 1792-1794 sembravano aver distrutto sia in Madrepatria, che nelle Colonie. Ovviamente, accanto all'opinione di Malouet e a quella antagonista di Jacques Regnier, ne circolarono molte altre all'interno della comunità dei coloni

⁴⁹⁹ Victor-Marie Malouet, *Mémoires de Malouet*, vol.2, Pairs, Plon, 1874, p. 289.

in esilio, specchio degli intrecci politici e familiari che questi avevano intessuto tra l'Antico Regime e i primi anni della Rivoluzione. Proprio come per la realtà di Santo Domingo, anche la comunità atlantica dei *planteurs* rifugiati presentava un groviglio di interessi e di attori disparati, che proponevano scenari completamente divergenti a seconda della loro collaborazione con le potenze coloniali con l'obiettivo di salvaguardare le proprietà e restaurare il sistema coloniale.

Se nei paragrafi precedenti abbiamo avuto modo di approfondire la relazione dei coloni con la loro terra d'esilio e i rapporti tessuti con la Madrepatria, non pare superfluo affrontare il contributo che i coloni diedero all'invasione inglese dell'isola. Sebbene rappresentanti dello schieramento apertamente controrivoluzionario e in parte divergente da quello dei coloni *patriotes* che presero parte all'Assemblea di Philadelphia, studiare il modo in cui gli interessi divergenti interagirono e in cui i coloni lessero la presenza inglese a Santo Domingo ci permette altresì di interpretare sotto una nuova luce il fenomeno e di dare rilievo ad un evento spesso troppo dimenticato dalla storiografia: il Trattato di Whitehall del febbraio 1793 tra i coloni in esilio a Londra il governo britannico.

L'evento non ha suscitato particolare interesse nella recente storiografia, particolarmente in quella francese. Salvo Florence Gauthier, che alla nube coloniale controrivoluzionaria ha riservato solamente qualche pagina e un saggio sulla figura del marchese de la Rochejaquelein, nessuna ricostruzione sulla politica coloniale della Francia sembra aver ritenuto necessario dare rilievo al trattato di Whitehall⁵⁰⁰. Lo stesso si può affermare per la storia diplomatica e per quella della controrivoluzione, che solo recentemente hanno goduto di un rinnovato interesse in chiave atlantica e, a partire da singole biografie quali quella di Victor-Marie Malouet, hanno cercato di dar rilievo al ruolo dei coloni a Londra nella delicata fase repubblicana francese tra il 1792 e il 1793⁵⁰¹. Se questa attenzione per la figura di Malouet come colono sembra inserirsi nel rinnovato interesse per gli studi coloniali e atlantici, – ampliando l'analisi di Robert Griffith nella sua celebre biografia di Malouet *Le Centre perdu* – ha però insistito più sulle reti di Malouet a partire dal 1793 che sulle ragioni del Trattato e le reazioni che questo suscitò nel resto dell'Europa⁵⁰².

⁵⁰⁰ Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution, 1789-1795-1802*, Paris, Presses Universitaires Françaises, 1992; Florence Gauthier, "La Contre-Révolution et l'abolition de l'esclavage. Le Marquis de la Rochejaquelein, membre du club Massiac et acteur dans l'occupation anglaise de Saint-Domingue, 1789-1802", in Jean-Clément Martin (dir.), *La Contre-Révolution en Europe: XVIIIe-XIXe siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 77-86.

⁵⁰¹ Matthijs Lok, Friedemann Pestel, Juliette Reboul, *Cosmopolitan Conservatism. Countering Revolution in Transnational Networks, Ideas and Movements (c. 1790-1930)*, Brill, Leiden, 2021.

⁵⁰² Robert Griffith, *Le Centre perdu. Malouet et les "monarchiens" dans la Révolution française*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1988; Friedemann Pestel, "The Age of Emigrations: French Émigrés and Global Entanglements of Political Exile", in Laure Philip, Juliette Reboul, *French Emigrants in Revolutionised Europe*.

Ad interessarsi al Trattato quale punto di avvio all'invasione inglese dell'isola sono invece i lavori di David Geggus e di Charles Frostin: il primo si è particolarmente concentrato sugli esiti della vicenda, sui rapporti delle autorità inglesi con i coloni delle province della Grande Anse e sulle questioni militari e gli scontri armati con i generali francesi, il secondo invece ha letto la vicenda tramite il prisma della figura di Vernault de Charmilly e del suo conflitto con Victor-Marie Malouet negli anni seguenti allo sbarco inglese⁵⁰³.

Seguendo la loro analisi, questo sotto-capitolo intende ripercorrere la vicenda del Trattato inserendola poi nel più ampio quadro della vicenda atlantica dei coloni, concentrandosi particolarmente sull'intreccio di alcune figure chiave del mondo controrivoluzionario coloniale che tentarono di tenere assieme le vicende inglesi, quelle francesi e quelle del mondo americano e caraibico: Victor Malouet, Vernault de Charmilly, il generale Cambefort e Mahy de Corméré.

Gli *émigrés* e gli altri esiliati politici furono parte integrante della violenta lotta per il controllo della colonia. Chi fautore di una politica di restituzione di Santo Domingo ad una monarchia francese restaurata, chi invece per la protezione dell'Impero britannico o chi ancora per l'autonomia o addirittura l'indipendenza – ma sotto gli auspici dei coloni e non degli insorti – il ruolo dei coloni emerse attorno a tutta una serie di progetti e iniziative che mettono in luce la portata e l'impatto della vicenda haitiana. A partire dal 1791, qualche centinaio di coloni di Santo Domingo si rifugiò a Londra, la cosiddetta “capitale dell'immigrazione”⁵⁰⁴, dove ebbero modo di incontrare i loro omologhi fuggiti dalla Francia, soprattutto dopo la presa del palazzo delle Tuileries il 10 agosto 1792. Dopo gennaio 1793, con l'esecuzione di Luigi XVI, i primi successi delle armate rivoluzionarie sul continente, l'entrata in guerra della Gran Bretagna e l'aggravarsi della situazione a Santo Domingo spinsero i coloni a Londra a rompere gli indugi, spezzare i legami con la Francia rivoluzionaria e a tentare una strategia comune capace di coordinare i *planteurs* che avevano rifiutato il monopolio coloniale e che avevano sostenuto l'indipendenza dell'isola con quelli monarchici.

Connected Histories and Memories, New York, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 205-232; Patrick Harris, “Émigrés and Transimperial Politics: Pierre Victor Malouet and the Fate of Saint Domingue”, in Laure Philip, Juliette Reboul, *French Emigrants in Revolutionised Europe. Connected Histories and Memories*, New York, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 181-204; Friedemann Pestel, “Saint-Domingue contesté: Pierre Victor Malouet, l'émigration française et les politiques coloniales européennes dans les années 1790”, in Soazig Villerbu (dir.), *La France et les Amériques entre révolutions et nations, 1776-1871*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, pp. 147-166.

⁵⁰³ Charles Frostin, “L'intervention britannique à Saint Domingue en 1793”, in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1962 (n°50), pp. 293-365; David Geggus, *Slavery, War and Revolution*, cit.

⁵⁰⁴ Kirsty Carpenter, “London: Capital of the Emigration”, in Kirsty Carpenter e Philip Mansel (dir.), *The French Emigrés in Europe and the Struggle against Revolution, 1789-1814*, Basingstoke, Macmillan, 1999, pp. 43-67; sul tema si vedano anche: Kirsty Carpenter, *Refugees of the French Revolution. Émigrés in London, 1789-1802*, Basingstoke, Macmillan, 1999; Juliette Reboul, *French Emigration to Great Britain in Response to the French Revolution*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017.

Una volta installati a Londra, i coloni si impegnarono immediatamente ad ottenere il sostegno dell'Inghilterra, come dimostrano i numerosi appelli agli inglesi inviati soprattutto dopo la giornata del 10 agosto 1792. Come sottolineato dallo storico Charles Frostin, l'anglofilia era particolarmente diffusa nel mondo coloniale, non solo fra le autorità e tra i proprietari assenteisti che vivevano in Francia, bensì anche dalle élites locali dell'isola; molti di loro non avrebbero dimenticato l'affezione e l'ammirazione per il sistema coloniale inglese e si sarebbero anzi fatti campioni di questa posizione anche negli anni a venire per accreditarsi le simpatie delle autorità inglesi in Jamaica e, soprattutto, a Santo Domingo⁵⁰⁵. Agli appelli, presto fecero seguito le riunioni al fine di aprire delle negoziazioni con la Gran Bretagna e il 25 gennaio 1793 a Londra si tenne la prima assemblea dei coloni allo scopo di sottomettersi liberamente alla protezione britannica. In questa occasione, un centinaio di coloni partecipanti scelsero Pierre-Victor Malouet come rappresentante incaricato delle negoziazioni: alto funzionario coloniale e *ordonnateur* a Santo Domingo nel 1767, poi intendente a Cayenne nel 1776 e della Marina a Tolone nel 1781, Malouet era piuttosto conosciuto sia nell'entourage di William Pitt sia in quello del Conte di Provenza, fratello di Luigi XVI e punto di riferimento per la controrivoluzione legittimista. Inoltre, grazie al matrimonio con la figlia di un'importante famiglia creola dell'isola, egli era divenuto proprietario di una *sucrerie* che visitò raramente per via degli impegni che, dal 1789 in poi, lo tennero a Parigi. Infatti, prima di emigrare a Londra nel 1792, si rese celebre per i suoi discorsi all'Assemblea costituente in linea con il partito *monarchien* e partecipò assiduamente alle sedute del Club Massiac.

Contrariamente a quanto sostenuto, la trattativa tra i coloni e il gabinetto britannico ebbe luogo prima ancora dell'intervento di Malouet, grazie agli intrighi di una figura piuttosto complessa, di cui è difficile fare un bilancio storiografico data l'assenza di informazioni sulla sua biografia e il relativo oblio: Pierre-François Venault de Charmilly. Di origini oscure, nato presumibilmente a Parigi e vissuto in Inghilterra, Charmilly si recò a Santo Domingo nel 1776 con risorse sufficienti per acquistare, nel 1788, la *sucrerie de la Hatte-Verdier* situata nella parrocchia di Cavaillon, nel Sud dell'isola. Eletto deputato di Cavaillon all'Assemblea di Saint-Marc, Charmilly si distinse da subito come partigiano degli inglesi, proponendo più volte, già dal 1790, di fare appello alla Gran Bretagna per chiedere di proteggere i proprietari dell'isola dalle scelte della Madrepatria. Più anglofilo che autonomista, Charmilly non condivideva buona parte delle idee dei suoi colleghi deputati, ma malgrado la divergenza di opinioni partecipò alle

⁵⁰⁵ Charles Frostin, *Les Révoltes blanches*, cit.; Charles Frostin, "L'intervention britannique", cit., p. 305.

sedute e nell'agosto del 1790, quando il governatore Peynier fece sciogliere l'Assemblea, fu tra gli 85 *léopardins* ad imbarcarsi per giungere a Parigi⁵⁰⁶.

Arrivato in Francia partecipò attivamente alle sedute del Club Massiac di cui era membro, entrando in questa occasione in contatto con Victor Malouet. Alla fine del 1791, alle notizie delle prime rivolte degli schiavi, egli abbandona la Francia, considerata «perdue»⁵⁰⁷ e si installa a Londra, dove inizia la sua attività di pressione sul governo inglese al fine di restaurare Santo Domingo sotto l'egida dell'Inghilterra. Fu solo dopo diversi tentativi che Charmilly e gli altri coloni, come il già citato Jacques Regnier, decisero di indirizzarsi verso la figura di Malouet, arrivato a Londra solo da pochi mesi: egli incarnava la giusta autorità tramite la quale sarebbe stato più facile far pressioni sul governo inglese. Inizialmente pare che Malouet fosse piuttosto reticente al riguardo, ma la dichiarazione di guerra della Francia all'Inghilterra del 1° febbraio 1793 e l'esempio dei coloni delle Iles du Vent incisero profondamente sulla sua scelta: tre coloni, Du Buc, De Curt e Clairefontaine, in nome delle Assemblee coloniali della Martinica e della Guadalupa sottomisero un documento di dieci proposizioni al Ministro degli Esteri inglese Henry Dundas, riconoscendo la possessione delle isole al re d'Inghilterra a patto che questi le difendesse da qualsiasi altra potenza, particolarmente la Repubblica francese.

La negoziazione, riuscita, delle Iles du Vent servì d'esempio ai coloni di Santo Domingo rifugiati in Inghilterra. Il 25 febbraio 1793, il marchese di Fontenille, proprietario nel quartiere Limonade e uno dei primi iscritti al Club Massiac, indice così una *Assemblée générale* presso la sua dimora, nella quale fu invitato anche Malouet. Fu nel corso di questa riunione che vennero stilate le proposizioni per il passaggio di Santo Domingo sotto il dominio degli inglesi e che Malouet fu ufficialmente «fondé de pouvoirs de tous les grands propriétaires de la colonie au nombre de cent quatre», con l'autorizzazione di fare tutto ciò che giudicasse necessario per la salute della colonia⁵⁰⁸.

Le proposizioni erano dodici e furono presentate dal portavoce Malouet al Ministro Dundas alla fine di febbraio; dopo qualche giorno, Dundas informava Malouet che l'accordo era stato accettato dal governo, formalizzato poi il 5 aprile 1793 tra Lord Grenville e il colono. La convenzione sigillava l'accordo e specificava che l'Inghilterra conservasse la colonia fino

⁵⁰⁶ «Mon opinion a toujours été que cela ne pouvait avoir lieu; qu'il fallait que la Colonie fut sous la protection d'une métropole, & qu'elle devait se mettre sous la protection puissante de l'Angleterre: cette variété d'opinions arrêta tous mes plans & me força, comme bien connu par mes opinions, à m'embarquer sur le vaisseau le Léopard avec beaucoup d'autres habitants propriétaires sensés & raisonnables, afin de fuir les deux partis qui voyaient en nous, l'un, les ennemis de l'ambition qui le dévorait & l'autre, les ennemis de l'anarchie qu'il cherchait à établir dans nos superbes climats.». Pierre-François Venault de Charmilly, *Lettre à M. Bryan Edwards, membre du Parlement d'Angleterre et de la Société royale de Londres*, Londres, Baylis, 1797, p. 4.

⁵⁰⁷ «Arrivé en Europe, je découvris bientôt que la France était perdue, mais bien plus sûrement encore la Colonie, si une puissance intéressée à sauver les siennes, ne venait à son secours.». *Ibidem*.

⁵⁰⁸ Victor Marie Malouet, *Mémoires de Malouet*, vol. 2, cit., p. 209.

alla «conclusion de la paix entre la France et l'Angleterre, époque à laquelle, ou les colons français selon les conditions de cette paix, rentreront sous la domination d'une autorité légitime en France, ou continueront d'obéir à Sa Majesté Britannique comme à leur souverain et deviendront sujets de l'Empire britannique»⁵⁰⁹.

L'impegno di Malouet nella stipula del Trattato si basava su un triplice obiettivo: recuperare le proprietà dei coloni; respingere gli insorti e le truppe repubblicane tramite l'intervento militare britannico e definire il futuro statuto della colonia. Il ruolo di Malouet si giocava, come è stato notato, particolarmente sulla questione del futuro della colonia, che rimaneva aperto alla possibilità di un ritorno sotto l'autorità francese⁵¹⁰. Inoltre, le due versioni del trattato, ovvero la bozza e poi il testo definitivo, differivano proprio sui termini futuri della colonia: mentre la prima versione proponeva di mettere «sous séquestre» Santo Domingo, implicando di fatto la restituzione definitiva della colonia, nella versione finale comparivano le parole «conserver leur colonie». La questione del se e a chi dovesse essere restituita la colonia rimaneva volontariamente aperta ed era rinviata alla conclusione della pace; la versione finale non escludeva esplicitamente che la colonia rimanesse sotto l'autorità britannica e nemmeno precisava la natura della forma di governo francese da ristabilire⁵¹¹. La formula aperta del Trattato di Whitehall, più che lasciare un'apertura nei confronti della Francia rivoluzionaria, evitava l'insorgere di possibili conflitti tra *planteurs* autonomisti e monarchici, permettendo di giocare a campo aperto la partita della protezione inglese e saggiare il terreno nei paesi dove vi erano più rifugiati desiderosi di rientrare a Santo Domingo: l'isola della Jamaica e gli Stati Uniti.

Le ragioni politiche del Trattato erano spiegate chiaramente da Malouet in una lettera a Mallet du Pan del 19 dicembre 1793: l'Inghilterra non avrebbe potuto rendere la colonia alla Francia senza che prima quest'ultima non avrebbe garantito loro un *gouvernement conservateur* della colonia⁵¹². Secondo un ragionamento piuttosto meccanicistico, infatti, Malouet sosteneva che gli alleati della Gran Bretagna – Olanda, Svizzera, Danimarca e Spagna – avrebbero accettato solamente una pace con restituzione dei territori conquistati dalla Francia e quest'ultima avrebbe allora acconsentito alla cessione solo in cambio delle sue colonie in mano agli inglesi. Così facendo, secondo Malouet, la colonia di Santo Domingo diveniva un terreno

⁵⁰⁹ Charles Frostin, "L'intervention britannique", cit., p. 312; David Geggus, *Slavery, War and Revolution*, cit., pp. 395-399.

⁵¹⁰ Friedemann Pestel, "Saint-Domingue contesté: Pierre Victor Malouet", cit., p. 150.

⁵¹¹ «Les Habitants de Saint-Domingue invoquent la protection de Sa Majesté Britannique, et la supplient de conserver leur colonie jusqu'à la paix générale, époque à laquelle Sa Majesté Britannique, le Gouvernement français et les puissances alliées décideront définitivement entre elles de la souveraineté de Saint-Domingue».

⁵¹² Victor-Marie Malouet, *Mémoires de Malouet*, vol. 2, cit., pp. 417-420.

di scambio essenziale per la costruzione dell'equilibrio europeo, reso possibile però ad una condizione: il ritorno della Francia alla forma monarchica. Insomma, era convinto che con il Trattato di Whitehall la Francia e i monarchici si fossero garantiti il sicuro ritorno della monarchia, in quanto unica risorsa per restaurare la pace in Europa e dunque per mettere fine ad una guerra dispendiosa anche per le risorse della Gran Bretagna.

Nonostante le formalità e l'adulazione nei confronti il governo inglese, Malouet aveva ben chiaro quale sarebbe stato il futuro della colonia. Minaccia per gli equilibri atlantici e per il sistema coloniale inglese, i principi egalitari della Repubblica francese nei Caraibi avrebbero presto rischiato di contagiare tutte le colonie limitrofe, con il rischio di veder crollare non più un Impero – quello francese – bensì tutto il sistema europeo. Per evitarlo, dunque, la Gran Bretagna avrebbe dovuto garantire l'eliminazione del regime repubblicano tramite la guerra e assicurare la pace tramite la restituzione di Santo Domingo ai francesi.

«C'est qu'elle [la Grande Bretagne] ne peut pas rendre les colonies françaises si on ne leur garantit un gouvernement conservateur; car en les rendant à l'anarchie, au régime de l'égalité, elles sont perdues pour tout le monde. La France, pressée comme vous le dites, doit vouloir aussi la paix; elle acceptera dont l'un des trois partis qui peuvent la lui procurer: soit de revenir à la monarchie, ce qui terminerait toutes les difficultés; soit de déclarer les colonies indépendantes, ce qui convient aussi à toute l'Europe; soit enfin d'adopter les principes du régime colonial, ce qui est le moins probable, attendu les changements qui en résulteraient dans son système intérieur.»⁵¹³.

Per quanto riguardava le clausole commerciali invece, la bilancia, a prima vista, pendeva a scapito degli autonomisti, ostili all'*exclusif* coloniale: infatti, l'abolizione del monopolio riguardava solamente un unico porto, che solo poteva praticare direttamente il commercio con gli Stati Uniti, mentre per tutti gli altri vigevano i vincoli commerciali con la Gran Bretagna. Per le materie prime coloniali, in particolare lo zucchero, il monopolio restava ancora in vigore e si trasformava in un'esclusiva britannica; queste norme restrittive, del resto, assicuravano l'appoggio di un altro importante gruppo di pressione alla difesa degli interessi dei *planteurs* francesi presso il governo britannico: le grandi *maisons commerciales* di Londra, che si erano

⁵¹³ *Ivi*, p. 418.

prese carico dei debiti dei coloni e che erano per questo intervenute per spingere il governo al conflitto ad ogni costo⁵¹⁴.

Insomma, il Trattato lasciava deliberatamente aperto il problema del futuro della colonia in attesa che la Francia, in guerra contro tutte le principali potenze europee, chiedesse presto di firmare una resa e, a quel punto, rinunciasse al sistema repubblicano pur di riconquistare le sue colonie e ricostruire la propria potenza commerciale. La risoluzione non immediata dello statuto futuro della colonia era un'apertura verso la comunità dei coloni rifugiati, ai quali il trattato era rivolto: la protezione degli inglesi del territorio di Santo Domingo si prospettava nell'immediato la migliore salvaguardia alle proprietà dei coloni davanti alla "furia distruttrice ed egualitaria" delle armate repubblicane.

Questa preferenza accordata ai coloni quali diretti interessati del Trattato e mandanti dei loro firmatari e protettori dei loro interessi giustificava altresì l'assenza dei Borbone dall'accordo. L'obiettivo dei coloni era salvare la colonia dalla sua completa distruzione e attendere che venisse restaurata la pace in attesa di valutare quale potesse essere la migliore soluzione per il suo regime interno e soprattutto esterno. Negoziare con la Gran Bretagna in assenza dei Borbone facilitò senza dubbio il compito a Victor Malouet, perché la loro presenza avrebbe complicato non poco il quadro: infatti, con la morte del fratello, il Conte di Provenza si era proclamato Luigi XVII re di Francia senza ricevere però alcun riconoscimento ufficiale della reggenza dall'Inghilterra⁵¹⁵. Inoltre, benché coscienti dell'importanza delle colonie per la restaurazione della monarchia, i fratelli di Luigi XVI possedevano ben poche risorse materiali da proporre come merce di scambio per difendere i loro interessi, contrariamente invece a quanto potevano far valere i coloni, le cui piantagioni e rendite erano sicuramente più allettanti per i commercianti e le *maisons négociantes* di Londra. E in effetti, l'accordo tra i coloni e il governo inglese evitò deliberatamente la questione dell'autorità monarchica francese e gli interessi della dinastia: le negoziazioni di Londra vennero portate avanti all'insaputa del Conte di Provenza e del suo entourage, che venne a scoprire dell'accordo solo una volta che il colono Venault de Charmilly raggiunse la Jamaica. Come ricordava Malouet nelle sue *Mémoires*, all'accordo seguì immediatamente un piano d'azione che potesse notificare ai coloni rimasti a Santo Domingo e a quelli fuggiti in Jamaica e negli Stati Uniti l'esistenza del Trattato e, di conseguenza, la possibilità che l'opzione inglese acquisisse concretezza:

⁵¹⁴ *Ivi*, p. 151; Carl L. Lokke, "London Merchant Interest in the St. Domingue Plantations of the Émigrés 1793", in *American Historical Review*, 1938 (n°43), pp. 795-802; Carl L. Lokke, "New Light on London Merchant Interest in Saint Domingue", in *Hispanic American Historical Review*, 1942 (n°22), pp. 670-676.

⁵¹⁵ Charles Frostin, *L'intervention britannique à Saint-Domingue*, p. 315 e seguenti.

«Après la signature du traité, le Ministre britannique me témoigna la plus grande confiance [...]. Tous les détails de l'expédition me furent communiqués: conjointement avec le marquis de Bouillé, je fus consulté sur les localités, sur le mode d'administration à établir et sur le choix des propriétaires qui devaient composer le conseil privé de la colonie.»⁵¹⁶.

L'invio di Venault de Charmilly aveva da un lato l'obiettivo di rassicurare gli inglesi sulla validità dei poteri dei coloni rifugiati in Inghilterra che avevano preteso di parlare a nome di tutta l'isola; dall'altro quello di sondare il terreno tra i coloni nelle Americhe, al fine di rendere a posteriori il Trattato come l'espressione della volontà collettiva dei coloni e non come esito della volontà politica di quelli a Londra di passare la colonia agli inglesi.

Venault de Charmilly venne incaricato di presentare presso il governatore generale della Jamaica Adam Williamson le dodici proposizioni del Trattato di Whitehall, con la responsabilità di concederle, sotto forma di capitolazione, ai vari distretti di Santo Domingo che invocassero la protezione inglese. Per rendere il Trattato valido, dunque, era necessario che fossero gli abitanti di Santo Domingo ad appellarsi alle proposizioni. In virtù dei propri contatti, Venault de Charmilly sembrò essere l'uomo giusto, riuscendo a provocare l'appello agli inglesi di alcuni distretti dell'isola⁵¹⁷. Inoltre, la missione di Venault de Charmilly comportò anche l'ottenimento dell'approvazione del Trattato da parte dei coloni rifugiati in Jamaica e, possibilmente, anche di quelli negli Stati Uniti.

Il colono lasciò l'Inghilterra nel giugno del 1793, accompagnato da altri due proprietari di Santo Domingo e munito, oltre che delle dodici proposizioni del Trattato da rimettere a Williamson, delle precise istruzioni di Victor Malouet redatte per conto del Ministro inglese. Le istruzioni gli ordinavano di recarsi prima in Jamaica e poi a Santo Domingo, per sondare la situazione politica e militare della colonia e concertarsi con i capi della resistenza bianca al potere dei Commissari, sperando che questi fossero numerosi e fedeli fautori della monarchia⁵¹⁸. Parlando dello "stato attuale del Partito monarchico", le istruzioni facevano una

⁵¹⁶ Victor-Marie Malouet, *Mémoires de Malouet*, vol. 2, pp. 280-281.

⁵¹⁷ *Columbian Herald, or the Souther Star*, 5 dicembre 1793, n°1216, p. 3.

⁵¹⁸ Charles Frostin, *L'intervention britannique*, p. 328; The National Archives of London (da qui in poi NAL), War Office, 1/58, pp. 51-62: «Il sera hautement nécessaire que vous informiez le plus tôt possible après votre arrivée à Saint-Domingue le lieutenant-gouverneur de la Jamaïque de l'état actuel des royalistes, du parti adhérent au gouvernement français actuel, des mulâtres et des Noirs, mais aussi du nombre réel des gardes nationaux et des troupes de ligne [...] et comment les officiers et les hommes de ces corps sont disposés à agir. [...] Vous vous concerterez avec M. M. Fontanges et Coustard et avec les autres des principaux habitants de la colonie. Et il conviendrait particulièrement que ces Messieurs détaillent au lieutenant-gouverneur de la Jamaïque tout ce qu'ils peuvent penser d'important en ce qui concerne toute opération militaire... ou en ce qui concerne les mesures qu'il peut être nécessaire d'envisager en traitant avec les mulâtres.».

chiara allusione ai cosiddetti «Pompons Blancs», *royalistes* del quartiere Croix-des-Bouquets, – che tra il 1790 e il 1791 si erano scontrati con i «Pompons Rouges», i patrioti che siedevano all'Assemblée de Saint Marc – coalizzati con i mulatti sotto gli ordini di Fontanges, Hanus de Jumécourt e Coustard. Di questo partito però, all'arrivo di Venault de Charmilly a Santo Domingo rimaneva ben poco oramai: Coustard e Jumécourt erano infatti stati imprigionati dai Commissari Sonthonax e Polverel e Fontanges si era dato alla fuga.

Una volta giunto a Kingston il 23 luglio 1793, Venault de Charmilly si recò immediatamente dal governatore inglese Williamson, per comunicargli il testo del Trattato e le istruzioni. Durante l'incontro, durato più di tre ore, il governatore insistette sulla mancanza di mezzi e sulla necessità di prendere del tempo e ritardare la missione a Santo Domingo, che nelle condizioni attuali si sarebbe rivelata un disastro⁵¹⁹. Non dandosi per vinto però, Venault de Charmilly prese immediatamente contatto con i coloni su cui poteva contare per lo sbarco degli inglesi, particolarmente con Cambefort e Mahy de Cornéré a Baltimora. Tramite questi ultimi, inoltre, possiamo supporre che Charmilly fosse riuscito a venire in contatto anche con il giornalista Gatereau, che di lì a pochi mesi lasciò Philadelphia per trasferirsi a Port-au-Prince in attesa dell'arrivo degli inglesi⁵²⁰. Non solo, dato il rinvio nella spedizione, Charmilly passò direttamente a Santo Domingo accompagnato dalle truppe britanniche, al fine di far ratificare il Trattato di Whitehall ai coloni di Jérémie e a quelli di Môle Saint-Nicolas nel luglio del 1793⁵²¹.

Dopo mesi di attese e di reticenze da parte delle autorità locali a Kingston, nel settembre dello stesso anno Venault de Charmilly riuscì finalmente a mettere assieme la famosa spedizione per la città di Jérémie: tra il 19 e il 20 settembre 1793, seicento soldati britannici del 13° reggimento, comandati dal colonnello Whitelocke, sbarcarono nella città di Jérémie, seguiti, due giorni dopo, da un secondo sbarco, questa volta nella città di Môle Saint-Nicolas.

Prima di passare alla reazione dei coloni negli Stati Uniti, è bene accennare brevemente al ruolo ricoperto dalla città di Jérémie, in modo da capir meglio gli svolgimenti dei mesi successivi. L'attitudine del quartiere verso gli eventi degli anni 1791, 1792 e 1793 si era distinta nettamente da quella degli altri quartieri, resistendo alle misure imposte dalle autorità francesi e mantenendo una certa autonomia. Quest'ultima, del resto, era facilitata anche dalla posizione geografica del quartiere della Grande-Anse: incuneata tra il mare e il massiccio della Hotte, Jérémie nasceva in una pianura di circa 125 km quadrati, coperti soprattutto da recenti

⁵¹⁹ Sui timori del governatore della Jamaica rispetto alla spedizione a Santo Domingo si veda David Geggus, "The Cost of Pitt's Caribbean Campaigns, 1793-1798", in *The Historical Journal*, 1983/3 (n°26), pp. 699-706.

⁵²⁰ ANOM, COL F3 284-285, foll. 16-20, *Mangourit au procureur de Charleston sur les Colons*, foll. 52-55 *Colons à Charleston*; Jean-Charles Benzaken, "Un journaliste colonial méconnu", cit.

⁵²¹ Charles Frostin, *L'intervention britannique*, cit., p. 333.

piantagioni di caffè. In questo modo, la popolazione del quartiere contava circa 2.000 bianchi, 1.000 uomini di colore e 17.000 schiavi: un rapporto non così sfavorevole ai bianchi, se comparato con le cifre del resto della colonia⁵²². L'isolamento del quartiere e il ridotto numero di schiavi spiega perché Jérémie non fu vittima di rivolte degli schiavi del calibro di quelle a Nord dell'isola nel 1791; inoltre, essendo coperta di piantagioni di caffè che richiedevano un minor numero di schiavi, i padroni riuscissero a mantenere un relativo controllo sulla propria forza lavoro anche nei momenti di crisi e di sollevamento degli schiavi nel resto di Santo Domingo. A costituire un problema per i bianchi era invece la presenza dei mulatti e neri liberi, che possedevano numerose proprietà e il cui numero era in aumento: davanti a questo fenomeno, la politica dei bianchi di Jérémie si concentrò al fine di evitare l'applicazione dei decreti metropolitani in favore dei diritti dei neri, servendosi anche di bande armate di schiavi.

Questa resistenza del quartiere ad ogni ingerenza dell'autorità francese galvanizzò i coloni bianchi del resto dell'isola rifugiatisi negli Stati Uniti: i richiami all'unità, tanto frequenti nei proclami dell'Assemblea di Philadelphia erano inviti a seguire l'esempio di Jérémie e a sviluppare quella solidarietà tra bianchi che sola avrebbe potuto far la forza e respingere i decreti e le volontà dei Commissari. Nel discorso di apertura alla prima seduta dell'Assemblea di Philadelphia del 30 settembre 1793, Clausson ricordava come solo la condotta della città di Jérémie negli anni 1790-1793 fosse da ritenersi davvero repubblicana:

«Nous en acquérons tous les jours des preuves incontestables dans la conduite *vraiment républicaine* de Jérémie; c'est là la seule forme de gouvernement qui convient à une colonie en danger. Depuis le commencement de la révolution nous étions en danger, dès-lors, notre regime intérieur devint nécessaire, nous devions nous gouverner nous-mêmes, sous les lois générales de la puissance qui nous protégeait; avec ce régime, nous doublions nos forces, notre surveillance et déconcerté les projets des ennemis de la France»⁵²³.

L'espressione di "condotta repubblicana" si iscriveva nel contesto più ampio del discorso di Clausson, che sottolineava come fosse indispensabile mantenere l'unità e la fedeltà alla Costituzione francese, la sola che prescriveva la resistenza all'oppressione⁵²⁴. Clausson

⁵²² Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Description topographique*, vol. 3, cit., pp. 1396-1400.

⁵²³ *Journal des Révolutions*, cit., 4 ottobre 1793, n° 6, p. 23.

⁵²⁴ «Leur union [des habitants de Jérémie] a fait leur force dans tous les temps, ils ont triomphé de la révolte des hommes de couleur. C'est au nom d'une constitution qui consacre la résistance à l'oppression qu'ils ont constamment rejetés les pouvoirs qui tendaient à la violation de leurs propriétés. Encore une fois, il n'est pas une

difendeva la legge della Madrepatria come diritto delle genti, come garanzia e protezione dei diritti dei coloni rispetto agli abusi delle autorità esterne e delle potenze straniere. Sostenitore di un regime interno autonomo di gestione dell'isola, proponeva allora una sorta di sistema repubblicano federalista che difendesse le colonie, ma che non ne gestisse gli affari interni senza almeno un'avvallo degli abitanti. A differenza di molti altri coloni, Clausson metteva per questo in guardia i suoi colleghi dal fascino che esercitavano le proposte dell'Inghilterra, la cui rapacità e voglia di vendetta dai tempi della perdita delle Tredici colonie americane erano ottime ragioni per mettere le mani su Santo Domingo e sottometterla ai propri interessi. Inoltre, discuteva le ragioni per le quali la Gran Bretagna fosse scesa in guerra contro la Francia alla morte di Luigi XVI, sostenendo che la difesa della monarchia era stata solo un pretesto per distruggere l'Impero francese e servirsi, tramite «*pretextes royaux*» di tutte le risorse coloniali delle altre potenze sue alleate. Discolpando i regicidi di Francia – la cui condanna a morte del re non era che una scelta obbligata davanti agli eventi che avevano portato alla caduta della monarchia⁵²⁵ – il colono ricordava che i mali di Santo Domingo avevano preso avvio già sotto il regno di Luigi XVI e che la Rivoluzione e la Costituzione del 1791 e poi del 1793 avevano cercato di dare un freno agli abusi dell'autorità.

L'obiettivo polemico era senza dubbio l'articolo 1 delle proposizioni proposte agli abitanti della Grande Anse sulla base del Trattato di Whitehall, che prometteva la protezione della Monarchia inglese a tutti gli abitanti che non potevano ricorrere al loro legittimo sovrano per liberarli dalla tirannia che li opprimeva: per Clausson passare da una tutela monarchica ad un'altra non garantiva alcuna libertà per i coloni, che sudditi della Francia divenivano così sudditi della Gran Bretagna senza poter discutere del proprio regime interno⁵²⁶. Accusare la Gran Bretagna di volersi vendicare della perdita delle Tredici colonie strappando Santo Domingo ai francesi significava allora presentarla come una potenza vendicativa e tirannica, per nulla interessata alle libertà degli abitanti del Nuovo Mondo e alla difesa delle loro proprietà. Anzi, la ricerca della vendetta contro la Francia che era stata protettrice della libertà della repubblica degli Stati Uniti dimostrava che l'interesse dell'Inghilterra nulla avesse a che

loi française, par laquelle les propriétés de Saint-Domingue soient violées. Les excès dont nous nous plaignons sont donc des abus de la loi que nous avons droit de réprimer», *ivi*, p. 24.

⁵²⁵ «La colonie n'était-elle pas déjà à feu et à sang, quand les français d'Europe accuserent ce chef suprême du pouvoir exécutif? L'enchaînement des événements n'a-t-il pas su le rendre victime de la politique qui nous a perdus? Tel était sans doute le sort réservé au souverain du plus beau royaume de l'Europe, au protecteur des Etats-Unis», *ibidem*.

⁵²⁶ «Article 1er. Les habitants de Saint-Domingue ne pouvant recourir à leur légitime souverain pour les délivrer de la tyrannie qui les opprime, invoquent la protection de Sa Majesté britannique, lui prêtent serment de fidélité, la supplient de lui conserver la colonie, et de les traiter comme bons et fidèles sujets jusqu'à la paix générale, époque à laquelle Sa Majesté britannique, le gouvernement français et les puissances alliées décideront définitivement entre elles de la souveraineté de Saint-Domingue.». Si veda annesso n°11.

vedere con l'autonomia interna della colonia, bensì con i propri interessi commerciali e geopolitici. Insomma, il rischio era quello di veder cadere Santo Domingo sotto un regime al pari di quello delle Tredici colonie americane prima dell'Indipendenza: priva di autonomia interna, vittima del monopolio sui prodotti coloniali e degli interessi commerciali della Madrepatria, impossibilitata a difendersi dall'oppressione ministeriale e, infine, priva di una rappresentanza in Parlamento che potesse almeno discutere i termini della propria politica interna.

Anche quando Jérémie e Môle Saint-Nicolas vennero invase dagli inglesi, i coloni rifugiati nell'Assemblea continuarono a difendere i due quartieri accusando Genet e i due Commissari di non averle difese in alcun modo, tanto nella protezione del loro regime interno – attaccandole militarmente al fine di imporre l'applicazione il decreto del 4 aprile 1792 per il quale i Commissari erano stati inviati nell'isola –, quanto in quello esterno, non venendo in loro soccorso al momento dell'invasione inglese⁵²⁷. Si sorvolava, al contrario, sul fatto che ad organizzare l'occupazione fossero state anche le forze interne e si difendeva «les villes du Mole et de Jérémie, persécutées par un présumé ennemi intérieur, furent innocentes l'instant avant d'être coupables»⁵²⁸.

La lunga messa in guardia di Clausson contro la Gran Bretagna alla prima seduta dell'Assemblea di Philadelphia rispondeva alla fascinazione e l'interesse che l'asse Londra-Kingston-Jérémie sembrava promettere; l'idea di rientrare nelle proprietà, di respingere una volta per tutte le truppe repubblicane e di restaurare le gerarchie della colonia e il suo sistema di piantagione aveva attirato moltissimi coloni, che guardavano con interesse al possibile rientro nel quartiere di Jérémie per assecondare lo sbarco imminente. È evidente che i coloni erano da diverso tempo a conoscenza dei progetti di Venault de Charmilly e degli inglesi, così come dell'appello ufficiale che i rappresentanti dell'Assemblea provinciale della Grande-Anse avevano inviato agli inglesi sottoscrivendo il Trattato. Lo stesso Edmond Genet, venuto a sapere della conquista delle truppe inglesi della Grande-Anse, comunicava al Ministro degli Esteri francese che solo in quel momento capiva l'obiettivo di tutte quelle domande – da lui respinte – per poter rientrare a Jérémie, la nuova *Vandea* di Santo Domingo⁵²⁹.

⁵²⁷ «Par cette lettre, les colons exposent au citoyen Genet ce qui a causé les désastres de Saint Domingue; ils représentent qu'un tissu d'horreurs et de perfidies livre à l'ennemi extérieur le Mole et Jérémie, tandis que l'ennemi intérieur continue d'anéantir les cultures, en violant les propriétés. Qu'on a dissout les corps populaires; qu'on a sappé toutes les bases sur lesquelles reposent les loix et la sûreté de la République», Pierre-François Page, *Conspirations, trahisons et calomnies dévoilées et dénoncées par plus de dix mille français réfugiés au Continent de l'Amérique*, Paris, Fotrouge, 1794, p. 41.

⁵²⁸ AN, D/XXV/69, *Répresentations Pouvoirs et Protéstations*, cit.

⁵²⁹ Frederick Turner (ed.), *Correspondence of the French Ministers*, cit., p. 274.

Tra i più entusiasti sostenitori dell'intervento inglese vi era senza dubbio Guillaume-François Mahy Corméré. Nato in Francia nel 1739 in una nobile famiglia di Blois, divenne funzionario del re seguendo la tradizione di famiglia che risaliva almeno al 1401 e sotto il primo ministero di Jacques Necker preparò un piano di riforma delle gabelle e delle dogane. Grazie a questo piano, ottenne dal 1780 al 1791 il titolo di *Chef du Bureau du Contrôle général* e acquisì una certa notorietà grazie alle sue conoscenze in materia finanziaria ed economica, che gli valsero diversi riconoscimenti nel mondo accademico dell'epoca, particolarmente da parte dei Ministri delle Finanze e del mondo fisiocratico, nonostante le forti divergenze⁵³⁰. Proprietario a Santo Domingo, egli partecipò al Club Massiac, prima che la condanna di suo fratello nel 1792 per partecipazione ad un complotto controrivoluzionario, lo spinse ad abbandonare la Francia per Santo Domingo, dove arrivò nel marzo del 1792⁵³¹.

La commissione intermediaria, composta da D'Augy, Rabotteau, Poujet, L'Archevesque Thibaud, Bizouard, Delaire e Daveaux La Roche lo nominò *inspecteur de la subvention*, ruolo che ricoprì fino alla sua deportazione ordinata da Sonthonax e Polverel nel giugno del 1793 dopo l'incendio di Cap Français⁵³². Arrivato a Baltimora nell'agosto 1793, prese immediatamente contatto con il gruppo di *émigrés* in esilio a Philadelphia composto da Moreau de Saint-Mery, Beaumetz e soprattutto Talon, che lo presentò al ministro plenipotenziario britannico George Hammond⁵³³. Da qui, Mahy de Corméré iniziò una lunga collaborazione e consulenza di carattere politico e finanziario con il governo britannico, concretizzata in una serie di memorie e, soprattutto, in una sua celebre fatica, l'*Histoire de la Révolution de la Partie Française de Saint-Domingue*⁵³⁴.

In un primo momento, durante il soggiorno a Baltimora e poi a Philadelphia, Mahy de Corméré aveva sperato di riuscire a entrare in contatto e convincere i coloni delle Assemblée

⁵³⁰ Per i lavori di Mahy de Corméré e le sue proposte di riforma finanziaria sotto l'Antico Regime e nei primi anni della Rivoluzione si veda: John Bosher "Guillaume-François Mahy de Corméré et la réforme officielle sous l'Ancien Régime".

⁵³¹ AN, 40CP/37, fol. 141, Notes des services de M. De Corméré.

⁵³² *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol. 6, cit., p. 203; AN, D/XXV/14, Guillaume François Mahy de Corméré, *Précis des faits relatifs à la malheureuse colonie de Ste Domingue*, cit.

⁵³³ AAE, 40CP/37, fol. 140, fol. 204.

⁵³⁴ Guillaume-François Mahy de Corméré, *Histoire de la Révolution de la Partie Française de St. Domingue*, vol. I, Baltimore, Samuel et John Adams, 1794. Il secondo volume, che Mahy annunciò in ben tre diverse missive al governatore Williamson, al ministro plenipotenziario Hammond e a Victor Malouet, è rimasto manoscritto tra le carte del fondo di Moreau de Saint-Mery, di cui ci si propone a breve l'edizione. La produzione scritta di Mahy de Corméré è ampissima, perciò ci si limita a citare quella compresa tra il 1793 e il 1802: Guillaume-François Mahy de Corméré, *Précis des faits relatifs à la malheureuse colonie de Ste. Domingue*, [1793], AN, D/XXV/69; *Réflexions sur les moyens d'assurer les relations commerciales entre les Etats Unis de l'Amérique et les colonies, sans rendre aux intérêts des métropoles*, [1794], AAE, 40CP/37; *Notes relatives aux meilleurs moyens à adopter pour renvoyer les habitants de St. Domingue dans cette colonie*, [1794], AAE, 40CP/37; *Point de vue proposé à son Excellence Monsieur Williamson, gouverneur de Saint Domingue, sur la nature des relations à établir entre le gouvernement de Saint Domingue et son Excellence Monsieur Hammond*, [1795], AAE, 40CP/37.

delle due città, senza però particolare successo. Infatti, le già citate diffidenze di Clausson verso l'invasione inglese erano condivise dalla gran parte dei coloni che figuravano nelle assemblee, compresi i loro rappresentanti. In effetti, pare che la sola lettera che Mahy de Corméré inviò al loro rappresentante in Francia Jean-Augustin Brulley non ricevette alcuna risposta e venne immediatamente inserita dal rappresentante tra le carte da consegnare alla Commission des Colonies incaricata di redigere il processo sull'*Affaire des Colonies* come prova del tentativo – fallito – di un controrivoluzionario di avvicinare i coloni patrioti alla sua causa. Del resto, di queste antipatie Mahy de Corméré era a conoscenza, a tal punto che in una lettera a Hammond segnalava l'inaffidabilità dei coloni di Charleston, particolarmente di Delaire – suo vecchio collega nella Commissione intermediaria –, di Borel e di Caradeux, con i quali il ministro plenipotenziario sembrava aver aperto delle trattative su consiglio del colono in Jamaica Cadush⁵³⁵.

L'occupazione britannica di Santo Domingo, dal 1793 al 1798, fu difficile sia in termini di perdite umane che sul piano finanziario; inoltre, le divisioni tra i coloni non fecero che accentuarsi con l'arrivo degli inglesi. Vi si scontrarono almeno quattro partiti: i coloni *patriotes*, diffidenti verso l'intervento inglese e che cercarono di mantenere una linea fedele alla Francia; il partito dei coloni che avevano preso parte alle assemblee coloniali come Cadush che speravano nell'occupazione al fine di restaurare Santo Domingo e poi discutere la possibilità di renderla ai francesi sotto un regime interno autonomo in tempo di pace; il partito di Malouet, composto da Venault de Charmilly e, infine, quello del generale Montalembert, al quale si unirono il colonnello Cambefort e Mahy de Corméré. Secondo gli auspici di questi ultimi, che da tempo lamentavano l'ingombrante figura di Cadush nell'entourage del governatore Williamson, nel 1795 Montalembert, con l'escamotage di un duello, riuscì a liberarsi del colono e, finalmente, a svincolare il gabinetto inglese dagli ex deputati di Saint Marc⁵³⁶. In questa situazione estremamente intricata, Venault de Charmilly si allineò allora al partito di Montalembert, Mahy de Corméré e Cambefort, ma su posizioni ancora più anglofile di quanto prospettassero questi ultimi, sconfessando le istruzioni dategli da Malouet, rigettando qualsiasi compromesso con i portavoce dei Borbone a Santo Domingo – Cougniac-Myon e Loppinot –

⁵³⁵ AAE, 40CP/37, fol. 209. Le diffidenze verso Cadush e, più in generale, verso i cosiddetti "autonomisti di Saint Marc" erano condivise anche dal colonnello Cambefort, che in una lettera a Victor Malouet del 1794 scriveva: «Mais que le gouvernement anglais, garde à la solde de ses finances, et à la solde de sa confiance, les factieux de l'assemblée de Saint-Marc, qui respirent et agissent, tous dans la personne de Cadush, agent français à la Jamaïque, que cette faction influence les opérations de St. Domingue; qu'elle soit consultés sur le choix des personnes, aux différents places de magistrature, de service militaire ou administratif, c'est ce qu'on aura peine à croire et c'est alors Monsieur, qu'on se sont pressé du besoin de se convaincre, ou que vous m'avez été consulté en rien, par le ministère anglais dans tout ce qui a traité à Saint Domingue [...]». AAE, 40CP/37, foll. 130-139.

⁵³⁶ David Geggus, *Slavery, War and Revolution*, cit., pp. 58, 73, 107-126.

rifiutando la partecipazione delle truppe spagnole che agivano come ponte d'unione tra i Borbone di Francia e il gabinetto di Pitt e augurandosi che l'intervento britannico fosse l'anticipazione della cessione definitiva della colonia alla Gran Bretagna⁵³⁷.

Davanti l'avanzare dell'offensiva francese e il deteriorarsi dell'occupazione inglese dopo il successo degli anni 1793-1794, Mahy de Corméré intervenne cercando una linea conciliatoria che tentasse di allineare i coloni negli Stati Uniti alla causa britannica, di coordinare la presenza spagnola con quella inglese e di concertare un contrattacco che avrebbe definitivamente ridotto le forze repubblicane. Tra il 1794 e il 1795, lavorò alla sua *Histoire de la Révolution* in più volumi dedicata al generale Williamson: tramite la storia dell'isola, Mahy de Corméré tracciava nel primo volume gli errori del governo francese e i danni dell'emancipazione al fine di introdurre la linea che gli inglesi avrebbero dovuto seguire per restaurare la colonia. Gli altri due volumi, come detto rimasti manoscritti, avevano invece il compito di illustrare la politica commerciale da tenere con le potenze europee e, soprattutto, con gli Stati Uniti. Le linee generali del manoscritto erano state già tracciate in un suo breve memorandum dal titolo *Réflexions sur les moyens d'assurer les relations commerciales entre les États Unis de l'Amérique et les Colonies* inviato a George Hammond nel 1794, nel quale cercava di mitigare le posizioni di Venault de Charmilly nei confronti degli Stati Uniti e di prospettare un allentamento del Navigation Act del 1641.

Le posizioni di Venault de Charmilly verso gli Stati Uniti erano piuttosto dure, perché a suo avviso si trattava della sola potenza in grado di minacciare seriamente gli interessi britannici nei Caraibi per una doppia ragione: da un lato la vicinanza alle Antille dava loro modo di agire militarmente con maggior prontezza; dall'altro, il «*flambeau de la liberté que les créoles attendent avec tant d'impatience*» li aveva posti quali protettori della libertà nel Nuovo Mondo e dunque punto di riferimento per quanti sognassero di svincolarsi dai monopoli imperiali dell'Europa. Questa preminenza degli Stati Uniti andava a suo avviso frenata sia tramite l'occupazione della colonia di Santo Domingo e la definitiva conquista dell'isola, sia tramite l'applicazione senza deroghe del Navigation Act del 1651⁵³⁸.

Preoccupato per l'influenza che le idee di Charmilly potessero avere sul governatore della Jamaica, Mahy de Corméré propose al contrario un alleviamento del sistema introdotto

⁵³⁷ *Courrier Politique de la France et de ses Colonies*, 6 marzo 1794, n°73.

⁵³⁸ In una lettera, Charmilly scriveva infatti a William Pitt: «Soulevant le voile qui cache l'avenir, je vous fasse apercevoir l'ennemi éternel et le rival le plus dangereux pour l'Angleterre. Avec l'énergie d'un peuple encore nouveau, l'Amérique a la sagesse de l'âge mûr de son siècle. Les Américains du Nord tournent leurs regards vers les Iles à sucre et les possessions espagnoles, vous connaissez mieux que moi leurs avantages pour y parvenir. Voyez-les bientôt pénétrer dans le golfe du Mexique et y porter la flambeau de la liberté que les créoles attendent avec tant d'impatience. N'attendez pas ce moment, plus tôt qu'on ne le croit». Charles Frostin, *L'intervention britannique*, cit., p. 326; Manuel Covo, *Entrepôt of Revolutions*, cit., p. 146.

dal Navigation Act e un'applicazione perfezionata del monopolio sullo stile francese della seconda metà del Settecento. L'idea non era nuova, perché Mahy de Corméré in un testo dedicato alla *Commission des Colonies* aveva già suggerito nel 1791 di aprire i porti di Santo Domingo alle importazioni americane, al fine di sopperire alla domanda di beni della colonia – al quale le produzioni francesi non riuscivano adeguatamente a rispondere – e di ridurre il monopolio esclusivo dei negozianti francesi dei porti atlantici⁵³⁹. Perfezionando la sua proposta del 1791 e per renderla più allettante per il governo inglese, egli suggeriva di derogare al monopolio senza però ridurre i diritti e le tasse di importazione ed esportazione sulle merci americane che sarebbero dovute confluire nelle casse della Madrepatria come compensazione alle spese per la sicurezza della colonia e dei suoi abitanti.

Proprio come nel 1791, Mahy de Corméré apriva così ai proprietari coloni e, implicitamente, prendeva le distanze dalle *maisons de commerce* di Londra, cercando di alleviarne il potere lobbistico e sostituendolo con quello degli *habitants-plantieurs* e dei loro interessi, dei quali si faceva portatore. Infatti, più che un'opera di carattere economico-commerciale, il testo delle *Réflexions* e i suoi volumi dell'*Histoire* si presentavano come un tentativo di conciliazione tra gli interessi commerciali e politici della Gran Bretagna e quelli dei coloni rifugiati. L'analisi dei benefici dell'apertura al commercio americano e dei limiti dati dalla mancata imposizione delle tasse sui beni importati ed esportati tra gli Stati Uniti e Santo Domingo nel regno di Francia potevano interessare il governo inglese e, soprattutto, venire incontro ai coloni che, dal 1789, avevano più volte forzato la mano contro i *diktat* della Madrepatria e aperto i porti ai bastimenti americani in entrata.

Inoltre, queste riflessioni si accompagnavano alla speranza di rendere allora più allettante per i coloni il rientro nelle loro piantagioni, assicurando loro la protezione interna, la sicurezza della loro persona e della loro proprietà e, soprattutto, una gestione più autonoma dei beni prodotti dalla piantagione, che divenivano così merce di scambio con gli americani per ottenere beni essenziali che la colonia, nella condizione di devastazione in cui si trovava, non poteva altrimenti procurarsi⁵⁴⁰. L'apertura dei porti agli americani e la tassazione sulle merci, avrebbe oltretutto procurato alla Gran Bretagna dei fondi per affidare al generale Cambefort,

⁵³⁹ Guillaume-François Mahy de Corméré, *Observations importantes sur les colonies françaises de l'Amérique*, Paris, L. Potier de Lille, 1791. Il testo, tra l'altro, era stato particolarmente apprezzato da Gouverneur Morris, che ne inviò immediatamente una copia al sottosegretario Thomas Jefferson nel 1791 e anche da Alexander Hamilton, che nella sua bozza della *View of the Commercial Regulations of France and Great Britain in Reference to the United States*, ammetteva di essersi apertamente ispirato al testo di Mahy de Corméré. "To Thomas Jefferson from Gouverneur Morris, 6 November 1791" in *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 22, cit., pp. 260-262; "View of the Commercial Regulations of France and Great Britain in Reference to the United States [1792-1793]" in *The Papers of Alexander Hamilton*, vol. 13, cit., pp. 411-427.

⁵⁴⁰ Guillaume-François Mahy de Corméré, *Réflexions sur les moyens*, cit., fol. 150.

fedele alleato di Mahy de Corméré, la guida di un'armata di coloni radunati negli Stati Uniti col compito di combattere contro le armate francesi e liberare la colonia dalla loro presenza una volta per tutte. Inoltre, la Gran Bretagna, per convincere al rientro i proprietari sotto un nuovo dominio, avrebbe dovuto pagare loro il viaggio come segno di affezione e fiducia verso i nuovi sudditi e come segno che presto, grazie ad un'ultima controffensiva, la Francia sarebbe stata finalmente sconfitta e allontanata dall'isola per sempre⁵⁴¹.

La forza delle armi e il rientro dei bianchi sembravano sufficienti garanzie che presto gli schiavi liberati da Sonthonax e Polverel sarebbero stati battuti e che cacciata la Repubblica francese e la sua promessa emancipatoria, sarebbe stato più facile farli rientrare nelle piantagioni sotto il regime della schiavitù:

«La conquête de la Colonie de Saint Domingue ne consiste pas seulement dans celle du sol, et dans la réduction des esclaves: celle des hommes attachés à cette malheureuse colonie, soit par leurs propriétés, soit par leurs services, soit par leur industrie, n'est pas moins importante.»⁵⁴².

L'insistenza di Mahy de Corméré tradiva in realtà tutta l'urgenza davanti all'avanzare delle forze repubblicane francesi guidate dai generali André Rigaud a Sud e Toussaint Louverture a Nord-Ovest. Il passaggio di quest'ultimo per le forze francesi non appena a Parigi venne proclamato il decreto del 14 Pluvioso anno II diede infatti un forte contributo alla controffensiva repubblicana che, alla fine dell'anno 1797, avrebbe portato alla rinuncia inglese all'occupazione e, nel marzo 1798, alla completa evacuazione delle forze britanniche dall'isola⁵⁴³.

Il Trattato di Whitehall del 1793 e le sue conseguenze caraibiche accelerarono la ratifica del Decreto del 16 pluvioso anno II. Una volta riconosciuti e inviati i sei deputati eletti grazie alle elezioni indette da Sonthonax e Polverel, Edmond Genet non aveva dubbi che

⁵⁴¹ «Dans chacune de ces trois villes [New York, Baltimore et Philadelphie], le Consul de S.M. [Hammond] s'éclairera dans ses recherches, et ses choix, par un français résidant dans la ville, qui aura mérité ces excès de Confiance. La manière de transporter les Colons, qui paraîtrait à la fois la plus économique et la mieux adaptée aux besoins de la Colonie, serait l'acquisition dans chacun des ports qu'on vient de nommer, d'un bâtiment très bon et très fin voilier en état de porter de 13 à 18 canons». AAE, 40CP/37, fol. 209.

⁵⁴² AAE, 40CP/37, *Point de vue proposé à Son Excellence*, cit., fol. 184.

⁵⁴³ «À St. Domingue nous avons quelques succès sur tous les points [...] Nos ennemis perdent tous les jours du terrain soit par des défaites, soit par défection. Leogane dans l'Ouest vient d'être repris par Rigaud, et prépare la chute de St. Marc et du Port-au-Prince [...] Thiburon au midi, point fort important, vient aussi d'être pris par Rigaud, et mène sans doute à la conquête de Jérémie». Lettera del 15 gennaio 1795 del Ministro Plenipotenziario Fauchet al Ministro degli Affari Esteri, Frederick Turner (ed.), *Correspondence of the French Ministers*, cit., p. 542.

l'emancipazione generale proclamata dai Commissari sarebbe stata la più preziosa risorsa per sconfiggere gli inglesi nella colonia:

«Ne vous alarmez point au surplus de la conquête momentanée de nos ennemis. Le volcan de Saint Domingue les rejettera bientôt de son sein ainsi que tous les traîtres quel es y ont appellés; la nature le veut; tous les nègres sont libres et tous savent qu'ils retomberont dans les fers si la république succombe»⁵⁴⁴.

Come abbiamo già avuto modo di provare nelle pagine precedenti, la speranza e la sicurezza di queste parole non erano il frutto del cinismo politico di Genet, che si sarebbe così augurato che la libertà dei neri in una colonia in piena rivolta servisse come elemento sovversivo al sistema coloniale inglese basato a sua volta sulla schiavitù. Era, al contrario, l'esito della convinzione che la Repubblica, per essere veramente tale, doveva seguire la sua forza promotrice più forte, l'emancipazione dei popoli e di tutta l'umanità, senza distinzione di colore o emisfero nel mondo. Del resto, la sua politica negli Stati Uniti e lo sconforto per una emancipazione "a metà", che difendesse un *système mixte* e contraddittorio di accordo tra la Repubblica e la schiavitù e, infine, che proteggesse i coloni di Santo Domingo e la loro propensione all'*epidermocratie*, ne erano a lungo stati la prova⁵⁴⁵.

Le reazioni in Francia non sembrano avergli dato torto, perché una volta venuti a conoscenza del Trattato di Whitehall e della conseguente invasione inglese, un'ondata di indignazione si sollevò dagli scranni della Convenzione, sintetizzata dalla celebre frase di Danton «c'est aujourd'hui que l'Anglais est mort!». Proprio sulla base di quest'ultima celebre frase, la tradizione storiografica che ha insistito sulla portata cinica e addirittura nazionalista dell'abolizione ha dominato a lungo la lettura storica di questa decisione come prova dell'evidente opportunismo militare della Convenzione. Ci sembra, tuttavia, una lettura piuttosto riduttiva non solo della discussione che prese avvio alla Convenzione, bensì anche della lotta di principi che effettivamente aveva luogo nell'Atlantico, che andava ben al di là della semplice volontà di sconfiggere il nemico secolare della Francia con ogni mezzo⁵⁴⁶.

⁵⁴⁴ *Ivi*, p. 276.

⁵⁴⁵ *Ivi*, p. 260.

⁵⁴⁶ Yves Benot, *La Révolution Française et la Fin des Colonies*, La Découverte, 2004 (prima edizione 1988), pp. 8-10; Florence Gauthier, *Triomphe et mort*, cit; Jean-Daniel Piquet, *L'émancipation des noirs sous la Révolution française*, Paris, Karthala, 2001; Florence Gauthier (dir.), *Périssent les colonies plutôt qu'un principe! Contributions à l'histoire de l'abolition de l'esclavage, 1789-1804*, Paris, Société des études robespierristes, 2002; Yves Benot, *Les lumières, l'esclavage, la colonisation*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 261-263; Jean-Daniel Piquet, Le discours abolitionniste de Danton (16 pluviôse an II), in *Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, 2010/3 (n°90), pp. 353-377; Caroline Fick, *Haiti, naissance d'une nation. La révolution de Saint-Domingue vue d'en bas*, Rennes, Les Perséides, 2014.

In parte ispirato dalla lettera di Charles-Edmond Genet del 15 novembre 1793, il lungo intervento di Dufay alla Convenzione – che precedette quello di Danton – si costruì pazientemente a partire dalla denuncia contro i coloni bianchi, controrivoluzionari e «race privilégiée» responsabile dei dissidi interni già dal 1789 e artefice di un trattato che avrebbe posto la colonia sotto la tutela britannica⁵⁴⁷. Per spiegare le ragioni che avevano spinto i coloni bianchi a trattare con gli inglesi, Dufay partiva dall'equazione tra coloni e nobiltà: essendo esclusivamente nobili, i coloni si sentivano una razza distinta dalle altre, superiore e per questo riluttanti all'accettazione del principio dell'eguaglianza caratterizzante la Repubblica. Pertanto, posti al di fuori della *cité républicaine*, essi non potevano che comportarsi da traditori e allearsi con la potenza nemica della Francia e della repubblica, la Gran Bretagna:

«Que tous les Français se réveillent donc de leur léthargie: qu'ils ouvrent enfin les yeux sur ces colons perfides, sur les serpents qu'ils réchauffent dans leur sein! Jamais les Anglais n'ont eu dans l'intérieur de la France des agents plus fidèles ni plus dangereux pour nous. Ne sait-on pas que tous les colons sont nobles, très nobles, hauts et puissants seigneurs, liés avec tous nos ennemis, émigrés et autres; qu'ils ont à Londres Malouet, Vaudreuil, Lameth et peut-être deux mille colons comme eux, des plus riches et des plus animés contre vous, qui sont leurs agents et leurs correspondants, et qui étant tous émigrés, n'ont que le moyen de vous tromper pour rentrer, loin de vos yeux, sur le territoire français? [...] les agents perfides du ministère britannique commandaient à Saint-Domingue la défection entière de toute notre marine, pour livrer en même temps la plus belle de nos colonies.»⁵⁴⁸.

Alla luce di quanto detto sul Trattato di Whitehall, sembra allora molto più chiaro il riferimento a Victor Malouet, che incarnava, oltre che la figura del *monarchien émigré* in esilio, quella del *planteur royaliste*, pronto a vendere i territori francesi ad una potenza straniera in nome della difesa dei valori monarchici. Solo la diplomazia dei principi, la *République européenne* d'Antico Regime – come la definiva proprio Malouet – potevano svendere così un territorio della Nazione. Quale francese, sinceramente affezionato alla repubblica avrebbe agito altrettanto? Il punto allora non erano gli inglesi in quanto potenza concorrenziale o il loro sistema coloniale che si metteva in discussione, bensì gli inglesi in quanto nemici naturali della

⁵⁴⁷ Per una analisi appassionante del dibattito alla Convenzione che ebbe luogo nelle giornate del 15, 16 e 17 pluvioso anno II si veda Pierre Serna, "Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviöse an II? Ou lorsque la naissance de la citoyenneté universelle provoque l'invention du «crime de lèse-humanité»", in *La Révolution française*, 2014, n°7.

⁵⁴⁸ *Archives Parlementaires*, t. LXXXIV, p. 281.

Repubblica, protettori del sistema monarchico e della sua sopraffazione. Il Trattato, l'invasione inglese e il "complotto controrivoluzionario coloniale" allora avevano accelerato la democratizzazione della Repubblica, dato nuovo slancio ad una decisione che, presa dai Commissari in un momento di crisi contingenziale, non perdeva affatto il suo portato storico e ideologico in nome di un presunto cinismo anti-inglese, bensì riscopriva il nuovo e vero valore dell'uguaglianza nella costruzione della *cit   républicaine*. Cos   vanno allora lette le parole di attacco del discorso di Danton, ancora prima di quelle di chiusura, quando esclamava «Représentants du peuple français, jusqu'ici nous n'avons d  cr  t   la libert   qu'en   goistes et pour nous seuls. Mais aujourd'hui nous proclamons    la face de l'univers»⁵⁴⁹.

L'universalit   dell'uguaglianza era allora il vero nemico della monarchia e il suo trionfo dipendeva unicamente dalle scelte della Convenzione e dei suoi deputati. Se ricalata nel giusto contesto, vediamo che l'espressione «l'Anglais est mort» era anticipata da un periodo pi   lungo e articolato, che al di l   della retorica, esprimeva una performativit   senza precedenti: «Nous travaillons pour les générations futures, lan  ons la libert   dans les colonies; c'est aujourd'hui que l'Anglais est mort»⁵⁵⁰.

Se lo slancio rivoluzionario domin   buona parte dei discorsi alla Convenzione, la requisitoria di Dufay era permeata da una dimensione punitiva e politica dell'emancipazione contro i bianchi, considerati universalmente i nemici della Repubblica. Cos  , se l'emancipazione generale supponeva un importante sforzo di rifondazione della societ   coloniale nei Caraibi – e particolarmente a Santo Domingo, dove il potere dei proprietari era svanito dopo gli avvenimenti di giugno 1793 – la lettura di questo avvenimento insisteva grandemente sulle ragioni politiche di questo processo. Al primo posto di queste ragioni vi erano, come aveva sostenuto Genet il 15 novembre, i progetti degli «  pidermocrates contre-révolutionnaires» contre «la redoutable coalition des hommes libres»⁵⁵¹.

Per i rappresentanti di Santo Domingo, cos   come per i deputati che sostennero la decisione finale di abolire la schiavit   nella seduta del 4 febbraio, era evidente che la libert   generale fosse garante dell'integrit   territoriale delle colonie contro le invasioni e i disordini interiori. Di conseguenza, la risposta pi   immediata delle autorit   metropolitane all'abolizione si concentr   particolarmente sulla repressione. Gli oppositori tradizionali alla legislazione rivoluzionaria sulle colonie almeno dal 28 marzo 1792 – i coloni rifugiati, i loro rappresentanti e i membri delle lobby coloniali nella capitale – furono le principali vittime di questa

⁵⁴⁹ *Ivi*, p. 284.

⁵⁵⁰ *Ibidem*.

⁵⁵¹ AAE, 39CP/39, foll. 73-74.

repressione. All'inizio del mese di marzo 1794, la deputazione dei sei membri inviati da Sonthonax e Polverel insistette perché il Comitato di Salute Pubblica arrestasse Pierre-François Page e Jean-Augustin Brulley. La domanda fu soddisfatta con decreto del 6 marzo, seguito due giorni dopo da un mandato d'arresto verso tutti i coloni che erano stati membri dell'Assemblea di Saint Marc, del Club Massiac e di tutti i loro agenti in Madrepatria. Basato in gran parte sull'identificazione dei gruppi controrivoluzionari nei Caraibi, il discorso di Dufay trovava così la sua estensione politica in Francia tramite queste misure⁵⁵².

A poco sarebbero valse le proteste di Page appena dopo l'arresto, quando nel suo *Conspirations, trahisons et calomnies* tentava di svincolare i coloni rifugiati in Francia e negli Stati Uniti dalle accuse di Dufay⁵⁵³. Anzi, scaricando la colpa sui bianchi rimasti a Santo Domingo, si chiedeva come prima dello sbarco degli inglesi questi bianchi potessero essere definiti "fedeli repubblicani e patrioti" se poi, al primo richiamo del nemico, si erano venduti con così tanta facilità. La retorica gli serviva per sviluppare l'argomentazione seguente contro Polverel e Sonthonax, fino ad insinuare che proprio come il loro protettore Brissot, i Commissari avessero volontariamente cercato l'appoggio in uomini notoriamente controrivoluzionari al fine di distruggere la colonia e cederla alla Gran Bretagna.

Sebbene in arresto, i rappresentanti dei coloni Page, Brulley, L'Archevesque Thibaud e Millet riuscirono a usufruire della complicità di Pierre Auguste Adet al Ministero della Marina per far nominare nella nuova Commissione civile da inviare a Santo Domingo Victor Hugues, loro collega e con loro inviato dall'assemblea di Philadelphia a difendere gli interessi dei coloni rifugiati⁵⁵⁴. Originario di una famiglia di Port-au-Prince, Hugues si distinse come *colon patriote* iscritto al club dei Giacobini di Parigi, poi, una volta negli Stati Uniti, partecipò assiduamente

⁵⁵² Pur non condividendo pienamente le tesi dell'autrice, per la politica coloniale montagnarda nei mesi di febbraio-luglio 1794 si veda Claire Blondet, "Quand les terroristes font le procès du colonialisme esclavagiste les thermidoriens organisent son oubli", in Florence Gauthier (dir.), *Périssent les colonies*, cit., pp. 43-66. Su tutt'altra linea è invece Jean-Daniel Piquet, "L'émancipation des Noirs dans les débats de la société des Jacobins de Paris (1791-1794)", in Marcel Dorigny (dir.), *Esclavage, résistances et abolitions*, Paris, Éditions du CTHS, 1999, pp. 187-198.

⁵⁵³ «Ce ne sont pas ceux qui sont en France; ils se sont réunis aux commissaires de Saint-Domingue, pour demander, dès le mois de janvier 1793, des secours contre l'invasion des Anglais et des Espagnols. Au mois de mars, ils ont de nouveau insisté à la barre de la convention, pour demander ces mêmes secours contre les Anglais et les Espagnols. Ils ont prêté le serment de fidélité à la République, et protesté contre tout traité fait avec les ennemis de la France. Ce ne sont pas les colons réfugiés à la Nouvelle Angleterre: ils denoncent Genet comme ayant refusé de les faire passer à Saint-Domingue, pour le conserver à la République, et défendre cette colonie contre les attaques des Anglais; ils accusent Genet de s'être entendu avec Sonthonax, et d'avoir envoyé les forces maritimes de la République contre Saint-Pierre Miquelon, pendant qu'il était averti que les Anglais se disposaient à aller s'emparer de Saint-Domingue; enfin, ils ont, comme les patriotes actuellement en France, protesté contre toute espèce de traité fait ou à faire à Saint-Domingue, avec les ennemis de la République.». Pierre-François Page, *Conspirations, trahisons et calomnies*, cit., p. 75.

⁵⁵⁴ Yves Benot, "Comment la Convention a-t-elle voté l'abolition de l'esclavage en l'an II?", in *Annales historique de la Révolution française*, 1993 n°293-294, p. 252.

alle assemblee di Philadelphia⁵⁵⁵, dove venne nominato rappresentante dei coloni; in quanto avversario di Sonthonax e Polverel, più volte aveva sollevato perplessità verso l'emancipazione degli schiavi neri, di cui era stato, ovviamente, anche proprietario⁵⁵⁶.

Con l'arresto dei coloni il 9 marzo 1794 e la formazione della Commissione civile da inviare alle Iles du Vent si apriva la politica abolizionista iniziata dalla Convenzione nazionale e si chiudeva, al contrario, l'effetto sperato delle dodici proposizioni pattuite da Victor Malouet con il Ministro degli Esteri Dundas. Il Trattato di Whitehall vedeva i suoi effetti sperati venire meno sotto il peso delle divisioni interne al mondo coloniale – dall'autonomia del suo portavoce nelle colonie, all'intervento degli emissari dei Borbone, fino alla diffidenza dei coloni rifugiati negli Stati Uniti – e, soprattutto, davanti alla forza del principio dell'uguaglianza che, da una parte all'altra dell'Atlantico, sembrava inarrestabile.

Ricostruire l'attività politica tra due mondi dei cosiddetti coloni patrioti non è un'impresa facile. Come visto, le fonti sono molteplici e nonostante la raccolta dei dati e il tentativo di sistematizzazione delle informazioni ricavate, il lavoro ha richiesto un continuo rimaneggiamento e aggiornamento dei dati di volta in volta. In questo capitolo, si è cercato così innanzitutto di descrivere i criteri di organizzazione dei dati nel database *Nodegoat*, cercando di illustrare come il metodo utilizzato potesse rispondere alla questione del ruolo politico dei coloni una volta fuggiti nel Nuovo Mondo. Individuato il gruppo di riferimento, al quale sono stati poi integrati alcuni focus sui protagonisti di spicco e le loro produzioni editoriali, si è proseguito con l'analisi socio-professionale dei circa 1000 coloni campionati.

L'analisi ha fatto emergere una complessità sociale dei coloni che ben rispecchiava il caotico mondo coloniale dell'Antico Regime, con una preponderanza della figura dei *planteurs* e dei proprietari di piccoli appezzamenti di terreno con almeno 3-5 schiavi a testa. Contrariamente alla presenza nell'isola e nei porti americani prima della Rivoluzione, i commercianti e i *négociants* erano sottorappresentati, in quanto rispondenti a logiche socioprofessionali e politiche differenti dalle esigenze dei coloni riuniti nelle assemblee di Philadelphia. Più coesa invece sembra essere stata l'esperienza politica e militare pregressa dei coloni, caratterizzata soprattutto dall'arruolamento per la Guerra d'Indipendenza americana,

⁵⁵⁵ AN, D/XXV/69, D/XXV/80; AAE, 40CP/37.

⁵⁵⁶ Michel Rodigneaux, *Victor Hugues: l'ambition d'entrer dans l'histoire, 1762-1826*, Paris, SPM, 2017; Yves Benot, "Documents concernant Victor Hugues en 1795", in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 2001/4, n°130, pp. 47-62; Laurent Dubois, "The Price of Liberty: Victor Hugues and the Administration of Freedom in Guadeloupe 1794-1798", in *William and Mary Quarterly*, 1999/2, n°56, pp. 363-392.

dalla partecipazione elettorale all'Assemblea di Saint-Marc e poi alla seconda Assemblea generale indetta nel 1791 e dall'orgoglio per aver presto parte alla Guardia Nazionale cittadina. Tutti segni di distinzione patriottica che questi coloni poterono rivendicare per esprimere la loro piena fedeltà al nuovo regime repubblicano e per respingere le crescenti accuse di simpatie controrivoluzionarie.

L'analisi sociale e politica dei partecipanti alle assemblee di New York, Boston e Philadelphia è stata poi l'occasione per riflettere sulla categoria binaria, ma sfuggente di *grands* e *petits blancs*, cercando di storicizzarne i caratteri e di delineare alcune linee di tendenza necessarie al fine di spiegare l'alta partecipazione dei cosiddetti *petits blancs* al momento assembleare rappresentativo delle riunioni dei coloni nelle città americane. Del resto, l'esperienza di queste *assemblée des colons réfugiés aux États-Unis* fu l'effetto di quel più largo fenomeno di *apprentissage* alla partecipazione politica che aveva coinvolto tutto il mondo atlantico, dalle Tredici coloni americane alla Francia metropolitana e poi, di riflesso, anche all'isola di Santo Domingo.

Riflettendo sull'organizzazione politica dei coloni quale specchio e diretta conseguenza dei rivolgimenti rivoluzionari è stato possibile individuare i caratteri fondamentali di questa attività politica, scanditi, proprio come per la Madrepatria, da un'intensa attività editoriale, incarnata particolarmente dai celebri giornali compilati dai coloni di Santo Domingo; dall'invio di petizioni private e collettive indirizzate alle istituzioni pubbliche e ai governi; e, infine, da un'attività assembleare e sovrana come quella delle Assemblee riunite per eleggere i propri rappresentanti e rifiutare la legittimità di quelli scelti dai Commissari. A proposito di questo terzo punto, abbiamo cercato di delineare le strategie dei coloni all'interno delle assemblee, la struttura e lo statuto di cui si dotarono e, infine, il lavoro di coordinamento tra membri dell'assemblea e i loro rappresentanti al fine di proporsi quale valida e legittima alternativa alle misure proposte da Edmond Genet e dai due Commissari Poulverel e Sonthonax.

Infine, proprio nell'alveo di meglio qualificare l'esperienza di questo gruppo di coloni rispetto a quelli emigrati a Londra, ci è sembrato opportuno focalizzare l'attenzione su un episodio poco considerato della storia coloniale come quello del Trattato di Whitehall e le sue conseguenze nel mondo atlantico. In questo modo, non solo si è tornati su una vicenda tanto intricata quanto affascinante dello scontro franco-britannico vista e vissuta dai coloni di Santo Domingo in prima persona, bensì si ha avuto l'occasione di riconsegnare un quadro meno compatto e più vivace delle lobbies coloniali e delle diverse modalità di approccio alla ridefinizione del quadro dei sistemi coloniali europei su scala mondiale.

PARTE II
Tristi tropici
(ca. 1795 – ca. 1798)

Capitolo 3 (1794-1795)

La ricostruzione della *lobby coloniale* in Francia

«D'après les déclarations et examen des ci-dessus énoncées, tous cultivateurs des montagnes de Saint Domingue qu'ils habitaient depuis plusieurs années, accoutumés à la temperature chaude de leur climat, il n'est pas étonnant de les voir tous affligé de maladie [...]. Nous estimons que tous les dénommées ci-devant énoncés ont aussi le plus grands besoins d'employer toutes les remèdes appropriés à leur position ainsi que le régime convenable et qu'il serait convenable qu'il fussent transférés dans une maison de santé.»⁵⁵⁷.

Che la *maison d'arrêt Quatre Nations* – ex-sede del *Collège* fondato dal cardinale Mazzarino e oggi sede dell'Institut de France – fosse un luogo angusto, nessuno allora l'avrebbe messo in discussione⁵⁵⁸. Utilizzato come penitenziario per la detenzione preventiva di quanti erano in attesa di giudizio, fu per quasi un anno la prigione in cui vennero detenuti i rappresentanti dei coloni rifugiati L'Archevesque Thibaud, LeGrand, Duny, Page, Brulley e Millet. Ma che in massa i coloni venissero liberati per via di presunte malattie sviluppate a partire dal microclima umido e insalubre della prigione – inadatto alla costituzione di uomini abituati a climi tropicali – sembrerebbe un po' ambiguo. Ad accreditare questi sospetti sulla cristallinità della diagnosi è poi il fatto che Clausson non si trovasse nella *maison d'arrêt Quatre Nations*, bensì in quella *du Plessis*, dalla quale venne rilasciato lo stesso giorno dei suoi colleghi a seguito del controllo del cittadino Rusin, capo degli ufficiali di sanità delle prigioni e delle *maisons d'arrêts* di Parigi.

Benché la teoria dei climi e degli umori fosse piuttosto diffusa in campo medico, sembrerebbe incredibile individuare nella decisione le sole ragioni sanitarie tralasciando invece quelle di ordine politico. Tanto più che i coloni, una volta fuori dalle *maisons d'arrêts*, non si trasferirono in un sanatorio come prescritto, ma ritornarono alle loro attività parigine presso la sezione Le Pelletier, in Rue de la Loi n°74 – oggi Rue de Richelieu – dove il colono Clausson era proprietario di un lussuoso appartamento⁵⁵⁹. Come suggerito da Yves Benot, è probabile che il favore di cui godeva Adet al Ministero della Marina permise loro, una volta caduta la fazione di Robespierre il 9 Termidoro, di liberare i coloni con la scusa di problemi sanitari⁵⁶⁰.

⁵⁵⁷ AN, F/7/3303, fol. 26, *Les officiers de Santé envoient la liste des Personnes malades à transférer dans le plus bref délai de la Maison des 4 Nations dans une de Santé*.

⁵⁵⁸ Jacques-Guy Petit, *Ces peines obscures. La prison pénale en France, 1780-1875*, Paris, Fayard, 1990; Sophie Abdela, *La prison parisienne au XVIIIe siècle. Formes et réformes*, Paris, Champ Vallon, 2019.

⁵⁵⁹ AN, F/7/3301, fol. 494.

⁵⁶⁰ Yves Benot, "Comment la Convention a-t-elle voté l'abolition de l'esclavage", cit., p. 252.

Al di là dell'aneddoto, la vicenda ci permette da un lato di evidenziare il favore di cui i coloni godevano all'interno del Ministero della Marina, dall'altro ci aiuta a definire meglio la complessa cronologia del periodo termidoriano e la scansione dei tempi dell'esperienza dei coloni dalla loro scarcerazione il 12 brumaio anno III (2 novembre 1794) alla promulgazione della nuova Costituzione del 1795 e l'avvio della Repubblica direttoriale. Il pretesto con il quale vennero liberati però, ci mette anche in guardia dall'interpretare la Convenzione termidoriana come apertamente schierata in favore dei coloni rispetto ad un Comitato di Salute Pubblica pre-9 Termidoro nettamente avverso. Contrariamente a quanto spesso affermato, l'anno a cavallo tra il 1794 e il 1795 fu tutto tranne che facile per la lobby coloniale e sarebbe esagerato leggere nella loro esperienza un prima e un dopo Robespierre, una Montagna pienamente in difesa dei valori universali ed emancipatori della Repubblica e una Convenzione termidoriana pronta a sconfessarli in nome dell'opportunismo politico, della lotta alla Gran Bretagna e della ricostruzione della propria potenza coloniale ad ogni costo⁵⁶¹.

Del resto, il "tradimento" dei termidoriani in materia coloniale quale chiave di lettura per gli anni 1794-1799 ricalca la fama storiografica di cui ha per lungo tempo goduto il Direttorio, ridotto ad incarnare lo sbiadito fantasma dei fasti repubblicani del 1792-1794 o, al contrario, l'anticamera del Colpo di Stato di Brumaio anno VIII⁵⁶². Solo in anni recenti la storiografia ha cominciato ad interessarsi seriamente alle vicende direttoriali quali momento di costruzione della Repubblica e fecondo cantiere di sperimentazione della democratizzazione della società⁵⁶³. A partire dal recupero del Termidoro non più come periodo di rivalsa della piccola borghesia, ma come luogo di costruzione complessa della «république du possible», la stagione 1794-1799 è allora letta come la storia di una generazione che marcò la nascita della Francia e del mondo occidentale come lo conosciamo oggi⁵⁶⁴.

⁵⁶¹ È questa, ad esempio, la tesi di Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel en révolution*, cit., poi ripresa da Claire Blondet, "Quand les terroristes font le procès du colonialisme esclavagiste les thermidoriens organisent son oubli", cit.

⁵⁶² Antonino De Francesco, *Tutti i volti di Marianna. Una storia delle storie della Rivoluzione francese*, Roma, Donzelli Editore, 2019, particolarmente le pp. 337-346.

⁵⁶³ Si vedano in questo campo i lavori pionieri di Isser Woloch, *Jacobin Legacy. The Democratic Movement Under the Directory*, Princeton, Princeton University Press, 1970; Pierre Serna, *Antonelle. Aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Éditions du Félin, 1997; Bernard Gainot, *1799, un nouveau jacobinisme? La démocratie représentative, une alternative à Brumaire*, Paris, Cths, 2001. Tra quelli invece più recenti e di respiro internazionale si vedano: Annie Jourdan, *La Révolution, une exception française?*, Paris, Flammarion, 2004; Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la révolution atlantique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

⁵⁶⁴ Per il periodo termidoriano si fa particolare riferimento ai lavori di Bronislaw Baczko, *Comment sortir de la Terreur? Thermidor et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1989; Sergio Luzzatto, *L'Autunno della Rivoluzione. Lotta e cultura politica nella Francia del Termidoro*, Torino, Einaudi, 1994. A questi si aggiungono Michel Vovelle (dir.), *Le Tournant de l'an III. Réaction et Terreur blanche dans la France révolutionnaire*, Paris, Éditions du CTHS, 1997; Pierre Serna, "Thermidor, un éternel retour?", in *Sociétés politiques comparées*, 2011 (n°33).

Così, anche la storia coloniale del Direttorio ha ricevuto nuovo impulso, beneficiando del successo della storia atlantica da un lato e a quella per gli studi post-coloniali dall'altro, producendo delle letture del processo di emancipazione assai feconde di spunti interpretativi⁵⁶⁵. Oltre al rinnovato interesse per la questione coloniale durante il Direttorio, in questo capitolo si farà altresì tesoro del suggerimento di Pierre Serna nel suo articolo *Thermidor, un éternel retour?*, cercando di evitare l'approccio al periodo termidoriano come un momento di crisi – il 1795 –, e al contrario cercando di interpretarlo come «la construction d'une histoire des personnes en temps de troubles politiques» che «interroge sur la capacité d'un pays, à un moment donné, à inventer, à trouver une génération de rechange ou une élite de substitution sans revenir à son ancien régime»⁵⁶⁶. Di questa storia di “uomini immersi nel disordine politico” i protagonisti saranno, ancora una volta, i coloni di Santo Domingo rifugiati e i loro rappresentanti.

Apparentemente la scelta potrebbe sorprendere: studiare i primi passi della ricostruzione della cosiddetta lobby coloniale nell'anno III sembrerebbe confermare l'opposto di quanto suggerito fino ad ora, perché se al suo smantellamento dell'anno II corrispose qualche mese dopo la sua risurrezione nel 1795, sorge spontaneo domandarsi se Termidoro non sia stato di riflesso il campo moderato-conservatore che permise alla reazione coloniale di fortificarsi e di prosperare negli anni a venire, con una linea di continuità diretta che avrebbe unito l'anno III alla politica coloniale del Consolato. Del resto, il topos storiografico della ricostruzione immediata della lobby coloniale quale monolitico partito in difesa di non meglio definiti interessi coloniali ha avuto il suo peso nel creare il sillogismo tra Termidoro / coloni scarcerati / emancipazione messa in discussione / crisi del principio democratico / *Affaire des Colonies* / arresto nel 1797 e poi vittoria della lobby coloniale nel 1802. Questa ricostruzione, ancora una volta, ha il difetto di recuperare la teoria del cinismo e del vile opportunismo politico dei termidoriani e del Direttorio, come se il rinsaldarsi dei legami tra i coloni schiavisti e i deputati ai Consigli costituisse il frutto della falsa adesione al principio dell'emancipazione e di un calcolo interessato⁵⁶⁷.

⁵⁶⁵ Marcel Dorigny (dir.), *Les abolitions de l'esclavage. De L.F. Sonthonax à V. Schoelcher: 1793-1794-1798*, Saint-Denis, Unesco, 1995; Bernard Gainot, Marcel Dorigny, *La Société des amis des noirs, 1788-1799. Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage*, Paris, Éditions UNESCO, 1998; Jeremy Popkin, *You are all free. The Haitian Revolution and the abolition of slavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010; Marcel Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003; Oliver Grenouilleau, *La Révolution abolitionniste*, Paris, Gallimard, 2017; Bernard Gainot, Marcel Dorigny (dir.), *La Colonisation nouvelle (fin XVIIIe-début XIXe siècles)*, Paris, SPM, 2018;

⁵⁶⁶ Pierre Serna, “Thermidor, un éternel retour?”, cit., p. 23.

⁵⁶⁷ Pierre Serna, *La République des girouettes: (1789-1815...et au-delà)*, Paris, Champ Vallon, 2005.

Cercando di delineare le rotture, più che i percorsi lineari, ci sembra allora doveroso riaprire il dossier dall'anno 1794-1795 e ripartire dalle difficoltà che i *soi-disants* rappresentanti dei coloni rifugiati dovettero affrontare a Parigi nei mesi precedenti e successivi all'*Affaire des Colonies*. La ricostruzione, infatti, è stata più sofferta di quanto si sia normalmente sottolineato: se, da un lato, è innegabile che l'*Affaire* concesse loro uno spazio politico senza precedenti davanti al tribunale dell'opinione pubblica, dall'altro fu un fiasco per i coloni, che speravano di veder condannato l'operato dei Commissari Sonthonax e Polverel e, di riflesso, di veder rimesso in discussione il principio dell'emancipazione⁵⁶⁸.

Sconfitti nel dibattito ideologico, l'*Affaire* divenne allora l'occasione per rivedere la propria strategia e i propri obiettivi politici, rielaborarli e adeguarli al nuovo regime repubblicano che stava per avviarsi. La situazione internazionale, la guerra franco-britannica e le crisi politiche del Direttorio indubbiamente contribuirono ad accrescere l'ascendente e l'influenza dei coloni sui deputati conservatori, ma dall'altro lato funsero da altrettanti fattori di indebolimento, come dimostrano le loro difficoltà nel conciliare l'interesse nazionale francese umiliato e le ragioni americane al «*droit à l'existence*» davanti alla notizia che gli inglesi e gli americani avevano firmato segretamente il *Jay Treaty* nel novembre del 1794⁵⁶⁹. Insomma, l'*Affaire des Colonies*, il dibattito sulla politica estera e coloniale della Francia repubblicana e la promulgazione della Costituzione dell'Anno III costituiscono lo sfondo e il teatro grazie ai quali i coloni poterono costruire una narrazione alternativa, ma repubblicana, che potesse conciliare i principi della repubblica con quelli della schiavitù.

La difficile ricostruzione della lobby, le modifiche della propria strategia sulla base delle contingenze e dell'adeguamento ai valori repubblicani secondo una chiave conservatrice/reazionaria avrebbero subito una grave battuta d'arresto con il Colpo di Stato del 18 Fruttidoro anno V, per poi trovare pieno compimento durante il Consolato di Bonaparte e la spedizione del generale Leclerc. Sarebbe però sbagliato leggere già negli anni termidoriani 1794-1795 un'anticipazione coerente, coesa e condivisa da tutto il corpo sociale e politico di quanto si sarebbe sviluppato negli anni 1795-1797 e poi, soprattutto, dal 1802 fino all'indipendenza di Haiti⁵⁷⁰. Se è vero che i loro sforzi vennero ricompensati sotto il Consolato attraverso la sapiente politica dell'amalgama da parte di Bonaparte e la loro assunzione al

⁵⁶⁸ Sull'*Affaire des Colonies*, si vedano Yves Benot, "Le procès Sonthonax ou les débats entre les accusateurs et les accusés dans l'affaire des colonies (an III)", in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1997, (n°84), pp. 55-63; Jeremy Popkin, "Thermidor, Slavery and the «Affaire des Colonies»", in *French Historical Studies*, 2015, (n°38), pp. 62-82.

⁵⁶⁹ Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique*, cit.

⁵⁷⁰ Yves Benot, *La demence coloniale sous Napoléon*, cit.; Pierre Brenda, Thierry Lentz, *Napoléon, l'esclavage et les colonies*, Paris, Fayard, 2006.

bureau del Ministero della Marina e delle Colonie, è vero anche che la giornata del 18 Fruttidoro fu un duro colpo alla politica suggerita dai coloni, così come le epurazioni che seguirono e l'arresto dei loro principali leaders.

Ma tutto questo sarà oggetto di approfondimento nella seconda parte di questo elaborato, che per ora vorrebbe concentrarsi esclusivamente sui primi passi della costruzione, difficile e accidentata, di una politica coloniale che fosse attenta a non inimicarsi il nuovo regime francese e che cercasse però di perseguire i propri interessi coloniali. Per questo, il capitolo prenderà avvio su tre direttrici fondamentali già enunciate: le ragioni e gli sviluppi dell'*Affaire des Colonies*; la discussione e la promulgazione della Costituzione dell'Anno III alle quali i coloni presero parte; e, infine, gli esiti e i conflitti ideologici attorno alla politica internazionale, con particolare attenzione ai Trattati di Basilea e al *Jay Treaty* che andavano al cuore del problema delle Antille.

L'obiettivo sarà innanzitutto provare che l'*Affaire des Colonies* non fu la dimostrazione dell'avvicinamento del governo ai coloni, ma al contrario il tentativo di far chiarezza sulla politica girondina nelle colonie e di scagionare l'operato dei Commissari al fine di proporre una lettura quanto più pacificata e priva di conflitti attorno al principio dell'emancipazione generale degli schiavi neri. Insomma, l'*Affaire* fu un processo narrativo, più che giuridico, fondativo della cornice sociale, politica e culturale all'interno della quale costruire la Repubblica; un processo la cui risonanza avrebbe da un lato permesso di discolpare i Commissari e che dall'altro, si sarebbe dimostrato al contrario un banco di prova dei coloni per svincolarsi dalla politica controrivoluzionaria e filoinglese ordita a Londra. Se è vero che la risonanza fu ampissima, i coloni gestirono con fatica il processo e solo dopo un lungo dibattito riuscirono ad affrancarsi dall'accusa di complotto controrivoluzionario e a presentarsi come i promotori di un modello repubblicano basato sulla pacificazione e la moderatezza dei principi.

Insomma, il 1795 servì a definire la Repubblica da un lato all'altro dello schieramento senza esclusione di colpi: all'interno della cornice repubblicana allora, si trattava di stabilire quale modello si dimostrasse, alla prova dei fatti, legittimo e credibile.

3.1 L’Affaire des Colonies

In ogni studio sulle origini dell’Indipendenza di Haiti o sulla storia di Santo Domingo sotto il dominio francese, celebre è il riferimento ai nove volumi dei *Débats entre les accusateurs et les accusés dans l’affaire des colonies* del 1795⁵⁷¹. L’opera contiene i resoconti dettagliati giorno per giorno di ogni seduta del dibattito che ebbe luogo a Parigi dal 4 pluvioso anno III (23 gennaio 1795) fino al 17 termidoro dello stesso anno (4 agosto 1795), conosciuto sotto il nome d’*Affaire des Colonies*. Si tratta di una fonte a cui normalmente la storiografia attinge per ricostruire gli eventi precedenti al 1795, data la mole di documenti che nel corso del dibattito vennero forniti da accusati e accusatori per difendere la propria posizione. Paradossalmente, raramente il resoconto è stata invece preso in esame come fonte dell’anno e per l’anno 1795: ad eccezion fatta di Yves Benot⁵⁷² – che ha utilizzato il *Débats* per studiare la politica di Sonthonax nell’anno III – e di Jeremy Popkin che in un recente articolo ha ricostruito il contesto nazionale e internazionale nel quale si svolse il dibattito, raramente l’*Affaire* è stato oggetto di studio in quanto tale⁵⁷³.

Maggiore fortuna hanno avuto invece due altre ricostruzioni dell’*Affaire* successive ai nove volumi del *Débats*, ovvero l’*Analyse des débats entre les accusateurs et les accusés* del tachigrafo della Convenzione Marc François Guillois pubblicato nel 1795 e il *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue* del deputato Jean-Philippe de Garran Coulon dato alle stampe solo nel 1797⁵⁷⁴. Versioni ridotte dell’originale, i due testi sono delle estrapolazioni dei volumi del *Débats* che rispondevano ad obiettivi opposti e soprattutto costruiti sulla base delle vicende nel quale erano immersi i loro autori: è il caso, per esempio, di Jean-Philippe de Garran Coulon, che rielaborò gli eventi riportati nel 1795 durante il dibattito per rispondere alle questioni coloniali emerse nel corso dell’anno V tra lui e il gruppo vicino al Club de Clichy. Il caso di Guillois è invece più interessante, perché l’opera aveva lo scopo preciso di semplificare la lettura dei nove volumi per un pubblico di fruitori più ampio e, soprattutto, più avveduto, che avesse già ben a mente la situazione delle colonie e che cercasse di ritrovare nel dibattito le

⁵⁷¹ *Débats entre les accusateurs et les accusés, dans l’affaire des colonies*, Paris, Imprimerie Nationale, an III [1795].

⁵⁷² Yves Benot, “Le procès Sonthonax ou les débats entre les accusateurs et les accusés dans l’affaire des colonies (an III)”, in *Revue française d’histoire d’outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 55-63.

⁵⁷³ Jeremy Popkin, “Thermidor, Slavery and the «Affaire des Colonies»”, in *French Historical Studies*, 2015/1 (n°38), pp. 61-82.

⁵⁷⁴ Jean-Charles Benzaken, “Le tour de force du Citoyen Guillois ou l’Analyse des débats entre les accusateurs et les accusés dans l’affaire de la colonie de Saint-Domingue”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2002/1, pp. 83-97. Marc François Guillois, *Analyse des débats entre les Accusateurs et les Accusés, dans l’Affaire des Colonies*, Paris, J.M. Chevet, [1795]; Jean-Philippe Garran Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue, fai tau nom de la Commission des Colonies*, voll. 4, Paris, Imprimerie Nationale, 1797.

ragioni dei coloni contro gli errori dei Commissari. Come avremo modo di mostrare a breve infatti, il testo, perdendo la sua natura dibattimentale, diveniva un *récit* politico che prendeva le difese dei coloni e che ne ribadiva la giustezza delle convinzioni rispetto alle scelte della Convenzione nazionale.

Il 9 termidoro anno II, nello stesso momento in cui venne decapitato Robespierre assieme agli altri membri del Comitato di Salute Pubblica, i due ex-commissari Sonthonax e Polverel arrivarono a Parigi, dove vennero tenuti in stato di fermo provvisorio fino al 17 termidoro, giorno del loro rilascio. Per fare chiarezza sull'intricata situazione coloniale, la Convenzione termidoriana decise di nominare e di incaricare una *Commission des Colonies* al fine di redigere un rapporto sulla situazione delle colonie e di organizzare un confronto pubblico tra i coloni e gli ex-commissari civili, al fine di raccogliere quante più informazioni contraddittorie possibili e sottoporle alla Convenzione per deliberare.

Creata il 9 vendemmiaio anno III, la commissione fu inizialmente composta da Garran-Coulon, Marec, Guyomard, Grégoire, Thibaudeau, Fouché, Mazade, Lecointe-Puiraveau e Castillon, per poi subire diverse sostituzioni dei membri, con la conseguente partecipazione sbilanciata dei diversi commissari. Su un totale di 126 sedute, infatti, il partecipante più assiduo fu Garran Coulon, presidente della Commissione e suo portavoce, a cui fecero seguito Dabray con 119 presenze, Fouche con 114, Lanthenas con 77 e Merlino e Grégoire rispettivamente con 70. Prima di aprire ufficialmente i suoi lavori con la prima seduta dell'11 pluvioso anno III (30 gennaio 1795), la Commissione cominciò a raccogliere la documentazione disponibile e a chiamare a raccolta i testimoni⁵⁷⁵. Ritenute sufficienti le testimonianze e i materiali raccolti, quattro mesi dopo venne aperto il dibattito con i decreti del 4 e del 7 pluvioso III, che stabilivano le modalità con le quali i tachigrafi avrebbero stenografato le sedute per poi stamparle giorno per giorno all'Imprimerie Nationale e informare i deputati dell'avanzamento dei lavori⁵⁷⁶.

Ad accusare Sonthonax e Polverel – *accusés* – vi erano tutti i coloni inviati dalle assemblee di Baltimora, New York e Philadelphia Page, Brulley, Millet, Verneuil, Duny, Clausson, Daubonneau, Fondeviolle e l'Archevesque Thibaud, ai quali spesso si aggiungevano altri coloni che nel frattempo avevano raggiunto Parigi – come LeBlanc e LeBreton. Il dibattito si costruì a partire dall'*Acte d'accusation* che i coloni stilarono in collaborazione con i loro colleghi rimasti negli Stati Uniti, un documento d'accusa in dodici punti (si veda annesso n°12). Lo sviluppo del dibattito procedeva per contraddittorio, dove ad ogni capo d'accusa letto dai

⁵⁷⁵ Il fondo è ancora oggi disponibile in AN, D/XXV.

⁵⁷⁶ *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol. 1, cit., pp. 1-2. «Loi du 4 pluviose: La Convention nationale décrète que la commission des colonies entendra, sous trois jours, les accusateurs & les accusés dans l'affaire des colonies; que les débats qui auront lieu seront recueillis, imprimés & distribués à la Convention nationale.».

coloni accusatori, i commissari avevano la possibilità di rispondere, di presentare le proprie fonti a favore di quanto sostenuto per difendere la propria posizione. Il presidente e il segretario della Commissione concedevano la parola e riconoscevano ad ogni parte il diritto di replica, pur rimanendo nei limiti che la legge consentiva ed evitando che lo scontro verbale si accendesse eccessivamente.

Il risultato fu, va ricordato, un vero fiasco per i coloni di Santo Domingo dal punto di vista prettamente legale: dopo più di sette mesi di dibattito, il 2 fruttidoro anno III (19 agosto 1795) Sonthonax veniva assolto da ogni capo d'accusa e rilasciato definitivamente. Infine, a prova della sua innocenza e della sincerità dei principi repubblicani applicati nella colonia, il 25 ottobre 1795 il Direttorio nominava Sonthonax alla testa della terza commissione civile a Santo Domingo⁵⁷⁷. Non solo, queste misure erano già state anticipate dal decreto del 5 termidoro anno III (23 luglio 1795), che oltre a mantenere come validi gli atti e le decisioni prese dalla seconda Commissione civile, conferiva il titolo di *général de brigade* a molti capi militari di colore che si erano nel frattempo uniti alla Repubblica (Villatte, Louverture, Beauvais e Rigaud).

La stessa composizione della Commissione parlava chiaro sulla direzione che si sarebbe voluta dare al dibattito: deputati come Henri Gregoire e Garran Coulon avevano ben poche simpatie per i coloni e sebbene la Convenzione avesse cercato di giustificare la sua scelta come prova di neutralità, è chiaro che la nomina di due figure così ingombranti e, soprattutto, note per il loro antischiavismo non poté che indirizzare in tal senso il dibattito. Di questo erano ben consapevoli anche i coloni, che si astennero dalla critica aperta all'emancipazione e tennero fermo sulla questione dell'illegalità degli atti dei commissari rispetto alle istruzioni date loro. Gli interventi dei membri della Commissione, apparentemente circostanziali, seguivano in realtà uno schema preciso, che di volta in volta informava i deputati della Convenzione dell'avanzamento dei lavori. Questo metodo di approfondimento giornaliero delle diverse questioni fece premio di grande precisione nel costruire l'accusa e la difesa, quasi come se alle incarcerazioni sommarie dell'epoca del Terrore si volesse contrapporre un accurato metodo contraddittorio che non lasciasse dubbi sulla colpevolezza o, ancor, meglio, sull'innocenza degli accusati⁵⁷⁸.

La precisione e la capillarità del dibattito che garantirono l'assoluzione dei Commissari, furono però anche una delle cause – seppur accidentali – della ricostruzione della lobby

⁵⁷⁷ Robert Louis Stein, *Léger Félicité Sonthonax: The Lost Sentinel of the Republic*, Rutherford, Fairleigh Dickinson University Press, 1985, pp. 129-130.

⁵⁷⁸ Sergio Luzzatto, *L'autunno della rivoluzione*, cit., pp. 340-342; Loris Chavanette, *Repenser le pouvoir après la Terreur. Justice, répression et réparation dans la France thermidorienne (1794-1797)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2013.

coloniale. Usciti sconfitti sul terreno delle richieste programmatiche, i coloni riuscirono però ad ampliare il loro campo d'azione nell'opinione pubblica, che si interessò molto al dibattito tenuto a porte aperte a Parigi e che permise ad un numero variabile di accusatori di prenderne parte⁵⁷⁹. La raccolta della documentazione da entrambe le parti, la possibilità di chiamare dei teste a deporre e la cadenza giornaliera delle sedute estesero il dibattito ben oltre i confini della sede della discussione, che conquistò l'opinione pubblica tramite i resoconti dei giornalisti che vi assistevano. Questa risonanza inaudita, che teneva assieme rappresentanti del popolo e pubblico parigino, fu sapientemente sfruttata dai coloni, che per la prima volta almeno dai tempi del Club Massiac possedevano un terreno legale nel quale poter esporre chiaramente il loro *récit* sulle vicende di Santo Domingo.

Yves Benot ha sottolineato nel suo articolo che le accuse contro Sonthonax e Polverel fossero argomentate secondo uno schema che aveva come fine la denuncia dell'emancipazione generale della schiavitù. In accordo con questa interpretazione, ci sembra però possibile affiancarne un'altra, complementare, che allarghi il campo visuale oltre la mera espressione "emancipazione sì o no" e che si interessi ai mondi del "possibile o dell'impossibile" considerati dai coloni. In questo senso allora, porre l'accento sul processo ai due Commissari dal punto di vista narrativo può aiutare a capire come effettivamente l'*Affaire* sia stata l'occasione, implicita, per la ricostruzione della lobby coloniale tramite un nuovo immaginario, che proprio l'evento permise di rilanciare sul terreno parigino.

Ripartiamo dai dodici capi d'accusa: in essi non compare alcun riferimento esplicito alla schiavitù e all'emancipazione generale dei neri. Anzi, al primo capo, addirittura, si accusava i Commissari di non aver applicato il decreto del 4 aprile 1792 sul riconoscimento dei diritti politici ai neri liberi, proponendosi così quali fieri esecutori degli ordini della Madrepatria, persino quando questi riguardavano cittadini non bianchi⁵⁸⁰. Così, da un lato i coloni scagionavano la propria condotta dalle accuse di aver provocato i disordini e la guerra civile proprio a partire dal rifiuto di applicare il decreto del 4 aprile e dall'altro si dichiaravano aperti alla possibilità di riconoscere uguali diritti ai neri che già avevano ottenuto la libertà. Si trattava,

⁵⁷⁹ L'apertura del dibattito ad un numero indefinito e variabile di accusatori fu una criticità immediatamente sollevata da Sonthonax, che chiedeva di stabilire un numero fisso di accusatori: «Les citoyens qui se disent ici les représentants des colons, sont à-peu-près au nombre de douze; je demande que la commission fixe le nombre de ceux qui doivent se présenter dans cette enceinte. [...] je demande, s'il est permis à nos adversaires de faire entrer leurs amis, la même faculté nous soit accordée; que tous les amis que nous avons ici, que tous les noirs & les hommes de couleur, qui sont le véritable peuple des colonies & que je ne vois pas ici, soient admis concurremment avec les soi-disant représentants des colons de Saint-Domingue, ou bien que le nombre de ces représentants, députés par St. Domingue, soit réduite». *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol.1, cit., pp. 3-4.

⁵⁸⁰ «Premier Chef. De n'avoir pas exécuté la loi du 4 avril 1792, qui était l'objet exprès de leur mission, et même de s'être opposés à son exécution», Marc François Guillois, *Analyse des débats*, cit., p. 19.

ovviamente, di una strategia politica volta a sottacere le critiche all'emancipazione che erano costate loro l'arresto nel marzo del 1794 e a ribadire al contrario la loro volontà di inserirsi nell'alveo delle ragioni per le quali erano stati liberati: statuire sull'operato dei Commissari in quanto delegati del potere esecutivo nelle colonie. Tenendo fermo su questo obiettivo, la critica all'emancipazione – che con il decreto del 16 pluvioso anno II era diventata legge della Repubblica – doveva essere messa da parte perché manifestazione del dissenso verso le scelte della Convenzione, espressione della volontà generale.

Gli altri capi d'accusa si riferivano invece alle mancate elezioni secondo il decreto del 22 agosto del 1792 e all'invio di deputati alla Convenzione non legittimamente eletti; alle presunte usurpazioni del potere legislativo da parte dei Commissari; e all'aver provocato la guerra civile e aver fatto così cadere le città del sud-ovest agli inglesi. Per sommi capi, insomma, i coloni ripercorrevano tutta la vicenda di Santo Domingo dall'arrivo dei Commissari fino al loro richiamo e, mantenendosi su un terreno legalista, tentavano di recuperare la credibilità e la legittimità che i mesi precedenti avevano loro tolto. Al fine di chiarire ulteriormente la situazione, uno dei commissari, Lecointe-Puiraveau, propose di aprire il dibattito con un resoconto sulla condizione dell'isola prima dell'arrivo dei Commissari, concedendo ai coloni l'occasione di sconfessare l'operato di Sonthonax e Polverel dipingendo una situazione preesistente più rosea di quello che realmente fosse stata.

L'occasione venne colta al volo: tramite la ricostruzione del passato della colonia, i coloni potevano sconfessare un anno e passa di politica coloniale fallimentare e proporre la loro linea in alternativa a quella dei commissari. Anzi, trattare i mesi precedenti all'arrivo di Sonthonax e Polverel significava guidare il discorso verso i mesi dell'Assemblea di Saint-Marc e assolvere definitivamente i coloni che vi avevano preso parte – e che ora si trovavano coinvolti nell'*Affaire* – dall'accusa di aver voluto condurre l'isola all'indipendenza. Per esempio, alla seduta del 12 pluvioso anno III il colono Brulley trattava la questione dell'indipendentismo dell'Assemblea di Saint-Marc, mostrando che si trattasse di un'interpretazione in mala fede delle proposte dell'Assemblea e che nulla avesse a che vedere con la rovina della colonia:

«Eh bien, citoyens, quel reproche a-t-on fait à l'assemblée de Saint-Marc? Ce reproche éternel qu'on a toujours entendu dans toutes les bouches des conspirateurs, & que personne n'a pu prouver, le reproche d'indépendance. [...] Audacement les colons ont posé ce fait dans l'assemblée constituante, d'en administrer des preuves; jamais ils n'en ont produit une seule; ils se sont bornés à dire: les preuves de

l'indépendance de l'assemblée coloniale de Saint-Marc sont dans ses actes & dans le décret qu'elle a rendu le 28 mai 1790»⁵⁸¹.

Così, un passo alla volta, il dibattito permetteva loro di smantellare vecchie accuse che ancora pesavano sulla loro identità politica: la partecipazione all'Assemblea di Saint-Marc, la condanna a morte di Vincent Ogé, la lotta ai mulatti e ai neri liberi, il rifiuto di concedere loro i diritti politici e di ammetterli alla seconda assemblea generale dell'isola e, infine, la collaborazione con gli inglesi in vista della loro invasione dell'isola e l'incendio della città di Cap François e la rivolta contro la Repubblica sotto la guida di Thomas Galbaud⁵⁸².

Smantellando una certa identità politica, implicitamente provvedevano a costruirsi una nuova. L'accusa ai commissari, dell'usurpazione e dell'abuso del potere conferito loro, nell'apparenza piuttosto classica, si apriva però ad una dimensione più sociale, che andava dritto al cuore del rapporto tra la Repubblica e la Nazione francese: la proscrizione di tutti i bianchi dall'isola. Con toni a tratti apocalittici, Pierre-François Page in un lungo discorso spiegava perché i commissari si fossero accaniti contro la seconda assemblea generale e avessero bloccato le elezioni dei deputati, proscrivendone i membri e portando agli estremi lo scontro tra bianchi, neri liberi, mulatti e schiavi:

«Une assemblée coloniale, composée d'hommes probes, éclairés, choisis par le peuple, investie de sa confiance, aurait déjoué la trame que venaient ourdir à Saint-Domingue Polverel & Sonthonax; mûs par le double sentiment du bonheur de tous & de leur intérêt particulier, ils auraient empêché le développement de la guerre civile. Pour consommer leurs attentats, Polverel & Sonthonax avaient le soi de s'environner à Saint-Domingue, comme Robespierre en France, des gens sans avoer, des gens sans instruction [...]

Ces hommes, ils ne les auraient pas trouvé parmi les colons dont l'instruction & la moralité auraient fixé le choix du peuple; il était donc de l'intérêt de Polverel & de Sonthonax d'empêcher la formation de l'assemblée coloniale, jusqu'au moment où cette espèce d'hommes égorgée ou ostracisée aurait fait place à ceux, *dont la majorité était peu instruite & qui, instruments aveugles du royalisme, auraient servi sans le savoir, la contre-révolution à ceux qui étaient encore des Antropophages, &*

⁵⁸¹ *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol. 1, cit., p. 56.

⁵⁸² *Ivi*, pp. 155-250 per quanto riguarda la vicenda di Vincent Ogé e la lotta contro i mulatti; *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol. 4, cit., pp. 170-185; *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol. 8, cit., pp. 1-126.

*sans aucun principe de sociabilité, qui sont d'autant plus féroces que depuis 5 ans, ils font une guerre atroce aux blancs. Si ces hommes blancs, si ces hommes attachés à la France & à la révolution, attachés à la France par les liens du sang & de l'amitié, par les mêmes goûts, & l'idiôme, peut-être plus puissant encore, avaient été nommé à l'assemblée coloniale, ils auraient déchiré le voile derrière lequel se tenaient les destructeurs de la colonie»*⁵⁸³.

La teoria del complotto si presentava ancora una volta: i commissari, tramite l'abuso di potere, avevano rimandato l'elezione dei rappresentanti della colonia e sciolto la seconda assemblea, così da poter allontanare i bianchi dal legittimo potere di scegliere i propri deputati e servirsi degli schiavi neri liberati per prendere possesso della colonia. Al di là dei toni però, quello che Pierre-François Page presentava era un mondo alla rovescia, dove i bianchi, sinceramente fedeli alla nazione per legami di “sangue, di amicizia, di gusto e lingua”, venivano sostituiti da una maggioranza “cannibale e senza alcun principio di sociabilità”. Il sovvertimento di ogni gerarchia sociale si manifestava nel caos politico e nella guerra civile di cui era vittima la colonia. L'immaginario era completamente rovesciato: se il dominio dei bianchi aveva fino a quel momento garantito all'isola la tranquillità politica, il mondo dominato dai neri si trasformava in un incubo, che solo chi ne era stato testimone poteva raccontarlo.

L'indicibile era presentato finalmente ai francesi, «le voile» dietro al quale si nascondevano i distruttori della colonia era stato finalmente squarciato non a Santo Domingo, ma in Francia. Più chiaro allora diveniva anche il riferimento a Robespierre, che rendeva intellegibile ai cittadini francesi quanto stesse accadendo nell'isola, congiungendo le due vicende al fine di garantire per Santo Domingo lo stesso lieto fine che sembrava prospettarsi per la Francia con Termidoro e il rientro dei proscritti.

Contrariamente alla gran parte degli scritti dei coloni, il cui accanimento verso i mulatti si faceva spesso più violento di quello per i neri, durante il dibattito tra accusati e accusatori i riferimenti ai neri e ai mulatti furono minimi o circostanziati agli eventi narrati. Ad essere presi di mira furono invece i neri liberi, appellati *nègres*, *affranchis* o *africains*. Quest'ultimo termine compariva con una frequenza abbastanza sorprendente, che spinge ad interrogarsi sull'uso all'interno del contenzioso con Sonthonax. Il vocabolo, infatti, aveva lo scopo di evocare il sentimento nazionale come elemento di distinzione tra i bianchi e i neri: il sangue diveniva un elemento secondario rispetto all'insistenza sui concetti di sociabilità, lingua e gusto – e, dunque, sugli elementi di una “civiltà nazionale” rigorosamente non universale e

⁵⁸³ *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol. 4, p. 48.

condivisa⁵⁸⁴. La questione sull'elasticità e la porosità di questa civilizzazione però, rimaneva una riflessione aperta e non risolta all'interno del dibattito, nel quale raramente si addentrava in questioni di carattere filosofico-scientifico per limitarsi a constatazioni di tipo politico. Specificando l'origine africana, si prendeva così le distanze dal farne una questione di sangue che, come abbiamo visto nel discorso di Dufay, nella fase 1794-1795 era facilmente associabile al pregiudizio di distinzione nobiliare e dunque controrivoluzionario⁵⁸⁵. Allo stesso tempo, l'uso del termine «africains» era funzionale al discorso nazionale: laddove la comunità nazionale della Repubblica condivideva un insieme di valori, tra i quali il colore della pelle, vi erano i suoi nemici, gli estranei al corpo della nazione che ne lavoravano alla distruzione. Il colore della pelle però, in questo caso, rendeva l'immaginario ancora più cupo e a tratti mostruoso: i nemici della nazione; infatti, non erano più solo gli inglesi, ma coloro che non condividevano neanche le fattezze degli europei e che si univano indistintamente ad una potenza o l'altra a seconda del proprio piacere, i neri provenienti dall'Africa⁵⁸⁶.

Costruendo l'equivalenza tra i francesi bianchi delle colonie e i francesi della Madrepatria allora, la causa della colonia di Santo Domingo era la stessa causa della nazione Francia, dove si avviliva una, si avviliva giocoforza anche l'altra:

«On peut, tant qu'on voudra, être possédé de la négromanie, de l'amour des Africains, mais on ne doit point avilir la nation française dans la personne des colons. Les Français sont aussi braves à Saint-Domingue qu'en France; sous tous les climats, les Français sont également Français; les colons n'ont jamais été vaincus par les Africains»⁵⁸⁷.

⁵⁸⁴ Bernard Gainot, "The republican imagination and race: the case of the Haitian Revolution", in Manuela Albertone, Antonino De Francesco (dir.), *Rethinking the atlantic world. Europe and America in the age of democratic Revolutions*, Basingstoke, Palgrave Mac Millan, 2009, pp. 276-293; Clément Thibaud, "Race et citoyenneté dans les Amériques (1770-1910)", in *Le Mouvement social*, 2015, pp. 5-19; Claude-Olivier Doron, Élie Haddad, "Race et histoire à l'époque moderne (suite)", in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2021/3 (n°68), pp. 7-36.

⁵⁸⁵ Su questo si vedano Pierre Serna, "Le Noble", in Michel Vovelle (dir.), *L'homme des Lumières*, Paris, Seuil, 1996; Guillaume Aubert, "«The Blood of France»: Race and Purity of Blood in the French Atlantic World", in *The William and Mary Quarterly*, 2004/3 (n°61), pp. 439-478; Pierre Serna, "Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviôse an II?", cit., p. 8. Si veda, inoltre, AAE, 4MD/14, Louis-Pierre Dufay, *Précis sur les diverses factions qui ont déchiré la Colonie de St. Domingue*, [1794], nella quale Dufay appellava i coloni «Princes colons».

⁵⁸⁶ «En France, l'ennemi était sur la frontière; c'était là qu'il fallait aller pour le combattre: mais au Port-au-Prince, c'était bien différent; c'est au Port-au-Prince même que l'ennemi se trouvait; c'était là quel es Anglais abordaient; c'était le Port-au-Prince qu'ils attaquaient; ce n'était donc pas le Port-au-Prince qu'il fallait désarmer. Qu'en est il résulté? C'est qu'on a désarmé une population blanche dont la moitié avait servi dans les troupes de ligne, était accoutumée au service auquel ils s'exerçaient depuis plus d'un an, avant tous cette supériorité que les Européens ont en général sur les Africains, tous civilisés, tous disciplinés», *Débats entre les accusateurs et les accusés*, vol. 9, cit., pp. 49-50.

⁵⁸⁷ *Ivi*, pp. 115-116.

I Commissari, armando i neri e disarmando e proscrivendo i bianchi, avevano ammainato lo stesso ideale nazionale e basato le forze repubblicane su uomini che non provavano attaccamento alcuno per la patria e che nulla avrebbero sacrificato per salvare la Francia dai colpi sferrati dalle potenze vicine. La critica, oltre che ai Commissari, andava senza dubbio anche ai generali neri che fino al decreto del 16 pluvioso anno II avevano preferito combattere per i ranghi spagnoli e inglesi.

Il giudizio in merito all'emancipazione era severo, ma ancor più severo era il giudizio verso il futuro della colonia una volta subita la completa *inversione* dei principi: quale mondo si prospettava per la futura Repubblica? Dichiarando illegali tutti gli atti dei bianchi, deportando in massa i proprietari e facendo massacrare quanti erano rimasti nell'isola, cosa ne sarebbe stato della colonia? Il discorso che si era già costruito nei mesi del dibattito politico negli Stati Uniti, si mobilitava in Francia tramite una serie di artefici retorici, repubblicani e, soprattutto, nazionali, che facevano leva sulla sensibilità termidoriana al fine di provare l'identità francese dei coloni⁵⁸⁸.

Il tempo dell'autonomismo era finito: i coloni, francesi, invocavano allora ad un ultimo gesto da parte della Convenzione, che andasse loro incontro e che confermasse l'accoglienza dei coloni nella comunità della nazione: una propria rappresentanza. E in effetti, l'ultima parte del dibattito andò nuovamente a concentrarsi sulla questione dei deputati e dell'irregolarità delle elezioni indette da Sonthonax e Polverel dopo l'emancipazione generale e l'incendio a Cap Français. L'ultimo punto d'accusa recitava infatti:

«Les Commissaires sont accusés d'avoir cherché à avilir la représentation nationale, en envoyant, pour siéger dans son sein, ceux de leurs employés qui s'y sont présentés avec des pouvoirs illégaux»⁵⁸⁹.

La richiesta non venne accolta, perché i membri della *Commission des Colonies* ebbero modo di ricordare ai coloni che non stava a loro giudicare la scelta presa dalla Convenzione di ammettere come suoi membri i deputati eletti dalle assemblee elettorali della parte Nord dell'isola nel 1793. Sebbene quest'ultimo punto fu motivo di forte delusione tra i coloni, come

⁵⁸⁸ Basti pensare che nel corso del dibattito, alle 12 proposizioni d'accusa se ne aggiunsero altre supplementari, intitolate *Acte additionnel aux chefs d'accusations présentés par les commissaires de Saint-Domingue* (si veda annesso n°12), nelle quali si alzava la posta in gioco e si accusava Sonthonax e Polverel di aver emancipato i neri senza che alcuna legge lo prescrivesse. Questi capi d'accusa supplementari ricalcavano fedelmente il testo stilato dai coloni nell'Assemblea di Philadelphia, votato nella seconda seduta del 2 ottobre 1793 e intitolato *Représentations Pouvoirs et Protéstations*, cit., AN, D/XXV/69, fol. 92.

⁵⁸⁹ Marc François Guillois, *Analyse des débats*, cit., p. 21.

mostra un pamphlet di fuoco pubblicato di lì a qualche giorno da Page e Brulley, il dibattito dell'*Affaire des Colonies* calamitò su di sé l'attenzione della Convenzione, che nel mese di floreale anno III fu teatro di un'accesa discussione sulle colonie e sugli articoli della nuova Dichiarazione dei *Diritti e Dei doveri dell'Uomo e del Cittadino*, nella quale riecheggiavano le questioni sorte durante il processo a Sonthonax. Qual è la Repubblica dei Francesi allora? Quella dei bianchi? Quella dei neri? O quella priva di distinzioni sul colore della pelle?

Attorno all'incubo di una società invertita, completamente *bouleversée*, si rinsaldava allora la nebulosa reazionaria scettica, se non ostile, verso l'emancipazione e la Repubblica, raccolta esclusivamente attorno al principio del ritorno all'ordine sociale ad ogni costo. Quel che persero sul piano legalista nel *Débats entre les accusateurs et les accusés*, i coloni lo conquistarono sul piano della costruzione di un nuovo immaginario coloniale, da contrapporre come alternativa – repubblicana? – all'immaginario emancipatore condiviso da una parte dei membri della Convenzione. Il ritorno all'ordine sociale allora, diveniva una vaga parola d'ordine che chiamava a raccolta i repubblicani conservatori, così come i cripto-monarchici, perché imbevuti di un forte pregiudizio razziale.

Il percorso però era ancora lungo e le battute d'arresto numerose: se l'assoluzione di Sonthonax metteva provvisoriamente fine alle speranze di venir riconosciuti come rappresentanti legittimi della colonia, d'altro canto, l'*Affaire des Colonies* aveva segnato il primo e grande momento di espressione dei coloni nella Madrepatria.

Il *Catechisme des Colonies* (1791) o le *Vues générales* (1795): dalla controrivoluzione ai giacobini e ritorno

Se l'impegno dei deputati Garran de Coulon e Henri Gregoire diede i suoi frutti sul piano legale con l'avvallo delle scelte di Polverel e Sonthonax negli anni 1793-1794, sul piano culturale però, lo sposalizio tra i coloni e alcuni deputati della Convenzione o futuri deputati dei due Consigli andava confermandosi in una serie di imprese editoriali dall'ampia risonanza in Francia e negli Stati Uniti.

Assente alla seduta del 16 pluvioso anno II, il deputato Benoît Gouly, grazie alla sua militanza nel Club dei giacobini si presentò il 27 pluvioso presso il bureau del Comitato della Marina e delle Colonie accompagnato dal suo collega Serres e dai coloni Brulley e Page al fine di convincere Barère, che presiedeva il Comitato, a discutere il decreto abolizionista e a "sospenderne l'esecuzione fino alla pace"⁵⁹⁰. L'operazione andò a buon fine e sigillò la collaborazione di Gouly con i coloni di Santo Domingo, particolarmente con Brulley, Page e Jacques-François Dutrone de la Couture. Dal loro incontro, nacque un curioso progetto a più mani, che erroneamente è stato attribuito al solo Gouly, ma che in realtà fu il frutto di un rimaneggiamento di un'opera anonima del 1791, poi rivista nel novembre del 1794 dall'autore e dagli altri suoi colleghi⁵⁹¹.

L'opera in questione è *Vue générales sur l'importance du commerce des Colonies*, apparsa il 7 frimaio anno III (27 novembre 1794) a seguito dell'invito della Convenzione a «faire imprimer et distribuer leurs vues et leurs projets pour l'amélioration du commerce et de la marine»⁵⁹². Il debito del suo successo e, come vedremo a breve, anche della sua condanna, andava al testo anonimo del 1791 di Dutrone de la Couture, *Catechisme des colonies, pour servir à l'instruction des habitants de la France, par M****, manifesto dell'indipendentismo condiviso da parte dei coloni *leopardins* sbarcati a Parigi nel 1791 e risultato della loro opposizione al mantenimento del monopolio commerciale della Madrepatria e al riconoscimento dei diritti politici ai mulatti e ai neri liberi. Mentre la prima opera venne pubblicata anonima a Parigi, la seconda invece venne pubblicata solo a nome di Benoît Gouly,

⁵⁹⁰ AN, D/XXV/76, dossier Page et Brulley; ANOM, COL C4/109. Su Benoît Gouly e i suoi legami con il Comitato della Marina e delle Colonie, si veda Jeremy Popkin, *You Are All Free*, cit., pp. 366-369; Claude Wanquet, "Un Jacobin esclavagiste, Benoît Gouly", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1993, pp. pp. 445-468; Claude Wanquet, "Le débat entre abolitionnistes et antiabolitionnistes en France de 1794 à 1802", in Marie-Christine Rochmann, *Esclavage et abolitions*, Paris, Karthala, 2000, pp. 233-255.

⁵⁹¹ Per la partecipazione di Brulley e Page all'edizione del 1794 si veda AN, D/XXV/76, dossier Page e Brulley. Il testo è stato in parte analizzato da Claude Wanquet, che sembrerebbe però non esser riuscito ad individuare l'opera di Dutrone de la Couture dalla quale Gouly ammetteva di aver attinto: Claude Wanquet, "Un Jacobin esclavagiste", cit., p. 466. Infatti, si trattava di un'opera anonima del 1791 che già all'epoca provocò diverso scalpore per via delle sue posizioni reazionarie, razziste e, soprattutto, indipendentiste: *Catéchisme des colonies, pour servir à l'instruction des habitants de la France, par M****, Paris, s.e., 1791.

⁵⁹² Claude Wanquet, "Un Jacobin esclavagiste", cit., p. 447.

che in quel momento poteva vantare un'autorevolezza superiore a quella dei suoi alleati Page, Brulley e Dutrone e che, soprattutto, poteva sfruttare l'Imprimerie Nationale per pubblicare il proprio testo a nome della Convenzione nazionale.

Simile nella forma alla versione del 1791 – costruita su una struttura a dialogo tra un francese della Madrepatria e un colono – l'opera del 1794 era però il risultato della temperie repubblicana dell'anno II e si trovava a fronteggiare il problema dell'emancipazione generale degli schiavi e la restaurazione dell'ordine nelle colonie. Sul tema della schiavitù, Gouly recuperava i lungimiranti giudizi sulla *Déclaration des droits de l'homme* già esposti da Dutrone, per il quale un'applicazione indistinta della *Dichiarazione* in tutti i territori francesi d'Oltremare avrebbe prima o poi significato l'annientamento della schiavitù e la crisi del sistema coloniale. Criticando l'universalità del valore dei principi della *Déclaration*, Dutrone de la Couture riconosceva che il documento aveva reso possibile il passaggio degli schiavi dal non-stato di natura e dunque sociale nel quale vivevano sotto l'Antico Regime a quello dei *non libres* – non liberi –, ovvero di uomini nati liberi nello stato di natura e poi privati della libertà in quello sociale e politico. Del resto, la stessa parola *esclave* come sinonimo di “privazione della libertà” a suo avviso entrava in rotta di collisione con il portato universalistico della *Déclaration*, che non riconosceva la schiavitù nello stato di natura e dunque immaginava gli schiavi come dei non-liberi ai quali era garantita la libertà nello stato di natura, ma non il godimento di essa nello stato sociale e politico⁵⁹³.

Recuperando questo ragionamento, Gouly lo portava alle sue estreme conseguenze e lo confrontava con gli eventi del 1794⁵⁹⁴: ricordando con piglio scientifico in una lunga nota la mancanza dei tratti caratterizzanti la specie umana nella figura dell'ex-schiavo, dimostrava perché gli europei bianchi si trovassero soggiogati alla furia cieca e animalesca dei neri nelle colonie⁵⁹⁵. Se nel testo di Dutrone questa realtà non poteva essere che il frutto di una proiezione immaginaria degli effetti che la *Dichiarazione dei Diritti* avrebbe potuto provocare, per Gouly

⁵⁹³ «Les esclaves étaient sans état [sous l'Ancien Regime], et maintenant, si les décrets de l'Assemblée nationale pouvaient être reçus dans les Colonies, ils en auraient un; celui de *non libres*. Les esclaves naissent esclaves par la loi, et maintenant ils naîtraient libres par la déclaration des droits de l'homme et même par les décrets du 13 mai 1791. Car le mot *non libres* ne peut jamais, dans aucun circonstance, être synonyme au mot esclaves. [...] Ou le mot esclaves est synonyme à *non libres*, ou il ne l'est pas; et il ne l'est pas. S'il l'était, pourquoi a-t-elle refusé de l'employer; puisque par ce mot *non libres*, elle aurait également consacré l'esclavage, et elle ne le peut, sans violer la déclaration des droits de l'homme, sans violer tous ses principes et tous ces décrets. [...] Mais l'Assemblée nationale ne leur donne point la liberté? Si, elle la leur donne; à la vérité elle ne leur en laisse pas la jouissance.». *Catéchisme des colonies*, cit., pp. 28-29.

⁵⁹⁴ Benoit Gouly, *Vues générales*, cit., pp. 30-32.

⁵⁹⁵ «L'ame du nègre, d'Afrique sur-tout, semble n'être accessible que par l'organe de l'ouïe [...]. Il n'a point de physionomie; ses traits sont sans expression, ses yeux sans vivacité, & sa figure présente l'image de la stupidité; il agit & ne réfléchit pas [...] il n'est pas même capable d'imaginer qu'il fait mal. Quel sujet profond de réflexions amères & douloureuses présent aux législateurs un tel portait, sur-tout dans les circonstances où se trouvent les Européens dans les Colonies!». Ivi, pp. n33-34.

questa proiezione si era fatta concretezza con l'emancipazione e la guerra civile, dando così veridicità alla sua opinione tramite un dipinto drammatico della situazione della colonia⁵⁹⁶.

Si badi però, che la reintroduzione della schiavitù e la critica all'emancipazione non erano il fine delle opere di Gouly, bensì il mezzo per approfondire il concreto obiettivo politico della sua proposta. Più che la questione del commercio o quella della manodopera schiavile, infatti, al centro delle sue preoccupazioni vi era la costruzione di un nuovo tipo di rapporto tra la Repubblica e le colonie. Su questo punto, le due opere divergevano considerevolmente: se nel testo del 1791 veniva proposto un progetto di indipendenza sullo stile di quanto avvenuto tra le ex-tredici colonie e l'Inghilterra⁵⁹⁷, in quello del 1794 tutti i riferimenti agli Stati Uniti e ai coloni definiti "americani" – *américains* – venivano espuntati, così come quelli sulla completa indipendenza della colonia dalla Madrepatria. Al contrario, si insisteva sulla comunità di appartenenza dei coloni alla Francia, sulla loro identità francese e sul sentimento d'affetto e di riconoscenza che li legava alla *Métropole*:

«Ces habitants cependant n'ont jamais été considérés comme nation différente de la Nation française. *Mais les Colonies ne feront donc plus partie de l'Empire français?* Non si elles étaient détruites; mais il est bien facile de les conserver & de faire que toujours elles en fassent partie, puisque le vœu le plus cher de ceux qui se sont expatriés pour les faire prospérer, est d'être toujours français & soumis à son empire. [...]

Peut-il y avoir, dans le même empire, deux constitutions & des lois de deux sortes? C'est ce qui est inconcevable. Oui, sans doute, parce que deux pays situés en climats très-éloignés & très différents, deux nations différentes doivent avoir une constitution & des lois différentes & quoique différentes, la constitution & les lois de chacune d'elles peuvent aller au même but qui est l'intérêt général»⁵⁹⁸.

In questa lunga citazione, emergeva la proposta di trattare separatamente le colonie e di renderle autonome dal punto di vista legislativo, costituendo così una sorta di *Empire républicain* composito che permettesse loro di gestire il proprio regime interno coniugando il loro interesse a quello della Madrepatria. La funzione legislativa separata, avrebbe così permesso alla colonia

⁵⁹⁶ «Tel est l'Africain qu'aujourd'hui vous nommez affectueusement votre frère, votre ami, mais qui ne deviendra jamais votre égal; car la nature que l'on invoque à cet égard s'y oppose très-absolument. FRANÇAIS, quoi que vous puissiez faire, vous ne l'eleverez jamais jusqu'à vous, cet homme noir; & si vous pouviez descendre jusqu'à lui, il vous mépriserait.», *Ivi*, p. n35.

⁵⁹⁷ *Catéchisme des colonies*, cit., p. 10, 24.

⁵⁹⁸ Benoît Gouly, *Vues générales*, cit., pp. 14-15.

di legiferare per quanto riguardava la sua politica interna autonomamente, pur seguendo una impalcatura costituzionale concordata da un gruppo di deputati scelti *ad hoc* e raccolti in una *Convention coloniale* mista di coloni e francesi della Madrepatria⁵⁹⁹.

Una volta stabilito il quadro costituzionale e garantita l'autonomia interna alla colonia, la Convenzione concordava le questioni commerciali e di sicurezza tra la Madrepatria e i territori d'Oltremare: mentre le colonie promettevano la priorità commerciale e delle tariffe agevolate alla Madrepatria sull'importazione e l'esportazione dei prodotti, quest'ultima si impegnavano a difendere i territori tramite dei contingenti armati e una flotta navale consistente, che li tutelasse dalle incursioni esterne e, soprattutto, dai disordini sociali interni. Così, ad un potere legislativo bicefalo nell'Impero, si contrapponeva un sistema esecutivo unico, che esercitasse il suo potere nei limiti pattuiti e che incutesse il timore dell'autorità e della tirannia ai neri e ai mulatti, che, secondo Gouly «soit dans leurs pays, soit dans les Colonies, ont toujours vu que cette autorité était concentrée dans un seul homme, que des signes frappants & exclusifs distinguaient, que des honneurs & des hommages élevaient au dessus de tous»⁶⁰⁰.

Infine, l'autore, domandava retoricamente se questo sistema non assomigliasse eccessivamente al modello monarchico costruito sulla base di un regno e dei suoi vice-regni, com'era stato per l'Impero spagnolo nel XVI e XVII secolo. Con abilità, Gouly rispondeva a questa possibile accusa ricordando che il modello da lui proposto si inseriva nel contesto repubblicano e rivoluzionario, dove le colonie, che non erano più proprietà esclusiva del sovrano – «où le roi était tout & le peuple rien» – condividevano la libertà e la sovranità morale con la Francia, una nazione abbastanza grande da associarsi e unirsi alla Madrepatria senza però che si instaurasse una dipendenza assoluta⁶⁰¹.

Dunque, il testo anticipava di qualche settimana uno dei pilastri dei coloni accusatori di Sonthonax e Polverel, quello di svincolarsi dall'insinuazione di aver voluto rendere le colonie indipendenti e vi aggiungeva un importante tassello che solo un deputato rappresentante del popolo era legittimato a proporre nella difficile congiuntura degli anni 1794-1795. Sul piano politico, l'idea era quella di costruire una *Nouvelle France* nei Caraibi e sottrarla definitivamente agli ex-schiavi che rischiavano di renderla una *seconde Afrique*, sacrificando

⁵⁹⁹ «Comment faire la constitution des Colons dans les Colonies? N'est-ce pas à la Convention à la faire? Non: ce que nous venons de dire fait voir que c'est à la France à concourir à la constitution des Colons, par des députés *ad hoc*.». *Ivi*, p. 16.

⁶⁰⁰ *Ivi*, pp. 20-21.

⁶⁰¹ «Les colonies sont ainsi que la France, devenues libres & souveraines moralement: elles ne peuvent donc plus être sujettes de la Nation française, puisqu'elles sont ses égales & situées dans d'autres parties du monde; elles sont ses enfants, mais enfants devenus majeurs, qui doivent recevoir des conseils, des secours de leur mère, mais non pas des lois; elles forment une autre nation assez grande maintenant pour être unie & associée à sa mère & hors d'une dépendance absolue. Aussi lorsqu'un dira les *Colonies de la nation*, la *nation des Colonies*, s'est dire les enfants de la nation, les amies, les associées de la nation, & point du tout les sujettes». *Ivi*, p. 23.

«à la fois la marine, le commerce, nos manufactures» e far «égorger cent cinquante mille Français blancs, pour faire régner sur leurs cadavres et sur les décombres de nos établissements, un million environ de nègres étrangers»⁶⁰². Da deputato, Gouly poteva autorevolmente discutere non solo il passato della colonia e gli errori delle Assemblee precedenti e dei loro commissari, non solo appoggiarsi ad un immaginario confezionato dai coloni negli anni antecedenti – la riproposizione di un testo del 1791 ne era la prova! – ma proporre un’alternativa e un progetto politico che fossero espressione del pensiero post e neo-schiavista ancorati sul dominio dei francesi bianchi nelle Antille e nel mondo intero⁶⁰³.

La ripresa di tesi fortemente reazionarie messe in circolo già all’inizio della Rivoluzione, la critica all’emancipazione generale e il progetto di un sistema imperiale con il riconoscimento dell’autonomia legislativa delle colonie valsero al colono da un lato la pubblica denuncia da parte di Dufay alla Convenzione nazionale come federalista – e la sconfessione delle sue teorie proposte nel pamphlet a nome di tutto il corpo legislativo –, dall’altro invece gli valsero la pubblica approvazione del mondo coloniale da New York a Parigi che vedeva nel giacobino la piena integrazione delle questioni coloniali nel contesto repubblicano francese⁶⁰⁴.

⁶⁰² Benoit Gouly, *B. Gouly, représentant du peuple, député de l’isle de France, à ses collègues*, Paris, Guffroy, 1794, p. 6.

⁶⁰³ Non si dimentichi che i progetti di Gouly non interessavano solamente la colonia di Santo Domingo, ma anche le colonie nell’Oceano Indiano. Si vedano, per esempio, i suoi progetti del settembre-ottobre 1794 inviati al Comitato della Marina e delle Colonie contenuti in ANOM, COL C4/109, *Rapport sur le commerce de l’Inde et des isles de France et de la Réunion*. A questo proposito si veda anche il lavoro di Claude Wanquet, *La France et la première abolition de l’esclavage, 1794-1804: le cas des colonies orientales, île de France (Maurice) et la Réunion*, Paris, Karthala, 1998.

⁶⁰⁴ Per l’accusa di Dufay verso il pamphlet e la discussione che seguì alla Convenzione si veda *Gazette Nationale, ou Le Moniteur Universel*, 11 frimaio anno 3 (1° dicembre 1794), n°71, p. 301.

Si vedano le recensioni positive alle sue *Vues générales* pubblicate sul quotidiano bilingue di New York *Gazette Française et Américaine*, 14 ottobre 1795, n°44 e in quello di Parigi gestito dai coloni Deaubonneau, Chotard Ainé e Clausson *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 7 settembre 1796, n°21.

3.2 Il “momento termidoriano”: Repubblica e pace generale?

La storiografia del «momento termidoriano» è stata completamente rinnovata in occasione del Bicentenario della Rivoluzione nel 1989. Se l'esistenza di una rottura politica è ammessa da tutti gli storici, la questione della sua natura continua a far dibattere e a suscitare interpretazioni divergenti. Al di là dei contrasti interpretativi, è certo che quei quindici mesi segnarono un *tournant politique* importante per la storia della fine del XVIII secolo, che non può essere ridotta all'idea di una “reazione” borghese contro il “Terrore”⁶⁰⁵.

In effetti, il 1795 si dimostrò un laboratorio politico senza precedenti per la Francia repubblicana, che si confrontò con almeno quattro questioni che coinvolgevano la sua esistenza e quella delle altre potenze europee e atlantiche: il proprio regime interno; il conflitto in Europa e la questione delle “frontiere naturali”; la conferma e l'espansione oltremare della Repubblica; il mantenimento dell'emancipazione generale e l'integrazione dei domini coloniali nel sistema repubblicano⁶⁰⁶.

L'*Affaire des Colonies*, come abbiamo visto, fu un momento di analisi e ripensamento del rapporto intercorso tra la Francia e le sue colonie fino all'emancipazione generale e al richiamo dei Commissari a Parigi. Al di là degli attori coinvolti e della loro capacità di rinsaldare i legami attorno ad una prospettiva fortemente reazionaria, sullo sfondo era emerso il carattere atlantico del dibattito, nel quale Gran Bretagna, Stati Uniti e Spagna erano talvolta co-protagoniste accanto alla Francia.

Inevitabilmente, il dibattito subì le inflessioni degli eventi internazionali che intercorsero in Europa e nel Nuovo Mondo tra il gennaio e il settembre del 1795, segnati soprattutto da tre grandi momenti: l'accordo anglo-americano conosciuto sotto il nome di Trattato di Jay – *Jay Treaty* – del novembre 1794 e gli accordi europei conosciuti come *Traités de Bâle* – Trattati di Basilea – della primavera del 1795 tra la Francia, l'impero prussiano e la monarchia spagnola. Questi due trattati segnarono la politica estera della Francia Repubblicana per tutto il periodo direttoriale, perché le opinioni che emersero rispetto ai due avvenimenti tracciarono da un lato le linee guida della Costituzione dell'Anno III e dall'altro l'intera politica direttoriale degli anni a venire⁶⁰⁷.

⁶⁰⁵ Bronislaw Baczko, *Comment sortir de la Terreur?* Cit.; François Brunel, *Thermidor. La chute de Robespierre*, Bruxelles, Complexe, 1989; Roger Dupuy e Marcel Morabito (dir.), *1795. Pour une République sans Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996; Michel Vovelle (dir.), *Le tournant de l'an III*, cit.; Sergio Luzzatto, *L'autunno della Rivoluzione*, cit.; Loris Chavanette, *Quatre-vingt quinze. La Terreur en procès*, Paris, Editions du CNRS, 2017.

⁶⁰⁶ Jeremy Popkin, “Thermidor, Slavery”, cit.

⁶⁰⁷ Sul Jay Treaty si vedano particolarmente i lavori di: Todd Estes, *The Jay Treaty Debate, Public Opinion, and the Evolution of Early American Political Culture*, Boston, University of Massachusetts Press, 2008; Jerald A.

Data la loro natura internazionale, i trattati coinvolsero tutti gli attori individuali, locali o statali, così come i gruppi di interesse infra o sovranazionali. In questa ricomposizione dell'ordine internazionale – inteso come struttura particolare delle relazioni tra gli attori e come espressione di una certa concezione della ripartizione spaziale dei poteri in campo – giocarono un ruolo fondamentale i coloni⁶⁰⁸. Benché, come abbiamo visto, fossero rimasti esclusi dagli incarichi chiave in capo al legislativo o all'esecutivo, i coloni si attivarono immediatamente nel confrontarsi con le questioni internazionali, facendosi interpreti di uno specifico campo d'osservazione sul ruolo della Francia in Europa e nel Nuovo Mondo.

Gli studi sull'ordine europeo all'indomani della caduta di Robespierre hanno trascurato il ruolo che rifugiati e coloni vi giocarono per via di una più che comprensibile attitudine a tenere separate le vicende europee e quelle atlantiche; il rischio corso però, è stato quello di aver concentrato l'attenzione esclusivamente sugli attori diplomatici nel campo europeo, escludendo la comprensione dell'articolazione tra ordine europeo e le sue conseguenze nel contesto atlantico (e viceversa). Secondo una dinamica analoga, anche gli effetti del Trattato di Jay sono stati letti o come il preludio del successivo distacco delle due Repubbliche atlantiche fino agli anni della *Quasi-War* del 1798, oppure tramite la lente del partitismo americano, che vide, dal Trattato in poi, il cristallizzarsi di un partito federalista pro-Inghilterra e di un partito repubblicano pro-Francia.

Al contrario, l'interesse per l'opinione del *parti colonial* permetterebbe di tenere assieme i due eventi nel contesto repubblicano del 1795 e, a sua volta, di leggere le criticità mosse all'integrazione delle colonie nella Repubblica sotto una nuova luce, che spieghi come interesse nazionale, emancipazione/schiavitù e problema della cittadinanza si integrassero e prendessero forma proprio dal confronto con la complessa realtà internazionale⁶⁰⁹. Ovviamente, i coloni non erano certo gli unici ad aver compreso l'importanza ricoperta dal *Jay Treaty* e dalla pace con le potenze europee, come mostra, ad esempio, l'attenzione del ministro plenipotenziario Adet per le conseguenze nel Nuovo Mondo delle vicende europee; ma ciò che rende i coloni un osservatorio interessante è che non poche furono le voci di quanti di loro, in un contesto repubblicano, difesero gli Stati Uniti e il loro «diritto all'esistenza» davanti alle rovinose vicende coloniali ed europee.

Combs, *The Jay Treaty. Political Battleground of the Founding Fathers*, Berkeley, University of California Press, 2023 (prima edizione 1970); sui Trattati di Basilea invece la miglior analisi rimane quella di Marc Belissa, *Repenser l'ordre européen (1795-1802). De la Société des Rois aux Droits des Nations*, Paris, Kimé, 2006.

⁶⁰⁸ Marc Belissa, *Repenser l'ordre européen*, cit., p. 18.

⁶⁰⁹ Pierre Serna, Antonino De Francesco, Judith A. Miller, *Republics at War, 1776-1840. Revolutions, Conflicts and Geopolitics in Europe and the Atlantic World*, New York, Palgrave Macmillan, 2013. Già Marc Belissa nel suo *Repenser l'ordre européen*, cit., p. 30, invitava a «repenser de fond en comble les rapports des États-Unis et des colonies avec l'ordre européen dans lequel ils sont *nolens volens* intégrés».

Inoltre, come vedremo, anche le soluzioni che andarono definendosi davanti a quello che sembrava oramai un fatto compiuto, differivano largamente da quelle che si prospettavano in seno ai ministeri e alla Convenzione. Facendo della pace generale europea un punto di svolta e uno spunto per un'eguale politica coloniale, secondo molti coloni la Repubblica francese avrebbe potuto porsi quale alternativa all'Inghilterra e garante degli equilibri degli interessi nazionali. In questo modo, i coloni proponevano di superare l'*impasse* tra il cosmopolitismo e l'interesse nazionale al fine di costruire un ordine che non fosse più solo europeo o solo americano, bensì su scala mondiale. Per il momento ci occuperemo solamente dei progetti che presero vita nel 1795 grazie alla nuova congiunzione internazionale che sembrò favorirli, per poi occuparci di come questi si legassero a loro volta alla Costituzione dell'Anno III e, soprattutto, alla critica della *Dichiarazione dei diritti e dei doveri* nelle colonie.

Quando in Francia giunse la notizia dell'accordo siglato a Londra tra William Grenville e John Jay a Londra nel novembre del 1794 le reazioni furono estremamente dure. Già il proclama di neutralità di George Washington nel giugno del 1793 aveva scandalizzato l'opinione pubblica rivoluzionaria, che definiva la scelta del presidente americano come una *honteuse neutralité* che rompeva con l'ideale di una solidarietà repubblicana su scala atlantica. Nonostante l'alzata di voci contro il governo statunitense però, il Comitato di Salute Pubblica si era mantenuto su una linea conciliatrice, richiamando il ministro girondino Genet, sconfessando la sua condotta e stigmatizzandola come "criminale". Il Comitato, infatti, cercò di favorire l'avvicinamento tra i neutri e la causa francese, cercando di non provocare alcuna rottura con gli Stati Uniti.

Il programma di Robespierre ebbe però vita breve per via dell'evoluzione della politica americana: le tensioni tra gli Stati Uniti e la Gran Bretagna aumentarono nei primi mesi del 1794 quando i primi chiesero il risarcimento dei danni delle merci americane sequestrate dai navigli di guerra inglesi. Per sconfessare il timore di un conflitto che in quel momento si sarebbe rivelato rischioso, Alexander Hamilton chiese all'Inghilterra di avviare delle negoziazioni che permettessero agli americani di veder rispettata la propria neutralità davanti alla guerra marittima nei Caraibi tra francesi e inglesi. Dopo una certa resistenza, il gabinetto di Pitt acconsentì ad aprire le trattative, che iniziarono nella primavera del 1794, in concomitanza con l'arrivo delle prime notizie delle vittorie delle forze francesi in Europa⁶¹⁰.

La storiografia ha più volte messo in luce i limiti di questo trattato, così come gli esiti decisamente favorevoli alla Gran Bretagna sia sul piano politico nel suo scontro con la Francia, che su quello commerciale. Inoltre, il Trattato, dalla sua stipula a Londra, fino alla sua

⁶¹⁰ Stéphane Bigaud, Marc Belissa, Joseph Visser (dir.), *Aux origines d'une alliance improbable*, cit., pp. 26-27.

approvazione al Congresso, polarizzò definitivamente l'opinione pubblica, così come il suo corpo politico, diviso tra sostenitori della Francia – partigiani di Thomas Jefferson e del partito repubblicano – e dell'accordo con la Gran Bretagna – vicini alle posizioni di Alexander Hamilton e al partito federalista. Più che stabilire i confini della neutralità americana, infatti, il Trattato costituì un regolamento dei conti rimasti in sospeso tra i due Stati dai tempi della guerra d'Indipendenza che anche nel Trattato di Pace del 1783 non avevano trovato soluzione⁶¹¹. Infatti, a differenza delle istruzioni date a Jay – che contemplavano, tra le altre, le indennità per i sequestri navali subiti dagli americani, le indennità per gli schiavi che nel corso della guerra del 1776 gli inglesi avevano sollevato contro i propri padroni ribelli negli Stati del Sud e il riconoscimento del diritto dei neutri – il Trattato rispettò solamente la richiesta americana di ritiro delle truppe britanniche dagli ultimi avamposti nella regione dell'Ohio e dei Grandi Laghi. Inoltre, se è vero che il Trattato concedeva alle navi mercantili americane il diritto di commerciare con l'India e con le colonie britanniche nelle Antille, vietava loro di esportare melassa, zucchero, caffè, cacao e cotone prodotti sia negli Stati Uniti che nelle colonie inglesi in qualsiasi territorio che non fosse quello statunitense⁶¹².

Inutile dire che questo ultimo punto fu una delle ragioni che spinsero particolarmente gli Stati del Sud a protestare indignati contro il Trattato, che veniva percepito come una nuova forma di *Navigation Act*. L'indignazione colpì presto anche la Francia e il ministro plenipotenziario James Monroe, che fino a qualche settimana prima della stipula del Trattato – di cui era all'oscuro – aveva tenuto alla Convenzione un discorso sull'alleanza naturale e indistruttibile tra le Repubbliche. Davanti all'alzata di scudi delle forze repubblicane francesi, che sarebbero culminate il 2 luglio 1796 con la decisione del Direttorio di trattare ogni nave neutrale o americana come se fosse inglese, i coloni reagirono secondo delle modalità divergenti, spesso più conciliatorie nei confronti degli Stati Uniti⁶¹³.

⁶¹¹ Marie-Jeanne Rossignol, "Esclavage et espace atlantique. Courants et contre-courants révolutionnaires. L'article 7 du traité anglo-américain de 1783 et ses conséquences jusqu'en 1794", in *Dix-huitième Siècle*, 2001 (n°33), p. 295.

⁶¹² «Provided always that the said American vessels do carry and land their Cargoes in the United States only, it being expressly agreed and declared that during the Continuance of this article, the United States will prohibit and restrain the carrying any Melasses, Sugar, Coffee, Cocoa or Cotton in American vessels, either from His Majesty's Islands or from the United States, to any part of the World, except the United States [...]». Jerald A. Combs, *The Jay Treaty*, cit., pp. 152-153.

⁶¹³ La guerra marittima contro la Gran Bretagna, la sfida dell'alleanza franco-americana e i rapporti con le potenze non-belligeranti hanno messo in questione il diritto di navigazione degli stati neutrali durante il periodo termidoriano e consolare. In particolare, il problema centrale del «droit des gens maritime» consisteva nella definizione del diritto di navigazione e di commercio per gli stati neutrali. Su questo si vedano: Albert Hall Bowman, *The Struggle for neutrality. Franco-American diplomacy during the federalist era*, Knoxville, the University of Tennessee press, 1974; Marc Belissa, *Repenser l'ordre européen*, cit., pp. 375-387; Éric Schnakenbourg (dir.), *Neutres et neutralité dans l'espace atlantique durant le long XVIIIe siècle (1700-1820). Une approche globale*, Bécherel, Les Perséides, 2015; Marc Belissa, "Faire la guerre pour avoir le droit d'être neutre? Les enjeux politiques de la neutralité américaine (1776-1812)", in Éric Schnakenbourg (dir.), *Neutres et neutralité*,

A leggere il Trattato di Jay come un affronto aggressivo verso la Francia, vi fu il ministro plenipotenziario Adet, che in una lunga missiva al Ministro degli Affari Esteri, approcciava alla materia tenendo legati gli aspetti mediterranei con quelli atlantici. Adet, fortemente deluso dal Trattato stipulato da John Jay, non si limitò ad attaccarlo personalmente, ma espresse da subito una certa perplessità sulle ragioni che lo avevano spinto ad accettare che gli Stati Uniti rientrassero nell'Atto di Navigazione inglese, arrivando a paventare la possibilità che questa mossa fosse l'anticamera della presenza massiccia dei navigli americani nel Mediterraneo⁶¹⁴. La pace con Algeri e la sottomissione al volere inglese erano un attacco frontale alla sicurezza francese nelle Antille e nel Mediterraneo e come tale, la Francia avrebbe dovuto rispondere con una politica altrettanto aggressiva in difesa dei suoi interessi. Inoltre, le ingerenze degli anglo-americani negli affari mediterranei francesi erano l'occasione per rispondere e difendere, al contrario, la presenza francese nei territori dell'Ovest, minacciati dalla presenza inglese⁶¹⁵. La linea di Adet in difesa degli interessi francesi era, al di là dei toni belligeranti, in linea con il progetto di liberazione civilizzatrice e di emancipazione che si andava costruendo nello schieramento repubblicano della Convenzione; infatti, egli poneva la Francia nel solco di un repubblicanesimo autenticamente moderno e, inquadrava, al contrario, gli Stati Uniti nell'alveo dei popoli che avevano scelto la tirannia perché timorosi di proseguire la strada della libertà che loro stessi avevano concorso a tracciare.

All'idea di un combattimento tra un Antico Regime delle potenze monarchiche o cripto-monarchiche e di un repubblicanesimo belligerante che si faceva portatore dell'emancipazione dei popoli senza alcuna meditazione preventiva, si contrapponevano i disegni dei coloni patrioti, capeggiati da Chotard Ainé, Clausson e Deaubonneau. Innanzitutto, le ragioni che avevano spinto gli Stati Uniti a firmare un patto così umiliante con la Gran Bretagna andavano ricercate in quello che, secondo Chotard Ainé, si poteva definire l'isolamento della Repubblica americana. La Repubblica francese aveva voltato la schiena alla sua Repubblica sorella e alimentato la sedizione interna ai tredici Stati sia con l'operazione di Edmond Genet e le

cit., pp. 405-430; Manuel Covo, "Droit de la neutralité, pratiques de mobilité marchande et catégorisation politique à l'ère des révolutions: entre Antille et États-Unis (années 1790)", in Éric Schnakenbourg (dir.), *Neutres et neutralité*, cit., pp. 185-210; Éric Schnakenbourg, *Entre la guerre et la paix. Neutralité et relations internationales, XVIIe-XVIIIe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019; Sandra Moats, *Navigating Neutrality. Early American Governance in the Turbulent Atlantic*, Charlottesville and London, University of Virginia, 2021.

⁶¹⁴ «Il est inutile, Citoyen Ministre, que j'entre dans aucun détail sur ces Instructions, les réflexions qu'elles font naître se présentent d'elles-mêmes. Je me bornerai à vous faire remarquer que le Président par l'importance qu'il attache à la paix avec Alger, par les démarches qu'il prescrit à son Envoyé pour arriver à ce but, répond aux vœux des Américains qui tous désirent naviguer dans la Méditerranée. Notre intérêt nous permet-il, Citoyen Ministre, de leur laisser usurper un Commerce qui par notre position et nos anciennes liaisons doit nous appartenir exclusivement et que pour la prospérité de la République nous devons conserver. Je ne le crois pas.». AAE, 39CP/46, foll. 59-64.

⁶¹⁵ AAE, 39CP/46, fol. 65.

istruzioni girondine, sia con l'emancipazione dei neri a Santo Domingo, che minacciava l'essenza stessa degli Stati Uniti, particolarmente quelli del Sud.

Anzi, aggiungeva Chotard Ainé, l'isolamento che la Francia aveva contribuito a creare con i suoi atti scellerati, che ordivano alla distruzione sociale di tutto il Nuovo Mondo, si era acuito nel 1794, quando le guerre civili e l'invasione inglese della colonia e di alcune città mediterranee avevano alimentato i timori degli Stati Uniti sul fatto che oramai la Repubblica francese fosse perduta:

«C'est en 1794 que l'on stipulait à Londres les préliminaires de la servitude des Etats-Unis...Qu'était la France alors? Un vaste tombeau. Bordeaux, Lyon, Toulon, Nantes, etc. avaient capitulé, noyés dans le sang de leurs habitants. Les Colonies à la même époque succombaient sous les torches et les poignards des africains, etc. la Vendée semblait être le précipice où la moitié de la France devait s'engloutir: n'est-ce pas là le tableau, que présentait la France à l'Europe embrasée, à l'Amérique épouvantée? [...] L'indépendance des américains, leur prospérité; ... le traité de Jay; ... tout fut l'ouvrage des français»⁶¹⁶.

Un punto univa la posizione di Adet con quella dei coloni "patrioti": la condanna al Trattato di Jay e i vantaggi che sola ne avrebbe tratto la Gran Bretagna, nemica naturale della Francia e degli Stati Uniti. Sul resto invece, le divergenze rimanevano profonde: l'inconciliabilità delle due repubbliche e l'isolamento di quella americana erano la conseguenza di una politica aggressiva di annientamento dell'ordine sociale tramite il Terrore, la sedizione e, soprattutto, l'emancipazione.

Nonostante, dice Chotard Ainé, gli Stati Uniti fossero destinati a prosperare, nel 1794 l'equilibrio tra la loro sicurezza interna e il mantenimento delle gerarchie sociali istituite determinava la salvezza stessa della loro indipendenza, molto più che l'umiliante accordo con gli inglesi. Purtroppo, secondo il colono, il mondo era conteso tra due potenze che, su fronti estremamente contrapposti, giocavano la stessa partita di spartizione del mondo: chi (la Gran Bretagna) per il tramite della contro-rivoluzione più efferata, per via di orditi complotti e di emissari pagati al soldo e inseriti tra le più alte cariche di Francia; chi (la Francia), per il tramite delle "torce e dei pugnali degli Africani".

Quanto all'analisi delle cause che avevano spinto gli Stati Uniti a firmare il Trattato, dunque, non vi erano particolari punti di discordia tra i coloni, che, seppur tacitamente,

⁶¹⁶ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, n°128.

condividendo tutti la disapprovazione per l'emancipazione generale e per il ruolo che la Francia sembrava voler assumere proclamando il principio come fondamento universale dei popoli. Che i principi della Repubblica francese potessero agire come detonatori di tutti i possedimenti coloniali nel Nuovo Mondo era un timore condiviso anche da coloni schierati su posizioni più indipendentiste e autonomiste di quelle enunciate da Chotard Ainé nei suoi articoli.

L'anonimo pamphlet *Sur l'état présent de nos Colonies* di "Guillaume le disputeur" – pseudonimo dietro al quale si celava molto probabilmente il già citato Dûtrone de la Couture – partiva da simili considerazioni, sostenendo che se la Repubblica francese si fosse ostinata ad applicare indistintamente il suo sistema a tutte le colonie avrebbe prima o dopo distrutto l'intero sistema coloniale europeo⁶¹⁷. Criticando il progetto termidoriano di integrazione dei territori del Nuovo Mondo al sistema repubblicano e rimpiangendo il decreto della Costituente dell'8 marzo 1790, imputava all'emancipazione la distruzione delle colonie e, soprattutto, le ragioni per le quali le altre potenze vicine si ostinavano a non trattare la pace. Infatti, diceva, riconoscere alla Francia la conquista di un dominio oltremare, che fosse la parte spagnola di Santo Domingo o la Louisiana, rischiava di provocare rivolte e sommosse antischiaviste in tutte le colonie europee limitrofe, con il risultato che presto queste si sarebbero svincolate e rese indipendenti senza alcun legame con l'Europa, rovinando definitivamente la potenza del dominio europeo sul mondo.

Al fine di evitare il tracollo della produzione nel Nuovo Mondo, che si immaginava impensabile senza il contributo della manodopera forzata africana, l'anonimo proponeva di ripopolare Santo Domingo di coloni bianchi, per mettere fine al regime dell'*exclusif* – anche mitigato – e dar priorità ai consumatori bianchi delle colonie. Così, grazie alla comunanza di lingua, costumi e sentimenti, i nuovi coloni si sarebbero rivolti naturalmente, in un regime di libero mercato, alla Francia e ai suoi prodotti che più potevano rispondere ai loro gusti. In questo modo, si sarebbe evitato il rischio che le colonie potessero diventare indipendenti per mano dei neri che, divenuti liberi e ispirati dai principi rivoluzionari francesi, avrebbero

⁶¹⁷ [Jacques-François Dûtrone de la Couture?], *Lettre de Guillaume-le-Disputeur au Cousin-Jacques, Sur l'état présent de nos Colonies*, Paris, Maret, 1795. «Tous les crimes de la licence & de la plus extraordinaire démagogie qui les dévastent, laissent-ils l'espérance, sans une verge de fer, de ramener au devoir & au travail, des forcenés égarés par la fausse application d'un système social qu'ils ne conçaient pas, & ce système social est devenu loi constitutionnel de la France? Le gouvernement se laissera-t-il aller aux inductions de ceux qui le portent à demander à l'Espagne, la rétrocession de la Louisiane? N'y verra-t-il pas l'intention de révolutionner ces contrées & les états méridionaux d'Amérique, par l'affranchissement des noirs, & de faciliter par-là, au milieu de la combustion, le passage des Anglais du Canada au Golphe du Mexique? Continuera-t-il de s'aliéner les coeurs des colons Français?», p. 35.

combattuto contro tutta l'Europa e si sarebbe salvaguardato il sistema coloniale e la pace nel Nuovo e nel Vecchio Mondo⁶¹⁸.

Infatti, un ultimo punto veniva proposto dal nostro autore anonimo: la Francia avrebbe dovuto rinunciare alla sovranità francese in America, dichiarare le colonie indipendenti e proporre alle potenze europee la formazione di una confederazione antillense che raggruppasse tutte le isole produttrici di zucchero. Il progetto supponeva la costituzione di una forma di protettorato internazionale destinato ad assicurare la sicurezza della Confederazione stessa⁶¹⁹, secondo delle proposte analoghe a quelle di D'Estaing per la Louisiana⁶²⁰, a quelle di Moreau de Saint- Mery nel 1791 e a quelle poi proposte – sebbene in chiave monarchica – da Malouet nel 1797⁶²¹. Nessun accenno, in questo disegno, al ruolo degli Stati Uniti, che venivano citati come prova che il loro gusto e i loro costumi avevano agevolato la manifattura inglese anche dopo l'Indipendenza e l'apertura dei porti ai navigli di tutti gli altri Stati. Essi avevano fatto da modello per la costruzione del progetto, pur senza che l'autore si interessasse particolarmente al loro ruolo e alle differenze che potevano sorgere tra i suoi interessi e quelli degli Stati europei. A guardia del sistema coloniale così immaginato, non erano le potenze, i regimi politici repubblicani o monarchici, i principi di libertà ed uguaglianza, bensì il libero commercio e il libero scambio, tutelato dalla confederazione per la sua sicurezza interna e regolato dai soli gusti dei consumatori.

Di diverso avviso erano invece i coloni riuniti attorno a Chotard Ainé e ai *soi-disants représentants*, che desideravano liberare gli Stati Uniti dal giogo britannico e rinsaldare i rapporti tra le due Repubbliche in un'ottica di salvaguardia del principio repubblicano da un lato e quello della potenza commerciale della Madrepatria dall'altro. Sebbene non direttamente esplicitato, per Guillaume-le-Disputeur la garanzia dell'equilibrio coloniale era data da una previa pace con la Gran Bretagna e di conseguenza, dalla pace generale in Europa; al contrario, i coloni “patrioti” erano molto più scettici a riguardo. L'anglofobia e l'insofferenza per il sistema coloniale dell'Inghilterra costruito attorno al *Navigation Act*, combinate al sentimento

⁶¹⁸ *Ivi*, pp. 15-16, 19, 25-31. Sulle proposte a carattere economico-commerciale dell'autore anonimo si veda l'analisi di Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions*, cit., p. 661.

⁶¹⁹ *Ivi*, pp. 44-45. «Si cette indépendance respective des îles à sucre doit être garantie par les puissances maritimes, celles-ci doivent se concerter sur le gouvernement que ces îles doivent adopter. Ces puissances maritimes doivent nommer respectivement des commissaires; savoir, la France deux, l'Angleterre deux, l'Espagne deux, la Hollande un & le Danemark un; ces commissaires réunis feront la constitution des îles à sucre. Cette constitution sera agréée par les cinq puissances susdites & ensuite envoyée aux Antilles avec des forces combinées, pour la mettre à exécution, sous la garantie des puissances qui l'auront agréée; & alors tout rentrera dans l'ordre».

⁶²⁰ Cécile Vidal, “De province à colonie et de Français à Louisianais. Le langage de la nation et la construction coloniale de l'empire à La Nouvelle-Orléans en 1768-1769”, in Cécile Vidal (dir.), *Français? La nation en débat entre colonies et métropole (XVIe-XIXe siècle)*, Paris, Éditions EHESS, 2014.

⁶²¹ Victor Marie Malouet, *Examen de cette question*, Londres, J. Deboffe, 1797; *Lettre de M. Malouet, à M.S.D. Membre du Parlement*, Londres, Baylis, 1797.

nazionalista e alla consapevolezza che il regime repubblicano fosse la sola alternativa possibile nell'orizzonte francese del 1795, faceva sì che si cercasse una soluzione per la quale la Francia avrebbe potuto rinsaldare dei legami più stabili con gli Stati Uniti e uscire dalla crisi diplomatica.

Le strade proposte erano due e si intrecciavano così con quelle messe in campo parallelamente dagli agenti inviati a trattare a Basilea per far riconoscere la Repubblica. Da un lato, raggiungere la pace in Europa e stabilizzare la Madrepatria, dall'altro pacificare le colonie, ristabilire il commercio e reintrodurre un sistema di produzione che salvaguardasse i rapporti con le potenze coloniali e post-coloniali nei Caraibi. Insomma, il modello che andava a delinearsi era allora l'idea di una «pace del commercio» da contrapporsi ad una «pace del trionfo e della conquista».

Fino alla fine del 1794, le potenze coalizzate e gli *émigrés* potevano ancora accarezzare la speranza di vincere militarmente la Rivoluzione francese e d'imporre una restaurazione se non dell'Antico Regime almeno di un potere che mettesse radicalmente in discussione le trasformazioni rivoluzionarie. Con la battaglia di Fleurus, poi le vittorie in Olanda e sul Reno, divenne però evidente che la Repubblica francese era oramai un fatto acquisito e che non ci si dovesse fare illusioni: la guerra aveva oramai l'obiettivo di contenere l'espansione repubblicana, o di ottenere al massimo la restaurazione interna di un regime monarchico costituzionale che assicurasse la pace in Europa e la fondazione di un nuovo ordine europeo. I Trattati di Basilea del 1795 consacrarono dunque la sconfitta della prima coalizione e il ritiro della Prussia, della Spagna e di diverse potenze minori.

Questi trattati – i primi segnati dalla Repubblica francese sul piano internazionale – marcarono il “ritorno” della Francia sul terreno diplomatico. Da quel momento, la questione della coabitazione tra Repubblica francese e monarchie europee si fissava in termini inediti: l'esistenza di una repubblica potente e ambiziosa, infatti, poneva un problema di fondo per la ridefinizione dell'ordine europeo. Le Repubbliche del XVIII secolo erano degli Stati deboli, integrati nel sistema delle potenze monarchiche e la cui sopravvivenza era garantita dal riconoscimento di queste ultime. L'irruzione di una potenza repubblicana i cui fondamenti ideologici erano oggettivamente e soggettivamente in opposizione con le basi politiche dell'ordine europeo d'Antico Regime indusse una riflessione sulla rottura provocata dalla Rivoluzione. La Repubblica poteva essere reintegrata in un nuovo ordine europeo delle potenze? Era per sua essenza estranea a qualsiasi tipo di ordine monarchico?⁶²²

⁶²² Marc Belissa, *Repenser l'ordre européen*, pp. 22-23.

La battaglia di Fleurus, poi l'entrata dei francesi a Bruxelles il 20 messidoro anno II (8 luglio 1794), marcò la sconfitta militare della coalizione. L'offensiva francese si rivelò vittoriosa su tutti i fronti: l'Olanda venne conquistata nel gennaio 1795 e la Renania parzialmente rioccupata. Le conseguenze diplomatiche di queste vittorie non si fecero attendere: il 2 frimaio anno III (22 novembre 1794) un emissario prussiano si incontrava a Basilea con l'inviato francese Barthélemy; il 21 pluvioso (9 febbraio 1795), il Granduca di Toscana siglava la pace e riconosceva finalmente la Repubblica francese. Inoltre, il trattato franco-prussiano nel frattempo firmato a Basilea il 16 germinale (5 aprile 1795) ristabiliva la pace e riconfermava il principio della cessione della riva sinistra del Reno. Infine, il 4 termidoro (22 luglio 1795), la Spagna siglava a sua volta un trattato di pace con la Francia, nel quale si impegnava a cederle la parte orientale di Santo Domingo. Nel giro di un anno, la Repubblica aveva smantellato la prima coalizione che ne aveva minacciato l'esistenza e si era imposta al tavolo delle altre potenze europee.

I coloni salutarono con favore l'iniziativa degli inviati della Francia per siglare la pace con parte delle potenze europee. Sebbene non fossero esclusivamente per la "pace immediata", i coloni come Brulley speravano che la pace europea potesse fornire alla Francia i «moyens de paix et d'abondance», per poi adottare le giuste misure nei confronti delle colonie⁶²³. Anzi, la pace europea diventava funzionale alla stabilità della Repubblica francese e garanzia della ricerca di un nuovo equilibrio per le colonie e per i loro rapporti con la Madrepatria e con le potenze europee con le quali la Francia si sarebbe riconciliata. Insomma, era necessario convincere le potenze che la Francia, recuperato il suo posto nel sistema europeo, recuperasse anche quello nel sistema coloniale.

Ripudiando la guerra ad oltranza, stabilendo i suoi limiti alle "frontiere naturali", la Francia doveva allora ricostruire la sua rete di alleanze politiche e commerciali. Se oramai sembrava inevitabile che la Francia venisse riconosciuta come Repubblica, i coloni speravano che questa svolta significasse però una riformulazione inedita dei termini della repubblica erede di un impero coloniale. E in effetti, questo fu il primo grande effetto dei Trattati di Basilea: i coloni che si definivano "patrioti" e che fino a quel momento avevano agito indipendentemente dalle sorti del regime repubblicano, dovevano ora accettare, loro malgrado o meno, il dato incontrovertibile che la Madrepatria sarebbe stata una Repubblica perché riconosciuta tale dalle altre potenze europee.

⁶²³ Jean-Augustin Brulley, *Résultats de la Révolution quant au commerce, à la marine et aux colonies. Apperçu de leur influence*, Paris, Laurens, 1795.

Il fatto che la Gran Bretagna fosse esclusa dalle trattative di pace invece, non preoccupava i coloni, che sapevano bene che solo la guerra ad oltranza contro la potenza nemica avrebbe garantito loro il recupero di Santo Domingo e delle altre colonie occupate. Con l’Inghilterra, solo la guerra era possibile, perché

«l’Angleterre qui savait de quel importance il était pour elle de détruire le commerce et la marine française, devait ne rien négliger pour opérer le bouleversement et la destruction d’une partie des colonies, afin de s’emparer de restes, sans porter ombrage aux autres peuples de l’Europe. Elle voulait se placer dans l’alternative, ou de conserver à la paix ces possessions importantes, ou de les rendre en état de nullité; dans tous les cas d’en priver la France»⁶²⁴.

Se la questione dell’Inghilterra rimaneva aperta e diverse strade – compresa la guerra ad oltranza e l’annientamento della potenza nemica – erano percorribili, non lo stesso si poteva affermare per le altre potenze coloniali e, ancor più, per quelle post-coloniali. Come abbiamo visto, il Trattato di Jay era stato giustificato alla luce della complicata situazione internazionale e dell’isolamento nel quale gli Stati Uniti si erano venuti a trovare: questa lettura, aveva permesso di interpretare l’alleanza franco-britannica come effimera, addirittura “inapplicabile” secondo l’analisi di Chotard Ainé, perché contraria agli interessi legittimi e naturali dell’indipendenza americana⁶²⁵. L’opposto, insomma, di quel *pacte de famille* con il quale Adet aveva definito l’alleanza anglo-americana nelle pagine della *Mémoire sur la situation commerciale de la France avec les États-Unis*⁶²⁶. Per tali ragioni, per la Francia sarebbe stato

⁶²⁴ Ivi, p. 10.

⁶²⁵ *Journal Historique et Politique de la France et des Colonies*, n°10. «Jamais, peut-être, gouvernement n’eut une conduite plus difficile à tenir, que celui des Etats Unis en 1793, à l’époque de l’incendie du Cap, lors de l’émigration des Français de toutes les colonies, et de l’arrivée du ministre Genet. Ce fut alors quel es intrigues britanniques se manifestèrent en même temps dans les deux mondes. En effet, Toulon, Lyon, le Cap Français, le Port-au-Prince et les Etats du sud dans le continent américain, furent frappés à la fois: ce qui decida Washington à proclamer la neutralité des Etats-Unis. Il a, par ce moyen, garanti son pays du dechirement inévitable dont il était menacé (les soulèvements d’esclaves, et les levées illégales de troupes qui ont été faites dans la Caroline du Sud, ne doivent pas être oubliés de ceux qui ont quelques relations avec les Etats Unis). Dès ce moment la diplomatie française a été perpétuellement en défaut dans la marche des intérêts combinés de la France avec les Etats Unis d’Amérique. [...] Le gouvernement américain, sans armée et sans marine, n’a pas pu, n’a pas du peut-etre se déclarer contre l’Angleterre, au gré de la grande majorité du peuple: à peine échappés à une révolution, ils commençaient à jouir des bienfaits de leur constitution [...]».

⁶²⁶ Claude-Corentin Tanguy de la Boissière, *Mémoire sur la situation commerciale de la France avec les Etats-Unis de l’Amérique, depuis l’année 1775, jusques & y compris 1795. Suivi d’un Sommaire d’observations sur les Etats-Unis de l’Amérique*, Philadelphia / Parisi, 1795. L’opera era stata commissionata all’autore dal ministro plenipotenziario Adet, che sperava da un lato di distogliere il colono dal suo lavoro sul quotidiano *The Level / Le Niveau* e dall’altro di convogliare le sue conoscenze finanziarie e commerciali in un progetto che favorisse e che istruisse la Francia sulla sua possibilità di ricostruire la potenza commerciale anche a discapito degli Stati Uniti. Frederick Turner (ed.), *Correspondence of the French Ministers*, pp. 809-810; 843-845; 964-965.

possibile inserirsi nella faglia politica tra una ex-colonia e la sua madrepatria e recuperare il terreno dell'alleanza tramite una diplomazia e una politica coloniale attente e repubblicano-conservatrici.

Ma come poter ottenere questo risultato? Innanzitutto, seguendo la traccia dei Trattati di Basilea: l'idea era quella di siglare la pace con la Spagna e l'Olanda evitando però di commettere il grave errore di spartirsi le colonie e annetterle ai possedimenti francesi. Ai coloni non erano infatti sfuggite le istruzioni che Philippe-Antoine Merlin de Douai aveva inviato al negoziatore francese del trattato, che oltre a patteggiare per la parte spagnola di Santo Domingo, avrebbe dovuto negoziare per la cessione della Louisiana alla Francia⁶²⁷. Se fino al 1795 il territorio non aveva richiamato le attenzioni della Repubblica, le nuove circostanze geopolitiche resero la Louisiana nuovamente rilevante per gli interessi imperiali francesi: l'entrata della monarchia iberica nell'orbita francese e il disgregarsi dell'alleanza franco-americana avevano spinto la Convenzione termidoriana a interessarsi alla colonia continentale quale punto di appoggio nel Nord America ed eventuale "colonia delle colonie" che avrebbe sopperito al fabbisogno cerealicolo e all'approvvigionamento di legname destinato a Santo Domingo⁶²⁸.

Se in tempo di pace e con una politica più accorta, i coloni avrebbero potuto apprezzare l'idea dell'acquisizione della parte spagnola di Santo Domingo e della Louisiana, il timore che tale passaggio potesse trasformarsi in un'emancipazione generale degli schiavi di quei territori li frenava dal salutare con favore una tale iniziativa⁶²⁹. Su questa linea si inseriva un documento redatto per conto dell'Assemblea di Philadelphia dai propri rappresentanti a Parigi, che frenava i convenzionali dall'imporre una pace severa alla Spagna, dall'annettere la Santo Domingo

⁶²⁷ Arthur P. Whitaker, "Louisiana in the Treaty of Basel", in *The Journal of Modern History*, 1936/1 (n°7), pp. 1-36.

⁶²⁸ Manuel Covo, "Why did France want Louisiana Back? Imperial Schemes, Political Economy, and Revolutionary Ventures in a Caribbean Borderland", in Matthias Middell, Megan Maruschke (dir.), *The French Revolution as a Moment of Respatialization*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2019, pp. 23-47. Come abbiamo già visto per il caso di Adet, molte erano le voci a favore della cessione della Louisiana alla Francia repubblicana: tra questi vi era stato anche il predecessore di Adet, Joseph Fauchet, ministro plenipotenziario provvisorio negli Stati Uniti e, ancora prima di lui, Edmond Genet, che aveva tentato di sollevare le rivolte in Louisiana e nelle Floride spagnole nel tentativo di liberarle dal giogo della monarchia spagnola ed unirle alla causa francese. In questa direzione andavano anche le memorie relative alla navigazione del Mississippi: AAE, 40CP/2, *Pièces relatives aux Négociations des Etats Unis avec l'Espagne sur la navigation du Mississippi*; le memorie di Fauchet relative alla possibilità di formulare un nuovo patto tra Francia e Stati Uniti che allargasse le sfere di influenza della prima sul territorio nordamericano: 40CP/2, *Joseph Fauchet au Citoyen La Croix ministre des relations extérieures; Développement du Mémoire sur les Etats Unis d'Amérique. Négociation d'un traité*; le memorie del console a Charleston Mangourit a Genet e al Ministro degli Affari Esteri: ANOM, F3/385, foll. 20-25, *De la Louisiane et de ses rapports avec les Etats-Unis*; o ancora le memorie anonime come quelle contenute in ANOM, F3/58, fol.69: *Mémoire sur les États-Unis considérés dans leur rapports avec la France*; e in AAE, 19MD/10 di Lyonnet, *Considérations sur la Louisiane e di Hauterive, Mémoire sur la situation politique de la France avec les Etats-Unis*.

⁶²⁹ Anche se scritta circa cinque anni dopo i Trattati di Basilea, il testo del colono Pons sintetizza bene lo scetticismo dei coloni per la cessione della parte orientale dell'isola di Santo Domingo: F. Pons, *Résultats de la cession de la partie espagnole de Saint Domingue faite à la France par le Traité de Bale du 14 thermidor an III*, Paris, s.e. 1800.

spagnola e la Louisiana a parte dei territori coloniali francesi senza aver prima risolto il problema della «conservation de leurs [des colons] propriétés et la portion de souveraineté nécessaire à leur existence politique». Solo a quel punto, rivisto lo statuto delle colonie rispetto alla Madrepatria, concessa loro l'autonomia e ricondotto gli africani alla schiavitù – «il faut policer les esclaves africains» – la Francia avrebbe allora potuto garantirsi un rapporto più solido con gli Stati Uniti e, successivamente, avrebbe potuto considerare l'ipotesi di accogliere nel proprio sistema coloniale anche i possedimenti inglesi e spagnoli, che spontaneamente avrebbero preferito «se rallier autour du drapeau tricolore»⁶³⁰. Era necessario però che la Francia ripudiasse tutto lo spirito di conquista, soprattutto per ciò che riguardava la sua politica coloniale. Si potevano dunque assicurare gli Stati Uniti e le altre potenze alleate solo accettando una pace senza annessioni e senza integrazione dei domini d'oltremare nella Repubblica.

In effetti, era questo il messaggio del giornale *Journal Historique et Politique* che al n°10 ribadiva come vi fosse un interesse generale e naturale tra la repubblica francese e quella americana, entrambe nemiche della Gran Bretagna, gelosa della loro potenza e della libertà che le due repubbliche sembravano garantirsi a vicenda.

«Au commencement de la révolution française la France et les États Unis étaient infailliblement exposés aux intrigues du même ennemi; leurs rapports politiques étaient intimes, et n'eussent jamais dû être perdus de vue; que c'est à l'activité de leur commerce que nous devons la conservation de nos colonies, malgré l'esprit de dissolution que la France elle-même y a établi depuis 1791; enfin que *la nature et la politique* ont fixé elles-mêmes l'alliance qui doit exister entre la république française et les Etats-Unis»⁶³¹.

La Francia, confortando gli Stati Uniti tramite la garanzia del ritorno all'ordine e della restaurazione della schiavitù, avrebbe potuto rinsaldare con loro i suoi legami naturali, commerciali e morali, che sorpassavano di gran lunga il presunto *pacte de famille et de sang* con la Gran Bretagna. Da un lato, vi erano gli interessi di una ex-Madrepatria che cercava solo di avvilire gli Stati Uniti considerandoli come colonie e soffocando la loro espansione politica e commerciale, opponendosi alla loro libertà e ai principi di libero mercato che ne

⁶³⁰ AN, D/XXV/80, [César-Dominique Duny] *Réflexions sur la Cause des Événements des Colonies*, si veda annesso n°13.

⁶³¹ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, n°10, p. 2.

consequivano; dall'altro, invece, vi erano gli interessi di due popoli liberi e fieri, che vedevano nell'accrescimento dell'uno la forza e lo sviluppo dell'altro⁶³².

Esisteva dunque un interesse generale tra le due Repubbliche, un ordine indipendente al quale doversi conformare se si voleva mantenere l'alleanza con il principale partner commerciale della colonia di Santo Domingo. La Rivoluzione aveva distrutto le gerarchie sociali che si trattava ora di riforgiare reinserendosi nella rete di interessi e obbligazioni reciproche che dovevano formare il sistema coloniale post-rivoluzionario, basato sulla pace e il libero commercio. Un governo fondato sulla negazione di questa società e di questi principi non avrebbe allora potuto vivere in pace: la coesistenza pacifica delle colonie e dunque la sua potenza commerciale in Europa e nel mondo sarebbero state altrimenti impossibili.

⁶³² «Indépendement des sentiments d'affection qui lient les Etats Unis à la France, ils ont donc le plus vif intérêt de les resserrer encore par des liaisons commerciales; on ne peut nier non plus que la France n'aît aussi un égal intérêt à entretenir les mêmes liaisons. Ces deux peuples, sont tellement en point de contact l'un avec l'autre, par leurs latitudes, l'étendue et la nature de leurs sols, et par une infinité de rapports moraux, que s'ils n'étaient pas amis et alliés, ils ne pourraient manquer de le devenir. Jusqu'à présent, sans doute, il n'a pû y avoir entre ces deux peuples tous les rapports que le temps, l'habitude et le besoin avaient établis entre les colonies Anglaises et la Grande Bretagne; mais celles ci devenues libres, autant par leur énergie, que par les secours de la France, tous les germes de liaison ont dû se développer par cette première démarche, et ce développement ne peut plus maintenant s'arreter.». *The Observer of Europe and North America / L'Observateur de l'Europe & de l'Amérique Septentrionale* [The Level / Le Niveau di Tanguy de la Boissière], pp. 42-44.

3.3 *La Déclaration et la Constitution de l'an III ou la Défense des colons de Saint-Domingue*

«Nous croirons difficilement que la Convention se prête à laisser repandre le sang républicain. Que nous importent 6000 hommes, pour conserver nos principes, s'écriait le sanguinaire Robespierre! Perissent les Colonies, plutôt qu'un seul de nos principes! Heureusement la Convention d'aujourd'hui professe des principes plus humains & moins destructeurs. Il paraît aussi qu'on commence à sentir à Paris qu'un gouvernement purement démocratique est une chimère qui n'a pu écolre que dans des esprits exaltés, peu réfléchis, ou qui aspiraient secrètement à la tyrannie.»⁶³³.

A New York si attendevano con impazienza informazioni sui lavori della *Commission des Onze* per la stesura della nuova costituzione repubblicana. Le incognite erano molte e i nodi che la Francia si trovava a dover sciogliere avrebbero cambiato le sorti degli equilibri interno, europeo e coloniale. Il tutto si sarebbe svolto, sembrava a Parisot, per la volontà di una Convenzione guidata da più umani e sani principi, che prendessero le distanze dal modello democratico.

Come Parisot, anche in Europa le notizie giunte dal Nuovo Mondo sembravano incoraggianti: nel gennaio del 1795 arrivarono le prime informazioni sull'avanzamento delle truppe repubblicane guidate dai generali neri e mulatti, che sembravano guadagnare terreno contro quelle inglesi, spingendole ad evacuare diverse città e a ritirarsi in Jamaica. Sull'onda di questo entusiasmo, a lanciare il dibattito fu il rapporto tanto atteso dei Comitati delle Colonie che presentò Pelet de la Lozère il 4 pluvioso, giusto qualche giorno prima dell'anniversario del decreto di emancipazione generale⁶³⁴.

Il lungo rapporto si concentrò fin dalle prime righe sulla necessità di ristabilire la prosperità della Francia e il suo commercio che, ammetteva Pelet, nel corso della Rivoluzione aveva subito una grave battuta d'arresto. Trattandosi di un discorso in piena temperie termidoriana, il suo autore si teneva su una linea prudente e denunciando da un lato il machiavellismo britannico e dall'altro il governo del Comitato di Salute Pubblica sotto il Terrore, non si sbilanciava nel lanciare accuse agli attori dell'*Affaire des Colonies* ancora in corso. Espunti i toni prudenti e una nota di rammarico verso la precipitazione con cui era stata regolata l'emancipazione generale, il discorso di Jean Pelet era, a ben vedere, molto diverso da quello dei coloni, dai quali si discostava particolarmente su due punti: l'encomio alla libertà dei

⁶³³ *Gazette française et américaine*, 12 agosto 1795, n°17.

⁶³⁴ Jean Pelet, *Rapport sur les colonies et le commerce*, Paris, Imprimerie nationale, an III [1795].

neri e il rimprovero verso quanti speravano in un regime coloniale autonomo rispetto a quello della Madrepatria⁶³⁵. Inoltre, il rapporto terminava promuovendo l'invio dei dispacci a tutte le colonie per garantire e applicare uniformemente il decreto del 16 pluvioso: una mossa che non venne certo accolta dai coloni come una concessione nei loro confronti, dato che solo pochi giorni dopo lo stesso Benoit Gouly si oppose all'invio dei dispacci nelle isole Mascarene col pretesto di dover regolarvi meglio i tempi dell'emancipazione⁶³⁶.

Ma i dibattiti sulla situazione coloniale alla Convenzione subirono una battuta di arresto di fronte agli eventi di febbraio e marzo 1795, quando la carestia e una crisi economica colpirono violentemente la Francia e furono l'occasione per nuove rivolte popolari a Parigi. Dalle tensioni sociali si passò velocemente a quelle politiche e il 1° aprile 1795 la folla parigina invase la sala delle sedute della Convenzione chiedendo il ritorno di un prezzo calmierato del pane e delle farine. Questo episodio fu più una dimostrazione di massa che una rivolta, ma fu sufficiente perché i convenzionali dichiarassero Parigi in stato d'assedio e arrestassero otto deputati montagnardi. Tuttavia, queste misure non furono sufficienti a fermare il malcontento popolare, che si manifestò con ancora più violenza il 1° pratile anno III (20 maggio 1795): una folla di insorti del faubourg Saint-Antoine e di Saint-Marcel, composta soprattutto da artigiani e donne, marciò fino alla Convenzione al grido di "pane e Costituzione del 1793", massacrò il deputato Féraud e mostrò la sua testa conficcata su una picca al presidente della Convenzione Boissy d'Anglas. Nonostante la forza propulsiva della popolazione dei sobborghi però, la rivolta mancò dei leader in grado di convogliare gli sforzi, con l'effetto che il 3 e il 4 pratile, la maggioranza termidoriana riuscì a riprendere in mano la situazione grazie a 20.000 uomini comandati dal generale Menou, che marciarono sul faubourg Saint-Antoine dove gli insorti capitarono senza combattere⁶³⁷.

La conseguenza delle giornate di germinale e pratile più importante sul piano coloniale fu il rilancio del dibattito costituzionale. Già prima delle due rivolte, la Convenzione aveva incaricato una commissione di esaminare la Costituzione del 1793 e di preparare diverse leggi organiche suscettibili di integrarla. Ma con l'insurrezione di pratile il testo votato dai Montagnardi era definitivamente screditato e appariva inadatto alla fondazione del nuovo

⁶³⁵ «Nos Antilles deviendront l'asile de toutes les couleurs persecutées par les tyrans du Nouveau Monde: la cupidité de ceux-ci n'ayant pour alimenter leurs possessions que les hasards du despotisme africain, recevra de la main déchainée de ses esclaves le coup de la mort. Ces Français se nourriront des bienfaits de la mere-patrie; ainsi que la liberté, elle ne cesse de donner de nombreux enfants. Les colonies seront sujettes, soumises et non indépendants de la République; elles resteront, comme vous l'avez déclaré, invariablement et indivisiblement unies à la France.». *Gazette Nationale ou Le Moniteur Universel* (d'ora in poi *Moniteur*), 27 gennaio 1795, n°128, p. 516.

⁶³⁶ *Moniteur*, 28 gennaio 1795, n°129, p. 522; si veda inoltre Claude Wanquet, *La France et la première abolition*, cit., pp. 193-200.

⁶³⁷ Kare D. Tønnesson, *La Défaite des Sans-Culottes*, Oslo, Oslo University Presses, 1959.

ordine repubblicano; così, venne immediatamente creata una nuova commissione, conosciuta con il nome di *Commission des Onze* con il compito di preparare una nuova Costituzione⁶³⁸.

L'elaborazione di un nuovo testo costituzionale apriva immediatamente numerose questioni: innanzitutto, quale posto si sarebbe riservato alle colonie che erano state totalmente dimenticate nel testo nel 1793? Una volta riconosciuta la loro esistenza, quale statuto conferire loro? La Costituzione avrebbe dovuto integrarle al sistema repubblicano oppure avrebbe dovuto stabilirne un regime particolare? E su quali criteri si sarebbe eventualmente costruita la seconda opzione?

Per ciò che riguardava le colonie, la discussione si svolse in almeno tre tappe differenti tra il 5 messidoro e il 5 termidoro 1795. Innanzitutto, il 5 messidoro (23 giugno), Boissy d'Anglas presentò il progetto costituzionale e un rapporto preliminare, nel quale però non vi compariva alcun accenno alle colonie, per le quali era previsto infatti uno specifico rapporto⁶³⁹. Tuttavia, come notava Parisot, il discorso di Boissy lasciava effettivamente immaginare che la nuova impalcatura costituzionale rigettasse il principio della «*démocratie absolue*», proprio in un passaggio che troviamo ricopiato in tutte le principali gazzette dei coloni di Santo Domingo rimasti negli Stati Uniti:

«La Convention doit se garantir avec courage des principes illusoires d'une démocratie absolue et d'une égalité sans limites, qui sont incontestablement les écueils les plus redoutables pour la véritable liberté. L'égalité civile, en effet, voilà tout ce que l'homme raisonnable peut exiger. L'égalité absolue est une chimère; pour qu'elle pût exister, il faudrait qu'il existât une égalité entière dans l'esprit, la vertu, la force physique, l'éducation, la fortune de tous les hommes»⁶⁴⁰.

La stima per il lavoro preliminare della Commissione andava poi ad un ulteriore passaggio, dedicato ai proprietari, considerati «*les meilleurs*» perché istruiti, affezionati alla legge che conserva e protegge la proprietà e perché «*un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social, celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature*»⁶⁴¹. Avremo modo di tornare su questi punti, di approfondirli e di cercare di capire a quali aspetti di questo discorso preliminare i coloni si appellarono per costruire e argomentare le loro posizioni nel

⁶³⁸ Michel Troper, *Terminer la Révolution. La constitution de 1795*, Paris, Fayard, 2006.

⁶³⁹ *Discours préliminaire au projet de constitution pour la République française prononcé par Boissy-d'Anglas, au nom de la Commission des Onze*, Paris, Imprimerie nationale, 1795; Christine Lebozec, "Boissy d'Anglas et la constitution de l'an III", in Roger Dupuy, *1795, Pour une République sans Révolution*, cit., pp. 81-90.

⁶⁴⁰ *Ivi*, p. 32; *Gazette française et américaine*, 28 agosto 1795, n°24.

⁶⁴¹ *Ivi*, p. 33; *ibidem*.

periodo direttoriale. Allo stesso modo, un'altra novità del progetto costituzionale su cui avremo modo di tornare e che soddisfece i coloni fu lo sdoppiamento della dichiarazione dei diritti in una anche dei doveri, che esaltava le virtù dell'obbedienza alle leggi e dell'ordine sociale⁶⁴².

Mentre si attendeva della seconda parte del *Rapport* dedicato specificatamente alle colonie, il discorso di Pierre Daunou sulla *Dichiarazione dei Diritti e dei Doveri dell'Uomo e del Cittadino* sollevò un dibattito piuttosto intenso, nel quale ebbero risonanza le questioni emerse a partire dal 1789 nelle colonie. Il dibattito si concentrò soprattutto sull'articolo XV: «Tout homme peut engager son temps et ses services; mais il ne peut se vendre ni être vendu: sa personne n'est pas une propriété aliénable»⁶⁴³ e, soprattutto, sull'espressione «il ne peut se vendre ni être vendu» ritenuta superflua e ridondante per Mailhe, ma necessaria per Daunou, che ricordava che non specificare che un uomo non poteva né vendersi né essere venduto avrebbe significato implicitamente ammettere il diritto del più forte e, di conseguenza, la possibilità di riammettere la schiavitù. La specifica di Daunou trovò il consenso della Convenzione, che passò la sua mozione e mantenne il testo dell'articolo XV così com'era stato proposto.

Su un ultimo punto il progetto di *Déclaration* non convinceva i fautori dell'abolizione della schiavitù: la mancanza di qualsiasi riferimento all'uguaglianza degli uomini per nascita e davanti alla legge. Il deputato Jacques Defermont des Chapelières intervenne in favore dell'aggiunta dell'espressione «Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits», al fine di non creare equivoci e di stabilire il principio dell'eguaglianza civile una volta per tutte. Daunou, il portavoce della Commissione, rispose allora sostenendo che un documento costruito sulla dichiarazione per la quale «Les droits de l'homme sont la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété» fosse già di per sé la risposta alla richiesta di Defermont e che trasportare dei diritti naturali nell'atto dell'organizzazione sociale avrebbe solamente creato confusione.

La posizione di Daunou veniva precisata da Lanjuinais, per il quale la *Dichiarazione* non era un atto che doveva occuparsi dell'uomo nello stato di natura, bensì di quello in società: tenere assieme le due condizioni nel documento avrebbe solamente acerbato gli animi, aperto *querelles interminables* e rischiato di ridiscutere i termini stessi della società, in balia delle opinioni personali su cosa e come funzionasse lo stato di natura:

⁶⁴² Michel Troper, *Terminer la Révolution*, cit.; Pierre Serna, "Comment se représenter soi-même? Pour une histoire politique des constitutions de 1791, 1793, 1795", in Manuela Albertone, Dario Castiglione (dir.), *Les Défis de la représentation. Langages, pratiques et figuration du gouvernement*, pp. 245-271.

⁶⁴³ *Moniteur*, 8 luglio 1795, n° 290.

«Il me semble que la déclaration des droits étant faite, nous ne devons pas nous amuser à en faire une seconde d'après un système tout différent, ou bien nous nous jetterions dans des discussions éternelles: il faudrait alors définir ce qui est avant la société, ce qui est égal pendant la société, et ce qui est après la société; de-là naîtraient une infinité de questions, vous seriez obligés d'examiner ce que c'est que la propriété dans l'ordre de la Nature»⁶⁴⁴.

Defermont controbatteva proprio su questo punto, sostenendo che una Dichiarazione per *l'uomo e il cittadino* doveva interessarsi non solo ai diritti del cittadino nello stato sociale, bensì anche a quelli dell'uomo nello stato di natura, soprattutto quando si trattava di un tema di così grande valore come il riconoscimento della libertà e dell'uguaglianza tra gli individui. Ancora una volta, la posizione di Defermont però veniva combattuta da Mailhe, che deplorava il suo progetto sostenendo che interessarsi all'uomo nello stato di natura significava dover poi sviluppare i rapporti esistenti tra lo stato di natura e quello sociale, col rischio di confondere le due distinzioni e alimentare pretese e disordini tra i cittadini.

Infine, era Garran Coulon ad intervenire in appoggio a Defermont, e a sostenere che la sua mozione fosse indispensabile per le colonie. Era là che andava ribadito con forza che «l'homme est essentiellement libre antérieurement à la société», perché era là più che altrove che l'abuso della forza aveva spinto l'Europa a forzare alla schiavitù gli africani ed era là che andava ribadito come la forza nulla potesse davanti alla libertà e all'uguaglianza degli uomini dello stato di natura. Il rischio che Garran Coulon sollevava non era affatto banale o fazioso: egli sapeva – e temeva! – che la mancata precisazione dell'uguaglianza e della libertà degli individui nello stato di natura, preesistente dunque alla società, potesse divenire un abile pretesto per i coloni pro-schiavitù per ribadire una diversità tra bianchi e neri iscritta nella natura e dunque trasferibile nella società. Il timore di Garran Coulon era che senza una definizione chiara della libertà e dell'uguaglianza di tutti gli individui preesistente allo stato sociale, i coloni avrebbero potuto appellarsi all'*ordre naturel* e quindi allo stato di natura al fine di perpetuare le disuguaglianze anche nella società tramite un atto di forza⁶⁴⁵.

⁶⁴⁴ *Ibidem*.

⁶⁴⁵ *Ibidem*. «L'homme est essentiellement libre antérieurement à la société; sous ce rapport, il n'est pas vrai de dire que les droits de l'homme en société sont la liberté et l'égalité, puisqu'il les a avant la société. La noblesse n'est pas tellement loin de nous, qu'il faille exprimer tout ce qui doit l'anéantir à jamais. Il est surtout une partie de l'empire français où cette déclaration sera de la plus grande importance; c'est aux colonies. Il importe de la faire, afin qu'on ne puisse pas ramener dans ces îles le régime affreux sous lequel tant de malheureux ont gémi; ce qu'on appelait le régime colonial. Vous avez bien dit que l'homme ne pouvait pas se vendre ni être vendu, mais vous n'avez rien fait contre la force qui voudrait subjuguier un homme: c'est l'abus de la force qui a porté quelques hommes à aller chercher des noirs à la côte d'Afrique. Les premiers noirs n'ont pas été vendus aux négriers, mais ils ont été pris par droit de conquête. On a dit que les hommes ne demeureraient pas libres et égaux en droits, c'est

Non a caso, il deputato riprendeva le ragioni che avevano spinto i redattori delle precedenti versioni delle Dichiarazioni a introdurre l'espressione – che, per ammissione dello stesso Lanjuinais, «fut imaginé pour proscrire la noblesse et détruire cette caste privilégiée qui n'existe plus» – e ricordava che nelle colonie esisteva un'altra *noblesse*, un'altra “casta”, quella dei bianchi, che sicuramente avrebbe approfittato dell'assenza di questo preambolo. Insomma, i coloni avrebbero potuto escludere i neri dal corpo sociale e politico sulla base non della diseguaglianza delle fortune, bensì sulla presunta diseguaglianza naturale per nascita. Il rischio consisteva nel fatto che una repubblica nata come *anti-noblesse*, rischiava allora di farsi protettrice di un'altra nobiltà, più spietata e lontana, la *noblesse de l'épiderme*⁶⁴⁶.

La mozione di Defermont e di Garran Coulon venne accolta, ma solo provvisoriamente: due giorni dopo, il 17 messidoro anno III, Louis-Marie Larevellière Lepeaux avrebbe interrotto nuovamente la lettura dell'articolo e, con un discorso appassionato contro l'inclusione nella Costituzione di ogni riferimento a principi astratti “su cui gli uomini discutono dall'inizio del mondo”, convinse la Convenzione a rimuovere il passaggio voluto dai due deputati ex-girondini. Il comportamento della Convenzione suggeriva un doppio binario d'azione: quando l'attenzione era concentrata specificatamente sulla questione della schiavitù, la maggioranza sosteneva l'esplicita condanna al sistema coloniale; ma quando, al contrario, venivano ricordate ai deputati le possibili conseguenze dell'uguaglianza nel campo sociale ed economico nella Francia metropolitana, essi divenivano più riluttanti nell'includere un linguaggio ampio e aperto a più radicali interpretazioni dei principi di libertà e di eguaglianza⁶⁴⁷.

La battuta d'arresto subita dalla corrente capeggiata da Garran Coulon però, fu presto sconfessata dalla discussione sulla questione coloniale aperta in occasione del rapporto sulla situazione di Santo Domingo presentata a nome del Comitato di Salute Pubblica da Defermont. Il rapporto si apriva con una lunga disamina della situazione militare dell'isola, dei successi delle armate francesi e, per la prima volta, dei meriti dei loro vertici: Toussaint Louverture, André Rigaud e Jean-Baptiste Villatte. L'avanzare della Francia nella guerra contro la Spagna

un sophisme ; l'homme qui est séquestré de la société, parce qu'il a commis des crimes, est encore libre même dans sa prison ; il y jouit de tous les droits que la société n'a pas cru devoir lui ôter pour le punir des délits qu'elle lui reproche. C'est pourquoi Rousseau a dit finement que la plus belle inscription qu'on puisse mettre sur la porte d'une prison légale, est le mot *libertas*.».

⁶⁴⁶ *Ibidem*.

⁶⁴⁷ Sulla questione dell'assenza del riferimento al diritto naturale nella Costituzione del 1795 le interpretazioni degli storici differiscono. A quella di Marc Belissa e Florence Gauthier per i quali l'assenza fosse la testimonianza della volontà termidoriana di rompere con il precedente del 1793 e addirittura del 1789, si contrappone invece quella più *nuancée* di Michel Troper, che legge nella mancanza di riferimento al *droit naturel* una scelta tattica per evitare che qualsiasi rivendicazione sul piano pratico dell'uguaglianza reale, dell'insurrezione o di pretese materiali sul piano sociale che non andassero confuse con quelle del piano dei diritti naturali. Si vedano Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel*, cit.; Yannick Bosc, “Le citoyen contre l'homme? (À propos de la Révolution des droits de l'homme de Marcel Gauchet)”, in Michel Vovelle (dir.), *Recherches sur la Révolution*, Paris, La Découverte, 1991, p. 126; Michel Troper, *Terminer la Révolution*, pp. 73-78.

e l'Inghilterra era un pretesto per esaltare il ruolo degli uomini di colore e dei nuovi cittadini liberati dalla schiavitù e per rimproverare i coloni che ancora pretendevano di salvare le colonie tramite la reintroduzione della schiavitù. Così, verso la fine del discorso, Defermont invitava la Convenzione a riconoscere il titolo di generale di brigata ai comandanti Villatte, Toussaint Louverture, Beauvais e Rigaud; ad applicare le regole sull'emigrazione vigenti in Francia; e a condurre di nuovo al lavoro negli ateliers i coltivatori che non erano in servizio militare per la difesa della colonia⁶⁴⁸. Il discorso di Defermont, incentrato sui meriti dei nuovi liberi, veniva controbilanciato da un discorso ben più conservatore del deputato Lecomte (de la Seine Inférieure), che all'esaltazione del primo per i neri, contrapponeva invece l'inaccettabile condizione dei cittadini bianchi, cacciati dalla colonia per non subire "atti di cannibalismo" e proponeva di prendere misure più severe contro i saccheggi e i massacri perpetrati ai danni dei coloni bianchi e delle loro proprietà⁶⁴⁹. Il discorso di Lecomte, al contrario di quello di Defermont, venne accolto, come si può ben immaginare, favorevolmente dai coloni, che vedevano confermare il loro primato nella gestione dell'isola⁶⁵⁰.

Il dibattito, che avrebbe dovuto concentrarsi sulla libertà dei neri e l'esaltazione delle loro virtù repubblicane, si trasformò presto in un *plaidoyer* per i coloni, tra i quali si faceva distinzione tra un partito effettivamente monarchico e controrivoluzionario – quello di Londra – e uno patriota, fedele alla Repubblica e costituito dai coloni rifugiati negli Stati Uniti e i loro rappresentanti a Parigi. Appoggiandosi alla difesa dei bianchi, il deputato Serres accusava il Comitato di Salute Pubblica di voler stabilire un «régime militaire absolu» a componente africana al fine di «faire égorger vos frères, issus de votre propre sang, pour faire triompher les Africains» e proponeva di riconsiderare la formazione delle assemblee coloniali e locali come unica soluzione alla "autoritaria deriva africana dell'isola"⁶⁵¹. Il triste scambio di opinioni che seguì a questa frase è conosciuto: «*Un député noir*: Est-ce que je suis un chien... *N*: ...non, mais tu n'es pas Français».

Al di là della violenza e del pregiudizio del colore ai quali questo dibattito diede voce, un punto essenziale emergeva: la nazionalità come una questione di sangue e di nascita. Alla cittadinanza a mano armata, di guerra, sostenuta da Defermont sull'esempio di quanto già proposto da Dufay nei giorni del dibattito per il decreto del 16 pluvioso anno II⁶⁵², si contrapponeva una cittadinanza nazionale e legata ad un principio concepito come premarziale e presociale: il sangue. Essere riconosciuti come umani e non animali – status civile – ed essere

⁶⁴⁸ *Moniteur*, 28 luglio 1795, n°310.

⁶⁴⁹ *Ibidem*.

⁶⁵⁰ *Gazette française et américaine*, 14 ottobre 1795, n°44; 18 novembre 1795, n°59.

⁶⁵¹ *Moniteur*, 29 luglio 1795, n°311.

⁶⁵² Pierre Serna, "Que s'est-il dit à la Convention", cit., p. 9.

riconosciuti come repubblicani – status politico – non erano criteri sufficienti per essere riconosciuti come cittadini. Per la prima volta, alla Convenzione si avanzava con fermezza un principio che sotto il Consolato e l’Impero avrebbe avuto le più grandi fortune: nel 1802 si era riconosciuti come cittadini perché francesi e non francesi perché cittadini. E per distinguere la nazionalità, la “francesità” degli individui un solo criterio sembrava possibile ai sostenitori della schiavitù e della dominazione dei proprietari bianchi sui neri: il sangue e, di conseguenza, la nascita nella sua dimensione di trasferimento di caratteri immutabili visivamente riconoscibili.

È bene tenere a mente questi elementi emersi già nel dibattito dell’anno III nel campo conservatore in seno alla stessa Convenzione. Come riconosceva saggiamente Bailleul nella stessa seduta, le calunnie che circolavano tra il corpo legislativo non erano che un assaggio di quanto invece accadesse fuori dagli scranni della Convenzione, grazie all’adattamento della strategia della lobby coloniale nel campo che nell’estate del 1795 si riteneva proprio all’azione: l’opinione pubblica⁶⁵³. Mentre la Convenzione riusciva a rigettare le spinte più reazionarie di quanti si facevano portavoce del partito coloniale – principalmente i deputati Gouly e Serres, e, in misura minore, dal deputato moderato Lecomte – l’opinione pubblica rischiava di andar in tutt’altra direzione e di posizionare la società su posizioni più reazionarie e retrive all’emancipazione generale.

E in effetti, la mozione di Defermont trionfò, venne accolta e trasformata in decreto – fatto salvo per l’applicazione a Santo Domingo delle leggi sull’emigrazione – e i suoi principi furono ribaditi circa due settimane dopo dal *Rapport* di Boissy d’Anglas sulle colonie il 17 termidoro (4 agosto) e il seguente decreto del 22 termidoro (9 agosto). Il decreto del 5 e del 22 termidoro, come ha sottolineato Jeremy Popkin, determinarono di fatto l’eredità termidoriana sulla questione della schiavitù⁶⁵⁴. Nell’intervallo tra l’approvazione del decreto di Defermont e il discorso di Boissy d’Anglas, si conclusero i lavori della *Commission des Colonies* per l’*Affaire* da un lato e i Trattati di Basilea dall’altro. I due eventi segnarono profondamente la politica atlantica della Francia e la speranza che la fine della guerra in Europa e nelle Antille fosse imminente rafforzò l’ottimismo delle autorità riguardo il futuro dell’impero francese d’Oltremare.

Fu in questo contesto che Boissy d’Anglas intervenne per proporre la legge costituzionale che disciplinasse le colonie e i loro rapporti con la Madrepatria, insistendo

⁶⁵³ «Aujourd’hui, c’est sous une nouvelle forme qu’ils se montrent, ils distribuent des libelles contre un excellent citoyen [Dufay], qui n’a cessé de mériter de son pays, et dont on craint les écrits parce qu’ils tendent à donner une bonne direction à l’opinion publique, direction qui ramènerait le calme dans la République.». *Ibidem*.

⁶⁵⁴ Jeremy Popkin, “Thermidor, Slavery and the «Affair des Colonies»”, cit., p. 77.

particolarmente su due elementi: la rilevanza di mantenere un impero d'oltremare e di sostenere fermamente l'abolizione della schiavitù⁶⁵⁵. Attraverso l'analisi di tutte le opzioni suggerite nel corso del dibattito, il deputato individuava i punti deboli di quanti sostenevano che l'indipendenza delle colonie avrebbe richiesto alla Francia meno sforzi in termini economici e di vite umane e avrebbe garantito con le isole il libero commercio senza dover spendere risorse per la loro difesa e la loro amministrazione⁶⁵⁶. A questa prima ipotesi, Boissy d'Anglas rispondeva che le isole non avevano sufficienti risorse per mantenere la loro indipendenza e che se la Francia non fosse intervenuta, queste senza dubbio sarebbero passate sotto il dominio di un'altra potenza rivale, particolarmente la Gran Bretagna. Inoltre, non si poteva certo immaginare che la Francia decidesse da un giorno all'altro di non importare più prodotti coloniali quali lo zucchero e il caffè, che oramai erano ritenuti consumi di prima necessità nelle abitudini alimentari dei cittadini. Ricordando i danni delle pretese autonomiste dei coloni bianchi, infine, rispondeva alle numerose richieste dentro e fuori la Convenzione di quanti auspicavano ad un sistema di relativa autonomia interna delle colonie tramite l'istituzione di assemblee coloniali, affermando al contrario che le colonie sarebbero state assimilate alla Francia metropolitana e governate dalle stesse leggi del resto del paese:

«Quel es colonies soient toujours françaises, au lieu d'être seulement américaines; qu'elles soient libres, sans être indépendantes; qu'elles fassent partie de notre république indivisible, et qu'elles soient surveillées et régies par les mêmes lois et le même gouvernement; que leurs députés, appelés dans cette enceinte, y soient confondus avec ceux du peuple entier [...]. Si, comme on vous l'a proposé, il existait dans les colonies des assemblées délibérantes investies du droit de prononcer surtout ce qui pourrait tenir à leur législation intérieure, la France n'exercerait plus sur elles qu'une sorte de suzeraineté féodale, et l'admission au corps législatif ne serait plus considérée que comme un honneur, auquel on serait disposé à renoncer, lorsqu'il contrarierait le système politique adopté par l'assemblée locale. Admettre un pareil ordre de choses, ce serait organiser, sous un autre mode, l'indépendance dont nous avons parlé»⁶⁵⁷.

⁶⁵⁵ *Rapport et projet d'articles constitutionnels relatifs aux Colonies, présentés à la Convention Nationale, au nom de la Commission des Onze*, par Boissy d'Anglas, Paris, Imprimerie nationale, 1795.

⁶⁵⁶ *Ivi*, pp. 3-8.

⁶⁵⁷ *Ivi*, p. 8.

Dunque, le colonie integrate alla Francia, avrebbero dovuto trasformarsi presto in territori d'Oltremare, divisi in dipartimenti sul modello continentale; questa proposizione però, rimase sulla carta fino alle leggi organiche dei primi mesi del 1798, perché al momento del discorso di Boissy dell'estate 1795 i tempi non erano ritenuti sufficientemente maturi per attuare una tale divisione territoriale. Senza particolari spiegazioni a riguardo, è probabile che i redattori del progetto intendessero prendere tempo e chiarire la situazione militare nelle colonie, soprattutto quelle che avevano subito l'invasione nemica. L'accordo appena avvenuto con la Spagna per la cessione della parte orientale dell'isola, così come la presenza degli inglesi nel territorio e il mancato rientro di buona parte dei proprietari bianchi che attendevano tempi più sicuri per rientrare in possesso delle loro piantagioni erano ragioni ritenute più che sufficienti per rinviare la divisione dipartimentale – e dunque elettorale – a tempi più sereni. Per il momento, anziché lasciare che fossero i dipartimenti locali ad eleggere i propri deputati, il compito di governare i territori era così delegato alle figure dei commissari civili inviati dal Direttorio, che avrebbero dovuto riorganizzare le isole.

Al termine del suo discorso, Boissy d'Anglas ribadiva l'emancipazione generale dei neri. Sebbene l'argomento occupasse una parte minore del suo discorso, le sue parole erano inequivocabili e segnarono la più netta posizione di ripudio della schiavitù approvata fino ad ora dai legislatori. L'emancipazione era un "atto di giustizia" al quale la nuova Costituzione non poteva rinunciare e che anzi, il principio veniva garantito da due elementi inoppugnabili: l'integrazione delle colonie alla Repubblica e la conseguente applicazione della *Déclaration des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen*⁶⁵⁸.

Non disponendo di rappresentanti della colonia di Santo Domingo sul quale fare affidamento in seno alla Convenzione⁶⁵⁹, la gran parte delle attività dei coloni a Parigi si sviluppò in due

⁶⁵⁸ «L'état des citoyens est réglé par la constitution même, et vous n'y apporterez aucune exception: s'il est permis d'en appliquer à des dispositions législatives, ce ne peut être qu'en faveur de la liberté des hommes. L'abolition de l'esclavage a été solennellement décrétée, et vous ne voudrez point la modifier; c'était une conséquence de vos principes, un des résultats de votre révolution, et vous ne pouviez vous dispenser de les proclamer avec éclat; c'est le seul acte de justice que la tyrannie vous ait enlevé; vous ne voudrez pas, sans doute, paraître moins attachés qu'elle à ces principes éternels qu'elle a su si peu respecter. Rendre à tous les habitants des colonies indistinctement cette liberté qu'on n'avait pu leur ravir que par la violence et par la force, c'est en faire non seulement des hommes libres, mais encore des citoyens. L'exercice des droits politiques ne sera donc déterminé que par les lois constitutionnelles que vous avez déjà décrétées.», p. 9.

⁶⁵⁹ Benché Serres e Gouly fossero dei fedeli alleati dei rappresentanti dei coloni rifugiati negli Stati Uniti, i due deputati non rappresentavano la colonia di Santo Domingo, bensì le isole Mascarene. Al contrario, i sei deputati ammessi nel 1794 a sedere alla Convenzione, capeggiati da Dufay, erano molto ostili ai coloni implicati nell'*Affaire des Colonies* e decisamente poco inclini a venir loro incontro nelle richieste. Perciò, nonostante su mozione del deputato Bréard la *Commission des Onze* fu invitata a prendere contatti con i deputati delle colonie e i Comitati che si occupavano di questioni marittime e coloniali, i *soi-disants représentants* rimasero esclusi dallo scacchiere convenzionale e impiegarono i loro sforzi da un lato verso l'*Affaire des Colonies*, dall'altro verso una

direzioni: corrispondere per via privata con i deputati più inclini ad ascoltare le loro esigenze e inviare le proprie opinioni sottoforma di lunghi memoriali ai Comitati e alla Commissione degli Undici; ripubblicare i propri testi sui giornali e sottoforma di agili pamphlet – spesso di pessima fattura – da distribuire e rendere visibili al più alto numero di persone. Sapendo che tra fruttidoro e vendemmiaio la Costituzione sarebbe stata sottoposta al voto popolare a suffragio universale per la sua approvazione o per il suo rifiuto, i coloni non speravano di orientare adeguatamente l'opinione pubblica verso il suo rigetto, quanto condizionare i deputati della Commissione della possibilità che ciò potesse accedere se questi non avessero tenuto debitamente conto delle proprie richieste in sede di redazione del documento costituzionale.

L'assenza delle colonie nel progetto preliminare presentato da Boissy D'Anglas, infatti, aveva illuso i coloni che la separazione della questione coloniale dalla discussione sulla struttura che la Francia repubblicana avrebbe dovuto assumere fosse per loro l'opportunità per insistere sul fatto che le colonie meritassero un regime distinto da quello della Madrepatria. L'occasione fu colta al volo, soprattutto nelle febbrili settimane che intercorsero tra la presentazione del progetto preliminare e il rapporto di Boissy D'Anglas sugli articoli costituzionali relativi alle colonie.

Inoltre, ad incoraggiare i coloni sulla possibilità che le loro richieste venissero accolte era la composizione stessa della Commissione: come ammetteva Gabriel Legal, colono e ufficiale di Santo Domingo che aveva accompagnato Thomas Galbaud nella sua impresa contro i Commissari e che aveva preso successivamente la via dell'esilio negli Stati Uniti, il fatto che tra i membri vi fosse «un député aussi estimable» come Boissy D'Anglas lo aveva spinto a prendere contatti con il deputato e a inviargli un progetto di organizzazione delle colonie all'indomani della notizia dei Trattati di Basilea⁶⁶⁰. Nonostante il dibattito sugli articoli della *Dichiarazione* lasciasse intendere che fosse intenzione dei convenzionali applicarne i principi sia in Francia, sia nelle colonie, la speranza non venne del tutto meno, così come la convinzione che in un regime speciale l'applicazione della *Déclaration* poteva essere rimandata o addirittura sospesa.

produzione pamphlettistica senza precedenti. Per la mozione Bréard si rinvia a Michel Troper, *Terminer la Révolution*, p. 465.

⁶⁶⁰ «Dès le 14 thermidor an 3e je m'adressai au représentant du peuple Boissy-d'Anglas pour lui recommander la cause des malheureux colons de St-Domingue et celle de cette infortunée colonie [...] Je reçus du cit. Boissy, le 19 thermidor, une réponse favorable et dans laquelle il approuvait quelques réflexions particulières que je lui avais préalablement communiquées sur la prise de possession de la partie Espagnole de l'isle. Je me félicitais d'être parvenu à intéresser un député aussi estimable, à une cause aussi importante. J'allais lui envoyer mon travail, et je me proposais de suivre mon plan de défense des colons, des colonies et du commerce national». Gabriel Legal, *Dernier vœu de la justice, de l'humanité, et de la saine politique. En faveur des Colons de Saint-Domingue, et sur la nécessité et les moyens de rendre à cette Colonie sa prospérité*, Paris, Desenne, 1797.

D'altro canto, i coloni restarono però sull'attenti e non si lasciarono certo sfuggire critiche al testo della *Dichiarazione*: come mostrava la ripubblicazione ad opera di Gouly del testo *Catechisme des Colonies* di Dutrone de la Couture del 1791, la consapevolezza che l'applicazione della *Dichiarazione* significasse il definitivo rigetto dell'opzione schiavista provocò vive proteste verso il documento, sia dal punto di vista politico che più filosofico.

Per esempio, Jean-Augustin Brulley, nel suo pamphlet dedicato alla Commissione *Résultats de la Révolution*, non si perdeva in analisi metafisiche per giustificare l'infondatezza del riconoscimento della libertà e dell'uguaglianza ai neri, suggerendo che fosse sufficiente giudicare «l'état réel des choses et des personnes pour déterminer comment ce mode pourrait être appliqué»⁶⁶¹. L'osservazione dei comportamenti degli schiavi – le cui facoltà naturali e morali erano secondo lui inferiori a quelle dei bianchi – dopo anni di lavoro nelle piantagioni, la distruzione del commercio, la guerra civile e la fuga dei proprietari per evitare i massacri erano a suo avviso ragioni più che sufficienti per esprimere perplessità sull'emancipazione generale e per augurarsi, se non il ritiro del decreto del 16 pluvioso anno II, se non altro la sua applicazione graduale. Il pragmatismo di Brulley gli permise a più riprese di adattare concretamente le proprie opinioni davanti a quello da lui ritenuto un fatto compiuto, cercando di volta in volta di arginare i danni di una scelta a suo avviso errata e di ricondurla a più sani e “moderati” principi. Una flessibilità che gli avrebbe fatto gioco sia sotto il Consolato di Bonaparte, quando ottenne un posto all'interno del bureau del Ministero della Marina e delle Colonie, sia durante la Restaurazione, quando venne consultato dai Borbone sulla possibilità di organizzare un piano di riconquista di Santo Domingo e sia durante la Monarchia di Luglio, quando venne inserito del *Comité des Colons*⁶⁶².

Un testo completamente differente, impegnato a minare filosoficamente i principi della *Dichiarazione* e la loro applicazione nel sistema coloniale, è quello del colono Jean-Marie De Bordes. Le informazioni sulla vita di De Bordes sono frammentarie: non si conosce né la data né il luogo di nascita, sappiamo solamente che è morto a Cuba dopo il 1811, che è stato *garde-royal* e che ha combattuto per l'Indipendenza americana a più riprese, dal 1773 al 1778 sotto gli ordini di George Washington e di Alexander Hamilton come volontario nella compagnia d'artiglieria e poi nel 1779 all'assedio di Savannah nelle truppe volontarie franco-americane. Rientrato a Santo Domingo dopo la guerra, rientrò nel comune di Jérémie dove possedeva una piantagione e diversi schiavi. Nel 1794, dopo aver tentato di organizzare la resistenza all'assedio inglese della città, viene imprigionato dagli inglesi e riesce a scappare e raggiungere

⁶⁶¹ Augustin-Jean Brulley, *Résultats de la Révolution*, cit., p. 15.

⁶⁶² ANOM, COL CC9 C1, foll. 180-190; COL CC9 C19, *Dossier Brulley*, foll. 51-57.

Philadelphia solo l'anno seguente. Qui, partecipò attivamente agli incontri dell'Assemblea dei coloni rifugiati a Philadelphia e lavorò contemporaneamente presso la stamperia di Moreau de Saint-Mery in Walnut Street⁶⁶³. Dopo il matrimonio con l'americana Isabella Osborne nel 1804, creò una scuola di lingua francese e tre anni più tardi si impegnò alla traduzione dell'opera *The Economy of Human Life* di Robert Dodsey⁶⁶⁴. Con il Colpo di Stato di Bonaparte nel 1799, si impegnò all'elaborazione di un piano di campagna per la riconquista dell'isola di Santo Domingo, dove molto probabilmente si diresse in occasione della spedizione di Leclerc del 1802. Infine, nel 1811, grazie al vicesegretario americano James Madison, ottenne un passaporto per rendersi a La Havana, dove passò gli ultimi anni della sua vita presso la piantagione di sua nipote, sposata al mercante e *planteur* americano Nathaniel Fellowes⁶⁶⁵.

Nel gennaio del 1796 il colono diede alle stampe la sua *Défense*, un'analisi critica della *Dichiarazione dei diritti e dei doveri dell'Uomo e del Cittadino* del 1795 nella quale scardinava punto per punto ogni articolo del documento e ne dimostrava l'inapplicabilità al contesto coloniale⁶⁶⁶. Il testo, come annunciava in una lettera al Direttorio nel 1798, era stato fatto circolare anche in Francia grazie ad uno dei rappresentanti dei coloni a Parigi, nella speranza che potesse illuminare i francesi sul sistema coloniale che, a suo avviso, era piuttosto mal conosciuto nella Madrepatria⁶⁶⁷.

Simile nelle conclusioni a quello di Brulley, la sua opera se ne discostava nello sviluppo dell'argomentazione, centrata particolarmente nel dimostrare cosa avesse la *Dichiarazione* di

⁶⁶³ La gran parte delle informazioni sul suo esilio negli Stati Uniti sono contenute nelle petizioni inviate da De Bordes a George Washington, Alexander Hamilton e al Congresso tra il 1795 e il 1796: "To George Washington from Jean Marie de Bordes, 13 November 1795", in *The Papers of George Washington*, cit., vol. 19, pp. 145-146; "To Alexander Hamilton from Jean Marie de Bordes, 15 November 1795", in *The Papers of Alexander Hamilton*, cit., vol. 19, p. 429; Martin P. Claussen (dir.), *The Journal of the House of Representatives. George Washington Administration, 1789-1797*, vol. 8, Wilmington, Delaware, 1977, p. 70, 135, 490; AN, D/XXV/83, dossier 808, *Lettre de Desbordes*; AN, D/XXV/84, dossier 817/2, *Lettre de Desbordes*; AN, AF/III/271, dossier 106, *Lettre de Desbordes du 9 venotse an VI*; Minerva Gazette, 1° agosto 1796, *To the Editor of the Philadelphia Gazette*.

⁶⁶⁴ Robert Dodsley, *Économie de la vie humaine*, Philadelphie, B. Graves, 1807; John B. Linn, William H. Egle (dir.), *Record of Pennsylvania Marriages, prior to 1810*, vol. 1, Baltimore, Clearfield, 2008, p. 193.

⁶⁶⁵ "From James Madison to James Monroe, 15 August 1811", in J.C.A. Stagg, Jeanne Kerr Cross, Susan Holbrook Perdue (dir.), *The Papers of James Madison, Presidential Series*, vol. 3, Charlottesville, University Press of Virginia, 1996, p. 417; AAE, CP/38 Supplément, foll. 194-205, *Idée générale d'un plan de campagne à St. Domingue*; foll. 206-227, *Considérations sur l'île de la Tortue*; fol. 228, *De Bordes à Turreau, 5 mai 1805*. "To Thomas Jefferson from Jean Marie de Bordes, 15 March 1807":

<https://founders.archives.gov/?q=%22De%20Bordes%22&s=1111311111&sa=&r=9&sr=>.

Infine, ci si permette di rinviare a Amanda Maffei, "Extravagant royalistes ou vrais amis de la République? Les colons réfugiés et l'élaboration des modèles républicains face à l'abolition de l'esclavage entre France et États-Unis (1794-1802)", in Alain Chevalier, Jean d'Andlau, Hervé Leuwers, Côme Simien (dir.), *Quelle république pour la nation? Projets républicains et révolution française 1770-1820*, Paris, Société des études robespierristes, 2023, pp. 261-270.

⁶⁶⁶ Jean Marie De Bordes, *Défense des colons de Saint-Domingue, ou Examen rapide de la nouvelle Déclaration des Droits de l'Homme, en ce qu'elle a particulièrement de relatif aux Colonies*, [Philadelphie], [Peter Parent], 1796.

⁶⁶⁷ AN, AF/III/271, dossier 106, cit.

«moralement vrai ou de faux en elle-même, car si d'une influence déjà reconnue pour universellement désastreuse, nous découvrons encore qu'elle contrarie le sentiment & l'intérêt particulier»⁶⁶⁸. Per farlo, apriva il testo con una citazione che confermava pienamente tutti i timori sollevati da Garran-Coulon nel dibattito del 15 messidoro:

«Article premier. *Les Droits de l'Homme en société sont la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété.* La nature qui forma l'homme pour la société, ne le créa pas égal à tous ses semblables; elle ne l'a donc pas irrévocablement destiné à être libre»⁶⁶⁹.

In omaggio al contrattualismo inglese del XVII secolo, De Bordes ricordava che nello stato di natura gli uomini non nascevano uguali e libertà e proprietà, in un ordine naturale nel quale vigeva la legge del più forte sul più debole, non erano regolate da alcuna legge che le garantisse. Eppure, dotati di un'uguale facoltà di sentire e di pensare, aggiungeva, gli uomini si accordavano al fine di delegare una parte dei loro diritti per associarsi e formare uno stato sociale in grado di garantire loro la sicurezza all'esistenza e alla proprietà.

Della tutela dei diritti naturali avrebbe dovuto occuparsi lo stato sociale, limitando i soprusi e le brutture di un'esistenza prestatale senza freni e senza legge alcuna. Appellandosi al diritto anglosassone, particolarmente al modello americano, De Bordes ammantava la sua argomentazione nel solco di una lunga tradizione che regolava i rapporti tra i diritti naturali e i diritti positivi, al quale però aggiungeva una constatazione: in questo patto sociale fondativo della società, i neri erano esclusi. L'esclusione dei neri dal patto si fondava precisamente sulla constatazione della loro inferiorità nello stato di natura, nella loro incapacità di aggregarsi liberamente e sottoscrivere un patto sociale: «que le nègre soit un être *naturellement* vicieux & méchant, c'est ce que nous attestent tous les historiens, ou philosophes ou voyageurs»⁶⁷⁰. Da questa differenza nello stato di natura, da questo *décalage naturel* tra l'uomo bianco e l'uomo di colore, dipendevano allora i loro rapporti nello stato sociale: il primo, associandosi, si garantiva un'identità nella società e dunque dei diritti civili e politici; il secondo, escluso per le limitate facoltà di cui la natura lo aveva donato, si trovava in uno stato presociale e dunque giustamente servile. Anzi, lo stato servile diveniva così una garanzia per la sua incolumità e per quella dei bianchi, e perciò legittimo.

⁶⁶⁸ Jean Marie De Bordes, *Défense*, cit., pp. 90-91.

⁶⁶⁹ *Ivi*, p. 7.

⁶⁷⁰ *Ivi*, p. 99.

Con questa analisi De Bordes stabiliva il confine naturale che legittimasse la posizione dello schiavo e la posizione del proprietario e lanciava la sua denuncia contro i filantropi, che avevano voluto ricreare nello stato sociale una libertà astratta che non solo era inesistente nello stato di natura, ma che poteva diventare fonte di sopruso se applicata nel piano della società. Se l'africano fosse stato proclamato libero nello stato sociale e la *Dichiarazione* legge nelle colonie, il risultato sarebbe stato un «bouleversement légal de tous les sentiments naturels, de ce mélange monstrueux de tous les rapports sociaux, de cette confusion criminelle»⁶⁷¹. Ancora una volta, ritornava il tema già ben consolidato del rovesciamento del mondo, del sovvertimento dell'ordine naturale e della distruzione della società, che dell'ordine naturale sarebbe dovuta esserne la regolata garanzia. Allo stesso modo tornava il tema dell'identità nazionale francese, che si costruiva sull'alterità totale dell'individuo nero – e non africano!⁶⁷² – che con il francese non condivideva alcun tratto biologico – il sangue e la nascita – e alcun diritto di proprietà. Così, il cittadino francese era riconosciuto libero solo se poteva esistere il suo opposto, il suo negativo: l'individuo africano schiavo.

Commentando l'articolo XV, che già aveva fatto discutere la Convenzione a proposito della ridondanza dell'espressione «l'homme ne peut se vendre ni être vendu»⁶⁷³, De Bordes ricordava ai lettori che questo articolo riguardasse solamente le colonie, perché in Europa non esisteva alcuna classe sociale nella quale un uomo fosse civilmente forzato a vendere o alienare la sua persona. In Europa, diceva, non esistevano uomini “chimerici”, così inadatti e così in antitesi alla libertà come lo erano i neri. Anzi, per tali ragioni non aveva senso valutare la dignità dell'uomo sociale sulla base della condizione volontaria o forzata che occupava nella società, bensì sulla base dei rapporti morali nei quali esso fosse coinvolto per via della sua natura. Nel caso dell'africano e della sua natura degenerata e immorale allora, la migliore legge non era quella che lo rendesse maggiormente *soi-même*, bensì quella che gli negasse di esserlo e che correggesse il perverso difetto che la natura gli aveva donato⁶⁷⁴.

«Vous n'avez donc pu croire que la loi qui proclamait sa personne inaliénable, dût changer son coeur & le rendre à sa dignité première; ou, si tels ont été votre espoir

⁶⁷¹ *Ivi*, p. 28.

⁶⁷² L'insopportabilità di concepire l'uguaglianza dei neri si manifestava oramai non più nella distinzione territoriale o culturale tra nati in Africa e nati in Francia, dunque tra *Africains* e *Français*, bensì in una distinzione biologica tra il nero, considerato corpo estraneo alla società e dunque alla nazione e il bianco francese. Si vedano: Pierre Serna, “Tenir les noirs à l'œil. Hypothèse pour une «iconoirlogie»”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1 (n°395), pp. 171-191; Laurent Dubois, *A Colony of Citizens. Revolution and Slave Emancipation in the French Caribbean, 1787-1804*, Chapel Hill and London, University of North Carolina Press, 2004.

⁶⁷³ *Ivi*, p. 89.

⁶⁷⁴ *Ivi*, p. 98.

& vos desseins, nous ne pouvons que gémir de leur inefficacité. Vous n'en avez fait que des monstres, indignes du nom d'homme, des tigres dont, excepté les Sonthonax & les Dufay, tout, dans votre assemblée, doit pleurer aujourd'hui les fureurs & rougir de la férocité.»⁶⁷⁵.

A suon di chiosa, questa frase racchiudeva forse la ferocia di un pregiudizio che, se ancora fondato nel campo del diritto e della filosofia politica, di lì a qualche anno avrebbe conquistato il piano del pensiero scientifico e della biologia: finché schiavo, l'uomo di colore veniva riconosciuto quale essere umano, ma una volta diventato libero, egli perdeva le facoltà umane – benché degenerate – e si tramutava in un animale.

Tra i risultati di questo duro attacco alla libertà dei neri vi era infine un breve rilievo sulla *civilisation*. Contrariamente a molti suoi sodali, che aprivano alla possibilità dell'emancipazione graduale sulla scia del pensiero illuminista, De Bordes non accettava compromessi: «il fallait désespérer de les pouvoir jamais amener à quelque degré de civilisation tolérable»⁶⁷⁶. Al fine di avvalorare la sua tesi sull'impossibilità che i neri, liberi o schiavi, potessero raggiungere il grado di civilizzazione dei bianchi, il colono portava in esempio le differenze di carattere dei neri creoli e dei neri nati in Africa, sostenendo che benché a contatto con i bianchi, i primi non avevano sviluppato altro che credulità e timore della punizione, dimostrando una differenza morale con i secondi nati in Africa, più fieri nella loro tendenza alla sopraffazione e alla violenza. Insomma, il contatto con la civilizzazione li ammansiva, ma non li civilizzava⁶⁷⁷.

Convinto che la confutazione teorica dell'applicazione dei principi della *Dichiarazione* fosse sufficiente a dimostrarne l'inefficacia nei territori coloniali, De Bordes liquidava nelle ultime pagine la questione del regime da concedere alle colonie. Innanzitutto, dichiarandosi un fervente repubblicano, affermava che le colonie dovevano rimanere francesi, sebbene proponesse di non integrarle al sistema costituzionale della Madrepatria e di istituire su base locale delle assemblee coloniali a composizione esclusivamente bianca che avrebbero a loro volta gestito il regime interno delle colonie e inviato dei deputati a sedere tra gli scranni del potere legislativo a Parigi.

Constatate sul piano filosofico-morale, sul piano sociale e su quello politico l'inapplicabilità della *Dichiarazione* e dell'integrazione delle colonie nel sistema costituzionale previsto per la Madrepatria, ad uno spoglio delle memorie dei coloni possiamo affermare che

⁶⁷⁵ *Ivi*, p. 104.

⁶⁷⁶ *Ivi*, p. 99.

⁶⁷⁷ *Ivi*, p. 121-122.

concordassero tutti su diversi aspetti. Innanzitutto, tenevano tutte fermo sulla necessità che le colonie facessero parte dell'Impero francese; i territori d'Oltremare erano inalienabili, ma non assimilabili. La sovranità doveva essere proporzionalmente condivisa tra le colonie e la Madrepatria, permettendo ai coloni di partecipare alla creazione, discussione e confezione della legge e di poter statuire unilateralmente sul proprio statuto interno. Allo stesso modo, l'invio di commissari civili doveva essere solo a scopo di salvaguardia degli interessi commerciali della Madrepatria; nel caso in cui i commissari avessero avuto anche dei poteri di carattere esecutivo, i coloni avrebbero potuto avere però diritto di voto e di parola sulla scelta.

Al contrario, le posizioni differivano quando si trattava di prendere in analisi il decreto del 16 pluvioso anno II: alle nette posizioni di rifiuto di Jean Marie De Bordes, per esempio, si contrapponevano quelle “realiste” e gradualiste di Jean-Augustin Brulley, che si dichiarava disposto ad accettare l'applicazione del decreto a patto che la Convenzione normalizzasse i criteri della sua esecuzione con chiarezza; altri ancora, come César-Dominique Duny, riconoscevano di buon grado i diritti politici ai neri liberi e aprivano alla possibilità di concederli gradualmente anche agli schiavi liberati; infine, vi erano posizioni più aperte all'applicazione immediata del decreto, a patto però che si sottomettesse i neri liberi ad una severa polizia coloniale che ordinasse loro il ritorno al lavoro negli atelier e che, soprattutto, li distinguesse e li separasse dai francesi, sulla base di non meglio precisati caratteri fisici, morali e politici differenti⁶⁷⁸.

Contrariamente a quanto ci si potrebbe immaginare, nessuno dei coloni patrioti si oppose alla Costituzione del 1795 e alla *Dichiarazione dei diritti dell'Uomo e del Cittadino* per la loro applicazione nel contesto metropolitano. Anzi, in occasione delle giornate elettorali di fruttidoro anno III, i rappresentanti dei coloni rifugiati negli Stati Uniti si incontrarono a Parigi e si proclamarono assemblea primaria al fine di votare la costituzione e l'accettazione del cosiddetto Decreto dei Due Terzi⁶⁷⁹. Stando ai resoconti che i rappresentanti inviarono a Philadelphia, l'assemblea ebbe effettivamente luogo e i coloni votarono favorevolmente sia per il Decreto che per la Costituzione al fine di «déclarer leur abiure à toute distinction de couleur», provvedendo poi alla nomina dei loro deputati per i due Consigli e scegliendo: Ségur aîné, Tarbé, Fréron, Emery, Aubert-Dabayez, Thiebault, Bonneville, Brulley, Millet, Duny e L'Archevesque Thibaud.

⁶⁷⁸ Jean-Marie De Bordes, *Défense*, cit., pp. 125-127; Jean-Augustin Brulley, *Résultats de la Révolution*, cit.; Benoit Gouly, *Opinion et Réflexions*, cit.; César-Dominique Duny, *Mémoire*, AN, D/XXV/80, fol. 120.

⁶⁷⁹ Mona Ozouf, “Les décrets des deux-tiers ou les leçons de l'histoire”, in Roger Dupuy (dir.), *1795, pour une République sans Révolution*, cit., pp. 193-209; Michel Troper, *Terminer la Révolution*, cit., pp. 45-64.

L'incontro, testimoniato solo da una lettera inviata all'Assemblea di Philadelphia e da un resoconto all'interno del *Courrier de la France et des Colonies* della capitale della Pennsylvania, potrebbe ad una prima impressione colpire: come mai, dopo mesi di proteste, i coloni accettavano di buon grado i due testi fondativi della Repubblica? Come mai non si unirono invece alle sezioni del centro di Parigi che si stavano sollevando contro l'applicazione del Decreto dei Due Terzi? Perché abiuravano a tutti i pregiudizi del colore dopo anni di lotta per preservarli? Perché tra la rosa di candidati eletti non apparivano i nomi di quanti li avevano apertamente difesi alla Convenzione nazionale, come i deputati Gouly e Serres? Cosa accadde all'assemblea primaria "coloniale"? Venne riconosciuta?

L'assemblea, che ebbe luogo a Parigi, raccolse deputati, rifugiati e deportati di Santo Domingo che si trovavano in quel momento nella capitale; il solo criterio per la partecipazione doveva essere quello di essere proprietari nell'isola o di avervi almeno risieduto così da prendere le distanze dai coloni assenteisti – oramai quasi tutti emigrati a Londra – e, soprattutto, assicurarsi che i membri dell'assemblea considerassero «sans doute cette Ile comme leur patrie»⁶⁸⁰. Gli obiettivi erano molteplici: innanzitutto, quello di dichiararsi assemblea primaria e votare la Costituzione e il Decreto dei 2/3; poi, in quanto assemblea elettiva, avrebbero dovuto eleggere i 56 elettori corrispondenti alle 56 diverse parrocchie in cui era divisa Santo Domingo nel 1793, che avrebbero a loro volta eletto i deputati. Inoltre, vi erano anche delle ragioni politiche più stringenti che l'assemblea intendeva risolvere: da un lato riorganizzare la politica coloniale all'indomani delle scelte della Convenzione e quindi raccogliere la lobby coloniale attorno ai principi repubblicani e all'elaborazione di un nuovo progetto che non si scontrasse frontalmente con i principi enunciati⁶⁸¹; dall'altro cercare di convogliare i loro sforzi prendendo contatti con la possibile rosa di deputati conservatori che si erano distinti per posizioni in favore dei coloni di Santo Domingo o che avessero interessi particolari nella difesa della colonia, come Charles Tarbé e Vienot de Vaublanc.

Di Gouly e Serres non si facevano i nomi: molto probabilmente il discredito politico dei due deputati era tale che i coloni di Santo Domingo intuivano che fosse giunto il momento di prendere le distanze e di cercare uomini meno compromessi e controversi davanti all'opinione

⁶⁸⁰ *Courrier de la France et des Colonies*, 9 marzo 1796, n°59.

⁶⁸¹ *Ibidem*. «Cette réunion qui a eu lieu en confondant toutes les nuances comme toutes les anciennes classes coloniales, avait pour promoteurs MM Brulley, Page, Millet, L'Archevesque Thibaud, des habitants ayant autrefois de très-riches habitations dans les trois parties de Saint-Domingue ou propriétaires de plusieurs maisons dans les villes ont assisté à cette assemblée. La première chose dont elle s'est occupée, a été de déclarer qu'elle abjurait toute distinction de couleur, et pour en donner une preuve éclatante, l'assemblée charge des commissaires d'aller porter à la Convention son adhésion à la constitution au nom de Saint-Domingue et aux décrets qui conservait dans la législation les deux-tiers des membres de la convention».

pubblica e agli altri loro colleghi nella Convenzione⁶⁸². Peraltro, è probabile che i coloni sperassero che il Decreto dei Due Terzi consentisse ai due deputati di sopravvivere alle elezioni perché inseriti nella rosa di nomi sulla quale gli elettori avrebbero dovuto esprimere la loro preferenza; non sembra infatti un caso che nella lista dei nomi proposti comparivano solamente uomini che al momento delle elezioni non sedevano alla Convenzione e che dunque avrebbero dovuto comporre il nuovo “terzo” entrante nei due Consigli nel novembre 1795.

L'accettazione della Costituzione e del Decreto sembrarono le uniche vie percorribili per mostrare fedeltà al nuovo ordine costituito e alla Repubblica, soprattutto alla luce delle proteste dell'area conservatrice e cripto-monarchica che stavano avendo luogo a Parigi contro il Decreto dei Due Terzi e che presto si sarebbero trasformate nella giornata insurrezionale del 13 vendemmiaio anno IV. Mantenere una linea prudentemente fedele alla Convenzione sembrava quindi il modo migliore per prendere le distanze dalle accuse di tradimento della Madrepatria e di controrivoluzione che pendevano sui coloni. Anzi, alla ricerca della legittimità politica i coloni sfilarono alla Convenzione e presentarono ufficialmente i processi verbali delle loro sedute. A poco però valse l'appoggio alla Costituzione e al Decreto, perché Boissy D'Anglas in persona chiese lapidario di archiviare la validità dei loro processi verbali con la motivazione che «la Convention ne peut pas souffrir qu'il existe une corporation de déportés et réfugiés de Saint-Domingue. Ils sont Français, membres de la grande famille, et en cette qualité ils ne peuvent voter que dans leurs assemblées primaires»⁶⁸³.

Delusi, i coloni riportarono la notizia all'Assemblea di Philadelphia che sentivano ancora di rappresentare e chiesero ai coloni rifugiati negli Stati Uniti di esprimersi a riguardo, nonostante i rappresentanti sentissero che fosse meglio non insistere contro la scelta della Convenzione e suggellare un legame più stretto con i deputati di *fiducia* con cui stavano, nel frattempo, sigillando una lunga collaborazione: i futuri membri del Club de Clichy. L'Assemblea di Philadelphia accolse la proposta dei suoi rappresentanti, sebbene senza l'unanimità: diverse furono le voci di coloro che trovavano inaccettabile i «principes libéraux professés à Paris qui n'étaient pas homogènes avec ceux des États Unis» e che avrebbero voluto che i loro rappresentanti fossero più incisivi verso la Convenzione⁶⁸⁴.

I coloni a Parigi avevano capito che, per il momento, l'emancipazione non poteva più essere messa in causa: sì, se ne potevano correggere i difetti, ma la sua irreversibilità sembrava oramai un dato di fatto. Come affermava Duny in una lettera ai suoi committenti a Philadelphia «Sonthonax triomphe; Roederer a pris ouvertement sa défense, et la cause des hommes de

⁶⁸² Claude Wanquet, *La France et la première abolition*, cit.

⁶⁸³ *Moniteur*, 16 settembre 1795, n°360.

⁶⁸⁴ *Courrier de la France et des Colonies*, 9 marzo 1796, n°59.

couleur et des nègres est gagnée sans retour»⁶⁸⁵. Era necessario cambiare la strategia politica, affinarla e far sì che la Repubblica, da *République de l'émancipation* del 1793-1794 si trasformasse adesso in una *République de l'ordre* del 1795: la strada era lunga, gli attriti e le opposizioni molte, eppure i coloni sapevano che nulla era perduto e che il nuovo regime, la libertà di stampa, il “trionfo dei proprietari” del nuovo sistema repubblicano, la destra conservatrice che riempiva i seggi ai Consigli erano risorse preziose e un’occasione da sfruttare, sebbene secondo una nuova strategia.

Emergeva inoltre, come abbiamo visto nel testo critico della *Déclaration* di De Bordes, in filigrana, un tema ricorrente che avrebbe a lungo segnato la politica dei coloni “patrioti e repubblicani” e che avrebbe avvelenato il tessuto sociale, culturale e politico in maniera pressoché indelebile e rintracciabile ancora oggi: laddove si ammetteva la libertà dei neri *de facto* o *de iure* per via dell’applicazione della Costituzione, vedevano la luce nuove distinzioni, che non si alimentavano più solamente del campo del diritto, di quello della filosofia e di quello della storia, ma che conquistavano poco alla volta il campo della scienza e della distinzione *racialiste* tra gli individui.

Dopo Termidoro i convenzionali avevano cercato una nuova legittimità a partire dalle ceneri della guerra e del disordine politico, senza però dimenticare le conquiste dell’Ottantanove. Non fu un’inversione, un abbandono o un tradimento dei principi che avevano fino a quel momento dato forma alla Rivoluzione, bensì l’occasione per un ripensamento e per la ricerca di una nuova élite che sapesse coniugare i valori rivoluzionari con la stabilità politica. In questa lunga indagine, anche i coloni vi presero parte e abbiamo cercato di mostrare sotto diverse sfumature come il ripensamento critico sia stato complesso, osteggiato, dibattuto e soprattutto molto più eterogeneo di quanto comunemente la storiografia abbia sottolineato.

A questo fine, si è deciso di ripartire dall’*Affaire des Colonies*, troppo spesso messo in secondo piano per dare spazio ai grandi “processi al Terrore” dell’anno II o alle ultime rivolte popolari dell’anno III. Lungi dal costituire il trionfo della lobby coloniale, il 1795 fu al contrario un periodo piuttosto complesso per i coloni e l’esito dell’*Affaire* ci sembra esserne la prova più concreta. Usciti sconfitti dallo scontro tra accusati e accusatori, da un lato i coloni dovettero rinunciare alla speranza di veder sconfessata la politica coloniale di Sonthonax e Polverel; dall’altro però, l’occasione di poter presentare le proprie rimozioni e le proprie ragioni in

⁶⁸⁵ Ivi, 28 novembre 1795, n° 39, Lettre de Duny du 12 septembre 1795.

un'autentica e legale tribuna politica fu un'opportunità che non si lasciarono sfuggire e che sfruttarono per recuperare la visibilità che gli anni del Terrore avevano loro negato. Così, più che un processo giuridico, per i coloni l'*Affaire* divenne un processo narrativo tramite il quale investire e sensibilizzare l'opinione pubblica francese della propria esistenza e di un immaginario coloniale che sembrava sempre più tendente ad un immaginario apocalittico.

I grandi dibattiti dell'Anno III inoltre, ci hanno permesso di entrare più nel dettaglio delle proposte dei coloni rispetto ai problemi sollevati dalla necessità di riscrivere il "patto coloniale" tra la Francia e i propri domini d'Oltremare. Così, a partire dal rimaneggiamento operato dal deputato Gouly del testo del 1791 di Dutrone de la Couture, si è potuto riflettere sul tema dell'autonomia legislativa coloniale, su quello dell'opposizione all'integrazione repubblicana e infine sulla rilettura del progetto della lobby coloniale prima dell'emancipazione del 1794 al fine di arricchire e rinforzare il dibattito presente.

Al fine di rendere la complessità dei temi affrontati e dell'ampiezza delle strategie dei coloni, abbiamo visto come il problema della pace generale e del tenere connesse le vicende tra centro e periferia, tra Atlantico ed Europa continentale sia essenziale per studiare il 1795. I coloni contribuirono in maniera eccezionale a questo dibattito, costruendo una narrazione a doppio filo che teneva sapientemente assieme gli effetti della pacificazione europea e il mondo caraibico, prendendo coscienza che i Trattati di Bale e il Trattato di Jay fossero vicende da correlare al fine di individuare un nuovo posto per la Repubblica nell'alveo del nuovo ordine che veniva delineandosi.

Le vicende atlantiche però non totalizzarono le attenzioni dei coloni, che al contrario si occuparono con vivacità intellettuale anche degli affari interni della Repubblica per quanto riguardasse il dibattito sulla *Dichiarazione dei diritti e dei doveri dell'uomo e del cittadino* e attorno alla nuova Costituzione. L'operazione si sviluppò in almeno tre tempi, con un gioco di specchi tra l'opinione pubblica e il lavoro costituente della *Commission des Onze*, che lasciò così ai coloni ampi spazi di manovra per tentare di influenzare l'operato dei deputati e allo stesso tempo coinvolgere l'opinione pubblica. In prima battuta, si trattò di discutere la presentazione del progetto di Dichiarazione e di Costituzione, cercando di dissuadere la Convenzione ad applicare indistintamente i due testi in tutto il territorio della Repubblica imperiale francese. In secondo luogo, i coloni si occuparono di rispondere sul piano del diritto e della filosofia politica ai temi emersi durante questo confronto che, come dimostrava il testo di De Bordes pubblicato a Philadelphia, coinvolse i due lati dell'Atlantico.

Infine, si è trattato di restituire la continuità tra i progetti coloniali parigini e quelli precedentemente elaborati nelle sedute dell'assemblea di Philadelphia negli anni precedenti,

mostrando quanto il ruolo dei rappresentanti dei *colons réfugiés* fosse strettamente legato all'esperienza americana e ai legami costanti con i loro mandatarî. Una continuità che solamente il Colpo di Stato del 18 fruttidoro avrebbe parzialmente interrotto, ma che negli anni 1794-1797 si sarebbe al contrario arricchita della presenza di nuovi e autorevoli referenti nei due Consigli: i deputati del Club de Clichy.

Capitolo 4 (1795-1797)

Repubblica e schiavitù: un binomio impensabile?

A pochi mesi dall'entrata in vigore della Costituzione dell'anno III, il Consiglio dei Cinquecento e quello degli Anziani approvarono la nomina di un nuovo commissario civile nel gennaio 1796. Al pari dei commissari inviati nella colonia tra il 1791 e il 1792, ai cinque membri della Terza commissione civile furono concessi ampi poteri che avrebbero lasciato loro molta autonomia. Per questo, la scelta ricadde su uomini che si erano distinti negli anni precedenti per una politica conciliatoria e di emancipazione verso i neri di Santo Domingo: Sonthonax, il cui nome rinviava direttamente all'abolizione della schiavitù; Julien Raimond, rappresentante dei liberi di colore; Philippe Roume, già membro della prima commissione civile e due altri bianchi, Pierre Leblanc e Marc Antoine Giraud, il primo segretario e rappresentante francese negli Stati Uniti e il secondo economista ed esperto del sistema coloniale⁶⁸⁶.

Ai nuovi commissari venne proibito separarsi, salvo nel caso di Roume che avrebbe dovuto recarsi nella parte spagnola dell'isola e vennero date loro istruzioni precise al fine di ristabilire l'ordine nella colonia sul piano della riorganizzazione economica, della rigenerazione sociale e della stabilità politica. Inoltre, vennero incaricati di proteggere la libertà e l'uguaglianza tra tutti i cittadini e di promuovere l'armonia razziale, imponendo un sistema di educazione universale e un meccanismo di meritocrazia politica e militare. Infine, i commissari avrebbero dovuto dividere la colonia in dipartimenti, avviare un censimento e delle inchieste topografiche e democratiche sulla situazione dell'isola e migliorare le comunicazioni tra la parte est e quella ovest. Ad assistere la Terza commissione civile vennero nominati il generale Donatien Marie Joseph Vimeur de Rochambeau e il commissario di guerra Claude-Pierre-Joseph Leborgne, accompagnati da 1200 soldati allo scopo di sconfiggere definitivamente gli inglesi.

Mentre la Terza commissione si preparava a lasciare la Francia, a Santo Domingo la fine delle ostilità con gli spagnoli causò un inasprimento delle rivalità interne al campo francese, particolarmente tra il generale mulatto Villatte e Laveaux. Il primo, infatti, non accolse con favore il ruolo di governatore affidato a Laveaux una volta che Sonthonax e Polverel avevano lasciato l'isola per rientrare in Francia; inoltre, ad acuire ulteriormente la diffidenza tra i due fu la netta preferenza che Laveaux accordò al generale Toussaint Louverture. L'esito di questo dissidio fu un tentativo di colpo di Stato da parte di Villatte nella città di Cap François: Laveaux

⁶⁸⁶ Robert Louis Stein, *Léger-Félicité Sonthonax: The Lost Sentinel of the Republic*, Rutherford, Fairleigh Dickinson Press, 1985, pp. 132-140.

e gli altri ufficiali bianchi vennero arrestati e Villatte si autoproclamò governatore dell'isola. La crisi permise a Toussaint Louverture di presentarsi come il campione dell'autorità francese a Santo Domingo e di forzare Villatte ad abbandonare i suoi progetti per insufficienza numerica delle forze al suo seguito e di liberare Laveaux. Il tentato colpo di stato di Villatte accrebbe ulteriormente il potere di Louverture nel nord di Santo Domingo, perché Laveaux, in segno di ringraziamento per la sua liberazione, lo ricompensò con la nomina di vicegovernatore della colonia, collocandolo gerarchicamente al di sopra degli altri generali liberi di colore e dei mulatti⁶⁸⁷.

L'arrivo della Terza commissione civile non migliorò la situazione dell'isola, ma al contrario inaugurò una nuova fase di lotte politiche. Sonthonax e gli altri membri infatti riconfermarono l'impegno della Madrepatria per l'abolizione della schiavitù e per l'uguaglianza di tutti i cittadini dell'isola, ma cercarono altresì di tenere a freno i vittoriosi generali il cui potere era accresciuto a dismisura negli ultimi due anni nella lotta contro gli inglesi e gli spagnoli. In un primo momento, l'attenzione dei commissari si concentrò sulla crisi innescata da Villatte e sui generali mulatti, accusandoli di minare l'autorità francese puntando all'indipendenza e servendosi dei neri per raggiungere lo scopo. Di fronte a queste provocazioni, i liberi di colore decisero di reagire con decisione e l'11 agosto 1796 gli abitanti di Les Cayes vennero fomentati alla rivolta, invasero la città e massacrarono i bianchi⁶⁸⁸.

Per mettere fine ai disordini, i commissari furono costretti a rivolgersi a Rigaud, comandante della cosiddetta Legione del Sud, che dopo aver sedato la rivolta espulse dalla parte Sud dell'isola i commissari, accusandoli di aver causato il massacro con le loro provocazioni razziali verso i mulatti. L'autonomia di Rigaud, che controllava autonomamente la parte sud, spinse Sonthonax a confidare ancora di più nel sostegno di Toussaint Louverture, che divenne l'uomo di fiducia della Terza commissione almeno fino all'evacuazione completa degli inglesi dalla colonia. Infatti, dopo la sconfitta dei britannici nel 1796, il generale si premurò di consolidare il suo potere e di minare quello dei commissari.

L'occasione arrivò in occasione delle elezioni dell'agosto 1796, quando i cittadini avrebbero dovuto scegliere i deputati che avrebbero rappresentato Santo Domingo nei due Consigli legislativi a Parigi. Grazie alle pressioni esercitate su quei pochi cittadini che potevano soddisfare i rigidi criteri elettorali della Costituzione del 1795, Toussaint Louverture riuscì a far eleggere come deputati le due uniche e influenti minacce all'espansione del suo potere, il generale Laveaux e Sonthonax. In questo modo, sperava di far sì che i due bianchi facessero

⁶⁸⁷ Laurent Dubois, *Avengers of the New World*, cit., pp. 199-203.

⁶⁸⁸ Manuel Covo, "Le massacre de Fructidor an IV à Saint-Domingue: violence et politique de la race sous le Directoire", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1 (n°395), pp. 143-169.

rientro in Francia e si allontanassero – con una giusta scusa – definitivamente dall’isola. Quando Laveaux partì, Toussaint divenne comandante generale delle forze armate francesi a Santo Domingo e si trovò a scontrarsi con Sonthonax, molto più restio di Laveaux a partire. Nonostante entrambi concordassero sulla necessità di ripristinare il sistema delle piantagioni malgrado la resistenza degli ex-schiavi, le loro opinioni divergevano sulla politica da tenere nei confronti delle navi mercantili britanniche e soprattutto americane. Sonthonax incoraggiò la pirateria verso i bastimenti, particolarmente verso quelli americani, sostenendo che le scorte di cereali e carne sequestrate alle navi americane fossero fondamentali per nutrire militari e civili; al contrario, Toussaint Louverture intravedeva in questa politica il rischio che i rapporti commerciali con gli americani si raffreddassero fino al dissuaderli verso qualsiasi tipo di scambio con le Antille francesi.

Nel frattempo, però, l’atmosfera politica della Madrepatria era cambiata e i neoeletti deputati del nuovo terzo, per la maggior parte repubblicani conservatori o cripto-monarchici, fecero della rimozione di Sonthonax e della restaurazione dell’ordine a Santo Domingo due priorità del loro programma politico, paventando la possibilità di inviare nell’isola un contingente di uomini bianchi a questo fine. Secondo coordinate completamente differenti da quelle di Santo Domingo, infatti, la riconfigurazione dell’edificio coloniale e i suoi pilastri teorici – la schiavitù e il monopolio – inaugurarono un profondo dibattito nel quale un ruolo di primo piano giocarono i coloni rifugiati. Riponendo la loro fiducia nel Club de Clichy e nei suoi membri più autorevoli quanto alle tematiche coloniali, i coloni profittarono degli spazi aperti dalla nuova Costituzione del 1795 e dall’aggravarsi del quadro caraibico per intensificare i loro sforzi e proporre molteplici alternative rispetto agli intenti del Direttorio.

Tutt’affatto monolitiche, le strategie proposte sulla riorganizzazione della struttura coloniale furono diverse e tutte fecero perno su questioni di carattere primario per il futuro di Santo Domingo e della Francia stessa: come integrare le colonie nel nuovo spazio repubblicano? Come promuovere il commercio e la marina? Esistevano vie alternative all’economia della piantagione? Era possibile coniugare un sistema produttivo basato sulla grande proprietà e la comparsa di nuovi soggetti giuridici? Come obbligare al rientro negli atelier gli ex-schiavi divenuti cittadini e coltivatori? Come facilitare il rientro dei bianchi proprietari nell’isola?

Oltre ai quesiti di ordine “interno” ne emersero anche molteplici di carattere internazionale, coagulati attorno alla guerra sui mari con gli inglesi e al rapporto con gli Stati Uniti, che ricoprivano un ruolo di primo piano nei progetti di restaurazione del sistema economico tradizionale dell’isola. Anzi, come ha sottolineato Manuel Covo, negli anni 1795-

1799 la guerra rafforzò il rapporto di dipendenza dell'isola dagli Stati Uniti proprio quando in parallelo la Francia e la Repubblica americana si trovavano su posizioni sempre più divergenti.

La vicenda coloniale degli anni 1795-1797 è stata oggetto di recenti attenzioni da parte della storiografia, che si è interessata al processo di integrazione e costituzionalizzazione di Santo Domingo all'interno del sistema repubblicano imperiale avviato dalla Costituzione dell'anno III. Non solo, l'ascesa di Toussaint Louverture e i primi passi verso il suo dominio quasi esclusivo nell'isola hanno favorito un ritorno di interesse agli scontri tra i generali neri e la Terza commissione, tenendo però molto spesso slegate le vicende caraibiche da quelle della Madrepatria, anticipando il processo d'indipendenza del 1804 agli anni 1795-1797 e sconfessando l'importanza del dibattito in seno ai due Consigli⁶⁸⁹.

Allo stesso modo, le ricostruzioni sui dibattiti e i temi emersi durante i primi due anni di legislatura del Direttorio hanno solo tangenzialmente coinvolto gli storici, soprattutto nel caso del pensiero reazionario e conservatore. Persino per un tema di primo piano come quello coloniale, la destra conservatrice e cripto-monarchica sembra aver ricoperto un ruolo marginale, sbiadito e non storicizzato all'interno del panorama politico francese di quegli anni. Il procedimento storiografico a questo proposito è curioso e non privo di insidie: troppo spesso le idee della "lobby coloniale" sono state condensate in poche parole d'ordine, quasi che più di 120 deputati e migliaia di coloni politicamente attivi tra la capitale, la colonia e gli Stati Uniti agissero come un unico corpo, con un'unica strategia e tramite un'unica modalità per un vago e mai troppo definito "ritorno all'ordine". Questa tesi riduzionista ha finito col sovrapporre le posizioni sulla schiavitù del Console Bonaparte e del suo Ministero della Marina e delle Colonie a quelle d'Antico Regime, quasi come se la Rivoluzione, dal 1789 e, soprattutto, dal 1795 poco o nulla avesse influito attivamente sul processo di rielaborazione – seppur in negativo – delle strategie coloniali atte al mantenimento della supremazia bianca ed europea sulla colonia.

Ci sembra allora opportuno ritornare sulle vicende degli anni 1795-1797 e, più nello specifico, sulle questioni nelle quali i coloni furono diretti o indiretti protagonisti, sia sul piano internazionale, che nazionale o ancora, sul piano squisitamente giuridico e su quello intellettuale. Per farlo, seguiremo innanzitutto il dibattito interno ai Consigli, le questioni relative ai soccorsi ai coloni bianchi, la loro possibile reintegrazione nella colonia e le modalità tramite le quali si auspicava la concretizzazione di questi progetti. Allo stesso modo,

⁶⁸⁹ Ad esempio, il testo di Carolyn Fick, benché abbia avuto il pregio di porre sotto una nuova luce la realtà antillense, ha sviluppato la trattazione in autonomia dagli eventi rivoluzionari francesi, senza tenere sufficientemente assieme le due vicende: Carolyn Fick, *The Making of Haiti: The Saint Domingue Revolution from Below*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1990. Per una lucida critica a queste tendenze si veda Antonino De Francesco, "Da un centro irradiatore a una realtà multipolare (e ritorno). Qualche considerazione sullo spazio rivoluzionario transatlantico", in *Ricerche di storia politica*, 2015/3, pp. 259-279.

cercheremo di portare l'attenzione sulle interazioni tra il campo dell'economia – monopolio o libero scambio? – quello della produzione – schiavi, coltivatori o piccoli proprietari? – quello politico-militare – cittadini o soldati? – e, ancora, quello della piena equiparazione tra la Madrepatria e i suoi possedimenti d'Oltremare⁶⁹⁰.

Da qui, lo sguardo si sposterà sul campo internazionale, sulle difficoltà che la guerra impose ai grandi progetti del Direttorio e sui rapporti con gli Stati Uniti e cercando di dimostrare come la posizione “nazionale” dei francesi verso la neutralità americana fosse ben più sfumata di quanto la storiografia abbia fino ad ora evidenziato e di altresì dimostrare che non ci fu niente di predeterminato nella *Quasi-War* del 1798 tra Francia e Stati Uniti⁶⁹¹. I coloni di Santo Domingo, infatti, a differenza della maggioranza nei due Consigli, cercarono fin da subito una situazione conciliatoria con gli Stati Uniti, che coniugasse l'interesse nazionale con la necessità di favorire l'isola di Santo Domingo tramite una partnership commerciale sicura con la Repubblica atlantica. Questo permetterebbe allora di leggere anche in toni meno “opportunisti” la famosa denuncia del 2 messidoro anno V del deputato Claude-Emmanuel Pastoret contro il Direttorio e l'adozione di una politica aggressiva contro gli Stati Uniti⁶⁹².

Non solo, vedremo come l'esempio degli Stati Uniti fornì da modello ideologico per una consistente corrente di coloni per poter immaginare il connubio tra schiavitù e repubblica e, da qui, per poter immaginare una *cit  républicaine* nella quale le persone di colore fossero sistematicamente poste agli ultimi ranghi della società. Lo sguardo “comparativo” tra i due modelli repubblicani si nutriva, peraltro, dell'esperienza passata negli Stati Uniti e dell'osservazione del mondo americano, tanto negli stati dove ancora vigeva la schiavitù, quanto nei paesi dove questa era stata gradualmente abolita e sostituita da una rigida separazione tra bianchi e neri a tutti i livelli della società.

⁶⁹⁰ Bernard Gainot, “Les Révolutionnaires face à l'esclavage”, in *Histoire de la justice*, 2021/1 (n°31), pp. 171-179; Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions*, cit.; Laurent Dubois, *A Colony of Citizens: Revolution and Emancipation in the French Caribbean, 1787-1804*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004.

⁶⁹¹ Ulane Bonnel, *La France, les États-Unis et la guerre de course (1797-1815)*, Paris, 1961; Albert Hall Bowman, *The Struggle for Neutrality*, cit.; Alexandre De Conde, *The Quasi-War; the Politics and Diplomacy of the Undeclared War with France, 1797-1801*, New York, Charles Scribner's Sons, 1966; David C. Hendrickson, Robert W. Tucker, *The Empire of Liberty*, New York, Oxford University Press, 1990; Peter e Nicholas Onuf, *Federal Union, Modern World. The Law of Nations in an Age of Revolution 1776-1814*, New York, Madison House, 1993; Marie-Jeanne Rossignol, *Le ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis 1789-1812*, Paris, Belin, 1994.

⁶⁹² Marc Belissa, “La République américaine vue par les républicains français sous le Directoire”, in Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 103-122.

4.1 La Francia a Santo Domingo o Santo Domingo in Francia

A partire dagli anni Sessanta del Novecento, sulla scia di Aimé Césaire, diversi autori come lo storico haitiano Jean Fouchard o Eugène Genovese hanno sostenuto che i movimenti insurrezionali di Santo Domingo non fossero che un episodio iscritto nel secolare movimento di resistenza degli schiavi africani contro il sistema coloniale⁶⁹³. Altri, sulla scia dei lavori di Robert Palmer, hanno giustamente osservato come al contrario la Rivoluzione nelle Antille fosse influenzata e parte integrante delle rivoluzioni atlantiche, secondo un modello definito “diffusionista”, per il quale il modello della Rivoluzione americana si sarebbe presto esteso nei Caraibi e da lì in Francia, prendendo poi delle vie autonome e differenti secondo i contesti locali⁶⁹⁴.

Come ha osservato recentemente Frédéric Régent però, queste ipotesi hanno presentato i processi rivoluzionari nelle colonie come dei fenomeni autonomi o influenzati dalle rivoluzioni americane e francesi con una meccanicità che si è concentrata nei momenti di esordio delle varie rivoluzioni e che raramente ha guardato alle interconnessioni, agli scambi e agli scontri tra le diverse vicende nel corso di tutto l’arco rivoluzionario⁶⁹⁵. La prospettiva, ovviamente, negli ultimi anni è stata invertita di segno, e si è concentrata sulla questione attorno a quali siano state le reciproche influenze e i diversi processi di interazione rivoluzionaria da un lato all’altro dell’Atlantico, dal 1776 almeno al 1804 e oltre. Per il caso degli anni 1795-1797 però, storici molto attenti ai conflitti attorno la questione delle colonie e della schiavitù come Yves Bénot, Laurent Dubois o Philippe Girard hanno spesso tralasciato gli anni del Direttorio in favore di quelli 1791-1794 o di quelli della spedizione di Leclerc tra il 1802 e il 1804⁶⁹⁶. Solo Claude Wanquet e Bernard Gainot hanno più volte sottolineato l’importanza di questo periodo per la comprensione della dimensione politica delle colonie in una Francia che,

⁶⁹³ «Il faut bien que l’on comprenne: il n’y a pas de Révolution française dans les colonies françaises. Il y a dans chaque colonie française une révolution spécifique, née à l’occasion de la Révolution française, branchée sur elle, mais se déroulant selon ses propres lois et avec ses objectifs particuliers. Toutefois, un point commun, le rythme». In Aimé Césaire, *Toussaint-Louverture: la Révolution et le problème colonial*, Présence africaine, 1961, p. 24. Jean Fouchard, *Les Marrons de la liberté*, Paris, L’École, 1972; Eugène Genovese, *From Rebellion to Revolution: Afro-American Slave Revolts in the Making of Modern World*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979.

⁶⁹⁴ Robert Palmer, *The Age of Democratic Revolution: A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton, Princeton University Press, 1959 e 1964; Robin Blackburn, *The Overthrow of Colonial Slavery*, cit. Il punto sul dibattito storiografico è presentato anche da Olivier Pétré-Grenouilleau, “Révoltes et révolutions (1773-1802): le prisme de l’esclavage colonial”, in Jean-Pierre Poussou (dir.), *Le Bouleversement de l’ordre du monde*, Paris, SEDES, 2004, pp. 253-294.

⁶⁹⁵ Frédéric Régent, “Pourquoi faire l’histoire de la Révolution française par les colonies?”, in Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Régent, Pierre Serna, *Pourquoi faire la Révolution*, Paris, Agone, 2012, pp. 51-82.

⁶⁹⁶ Yves Bénot, *La Révolution française et la fin des colonies*, Paris, La Découverte, 1987; Laurent Dubois, *Avengers of the New World*, cit.; Philippe Girard, *The Slaves Who Defeated Napoleon: Toussaint Louverture and the Haitian War of Independence*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2011.

dal 1794, era diventata una repubblica transoceanica e multirazziale⁶⁹⁷. Nel caso dell'oggetto preso qui in esame – la politica coloniale dei coloni e la loro “lobby” tra il 1795 e il 1797 – la sollecitazione è stata colta da due storici, che hanno cercato di fare delle prime ipotesi su un periodo cerniera che, a quanto pare, non ha però interessato doverosamente la storia francese e coloniale: si tratta dell'articolo di Baptiste Biancardini sulla questione coloniale e il rilancio dell'economia dell'isola e quello di Jeremy Popkins sui dibattiti del *parti clichyen* nei due consigli legislativi durante il “Primo Direttorio”⁶⁹⁸.

Se è vero che durante gli anni del Direttorio le comunicazioni tra le colonie e il governo si erano fatte via via più discontinue e complesse per via della guerra e del blocco navale con gli inglesi e se è altrettanto vero che la popolazione bianca dei Caraibi era quasi tutta fuggita dall'isola e il commercio coloniale era pressoché completamente interrotto, rimane che i territori d'Oltremare furono il cuore del dibattito sulla nuova identità francese uscita dalle rovine dell'Antico Regime. Ben lungi dal costituire un tempo morto del dibattito coloniale, è sorprendente poter constatare che particolarmente a fine 1796 e nei primi mesi del 1797 il movimento conservatore-reazionario che vinse le elezioni nel 1795 e poi, di nuovo, nel maggio del 1797 concentrò la sua azione politica attorno alla questione delle colonie e del ripristino del loro sistema produttivo secondo quattro linee direttrici: innanzitutto, dibattendo sui progetti economici e militari di mantenimento e perfezionamento del sistema della piantagione; in secondo luogo sulla questione dei soccorsi ai coloni bianchi e il loro ricollocamento nell'isola di Santo Domingo; in terzo luogo mettendo in discussione l'integrazione e l'assimilazione coloniale repubblicana e, infine, discutendo il ruolo del Direttorio nel piano di restaurazione dell'isola, riaprendo così il conflitto tra il potere legislativo e quello esecutivo.

In questo quadro, allora, quale fu specificatamente il ruolo della lobby coloniale? Come abbiamo già visto nel capitolo precedente, i coloni in occasione del voto per l'approvazione della Costituzione e per l'elezione dei deputati avevano deciso di riporre la loro fiducia soprattutto in due figure di riferimento per le questioni coloniali: Charles Tarbé e Vienot de Vaublanc, il primo figlio di un importante *négociant* di Rouen e il secondo *planteur* di Santo Domingo da generazioni. Sia socialmente che professionalmente i due deputati

⁶⁹⁷ Claude Wanquet, *La France et la première abolition de l'esclavage*, cit.; Bernard Gainot, “La députation de Saint-Domingue au corps législatif du Directoire”, in Marcel Dorigny (dir.), *Léger-Félicité Sonthonax. La première abolition de l'esclavage. La Révolution française et la Révolution de Saint-Domingue*, Paris, Société française d'histoire d'Outre-Mer, 2005, pp. 95-110.

⁶⁹⁸ Baptiste Biancardini, “L'opinion coloniale et la question de la relance de Saint-Domingue 1795-1802”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2015/4 (n°382), pp. 63-80; Jeremy Popkins, “L'offensive coloniale sous le Premier Directoire”, cit.

rappresentavano i due schieramenti del mondo bianco caraibico che per il più delle volte si era scontrato sui temi del monopolio coloniale e del riconoscimento dei diritti politici ai liberi di colore. Come abbiamo già avuto modo di osservare inoltre, la presenza dei *colons négociants*, sia tra i coloni rimasti negli Stati Uniti, sia tra i loro rappresentanti a Parigi era minoritaria, perché impegnata nel portare avanti una politica autonoma, spesso nel campo della pirateria autorizzata dal Direttorio e risolutamente legata ai principi dell'*exclusif*, seppur mitigato, promosso dall'Atto di Navigazione di Barère nel 1793 e ancora in vigore⁶⁹⁹. L'appoggio ai due deputati, dunque, si inseriva in quel proclamato tentativo dell'assemblea elettorale di “risolvere le precedenti divergenze” e dimostrarsi risolutamente incline al compromesso repubblicano e al gioco elettorale che la Costituzione dell'anno III sembrava loro aprire.

Alle elezioni dell'estate 1795 però, venne eletto Vienot de Vaublanc, mentre Tarbé riuscì a sedere al Consiglio dei Cinquecento solamente nelle elezioni per il nuovo terzo della primavera del 1797⁷⁰⁰. Ovviamente, il gruppo coloniale si ricompattò dietro l'ala destra dei due consigli e sebbene si abbiano notizie estremamente frammentate a riguardo, sappiamo che alcuni coloni partecipavano agli incontri all'Hotel de Clichy, dove si riunirono i deputati conservatori definiti, per via del nome del luogo di incontro, *clichyens*⁷⁰¹. Nonostante la collaborazione con i deputati conservatori, i coloni continuarono a sperare di poter eleggere i loro rappresentanti ai consigli come alternativa ai deputati eletti dalla colonia alle elezioni del 1796. Infatti, dopo aver lanciato l'invettiva contro i «soi-disants représentants de Saint Domingue pour le nouveau tiers» – Sonthonax, Laveaux, Tomassin, Brothier, Petigniaux e Boissrond jeune – con rammarico Chotard Ainé ammetteva:

«Nous regrettons de ne pas avoir dans le Corps législatif des députés des Colonies;
les mannequins qui s'en disent les représentants sourient avec complaisance au récit

⁶⁹⁹ Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions*, cit., pp. 660-683.

⁷⁰⁰ Jean-René Suratteau, “Les élections de l'an IV”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1951, pp. 374-393.

⁷⁰¹ Purtroppo, le informazioni sui rapporti tra i coloni e i deputati clichyens sono estremamente frammentarie; per gli anni 1796-1799 inoltre possediamo poca corrispondenza tra i coloni rifugiati negli Stati Uniti e i loro rappresentanti a Parigi. Le cause sono molteplici: innanzitutto, la gran parte dei coloni, soprattutto quelli che praticavano anche la professione di giornalisti, venne arrestata e condannata alla deportazione in occasione del 18 fruttidoro anno V assieme ai deputati del Club de Clichy e in questa occasione è probabile che le loro carte siano andate perdute. Lo stesso problema incorre per ciò che riguarda le assemblee dei coloni rifugiati a Philadelphia, le cui uniche notizie per gli anni 1796-1798 vengono riferite dal *Courrier Français*, il quotidiano di Peter Parent che animava l'assemblea e che tentava di mantenere viva la corrispondenza con il colono Chotard Ainé a Parigi. Allo stesso modo, alcune informazioni tra le triangolazioni tra i coloni negli Stati Uniti, quelli di Parigi e i clichyens si possono trovare tra le carte di Louis Narcisse Baudry des Lozières sia in BNF, NAF 22084 *Papiers de Baudry des Lozières*, sia, soprattutto, nelle carte rimaste in North Carolina, nel fondo *Louis Narcisse Baudry des Lozières Papers* della Duke University. Anche sugli incontri del Club de Clichy le informazioni sono estremamente lacunose e poco chiare, ma si rimanda soprattutto a: Paul Chopelin, “Royalismes et royalistes dans la France révolutionnaire”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2021/1, pp. 3-28.

de nos malheurs; mais Vaublanc, mais Bourdon (de l'Oise), mais Blad, mais Richard, Mais Izoard, mais Boissy d'Anglas, mais Dumolard, mais Pelé (de la Lozère), mais Creuzé-Pascal et plusieurs autres bien instruits, et qui aiment leur patrie, auront l'énergie convenable pour fixer enfin l'opinion»⁷⁰².

Sebbene non venisse concesso loro di votare i rappresentanti di una colonia della quale si sentivano cittadini e legittimi rappresentanti nonostante vi si rifiutassero di tornare fino alla “definitiva restaurazione della pace”, le proteste dei coloni vennero ancora una volta parzialmente accolte, perché l'elezione dei rappresentanti eletti a fruttidoro anno IV nella colonia venne annullata grazie al lavoro dei deputati clichyens⁷⁰³. Da questo momento, che segnò il primo grande dibattito sulla materia coloniale dall'inizio della prima legislatura della repubblica direttoriale, il connubio coloni/deputati reazionari non venne più meno e le diffidenze dei primi mesi riuscirono finalmente ad appianarsi.

In effetti, la leggerezza con cui la storiografia ha connesso gli interessi dei deputati conservatori con il gruppo dei coloni andrebbe decisamente ridimensionata. Innanzitutto, i coloni cui si fa normalmente riferimento non sono i controrivoluzionari a Londra capeggiati da Malouet – su cui avremo modo di tornare – o i filo-britannici che ancora cercavano di organizzare ciò che era rimasto della controffensiva inglese nell'isola di Santo Domingo: si trattava, al contrario, dei coloni promossi dai rifugiati negli Stati Uniti, eletti tramite le assemblee e inviati in Francia per partecipare alla vita della Repubblica e per proteggere i propri interessi dalla minaccia dei commissari – della seconda e della terza commissione – come da quella degli inglesi e delle armate guidate dai generali neri e mulatti. A questo gruppo protagonista dell'*Affaire des Colonies*, piuttosto solido nei legami, ma poroso a livello strategico, si aggiunsero i coloni rifugiati in Francia e addirittura alcuni ex-partecipanti del Club Massiac nel frattempo riusciti a rientrare nella capitale, come il colono Jean Barré de Saint-Venant⁷⁰⁴.

Sebbene sia innegabile la strategica unità di intenti atta ad evitare, come ammesso da loro stessi, che le divisioni degli anni 1789-1793 potessero nuovamente riemergere e determinare il fallimento della loro politica negli anni direttoriali, nel primo periodo i coloni furono piuttosto guardinghi nei confronti dei deputati clichyens, soprattutto in occasione di

⁷⁰² *Journal Historique et Politique de la France et des Colonies*, 6 gennaio 1797, n°142, p. 2.

⁷⁰³ Bernard Gainot, “La députation de Saint-Domingue au corps législatif du Directoire”, in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 95-110.

⁷⁰⁴ ANOM, 216 MIOM 5; *Courrier de la France et des Colonies*, 9 marzo 1796, n°59; Françoise Thésée, Gabriel Debien, *Un Colon niortais à Saint-Domingue, Jean Barré de Saint-Venant: 1737-1810*, Paris, Imbert-Nicolas, 1975.

alcune prese di posizione giudicate decisamente in antitesi alle loro convinzioni. È il caso, per esempio, di quanto avvenne a proposito dello scontro tra il governatore Laveaux e il generale mulatto Villatte. Come abbiamo detto, dopo il tentato colpo di Stato da parte del generale e la conseguente prigionia di Laveaux, la crisi si risolse grazie all'intervento mediatore di Toussaint Louverture, che fece liberare il governatore e consegnò Villatte alla Terza commissione, da poco arrivata nell'isola. I commissari provvidero ad arrestare il generale mulatto e a deportarlo in Francia per farlo processare e condannare come traditore e indipendentista. Una volta arrivato nella prigione di Rochefort, si aprì un duro dibattito tra il Direttorio e i Consigli a proposito del tipo di processo – civile o militare? – al quale il generale avrebbe dovuto essere sottoposto.

Mentre la questione rimaneva irrisolta, in favore dei mulatti prese inaspettatamente la parola Vienot de Vaublanc, che difese la posizione degli “sventurati deportati” e accusò il Direttorio e i suoi Commissari di averli ingiustamente incarcerati. Non solo, nella sua arringa Vaublanc arrivò a lodare Villatte per la sua umanità verso tutte le razze, soprattutto verso i bianchi, perseguitati da anni dagli agenti della Convenzione prima e del Direttorio poi⁷⁰⁵. Il discorso non venne particolarmente gradito dai “coloni patrioti” che sebbene concordassero sul punto del giusto processo – se non altro, come diceva Chotard Aîné, per aver più elementi possibili utili ad accusare Sonthonax e la sua seconda missione⁷⁰⁶ – si offesero profondamente del fatto che un deputato definiva i mulatti “difensori dei bianchi”: «Vaublanc se trompe: si nous nous sommes chargés de mettre Montbrun en scène, ce n'est pas que nous le croyons exempt de reproches!»⁷⁰⁷.

Insomma, se per colpire Sonthonax e la Terza Commissione i coloni erano disposti, come Vaublanc, ad appoggiare la richiesta di un equo processo al generale Villatte e ai suoi uomini, non potevano e non volevano però concedere troppo nel campo del riconoscimento di una legittimità politica e di una “purezza” dei mulatti quali addirittura difensori dei bianchi. Anzi, a differenza dei deputati, per i quali l'attacco a Sonthonax era strumentale allo screditamento delle scelte dell'esecutivo nel campo coloniale e, più in generale, alla squalifica della politica repubblicana, i coloni avevano, dal canto loro, interessi più modesti e contingenti: riattivare un processo di sensibilizzazione contro la loro causa tramite la voce di un'altra categoria – quella dei mulatti – che dopo anni di fedele servizio agli ordini del tiranno

⁷⁰⁵ *Opinion de Vienot-Vaublanc sur la pétition des déportés de Saint-Domingue, détenus à Rochefort, & sur la compétence des conseils militaires*, Paris, Imprimerie nationale, 1797.

⁷⁰⁶ «La vérité tonne, enfin, de toutes parts; que ceux qui connaissent un peu les événements de Saint-Domingue s'étonnent aujourd'hui: ce sont les colons blancs qui demandent que les hommes de couleur soient entendus...». *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 28 agosto 1796, n°11, p. 2.

⁷⁰⁷ *Ibidem*.

Sonthonax si trovavano ora a caderne vittime a loro volta, proprio come lo erano stati i bianchi nel 1793. Insomma, se il ruolo marginale dei bianchi nella società coloniale faceva sì che la loro voce contasse poco o nulla, sarebbe stato allora per il tramite delle accuse dei mulatti Sonthonax e Laveaux durante il processo che i coloni avrebbero, passivamente, riconfermato la loro posizione e le loro ragioni da tempo reclamate:

«De quelque part que vienne la vérité, elle doit toujours être recueillie. Le rôle passif auquel les colons blancs, propriétaires de la plus florissante colonie, sont réduits, doit paraître étrange à quiconque a la plus légère notion des principes de droit naturel: la misère et la douleur accablent la plus grande partie de cette classe précieuse, et c'est au nom de *l'humanité* qu'on la traite si inhumainement...!»⁷⁰⁸.

Ad oggi, la fonte migliore per seguire gli sviluppi dei rapporti tra i coloni in Francia, tra quelli negli Stati Uniti e tra i deputati clichyens rimane il quotidiano *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, pubblicato dal 18 agosto 1796 al 6 luglio 1797 e poi confluito ne *Le Parisien, Journal général du commerce, des manufactures, des arts, de l'agriculture et des colonies*⁷⁰⁹. Gli animatori del foglio furono i coloni di Santo Domingo Pierre Louis Chotard Ainé, Louis-Jean Clausson e René-Ambroise Deaubonneau: tutti e tre *planteurs*, proprietari di *cafeteries* nell'isola, questi coloni avevano giocato un ruolo di primo piano sia a Santo Domingo negli anni 1789-1793 come membri dell'Assemblea di Saint-Marc e poi della seconda Assemblea Generale e poi a Philadelphia, animando l'assemblea dei coloni rifugiati e divenendone i componenti più influenti. Per tali ragioni, tutti e tre vennero eletti a rappresentare gli interessi dei coloni rifugiati in Francia nel 1794 e tutti e tre comparvero tra i nomi degli accusatori di Sonthonax e Polverel nell'*Affaire des Colonies*. Grazie alla libertà di stampa garantita dalla Costituzione del 1795 e alle precedenti attività di giornalista di Chotard Ainé, che a Philadelphia aveva collaborato con lo stampatore editore Peter Parent al suo *Courrier Français*, nell'estate del 1796 nacque il *Journal Historique*, vero e proprio punto di riferimento della lobby coloniale e laboratorio di sperimentazione delle nuove ideologie che stavano prendendo forma negli stessi anni.

Il giornale veniva pubblicato sette giorni su sette, inclusa la domenica e nelle occasioni di dibattito particolarmente intenso potevano addirittura comparire delle edizioni straordinarie. Lo stampatore editore a cui si fece riferimento per la stampa del giornale fu Jean-Joseph

⁷⁰⁸ *Ibidem*.

⁷⁰⁹ BNF, NAF 23114.

Laurens, detto Laurens Ainé, *imprimeur-libraire* in Rue d'Argenteuil n°211. La collaborazione con Laurens non sorprende: la gran parte dei libelli dei coloni accusatori di Sonthonax e Polverel provenivano dalla sua tipografia⁷¹⁰ e la sua amicizia con Chotard Ainé e con Brulley era infatti talmente nota che dopo il 18 fruttidoro anno V la stamperia subì dure perquisizioni che ne interruppero l'attività fino al Colpo di Stato del 18 brumaio anno VIII⁷¹¹. Al montare delle accuse contro le attività ritenute monarchiche e controrivoluzionarie dei coloni e dei loro alleati clichyens, i redattori del foglio decisero prudentemente di terminare le pubblicazioni sotto il nome di *Journal Historique* e di farlo apparire sotto il titolo, ben più moderato, di *Le Parisien, Journal général du commerce, des arts et de l'agriculture*. La scelta sembrò premiare gli autori, che sebbene inseriti nelle liste di deportazione istituite con la legge del 21 fruttidoro anno V contro i giornalisti e redattori controrivoluzionari, riuscirono a salvare il secondo foglio dalla censura e a garantire il proseguimento della pubblicazione⁷¹².

Sappiamo infatti che dopo il mandato d'arresto i tre coloni si diedero alla fuga: Chotard Ainé non riuscì a fuggire, venne catturato e deportato nell'Ile-de-Ré e venne messo sotto sorveglianza nella cittadina di Saint-Martin dove rimase fino al colpo di stato di Brumaio; Clausson riuscì ad allontanarsi e Deaubonneau addirittura rimase a Parigi nascosto, continuando però ad amministrare i propri affari e, soprattutto, continuando a gestire *Le Parisien* grazie alla collaborazione con il colono rimasto "incensurato", Jean Augustin

⁷¹⁰ Si contano all'incirca più di una trentina di libelli pubblicati solamente tra il 1794 e il 1795 a nome dei coloni di Santo Domingo nella sua stamperia. Citeremo, a titolo indicativo, solamente: Augustin-Jean Brulley, *Résultats de la Révolution quant au commerce, à la marine et aux colonies*, Paris, Laurens, 1794; Brulley, Clausson, Deaubonneau, Duny, Millet, Page, Verneuil, *Les Terroristes de Saint Domingue dénoncés à la Convention nationale*, Paris, Laurens, 1794.

⁷¹¹ Jeremy Popkin, *The Right-Wing Press*, cit.; si veda anche la scheda sullo stampatore redatta dai conservatori della Bibliothèque Nationale de France: <https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb12229713n.public>. Per il fermo provvisorio sulla stamperia si vedano: *Les procès-verbaux du Directoire exécutif*, vol. 5, p. 165, séance du 23 messidor an VI (11 luglio 1798) e AN, F/7/7524/A. Sui legami tra Chotard Ainé, Brulley e Laurens Ainé si vedano invece AN, D/XXV/68 e D/XXV/79.

⁷¹² AN, F/7/7524/A; AN, AF/III/532, plaquette 3499, foll. 1-3, 5-32: «Police générale. Rejet de la réclamation de Chotard, Clausson et Deaubonneau, ce dernier en fuite, contre leur condamnation à la déportation par la loi du 22 fructidor an V, comme propriétaire, entrepreneur et directeur du *Journal des Colonies*, fondée sur ce qu'ils en avaient alors changé le titre en *Le Parisien, Journal général du commerce, des arts et de l'agriculture*». Si veda, per esempio, quanto riportato dall'ultimo numero del *Journal Historique*: «Cependant, nous ne renonçons pas à écrire encore sur les colonies, et c'est pour y parvenir que nous avons traité avec les propriétaires du journal *Le Parisien*, qui, à commencer de demain, joindra au titre de *Parisien, journal général du commerce, manufactures, arts et agriculture*, celui de *Colonies*. Cette feuille, justement estimée, contiendra un article *Colonies*. Elle sera d'autant plus intéressante pour nos souscripteurs, qu'elle traite, par les tableaux les plus exacts, du prix de tous les articles de commerce». *Journal Historique et Politique*, cit., 6 luglio 1797, n°324. L'informazione è poi confermata anche dal redattore de *Le parisien*, che infatti riportava: «Pour donner à notre journal un nouveau degré d'intérêt, nous y avons réuni le journal historique et politique de la marine et des colonies, dont nous nous abstiendrons de faire l'éloge, il est connu. Ainsi, à compter de ce jour, le *Parisien* sera augmenté d'un article *colonies*, qui traitera seulement, et avec l'impartialité qui a constamment caractérisé ce journal, de leurs produits, et de leurs rapports politiques avec la France et les pays étrangers.». *Le Parisien, journal général du commerce, des manufactures, des arts, de l'agriculture, et des colonies*, 8 luglio 1797, n°119.

Brulley⁷¹³. Infatti, in una lettera manoscritta trovata nell'ultimo numero de *Le Parisien* del nevoso anno VIII, si annotava che il «Journal de Commerce sous le titre de Parisien est suspendu par le manque de fonde du propriétaire Deaubonneau que s'est présenté au ministre de la police avec le Citoyen Brulley colon propriétaire son collaborateur»⁷¹⁴.

Queste brevi informazioni illustrano già da sé il *milieu* dal quale prese vita l'iniziativa editoriale, tanto quanto il *Prospectus* del giornale illustrasse largamente gli obiettivi del quotidiano: difendere la posizione dei coloni bianchi, dimostrare gli errori della Convenzione sulla base degli effetti della sua politica nei tempi presenti, discutere e intervenire pubblicamente sui dibattiti ai Consigli, informare i lettori sulla "vera" situazione di Santo Domingo tramite corrispondenti negli Stati Uniti e, infine, criticare la politica del Direttorio e dei suoi Commissari, nonché l'applicazione dei principi di uguaglianza e di libertà nella colonia.

Il giornale si strutturava secondo le regole dei quotidiani rivoluzionari parigini: al di sotto del titolo recava il motto «Point de Colonies, point de Commerce, Point de Commerce, plus de Marine», con cui ogni numero apriva la riflessione della prima pagina, dedicata esclusivamente al tema COLONIES o, in alternativa ÉTATS-UNIS. Le pagine seguenti normalmente erano occupate da notizie di carattere politico ed economico, da inserti riguardanti i proclami dei commissari e dei governatori, le lettere dei corrispondenti o da recensioni di libri comparsi in Francia o negli Stati Uniti. Infine, nella quarta e ultima pagina, venivano riportati gli estratti dei dibattiti al Consiglio dei Cinquecento e al Consiglio degli Anziani che più potevano interessare i lettori. A differenza di molti altri quotidiani, come lo stesso *Moniteur* o il *Journal des Débats et des Décrets*, le informazioni sui dibattiti erano riportate giornalmente di prima mano dagli stessi coloni che partecipavano alle sedute dei Consigli o che venivano informati dai deputati loro alleati su quanto fosse accaduto.

Va infine sottolineata la minuziosa attenzione alle vicende americane, che, da un primo spoglio e confronto con gli altri giornali parigini, sembrerebbe non aver eguali: innanzitutto, Chotard Ainé mantenne per tutto il soggiorno francese un forte legame con i propri committenti e con i coloni Peter Parent per Philadelphia e Jacques Delaire per Charleston⁷¹⁵. Il primo,

⁷¹³ Louis Petit, *Liste générale des déportés par la Loi du 19 Fructidor an V*, La Rochelle, J.F. Lhomandie, 1797, p. 8; George Bruley, *Les Antilles pendant la Révolution française d'après la correspondance inédite de Cesar-Dominique Duny*, Vannes, Egène Lafolye Éditeur, 1890: «Lettre de Duny à son ami Brulley, le 3 vendémiaire an VI. Tu sayras, quoique le Journal historique de la Marine et des Colonies n'existat plus depuis longtemps, que ses redacteurs Clausson, Chotard et Deaubonneau n'en ont pas moins été condamnés à la déportation. Le premier a fui loin de Paris, le second s'y cache, et le troisième ne couche plus chez lui, mais il continue à vaquer à ses affaires», pp. 41-42.

⁷¹⁴ BNF, LC2-942.

⁷¹⁵ HM, *Dupont Family Papers*, GR 3, Victor Du Pont, Series B Personal Papers, box 20, foll. 47-48.

essendo editore e stampatore, oltre ad inviargli le notizie e a riferirgli i dibattiti interni al mondo coloniale americano, gli spediva i numeri del suo *Courrier Français* e anche quelli del *Courrier de la France et des Colonies*, pubblicati dal suo avversario Gatereau⁷¹⁶. Inoltre, l'attenzione agli eventi del Nord America era una lente di osservazione diversa per poter criticare l'operato del Direttorio e della Terza Commissione, che con le azioni congiunte dei ministri plenipotenziari e dei commissari sembrava voler scientemente allontanare gli Stati Uniti dalla colonia e dunque ridurla alla fame.

Torneremo a breve su questo punto che merita una discussione più approfondita; per ora, invece, è bene porre particolarmente l'attenzione su una constatazione, apparentemente banale: coloni, deputati dei Consigli, esecutivo e loro agenti erano tutti concordi sul fatto che per il bene della Repubblica fosse necessario restaurare il sistema produttivo basato sull'economia di piantagione. Se tutti concordavano sulla necessità di mantenere il sistema della grande proprietà e di invitare i nuovi cittadini francesi a ritornare al proprio lavoro nelle piantagioni, diverse erano però le analisi e le prospettive che si aprivano sulle modalità di questo restauro del sistema economico e commerciale. Il problema girava attorno alla seguente questione: le colonie erano in grado di produrre e di esportare la stessa quantità di beni coloniali che aveva assicurato il commercio francese prima del 1789? La "dipartimentalizzazione", ovvero l'assimilazione giuridica dei territori d'oltremare alla Repubblica, implicava la rovina delle Antille francesi e, di conseguenza, della Francia intera?

Al fine di rispondere al quesito, l'attenzione fu tutta rivolta all'argomentazione più scientifica e, apparentemente, inoppugnabile: la statistica⁷¹⁷. I partigiani dell'abolizione, che erano i più desiderosi di provare il successo della transizione economica, cercarono di rassicurare e incoraggiare la Repubblica, insistendo sulla "tranquillità" dell'isola e il carattere fiorente delle colture. Si trattava soprattutto di rispondere agli attacchi della destra rispetto all'operato dei commissari e di provare che

«les noirs libres quoiqu'en disent les ennemis de ce système, ont démontré à tout homme qui connaît les cultures à Saint-Domingue que les noirs esclaves n'auraient pas opéré en deux ans un changement semblable à ce qui a été fait depuis dix mois [...] C'est par la confiance et des exhortations paternelles que nous avons pu infuser dans l'esprit des Noirs l'amour du travail et de l'ordre»⁷¹⁸.

⁷¹⁶ *Journal Historique et Politique de la France et des Colonies*, 19 settembre 1796, n°33.

⁷¹⁷ Caroline Oudin-Bastide, Philippe Steiner, *Calcul et Morale. Coûts de l'esclavage et valeur de l'émancipation (XVIIIe-XIXe siècle)*, Paris, Albin Michel, 2015.

⁷¹⁸ ANOM, CC9 A 14, *Julien Raimond au Ministre de la Marine*, 4 fructidor an V (21 août 1797).

Tramite la descrizione di una economia della piantagione in via di ripristino, il commissario Raimond difendeva la superiorità del lavoro libero appellandosi all'idea dell'"amore per il lavoro e per l'ordine" degli schiavi; allo stesso modo, poche righe più sotto aggiungeva un rassicurante quadro nel quale osservava che i nuovi *gérants* delle piantagioni sequestrate si stavano impegnando per il ripristino del lavoro e delle mansioni nelle *sucrieries*, mentre la produzione del caffè – che richiedeva una proprietà di medie o di piccole dimensioni e una manodopera ridotta – superava addirittura i livelli di produzione di prima del 1789⁷¹⁹.

Al contrario, i dati presentati dai coloni erano ben differenti e cercavano di contrastare l'immagine di Santo Domingo celebrata dai commissari con dei *tableaux* che paragonavano lo stato delle produzioni nel 1795 con quello pre-1790. Per esempio, il colono Limochel inseriva nel fondo del suo *La France demandant ses colonies* una tavola comparativa tra le produzioni a Santo Domingo nel 1790 e nel 1795, cercando di dimostrare come la Repubblica fosse in un deficit produttivo senza precedenti⁷²⁰. Ovviamente, le comparazioni avevano lo scopo ben preciso di condannare le misure prese dalla Terza commissione e, più ampiamente, di mostrare gli effetti "disastrosi" della Rivoluzione a Santo Domingo. Sottointesa a queste ricostruzioni vi era la critica all'emancipazione, che veniva individuata come la causa prima della rovina della produzione dell'isola. Anche quando i testi non si scagliavano apertamente contro l'abolizione della schiavitù, la struttura stessa della narrazione portava in quella direzione: tutte le memorie di questi mesi che dichiaravano di occuparsi del *plan général de restauration* raramente implicavano l'accettazione dell'emancipazione e più delle volte si costruivano a partire dallo stato fiorente dell'economia coloniale sotto l'Antico Regime, per poi elencare tutta una serie di prese di posizione della Madrepatria che avevano accompagnato il lento declino dell'isola.

Prendiamo ad esempio tre testi prodotti dai coloni oggi meno conosciuti di altri, ma che ottennero largo consenso nel 1796:

⁷¹⁹ *Ibidem*.

⁷²⁰ F. Limochel, *La France demandant ses colonies, ou Réclamations de l'Agriculture, du Commerce, des Manufactures, des artistes & des ouvriers de tous les départements, adressées au Corps Législatif, au Directoire & à toutes les Autorités Constituées de la République Française*, Paris, Volland, 1797, p. 100.

Tabella 1.12

Strutture delle opere scritte dai coloni nel 1796

Capitoli	F. Limochel, <i>La France demandant</i> ⁷²¹	G. Chastenet-Destere, <i>Considérations sur l'état présent</i> ⁷²²	Laplace [Gauthier], <i>Réflexions sur la colonie</i> ⁷²³
Cap. 1	<i>Coup d'oeil sur le commerce de la France avec ses Colonies avant la révolution</i>	<i>Situation de l'île Saint Domingue et de son climat</i>	<i>Des colonies de l'antiquité du moyen age</i>
Cap. 2	<i>Aperçu de quelques-unes des causes qui ont coopéré au bouleversement des Colonies</i>	<i>Le luxe en général</i>	<i>Fondation de la Colonie française de Saint Domingue</i>
Cap. 3	<i>Etat actuel des Colonies Françaises</i>	<i>La variation du sol de St. Domingue, sa fécondité et son commerce</i>	<i>De l'objet que les nations modernes se sont proposé en fondant leurs colonies</i>
Cap. 4	<i>De l'Esclavage chez les peuples anciens & modernes</i>	<i>Réflexions sur le commerce de France avec les îles, le monopole des négociants et des intendants</i>	<i>De l'influence de l'étranger sur les malheurs de St.Domingue</i>
Cap. 5	<i>De l'état des Nègres en Afrique, comparé avec celui de leur existence dans les Colonies Françaises, & en particulier à Saint-Domingue</i>	<i>Moyens de procurer à la métropole tout ce qu'elle est en droit d'attendre du rétablissement de St.Domingue</i>	<i>État actuel de Saint Domingue, des mesures adoptées pour la rétablir</i>
Cap. 6	<i>Quelques idées sur les moyens d'éviter la destruction absolue des Colonies Françaises, & de ranimer l'industrie nationale</i>	<i>L'aggrandissement d'une colonie amène nécessairement un changement dans ses lois, ou la formation des lois</i>	<i>Suite du précédent; du noir; des obstacles qu'opposeront aux plans projetés</i>
Cap. 7	<i>De la partie Espagnole de St. Domingue</i>	<i>De l'esclavage des nègres et de leur liberté</i>	<i>Du décret du 16 Pluviose; de l'application de la constitution française à la colonie</i>
Cap. 8	<i>Des obstacles que la Constitution semblerait apporter à la répopulation de nos Colonies</i>	<i>Preuve de l'impossibilité de faire régner une liberté générale dans les colonies françaises</i>	<i>Suite du précédent; de la partie espagnole de Saint- Domingue</i>
Cap. 9	<i>Nouveaux éclaircissement sur les Colonies</i>	—	—

⁷²¹ *Ibidem.*⁷²² Gabriel Chastenet-Desterre, *Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue, ouvrage Politique et Législatif, adressé au Commerce et aux amis de la prospérité Nationale*, Paris, s.e., 1796.⁷²³ Laplace [Gauthier], *Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue, ou Examen approfondi des causes de sa ruine et des mesures adoptées pour la rétablir; terminées par l'exposé rapide d'un plan d'organisation propre à lui rendre son ancienne splendeur*, voll. 1-2, Paris, Garnery, 1796.

Seppur differenti, i testi presentavano la stessa struttura modulare, che partiva dall'analisi della situazione precedente al 1789, dipinta come un momento di idillio e di massimo splendore del commercio e della potenza francese. Presentare la condizione della Francia d'Antico Regime richiamava immediatamente all'immaginario controrivoluzionario di un mondo perduto, anche per sempre, ma del quale era bene avere memoria per poterlo riproporre. Non a caso, subito dopo l'analisi della situazione prerivoluzionaria i testi si interessavano tutti alla condizione degli schiavi, alla storia della schiavitù nell'antichità e alla resa del lavoro servile nel sistema coloniale. Solo dopo aver a lungo discusso della schiavitù e della tratta si passava allora alla loro emancipazione, quasi che alla causa della prosperità dell'isola si dovesse immediatamente passare al suo contrario, alla sua più grande sventura: l'abolizione.

Costruire la trattazione sugli opposti – commercio prima e dopo il 1789; schiavitù antica e schiavitù moderna; lavoro servile / lavoro libero – aiutava gli autori a portare autonomamente il lettore dove volevano che arrivasse, direzionandolo verso l'immediata constatazione che solo la restaurazione della schiavitù avrebbe permesso alla Francia di tornare la grande potenza di un tempo. Per farlo però, tutti e tre i testi introducevano un'ulteriore opzione: l'impossibilità di applicare la costituzione francese nelle colonie senza modifiche e integrazioni e la critica al sistema di integrazione repubblicana.

Solo allora, dopo il trittico ricchezza pre-1789 / schiavitù / differenziazione coloniale, si potevano finalmente presentare i piani di restauro coloniale, che avrebbero però dovuto tenere conto di tutti i precedenti fattori elencati. Queste strutture testuali erano molto più della semplice retorica, perché tracciavano il programma politico dei sostenitori della schiavitù, che non poteva scindersi da una radicale modifica dei presupposti repubblicani e minarne particolarmente la portata universale. Per questo, raramente i testi si dilungavano in progetti pratici sulla struttura degli ateliers, sulla loro riconversione o sulle modalità tramite le quali trasformare il lavoro servile in manodopera retribuita; al contrario, *prima di* pensare alla riorganizzazione della produzione agricola delle piantagioni, si attenevano ad analisi sul passato, a critiche sulle scelte politiche del governo presente e ai modi per modificare l'esistente.

Ovviamente, non tutti i coloni condividevano all'unanimità l'erosione sistematica dei principi istituiti dalla legge del 4 pluvioso anno II e benché concordassero sulla rapidità e la

leggerezza con le quali era stato emanato il decreto, molti di loro accettarono di buon grado la libertà generale e cercarono di cogliere le possibilità lasciate aperte dalla Costituzione. Era questo il caso di Marc-Antoine Avasse, colono *gérant* della piantagione Paroy, proprietario di una *cafeterie* a Cap Français e *léopardin* di Saint-Marc, poi emigrato a Philadelphia, dove sottoscrisse l'atto di accusa contro Sonthonax e Polverel e dove partecipò attivamente alle sedute dell'assemblea dei coloni almeno fino al 1796⁷²⁴. Avendo lavorato come *gérant* per la grande *sucrierie* della famiglia assenteista De Paroy, Avasse poteva vantare delle approfondite conoscenze tecniche sulla gestione di una piantagione, sulla divisione del lavoro e sul rapporto tra agricoltura, rendita, spese per la produzione ed eccedenze. Mettendole a profitto del governo repubblicano e consolare, egli propose diversi piani tecnici di riorganizzazione del lavoro che cercassero di accordare la nuova manodopera con l'antico sistema della piantagione⁷²⁵. Il primo di questi, *Moyens pour rétablir la culture à Saint-Domingue*, non si occupava solamente della struttura interna di una *sucrierie*, bensì della costruzione più generale del nuovo impianto economico-produttivo dell'isola e dei suoi rapporti con la Madrepatria. Inoltre, l'obiettivo era quello di conciliare la struttura della grande proprietà terriera sulla quale si immaginava basata la ricchezza dell'isola e la conquista della libertà dei neri:

«L'exécution de cette administration, confiée à un administrateur éclairé, le portant à fixer ses premières vues sur l'adoucissement d'état dont les cultivateurs noirs doivent jouir par le nouvel ordre de choses, méditera tout ce qui doit s'ensuivre pour qu'il puisse se maintenir en le conciliant avec les droits des propriétaires des terres, et les charges que leurs manufactures se contraignent de supporter»⁷²⁶.

Innanzitutto, secondo Avasse era necessario che la Repubblica operasse un censimento di tutte le proprietà dell'isola, valutando per ciascuna i danni, la rendita prevista e quella effettiva, la struttura, i beni mobili e quelli immobili e l'uso al quale fosse adibita. Una volta stabilito lo stato delle proprietà, sarebbe stato necessario richiamare i proprietari bianchi e ricollocarli alla guida della piantagione, ad esclusione di quanti fossero definitivamente iscritti nelle liste

⁷²⁴ AAE, 4MD/14, foll. 45-48, *Les Commissaires et les Colons de Saint-Domingue à la Convention nationale; Liste définitive des propriétaires de biens situés dans les Colonies*, Paris, Imprimerie de la République, 1799, p. 2; AN, F/12/2743, dossier Marc Antoine Avasse; Paul Cheney, *Cul de Sac*, cit., p. 52.

⁷²⁵ ANOM, COL F3 reg. 161, Marc-Antoine Avasse, *Etablissement d'une sucrierie en brut de la partie du Nord de St. Domingue*, 1795; ANOM, COL CC9 C1, Marc-Antoine Avasse, *Moyens pour rétablir la culture à St. Domingue, dans les autres Colonies, et mettre en valeur les habitations appartenantes à la République*, 1796; Marc-Antoine Avasse, *Tableau comparatif des productions des colonies françaises aux Antilles, avec celles des Colonies anglaises, espagnoles et hollandaises, de l'année 1787 à 1788*, Paris, Goujon, 1799; AN, AF/IV/1212, Marc-Antoine Avasse, *Mémoire en deux parties sur le rétablissement de la culture des colonies françaises*, 1802.

⁷²⁶ ANOM, COL CC9 C1, Marc-Antoine Avasse, *Moyens*, cit.

d'emigrazione e non potessero più far rientro nella colonia. I beni sequestrati agli *émigrés* a loro volta dovevano essere valutati, divisi in lotti e rivenduti come singole piantagioni; nel caso di piantagioni di canna da zucchero particolarmente redditizie, la Repubblica avrebbe dovuto assicurarsi la proprietà, trasformando la piantagione in un atelier nazionale.

Avalle dava una certa importanza agli atelier nazionali, che considerava il mezzo più sicuro per dimostrare ai neri liberi che il rientro dei loro padroni e il loro ritorno al lavoro nelle piantagioni non significassero un possibile ritorno in auge della schiavitù. Inoltre, gli atelier della Repubblica avrebbero dovuto fungere da modello per quelli privati, in modo che i proprietari di questi ultimi avrebbero potuto conformarsi ad un sistema sicuro che garantisse loro il buon funzionamento della piantagione nonostante il nuovo sistema della libertà e che li obbligasse a rispettare i nuovi diritti dei coltivatori⁷²⁷.

Inoltre, rispettando la convinzione settecentesca per la quale solo gli africani avevano il fisico adatto al lavoro nei campi, Avalle proponeva di continuare a popolare l'isola di abitanti dell'Africa con un sistema di trasporto organizzato direttamente dalla Repubblica. Rifiutando la tratta in senso stretto, considerata un abominio contro i diritti umani e un fenomeno in disaccordo con quanto prescritto dall'articolo XV della *Dichiarazione dei diritti e dei doveri* del 1795, il colono proponeva un sistema di *engagement* volontario degli africani, ai quali sarebbe stato garantito il trasporto sicuro fino a Santo Domingo e l'inserimento in un atelier, dove avrebbe potuto risiedere con la propria famiglia. In quanto *engagé*, l'africano stipulava un contratto per il quale concedeva dei mesi di lavoro gratuito nei campi per risarcire la Repubblica delle spese di trasporto atlantico; dopo questo tempo, egli avrebbe potuto finalmente accedere alla cittadinanza civile francese e lavorare nella piantagione retribuito.

Le retribuzioni previste erano diverse a seconda del mestiere che i coltivatori erano in grado di sostenere e le paghe non erano distribuite in denaro, ma in prodotti della piantagione che i lavoratori avrebbero potuto rivendere sul mercato. In questa scelta vi era ben poco di filantropico: la ricerca di metodi per mantenere l'ordine pubblico e per far sì che i neri lavorassero nella piantagione con solerzia e abnegazione spinse Avalle a prevedere un sistema per il quale i coltivatori si sentissero quasi degli *associés* della piantagione, ricevendo come

⁷²⁷ «Le Gouvernement considérant ces biens devoir produire de grandes ressources à la République, par le fort capital que présenteront toutes ces habitations réunies, en prenant le part de les vendre, doit considérer aussi, qu'il y aurait de grands avantages à en conserver un certain nombre à sa dépendance; non seulement, parce qu'elles produiraient des revenus à subvenir aux dépenses des colonies, mais parce qu'il n'appartient qu'au gouvernement d'établir le mode d'administration et de régie pour chaque genre de culture, qui puisse inspirer la confiance et la soumission à tous les citoyens cultivateurs qui seront attachés aux habitations: ainsi que donner des principes surs à tous les propriétaires, qui ne pourraient s'en écarter sans craindre de provoquer des troubles dans leurs ateliers, préjudiciables à leur véritables intérêts et de fixer sur eux la surveillance du gouvernement pour les empêcher de s'en éloigner, en exigeant des cultivateurs ce qui ne serait pas juste, ni conforme aux travaux des habitations appartenant à la République, sur les quelles les yeux des cultivateurs seront toujours attachés.». *Ibidem*.

stipendio $\frac{1}{4}$ del valore netto della loro produzione annua. A corollario di tutto ciò, il colono aggiungeva che per fini di polizia e di ordine pubblico fosse consigliabile che i coltivatori vivessero nella piantagione, in abitazioni specifiche e che potessero di conseguenza accedere ai magazzini dei viveri per potersi alimentare senza dover ogni volta recarsi al mercato cittadino.

Nella memoria del 1796 non si esprimeva sulla natura dei neri e la loro possibilità di emanciparsi definitivamente dal lavoro nei campi e di poter a loro volta accedere alla proprietà. Al contrario, l'accesso dei neri alla proprietà sembrava fortemente ostacolato: promuovendo la scelta del vitto e dell'alloggio nella piantagione – costi che il proprietario bianco avrebbe potuto scalare dalla paga dovuta ai coltivatori – Avalle bocciava l'usanza di lasciare ai neri le zone boschive delle piantagioni nelle quali poter gestire piccoli appezzamenti di terreno per la propria sussistenza e proponeva di creare dei magazzini di viveri con i prodotti europei e nordamericani. Egli, infatti, sosteneva che gli africani non fossero sufficientemente in grado di gestire la rotazione delle colture e che, una volta resi i terreni incolti, il padrone si trovava a disboscare altre zone boschive a ridosso delle montagne, abbandonando le ormai aride terre precedentemente lavorate⁷²⁸.

Va infine segnalato che il progetto di Avalle non nasceva dal semplice calcolo economico: egli non interveniva nel dibattito per verificare se la libertà dei neri fosse più o meno conveniente al sistema economico e commerciale della Francia. Nel suo testo non vi era alcun ragionamento che cercasse di convincere sull'effettiva potenzialità della libertà e nemmeno vi apparivano delle considerazioni che mostrassero le sue resistenze all'idea dell'emancipazione. Certo, come molti coloni, condivideva la convinzione che il processo avrebbe dovuto esser gestito con gradualità, ma ciò non lo mise mai nella condizione di criticarne gli esiti o le ragioni generali. Accettava l'emancipazione come un dato di fatto, come una realtà che prima o poi sarebbe dovuta emergere: era forse una forma di opportunismo davanti all'irreversibilità del fatto compiuto? Tutto può essere, ma rimane un dato importante da valutare: da queste posizioni Avalle non si sarebbe mai discostato, neanche nella sua ultima memoria al Console Bonaparte del 1802 nella quale discusse un programma di riconquista dell'isola e di restaurazione del sistema coloniale. Al contrario, la pace di Amiens era, secondo Avalle, il momento di rifondazione del patto coloniale tra Nuovo e Vecchio mondo, l'occasione

⁷²⁸ «Les hommes de journée pour la culture et employé comme tels à Saint Domingue, n'ont aucune connaissance des mesures conservatrices des terres, même de celles destinées à leurs besoins, par l'habitude qu'ils ont jusqu'aux dernières années qui ont précédé la Révolution, d'avoir à leur volonté des terrains boisés qu'ils abattaient pour mettre en culture de vivres, d'où il a résulté que sur un grand nombre d'habitations, ces terrains après 4 à 5 années et moins, ne produisant plus de vivres abondamment, surtout lorsque la culture en était négligée, obligeaient les propriétaires à de nouveaux sacrifices de terrains boisés pour établir de nouvelles places à vivres». *Ibidem*.

nella quale la Francia avrebbe dettato la linea dell'emancipazione all'Inghilterra per liberare i suoi schiavi e renderli, finalmente, dei liberi coltivatori:

«La Puissance Anglaise a la première donné l'élan vers l'affranchissement des africains; la République a consommé ce bienfait: l'Angleterre ne peut donc désavouer ce principe qu'elle a reconnu tacitement, et il ne reste plus à la République que de présenter des conventions et des règlements pour ses colonies, qui en consolidant son grand œuvre, ne donnent lieu à provoquer dans les autres colonies, aucuns mouvements que ceux qui doivent s'y opérer graduellement pour le bonheur commun et la prospérité à jamais du Régime de l'Esclavage»⁷²⁹.

Seppure non fosse sicuramente un entusiasta, Avasse aveva compreso bene come la posta in gioco fosse alta e che non si potesse più ridurre gli africani alla schiavitù. Per questo, nel tentativo di salvaguardare un sistema economico che, a detta sua e di molti altri repubblicani⁷³⁰, era l'unico che avrebbe potuto riportare la Francia al suo antico splendore, era stato disposto ad elaborare secondo nuovi criteri il ritorno dei neri al lavoro nei campi, riconoscendo loro la libertà, pur cercando allo stesso tempo di contenere i danni di questa concessione, tenendoli il più lontano possibile da quanto, nel 1795, definisse loro non uomini liberi, ma cittadini: l'accesso alla proprietà⁷³¹.

Marc-Antoine Avasse, parlando dei proprietari che avrebbero dovuto tornare a capo della gestione delle loro piantagioni, non faceva segreto del fatto che i soli in grado di gestirle adeguatamente potessero essere coloro che già avevano sviluppato le conoscenze agronomiche, tecniche, economiche e commerciali durante l'Antico Regime. Sebbene non negasse la necessità di modificarne i costumi, particolarmente riguardo la ferocia e il trattamento inumano verso i loro schiavi, Avasse non aveva dubbi che il primo passo per la riorganizzazione coloniale

⁷²⁹ AN, AF/IV/1212, Marc-Antoine Avasse, *Mémoire*, cit.

⁷³⁰ Secondo un adagio non molto diverso dal motto del *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, Avasse affermava: «Tout bon français jaloux de la prospérité de son Pays ne doit cesser de répéter "Point de commerce extérieur sans Marine! ...Point de Marine sans Colonie! ...et Point de grande existence commerciale ni de balance en faveur de la République sans Colonies!». *Ibidem*.

⁷³¹ Sui limiti dell'adattamento del sistema di economia della piantagione all'emancipazione, si vedano le riflessioni di Bernard Gainot, "La République comme association de citoyens solidaires. Pour retrouver l'économie politique républicaine (1792-1799)", in Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Regent, Pierre Serna, *Pour quoi faire la révolution*, Paris, Agone 2012, pp. 149-180; e pure Caroline Oudin-Bastide, *Travail, capitalisme, et société esclavagiste. Guadeloupe, Martinique (XVI-XIX siècles)*, Paris, La Découverte, 2005. Sulla persistenza del sistema basato sulla coltura della canna da zucchero e del caffè anche dopo l'Indipendenza di Haiti si veda: Paul Cheney, "La Persistance de l'Ancien Régime à Haiti: mode de production et idéologie nationaliste", cit.

consistesse nella riconsegna delle terre ai proprietari e nel censimento di quelle rimaste abbandonate ai fini di lottizzarle e rivenderle o trasformarle in ateliers repubblicani. Su questo punto i coloni non potevano che concordare all'unanimità sul fatto che solo i proprietari bianchi avessero l'esperienza necessaria per poter rimettere in moto la *machine coloniale* a pieno titolo. In questa riconquista di un ruolo dei coloni nella costruzione dell'economia repubblicana, molti di loro si impegnarono nella pubblicazione di testi a carattere tecnico-scientifico che celebrassero le loro conoscenze⁷³².

Al di là delle ristampe della rinomata *Précis sur la canne à sucre* di Dutrône de la Couture⁷³³, le memorie e le opere dedicate al tema della coltivazioni a Santo Domingo si moltiplicarono negli anni 1795-1799, con un picco particolare dopo il Colpo di Stato del 18 Fruttidoro⁷³⁴. Prima di questa data, le memorie avevano un carattere più politico e meno tecnico e potremmo affermare che la tecnica fosse apertamente al servizio della politica: i piani di ricostruzione agricola della piantagione erano spesso ridotti rispetto alle osservazioni di carattere politico sulla manodopera servile, sull'integrazione repubblicana e sull'emancipazione. Dopo l'estate del 1797, il Colpo di Stato non lasciò più molto spazio per le argomentazioni a favore della schiavitù e della differenziazione coloniale, così i coloni si dedicarono ad opere soprattutto di carattere tecnico, economico e commerciale sulla produzione coloniale, celando i dubbi verso il nuovo sistema di libertà e mostrandosi quanto più possibile simpatizzanti del nuovo corso repubblicano. La virata verso le rubriche commerciali ed economiche de *Le Parisien*, erede del *Journal Historique et Politique* ne era la prova, così come la memoria pubblicata da Jean-Augustin Brulley sulla produzione della cocciniglia e il suo discorso tenuto al Lycée des Arts nel 1796 sull'importanza di reintegrare i coloni per l'impianto di questa nuova organizzazione produttiva:

⁷³² Jean-Luc Chappey, *La Révolution des sciences. 1789 ou le sacre des savants*, Paris, Vulbert, 2020; Patrice Bret, Maria Pia Donato, Michael A. Osborne, François Regourd, Emma C. Spary, "Science et Empire", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019 (n°396), pp. 121-146; Paul Cheney, "The Colonial Machine Dismantled: Knowledge and Empire in the French Atlantic", in *Past and Present*, 2013 (n°219), pp. 127-163.

⁷³³ Dutrône de la Couture, *Précis sur la canne et sur les moyens d'en extraire le sel essentiel, suivi de plusieurs Mémoires sur le Sucre, sur le Vin de Canne, sur l'Indigo, sur les Habitations & sur l'état actuel de Saint-Domingue*, Paris, Dubuisson – Desenne, 1790.

⁷³⁴ Si segnalano qui, a titolo indicativo, le memorie e le opere squisitamente dedicate alle colture coloniali o aspetti della loro produzione, senza comprendere quelle a carattere politico al cui interno vi erano capitoli specifici sulle colture: Jean-Baptiste Poyen de Sainte-Marie, *De l'exploitation des sucreries ou Conseils d'un vieux planteur aux jeunes agriculteurs des colonies*, Paris, s.e., [1792]; ANOM, COL F3, reg. 161, Hapel Lachénais, *Comparaison de la Canne d'Otaïti avec celle dite du Pays*; ANOM, COL F3, reg. 161, Anonimo, *Prospectus concernant la culture de l'Anil*, 1794; Pierre Joseph Laborie, *The Coffee planter of Saint-Domingue*, London, Cadell, 1798; ANOM, COL F3, reg. 161, Anonimo, *Observations sur la culture de la canne à sucre dans les Antilles et particulièrement de la canne à sucre d'Otaïti*, 1798; Daniel Lescallier, *Notions sur la culture des terres basses*, Paris, Buissons, 1798; ANOM, COL CC9 A18, Blanchard, *Moyens de raviver la culture, la surveillance des cultivateurs*, 1798; ANOM, COL F3, reg. 161, Cossigny, *Extrait du Mémoire sur la Canne à Sucre lu dans la Séance de la Société d'Agriculture du Département de la Seine*, 1799; Gabriel Chastenet-D'Esterre, *La Science du cultivateur américain*, s.l., s.e., 1799.

«Le citoyen Brulley a ajouté au mérite de ses éducations un moyen mécanique [...] Ces établissements ont été connus à S. Domingue de plusieurs commissaires dont le certificat est ci-joint et qui en attestent le succès jusqu'au moment où les troubles survenus, l'ont obligé d'abandonner ses nopalleries pour venir ici remplir une mission importante. Bientôt, sans doute, les triomphes de la République, étendant son influence au-delà des mers, contribueront à rétablir nos relations coloniales et la France jouira alors pleinement de cette utile culture»⁷³⁵.

Apparentemente, concordare sulla struttura del sistema economico e sulla necessità che ai vertici vi fossero i più “capaci” sembrava cosa facile e dagli esiti scontati: richiamare i proprietari delle piantagioni e risarcirli nel caso in cui le proprietà fossero state completamente distrutte dalle devastazioni sembrava ai coloni l'unica opzione possibile, che fossero simpatizzanti dell'abolizione o meno⁷³⁶.

⁷³⁵ Jean-Augustin Brulley, *Essai sur la cochenille et le nopal, pour servir à l'histoire de l'établissement de la première Nopalerie Française dans l'Ile Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie du Lycée des Arts, 1796.

⁷³⁶ Per esempio, il colono Couturier de Saint-Claire, amico del deputato Samuel Dupont de Nemours, scriveva a quest'ultimo che, sebbene l'emancipazione fosse oramai un dato compiuto, andava regolarizzata e integrata al sistema produttivo vigente: «Cet état de choses semble n'attendre que d'être régularisé. On a déjà proposé quelques mesures partielles préparatoires commandées par l'amour de l'ordre, par la justice la plus rigoureuse, par la politique la mieux entendue. 1° le remplacement d'agents prévaricateurs et féroces par d'autres honnêtes, sages, capables de vouloir le bien et de le faire; 2° la proclamation d'une amnistie pour faire rentrer dans l'ordre et la subordination tous les hommes égarés; 3° le rappel indéfini et sans restriction de propriétaires qui avaient fui pour se soustraire aux poignards et aux violences des anarchistes et des tyrans. Ce rappel est d'autant plus nécessaire que tout homme n'est pas propre à les remplacer, il faut avoir acquis une certaine expérience, une grande partie de ceux qui courent cette carrière y succombent avant d'y être parvenu ou doit être rassuré sur les suites de leurs préjugés, ils les ont perdu à l'école du malheur. 4° la réintégration dans leurs propriétés sous condition équivalentes à l'expropriation.». HM, *Dupont Family Papers*, GR E Pierre Samuel Dupont de Nemours Papers, 1791-1817, box 34, foll. 90-105, Couturier St. Clair, *Mémoire sur les moyens de rétablir l'ordre, la culture et l'industrie dans les colonies françaises*, [1796].

4.2 Soccorrere o indennizzare?

Ma come poter far ritornare i coloni e garantire loro la sicurezza necessaria per rientrare in possesso delle loro proprietà e far ripartire le piantagioni? Ecco che allora, su coordinate ben differenti rispetto a quanto abbiamo visto per il caso degli Stati Uniti, anche in Francia si aprì un lungo dibattito sui soccorsi ai coloni che interessò gli anni repubblicani della Convenzione nazionale e poi del Direttorio, così come quelli del Consolato, della Restaurazione e infine, anche quelli della Monarchia di Luglio. Il tema dei soccorsi si intrecciava con altre questioni, prima fra tutte quella degli indennizzi ai proprietari le cui piantagioni erano state distrutte dalla guerra o quella dell'emigrazione come criterio per determinare chi fosse meritevole di ricevere gli aiuti e chi no. Allo stesso modo però, la discussione sui soccorsi riapriva un lungo e più complesso contenzioso sulla struttura della repubblica e sulle figure che avrebbero dovuto figurare ai vertici del suo sistema, così come sul rapporto con l'altra repubblica d'oltreoceano, che si prodigava a soccorrere uomini la cui fedeltà rivoluzionaria e repubblicana era stata più volte messa in discussione. Per questo paragrafo sarà allora necessario fare un breve passo indietro e risalire brevemente ai mesi dello scontro tra il ministro plenipotenziario Edmond Genet e i coloni a Philadelphia, per poi riattraversare l'Atlantico e vedere come il dibattito si sviluppò in Francia tenendo fermo sulla questione dell'integrazione repubblicana e dell'assimilazione coloniale.

Il tema dei soccorsi ai coloni permette inoltre di seguire a grandi linee una parte del dibattito in seno ai due Consigli e le differenti modalità con la quale venivano interpretati gli spazi aperti dalla Costituzione del 1795. Inoltre, per rendere il quadro dei soccorsi più chiaro, si concluderà la trattazione al 1802 e non al Colpo di Stato del 18 fruttidoro come previsto da questo capitolo. Spaziare ben oltre il 1797 ci permette di cogliere le sfumature del dibattito e soprattutto il ruolo che i coloni riuscirono a imporre ben oltre l'estate del 1797, incoraggiando l'opinione comune per la quale fosse necessario reintrodurli nell'isola al fine di rendere il commercio e l'economia al loro splendore passato.

Durante il dibattito sui soccorsi ai coloni rifugiati di Santo Domingo negli Stati Uniti, il deputato Thomas Fitzsimmons si lamentava delle discriminazioni che il ministro plenipotenziario Edmond Genet operava tra i coloni cosiddetti "patrioti" che meritavano l'assistenza repubblicana e quelli "aristocratici" che, al contrario, ne erano esclusi⁷³⁷. Curiosamente, mentre il deputato condannava Genet di fare della fedeltà politica il criterio principale nel soccorso ai rifugiati, quest'ultimo negli stessi giorni si lamentava con il Ministro

⁷³⁷ *The Debates and Proceedings in the Congress of the United States*. Third Congress, from December 2, 1793 to March 3, 1795, Washington, Gales and Seaton, 1849, p. 173.

degli Affari Esteri per denunciare il fatto che un gran numero di abitanti degli Stati Uniti «imbûs des mêmes préjugés et attachés par intérêt au système de l'Esclavage», simpatizzava con i *planteurs* di Santo Domingo e accordava loro i soccorsi sulla base del colore, definito «le terme de leur philosophie»⁷³⁸. In questo modo, l'azione di beneficenza dell'altra repubblica veniva valutata secondo le proprie convinzioni, specchio di due mondi che si guardavano, si incrociavano e si sconfessavano in nome delle proprie esperienze multiple, se non distinte.

Lo scarto tra lo stupore di Fitzsimmons e la condanna di Genet mostravano meno della realtà del paese osservato, che delle speranze e delle convinzioni del paese che rappresentavano: osservando le pratiche e i discorsi che le sostenevano infatti, il ministro plenipotenziario francese giudicava severamente l'incapacità degli americani di abbandonare i vecchi pregiudizi della razza e di abbracciare pienamente gli ideali di libertà ed eguaglianza che la Francia indicava a tutti i paesi che si liberavano dal giogo della tirannia. Così facendo, gli americani si erano talmente ancorati al mantenimento dell'ordine tramite il sistema della schiavitù che non erano a suo avviso capaci di distinguere adeguatamente i veri amici della causa repubblicana dai coloni controrivoluzionari. Al contrario, Fitzsimmons non comprendeva le azioni “fratricide” di Genet contro i coloni, che a suo avviso erano dei rifugiati forzati ad abbandonare la loro patria per evitare la morte. Insomma, da un lato si avvertiva il rischio del rovesciamento della repubblica tramite il ritorno della controrivoluzione al potere incarnata dagli aristocratici, dai coloni schiavisti e dagli émigrés; dall'altro, il rischio sembrava invece rappresentato dal contagio rivoluzionario di Santo Domingo, dalla «guerre de couleur» nel mondo atlantico e dal rovesciamento del difficile equilibrio tra stati e confederazione⁷³⁹.

A seguito dei lavori del ventesimo secolo sui rifugiati come soggetto e oggetto di studio, la storiografia dell'età delle rivoluzioni ha posto grande enfasi sulle migrazioni nel mondo atlantico. La riflessione sulla presenza degli emigrati e dei rifugiati francesi nelle potenze neutrali o nemiche della Francia ha dato origine a numerosi lavori centrati principalmente sulle questioni sociali, politiche e linguistiche poste dall'impatto delle migrazioni nel contesto d'accoglienza⁷⁴⁰. Tuttavia, mentre gli storici non hanno mancato di interrogarsi sull'influenza

⁷³⁸ Frederick J. Turner (dir.), *Correspondence of the French Ministers*, cit., p. 260.

⁷³⁹ Ashli White, *Encountering Revolution*, cit.; Rachel Hope Cleves, “La terreur des esclavagistes: la révolution française et les origines de l'abolitionnisme en Amérique”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2011 (n°363), pp. 85-107; James Alexander Dun, *Dangerous Neighbours*, cit.

⁷⁴⁰ Bruno Groppo, “Exilés, réfugiés, émigrés, immigrés: quelques tentatives de définition”, in Catherine Collomp, Mario Menéndez (dir.), *Exilés et réfugiés politique aux États-Unis 1789-2000*, Paris, CNRS Éditions, 2003, pp. 19-30; Dzovinar Kévonian, “Deux siècles de réfugiés: circulations, qualifications, internationalisation”, *Pouvoirs*, 2013 (n°144), pp. 17-32; Juliette Reboul, *French Emigration to Great Britain in Response to the French Revolution: War, Culture and Society, 1750-1850*, Basingbroke, Palgrave Macmillan, 2017; Laure Philip, Juliette Reboul (dir.), *French Emigrants in Revolutionised Europe. Connected Histories and Memories*, New York, Palgrave Macmillan, 2019.

delle migrazioni sulle sponde americane e inglesi, sulle ambivalenze tra solidarietà e ragion di Stato, sull'adozione di specifiche legislazioni volte a limitare e controllare i nuovi arrivi e sul processo di integrazione dei rifugiati nella costruzione amministrativa dello Stato, i dibattiti sull'esito dello stanziamento dei fondi per gli aiuti ai rifugiati, studiati per i paesi ospitanti, hanno omesso i dibattiti francesi sull'argomento⁷⁴¹. Infatti, se molti storici hanno commentato la nascita degli istituti di beneficenza per i coloni negli Stati Uniti, così come le pratiche di controllo e la legislazione caritativa americana alla luce delle questioni politiche che le emigrazioni comportavano, pochi di loro hanno messo in discussione il parallelo dibattito in Francia⁷⁴².

O meglio, il dibattito sui coloni e il loro statuto di rifugiati è stato comunemente assimilato alla definizione d'«émigré», termine coniato dal diritto rivoluzionario per qualificare l'emigrazione nobiliare volontaria, che inglobava antirivoluzionari e controrivoluzionari, considerati come dei traditori antipatriottici da bandire dalla società⁷⁴³. Parallelamente a questa tesi assimilazionista, vi è un'altra interpretazione, che fa delle leggi sui soccorsi una risposta alla domanda di assistenza ai coloni da parte dei dipartimenti sulla costa atlantica, un imperativo di soccorso contro l'indigenza analoga ad altre forme di mutuo soccorso per gli indigenti elaborate nell'anno II. La presenza delle leggi sui soccorsi esplicitamente dedicate ai coloni rifugiati e le Commissioni delle Colonie incaricate della loro elaborazione durante il Direttorio però, dovrebbero metterci in guardia dall'interpretarle come semplici forme di sostegno iscritte nella lotta contro l'indigenza e la povertà o dall'assimilarle semplicemente alle leggi sull'emigrazione⁷⁴⁴.

⁷⁴¹ I soli lavori ad essersi occupati delle leggi dei soccorsi sono la tesi di Darrell R. Meadows, *The Planters of Saint-Domingue*, cit.; Marcel Grandière, "Les réfugiés et les déportés des Antilles à Nantes sous la Révolution", in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 1977 (n°33-34), pp. 3-171; Manuel Covo, "Droit de la neutralité, pratiques de mobilité marchande et catégorisation politique à l'ère des révolutions : entre Antilles et États-Unis (années 1790)", in Éric Schnakenbourg, *Neutres et neutralité dans l'espace atlantique durant le long XVIII^e siècle, 1700-1820*, Bécherel, Les Perséides, 2015, pp. 185-209.

⁷⁴² Karin Rance, "Les émigrés de la Révolution française, de l'émigration politique à l'exil politique", in *L'Année Hugo au Sénat. L'exil et l'opposition politique d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Publications du Sénat, 2003, pp. 90-98; Allan Potofsky, "Émigrés et réfugiés de la Révolution française aux États-Unis", dans Catherine Collomp, Mario Menéndez (dir.), *Exilés et réfugiés politique aux États-Unis 1789-2000*, Paris, CNRS Éditions, 2003, pp. 33-50; Friedemann Pestel, "French Revolution and Migration after 1789", *European History Online*, 2017; Jan C. Jansen, "Aliens in a revolutionary world: refugees, migration control and subjecthood in the British Atlantic, 1790s-1820s", *Past and Present*, 2022 (n°255), pp. 190-231; Kirsty Carpenter, « British Government Aid to French Émigrés and Early Humanitarian Relief during the French Revolution », *Historical Reflections / Réflexions Historiques*, 2022 (n°48), pp. 51-68.

⁷⁴³ Sylvie Aprile, *Le Siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Éditions, 2010.

⁷⁴⁴ Per i meriti e i limiti di questo approccio si veda Friedemann Pestel, "The Colors of Exile in the Age of Revolutions: New Perspective for French Émigrés Studies", in *Yearbook of Transnational History*, 2021/4, pp. 27-69. Per una panoramica generale sulla povertà e le leggi a riguardo si veda Alan Forrest, *La Révolution française et les pauvres*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1986; Thierry Vissol, "Pauvreté et lois sociales sous la Révolution française 1789-1794", in Jean-Michel Servet (dir.), *Idées économiques sous la Révolution (1789-1794)*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1989, pp. 257-307.

Senza respingere queste interpretazioni, ci si propone di presentare l'elaborazione progressiva delle leggi sui soccorsi ai coloni rifugiati in Francia durante il Direttorio sotto una nuova luce. La finalità è quella di chiarire da quale cultura politica presero forma le leggi, quali le eredità accettate o contestate e quali i contesti nei quali esse presero forma e, soprattutto, a che tipo di repubblica immaginata si facesse riferimento nei dibattiti dei deputati. Ritornare sulla discussione attorno ai soccorsi ai coloni è l'occasione per riflettere sui legami con altri temi che verranno prossimamente affrontati, come quello tra *réfugiés* e *émigrés*, tra abolizione e cittadinanza, tra inclusione ed esclusione e, infine, tra repubblica e universalità.

Durante l'Assemblea legislativa l'assistenza pubblica era condivisa tra il Ministero degli Interni e il *Comité des secours publics*; poi, con la Convenzione, l'assistenza venne accorpata alle mansioni della *Commission des secours publics* e, infine, venne centralizzata tra il *bureau des hospices* e ripartita nelle varie divisioni del Ministero degli Interni durante il Direttorio. Fino al 1796, la più importante legge sui soccorsi dedicata ai coloni era stata proposta dalla *Commission des secours publics* nell'anno III; al contrario, nell'anno V, l'assenza della Commissione dei soccorsi e la necessità di chiarire l'identità e la posizione politica dei coloni fece sì che ad essere incaricata della materia fu la *Commission des Colonies*, che fino a quel momento non si era mai occupata esplicitamente della questione dei soccorsi. Le cose cambiarono infatti in occasione del dibattito del 30 novembre 1796, quando dopo la lettura di una petizione dei coloni rifugiati che reclamavano soccorso, il deputato Louis Pierre Dufay sollecitava la Commissione delle Colonie di provvedere a fare un rapporto sull'oggetto della questione⁷⁴⁵.

Dal 1794 al 1799, quattro leggi e più di cinque decreti furono votati dalla Convenzione nazionale e dai Consigli dei Cinquecento e degli Anziani. Un primo decreto, apparso l'8 frimaio anno II (28 novembre 1793), accordava la somma di 200.000 lire ai cittadini «*échappés du Cap et des autres cantons de Saint-Domingue*» per soccorrerli provvisoriamente fino al loro rimpatrio nell'isola. Il decreto, formulato dalla Convenzione a seguito del rapporto dei Comitati della Marina e dei Soccorsi riuniti, restava vago sulla procedura da tenere, delegando al ministro della Marina il compito di rendere le liste dei coloni beneficiari e di concertare le forze con il Comitato di salute pubblica al fine di rinviare il prima possibile i coloni nelle loro proprietà⁷⁴⁶. Qualsiasi riferimento alla fedeltà politica dei coloni passava sotto silenzio: il criterio era specificatamente umanitario e richiedeva solamente la presentazione da parte della municipalità o delle sezioni dei documenti che giustificassero lo stato di indigenza dei cittadini richiedenti.

⁷⁴⁵ *Journal des débats et des décrets*, n°401, p. 121.

⁷⁴⁶ «Décret relatif à des secours à accorder aux citoyens qui se sont échappés du Cap & des autres cantons de Saint-Domingue», dans *Collection Baudouin*, vol. 44, p. 87.

Lasciando aperta la possibilità di rientrare a spese della Repubblica nelle piantagioni, la sfiducia nei confronti dei coloni era tacitamente consegnata ad un loro eventuale rifiuto all'idea di rientrare nella colonia.

A rinforzare il decreto di frimaio anno II, il Comitato dei soccorsi propose allora la *loi biendaisante* del 27 vendemmiaio anno III (18 ottobre 1794), che formalizzava i criteri e le modalità di distribuzione dei soccorsi⁷⁴⁷. Ai rifugiati e i deportati con meno di 60 anni erano riconosciute 75 lire al mese, mentre alle donne e ai bambini al di sotto dei dodici anni 50 lire. Ai più giovani e agli anziani, infine, erano garantite 25 lire al mese. Tuttavia, la legge aggiungeva delle clausole ai decreti precedenti, restringendo il numero dei beneficiari: gli uomini che si rifiutavano di lavorare non avrebbero ricevuto alcun soccorso, mentre coloro che avevano trovato nel frattempo un impiego ricevevano un terzo dei soccorsi accordati. L'applicazione della legge era peraltro delegata alle municipalità, che organizzavano dei comitati di soccorso locali incaricati di valutare caso per caso e di versare le somme promesse dopo la ricezione del denaro dalla tesoreria nazionale⁷⁴⁸.

Promulgata durante l'*Affaire des Colonies*, la legge del 27 vendemmiaio anno III fu l'ultima proposta da un organo legato formalmente all'assistenza pubblica mirante a decentralizzare il processo di distribuzione e la scelta di chi potesse beneficiare dei soccorsi. La tabella qui di seguito mostra che tutte le leggi e i decreti successivi vennero formulati da una commissione specializzata negli affari coloniali istituita in seno al Consiglio dei Cinquecento, la *Commission des Colonies*.

Tabella 1.13

Leggi e decreti sui soccorsi ai coloni rifugiati in Francia

Data	Organo di redazione della legge o del decreto
27 frimaio anno II (28 novembre 1793)	Comité des secours publics; Comité de la Marine
7 germinale anno II (27 marzo 1794)	Comité de secours publics; Comité des finances
27 vendemmiaio anno III (18 ottobre 1794)	Commission des Secours publics
17 floreale anno IV (6 maggio 1796)	Commission des Colonies
28 termidoro anno IV (15 agosto 1796)	Commission des Colonies
17 frimaio anno V (7 dicembre 1796)	Commission des Colonies

⁷⁴⁷ «Décret qui accorde des secours aux citoyens réfugiés des départements et possessions françaises dans les colonies et en Corse, envahis par les brigands et autres ennemis de la république», dans *Collection Baudouin*, vol. 54, p. 180.

⁷⁴⁸ Su questo punto, si veda per esempio il caso della città di Nantes, ben illustrato dallo studio di Marcel Grandière, "Les réfugiés et les déportés des Antilles à Nantes", cit.

26 termidoro anno V (13 agosto 1797)	Commission des Colonies
6 pluvioso anno VI (25 gennaio 1798)	Commission des Colonies
28 germinale anno VII (17 aprile 1799)	Commission des Colonies

La prima Commissione delle Colonie nacque prima del nuovo regime instaurato dalla Costituzione dell'Anno III: creata il 20 settembre 1794, come abbiamo detto ebbe il compito non solo di preparare un rapporto sulle colonie, ma anche di organizzare il confronto tra i coloni e gli ex-commissari Léger-Félicité Sonthonax ed Étienne Polverel, al fine di pronunciarsi sul loro caso. La stessa Commissione, integrata con altri deputati, riprese e ampliò le sue funzioni con la nuova legislatura, divenendo una delle commissioni più potenti e quasi permanenti dell'intero periodo direttoriale. Esistono almeno sei diverse commissioni coloniali per gli anni 1795-1799, composte quasi esclusivamente dagli stessi deputati – ad eccezione della cesura del 18 fruttidoro anno V – i cui rapporti e progetti di legge ripercorrevano l'andamento politico della vicenda coloniale del Direttorio⁷⁴⁹.

Le commissioni erano previste dalla seconda parte dell'articolo 67 della Costituzione ed erano incaricate del lavoro di analisi legislativa; il loro funzionamento era regolato da un decreto del Consiglio dei Cinquecento del 27 termidoro anno IV (14 agosto 1796) che stabiliva l'iscrizione dei rappresentanti sui temi di loro preferenza, il ruolo del bureau nella scelta dei commissari e la durata dei lavori delle commissioni. A questo punto, così costituita la commissione proponeva un disegno di legge riferito dal suo portavoce, che dopo la delibera del Consiglio dei Cinquecento veniva trasmesso a quello degli Anziani per la sua approvazione. Una volta accettata, la risoluzione diveniva legge e veniva inviata al Direttorio esecutivo e pubblicata nel Bollettino delle Leggi per diventare esecutiva.

Nella maggior parte dei casi, le commissioni preparavano i progetti a seguito di un messaggio del Direttorio, che avvertiva i rappresentanti della necessità di pronunciarsi su una certa materia; in altri casi invece, le commissioni si formavano sulla base di pareri o progetti di legge provenienti direttamente dai rappresentanti⁷⁵⁰. Contrariamente a quanto osservato per le commissioni finanziarie, per quasi tutte le questioni riguardanti le colonie furono i

⁷⁴⁹ Bernard Gainot, "La constitutionnalisation de la liberté générale sous le Directoire", in Marcel Dorigny (dir.), *Les abolitions de l'esclavage: de L.F. Sonthonax à V. Schoelcher, 1793, 1794, 1848 : actes du colloque international tenu à l'Université de Paris*, Vincennes, Presses Universitaires de Vincennes, 1995, pp. 213-229. Sulla questione delle commissioni legislative durante il Direttorio si veda il recente articolo di Severine Antunes, "La compositions eds assemblées sous le Directoire: les commission au cœur de la construction de la loi", in *Hypothèses*, 2023 (n°24), pp. 263-272.

⁷⁵⁰ Francis Fiszleiber, "La pratique des finances publiques sous le Directoire (1795-1799). Des comités de la Convention aux commissions du Corps législatif", in *La Révolution française*, 2020 (n°17).

rappresentanti a richiedere la formazione di una commissione. Con il pretesto dell'emergenza, ad esempio, nacquero le tre commissioni coloniali costituite nel 1797 su richiesta dei deputati di Clichy che, mantenendo perenni le commissioni, le utilizzarono come una sorta di contropotere alternativo al Direttorio e alla Terza commissione civile. In effetti, se osserviamo la composizione di queste sei commissioni del Direttorio, abbiamo l'impressione di vedere in miniatura tutta la politica coloniale di quegli anni: da un lato, riflette le fazioni interne ai Consigli legislativi; dall'altro appoggia o respinge la competenza esecutiva del Direttorio nelle colonie.

Contrariamente a quanto accaduto durante l'Assemblea Nazionale con il *Comité des Colonies*, i territori d'Oltremare erano sotto il controllo diretto dei Consigli grazie all'articolo 6 della Costituzione che assimilava i domini coloniali alla Francia⁷⁵¹. Manuel Covo ha osservato che anche senza indurre un rapporto di causa-effetto, l'esistenza del Comitato delle Colonie presso l'Assemblea costituente e la Convenzione offriva un'argomentazione contro l'assimilazione che, al contrario, sotto il Direttorio non era assolutamente possibile⁷⁵². Tuttavia, i rapporti delle Commissioni delle Colonie della prima legislatura, dominate dai deputati *clichyens*, si spinsero in direzione contraria al principio costituzionale, considerando le colonie come entità distinte dalla Metropoli e avvicinandosi alle considerazioni del *Comité colonial* dell'Assemblea nazionale. Per reazione, subito dopo il Colpo di Stato del 18 fruttidoro anno V, il lavoro legislativo delle ultime due commissioni si svolse secondo il programma redatto nell'anno III: le *lois organiques*, infatti, specificavano chiaramente sia la dipartimentalizzazione delle colonie sia l'irreversibilità dell'abolizione della schiavitù su tutto il territorio della Repubblica⁷⁵³.

Possiamo allora facilmente constatare che le leggi dei soccorsi si inserivano nel processo legislativo di costruzione del diritto che non rispondeva ad imperativi di carattere assistenziale, bensì politico. I progetti di legge non erano più concepiti separatamente dai rapporti sulle colonie preparati dalle commissioni ed erano sempre più spesso l'occasione per discutere l'attività dei commissari, per mettere in discussione lo statuto dei possedimenti nelle Antille per riflettere sulle ragioni – e i torti – dell'abolizione e, più in generale, sulla storia rivoluzionaria

⁷⁵¹ «Les colonies françaises sont partie intégrante de la République, et sont soumises à la même loi constitutionnelle».

⁷⁵² Manuel Covo, «Le Comité des colonies. Une institution au service de la «famille coloniale»? (1789-1793)», in *La Révolution française*, 2012 (n°3).

⁷⁵³ Su questo punto avremo modo di tornare, per il momento si rimanda a Bernard Gainot e ai suoi lavori sull'*isonomie républicaine*: Bernard Gainot, «La naissance des départements d'Outre-Mer. La loi du 1^{er} Janvier 1798», in *Revue Historique des Mascareignes*, 1998/1, pp. 51-74; Bernard Gainot, «Métropole / Colonies. Projets constitutionnels et rapports de forces. 1798-1802», in Yves Benot, Marcel Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 13-28.

delle colonie. Secondo l'interpretazione che veniva data a questa storia coloniale, le leggi potevano divenire il pretesto per condannare i coloni come controrivoluzionari. E se il campo di produzione del diritto era così condiviso e combattuto, lo stesso andava per il campo dei protagonisti dell'elaborazione e della critica di questo diritto, la cui composizione e definizione erano dirette al ristabilimento di un (nuovo) ordine coloniale.

Se le modalità di formazione delle Commissioni erano fissate dalla legge, la questione della loro composizione era particolarmente sensibile. I membri delle commissioni erano designati dal bureau dell'assemblea in funzione della loro reputazione e delle loro competenze⁷⁵⁴. Nel caso della Commission des Colonies, i membri che la componevano variarono, ma il rinnovamento periodico parziale raramente introduceva dei deputati che non avessero già lavorato in un'altra commissione o che non si erano già distinti nei precedenti dibattiti sulle colonie. In quanto organi di lavoro specializzati, la presenza dei membri esperti dei due consigli giustificava la presenza dei deputati che avevano spesso interessi coloniali, spesso di carattere economico e, ancora più politico.

Prima della Costituzione del 1795, la Convenzione nazionale aveva già discusso la composizione della Commissione delle Colonie incaricata di occuparsi dell'*Affaire des Colonies*, indagando sulla pertinenza dei possibili interessi economici e possibili dei suoi membri. In quell'occasione Bourdon de l'Oise aveva avanzato la possibilità di escludere dalla Commissione armatori e coloni⁷⁵⁵: sebbene la Commissione dell'anno III non contò tra i suoi membri uomini direttamente interessati agli affari coloniali, vi si poteva osservare però la presenza marcata di deputati risolutamente abolizionisti che validarono le scelte della Convenzione nazionale e scagionarono Poullet e Sonthonax da tutte le accuse. Al contrario, con la scusa dell'*expertise*, nelle Commissioni delle Colonie durante il Direttorio è ben testimoniata la presenza dei proprietari *planteurs*, dei coloni deputati di Santo Domingo e anche di uomini che avevano fatto precedentemente parte del Comité des Colonies dell'Assemblea nazionale. Così, in un primo momento esclusi, gli uomini che avevano degli interessi di carattere economico nelle colonie vennero progressivamente reintegrati nelle Commissioni successive; inoltre, a caratterizzare i membri è poi la colorazione politica, le convinzioni sul ruolo delle colonie rispetto alla Francia repubblicana e, per il 60% dei casi, la prossimità con il gruppo di pressione dei coloni rifugiati.

Per queste ragioni, all'apertura del dibattito sull'*Affaire des Colonies*, il Comitato dei soccorsi propose il progetto di legge votato il 27 vendemmiaio anno III (18 ottobre 1794). Senza

⁷⁵⁴ Severine Antunes, "La composition des assemblées sous le Directoire", cit.

⁷⁵⁵ *Journal des débats et des décrets*, n°58, p. 124.

attendere la fine del processo a Sonthonax e Polverel, i deputati della Convenzione aprirono la discussione sui soccorsi accordandosi su due elementi: incoraggiati dalle notizie ottimiste sulle Antille, concordarono sul fatto che l'assistenza ai coloni in previsione del loro rientro fosse fondamentale. In secondo luogo, la necessità di restaurare l'ordine nella colonia, di recuperare i territori occupati dagli inglesi e di rilanciare il sistema di produzione delle piantagioni esigeva la presenza dei coloni bianchi nelle loro proprietà. Utilizzando così le parole «patriotes» e «pères de famille» per definire i coloni, il portaparola Menouet non evocava i principi politici come criteri legittimanti l'inclusione e l'esclusione dalla lista dei soccorsi e si limitava a estromettere solamente i coloni che avevano apertamente sostenuto lo sbarco degli inglesi. Regolando i criteri di domanda e di distribuzione e accordando i soccorsi ai cittadini francesi che avevano subito l'invasione britannica, la Convenzione apriva allora alla rifondazione del sistema coloniale nella speranza di persuadere i coloni *égarés* a riunirsi alla Francia repubblicana⁷⁵⁶.

Più che segno di incertezza quanto al risultato del dibattito dell'*Affaire* o segno dell'ipocrisia termidoriana davanti alle questioni poste dall'abolizione, votando la legge dei soccorsi senza operare distinzioni politiche tra i coloni la Convenzione esprimeva un disegno preciso sul sistema repubblicano da costruire. In continuità con la politica adottata dalla Convenzione montagnarda⁷⁵⁷ i termidoriani mantenevano l'abolizione e andavano più in là sostenendo un sistema di reintegrazione dei bianchi nella società post-schiavista, composta dalle tre razze in armonia. In breve, i coloni bianchi «tant ceux qui sont actuellement à Saint-Domingue, que ceux qui pourront y rentrer, puissent-ils être sensibles à la gloire de rétablir à Saint-Domingue, sur des bases solides, la paix, la concorde et l'harmonie sociale»⁷⁵⁸.

Per il momento, i coloni rifugiati in Francia, negli Stati Uniti e anche quelli che avevano subito l'invasione inglese venivano accolti e aiutati a condizione di accettare il programma di rifondazione della Francia repubblicana e del suo impero: l'abolizione della schiavitù; il lavoro libero come soluzione che conciliasse principi ed efficienza; e l'assimilazione della metropoli e delle sue colonie come obiettivo finale della rigenerazione. Purtroppo, questo desiderio di rifondazione duratura non si tradusse nell'auspicata armonia sociale e se le prime proteste dei portavoce dei coloni Jean-Jacques Serres e Benoît Gouly restarono relativamente isolate, dopo «l'amnistie» de l'*Affaire des Colonies* divennero sempre più frequenti⁷⁵⁹.

⁷⁵⁶ AP, vol. XCIX, pp. 257-258.

⁷⁵⁷ Jeremy Popkin, "Thermidor, Slavery", cit. Si veda inoltre il capitolo 3.

⁷⁵⁸ Louis-Antoine-Esprit Rallier, *Nouvelles observations sur Saint-Domingue*, Paris, Baudouin, 1797, p. 50.

⁷⁵⁹ Sull'interpretazione dell'*Affaire* come di una "amnistia generale", vedere il rapporto del deputato Lecointe-Puyraveau del 4 germinale anno V: Michel-Mathieu Lecointe-Puyraveau, *Rapport par Lecointe-Puyraveau, au*

Prima della discussione di una nuova legge sui soccorsi, fu il Direttorio esecutivo a prendere la parola riguardo i coloni. L'8 nevosio anno IV (29 dicembre 1795), tramite un messaggio firmato dal presidente Jean-François Reubell e inviato al Consiglio dei Cinquecento, l'esecutivo chiedeva che le leggi sull'emigrazione fossero inviate e fatte eseguire nelle colonie come in Francia:

«Le moment est arrivé, où les législateurs de la république française, qui, par trop d'indulgence, ont failli voir périr la chose commune, doivent frapper d'anathème les ennemis les plus irréconciliables de la liberté et de l'égalité [...] Toute distinction entre les émigrés de France et ceux des colonies, serait souverainement injuste, souverainement impolitique. Elle perdrait nos colonies: que la liberté peut seule nous attacher»⁷⁶⁰.

Saggiamente, il Direttorio scelse tre fili conduttori su cui costruire il ragionamento: il compromesso tra la natura e la legge riguardo la libertà dei neri era un errore al quale la nazione aveva finalmente riparato; la schiavitù dei neri era sinonimo di schiavitù dei popoli; i coloni dovevano essere considerati *émigrés* per il loro rifiuto di rientrare in Francia a spese della Repubblica pur di soggiornare in un paese straniero e non partecipare allo sforzo della Madrepatria per recuperare i suoi possedimenti. Inoltre, il messaggio denunciava la schiavitù come un crimine di «lèse-droits de l'homme», riaffermando i principi enunciati il 15, 16 e 17 pluvioso anno II⁷⁶¹.

Ma se nell'anno II gli *émigrés* avevano ancora la possibilità di decidersi se accettare o meno l'uguaglianza dei neri e di sperare che la dimensione improvvisata del decreto potesse segnarne il suo prematuro insuccesso e ritiro, adesso, alla fine dell'anno IV, colui che non accettava il principio egualitario sanzionato dalla Costituzione era da considerarsi un nemico dell'umanità e, dunque, della Repubblica. Se questo nemico rifiutava addirittura il passaggio

nom de la commission des colonies occidentales, sur les déportés et réfugiés de Saint-Domingue, soit en France, soit en continent américain, Paris, Imprimerie nationale, an V [1797], p. 2.

⁷⁶⁰ *Le Républicain français*, n°1120, pp. 245-246.

⁷⁶¹ «Longtemps on a pu croire qu'on pouvait transiger avec la nature et la loi, sur la liberté des noirs et sauver nos colonies en commettant un crime de lèse-droits de l'homme». *Ibid.* La scelta dell'espressione non era casuale, se consideriamo che il presidente del Direttorio in quel momento, Reubell, aveva proposto il 15 maggio 1791 la contestata legge che riconosceva per la prima volta i diritti politici agli uomini di colore liberi della colonia. Inoltre, va tenuto conto che Reubell era presente alla discussione di piovoso anno II. Ad una lettura attenta del messaggio, infatti, vediamo riaffiorare tutti i principi già enunciati nel dibattito per l'abolizione alla Convenzione. Per una interpretazione del dibattito e del concetto di *lèse-humanité* si veda Pierre Serna, «Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviôse an II?», cit.

per rientrare in Francia o a Santo Domingo per restare su suolo neutro, ma straniero, era doveroso allora trattarlo come un *émigrés* e imporgli la stessa sorte.

La Commissione delle Colonie, già al lavoro per redigere un rapporto sulla situazione di Santo Domingo, venne incaricata di considerare l'oggetto del messaggio e di elaborare un suo progetto di legge sui soccorsi alla luce delle proposte del Direttorio. O meglio, in risposta alle sue proposizioni. Abbiamo già visto che il discorso di Lecointe-Puyraveau faceva seguito ad una prima legge sui soccorsi del 27 vendemmiaio anno III, poi aggiornata con il decreto del 13 frimaio anno V che ne precisava le modalità di distribuzione del denaro senza modificarne il fondamento ideologico⁷⁶². Lecointe-Puyraveau non aprì il suo discorso sulla responsabilità dei coloni a Santo Domingo, così come non evocò mai la questione dell'accettazione o meno dell'uguaglianza dei neri. Al contrario, il deputato incentrò il suo discorso attorno a due questioni enunciate all'inizio del discorso: «est-il utile de permettre aux colons déportés ou fugitifs de retourner à Saint-Domingue? Est-il convenable que le gouvernement les y transporte à ses frais?»⁷⁶³. Sì, rispondeva, ma a condizione di poter garantire loro la sicurezza della persona e delle loro proprietà. Questo scopo apparteneva alla Francia tramite i suoi deputati e i suoi direttori, che dovevano prendere tutte le misure possibili per pacificare le colonie e cacciare definitivamente gli inglesi. In questo modo, la fuga dei coloni e l'abbandono delle loro terre non erano da concepirsi come un tradimento, ma la sola maniera «pour se soustraire aux persécutions»⁷⁶⁴. Ammettendo che vi erano delle ragioni valide per aver abbandonato le colonie e per restare in un paese straniero, il portavoce distingueva così tra coloni sinceramente patrioti e coloni *émigrés* senza fare alcun riferimento all'abolizione, bensì alla collaborazione con il governo inglese⁷⁶⁵.

Il rifiuto dell'abolizione passava sotto silenzio: implicitamente, il rapporto rigettava le accuse del Direttorio, accordava fiducia ai coloni e riproponeva i principi della legge sui soccorsi dell'anno III. Inoltre, appellandosi alla concordia, la Commissione delle Colonie incaricava il governo francese della responsabilità di restaurare la pace quale garanzia del rientro dei coloni, rimandando così il problema dell'emigrazione a dopo la fine della guerra civile. Il rapporto minava la credibilità del Direttorio e dei suoi commissari, riaprendo il mai sopito filone narrativo dell'*histoire des malheurs de Saint-Domingue*: se i coloni non erano

⁷⁶² *Journal des débats et des décrets*, n°83, p. 431.

⁷⁶³ *Journal des débats et des décrets*, n°87, p. 63.

⁷⁶⁴ *Ibidem*.

⁷⁶⁵ Il portavoce faceva particolare riferimento ai coloni come Pierre-Victor Malouet che sostenevano l'intervento militare britannico nelle Antille per recuperare le loro proprietà, per respingere le truppe repubblicane e per regolare lo statuto futuro della colonia: « Les seuls qui ne méritent point de ménagement, ce sont les royalistes qui ont vendu Saint-Domingue et le Port-au-Prince aux Anglais. Le traité infame par lequel cette trahison fut effectuée existe encore, et l'on ne peut douter de la perfidie des émigrés et des conspirateurs. ». *Ibidem*.

certo i soli da accusare, se non vi erano solamente *émigrés* e traditori della patria, si lasciava allora aperto alla possibilità dell'esistenza di altre cause da ricercare per mettere un termine ai disordini. La parola d'ordine «faire passer dans ces contrées des forces suffisantes pour y rétablir le calme et y faire régner et triompher la constitution de l'an III»⁷⁶⁶ apriva la via ai clichyens per discutere le scelte del Direttorio, sostenere i coloni, proporre una nuova lettura del fatto rivoluzionario a Santo Domingo e suggerire una nuova interpretazione dell'atto costituzionale da applicarvi.

Alla fine del 1796 la situazione dell'esiliato / rifugiato non fu fissata ed evolse a più riprese: un esiliato poteva allora essersi allontanato dalla sua proprietà per salvarsi la vita, per non compromettersi con il governo inglese e per non vivere sotto la sua occupazione. In quanto rifugiato, egli si era allontanato dalla patria per cercare un asilo presso le potenze neutre o in Francia, senza che la sua scelta geografica fosse un valido motivo di proscrizione. D'altro canto, il rapporto di Lecointe-Puyraveau precisava che il colono non era ancora assimilato automaticamente all'emigrato, che la sua identità restava fluida così come lo statuto delle colonie negli anni 1796-1797. In questa incertezza, l'occasione per riaffermare il concetto si presentò nei primi giorni di floreale anno V, quando il deputato clichyen Joseph Vincent Dumolard denunciò il Direttorio d'aver ordinato ai consoli negli Stati Uniti di considerare tutti i coloni rifugiati come degli *émigrés*⁷⁶⁷. La risposta del ministro della Marina e delle Colonie Laurent Truguet non si fece attendere, reiterando le accuse già proclamate nel messaggio dell'8 nevoso del Direttorio poc'anzi citato⁷⁶⁸.

La lettura di Lecointe-Puyraveau ebbe un'eco clamorosa anche nel Nuovo Mondo, particolarmente tra le comunità di rifugiati a New York e a Philadelphia. Il suo discorso rinvigorì non poco i coloni, che dopo le critiche al messaggio dell'8 nevoso anno IV del Direttorio⁷⁶⁹, applaudirono quello di Lecointe-Puyraveau come la prova che il ritorno alla "sana politica" stesse conquistando quanti sedessero ai Consigli, compresi coloro che fino a quel momento avevano difeso l'emancipazione:

⁷⁶⁶ *Journal des débats et des décrets*, n°87, p. 63.

⁷⁶⁷ Per la denuncia di Dumolard, si veda *Journal des débats et des décrets*, n°88, p. 136.

⁷⁶⁸ Il dossier completo su questo dibattito si trova in ANOM, COL CC9 A14, *dossier Secours aux colons réfugiés aux États-Unis an V*.

⁷⁶⁹ Si veda il commento critico dell'editore e colono Claude Parisot al messaggio del Direttorio dell'8 nevoso anno IV inserito nel n°18 della *Gazette française et américaine* che si riporta nell'annesso n°15 in fondo a questo elaborato.

«Rassurez-vous donc, infortunés colons. Votre sort n'est pas désespéré, puisqu'il est entre les mains des anciens du peuple. Ils ne voudront pas sans doute imprimer à la nation qu'ils représentent la tache ineffaçable de s'approprier les dépouilles de ces colons laborieux, auxquels elles dut son ancienne prospérité & qui peuvent seuls contribuer à la lui rendre.»⁷⁷⁰.

Le speranze del colono Parisot a New York vennero soddisfatte, perché laddove il rapporto di Lecointe-Puyraveau dichiarava la non assimilazione dei coloni agli emigrati, la loro reintegrazione nella colonia divenne presto un terreno contestato dalle forze politiche e di lotta tra i Consigli legislativi e il Direttorio. In effetti, appellandosi sul consenso attorno al discorso di Lecointe-Puyraveau, i deputati clichyens non si contentarono di denunciare le istruzioni del Direttorio, ma ne profittarono per discutere il suo operato nelle Antille e soprattutto la veridicità dei suoi messaggi sulla situazione nella colonia⁷⁷¹. L'operazione non fu priva di conseguenze: innanzitutto, si mise in questione la legittimità delle decisioni del Direttorio e dei loro agenti che fossero contrarie alle decisioni dei Consigli; in secondo luogo, si suggerì che il Direttorio nascondesse la vera condizione della Colonia, incaricando così una nuova Commissione delle Colonie di occuparsene⁷⁷²; infine, si rimandava in questo modo la divisione territoriale delle colonie e le elezioni che avrebbero dovuto avere luogo nell'isola⁷⁷³.

In questo contesto, si rafforzava una nuova interpretazione dei soccorsi. La storiografia ha già sottolineato come l'espressione «secours aux colons» divenne sempre più sinonimo di «indennizzo» generale delle proprietà perse o sequestrate dalla Repubblica. Senza negare questa interpretazione, si preferisce però seguire il dibattito ai Consigli nella convinzione che «secourir» e «indemniser» avessero almeno tre significati differenti: rimpatrio dei coloni a Santo Domingo a spese della Repubblica; restaurazione dell'ordine; recupero delle proprietà e rimessa in attività della produzione agricola. L'assistenza come distribuzione del denaro ai rifugiati non era allora che una piccola tappa del processo di restaurazione coloniale, che si

⁷⁷⁰ *Gazette française et américaine*, 18 aprile 1796, n°18; *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 2 dicembre 1796, n°107.

⁷⁷¹ Per esempio, si veda quello che Vienot de Vaublanc diceva a proposito dei messaggi del Direttorio nel *Journal des débats et des décrets*, n°89, p. 147.

⁷⁷² La composizione della terza Commissione delle Colonie mostra bene la nuova egemonia della destra ai Consigli: François Louis Bourdon (de l'Oise) ; Vincent-Marie Vienot de Vaublanc ; Louis Hardouin Tarbé, Hélot, Louis Thomas Villaret de Joyeuse.

⁷⁷³ Era Louis-Gustave Doucet de Pontécoulant che meglio esprimeva il concetto nella seduta del 2 pratile: «La discussion sur la division territoriale des colonies est le dernier objet qui doit occuper le Conseil. Avant d'établir des assemblées primaires, il faut purger les colonies de ces despotes, qui pillent, assassinent, s'emparent des propriétés, et foulent aux pieds les lois les plus sacrées de la justice et de l'humanité». *Journal des débats et des décrets*, n°89, p. 30.

sarebbe dovuto interrompere con il rimpatrio dei coloni a Santo Domingo a spese della Repubblica. In questo contesto «indemniser» non si limitava alla riconoscenza di un diritto di proprietà ai coloni rientrati, ma diveniva la garanzia di questo diritto davanti alle pretese usurpazioni perpetrate dalla Terza commissione inviata dal Direttorio a Santo Domingo.

Prima di qualsiasi discussione sull'ordine allora, il portaparola della Commissione delle Colonie Vienot de Vaublanc apriva la seduta del 10 pratile anno V con un lungo discorso sulle cause dei mali di Santo Domingo, rintracciandoli nelle azioni arbitrarie della seconda e della terza commissione civile, presiedute da Sonthonax. Crimine capitale dei commissari, ben inteso, l'abolizione brusca della schiavitù:

«Il est impossible de réfléchir sur les malheurs de Saint-Domingue, bien constatés par les témoignages que je viens de présenter, sans voir qu'ils sont causés par la fureur révolutionnaire, qui, précipitant l'affranchissement des nègres, a rejeté toutes les mesures que conseillait la prudence, et mis au contraire dans les mesures adoptées bien plus de haine pour les blancs que d'attachement pour les nègres»⁷⁷⁴.

Il giorno dopo, riprendendo il discorso del suo collega Vienot de Vaublanc, il deputato Jean-Pierre-Guillaume Delahaye de Launay aggiungeva al suo *récit historique* i passi da compiere per «toucher au but de la restauration des colonies»: richiamare i commissari civili attuali, sospendere l'applicazione della costituzione repubblicana e inviare le forze armate⁷⁷⁵. Negando ai neri la stessa capacità dei bianchi di gestire la colonia, di applicarvi la costituzione, d'amministrare gli uffici e i tribunali, Delahaye suggeriva di «protéger les blancs non par la puissance des lois, mais par une force armée imposante et respectable qui y rétablisse le calme à l'aide des vrais propriétaires». Il discorso proseguiva sul rimpatrio dei coloni bianchi a Santo Domingo, sulla serie di persecuzioni che avevano subito dal 1791 e sull'importanza del loro rientro nelle piantagioni per rimetterle a profitto della Repubblica francese. Il ritorno dei coloni bianchi era ritenuto dai clichyens il mezzo e la finalità della restaurazione dell'ordine nella colonia: senza il rispetto del principio di proprietà riconosciuto ai soli che sapevano essere proprietari, la libertà prevista dalla Costituzione rischiava di divenire sinonimo di licenza e, ancor peggio, di anarchia.

Da questo momento altri deputati, tra i quali Louis Thomas Villaret de Joyeuse si appellarono all'esigenza di una misura militare. Viceammiraglio, deputato al Consiglio dei

⁷⁷⁴ *Journal des débats et des décrets*, n°89, p. 156.

⁷⁷⁵ *Journal des débats et des décrets*, n°89, pp. 196-197.

Cinquecento e membro della terza Commissione delle Colonie, propose di dichiarare l'isola di Santo Domingo in stato d'assedio fino alla pace⁷⁷⁶. Se i suoi colleghi non si erano ancora arrischiati a rimpiangere apertamente il sistema d'Antico Regime, Villaret de Joyeuse utilizzava la comparazione tra le due vicende rivoluzionarie coloniale e continentale per descrivere un pre e un dopo Rivoluzione nelle Antille. In Francia, la Rivoluzione aveva distrutto le catene del popolo francese e l'aveva liberato dalla tirannia; al contrario, prima del 1789 Santo Domingo non era «l'empire de quelques farouches tyrans», ma «une contrée fécondée par l'heureuse concorde et la paix». La differenza tra la colonia e la metropoli era così evidente che gli stessi schiavi erano, a suo avviso, «beaucoup plus heureux que la plupart de nos paysans sous l'ancien régime». I loro destini, così differenti prima del 1789, si riavvicinarono nel 1791, quando «la guerre civile entra dans l'île avec les dissensions politiques» e divenne ancora più violenta per via del «feux du climat». Seguendo questa interpretazione dei fatti rivoluzionari, Villaret de Joyeuse applaudiva il 9 termidoro in Francia e si augurava che lo stesso accadesse nelle colonie, così come un «général Hoche pour finir la guerre avec des forces imposantes». A partire da una metafora tra la storia rivoluzionaria della Metropoli e quella dei Caraibi francesi allora, il deputato proponeva le strategie militari utilizzate in Vandea per pacificare le colonie: «Saint-Domingue est aussi une Vendée à reconquérir; elle est dévastée par le double fléu de la guerre civile & de la guerre étrangère; ce n'est que par la force des armes & par l'énergie mêlée à la douceur & à la clémence, que vous parviendrez à la soumettre»⁷⁷⁷.

Si utilizzava la metafora di una *Vandea delle Antille* per qualificare una certa tipologia di rapporti tra i bianchi e i neri, questi ultimi animati dal «fanatisme de la licence» come i ribelli dei dipartimenti dell'Ovest francese erano animati dal «fanatisme nobiliaire et religieux». In queste condizioni, le armi avrebbero dovuto venir riposte

«dans des mains sûres, dans celles des hommes qui ont le plus d'intérêt au retour de l'ordre & de la tranquillité. Si les armées noires, égarées par des habitudes perverses, refusaient de se rendre à la voix de la persuasion, la force serait déployée contre eux, comme elle l'a été contre les Vendéens et les Chouans insoumis»⁷⁷⁸.

Infine, Villaret de Joyeuse proponeva dei modi ausiliari alla restaurazione delle colonie: il richiamo di tutti i coloni bianchi che avevano abbandonato Santo Domingo e il ritorno dei neri

⁷⁷⁶ Louis Thomas Villaret de Joyeuse, *Discours de Villaret-Joyeuse, député du Morbihan, Sur l'importance des Colonies & les moyens de les pacifier*, Paris, Imprimerie Nationale, 1797, p. 11.

⁷⁷⁷ *Ivi*, pp. 5-6.

⁷⁷⁸ *Ibidem*.

ai lavori nelle loro vecchie piantagioni, nell'attesa di un *apprentissage* alla libertà che avrebbe potuto conciliare i loro interessi con quelli dei proprietari.

L'indennizzo dei coloni trovava allora una giustificazione e una forma di legittimità tramite le armate. Il significato dei «secours» si ribaltava: dall'assistenza pubblica, si passava velocemente all'assistenza militare e, da lì, alla restituzione completa delle proprietà appartenute ai *planteurs* prima degli anni 1791-1793. L'insistenza sull'armata per soccorrere i coloni non era banale. Innanzitutto, che fosse la Commissione delle Colonie a proporre di inviare l'armata costituiva l'ennesima ingerenza del legislativo nelle prerogative del Direttorio sugli affari di guerra, car «il est impossible de sauver les colonies sans l'accord du Directoire et du Corps législatif» diceva Vienot de Vaublanc⁷⁷⁹. In secondo luogo, la fiducia nelle armate per condurre la restaurazione delle colonie si alimentava dei recenti trionfi del giovane generale Bonaparte in Italia, preliminari alla pacificazione tanto sperata dal gruppo clichyen al potere. Terzo, la forza armata proposta si fondava sull'idea di un esercito razzialmente connotato. L'aggiunta dell'espressione *européennes* alla parola *armées* non lasciava alcun dubbio: solo la presenza di soldati bianchi, diretti da un generale bianco educati alle virtù e ai costumi europei potevano rassicurare i coloni e incoraggiarli a rientrare. Ad esprimere meglio di tutti questo concetto era Bourdon de l'Oise nel suo discorso del 2 messidoro anno V:

«Le malheur, la persécution, a justement aigri l'âme des colons de Saint-Domingue; et d'autre part les nègres, accoutumés depuis longtemps à la licence la plus effrénée, poussés au meurtre des colons blancs, à l'incendie de leurs propriétés, ils ne peuvent se retrouver en présence et sur le même sol, sans qu'une force européenne respectable contienne les uns dans les bornes d'une liberté raisonnable et, par une protection efficace, ne laisse plus dans l'esprit des autres désir que celui de réparer les torts qu'ils ont trouvés dans leurs fortunes»⁷⁸⁰.

Questa forma di legittimazione della proprietà dei coloni tramite un'armata europea recuperava un discorso all'opera almeno dal decreto del 16 piovoso, che essenzializzava la violenza dei neri e la loro brutalità animale. Il nero armato, «en poussant au meurtre» i coloni bianchi e distruggendo le loro proprietà, non era degno di essere riconosciuto come parte della comunità dei francesi, d'ottenere la fiducia repubblicana e, per tali ragioni, di acquisire la cittadinanza⁷⁸¹.

⁷⁷⁹ Vincent Marie Vienot de Vaublanc, *Discours sur l'état de Saint-Domingue et sur la conduite des agents du Directoire*, Paris, Imprimerie Nationale, 1797.

⁷⁸⁰ *Journal des débats et des décrets*, n°90, p. 60.

⁷⁸¹ Frédéric Régent, "From Individual to Collective Emancipation: War and the Republic in the Caribbean during the French Revolution", in Pierre Serna, Antonino De Francesco, e Judith Miller (dir.), *Republics at War, 1776-*

Lo statuto politico che il nero aveva conquistato tramite le armi, quella «citoyenneté à main armée»⁷⁸² era rimessa in questione, minacciata dalla convinzione, estremamente conservatrice, che cittadinanza francese, proprietà e colonie fossero solamente un *affaire des blancs*.

«Convenons qu'il faut avoir les idées les plus fausses et les plus ridicules en gouvernement, pour concevoir une société sans propriétés, sans propriétaires: un pareil état de choses ne peut durer longtemps sans amener la dissolution totale. Tel est cependant l'état actuel de Saint-Domingue dans la partie où on reconnaît encore la République en en violant toutes les lois. Hâtons-nous donc de le changer; rendons aux fertiles contrées de la plus belle des Antilles les hommes qui l'avaient portée à l'état de splendeur où elle était arrivée avant la révolution; rendons aux nègres les anciens compagnons de leurs travaux»⁷⁸³.

Questo passaggio del discorso di Bourdon de l'Oise, considerato come una delle lunghe iperboli retoriche della destra in difesa della causa dei coloni, merita attenzione, nella misura in cui illustra una concatenazione logica di ragioni che rendono conto della complessità attorno al tema del soccorso ai coloni. Dopo essersi pronunciato per l'invio di un'armata europea ad accompagnare il rimpatrio dei coloni, Bourdon de l'Oise rilanciava il dibattito sui soccorsi toccando una questione al cuore del nuovo sistema repubblicano: il regime della proprietà⁷⁸⁴. La Costituzione dell'anno III aveva creato in effetti i presupposti per una base sociopolitica dei cittadini proprietari: la proprietà, considerata dai deputati come asse portante della vita privata e collettiva, era il diritto primario da conservare e la garanzia dei diritti politici dei francesi, riconosciuti cittadini a pieno titolo in quanto proprietari. Questo impegno rinnovato della Repubblica in favore dei diritti di proprietà lasciava sperare che il governo avrebbe infine preso le misure necessarie per garantire ai coloni bianchi, privi di risorse e incapaci di rientrare a Santo Domingo, il pieno godimento dei frutti dei loro beni.

Tuttavia, nel caso delle colonie la situazione si faceva ancora più intricata per il fatto che parlare di proprietà significava parlare di piantagioni, il complesso d'Antico Regime dove

1840. *Revolutions, Conflicts and Geopolitics in Europe and the Atlantic World*, London-New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 165-186; Frédéric Régent, "Préjugé de couleur, esclavage et citoyennetés dans les colonies françaises (1789-1848)", in *La Révolution française*, 2015, n°9.

⁷⁸² Pierre Serna, "Que s'est-il dit à la Convention", cit.

⁷⁸³ *Journal des débats et des décrets*, n°90, p. 59-60.

⁷⁸⁴ Sulla proprietà e la Rivoluzione francese si veda Rafe Blaufarb, *L'invention de la propriété privée. Une autre histoire de la Révolution*, Paris, Champ Vallon, 2019. Dello stesso autore e in collaborazione con Anna Callaway si veda il numero monografico "Régimes de la propriété, entre l'ancien et le nouveau", in *La Révolution française*, 2018 (n°15).

il lavoro servile produceva i prodotti d'esportazione e dove si connettevano, in un gioco di rapporti e di interdipendenze, i sistemi economici e politici di almeno tre continenti differenti⁷⁸⁵. Salvo delle eccezioni – che vedremo più avanti – ed esclusi gli ex-schiavi di Santo Domingo⁷⁸⁶, nessuno aveva messo in discussione apertamente il sistema della piantagione alla Convenzione e ai due Consigli legislativi: solo il convenzionale Coupé de l'Oise, durante la discussione attorno al decreto del 16 pluviôse anno II aveva proposto di lottizzare e distribuire le terre dei coloni *émigrés* ai nuovi cittadini neri al fine di creare una Repubblica francese costituita da piccoli proprietari. Al contrario, tutti i deputati, persino quelli fermamente abolizionisti, sostenevano che il sistema della piantagione fosse il solo modello di sfruttamento delle colonie che avrebbe permesso alla Francia di recuperare la potenza economica e commerciale⁷⁸⁷. Il paesaggio coloniale non cambiava nell'immaginario repubblicano: non più schiavi, ma coltivatori salariati, i neri dovevano rientrare al lavoro il prima possibile e partecipare tramite la loro opera allo sforzo della nazione. In questa visione tradizionale dei rapporti sociali all'interno del sistema di produzione allora, il colono proprietario riguadagnava una posizione di primaria importanza grazie alla sua esperienza coloniale che aveva «porté à la splendeur l'île avant la Révolution» per parafrasare Bourdon de l'Oise. Inoltre, il ritorno dei coloni si configurava come la sola salvaguardia dei successi coloniali della Francia, ancor prima della pretesa di applicarvi a pieno titolo la Costituzione del 1795: per quale ragione applicare delle leggi giuste in un paese distrutto dalla guerra civile dove i soli a saperne gestire il potenziale economico e politico erano da sempre perseguitati?

Questo impianto logico si impose nell'ultimo progetto di legge dei soccorsi ai coloni rifugiati proposta dalla terza Commissione delle Colonie il 22 messidoro anno V (10 luglio 1797)⁷⁸⁸. Questa proposta di legge differiva dalle precedenti per la sua organicità e soprattutto per lo sforzo di proporre una politica coloniale che associasse nello stesso progetto sequestro dei beni, diritto alla proprietà e assistenza ai coloni in esilio. Dei tredici titoli, i primi cinque erano dedicati al rimpatrio a spese della Repubblica, al quale tutti i coloni deportati e rifugiati in Francia, nell'America del Nord e negli altri paesi neutri erano ammessi senza altra giustificazione che un certificato di non iscrizione sulla lista degli emigrati. Gli altri otto titoli erano dedicati al rilascio dei sequestri dei beni dei coloni, accordati sulla base della semplice

⁷⁸⁵ Sulla piantagione come «modern complex» si veda Philip Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex*, cit.; sul funzionamento delle piantagioni si veda invece il celebre studio sulla piantagione Ferrounays di Paul Cheney, *Cul de Sac*, cit.

⁷⁸⁶ Carloyn E. Fick, *The Making of Haiti*, cit., pp. 157-182, capitolo “The Blacks React to Freedom”.

⁷⁸⁷ Sulla persistenza del sistema della piantagione ad Haiti si veda Paul Cheney, “La Persistance de l'Ancien Régime à Haiti”, cit.

⁷⁸⁸ *Journal des débats et des décrets*, n°90, p. 324.

presentazione di un certificato di residenza nel paese neutro o di non iscrizione sulla lista degli emigrati per chi arrivasse dalla Francia. Gli ultimi articoli della legge invece disciplinavano i casi in cui vi fossero contratti di locazione sui beni sequestrati, che venivano immediatamente annullati e i beni restituiti al proprietario; nel caso in cui vi fossero state apportate delle migliorie da parte dei coltivatori, l'importo di tali miglioramenti, rimborsato direttamente dalla Repubblica, veniva stabilito da esperti con metodo contraddittorio.

Lo statuto dei coloni non era mai messo in questione, non venivano discusse le idee politiche dei coloni, le loro opinioni rispetto alla libertà dei neri o alla loro attività durante l'occupazione inglese: tutti gli ex-proprietari, esclusi quelli iscritti nelle liste degli emigrati, avevano il diritto di rientrare a Santo Domingo e ottenere i loro beni *sur-le-champ*. La clausola non era affatto banale, perché nell'estate del 1797 il governo non aveva ancora redatto le liste d'emigrazione delle colonie e appellarsi alle liste di quelli della Madrepatria significava, *de facto*, permettere il ritorno alla gran parte dei coloni. Era questo un punto sul quale si soffermò il deputato Bordas, che criticando la proposta di Bourdon de l'Oise sosteneva che l'articolo dedicato alle liste d'emigrazione fosse «perfide, car ne désignant pas les listes dont il parle, et les émigrés des colonies n'étant pas inscrits sur les listes du continent, il leur serait facile d'obtenir du ministre des certificats de non-inscription»⁷⁸⁹.

I vantaggi derivanti dagli articoli sulle locazioni erano enormi per i proprietari: il coltivatore⁷⁹⁰, estromesso prima ancora della scadenza dei termini garantiti dai decreti, era costretto ad abbandonare la piantagione e, in caso di miglioramento, ad attendere il rimborso della Repubblica. Il salvataggio dei coloni si configurava quindi non solo come una misura di emergenza, ovvero il rimpatrio armato, ma anche come la restituzione dei beni a tutti coloro che ne erano i legittimi proprietari, senza alcuna distinzione tra «bons et mauvaises citoyens». La proprietà legittima era dunque solo quella dell'ex proprietario, del colono bianco che imponeva il suo potere sulla piantagione, che ristabiliva l'ordine pubblico e che con la sua abilità restituiva alla Francia la sua ricchezza commerciale.

L'offensiva clichyens non restava silenziosa riguardo il ruolo degli schiavi liberati e Vienot de Vaublanc, sostenuto anche dai deputati centristi come Louis Antoine Rallier⁷⁹¹,

⁷⁸⁹ *Journal des débats et des décrets*, n°92, p. 324.

⁷⁹⁰ *Message. Extrait du registre des délibérations du Directoire exécutif. Du 3 floréal V*, Paris, Imprimerie nationale, 1797.

⁷⁹¹ Louis-Antoine-Esprit Rallier, *Observations sur Saint-Domingue, par Rallier, député d'Ille et Vilaine*, Paris, Imprimerie nationale, 1797; Jeremy Popkin, "Républicanisme atlantique et monde colonial : Saint-Domingue entre France et États-Unis", dans Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs : Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 147-160.

prevedeva il loro ritorno al lavoro nelle vecchie piantagioni sotto un regime di sorveglianza e di *moralisation*:

«Il faut d'abord faire rentrer les nègres sur les habitations où ils étaient avant la révolution, désarmer tous ceux qui ne sont pas nécessaires à la défense de la colonie, entretenir une police sévère, réprimer le vagabondage par une surveillance et une activité continuelles»⁷⁹².

Il nero, escluso dal discorso reazionario della destra francese, passava così dalla condizione di schiavo a quella di problema di ordine pubblico: schiavo in quanto inferiore e oramai inferiore in quanto libero. Sotto l'Antico Regime, il nero schiavo era una proprietà del colono, parte di quella struttura di sfruttamento di cui il padrone disponeva e che concepiva come un meccanismo perfetto all'interno del quale tutte le componenti si trovavano al loro posto. Dopo l'abolizione, il nero libero aveva ottenuto una posizione inattesa, che rompeva con l'antico sistema, che minacciava il proprietario e che lo forzava a accettare la sua nuova condizione o ad abbandonare la nuova *cit  républicaine*. Il fattore distruttore dell'emancipazione era evidenziato per spiegare l'origine dei mali dei coloni e della distruzione del regime della proprietà nelle colonie: così, si comprende allora l'ossessione e la paura per la *loi agraire* facilmente rintracciabile nei testi dei coloni⁷⁹³. Inoltre, questo approccio generava soprattutto l'istituzione di una serie di restrizioni da imporre ai neri liberi dopo il ritorno dei coloni, una sorta di polizia che li confinasse entro limiti regolamentati al fine di proteggere il precario regime della proprietà.

Tuttavia, dopo aver messo al sicuro le loro proprietà, riavviato le piantagioni, costretto i neri a lavorare come coltivatori per i loro ex-padroni, restava un solo passo da compiere che l'ultima legge sui soccorsi non aveva ancora previsto: il risarcimento del valore degli schiavi. La questione del risarcimento non era nuova e costituiva da tempo un argomento di dibattito sull'emancipazione in tutti gli stati schiavisti⁷⁹⁴. Fatta eccezione per l'abolizione del 1794 nella quale non si era neanche discussa la possibilità di indennizzare il proprietario, tutti i processi abolizionisti successivi prevedero un indennizzo dei proprietari per la perdita dei loro schiavi,

⁷⁹² *Journal des débats et des décrets*, n°91, p. 183.

⁷⁹³ *Journal historique et politique de la Marine et des Colonies*, n°16, 2 septembre 1796, p. 2-3 ; n°58, 14 octobre 1796, 1-2.

⁷⁹⁴ Sul tema degli indennizzi abbiamo già parlato nel capitolo 1, perciò ci limitiamo a segnalare i lavori degli ultimi anni. Accanto al progetto *Repairs*, <https://esclavage-indemnites.fr/public/> si segnala: Frédérique Beauvois, *Indemniser les planteurs pour abolir l'esclavage? Entre économie, éthique et politique, une étude des débats parlementaires britanniques et français (1788-1848) dans une perspective comparée*, Paris, Dalloz, 2013.

sia in Francia che in Gran Bretagna. In effetti, dopo il 1794 e fino alla Restaurazione, nessuno riprese la discussione sul risarcimento, compresi i *clichyens*. Tuttavia, leggendo gli articoli dedicati al problema dell'aiuto ai coloni nel *Journal Historique et Politique*, così come nelle memorie e nelle petizioni inviate al Ministero della Marina e delle Colonie, possiamo constatare la presenza costante della questione condivisa dai proprietari di schiavi.

L'impostazione della loro argomentazione illustrava chiaramente il fondamento delle loro rivendicazioni: mirando innanzitutto a criticare la retroattività del principio della Dichiarazione dei Diritti dell'Uomo «que nul ne peut se vendre ni être vendu», i coloni, tramite la voce di Chotard Ainé, si opponevano al principio secondo il quale «nul ne peut être dépouillé de sa propriété, sans une juste et préalable indemnité». Consideravano sempre lo schiavo come una proprietà «autorisée, encouragée même par les lois et le gouvernement» che la Francia dovesse loro rimborsare. Il secondo obiettivo dell'autore dell'articolo era quello di dissociare il diritto di possessione degli schiavi e il diritto feudale: quest'ultimo era un privilegio che pesava su tutto il popolo francese; la schiavitù invece, utile alle Colonie, alla Francia e ad ogni individuo francese, non si applicava sul popolo francese, ma su quello africano «qu'il n'est point dans la société»⁷⁹⁵. La disgiunzione tra francesi ed africani giustificava una volta di più la critica alla legge del 16 pluviôse anno II e preveniva il lettore dal guardare con favore all'integrazione delle colonie alla Repubblica e alla sottomissione delle sue stesse leggi. La logica interna e implicita delle sue prese di posizione era il particolarismo coloniale, giustificato tramite un determinismo geografico – clima e distanza – o antropologico: esclusi dalla *ville coloniale* sognata dai coloni, i neri, anche se *affranchis*, non potevano venir assimilati alla società francese, neanche se partecipanti all'economia della Metropoli con il loro lavoro.

Nessuno si occupò apertamente di questa richiesta di indennizzo sui banchi dei due Consigli e nelle carte delle differenti Commissioni delle Colonie non si trova alcun riferimento a questo tipo di indennità. In fin dei conti, il dibattito attorno agli indennizzi aveva poco effetto sulla situazione dei coloni in Francia e negli Stati Uniti. Ma la retorica ebbe al contrario un impatto importante sulla situazione politica generale: inserendosi nel dibattito pubblico e portando l'attenzione sulle sfide del conflitto coloniale, i coloni esasperarono le tensioni già presenti agli eccessi. Lo spostamento del loro discorso da una critica della politica direttoriale nelle colonie ad una denuncia di tutta l'eredità del periodo repubblicano è infatti confermato dal dibattito sui soccorsi ai coloni almeno per tutto il periodo prima del Colpo di Stato del 18 Fruttidoro. Su questo punto, il Colpo di Stato, eliminando dalla scena la gran parte dei portaparola degli ex-proprietari di schiavi, permise ai deputati di riconciliare le istituzioni

⁷⁹⁵ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 30 ottobre 1796, n°79, pp. 1-3.

d'oltremare con i principi repubblicani. I partigiani di una Repubblica atlantica egalitaria sul piano razziale ripresero forza dopo l'estate del 1797 e l'emanazione della legge del 12 nevoso anno VI che regolava l'applicazione della Costituzione a Santo Domingo ne fu la conferma⁷⁹⁶.

Nel corso dell'estate 1797, la controffensiva repubblicana invertì radicalmente il corso delle cose: una commissione, nominata il giorno stesso del colpo di stato e composta da abolizionisti convinti (Garran-Coulon, Cholet, Bordas, Eschasseriaux) presentò un rapporto al fine di rendere nullo il progetto di legge dei soccorsi presentato dalla Commissione precedente presieduta da Bourdon de l'Oise⁷⁹⁷. Si trattava di pronunciarsi sul fondo del problema: l'universalità del diritto e i fondamenti dell'integrazione delle colonie nel sistema repubblicano. Innanzitutto, il discorso di Bordas ribadiva la questione della libertà generale come rivincita simbolica dopo due anni di conformità al discorso di Lecointe-Puyraveau e di contrasto all'assimilazione dei coloni bianchi agli émigrés:

«La résolution dont vous avez renvoyé l'examen à votre commission, prononce sur le sort des déportés & réfugiés des colonies. Déjà, sous ce titre, je vois vos âmes émues: eh! Qui pourrait ne pas accorder le plus tendre intérêt à des hommes qui semblaient nés pour le malheur & façonnés au malheur! À des hommes encore meurtris par les chaînes de l'ancien esclavage; persécutés, mutilés, chassés ou forcés de fuir sous le règne de la liberté!»⁷⁹⁸.

Per il deputato, non era necessario ripristinare l'antico splendore di Santo Domingo ad ogni condizione, bensì delineare chiaramente su quali proprietari da far rientrare la Repubblica potesse aver fiducia. Rifugiati, deportati ed emigrati erano delineati da netti confini: i primi, vittime dell'incendio di Cap Français, avevano già ricevuto quanto spettava loro dal decreto dell'anno II emanato dalla Convenzione nazionale e ottenuto i passaggi a spese della Repubblica per rientrare nelle loro piantagioni. La categoria dei deportati, al contrario, non era da sottovalutare: Bordas ricordava infatti che i coloni deportati dalle autorità inglesi durante l'occupazione della Gran Bretagna non andavano confusi con quelli che si erano rifiutati di conformarsi alle leggi dei commissari civili inviati dalla Convenzione e dal Direttorio, da

⁷⁹⁶ “Loi concernant l'organisation constitutionnelle des Colonies”, in *Collection Baudouin*, vol. 78, pp. 28-43; Bernard Gainot, “La naissance des départements d'Outre-Mer. La loi du 1^{er} janvier 1798”, in *Revue des Mascareignes*, 1999/1.

⁷⁹⁷ Pardoux Bordas, *Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la résolution du 24 messidor, concernant les réfugiés & les déportés des colonies*, Paris, Imprimerie Nationale, 1797.

⁷⁹⁸ *Ivi*, p. 2.

considerare i veri nemici della patria. E così, di conseguenza, Bordas non trovava alcuna ambiguità sulle modalità rispetto a come considerare gli emigrati:

«Les ennemis de la France libre prétendirent à l'indépendance, sollicitèrent une constitution particulière, tentèrent de maintenir chez eux l'esclavage, se crurent les maîtres de distribuer en quelques mains favorites les pouvoirs & les privilèges; & que ce qui leur convenait, était un gouvernement aristocratique»⁷⁹⁹.

L'abolizione della schiavitù era un fatto irreversibile, così come il rifiuto del particolarismo coloniale e tutti coloro che vi si opponevano venivano inquadrati nella categoria di *émigrés coloniales*, che il portavoce sollecitava a normalizzare in seguito a quanto ordinava l'articolo 373 della Costituzione⁸⁰⁰. Questo discorso-programma non si limitava alla discussione del progetto di legge sui soccorsi di messidoro anno V: il suo rigetto permetteva di considerare nuovamente lo statuto dei coloni e di integrarlo alla dottrina coloniale enunciata nel 1795 e fissata dal Direttorio dopo il Colpo di Stato del 18 fruttidoro. Denunciando l'indulgenza dei deputati fruttidorizzati verso i coloni bianchi e i loro principi antirepubblicani, si giustificava l'opera di rigenerazione compiuta e il ruolo della giornata del 18 fruttidoro come garanzia e salvaguardia del decreto del 16 pluvioso. Significativamente, Bordas applaudiva così al Direttorio e all'azione del Ministero della Marina e delle Colonie, che aveva combattuto con rigore gli effetti della politica dei clichyens e la loro «tyrannie aux Conseils».

In effetti, i messaggi del Direttorio degli anni 1796-1797 testimoniavano che le scelte dei repubblicani della fine del 1797 e dell'anno 1798 non erano l'effetto delle circostanze, bensì la conseguenza di una interpretazione integrativa e universale dell'atto costituzionale che si opponeva, almeno dal 1795, ad una interpretazione ben più moderata e conservatrice condivisa anche al di fuori del Club di Clichy⁸⁰¹. Il caso di Rallier lo mostrava bene:

«je pense que tous les déportés et tous les réfugiés ne peuvent être considérés comme coupables d'émigration. Le général Toussaint l'Ouverture, qui a rendu depuis de si grands services à la France, a été lui-même un instant égaré. Il existe

⁷⁹⁹ *Ivi*, p. 4.

⁸⁰⁰ «L'art. 373 de la constitution trace les devoirs du Conseil. Par cet article le peuple a rompu sans retour et sans distinction avec tous les émigrés, et il a défendu au législateur de leur pardonner. On dirait vainement que la résolution ne concerne pas les émigrés. Qu'importe la dénomination si, sous le nom de réfugiés, de déportés, des émigrés véritables peuvent rentrer sur le territoire français? Il est certain qu'il y a des réfugiés et des déportés qu'il serait injuste de confondre avec les traîtres». *Ivi*, p. 6.

⁸⁰¹ Si vedano, ad esempio, i messaggi del Direttorio dell'8 nevosio anno IV, del 4 brumaio, del 1° frimaio, del 3 e del 19 floreale e del 27 pratile anno V.

cette différence essentielle entre les colons et les autres émigrés, que tout Français qui a quitté la France continentale n'a pu y être porté que par l'intention de maintenir les anciens abus, et de susciter des ennemis à sa patrie; mais que la nécessité seule a pu déterminer un colon à quitter ses cultures que son absence pouvait ruiner»⁸⁰².

Scegliere l'esempio di Toussaint Louverture, che aveva combattuto sotto gli inglesi prima di abbandonare il campo e unirsi alla causa francese⁸⁰³, rilevava la volontà di Rallier di far della categoria degli *émigrés* metropolitani un parametro inappropriato e rischioso per le questioni dei territori d'Oltremare. Il deputato si impegnava nello sforzo di separare le ragioni dell'emigrazione coloniale dalla causa per la libertà e insisteva sul fatto che il rifiuto dell'emancipazione non avrebbe potuto suscitare una indignazione di tale sorta da spingere i coloni ad abbandonare le proprietà. Eppure, la retorica dell'*égarement* e della fuga per necessità per giustificare la logica della differenza tra deportati delle colonie ed emigrati non funzionò: il Consiglio dei Cinquecento era divenuto piuttosto ostile a questa logica. Fu proprio Laveaux, deputato per la parte nord dell'isola, a prendere la parola e a rispondere alla posizione di Rallier: in quanto schiavo, Toussaint Louverture aveva sempre preso le armi per la causa della libertà, anche sotto il dominio degli inglesi; «alors qu'il a compris que les troupes françaises voulaient comme lui la liberté», continuava Laveaux, «il s'est engagé sous le drapeau tricolor»⁸⁰⁴.

Questa affermazione invertiva il paradigma coloniale: prima del Colpo di Stato del 18 fruttidoro, la priorità era stata la restaurazione del sistema tradizionale su base agricola e il ritorno alla potenza commerciale francese nei due continenti; in questo progetto i *planteurs*, grazie alla loro *expertise*, erano i benvenuti al di là della loro fedeltà ai valori rivoluzionari di libertà ed uguaglianza tra i neri e i bianchi. Al contrario, dopo il Colpo di Stato, la causa dell'emancipazione non restava più sullo sfondo e recuperava il suo posto all'interno della repubblica imperiale francese che ne garantiva il valore e l'esistenza: lo schiavo liberato, il nuovo cittadino repubblicano diveniva allora il referente di questo modello, il solo che, grazie al suo passato di non libero, poteva garantire la salvaguardia della Repubblica «en combattant pour la liberté et pour les droits naturels de l'homme»⁸⁰⁵.

⁸⁰² *Journal des débats et des décrets*, n°93, pp. 90-91.

⁸⁰³ David P. Geggus, "Front His Most catholic Majesty to the godless Republic: the «volte-face» of Toussaint Louverture and the ending of slavery in Saint-Domingue", in *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 1978 (n°241), pp. 481-499.

⁸⁰⁴ *Journal des débats et des décrets*, n°93, pp. 90-91.

⁸⁰⁵ *Ibid.*

Nei mesi che seguirono, il dibattito legislativo si sviluppò conformemente al programma elaborato da Bordas e Laveaux. Alla fine dell'anno 1797, le leggi organiche precisavano la dipartimentalizzazione delle colonie e l'irreversibilità dell'abolizione della schiavitù su tutto il territorio della Repubblica. L'adozione degli articoli organici, soprattutto il titolo XVI – «Des émigrés, déportés et réfugiés» – doveva molto alle esperienze precedenti che abbiamo illustrato. Si trattava di precisare il processo di redazione delle liste di emigrazione, di regolare i sequestri dei beni dei coloni ritenuti emigrati, di rimpatriare i coloni rifugiati e, infine, di rimborsare i proprietari le cui piantagioni erano state confiscate al servizio della Repubblica⁸⁰⁶.

Gli orientamenti dei legislatori rimasero costanti nella difesa dei principi emanati dalle leggi organiche: come sottolineato da Bernard Gainot, i dibattiti del periodo 1797-1798, anche se appassionanti, erano rivolti più alle persone su cui fare affidamento, che sui principi⁸⁰⁷. Questa constatazione sembrerebbe confermata anche dalle ultime posizioni in merito alle leggi sui soccorsi, meno nette rispetto a quelle della primavera del 1797. Con il discorso del deputato Mentor, gli sforzi dei legislatori si concentrarono sulla procedura da tenere per indennizzare i coloni assenti le cui proprietà erano state sequestrate dalla Repubblica e che non potevano essere considerati *émigrés* per la sola assenza dall'isola. Secondo Mentor, le ragioni della loro fuga non potevano venir valorizzate meno rispetto a quelle che obbligavano alcuni proprietari a rimanere sul continente europeo: salvo i coloni inseriti nelle liste di emigrazione delle colonie, i cui criteri erano prescritti dal sedicesimo titolo delle leggi organiche, tutti coloro che non avevano mai collaborato con la Gran Bretagna e che volevano rientrare a Santo Domingo ne avevano diritto, anche se si erano opposti a suo tempo al decreto del 16 piovoso anno II, perché «leur cœur a pu se retremper dans l'adversité et la pointe de leur orgueil a pu s'émousser contre tant de maux»⁸⁰⁸. Era necessario considerare le domande di soccorso e di indennizzo di tutti i coloni assenti come sincere solamente nel caso in cui «les revenus de leurs propriétés sont employées à l'achat de comestibles, à salarier les fonctionnaires publics et à solder les militaires» e che per tali ragioni non potevano rientrare nelle loro proprietà sequestrate dalla Repubblica.

Inoltre, il deputato Grandmaison, discutendo un progetto di legge sui soccorsi, sosteneva che i coloni che reclamavano le indennità sulle proprietà devolute alla Repubblica erano le «généreuses victimes de la plus glorieuse révolution» che meritavano quindi soccorso per le

⁸⁰⁶ Josep Eschasseriaux, *Rapport fait au nom de la commission chargée de présenter les lois organiques de la constitution dans les colonies & les mesures de législation & de politique pour opérer leur rétablissement*, Paris, Imprimerie nationale, 1798, pp. 41-45.

⁸⁰⁷ Bernard Gainot, "Métropole / Colonies. Projets constitutionnels", cit., p. 225.

⁸⁰⁸ Étienne Mentor, *Motion d'Ordre prononcée en faveur des colons patriotes déportés par les Anglais et des réfugiés de Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie nationale, 1798, p. 5.

loro «vertus civiques & guerrières» al pari dei militari repubblicani⁸⁰⁹. Per tutti gli altri, esclusi ovviamente gli *émigrés*, la Repubblica si incaricava di garantire il viaggio di rientro nella colonia: la volontà di rientrare costituiva già di per sé la garanzia della loro redenzione rispetto al rifiuto della libertà e dell'uguaglianza dei neri e la dimostrazione del loro *égarement* «mal informé» e non «perfide» che li differenziava dai veri controrivoluzionari⁸¹⁰.

Fu in questo clima che il legislatore Rollin propose il testo dell'ultima legge relativa ai soccorsi ai coloni del 28 germinale anno VII (17 aprile 1799)⁸¹¹ rimettendo in discussione il progetto di legge sugli indennizzi ai coloni del 2 messidoro anno VII (20 giugno 1799)⁸¹². La prima non si differenziava particolarmente dalla legge del 17 frimaio anno V riguardo alla somma da corrispondere ad ogni colono, ma questa volta i richiedenti dovevano mostrare un certificato di indigenza rilasciato dall'amministrazione municipale. Tutti i coloni proprietari delle piantagioni o delle attività commerciali che potevano trarre profitti e rendite dalle proprietà erano esclusi dai soccorsi e invitati a rientrare nella colonia.

Risultato dei dibattiti precedenti, il progetto di legge sugli indennizzi accordava dei rimborsi da pagare ai proprietari i cui beni erano stati utilizzati a beneficio della Repubblica e impegnava lo stato a garantire le spese per il viaggio dei coloni al fine di permettere di reinstallarsi nelle proprietà ancora libere⁸¹³. Il Direttorio era incaricato di censire lo stato dei beni rurali e degli stabili cittadini con l'indicazione dei nomi e dei cognomi dei proprietari o degli usufruttuari, dei coltivatori, dei locatari; doveva indicare lo stato dei sequestri, della natura e della condizione dei beni, la data e il prezzo dell'immobile, del contratto d'affitto, della produzione lorda e netta e della causa del sequestro. I reclamanti iscritti nel censimento potevano mostrare i loro certificati di proprietà o di usufrutto, mentre coloro che non erano compresi nelle liste erano invitati a presentare al più presto i certificati di residenza e di non immigrazione. Inoltre, tutti i coloni che desiderassero rientrare a Santo Domingo a spese della Repubblica dovevano fornire i certificati di residenza che garantissero la loro presenza o in Francia o in un paese neutro o alleato ed esibire i certificati di non emigrazione prima della partenza e alle autorità coloniali una volta arrivati a destinazione.

⁸⁰⁹ Joseph-Marie-Jean Grandemaison, *Opinion de Grandemaison sur le projet de résolution concernant les secours à accorder aux réfugiés, déportés et propriétaires de la Corse et des colonies*, Paris, Imprimerie nationale, 1799, p. 2-3.

⁸¹⁰ Jacques Tonnelier, *Rapport fait sur la résolution relative aux secours accordés aux réfugiés et déportés des colonies. Séance du 28 germinal an 7*, Paris, Imprimerie nationale, 1799, p. 2.

⁸¹¹ Antoine Rollin, *Rapport fait par Rollin sur les secours à accorder aux réfugiés, déportés et propriétaires de la Corse et des Colonies*, Paris, Imprimerie nationale, 1799.

⁸¹² «Projet de résolution relative aux indemnités à payer aux propriétaires dans les Colonies, dont les biens sont affermés au bénéfice de la République», dans *Collection Baudouin*, vol. 84, pp. 49-52.

⁸¹³ *Ibidem*.

Fare un bilancio sulla cultura politica e legislativa delle leggi sui soccorsi ai coloni nel periodo del Direttorio ci porta a sottolineare almeno tre punti essenziali. In primo luogo, le disposizioni previste dalle leggi rientravano nel campo della politica coloniale piuttosto che in quello dell'assistenza, sostituendo il principio di compensazione al principio del semplice soccorso come misura d'emergenza. In secondo luogo, le procedure legislative erano lo specchio di un conflitto irrisolto tra esecutivo e legislativo: le Commissioni delle Colonie, per sfuggire al peso dei vincoli costituzionali, perpetuarono le loro funzioni e concentrarono gli sforzi nello sviluppo di un maggior controllo del Consiglio dei Cinquecento e della sua maggioranza "parlamentare" sulle scelte del Direttorio per quanto riguardasse la materia coloniale. In terzo luogo, i dibattiti e le proposte legislative non furono l'effetto delle circostanze, quanto la prova di una volontà coerente e ferma di mantenere la Repubblica sui principi del 16 piovoso anno II poi confermati dalla Costituzione.

Fatta eccezione per l'offensiva coloniale dei deputati del Club de Clichy, le rivendicazioni dei coloni vennero accolte a condizione che questi ultimi accettassero il programma di rifondazione della Francia repubblicana e i suoi principi di emancipazione universale. La lotta per l'abolizione della schiavitù era allora la chiave per leggere il repubblicanesimo e l'accettazione dell'emancipazione era l'indicatore per distinguere i rifugiati dagli emigrati. Tuttavia, i conservatori opposero a questa interpretazione quella di un repubblicanesimo che non ammettesse l'uguaglianza degli uomini e che richiedesse una partecipazione politica limitata al benessere della Francia tramite lo sfruttamento coloniale. Questo "lato oscuro" della cultura direttoriale, a sua volta incrocio tra gerarchie sociali d'Antico Regime e istanze rivoluzionarie, venne messo in minoranza dopo il 18 Fruttidoro, per poi riaffiorare sotto il Consolato: lungi dall'essere un esito obbligato a partire dal 1795, questa restaurazione era quindi l'effetto del confronto tra gruppi di interessi politici divergenti.

Diverse leggi di soccorso, diverse pratiche repubblicane da mettere in atto, diverse contraddizioni da risolvere: si comprende allora meglio lo shock del ministro Edmond Genet di fronte alla discriminazione razziale applicata in occasione dei soccorsi ai coloni negli Stati Uniti e la sua riluttanza a concepire la Repubblica americana come una repubblica pienamente realizzata. Nel capitolo sui soccorsi ai coloni negli Stati Uniti avevamo avuto modo di osservare che anche per il caso americano non si trattasse solamente di una misura di carattere assistenziale, ma anche politica e, più largamente, di ordine pubblico e di equilibrio esterno. Pur rispondendo a quesiti politici di ordine interno della repubblica e della sua proiezione sul piano internazionale, le misure di soccorso si diversificavano soprattutto sulla maniera con la quale ci si interrogava sullo statuto dei coloni.

Da parte americana, che fosse a livello locale o federale, abbiamo visto che i coloni venivano innanzitutto considerati dei rifugiati, perché rappresentanti della classe partner commerciale e sociale i cui destini venivano guardati con apprensione per almeno due ragioni: da un lato si temeva che la fuga e la mancata sopravvivenza del sistema coloniale francese potesse mettere a dura prova anche il sistema economico americano; dall'altro invece, la solidarietà per la loro condizione originava dalla speranza che quanto stesse accadendo a Santo Domingo si circoscrivesse alla sola isola e che non contagiassero l'intero Nuovo Mondo. I coloni bianchi dell'isola non costituivano una minaccia per l'ordine sociale degli Stati Uniti; si erano a lungo rivelati al contrario parte di un florido sistema economico che legava dal 1783 la Francia agli Stati Uniti e costituivano la colonna politica e sociale dei rapporti tra le due sponde atlantiche grazie alle loro produzioni e ai loro commerci.

Chi generava non poche preoccupazioni erano invece i cosiddetti *french negroes*, schiavi o ex-schiavi originari di Santo Domingo che seguivano i padroni nel loro esilio o che, una volta ottenuta la libertà, si trasferivano altrove e potevano costituire un esempio per le rivolte servili negli Stati del Sud. Più ancora che sugli schiavi fedeli ai padroni – che come abbiamo visto nella testimonianza di Duvallon, spesso venivano ben accolti dai *planters* americani perché segno evidente della riconoscenza dei servi per i padroni e quindi segno del consolidamento dei principi gerarchici che sosteneva il sistema della grande proprietà terriera del Sud – a costituire una minaccia erano i neri liberi, coloro che avevano conosciuto la libertà. L'esclusione dei neri dai soccorsi e, in alcuni casi, l'espulsione di quelli originari di Santo Domingo per la sola ragione di aver “conosciuto la libertà” erano la manifestazione più chiara di un nuovo timore che covava nelle società di fine Settecento e che si sarebbe radicato in Francia e negli Stati Uniti: l'equiparazione civile, giuridica, politica e sociale dei bianchi e dei neri.

Da parte francese, l'avanzamento della Rivoluzione e lo scontro tra le diverse componenti della società a partire dal 1790 aprirono la strada ad un allargamento della cittadinanza e del riconoscimento dei diritti dell'uomo e del cittadino, con conseguente emancipazione degli schiavi e abolizione della schiavitù in tutti i domini francesi d'Oltremare. Questo processo complicò il quadro giuridico dei coloni, categoria nella quale non vi comparivano solamente i rifugiati, bensì anche i collaboratori con il governo britannico, gli *émigrés*, i controrivoluzionari e gli oppositori al decreto del 16 pluvioso. Una categoria larga, che non rispettava la dinamica rivoluzionaria e che necessitava una sua più chiara definizione. Compito del quale si incaricarono le differenti correnti politiche al potere, che non mantenendo l'organica unanimità del governo americano, rifletterono sulla materia le divisioni e le diverse

opinioni sul ruolo dei coloni anche sul piano dei soccorsi. Di conseguenza, i criteri per la distribuzione dei soccorsi non avevano base razziale, ma politica, costruendosi sulla distinzione tra patrioti e traditori, tra repubblicani e controrivoluzionari, tra oppositori al decreto del 16 pluvioso e veri amici della libertà. Tra le varie opzioni introdotte, ovviamente, non mancò anche quella americana nel corso del dibattito, per la quale fosse necessario soccorrere i coloni al fine di metterli al riparo dalla “furia africana”, di salvaguardare le loro proprietà e permettere loro di tornare a fruirne senza l’ingombrante presenza degli ex-schiavi liberi. Il timore dell’usurpazione dei neri e del rovesciamento delle gerarchie dell’ordine accomunava i coloni e i loro rappresentanti in Francia come i *planteurs* americani, tutti impegnati a mettere al sicuro il regime della proprietà esistente e lo status quo sociale nei quali dominavano. Da un lato insomma, come detto, si intendeva costruire la *cit   républicaine universelle*, dall’altra, invece, si cercava di salvaguardare la *cit   des propriétaires*.

D’altro canto, le politiche divergevano quanto al tipo di soccorso: sembra superfluo, ma    bene ricordare che mentre per gli americani aiutare i coloni era significato prima ragionare sulla possibilit   di intervenire militarmente in loro soccorso e poi limitarsi alla raccolta e alla distribuzione del denaro per sostenere le spese di vitto e alloggio dei pi   poveri di loro; per i francesi invece si era trattato solo in minima parte di ragionare sulla quantit   e sulla modalit   di distribuzione del denaro, concentrando soprattutto il discorso verso la valorizzazione della propriet   e dell’azione militare come forme di indennizzo per i coloni.

Questa differenza spiega oltretutto l’approccio metodologico con il quale si    affrontato le due vicende: per il caso degli Stati Uniti, oltre ai discorsi in seno alle assemblee locali, alle societ   di beneficenza e al Congresso ci si    particolarmente concentrati sulle pratiche della distribuzione del denaro nelle singole realt   cittadine. Per la Francia, invece, si    optato per l’analisi dei discorsi e la loro performativit   e si    tralasciato il peso delle pratiche di distribuzione del denaro o i tentativi di censimento dei beni a Santo Domingo per agevolare i proprietari a rientrarne in possesso. La ragione di questa scelta    piuttosto semplice: mentre negli Stati Uniti le politiche di beneficenza giocarono un ruolo importante sia nell’elaborazione di un diritto al soccorso, sia nel miglioramento della vita dei coloni indigenti – particolarmente delle vedove, dei minorenni e degli inabili al lavoro –, in Francia la distribuzione degli aiuti venne delegata alle realt   locali su base municipale ed ebbe un relativo impatto sulla vita dei coloni. Poca risonanza ebbero inoltre le politiche di censimento e di rimpatrio dei coloni, che rimasero piuttosto guardinghi nei confronti dei progetti repubblicani per via dell’incertezza della situazione di Santo Domingo, nel quale gli scontri tra i generali e tra le forze della

Madrepatria lasciavano presagire il prolungamento delle tensioni sociali⁸¹⁴. Del resto, come avevamo detto nel primo capitolo, ben pochi furono i rientri nell'isola dopo il 1796 e nonostante gli sforzi del ministro plenipotenziario Adet e i ripetuti annunci sui quotidiani americani per invitare i coloni a rientrare, quasi nessun colono considerato in questo studio si decise ad abbandonare la Francia o gli Stati Uniti per ritornare a Santo Domingo tra il 1795-1799. Perché, come dichiarava il colono Claude Parisot infatti:

«Proscrit moi même par les agents infidèles d'un gouvernement alors tyrannique, je n'ai point le désir de rentrer dans ma patrie, jusqu'à ce que des lois sages & respectueuses y aient rétabli l'ordre & la tranquillité. Depuis longtemps j'ai fait le sacrifice de toutes mes propriétés coloniales, les regardant comme absolument nulles, tant que le nouveau système sera maintenu aux colonies. Ceux qui me connaissent ne me soupçonneront pas non plus, j'espère, de vues hostiles pour mon pays, puisque j'ai mieux aimé végéter dans la médiocrité sur un sol étranger, que d'accepter les offres d'une puissance qui, quel que soit le motif de sa générosité, n'est pas économe de ses trésors, ni de moyens de séduction.»⁸¹⁵.

Una sintesi differenzialista prima del 1802?

«Ce fut ainsi, en transigeant avec le Directoire, que je rendis le plus grand service à la colonie de Saint-Domingue.»⁸¹⁶. Così chiosava Vienot de Vaublanc nelle sue memorie postume del 1857 parlando dell'invio del generale Hédouville come commissario civile nella colonia di

⁸¹⁴ Si veda, ad esempio, un commento critico alla soppressione dei soccorsi ai coloni da parte del governo francese di un anonimo sulla *Gazette française et américaine* di New York. L'autore criticava duramente le scelte del governo di inserire sulle liste di proscrizione i coloni maschi sospettati di emigrazione controrivoluzionaria e di invitare invece le loro mogli, i loro padri, i loro figli minori e le vedove a rientrare in un territorio che, privo delle figure maschili di riferimento, sarebbe stato loro ostile: «La République française avait accordé la subsistance à un petit nombre de colons, que les dangers de tout genre qui les environnaient à St-Domingue avaient forcés de se réfugier au continent américain. Les nouveaux commissaires ont paru empressés de rappeler dans la colonie, non pas ceux qui pouvaient être utiles, mais les femmes, les enfants & les vieillards. En conséquence on les a invités à se faire inscrire pour les deux parlementaires qu'on a expédiés, en leur déclarant que de ce moment tous les secours seraient supprimés. Très peu se sont fait inscrire, parce que la plupart n'ont aucun asile, ni aucune ressource, surtout dans la patrie du Nord, parce que des femmes & des enfants se déterminent difficilement à abandonner leurs pères, leurs maris, leurs frères, qui pourraient leur servir d'appui & les protéger dans un pays dévasté & livré de toutes parts à la férocité des brigands. Ainsi ces infortunés si dignes de protection, repoussés du sein de leur patrie, dont ils n'ont pas démérité, chassés de leurs foyers par la tyrannie ou l'anarchie, se voient condamnés à gémir dans les horreurs de l'indigence, sur une terre étrangère; heureux si le peuple philanthrope qui leur a donné un asile, joint à ce bienfait celui de les mettre à même d'exercer leur industrie & de leur procurer des soulagements que leur refuse la patrie à laquelle ils doivent leur triste existence?». *Gazette française et américaine*, 29 agosto 1796, n°75.

⁸¹⁵ *Gazette française et américaine*, 18 aprile 1796, n°18.

⁸¹⁶ Vincent-Marie Vienot de Vaublanc, *Mémoire de M. Le Comte de Vaublanc, avec avant-propos et notes, par M. Fs. Barrière*, Paris, Firmin Didot Freres, 1857, p. 311.

Santo Domingo. Il deputato in effetti aveva molto insistito perché il Direttorio scegliesse di inviare una nuova commissione e non aveva nascosto la volontà di esercitare un forte controllo sulla scelta del commissario e sulla sua politica una volta arrivato nell'isola. Anzi, grazie alla maggioranza nei Consigli, i *clichyens* erano riusciti a far sì che i colleghi votassero una mozione per invitare il Direttorio a nominare una Commissione che avrebbe dovuto essere responsabile del proprio operato davanti al potere legislativo ed esecutivo congiunti. Secondo la testimonianza tardiva di Vienot de Vaublanc, la scelta del generale Gabriel de Hédouville come commissario civile fu infatti l'effetto di un'abile politica di raccordo tra il deputato, il ministro degli esteri Talleyrand e il direttore Barras⁸¹⁷. Accettando tale ricostruzione, la nomina fu dunque l'esito di un accordo a tavolino e l'effetto di un lungo braccio di ferro tra il Direttorio e la maggioranza *clichyens* ai Consigli che sembrava risolversi decisamente a vantaggio dei secondi.

Le *Mémoires* di Vienot de Vaublanc non sono particolarmente affidabili nella ricostruzione del senso storico di quanto accaduto, perché più che un accurato tentativo di ripercorrere le tappe del processo rivoluzionario il *récit* si occupava di giustificare la condotta dell'uomo di fronte alle accuse dei monarchici oltranzisti di aver tradito la causa dei Borbone per l'ideale rivoluzionario. In questo senso allora, la rivendicazione della scelta di compromettersi con il Direttorio per imporre la figura di Hédouville veniva proposta da Vienot de Vaublanc come il suo più grande ed estremo gesto salvifico verso una colonia che sembrava oramai persa. A posteriori sappiamo che l'azione di Hédouville non ebbe in realtà l'impatto sperato, perché il generale, inviato per pacificare santo Domingo sulla scia dell'azione pacificatrice che era riuscito a compiere in Vandea, si scontrò immediatamente con il generale Toussaint Louverture, al punto di dover abbandonare Santo Domingo negli ultimi mesi del 1798 e lasciare dietro sé una scia di tensioni e conflitti mai risolti che avrebbero portato alla guerra civile tra Rigaud e Louverture nota come *Guerre des Couteaux*⁸¹⁸.

Su un punto però la ricostruzione di Vienot de Vaublanc era veritiera: sul breve periodo, la scelta di Hédouville è da considerarsi la più concreta eredità della politica della destra monarchica in seno ai due Consigli. È vero, infatti, che sebbene il gruppo *clichyen* fosse già

⁸¹⁷ «Le Directoire lui-même fut accablé des preuves que j'accumulai et résolut de tirer enfin cette colonie de l'horrible état où elle était réduite. Barras, l'un des directeurs, chargé plus spécialement de cette partie, parla au général Beurnonville du désir qu'il avait de s'entendre avec moi pour cet objet. M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, en avait aussi parlé à ce général. J'allais d'abord avec lui chez M. de Talleyrand, qui m'engagea à voir Barras. Je le trouvai très bien disposé; il me promit de rappeler les commissaires, d'envoyer dans la colonie six mille hommes, sous les ordres du général Hédouville, mon ancien camarade de l'École militaire et d'une probité à toute épreuve, première condition pour ce malheureux pays, où l'on cherchait, avant toutes choses, à faire sa fortune. Je dois remarquer que Barras fut fidèle à sa promesse, et qu'il exécuta, même après le 18 fructidor, où je fus proscrit pour la quatrième fois.». *Ibidem*.

⁸¹⁸ Laurent Dubois, *Avengers of the New World*, cit., pp. 217-246.

stato arrestato e deportato dopo il Colpo di Stato del 18 Fruttidoro, i tre direttori rimasti in carica confermarono la nomina del generale e lo inviarono nell'isola allo scopo di restaurare la pace e ricondurre l'azione di Toussaint Louverture sotto l'egida di Parigi. Sul lungo periodo invece, l'eredità della cultura politica elaborata dal partito clichyen in questi due anni di dibattito fu decisamente più importante di quanto la storiografia abbia fino ad ora sottolineato.

Certo, a breve termine la politica coloniale della destra monarchica sembrò destinata ad infrangersi con il Colpo di Stato del 18 fruttidoro, con la deportazione dei membri più influenti e con la messa al bando di tutti gli organi di stampa che ne sostenevano la politica. Se però si getta lo sguardo non ai mesi successivi al 18 fruttidoro, bensì a quelli che seguirono al 18 brumaio, la situazione cambia radicalmente e assistiamo ad un ritorno in auge di una cultura politica estremamente conservatrice e, soprattutto, "differenzialista" in ossequio alla *tradition clichyenne* degli anni 1796-1797⁸¹⁹. Concretamente fallimentare, questo modello coloniale finì però per condizionare la vita politica della Francia dei primi anni dell'Ottocento particolarmente sul fronte della differenza razziale come forma di dominazione, di supremazia e di giustificazione dello sfruttamento coloniale su larga scala.

Per il momento però, quello che ci interessa sottolineare è la costruzione di un modello differenzialista, che faceva di Santo Domingo e dei territori d'Oltremare dei soggetti nettamente differenti dalla Francia metropolitana. Il percorso non fu privo di ostacoli e, soprattutto, fu più il risultato della dinamica politica e dello sviluppo del dibattito ai due Consigli che l'effetto di una saggia e accurata pianificazione da parte del partito clichyen e della lobby coloniale alle sue spalle. Il carattere in qualche modo "improvvisato" e non privo di errori e passi falsi, l'intreccio e il recupero di elementi precedenti risalenti all'Antico Regime e, soprattutto, alla politica dell'Assemblea Nazionale del 1791, rendono il quadro complesso e costantemente sul crinale tra un ritorno al passato e uno sguardo verso il futuro. Meglio ancora, gli elementi persistenti del passato venivano ricombinati con quelli rivoluzionari, al fine di correggere le storture del passato e perfezionare il presente, secondo un regime di temporalità incerto, che affrontava il presente con un occhio vigile sul futuro da un lato e ancora un piede nel passato dall'altro.

⁸¹⁹ Ad occuparsi di questi temi vi sono, su tutti, Bernard Gainot e Yves Bénot: il primo si è interessato al processo di costituzionalizzazione e dipartimentalizzazione di Santo Domingo; il secondo invece si è concentrato sul ritorno in auge delle teorie razziste durante il Consolato di Bonaparte, quella *démence coloniale* che fu anticamera e ragione della spedizione del generale Leclerc per il recupero dell'isola. Si veda, particolarmente: Bernard Gainot, "La constitutionnalisation de la liberté générale sous le Directoire", cit.; Bernard Gainot, "Métropole/Colonies. Projets constitutionnels et rapports de forces, 1798-1802", in Yves Bénot, Marcel Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haiti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 13-28; Yves Bénot, *La démence coloniale sous Napoléon*, Paris, La Découverte, 1992.

Infatti, non va dimenticato che la politica della destra e della lobby coloniale si costruì a partire dal quadro repubblicano formulato dalla Costituzione del 1795, che da un lato “dipartimentalizzava” sulla carta le ex-colonie trasformandole in domini d’Oltremare al pari della Francia metropolitana, ma dall’altro lasciava una certa autonomia d’azione grazie agli articoli 155 e 156 che vincolavano i territori a particolari condizioni⁸²⁰. In effetti, questi articoli stabilivano un eccezionalismo a lama doppia: da un lato permettevano di tener conto della situazione reale delle colonie, dall’altro offrivano inedite opportunità di resistenza, come nel caso del rifiuto degli agenti del Direttorio nelle isole Mascarene. Inoltre, la porosità di questi articoli si estese anche alla questione della cittadinanza, dove l’assenza di chiarezza sul tema aprì a diverse interpretazioni ciniche, ma legali sulla nazionalità degli schiavi e sull’egualitarismo abolizionista e il suo scontro con la repubblica censitaria “dei migliori”. Insomma, assieme ai temi ricorrenti e già affrontati del rapporto tra deputati e lobby coloniale, del ruolo dei coloni nella ricostruzione della potenza economica e commerciale francese, la tesi della diversità tra la Francia e i suoi territori d’Oltremare costituì un asse portante della cultura politica e parlamentare della destra repubblicana conservatrice e monarchica⁸²¹.

L’opinione differenzialista si concretizzò in tre tempi differenti: innanzitutto, in occasione del dibattito per le elezioni in Guyana e a Santo Domingo tra i mesi di ventoso e floreale anno V; poi, in occasione del grande dibattito di pratile anno V sull’operato della Terza commissione civile; e, infine, in occorrenza del dibattito di messidoro anno V riguardo la possibilità di un intervento armato nell’isola o dell’invio di una nuova commissione.

Il 28 brumaio anno V il deputato Isoard tenne un lungo discorso sulle elezioni a Cayenne, nella colonia della Guyana, al fine di illustrare al Consiglio dei Cinquecento le ragioni dell’annullamento della procedura elettorale. Per farlo, Isoard si appellò all’articolo 155 della Costituzione e più precisamente alle parole di Boissy D’Anglas in occasione del rapporto presentato dalla Commission des Onze che disponeva un regolamento eccezionale per gli affari amministrativi nelle colonie:

«Comme cette partie de la République, disait le rapporteur de la commission des onze, est encore dans un mouvement révolutionnaire que l’habitude de la liberté et

⁸²⁰ Articolo 115: «Tous les fonctionnaires publics dans les colonies françaises, excepté les départements des îles de France et de la Réunion, seront nommés par le Directoire jusqu’à la paix»; articolo 116: «Le Corps législatif peut autoriser le Directoire à envoyer dans toutes les colonies françaises, suivant l’exigence des cas, un ou plusieurs agents particuliers nommés par lui pour un temps limité – Les agents particuliers exerceront les mêmes fonctions que le Directoire, et lui seront subordonnés».

⁸²¹ Frédéric Charlin, “L’expérimentation de l’identité législative aux colonies, de la Convention au Directoire”, in Frédéric Régent, Jean-François Niort, Pierre Serna, (dir.) *Les Colonies, la Révolution française, la Loi*, cit., pp. 93-106.

l'énergie de vos lois peuvent seules calmer, nous pensons que vous devez décréter que provisoirement, et jusqu'à ce que vos successeurs en aient autrement ordonné, ces administrateurs seront nommées par le Directoire»⁸²².

Ricorrendo agli aspetti legalisti, sostenendo che laddove non si lasciava alle colonie l'autonomia di eleggere i propri amministratori non si poteva neppure concedere la possibilità di eleggere i rappresentanti, Isoard profittava del vuoto legislativo e del regime di eccezionalità previsto dagli articoli 155 e 156 per annullare le elezioni in Guyana. Sulla stessa linea fu il discorso di Giraud, deputato di Nantes al Consiglio degli Anziani, per il quale l'annullamento delle elezioni era la diretta conseguenza di una falla procedurale, dato che nelle colonie l'assenza di divisione dipartimentale non avrebbe potuto permettere la formazione delle assemblee elettorali⁸²³. Alla risoluzione di Isoard, poi riproposta da Giraud per la ratifica, si oppose però il deputato e presidente del Consiglio Baudin, che sostenne a gran voce l'integrazione delle colonie e il loro conseguente diritto a votare i propri rappresentanti come tutti gli altri dipartimenti della Francia continentale. La discussione attorno agli articoli 155 e 156 si concentrava nel suo caso su un problema differente: se per Isoard e Giraud gli articoli vietavano la scelta interna degli amministratori per sottrarre l'elezione ai disordini della guerra civile e lasciare alla Madrepatria la possibilità di intervenire sulle scelte dei nuovi cittadini, per Baudin si trattava invece di far sì che gli amministratori – e quindi il potere esecutivo – non rispondessero solamente agli interessi locali della colonia, bensì si coordinassero con le esigenze della Francia metropolitana. Da un lato, si sentiva l'esigenza di mettere fine ai disordini e si lasciava aperta la possibilità alla Madrepatria di intervenire sul regime interno della colonia e sull'ordine sociale; dall'altro invece si interpretava la nomina continentale degli amministratori come un tentativo di bloccare le tendenze autonomiste che ancora circolavano negli ambienti coloniali e, per questa via, escludere la possibilità che le potenze straniere – soprattutto la Gran Bretagna – traessero profitto da queste istanze⁸²⁴.

Non solo, Baudin proseguiva difendendo il diritto dei cittadini della Guyana a votare i propri rappresentanti in nome della fedeltà che questi avevano sempre mostrato alla Repubblica approvando e applicando immediatamente il decreto del 16 pluvioso senza opporre resistenza; per tali ragioni, aggiungeva, bisognava accordare loro tutta la fiducia necessaria per eleggere i

⁸²² *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 82, p. 427.

⁸²³ *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 83, p. 343: «Or, s'il n'y a pas eu division du territoire, il n'a pu y avoir d'assemblées primaires, parce qu'aucune d'elles n'aurait eu de circonscription désignée; s'il n'y a point eu d'assemblées primaires, il n'y a point eu d'assemblée électorale; s'il n'y a point eu d'assemblées électorale, il n'a pas pu y avoir d'élections; ou s'il en a été fait, elles sont nulles.»

⁸²⁴ Miranda Spieler, *Empire and Underworld*, cit., pp. 53-59.

rappresentanti ed evitare che l'annullamento delle loro elezioni diventasse ragione per l'insorgere di nuovi conflitti di legittimità tra la Francia e i suoi domini e che la mancanza di una rappresentanza prolungasse oltre lo statuto eccezionale delle colonie a discapito dell'integrazione repubblicana⁸²⁵. A poco servirono le proteste di Baudin, perché il 24 frimaio anno V le elezioni in Guyana vennero bloccate e si decise di rimandarle all'anno successivo, una volta completato l'iter di dipartimentalizzazione del territorio.

Insomma, il discorso così transitava dagli articoli 155 e 156 alla questione della dipartimentalizzazione, che rimaneva un punto irrisolto la cui risoluzione era stata delegata ai consigli legislativi una volta messa in applicazione la Costituzione del 1795⁸²⁶. In effetti, di tutte le argomentazioni emerse, la necessità di ripartire in dipartimenti le colonie prima che queste potessero eleggere i propri rappresentanti diventò un vero *leit-motiv* per i deputati clichyens e i coloni, al fine di annullare le elezioni di Santo Domingo ed erodere l'imposizione del nuovo *status quo* sociale della colonia. L'occasione, infatti, si pose nel mese di ventoso anno V, quando con un rapporto di Louis Gustave Doulcet de Pontécoulant il Consiglio dei Cinquecento pose l'attenzione sui processi verbali delle elezioni tenutesi a Santo Domingo e la possibilità di ammettere i suoi rappresentanti eletti a sedere nei due Consigli⁸²⁷. La discussione inizialmente fu dello stesso tenore di quella per la Guyana: Doulcet de Pontecoulant aprì il suo discorso con la lettura dei processi verbali delle assemblee elettorali e si appellò alla mancanza di una nuova ripartizione dipartimentale della colonia per annullare le votazioni avvenute e criticarne l'assenza di un protocollo procedurale chiaro e determinato dalla legge. A seguito della mozione della commissione incaricata di redigere il rapporto – che contava, tra i suoi membri più influenti Boissy D'Anglas e Dumolard, noti frequentatori del Club de Clichy – i Consigli si accapigliarono per giorni sulla questione, che presto si allargò più in generale ad una riflessione sul ruolo degli agenti del Direttorio nell'isola e sulle modalità con le quali si dovesse procedere per integrarla pienamente alla Repubblica.

Nulla parve lasciato al caso, perché fu nel mese di ventoso che i clichyens organizzarono la loro prima vera offensiva. Infatti, lo stesso giorno del rapporto di Doulcet de Pontecoulant

⁸²⁵ *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 83, pp. 353-354: «Quoi! Citoyens, les députés de Saint Domingue qui ont été élus par les citoyens armés contre l'aristocratie de l'Espagne et de l'Angleterre; ceux des îles du Vent qui ont été élus par des colons réunis à la Dominique sur une terre étrangère; ceux de l'Ile-de-France, de cette colonie qui a gardé quelque chose de la Constitution de 1791, même son veto royal; tous les députés de ces îles siégeraient parmi vous; et Cayenne, la plus tranquille de vos colonies, celle qui fut toujours fidèle, celle qui a été un modèle d'obéissance à la loi du 16 pluviôse sur la liberté des nègres; Cayenne qui exécute la Constitution de 1795, serait privée du droit d'être représentée ici, de ce droit que la reconnaissance devrait lui donner quand il ne lui serait point acquis par la loi!».

⁸²⁶ Frédéric Charlin, "L'expérimentation de l'identité législative aux colonies", cit.

⁸²⁷ *Rapport fait par Doulcet au nom d'une Commission composée de Doulcet, Isoard, Blad, Boissy et Dumolard, sur les élections de Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie nationale, 1797.

venne letto al Consiglio dei Cinquecento anche il testo di un messaggio del Direttorio esecutivo che ricordava ai deputati come le elezioni fossero la garanzia della libertà dei neri, che si vedevano riconosciuti concretamente quei diritti che erano stati fino ad ora garantiti solamente ai bianchi:

«Il fallait une nouvelle garantie pour leur liberté, aux hommes que le décret du 16 pluviôse de l'an 2 avait appelés aux droits de citoyen. [...] On disait aux hommes noirs que vous vouliez rapporter la loi qui les a rendus libres; on leur disait que vous ne vouliez pas les faire jouir des bienfaits de la constitution; on leur disait que la constitution n'était faite que pour les Français d'Europe. Les agents du Directoire ont proclamé l'acte constitutionnel. Le nouveau citoyen a lu l'article 15 de la déclaration des droits et des devoirs de l'homme. Il a été appelé aux assemblées primaires; il en est sorti en bénissant la République française. Depuis lors, le cultivateur est retourné sur son atelier, la culture s'est activée, les troubles ont disparu: le Nord et l'Ouest sont aujourd'hui tranquilles, et tout annonce que cette tranquillité sera durable»⁸²⁸.

Garantita la libertà e l'uguaglianza rispetto ai bianchi tramite la partecipazione elettorale, secondo il Direttorio i neri avevano riconosciuto la buona intenzione della Francia continentale e dimostrato la propria fiducia e appartenenza alla Repubblica francese tramite il ritorno al lavoro negli atelier e lo sforzo collettivo per riavviare la produzione coloniale. L'operazione politica del messaggio aveva così spostato il tema della validità delle elezioni dal piano legalista a quello politico, perché la partecipazione elettorale non aveva più nulla a che vedere con le procedure stabilite dalla legge, bensì con le fondamenta stesse della legittimità repubblicana, per la quale ogni suo cittadino godeva di eguali diritti e doveri.

È probabile che il tempismo del messaggio non fosse casuale e che il Direttorio avesse preparato un contrattacco in risposta alle pretese di Doulcet de Pontecoulant e ai suoi colleghi per annullare le elezioni. Dello stesso avviso sembrarono i coloni, che sulle pagine del *Journal Historique* organizzarono un duro attacco al messaggio del Direttorio ed enunciarono passo per passo il programma dei deputati della destra nei mesi seguenti. Soprattutto, l'articolo, analizzando ogni riga del messaggio, ne smentiva il contenuto presentando dei dati alternativi mettendo in discussione la veridicità degli agenti e dell'esecutivo e poneva la fiducia solamente nel rapporto del deputato Doulcet de Pontecoulant come alternativa veritiera alle menzogne

⁸²⁸ *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 86, p. 69:

dell'esecutivo⁸²⁹. In questo modo, a sconfessare il valore delle elezioni non erano più né gli aspetti legalisti già previsti dalla Costituzione né quelli che ancora attendevano la produzione legislativa – la dipartimentalizzazione – bensì la narrazione stessa degli eventi così com'erano presentati dagli agenti del Direttorio.

Una volta che il piano della credibilità degli agenti era stato incrinato, a poco potevano servire allora gli appelli alla legalità della procedura elettorale, che sembravano solamente un cavillo per avvocati ora che la destra, appoggiata dai coloni, minava la legittimità delle elezioni dal punto di vista sostanziale e non solamente formale com'era stato per quelle in Guyana. A poco servirono i progetti di divisione dipartimentale ed elettorale delle colonie presentati dal deputato Daunou⁸³⁰, le sollecitazioni ad accettare la riforma del portavoce della *Commission des Colonies* Marec⁸³¹ e il rapporto della commissione capeggiata dal deputato Rousseau sulla validità delle elezioni a Santo Domingo⁸³²: gli sforzi, infatti, vennero tutti sconfessati alla luce delle recenti accuse di inattendibilità dell'esecutivo rispetto alla situazione coloniale. Infine, dopo mesi di dibattito, il 13 floreale anno V i deputati della destra, dopo un'ultima sferzata al tentativo conciliatore di Rallier, riuscirono a far annullare le elezioni e, soprattutto, a rimandare inoltre i progetti per la dipartimentalizzazione delle colonie e la divisione delle circoscrizioni elettorali⁸³³.

Anzi, la messa in discussione dell'operato del Direttorio permise di congelare qualsiasi progetto di stabilizzazione legislativa nella colonia di Santo Domingo e qualsiasi avvallo dello status quo vigente⁸³⁴. In questo modo, sospendendo il procedimento di integrazione e assimilazione coloniale, per i deputati della destra fu più facile smantellare l'eredità della Convenzione nazionale e dimostrarne il presunto fallimento, al fine di ridiscutere i termini della situazione politica e sociale dell'isola e di restaurare l'ordine secondo coordinate passatiste e razziste.

Teatro della messa in discussione dell'ordine coloniale fu il mese di pratile anno V. Il Direttorio, già in floreale, aveva presentato un giudizio severo verso i coloni bianchi che non intendevano rientrare nell'isola, sostenendo, come abbiamo visto nel paragrafo precedente, che

⁸²⁹ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 2 marzo 1797, n°197. Per il testo si veda annesso n°16.

⁸³⁰ *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 86, pp. 267-268.

⁸³¹ *Ibidem*.

⁸³² *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 86, pp. 425-427.

⁸³³ *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 88, pp. 173-193.

⁸³⁴ «Doulcet dit que la discussion sur la division territoriale des colonies est le dernier objet qui doit occuper le Conseil. Avant d'établir des assemblées primaires, il faut purger les colonies de ces despotes, qui pillent, assassinent, s'emparent des propriétés et foulent aux pieds les lois les plus sacrées de la justice et de l'humanité». *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 89, p. 30.

a frenarli dal ritorno fosse il pregiudizio razziale e non la paura dei disordini e dell'attacco alla loro persona o alla loro proprietà:

«Tout leur temps, toutes leurs combinaisons ont pour but d'attiser le feu de la guerre civile, d'entretenir les haines: peu flattés de rentrer sur leurs habitations, tant qu'ils auront la certitude d'y subir perpétuellement le supplice de l'égalité, des monceaux de cadavres et de cendres sont moins effrayants pour eux que la vue d'un *Noir citoyen*.»⁸³⁵.

Vienot de Vaublanc, portaparola della lobby coloniale, colse l'occasione per sconfessare il messaggio e chiedere che fosse necessario convocare una nuova *Commission des Colonies* che indagasse sulla condizione delle colonie con un'inchiesta parallela al lavoro degli agenti del Direttorio. L'elezione del nuovo terzo del corpo legislativo aveva fatto sì che i Consigli si riempissero di conservatori e monarchici, permettendo alla destra una vera e propria egemonia in seno al potere legislativo senza precedenti nella storia repubblicana. Di questa preziosa occasione Vienot de Vaublanc fece tesoro e sfruttando il rimpasto elettorale propose di aggiornare la *Commission des Colonies*, i cui membri abolizionisti vennero tutti sostituiti con deputati che si erano già distinti per un atteggiamento scettico verso l'emancipazione nel corso dell'anno III e IV: Bourdon de l'Oise, Tarbé, Vaublanc, Villaret-Joyeuse e Hellot.

Abbandonato il progetto della divisione territoriale, la nuova Commissione lavorò a stretto contatto con i coloni di Santo Domingo a Parigi per l'elaborazione di un nuovo rapporto nel quale l'immagine dell'isola venne ribaltata rispetto a quanto fino ad ora presentato dagli agenti del Direttorio. Se confrontato con quanto Chotard Ainé e Deaubonneau scrivevano parallelamente sul *Journal Historique*, possiamo vedere che a tratti il rapporto di Vienot de Vaublanc ricalcava le stesse parole degli articoli più violenti dei coloni contro i messaggi del Direttorio. Sappiamo infatti da una lettera degli stessi mesi che Chotard Ainé inviò al suo corrispondente Jacques Delaire che effettivamente il colono collaborò ai lavori della Commissione come esperto esterno, assieme ad un gruppo piuttosto consistente di rifugiati a Parigi, a partire da Barré de Saint-Venant e François Gauthier – sul quale avremo modo di tornare a breve⁸³⁶.

Commentando i mali che i coloni bianchi avevano subito dal 1791, Vaublanc asseriva che le cause erano da rintracciare nel “furore rivoluzionario” che i commissari civili avevano

⁸³⁵ *Ivi*, p. 336.

⁸³⁶ American Philosophical Society, Girard Papers (GP), *Incoming letters*, 1797.

adottato per proscrivere i coloni dalla colonia. Sonthonax era la vittima principale dell'attacco, e si sottolineava come, grazie alla presenza nelle due Commissioni civili inviate a Santo Domingo, egli avesse potuto perfezionare i suoi atti di dispotismo:

«Mais cet état de despotisme et d'infortune sous lequel gémissait la colonie, n'a-t-il pas changé par la présence et les soins des agents particuliers du Directoire? Non, représentants, il s'est accru chaque jour, il est parvenu à son comble. [...] Peu de temps après leur arrivée, les agents eurent l'imprudence d'accueillir les nègres qui avaient combattu sous Jean François. Les agents leur donnèrent des uniformes nationaux, des cocardes, des armes, des munitions de guerre et de bouche. [...] Les nègres abandonnet par-tout la culture; leur cri actuel est que le pays leur appartient, qu'ils ne veulent plus y voir un seul blanc. [...] Il est impossible de réfléchir sur les malheurs de Saint-Domingue, bien constatés par les témoignages que je viens de présenter, sans voir qu'ils sont causés par la fureur révolutionnaire, qui, précipitant l'affranchissement des nègres, a rejeté toutes les mesures que conseillait la prudence, et mis au contraire dans les mesures adoptées bien plus de haine pour les blancs que d'attachement pour les nègres»⁸³⁷.

La citazione riassume bene i punti fondamentali dell'accusa di Vaublanc, incentrata soprattutto sull'eredità rivoluzionaria che più aveva cambiato il volto a Santo Domingo: l'abolizione della schiavitù. La condanna al 16 pluvioso però, non era direttamente una condanna a tutta la Rivoluzione com'è stato più volte sottolineato, bensì all'applicazione dei principi rivoluzionari in una colonia nella quale certi valori si deformavano per via dell'impreparazione degli agenti, della loro malafede, della presenza delle forze britanniche e, soprattutto, per via della mancata civilizzazione dei neri. Di fondo, il discorso mirava a convincere l'opinione al Consiglio del fatto che la vicenda di Santo Domingo era differente da quella della Francia e che per tale ragione dovesse venir trattata secondo delle coordinate diverse da quelle della Madrepatria.

I punti finali del rapporto completavano il quadro delle richieste: innanzitutto, si chiedeva di ritirare la legge del 4 pluvioso anno IV, per la quale il Direttorio era autorizzato ad inviare autonomamente gli agenti nelle colonie senza consultarsi con il potere legislativo. Una mossa, che serviva principalmente a far sì che i Consigli – presidiati in maniera consistente dalle forze monarchiche e conservatrici – avessero voce in capitolo sulla scelta della prossima commissione e potessero influire sul suo operato nell'isola. Il secondo punto riguardava invece

⁸³⁷ *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 89, pp. 146-156.

il richiamo della Terza Commissione civile e proponeva di aprire un'inchiesta sulla loro condotta al fine di fare chiarezza. Infine, l'ultimo punto concludeva il rapporto con un esplicito appello al Direttorio di redigere delle misure straordinarie che riportassero Santo Domingo alla tranquillità. La straordinarietà dei provvedimenti richiesti segnava definitivamente la volontà di annullare qualsiasi integrazione repubblicana e di trattare l'isola come una Vandea coloniale, con leggi straordinarie e l'intervento di un'azione militare che ristabilisse l'ordine nella colonia⁸³⁸.

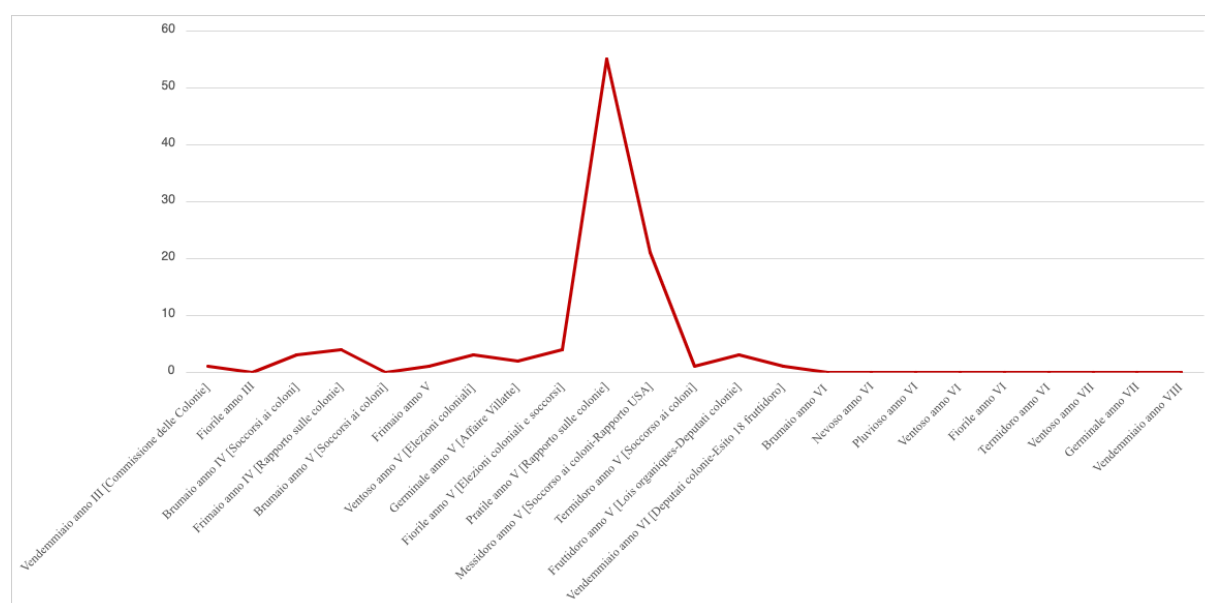
«La Constitution républicaine doit-elle être mise en activité? Je pense qu'elle y doit être proclamée, comme devant être la loi du pays, mais que l'exécution en doit être suspendue, au moins pour la tenue des assemblées primaires et électorales. [...] Car il est impossible que la population actuelle fasse de choix convenables. Non, l'ordre social ne peut se rétablir dans les colonies avec les forces seules de la constitution; elle ne peut être mise dans une activité parfaite que quand les calamités seront réparées [...] La paix qui vient d'être arrêtée avec presque toute l'Europe, met à la disposition du gouvernement des troupes en quantité suffisante. Qu'une force armée respectable accompagne les commissaires qui seront envoyés, afin de protéger la liberté de tous les habitants des colonies»⁸³⁹.

Infine, dopo un lungo dibattito quotidiano, durato più di un mese – si veda la tabella qui di seguito – l'offensiva dei clichyens sembrò inarrestabile e totalizzante. Ogni giornata di Pratile fu completamente inglobata dal dibattito sull'operato della Terza Commissione e sulla necessità di inviare una nuova Commissione accompagnata dall'esercito. Oramai, le voci per la dipartimentalizzazione erano minoritarie – se non praticamente silenziate – e sembravano soffocate da un'opinione legislativa e pubblica sempre più convinta che fosse necessario dichiarare la colonia in stato d'assedio e intervenire militarmente.

⁸³⁸ *Ivi*, p. 169.

⁸³⁹ *Ivi*, p. 197.

Tabella 1.14

Frequenza dibattiti sulle colonie dei deputati clichyens

La frequenza degli interventi sulla materia coloniale tra pratile e messidoro anno V dimostra l’egemonia clichyenne nei due consigli. Apparentemente inarrestabile, la destra riuscì in effetti ad imporre la propria volontà sul tema caro a Vienot de Vaublanc nelle sue *Mémoires*: l’invio di un commissario fidato che rispondesse alle volontà del potere legislativo e che, soprattutto, fosse in grado di guidare l’esercito. Così, nei primi giorni di Messidoro, dopo un lungo discorso di Villaret Joyeuse venne deciso di inviare un nuovo commissario, incaricato di governare l’isola e di pacificarla. Contrariamente all’indirizzo proposto da Garran-Coulon, che in questi mesi era rimasto in silenzio davanti all’ondata antirepubblicana nei Consigli, venne scelto di inviare un solo commissario, che potesse “attenuare le responsabilità del Direttorio”, ovvero sfuggire al suo controllo e rimanere fermamente legato alla maggioranza nei Consigli.⁸⁴⁰

La scelta ricadde, come detto all’inizio del paragrafo, sul generale Hédouville, paladino della pacificazione della Vandea e generale la cui nomina piacque molto ai coloni, che sulle pagine del loro *Journal Historique* lo osannarono come «etranger à toutes les factions, joignant la douceur à la fermeté, la constance à la modération, les talents à la modestie, le patriotisme à la vertu, ce général, réunissant momentanément tous les pouvoirs, sera le restaurateurs de Saint-Domingue comme il est un des pacificateurs des départements de l’ouest de la France»⁸⁴¹. Il nuovo commissario, scelto da Vienot de Vaublanc assieme a Talleyrand e Barras, venne inviato

⁸⁴⁰ *Journal des Débats et des Décrets*, vol. 90, pp. 73-75.

⁸⁴¹ *Journal Historique et politique de la Marine et des Colonies*, 3 luglio 1797, n°321.

a Santo Domingo solo dopo il Colpo di Stato del 18 fruttidoro con il compito di riaffermare il controllo metropolitano sulla colonia, di nominarsi comandante su Toussaint Louverture e André Rigaud, supervisionare e controllare le loro attività militari e assumere l'amministrazione della colonia. Hédouville, tuttavia, si trovò in una situazione piuttosto delicata, perché contrariamente agli auspici dei deputati monarchici, i repubblicani usciti vincitori dal 18 fruttidoro non gli affiancarono le truppe francesi al seguito teoricamente previste⁸⁴².

⁸⁴² ANOM, COL CC9 A 23, *Extrait de la correspondance d'Hédouville agent particulier du Directoire*. Ad oggi, l'unica opera sulla missione di Hédouville a Santo Domingo è quella datata di Antoine Michel, *La Mission du Gal Hédouville à Saint-Domingue*, Port-au-Prince, La Presse, 1929.

4.3 Républiques sœurs?

«Jamais peuple n'a prospéré d'une manière aussi marquée, & avec autant de rapidité. [...] L'Amérique ne peut donc voir d'un œil d'indifférence la ruine projetée & presque exécutée, d'une colonie d'alliés, avec laquelle elle pouvait encore espérer d'augmenter les relations d'intérêts. Tout est lié dans le monde social comme dans le monde physique; les manufactures & le commerce américain ne peuvent augmenter sans que sa population ne s'en accroisse aussi: & de l'excédent de celle-ci on verrait insensiblement naître une marine défensive & protectrice, qui, dans le système politique des puissances commerciales, devient un objet de première nécessité»⁸⁴³.

Quando Tanguy de la Boissière scriveva queste parole nel *Prospectus* del suo *Journal des Révolutions* a Philadelphia nel 1793, Sonthonax e Polverel avevano appena proclamato l'emancipazione dei neri in tutta l'isola di Santo Domingo e fatto deportare il colono e i suoi colleghi con l'accusa di tradimento alla causa repubblicana. Già allora, tra la moltitudine di accuse che Tanguy aveva mosso alla scelta di liberare gli schiavi neri, vi compariva quella di aver irrimediabilmente incrinato il rapporto tra le due Repubbliche sorelle, promosso la persecuzione dei proprietari bianchi e segnato di conseguenza la condanna a morte del commercio coloniale francese.

Si potrebbe obiettare che la coerenza di Tanguy de la Boissière fu, nel corso della sua vita, piuttosto vacillante e che le sue posizioni politiche rispetto agli Stati Uniti cambiarono talmente spesso a seconda del committente per il quale scriveva che sarebbe difficile prendere per sincere le sue parole del 1793. In effetti, solo due anni dopo venne ingaggiato dal ministro plenipotenziario Adet per occuparsi di un'opera ad esclusiva fruizione del governo francese nel quale doveva presentare un quadro dei rapporti commerciali tra la Francia e gli Stati Uniti che dimostrasse l'ingratitude dei secondi verso la Repubblica francese. Non solo, nella sua ultima opera a noi nota, *Observations sur la dépêche écrite le 16 janvier 1797 par M. Pickering*⁸⁴⁴, l'autore sciorinava tutta una serie di accuse verso il governo degli Stati Uniti a megafono delle volontà del Direttorio, dimentico delle sue precedenti posizioni ostili al governo francese e alla sua politica coloniale. In realtà, ad una lettura più attenta del testo però, Tanguy non sconfessava

⁸⁴³ *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue*, n°1, p. 10.

⁸⁴⁴ Claude-Corentin Tanguy de la Boissière, *Observations sur la dépêche écrite le 16 Janvier 1797, par M. Pickering, Secrétaire d'État des États-Unis de l'Amérique, à M. Pinkney, Ministre Plénipotentiaire des États-Unis près la République Française*, Philadelphie, Moreau de Saint-Mery, 1797.

la sua precedente difesa del *Jay Treaty* sulle pagine del suo *Journal des Révolutions*⁸⁴⁵ e condannava nel 1797 gli Stati Uniti non sulla base del trattato, una “necessità per lo stato di debolezza in cui versava la giovane repubblica” bensì sul fatto che si lamentassero delle conseguenze del Trattato e dell’aperta ostilità della Francia⁸⁴⁶. Tanguy cercava di spiegare ai suoi lettori francesi e americani – il testo venne infatti pubblicato anche in inglese⁸⁴⁷ – che la Francia non sequestrava i navigli americani che trasportavano merce britannica al fine di punire la neutralità americana, bensì come forma di difesa all’aperta contravvenzione che gli americani facevano quotidianamente dei precedenti accordi stipulati dal 1783 in poi tra loro e i francesi.

Se per Tanguy de la Boissière nel 1797 la posizione degli Stati Uniti non era più difendibile, al contrario non poche furono le voci che continuarono a reclamare una maggiore attenzione ai rapporti con gli Stati Uniti e, soprattutto, alla loro condizione di isolamento rispetto all’Europa. Abbiamo già visto come i coloni in Francia avessero difeso la scelta della Repubblica americana proprio sulla base dell’isolamento, incolpando particolarmente la Repubblica francese di averla abbandonata e di aver distrutto quei legami morali e naturali che tenevano assieme i due destini delle repubbliche. Non solo, già nei primi mesi del 1795 i coloni “patrioti” avevano postulato l’idea della guerra ad oltranza con la Gran Bretagna da un lato per liberare definitivamente Santo Domingo dall’invasione, dall’altro per assicurarsi l’appoggio degli Stati Uniti e il loro definitivo allontanamento dal sistema commerciale inglese. Come abbiamo visto, per i rappresentanti dei coloni a Parigi tra le due repubbliche esisteva un interesse generale e naturale, un “ordine della libertà” indipendente e al quale conformarsi per tenere fermo su un’alleanza commerciale che si rivelava vitale per la sopravvivenza sia degli Stati Uniti sia, soprattutto, della colonia di Santo Domingo.

Così, se questi principi nel 1794-1795 guidarono la politica dei coloni come giustificazione del *Jay Treaty* e come linea programmatica per la nuova Francia che si apriva al regime direttoriale, tra la fine del 1795 e l’estate del 1797 la pace tra le due repubbliche divenne

⁸⁴⁵ «Le général Wasington, oubliant qu’il est un grand homme de guerre, & ne se rappelant que du glorieux diplôme du 3 avril 1776, qui le declare Docteur des droits de la nature, des gens & de la société civile, vient de proclamer la neutralité du peuple Américain: neutralité d’ailleurs necessaire à garder, tant que l’Amérique n’aura pas une marine militaire, capable d’arreter ou de balancer les efforts des puissances maritimes». *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue*, “Prospectus”, p. 10.

⁸⁴⁶ «Les États-Unis hors d’état de lutter avec l’Angleterre, ne pouvaient sans doute pas prétendre à faire renoncer cette puissance à cette manière d’interpréter le droit des gens [...]. Souffrir ce qu’on blâme, mais ce qu’on ne peut empêcher, est malheureusement le sort commun de la faiblesse. Mais quand par un traité, les États-Unis admettent cette interprétation contraire à celle qu’ils ont constamment adoptée depuis qu’ils sont corps politique; quand ils légalisent pour l’avenir, par une convention expresse, les torts dont six mois plutôt ils se plaignaient comme d’un abus de la force, ce n’est plus alors seulement de la faiblesse: la faiblesse endure, mais s’agit pas; dès qu’elle agit, elle devient volonté, & quand le résultat en est de livrer à de nouveaux alliés la propriété de ses anciens amis, peut-on s’étonner qu’on le caracterise de violation manifeste du traité?». *Ivi*, pp. 9-10.

⁸⁴⁷ Claude-Corentin Tanguy de la Boissière, *Observations on the dispatch written the 16th January 1797, by Mr. Pickering*, Philadelphia, Moreau de Saint-Mery, 1797.

la ragione stessa della stabilizzazione francese e del suo processo rivoluzionario. Infatti, nonostante le critiche sul piano filosofico alla *Dichiarazione dei Diritti e dei Doveri* e all'integrazione repubblicana⁸⁴⁸, l'ambizione dei coloni e di tutta la cultura termidoriana risiedeva nella certezza che la Carta del 1795 avrebbe finalmente segnato la fine del processo rivoluzionario e il trionfo dei principi del 1789 incardinati in una solida e inalterabile cornice giuridica⁸⁴⁹. In questo quadro di ricerca della stabilità, la Francia dimostrò una grande capacità di riflessione sulla natura dei modelli repubblicani fuori dai propri confini e oltreoceano che, pur diversi dal suo, venivano immaginati, rielaborati e persino imitati. Il Direttorio fu un periodo particolarmente intenso di scambi, segnato dalla contrapposizione e, talvolta, dallo scontro polemico con i diversi paesi repubblicani; fu un periodo di viaggi, di scritti, di traduzioni e di un esteso numero di voluminosi tomi con sottili osservazioni sulle costituzioni e le ricerche erudite sui paesi stranieri e il loro passato⁸⁵⁰. Fu, insomma, un periodo che non riconsegna certo l'impressione di rottura o di impermeabilità tra i vari paesi repubblicani⁸⁵¹.

Molto spesso, la ricerca e l'inchiesta sui sistemi repubblicani *hors de France* poco o nulla avevano a che vedere con l'imitazione, ma semmai con lo studio e lo scambio incrociato di quegli elementi che segnavano il funzionamento e la stabilità – o l'instabilità! – di un certo sistema: individuandone i cardini, venivano analizzate le ragioni e le strutture che costituivano la forza e la debolezza della struttura repubblicana e, da lì, si rifletteva su quali elementi fossero indispensabili e quali invece potessero essere adattati, se non addirittura espunti. La ricerca di questo “gioco di specchi” costituisce in un certo senso il cuore della storiografia atlantica avviata da Palmer e Godechot. Dal “centro irradiatore” proposto dai due storici, la ricerca storica si è concentrata sulla circolazione degli uomini, dei modelli politici e delle traduzioni come conseguenza di quell'intenso riadattamento tra la dimensione americana e quella francese⁸⁵².

L'entusiasmo per la vicenda americana era di vecchia data e seguì il flusso di eventi che scandì la cronologia rivoluzionaria da un lato all'altro dell'Atlantico: alle opere sulla guerra fra le colonie e la corona britannica, seguirono quelle dedicate alle sfide politiche e istituzionali

⁸⁴⁸ Su questo si veda il capitolo 3.

⁸⁴⁹ Sergio Luzzatto, *L'autunno della Rivoluzione*, cit.; Michel Troper, *Terminer la Révolution*, cit.

⁸⁵⁰ Bernard Fay, *Bibliographie critique des ouvrages français relatifs aux États-Unis, 1770-1800*, Paris, Champion, 1925; Durand Echeverria, Everett C. Wilkie (dir.), *The French Image of America: A Chronological and Subject Bibliography of French Books Printed Before 1816 Relating to the British North American Colonies and the United States*, voll. 2, Scarecrow Press, Methuen-London, 1994.

⁸⁵¹ John Greville Agard Pocock, *The Machiavellian Moment. Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, Princeton University Press, 2017 (prima edizione 1975); Pierre Serna (dir.), *La république en miroir*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

⁸⁵² Robert Palmer, *The Age of Democratic Revolution*, cit.; Antonino De Francesco, “Da un centro irradiatore a una realtà multipolare (e ritorno)”, cit.

sollevate dalla Dichiarazione di Indipendenza del 1776, dagli Articoli di Confederazione e dal dibattito sulla Costituzione e la sua ratifica tra il 1787 e il 1789. Parallelamente, la presenza nei migliori salotti parigini di uomini del calibro di Benjamin Franklin e Thomas Jefferson, o la pubblicazione di testi alimentarono un dibattito che, all'indomani del 1789, si sarebbe ulteriormente arricchito attorno alla ricerca del precedente americano nelle vicende rivoluzionarie francesi. Di questo entusiasmo e di questa esplosione di testi, articoli, pamphlets e opere di vario genere e livello, fa eco la storiografia, che a partire dagli anni Novanta ha rinnovato l'interesse sulla dimensione atlantica delle biografie politiche, della circolazione di uomini e modelli politici e costituzionali, della diplomazia consolare, delle edizioni e delle traduzioni e, infine, del commercio e della speculazione terriera ed economica⁸⁵³.

Per gli anni 1787-1795 gli studi sono molteplici, perché l'incontro tra Francia e Stati Uniti è più facilmente identificabile e analizzabile; al contrario, proprio per l'incrociarsi e lo scontrarsi di modelli repubblicani differenti, gli anni 1795-1804 sono stati normalmente letti come il momento del definitivo fallimento dell'ideale cosmopolita e la compresenza dei modelli spesso ridotta alla costruzione di singole realtà nazionali autonome e svincolate dai processi internazionali. Ma in realtà, tra il 1795 e il 1804 una panoramica generale delle repubbliche esistenti ci presenta un caleidoscopio di tipologie diverse difficilmente riconducibili ad un unico modello nazionale per singola realtà statale.

Dagli statisti ai personaggi politici, dagli scrittori ai cittadini, tutti erano consapevoli che stessero prendendo vita diversi progetti repubblicani e la differenziazione si ispirava alle stesse fonti analizzate: le antiche repubbliche greche e romane, il repubblicanesimo classico tratto da Niccolò Machiavelli, e persino l'esperienza effimera dell'Inghilterra negli anni della Guerra Civile o in quella più duratura delle Province Unite. Infine, gli scrittori più astuti, come i coloni, guardavano al modello americano, interrogandosi sulle sue implacabili differenze o sulla sua

⁸⁵³ Per tutto questo, si rimanda particolarmente alle seguenti opere collettanee: Elise Marienstras, *L'Amérique et la France: deux révolutions*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990; Marcel Dorigny, Marie-Jeanne Rossignol (dir.), *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 2001; Stéphane Bégaud, Marc Belissa, Joseph Visser, *Aux origines d'une alliance improbable*, cit.; Marc Belissa, Bernard Cottret (dir.), *Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et Amériques, 1773-1802*, Rennes, Les Perséides, 2005; Christophe Belaube, Jordana Dym, John Savage (dir.), *Napoléon et les Amériques. Histoire atlantique et empire napoléonien*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2009; Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009; Manuela Albertone, Antonino De Francesco, (dir.), *Rethinking the Atlantic World. Europe and America in the Age of Democratic Revolutions*, New York, Palgrave Macmillan, 2009; Antonino De Francesco, Pierre Serna, A. Miller, *Republics at War, 1776-1840. Revolutions, Conflicts and Geopolitics in Europe and the Atlantic World*, New York, Palgrave Macmillan, 2013; Antonino De Francesco, "Traduire pour stabiliser. L'exemple des ouvrages américains parus en français à la veille de la République, printemps-été 1792", in *La Révolution française*, 2017/12, pp. 1-18; Soazig Villerbu (dir.), *La France et les Amériques entre Révolutions et Nations (1776-1871)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021;

possibile esportazione. Tutti, insomma, si chiedevano a gran voce quale forma avrebbe dovuto assumere la Repubblica francese nella Nuova Europa e nel Nuovo Mondo⁸⁵⁴.

Ancora una volta, come abbiamo già dimostrato per il Trattato di Jay e i Trattati di Basilea, la lente di osservazione dei coloni è particolarmente interessante, perché mostra un quadro inedito della lettura delle tensioni internazionali tra la Francia e gli Stati Uniti. Ritornare sulle loro interpretazioni degli scontri geopolitici ci permette di riconsiderare non tanto le relazioni tra le due repubbliche, quanto la riflessione attorno ai loro rapporti e, di conseguenza, il tentativo di uscire dalla logica binaria *anglofilia* versus *francofilia* della *Quasi-War*. Analizzare il modo in cui i coloni considerarono e rivalutarono la giovane repubblica americana non significa però ipotizzare che questi volessero semplicemente rendere la Francia una repubblica federale al pari degli Stati Uniti o che le loro differenze venissero messe da parte al fine di sottolinearne le somiglianze o di costruire una lega repubblicana atlantica. Tutt'altro: quello che ci preme sottolineare è che il piano degli interessi nazionali e coloniali della Francia si costruì anche e soprattutto sulla riflessione sugli Stati Uniti e sulla loro posizione geopolitica rispetto ai conflitti franco-britannici che coinvolgevano l'Europa e le Americhe.

Innanzitutto, la vicenda degli Stati Uniti era, per i coloni, la prova del riuscito tentativo di salvaguardia dell'ordine sociale nonostante la Rivoluzione. Questa constatazione riecheggiava già negli ambienti intellettuali di fine Settecento, incoraggiando l'impressione per la quale gli Stati Uniti avessero trovato il segreto per compiere la loro rivoluzione politica senza stravolgere il sistema sociale. Quale si trattasse della conformazione geografica, l'inesistenza di una pressione sociale e demografica equiparabile a quella dell'Europa, l'assenza di un preesistente ceto feudale e nobiliare affezionato ai suoi privilegi, la presenza di una costituzione equilibrata in grado di soddisfare tutte le istanze della società o del sistema che prevedeva un esecutivo monocratico, per molti gli Stati Uniti erano la prova che si potesse terminare la rivoluzione senza ricorrere alla violenza e al totale stravolgimento sociale come accaduto in Francia⁸⁵⁵.

⁸⁵⁴ Pierre Serna, "In Search of the Atlantic Republic: 1660-1776-1799 in the Mirror", in Manuela Albertone, Antonino De Francesco (dir.), *Rethinking the Atlantic World*, cit., pp. 257-275; Marc Belissa, *Repenser l'ordre européen*, cit.

⁸⁵⁵ John Appleby, "The Jefferson-Adams Rupture and the First French Translation of John Adams *Defence*", in *American historical review*, 1968 (n°73), pp. 1084-1091; Antonino De Francesco, "Traduzioni e rivoluzione. La storia meravigliosa della prima versione in francese del *Federalist*", in *Rivista storica italiana*, 2011 (n°123), pp. 61-110; Manuela Albertone, "Democratic Republicanism: Historical Reflections on the Idea of Republic in the 18th Century", in *History of European Ideas*, XXXIII, pp. 108-130. Si vedano inoltre le opere di Jean-Esprit Bonnet e di Jean Chas: mentre il primo anticipò pionieristicamente nel 1795 le teorie di una rivoluzione politica americana contrapposta ad una francese di carattere sociale, il secondo paragonava le due repubbliche per illustrare come entrambe avessero, nel 1800, ritrovato la propria stabilità grazie a due figure restauratrici come George Washington da un lato e Napoleone Bonaparte dall'altro. [Jean-Esprit Bonnet], *Réponse aux principales questions qui peuvent être faites sur les États-Unis de l'Amérique, par un citoyen des États-Unis*, voll. 2, Henri Vincent, Lausanne, 1795, rieditata poi nel 1802 e nel 1816; Jean-Esprit Bonnet, *Essai sur l'art de rendre les révolutions*

Gli Stati Uniti avevano quindi operato la rigenerazione repubblicana e instaurato il regno della libertà e dell'eguaglianza con saggezza e moderatezza, due caratteri che, secondo l'opinione della destra repubblicana e conservatrice, erano completamente mancati alla Rivoluzione francese. Questo discorso si faceva tanto più intenso nei discorsi dei coloni di Santo Domingo, che più che all'esecutivo monocratico, del bicameralismo o dell'equilibrio dei poteri, si interessarono all'esperimento repubblicano americano per tre ordini di ragioni: gli Stati Uniti erano innanzitutto una repubblica post-coloniale, che si era ritagliata uno spazio d'autonomia grazie all'indipendenza e alla liberazione dalla tirannia della Gran Bretagna; erano una repubblica federale, nella quale ogni stato organizzava autonomamente la propria politica interna e partecipava alla gestione della politica estera e alle decisioni di carattere finanziario e commerciale; avevano saputo coniugare il principio repubblicano con la schiavitù.

«Les révolutions sont des bouleversement moraux inévitables pour les peuples sur lesquels le destin se prononce; l'habitude de la politique, la sagesse des hommes ne fait que les rendre plus ou moins longues, plus ou moins funestes. La révolution de Saint Domingue tenait à tant d'événements majeurs déjà calculés, qu'il était ridicule de songer à l'éviter: prétendre conserve l'ancien ordre de choses, c'était s'opposer au cours de la nature, tandis qu'il fallait la seconder»⁸⁵⁶.

Lungi dal condannare la rivoluzione, i coloni dell'assemblea di Philadelphia avevano ben chiara l'irreversibilità della Rivoluzione francese e l'eco che questa avrebbe avuto nelle sue colonie. Non pochi, come detto, avevano profittato delle opportunità aperte dagli eventi parigini del 1789 per ritagliarsi uno spazio politico nuovo e di rilevanza che le gerarchie sociali d'Antico Regime avevano loro negato. Altri avevano ben chiaro che il solo modo per mantenere il controllo dell'isola e poter limitare il portato dei principi rivoluzionari laddove avrebbe distrutto le gerarchie sociali coloniali fosse la possibilità di separare le scelte della Madrepatria dal regime interno della colonia. Del resto, secondo Tanguy de la Boissière nessun governo europeo avrebbe potuto realmente interessarsi agli esiti della Rivoluzione a Santo Domingo se non gli

utiles, Maradan, Paris, 1801; Jean Chas et Lebrun, *Histoire politique et philosophique de l'Amérique septentrionale par les citoyens*, Paris, Favre, an X [1800]. Inoltre, per una disamina del pensiero di Jean-Esprit Bonnet ci si permette di rimandare a Amanda Maffei, "Parler des troubles de l'Europe en s'occupant de l'Amérique: Jean-Esprit Bonnet e le edizioni della *Réponse* sugli Stati Uniti (1795-1802)", in *Rassegna Storica del Risorgimento*, 2022/2 (n°109), pp. 43-65; e per Jean Chas a Pierre Serna, "In Search of the Atlantic Republic", cit.

⁸⁵⁶ Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue, 27 settembre 1793, n°3, p. 8.

abitanti – bianchi – dell'isola stessa, i soli interessati alle proprietà e al mantenimento di un sistema commerciale⁸⁵⁷.

Anzi, l'analisi di Tanguy de la Boissière si faceva ancora più interessante: dal momento in cui la monarchia francese non aveva mostrato alcun interesse nel seguire le questioni coloniali stando attenta a tenerle su un piano differente da quanto accadeva in Francia metropolitana, era chiaro che i coloni avevano allora avuto quanto mai le loro ragioni nell'ipotizzare la possibilità che Santo Domingo dovesse appellarsi a quanti ne potevano condividere le sorti e i principi. Difendendo il principio di autonomia decisionale per le sorti dell'isola – considerata da Tanguy *sa patrie* – il colono arrivò a postulare addirittura la possibilità che Santo Domingo avrebbe potuto legittimamente appellarsi agli Stati Uniti e chiedere di entrare a far parte della federazione⁸⁵⁸. Era un'idea piuttosto singolare, forse unica, eppure dimostrava la forte pregnanza del sistema politico e costituzionale statunitense, che Tanguy ammirava soprattutto per la sua capacità di aver saputo concedere ad ogni stato la possibilità di gestire il proprio ordine interno. Fra le righe – ma non troppo – Tanguy sosteneva che il sistema federale americano era in grado, per sua stessa natura, di accordare il principio della schiavitù a quello repubblicano e di rispettare così il sistema sociale di ogni componente statale senza minarne le fondamenta.

L'idea di una possibile annessione agli Stati Uniti rimase isolata, a tal punto che persino il suo promotore la abbandonò presto davanti alla notizia dello scoppio della guerra tra la Francia e la Gran Bretagna. Il tempo della pace era definitivamente concluso e lo scoppio delle ostilità tra le due potenze coinvolgeva direttamente il mondo atlantico, spingendo il Nuovo Mondo ad adeguarsi all'idea che senza una marina forte e un modo per difendersi autonomamente rispetto agli attacchi delle potenze europee, avrebbe dovuto forzatamente affidarsi alla Madrepatria – come nel caso di Santo Domingo – o, al contrario, dichiarare la propria neutralità al fine di salvaguardare la propria indipendenza – come nel caso degli Stati Uniti.

Sebbene l'annessione e i principi autonomistici tramontarono presto, i coloni sostennero per anni l'esigenza di trasformare il centralismo francese in forme più autoregolate di governo nel caso dei possedimenti d'Oltremare, per le quali sarebbe stato possibile inviare una rappresentanza alla Convenzione nazionale e, soprattutto, alle quali sarebbe stato permesso di gestire autonomamente la propria politica interna senza che le scelte dei governi della

⁸⁵⁷ «Saint Domingue tout entier devait aller au-devant de la révolution; son gouvernement étranger à son sol, n'avait pas assez d'intérêt à sa conservation, au maintien des propriétés, pour que l'on put s'y livrer avec confiance», *ibidem*.

⁸⁵⁸ SHD, MS 112-114, Claude-Clorentin Tanguy de la Boissière, *Histoire de la Révolution*, cit.; *American Star / L'Étoile Américaine*, 20 marzo 1794, n° 21.

Madrepatria ne mettersero a soqquadro il sistema sociale. Benché su coordinate completamente differenti e conservatrici i coloni si avvicinavano alle teorie federaliste dei girondini, che tanto costarono a questi ultimi in termini di lotta politica e che per anni rimasero lo spauracchio con il quale si definivano tutte le correnti contrarie alla Montagna e alle scelte del Comitato di Salute Pubblica⁸⁵⁹. Come abbiamo visto, l'odio per Brissot, Genet e i commissari Sonthonax e Polverel spinse i coloni ad allontanare qualsiasi principio che potesse anche solo lontanamente associarli ai loro più grandi nemici e ad abbandonare qualsiasi pubblico *endorsement* alla causa di un repubblicanesimo federalista.

Con nome diverso, attenti a non esser tacciati né di simpatie federaliste, né di volontà independentiste com'era stato negli anni 1790-1791 per i deputati dell'Assemblea di Saint-Marc, i coloni cercarono di combattere con tutte le loro forze il principio dell'assimilazione e dell'integrazione repubblicana. A più riprese, i loro pamphlets, le loro memorie e i loro giornali ripeterono per tutto il corso degli anni 1795-1797 parole d'ordine ben sintetizzate da questo passaggio di Chotard Ainé:

«On a dit au commencement de la révolution, *les colonies n'ont pas assez de lumières pour faire leur constitution*: on l'a cru: on a éloigné les colons de l'administration civile et militaire de leur pays; on a fait plus, on les a chassés, on les a dépossédés de leurs biens; enfin ce foyer des lumières, auquel on a prétendu réchauffer les colonies, a tout embrasé, a tout perdu. La République est *une*, les colonies en font *parties intégrantes*, et sont soumises à la même loi constitutionnelle: pourquoi quand le propriétaire est paisible en France sur ses foyers, celui de Saint-Domingue est-il retenu à 1800 lieues des siens?»⁸⁶⁰.

La contestazione dell'integrazione dei territori d'Oltremare alla stessa legge metropolitana si manteneva salda e si sviluppava attorno alle note critiche più o meno esplicite all'applicazione indiscriminata della “filosofia europea” che poco si poteva adattare al sistema delle Colonie⁸⁶¹.

⁸⁵⁹ Sulla rivolta dei dipartimenti a seguito delle giornate del 31 maggio e del 2 giugno 1793 contro la fazione girondina alla Convenzione nazionale e sulle accuse di federalismo verso gli oppositori politici si veda: Antonino De Francesco, *Il governo senza testa. Movimento democratico e federalismo nella Francia rivoluzionaria, 1789-1795*, Napoli, Morano Editore, 1992; Manuel Covo, “One and Indivisible? Federation, Federalism, and Colonialism in the Early French and Haitian Revolutions”, in *French Historical Studies*, 2021/3 (n°44), pp. 399-427.

⁸⁶⁰ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 29 agosto 1796, n°12.

⁸⁶¹ «L'heure de la liberté n'était point sonnée pour tous les peuples indistinctement; ce mot *sacré* avait besoin d'être long-temps médité, et qu'il ne suffit pas d'avoir figure humaine pour en jouir pleinement; que les sauvages qui habitent les bords de l'Onega, les nègres Mondougues, Antrophages ne peuvent être soumis aux mêmes lois que l'habitant civilisé d'Europe; qu'il était indispensable de faire précéder l'instruction, ce qui demandait du temps et des soins». *Ivi*, p. 2.

Tra le righe, ancora una volta, l'attacco si rivolgeva all'emancipazione generale, che questa volta però, veniva saggiamente mascherato dietro l'ammirazione per il modello americano. Tramite l'espedito del sistema federale secondo i coloni era riuscito a integrare il principio della schiavitù, motore economico e regolatore sociale degli Stati del Sud, all'interno di una federazione nella quale convivevano diverse istanze, comprese quelle abolizioniste e/o gradualiste degli Stati del nord e dell'Ovest. Lungi dal divenire un modello da applicare alla Francia metropolitana, i coloni di Santo Domingo guardavano agli Stati Uniti per imitarne quei principi e quei caratteri che avrebbero potuto regolare definitivamente i rapporti tra le colonie e la Madrepatria.

A differenza di altri ammiratori del modello americano, che fino a quel momento ne avevano studiato il sistema dei pesi e contrappesi tipici del sistema anglosassone o che ne avevano lodato l'esecutivo monocratico a sostituzione della figura monarchica⁸⁶², i coloni guardarono agli Stati Uniti come punto di riferimento ideologico e materiale nei rapporti atlantici della Francia con le sue colonie. Certo, anche tra i coloni esistevano sostenitori del sistema presidenziale al pari della Francia: non di rado venivano ripubblicate sui periodici americani le pagine simpatizzanti verso gli Stati Uniti del quotidiano *Nouvelles Politiques, Nationales et Étrangere*, uno dei giornali parigini più letti e più diffusi tra i rifugiati di New York e Philadelphia nel quale apparivano articoli degli stessi coloni che ne facevano da corrispondenti⁸⁶³.

⁸⁶² Gabriel Bonnot de Mably, *Observations sur le Gouvernement et les loix des États-Unis d'Amérique*, Amsterdam, Rosard & Co., 1784; Filippo Mazzei, *Recherches historiques et politiques sur les États-Unis de l'Amérique septentrionale...par un citoyen de Virginie*, Paris, Froullé, 1788; Roberto Martucci, L'ossessione costituente. Forma di governo e costituzione nella Rivoluzione francese (1789-1799), Bologna, il Mulino, 2001; Antonino De Francesco, "Traduzioni e rivoluzione. la storia meravigliosa della prima versione in francese del "Federalist", in *Rivista storica italiana*, 2011 (n°123), pp. 61-110.

⁸⁶³ «Le nouveau continent qui, après avoir reçu de l'ancien monde les lumières qui lui ont servi à conquérir la liberté, lui rend en échange d'excellentes leçons sur la manière de la conserver & d'en jouir. Cependant, nous qui avons si bien imité les Américains dans la conquête, ne pourrions-nous pas imiter aussi leur sagesse dans la conservation & dans l'usage? Nous, qui avons voulu prendre leurs constitutions pour modèles de celle que nous avons enfin adoptée, ne pourrions nous pas les prendre aussi pour modèles dans la manière de la mettre en activité? Serait-il sans intérêt pour nous de remarquer avec quelle scrupuleuse littéralité, pour ainsi dire, les loi constitutionnelles sont observées, lors même qu'elles blessent ou la morgue de l'autorité, ou les passions de la multitude? Nous verrions peut-être que c'est à cette minutieuse fidélité que les Américains doivent ce sentiment profond de sûreté individuelle, sans laquelle la liberté n'est qu'un vain mot; cet amour des loix, sans lequel il n'y a point de vraie république; ce respect pour la propriété, sans lequel la richesse publique n'a point de garantie; & cette confiance du peuple dans les dépositaires de son pouvoir, sans lequel le gouvernement n'a qu'une force précaire & dangereuse. [...] On y verrait surtout que malgré les oppositions de parti qu'y suscitent, comme dans tous les pays libres, les diverses opinions politiques, les disputes les plus vives n'y sont jamais traitées avec cette grossièreté de ton & de langage; cette présomption unie à tant d'ignorance, ces viles délations & ces injures brutales, qui ont laissé déshonorer le gouvernement en France, n'ont jamais détruit la confiance dans le premier magistrat de l'union d'Amérique.». *Nouvelles politiques, nationales et étrangères*, 18 marzo 1796, n°173.

Anzi, a prova della propria fedeltà alla causa repubblicana, Parisot commentava l'opera di Jean-Jacques Lenoir-Laroche *De l'esprit de la constitution qui convient à la France*⁸⁶⁴ proponendo però un'interpretazione che andava in senso completamente opposto alle volontà di quest'ultimo e che confermava le teorie e le speranze dell'autore dell'articolo e del suo pubblico. Si veda, ad esempio, come veniva trattata la questione dell'unità come alternativa al federalismo: se è vero che Lenoir-Laroche si pronunciava a favore di un "governatore" che esercitasse il potere esecutivo per un tempo ridotto e fissato dalla costituzione ispirato al modello presidenziale americano, era rigorosamente contrario al sistema federale, a suo avviso troppo incline ad un'esistenza effimera e instabile⁸⁶⁵. Di tutta la critica al federalismo Parisot, l'autore dell'articolo, non faceva cenno, sostenendo che Lenoir-Laroche aveva optato per «le mode adopté par la constitution fédérale» a tutto tondo e particolarmente sul tema dell'esecutivo monocratico⁸⁶⁶. In questo modo, si riprendeva le parole di Lenoir-Laroche a favore della figura del presidente per tramutarle in un più esteso assenso al sistema federale statunitense.

Al di là del modello interno e della struttura costituzionale, gli Stati Uniti rappresentavano infatti un sistema in grado di accordare le differenze tra mondi diversi e distanti: a partire dal riferimento alla teoria dei climi⁸⁶⁷, il governo americano era contemplato come il solo che rispettasse fin dalla sua fondazione i diversi sistemi vigenti che le condizioni climatiche e sociali imponevano. L'idea che all'accentramento e all'assimilazione repubblicana francese gli americani avessero contrapposto l'autonomia di ogni Stato al fine di accordare le differenze sociali, produttive e politiche sotto una medesima federazione era particolarmente ammirata nella misura in cui agli stati del sud non fossero imposti i medesimi principi di quelli

⁸⁶⁴ Jean-Jacques Lenoir-Laroche, *De l'esprit de la Constitution qui convient à la France, et examen de celle de 1793*, Paris, Agasse, an III [1795].

⁸⁶⁵ «L'expérience de l'histoire prouve que rarement les fédérations des peuples leur ont procuré une existence paisible et durable. [...] Les États-Unis d'Amérique sont la seule grande fédération, parmi les peuples anciens et modernes. Mais l'extrême disproportion de leur population avec l'étendue de leur territoire, la distance des lieux, la difficulté des communications, ont du engager les Américains à concentrer leurs moyens, afin d'augmenter leurs ressourcers. Il leur a fallu des gouvernements séparés, afin qu'il y eût un gouvernement. Chaque état avait besoin de se créer et de s'accroître, et il ne pouvait trouver sa prospérité que dans l'énergie et la rapidité de son administration. Garantis d'ailleurs par leur position géographique, qui les sépare de puissances voisines et redoutables, ces états fédératifs doivent être considérés comme de grandes familles, vivant sous des lois particulières, presque toutes homogènes, et dont le lien commun va se rattacher à un centre de surveillance et de protection générale, qui est le congrès. Mais s'il est permis de former des conjectures sur leur destinée prochaine, ou ces états agrandis par la culture et la population finiront par se séparer, ou le premier d'entr'eux qui aura acquis une grande prépondérance, rompra la balance fédérative et menacera la liberté des autres états». Jean-Jacques Lenoir-Laroche, *De l'esprit de la Constitution*, pp. 78-79.

⁸⁶⁶ Gazette française et américaine, 21 ottobre 1795, n°47.

⁸⁶⁷ Nicole Hafid-Martin, "Évolution et critique de la théorie des climats à travers le XVIIIe siècle en France. Du déterminisme géographique à la liberté politique", in *Swift*, 1999; Carlo Borghero, "Liberté e necessità: clima ed "esprit général" nell'Esprit des lois" in Domenico Felice (dir.), *Libertà, necessità e storia. Percorsi dell'Esprit des lois di Montesquieu*, Napoli, Bibliopolis, 2003, pp. 137-201; Bruno Guigue, "Montesquieu ou les paradoxes du relativisme", in *Études*, 2004/9 (n°401), pp. 193-204.

del nord. A riprova del successo di questo sistema *différentialista* – come spesso veniva definito dai coloni – vi era il mantenimento della schiavitù in un sistema repubblicano:

«Du moment que la France fut constituée république, la frénésie de vouloir soumettre l'univers à l'unité qu'elle avait adoptée, souleva contr'elle des craintes politiques, et une méfiance générale: cette méfiance passa même jusques chez les Américains. Ils avaient une constitution, et c'est d'eux que nous avons imité la déclaration des droits de l'homme; mais ce gouvernement, notre aîné en liberté, a cru devoir se garantir d'un principe, que de sérieuses discussions avaient écarté même pendant leur révolution. Le bonheur commun fut la base de leur constitution, et pour l'opérer, tous les états furent consultés, l'intérêt général fut mûrement débattu, le concours des facultés physiques et morales fut combiné avec les prétentions de la liberté: en proclamant les droits de l'homme, les législateurs des États-Unis enchaînèrent la licence et le fanatisme: ils proscrivirent l'exaltation des principes, les rêveries des négrophiles, et accueillirent avec enthousiasme la véritable philanthropie. Leur constitution enfin a été discutée et complétée sur les lieux même, sur le territoire pour lequel elle était faite. Les États-Unis d'Amérique sont divisés en quinze états, qui, quoique soumis à une même loi générale, ont néanmoins le droit de faire leurs lois particulières: la différence de climats, de mœurs et de population, que la prudence ne leur a pas permis d'attaquer, y présente les mêmes rapports que ceux qui existaient avant la révolution entre la France et ses colonies; aussi voit-on dans les états du sud plus de six mille esclaves, tandis que dans les états du nord, on n'en connaît point. C'est sur ces bases que les États-Unis ont prospéré depuis leur indépendance; ils ont reconnu que la nature était plus forte que toutes les combinaisons humaines, qu'il valait mieux la suivre dans ses gradations, que de la brusquer sans succès»⁸⁶⁸.

Le parole del colono Chotard Ainé sono quelle che meglio illustrano come l'inserimento della schiavitù in un contesto repubblicano costituisca il carattere determinante dell'attenzione dei coloni per gli Stati Uniti. I Tredici Stati erano la prova che il principio repubblicano e la schiavitù potessero tranquillamente coesistere e convivere con la *Dichiarazione dei diritti dell'uomo*, che si sarebbe applicata solo laddove “l'interesse generale” e le “facoltà fisiche e morali” lo permettessero. In conclusione, allora, gli Stati Uniti andavano osservati come

⁸⁶⁸ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 26 agosto 1796, n°9.

struttura possibile per modellare i rapporti tra la Francia e le sue Colonie e come fondamentale alleato francese nell'Atlantico.

Queste tesi, che presero forza nel 1795, si rafforzarono negli anni 1796-1797 attorno all'idea che la Francia e gli Stati Uniti dovessero consolidare una solidarietà atlantica basata su un sistema repubblicano conservatore, che facesse della difesa della proprietà e del libero scambio commerciale tra i due Stati i propri fondamenti. Che il commercio con gli Stati Uniti fosse un primario sostegno per la colonia di Santo Domingo era noto a tutti i legislatori che si erano susseguiti in Francia già prima della Rivoluzione⁸⁶⁹; durante il periodo del Direttorio però, l'annuncio del Trattato di Jay suscitò un'ondata di indignazione tra i francesi, per i quali il trattato era la manifestazione eclatante dell'ingratitude americana verso la Francia. In risposta alla neutralità e al trattato anglo-americano, il 2 luglio 1796 il Direttorio annunciò con un decreto che avrebbe riservato alle navi americane e neutre lo stesso trattamento che l'Inghilterra dimostrava per quelle francesi, sconfessando di fatto il riconoscimento del diritto alla neutralità⁸⁷⁰. Così, applicando rigorosamente il principio della reciprocità quanto al trattamento verso i navigli americani diretti in Inghilterra, dal giugno 1796 al luglio 1797 più di trecento vascelli vennero catturati dai corsari francesi. Una volta che Charles Pinckney, inviato per reclamare i sequestri francesi della merce americana, venne messo alla porta dal Direttorio, le relazioni diplomatiche tra i due paesi si ruppero virtualmente, aprendo alla cosiddetta *Quasi-War*⁸⁷¹.

Sotto la presidenza del federalista John Adams, infatti, con una serie di misure di difesa conosciute come *Alien and Sedition Acts*⁸⁷² sembrò che gli Stati Uniti fossero definitivamente pronti a rompere unilateralmente i trattati franco-americani, anche al prezzo della guerra. Il presidente Adams però, frenò i fautori della rottura definitiva – tra i quali vi spiccava Alexander Hamilton – e si optò per una politica più conciliatoria, inviando nell'ottobre 1797 a Parigi una commissione composta di tre membri, Marshall, Pinckney e Gerry, con l'obiettivo di tentare un'ultima riappacificazione.

Davanti alla rottura imminente, nei mesi che precedettero il Colpo di Stato, l'opinione repubblicana francese si fece sempre più ostile verso l'ingratitude degli Stati Uniti. Benché

⁸⁶⁹ Su questo si veda particolarmente Manuel Covo, *Entrépot of Revolutions*, cit.

⁸⁷⁰ Silvia Marzagalli, "Guerre et commerce: le rôle des neutres dans les relations entre l'espace antillais et l'Europe occidentale au tournant du XVIIIe siècle", cit.; Marc Belissa, "Faire la guerre pour avoir le droit d'être neutre? Les enjeux politiques de la neutralité américaine (1776-1812), cit.

⁸⁷¹ Alexander De Conde, *The Quasi-War: The Politics and Diplomacy of the Undeclared War with France, 1797-1801*, New York, Palgrave Macmillan, 1966; Marie-Jeanne Rossignol, *The Nationalist Ferment*, cit.

⁸⁷² James Morton Smith, *Freedom's Fetters: The Alien and Sedition Laws and American Civil Liberties*, Ithaca, Cornell University Press, 1956; James H. Kettner, *The Development of American Citizenship, 1608-1870*, Chapel Hill, Omohundro Institute, 1978; William Walters, "Deportation, Expulsion, and the International Police of Aliens", in *Citizenship Studies*, 2002/4.1, pp. 265-292.

tale indirizzo fosse maggioritario, diverse erano le voci che richiamavano il governo francese ad una maggiore moderatezza nel trattare con le potenze neutrali e, soprattutto, che invitavano il Direttorio a limitare la sua politica corsara aggressiva nei confronti degli americani.

Tra queste voci vi era quella del diplomatico Louis-Guillaume Otto, che nel 1779 era stato segretario particolare del cavaliere de la Luzerne negli Stati Uniti prima di sostituire François Barbé-Marbois nel 1785 come segretario della legazione, stringendo così una duratura amicizia con George Washington. Prima delle giornate insurrezionali del 31 maggio e del 2 giugno 1793, assieme al deputato Ducher si impegnò nella costruzione della politica estera del Comitato di Salute Pubblica, spingendo per il rafforzamento dell'alleanza franco-americana tramite l'applicazione di un Atto di Navigazione comune tra Francia e Stati Uniti⁸⁷³.

Riconfermando l'opinione espressa nel 1793, Otto ribadiva la necessità di riaprire le comunicazioni con gli Stati Uniti e riformulare un nuovo trattato di amicizia. Per convincere il governo francese ad agire in quella direzione, il diplomatico tentava di scardinare tre pregiudizi dell'opinione pubblica francese sulla cultura politica americana: l'idea che le divisioni partitiche negli Stati Uniti fossero talmente profonde da sovrastare l'interesse pubblico; l'impressione di un totale scollamento tra il popolo americano e il suo governo; e, infine, l'idea che il voto per il partito federalista fosse il preludio al restauro della monarchia.

Per la prima delle sue due ipotesi di lavoro, Otto ricordava che «il y a une autre nuance dans le caractère américain, entièrement méconnu des observateurs superficiels qui ont résidé dans les États Unis; c'est que la chaleur des partis n'influe que très rarement sur les décisions qui intéressent la prospérité publique.»⁸⁷⁴. In questo modo, sconfessando l'idea che i partiti degli Stati Uniti perseguissero gli interessi privati dei propri mandatari e non quelli di tutta la nazione, Otto negava l'influenza inglese nel governo americano e rifiutava le ipotesi del complotto cripto-monarchico che circolavano nella stampa democratica⁸⁷⁵. Quest'attenzione al bene comune come fine ultimo della politica dei partiti federalista e repubblicano confermava inoltre le ragioni della sua seconda ipotesi, quella di una profonda corrispondenza tra i cittadini elettori e il governo. Suggestendo di superare l'idea che la politica statunitense si conformasse unicamente al dualismo dello scontro europeo con la conseguente divisione tra partito inglese

⁸⁷³ Manuel Covo, *Commerce, empire et révolutions*, cit., pp. 378-379.

⁸⁷⁴ AAE, 40CP/02, Louis-Guillaume Otto, *Considérations sur la conduite du Gouvernement des États Unis envers la France depuis 1789 jusqu'en 1797*, [1797].

⁸⁷⁵ Obiettivo della polemica di Louis-Guillaume Otto fu soprattutto il testo di Thomas Paine pubblicato nel 1797 contro George Washington e il governo americano: Thomas Paine, *A letter to George Washington, on the subject of the late treaty concluded between Great-Britain and the United States of America*, Philadelphia, s.l., 1797. Per la polemica di Otto si veda AAE, 40CP/02, Louis-Guillaume Otto, *Considérations*, cit.

e partito francese, Otto invitava il Direttorio a ripensare l'identità americana come autonoma, autodeterminata e svincolata dalle vicende europee.

«Nos agents n'ont jamais voulu voir dans les Etats Unis que deux partis politiques, le parti français et le parti anglais, mais il y a un parti mitoyen bien plus nombreux, composé des hommes les plus estimables des deux autres partis. Ce parti, dont nous n'avions pas même soupçonné l'existence, est le parti américain, qui aime son pays par dessus tout et pour qui les préventions soit pour la France soit pour l'Angleterre ne sont que des affections accessoires et souvent passagères.»⁸⁷⁶.

L'idea che esistesse un *parti mitoyen*, conformemente legato all'identità americana, fiero e solo strategicamente partigiano della fazione inglese o di quella francese, poneva le scelte di questo “partito americano” come l'espressione più pura e sincera del proprio volere politico. Pertanto, le elezioni per i rappresentanti e la libertà di stampa, che permettevano ai cittadini di informarsi sui programmi e sul dibattito tra i due gruppi che si contendevano il potere, garantivano la cristallinità della scelta del presidente come vera espressione della volontà generale del popolo americano⁸⁷⁷. E non solo, se il partito federalista era riuscito a battere quello repubblicano per pochi voti alle elezioni del 1796, le colpe andavano ricercate ben al di là del semplice complotto cripto-monarchico. L'essenza repubblicana non veniva messa in discussione dal sistema bipartitico, perché si trattava più semplicemente di due modelli repubblicani a confronto, nel quale il *parti mitoyen* si rivedeva a seconda della proposta elettorale più convincente. La vittoria di un partito o dell'altro— secondo una visione piuttosto moderna della politica che lo differenziava da gran parte dei suoi contemporanei⁸⁷⁸ — non era il frutto del complotto, bensì

⁸⁷⁶ *Ibidem*.

⁸⁷⁷ «On sait qu'il n'a jamais existé un pays où les élections aient été aussi libres que dans les Etats Unis et où la masse du peuple ait été réfléchi dans ses choix. Pour connaître l'opinion de la majorité des Etats Unis, il suffit donc de connaître leurs élections et le caractère de ceux qui sont élus. Si dans ce pays il y avait deux hommes connus depuis long-temps comme les chefs de deux partis opposés et que l'un d'eux obtint la majorité des voix pour remplir la première magistrature, on pourrait être sur que son parti est momentanément le plus fort. Si la lutte entre les deux partis eut été un sujet de discussion publique pendant plusieurs années on serait encore plus fondé à croire que l'opinion bien connue de l'homme élu est aussi l'opinion de la majorité.» *Ibidem*.

⁸⁷⁸ Louis-Guillaume Otto scardinava con intelligenza la teoria del complotto e della cospirazione in nome di una lettura della democrazia rappresentativa estremamente moderna, che neanche la politica americana stessa era in grado di cogliere negli stessi anni in cui Otto scriveva la sua memoria. I partiti federalista e repubblicano, infatti, costruirono gran parte della loro strategia politica accusando l'avversario di cospirazionismo, riflettendo nell'ossessione per la cospirazione tutte le difficoltà di comprendere a pieno i meccanismi del sistema democratico che loro stessi, con molte difficoltà, stavano concorrendo a costruire. Su questo tema, si veda particolarmente l'articolo di Jean-Marie Rossignol, “L'obsession de la conspiration ou toute la vérité sur l'influence française aux États-Unis (1789-1800)”, in Élise Marienstras, *L'Amérique et la France. Deux révolutions*, cit., pp. 131-143.

era figlia di un diverso orientamento dell'opinione pubblica e della libera manifestazione delle opinioni che faceva della maggioranza elettorale l'espressione della volontà generale.

«C'est précisément ce qui est arrivé dans la dernière élection du President des Etats Unis et ce qui a du arriver en conséquence de l'indignation quel es Agents français avaient excitée contre leur gouvernement et contre ses principes. Mr. John Adams connu depuis longtemps comme partisan des formes du gouvernement anglais a été nommé President. Mr. Jefferson, défenseur de l'égalité, supérieur en merite et en connaissance, n'a obtenu que le second rang. Ce n'est pas que le peuple le plus libre de la terre suit devenu tout d'un coup ami de la monarchie et de l'inégalité; loin de nous une idée aussi fausse; mais c'est que par la conduite révoltante de nos agents la démocratie pure est devenue synonyme avec la confusion et l'anarchie et que la majorité des Américains ne veut plus voir la liberté que dans la marche réglée d'une Constitution inébranlable. [...] Tel a été le résultat de nos opérations dans les États Unis, où la distance énorme grossissait les idées et les principes, déjà très exagérés de nos têtes révolutionnaires, et où à cause de la même distance les opinions exerçaient plus long-temps après le renversement des bustes de Marat en France»⁸⁷⁹.

Partigiano del partito di Thomas Jefferson, Louis-Guillaume Otto accusava il governo francese, gli agenti della Francia negli Stati Uniti e i commissari a Santo Domingo di aver mostrato il lato oscuro della democrazia, segnato dalla licenza e dall'anarchia. Tramite la condotta dei propri agenti nel Nuovo Mondo, la Francia aveva minacciato la loro stessa esistenza e si era dimostrata per prima irrispettosa di quanto gli Stati Uniti, dalla loro nascita, avessero fatto per loro⁸⁸⁰. Ricordando il loro ruolo di primo piano nelle attività commerciali e di sostentamento di Santo Domingo, particolarmente negli anni del blocco navale inglese che non permetteva alle navi francesi di approvvigionare l'isola, Otto ribadiva che gli Stati Uniti si erano sempre rivelati dei fedeli alleati della Francia e anche della sua Rivoluzione, rispettando i patti e il pagamento del debito contratto, soccorrendo i coloni rifugiati, riconoscendo diplomaticamente la nuova Repubblica sorella e festeggiando con lei i suoi successi in Europa.

⁸⁷⁹ *Ibidem*.

⁸⁸⁰ «En rappelant tout ce qui s'est passé depuis le commencement de notre révolution, nous devons avouer que les américains n'ont cessé de nous donner des preuves de dévouement: ce sont les américains qui pendant trois années consécutives ont empêché St. Domingue de mourir de faim, ont accueilli les victimes malheureuses des fureurs coloniales, ont ouvert des souscriptions pour leur entretien et ont adouci leur sort autant qu'il était en leur pouvoir». *Ibidem*.

Infine, ribadendo la centralità degli Stati Uniti per l'ordine geopolitico francese e per il recupero e il ripristino del sistema produttivo a Santo Domingo, Otto chiedeva al Direttorio di accogliere le richieste dell'inviato straordinario Pinckney e di ritrattare le ragioni che avevano fino a quel momento spinto la Francia a sequestrare tutte le loro navi mercantili nei Caraibi.

Inascoltate, le sue proposte non rimasero però solitarie, perché la posizione di Otto, così diversa da quelle del ministro plenipotenziario Adet, del console a New York Hauterive e del suo segretario Bournonville⁸⁸¹, era parzialmente condivisa da un suo antico sodale, G. J. A. Ducher, che in una memoria inviata al direttore Rewbell, avvalorava la necessità di un'alleanza della Francia con gli Stati Uniti⁸⁸². Seppur spingesse per un nuovo trattato tra le due repubbliche, la politica che Ducher intendeva ricalcare parzialmente – per sua stessa ammissione – era quella da lui suggerita nel 1793 a proposito dell'Atto di Navigazione, poi ribadita anche nella primavera del 1794. Infatti, diceva, se nel 1792 la situazione continentale era incerta, così come la sopravvivenza della stessa Repubblica francese, ora, nel 1797, le armate trionfanti in Europa e il successo della politica repubblicana potevano incoraggiare un'alleanza tra Francia e Stati Uniti, che diventasse una vera e propria *alleanza trionfale*. Privo delle sottigliezze presenti nella memoria di Otto sul sistema americano, il deputato suggeriva di non cercare di dividere il popolo americano in due partiti, bensì di cercare di unirlo e di incoraggiarlo ad unirsi alla Francia per dichiarare guerra alla Gran Bretagna, sua naturale nemica⁸⁸³. Una volta evitato che la neutralità americana si trasformasse in un vero e proprio *pacte de famille* con la Gran Bretagna, Ducher proponeva un nuovo Atto di Navigazione che avrebbe protetto gli interessi e il libero commercio tra le due repubbliche ed estromesso e sconfitto l'Inghilterra definitivamente sui mari e nelle colonie⁸⁸⁴.

Questa lunga digressione sul testo di Louis-Guillaume Otto e di G. J. A. Ducher mette in luce un aspetto della corrente minoritaria, ma non silenziosa, che augurava la distensione dei rapporti tra la Francia e gli Stati Uniti. Ovviamente, un'eguale speranza di rinsaldare i legami franco-americana non significava che i fondamenti teorici fossero condivisi all'unanimità tra i fautori dell'alleanza. Nonostante auspicassero al medesimo fine, le ragioni che muovevano

⁸⁸¹ AAE, 40CP/02, Correspondance Hauterive – Adet, États Unis, nivose an VI; Bournonville, *Note sur la situation des États-Unis de l'Amérique septentrionale au 1er Juin 1797*.

⁸⁸² AN, AF/III/272, J. G. A. Ducher, *Mémoire présenté par le citoyen Ducher sur l'opportunité d'une alliance de la France et des États-Unis et sur diverses questions maritimes*, [1797], fol. 172. Si veda annesso n°18.

⁸⁸³ «Le traité entre l'Angleterre et les Etats d'Amérique est pour ces états un acte de dégradation politique de vasselage, une prestation d'hommage à la tyrannie anglaise». *Ibidem*.

⁸⁸⁴ «Loin de diviser le peuple et le gouvernement américain, on doit les consolider pour les unir à la France. Qu'est-ce que les états d'Amérique gagneront à déclarer la guerre à l'Angleterre? Quelques unes des Antilles anglaises, un commerce direct et non restreint dans les Indes Orientales, un million d'émigrants des trois royaumes de Georges, une navigation égale en Europe... ces états ne gagneront-ils pas trop? La France aura le Canada et la Louisiane». *Ibidem*.

Ducher e i coloni rifugiati erano talmente lontane che il colono Claude Parisot sul suo *Gazette française et américaine* criticava la presa di posizione di Ducher a partire non tanto dall'auspicio dell'alleanza, bensì dai presupposti da cui la Francia partiva al momento dell'accordo. L'autore, infatti, si domandava come Ducher sperasse di convincere gli americani a fare un'alleanza con la Francia, quando quest'ultima si ostinava ad «élever en faveur des negres la même prétention à l'exercice des droits sociaux, dans une famille, où ils sont aussi étrangers que disparates avec la couleur nationale»⁸⁸⁵. Nessun accordo tra la Francia e gli Stati Uniti era possibile: o la Francia trovava il modo per conciliare i principi della “vera filantropia” con l'interesse di una grande nazione, oppure gli Stati Uniti avrebbero continuato a temere un'alleanza con una potenza emancipatrice che rischiava di mettere a repentaglio l'equilibrio politico, economico e sociale degli stati meridionali, sostenuti dalle medesime strutture sociali di Santo Domingo. Appellandosi ad un passaggio del testo di Ducher in cui quest'ultimo promuoveva l'idea della libera circolazione delle merci e delle persone da una Repubblica all'altra, Parisot rabbriviva all'idea che il deputato potesse immaginare un libero movimento dei neri africani nella triangolazione Santo Domingo / Francia / Stati Uniti al pari di quello degli europei bianchi. In una lega dei popoli liberi come la sognava Ducher, la fine del sistema produttivo della piantagione, nella quale i neri, per “oziosità”, avrebbero smesso di lavorare alla ricerca di fortune, avrebbe segnato la fine di Santo Domingo, la fine della potenza economica francese e, soprattutto, la fine della società statunitense⁸⁸⁶.

Rifiutate le tesi di Ducher, nei testi dei coloni riecheggiano quelle di Louis-Guillaume Otto: non vi è ad oggi alcuna evidenza dei legami tra Otto e i coloni; perciò, quello che possiamo supporre è da un lato la condivisione di idee che andava al di là del testo del diplomatico, dall'altro invece la circolazione del suo manoscritto tra gli ambienti vicini al Club de Clichy che, al momento della sua redazione, dominavano i due Consigli. Quel che è certo, è che i coloni non si lasciarono sfuggire l'occasione di dare nuovo impulso ai loro attacchi contro la politica del Direttorio nel Nuovo Mondo.

Innanzitutto, nelle colonne del *Journal Historique et Politique*, i coloni riproposero con dovizia di particolari la loro ricostruzione degli eventi coloniali dal 1793 in poi, facendo attenzione a sottolineare come l'operato dei commissari Sonthonax e Polverel e Genet e la loro animata azione emancipatrice avessero causato il progressivo distacco dei rapporti tra la Francia e gli Stati Uniti. La polemica in sé aveva poco o niente di innovativo rispetto agli attacchi degli anni 1793-1795. Un elemento si era però aggiunto alla già lunga serie di accuse: l'idea che le

⁸⁸⁵ *Gazette Française et Américaine*, 18 marzo 1796, n°6.

⁸⁸⁶ *Ibidem*. Il testo a cui Parisot faceva riferimento è probabilmente: A. G. J. Ducher, *Les deux hémisphères*, Paris, Imprimerie Nationale, 1795.

tensioni tra le due Repubbliche fossero gli effetti dell’emancipazione sul medio periodo, ai quali era necessario rimediare ritornando sui propri passi per non rischiare la guerra con gli Stati Uniti⁸⁸⁷. Su questa linea, si tornava prontamente sulla missione di Edmond Genet, sul suo appoggio ai Commissari, sul riconoscimento dei sei rappresentanti dell’isola da inviare alla Convenzione, e soprattutto sui suoi presunti complotti con i mulatti Lachaise e Castaing, accusati dai coloni di aver provocato una rivolta degli schiavi nello Stato della Carolina⁸⁸⁸. Sconfessare l’intero mondo diplomatico degli anni 1793-1794 era un modo per scoraggiare, tramite l’opinione pubblica, il Direttorio e i Consigli dalla scelta di inviare Michel-Ange Mangourit come ambasciatore in sostituzione di Adet – che già da diverso tempo voleva abbandonare l’incarico⁸⁸⁹ – e Sonthonax come membro della Terza commissione. Come sappiamo, a poco servirono le proteste dei coloni, sul fatto che l’invio di Sonthonax a Santo Domingo avrebbe rinforzato il partito federalista attorno all’idea che gli Stati Uniti dovessero prendere sempre più le distanze dagli eccessi di filantropia e di devastazione della Francia:

«Le renvoi de Sonthonax à Saint-Domingue parait avoir singulièrement fortifié le parti anglais aux Etats-Unis d’Amérique: quelle idée veut-on inspirer à ces étrangers, en continuant de légitimer la dévastation d’un pays, où ils faisaient un commerce immense? Croit-on quel es autres peuples ne connaissent pas aussi bien que nous le droit de propriétés, et quand ils voient la liberté individuelle, la sureté publique, et toutes les propriétés violées dans une colonie qu’ils fréquentent et alimentent depuis six ans; quelle confiance peuvent-ils avoir dans des agents qui paraissent chargés d’entretenir et de propager toutes ces violations? Ce sont les agents de la république à Saint Domingue en 1793, que l’on doit accuser de la prépondérance que l’anglais a pris dans l’Amérique»⁸⁹⁰.

Mentre le proteste contro Michel-Ange Mangourit andarono a buon fine e al suo posto venne incaricato il ben più moderato Victor Du Pont de Nemours, figlio di Samuel che sedeva al

⁸⁸⁷ L’articolo più organico nell’esposizione delle critiche è quello intitolato “Réflexions sur la mission de l’envoyé extraordinaire du gouvernement américain”, in *Journal Historique et Politique*, cit. 23 aprile 1797, n°249. Si veda annesso n°19.

⁸⁸⁸ «Nous prévenons le gardien de la constitution, que collaborateur des Genet, des Sonthonax, le citoyen Mangourit accueillit, en 1793, à Charlestown où il était vice consul, les Nègres et les Mulâtres que Polverel et Sonthonax y envoyaient pour insurger les Nègres de la Caroline du Sud: en effet, un mouvement dans cette partie se manifesta parmi les esclaves: l’assemblée de cet Etat soupçonnait fortement les envoyés de Polverel et Sonthonax, leur donna ordre de sortir de son territoire, et en faisant d’autres recherches sur les causes de ce mouvement, découvrit que Mangouri, d’après les ordres de Genet, faisait secrettement dans la Caroline du Sud, des levées de troupes». *Journal Historique et Politique*, cit., 9 ottobre 1796, n°53.

⁸⁸⁹ HM, *Dupont Family Papers*, GR A, Victor Du Pont, Correspondence, box 7, foll. 346-350.

⁸⁹⁰ *Journal Historique et Politique*, cit., 19 settembre 1796, n°33.

Consiglio degli Anziani tra le fila del Club de Clichy, Sonthonax venne comunque inviato a Santo Domingo come commissario, generando una vera ondata di sconcerto tra tutta la pubblicistica conservatrice. La scelta di inviare Sonthonax per il Direttorio e per i repubblicani era stata l'occasione per ribadire ai generali neri e alle loro truppe di schiavi liberati la conformità della Francia direttoriale all'emancipazione e si sperava che fosse pure il modo per riportare l'isola alla pacificazione, evitare che i generali neri e mulatti entrassero in attrito e per invitare i nuovi cittadini a ritornare al lavoro, questa volta retribuito, nelle piantagioni e negli atelier nazionali. Per i coloni di Santo Domingo, così come per i loro portavoce ai Consigli, l'invio di Sonthonax era esempio di una politica coloniale scellerata del Direttorio, atta ad isolare la Francia dal quadro delle alleanze atlantiche. In effetti, uno dei punti di frattura nello scontro emerso tra Toussaint Louverture e Sonthonax fu proprio il tema dell'approvvigionamento dell'isola e dei rapporti con gli Stati Uniti. Da un lato, il generale desiderava rispettare il diritto alla neutralità degli americani e attuare una politica conciliatoria che permettesse all'isola di mantenere un rapporto privilegiato con il loro primo partner commerciale; dall'altro invece, il Commissario – secondo le direttive del Direttorio – appoggiava l'idea di approvvigionare l'isola con i beni sequestrati alle navi mercantili americane che trasportavano merce inglese e non scendere a compromessi con un governo neutrale che favoriva i loro nemici naturali sui mari⁸⁹¹.

I coloni, allineati programmaticamente sulle ragioni di Toussaint Louverture, erano ben coscienti dell'importanza dell'alleanza franco-americana per la salvaguardia delle colonie, ma ciò che premeva loro non era tanto l'approvvigionamento immediato, quanto invece la reciproca intesa solidale tra due sistemi politici la cui economia si basava in gran parte sul sistema sociale della piantagione. Insomma, la restaurazione del complesso produttivo della piantagione e del ritorno alla tranquillità dell'isola non erano solo il fine dell'alleanza con gli Stati Uniti, ma anche il mezzo per instaurarla. Sonthonax, opposto fermamente alle pretese degli americani, non era il campione di questa posizione, così come non lo poteva certo essere Toussaint Louverture per i coloni di Santo Domingo, che ne aborrissero le gesta e la ferocia. Far affidamento su uomini saggi, che nel corso degli anni avevano costruito una *intimité diplomatique* tra gli Stati Uniti e la colonia era l'unica soluzione plausibile: puntare sulla

⁸⁹¹ ANOM, COL CC9 A 11, *Lettres de Sonthonax au ministre et au Directoire*, dossier 2; *Lettres adressées au ministre de la marine par le ministre plénipotentiaire Adet*, dossier 3; COL CC9 A 14, *Lettres de Sonthonax*, dossier 3; Philippe R. Girard, "Trading Races. Joseph and Marie Bunel, a Diplomat and a Merchant in Revolutionary Saint-Domingue and Philadelphia", in *Journal of the Early Republic*, 2010 (n°30), pp. 351-376; Gordon S. Brown, *Toussaint's Clause: The Founding Fathers and the Haitian Revolution*, Jackson, University Press of Mississippi, 2005; Ronald Angelo Johnson. *Diplomacy in Black and White: John Adams, Toussaint Louverture, and Their Atlantic World Alliance*, Athens, University of Georgia Press, 2014.

solidarietà degli interessi della classe dei *planteurs*, sul loro reintegro e sul loro dominio avrebbe garantito la pace tra le due potenze, il libero commercio e la prosperità di entrambe a quel punto realmente libere dalla prepotenza britannica⁸⁹².

Non era una diplomazia d'Antico Regime quella sperata dai coloni, ma una di tipo nuovo, basata sulla produzione agricola e sul commercio, i soli caratteri che potessero realmente restaurare la pace tra le colonie e gli Stati Uniti⁸⁹³. In questo quadro, la ristretta classe dei proprietari bianchi, che sapeva coniugare e reinterpretare gli interessi nazionali su scala continentale e atlantica avrebbe dovuto restaurare quei «*rapports de complicité qui ont toujours existés entre la France et les États-Unis*»:

«Il faut que le Gouvernement vaincu par la raison, se soumette à l'expérience: il faut qu'il reconnaisse que l'intrigue ne peut pas marcher sur la même ligne avec la loi; que l'intérêt politique du nouveau monde ne peut être, sans danger, confondu avec celui de l'ancien; que c'est à cette confusion indiscrete que se sont opposés les Etats-Unis; que la nature et la raison ont réclamé elles-mêmes les premières des 1793 contre les prétentions des agents de la République dans cette partie; que l'intrigue qui a perdu nos colonies est la même dans laquelle on a cherché à envelopper un peuple à la veille de s'acquitter avec usure envers la France»⁸⁹⁴.

Con gli uomini giusti e una sana presa di coscienza degli errori della diplomazia repubblicana degli anni 1793-1795, secondo Chotard Ainé era possibile rimediare ai danni e potenziare l'alleanza franco-americana. Per farlo però, condividendo la linea tracciata da Louis-Guillaume Otto, non bastava sperare nella rottura definitiva tra il governo e il suo popolo per avvicinare la Francia e gli Stati Uniti, perché la spaccatura tra partito federalista e partito repubblicano non era figlia unicamente del complotto inglese e dei cripto-monarchici della fazione di Alexander Hamilton. Facendo un'analisi della famosa lettera di Thomas Jefferson inviata al suo amico

⁸⁹² «Que le Gouvernement change la face des Colonies, et ses agents en Amérique; qu'il y envoie des hommes fermes, sages, et pénétrés de l'importance de cette intimité; alors... c'est à dire assez à qui veut entendre, à qui ne veut plus être trompé, il faut sans doute des hommes qui connaissent le jeu et les recourses de l'intrigue, mais sans être intriguants [...]», *Journal Historique et Politique*, cit., 31 marzo 1797, n°226.

⁸⁹³ Spesso proprietari e *négociants*, i coloni patrioti avevano però rifiutato in massa il principio dell'*exclusif* coloniale e auspicato fin dal 1790 per un'apertura del libero commercio dei prodotti almeno con gli Stati Uniti senza che la Madrepatria vi esercitasse il monopolio. Per tali ragioni, seppur fermamente convinti dell'importanza del valore della terra e di una società agricola e virtuosa, dopo il 1789 i coloni cominciarono a sviluppare un'idea del mondo commerciale e degli scambi atlantici che non fosse più solamente ispirata all'*agrarian republic* di Thomas Jefferson, ma che tentasse di accordare questo principio a quello di uno scambio dei prodotti a livello internazionale nell'interesse di tutti i partner commerciali. Manuela Albertone, *National Identity and the Agrarian Republic: The Transatlantic Commerce of Ideas between America and France (1750-1830)*, Farnham, Burlington, 2014.

⁸⁹⁴ *Journal Historique et Politique*, cit., 31 marzo 1797, n°226.

Filippo Mazzei sulla situazione degli Stati Uniti⁸⁹⁵ – la cui pubblicazione fu un vero e proprio caso diplomatico che coinvolse Francia, Italia e Stati Uniti⁸⁹⁶ – Chotard Ainé contestò al commentatore anonimo della lettera sul *Moniteur Universel* la convinzione che fosse sufficiente forzare la mano per indurre negli Stati Uniti una crisi politica senza precedenti e dunque invitare la popolazione all'insurrezione contro il proprio governo⁸⁹⁷. Anzi, puntare il dito sul presunto complotto monarchico negli Stati Uniti era un espediente facile per sollevare la diplomazia e il governo francese dalle proprie responsabilità: il Terrore, l'atteggiamento di Edmond Genet, l'emancipazione dei neri, le prese di posizione di Sonthonax nelle due missioni a Santo Domingo, la deportazione della classe dei proprietari bianchi e il sostegno del Direttorio alla causa dei neri e dei suoi generali erano le ragioni del definitivo distacco della Francia dagli Stati Uniti⁸⁹⁸.

Se un principio di reciprocità andava senza dubbio adottato per recuperare i rapporti tra la Francia e gli Stati Uniti, dunque, non si trattava certo di quello del sequestro delle merci che la Francia stava attuando tramite le sue navi corsare. I rappresentanti dei coloni sostennero che l'unica reciprocità da rispettare fosse quella che avrebbe alimentato la buona intesa tra le due potenze: il rispetto della proprietà, il rispetto delle gerarchie sociali del sistema produttivo della piantagione, il libero commercio tra i due stati, il rispetto del regime interno dello stato amico

⁸⁹⁵ *Journal Historique et Politique*, cit., 28 gennaio 1797, n°164, “Florence, le 1er janvier. Lettre de M. Jefferson, ci-devant ministre des États-Unis en France, et secrétaire au département des affaires étrangères, à un citoyen de Virginie”, p. 3.

⁸⁹⁶ Howard R. Marraro, “The Four Versions of Jefferson’s Letter to Mazzei”, in *The William and Mary Quarterly*, 1942/1 (n°22), pp. 18-29; Edoardo Tortarolo, *Illuminismo e rivoluzioni. Biografia politica di Filippo Mazzei*, Milano, FrancoAngeli, 1986; Edoardo Tortarolo, *Filippo Mazzei*, voce del *Dizionario biografico degli Italiani*, vol. 72, 2009, pp. 545-550.

⁸⁹⁷ «Nous lisons à la suite d’une lettre de Jefferson, datées de Florence le 1 janvier, dans les réflexions du *Moniteur universel*, une de ces erreurs qui contribuent perpétuellement aux méprises continuelles dans lesquels tombent les hommes qui aiment à juger les peuples qu’ils ne connaissent pas, les Gouvernements ont ils n’ont vu la conduite dans des relations contenant des opinions particulières [...] L’esprit de la lettre de Jefferson est absolument conforme à notre opinion sur la situation politique des États-Unis... [...] Cependant une dénonciation contre un ministre demandait quelques considérations... nous le répéterons encore... la France ne doit accuser que ses propres agents de la perte de son influence dans l’Amérique; croit-on que l’état de nos Colonies est fait pour séduire nos alliés? Nous ne pouvons pas nous étendre d’avantage sur cette matière, nous la terminons par cette grande vérité qu’en vain on veus se dissimuler!». *Journal Historique et Politique*, cit., 30 gennaio 1797, n°166, p. 2. Per tutta la polemica attorno al commento del *Moniteur* alla lettera di Jefferson a Mazzei si vedano il *Journal Historique et Politique* ai n°164, 166, 168. Per la lettera e il commento sul *Moniteur* si veda invece *Moniteur Universel*, cit., 25 gennaio 1797, n°126, pp. 501-502.

⁸⁹⁸ *Journal Historique et Politique*, cit., 1° febbraio 1797, n°164. In questo duro attacco alla politica del Direttorio come l’erede della politica dei Girondini prima e di Robespierre dopo, si veda il n°249 del 23 aprile 1797, nel quale si accusavano anche il ministro Charles de Lacroix e Merlin de Douai di aver seguito le orme dei loro predecessori: «Quels ont été d’ailleurs en France, jusqu’aujourd’hui les ennemis les plus marquants de la conduite de Washington? On distingue d’abord *Charles Lacroix*, ministre des relations extérieures, qui ne connaît pas plus les rapports des États Unis avec la France et ses colonies, que ceux du Grand Mogol avec la Russie; on distingue le ministre *Merlin*, beaucoup de terroristes, beaucoup de gens qui n’ont jamais perdu de vue les tours de Notre-Dame, les ministres et les agents de la république dans nos colonies, l’ex-ministre *Genest*, qui, malgré son zèle pour la république française, a préféré l’abandon de sa patrie, en épousant une américaine, aux risques de venir rendre compte des résultats de son perfide ministère».

e l'aiuto reciproco in caso di necessità di fronte alle aggressioni e alle minacce della Gran Bretagna. Su quest'onda si allineò tutta la stampa conservatrice, particolarmente il *Journal Historique et Politique* e il quotidiano *Nouvelles Politiques, Nationales et Étrangères*, che diedero ampio spazio alla proposta di Louis-Philippe Segur, che a tratti ricalcava quella di Louis-Guillaume Otto e che riprendeva parte delle rimostranze che l'inviato Pinckney aveva mosso contro il Direttorio dopo il rifiuto di quest'ultimo di accogliere il commissario americano per trattare sulla questione dei sequestri⁸⁹⁹.

Le posizioni dell'inviato americano vennero infatti diffuse da Amsterdam dallo stesso Pinckney che, sotto forma di dispaccio inviatogli da Pickering il 16 gennaio 1797, pubblicò e inviò ad ogni deputato *clichyen* dei Consigli il pamphlet nella speranza di veder accolte le proprie ragioni⁹⁰⁰. Ad agire come intermediari tra Pinckney e i deputati della destra furono, tra gli altri, i tre agenti americani a Parigi James Cole de Mountfloreance, Joseph Pitcairn e Thomas Waters Griffith⁹⁰¹. Il primo, francese naturalizzato americano i cui commerci interessavano Santo Domingo e lo stato della Carolina del Sud, e il secondo, agente e mercante di Boston, erano molto legati al compilatore del *Nouvelles Politiques, Nationales et Etrangères*, Louis-Philippe Segur, tramite il quale iniziarono un sodalizio anche con Deaubonneau, «*planteur, négociant et rédacteur*» del *Journal Historique*⁹⁰². Ricostruire la rete dei legami di questo gruppo di americani, coloni e deputati è molto complesso, data la scarsità e la dispersione del materiale a nostra disposizione; quella che è certa è la loro collaborazione editoriale al fine di promuovere una politica conciliatoria tra i due paesi, di frenare il Direttorio dal punire severamente la neutralità americana e di far sì che gli Stati Uniti non venissero trattati alla stregua di una colonia britannica pagando gli effetti della secolare guerra franco-britannica⁹⁰³.

⁸⁹⁹ AN, AF/III/*/176, fol. 104, Notification à Mr. Pinckney de quitter Paris.

⁹⁰⁰ [Charles Cotesworth Pinckney], Edward Charles Pickering, *Lettre du secrétariat d'état des États-Unis de l'Amérique au général Charles C. Pinkney*, Paris, Gueffier, 1797. Su questo tema si veda la biografia di Pinckney di Marvin R. Zahniser, *Charles Cotesworth Pinckney. Founding Father*, Chapel Hill, North Carolina Press, 2011 (prima edizione 1964), p. 156; Stanley Elkins & Eric McKittrick, *The Age of Federalism*, New York – Oxford, oxford University Press, 1993, pp. 563-565.

⁹⁰¹ Sui legami tra Waters Griffith e i coloni si veda Thomas Griffith, *My Scrapbook of the French Revolution*, Chicago, A.C. McClurg and Company, 1898, pp. 1-69; così come le carte di Joseph Pitcairn, presenti nel fondo Rufus King Papers alla New York Historical Society e al Cincinnati Museum Center, History Library and Archives: NYHS, MS 1660, *Rufus King Papers*, Letters to Rufus King from Joseph Pitcairn, 1796-1802, foll. 34-58; Cincinnati Museum Center (da qui in poi CMC), MSS P682, *Joseph Pitcairn Letters*, 1796-1821, foll. 1-28.

Per la presenza degli americani in Francia si veda lo studio di Philipp Ziesche, *Cosmopolitan Patriots: Americans in Paris in the Age of Revolution*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2010.

⁹⁰² AN, AF/III/64, dossier 262 plaque 1; CMC, MSS P682, *Joseph Pitcairn Letters*, 1796-1821, foll. 1-28.

⁹⁰³ L'esempio editoriale più completo a tale riguardo è senza dubbio il testo di Thomas Waters Griffith redatto nel 1797 e pubblicato solo nei primi mesi del 1798 a Parigi in francese grazie alla traduzione dell'ex-fogliante, condannato alla rivolta di Vendemmiaio e sostenitore del Club de Clichy Jean-Baptiste Billecocq: [Thomas Waters Griffith], *L'Indépendante absolue des américains des États-Unis, prouvée par l'état actuel de leur Commerce avec les Nations Européennes*, Paris, Laran, An VI – 1798. Il testo cercava di prendere le distanze dalle accuse mosse dall'ex-ministro plenipotenziario Fauchet al popolo americano di aver preferito ritornare sotto il gioco tirannico della loro ex-Madrepatria piuttosto che allinearsi agli ideali puramente repubblicani della Francia rivoluzionaria,

Dalla lettura del testo di Pinckney e in linea con le osservazioni di Otto, Louis-Philippe Segur pubblicò sul *Nouvelles Politiques* una risposta all'articolo del *Moniteur* che commentava amaramente le pretese di Pinckney⁹⁰⁴. In difesa della Repubblica americana, Segur ricordava che le colonie avevano potuto sopravvivere alla fame solamente grazie alle farine e alle esportazioni americane e che gli Stati Uniti fossero stati il primo e unico paese a riconoscere con entusiasmo la nascita della Repubblica sorella francese. Non solo, accusando la politica aggressiva del Direttorio, Segur lo metteva in guardia dal cercare con l'astuzia e la sedizione di dividere i cittadini dal proprio governo: il rischio, infatti, era quello di esacerbare gli animi a tal punto da forzare il governo americano a prendere una decisione definitiva ed entrare in guerra con la Gran Bretagna⁹⁰⁵. Per concludere, allora, Ségur e i coloni che ripubblicarono le sue parole sul *Journal Historique*, invitavano il governo francese, dopo gli orrori e dopo i trionfi delle sue armate in Europa a scegliere definitivamente la via della giustizia e della moderazione verso le potenze neutre, abbandonando l'ideale della repubblica trionfatrice per accogliere quello della repubblica giusta e moderatrice nel campo internazionale:

«Nous avons été l'effroi du monde par nos crimes et nos malheurs; nous excitons son admiration par notre courage; il est temps de mériter son estime par notre justice et notre modération»⁹⁰⁶.

Con queste premesse, torna allora più facile capire il discorso del deputato clichyien Emmanuel Pastoret del 2 messidoro anno V e della sua lunga sequela di accuse al Direttorio sulla sua politica aggressiva verso i paesi neutrali come gli Stati Uniti⁹⁰⁷. Più che figlio della sola retorica, il discorso rappresentava il punto massimo della politica atlantica della destra conservatrice: scettica verso la Gran Bretagna e contraria ad una pace generale con il nemico di sempre nel segno della difesa dell'interesse nazionale francese, l'ala reazionaria dei Consigli difendeva

sintetizzate in Joseph Fauchet, *Coup d'œil sur l'état actuel de nos rapports politiques avec les États-Unis de l'Amérique septentrionale*, Paris, Pugin, 1797.

⁹⁰⁴ *Nouvelles Politiques, Nationales et Etrangères*, 17 maggio 1797, n°238, p. 949-950.

⁹⁰⁵ «C'est ce système que je trouve non-seulement injuste, mais impolitique. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit pour en établir l'injustice, mais pour prouver qu'il est impolitique, je repèterai seulement que son effet peut être d'aigrir non seulement le gouvernement, mais tous les particuliers des États-Unis; que nous n'avons point encore de marine, tandis que les Anglais en ont une redoutable; que si nous contrainsons les Américains à opter indispensablement entre deux ruptures, la crainte peut les forcer à se jeter tout-à-fait du côté de l'Angleterre, et qu'alors nous aurions fait précisément ce que souhaite notre ennemi; tandis que de justes réclamations et des négociations habiles et sages auraient plus sûrement et plus doucement ramené nos anciens alliés autour de notre char de victoire». *Journal Historique et Politique*, 20 maggio 1797, n°276.

⁹⁰⁶ *Ibidem*.

⁹⁰⁷ Emmanuel Pastoret, *Motion d'ordre d'Emm. Pastoret, sur l'état actuel de nos rapports politiques et commerciaux avec les États-Unis de l'Amérique septentrionale. Séance du 2 messidor an V*, Paris, Imprimerie nationale, 1797.

però il diritto alla neutralità e attaccava il decreto del 12 ventoso anno V (2 marzo 1797) del Direttorio. Non solo, la cronologia va tenuta ben a mente per inquadrare meglio le ragioni di Pastoret e comprendere quanto la questione degli Stati Uniti e di Santo Domingo si legasse assieme su spinta della lobby coloniale: al Consiglio dei Cinquecento il 2 messidoro anno V venne deciso di inviare un nuovo commissario a Santo Domingo, il già citato Hédouville, che avrebbe dovuto partire accompagnato dall'esercito per mettere fine ai conflitti tra i diversi generali e ricondurre la colonia sotto l'alveo della Francia metropolitana. Non solo, tra le istruzioni previste dal partito clichyen, vi era inoltre la speranza che l'invio delle truppe significasse il ritorno dei neri al lavoro nei campi e la garanzia per una nuova base dei rapporti tra la Francia e gli Stati Uniti. La prima, inviando un generale noto per la sua opera di pacificazione in Vandea avrebbe garantito agli americani il ritorno all'ordine politico e sociale dell'isola e, di conseguenza, di tutta l'area atlantica e caraibica.

Il discorso venne salutato con piacere dei coloni, per i quali sembrava prossima la restaurazione dell'ordine a Santo Domingo, il cui controllo si concretizzava tramite l'invio delle truppe del generale Hédouville, il ripristino dell'economia della piantagione e del rientro dei neri nei campi, il ritorno dei bianchi e la conferma del loro dominio e il consolidamento di un'alleanza franco-americana basata sulla solidarietà dei *planteurs*, sul commercio e sulla costruzione di un patto in chiave anti-britannica:

«Il appartenait à la legislature actuelle de désabuser le directoire executif et la France entière sur les manœuvres employées pour perdre nos colonies... Il lui est aussi réservé de rendre la paix intérieure aux États-Unis d'Amérique, à un allié que la nature et la politique ont donné à la France aux dépens de l'Angleterre et pour la restauration des colonies françaises.»⁹⁰⁸.

Il ruolo preminente dell'Inghilterra nella coalizione delle forze controrivoluzionarie ne aveva fatto l'obiettivo privilegiato del discorso repubblicano riguardo la riorganizzazione dell'ordine europeo. Il discorso anti-inglese già in circolo durante i Lumi insisteva particolarmente sull'egoismo commerciale, il "dispotismo della nazione" e sul progetto di dominazione universale degli oceani. Questi luoghi comuni si trasformarono, a partire dal 1789 e soprattutto dopo la guerra del 1793, in un più generale discorso dei cosiddetti «crimes des Anglais»⁹⁰⁹. Questo ragionamento andò a combinarsi con quello della rifondazione dell'ordine europeo e

⁹⁰⁸ *Journal Historique et Politique*, cit., 25 giugno 1797, n°313, p. 2.

⁹⁰⁹ Su questi temi si fa particolare riferimento alle pagine di Marc Belissa, *Repenser l'ordre européen*, cit., capitolo "L'architecture géopolitique continentale", pp. 253-302.

atlantico tra il 1795 e il 1799, quando gli attori politici immaginarono in maniera divergente il posto dell'Inghilterra all'interno della nuova geopolitica che stava prendendo forma. Lo scontro franco-britannico era letto in un'ottica mondiale, non solo europea. Da sinistra, l'idea era quella sintetizzata dai testi di Charles Thérémin, di Thomas Paine e di Barère dell'impossibilità di immaginare una «paix des limites» con la Gran Bretagna proprio per via della sfida sui mari e su tutto il globo terrestre⁹¹⁰.

Da destra, invece, l'opposizione conservatrice e cripto-monarchica tenne un'attitudine ambigua rispetto alla Gran Bretagna, nonostante tutti ne condannassero l'egoismo insulare. Mallet du Pan nella sua corrispondenza privata osservava infatti che la destra francese ai Consigli, benché spingesse per la pace, era d'accordo con gli altri partiti nel «poursuivre la guerre à outrance contre l'Angleterre et les royalistes n'étaient pas moins prononcés à cet égard»⁹¹¹. Anche Victor Malouet si trovò a confrontarsi con questa ambiguità, particolarmente in occasione della pubblicazione di due sue opere su un progetto di pacificazione tra la Francia e l'Inghilterra uscite nel 1797. Si trattava dei testi già citati *Lettre à M.S.D.* e *Examen de cette question*, entrambe pubblicate a Londra prima del Colpo di Stato del 18 fruttidoro e indirizzate al governo inglese e francese.

Abbiamo già avuto modo di analizzare il ruolo che Victor Malouet ricoprì nella stipulazione del Trattato di Whitehall del febbraio 1793 e nell'invasione britannica dell'isola di Santo Domingo. L'occupazione della parte sud-ovest della colonia si dimostrò ben più complessa di quanto sperato dai contraenti del Trattato a Londra e già nel 1795, davanti al dispendio di truppe inglesi, all'avanzare delle armate repubblicane, alla cessione della parte spagnola dell'isola ai francesi e al mancato appoggio dei coloni rifugiati negli Stati Uniti all'offensiva inglese, fece propendere Malouet per un cambio di rotta generale. Inizialmente, la speranza fu quella di riuscire a riconquistare la parte spagnola della colonia e di occuparla con le truppe di *émigrés* in Inghilterra nella speranza di accordare gli interessi dei coloni con la politica coloniale britannica e basando le proprie considerazioni sulla restaurazione del sistema coloniale e l'asservimento delle popolazioni nere e di colore⁹¹².

Il periodo intercorso tra le elezioni della primavera del 1797 e il 18 fruttidoro però, marcò una terza fase del pensiero di Victor Malouet rispetto al sistema coloniale, che lo indussero a immaginare una possibile restituzione di Santo Domingo sotto l'autorità francese nel quadro di un accordo franco-britannico. È stato già sottolineato come questa terza soluzione avesse il doppio vantaggio di soddisfare i requisiti del Trattato del 1793 e di rispettare

⁹¹⁰ *Ibidem*.

⁹¹¹ *Ivi*, p. 257.

⁹¹² Friedemann Pestel, *Saint-Domingue contesté*, cit.

ugualmente gli interessi della famiglia dei Borbone, che si era risentita dell'esclusione dalle trattative⁹¹³. Quello che invece è stato poco sottolineato dalla storiografia è la crescente diffidenza con la quale i coloni rifugiati in Francia e negli Stati Uniti guardarono all'invasione degli inglesi di Santo Domingo: un elemento che non sfuggì certo a Victor Malouet, che da Londra corrispondeva con il colono e giornalista monarchico Gatereau, che, parallelamente al Charmilly – con il quale i rapporti si raffreddarono – lo informava dello svolgimento delle operazioni britanniche nel Nuovo Mondo. La svolta “nazionalista” di Malouet – com'è stata definita dalla storiografia che si è interessata alla sua figura – deve molto alla figura di coloni come Gatereau e alla sua testimonianza fortemente ostile all'occupazione inglese. Infatti, in una lettera inviata a Malouet, poi ripubblicata dallo stesso Gatereau sulla *Gazette Française et Américaine*, il colono dichiarava di essere contento di aver constatato con i suoi occhi quanto “la Gran Bretagna fosse feroce al pari degli *anarchistes* francesi”, sconsigliando ai coloni di farsi convincere dai proclami inglesi a ritornare nella colonia occupata⁹¹⁴.

Come Gatereau, i coloni che si definivano patrioti avevano fin da subito dimostrato diffidenza verso la presenza inglese nell'isola e reclamato a gran voce l'intervento della Madrepatria per recuperare i possedimenti perduti e restaurare l'ordine. I coloni rifugiati avevano più volte rivendicato la propria identità francese e molti di loro avevano pure cercato di dimostrarsi disponibili all'idea della repubblica a patto che questa mettesse un limite al disordine nell'isola. Victor Malouet, a partire dalla constatazione della diffidenza dei coloni rifugiati, passò allora presto all'ideazione di un progetto politico che potesse allettare maggiormente i proprietari e che tenesse assieme l'elemento nazionale con la restaurazione dell'antico sistema coloniale, con il principio della monarchia costituzionale e con il rispetto per le istanze differenzialiste che erano emerse nel corso del dibattito tra il 1794 e il 1797. Emigrato a Londra e sostenitore della monarchia, Malouet non ricercava le origini della rovina della colonia di Santo Domingo nella teoria del complotto girondino o nella “falsa filantropia” dei Lumi, l'analisi della genesi poco gli interessava rispetto a quella del presente. E nel presente sapeva bene quale fosse la causa dei mali della colonia: la repubblica e la sua *démocratie coloniale*⁹¹⁵.

Malouet non negava il portato universale della Repubblica, anzi: per lui, il sistema repubblicano e il principio universale che ne erano la base erano sinonimi di democrazia, anarchia e licenza. Secondo la visione controrivoluzionaria e rigorosamente antirepubblicana, per Malouet non vi era repubblica laddove non vi fosse piena libertà e piena uguaglianza, e

⁹¹³ *Ibidem*.

⁹¹⁴ *Gazette Française et Américaine*, 11 dicembre 1795, n°69.

⁹¹⁵ Victor Malouet, *Examen de cette question*, cit., p. 5.

laddove vi fossero libertà ed uguaglianza vi si annidava l'incubo dell'anarchia. L'emancipazione generale e la *boucherie* che ne era susseguita nelle colonie non erano che un effetto collaterale di una medesima causa: la repubblica. Perciò, aggiungeva:

«Si le système actuel subsiste, les proclamations, les décrets, les messages du directoire ne signifient rien ni pour lui, ni pour nous; les Colonies n'existent plus comme ateliers de culture & de commerce; mais elles se reproduiront bientôt comme un vaste arsenal de révolution, de brigandage & de piraterie, où tous les scélérats des quatre parties du monde auront un asyle & de l'emploi. Là s'organiseront, n'en doutons pas, des sociétés, des gouvernements ennemis du commerce, de la navigation, de la civilisation même de l'Europe; là se multipliera une population appropriée au sol fertile, au climat insalubre pour nous de la Zone Torride; & des Antilles, au Mexique, au Brésil, dans les plaines & les montagnes du nouveau monde, la philosophie de Marat portera ses dogmes, ses torches & ses poignards»⁹¹⁶.

Dunque, i principi repubblicani si erano espansi nelle colonie francesi e rischiavano di contagiare tutto il Nuovo Mondo che, emancipandosi, non si sarebbe più reso al servizio dell'Europa. Malouet, sotto il segno di una lettura quanto mai conservatrice e fortemente eurocentrica, intravedeva nel principio emancipatore della Rivoluzione francese il germe dell'Indipendenza del Nuovo Mondo e, in un certo senso, della decolonizzazione. Al di là del giudizio sulla mancata civilizzazione dei suoi abitanti e sulla possibilità che le colonie piombassero in uno stato di natura popolato da «hordes sauvages errantes dans les forêts», il vero obiettivo polemico era l'indipendenza delle colonie quando non controllata dall'Europa, che avrebbe provocato la fine del Nuovo Mondo come «atelier de subsistance et de culture» e l'inizio della rovina del commercio europeo.

Come poter evitare la distruzione del sistema coloniale, del commercio europeo e, dunque, della ricchezza delle potenze d'Europa? La risposta era semplice: con la pace definitiva tra Francia e Inghilterra. Cercando di difendere la sua partecipazione al Trattato di Whitehall, Malouet ricordava che anche lui nel 1793 aveva sostenuto la guerra ad oltranza contro la Repubblica francese nei Caraibi sperando che la giovane repubblica perisse contro la prima coalizione e fosse obbligata a segnare la propria resa e a restaurare la monarchia. Ora però, Malouet guardava al 1797 con realismo e con la consapevolezza che i trionfi delle armate di

⁹¹⁶ *Ivi*, pp. 8-9.

Bonaparte in Europa e quelle di Louverture a Santo Domingo fossero il campanello d'allarme dell'espansione del germe repubblicano ben oltre i confini francesi. Così, se nel 1793 la guerra era sembrata l'unica risposta possibile all'espansione repubblicana, nel 1797 era chiaro che la guerra non avrebbe provocato altro che il trionfo francese e, dunque, l'imposizione di una pace altrettanto trionfale che avrebbe ratificato direttamente o indirettamente l'uguaglianza nelle Colonie francesi e, sul lungo periodo, la loro indipendenza, con conseguente fine del sistema produttivo coloniale europeo⁹¹⁷. Così, una volta conseguita l'emancipazione e l'indipendenza del Nuovo Mondo, sarebbe stata tutta l'Europa a perderci, Francia compresa:

«La France ne possédera rien en recouvrant tout ce qu'on lui a pris si elle n'adopte d'autres principes; & l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande, le Portugal, le Dannemark, ne conserveront rien en laissant aux Français non leur territoire, mais le libre exercice de leur révolution en Amérique.»⁹¹⁸.

Per evitare il trionfo della libertà repubblicana, era necessario terminare la guerra totale franco-britannica, recuperare il diritto pubblico stabilito con la pace di Westfalia e applicarlo alle colonie europee⁹¹⁹. Questo sistema avrebbe circoscritto la guerra europea all'Europa senza più coinvolgere le colonie e il loro sistema produttivo a scapito di tutte le potenze coloniali europee, perché la pace prevista aveva infatti lo scopo di tutelarle e trasformarle in un «atelier de subsistance commun à toute l'Europe»⁹²⁰. Mettere fine alle guerre di conquista nel Nuovo Mondo significava garantire la produzione coloniale, prima fonte di ricchezza e sostentamento europea, e creare un'unica grande proprietà comune dell'Europa, un *comptoir* dei prodotti coloniali al quale ogni potenza potesse liberamente attingere su promessa di rispettarne il regime interno e di proteggerne i territori dagli attacchi esterni. La proposta era piuttosto innovativa, perché cercava di porre un termine alle guerre di conquista degli anni direttoriali e di salvaguardare il dominio dell'Europa sul mondo tramite un concerto di potenze alleate nella difesa degli equilibri coloniali e che condividono la piena proprietà di tutti i domini nelle Antille:

⁹¹⁷ *Ivi*, p. 17.

⁹¹⁸ *Ibidem*.

⁹¹⁹ *Ivi*, p. 22,

⁹²⁰ «Ainsi de la part du gouvernement Français, quelques soient d'ailleurs ses intentions, la guerre qu'il soutient dans les Colonies est exactement *suicide*; & de la part du gouvernement Anglais, quelques vues ambitieuses qu'on lui suppose, elle n'est encore que conservatoire. Il n'y a que les événements de la guerre en Europe qui puissent en déterminer autrement les résultats». *Ivi*, pp. 26-27.

«Les Colonies de l'Amérique soumises à la souveraineté protectrice des différentes métropoles auront à leur charge la disposition effective & la responsabilité morale de leurs moyens propres & intérieurs de conservation»⁹²¹.

Corollario di tutto questo meccanismo era, ovviamente, la rinuncia delle potenze all'*exclusif* coloniale e alla sovranità politica sul territorio coloniale, la promessa di non coinvolgere le colonie nei conflitti europei e la non esclusività dello sfruttamento delle risorse coloniali. Non solo, dato l'obiettivo principale di proteggere e conservare gli ateliers e il loro lavoro, le potenze avrebbero dovuto accordarsi sulla costituzione di regime interno di polizia delle colonie, che si conformasse alle leggi europee sulle linee generali, ma che conservasse una propria autonomia legislativa riguardo la regolazione della struttura sociale. Il modello di riferimento di Malouet erano i *comptoirs* inglesi in Africa e in Asia, nei quali vigeva una «police rurale et domestique» locale che permetteva il pieno svolgimento del lavoro nei campi e negli ateliers e nei quali non si sentiva la necessità di stabilirvi un governo rappresentativo⁹²². Anzi, il regime interiore, definito *régime domestique*, doveva esser concordato con il consenso dei proprietari della terra e degli ateliers, che avrebbero dovuto agire in difesa dei loro interessi di proprietari come un gruppo di pressione⁹²³.

Infine, augurandosi che il governo francese e quello inglese accogliessero la sua proposta e collaborassero ad un progetto di pace e restaurazione coloniale, Malouet suggeriva di cessare la “guerra di distruzione”, di restituire Santo Domingo alla Francia, di lasciare alla Gran Bretagna gli avamposti militari occupati e di concorrere congiuntamente al disarmo dei neri e al ripristino dell'ordine nell'isola. Fermamente convinto della riuscita del suo piano, nella primavera del 1797 Malouet inviò allora i suoi progetti a ben tre deputati clichyens francesi, Barbé-Marbois, Portalis e Vienot de Vaublanc, nella speranza che i tempi in Francia fossero propizi per la pacificazione generale con l'Inghilterra e per la restaurazione della monarchia costituzionale. A suo avviso, le promesse dei clichyens in difesa dei coloni rimanevano «*espérances chimériques*» fino a che i deputati non consideravano concretamente le modalità tramite le quali garantire i loro diritti di proprietari⁹²⁴.

Come aveva previsto Mallet Du Pan, il tenore delle risposte dei clichyens fu decisamente inferiore rispetto alle aspettative di Malouet: Portalis e Barbé-Marbois non lo degnarono di risposta; Vienot de Vaublanc invece fu l'unico a rispondere, sebbene tiepidamente

⁹²¹ *Ivi*, p. 24.

⁹²² *Ivi*, pp. 23-24.

⁹²³ *Ivi*, pp. 24-25.

⁹²⁴ *Ivi*, p. 28.

e glissando la proposta di Malouet con la scusa che la situazione fosse ancora «trop exaspéré contre les colons, contre les émigrés» per poter proporre la conciliazione generale. Al di là del commento sprezzante di Victor Malouet, che catalogò i dinieghi dei deputati conservatori come antifrancesi e impregnati di un certo pregiudizio contro i coloni emigrati⁹²⁵, il rifiuto di Vienot de Vaublanc di prestarsi ad accogliere le proposte di Malouet molto ci dice delle tensioni interne non solo del mondo conservatore e controrivoluzionario, ma anche di quello coloniale.

Innanzitutto, dobbiamo ricordare che le parole di Malouet risalivano a tutt'altra temperie politica: gli anni della Restaurazione nel quale scrisse le sue memorie furono un periodo di forte ripensamento critico della militanza rivoluzionaria, nel quale tutti gli uomini che avevano partecipato ad alcune fasi rivoluzionarie dal 1789 in poi giustificarono la loro condotta alla luce di un "bene superiore e nazionale" che guardava teleologicamente all'esito delle guerre napoleoniche nel 1814⁹²⁶. Malouet non era certo da meno, perché il mancato appoggio da parte dei *clichyens* gli servì da un lato per screditare i deputati cripto-monarchici e denunciarne la complicità con il governo repubblicano, dall'altro per dimostrare ai Borbone la sua fedeltà e il suo costante impegno per la salvaguardia dei domini coloniali francesi. È certo che esagerasse l'accusa mossa a Vienot de Vaublanc di non essersi sufficientemente fatto carico della causa dei coloni, perché abbiamo già avuto modo di provare largamente la confidenza del deputato con la lobby coloniale di cui faceva parte; è altrettanto vero però, che tra i coloni rifugiatosi a Parigi e negli Stati Uniti e quelli a Londra vi erano diffidenze che solo il regime consolare di Napoleone Bonaparte sarebbe riuscito a conciliare tramite la saggia politica dell'amalgama. Anzi, la stessa scelta del luogo d'esilio, come abbiamo dimostrato nei capitoli precedenti, determinava le opinioni politiche, "rispazializzando" la geopolitica e la storia dei flussi migratori secondo delle strategie che spesso ricalcavano più convinzioni ideologiche, oltre che necessità contingenti.

L'idea della pace generale con gli inglesi non soddisfaceva pienamente la destra repubblicana, che guardava con astio ai progetti inglesi nell'Atlantico e che cercava, proprio per tali ragioni, di riallacciare i rapporti con la Repubblica americana. In un disegno politico attento alla dimensione americana come quello della lobby coloniale a Parigi, era inevitabile che le diffidenze ideologiche con il progetto di Malouet sarebbero emerse. In ultima analisi, infatti, è interessante notare che gli Stati Uniti furono i grandi assenti del programma politico di Malouet: la concezione fortemente eurocentrica del gioco politico faceva sì che il colono non riuscisse a concepire il Nuovo Mondo come un'entità autonoma e indipendente dal sistema

⁹²⁵ Victor Malouet, *Mémoires de Malouet*, vol. 2, cit., pp. 287-288.

⁹²⁶ Antonino De Francesco, *Tutti i volti di Marianna*, cit.

europeo. O meglio, Malouet conosceva bene i pericoli che questa indipendenza avrebbe potuto comportare, soprattutto se figlia del modello emancipatorio repubblicano francese e proprio per tali ragioni cercava di minimizzarne la portata e i danni ipotizzabili, volgendo quasi sempre la sua attenzione ad una politica di contenimento delle possibili rivendicazioni d'Oltremare. In una visione siffatta, gli Stati Uniti erano una curiosa parentesi di cui ci si sarebbe poco o nulla dovuti preoccupare, e che potevano a suo avviso fungere da esempio più riuscito di *comptoir* europeo, con il quale tutti gli Stati avevano potuto commerciare una volta aperti i suoi porti e revocato il monopolio coloniale inglese⁹²⁷. Così, l'indipendenza delle Tredici Colonie era stata la fortuna non solo dei proprietari che vi vivevano e che gestivano i loro territori secondo un «gouvernement représentatif [auquel] ils doivent y être attachés», ma anche della Gran Bretagna, che aveva così diminuito le spese di mantenimento per il governo delle colonie americane e aumentato i suoi profitti⁹²⁸.

A differenza dei coloni rifugiati per i quali gli Stati Uniti potevano fungere da punto di riferimento ideologico per la conciliazione del principio della schiavitù con la Repubblica, Malouet trovava assurda tale ipotesi. Egli aveva saggiamente compreso che l'emancipazione non fosse la causa, bensì la conseguenza del principio repubblicano moderno. A creare il rovesciamento sociale non era infatti l'abolizione graduale della schiavitù in quanto tale, bensì l'emancipazione generale e i valori universali di libertà ed uguaglianza di cui la Repubblica si faceva portatrice. La Repubblica era un atto di forza disorganizzatore che faceva della filosofia emancipatrice e della libertà una licenza anarchica e senza limiti. Postulando la forza come fondamento delle società politiche perché capace di mettere ordine laddove vi era disordine nella natura⁹²⁹, per Malouet la filosofia e la morale avevano il compito di addolcire la legge, ma non di farla:

«Or la philosophie enseignante a cela de dangereux, qu'au lieu de s'annoncer comme conseil, elle se présente comme loi; & n'ayant par elle-même aucune autorité réprimante, celle qu'elle exerce contre l'abus même de la force n'a d'autre

⁹²⁷ Victor Malouet, *Examen de cette question*, cit.

⁹²⁸ «Ainsi l'Angleterre n'aurait aucun intérêt aujourd'hui à reconquérir ses anciens domaines, & à remettre les choses sur l'ancien pied; elle augmenterait ses dépenses & diminuerait ses profits; elle a au contraire un intérêt très-démontré à la conservation & à la prospérité des Etats-Unis. Tous les peuples qui commercent avec eux sont dans le même cas & il n'en est aucun pour qui la conquête & la possession d'un ou de plusieurs des Etats-Unis fût aussi utile que pourrait l'être l'extension de son commerce & de ses rapports dans cette partie du monde». Victor Malouet, *Lettre à M.S.D.*, cit., pp. 13-14.

⁹²⁹ «Ce n'est pas la morale, c'est la force qui a fondé les empires. Il n'y a point de société politique qui ait été créée, régie, & qui puisse se maintenir par l'application stricte des principes philosophiques. Le désordre a été notre premier élément; l'ordre n'a peur qu'en obéissant à la force; & la raison perfectionnée, la morale la plus épurée, ne doivent tendre en politique qu'à diriger, qu'à adoucir l'impression de la force; mais si elles éteignent ce principe de vie sociale, toute retombe dans le cahos». *Ivi*, p. 21.

effet que de mettre en liberté les contre-forces* & de sapper ainsi par les fondements tout l'édifice social. *J'entends par contre forces les forces naturelles & individuelles en oppositions à la force publique»⁹³⁰.

Se la filosofia diventava legge, tutto l'ordine sociale sarebbe saltato, perché senza limiti vi era l'abuso e laddove vi era l'abuso, anche della virtù e della morale, non vi poteva essere libertà. Nessun diritto, nessuna ragione politica o morale potevano dunque proclamare la libertà dei neri nelle Americhe senza abusare del proprio potere e senza imporre ai proprietari di schiavi un *affranchissement* contrario al diritto di proprietà. Un principio, questo, ereditato dalla lettura classica della schiavitù come “diritto di conquista” sviluppata sotto l'Antico Regime e per la quale il diritto positivo, tramite la legge della forza, determinava la vita collettiva e dunque anche lo stato di servitù e quello di libertà⁹³¹.

Insomma, polemizzando sul problema – o meglio, sul “falso problema” – dell'abolizione della schiavitù, Malouet prendeva le distanze da tutti quei coloni schiavisti che desideravano la restaurazione della schiavitù in un sistema repubblicano e ne sottolineava le incoerenze metodologiche. L'incompatibilità del diritto alla proprietà con la Repubblica e i suoi principi livellatori e universali era tale che nessuna conciliazione fosse possibile, dove vi era la repubblica, vi era distruzione della proprietà e dunque il rovesciamento della società:

«L'esclave ignorant, corromput par le seul fait de l'esclavage, ne peut en sortir que sous la garde d'une police vigilante; l'instruction, la propriété peuvent en faire un citoyen, la simple émancipation en fait un vagabond»⁹³².

Insomma, l'obiettivo polemico era e doveva rimanere il regime politico, non l'abolizione o meno della schiavitù. Solo tenendo fermo sul principio monarchico i coloni avrebbero potuto riappropriarsi delle loro piantagioni e dei loro schiavi e solo sotto una monarchia i proprietari avevano la possibilità di decidere autonomamente della loro graduale emancipazione. Per Malouet, il fulcro dello scontro politico non era l'emancipazione, ma il regime che la generava e che ne garantiva gli sviluppi gradualisti – per la monarchia – o violenti – per la repubblica. Distante fisicamente e ideologicamente dai coloni rifugiatisi in Francia e a Parigi, per Malouet l'obiettivo polemico era dunque la repubblica e non l'emancipazione: ciò spiegava allora

⁹³⁰ *Ivi*, p. 21.

⁹³¹ Sul tema della schiavitù per diritto di conquista si veda Alessandro Tuccillo, *Il commercio infame. Antischiavismo e diritti dell'uomo nel Settecento italiano*, Napoli, ClioPress, 2013, pp. 131-156.

⁹³² Victor Malouet, *Examen de cette question*, cit., p. 6.

l'assenza di qualsiasi elaborazione sullo stato di natura e la mancanza di una prolungata riflessione sui presunti caratteri "naturalisti" dei neri.

L'arco temporale 1795-1797 fu un periodo particolarmente intenso per la Repubblica direttoriale. I Consigli, quasi totalmente in mano alla destra *clichyenne*, si trovarono molto spesso su posizioni opposte rispetto al Direttorio, di cui misero in discussione non solo le scelte politiche, ma addirittura l'autorità. Al ravvivato conflitto tra legislativo ed esecutivo nella Madrepatria, vi si aggiunse presto quello tra i generali neri e i Commissari civili, che si concluse con le partenze di Laveaux, Sonthonax e poi Hédouville dall'isola e il dominio incontrastato del generale Toussaint Louverture. Nel quadro di questi scontri, si svolse la vita politica e legislativa che andò a costituire la prima fase del rapporto tra Repubblica direttoriale e colonie, cercando di definire – spesso su coordinate diametralmente opposte – gli spazi aperti lasciati dalla Costituzione del 1795.

Abbiamo infatti cercato di mostrare che a differenza delle tesi "riduzioniste", che fanno degli anni 1795-1799 una semplice parentesi confusa e anticamera della restaurazione della schiavitù quale conseguenza della politica termidoriana, gli anni del cosiddetto Primo Direttorio furono teatro di un vivace dibattito sul percorso che la Repubblica avrebbe dovuto intraprendere. I coloni parteciparono attivamente e furono tra i protagonisti indiscussi di questa fase: tramite la riorganizzazione delle lobbies coloniali, che gravitavano attorno al Club de Clichy e che avevano come loro megafono l'organo di stampa *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*. La loro assidua presenza è testimoniata nel numero di pubblicazioni a stampa che i coloni pubblicarono riguardo la situazione di Santo Domingo, al fine di sostenere l'azione dei clichyens nei due Consigli e di cassare le scelte del Direttorio e la presunta pacificazione nell'isola.

Più che delle semplici storie, i volumi pubblicati si occuparono principalmente di confutare la narrazione dell'esecutivo, di riconsegnare un quadro a tinte fosche dei disastri che ancora incorrevano nell'isola e, soprattutto, di proporre un concreto piano d'azione politica per la restaurazione dell'ordine nell'isola. Le memorie si concentravano particolarmente su due aspetti: da un lato, le strutture retoriche permettevano di attaccare il principio dell'integrazione repubblicana e di dimostrare che l'applicazione dei principi di libertà ed eguaglianza nelle colonie fossero un danno al quale si dovesse assolutamente riparare; dall'altro invece, come nel caso di Marc-Antoine Avalle, si cercava di prendere atto delle trasformazioni in corso e

dell'irreversibilità del decreto abolizionista del 16 pluvioso anno II per cercare di ridefinire nuove gerarchie dell'ordine.

A differenza degli anni 1793-1795, il discorso *dei* coloni si declinò anche in un discorso *sui* coloni quando i due Consigli e il Direttorio si occuparono del problema dei soccorsi, del loro rimpatrio e del loro rientro in possesso delle piantagioni nel frattempo sequestrate, rivendute o distrutte dalla guerra. L'attenzione alle leggi sui soccorsi nell'arco temporale del Direttorio ci ha permesso così di saggiare tempi e modalità del dibattito pubblico sulle gerarchie sociali e politiche nella colonia di Santo Domingo e sui diversi significati che di volta in volta venivano ricoperti dal dibattito stesso (soccorsi come indennizzi, come restituzioni, come rimpatri, come organizzazione militare ecc.).

Inoltre, l'attenta analisi dei dibattiti ai due Consigli ha permesso di delineare chiaramente come i prodromi del pensiero differenzialista, che avrebbe convinto l'opinione consolare a separare l'identità legislativa della Francia metropolitana e quella coloniale, fossero già emersi chiaramente a partire dalla primavera del 1797, quando le strategie del gruppo cripto-monarchico si concretizzarono in tutta una serie di azioni rivolte a frenare il processo di concretizzazione dell'isonomia coloniale prevista dalla Carta del 1795. Spingendosi su una critica sempre più virulenta contro l'inefficacia delle misure del Direttorio, la maggioranza clichyenne ai Consigli non tracciò solamente la via per quanti avrebbero continuato a sostenere l'impossibilità dell'integrazione repubblicana, ma si concentrò anche su una messa in discussione più ampia della politica estera direttoriale, toccando le corde stesse del concetto di pace trionfale così come si stava concretizzando in Europa.

L'attenzione al dibattito dei coloni sul rapporto con gli Stati Uniti in un momento di forte crisi dell'alleanza franco-americana invitava ad allargare la visuale ben al di là della classificazione binaria anglofilia / gallofilia e a ripensare criticamente l'aggressiva politica estera francese contro i paesi neutrali. Auspicando al ricongiungimento con la Repubblica sorella, i coloni si interessarono molto agli Stati Uniti come esempio di stabilizzazione repubblicana, di cui ammirarono principalmente tre fattori: la costruzione di un sistema post-coloniale in grado di autoregolarsi e di sopravvivere nonostante l'aspro scontro tra Francia e Inghilterra; la struttura federale e il suo delicato sistema di reciproco rispetto delle istanze locali e degli imperativi centrali; e, infine, la capacità di costruire un sistema in grado di coniugare il principio repubblicano con la schiavitù. Infine, tramite il caso di un colono controrivoluzionario come Victor Malouet si è cercato di illustrare come i coloni solo raramente si mostrarono sostenitori entusiasti della Gran Bretagna e che più spesso cercarono al contrario di coniugare l'interesse nazionale francese con le esigenze di gestione dell'ordine delle colonie.

PARTE III
Memorie dal sottosuolo
(ca. 1798 – ca. 1804)

Capitolo 5 (1797-1799)

L'espansione e la crisi: *isonomie républicaine, colonisation nouvelle e pensée raciale*

«La dernière révolution qui vient de se passer en France nous dévoilé une vérité bien affligeante pour les Colonies; c'est que ceux qui malheureusement se sont emparés de leur cause, ont été d'extravagants royalistes qui, la confondant avec leurs ridicules visions, n'ont pu manquer de lui nuire, en prétendant la servir. Car il résulte de leurs efforts que les Colons doivent passer dans l'opinion publique pour des partisans de la Monarchie, conséquemment pour les ennemis des Français; tandis que les vrais amis de la République ne se rechercheront que parmi les scélérats qui ont persécutés les Colons & privés la France du fruit de leurs travaux»⁹³³.

Qualche mese dopo il Colpo di Stato del 18 fruttidoro anno V, veniva depositata al *bureau* del Direttorio una memoria inviata il 9 ventoso da Philadelphia e firmata dal colono Jean-Marie De Bordes. Dedicata alla situazione dei coloni rifugiati negli Stati Uniti, la memoria si apriva prendendo le distanze dai deputati clichyens vittime del Colpo di Stato del 18 fruttidoro anno V: a differenza delle numerose petizioni dei coloni inviate nei mesi precedenti per chiedere soccorso, la memoria di De Bordes era un vero e proprio manifesto politico che cercava di sconfessare l'operato dei deputati deportati e accusati di simpatie monarchiche al fine di distinguere la causa dei coloni "patrioti" da quella della controrivoluzione.

Dopo aver dichiarato la presa di distanze dall'operato del Club de Clichy e aver rimarcato l'affezione dei coloni rifugiati per «les sentiments qui forment les vrais Républicains», l'autore continuava ricordando al Direttorio che le azioni dei Commissari avevano colpito duramente Santo Domingo e rovinato l'economia della Repubblica, nonché affidato agli africani «qui ne peuvent prendre à la prospérité de la France le même intérêt que des Français» il futuro della colonia⁹³⁴. Inoltre, insistendo sul fatto che fosse necessario restaurare «le commerce, l'agriculture, l'amour de l'ordre, du travail & des lois» suggeriva al Direttorio l'invio di un'armata dei migliori uomini europei delle vittoriose campagne sull'Adige e sul Reno, augurandosi che «aucun homme de couleur surtout ne s'y mêlât». Sottinteso, il colono si dichiarava a disposizione del Direttorio per mettersi a capo di un'armata

⁹³³ AN, AF/III/271, Lettre de Debordes, résidant à Philadelphie, ancien militaire, sur la situation des colons d'Amérique, 1798. Per la lettera intera si veda annesso n°20.

⁹³⁴ *Ibidem*.

e partire alla riconquista di Jérémie, uno degli avamposti che, nel febbraio 1798, era ancora in mano agli inglesi.

La speranza di De Bordes era quella di veder inviare dal Direttorio un contingente di truppe più sostanzioso dei 1200 uomini che avevano accompagnato il generale Hédouville e nel quale avevano riposto tante speranze⁹³⁵. I suoi desideri rimasero inascoltati e le speranze dei coloni rimasti a Parigi presto vanificate: infatti, l'idea della spedizione di Hédouville aveva talmente rianimato i coloni che molti di loro si erano iscritti nella lista di volontari per l'arruolamento nell'armata di accompagnamento della missione, dalla quale però vennero sistematicamente depennati dopo il Colpo di Stato del 18 fruttidoro⁹³⁶.

Il Colpo di Stato fu un vero *tournant* per l'attività lobbistica dei coloni, che si trovarono da un momento all'altro privi di un sostegno politico nei Consigli e accusati di aver ancora una volta appoggiato gli sforzi della causa monarchica. Sul piano tattico-strategico, il 18 fruttidoro segnò una battuta d'arresto della loro organizzazione e lo sfilacciamento dei rapporti tra i rappresentanti dei coloni e i loro mandatarî rimasti a Philadelphia. Anzi, il Colpo di Stato fu un vero e proprio giro di vite nei confronti di molti di loro: i giornalisti che curavano il *Journal Historique et Politique* si diedero alla fuga, diversi di loro, come Fondeviolle, Duny, Brulley, Barré de Saint-Venant, Dutrone de la Couture, Verneuil, Millet e Le Normand vennero messi sotto sorveglianza della polizia e costretti a ritirarsi a vita privata. L'organo di stampa attorno al quale si erano finora raccolti venne fatto chiudere e la tipografia subì il sequestro dei macchinari e delle copie in avanzo. La loro produzione editoriale lo dimostra: per l'anno 1798 il numero dei testi e delle memorie da loro prodotte calò drammaticamente di più del 90% rispetto ai mesi precedenti al 1797 e quasi nessuno stampatore ebbe il coraggio di rieditare i loro volumi per paura di essere segnalato alla polizia per il possesso di opere controrivoluzionarie⁹³⁷.

Due erano allora le strade percorribili: da un lato, agire come il colono Jean-Marie De Bordes e tentare di sconfessare la vicinanza dei coloni al mondo dei clichyens cercando di

⁹³⁵ Il progetto clichyens della spedizione di Hédouville era stato salutato con grande entusiasmo dai coloni, che speravano finalmente di veder un'armata europea – sul modello promesso da Villaret Joyeuse – prendere il sopravvento, depotenziare il potere dei generali neri e delle loro armate e restaurare l'ordine. La delusione fu molta quando il contingente promesso si rivelò sufficiente appena per proteggere la figura di Hédouville negli scontri di fazione che avevano luogo a Santo Domingo al momento del suo sbarco: «La ridicule expédition pour Saint-Domingue est suspendue: c'est 1200 hommes que nous conservons à la patrie: car ils auraient été véritablement sacrifiés. 1200 hommes pour réduire les rebelles des Colonies, n'était-ce pas se moquer des malheureux colons: c'était l'ouvrage de Carnot. Il avait fallu se débattre deux ou trois jours pour obtenir même ces 1200 hommes. Les rebelles, en voyant débarquer cette ridicule armée, auraient pu dire comme Mithridate: *C'est trop, s'ils viennent comme ambassade & pas assez, s'ils viennent comme ennemis*; avec cette différence que la petite armée romaine battit Mitthridate, & qu'il y a tout à craindre que la petite armée française aurait été battue par les révoltés.». *Gazette française et américaine*, 27 novembre 1797, n°270.

⁹³⁶ George Bruley, *Les Antilles*, cit. pp. 42-44.

⁹³⁷ *Ibidem*.

assecondare lo slancio militare del Direttorio in Europa e di proporre l'intervento armato anche nelle colonie quale segno delle loro convinzioni repubblicane; dall'altro ritirarsi nella letteratura a carattere commerciale ed economico, abbandonando la strategia protestataria dei mesi precedenti contro l'emancipazione e cercando una via differente, carsica e in qualche modo più "scientifica", che permettesse loro di criticare tacitamente le scelte del Direttorio senza incorrere in sanzioni o condanne. Tra l'autunno del 1797 e il novembre del 1799 nessun colono ebbe il coraggio di reclamare apertamente la schiavitù; anzi, le uniche voci che cercarono di non vanificare completamente gli sforzi della lobby coloniale furono proprio quelle di Jean-Marie De Bordes e di Thomas Millet: rinnegando le loro posizioni schiaviste, si professavano entrambi sinceri amici della libertà al fine di proporre, sotto il segno della limpidezza dei valori repubblicani, o dei piani di riconquista dell'isola e di reintegro dei proprietari bianchi nelle piantagioni oppure dei progetti di *lois organiques* che integrassero i territori d'Oltremare alla Repubblica.

Il montare delle tensioni tra André Rigaud e Toussaint Louverture, l'abbandono forzato dell'isola di Hédouville e lo scoppio della guerra fra i due generali che prese il nome di Guerra dei Coltelli dissuase definitivamente i coloni dall'idea di rientrare e di profittare delle leggi sui soccorsi e sui passaggi per ritornare nell'isola. A poco valsero anche i proclami del deputato Rallier, che più di tutti cercò di confortare i coloni bianchi sul fatto che il loro reinserimento avrebbe mitigato i conflitti tra neri e mulatti, fornito ai nuovi cittadini emancipati un modello esemplare da seguire e permesso di rimettere in moto a pieno regime il sistema produttivo⁹³⁸. Anzi, proprio le violenze degli anni 1797-1799 e il trionfo del generale Toussaint Louverture su André Rigaud e le sue forze appoggiate dalla Repubblica furono l'occasione per un ripensamento delle strategie e, soprattutto, per un implemento, più che un abbandono, delle teorie elaborate dai coloni già a partire dagli anni 1794-1795 che nel 1802-1804 videro il loro pieno e definitivo sviluppo.

Il loro apparente silenzio fu segnato da una lenta elaborazione dei temi emersi negli anni precedenti alla luce delle violenze e dell'instabilità del sistema repubblicano e "multirazziale" degli anni 1797-1799, dove isonomia e libertà sembravano non aver ottenuto gli effetti sperati, bensì rovesciato le gerarchie sociali e fatto piombare la colonia nel "dispotismo nero". Gli scontri nell'isola, al posto di essere concepiti come gli effetti delle lotte di potere per l'egemonia causate da fattori endogeni ed esogeni, vennero immediatamente ricondotti ad un solo fattore determinante: l'incapacità dei neri ad essere liberi. E questa incapacità alla libertà, a differenza della pedagogia repubblicana e del suo programma di rigenerazione dell'umanità intesa come

⁹³⁸ Louis-Antoine-Esprit Rallier, *Observations sur Saint-Domingue*, cit.

perfettibile⁹³⁹, per i coloni divenne la prova che i neri non condividevano la medesima natura dei bianchi e che a loro erano inferiori non solo per facoltà morali, bensì per facoltà iscritte nella loro natura biologica. Proprio in questi due anni *chénière* tra la fondazione della Repubblica direttoriale e il Consolato, l'esperienza repubblicana venne riletta tramite l'intreccio di nuove e vecchie teorie, tramite l'osservazione materiale e le convinzioni teoriche alla prova della realtà, cercando di risolvere il dilemma del rapporto tra schiavitù e repubblica e tra ordine e libertà sulla base di tre questioni: 1) saper essere liberi è comune a tutti gli uomini? Tutti gli uomini liberi sanno essere cittadini? 2) Cosa significa essere cittadino francese? In cosa consiste la civilizzazione? 3) Vi sono delle frontiere naturali oltre alle quali la civilizzazione non può funzionare?

Senza riaprire il lungo dossier storiografico del senso del termine *race*, né, tantomeno, voler dare una risposta univoca alla complessa genesi del concetto di “razzismo biologico” modernamente inteso, questo capitolo intende chiarire quale sia stata la posizione dei coloni di Santo Domingo rifugiati davanti alle sfide poste dagli anni 1795-1799, con particolare attenzione ai mutamenti e all'implementazione del sistema repubblicano degli anni 1797-1799 e allo sviluppo di tutte quelle teorie che avrebbero fatto da fondamento e giustificazione ideologica alla spedizione di Leclerc. Infatti, a partire dalla dipartimentalizzazione dei territori d'Oltremare seguita alle *Lois organiques* del gennaio 1798, la Francia confermava il principio dell'isonomia repubblicana e faceva dell'integrazione coloniale la salvaguardia dell'emancipazione dei territori nel Nuovo Mondo. Su questa linea, si seguiranno allora i sentieri tracciati dai preziosi studi di Bernard Gainot per poi allargare lo sguardo verso coloro che osservarono con crescente scetticismo il progetto di integrazione repubblicana e che – con scarso successo – cercarono timidamente di proporre un'alternativa rivisitata e corretta⁹⁴⁰.

Da lì, ci si soffermerà su un altro aspetto dell'arco temporale 1797-1799 sul quale la storiografia degli ultimi anni ha molto ragionato e dibattuto: i progetti di *colonisation nouvelle* e di espansione repubblicana⁹⁴¹. Recuperando gli studi innovatori di Bernard Gainot, Marcel

⁹³⁹ Sul concetto di perfettibilità si vedano: Yves Bénot, *La démence coloniale*, cit.; Yves Bénot, “L'abolitionnisme”, in *TAP/HIST Contemporaine*, 2003, pp. 187-209; Pierre Serna, “La République, une «anomalie»... à construire”, *Conférence à la Maison Franco Japonaise*, 28 septembre 2009; Claude Olivier Doron, *L'homme altéré*, cit.; Antoine Lilti, *L'Héritage des Lumières. Ambivalences de la modernité*, Paris, Seuil, 2019.

⁹⁴⁰ Bernard Gainot, “La constitutionnalisation de la liberté générale sous le Directoire (1795-1800)”, cit.; Bernard Gainot, “La députation de Saint-Domingue au corps législatif du Directoire”, in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 95-110; Bernard Gainot, “La naissance des départements d'outre-mer. La loi du 1er janvier 1798”, in *Revue d'histoire des Mascareignes*, 1998/1, pp. 51-75; Frédéric Charlin, “L'expérimentation de l'identité législative aux colonies, de la Convention au Directoire”, in Frédéric Regent, Jean-François Niort, Pierre Serna (dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, cit., pp. 93-105; Kôbô Seigan, “Le colonialisme des républicains sous le Directoire – Le cas d'Eschassériaux”, in *La Révolution française*, 2021 (n°19).

⁹⁴¹ Bernard Gainot, “L'établissement libre de Sierra Leone et les projets de colonisation nouvelle en Afrique (1783-1802)”, in *Cahiers Charles V*, 2009 (n°46), pp. 71-95; Claire Mariotti, Marcel Dorigny, Bernard Gainot, Marie-Jeanne Rossignol, Clément Thibaud, (dir.), *Couleurs, esclavages, libérations coloniales 1804-1860. Réorientation*

Dorigny e Yves Benot sul tema, cercheremo di analizzare il posizionamento critico dei coloni rispetto alla “nuova colonizzazione”, mostrando però come le aspirazioni alla costruzione di nuovi insediamenti in Africa e, più generalmente, nel Nuovo Mondo fossero piuttosto distanti dai progetti repubblicani francesi e decisamente più somiglianti ai progetti che negli stessi anni stavano prendendo avvio negli Stati Uniti d’America. Progetti che, a ben vedere, rispondevano meno alle esigenze di carattere filantropico-umanitario o economico e molto più a quelli di ordine pubblico, fino a prevedere una vera e propria segregazione di quanti non si ritenesse adeguati a far parte della *cit  coloniale*.

Infine, il terzo paragrafo ha l’ambizione di proporsi come collegamento tra le ideologie emerse gi  negli anni della preminenza del Club de Clichy al potere e quelli subito posteriori al Colpo di Stato del 18 Brumaio anno VIII. L’obiettivo sar  quello di approfondire alcuni temi forti elaborati dal 1793-1795 dai coloni davanti all’ondata emancipatrice repubblicana e poi rafforzati e perfezionati di fronte agli eventi della Repubblica direttoriale, tenendo fermo soprattutto sugli anni 1798-1799 e quindi sulle reazioni all’integrazione coloniale da un lato e ai progetti di *colonisation nouvelle* dall’altro. A partire dall’ipotesi di lavoro di questo elaborato per la quale la «*démence coloniale sous Bonaparte*»⁹⁴² sia stata, pi  che un semplice ritorno all’Antico Regime, il banco di prova di teorie *racialistes* che videro una prima formulazione teorica davanti all’emancipazione generale e del nuovo regime repubblicano, si intende soffermarsi particolarmente sulle nozioni di esclusione/inclusione, propriet /proprietari, natura/civilizzazione, cittadinanza/“francesit ” cos  come vennero elaborate dai *colons patriotes* pi  influenti e pi  produttivi editorialmente.

Seppur minoritarie, le memorie di questi anni sono particolarmente preziose se analizzate nel quadro dei percorsi biografici dei coloni “patrioti”, perch  mostrano il tentativo di adattamento di alcuni valori reazionari d’Antico Regime al sistema rivoluzionario repubblicano e illustrano soprattutto, le innovazioni e le rielaborazioni – pi  che le persistenze – del pensiero conservatore cos  come poi sarebbe riemerso dopo il 1799. Su questa linea si vorrebbe in parte rompere con una storiografia che ha fino ad ora guardato monoliticamente alla difesa della schiavit  quale residuo dell’Antico Regime, per mostrare che molti dei coloni che insistettero per la reintroduzione del sistema schiavista fossero in realt  ben consci del

des empires, nouvelles colonisations, Amériques, Europe, Afrique, Paris, Bécherel, 2013; Marcel Dorigny, Bernard Gainot (dir.), *La colonisation nouvelle. (Fin XVIIIe-début XIXe siècles)*, Paris,  ditions SPM, 2015.

⁹⁴² Yves B not, *La démence coloniale*, cit.

diverso contesto nel quale si inseriva la richiesta e che proprio per renderlo vendibile e appetibile alla nuova società ne trasformarono completamente i fondamenti teorici⁹⁴³.

Ritornare sulle riflessioni dei coloni e sui tentativi della destra di farsi carico delle loro istanze sarà l'occasione per analizzare come gli spazi aperti dalla costituzione del 1795 furono un inedito laboratorio per mettere a punto nuove forme di discriminazione verso i neri⁹⁴⁴. Privi di un modello giuridico di riferimento che tutelasse il dominio dei bianchi come nell'Antico Regime, i coloni profittarono di alcuni punti cardine della Costituzione – particolarmente le argomentazioni riguardo la difesa della proprietà, la costruzione di una repubblica di proprietari e la rigida istituzionalizzazione del merito e della ricchezza come base per ottenere la piena cittadinanza – allo scopo di giustificare la sopraffazione dei bianchi sui neri non solo tramite una presunta superiorità morale, storica e civilizzatrice, bensì su una superiorità biologica e di sangue. Infatti, per giustificare le proposte di reintegrazione della schiavitù era necessario ricostruire il patto sociale tra gli uomini e distinguere cosa fosse precedente al patto e chi ne fosse eventualmente escluso. Se il diritto positivo riconosceva oramai l'uguaglianza, la distinzione faceva ricorso non più solo alla morale, bensì alla biologia, alla natura: insomma, in un mondo dove il diritto positivo predisponesse la possibilità di raggiungere l'uguaglianza morale e civile tra bianchi e neri, i coloni aprivano alla possibilità di creare una distinzione più profonda, più violenta e più infamante, che nemmeno i valori morali e civili potessero risolvere⁹⁴⁵.

⁹⁴³ Su questo tema si veda particolarmente la rassegna storiografica di Frédéric Regent, “Du préjugé de couleur au préjugé de race, le cas des Antilles françaises”, in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2021/3 (n°68-3), pp. 64-90.

⁹⁴⁴ Frédéric Regent, “Préjugé de couleur, esclavage et citoyennetés dans les colonies françaises (1789-1848)”, in *La Révolution française*, 2015 (n°9).

⁹⁴⁵ Frédéric Régent, “Du préjugé de couleur au préjugé de race, le cas des Antilles françaises”, cit.; Pierre Serna, “Tenir les noirs à l'œil. Hypothèse pour une «iconoirlogie»”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1 (n°395), pp. 171-191; Ian Coller, Manuel Covo, Bruno Maillard, Jennifer Palmer, Karine Rance, Éric Saunier, Cécile Vidal, “Race et Révolution française”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2022/4 (n°410), pp. 139-162.

5.1 «*Il y a donc eu une cruauté réfléchie de les avoir déclarées parties intégrantes!*»

Accusati di aver cospirato con la controrivoluzione alle frontiere al fine di restaurare la monarchia, i deputati dell'ala conservatrice dei due Consigli vennero arrestati e deportati in Guyana con il decreto del 19 fruttidoro anno V. Con la loro deportazione, si aprì una nuova stagione per la Francia direttoriale e la sua politica, che finalmente poteva portare a termine il disegno di dipartimentalizzazione previsto dalla Costituzione dell'anno III che ancora aspettava il progetto di legge esecutivo.

Nel giro di una settimana dal Colpo di Stato, il Direttorio e i Consigli presero immediatamente una serie di provvedimenti per stabilizzare una volta per tutte la situazione coloniale e applicarvi la Costituzione repubblicana: innanzitutto venne nominata una nuova *Commission des Colonies*, composta esclusivamente da deputati convintamente abolizionisti⁹⁴⁶; dopo qualche giorno venne decisa l'ammissione dei deputati Laveaux e Sonthonax della provincia nord di Santo Domingo che i *clichyens* erano riusciti precedentemente ad escludere; inoltre, la Commissione venne incaricata di preparare un progetto di integrazione e di applicazione della Carta del 1795 nelle colonie⁹⁴⁷; infine, venne rifiutata la soluzione militare per risolvere i disordini nell'isola⁹⁴⁸.

In effetti, i dibattiti della primavera del 1797 avevano dimostrato quanto fragile fosse il consenso del compromesso del 1795, quanto mai ambiguo perché costruito principalmente sulla vittoria militare sia in Europa, che nelle Antille. Arrivato il momento della stabilizzazione, per la Repubblica si era trattato di pronunciarsi sulle fondamenta del problema dell'universalità del diritto e i fondamenti del sistema rappresentativo. Abbiamo visto che i partigiani dell'ordine coloniale tradizionale, sospinti dalla lobby coloniale e diretti da Vienot de Vaublanc, Villaret-Joyeuse, Bourdon de l'Oise avevano concentrato particolarmente i loro attacchi contro Sonthonax, cercando così di rimettere in questione le promozioni repubblicane dei generali neri e mulatti, i sequestri e le cessioni delle proprietà di quanti erano ritenuti *émigrés* e la legittimità della deputazione coloniale, nella quale figurava lo stesso Sonthonax, inviata per applicare le nuove basi del decreto sulla libertà generale. Da qui, è bene ribadirlo, i severi giudizi sulla situazione a Santo Domingo portavano con sé la logica interna del particolarismo coloniale, giustificato secondo delle argomentazioni legate al determinismo geografico o a quello antropologico.

⁹⁴⁶ Eschasseriaux, Dabray, Garran-Coulon, Cholet e Quirot.

⁹⁴⁷ AN, AD/XVIIIa/29, *dossier Eschasseriaux*.

⁹⁴⁸ Bernard Gainot, "La constitutionnalisation de la liberté générale", cit.

Ecco spiegato allora, perché i nuovi deputati come Laveaux o il portaparola di spicco del gruppo abolizionista Dufay preconizzassero a gran voce la necessità di *fructidoriser* la colonia di Santo Domingo⁹⁴⁹. A ribadire infatti la dottrina coloniale ufficiale fu Étienne Laveaux il 3° giorno complementare dell'anno V (19 settembre 1797), che recuperando i principi già enunciati da Boissy D'Anglas nel discorso del 1795, ricordava che le colonie fossero parte integrante della Repubblica, che dovessero essere sottoposte alle sue medesime leggi e che l'integrazione coloniale fosse la migliore garanzia possibile per la libertà generale. Nel discorso, Laveaux non perse poi l'occasione per denunciare Vienot de Vaublanc e tutta la sua «faction royale», incensando la giornata del 18 fruttidoro a guardia di quella del 16 pluvioso anno II. Al di là della retorica però, il discorso di Laveaux tracciava il programma da seguire nei mesi successivi: eseguita l'opera di rigenerazione nell'isola, era ora il tempo di instaurare il sistema rappresentativo e di mettere in attività tutte quelle istituzioni che segnavano la modernità per la Francia metropolitana e che avrebbero così concesso anche ai nuovi liberi la possibilità di diventare pienamente cittadini.

Nei mesi che seguirono, l'opera legislativa della Repubblica si svolse conformemente a quanto indicato da Laveaux: alla fine dell'anno 1797 le *Lois organiques* precisarono la dipartimentalizzazione delle colonie e ribadirono l'irreversibilità dell'abolizione della schiavitù su tutto il territorio della Repubblica⁹⁵⁰. L'adozione degli articoli organici e particolarmente del titolo III *De l'État et des droits des citoyens*, precisavano l'articolo 9 del titolo II della Costituzione riguardo l'*État politique des citoyens*, accordando il diritto alla cittadinanza a tutti i difensori della patria⁹⁵¹. Secondo l'analisi di Charlin, la legge per la dipartimentalizzazione del 1° gennaio 1798 era il segnale emblematico della transizione da un principio anteriore d'assimilazione e il bisogno di riappropriazione delle colonie alla luce della crescente autonomia di Toussaint Louverture⁹⁵². La legge infatti si inscriveva, come il decreto del 16 pluvioso, nella dinamica del processo rivoluzionario relativamente alla materia dell'uguaglianza; infatti, la dipartimentalizzazione delle colonie, il rispetto della Costituzione, l'emancipazione e la cittadinanza erano dei temi che non potevano essere disgiunti tra loro quando si trattava il tema delle colonie. Dunque, se sul breve periodo l'assimilazione del 1795 appariva come una tappa dell'integrazione delle colonie al diritto comune francese,

⁹⁴⁹ Bernard Gainot, "La naissance des départements", cit.

⁹⁵⁰ *Loi concernant l'organisation constitutionnelle des colonies*, Paris, Imprimerie nationale, 1798.

⁹⁵¹ «Sont citoyens, sans aucune condition de contribution, les Français qui auront fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République».

⁹⁵² Frédéric Charlin, "L'expérimentation de l'identité législative aux colonies", cit.

nell'immediato si trattava di una risposta politica al separatismo e all'autonomismo dell'isola, sia nell'anno III che nell'anno VI⁹⁵³.

Seguendo in un certo senso la retorica direttoriale del Colpo di Stato del 18 fruttidoro, anche la storiografia ha tacciato la disapprovazione del modello di integrazione coloniale come l'esempio di un'acritica volontà di ritorno al sistema di Antico Regime, senza considerare i fattori che spinsero gli scettici alle critiche e le importanti differenze che andarono coagulandosi attorno ad esse. Il portato della Rivoluzione ha infatti coinvolto anche le aree più retrive e reazionarie della società, spingendole a ripensare il proprio ruolo e le proprie posizioni alla luce dell'inevitabilità dei principi rivoluzionari e obbligandole di conseguenza a meditare sulle possibili vie alla modernità in chiave conservatrice. È proprio questo il caso dei coloni "patrioti", che davanti al progetto di assimilazione repubblicana delle colonie non si limitarono alla rivendicazione delle assemblee coloniali sullo stile corporativo d'Antico Regime, bensì – come abbiamo visto nei capitoli precedenti per il caso dell'Assemblea di Saint-Marc e quella di Philadelphia dei coloni rifugiati – cercarono di interpretare le spinte democratico-rappresentative emerse a partire dal 1776 negli Stati Uniti per costruire un nuovo rapporto tra colonie e Madrepatria che si liberasse del centralismo ministeriale della monarchia francese, ma che mantenesse fermo sulle gerarchie dell'ordine sociale interno.

Misurare il mutamento delle rivendicazioni dei coloni significa valutare di volta in volta il valore delle loro proposte nella situazione contingente e determinare quali elementi erano in relazione di continuità o di rottura con il passato. Prima di approdare alle reazioni seguite al progetto degli Articoli organici presentati dal deputato Eschasseriaux, non sembra scontato sintetizzare brevemente le tappe delle rivendicazioni dei coloni a proposito del rapporto tra Santo Domingo e la Madrepatria. In un primo tempo, abbiamo visto come il dibattito e il tentativo di contrasto delle attività elettorali e assembleari a Santo Domingo avesse spinto i coloni, particolarmente quelli che facevano capo all'Assemblea di Saint-Marc, su posizioni autonomiste e independentiste, come mostrano i casi dei pamphlets di Valentin de Cullion, di Dutrône de la Couture, Millet e di Batilliot degli anni 1790-1791⁹⁵⁴. Davanti ai rifiuti e alle accuse di independentismo mosse dall'Assemblea nazionale prima e le nuove tendenze repubblicane fortemente ostili al federalismo degli anni 1793-1794, i coloni cercarono allora una terza via, ovvero il differenzialismo coloniale, che accordasse le necessità della Repubblica di mantenere il proprio impero d'Oltremare con la garanzia per i coloni bianchi di una rappresentanza in seno al potere legislativo.

⁹⁵³ *Ibidem*.

⁹⁵⁴ [Batilliot], *L'Anti-Brissot*, cit.; [Dutrône de la Couture], *Catéchisme des colonies*, cit.

È bene ricordare infatti, che le rivendicazioni di Jean-Auguste Brulley e dei suoi colleghi a Parigi in questo campo erano diametralmente opposte a quelle di Victor Malouet esposte nel 1797. Da un lato, i coloni patrioti avevano cercato di vedersi riconosciuto un ruolo di rappresentanza in alternativa a quello dei deputati eletti nell'estate del 1793 e inviati da Sonthonax e Genet a Parigi; dall'altro invece Victor Malouet negava il modello rappresentativo e auspicava alla semplice presenza di consigli coloniali che rappresentassero gli interessi dei proprietari bianchi nelle colonie⁹⁵⁵. Esclusa la fazione rigorosamente controrivoluzionaria in esilio a Londra, i coloni ricorsero ad un sistema differenziato in due tempi tra Repubblica e colonie, con una gestione e una compartecipazione al potere in due tempi: da un lato la Madrepatria manteneva il monopolio della forza e si incaricava delle forze di polizia e di ordine pubblico come compenso alla produzione coloniale; dall'altro i coloni avrebbero partecipato al potere legislativo della repubblica tramite una propria rappresentanza eletta che avesse diritto di veto sulle materie coloniali.

Ovviamente le sfumature furono diverse, ma sinteticamente potremmo affermare che i coloni cercarono di riadattare il modello americano e il loro rapporto tra centro e periferia, tra struttura federale e tredici stati, che rispettasse i rapporti di forza della realtà sociale dei singoli stati, regolandone però i rapporti tra loro e tra le potenze estere. Il tema sul quale i coloni tennero sempre fermo fu, infatti, quello della rappresentanza come garanzia della regolamentazione degli affari interni secondo i principi del mondo sociale coloniale. Al di là della retorica, la costanza della rappresentanza nei discorsi dei coloni dal 1791 in poi dimostra una vera e propria ossessione per il tema: com'era stato per le Assemblée di Philadelphia, il sistema rappresentativo non era criticato in quanto tale, ma in quanto espressione di un corpo elettorale che li aveva esclusi con la forza delle armi e della deportazione, forzandoli ad abbandonare l'isola alla ricerca di un rifugio altrove.

Sconfitti nel farsi riconoscere come rappresentati dei proprietari della colonia durante il corso del 1794 e della discussione sull'*Affaire des Colonies* del 1795, i coloni approfittarono poi delle severe condizioni di elettività previsti dalla Carta dell'Anno III per ribadire l'incoerenza dello svolgimento delle elezioni nella parte nord di Santo Domingo del 1796 e per bloccare il riconoscimento dei requisiti dei deputati:

«La grande question des représentations légales au Corps législatif est déjà entamée, de grandes lûmes vont être répandues; nous nous renfermerons dans un seul dilemme, et nous prouverons que l'isle de Saint Domingue n'est pas représentée.

⁹⁵⁵ Jean-Auguste Brulley, *Résultats de la Révolution*, cit.; Victor Malouet, *Examen de cette question*, cit.

La Constitution de 95 n'admet point comme citoyens actifs ceux qui sont en état de domesticité. La Convention nationale, par son décret du 16 pluviôse, an 2, a affranchis tous les Nègres: voilà donc des hommes libres; mais encore dans qu'elle classe doivent-ils être rangés? Certes, si la Convention nationale eut rendu une loi qui aurait dû être, comme elle l'avait arrêté, le mode d'exécution de l'affranchissement des Noirs, elle n'eut pas manqué d'assujettir au sol tous les Nègres qui en dépendaient: alors ces mêmes hommes n'étaient-ils pas des domestiques? Ont-ils jamais eu les qualités nécessaires et exigées par la Constitution? Le très-petit nombre qui possède des propriétés est seul habile à être citoyen actif; alors, nous le demandons aux hommes impartiaux, où sont les habitants des Antilles? Où ils sont, en France, dans la plus grande détresse; chez les nations alliées, où ils attendent que la France s'occupe enfin utilement de leur pays pour qu'ils puissent y retourner en sûreté»⁹⁵⁶.

Questa polemica, tratta dalle pagine del *Journal Historique* del 1796, riemerge quasi negli stessi termini anche due anni dopo, quando il 18 fruttidoro fermò l'offensiva coloniale degli anni 1796-1797 e riammise nei due Consigli i rappresentanti eletti a Santo Domingo nel 1796⁹⁵⁷. Anzi, in occasione del discorso di Eschasseriaux e della presentazione delle *Lois organiques* i coloni che non vennero inseriti nelle liste di deportazione tentarono una, seppur modesta, resistenza agli articoli. Ancora una volta, le loro proposte andavano sì nella direzione di salvaguardare la Repubblica, ma sul presupposto dell'esclusione dei nuovi cittadini dalla condivisione del potere.

Dichiarandosi apertamente a favore della libertà, Thomas Millet scrisse nel 1798 una memoria indirizzata alla Commissione delle Colonie e intitolata *Observations sur le rapport du citoyen Eschasseriaux*⁹⁵⁸. Sebbene avremo modo di tornare nel terzo paragrafo sui presupposti teorici condivisi dai "coloni patrioti", le sue *Observations* sono un caso esemplare per illustrare l'adattamento dei principi coloniali dei quali si erano finora fatti portatori con l'emancipazione. Curiosamente, la memoria si apriva con una richiesta che, come abbiamo già avuto modo di ricordare, solo fuori dalle assemblee legislative aveva preso un po' di vigore, ma che nessun deputato aveva avuto il coraggio di reclamare a gran voce: l'indennizzo ai proprietari per la perdita dei loro schiavi. Come mai Millet pensò di attrarre a sé i deputati della

⁹⁵⁶ *Journal Historique et Politique*, cit., 24 novembre 1796, n°98.

⁹⁵⁷ Bernard Gainot, "La députation de Saint-Domingue au corps législatif du Directoire", in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 95-110.

⁹⁵⁸ ANOM, COL CC9 A 14, Thomas Millet, *Observations sur le rapport du citoyen Eschasseriaux* du 1er Brumaire an 6, 1798.

Commissione proponendo una misura che nessuno aveva osato apertamente proporre fino ad ora? La risposta però questa volta non ha nulla a che vedere con l'emancipazione in senso stretto, come la storiografia ha proposto per i dibattiti sugli indennizzi ai proprietari degli anni Quaranta dell'Ottocento, perché le compensazioni non erano ritenute una componente essenziale dell'emancipazione secondo il principio gradualista che avrebbe condizionato tutta la temperie politica di cinquant'anni dopo⁹⁵⁹. Anzi, nel 1798, parlare di compensazioni era quanto mai fuori luogo, perché l'universalità dell'emancipazione era considerata retroattivamente, secondo la massima ben espressa dal discorso di Danton per la quale «jusqu'ici nous n'avons décrété la liberté qu'en égoïstes et pour nous seuls. Mais aujourd'hui nous proclamons à la face de l'univers»⁹⁶⁰.

Per Millet non si trattava solamente di una misura strettamente connessa al denaro o all'etica secondo la massima per cui i neri erano stati una proprietà legittimamente acquistata dai coloni sotto la protezione di una legge vigente e che per tale ragione non poteva essere considerata un furto o un abominio⁹⁶¹. Sebbene questo tema fosse presente, il cuore del problema era un altro: l'indennizzo era la garanzia dell'ordine sociale. Infatti, citando l'idea di compensare i coloni delle proprie perdite, Millet non faceva riferimento ad un indennizzo di carattere economico, ma chiedeva ai deputati di considerare una modalità capace di “rimborsare gradualmente i proprietari al fine di impedire agli uomini senza morale di divenire dominanti”. Tra le righe, la proposta era quella di reintegrare i bianchi proprietari, metterli nella condizione di poter riacquisire le proprietà immobiliari e, soprattutto, obbligare i neri a tornare ai loro lavori nelle piantagioni a paga ridotta fino a che i loro ex-patroni non avessero ottenuto in ore di lavoro il corrispettivo della spesa per l'acquisto dell'ex schiavo e del suo mantenimento.

In questo modo si evitava quello che per Millet era il vero problema dell'isola: l'idea che i neri potessero acquisire, oltre ai diritti civili di base che avevano acquisito con la libertà, anche quelli politici tramite l'acquisto o l'occupazione delle proprietà appartenute ai bianchi fuggiti dalla colonia.

⁹⁵⁹ Frédérique Beauvois, *Between Blood and Gold. The Debates over Compensation for Slavery in the Americas*, New York – Oxford, Berghahn, 2017. Su questo, si seguono parzialmente le osservazioni di Frédérique Beauvois, il quale sostiene che al momento dell'abolizione della schiavitù, i contemporanei consideravano l'indennità non solo come un diritto dei proprietari degli schiavi, bensì come un modo per conciliare obiettivi economici, sociali, etici e politici, al fine di riorganizzare la vita nella “città coloniale” verso nuove linee. Anzi, la compensazione così riuniva categorie solitamente distinte e rientrava perfettamente nel concetto di “economia morale”, avendo come fine il bene pubblico – nel senso ampio del termine – e combinando il “giusto” con “l'utile” in un'unica azione.

⁹⁶⁰ *Archives Parlementaires*, t. LXXXIV, p. 284.

⁹⁶¹ «Cependant l'on a vu plusieurs fois à la tribune des personnes parler d'humanité, de bienfaisance, mais jamais un seul n'a offert des moyens d'indemniser les Colons de la perte des Nègres que l'on a affranchis d'un seul coup de plume, par un décret contraire à la Constitution qui en déclarant les droits de l'homme n'a pu les empêcher de perdre leur propriété qui doit être sous la sauvegarde de la loi. Ces propriétés cependant n'ont pas été distinguées, la loi défend tout effet rétroactif, or les Colons n'ont pas dérogé aux lois, en achetant les noirs.». ANOM, COL CC9 A 14, Thomas Millet, *Observations*, cit.

«Rien de mieux que la liberté, mais il faut aussi aviser au remboursement graduel de ces propriétés et empêcher que des hommes sans moral ne deviennent dominants, après avoir été dominés; les maux deviendraient alors incalculables, ils n'auraient nul intérêt à conserver la Petite Classe de blancs; leur majorité, les faveurs indistinctes que l'on leur a donnés et qu'on veut encore leur donner, tous prépare un avenir sinistre à nos colonies, si la sagesse et la prévoyance du législateurs n'y mettent ordre. On leur a dit: tuez, ils ont tué, pilliez et brûlez, ils ont obéi, et partagé les ruines que de belles choses n'a-t-on pas dit sur la splendeur de nos colonies! [...] Lorsque cette masse énorme jouira indistinctement des droits de citoyens, les tribunaux, les municipalités et les autres fonctions publiques ne seront occupés que par les noirs. [...] Alors ces malheureux [les blancs] déportés se trouveront dans des terres désertes, environnés de glaives, surchargés d'impôts dépouillés de leurs propriétés et pour ainsi dire déchus de leurs droits de citoyens. Pourrez-vous, citoyens législateurs, donner votre approbation à de pareilles calamités?»⁹⁶².

Dunque, privare i neri dell'accesso alla proprietà, vincolarli alle piantagioni nelle quali avevano lavorato come schiavi e forzarli a pagare con la loro manodopera l'indennizzo ai loro ex-patroni diventavano ragioni di ordine pubblico e sociale, per evitare che i neri prendessero il controllo definitivo della colonia tramite il pieno diritto alla cittadinanza e al voto, che avrebbe loro permesso di eleggere ai posti di potere e di rappresentanza dell'isola altri neri. L'indennizzo insomma diveniva un modo per immaginare il nuovo ordine coloniale e riorganizzare la vita sociale nella *cit  coloniale*.

Rispetto ai mesi precedenti, quando i coloni avevano appoggiato Villaret-Joyeuse e Bourdon de l'Oise e la proposta di inviare un'armata di "europei" a reprimere le rivolte nell'isola, ora, davanti alla sconfitta della linea militare e dell'invio di Hédouville senza l'armata che prima del 18 fruttidoro sembrava data per certa, era necessario appellarsi all'unico grande punto che nemmeno l'integrazione repubblicana sembrava poter cancellare: la distinzione tra cittadini attivi e passivi e i ristretti criteri di accesso alla cittadinanza attiva sulla base della propriet . L'obiettivo allora era il reintegro dei bianchi ai ruoli di comando e l'esclusione dei neri dalla possibilit  di partecipare alla vita elettiva dell'isola. Ancora una volta, la rappresentanza era al cuore del progetto coloniale di Thomas Millet, che infatti semplificava

⁹⁶² *Ibidem*.

la sua memoria in 5 *Articles additionnelles* che avrebbero dovuto sostituire quelli presentati da Eschasseriaux: 1° come abbiamo già visto per il cittadino Avasse, anche Millet prevedeva una paga proporzionata alla mansione e del valore della manodopera del coltivatore nell'atelier, così che le paghe fossero proporzionate al lavoro del singolo e alla produzione annuale e che con il profitto eccedente i proprietari potessero investire altrove; 2° assimilare i neri ai diritti di cittadinanza previsti per gli stranieri dalla Costituzione al fine di evitare che un «sujet à gage» potesse candidarsi e venire eletto; 3° rimborsare gli ex-proprietari tramite un periodo di paga ridotta ai coltivatori per la loro manodopera; 4° obbligare i neri al rientro definitivo nelle piantagioni di origine; 5° ideare un *code de police réglementaire* internazionale valido per tutte le potenze che possedevano gli schiavi nei territori vicini per evitare che le fughe e le diserzioni dalle piantagioni dei paesi stranieri potessero provocare diffidenze o vere e proprie guerre tra gli imperi coloniali⁹⁶³.

Quest'ultimo punto era particolarmente interessante, perché la proposta di concordare un *code de police* con le altre potenze coloniali implicava la costruzione di una sorta di *intelligence* tra i paesi che avevano interessi nel mondo caraibico, una solidarietà tra élites dominanti bianche al fine di rendere produttive le colonie e i propri sistemi schiavisti senza che questi crollassero per via delle defezioni degli schiavi alla ricerca della libertà a Santo Domingo. Millet, ricordando che il principio della libertà avrebbe contagiato tutto il Nuovo Mondo, auspicava ad un accordo di polizia internazionale non per emancipare gli schiavi di tutte le Antille e del continente americano, ma per costituire una forza armata internazionale che avrebbe severamente represso il fenomeno del *marronage* e punito i colpevoli senza provocare guerre diplomatiche tra gli stati⁹⁶⁴.

Infine, ci preme soffermarci anche su un altro punto, il n°2, quello riguardante il diritto alla cittadinanza dei neri, breve, ma lapidario:

«L'on croit sans commettre d'injustice que l'on peut assimiler les noirs au droit de citoyen sous les mêmes clauses que les étrangers par la Constitution pour éviter la majorité qui deviendra indubitablement préjudiciable à la tranquillité,

⁹⁶³ *Ibidem*.

⁹⁶⁴ «L'on est bien convaincu qu'un Code de Police réglementaire pour la régie et les autorités administratives de nos colonies est indispensable à la paix; ainsi qu'une force armée imposante. Pour faire rentrer toutes choses dans l'ordre, afin de reprendre la culture, seule et unique moyen de rendre l'ancienne splendeur à nos colonies, ce Code doit être combiné avec les autres puissances maritimes pour l'uniformité, l'impossibilité de la liberté générale dans nos colonies seules et non chez nos voisins susciterait sans cesse une désertion que nous ne pourrions pas avec honneur favoriser ni accorder à leurs fuyards un asile chez nous sans le compromettre et nous exposer à des guerres continuelles que, l'humanité et la prudence doivent nous faire écarter avec soin de ces malheurs climats. L'on croit aussi qu'à la Paix, il sera nécessaire d'un manifeste général dans toute l'étendue de la République.». *Ibidem*.

l'impossibilité qu'un sujet à gage dans les colonies puisse être éligible indique cette mesure prise en France»⁹⁶⁵.

Questo passaggio aveva un obiettivo preciso: rispondere al discorso di Laveaux del 3° giorno complementare dell'anno V (19 settembre 1797), quando il deputato si era soffermato particolarmente sul diritto alla cittadinanza per quanti avessero difeso la patria. In effetti, l'esercito era stata la sola via di promozione sociale per i neri, tant'è che tutti e tre i deputati neri che sedevano nei Consigli della Repubblica erano stati militari. Ma Laveaux non si fermò alla *citoyenneté armée*, e nel suo discorso allargò il diritto alla cittadinanza a tutti i neri, confutando le teorie per le quali lo statuto del coltivatore fosse incompatibile con i diritti politici⁹⁶⁶.

Anticipando un tema che poi avrebbe ripreso pure il deputato Perrée de Granville (de la Manche) il 4 nevoso anno VI (24 dicembre 1797), Millet rispondeva all' «utopie égalitariste et assimilationiste»⁹⁶⁷ di Laveaux proponendo di concedere ai neri lo stesso diritto alla cittadinanza che veniva garantito dalla costituzione ai cittadini stranieri, limitandone così la partecipazione elettorale e, soprattutto, non riconoscendone implicitamente l'origine francese e la condivisione di una medesima appartenenza nazionale. Thomas Millet faceva infatti ricorso all'articolo 10 della costituzione, che legava l'acquisizione della cittadinanza per gli stranieri ad una serie di criteri che difficilmente i coltivatori neri, nelle condizioni di lavoro e di sfruttamento della manodopera da lui previsti nella memoria, avrebbero potuto soddisfare⁹⁶⁸. In questo modo, si garantiva l'allontanamento di fatto dei neri dalla possibilità di vedersi riconosciuti i diritti politici che tanto lo ossessionavano: l'identità nazionale diventava un valore fondante della cittadinanza per evitare che potessero accedere alla proprietà, ai diritti politici e, di conseguenza, anche a quelli sociali.

Insomma, la Costituzione del 1795 diveniva – sul piano di una visione estremamente conservatrice tesa a costringere la figura dell'ex-schiavo nero nella condizione dalla quale si era liberato con la forza delle armi – lo strumento per proporre sul piano giuridico e politico delle differenze che si volevano mantenere ben marcate sul piano sociale. Anzi, a differenza di Laveaux, che nella sua utopia desiderava difendere e implementare l'accesso ai diritti sociali

⁹⁶⁵ *Ibidem*.

⁹⁶⁶ Bernard Gainot, *La constitutionnalisation*, cit.; Bernard Gainot, "Le Général Laveaux gouverneur de Saint-Domingue député néo-jacobin", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1989 (n°278), pp. 433-454.

⁹⁶⁷ *Ivi*, p. 449.

⁹⁶⁸ «L'étranger devient citoyen français, lorsqu'après avoir atteint l'âge de vingt-un ans accomplis & avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant sept années consécutives, pourvu qu'il y paie une contribution directe, & qu'en outre il y possède une propriété foncière ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou qu'il ait épousé une Française».

tramite quelli politici, Millet partiva proprio dal presupposto inverso e desiderava riprodurre sul piano politico le differenze dell'ordine sociale da lui desiderato. Per Millet era necessario evitare che la sfera politica e sociale si sovrapponevano non nel mondo coloniale così com'era concepito da Laveaux e dagli altri assimilazionisti, bensì com'era stato elaborato e concepito dai coloni negli anni prima della Rivoluzione del 1789 e della prima grande rivolta degli schiavi.

Millet non fu solo nella sua battaglia, perché il 4 nevosio anno VI (19 dicembre 1797) il deputato Perrée, come detto, tenne un discorso nel quale criticò aspramente il progetto delle *Lois organiques* di Eschasseriaux, soffermandosi particolarmente sull'articolo 15 del titolo III *De l'état & des droits des citoyens* e proponendo una soluzione non dissimile da quella del colono⁹⁶⁹. Citando l'articolo 10 della Costituzione, infatti, Perrée ricordava che:

«L'obligation d'une résidence de sept années consécutives dans un lieu ne peut s'interpréter: c'est un fait à admettre. Enfin quand on ne possède aucune propriété, ni aucun établissement d'agriculture ou de commerce, on est loin d'avoir satisfait à ce que prescrit l'art. 10 de la constitution. Elle est donc manifestement violée par une résolution qui fait des citoyens de ceux que tout prouve étrangers; ils ne peuvent devenir citoyens français que par l'exécution de l'art. 10.»⁹⁷⁰.

Per terminare, quello che ci interessa sottolineare allora sono due questioni: innanzitutto, che ancora una volta i coloni in seno ai Consigli godevano di una certa simpatia, se non altro tra i repubblicani moderati come Perrée, che non a caso in un primo momento era stato inserito nelle liste di proscrizione del 18 fruttidoro assieme agli altri deputati clichyens e poi esonerato grazie, molto probabilmente, all'intervento di Talleyrand come per il caso di Roederer⁹⁷¹. In secondo luogo, ci preme sottolineare la duttilità della Costituzione dell'anno III nel dibattito del cosiddetto Secondo Direttorio e le strategie repubblicane che il suo quadro normativo permise di sviluppare. L'opposizione fuori e dentro i due Consigli al testo di Eschasseriaux lasciava intendere il portato innovatore del progetto e le possibilità che la Costituzione lasciava aperte sia per avvallarlo, che per rifiutarne i principi. Contrariamente ad una visione estremamente teleologica della Costituzione dell'Anno III come preludio al Colpo di Stato del 18 Brumaio anno VIII o come voltafaccia ai principi dell'anno II, il caso dei coloni di Santo Domingo e le

⁹⁶⁹ Pierre-Nicolas Perrée, dit Perrée-Duhamel, *Opinion de N. Perrée (de Grandville)*, Paris, Imprimerie nationale, an VI [1798].

⁹⁷⁰ *Ibidem*.

⁹⁷¹ *Réimpression de l'Ancien Moniteur*, p. 809.

loro reazioni al progetto di Laveaux e della Commissione delle Colonie del 1798 lasciava intendere come diverse interpretazioni dell'atto costituzionale fossero aperte e come diverse fossero anche le vie percorribili.

Vie che i coloni riuscirono a percorrere anche una volta venuto meno il loro sostegno nei Consigli e la definitiva affermazione dell'isonomia coloniale. Venuto meno il progetto attorno al *Journal Historique et Politique* per via del sequestro della tipografia e del mandato d'arresto dei suoi compilatori, i coloni Jean-Auguste Brulley e René-Ambroise Deaubonneau decisero di proseguire la loro attività editoriale sulle colonne de *Le Parisien*, mascherando le proprie idee politiche dietro alle notizie di carattere commerciale. Mantenendosi su una linea imparziale, dopo il 18 fruttidoro anno V il quotidiano dedicò meno spazio alle notizie relative alla colonia di Santo Domingo, per dedicarne molto di più ai sequestri delle navi inglesi e americane, al problema della *Quasi-War* e alle notizie sul valore e la quantità dei prodotti coloniali. È da questi brevi inserti che si chiariva la posizione degli editori, attenti a connettere la carenza di alcune materie prime coloniali come lo zucchero, il cotone, il caffè e l'indaco alle tensioni sui mari e a quelle interne nelle isole delle Antille.

Questa linea editoriale venne tenuta anche dai quotidiani dall'altra parte dell'Atlantico, decisamente più liberi di commentare le scelte del Direttorio in materia coloniale e in politica estera. Mentre in Francia si discuteva sull'integrazione repubblicana, la *Gazette française et américaine* di New York notava che Toussaint Louverture agiva come governatore dell'isola senza sottostare alle regole della Madrepatria, a tal punto che aveva promosso l'invio di un suo agente negli Stati Uniti al fine di proporre un'alleanza che potesse approvvigionare adeguatamente l'isola⁹⁷². In effetti, dall'arrivo di Hédouville la situazione nell'isola era svoltata a favore di Toussaint Louverture, che dopo la definitiva evacuazione delle truppe inglesi nel maggio 1798 si trovò con il pieno controllo di Santo Domingo. In occasione dell'evacuazione, il 31 agosto Toussaint Louverture negoziò una convenzione con il generale inglese Maitland per organizzare la partenza delle truppe e per organizzare le condizioni della resa in cinque diversi articoli. Per gli osservatori americani, particolarmente per i coloni, la firma della convenzione fu la prova inconfutabile che l'indipendenza della colonia fosse conclusa.

Alla convenzione con Maitland del 31 agosto 1798 seguì poi la fuga dalla colonia di Hédouville tre mesi più tardi: i due fatti marcarono l'esordio di una diplomazia indipendente per i territori sotto l'autorità di Toussaint Louverture a Santo Domingo. Questa diplomazia

⁹⁷² *Gazette française et américaine*, 13 luglio 1798, n°366: «Les nouvelles de Saint-Domingue donnent à entendre quel es colonies françaises aux Antilles seront bientôt déclarées indépendantes de la France. Toussaint sollicitera une alliance avec les Etats-Unis». Philippe R. Girard, "Trading Races. Joseph and Marie Bunel, a Diplomat and a Merchant in Revolutionary Saint-Domingue and Philadelphia", in *Journal of the Early Republic*, 2010 (n°30, pp. 351-376).

portata avanti dal generale nero è stata l'oggetto di una vasta produzione storiografica negli ultimi decenni⁹⁷³. I lavori più recenti sulle relazioni diplomatiche tra gli Stati Uniti e Santo Domingo durante questo periodo di dominazione del generale nero nell'isola oscillano tra una interpretazione "idealista" delle azioni e degli attori rispettivi e una più "revisionista" sulle ragioni delle iniziative intraprese, particolarmente dalla parte del governo americano. Più di tutto però, vanno sottolineati due aspetti che definirono il quadro delle interazioni tra Louverture e i suoi interlocutori: l'opportunismo, marcato dall'attrattiva per un commercio libero tra i porti della colonia e quelli americani in un periodo di guerra di corsa con il Direttorio francese; la prudenza, dettata dalla minaccia sempre latente dei neri emancipati nei territori estranei alla Repubblica francese⁹⁷⁴.

I coloni, al contrario, lessero nell'avvicinamento tra gli Stati Uniti e Toussaint Louverture il fallimento della politica del Direttorio, che non aveva saputo instaurare un rapporto di fiducia con l'altra Repubblica sorella e aveva completamente perso il controllo dell'isola. Anzi, sebbene si continuasse a colpevolizzare l'Inghilterra per aver provocato la rottura tra le due Repubbliche e aver agevolato l'accrescimento dell'autonomia di Toussaint Louverture con la convenzione di Maitland, non poche furono le critiche alla politica del Direttorio che sembrava aver abbandonato la colonia di Santo Domingo per impegnarsi su altri fronti:

«Quelle puissance peut avoir plus d'intérêt que l'Angleterre à dissoudre tous les rapports qui existent entre la France et les Etats-Unis d'Amerique? On a préféré des conquêtes en Europe entourées d'ennemis acharnés, à la splendeur imposante de notre commerce et de notre marine; on n'a pas vu que c'était remettre entre les mains de l'Angleterre la balance de l'Europe; on a abandonné toute l'Amérique à l'ennemi naturel de la France.»⁹⁷⁵.

⁹⁷³ Pioneristico fu lo studio di Rayford Logan, *The Diplomatic Relations of the United States with Haiti, 1776-1891*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1941; al quale poi seguirono l'interpretazione di Tim Matthewson, *A proslavery foreign policy*, cit.; Gordon S. Brown, *Toussaint's Clause: The Founding Fathers and the Haitian revolution*, Jackson, University Press of Mississippi, 2005; Arthur Scherr, *Thomas Jefferson's Haitian policy: Myths and Realities*, Lexington, Lexington Books, 2011; Ronald Angelo Johnson, "A Revolutionary Dinner: U.S. Diplomacy toward Saint Domingue, 1798-1801", in *Early American Studies*, 2011/1 (n°9), pp. 114-141; Ronald Angelo Johnson, *Diplomacy in Black and White: John Adams, Toussaint Louverture and Their Atlantic World Alliance*, Atlanta, University of Georgia Press, 2014.

⁹⁷⁴ Philippe R. Girard, "Rêves d'Empire: French Revolutionary Doctrine and Military Interventions in the Southern United States and the Caribbean, 1789-1809", in *Louisiana History: The Journal of the Louisiana Historical Association*, 2007/4 (n°48), pp. 389-412.

⁹⁷⁵ *Journal Historique et Politique*, 22 marzo 1797, n°217.

Ancora una volta, le stesse considerazioni rimbalzavano tra i coloni da un lato all'altro dell'Atlantico, perché anche il giornale di Claude Parisot si appellava con forza al Direttorio ricordandogli che ora che le forze inglesi erano state definitivamente cacciate dall'isola era il momento di agire prontamente a Santo Domingo, d'imporre l'autorità nella colonia, di rinsaldare l'alleanza con gli Stati Uniti e di recuperare la propria «suprémie sur les mers»⁹⁷⁶. Soprattutto, i coloni guardarono con grande sospetto alla Campagna d'Egitto del 1798, convinti che la Repubblica stesse impiegando le proprie forze nell'espansione mediterranea abbandonando completamente la sua vocazione atlantica e sottovalutando i danni che la definitiva perdita delle Antille avrebbe significato.

La critica alle Campagne d'Egitto era inserita nel più ampio quadro dello scetticismo verso la *nouvelle colonisation* in tutti quei territori separati geograficamente dalla Francia nei quali la Repubblica avrebbe potuto esportare il suo modello emancipatore. Del resto, già in occasione dei Trattati di Basilea del 1795 i coloni avevano guardato con sospetto e preoccupazione all'annessione della parte spagnola dell'isola, temendo che il principio dell'emancipazione promosso dalla Francia avrebbe presto segnato la condanna di tutti i sistemi schiavisti del Nuovo Mondo. Da un lato, questa preoccupazione era ancora piuttosto salda nei coloni, che negli anni 1798-1799 continuavano a temere che la Francia rischiasse di veder perduto per sempre il suo impero coloniale inseguendo nuove strade di colonizzazione; dall'altro però, non pochi furono invece i coloni che cominciarono a rimanere affascinati dalle opportunità dei progetti di colonizzazione, soprattutto quando, come vedremo, si trattava particolarmente di ipotesi di ripopolamento.

⁹⁷⁶ *Gazette française et américaine*, 27 agosto 1798, n°385.

5.2 La «colonisation nouvelle» e i progetti di ripopolamento

«Aussi je serais tenté de croire que l'univers moral finit sur les bords du Niger et du Sénégal, et, qu'au-delà de ces fleuves, jusqu'à l'océan Atlantique, l'œil du voyageur se lève sur une autre population humaine... Les végétaux, dans ces contrées, sont des poisons, les animaux, des monstres. La scène n'a jamais varié chez les habitants de l'Afrique, sous aucun rapport. Quand on a vu un nègre, on a vu tous les nègres»⁹⁷⁷.

In uno dei manifesti dell'ideologia schiavista più celebri degli anni del Consolato, *Examen de l'esclavage*, l'avvocato e colono Valentin de Cullion, celebre portavoce dei *léopardins* nel 1790, pubblicava queste parole citandone volontariamente l'autore e l'opera originale: Jean-Baptiste-Léonard Durand e la sua *Voyage au Sénégal* comparsa nel 1802⁹⁷⁸. In apparenza potrebbe sembrare uno dei rari casi nel quale l'autore, Valentin de Cullion, riconosceva l'originalità e l'autorialità di una parte del suo testo ad un collega scrittore, secondo le recenti regole sul riconoscimento del diritto d'autore emerse durante i primi anni della Rivoluzione. In realtà, lo scopo era ben diverso e la scientificità del lavoro – che presentava note, citazioni, riconoscimenti autoriali e una bibliografia imponente che spaziava dalla classicità ai *philosophes* – aveva lo scopo di condurre il lettore alle medesime conclusioni dell'autore sulla base di una presunta unità della comunità scientifica attorno alle sue tesi.

L'opera di Valentin de Cullion e quella di Durand, proprio come gli autori, non potevano essere più differenti, sia per forma, che per sostanza. Cullion fu uno dei più ferventi sostenitori della schiavitù, del recupero *manu militari* dell'isola e promotore del pregiudizio razziale su base biologica; al contrario, Durand aveva frequentato i circoli abolizionisti vicini all'Abbé Gregoire, la ricostituita *Société des Amis des Noirs* nel 1798 e pure se con posizioni più moderate rispetto agli anni del Direttorio, durante il Consolato aderì al movimento della *nouvelle colonisation*⁹⁷⁹. Lo stesso Valentin de Cullion lo ammetteva, portando a conforto delle

⁹⁷⁷ Valentin de Cullion, *L'esclavage en général, et particulièrement de l'esclavage des nègres dans les colonies françaises de l'Amérique*, vol. 1, Paris, Desenne – Maradan, 1802, pp. 294-295.

⁹⁷⁸ Jean-Baptiste-Léonard Durand, *Voyage au Sénégal, ou Mémoires historiques, philosophiques et politiques*, Paris, Henri Agasse, 1802. Esiste un'altra versione, molto probabilmente contraffatta, ma integrata da considerazioni di altri autori e stampata per i tipi di Dentu, il cui titolo differiva da quello dell'edizione di Agasse: Jean-Baptiste-Léonard Durand, *Voyage au Sénégal, pendant les années 1784 et 1785, avec des notes sur la situation de cette partie de l'Afrique jusqu'en l'an X (1801-1802)*, Paris, Dentu, 1802.

⁹⁷⁹ Su Valentin de Cullion e la sua attività politica negli anni 1790-1791, si veda Florence Gauthier, *L'Aristocratie de l'épiderme*, cit.; per alcuni riferimenti alla vita di Jean-Baptiste-Léonard Durand si vedano invece Yves Bénot, *La démence coloniale*, cit.; Bernard Gainot, "Le laboratoire africain de la colonisation nouvelle", in Marcel Dorigny, Bernard Gainot (dir.), *La colonisation nouvelle*, cit., 944-1385/4108, kindle.

sue posizioni citazioni e testimonianze di autori *philantropes*, conosciuti per le loro posizioni abolizioniste; anzi, molto spesso erano le fonti sulle quali Cullion faceva più affidamento, proprio per poter dimostrare che nel dibattito pubblico attorno alla natura dei neri e degli schiavi tutte le posizioni confluivano poi in quella più ampia e più discriminatoria sostenuta dal colono.

Molteplici furono negli anni 1798-1802 le opere dedicate ai viaggi, alle colonie e alle esplorazioni geografiche, tracce di un rinnovato interesse per i progetti di colonizzazione di nuovi spazi fino a quel momento poco considerati⁹⁸⁰. A cos'era dovuto questo rinnovato interesse? Con la lunga messa in discussione del sistema coloniale europeo da parte dei Lumi, all'antica colonizzazione degli imperi moderni, fondata sull'economia della piantagione, sulla schiavitù e sull'*exclusif* commerciale, la cosiddetta *colonisation nouvelle* oppose il primato della libertà in tutte le sue declinazioni: libertà di accesso alla terra, libertà dal monopolio e libertà della manodopera. Questo processo non fu certo lineare e i suoi esiti furono assai meno radicali degli intenti dai quali presero avvio i primi progetti: sebbene l'obiettivo fosse quello di immaginare nuovi spazi e nuovi sistemi di colonizzazione alla luce della libertà, la coerenza del concetto fu lontana dal costituire una realtà. Anzi, come ha recentemente dimostrato l'opera collettanea curata da Dorigny e Gainot, le politiche coloniali impiegate furono molteplici, sul crinale tra interesse pubblico e iniziativa privata, nei quali spesso l'esclusione razziale riapparì per farsi ancora più dura e violenta di quanto non fosse stata in precedenza⁹⁸¹.

Tuttavia, durante il periodo direttoriale queste istanze si svilupparono a partire da una specificità che le distinse sia dalla colonizzazione modernamente intesa, sia dalla *vague* d'espansione imperialista della fine del XIX secolo, tanto per gli obiettivi, quanto per gli esiti. A questo, ci sembra bene aggiungere però un'altra considerazione a latere, che riguarda

⁹⁸⁰ Bryan Edwards, *The history, civil and commercial, of the British colonies in the West Indies*, voll.2, London, John Stockdale, 1794; Carl-Bernhard Wadström, *An Essay on Colonization, particularly applied to the Western Coast of Africa, with some free thoughts on cultivation and commerce; also brief descriptions of the colonies already formed, or attempted, in Africa, including those of Sierra Leona and Bulama*, London, Darton and Harvey, 1794; François Xavier Page, *Nouveau voyage autour du monde en Asie, en Amérique et en Afrique*, Paris, J. Jansen, 1797; Mungo Park, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, fait en 1795, 1796 et 1797*, voll. 2, Paris, Dentu, 1799; Jean-Gabriel Pelletan, *Mémoire sur la colonie française du Sénégal, avec quelques considérations historiques et politiques sur la traite des nègres*, Paris, Panckoucke, 1800; John Barrow, *Voyage dans la Partie Méridionale de l'Afrique; fait dans les années 1797 et 1798*, voll. 2, Paris, Dentu, 1801; Jean-Baptiste-Léonard Durand, *Voyage au Sénégal, ou Mémoires historiques, philosophiques et politiques*, Paris, Henri Agasse, 1802; Sylvain-Meinrad-Xavier, *Fragments d'un voyage en Afrique: fait pendant les années 1785, 1786 et 1787, dans les contrées occidentales du continent*, Paris, Treuttel et Wurtz, 1802; [Narcisse Baudry des Lozières], *Voyage à la Louisiane, et sur le continent de l'Amérique septentrionale, fait dans les années 1794 à 1798*, Paris, Dentu, 1802; Berquin Duvallon, *Vue de la colonie espagnole du Mississippi, ou des Provinces de la Louisiane et Floride occidentale, en l'année 1802*, Paris, Imprimerie Expéditive, 1803; François Perrin-Dulac, *Voyage dans les deux Louisianes, et chez les nations sauvages du Missouri, par les États-Unis, l'Ohio et les provinces qui le bordent, en 1801, 1802 et 1803*, Paris, Bruyset aîné et Buynand, 1805; Charles-César Robin, *Voyages dans l'intérieur de la Louisiane, de la Floride occidentale, et dans les îles de La Martinique et de Saint-Domingue, pendant les années 1802, 1803, 1804, 1805 et 1806*, Paris, Buisson, 1807.

⁹⁸¹ Bernard Gainot, Marcel Dorigny, *La colonisation nouvelle*, cit.

particolarmente le reazioni alla *colonisation nouvelle* da parte della destra conservatrice e coloniale e, più in generale, il modo in cui il mondo reazionario interpretò il rapporto tra abolizione e colonialismo. Sebbene i modelli di neo-colonizzazione originassero da sinistra, le risposte della destra furono altrettanto capaci di orientare il dibattito pubblico riguardo il futuro coloniale dell'Europa e di aprire nuove e più inquietanti strade che, a differenza dei progetti sinceramente abolizionisti e egualitari, avrebbero condotto ad alcuni elementi dell'imperialismo modernamente inteso⁹⁸².

Leggendo l'espansionismo repubblicano tramite la lente dei coloni di Santo Domingo, si cercherà in questo paragrafo di ripercorrere a grandi linee i progetti direttoriali nelle Americhe e soprattutto in Africa, facendo attenzione alle impressioni conservatrici rispetto a questi fenomeni. L'obiettivo sarà quello di mostrare come ai tempi della pubblicazione del testo di Valentin de Cullion nel 1802, anno della spedizione di Leclerc per il recupero di Santo Domingo, fossero diverse le proposte in campo conservatore e tutte rivolte principalmente al recupero delle Antille o nella ricerca di nuovi mercati e di nuovi spazi da sottomettere alla potenza politica ed economica francese ed europea.

Come abbiamo già ricordato, fino alla proclamazione della Costituzione dell'anno VIII i coloni presero le distanze dai progetti di espansione del Direttorio, mantenendosi su una linea piuttosto critica per quanto riguardava l'esportazione del modello repubblicano e dell'emancipazione nei nuovi territori. Ancora nell'ottobre del 1799 infatti, a meno di un mese dal Colpo di Stato di Brumaio, scrivendo a Sieyès, il colono a Philadelphia Alphonse ricordava al deputato come le azioni di Toussaint Louverture fossero oramai il segno della piena indipendenza dell'isola e ribadiva che per la Francia era necessario mettere fine alla guerra con gli Stati Uniti e stipulare un'alleanza difensiva che le permettesse di organizzare una spedizione per ricondurre la colonia dentro l'alveo della Repubblica. Tra le varie critiche, Alphonse non mancò di osservare che la Francia si stava concentrando troppo sul terreno africano, abbandonando l'isola, la vera ricchezza di Francia, "alla cupidigia dell'orda africana"⁹⁸³.

La memoria di Alphonse in un certo senso richiamava l'attenzione ad un problema ben più ampio dell'epoca direttoriale: cosa significava essere un impero repubblicano? Dov'erano i confini della Repubblica? Che fare dei territori d'Oltremare? E delle conquiste europee? La creazione delle Repubbliche sorelle dal 1796 e la dipartimentalizzazione dei territori coloniali, così come la spedizione in Egitto del 1798 misero in discussione il senso politico

⁹⁸² David Todd, *A Velvet Empire: French informal imperialism in the nineteenth century*, Princeton, Princeton University Press, 2021.

⁹⁸³ 284AP/13, *Fonds Sièyes*, dossier 6, Alphonse, *Quelques réflexions sur la position actuelle tant de Saint-Domingue que des États-Unis... considérés sous leurs rapports politiques avec la France*, 1799.

dell'espansione territoriale della *Grande Nation*. Sembrerebbe abbastanza scontato, ma è bene ricordare che ai coloni in questo contesto poco importava dei domini europei della Francia; le loro attenzioni, al contrario, andarono particolarmente in due direzioni rispetto all'espansione repubblicana: verso la Louisiana⁹⁸⁴ e verso l'Africa, con particolare attenzione all'Egitto e al Sénégal⁹⁸⁵.

Il territorio della Louisiana fu sempre oggetto di attenzione – e di preoccupazione – per i coloni: a partire dalla missione Genet e dal tentativo suo e di Mangourit di arruolare delle truppe per cercare di sollevare i territori della Louisiana e delle Floride spagnole, i coloni avevano sempre messo in guardia l'opinione pubblica dagli esiti funesti di una possibile sollevazione dei territori ad opera della Repubblica francese, temendo che questo potesse significare il venir meno del sistema coloniale organizzato sulla piantagione e il lavoro servile. Inoltre, proprio come avevano dimostrato l'azione di Genet e gli eventi seguiti all'annessione della parte spagnola dell'isola di Santo Domingo, i coloni temevano che l'espansione repubblicana avrebbe significato la definitiva rottura dei rapporti tra la Francia e la Repubblica americana, con la conseguente rovina del sistema coloniale delle Antille e il depauperamento di Santo Domingo.

Le inquietudini si fecero ancora più acute quando i convenzionali prima e il Direttorio poi si interessarono vivamente alla possibilità di trattare la retrocessione della Louisiana, che dalla fine della Guerra dei Sette Anni si trovava nelle mani degli spagnoli come forma di risarcimento per la sconfitta del 1763. Già dal partire dal 1795 con i Trattati di Basilea, abbiamo visto che la Francia riconsiderò seriamente l'idea di recuperare il territorio americano al fine di fungere da *pied-à-terre* per la gestione e per l'approvvigionamento di Santo Domingo; un progetto che negli anni del fallimento dell'alleanza Franco-Americana non fece che creare consensi all'interno dei Ministeri degli Affari Esteri e della Marina, come dimostrano le memorie ricevute in quegli anni per il recupero del territorio⁹⁸⁶.

A questo proposito, Manuel Covo ha recentemente provato che durante il periodo repubblicano, la Francia perseguì un'agenda di riterritorializzazione al fine di consolidare il suo controllo sulla circolazione dei beni e delle risorse dell'impero. In questo disegno, dal momento in cui la Louisiana venne ritenuta una valida alternativa agli Stati Uniti, l'espansione verso il territorio era allora giustificata in accordo con la nozione di sovranità popolare e di autodeterminazione dei popoli di origine francese che lì vivevano. Dalla cessione alla Spagna fino

⁹⁸⁴ Manuel Covo, "Why did France want Louisiana Back?", in Megan Maruschke, Matthias Middell (dir.) *The French Revolution as a Moment of Respatialization*, Berlin, de Gruyter, 2019, pp. 23-47.

⁹⁸⁵ Pernille Røge, "The Directory and the Future of France's Colonial Possessions in Africa, 1795-1802", in *French Historical Studies*, 2021/3 (n°44), pp. 477-497.

⁹⁸⁶ AAE, 40CP/28, 4MD/17, 19MD/10; AN, AF/IV/1211, AF/IV/1213.

al 1795 il Nord America venne tendenzialmente considerato come un interesse secondario rispetto ai Caraibi; fatto salvo per Edmond Genet e i girondini, i cui interessi erano rivolti all'America più di quanto sia stato ricordato dalla storiografia che si è interessata al problema della Louisiana⁹⁸⁷, il governo francese guardò alla colonia più come ad una fonte di spese che di interessi, dato che la sua economia della piantagione non era ancora sviluppata come il caso delle Antille.

A partire dal dibattito avviato già da Turgot e la scuola fisiocratica sulla possibilità di importare farina e altri beni di prima necessità dalla Louisiana al posto che dagli Stati Uniti, negli anni Novanta del Settecento l'interesse dei convenzionali per il territorio cominciò ad aumentare, così come la retorica dell'auto-determinazione dei popoli e della francesità della Louisiana. Così, con lo sfilacciarsi dell'alleanza franco-americana il Direttorio cominciò a preoccuparsi su due fronti: da un lato, sul problema dell'approvvigionamento di Santo Domingo e dall'altro sulla possibilità che la Louisiana venisse invasa dalle forze britanniche e americane congiunte⁹⁸⁸. Così, i due agenti francesi negli Stati Uniti, Fauchet e Adet si appellarono più volte al Ministro degli Affari esteri chiedendo la retrocessione della Louisiana, soprattutto per contrastare il monopolio britannico-americano nei Caraibi e trovare una fonte certa e "francese" di approvvigionamento per l'isola, che nel frattempo viveva anni difficili e di grande instabilità politica.

Dopo anni di tentativi e tentennamenti, fu Talleyrand nei primi anni del Consolato a prendere in mano la situazione e decidere che fosse il momento per trattare la retrocessione della Louisiana nell'urgenza di sottrarla alle mire espansionistiche degli Stati Uniti e della Gran Bretagna. Segretamente, nell'ottobre del 1800 il governo spagnolo acconsentì a cedere la Louisiana dopo il plebiscito per la Costituzione dell'anno VIII, che garantiva uno statuto differenziato per le colonie – le famose *lois particulières* – e dunque il mantenimento della schiavitù nel territorio. La retrocessione ufficiale venne resa nota solo nel 1803, quando però nel frattempo la trattativa era evoluta verso la vendita del territorio agli americani una volta che la Francia di Bonaparte venne sconfitta alla Battaglia di Vertières contro le armate di Haiti il 18 novembre 1803. Insomma, crollava così, in meno di due mesi, il progetto della *nouvelle*

⁹⁸⁷ R.L. Paquette, "Revolutionary Saint Domingue in the Making of Territorial Louisiana", in D.B. Gaspar e D.P. Geggus (dir.), *A Turbulent Time: The French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington, Indiana University Press, 1997, pp. 204-225; Laurent Dubois, "The Haitian Revolution and the Sale of Louisiana; or Thomas Jefferson's (Unpaid) Debt to Jean-Jacques Dessalines", in P.J. Kastor, F. Weil (dir.), *Empires of the Imagination: Transatlantic Histories of the Louisiana Purchase*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2009; David Geggus, "The Louisiana Purchase and the Haitian Revolution", in E. Dillon, M. Drexler (dir.), *The Haitian Revolution and the Early U.S.: Histories, Textualities, Geographies*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016, pp. 178-202.

⁹⁸⁸ Manuel Covo, "Why did France want Louisiana Back?", cit., p. 60.

colonisation del Direttorio nelle Americhe e pure il sogno coloniale di Bonaparte nell'Atlantico, causando di fatto un ripiegamento delle mire imperiali all'interno del solo continente europeo⁹⁸⁹.

Entro tale quadro, negli anni intercorsi tra il 1799 e il 1803 furono molte le voci dei coloni che si pronunciarono pro o contro la retrocessione della Louisiana. Prima del 1799 nessuno aveva osato sperare che la Repubblica applicasse la propria costituzione anche ai territori americani, temendo che questo significasse la sconfitta della Francia su tutta la linea atlantica. Ma nel 1800, con la promessa di un regolamento speciale che avrebbe mantenuto in Louisiana il sistema sociale preesistente, alcuni cominciarono a sperare che la retrocessione fosse un segnale incoraggiante rispetto alla possibilità di rifondare un grande impero francese nell'Atlantico. Tra queste voci vi era quella di un colono anonimo che lavorava al Ministero della Marina e delle Colonie, che nel 1799 scriveva al Ministro applaudendo all'espansione della Francia nella Louisiana quale premessa per la riconquista dell'isola di Santo Domingo. Questo però non lo frenava dal mettere in guardia il Console dall'intraprendere un'occupazione troppo onerosa verso il territorio americano che avrebbe rischiato di togliere preziose risorse per il recupero delle Antille:

«La Louisiane et les florides nous rachèterons-elles tant de pertes? N'est-il pas plutôt naturel de penser qu'elles absorberaient, si on se presse de les occuper, une portion considérable des moyens que le gouvernement aurait à employer pour la restauration et l'entretien des véritables colonies à sucre, café, indigo, épiceries et autres semblables productions de la zone torride, avec les quelles la Louisiane ne peut entrer en comparaison?»⁹⁹⁰.

Molto più scettico era invece De Pradt, che nel suo *Les Trois Ages des Colonies* del 1801 salutava con ben poco entusiasmo i tentativi di recupero di un impero coloniale atlantico francese, sostenendo che presto o tardi tutte le Americhe avrebbero ottenuto l'indipendenza e che sarebbe stato più produttivo organizzare la transizione dal sistema coloniale moderno ad un nuovo tipo di rapporti tra il Nuovo e il Vecchio Mondo⁹⁹¹.

Contrariamente a quanto è stato sostenuto, De Pradt non condivideva una posizione post-coloniale: partito da una constatazione non molto diversa da quella già esposta nel 1797 da Malouet, il colono rimpiangeva il giorno in cui la Rivoluzione aveva deciso di applicare gli

⁹⁸⁹ *Ivi*, p. 73.

⁹⁹⁰ AN, AF/IV/1212, *Mémoire sur l'État Colonial de la France*.

⁹⁹¹ M. De Pradt, *Les Trois Ages des Colonies, ou de leur état passé, présent et à venir*, voll.2, Paris, Giguet, 1801

“astratti principi della filosofia” nei Caraibi e spronava il governo francese a prendere atto dell’irreversibilità dell’espansione dei valori rivoluzionari e ad organizzare la transizione verso un nuovo ordine, che riformulasse il dominio dell’Europa sui mercati dei nuovi paesi avviati verso l’Indipendenza⁹⁹². Recuperando anche questa volta la posizione di Malouet, sosteneva che era sufficiente osservare i rapporti tra la Gran Bretagna e gli Stati Uniti per farsi un’idea di quanto convenisse assecondare l’indipendenza delle Americhe e liberarsi dalle forme monopolistiche per muoversi su un mercato libero che avrebbe portato più profitti che oneri di mantenimento se si fosse mantenuto il sistema coloniale⁹⁹³.

La posizione di De Pradt rimase, però, alquanto isolata in questa fase: sebbene molti già negli anni precedenti si fossero pronunciati per un sistema di abbandono dei vecchi legami coloniali che reggevano gli imperi al fine di costruirne di nuovi che si adeguassero all’irreversibilità della modernità, la promessa di restaurazione dell’ordine e di pacificazione di Napoleone Bonaparte aveva contagiato le élites a tal punto che in molti desideravano tentare il recupero con la forza delle armate dell’isola. Rifiutando i principi della *nouvelle colonisation* così com’era stata immaginata dai gruppi neo-giacobini durante la fase 1798-1799⁹⁹⁴, molti di loro avevano tenuto una posizione attendista nei confronti del regime consolare, non certi delle posizioni che questo avrebbe tenuto verso le colonie.

Fu solo il giro di vite al Ministero della Marina e delle Colonie e il ruolo centrale di due figure di spicco quali Baudry des Lozières e Moreau de Saint-Mery che rassicurò definitivamente i coloni sul nuovo corso che avrebbero preso i rapporti tra la Francia e le sue colonie. Non è casuale che fra gli entusiasti all’idea di recuperare la colonia vi figurava proprio Baudry des Lozières, che nel 1802 pubblicava il suo *Voyage à la Louisiane*, sperando che il testo potesse illuminare chiaramente i francesi sui benefici che si sarebbe potuto trarre dal territorio⁹⁹⁵. Anche il colono Berquin-Duvallon – che dal Maryland si era spostato in Louisiana con i suoi schiavi durante il suo esilio da Santo Domingo – una volta rientrato in Francia pubblicò entusiasta l’opera *Vue de la colonie espagnole du Mississippi* nella quale annunciava

⁹⁹² A questo proposito, ci sembra un po’ troppo approssimativa la considerazione di Yves Bénot riguardo la teoria di De Pradt e, al contrario, troppo severo il giudizio sulla recensione della *Décade* a proposito del testo. Le critiche mosse dalla *Décade*, infatti, non erano infatti indirizzate verso il programma di indipendenza promosso da De Pradt, quanto dal suo rancore verso l’Abbé Raynal e verso l’emancipazione come causa dei mali del sistema coloniale europeo. Yves Bénot, *La démente coloniale*, cit., pos. 5830 kindle.

⁹⁹³ M. De Pradt, *Les Trois Ages des Colonies*, pp. XXI-XXII.

⁹⁹⁴ Bernard Gainot, “Le laboratoire africain de la colonisation nouvelle”, cit.

⁹⁹⁵ [Narcisse Baudry des Lozières], *Voyage à la Louisiane, et sur le continent de l’Amérique septentrionale, fait dans les années 1794 à 1798*, Paris, Dentu, 1802: «Nous allons rentrer en possession de la Louisiane, et chacun raisonne sur cet objet suivant son intérêt personnel ou d’après les renseignements, souvent incertains, qu’il s’est procurés.». *Ivi*, p. VI.

la sua soddisfazione per il recupero del territorio da parte dei francesi, nella speranza che potesse essere un primo passo verso il recupero di Santo Domingo⁹⁹⁶.

Il sogno della Louisiana, come detto, durò poco e con la sconfitta a Santo Domingo di Leclerc e l'evacuazione delle truppe di Rochambeau, la colonia fu venduta agli Stati Uniti, che allargarono nettamente i loro territori e riuscirono così ad aprirsi il varco verso i territori dell'Ovest. A riprova che la Louisiana fosse vista come la "colonia delle colonie" sono le memorie posteriori del periodo imperiale che rimpiangevano la vendita del territorio come un'occasione perduta per poter riorganizzare da lì una spedizione per il recupero di Santo Domingo. Di questo partito era Alexandre Claude Procope Couteaux⁹⁹⁷, un altro colono impiegato al Ministero delle Relazioni nel 1807 estere che, spiegando le ragioni che avevano spinto a recuperare il territorio sulla base della memoria del console a New York Hauterive⁹⁹⁸, ricordava che la Louisiana avrebbe potuto approvvigionare Santo Domingo, essere il teatro di uno sviluppo agricolo senza precedenti e, infine, fornire una «barrière à l'ambition commerçante de la Grande Bretagne et à l'ambition colonisante de ses enfants émancipés [les américains]»⁹⁹⁹.

Pur non contestando la decisione dell'Imperatore di aver a suo tempo venduto il territorio agli americani, l'autore incoraggiava Napoleone a non perdere di vista le ragioni per le quali aveva recuperato la Louisiana dagli spagnoli e a perseverare nella stessa strategia quando le occasioni geopolitiche l'avrebbero permesso, appoggiandosi questa volta non più alla Louisiana, che oramai era perduta, bensì alla Guyana e alla parte spagnola di Santo Domingo:

«Il nous reste, entre les Tropiques, deux principales possessions dont nous devons, ce semble, nous empresser de tirer parti, et qui peuvent nous indemniser de la perte même de la Louisiane: l'une de ces possessions (la Guyane); [...] l'autre (Saint-Domingue), dont nous n'avions autrefois que le tiers, portée alors à un degré de

⁹⁹⁶ Berquin Duvallon, *Vue de la colonie espagnole du Mississippi, ou des Provinces de la Louisiane et Floride occidentale, en l'année 1802*, Paris, Imprimerie Expéditive, 1803. Anche lui, sulla linea di Baudry des Lozières, scriveva nella sua introduzione: «Quelle circonstance plus favorable à la publication d'un ouvrage de la nature de celui-ci, que le moment présent! La Colonie de la Louisiane, établie par la France, ensuite abandonnée par elle, ou, plutôt, par son ancien Gouvernement, à l'Espagne, et finalement remise, par cette dernière Puissance, à la Nation dont elle avait été violemment détachée, va, sous peu, redevenir française. Ce pays fixe actuellement l'attention de la métropole, et la sollicitude du gouvernement. Il paraît être ici l'objet et le point-de-mire d'une foule de spéculations diverses, agricoles, commerciales, et autres.». *Ivi*, p. V.

⁹⁹⁷ AN, AF/IV/1213, fol. 4, Alexandre Claude Procope Couteaux, *Des colonies (leur nécessité, leur peuplement, emploi des nègres, etc.)*, [1807].

⁹⁹⁸ AAE, 19MD/10, Hauterive, *Mémoire sur la situation politique de la France avec les États-Unis*.

⁹⁹⁹ AN, AF/IV/1213, fol. 4, Alexandre Claude Procope Couteaux, *Des colonies*, cit.

prospérité qui n'offrait pas encore la dixième partie des avantages qu'on pourrait tirer de la totalité».

Insomma, salvo le eccezioni come De Pradt, la gran parte dei coloni fu entusiasta del recupero del territorio della Louisiana quale chiaro segnale della politica coloniale che Bonaparte avrebbe deciso di intraprendere. Le resistenze verso la politica del secondo Direttorio si possono allora leggere alla luce degli eventi successivi senza timore di fare un'operazione teleologica che rischierebbe di leggere negli anni direttoriali scelte posteriori. È chiaro infatti, che il silenzio e il poco entusiasmo verso le forme di *colonisation nouvelle* andassero inserite nel latente scetticismo per una politica egualitaria, emancipatrice e, soprattutto, civilizzatrice delle popolazioni africane.

La prova del cinismo e delle resistenze dei coloni a qualsivoglia progetto civilizzatore verso i neri è ancora più chiara nelle reazioni ai progetti di neo-colonizzazione dell'Africa, sorti a partire dagli anni Ottanta del Settecento e che videro una ripresa di interesse negli anni 1797-1799. Già nel 1791, quando iniziò il lungo processo di messa in discussione della schiavitù, il presidente della *Société des Amis des Noirs* di Parigi, Étienne Clavière, formulò con chiarezza le linee direttrici del progetto di *colonisation nouvelle*: l'installazione di comunità produttive in Africa sarebbe stato il sostituto alla tratta negriera e all'importazione degli africani nel Nuovo Mondo. Poi, nel 1796, era Talleyrand a tracciare senza ambiguità la via da seguire per anticipare la caduta ineluttabile delle colonie schiaviste delle Antille, ricordando come fosse necessario «aller au-devant de ces grands changements; et la première idée qui s'offre à l'esprit, celle qui maène le plus de suppositions favorables, paraît être d'essayer cette culture aux lieux mêmes où naît le cultivateur»¹⁰⁰⁰.

Dei progetti di riorientamento delle modalità di valorizzazione delle colonie furono sviluppati non solo in Africa, ma anche nelle colonie olandesi nell'oceano Indiano e in quello Pacifico, così come nelle colonie spagnole dell'America latina. Questa dimensione di *nouvelle colonisation* si esprime chiaramente nella dinamica innescata dallo svedese Carl-Bernhard Wadström sul finire del XVIII secolo, a partire dal suo viaggio in Africa e dalle sue frequentazioni nel milieu riformatore inglese e francese. Insomma, l'obiettivo era innanzitutto quello di ragionare sul divenire delle colonie europee partendo dalla constatazione evidente che l'antico sistema basato su monopolio, tratta negriera e schiavitù non sarebbe potuto durare per sempre. I nuovi sistemi coloniali presentati avevano tutti in comune il rifiuto dello “spirito di

¹⁰⁰⁰ *Essai sur les avantages à retirer de colonies nouvelles dans les circonstances présentes, lu à la séance publique de l'Institut national le 15 thermidor an V*, Paris, Baudouin, p. 16.

conquista” ereditato dagli scritti più radicali dell’*Encyclopédie*, dal quale poi sarebbe dovuto nascere un vero e proprio partenariato tra le potenze europee e le nuove colonie, soprattutto africane¹⁰⁰¹.

Sebbene spesso di minore impatto sulla situazione coloniale o limitati all’iniziativa privata, questi esperimenti di neo-colonizzazione hanno sicuramente coinvolto la società francese della fine del XVIII secolo. E sebbene in tempi molto recenti alcuni storici abbiano ridimensionato il portato del riorientamento imperiale verso l’Africa per non confonderlo con lo sviluppo del neocolonialismo dell’Otto-Novecento, è indubbio che gli anni 1795-1802 spinsero a ripensare la via verso il sistema imperiale. Frutto della reazione al violento rifiuto della schiavitù da parte degli schiavi nelle colonie caraibiche francesi o di uno sforzo metropolitano per “liberarsi” del sistema coloniale d’Antico Regime, gli sforzi per trovare modi alternativi di costruire una nuova potenza coloniale francese animarono davvero i repubblicani. Da un lato vi erano coloro che continuavano ad affidare il futuro coloniale della Francia ai Caraibi e per i quali l’Africa poteva essere una fonte di manodopera che la Repubblica avrebbe dovuto reclutare per andare volontariamente nelle Antille. Dall’altro, vi erano quanti pensavano che il ruolo della Francia nelle Americhe fosse terminato e che credevano che l’Africa potesse diventare il teatro in cui la Repubblica avrebbe dovuto sviluppare le sue ambizioni coloniali. In ogni caso, gli autori sostenevano che entrambe le strategie avrebbero consentito ai francesi di conciliare i principi rivoluzionari con la necessità di manodopera nelle piantagioni o in ateliers creati appositamente¹⁰⁰².

Alcuni coloni aderirono alle proposte della *nouvelle colonisation*, particolarmente quelli che si arresero all’evidenza che non sarebbe più stato possibile obbligare gli africani a rientrare come schiavi nelle piantagioni. Tuttavia, è bene fare una precisazione relativamente ad una distinzione importante che caratterizza a nostro avviso la demarcazione tra i fautori della neo-colonizzazione e la gran parte dei coloni che avevano loro malgrado accettato l’emancipazione: l’ideale pedagogico della civilizzazione. I coloni sinceramente intenzionati a creare dei nuovi stabilimenti produttivi coloniali che rispettassero l’emancipazione dei neri erano pochi e ancor meno quelli che vedevano nel lavoro o nell’educazione un modo, sul lungo periodo, per civilizzare l’africano e permettergli di condividere i medesimi diritti civili, politici e sociali dei bianchi.

Anzi, proprio lo shock dell’abolizione generale e non graduale, spinse i coloni, davanti alla prova di forza, ad accettare sì l’emancipazione, ma a rifiutare la prossimità e

¹⁰⁰¹ Marcel Dorigny, Bernard Gainot (dir.), *La colonisation nouvelle*, cit.

¹⁰⁰² Pernille Røge, “The Directory and the Future of France’s Colonial Possessions in Africa, 1795-1802”, cit.

l'equiparazione tra neri e bianchi sul piano politico, sociale, morale e naturale. Per questo, davanti ai progetti di congiunzione del sistema coloniale con l'emancipazione generale bisogna fare attenzione al tema, tutto repubblicano e fortemente osteggiato dai coloni, della civilizzazione e della pedagogia quale discrimine tra una teoria propriamente neo-colonizzatrice e una conservatrice – che solo davanti alla prova degli eventi tentava di coniugare il fatto accaduto con nuove distinzioni sociali. Il rischio, altrimenti, è di inserire piani di reintegrazione dei coltivatori nelle piantagioni come quello di Marc-Antoine Avalle visto nel quarto capitolo o quello di Thomas Millet in questo capitolo, come casi di neo-colonizzazione con una funzione convintamente filantropica che, ad un'analisi attenta, non sembrava assolutamente presente e che al contrario, era spesso fortemente osteggiata.

I progetti di neo-colonizzazione vennero non solo profondamente osteggiati, ma pure derisi dalla gran parte dei coloni proprio per la pretesa di civilizzare e innalzare la popolazione africana al livello di quella europea:

«L'histoire de l'Afrique prouve que les Nègres ne sont pas susceptibles du degré de sociabilité des nations Européennes; lorsqu'on considère que le Nègre Créole, transplanté dans nos Colonies depuis 150 années & plus, n'a pas fait un pas vers la civilisation, il faut croire que c'est une espece à part, dans les êtres nombreux qui peuplent le globe. [...] Voilà ce que vous deviez représenter sans fin, à ces prétendus philanthropes, qui ont trompé l'Europe par leurs abstractions [...] Voilà ce que cette société, vraiment digne du respect & de l'admiration de tout l'univers, découvrira avant peu: la société généreuse & vraiment philanthropique de Sierra Leone, mérite les éloges de tous les hommes sensibles & les bénédictions de toutes les classes de la société; bientôt, & peut-être déjà, les expériences faites par ses ordres, ont résolu le problème de l'impossibilité des peuplades Nègres civilisées & divisées en sociétés; utiles à elles-mêmes & aux autres.»¹⁰⁰³.

La citazione è piuttosto lunga, ma meritava di essere riportata pressoché nella sua interezza. Si tratta infatti dell'unica opera del colono controrivoluzionario e agente degli inglesi Venault de Charmilly indirizzata a Bryan Edwards, deputato del Parlamento inglese¹⁰⁰⁴. Rifiutando il

¹⁰⁰³ Pierre-François Venault de Charmilly, *Lettre à M. Bryan Edwards, en réfutation de son oeuvre intitulée "Vues historiques sur la colonie française de Saint-Domingue"*, Londres, T. Baylis, 1797, pp. 213-214.

¹⁰⁰⁴ Olwyn M. Blouet, "Bryan Edwards and the Haitian Revolution", in David P. Geggus (dir.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina, 2001, pp. 44-57. Il punto di attrito tra Edwards e Venault de Charmilly aveva poco a vedere con l'abolizione della schiavitù, bensì con il rifiuto

principio per il quale fosse possibile civilizzare i neri, il colono traeva l'esempio proprio dall'esperimento della Sierra-Leone, uno dei casi più celebri di *colonisation nouvelle* britannica al quale aveva guardato con favore pure Edwards, che negli stessi anni stava valutando la possibilità di nuovi investimenti nelle terre africane¹⁰⁰⁵. Si trattava di un progetto nato su volontà degli abolizionisti inglesi per superare l'idea per la quale le terre tropicali non potevano essere valorizzate che tramite la manodopera servile¹⁰⁰⁶. Questo progetto di colonizzazione senza schiavitù, che doveva ovviamente mettere fine alla tratta dei neri in Africa, venne ripreso dagli abolizionisti francesi – in particolare dall'abbé Gregoire – e diffuso da diversi filosofi e viaggiatori, quale l'ingegnere svedese Carl-Bemhard Wadström¹⁰⁰⁷. Ironizzando sugli sforzi vani della Società nel tentare di civilizzare i neri e di educarli alla libertà tramite il lavoro della e nella propria terra, Charmilly si prendeva gioco dei risultati del progetto, sostenendo che l'unico insegnamento che se ne potesse trarre sarebbe la subordinazione naturale dei neri e la loro incapacità di vivere in società al pari dei bianchi. Di conseguenza, al di là del sarcasmo, Charmilly riconosceva un merito alla Società: quello di aver evidenziato i limiti della civilizzazione dei neri e quindi chiarito i gradi di civiltà tramite i quali andassero una volta per tutte definite le gerarchie sociali.

Anche alcuni coloni patrioti che lavorarono al servizio del Ministero della Marina e delle Colonie francese dal 1799 condivisero le posizioni di Charmilly, per il quale l'insediamento della Sierra-Leone era l'esempio chiarificatore del fallimento del progetto pedagogico abolizionista. Nonostante le buone intenzioni del fondatore Granville Sharp e il privilegio triennale riconosciuto dal Parlamento inglese nel 1790, una memoria anonima del 1799 ricordava come l'esperimento nel corso del tempo fosse naufragato e che gli intenti filantropici originali fossero venuti meno davanti all'evidenza della presunta inconciliabilità dei neri e della libertà, con conseguente inasprimento delle norme sulla manodopera forzata:

delle truppe inglesi: il primo infatti, tenne il 18 maggio 1797 un discorso al Parlamento inglese chiedendo l'evacuazione delle truppe britanniche da Santo Domingo sostenendo che le spese fossero estremamente onerose; a questa proposta si oppose Venault de Charmilly, che solo nell'intervento inglese e nel passaggio dell'isola nella sfera di influenza della Gran Bretagna intravedeva la miglior soluzione per pacificare e restaurare l'ordine. Le idee espresse nel discorso del 18 maggio, vennero poi elaborate e sviluppate dallo stesso Edwards nella celebre opera contro la quale si scagliò il testo di Charmilly: Bryan Edwards, *An Historical Survey of the French Colony in the Island of St. Domingo*, London, John Stockdale, 1797.

¹⁰⁰⁵ Si veda, tra le tante, Bryan Edwards, *The history, civil and commercial, of the British colonies in the West Indies*, voll.2, London, John Stockdale, 1794.

¹⁰⁰⁶ Bernard Gainot, "L'établissement libre de Sierra Leone, et les projets de colonisation nouvelle en Afrique (1783-1802), in *Cahiers Charles V*, 2009 (n°46), pp. 71-95.

¹⁰⁰⁷ Carl-Bemhard Wadström, *An Essay on Colonization, particularly applied to the Western Coast of Africa, with some free thoughts on cultivation and commerce; also brief descriptions of the colonies already formed, or attempted, in Africa, including those of Sierra Leona and Bulama*, London, Darton and Harvey, 1794.

«Les nègres, dit-on, n'y sont libres que de nom et le regime auquel ils sont soumis n'est pas moins dur que dans les colonies d'Amérique»¹⁰⁰⁸.

Questa presa di distanze dai progetti filantropici di neo-colonizzazione però non deve indurre a pensare che i coloni rifugiati non fossero interessati agli stabilimenti in Africa nella totalità. Ad un De Pradt che sosteneva con forza l'idea di operare un dominio basato sulla speculazione, il credito e il commercio, più che un dominio basato sulla sovranità diretta dei territori, vi erano poi coloni come Pierre-François Page che guardavano con favore agli esperimenti inglesi degli anni Novanta del Settecento in Africa e in India non per gli aspetti prettamente umanitari, quanto per quelli economici. Quest'ultimo, contrariamente a quanto ci si potesse aspettare analizzando la sua carriera costruita sulle accuse ai Commissari Sonthonax e Polverel, scrisse più memorie nelle quali prendeva atto dell'irreversibilità dell'emancipazione a Santo Domingo e sosteneva posizioni solo apparentemente in linea con i progetti della *colonisation nouvelle*¹⁰⁰⁹.

Salutando con favore la scelta di «administrer les colonies par des lois spéciales» come primo passo verso la «réorganisation de ces possessions, si essentiellement nécessaires au commerce de France», Page auspicava al recupero e alla restaurazione dell'economia della piantagione a Santo Domingo, così come alla ricerca di nuovi territori da colonizzare ben al di là delle Americhe. Sarebbe un errore leggere nelle proposte del colono l'abbandono di Santo Domingo per nuovi territori e nuove sperimentazioni filantropiche e coloniali come nel caso della rinata *Société des Amis des Noirs*: le tre memorie da lui inviate al Primo Console dimostravano al contrario l'unità di intenti e il desiderio di Page di ampliare quanto possibile il dominio coloniale della Francia nel mondo secondo nuove linee direttive¹⁰¹⁰. Infatti, le memorie ricalcavano tre diverse direzioni geografiche in cui il colono avrebbe desiderato che la Francia espandesse la propria potenza: le Antille, l'India e l'Africa.

Prendendo atto dell'inevitabilità dell'emancipazione dei neri a Santo Domingo, Pierre-François Page suggerì al Primo Console di reintegrare i coloni bianchi proprietari nelle loro piantagioni, operare un censimento delle terre incolte e abbandonate e rivenderle ai cittadini europei – bianchi! – che avrebbero a loro volta investito nelle terre al fine di renderle produttive

¹⁰⁰⁸ AAE, 4MD/17, *Essai sur l'esclavage et observations sur l'état présent des Colonies des Européens en Amérique*, [1799].

¹⁰⁰⁹ AN, AF/IV/1212, dossier n°7, Pierre-François Page, *Notes pour servir au Gouvernement dans ses combinaisons politiques et législatives relativement aux Colonies*, 1799; dossier n°15, Pierre-François Page, *Notes sur l'administration de la colonie de Saint-Domingue*, 1800.

ANOM, COL C6 20, fol. 63, Pierre-François Page, *Notes sur l'établissement des cultures coloniales en Égyptes et au Sénégal*, [1800].

¹⁰¹⁰ Pernille Røge, *Economists and the Reinvention of Empire. France in the Americas and Africa, c. 1750-1802*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019. Si veda particolarmente il capitolo 5, "A Revolutionary Crescendo", pp. 204-245.

e farle fruttare. In questo sistema di parcellizzazione e “ridistribuzione” delle terre erano inclusi i nuovi emigrati dall’Europa, che un po’ come per gli Stati Uniti sarebbero stati attratti dalla colonia per le possibilità di guadagno e, soprattutto, di acquisto della terra dopo un periodo di lavoro non pagato per rimborsare lo stato delle spese di trasporto controllato. Questi *prolétaires à gage*, come li definiva Page, avrebbero lavorato sulla terra a paga ridotta al fine di rimborsare la Repubblica delle spese di mantenimento e di viaggio nel Nuovo Mondo; una volta terminato il periodo di *engagement*, avrebbero allora potuto lavorare per i proprietari bianchi con un contratto legale, al fine di accumulare sufficiente denaro per diventare proprietari a loro volta. In questo sistema i neri erano sì liberi, ma all’ultimo gradino della gerarchia sociale, con stipendi inferiori ai bianchi per una pregiudiziale “oziosità” che li avrebbe portati naturalmente ad impegnarsi meno dei loro colleghi bianchi *engagés* e dunque a meritare per natura stipendi inferiori.

Inoltre, la speranza di Page era quella di attirare un tale numero di emigrati bianchi dall’Europa da poter equiparare il fenomeno che nello stesso tempo si stava verificando negli Stati Uniti:

«J’ai démontré combien le sol et le climat de Saint-Domingue l’emportent sur le climat et le sol des Etats-Unis; combien les moyens de fortune y sont plus faciles: cependant depuis vingt-ans les Etats-Unis ont accru leur population de cinq millions de personnes. St. Domingue s’élèvera rapidement à une semblable prospérité si, en Europe, en Amérique, des agents du gouvernement ont charge de chercher et faire passer, dans cette colonie, toutes personnes utiles»¹⁰¹¹.

Il fine ultimo era quello di ricorrere in misura minore alla manovalanza nera, fino a vederla, nel giro di qualche anno, scomparire dall’isola definitivamente. Per tali ragioni, era necessario tenerli distinti nei diritti politici, sociali e di proprietà rispetto ai bianchi, in modo da vigilare sul loro lavoro ed evitare che questi potessero concorrere alla gestione dell’isola¹⁰¹². Così, l’abolizione della tratta e l’emancipazione, fenomeni dai quali l’Europa avrebbe sempre meno dipeso vista l’inevitabilità della loro scomparsa, spinsero il colono a formulare nuove forme di sfruttamento delle risorse e della manodopera coloniale che riconoscessero la libertà ai neri, pur

¹⁰¹¹ AN, AF/IV/1212, dossier n°15, Pierre-François Page, *Notes sur l’administration*, cit.

¹⁰¹² *Ivi*, dossier n°7, Pierre-François Page, *Notes pour servir*, cit. «Je n’ai pas mis en question si le negre manœuvre serait libre, mais s’il pourrait devenir propriétaire. Le negre ne se croira vraiment libre que lorsqu’il pourra disposer de son travail. En lui donnant le complément de la liberté, on peut concilier son intérêt, celui de son ancien maître et la fortune publique.». *Ivi*, dossier n°15, Pierre-François Page, *Notes sur l’administration*, cit.

limitandone l'esistenza su tutti i fronti ad esclusione di quelli civili e costringendoli a lavorare sotto un severo regime di produzione¹⁰¹³.

Ricorrendo al solito luogo comune per cui i neri non potessero essere equiparati ai *blancs prolétaires* e alla constatazione per la quale la tratta non era più economicamente conveniente, Page passava ad immaginare come sarebbe stato possibile avviare un nuovo tipo di colonizzazione senza lo sfruttamento della manodopera e la deportazione degli africani a partire dall'esempio inglese in India e in Africa. A suo avviso, gli insediamenti indiani degli inglesi erano un esempio quanto mai adeguato di implementazione del sistema della piantagione laddove i coltivatori fossero sì liberi, ma mossi al lavoro forzato non solo dalle regole ferree dei bianchi proprietari e commercianti, bensì dalla stessa natura del suolo e dal carattere degli Indù rispetto a quello dei neri. A differenza delle Antille, dove secondo Page era sufficiente piantare un albero di banani per sfamarsi senza dover praticare alcuno sforzo, sia l'India che l'Africa erano territori nei quali era necessario impegnarsi alla coltivazione agricola per poter produrre il proprio sostentamento e dunque dove la natura oziosa dei neri si sarebbe scontrata con l'effettiva necessità di lavorare per non morire di fame. In una logica di sfruttamento della manodopera piuttosto spietata – e alquanto contemporanea, verrebbe da aggiungere! – Page connetteva allora la necessità alla sopravvivenza dei coltivatori con il proprio lavoro, immaginando un sistema per il quale questi avrebbero lavorato fino allo sfinimento e con il massimo impegno pur di ricevere una paga adeguata e pur di produrre quanto servisse loro per sopravvivere¹⁰¹⁴.

¹⁰¹³ «Le negre, plus que le blanc, il a besoin d'être invité au travail, à l'ordre. Que peut-on faire de mieux que de lui offrir en perspective, une récompense de ses bonnes moeurs de son zèle? Pourquoi ne le traiterait-on pas comme on traite le blanc prolétaire? Investé d'une possession territoriale il serait un exemple utile à tous. Toutes ces combinaisons sont fort bonnes en théorie, mais la pratique en démontre quelquefois le néant. Le négre est enclin à la paresse, veinement nous nous berçons des idées d'émulation, d'ambition, de luxe; ces idées entreront difficilement dans la tête du negre qui travaille. Avant tout le negre aime l'oisiveté, il faut donc des lois coercitive du travail, chez plusieurs la paresse ou le vagabondage l'emportaient sur la crainte et sur l'esperance, il faut alors des lois repressives du vagabondage.». *Ibidem*.

¹⁰¹⁴ «Lorsque sous les tropiques une population rare se trouve éparse sur une grande surface riche par la qualité du sol, elle y vit sans la peur, parce que le bananier et cent autre productions de même qualité y croissent presque sans culture. Mais lorsque, par la même latitude, une grande réunion d'hommes se trouve renfermée dans ses surfaces plus étroites, l'individu cherche, nécessairement, dans un travail plus opiniâtre, une plus grande fécondité: l'hindou achète une poignée de riz par une journée de travail, pendant que le negre et l'américain reposant, sans inquiétude pour le lendemain à l'ombre du végétal qui les nourrit. Dans l'application de ses institutions civiles et politiques aux colonies, le gouvernement ne saurait trop se pénétrer de cette vérité que je vais rendre plus sensible par une comparaison à prendre aux Antilles. Quatre cens mille negres, ou à peu-près, composent la population de St. Domingue. Si des mesures de police ne les dirigent impérativement et dans leurs relations sociales et dans l'emploi de leurs facultés, vous les verrez se réunir en hordes qui seront en raison des nations auxquelles chacun d'eux appartenait, dans son pays natal, disséminés sur une surface de huit mille lieux, n'ayant aucun des besoins que les jouissances et l'éducation nous donnent, chacun d'eux trouvera journellement sous sa main, une subsistance assurée et le complètement de ses desirs. Que ces quatre cens mille individus soient renfermés dans le quartier de Jeremie, sur une surface de cent cinquante lieux, chacun réduit à vivre, à peu près, d'un argent du terre, n'y trouvera plus le luxe de la nature; et la faim lui commandera le travail. C'est déjà beaucoup: cependant jusques là le negre n'est occupé que de sa conservation, sans aucun profit pour le commerce et les productions de la métropole. C'est

Al pari degli inglesi allora, che oramai avevano capito che la rovina del sistema coloniale com'era stato inteso fino ad ora nelle Antille fosse vicina, anche la Francia avrebbe dovuto aprirsi a nuovi mercati e a nuovi territori, non concentrando l'attività coloniale unicamente nell'Atlantico. Venuto a conoscenza delle trattative per la retrocessione della Louisiana, Page consigliava di fare relativo affidamento sui territori del Mississippi e dell'Amazzone e di considerarli solo come *comptoirs* di carattere commerciale:

«L'Amérique est destinée à des grandes révolutions; et les révolutions appartiendront toujours, soit dans leurs causes, soit dans leurs effets, au peuple qui commercera à la mer. Cet empire l'Angleterre allait le perdre par nos établissements agricoles aux Antilles. D'après les principes semés en Amérique nos possessions actuelles et celles que nous pouvions acquérir, directement ou indirectement, sur le Mississippi et les Amazones, ne peuvent être considérées que comme des comptoirs ou établissements commerciaux. Sans doute il faut en faire son profit autant possible: mais il serait imprudent d'y concentrer uniquement nos combinaisons agricoles et commerciales, lorsque l'Afrique nous présente plus de profit et plus de sûreté.»¹⁰¹⁵.

Al contrario, promuoveva gli investimenti nei domini costieri del Sénégal dove la Francia aveva già preso possesso dell'isola Saint Louis, quella di Gorée e del territorio sul mare allora chiamato regno di Galam. La *rivière de Sénégal* avrebbe procurato alla Repubblica non solo il legname utile per i cantieri navali e la marina, bensì anche terre fertili e proprie alla coltivazione delle piante tropicali e miniere dalle quali estrarre i metalli. Allo stesso modo, incoraggiava anche la conquista dell'Egitto, terra fertile e di grandi commerci, protetta dal Mar Rosso da un lato e dal deserto dall'altro, che avrebbe costituito un crocevia tra la Réunion, l'Africa meridionale, l'Arabia, la Persia e infine l'Oriente. Inoltre, grazie alla fertilità del territorio vicino al Nilo, anche lì vi si sarebbero potute coltivare le piante esotiche del mondo caraibico, come canna da zucchero, indaco, tabacco, caffè e cocciniglia.

Le voci favorevoli agli stabilimenti in Sénégal erano diverse, non solo al fine di assecondare i progetti di Pierre-François Page, ma anche per mantenere un avamposto in Africa

ici que des institutions sages peuvent enseigner au negre qu'avec une égale mesure de peine il peut obtenir des résultats différentes suivant l'application qu'il en fera et encore suivant la nature de sa culture il saura que le même champ qui, semé de ris ou d'autres graminées, suffirait à peine à sa nutrition, lui fournira une nourriture abondante et des jouissances nombreuses, lorsque planté de casier, il lui donnera des récoltes plus riches.». *Ivi*, dossier n°7, Pierre-François Page, *Notes pour servir*, cit

¹⁰¹⁵ *Ibidem*.

che avrebbe permesso di procurarsi facilmente e a costo minore la manodopera necessaria nelle Antille. Era questo il progetto di Berquin-Duvallon, che esaltava la possessione delle isole di Gorée e di Saint-Louis come luoghi di smistamento e di partenza dei neri che avrebbero dovuto dirigersi nel Nuovo Mondo come schiavi. Noncurante delle voci che nei primi dell'Ottocento si facevano sempre più insistenti verso l'abolizione della tratta, Berquin-Duvallon auspicava ad un ruolo più centrale della Francia nel commercio degli schiavi e, anche a tratta abolita, del traffico legale di *negres engagés* da inviare nelle isole caraibiche per lavorare nelle piantagioni. Anzi, diceva, su questo gli inglesi ancora una volta erano l'esempio da seguire e combattere sullo stesso piano, perché al colono non sfuggiva l'allargamento dei possedimenti inglesi sulle coste africane e l'impennata di migrazioni dall'Africa alle Americhe del Sud promossa dalle Compagnie inglesi private:

«A quoi servent, d'ailleurs, ces nombreux comptoirs que possède et fait valoir l'Angleterre sur cette immense côte occidentale de l'Afrique, à prendre des rives du Sénégal jusqu'à celles du Coanza, et quel est l'objet, important, majeur, du commerce qu'elle y entretient presque exclusivement? Croit-elle donc qu'en France, et ailleurs, on ignore que la branche essentielle de ce commerce est la traite des noirs qui s'y pratique assez facilement? [...] Croit-elle donc qu'on ignore, en Europe, que l'adoption générale des mesures tendantes à l'abolition de cette même traite, qu'elle sollicite, en cet instant, auprès des diverses Puissances de l'Europe, et surtout vis-à-vis de la France, elle réussirait ainsi à s'assurer, sourdement et sans éclat, l'exclusif monopole?»¹⁰¹⁶.

L'idea era più tarda rispetto a quelle presentate, ma rispecchiava perfettamente quella di altre memorie inviate al Ministero della Marina e delle Colonie che si auguravano la reintroduzione di una tratta nazionale gestita dallo Stato francese al fine di ridurre le spese di compravendita degli schiavi e di ammortizzare con il lavoro negli ateliers le spese di trasporto¹⁰¹⁷.

Mossa da una visione piuttosto tradizionale dell'Africa come bacino per la manodopera forzata, la proposta di Berquin Duvallon era il perfetto contraltare di un'ultima tipologia di interesse per gli insediamenti africani da parte dei coloni rifugiati che ci preme sottolineare: l'Africa come luogo di segregazione e confino delle popolazioni nere libere e ribelli all'autorità bianca francese ed europea. Abbiamo visto nell'introduzione al paragrafo che Valentin de

¹⁰¹⁶ Berquin Duvallon, *Sentimens des colons de Saint-Domingue envers leur monarque et leur patrie*, Paris, Panckoucke, 1814, pp. 20-21.

¹⁰¹⁷ AAE, 4MD/17, *Essai sur l'esclavage et observations*, cit.

Cullion attinse ampiamente dai piani di ripopolamento e di insediamento coloniale a carattere filantropico prodotti dalla letteratura abolizionista per dimostrare la natura irrimediabilmente inferiore dei neri e il fallimento di ogni progetto civilizzatore messo in atto dagli europei verso le popolazioni africane.

Non sorprende, che dietro alla figura di Valentin de Cullion vi fosse in realtà un coeso gruppo di coloni che avevano condiviso l'esilio negli Stati Uniti e che, a partire dal 1796, promossero una violenta politica di *racialisation* dei rapporti umani tra popolazioni bianche e nere dalla quale poi presero avvio tutte le teorie scientificamente razziste dell'Ottocento. Infatti, questa collaborazione transatlantica coinvolse un gran numero di coloni di spicco del panorama rivoluzionario e poi consolare che andò a riempire tutte le più alte cariche del Ministero della Marina e delle Colonie dal 1799 e che, tramite la crescente mole di pubblicazioni, accese un dibattito anche nell'opinione pubblica francese ed americana: si trattava dei coloni Louis-Narcisse Baudry des Lozières, di Jean Barré de Saint-Venant, di Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Mery, Barnabe O'Shiell, François Gautier – spesso erroneamente confuso con il colono François Laplace, come mostreremo a breve – Tanguy de la Boissière e Gabriel Legal¹⁰¹⁸. Al di là di un percorso biografico estremamente simile, questi *planteurs* di Santo Domingo avevano condiviso gli anni dell'esilio americano, spesso con legami di carattere editoriale e anche personale, e soprattutto tra il 1796 e il 1804 stipularono un sodalizio intellettuale che li avrebbe portati a condividere una medesima lettura dei destini dell'Impero coloniale francese e dei rapporti tra le popolazioni africane e quelle europee nel Nuovo Mondo.

Gli effetti di queste *liaisons dangereuses* sono particolarmente evidenti davanti alle impressioni che i coloni espressero riguardo il ruolo dei neri e dei mulatti nelle insurrezioni nell'isola, la loro emancipazione e la condizione che sarebbe stata loro concessa una volta ristabilito l'ordine. Senza soffermarci sulle ragioni della irrimediabile “corruzione morale e naturale” dei neri da loro proposte – sulle quali avremo modo di tornare nel prossimo paragrafo – intendiamo concentrarci solamente sul modo in cui queste teorie si intrecciassero al tema dell'Africa e dei nuovi insediamenti sulle coste del continente. Per farlo, ci concentreremo particolarmente su alcune loro celebri produzioni editoriali, che oggi come allora colpiscono profondamente l'immaginario del lettore con reazioni che possono andare dal più totale rifiuto allo stupore per la violenza delle proposizioni.

Il 12 marzo 1794 sulle colonne del *Courrier Politique* di Philadelphia appariva la pubblicità per la sottoscrizione ad un'opera dal *Prospectus* alquanto curioso, intitolata:

¹⁰¹⁸ Frances Sergeant Childs, *French refugee life in the United States*, cit; Gabriel Debien, *Un Colon niortais à Saint-Domingue*, cit.

*Introduction à un ouvrage relatif aux hommes de couleur et nègres libres des Antilles*¹⁰¹⁹. L'opera non vide mai la luce e provocò un importante dibattito tra la comunità dei coloni rifugiati a Philadelphia, particolarmente tra il suo autore e l'editore Tanguy de la Boissière e lo stampatore Peter Parent che ne appoggiarono e pubblicizzarono il progetto e il colono *royaliste* Louis-Armand Gatereau, che vi si oppose con tutte le sue forze¹⁰²⁰. L'autore di questo testo era il *planteurs* e negriero Barnabe O'Shiell, discendente di una ricca famiglia di origini irlandesi trapiantata a Nantes e a Santo Domingo e sebbene non sapremo mai quale potesse essere il contenuto effettivo del testo, dal *Prospectus* sappiamo però quale volesse essere l'obiettivo: la deportazione dei mulatti dall'isola di Santo Domingo verso quella di Saint-Louis in Sénégal.

Le ragioni addotte da Barnabe O'Shiell si basavano principalmente sull'accusa rivolta ai mulatti liberi di aver scatenato la guerra a Santo Domingo per via delle loro pretese di voler essere equiparati giuridicamente e politicamente ai bianchi. Anzi, convinto di ricevere un adeguato consenso, O'Shiell chiedeva ai lettori del *prospectus* di concorrere alla stesura del testo e a illuminare così l'opinione pubblica sulla strategia più efficace per organizzare la deportazione e «briser cette ligue anti-sociale et coloniale qui veut, en dépit de la raison, de la justice et de nos intérêts les plus chers et les plus sacrés, excuser, protéger et exalter une race infernale, procrée par les Euménide, et dont le crime forma contamment l'essence»¹⁰²¹. A preoccupare l'autore era la presenza di uomini corrotti nella natura, che pretendevano l'equiparazione con i bianchi per poi distruggere l'ordine sociale e impossessarsi dell'isola di Santo Domingo e porsi al loro posto, sterminando coloro che vi si sarebbero opposti.

A differenza dei neri, che sebbene ribelli dal 1791 e liberi dall'estate 1793 erano ritenuti delle creature senza intelletto e intraprendenza al servizio del complotto delle forze girondine e inglesi coordinate, i mulatti erano considerati come una categoria da eliminare nella sua essenza, quanto vero e proprio abominio della natura perché frutto dell'unione aberrante tra bianchi e neri. Criticando infatti le posizioni di Jaques-Pierre Brissot che ne aveva preso le difese nel 1791, sempre sulle pagine dell'*American Star* di Tanguy de la Boissière, O'Shiell scriveva:

«On nous annonce “qu'ils sont dans la colonie et comme les arbres qui l'ombragent, ils touchent du pied cette terre sur laquelle on a des droits”. Je prouverai en temps et lieu que leur naissance est un opprobre; leur liberté, un délit; leurs biens, une

¹⁰¹⁹ *Courrier Politique*, 12 marzo 1794, n°76.

¹⁰²⁰ *The American Star / L'Étoile Américaine*, cit., 18 marzo 1794, n°20; 22 marzo 1794, n°22; Louis-François-Roger-Armand Gatereau, *Réponse aux libelles séditieux publiés à Philadelphie contre les hommes de couleur de Saint-Domingue*, Philadelphie, s.e., 1796.

¹⁰²¹ Articolo di Barnabe O'Shiell contenuto in *The American Star / L'Étoile Américaine*, cit., 22 marzo 1794, n°22.

usurpation; et qu'on peut dans la rigueur du droit, et conformément à l'esprit de la justice la plus exacte, les dépouiller d'une propriété qu'ils ne possèdent qu'au détriment des héritiers légitimes et les réduire de nouveau dans un état dont ils ne sont sortis que par une infraction évidente à la loi. "Revenus ed leurs criminels égarements, ils peuvent y être très utiles." C'est là la question essentielle qu'il s'agit de démontrer autrement que par une assertion, et dont je m'engage de prouver la fausseté par une suite de faits et de raisonnements que je dois croire concluants et victorieux".»¹⁰²².

Per la prima volta si apriva alla possibilità di deportare in massa una categoria di persone sulla base del colore della pelle e, soprattutto, sulla base della "degenerazione" di questa categoria, corrotta dal *mélange* delle due razze di cui era figlia e della libertà alla quale aveva avuto accesso per via dell'usurpazione di un diritto valido solo per i loro padri bianchi.

Il progetto ebbe poco successo nell'immediato, come dimostra il naufragio dell'impresa editoriale stessa: oltre alla polemica sollevata, la velocità con la quale si dispiegarono gli avvenimenti successivi, compreso il decreto abolizionista del 16 pluvioso anno II, distolsero l'attenzione dal progetto, che divenne sempre più impossibile da immaginare. Tuttavia, la proposta di deportare quanti fossero stati corrotti "nella natura" dalla libertà fu un principio che si manifestò in più occasioni e sotto luci diverse, soprattutto nel pensiero dei coloni francesi che vissero anche solo per un breve periodo negli Stati Uniti. Il soggiorno americano, infatti, fu senza dubbio formativo per la circolazione di queste idee: come provano i recenti studi di Brandon Mills, la comparsa dei progetti di colonizzazione negli Stati Uniti fu una risposta ai timori delle insurrezioni degli schiavi negli Stati del Sud davanti a quanto stava avvenendo contemporaneamente a Santo Domingo¹⁰²³. Non a caso, i primi progetti degli anni Novanta guardavano prima ai territori dell'Ovest e poi a quelli dell'Africa come a dei possibili luoghi nei quali trasportare i neri ribelli e fondare delle "colonie libere" sullo stile della Sierra Leone al fine di allontanarli dalla società americana¹⁰²⁴.

Ovviamente, terreno privilegiato del dibattito fu la Virginia, anche grazie all'impulso di Thomas Jefferson, che già nelle sue *Letters on Virginia* accennava alla possibilità di creare degli insediamenti di neri liberi nell'Ovest al fine di separare quanti reclamassero la libertà e l'uguaglianza dagli altri schiavi, senza punirli o condannarli per ribellione¹⁰²⁵. Dietro

¹⁰²² *Ibidem*.

¹⁰²³ Brandon Mills, *The World Colonization Made. The Racial Geography of Early American Empire*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2020.

¹⁰²⁴ *Ivi*, pp. 1-28.

¹⁰²⁵ Thomas Jefferson, *Notes on the State of Virginia*, [Paris], s.e., [1785].

all'apparente scopo filantropico c'era, ovviamente, l'inquietudine di ordine pubblico: un dettaglio che non sfuggì certo ai coloni francesi, che commentando i primi testi che accennavano ai progetti di colonizzazione americana come quello di Thomas Jefferson o quello di St. George Tucker, *Dissertation on Slavery* del 1796, ricordavano che l'ambizione dei progetti fosse innanzitutto quella di allontanare i neri ribelli dalla piantagione e, solo in una seconda battuta, promuovere un'eventuale emancipazione graduale¹⁰²⁶.

Nei lavori successivi di O'Shiell, come in quelle di François Gautier, Valentin de Cullion e Baudry des Lozières, i riferimenti alle opere di Thomas Jefferson e St. George Tucker saranno molteplici, a tal punto che Cullion, nel suo *Examen de l'esclavage* del 1802, citando un passaggio di Jefferson a proposito degli schiavi della Virginia ricordava che la traduzione gli fosse stata fornita «par un ami, à Baltimore, M. O-Shiell, habitant de la partie du sud de Saint-Domingue retiré aux États-Unis»¹⁰²⁷ e onorava il testo del presidente degli Stati Uniti e quello dell'amico sui mulatti rimasto inedito, per la chiarezza espositiva e “le lungimiranti interpretazioni sulla natura dei neri”.

Le idee di Barnabe O'Shiell ebbero modo di circolare e di approdare a Parigi nel 1796 in una celebre opera dall'autorialità controversa, pubblicata anonima sotto il titolo di *Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue*¹⁰²⁸. Erroneamente attribuita al deputato ed ex-intendente di Santo Domingo François Barbé-Marbois – il catalogo della Bibliothèque Nationale de France ad oggi riporta ancora Barbé-Marbois quale autore – il lavoro è ritenuto essere frutto del colono François Laplace, già autore nascosto dietro l'anonimato della *Histoire des désastres de Saint-Domingue* del 1795¹⁰²⁹. Sebbene non sia questa la sede per discutere i fondamenti sui quali Jean-Charles Benzaken abbia ricostruito l'attribuzione dell'*Histoire* di François Laplace, ci sembra però doveroso fare una piccola digressione sull'autorialità della sua presunta opera gemella *Réflexions*, ad oggi attribuita frettolosamente al medesimo autore sulla base delle supposizioni di Jeremy Popkin¹⁰³⁰.

Nel 1800 il colono François Gautier presentava al Bureau del Ministero della Marina e delle Colonie una memoria indirizzata al Primo Console, dal titolo *Considérations sur les Colonies et particulièrement sur celle de St. Domingue, ou Réflexions sur les causes de sa ruine*,

¹⁰²⁶ St. George Tucker, *Dissertation on Slavery, with a proposal for the gradual abolition of it, in the State of Virginia*, Philadelphia, Mathew Carey, 1796.

¹⁰²⁷ Valentin de Cullion, *Examen de l'esclavage*, cit., pp. 109-110.

¹⁰²⁸ [François Gautier?], *Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue, ou Examen approfondi des causes de sa ruine et des mesures adoptées pour la rétablir*, voll. 2, Paris, Garnery, 1796.

¹⁰²⁹ [François Laplace?], *Histoire des désastres de Saint-Domingue, précédée d'un tableau du régime et des progrès de cette colonie*, Paris, Garnery, 1795.

¹⁰³⁰ Jean-Charles Benzaken, “Who was the author of L'Histoire des désastres de Saint-Domingue, published in Paris in the year III?”, in *French History*, 2009/2 (n°23), pp. 261-267; Jeremy Popkin, “L'offensive coloniale”, cit.

con l'intenzione di integrare un precedente testo pubblicato anonimo nel 1796¹⁰³¹. La memoria manoscritta, piuttosto lunga, è strutturata esattamente secondo lo stesso indice del testo delle *Réflexions* anonime pubblicate quattro anni prima e spesso riprende e corregge alcune varianti di quanto sostenuto nel 1796, adattando il testo ai tempi presenti. Si potrebbe pensare ad un plagio o ad una riappropriazione indebita del testo da parte di un uomo che voleva ad ogni costo brillare agli occhi di Bonaparte al fine di ottenere una posizione; eppure non sembrerebbe questo il caso, dato che in una missiva allegata alla nota salutava il Console ringraziandolo per il posto procurato al nipote che si sarebbe unito a lui al *Bureau*, lasciando presagire che il colono avesse già ottenuto il posto al momento in cui la lettera veniva scritta.

A confermare l'autorialità del testo è poi Louis-Narcisse Baudry de Lozières nel suo *Les égarements du nigrophilisme*, che nelle pagine finali dell'opera pubblicava un'appendice della *Liste des mémoires présentés adns les années 8 et 9* al Ministero della Marina e delle Colonie al fine di illustrare l'appoggio dei coloni alle sue teorie e alla scelta di intraprendere la campagna per il recupero di Santo Domingo¹⁰³². Verso la fine della lista, Baudry des Lozières apprezzava il testo di Gautier e ricordava che su decisione di Forfait il colono fosse nel frattempo divenuto sul collega al *bureau d'histoire et de législation* in qualità di *commis d'ordre*. Infine, a confermare ancora una volta l'autorialità del testo sono altre due memorie di Gautier, una del 1801 intitolata *Apperçu sur les intérêts du commerce maritime*, e l'altra del 1802, *Extrait d'un ouvrage du C. Gautier ex-chef de Division*, dove in entrambe, ancora una volta, il colono rivendicava di essere l'autore del testo¹⁰³³. La teoria sembra poi essere confermata dalle informazioni biografiche contenute proprio in *Réflexions*, che combaciano con le osservazioni biografiche scritte dal ministro plenipotenziario Adet al Ministro degli Affari Esteri nel 1796, quando allarmato Adet segnalava che il colono fosse partito per la Francia nonostante il ministro si fosse rifiutato di riconoscergli il passaporto per via delle sue simpatie filo-schiaviste¹⁰³⁴.

Ritornando all'opera del 1796 e potendo affermare che molto probabilmente l'autore è lo stesso François Gautier delle memorie del 1799-1802, è bene soffermarsi particolarmente sulle riflessioni riguardo l'esperienza dell'insediamento inglese in Sierra Leone, riconosciuto ancora una volta come un fallimento del tentativo di civilizzazione europea verso le popolazioni africane. Inoltre, aggiungeva che solo un paese come la Gran Bretagna con una produzione irrisoria delle sue *iles à sucre* potesse pensare di intraprendere un'operazione di colonizzazione delle terre africane: a suo avviso, questi esperimenti potevano essere utili ai paesi europei senza

¹⁰³¹ AN, AF/IV/1212, dossier n°21, *Considérations sur les Colonies et particulièrement sur celle de St. Domingue*.

¹⁰³² Louis-Narcisse Baudry des Lozières, *Les égarements du nigrophilisme*, Paris, Migneret, 1802, 285-286.

¹⁰³³ ANOM, COL CC9 A 28, dossier n°6, Gautier, *Apperçu sur les intérêts du commerce maritime*, frimaire an 10 [novembre 1801]; COL CC9 A 32, Gautier, *Extrait d'un ouvrage du C. Gautier ex-chef de Division*, 1802.

¹⁰³⁴ ANOM, COL CC9 A 11, foll. 13.

colonie, non certo alla Francia che era proprietaria di Santo Domingo, la più ricca e produttiva colonia del mondo¹⁰³⁵.

Inutile dal punto di vista degli investimenti coloniali, l'Africa però si rivelava uno spazio politicamente importante rispetto alla restaurazione dell'ordine nell'isola di Santo Domingo:

«Il faut compter sur l'efficacité, soit de la persuasion, soit de la contrainte. L'une et l'autre seraient également infructueuses envers des bêtes féroces, dont rien n'est capable désormais d'adoucir le naturel farouche. [...] Il n'y a rien à attendre de pareils hommes, et leur présence seule est un fléau dont il faut, à tout prix, se débarrasser. Qu'on les renvoie infester les déserts de l'Afrique, concurremment avec les lions et les panthères; ou bien qu'on leur donne une isle inhabitée à cultiver; qu'on leur fournisse des instruments de labourage, des graines; qu'on les comble, si l'on veut, de bienfaits: mais qu'on en purge cette terre désolée [Saint-Domingue], que leur présence frapperait de stérilité»¹⁰³⁶.

Il tema proposto da O'Shiell nel 1794 veniva rilanciato da Gautier, che lo generalizzava a tutta la categoria dei neri *égarés*, irriducibili al ritorno in schiavitù e all'obbedienza perché corrotti dalla libertà e dall'emancipazione, perché "inferociti" e "animaleschi" erano adesso più inclini che mai alla subordinazione e alla rivolta. Per tali ragioni, Gautier proponeva un'armata imponente che dopo aver sconfitto i cittadini neri, imprigionato i loro generali, avrebbe dovuto riorganizzare la società dell'isola e deportare quanti costituissero più un problema e un elemento di corruzione della società che una risorsa produttiva. L'allargamento alla categoria dei neri era una diretta conseguenza del decreto del 16 pluvioso anno II, che garantendo la libertà e i diritti politici al pari dei cittadini bianchi aveva, secondo Gautier, fatto precipitare la natura dei neri nell'abisso malevolo della ferocia animalesca, licenziosa e priva di qualsiasi limite del vivere in una società civilizzata.

Da qui, si sarebbe aperta una lunga tradizione di progetti di deportazione dei neri e dei mulatti, che lo stesso Gautier avrebbe ripreso nella sua memoria *Apperçu* raffinando quanto sostenuto nel 1796 e auspicando nel 1799 un ampliamento dei domini nel Senegal al solo scopo

¹⁰³⁵ [François Gautier?], *Réflexions sur la colonie*, cit., vol. 2, pp. 145-146: «Qu'on ne craigne plus la rivalité de l'Angleterre; qu'on ne voie plus d'un oeil jaloux, les établissements dont elle menace notre industrie et nos colonies, dans le Bengale, et ceux plus réels dont elle a jetté les fondements à Sierra-lione. De semblables essais ne conviennent qu'à un peuple qui possède les plus vastes ressources, et chez qui, mille branches florissantes de spéculations rendront toujours insensibles, les non-réussites partielles qu'il pourrait éprouver. Il n'appartenait qu'à un État, qui malgré son opulence et son immense commerce, ne possédait que de médiocres isles à sucre, de chercher, par tous les moyens, à égaler l'avantage que la France avait, à cet égard, sur lui.»

¹⁰³⁶ *Ivi*, pp. 186-187.

di poter deportare quanti più neri ribelli possibili con la promessa di accedere alla proprietà e alla sovranità nel territorio. Inoltre, la pena della deportazione negli insediamenti africani divenne pure una forma di bagno penale al quale potevano essere condannati anche i neri che si macchiavano di crimini non legati alla sedizione, come furti, omicidi, avvelenamenti, fughe ecc. Insomma, l'idea nata nella confusione degli anni 1791-1794 andava così raffinandosi e costruendosi attorno a delle chiare direttive di ordine pubblico e di separazione tra il mondo dei bianchi e quello dei neri, la cui armonia si basava sulla loro estraneità e non collisione; quando l'ordine così definito rischiava di vacillare, allora si poteva ricorrere alla deportazione come sicuro mezzo per estirpare alla radice qualsiasi commistione tra mondo sociale dei bianchi e mondo sociale dei neri e riconciliare gli equilibri in modo che quest'ultimo dovesse essere esclusivamente al servizio del primo¹⁰³⁷.

Non inventava dunque più nulla di nuovo Baudry des Lozières quando, recuperando tutte queste teorie, le sistematizzava in un passaggio della sua celebre opera *Les égarements du nigrophilisme*, promuovendo la possibilità di fondare delle colonie nere allo scopo di inviarvi gli schiavi ribelli e, soprattutto, per mettere fine alla «confusion indécente et nuisible» tra le due specie dei bianchi e dei neri:

«Avec le temps ils nous créeront une Colonie noire; et avec la gloire de l'avoir consolidée, ils auront toutes les distinctions dont leur orgueil est affamé. Alors plus d'inconvénients, et la nature, aussi bien que la raison, ne seront plus offensées par la confusion indécente et nuisible des Noirs avec les Blancs. Nous avons encore l'île de Batam au Sénégal; île vaste, délicieuse, jardin chéri de la nature, et que personne n'habite. Qu'une partie de nos Nègres insurgés aille s'y établir. [...]

Resterait pourtant la grande question de savoir s'il est de l'intérêt des nations principales d'avoir les Colonies noires. Comme je crois que dans le fond, elles ne seraient jamais dangereuses à l'Europe, si elles en étaient fort éloignées, je propose

¹⁰³⁷ «On ne peut se dissimuler que, d'après ce qui s'est passé, on aura toujours infiniment de peine à contenir ce qui reste de noirs à St. Domingue, et à les forcer au travail. Il serait alors bien à désirer qu'il fut possible de les déporter tous, ou au moins la partie de cette population la plus vicieuse, mais la force ne pouvant guère opérer cette évacuation, on tenterait de l'obtenir de la persuasion, en leur promettant en toute propriété ou souveraineté, un établissement sur les derrières de l'Isle St. Louis du Sénégal, en remontant le fleuve jusqu'à Galam, ou sur ceux même de la Guyane dont il faut convenir que nous ne tirons aucun parti. On objectera peut être que les derrières de nos établissements du Sénégal ne nous appartiennent pas; mais cette difficulté n'en étant pas une pour un homme d'Etat, je me dispenserai d'y répondre. P.S. Si au surplus on ne parvient pas à déterminer les noirs à cette émigration, la peine de déportation au moindre désordre et pour différentes autres délits dont la nature et l'espèce seront désignées, pourra leur être infligée. De manière qu'on parviendra insensiblement à purger la colonie des hommes dont la présence ne peut être que dangereuse pour la tranquillité publique et l'harmonie générale.». ANOM, COL CC9 A 28, Gautier, *Apperçu*, cit.

mon idée, comme philanthropique et politique, si toutefois elle n'est pas nuisible à la traite européenne.»¹⁰³⁸.

La storiografia ha sottolineato come questo testo, forse uno dei più duri manifesti dell'insorgere del concetto biologico di "razza", sia stato considerato più dagli storici che dai contemporanei. In effetti, da una lettera di Migneret a Baudry des Lozières pare che il volume riscontrò meno successi di quanti si aspettassero l'autore e l'editore¹⁰³⁹. Bisogna però fare attenzione a non confondere le difficoltà economiche e la diffusione del testo con il suo valore rispetto alla contemporaneità in cui era immerso: se è vero che l'opera non ebbe il successo sperato dall'editore – che, del resto, era un imprenditore il cui mestiere era guadagnare dalla vendita delle copie, e non dalla diffusione del messaggio – è vero però che il lavoro di Baudry des Lozières venne indirizzato principalmente ai suoi collaboratori e alle alte cariche della Repubblica consolare che si occuparono della materia coloniale, sia dal punto di vista politico che economico e militare al momento della spedizione. La lista generale di cui abbiamo accennato pocanzi infatti, lascia pensare che si trattasse più di un testo dedicato agli uomini che lavoravano per il governo o che avevano interessi coloniali, più che per il largo pubblico.

Inoltre, abbiamo avuto modo di dimostrare relativamente ai progetti di colonizzazione dell'Africa e di deportazione dei ribelli dall'isola di Santo Domingo che le idee esposte da Baudry des Lozières non fossero un *unicum* nella cultura francese durante il Consolato e che fossero già ben più diffuse di quanto si possa pensare. Baudry des Lozières ha avuto il merito, che noi storici gli riconosciamo citandolo più di qualsiasi altro autore che lavorò sul tema, di sistematizzare idee provenienti dal mondo ostile all'emancipazione e al riconoscimento dell'uguaglianza tra cittadini bianchi e cittadini neri, riassumendo temi in voga non solo in Francia, ma anche negli Stati Uniti e in Inghilterra.

Operazioni di questo genere erano molto in voga negli anni 1796-1797 e poi in quelli del 1799-1804, prima che la sconfitta definitiva delle truppe di Rochambeau smorzasse gli entusiasmi e forzasse i coloni ad optare per nuove strategie e per un ripiegamento dei propri interessi sul fronte europeo. Abbiamo visto inoltre, in apertura di questo paragrafo, come lo stesso Valentin de Cullion, in un'opera molto più poderosa e randomica rispetto a quella di Baudry des Lozières, cercasse di tenere assieme tutti gli elementi emersi negli anni precedenti al 1802, coniugando addirittura la letteratura abolizionista con quella fortemente conservatrice

¹⁰³⁸ Louis-Narcisse Baudry des Lozières, *Les égarements du nigrophilisme*, cit., pp. 139-140.

¹⁰³⁹ Wanquet C., "Un réquisitoire contre l'abolition de l'esclavage: Les égarements du nigrophilisme de Louis Narcisse Baudry Deslozières", in Yves Benot, Marcel Dorigny (dir.), *1802. Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 29-50; BNF, NAF 22084 *Papiers de Baudry des Lozières*.

e segnalando testi di diversa provenienza, dall'inedito di Philadelphia del suo amico Barnabe O'Shiell, all'abolizionista Saint-Pierre e all'abbé Raynal, fino al testo delle *Notes on the State of Virginia* di Thomas Jefferson.

Paradossalmente, il successo dell'opera di Cullion fu nettamente superiore a quello di Baudry des Lozières, al punto che più di un quotidiano si prodigò in entusiaste recensioni del testo, proprio per gli esempi e gli autori citati, che davano una sorta di veridicità ai suoi enunciati nonostante la lunghezza della trattazione e la ridondanza dei temi,¹⁰⁴⁰. Così, tutti gli autori che avevano segnato il dibattito sulla schiavitù negli ultimi quindici anni venivano coerentemente legati tra loro da Valentin de Cullion in una trattazione che ne trasformava i messaggi originali e li piegava alla sua dimostrazione; un'operazione particolarmente evidente quando si trattava di presentare gli esperimenti della neo-colonizzazione filantropica applaudita dagli abolizionisti radicali durante il Direttorio e nei primi anni del Consolato. Il fallimento dei progetti, la constatazione che i neri non riuscissero a civilizzarsi né a contatto con i bianchi, né con l'ottenimento della libertà nella loro terra natia sotto la guida della pedagogia civilizzatrice europea, giustificava allora la supremazia dell'Europa sul mondo e lo sfruttamento del sistema coloniale così com'era stato conosciuto almeno fino al 1789. L'Africa, rispetto all'Europa, diveniva per Cullion la metafora di quello che i neri rappresentavano rispetto ai bianchi: «Tout est monstrueux en Afrique, l'espèce des hommes, des végétaux, des animaux. L'on peut tirer de là de fortes inductions à ajouter au chapitre où l'on traite du *moral des nègres*.»¹⁰⁴¹.

Il discorso non era solo più basato su *come* ricostruire il sistema coloniale francese, bensì *perché* ricostruirlo: il paradigma emancipatore degli anni 1789-1799 – con tutte le sue distorsioni – di una tutela europea verso un mondo infante che sarebbe divenuto adulto grazie all'emancipazione rivoluzionaria, si trasformava in un messaggio di tutela dell'Europa per l'Europa, in cui il resto del mondo, brutalizzato e brutalizzante, doveva essere esplorato, sfruttato e tenuto a debita distanza. Il dibattito glissava così dal dualismo tra abolizione / schiavitù, a quello tra inferiorità / dominazione, dove prevalevano i discorsi di segregazione fisica, morale e biologica degli individui e degli spazi geografici.

¹⁰⁴⁰ Si veda, ad esempio, la lunga recensione sul *Journal des débats et loix du pouvoir législatif et des actes du gouvernement*, 8 febbraio 1803.

¹⁰⁴¹ Valentin de Cullion, *Examen de l'esclavage*, cit., p. 294.

5.3 «Il a des parens à la côte»: proprietà, cittadinanza, colore e natura

«Le rétablissement de l'ancien système de colonisation est son but. Pour y arriver, il examine l'esclavage en général, et ne le trouve opposé, sous aucun rapport, à la nature de l'homme, soit que par abstraction il le considère avant la formation des sociétés, soit qu'il le suive dans l'état social. L'esclavage est une conséquence nécessaire des opérations de la nature, et de l'imperfectibilité de l'espèce humaine s'agitant perpétuellement dans un cercle qu'il lui est impossible de dépasser. [...] Il ne s'agit donc pas de remonter au berceau du monde, et de redresser tout ce qu'il renferme de défectueux, mais seulement de tirer de ce qui s'y trouve la parti meilleur.»¹⁰⁴².

Nello stato sociale, così come nello stato naturale, nella storia, così come nell'immutabilità del tempo: la schiavitù c'era e ci sarebbe sempre stata, un fenomeno a-storico, come a-storica era l'imperfettibilità umana. Quello che il recensore anonimo firmato "K..." taceva dell'opera di Valentin de Cullion però, era che per a-storica imperfettibilità umana, più di ogni altra cosa, l'autore intendeva l'infamante *noirceur* della pelle nera. Alla sua comparsa sul finire del 1802, l'opera di Valentin de Cullion *Examen de l'esclavage* ebbe un gran successo, venne recensita sia in Francia, sia negli Stati Uniti, grazie soprattutto all'attivismo dei suoi colleghi e amici rimasti in America¹⁰⁴³. Chi da lì in avanti si dedicò ai progetti di riconquista dell'isola di Santo Domingo e di restaurazione della schiavitù riponeva l'attenzione del lettore sul testo di Cullion e ne esaltava la razionalità dell'esposizione al fine di dimostrare i benefici effetti del sistema coloniale moderno.

Il testo di Valentin de Cullion però era molto più di un semplice inno alla restaurazione dell'Antico Regime e al suo sistema coloniale a tutto tondo: lungi dal rimpiangere i tempi passati, il colono al contrario si conformava alle nuove tendenze della società e le coordinava sapientemente in una dissertazione che guardava alla modernità nei fondamenti teorici, pur ribadendo posizioni estremamente reazionarie nei suoi effetti. A differenza della gran parte dei testi precedenti, che si erano dedicati al rapporto tra la Madrepatria e le colonie integrando diritto internazionale, analisi dei consumi e del lusso coloniale, diritto alla rappresentanza, validità del monopolio metropolitano, tratta e manodopera forzata o libera, il testo si

¹⁰⁴² *Journal des Débats et loix du pouvoir législatif et des Actes du Gouvernement*, 8 febbraio 1803, p. 4.

¹⁰⁴³ *Courrier Politique*, 25 marzo 1803, n°148; Valentin de Cullion, *Examen de l'esclavage*, cit.

concentrava esclusivamente e quasi morbosamente sulla schiavitù e sugli schiavi africani¹⁰⁴⁴. Si trattava di una summa di argomentazioni che, partendo da un'erudita analisi degli scritti più celebri dei *philosophes* e degli eventi rivoluzionari, si concentrava sempre più sul rapporto tra la schiavitù e la Rivoluzione, tra la figura del nero africano e la libertà, al fine di dimostrare, con un armamentario recuperato dalla tradizione rivoluzionaria, l'irriconciliabilità tra la natura dei neri e quella dei bianchi e l'evidente superiorità di questi ultimi a partire dalla pigmentazione della pelle.

Benché su posizioni non molto differenti, l'impostazione del lavoro di Cullion era però molto diversa dalla contemporanea *Histoire naturelle du genre humain* pubblicata da Jules-Joseph Virey¹⁰⁴⁵: a differenza di quest'ultimo, non si trattava di una disquisizione *savante* e scientifica sull'origine dell'uomo e delle razze, bensì di una risposta chiara alle teorie abolizioniste ed emancipatrici che facevano dei neri esseri perfettibili e in grado di sviluppare la propria persona sulla base della libertà civilizzatrice loro concessagli. Raccogliendo osservazioni di carattere giuridico, politico, antropologico, culturale, sociale, scientifico e pseudo-biologico, l'opera di Valentin de Cullion coagulava le tendenze filo-schiaviste e *racialistes* che avevano dominato il milieu conservatore e controrivoluzionario a partire dal decreto del 16 pluviôse anno II. Il testo non era una dotta disquisizione sulla classificazione delle specie del mondo animale e delle razze umane sullo stile di quelle elaborate nel mondo delle Accademie scientifiche della fine del XVIII secolo: l'intento non era quello di spiegare le origini dell'umanità e le ragioni delle proprie differenze, bensì quella di indicare al lettore perché la diversità congenita dei neri chiaramente identificabile nel colore della loro pelle fosse una ragione sufficiente per la riconsegna politica, morale e sociale allo stato di subordinazione ai bianchi per eccellenza: la schiavitù.

Difendere l'antico sistema coloniale ad ogni costo aveva significato per i coloni reagire con prontezza alle sollecitazioni del mondo politico, prima ancora che scientifico. La loro stessa formazione li sovrapponeva solo parzialmente al mondo *savant* delle accademie di medicina frequentate da Virey e molti in realtà condividevano un passato di grandi o medi proprietari terrieri nelle colonie, con il bagaglio di conoscenze pratiche di carattere agricolo e commerciale che gestire una piantagione richiedeva¹⁰⁴⁶. Anzi, il richiamo alle loro competenze coloniali, alla

¹⁰⁴⁴ È sufficiente, infatti, concentrarsi sull'ordine e i temi dei capitoli per constatare come il testo di de Cullion fosse interamente dedicato a progettare una nuova e moderna risposta all'abolizione e ai suoi sostenitori. Si veda l'annesso n°21.

¹⁰⁴⁵ Jules-Joseph Virey, *Histoire naturelle du genre humain*, Paris, Dufart, 1801.

¹⁰⁴⁶ Claude Blanckaert, "1800 – Le moment «naturaliste» des sciences de l'homme», in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2000/2 (n°3), pp. 117-160; Trevor Burnard, John Garrigus (dir.), *The Plantation Machine: Atlantic Capitalism in French Saint-Domingue*, cit.; Philip Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex*, cit.; Onni Gust, *Unhomely Empire. Whiteness and Belonging, c. 1760-1830*, London, Bloomsbury, 2021.

vicinanza quotidiana con i neri nelle piantagioni e alla conoscenza approfondita della società coloniale di fine Settecento era costante nei testi prodotti dai coloni, che si trattasse di discussioni generali di diritto internazionale o di riorganizzare il sistema imperiale francese e il suo rapporto tra centro e periferie¹⁰⁴⁷. Peraltro, quello che era essenziale per i coloni era poter coniugare il sistema imperiale coloniale francese con le istanze rivoluzionarie nella loro complessa elaborazione e continua elaborazione.

Con questo, si intende dire che i coloni per primi si resero conto dell'irreversibilità dei principi rivoluzionari e di alcune prese di posizione della Madrepatria rispetto al Nuovo Mondo, davanti alle quali ritennero necessario adeguarsi per poter salvaguardare le gerarchie tradizionali delle colonie e poter contrattaccare da una posizione di forza alle sfide che di volta in volta emergevano. Più che un ritorno all'Antico Regime, si trattava allora di una continua rielaborazione del sistema rivoluzionario vigente e di un continuo adeguamento delle proprie concezioni rispetto ai cambiamenti in corso. Insomma, anche da destra – almeno per quella di carattere conservatrice, incarnata nella figura dei coloni patrioti in esilio tra Francia e Stati Uniti – si trattava di rispondere al problema dell'*operativité* del progetto repubblicano una volta proclamata l'emancipazione generale della schiavitù e decisa l'integrazione repubblicana.

Come abbiamo già visto, questa discussione aprì a molte soluzioni differenti, spesso contraddittorie e non sempre pienamente compiute, che sollevarono più interrogativi che risposte coerenti e che spezzarono la presunta unità del mondo dei *planteurs* davanti a due questioni: il dibattito attorno al monopolio del commercio dei prodotti coloniali e, soprattutto, l'applicazione della *Dichiarazione dei Diritti dell'Uomo e del Cittadino* nelle colonie. Fino a questo momento, l'intento dell'elaborato è stato quello di ricostruire gli sforzi delle lobbies coloniali di fronte alle sfide di ordine politico: innanzitutto i coloni cercarono di far riconoscere i propri rappresentanti al fine di partecipare attivamente alla vita politica della Francia metropolitana; in secondo luogo, abbiamo illustrato il loro intervento e le loro opinioni in merito alla politica estera e alla costruzione di un sistema atlantico alternativo a quello immaginato dai

¹⁰⁴⁷ Per non rischiare di essere ridondanti nell'elencare gli incipit delle centinaia – se non quasi migliaia – di testi manoscritti e a stampa prodotti dai coloni tra il 1789 e il 1814, ci si limita a riportare quanto scritto dal censore dell'opera di Cullion a proposito della sua esperienza decennale nelle colonie, che ben dimostra come l'essere colono fosse divenuto sinonimo di autorevolezza in materia coloniale sotto qualsivoglia punto di vista: «Possesseur de nègres pendant plus de trente années, vivant habituellement parmi eux, il a pu juger leur caractère et leurs mœurs. Ruiné par leur révolte, à peine échappé à leur fureur, il a d'excellentes raisons pour ne pas les juger avec les sentiments d'un *nérophile*. Il faut voir au surplus ce qu'il en dit dans l'ouvrage même. Il a pris en tout point le contre-pied de la philosophie moderne, et c'est à notre avis un moyen assez sûr de ne pas s'égarer.». *Journal des Débats et lois du pouvoir législatif et des Actes du Gouvernement*, 8 febbraio 1803, p. 4. Oppure, ad esempio, citiamo quanto scriveva il colono e *négociant* Gabriel Legal: «Tout ce que je pourrai dire sera puisé dans l'expérience journalière, que j'ai faite pendant huit années consécutives, & dans un état qui m'a permis d'avoir affaire à ce que l'on appelle premiers & derniers individus de la colonie». Gabriel Legal, *Observations sur tout ce qui concerne les colonies d'Amérique, notamment celle de Saint-Domingue*, [Paris], s.e., [1798].

girondini e dai Commissari della Repubblica; infine, abbiamo poi analizzato le reazioni al progetto costituzionale e, più nel dettaglio, al processo di integrazione repubblicana dei territori coloniali, con particolare attenzione alle discussioni in seno alla Repubblica direttoriale riguardo il ruolo che avrebbero dovuto ricoprire i coloni nelle nuove strategie repubblicane. In questo quadro, vi era però un denominatore comune che è più volte emerso nel corso della trattazione: il confronto con il problema dell'emancipazione generale e l'universalità della *Dichiarazione dei diritti dell'uomo e del cittadino*.

Si potrebbe generalmente sostenere che il rifiuto del riconoscimento della libertà e dell'uguaglianza dei neri nel diritto fosse l'eredità di precedenti concezioni che assecondavano la schiavitù sotto il segno del determinismo climatico o della tradizionale giustificazione religiosa o per conquista elaborate durante il secolo dei Lumi¹⁰⁴⁸. Eppure, arrestandoci ad una tale constatazione sembrerebbe difficilmente spiegabile la comunanza di idee di un medico e letterato come Virey e di un colono schiavista come Cullion nel 1802, entrambi allineati su una stigmatizzazione dell'africano che, come ha osservato la storiografia, aveva ben diversa origine rispetto ai principi filo-schiavisti dei *Lumières*¹⁰⁴⁹.

I fondamenti del rifiuto dell'emancipazione, così come le teorie *racialistes* della prima metà dell'Ottocento, furono figli della reazione alla Rivoluzione e, più nel dettaglio, al decreto del 16 pluvioso anno II. Sembrerebbe una constatazione banale, eppure alla luce dell'interesse crescente sulle questioni relative al concetto di razza, ai Lumi e al loro rapporto con l'universalismo e la schiavitù non è affatto scontato ricordarlo. La rottura tra il *prima* dell'Ottantanove e il *dopo* la Restaurazione è talmente scontata che solo raramente gli storici del pregiudizio razziale e delle teorie prescientifiche hanno cercato di confrontarsi direttamente

¹⁰⁴⁸ A differenza che per gli anni rivoluzionari, sulle discussioni dei Lumi attorno alla schiavitù e alla sua abolizione la bibliografia è terminata. Ci si limita a segnalare particolarmente Laurent Dubois, "An Enslaved Enlightenment: Rethinking the Intellectual History of the French Atlantic", in *Social History*, 2006/1 (n°31); Jean Erhard, *Lumières et esclavage. L'esclavage colonial et l'opinion publique en France au XVIIIe siècle*, André Versaille éditeur, 2008; Alessandro Tuccillo, *Il commercio infame. Antischiavismo e diritti dell'uomo nel Settecento italiano*, Napoli, Cliopress, 2013; Claude-Olivier Doron, *L'homme altéré. Races et dégénérescence (XVIIe-XIXe siècles)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2016; Patrizia Delpiano, "Schiavi, illuministi, storici" in Rivista storica italiana, CXXVIII, 2016/3, pp. 891-920; Patrizia Delpiano, "Filoschiavismo e antiphilosophie nella Francia dei Lumi", in *Studi storici*, 2019/3, pp. 493-523; Silvia Sebastiani, "Les Lumières et l'esclavage", in Paulin Ismard, Benedetta Rossi, Cécile Vidal (dir.), *Les mondes de l'esclavage. Une histoire comparée*, Paris, Seuil, 2021, pp. 535-545; Henry Louis Gates, Andrew S. Curran (dir.), *Who's Black and Why? A Hidden Chapter from the Eighteenth-Century Invention of Race*, Cambridge, The Belknap Press, 2022.

¹⁰⁴⁹ Yves Benot, Marcel Dorigny (dir.), *1802. Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 29-50; Pierre Serna, "Tenir les noirs à l'œil. Hypothèse pour une «iconoirlogie»", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1, pp. 171-191; Patrizia Delpiano, "Filoschiavismo e antiphilosophie", cit.; Andrew S. Curran, *L'Anatomie de la noirceur. Science et esclavage à l'âge des Lumières*, Paris, Classiques Garnier, 2017; Ian Coller, Manuel Covo, Bruno Maillard, Jennifer Palmer, Karine Rance, Éric Saunier, Cécile Vidal, "Race et Révolution française", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2022/4 (n°410), pp. 139-162.

con i testi di questi anni, rifugiandosi in lunghe comparazioni tra gli autori dei Lumi e quelli posteriori almeno al 1799, se non addirittura post-1814¹⁰⁵⁰.

Più che ai precetti biblici sull'ordine divino, al diritto per conquista o alle teorie dei fluidi e dei climi, nelle loro opere e memorie i coloni fecero sempre più riferimento alle parole d'ordine della Rivoluzione, come proprietà, cittadinanza, nazione e diritto naturale. L'utilizzo di questi termini non era solamente una strategia retorica, ma rispondeva al più ampio fenomeno di risemantizzazione del lessico rivoluzionario, che i coloni colsero per ristabilire un nuovo rapporto tra dominanti e dominati funzionale all'ordine coloniale e al sistema della piantagione.

Accanto a questi termini però, ne apparve un altro: il colore nero. Articolati e disarticolati dai concetti rivoluzionari a seconda dell'obiettivo polemico, «le noir», «la couleur», «la noirceur», divennero sempre più presenti nel discorso dei coloni fino a ricoprire un vero e proprio *topos* nelle loro memorie, un elemento di distinzione tra i francesi e gli africani, tra i padroni e gli schiavi. Il concetto di «race» si legava sempre più al colore della pigmentazione della pelle quale segno evidente ed esteriore di una degenerazione fisica e morale inscritta nella natura, ereditaria e imperfettibile. Tuttavia, in questa fase, il colore della pelle non era ancora l'unico fattore determinante dell'ordine sociale: esso infatti si combinava, in opposizione o in assimilazione, con altre categorie d'identificazione, quali quella di cittadino francese, di proprietario e, addirittura, di umano.

Prima di entrare nel vivo dell'analisi, si impone una riflessione terminologica e storiografica al tempo stesso. In italiano, con il termine “razza” la voce dell'Enciclopedia Treccani identifica quel

«raggruppamento di individui che presentano un insieme di caratteri fisici ereditari comuni. Nel caso dell'uomo, tali caratteri si riferiscono a caratteristiche somatiche (colore della pelle, tipo di capelli, forma del viso, del naso, degli occhi ecc.), indipendentemente da nazionalità, lingua, costumi, ma il concetto di r. umana è considerato destituito di validità scientifica, dacché l'antropologia fisica e l'evoluzionismo hanno dimostrato che non esistono gruppi razziali fissi o discontinui. [...]»¹⁰⁵¹.

Il senso che ricopre oggi nella lingua francese è pressoché identico a quello italiano, sebbene nella voce del Dizionario Labrousse il significato dell'espressione per il mondo animale è

¹⁰⁵⁰ Per una rassegna storiografica sull'approccio al problema si veda il recente articolo di Frédéric Regent, “Du préjugé de couleur au préjugé de race, le cas des Antilles françaises”, cit.

¹⁰⁵¹ Voce “razza” del Dizionario Treccani Online, <https://www.treccani.it/enciclopedia/razza/>.

tenuto debitamente separato da quello per l'umanità, al cui capoverso si specifica infatti che il termine «race» applicato agli umani è una:

«Ancienne catégorisation de l'espèce humaine selon des critères morphologiques ou culturels, sans aucune base scientifique et dont l'emploi est au fondement des divers racismes et de leurs pratiques»¹⁰⁵².

Le voci dei due dizionari ricalcano le più recenti teorie biologiche e genetiche sulla diversità umana, che – per citare la sintesi del genetista Barbujani – affermando come gli uomini discendano tutti dalla stessa specie e come la biodiversità sia il prodotto di tendenze plurimillinarie alla mobilità, alla fertilità e al mescolamento, rilevano le contraddizioni profonde tra le evidenze scientifiche e l'attualità dell'ideologia della razza¹⁰⁵³.

Se per la voce «razzismo» valgono le stesse regole della voce «razza»¹⁰⁵⁴, più complesso è l'utilizzo del termine francese «racialisme», che in italiano potremmo indicare letteralmente con il neologismo «razzialismo». Secondo la definizione di Benoît Massin, con *racialisme* si indica «les théories faisant de la race ou des conflits de race le facteur déterminant dans l'évolution des sociétés humaines»¹⁰⁵⁵ e dunque quell'insieme di dottrine pseudoscientifiche che pretesero di spiegare i fenomeni sociali tramite dei fattori ereditari e a base razziale¹⁰⁵⁶. In italiano, il termine fa la sua comparsa come neologismo nel testo del filosofo e saggista Tzvetan Todorov, *Noi e gli altri*¹⁰⁵⁷, per significare una politica basata su conoscenze pseudoscientifiche elaborate a partire dal XVIII secolo secondo quattro proposizioni fondamentali: l'esistenza delle razze come raggruppamenti umani che condividono caratteri fisici comuni; la relazione causale tra le differenze fisiche e quelle culturali e sociali; l'azione del gruppo sull'individuo; una gerarchia unica dei valori, sulla base della quale ordinare le culture come superiori o inferiori.

¹⁰⁵² Voce «race» del Dizionario Labrousse Online: <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/race/65899>.

¹⁰⁵³ Guido Barbujani, *L'invenzione delle razze. Capire la biodiversità umana*, Milano, Bompiani, 2018 (1° edizione del 2006).

¹⁰⁵⁴ «Razzismo: concezione fondata sul presupposto che esistano razze umane biologicamente e storicamente superiori ad altre razze. È alla base di una prassi politica volta, con discriminazioni e persecuzioni, a garantire la "purezza" e il predominio della "razza superiore"». Voce «razzismo» del Dizionario Treccani Online, <https://www.treccani.it/enciclopedia/ricerca/razzismo/?search=razzismo>; «Racisme: idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, autrefois appelés "races"; comportement inspiré par cette idéologie.». Voce «racisme» del Dizionario Labrousse Online: <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/racisme/65932>.

¹⁰⁵⁵ Benoît Massin, «Lutte des classes, lutte des races», in Claude Blanckaert (dir.), *Des Sciences contre l'homme*, Paris, Autrement, 1993.

¹⁰⁵⁶ Jean-Frédéric Schaub, *Pour une histoire politique de la race*, Paris, Éditions Seuil, 2015, pp. 300-324.

¹⁰⁵⁷ Tzvetan Todorov, *Noi e gli altri. La riflessione francese sulla diversità umana*, Torino, Einaudi, 1991, pp. 107-109.

Tuttavia, al di là delle definizioni enciclopediche apparentemente semplici, la riflessione sulla razza ha dato luogo a dibattiti storiografici molto intensi, soprattutto in Francia, dove il termine è stato recentemente oggetto di larghe polemiche politico-mediatiche. La razza, sebbene “categoria immaginaria”, è una costruzione sociale che si iscrive in un rapporto di potere. Fino alla seconda metà del Diciottesimo secolo il termine era legato all’idea di filiazione e rinviava all’eredità di una serie di caratteri comuni naturali e non sociali condivisi da un gruppo umano. Durante l’epoca dei Lumi però, e particolarmente nelle colonie, si affermava con lo sviluppo delle scienze naturali un discorso razzista sulla pretesa gerarchia dei gruppi umani fondata su delle differenze ben visibili¹⁰⁵⁸. Il suo successo venne amplificato dal ruolo crescente occupato dalla tratta, che investì lo spazio pubblico alle colonie, a Parigi e nei porti che praticavano il commercio degli schiavi.

Su questa base, molti storici rifiutano l’idea che la razza come categoria fosse una risorsa politica utilizzata prima della diffusione delle storie di scienza naturale dell’epoca dei Lumi¹⁰⁵⁹. Altri, al contrario, ritengono che a partire dal Rinascimento il discorso sulla razza abbia preceduto e reso possibile la massiccia riduzione in schiavitù degli africani e dei loro discendenti¹⁰⁶⁰. Per altri ancora, il modo di produzione servile su larga scala delle economie delle piantagioni ha permesso la creazione di un discorso sulla razza che lo legittimasse attraverso la presentazione della naturale inferiorità dei «nègres»¹⁰⁶¹. Tuttavia, gli storici hanno grandi difficoltà a caratterizzare le categorie semantiche dell’epoca per designare le differenze tra *blancs*, *nègres*, *mulâtres*, *gens de couleurs* etc.).

La nozione di razza utilizzata nelle opere sopra citate abbraccia un vocabolario complesso e una realtà che è tutto tranne che binaria, a differenza di quanto postulato dalle contemporanee definizioni di razza citate pocanzi. Pertanto, alcuni storici delle colonie o della schiavitù usano raramente il termine “razza” per evitare che questo si confonda con quello contemporaneo. In questo senso, i lavori di Claude Blanckaert, Jean Ehrard e Silvia Sebastiani hanno rinnovato l’approccio a lungo dominante sulla visione dei neri che l’Illuminismo avrebbe definitivamente tracciato per la contemporaneità. Grazie alla loro lettura contestualizzata dei

¹⁰⁵⁸ Andrew S. Curran, *L’Anatomie de la noirceur*, cit.

¹⁰⁵⁹ Jean-Frédéric Schaub, “Temps et race”, in *Archives de Philosophie*, 2018/3 (n°81), pp. 455-475.

¹⁰⁶⁰ Winthrop D. Jordan, *White over Black. American Attitudes toward the Negro, 1550-1812*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1968; Jean-Frédéric Schaub, *Pour une histoire politique de la race*, Paris, Seuil, 2015.

¹⁰⁶¹ Eric Williams, *Capitalism and Slavery*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1944; Barbara Jeanne Fields, “Slavery, Race and Ideology in the United States of America”, in *New Left Review*, 1990 (n°181), pp. 95-118.

testi dei *philosophes*, infatti, i tre storici hanno potuto controbattere a coloro secondo i quali i filosofi dei Lumi sarebbero i padri del razzismo¹⁰⁶².

A questo proposito, il recente testo di Schaub e Sebastiani invita ad analizzare i concetti di razza e razzismo da una prospettiva storica di lungo periodo, che non riduca l'Antico Regime a una fase di semplice elaborazione dei prodromi dei modelli compiuti dei secoli XIX e XX. L'indagine sulla razza allora, deve considerare il fenomeno come una risorsa politica, come uno strumento di naturalizzazione delle relazioni di potere e dei rapporti sociali per il quale si sviluppa l'idea che i caratteri d'infamia o di elezione si possano trasmettere in eredità alle generazioni successive mediante i fluidi corporei (sperma, latte, sangue, ecc.). Al di là della definizione "scientifica" della razza allora, i due autori invitano a considerarla come un criterio di organizzazione della società, la cui funzione è quella di creare alterità e distinzione laddove non sussistano differenze materiali (di titolo, di ricchezza, di rango ecc.), rallentando il processo di ascesa sociale di nuovi gruppi e nuove componenti emergenti¹⁰⁶³.

In linea di continuità con i lavori di Schaub e Sebastiani, recentemente Claude-Olivier Doron ha mostrato come il concetto di razza fosse utilizzato dai naturalisti dal XVII al XIX secolo come oggetto di conoscenza e soggetto di potere che non deve essere però confuso impropriamente con il colore. Da qui, lo storico invita a riflettere con prudenza sull'utilizzo e il valore semantico del termine, mettendo in guardia dal facile accostamento tra razza e differenza del colore della pelle. Allo stesso modo, il lavoro di Doron invita a riflettere sul legame tra il concetto di razza e quello di schiavitù, sostenendo l'urgenza di considerare l'emergere del razzismo "epidermico" alla luce dell'emancipazione e dell'aumento delle persone libere di colore¹⁰⁶⁴.

Facendo tesoro di questi preziosi lavori interpretativi, le pagine che seguiranno cercheranno di contribuire a questo dibattito centrando però il discorso su attori differenti da quelli analizzati negli studi sopra citati. Concentrandosi esclusivamente sui *savants* e sui *philosophes*, il rischio è quello di sovrastimare la costruzione del concetto di "razza" su caratteri prettamente astratti e linearmente coerenti con il substrato culturale e filosofico di aderenza, sottostimando al contrario i processi politici rivoluzionari da un lato e le categorie escluse dal mondo degli intellettuali normalmente intesi dall'altro. A tratti, questi lavori parrebbero quasi confermare una sorta di "trionfo della scienza" contemporaneamente intesa senza considerare

¹⁰⁶² Claude Blanckaert, "La classification des races au XVIIIe siècle", in *Lumières*, 2009 (n°14), pp. 13-41; Jean Ehrard, *Lumières et esclavage, l'esclavage colonial et l'opinion publique en France au XVIIIe siècle*, Waterloo, André Versaille éditeur, 2008; Jean-Frédéric Schaub, Silvia Sebastiani (dir.), *Race et histoire dans les sociétés occidentales (XVe-XVIIIe siècle)*, Paris, Albin Michel, 2021.

¹⁰⁶³ Jean-Frédéric Schaub, Silvia Sebastiani (dir.), *Race et histoire*, cit.

¹⁰⁶⁴ Claude-Olivier Doron, *L'Homme altéré*, cit., pp. 340-341.

altri gruppi di potere, dagli amministratori repubblicani ai proprietari delle piantagioni che, come questo elaborato ha cercato di dimostrare, agivano in quanto lobby politiche a cavallo tra l'interesse personale e lo sforzo collettivo nazionale¹⁰⁶⁵.

I *philosophes* e gli uomini di scienza infatti presero parte ad un processo di trasformazione del sapere più ampio, centrato non solo sul ruolo dell'uomo come oggetto di osservazione scientifica, ma in quanto essere immerso in un contesto con il quale interagiva e si scontrava e che per tali ragioni è bene interrogare anche e soprattutto a partire dall'Ottantanove, quando il sistema preesistente si sarebbe rovesciato in favore dell'affermazione della nazione come corpo sovrano, della cittadinanza e dell'uguaglianza nel diritto, dell'abolizione della schiavitù e dell'istituzionalizzazione di una scienza dell'uomo¹⁰⁶⁶.

Per questo, ci sembra pertinente seguire la linea metodologica tracciata da Frédéric Regent e da Cécile Vidal, che hanno studiato le trasformazioni del rapporto tra inclusione ed esclusione come criterio dell'organizzazione della società a partire dalle colonie, dai loro amministratori e dai loro abitanti locali in un periodo complesso come quello rivoluzionario¹⁰⁶⁷. Inoltre, si avrà modo di tornare particolarmente sull'ipotesi dell'*iconoirlogie* avanzata da Pierre Serna e la sua proposta di considerare gli anni rivoluzionari come il momento emergente di una nuova figura del nero e della sua rappresentazione visuale nella cultura francese¹⁰⁶⁸.

Risaliamo a dieci anni prima dell'uscita del testo di Valentin de Cullion. Siamo nel maggio del 1791, l'Assemblea costituente elaborava la prima costituzione francese e si apprestava a discutere i termini del rapporto tra la Francia e la Madrepatria. Contrariamente alla forza universale dei proclami, «révolution ne rime pas avec abolition» e i deputati “patrioti” che finora si erano distinti per i loro proclami rivoluzionari tennero una prudente posizione attendista nei riguardi delle colonie¹⁰⁶⁹. Il 12 maggio 1791, dopo un lungo dibattito tra i deputati militanti della *Société des Amis des Noirs* e i foglianti capeggiati da uomini come Barnave e Moreau de Saint-Mery, viene decretato il riconoscimento dei diritti politici ai liberi di colore

¹⁰⁶⁵ Jean-Frédéric Schaub, Silvia Sebastiani (dir.), *Race et histoire*, cit.; Andrew S. Curran, *L'Anatomie de la noirceur*, cit.

¹⁰⁶⁶ Jean-Luc Chappey, *La Société des Observateurs de l'Homme (1799-1804). Des anthropologues au temps de Bonaparte*, Paris, Éditions de la SER, 2002.

¹⁰⁶⁷ Cécile Vidal, “Francité et situation coloniale. Nation, empire et race en Louisiane française (1699-1769)”, in *Annales HSS*, 2009/5 (n°64), pp. 1019-1050; Cécile Vidal, *Ville, esclavage et race. Éléments pour une histoire sociale de l'Empire français et des mondes atlantiques au XVIIIe siècle*, dossier d'habilitation à diriger des recherches, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014; Frédéric Regent, “Du préjugé de couleur au préjugé de race”, cit.

¹⁰⁶⁸ Pierre Serna, “Tenir les noirs à l'œil. Hypothèse pour une «iconoirlogie»”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1 (n°395), pp. 171-191; si veda, inoltre, Anne Lafont, *L'Art et la Race. L'Africain (tout) contre l'œil des Lumières*, Paris, Les presses du réel, 2019.

¹⁰⁶⁹ Bernard Gainot, “Les Révolutionnaires face à l'esclavage”, in *Histoire de la justice*, 2021/1 (n°31), pp. 171-179.

nati da padre e madre liberi e rispondenti ai criteri di cittadinanza attiva previsti dalla Costituzione. I parametri di accesso ai diritti erano piuttosto ristretti, eppure una breccia si era aperta e l'ostracismo verso il decreto ne era la conferma: tre giorni più tardi, sull'insistenza dei rappresentanti degli interessi coloniali che premevano sul Comitato delle Colonie, il 24 settembre il decreto venne ritirato e, al contrario, venne riconosciuto alle assemblee coloniali il diritto di statuire liberamente sui criteri di accesso alla rappresentanza interna alla colonia.

In questo quadro di discussione permanente sui diritti e sul sistema coloniale, il colono e medico Dutrône de la Couture pubblicava anonimamente il suo *Catéchisme des colonies*¹⁰⁷⁰. Il testo si presentava da subito come un *playdoier* delle posizioni dei coloni *léopardins* e attivi nelle assemblee coloniali, dai tratti fortemente autonomisti e intrisi di “*préjugé de couleur*”. Come abbiamo visto, il testo rispondeva animosamente alle accuse di autonomismo mosse dall'Assemblea costituente da un lato e alle posizioni di Brissot dall'altro, cercando di dimostrare perché a Santo Domingo non si potessero applicare i medesimi principi che avevano mosso la Rivoluzione in Francia. Con veemente furore e una certa coerenza dell'analisi, l'autore ricordava come la *Dichiarazione dei diritti* fosse già di per sé l'elemento distruttore dell'ordine sociale della colonia, provocando un'irrimediabile frattura tra lo stato naturale e lo stato sociale che avrebbe prima o dopo scardinato il principio della schiavitù nelle Antille.

Dutrône de la Couture riconosceva che il documento aveva reso possibile il passaggio degli schiavi dal non-stato di natura e dunque sociale nel quale vivevano sotto l'Antico Regime a quello dei *non libres* – non liberi –, ovvero di uomini nati liberi nello stato di natura e poi privati della libertà in quello sociale e politico. Del resto, la stessa parola *esclave* come sinonimo di “privazione della libertà” a suo avviso entrava in rotta di collisione con il portato universalistico della *Déclaration*, che non riconosceva la schiavitù nello stato di natura e dunque immaginava gli schiavi come dei non-liberi ai quali era garantita la libertà nello stato di natura, ma non il godimento di essa nello stato sociale e politico¹⁰⁷¹.

Nonostante il testo si concentrasse particolarmente sui mulatti che chiedevano il riconoscimento dei diritti politici al pari dei bianchi, i termini del confronto tra le «*rac*es» differenti erano perfettamente in linea con il principio di tardo Settecento definito da Frédéric

¹⁰⁷⁰ [Dutrône de la Couture], *Catéchisme des colonies*, cit.

¹⁰⁷¹ «Les esclaves étaient sans état [sous l'Ancien Regime], et maintenant, si les décrets de l'Assemblée nationale pouvaient être reçus dans les Colonies, ils en auraient un; celui de *non libres*. Les esclaves naissent esclaves par la loi, et maintenant ils naîtraient libres par la déclaration des droits de l'homme et même par les décrets du 13 mai 1791. Car le mot *non libres* ne peut jamais, dans aucune circonstance, être synonyme au mot esclaves. [...] Ou le mot esclaves est synonyme à *non libres*, ou il ne l'est pas; et il ne l'est pas. S'il l'était, pourquoi a-t-elle refusé de l'employer; puisque par ce mot *non libres*, elle aurait également consacré l'esclavage, et elle ne le peut, sans violer la déclaration des droits de l'homme, sans violer tous ses principes et tous ces décrets. [...] Mais l'Assemblée nationale ne leur donne point la liberté? Si, elle la leur donne; à la vérité elle ne leur en laisse pas la jouissance.». *Catéchisme des colonies*, cit., pp. 28-29.

Régent come *couleur-statut*, per il quale colore e statuto giuridico erano associati in maniera indissolubile¹⁰⁷². Lo schiavo liberato e il suo discendente si trovavano in una condizione di inferiorità giuridica in relazione al proprio colore, alla propria origine geografica e al proprio ruolo nella società stabilito dalla legge. Tuttavia, i meticci reputati bianchi potevano beneficiare dello statuto giuridico della classe superiore, affrancandosi definitivamente dallo stigma sociale del proprio status sociale grazie al fatto che la sua pelle, dopo diversi accoppiamenti generazionali tra bianchi e mulatti, avesse perso definitivamente il segno esteriore dello statuto di schiavo:

«Vous distinguez l'espèce homme en diverses races; et sur quoi ces distinctions sont-elles fondées? Sur les différences physiques dont nous avons déjà parlé, et plus particulièrement encore, sur le génie, sur les facultés intellectuelles; car la valeur intrinsèque de l'homme consiste dans ses facultés, et tient au génie [...]

Eh! Comment les connaître, s'ils sont tous égaux? Il est vrai qu'en France, la nature ne présente aucun signe, et l'Assemblée nationale a été obligée d'en établir un fictif, dans la contribution pécuniaire. Cette contribution donne au citoyen une valeur arbitraire, à laquelle est attachée la faculté d'exercer ses droits. Mais dans les Colonies, la valeur intrinsèque des hommes, étant inégale, c'est à cette valeur, que l'on doit attacher le *titre*, le *droit* de citoyen et l'*exercice* de ce droit; et la couleur est le signe le plus sûr de l'inégalité [...] *Comment se peut-il que la couleur soit le signe de la valeur intrinsèque des hommes?* Elle l'est bien réellement, dans nos Colonies; car le sort et l'état des hommes ne s'y règle pas sur l'opinion, mais bien sur le sentiment intime de leur valeur réelle. [...] *Comment pouvez-vous régler la valeur des hommes sur la couleur?* Le noir est l'homme qui a le moins de valeur intrinsèque, le blanc est celui qui en a le plus; le produit du noir et du blanc donne le mulâtre qui participe du moins et du plus dont il tire son origine, et devient le premier degré de valeur réelle, auquel on pourra attacher le *titre* de citoyen. Le fils du mulâtre, le *quarteron*, prenant un degré de blancheur de plus que son père, acquiert un degré de valeur réelle, qui donnera le *droit* de citoyen. Le fils du quarteron, le *tierceron*, acquérant un nouveau degré de blancheur, gagnera un nouveau degré de valeur réelle, auquel sera attaché l'*exercice* du droit de citoyen. Le blanc aura *essentiellement* l'exercice de ce droit. Et l'esclave? L'esclave n'a

¹⁰⁷² Frédéric Régent, "Du préjugé de couleur au préjugé de race", cit., pp. 83-84.

point d'état; la loi doit veiller à sa sûreté personnelle comme homme, mais elle ne peut lui donner aucune existence civile.»¹⁰⁷³.

Il passaggio è lungo, ma è utile per soffermarsi su un tema che, solamente tre anni dopo, sarebbe vacillato sotto i colpi della guerra civile e dell'emancipazione generale a Santo Domingo. Gli uomini, benché definiti giuridicamente sulla base del proprio colore della pelle, esattamente come dalla schiavitù potevano affrancarsi dalla propria "sorte" avvicinandosi di volta in volta per gradazione e *blanchissement* al colore bianco, il massimo grado di perfettibilità raggiungibile. Gli accoppiamenti tra "razze" differenti non erano sconsigliati o guardati con orrore, non vi era alcuna idea di una degenerazione del sangue bianco se a contatto con quello nero, bensì un avanzamento di statuto dell'individuo il cui sangue nero otteneva, grazie agli accoppiamenti successivi, una percentuale sempre maggiore di elemento bianco. Così, per un *tierceron* ottenere l'esercizio del diritto di cittadino attivo significava solamente dimostrare la sua *blancheur* generazionale tramite gli atti di nascita e i documenti sulle successioni ereditarie, che «démontreront qu'il est issu des races noire et blanche»¹⁰⁷⁴.

Il decreto del 12 maggio 1791 era osteggiato principalmente per il fatto che donava ad un essere imperfetto, degradato nella sua condizione di mulatto che non aveva ancora perso completamente il segno della sua origine schiava tramite un *blanchissement* progressivo. La prova sta nel fatto che i termini della divisione non portassero con sé alcun giudizio sull'orrore riguardo il possibile "mescolamento delle razze", ritenendo sufficiente il raggiungimento del colore bianco per poter accedere al massimo grado di perfezione sociale e dunque di condivisione del potere politico.

Tre anni dopo, in una temperie politica differente, come detto il pamphlet vide nuovamente la luce sotto un titolo diverso, *Vues générales sur l'importance du commerce des Colonies*, presentato dal deputato e colono alla Convenzione Benoît de Gouly, molto probabilmente in accordo con il suo autore originale che, nel frattempo, era rientrato in Francia dopo un pellegrinaggio tra Santo Domingo e Philadelphia¹⁰⁷⁵. Abbiamo già ricordato le ragioni politiche della revisione e della ristampa del pamphlet nel 1795, sottolineando come le

¹⁰⁷³ [Dutrône de la Couture], *Catéchisme des colonies*, cit., p. 44-48.

¹⁰⁷⁴ *Ivi*, pp. 48-49. Il passaggio è interessante: «*Mais quoique le tierceron ait acquis par sa blancheur l'exercice du droit de citoyen actif, des actes authentiques prouveront son origine, des procès pour droit de succession, démontreront qu'il est issu des races noire et blanche*. Pour effacer à jamais les traces de l'origine de ses enfants, le mulâtre ou le quarteron, ou le tierceron, en les faisant baptiser, ne portera point dans l'acte de baptême le nom de leurs pères et mères qui, par un acte particulier que la loi autorisera, adopteront ces enfants; afin qu'ils puissent hériter comme si leur légitimité était constatée. [...] Ces distinctions de la couleur, qui sont prises de l'état naturel même des hommes, et les mesures que vous proposez pour effacer les traces de l'origine des gens de couleur, peuvent être très sages.».

¹⁰⁷⁵ [Dutrône de la Couture] Benoît Gouly, *Vues générales sur l'importance du commerce des Colonies*, cit.

considerazioni sul rapporto tra le colonie e la Madrepatria di Dutrone de la Couture fossero state recuperate al fine di suggerire alla Convenzione termidoriana il mantenimento di una legislazione speciale nelle colonie e che applicasse in maniera differenziata i principi rivoluzionari metropolitani. Il pamphlet prendeva però le distanze dal testo originale del 1791 su due fronti: l'indipendentismo coloniale e la questione del riconoscimento dei diritti politici a quanti avessero sì parenti schiavi, ma che fossero riusciti a liberarsi dell'infamante statuto di schiavitù grazie alla propria *blancheur*. Sul primo punto ci siamo già soffermati lungamente, sul secondo invece è bene riflettere più approfonditamente di quanto fatto in precedenza.

Nel testo del 1795 le pagine sulla questione delle modalità di apertura ai diritti civili e politici dei neri e dei mulatti vennero completamente rimosse. La ragione sembrerebbe piuttosto semplice: nel 1795 era già stata proclamata l'emancipazione generale e ribadire le modalità di accesso alla cittadinanza riguardanti un sistema in uso nell'Antico Regime e riveduto nel 1791 durante la monarchia costituzionale poteva costituire un rischio non indifferente per l'autore. Inoltre, dopo le elezioni indette dai Commissari Sonthonax e Polverel nell'estate del 1793 e il decreto del 16 pluvioso sembrava irreversibile l'equiparazione tra bianchi e neri nelle colonie, sia a livello giuridico che a livello di accesso alla cittadinanza piena – si ricorda, che il pamphlet di Gouly venne pubblicato prima della presentazione della Costituzione del 1795 e dunque prima che venissero istituiti i rigidi requisiti della cittadinanza attiva e passiva del periodo direttoriale.

Osservando meglio il volume però, notiamo che Gouly non si limitò ad un “taglia e cuci” del testo, corredandolo bensì di note integrative che precisavano le idee di Dutrone de la Couture e mettendole a confronto con quanto accaduto dal 1793 in poi nelle colonie. I toni e i giudizi verso i neri e i mulatti diventavano non solo più violenti, ma decisamente più accusatori, facendo soprattutto appello all'incendio di Cap Français e ai massacri perpetrati dagli uomini di colore verso i bianchi¹⁰⁷⁶. Non solo, Gouly a circa metà del testo aggiungeva un passaggio interessante sulla natura dei neri e, soprattutto, sulle loro incapacità fisiche e morali di eguagliare i bianchi. In apparenza, nulla di diverso da quanto sostenuto da Dutrone de la Couture, eppure il principio del *couleur-statut* veniva meno, per lasciare il posto all'ipotesi che non fosse sufficiente perdere la *negritude* per poter essere equiparati ai bianchi nel diritto. Partendo da tutta una serie di pregiudizi sui caratteri fisici dei neri, Gouly insisteva particolarmente sulla loro differenza come gruppo umano categorizzato secondo una gerarchia naturale e immutabile, che faceva dei *noirs* e dei *mulatres* di tutte le sfumature qualcosa di

¹⁰⁷⁶ Si vedano ad esempio i testi integrativi finali dedicati espressamente agli atteggiamenti deprecabili delle truppe nere francesi, come il *Précis du massacre qui a eu lieu au Fort-Dauphin, le 7 juillet 1794*. Ivi, p. 60.

distinto e mostruoso rispetto ai bianchi, il cui colore della pelle era il più visibile e riconoscibile dei segni di irreparabile degenerazione interiore che andava ben al di là delle varietà superficiali e puramente esterne.

Il colore della pelle, infatti, non era che il segno più evidente di una serie di caratteri immutabili interiori:

«Tel est l'Africain qu'aujourd'hui vous nommez affectueusement votre frere, votre ami, mais qui ne deviendra jamais votre égal; car la nature que l'on invoque à cet égard s'y oppose très absolument. Français, quoique vous poussiez faire, vous ne l'éleverez jamais jusqu'à vous, cet homme noir; & si vous pouviez descendre jusqu'à lui, il vous mépriserait.»¹⁰⁷⁷.

Dopo aver eliminato tutte le pagine dedicate ai diversi gradi di *couleur-statut* presenti nell'edizione del 1791 (*mulâtre, quarteron, tierceron* ecc.), Gouly metteva tiepidamente in dubbio, sebbene in maniera ancora piuttosto incoerente rispetto a quanto avrebbe fatto Valentin de Cullion nel 1802, che le facoltà intellettuali e morali derivanti dal colore della pelle potessero sparire con il semplice mescolamento delle razze, sostenendo che «les besoins, le facultés intellectuelles, la couleur établissent entre les hommes actuellement dans les Colonie une ligne de démarcation que le temps n'effacera jamais»¹⁰⁷⁸. Così, lentamente, ma inesorabilmente, il discorso spostava l'attenzione dalla razza alla genealogia della razza, ponendo un discrimine tra il visibile e l'invisibile, tra il sangue e l'essenza.

Questo slittamento da un discorso sullo *couleur-statut* d'Antico Regime ad una sua risemantizzazione appare più chiaro una volta spostato lo sguardo alla parallela produzione dei coloni "patrioti" di Santo Domingo rifugiati a Philadelphia, arricchitasi a partire dal dibattito sulla *Dichiarazione dei diritti e dei doveri* e sull'integrazione coloniale prevista dalla Costituzione del 1795. Analizzando i principi della *Dichiarazione* punto per punto, abbiamo visto come Jean-Marie Debordes, nella sua *Défense des colons de Saint-Domingue* pubblicata a Philadelphia nel 1796 dimostrasse l'inefficacia e la pericolosità dell'applicazione degli enunciati universali nel contesto coloniale. Richiamandosi al contrattualismo, egli inseriva la sua trattazione rimarcando la necessità di considerare lo stato di natura dei neri e di legiferare secondo la loro condizione di inferiorità fisica, morale e intellettuale, senza cercare di porli sullo stesso piano degli uomini bianchi. Il giusnaturalismo di matrice anglosassone veniva

¹⁰⁷⁷ *Ivi*, p. 35.

¹⁰⁷⁸ *Ivi*, p. 41.

recuperato al fine di porre l'ineguaglianza dello stato di natura a garanzia di quello sociale: i legislatori avrebbero dovuto prendere atto delle diversità naturali tra le "razze umane" e legiferare al fine di riconoscere queste differenze e limitarne i danni.

Questa limitazione dei danni andava principalmente in una direzione secondo Debordes: frenare gli istinti bestiali dei neri tramite delle leggi sagge, che ne contenessero i caratteri primordialmente animaleschi. Tra queste leggi sagge compariva, ovviamente, la schiavitù, che veniva così giustificata come la condizione giuridica che più si adattasse allo spirito del nero. A differenza però dei testi precedenti, per i quali la schiavitù era l'effetto di un primitivo rapporto tra vinti e vincitori o di una regolazione dei rapporti tra europei e africani sulla base della teoria dei climi, Debordes si appellava unicamente ad esempi e ragioni intrinseche al mondo rivoluzionario. Gli africani, definiti con sempre più frequenza *noirs* o *nègres* senza distinzione rispetto al loro statuto giuridico, non erano un popolo da civilizzare, tantomeno da inserire in un contesto di diritto a matrice europea; la loro natura, con l'emancipazione generale del 1794, si era dimostrata quanto mai corruttibile e irrimediabilmente sinistra una volta ottenuta la libertà.

«D'ailleurs ce système ne saurait influer sur la génération actuelle qui est toute formée, ni sur tous les nègres qu'on ira chercher par la fuite sur les côtes d'Afrique, parce qu'ils y arriveront avec tous leurs préjugés et leurs habitudes; et dans tous les cas, la liberté ne saurait détruire les effets des causes physiques qui agissent d'une manière constante et inaltérable, sans interruption, et indépendamment de toutes nos institutions, quelque justes et sublimes qu'on veuille les supposer»¹⁰⁷⁹.

La teoria di climi a poco valeva secondo Debordes, così come il principio della forza di un popolo di vincitori su quello dei vinti. La stessa idea che i neri fossero inferiori sulla base del clima torrido africano doveva essere rifiutata per l'autore, perché giustificava la possibile perfettibilità della natura del nero in un clima differente; un errore che, a suo avviso, era facile da dimostrare descrivendo quanto i mulatti, nati e cresciuti nelle Antille a contatto con i bianchi, stessero facendo nell'isola. Per questo il testo di Debordes era fitto di riferimenti mostruosi parte di un immaginario di un mondo rovesciato in cui i neri e i mulatti si erano resi i sanguinari protagonisti al suono della libertà rivoluzionaria:

¹⁰⁷⁹ Barnaba O'Shiell, *Réflexions sur la liberté des nègres dans les Colonies françaises*, Philadelphie, s.e., [1798], p. 73.

«Tout avérés pourtant que peuvent être ces faits, tout hideux qu'ils font à concevoir, que l'imagination, s'il se peut, les exagère encore d'avantage; sous son pinceau devenu terrible, voyons ces monstres écrasant à coups mesurés, de malheureux enfants entassés dans des mortiers de bronze; voyons-les, dans un banquet de cannibales comme eux, se nourrir de leurs chairs palpitantes, & s'abreuvant de leur sang encore chaud, tourner vers le ciel des yeux languissamment animés par la volupté. Toutes ces scènes & mille autres encore plus horribles, nous offriront cependant en eux moins des crimes à punir, qu'une habitude, une manière d'être naturelle dont on ne peut raisonnablement s'irriter. S'avisait-on jamais de faire eau tigre le procès de sa férocité?».

Sono immagini, iperbole, ammetteva l'autore, eppure la ferocità diveniva un elemento fondamentale di questa finzione letteraria, di questo nuovo immaginario che si stava costruendo attorno all'isola di Santo Domingo. Espressioni legate al mondo della natura animale, come «tigres», «singes», «monstres», «bêtes», «orang-outang»¹⁰⁸⁰ erano sempre più associate alle parole «nègres», «noirs», «africains» per dimostrare l'irriducibilità del nero rispetto al bianco, dell'animale rispetto all'umano. L'identificazione tra il nero e la bestia si banalizzava con una ricorrenza di espressioni del mondo animale via via crescente non solo nel testo di Jean-Marie Debordes, ma nella gran parte delle memorie dei coloni, fino a sfociare nella libera traduzione delle *Notes on the State of Virginia* di Thomas Jefferson fatta da Barnabe O'Shiell che a riprova dell'inferiorità dei neri ricordava come «les Orang-Outangs préfèrent les negresses aux femelles de leur espèces»¹⁰⁸¹.

La violenza dei neri e dei mulatti diventava uno dei temi cardine della definizione del loro carattere: sempre più lontani dalle riflessioni sul buon selvaggio e sull'africano come un fanciullo allo stadio primordiale della civiltà, i testi e le immagini che i coloni presentavano erano un crescendo di drammatiche atrocità dei neri verso i bianchi. Come ammetteva Vienot de Vaublanc nel suo celebre discorso del 10 pratile anno V: «une physionomie blanche [était] un titre de proscription» contro la quale i neri potevano ora vendicarsi.¹⁰⁸² L'inferno coloniale

¹⁰⁸⁰ «Si par hasard il se fut trouvé en France dans quelques ménagerie au moment de la révolution, un troupe de hourang-houtans, en eut-il fallu faire autant de citoyens, sur la simple analogie des formes avec celles des corps humain?» chiedeva ironicamente un colono in una memoria anonima del 1800 inviata al console Bonaparte contenuta in AF/IV/1213, fol. 17, *Lettres d'un colon de Saint-Domingue au Premier Consul dénonçant la philanthropie à l'égard des noirs et des mulâtres*.

¹⁰⁸¹ ANOM, COL CC9 A 14; Pierre Serna, *Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en Révolution*, Paris, Fayard, 2017.

¹⁰⁸² Vincent Marie Vienot de Vaublanc, *Discours sur l'état de Saint-Domingue et sur la conduite des agents du Directoire*, Paris, Imprimerie Nationale, 1797, pp. 9-10.

descritto dai coloni era piuttosto ripetitivo: poggiando su immagini apocalittiche di neri che violentavano e uccidevano donne e bambini, di mulatti che si cibavano di carne umana in sontuosi banchetti sulle ceneri delle piantagioni, gli autori costruivano una nuova figura dell'iconografia dell'africano, la cui violenza delle azioni si riverberava nell'oscurità della sua pelle e nella genealogia della razza che ne determinava i suoi caratteri.

Il campione di questo immaginario era, senza dubbio, M.J. La Neuville, che nel suo *Le dernier cri de St.-Domingue et des Colonies*, da Philadelphia con una morbosità di particolari raccapricciante descriveva ai francesi le atrocità che i «blancs, vos amis, vos parents» avevano subito, accanendosi particolarmente sulle violenze inferte alle donne e ai bambini¹⁰⁸³.

«Là ce sont des femmes blanches éventrées, qui encore vivantes, sentent palpiter sous leurs dents les fruits sanglants de leur fécondité. [...] L'horrible Jeannet, africain, éventrait les femmes enceintes et leur mettait dans la bouche les lambeaux du fruit qu'elles portaient en leur disant, tu ne feras plus de Blancs. Etienne après avoir massacré les blancs, fit couper les têtes des malheureux Souverbie et La Peyrie, et à la suite d'une orgie, mangea un calalou (ragout créole). Qu'il fit servir dans le crane du premier, il se mit ensuite à jouer à la boule avec la tête du second sur les glaces de l'habitation qui servait de repaire à ces brigands.»¹⁰⁸⁴.

Queste descrizioni avevano un valore performativo ben al di là della semplice volontà di convincere l'opinione pubblica e il governo francesi ad agire per recuperare le colonie e reintegrare i proprietari bianchi ingiustamente cacciati e massacrati. Questi "racconti dell'orrore" servivano a dare una nuova giustificazione alle ragioni della restaurazione della schiavitù o di un *ordre policé* che ordinasse ai neri di rientrare nella piantagione; servivano precisamente a giustificare la schiavitù in quanto forma di controllo, di stigmatizzazione del diverso e dell'alterità. Separare i bianchi dai neri serviva non solo a preservare il sistema economico coloniale, ma la *race blanche* nel suo complesso; salvaguardare i proprietari promettendo loro il rientro in possesso delle piantagioni serviva a poco oramai: la garanzia della proprietà passava per la repressione dell'alterità a giustificazione del suo sfruttamento.

Non era più possibile giustificare la restaurazione della schiavitù e la negazione dell'emancipazione generale sulla base della legge o dello stato di natura; negli anni Novanta

¹⁰⁸³ «Ici vous verrez des blancs, vos amis, vos parents peut être à qui des africains, des mulâtres arrachent les yeux; c'est pour eux qu'ils ont inventé des tortures inconnues jusqu'alors, mais avidement saisis par ces monstres, quand elles pouvaient faire éprouver les plus douloureuses sensations. [...]». In M.J. De Neuville, *Le dernier cri de St. Domingue, et des colonies*, Philadelphie, Thomas & William Bradford, 1800, p. 4.

¹⁰⁸⁴ *Ibidem*.

del Settecento, particolarmente con l'egemonia *clichyenne* nei consigli, andò sviluppandosi la convinzione che la repressione delle violenze e la reintroduzione della schiavitù fossero il corollario necessario per mettere un fermo alla mostruosità dei neri e dei mulatti e per allontanarli dalle gerarchie sociali dei bianchi che la Rivoluzione aveva perturbato. Il nero, schiavo o libero, non era più assimilato al selvaggio che si doveva necessariamente inquadrare in una determinata gerarchia al fine di sfruttarne la manodopera e civilizzarlo tramite la graduale immissione nel mondo dei bianchi. Con l'emancipazione e la libertà, il nero era divenuto il barbaro incurabile, il mostro impossibile da civilizzare che solo con una stretta sorveglianza e punizione dei suoi comportamenti si sarebbe potuto contenere nella sua irrimediabile alterità degenerata.

«Oh! Non, non, non monsieur. Il ne faut rien changer, rien assimiler. Il faut que tout demeure in statu quo, sans la moindre altération. Ou bien, tout est confondu, tout est perdu.»¹⁰⁸⁵.

Del resto, la percezione dell'emancipazione generale nell'isola di Santo Domingo come origine di un pericoloso *bouleversement* delle gerarchie che avrebbe rischiato di coinvolgere tutto il Nuovo Mondo si fissò a lungo nell'immaginario collettivo atlantico¹⁰⁸⁶. L'ansia del rovesciamento del mondo fu un armamentario a cui attinsero per lungo tempo i coloni che volevano condizionare l'opinione pubblica sulla gravità dei fatti della colonia, a tal punto che alcuni di loro arrivarono a dipingere l'isola sull'orlo di una schiavitù al rovescio operata dai neri verso i bianchi¹⁰⁸⁷. L'orrore per il rovesciamento delle gerarchie, per una messa in discussione dei rapporti tra neri e i bianchi e, soprattutto per il «*mélange monstrueux de tous les rapports sociaux*» ebbe un fortissimo impatto nel radicale cambiamento di percezione della figura del mulatto.

È proprio il nuovo modo di intendere la figura del mulatto, del meticcio, del *sang-melé* che mostra pienamente la performatività del discorso sull'inconciliabile differenza tra il nero e il bianco come forma di ineguaglianza essenzializzata. Va ricordato, innanzitutto, che le critiche ai mulatti nacquero fin dagli albori della Rivoluzione, soprattutto in risposta alle proposte della *Société des Amis des Noirs* di riconoscere il pieno diritto all'accesso alla cittadinanza alla *gens de couleur*, ovvero quelli che vengono generalmente intesi come mulatti. Fino al 1793-1794

¹⁰⁸⁵ [Berquin-Duvallon], *Aurélien et Astérie, ou les Malheurs du préjugé. Aventure coloniale*, Paris, Brochet, 1804.

¹⁰⁸⁶ Alejandro Gomez, *Le syndrome de Saint-Domingue. Perceptions et représentations de la Révolution haïtienne dans le Monde atlantique, 1790-1886*, Thèse, EHESS, 2010.

¹⁰⁸⁷ *Journal des Révolution*, cit., 29 gennaio 1794, n°56.

però, l'opposizione riguardo l'allargamento dei diritti politici si era iscritta principalmente nell'alveo del *préjugé de couleur*, per il quale riconoscere ai mulatti uguali diritti come ai bianchi fosse un crimine contro la natura per via del «vizio» infamante della schiavitù delle origini che li distingueva esteriormente dai bianchi. Una volta raggiunto un certo grado di «blancheur» però, l'individuo poteva dimostrare di aver definitivamente perso nell'esteriorità il carattere infamante e poter così godere dell'equiparazione ai bianchi nell'isola¹⁰⁸⁸.

La relativa benevolenza che i bianchi avevano fino a quel momento accordato ai mulatti cominciò ad incrinarsi in occasione del famoso pamphlet di Jacques-Pierre Brissot, esito di un lungo discorso da lui tenuto all'Assemblea nazionale nella quale difendeva i mulatti come la classe più laboriosa e, soprattutto, l'unica realmente affezionata al suolo di Santo Domingo perché nati e cresciuti nell'isola.¹⁰⁸⁹ Il discorso, che intendeva attaccare particolarmente i deputati dell'Assemblea di Saint-Marc che si erano rifiutati di far partecipare i mulatti liberi e che respingevano qualsiasi possibilità di veder loro riconosciuti i diritti politici, colpì profondamente i coloni patrioti di Santo Domingo che, ancora nel 1800, avrebbero reclamato contro l'assurdità della posizione di Brissot e di tutti i suoi colleghi girondini. Le reazioni all'affermazione furono immediate e virulente, come mostra ad esempio l'*American Star* di Tanguy de la Boissière nel suo n°22, sul quale il commento del colono Barnabe O'Shiell non si fece certo attendere. Ironizzando sul discorso di Brissot, si domandava:

«À qui met un grand prix à la prospérité des colonies d'avoir plutôt des hommes identifiés, affectionnés au sol, ou la couleur n'a rien d'extraordinaire, que des hommes qui se hâtent d'en enlever la substance pour fournir à leurs plaisirs... dites nous si la France peut toujours compter sur les blancs, sur ces êtres *blazés dénaturés*.»¹⁰⁹⁰.

Al di là dell'ironia però, le parole di O'Shiell aprivano la strada a due considerazioni: la prima insinuava che i mulatti fossero degli usurpatori delle terre che non erano loro; la seconda invece, definendo i bianchi per antifrasi *blazés dénaturés* paventava l'idea che più che lo stigma della schiavitù per la loro origine africana, il colore della loro pelle rappresentasse un perversimento di quella bianca. In effetti, poco più sotto O'Shiell commentava aggiungendo che

¹⁰⁸⁸ Frédéric Régent, "Préjugé de couleur, esclavage et citoyennetés dans les colonies françaises (1789-1848)", in *La Révolution française*, 2015/9.

¹⁰⁸⁹ Jacques Pierre Brissot, *Discours de J.P. Brissot, député, sur les causes des troubles de Saint Domingue*, Paris, Imprimerie Nationale, 1791.

¹⁰⁹⁰ *American Star / L'Étoile Américaine*, 22 marzo 1794, n°22.

«leur naissance est un opprobre, leur liberté; un délit; leurs biens, une usurpation; et qu'on peut dans la rigueur du droit, et conformément à l'esprit de la justice la plus exacte, les dépouiller d'une propriété qu'ils ne possèdent qu'au détriment des héritiers légitimes et les réduire de nouveau dans un état dont ils ne sont sortis que par une infraction évidente à la loi»¹⁰⁹¹.

Un'osservazione prematura per i tempi? Può essere, perché O'Shiell, seppur appoggiato dagli editori Tanguy de la Boissière e Peter Parent, non riuscì a raccogliere sufficienti sottoscrizioni per veder dare alle stampe il suo manoscritto, che sarebbe stato pubblicato in parte nel 1798 e poi, con delle integrazioni, nel 1825. Eppure, non sembrava affatto solo il colono, perché di lì a meno di un anno, tra Francia e Stati Uniti la letteratura prodotta dai coloni patrioti avrebbe confermato questo stereotipo e costruito una vera e propria stigmatizzazione del mulatto.

Sarebbe invano cercare nei testi scientifici i primi resoconti sulla natura perversa del mulatto¹⁰⁹². Persino Virey, il padre della teoria *racialiste*, avrebbe sviluppato la sua voce sui mulatti solo in un'edizione della sua *Histoire naturelle* posteriore rispetto a quella del 1801, aggiungendo osservazioni che, di fatto, erano già state elaborate precedentemente da categorie che esoneravano a quella dei naturalisti¹⁰⁹³. Ancora una volta, è la dinamica rivoluzionaria ad accelerare la discussione sulle componenti della società coloniale e a trasformare completamente di senso le categorie d'Antico Regime che avevano retto la realtà di Santo Domingo fino a quel momento. Per questa ragione, le osservazioni più "a caldo" che mostrano il cambiamento della percezione del problema dei mulatti sono, ancora una volta, quelle dei coloni, che nell'emergenza di ricostruire una legittimità politica si trovarono a ridiscutere le basi e i nessi delle precedenti classificazioni. Innanzitutto, prima ancora del concetto di "usurpazione" di una proprietà che non apparteneva loro, i mulatti erano criticati aspramente per la loro ingratitudine.

¹⁰⁹¹ *Ibidem*.

¹⁰⁹² Lo stesso Olivier-Doron sostiene che il problema dei mulatti rimase piuttosto marginale nella letteratura scientifica del XVII e XVIII secolo, generalizzando l'osservazione anche al campo politico fino ai primi 10 anni dell'Ottocento. L'ossessione per i mulatti che emerge nei testi prodotti dai coloni tra la fine del Settecento e gli anni della Restaurazione, con un picco tra il 1795 e il 1804, sembrerebbe smentire questa generalizzazione. Claude-Olivier Doron, *L'Homme altéré*, cit., pp. 405-407.

¹⁰⁹³ Frédéric Régent, "Du préjugé de couleur", cit., p. 86. Virey, infatti, scriveva: «Ces individus qui encombre nos colonies, n'ont ni l'intelligence aussi perfectionnée que les Blancs ni la soumission laborieuse des Nègres. Ils forment une caste ambiguë, sans rang, sans état fixe, plus prompte à la révolte que disposé au travail; haïs et méprisés des Nègres, comme voulant usurper sur eux les droits des Blancs sans en avoir les titres légitimes, et dédaignés des Blancs de race pure comme étant inférieurs; ils sont devenus plus dangereux qu'utiles à toutes les colonies européennes. On les y distingue sous le nom d'homme de couleur ou de petits Blancs». Jules-Joseph Virey, *Histoire naturelle du genre humain*, Brussels, A. Wahlen, 1826, voll. 2, p. 168.

«Le mulâtre a donc nécessairement une origine d’esclavage, mais l’affection des blancs pour ces fruits de leur incontinence les porta également à leur procurer par l’affranchissement la liberté, ils ne peuvent voir avec indifférence leur propre fils dans les liens de l’esclavage; et ils cherchent à adoucir leur sort en les rendant les maîtres d’eux mêmes. Les mulâtres sont donc redoutables aux blancs de ce second bienfait, qui mérite encore de leurs [...] Au fin les blancs ne se contentent pas de ces grands bienfaits vers les mulâtres surtout, ils facilitent donc lui les moyens d’obtenir cette aisance en travaillant et leur firent apprendre des métiers et arts mécaniques, souvent même ils leur fournissent des fonds pour accélérer cette aisance; d’autres leur donneront des terrains quelque fois cultivés pour y vivre lui et leur famille à l’avenir [...]. Ainsi ces affranchis sont donc encore débiteurs aux blancs de ce troisième bienfait des plus importants. Les mulâtres devaient le dire: “ce aux blancs qui nous devons tout ce que nous sommes, ce sont eux qui nous ont donné la liberté (l’affranchi), notre aisance & nos fortunes: que de titres pour les aimer!” Chacun des mulâtres en voyant un blanc devait donc dire “voilà le fils, le parent de mon bienfaiteur, je dois le chérir et le respecter”»¹⁰⁹⁴.

Elencando le ragioni per le quali i mulatti dovevano tutto ai bianchi, Tanguy de la Boissière criticava aspramente il clamore delle loro richieste tra gli anni 1790-1791 e delegittimava la ribellione di Vincent Ogé come l’effetto dell’ingratitude più profonda. Anzi, l’insurrezione di Ogé e degli altri mulatti era letta come un vero e proprio tradimento di un figlio irrispettoso verso il proprio padre a cui doveva la libertà, la conoscenza e l’arte di un lavoro libero e infine la proprietà. Nel 1800 era Neuville a riprendere il discorso dell’ingratitude dei mulatti, definendola sintomaticamente *noire ingratitude* e sostenendo che questa «race» era non solo uguale a quella bianca davanti alla legge, ma che godesse dei privilegi di cittadino con la stessa latitudine dei mulatti negli stati abolizionisti degli Stati Uniti, «dont la constitution porte essentiellement sur la liberté et l’égalité»¹⁰⁹⁵.

¹⁰⁹⁴ SHD, MS 112-114, Claude-Clorentin Tanguy de la Boissière, *Histoire de la Révolution*, cit.

¹⁰⁹⁵ M.J. Neuville, *Le dernier cri*, cit., p. 10: «Enfin chose qu’on croira difficilement en France, c’est que l’homme de couleur libre dans nos colonies, jouissait des privileges du citoyen, avec autant de latitude que dans les Etats Unis d’Amérique, dont la constitution porte essentiellement sur la liberté et l’égalité. (13)* Dans les états où l’esclavage à perpétuité est aboli, les hommes de couleur sont exempts d’impôts, sous la classe expresse de n’être admissibles dans aucune assemblée primaire, ni éligibles à aucune place du Gouvernement. La ligne de démarcation à leur égard est si bien prononcée, que dans plusieurs villes ils ont leurs églises particulieres qu’on appelle African Churches, notamment à Philadelphie, où dominant cependant les Quakers, ces apôtres zélés des droits de l’homme, dans toute leurs plénitude, et dans toute l’étendue des Etats Unis d’Amérique on y vend le temps des hommes de toutes couleurs et de tous pays.».

La Rivoluzione però, aveva provato fin troppo bene che di questi «insouciant paresseux, inutile à la société» non ci si potesse fidare e che i bianchi, per trarne profitto e far sì che non costituissero nuovamente un problema, avrebbero dovuto tenerli sotto una sorveglianza attiva al pari dei neri. Non solo, secondo Neuville dopo la fuga in massa dei proprietari bianchi, una volta che l'isola era rimasta nelle mani dei neri e dei mulatti, questi ultimi si erano rivoltati contro i primi e avevano tentato di soggiogarli al fine di restare «libres possesseurs d'une terre conquise par le crime». Emergeva così il secondo carattere dei mulatti dopo l'ingratitude: l'usurpazione. Se fino al 1793 i mulatti erano stati riconosciuti come legittimi possessori dei beni immobili ereditati dai padri bianchi, dopo le ribellioni degli anni 1790-1791 e dopo l'unione alle truppe nere schierate contro i bianchi o alleate con gli inglesi, sembravano irriducibilmente degli usurpatori delle proprietà¹⁰⁹⁶.

L'usurpazione della proprietà dei bianchi era un'espressione performativa a doppia lama: da un lato delegittimava il mulatto in quanto figlio illegittimo e degenerato che aveva ereditato dei beni senza aver contemporaneamente ereditato il sangue del padre¹⁰⁹⁷; dall'altro screditava il mulatto in quanto cittadino francese con i diritti che la Costituzione dell'anno III prescriveva e che faceva della figura del proprietario il solo cittadino con la piena capacità giuridica e politica. Insomma, la squalifica della sua natura allora passava anche per la delegittimazione di uno dei diritti civili riconosciuti ad ogni uomo e ad ogni francese: il diritto alla proprietà. Senza la proprietà, senza la possibilità di definirsi legittimo proprietario perché per natura usurpatore di una terra che non era la sua, il mulatto veniva escluso dalla *cit  républicaine* immaginata dai coloni bianchi, messo ai margini al pari di uno schiavo, fuori dal diritto e fuori dal cerchio della definizione giuridica di cittadino. L'accesso alla proprietà e dunque alla cittadinanza piena gli erano irrimediabilmente vietate sulla base di una sua impossibilità delle origini ad accedere alla proprietà, proprio come alla *blancheur*.

Come sottolineava Tanguy de la Boissière, Brissot aveva torto a sostenere che i mulatti fossero i patrioti per eccellenza perché affezionati alla colonia per nascita sul suo suolo, essi

¹⁰⁹⁶ Il tema dell'usurpazione emerge soprattutto nei testi in risposta alle opinioni dell'Abb  Gregoire degli anni 1790-1791 in favore dei mulatti. Per esempio, nel testo di Gabriel Legal, *Observations*, cit., l'argomentazione era costruita proprio per confutare il testo di Henri Gregoire: «Voyons sur quoi M. l'abbé Gregoire me paraît s'être trompé, relativement au sang m l  des colonies. Je suis fâché, dans cette circonstance, de ne pas avoir comme lui le loisir & la facilit  de recourir aux auteurs qui traitent de l'établissement des colonies; mais il me semble que le principe de l'établissement des colonies; mais il me semble que le principe de l'établissement de Saint-Domingue s'est fait par des blancs qui n'ont point usurpé la libert  de leurs esclaves; ils l'ont bien payée, & cette propriété principale appartient à la sueur de leur front», pp. 8-9.

¹⁰⁹⁷ «Les droits du sang ne sont-ils rien? Ne forment-ils pas au contraire dans la politique, le premier de nos liens, comme dans l'ordre moral, la première et la plus sainte de nos obligations? On est parent avant que d'être citoyen, citoyen avant que d'être philosophe, philanthrope ou n grophile. Si vous intervertissez cet ordre que la nature a prescrit, et que la politique a consacré; si vous mettez en conséquence, au premier rang de nos devoirs, ce qui en est le dernier, vous contrariez le v eu de la nature, et frappez la société par ses propres fondements». Barnab  O'Shiell, *Réflexions sur la libert  des nègres dans les Colonies*, cit., p. 34.

non erano che l'ultima e la più recente "razza" delle Antille, nati al pari di molti altri individui bianchi e neri nell'isola. Non era il luogo di nascita a farti cittadino creolo/francese, era il tuo sangue, e laddove non vi era che una degenerazione del sangue, non vi era cittadino¹⁰⁹⁸. Se fino al 1789 e anche oltre al mulatto era concesso il diritto di possedere dei beni riconosciutigli come legittimi da un rapporto di sangue con il proprio padre bianco, ora il mulatto era identificato nella sua degenerazione nei suoi rapporti con la madre schiava: non era più il figlio di una unione mista, bensì un «blancs dénaturés et noirs indélébiles»¹⁰⁹⁹.

Irriconoscente, usurpatore, straniero, degenerato e infine mostro: «Malheureusement l'espèce humaine n'est pas bornée à ces deux conditions. L'oisiveté a fait sortir du sein de la dernière une race mixte, qui, semblable à ces monstres amphibies qui portent l'effroi & la mort dans deux éléments, ne se couvre du manteau social que pour préparer des crimes; qu'elle consomme ensuite avec la férocité de l'homme sauvage». Piuttosto lapidarie, le parole del colono Limochel nel 1797 non lasciavano spazio all'immaginazione. Il colono raccontava la sua esperienza nella colonia, l'aveva vissuta e per questo si sentiva incensato di descriverne la natura con queste poche righe. I mulatti avevano conosciuto la libertà, proprio come gli schiavi liberati, e avevano potuto frequentare i bianchi ed entrarci in contatto; tuttavia, erano feroci, selvaggi. Come per Gautier, O'Shiell, Tanguy de la Boissière, Cullion, Millet, Chotard Ainé, Deaubonneau, Gabriel Legal – e la lista potrebbe proseguire! – nessuna teoria dei climi e nessuna violenza come reazione e conseguenza dell'abbruttimento della schiavitù poteva giustificare ai loro occhi il comportamento dei mulatti, se non la mostruosità, l'inumanità¹¹⁰⁰.

¹⁰⁹⁸ «La race des mulâtres est donc la dernière et la plus récente des Antilles, puis que nécessairement il y avait des blancs et des noirs avant les mulâtres; et c'est à tort qu'on a imaginé en Europe qu'ils étaient les naturels du pays, détruits en entier par les Espagnols, il son bien nés au pays, mais ils partagent cette naissance avec une foule d'individus blancs et noire francs, d'une origines bien plus ancienne.». SHD, MS 112-114, Claude-Clorentin Tanguy de la Boissière, *Histoire de la Révolution*, cit.

¹⁰⁹⁹ Pierre Serna, "Tenir les noirs à l'œil", cit., p. 181.

¹¹⁰⁰ «Veut-on dire que l'ardeur du soleil a noirci les hommes de l'équateur? Quelle allegation! Si le soleil fait effet sur notre peau, peut-il de même donner au sang la faculté de faire naître des enfants noirs ou blancs? N'est-il pas simple que c'est un des fondements de la nature? D'ailleurs ne voit-on pas & n'a-t-il pas existé de tout temps, sous les mêmes parallèles, des hommes de différentes couleurs? Les côtes fermes de l'Amérique méridionale ne sont-elles pas autant au midi que celles de l'Afrique? Pourquoi les naturels ne sont-ils pas les mêmes? Les cotes de l'Amérique septentrionale ne s'étendent-elles pas aussi au nord & plus que l'Europe? Pourquoi les naturels n'y sont-ils pas blancs? Pourquoi les blancs européens, qui passent dans ces différents climats, y conservent-ils de génération en génération, leur blancheur & ne perdent-ils tout au plus que le rosé de leur teint que font disparaître les fortes transpirations en appauvrissant le sang? Pourquoi enfin, en outre de toutes ces marques distinctives, les hommes de différents couleurs se trouvent-ils en même temps désignés par d'autres particularités de la nature, telles que la différence sur tout dans les chevelures? Dira-t-on aussi que les feux de l'équateur ont fait aux hommes, que nous appellons indiens, enfin aux naturels de l'Amérique meridionale & autres, des cheveux plats, longs, excessivement forts & beaux; tandis quel es mêmes feux auraient opéré un lainage sur la tête des Africains? Cessons donc de douter qu'il y ait une différence assignée par la Divinité entre les hommes de différentes couleurs; & que si tous prétendent aux mêmes droits, ils doivent y prétendre chacun separement.». Gabrliel Legal, *Observations*, cit.

E allora, per concludere, sembravano oramai quasi automatiche le osservazioni sui mulatti di un anonimo colono inviate il 6 marzo 1802 al Primo Console:

«L'Européen brule malgré lui d'un feu dévorant et l'africaine devient l'objet de la passion. De cette affinité provient une autre espèce d'homme, dont le type n'était pas dans la nature, un être mixte où se trouvent réunis les deux contrastes du blanc et du noir, et que la mere enfante avec orgueil quand le père rougit de sa dépravation. Nous allons le considérer dans sa nature et dans son état civil, pour savoir dans quel ordre la politique doit le classer. L'aspect des mulâtres est d'abord effrayant. La teinte jaunâtre et livide qui recouvre ses traits grossiers lui donne l'air d'un cadavre en putréfaction. On ne peut l'approcher sans un certain frémissement d'horreur et l'imagination n'aurait sans cette enveloppe, aller souder les replis de son âme, elle parce pourtant aut ravers des tissus, pour offrir un autre phénomène, une autre bizarrerie, une autre monstruosité de la nature. On nous dit que l'âme est une pure émanation de la divinité: mais alors elles seraient toutes belles. Supposons de moins qu'elle se modifie selon les organes, et que, dans l'individu, elle conserva la teinte du caractère, et les inclinations habituelles des êtres qui l'ont procrée. Sous ce rapport voyons quels sentiments ils ont pu lui transmettre, et cherchons la cause morale des disparités que nous présente l'âme du mulâtre. Le Père l'a engendré dans son abrutissement, dans le sentiment de sa dépravation; la mere l'a conçu avec crainte, l'a nourri dans son sein avec vanité, et l'a enfanté avec orgueil. De ces affections on du émaner sans doute, toutes les qualités constitutives de son être moral et il doit être par son essence vil et lâche, mais vain et orgueilleux à l'excès.»¹¹⁰¹.

L'ostilità feroce verso i mulatti spiega, più in generale, le teorie e i progetti sulla deportazione così com'erano stati immaginati dai coloni. La distinzione *racialiste* tra bianchi, neri e mulatti faceva sì che alle due ultime categorie fossero riconosciuti dei comportamenti culturali, sociali e mentali sulla base del colore della loro pelle e di tutta una serie di caratteri fenotipici chiari e delineati. La società così determinata stigmatizzava le unioni tra individui che appartenevano a "razze" distinte sulla base di quanto detto fino ad ora per i mulatti. Questi ultimi erano le vittime designate dei progetti di "ripopolamento" – voir "deportazione" – in quanto denaturati, feroci e perversi dell'ordine; così come potevano esserlo i neri, che seppur al gradino più basso

¹¹⁰¹ AN, AF/IV/1213, fol. 17, *Lettres d'un colon*, cit. Si veda annesso n°22.

della catena della civilizzazione umana com'era stata costruita già nei secoli precedenti ai coloni – seppur con notevoli differenze circa i valori religiosi, filosofici, politici sottacenti ad una stessa definizione¹¹⁰² – potevano divenire bestiali e feroci una volta conosciuta la libertà.

Esclusi i mulatti, considerati come una forzatura dell'ordine naturale, bianchi e neri avevano un'esatta collocazione nel mondo della natura – rivelata nei deterministici caratteri esteriori e interiori – che ne dettava a loro volta anche distinte collocazioni sociali e politiche. I caratteri non andavano mischiati, così come non vi doveva essere mescolamento di sangue o di bile, la società doveva essere classificata, ordinata e separata nelle sue componenti. Insomma, si immaginava una prima rudimentale forma di segregazione su base *racialiste* che potesse evitare il dramma della mescolanza delle razze e dunque del rovesciamento sociale:

«Mais dans les rapports des quantités et de la population du blanc au noir, comment le plus petit nombre forcera-t-il le plus grand à le craindre et à lui obéir? La seule force morale, qui opérait autrefois ce phénomène politique, n'existe plus; la magie est rompue; il faut aujourd'hui d'autres moyens: moyens terribles! Mais qui doivent le recomprimer dans la sphère d'où il n'aurait jamais du sortir»¹¹⁰³.

Nata come opposizione ferma all'isonomia coloniale e a tutto quello che ne avrebbe comportato, l'idea di tenere rigorosamente separati bianchi e neri emerge in differenti e spesso incoerenti forme nei testi dei coloni. Sarebbe un errore cercare coerenza della trattazione nei testi precedenti al 1802 per il semplice motivo che la gran parte di questi costituiscono l'effetto di reazioni a caldo ad eventi e problemi contingenti che venivano sollevati di volta in volta dall'incalzare degli eventi. L'organicità e la concordanza logica tra le parti dei testi di Baudry des Lozières e di Valentin de Cullion emerse solamente con il Colpo di Stato e il rientro dei coloni in Francia ad ingrossare le fila del *bureau* del Ministero della Marina e delle Colonie, che riconobbe loro autorevolezza e tempo di organizzare e approfondire l'opinione politica sulla materia coloniale senza il timore di essere tacciati di simpatie controrivoluzionarie com'era stato particolarmente per gli anni dopo Fruttidoro.

Questa incertezza e disorganicità si nota nei frammenti dedicati alla separazione fisica, sociale e politica tra bianchi e neri, che si manifesta più nelle immagini apocalittiche descritte che in un vero e proprio piano di segregazione. In questo quadro, diversi erano i riferimenti all'effetto dell'integrazione repubblicana come di un mescolamento delle razze, di un'invasione

¹¹⁰² Pierre Henry Boulle, *Race et esclavage dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Perrin, 2006; Jean-Frédéric Schaub, Silvia Sebastiani (dir.), *Race et histoire*, cit.; Andrew S. Curran, *L'Anatomie de la noirceur*, cit.

¹¹⁰³ *Ibidem*.

sul territorio francese metropolitano dei neri e dei mulatti senza precedenti nella storia di Francia¹¹⁰⁴. Rispondendo agli scritti di quasi otto anni prima dell'Abbé Gregoire, il colono Gabriel Legal, infatti, ricordava che se nell'Antico Regime era vietato ai neri e ai mulatti la possibilità di mettere piede sul suolo francese metropolitano, le ragioni erano di ordine pubblico e soprattutto di salvaguardia della *blancheur* della nazione, che con l'arrivo dei neri e dei mulatti si sarebbe irrimediabilmente corrotta¹¹⁰⁵. Legal però, ancora tra due mondi, tra l'antico sistema del *couleur-statut* e quello della race moderno, lasciava aperta la possibilità ai meticci che per continui accoppiamenti erano divenuti bianchi di poter entrare liberamente sul suolo francese e confondersi con i bianchi; il colono era ancora legato al vecchio principio per il quale nella Francia metropolitana non si potesse essere schiavi e dunque nemmeno portarne lo stigma riconoscibile nel colore della pelle.

Un altro colono invece, scrivendo al Ministero della Marina e delle colonie cambiava completamente di segno il divieto di ammettere i mulatti e i neri alla *métropole* non più perché portatori dello stigma della schiavitù, bensì perché corruttori del sangue bianco della nazione. La memoria, anche questa volta anonima, è di tutto lo spoglio archivistico una delle più reazionarie, collocandosi nell'alveo della controrivoluzione e auspicando a quello che definiva *Status Ante Bellum* delle restituzioni territoriali prima della Rivoluzione. Eppure, criticando l'integrazione repubblicana voluta dal Direttorio, il colono rigettava la possibilità che i mulatti entrassero sul suolo di Francia non più all'insegna del vecchio pregiudizio sullo stigma sociale della schiavitù, bensì in linea con le nuove tendenze che facevano del mulatto un mostro e del nero un essere da tenere a distanza. Questa convinzione era oramai talmente radicata che consigliando al Primo Console di bloccare definitivamente gli arrivi dei neri e dei mulatti liberi dalle colonie diceva:

«Sixième cause, l'affluence des gens de couler sur les sol de France. Autant de plus dans la culture: mélange de vices, des tache fainéantise et de corruption; dégradation du sang français: tel est le fruit de cette tolérance impolitique. On sera contraint, quelque jour, de recommencer la traite des noirs par Paris et par les principales villes du commerce. Mais, comme il y aurait de danger à renvoyer tant de mauvais sujets dans la colonie où ils habitaient, et où ils reporteraient de

¹¹⁰⁴ Sul tema della presenza degli schiavi e degli africani sul suolo francese rimane insuperato il testo di Sue Peabody, *"There are No Slaves in France": The Political Culture of Slaves and Slavery in the Ancien Regime*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

¹¹⁰⁵ Gabriel Legal, *Observations*, pp. 22; 54-57.

nouveaux germes pestilentiels, la prudence voudra que l'on les dépayse en les éparpillant, pour les mieux surveiller.»¹¹⁰⁶.

Altri ancora, come abbiamo visto per Neuville, osservavano che questa separazione non fosse assolutamente in contrasto con i principi repubblicani, come sembrava dimostrare il caso statunitense. Anzi, il colono, che visse in esilio a Philadelphia tra il 1793 e il 1801, osservava che proprio laddove la schiavitù era abolita, la necessità di tener separati i bianchi e i neri era ancora più sentita, riverberandosi non solo nell'esclusione politica dei neri dalle istituzioni, bensì anche da quelle culturali e sociali dei bianchi, come i quartieri residenziali e le comunità religiose¹¹⁰⁷. Uguali considerazioni si potevano trovare nelle testimonianze di Moreau de Saint-Mery e in quelle di Baudry des Lozières, che rilevavano il principio segregazionista proprio laddove era legalmente riconosciuta la libertà ai neri. I Quaccheri, più che il principale obiettivo della polemica erano il mezzo con cui rispondere alle obiezioni sollevate da Brissot nel suo *Nouveau Voyage en Amérique*, il quale guardava al sistema abolizionista da loro promosso come ad un modello che avrebbe presto contagiato tutto il mondo¹¹⁰⁸.

Baudry des Lozières, così come Neuville, ricordavano in realtà che gli *affranchis* frequentassero scuole e chiese diverse da quelle dei bianchi, che venissero esonerati dal pagamento delle imposte solamente per poter escluderli dalla partecipazione al potere e che, per raffinare la loro emarginazione, i bianchi impedivano di partecipare al sostegno e alla difesa dello stato vietando ai neri il servizio militare, l'esercizio dell'avvocatura e delle cariche pubbliche di qualsiasi sorta. «Ils ne sont assujettis à rien, et ne demandent rien, parce qu'ils sont refusés par-tout, et incapables de toute contention d'esprit.»¹¹⁰⁹.

Se per i sostenitori della schiavitù il fenomeno della Pennsylvania era utilizzato per mostrare che la libertà concessa ai neri non faceva che peggiorare la loro condizione anche in uno Stato civilizzato, per altri, invece, era al contrario l'esempio di un sistema nel quale non solo si poteva dimostrare facilmente che i neri non avessero per natura interiore ed esteriore le capacità di perfettibilità dei bianchi, ma che proprio per tali ragioni il sistema della libertà, con i dovuti accorgimenti, poteva adattarsi alle nuove teorie e tenere in uno stato di perenne esclusione culturale, sociale e politica i nuovi liberi. Oramai i più attenti osservatori avevano capito che davanti all'inevitabilità della Repubblica si potesse sì, operare con un modello

¹¹⁰⁶ AN, AF/IV/1213, fol. 12. *Mémoire sur l'Etat Colonial de la France à l'Epoque de la paix conclue à Amiens*.

¹¹⁰⁷ M.G. Neuville, *Le dernier cri*, cit., p. 10.

¹¹⁰⁸ Jacques-Pierre Brissot, *Nouveau voyage dans les États-Unis de l'Amérique Septentrionale, fait en 1788*, vol. 2, Paris, Buisson, 1791.

¹¹⁰⁹ Louis-Narcisse Baudry des Lozières, *Les égarements*, cit., p. 78.; in più si vedano anche le osservazioni di Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Mery, *Voyage aux États-Unis de l'Amérique*, cit., pp. 329-331.

differenziato all'americana nel quale convivevano nella medesima federazione stati schiavisti e stati abolizionisti; ma allo stesso tempo la discriminazione tra bianchi e neri era diventata così profonda, innegabile e irreversibile, che molti di loro cominciarono ad immaginare un sistema repubblicano *differentialiste* e *racialiste*, che concedesse l'emancipazione generale al prezzo di riconoscere le inoppugnabili differenze tra bianchi e neri e di agire al fine di arginare i secondi e metterli sotto una sorveglianza ancora più severa, gerarchica e controllata sotto ogni punto di vista della loro vita civile, sociale e politica. Per questo ogni aspetto della loro vita doveva essere organizzato meticolosamente come era stato proposto dai coloni Thomas Millet, Marc-Antoine Avalle e Pierre-François Page e da molti altri che scrissero le centinaia di petizioni inviate al ministero della Marina e delle Colonie.

Al di là della reintroduzione della schiavitù, allora, ciò che sembrava assolutamente necessario era un inasprimento delle norme nei confronti dei neri, che sorvegliassero nel complesso la loro persona e tutte le componenti feroci che oramai sembravano indelebilmente impresse nella sua anima come nei suoi caratteri fisici¹¹¹⁰. Era proprio Jean-Marie Debordes, l'autore della *Défense des colons* che aveva criticato aspramente l'applicazione della *Dichiarazione dei Diritti e dei Doveri* nelle colonie, che nel 1798 spiegava chiaramente le ragioni di questo cambio di strategia, del rifiuto delle tesi filo-schiaviste emerse dal milieu clichyens e della buona accettazione da parte dei coloni rifugiati a Philadelphia di sostenere la causa repubblicana.

«N'est-il pas temps pour le gouvernement français d'ouvrir les yeux sur ce tas d'erreurs monstrueuses dont on s'est servi pour l'aveugler ? N'est-il pas temps qu'il sache que des Africains ne peuvent prendre à la prospérité de la France le même intérêt que des Français; que des cœurs avilis par la servitude ne s'élèveront jamais à cette grandeur de sentiment qui forme les vrais Républicains; que des mains appesanties par l'insolence ne fécondèrent jamais d'elles-mêmes le sol de l'industrie & du travail ; [...] car l'Africain ne peut aimer ni servir une patrie qui n'est pas la sienne; il manque en-outré de lumières, des moyens, de volonté; tout cela se retrouve dans l'âme & dans l'esprit du colon. Le colon en un mot est Français & si le nom de patrie n'est pas un mot vide de sens, son intérêt, dans le cœur des

¹¹¹⁰ AN, AF/IV/1213, fol. 17, *Lettres d'un colon*, cit.: «Aujourd'hui on a étendu des idées, ou plutôt on a désorganisé toutes les facultés qui pouvaient le conduire au genre de bonheur dont il était susceptible (n'oublions pas que ce bonheur suprême est toujours pour lui la vie et le repos). L'association à nos droits politiques, le titre de citoyen français, les grades civils et militaires, ne peuvent changer son naturel; aucune instruction ne saurait perfectionner ses organes, ni moraliser son être: le fer brille un instant du poli qu'il vient d'acquérir sous la main de l'artiste; mais la rouille vient aussitôt à recouvrir, tandis que l'or conserve toute la pureté de son éclat. L'amour de la Patrie est un mot vide de sens pour lui; la liberté...hélas! Il en goûtait autrefois les douceurs dans ses heures de loisir: aujourd'hui il ne la conçoit que dans la licence; elle consiste dans le pouvoir qu'il a d'agir à son gré, et de se livrer sans frein à sens féroces inclinations.»

Français, doit l'emporter sur l'intérêt de tous les autres peuples de la terre. Si, sans vouer le nègre à l'esclavage révoltant au quel il était réduit avant la révolution, le directoire veut réparer tant d'injustices répétées à l'égard des colons, son premier soin est d'éloigner de St. Domingue les ennemis qui pensent entraver ses mesures»¹¹¹¹.

La schiavitù, per Debordes, non era più necessaria non solo per calcolo economico, politico o strategico in senso stretto. Se nel 1796 l'autore della *Défense* reclamava una repubblica schiavista basata sulla concezione ristretta della nozione di libertà ed uguaglianza e sull'estensione massima del concetto di proprietà al fine di mostrare che lo schiavo, non proprietario e nero, fosse incapace di partecipare alla *cité républicaine* sia per il campo sociale che per quello politico; e se, ancora nel 1796 era la mancata libertà e poi il colore della pelle a distinguere lo schiavo dal colono, nel 1798, l'assimilazione era oramai completa: l'Africano, esclusivamente perché nero, era naturalmente e *racialement* incapace di rispondere ai requisiti previsti dalla Costituzione per poter far parte della Repubblica a pieno titolo. Dunque, solo per il colore della pelle, il nero meritava di essere relegato al gradino più basso dell'ordine gerarchico repubblicano.

Così, se l'incapacità di concepire l'uguaglianza giuridica dei neri, fino al 1796, si era materializzata attorno alla necessità di abrogare il decreto del 16 pluvioso anno II e il principio di integrazione repubblicana, d'ora in avanti questa incapacità era letta alla luce del colore nero della pelle, che rendeva immediatamente visibile la disuguaglianza economica, sociale e politica. Questa lezione non venne dimenticata nel 1802, quando al contrario si rafforzò attorno alla soluzione di restaurazione della schiavitù in occasione dell'occupazione dell'isola da parte del generale Leclerc.

Insomma, liberi sì, ma non proprietari e ancor meno francesi. In questo senso vanno lette le insistenti proposte dei “nuovi abolizionisti per opportunismo” come Thomas Millet e Pierre-François Page, che proponevano a gran voce l'assimilazione dei neri liberi alla figura dello straniero così come descritta nella carta del 1795¹¹¹². Arginarli e parificarli alla figura dello straniero significava escluderli dalla cittadinanza e dalla possibilità di esser definiti “francesi” sulla base di caratteri essenzialmente estranei alla comunità della nazione francese. L'africano era escluso in quanto nero dalla cittadinanza e non il nero escluso in quanto africano:

¹¹¹¹ AN, AF/III/271, fol. 106.

¹¹¹² AN, AF/IV/1212, dossier n°7, Pierre-François Page, *Notes pour servir au Gouvernement dans ses combinaisons politiques et législatives relativement aux Colonies*, 1799; dossier n°15, Pierre-François Page, *Notes sur l'administration de la colonie de Saint-Domingue*, 1800; ANOM, COL CC9 A 14, Thomas Millet, *Observations*, cit.

il sillogismo sembra superfluo, eppure è l'esempio più chiaro di un nuovo rapporto tra il bianco e il nero, tra una nazione francese colonizzatrice un popolo dominato¹¹¹³.

L'emancipazione aveva distrutto l'idillio tra schiavi e padroni, tra europei ed africani, aveva ridotto il proprietario francese in una vittima e lo schiavo africano in un mostro. La libertà universale aveva distrutto il principio su cui si reggevano i rapporti e le leggi sociali, aveva rovesciato «tous les sentiments naturels» per un «mélange monstrueux de tous les rapports sociaux». Aveva definitivamente rotto il patto tra l'uomo e la natura, tra l'*ordre naturelle* e l'*ordre social*. Così, il principio dell'inferiorità fisica, intellettuale e morale dei futuri neri liberi che si rifaceva all'animalità, si espresse, sebbene con battute d'arresto e reticenze, in un crescendo all'interno delle istituzioni pubbliche del potere metropolitano proponendo di sostituire lo status giuridico di cittadino francese concesso agli schiavi liberati con la figura inalterabile dello straniero africano. Si apriva così definitivamente una porta verso il nuovo impero coloniale francese post-schiavitù, *racialiste* e caotico, basato sull'idea di dominio degli europei vittoriosi sulle popolazioni indigene sconfitte¹¹¹⁴.

Dopo il 18 fruttodoro anno V l'isonomia repubblicana trionfò. I deputati della destra monarchica vennero arrestati, i coloni e i loro portavoce provvisoriamente messi a tacere e finalmente i deputati abolizionisti poterono formulare le linee guida per la dipartimentalizzazione delle colonie e il processo di integrazione dei territori d'Oltremare. Ancora una volta però, non mancarono le reticenze, soprattutto davanti a quanto, nel frattempo, stava accadendo a Santo Domingo, dove l'autonomia e l'autorità di Toussaint Louverture sembravano presagire la prossima indipendenza dell'isola.

Davanti a questi fatti e al venire meno dei deputati che più di tutti si erano fatti carico della loro causa, i coloni scelsero due strade: da un lato quella di sconfessare i legami con i deputati cripto-monarchici al fine di proclamarsi fedeli repubblicani e rendersi utili nella speranza di un restauro militare dell'isola; dall'altro invece ritirarsi nel campo apparentemente

¹¹¹³ Michael Rapport, *Nationality and Citizenship in Revolutionary France: The Treatment of Foreigners 1789-1799*, Oxford, Oxford University Press, 2000; Pietro Costa, *Cittadinanza*, Bari, Laterza, 2021 (prima ed. 2005); René Koekkoek, *The Citizenship Experiment: Contesting the Limits of Civic Equality and Participation in the Age of Revolutions*, Brill, Leiden, 2019.

¹¹¹⁴ Yves Bénot, Marcel Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises, 1802: ruptures et continuités de la politique coloniale française, 1800-1830*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003; Gilles Manceron, *Marianne et les colonies: une introduction à l'histoire coloniale de la France*, Paris, La Découverte, 2003; Yves Bénot, *La modernité de l'esclavage. Essai sur la servitude au cœur du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003; Emmanuelle Saada, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, Paris, La Découverte, 2007.

più neutro dell'analisi economica e commerciale, cercando di dimostrare come le scelte del Secondo Direttorio fossero rovinose per l'economia del sistema repubblicano nel suo complesso. Nonostante l'apparente silenzio, i coloni in realtà continuarono a partecipare polemicamente ai dibattiti che interessavano le colonie, particolarmente, abbiamo visto, per il caso della cosiddetta *colonisation nouvelle*. Criticando i progetti che intendevano coniugare il sistema coloniale moderno con la libertà dei neri, i coloni sostennero che non solo gli insediamenti si rivelavano un fallimento dal punto di vista economico, bensì anche morale-antropologico, mettendo in discussione la perfettibilità della natura dei neri liberi.

Inoltre, i progetti di *colonisation nouvelle* vennero particolarmente osteggiati per via del timore che la Repubblica potesse espandere il proprio modello emancipatore e universale dove ancora vigevano sistemi schiavisti, così da segnare il lento e inesorabile declino di tutto il Nuovo Mondo. Ovviamente, le strategie erano diverse, così come le opinioni, ma i coloni condivisero generalmente un largo scetticismo sulla possibilità di rigenerare il Nuovo Mondo tramite l'azione pedagogica repubblicana e soprattutto guardarono con timore alla possibilità che la colonia della Louisiana venisse retrocessa alla Francia e sottomessa al regime di isonomia repubblicana. Davanti all'ipotesi della differenziazione però, i coloni si rivelarono più entusiasti all'idea dell'espansione francese e salutarono con interesse alla possibilità di recuperare i territori nordamericani della Louisiana al fine di farne una "colonia delle colonie", una terra di approvvigionamento e di avamposto per la riconquista di Santo Domingo.

Infatti, abbiamo cercato di dimostrare come la gran parte dei progetti di espansione nelle Americhe o in Africa fossero per lo più al servizio della riconquista di Santo Domingo, la "vera ricchezza" di Francia che tutto il mondo le invidiava. Così, gli avamposti in Africa, al posto di rappresentare la possibilità di rigenerazione e civilizzazione africana, erano per lo più considerati come dei territori dal quale poter deportare l'utile manodopera nera nel Nuovo Mondo, di cui le Antille necessitavano. Oppure, l'Africa rappresentava, nei disegni inquietanti di non pochi coloni, il sicuro luogo di deportazione e di segregazione di tutti quei "neri liberi ribelli" e di quei "mulatti irriducibili e feroci" che avevano così a lungo costituito una minaccia per l'ordine e per le gerarchie sociali della colonia.

Da qui, proprio l'aggancio a questi ultimi progetti ci ha permesso di riaprire il dossier a lungo dibattuto sulla "razza" e sulle trasformazioni che il concetto subì proprio a cavallo degli anni 1795-1802 per approdare alla cosiddetta teoria razzialista – *théorie racialiste* – pseudoscientifica di cui il naturalista Virey fu il più illustre portavoce. Cercando di spiegare i fondamenti politici, ideologici, scientifici e giuridici di questo cambiamento di paradigma, è stato possibile saggiare il fondamentale contributo dei coloni alla costruzione di queste nuove

teorie nella loro dimensione politica, prima ancora che scientifica. Ponendo l'attenzione sui temi ricorrenti che emergevano nei discorsi dei coloni, sulle loro variazioni e, soprattutto, sugli immaginari narrativi sempre più oscuri e feroci che andarono costruendo, è possibile suggerire allora una nuova cronologia dello sviluppo delle teorie *racialistes*, che vide nel rifiuto dell'emancipazione e nella necessità di giustificare la schiavitù e la riorganizzazione gerarchica della società il suo motore e la sua porosità i cui segni sono ancora, ahimè, estremamente visibili nella cultura politica odierna.

Capitolo 6 (1799-1804)

Alla conquista del Ministero della Marina e delle Colonie

«J'approuve fort que dans les spectacles les gens de couleur soient encore séparés des blancs, parce qu'il faut, autant que possible, conserver la décence qui n'existe jamais trop parmi ces derniers, & qui existerait bien moins si les gens de couleur étaient confondus, en ce que le genre des conversations & des licenses parmi eux, & surtout avec les femmes, n'est pas de nature à la maintenir.»¹¹¹⁵.

Nel 1798 Gabriel Legal, sostenendo la necessità di separare i mulatti dai bianchi, incitava il governo francese a prendere una serie di misure che legiferassero separatamente per la società coloniale rispetto a quella metropolitana. Sull'esempio dei teatri, Legal si perdeva in una lunga disquisizione sui danni che la vicinanza negli spazi pubblici dei mulatti ai bianchi avrebbe provocato, soprattutto quando questa avrebbe implicato dei rapporti di promiscuità tra donne bianche e mulatti. Le sue *Observations* erano interamente votate alla dimostrazione che il mondo dei bianchi e quello dei mulatti fossero da distinguere alla radice, per evitare che il primo potesse corrompersi venendo a contatto con il secondo.

Durante l'Antico Regime, è provato che nei teatri di Cap Français molto spesso vi partecipassero come spettatori e come attori sia neri che mulatti liberi, nonostante lo scandalo di alcuni osservatori che sostenevano l'immoralità della presenza delle tre "caste" tra il pubblico e tra l'équipe teatrale¹¹¹⁶. Nel 1798 Gabriel Legal riprendeva la polemica e consigliava al Direttorio di separare definitivamente le tre categorie al fine di salvaguardare quella bianca, accanendosi particolarmente sulla "razza" corrotta per eccellenza, quella dei mulatti, e cercando di limitarne gli incontri con quella dei bianchi a partire dalla preservazione delle virtù femminili. La segregazione passava così per il tramite del controllo del corpo delle donne e della vigilanza sui loro costumi, evitando che si potesse incorrere nelle "spiacevoli" circostanze di veder prosperare nell'isola il germe del meticcio e, quindi, della rovina dell'originaria purezza bianca.

Questa linea, come abbiamo visto, venne ribadita anche da altri coloni, che nella critica all'integrazione repubblicana richiamarono l'attenzione sul fatto che la dipartimentalizzazione e il riconoscimento della cittadinanza francese a tutte le frange della popolazione avrebbe significato l'arrivo di un gran numero di neri e di mulatti nella Francia metropolitana, il cuore

¹¹¹⁵ Gabriel Legal, *Observations*, cit., pp. 23-24.

¹¹¹⁶ Julia Prest, *Public Theatre and the Enslaved People of Colonial Saint-Domingue*, Cham, Palgrave Macmillan, 2023.

della Repubblica. Del resto, i divieti per le popolazioni di colore di mettere piede sul suolo francese metropolitano avevano lunga data e risalivano alle ordinanze d'Antico Regime del 1738, 1763 e 1777-1779 sul “suolo libero francese” come giustificazione per interdire l'arrivo dei padroni con i propri schiavi in Francia. Com'è stato sottolineato da Peabody e Boullé, non si trattava di un provvedimento teso all'*affranchissement* degli schiavi neri, bensì a limitare l'entrata degli individui non bianchi come misura di ordine pubblico e di preservazione sociale degli esistenti equilibri del regno. A questo fine, l'ordinanza del 1777 aveva cercato di limitare anche i matrimoni misti senza successo, perché il Parlamento di Parigi si oppose al provvedimento, che i ministri del re riproposero solo due anni dopo, nel 1779 riuscendo a farlo approvare. La legge non interessava in alcun modo i territori coloniali, bensì solo il suolo europeo – dove l'ordinanza venne poco o nulla rispettata – e la pratica dei matrimoni misti, come abbiamo visto nel capitolo 5, venne praticata e tollerata largamente nelle Colonie¹¹¹⁷.

La mancanza di un diritto comune e la presenza di un *couleur-statut* che si basava sulla razza, ma non sulla genealogia della razza fece sì che i principi validi in Francia non fossero altrettanto a Santo Domingo, dove la pratica delle unioni miste prosperò per lungo tempo, a tal punto che i bianchi con lontane origini africane potevano richiedere il titolo di equiparazione alla classe dei bianchi una volta dimostrata la propria *blancheur*. Di tutto questo però, poco o nulla rimase durante il Consolato, che vide addirittura un indurimento delle norme d'Antico Regime non solo riguardo la presenza di non-bianchi nella Francia metropolitana, bensì anche riguardo il divieto di matrimoni misti nelle colonie, che fino a quel momento le istituzioni non avevano mai negato. Nel 1802-1805 trionfava dunque la proposta di Gabriel Legal e di molti altri proprietari bianchi della colonia, che già anni prima del Colpo di Stato del 18 Brumaio avevano richiamato l'attenzione su questo punto e auspicato una piena separazione civile, sociale e politica tra bianchi, neri e mulatti¹¹¹⁸.

La decisione di Bonaparte di reintrodurre la schiavitù e di applicare un Codice civile nelle colonie che divergesse da quello metropolitano sono temi su cui la storiografia ha e continua a dibattere largamente, facendo dei due provvedimenti una misura puramente emergenziale da un lato o l'espressione massima della tirannia reazionaria bonapartista dall'altro. Per anni ignorata o semplicemente passata sotto silenzio, la politica coloniale di

¹¹¹⁷ Sue Peabody, “*There are No Slaves in France*”, cit.; Pierre H. Boullé, *Race et esclavage dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Perrin, 2007; Pierre H. Boullé, “Noirs en France au cours du XVIIIe siècle”, in Frédéric Régent, Jean-François Niort, Pierre Serna, *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, pp. 21-40.

¹¹¹⁸ Jean-François Niort, Jérémy Richard, “De la Constitution de l'an VIII au rétablissement de l'esclavage (1803) et à l'application du Code civil dans les colonies françaises (1805): le retour d'un droit colonial réactionnaire sous le régime napoléonien”, in Frédéric Régent, Jean-François Niort, Pierre Serna, *Les colonies*, cit., pp. 165-177; Jean-François Niort, *Le Code Noir. Idées reçues sur un texte symbolique*, Paris, Éditions Le Cavalier Bleu, 2015.

Bonaparte fu criticamente messa in luce per la prima volta dal pioniere lavoro di Yves Bénot, *La Démence coloniale* e poi ripresa e approfondita in occasione di un convegno organizzato da quest'ultimo e Marcel Dorigny nel 2002 dal titolo *1802. Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises*¹¹¹⁹. Da qui, il tema fu oggetto e soggetto di diverse polemiche a carattere politico, soprattutto in occasione della legge francese Toubira del 2001 e la creazione del *Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage* nel 2004, così come l'istituzione della Giornata dedicata alla commemorazione della schiavitù dal 2006-2008¹¹²⁰.

Al contrario, molte sono le voci degli storici che risposero alle accuse di complicità mosse dalla pubblicistica francese dei primi anni Duemila e che cercarono di operare delle sintesi sulla politica coloniale e atlantica di Napoleone Bonaparte, tra le quali spiccano il lavoro *Napoléon, l'esclavage et les colonies* di Thierry Lentz e Pierre Branda del 2006 e *Napoleon et les Amériques* curato da Christophe Belaubre, Jordana Dym e John Savage¹¹²¹. Mentre quest'ultimo lavoro si è particolarmente impegnato sul fronte americano riconoscendo alla prospettiva atlantica la possibilità di esplorare la politica coloniale di Bonaparte uscendo dal tradizionale quadro nazionale e non limitandosi alla sola vicenda della reintroduzione della schiavitù, il testo di Lentz e Branda sembra esser concepito come una risposta ai lavori di Bénot e Dorigny, al fine di ridimensionare l'attitudine ambigua di Napoleone nei confronti della schiavitù e di ricondurla a ragioni pragmatiche legate al suo progetto di supremazia mondiale.

Questa tesi, che ancora una volta fa perno su un presunto pragmatismo bonapartista dai contorni piuttosto fumosi, resta poco convincente, limitandosi ad inserire le scelte ideologiche prese durante gli anni del Consolato nell'eterna lotta atlantica sui mari tra la Francia e l'Inghilterra e sminuendo il portato di queste decisioni e l'ambiente nel quale presero forma. Peraltro, al fine di rispondere all'intervento di Bénot e Dorigny esplicitamente dedicato alla rottura operata da Bonaparte rispetto alla politica coloniale della Francia rivoluzionaria e repubblicana¹¹²², Lentz e Branda cercano di sottolineare la continuità tra il decreto del 1802 e la politica direttoriale degli ultimi mesi del 1799, giusto qualche settimana prima del Colpo di Stato, appellandosi a delle congruenze di forma che recentemente sono state ampiamente

¹¹¹⁹ Yves Bénot, *La Démence coloniale*, cit.; Yves Bénot, Marcel Dorigny (dir.), *1802. Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Ruptures et continuités de la politique coloniale française (1800-1830)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003.

¹¹²⁰ Si veda il pamphlet polemico di Claude Ribbe che, oltre a criticare aspramente la politica coloniale di Bonaparte ha messo in relazione il silenzio storiografico a tal proposito con la reticenza – se non proprio connivenza e complicità – degli storici del Consolato e dell'Impero a porre in luce la questione al fine di non mettere in ombra il personaggio. Claude Ribbe, *Le crime de Napoléon*, Paris, Privé, 2005.

¹¹²¹ Christophe Belaubre, Jordana Dym, John Savage (dir.), *Napoléon et les Amériques. Histoire atlantique et empire napoléonien*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2009.

¹¹²² Yves Bénot, Marcel Dorigny, "1802: la rupture avec les principes de la Révolution", in Yves Bénot, Marcel Dorigny (dir.), *1802. Rétablissement de l'esclavage*, cit.

riprese e smentite¹¹²³. Inoltre, giustificando la scelta della reintroduzione della schiavitù come l'esito della volontà di un gruppo di pressione e di interesse coloniale, sembra chiaro che i due autori cerchino di scagionare Bonaparte dalle responsabilità del singolo, indicando nei generali Leclerc e Rochambeau i principali colpevoli delle violenze perpetrate ai danni della popolazione nera nell'isola.

Sulla stessa linea si inseriscono i lavori di Philippe Girard, che sebbene abbiano avuto il pregio di illustrare le esitazioni e le confusioni che prevalsero in materia coloniale nei primi anni del Consolato, nonché la disomogeneità delle tesi dei coloni che in quegli anni scrissero al Primo Console e al Ministro della Marina, ha ricercato le cause dell'inasprimento della politica coloniale facendo ricorso alla teoria delle circostanze, semplificando di molto sia i progetti proposti dai coloni, sia le ragioni profonde della scelta del 1802¹¹²⁴. Paradossalmente, cercando di mettere in rilievo la mancanza di rigore ideologico di Bonaparte e dei coloni al fine di rispondere alle controversie degli anni Duemila che rischiavano di leggere tutta l'eredità del Primo Console tramite la lente *esclavagiste*, ha finito per mettere completamente da parte tutta la questione del rapporto tra schiavitù / cittadinanza / libertà, lasciando il posto ad un vago concetto di pragmatismo come denominatore comune di tutta la politica bonapartista¹¹²⁵.

Al contrario, sembrano molto pertinenti gli inviti di quanti, proprio sulla scia dei lavori di Yves Bénot e Marcel Dorigny, ricordano l'importanza di analizzare la politica coloniale di Bonaparte a partire dalla campagna d'Egitto per poi allargare lo sguardo alle altre realtà e a confrontarle tra loro. In questo modo, sarebbe più facile allora leggere le continuità e le rotture rispetto al passato rivoluzionario o a quello d'Antico Regime, così come l'eredità della politica coloniale sul lungo periodo dalla Restaurazione in poi¹¹²⁶. Lungi dall'assolvere il Consolato, questi lavori sembrano al contrario aver confermato certe tendenze di carattere generale già nella Campagna d'Egitto, nella Costituzione dell'Anno VIII e nelle misure prese contro le colonie Mascarene, preludio a quanto poi sarebbe accaduto nel 1802 a Santo Domingo.

Accogliendo questi suggerimenti, sembrerebbe utile ripensare alle continuità e alle rotture senza darne però un'interpretazione totalizzante: il periodo napoleonico non deve esser letto come una parentesi tra la Rivoluzione e la Restaurazione, né tanto meno essere interpretato

¹¹²³ Jean-François Niort, Jérémy Richard, "De la Constitution de l'an VIII au rétablissement de l'esclavage (1803)", cit.

¹¹²⁴ Philippe Girard, "Napoléon voulait-il rétablir l'esclavage en Haïti?", in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 2011 (n°159), pp. 3-28.

¹¹²⁵ *Ivi*, pp. 27-28.

¹¹²⁶ Yves Bénot, *La Démence coloniale*, cit.; Yves Bénot, Marcel Dorigny (dir.), *1802. Rétablissement de l'esclavage*, cit.; Christophe Belaubre, Jordana Dym, John Savage (dir.), *Napoléon et les Amériques*, cit.; Yverri Urban, "L'ordre du jour du 10 vendémiaire an IX [2 octobre 1800] relatif à l'organisation de la justice en Égypte: vers un nouveau droit colonial", in Frédéric Régent, Jean-François Niort, Pierre Serna, *Les colonies*, cit., pp. 149-164.

solo in continuità con il decennio rivoluzionario o al contrario solo come anticamera del 1814. Anzi, questo capitolo cercherà proprio di riflettere sulle continuità e le rotture con gli anni 1789-1799, nella convinzione che la continuità con il periodo rivoluzionario è ben presente, ma per quanto riguarda la politica coloniale vada ricercata meno nelle scelte del Direttorio e dei Consigli negli anni 1797-1799, bensì in quelle della destra repubblicana conservatrice o filomonarchica, concretizzata soprattutto nella figura dei coloni oggetto di questo studio.

Sebbene a loro volta guardassero al passato d'Antico Regime come ad un'epoca d'oro della potenza coloniale francese, sarebbe errato interpretare le loro posizioni, così come quelle di Bonaparte, nel segno della continuità con il pre-1789 senza considerare il cambiamento di paradigma irreversibile del modo di rapportarsi all'alterità che, paradossalmente, si trasforma anche e soprattutto da destra. Come abbiamo già accennato nell'introduzione dell'elaborato e nel quinto capitolo, più che di una regressione all'Antico Regime, si dovrebbe allora parlare di una vera e propria perversione dei valori rivoluzionari al fine di ritornare alla condizione precedente pur prendendo atto dei cambiamenti irreversibili avvenuti nel corso della rivoluzione.

Cercando di uscire dall'impasse storiografica sulle intenzioni di Bonaparte rispetto al problema della schiavitù, l'intento è quello di arginare l'ostacolo e provare ad approfondire aspetti differenti del percorso coloniale sotto il Consolato, verificando come l'entourage coloniale abbia effettivamente condizionato non solo il Primo Console, ma i ministri e le scelte degli uomini che avrebbero poi a loro volta portato a termine le diverse missioni nell'ambito coloniale, non da ultimi i generali Leclerc e Rochambeau. Ancora una volta, l'attenzione si concentrerà soprattutto sui coloni di Santo Domingo, che dopo il Colpo di Stato rientrarono in massa in Francia alla ricerca di un impiego spinti dalla speranza di veder ora accolti i loro auspici. Sarà più facile spiegare quella sorta di "ibrido conservatore" che fu il Consolato rispetto alla politica coloniale della Francia, cercando di rifuggire da interpretazioni o troppo psicologiche o basate solamente sulla teoria delle circostanze oppure costruite sull'enunciato di un pragmatismo i cui contorni raramente sono stati ben definiti rispetto all'ambiguità coloniale.

Anzi, la stessa accezione del termine "pragmatismo" ha finito per ricoprire un significato fin troppo positivo quando si è parlato di politica coloniale bonapartista, che andrebbe invece riletto attraverso gli uomini che, assieme a Bonaparte, presero le decisioni nell'ambito della spedizione di Santo Domingo e della reintroduzione della schiavitù nell'isola. Così, si cercherà allora di interpretare questo "pragmatismo" facendo particolarmente riferimento alle ultime interpretazioni in merito, che hanno sottolineato come con il termine si possa indicare una messa al bando apparente delle ideologie per lasciare spazio al potere

esecutivo e allo slogan della pacificazione e dell'ordine, a discapito di volta in volta del potere legislativo, della volontà popolare e rappresentativa e delle frange della popolazione che non condividevano direttamente il potere¹¹²⁷.

Cosciente della sfida politica da portare avanti infatti, Bonaparte collocò la repubblica consolare nell'alveo di una tradizione dell'*extrême centre* sotto l'egida di una politica dell'amalgama, di un *ralliement*, capace di riunire sotto uno stesso impulso patriottico tutti i talenti personali al servizio della nazione rigenerata e salvata miracolosamente dal generale ritornato dall'Egitto, il solo capace di terminare la Rivoluzione e di stabilizzare la repubblica tramite l'ordine sociale. Il giovane generale comprese come fosse necessario depoliticizzare il dibattito nello spazio pubblico, inventare un centro capace di farsi simbolo e luogo della difesa di tutti gli interessi comuni condivisi dalla *honnêtes gens* in tempo di crisi. In questa delicata e sottile operazione si inserì anche la sua politica coloniale e il rientro dei coloni al Ministero della Marina e delle Colonie, a loro volta infusi di quel trasformismo e pragmatismo che aveva loro permesso di presentarsi a più riprese come dei repubblicani rielaborando la loro strategia dell'esclusione e della dominazione appellandosi a certi valori – e disvalori – della tradizione rivoluzionaria.

Ralliement, trasformismo e pragmatismo allora portavano in sé un lato oscuro, a cui i coloni avevano già più o meno consapevolmente dato forma: l'emancipazione generale, fatto reversibile o irreversibile, doveva essere accompagnata ad un severo ordine politico teso alla separazione e alla segregazione delle tre componenti della società coloniale. Era la concezione dell'ordine sociale che oramai si era venuta modificando e sul quale Napoleone Bonaparte credeva di poter costruire il suo dominio coloniale d'Oltremare. Speranza vana, perché il Primo Console non fece adeguatamente i conti con la resistenza dei nuovi cittadini liberi, che niente avrebbero concesso sul terreno della loro guadagnata – e non accordata! – libertà.

La vicenda allora ci invita a ritornare sui fatti di Santo Domingo tramite la lente dei coloni, ripartendo dall'analisi su quanti rientrarono a Parigi e quanti invece si unirono alla spedizione di Leclerc nella convinzione di poter finalmente ritornare proprietari delle loro piantagioni. Contrariamente ad una storiografia che minimizza la loro presenza, mostreremo come buona parte dei coloni rientrò e lavorò a vario titolo per il Ministero della Marina e delle

¹¹²⁷ Pierre Serna, *La République des girouettes, 1789-1815, et au-delà: une anomalie politique, la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005; Pierre Serna, "Ralliement vertueux ou transformisme honteux des élites au temps du Consulat et du Premier Empire: le cas Thibaudeau", in Antonino De Francesco (dir.), *Da Brumaio ai Cento giorni. Cultura di governo e dissenso politico nell'Europa di Bonaparte*, Milano, Guerini e Associati, 2007; Antonino De Francesco, *Il naufrago e il dominatore. Vita politica di Napoleone Bonaparte*, Vicenza, Neri Pozza Editore, 2021; Antonino De Francesco, *Repubbliche atlantiche. Una storia globale delle pratiche rivoluzionarie, 1776-1804*, Milano, Raffaello Cortina Editore, 2022.

Colonie ben oltre la definitiva sconfitta dell'armata francese a Santo Domingo. Sempre nel primo paragrafo avremo modo di ripercorrere le scelte del Ministro e del Primo Console per verificare quanto il debito fosse ampio nei confronti della precedente politica dei coloni, soprattutto in occasione del voto plebiscitario per la Costituzione dell'anno VIII e la fine dell'integrazione repubblicana delle colonie.

A tal proposito, un focus particolare sulle memorie dei coloni inviate al Ministero ci sembra necessario al fine di illustrare le diverse opzioni proposte sul campo e come queste coniugassero la Costituzione dell'anno VIII alle precedenti teorie elaborate negli anni repubblicani in reazione al decreto del 16 pluvioso anno II. Non solo, l'analisi delle memorie dei coloni sarà altresì l'occasione per tornare sulla questione della politica estera di Bonaparte, dalla pacificazione europea alla pace provvisoria di Amiens con gli inglesi nel 1802 che aprì la strada al Primo Console per organizzare la spedizione per Santo Domingo. Infine, si ritornerà sulla vicenda della sconfitta di Leclerc e Rochambeau del 1803 e sulla fine del "sogno americano" di Napoleone Bonaparte nel quadro e del definitivo ripiegamento dei propri interessi e strategie nel quadro dell'egemonia francese in Europa.

6.1 Il rientro dei coloni in Francia

«Les grandes navigations, dit Montesquieu, font les grandes puissances; ce principe incontestable fut foulé aux pieds, et tant d'autres furent violés à la fois, qu'on doit être étonné de l'attitude que la France a reprise en Europe, depuis le 18 Brumaire. [...] Le législateur guerrier, qui a su faire respecter le nom français en Europe, saura aussi rendre à la France, sa place en Amérique»¹¹²⁸.

Quando Bonaparte prese il potere con il Colpo di Stato del 18 brumaio anno VIII, la situazione del vecchio impero coloniale francese era molto cambiata: gli inglesi avevano conquistato la Martinica nel 1794, Tabago nel 1793, Santa Lucia nel 1796 e Saintes in Guadalupa nel 1794. La Guadalupa, con Marie-Galante e la Désirade, conquistate dagli inglesi nel 1794, erano state riguadagnate dai francesi bianchi e neri guidati da Victor Hugues tra il giugno e l'ottobre 1794. A Santo Domingo, gli inglesi evacuarono definitivamente l'isola nell'agosto del 1798; mentre le cinque città dell'India vennero da loro occupate agli inizi della guerra franco-inglese nel 1793 senza venir più riconquistate dal Direttorio. Quanto alle Seychelles, esse furono incluse in un curioso accordo di neutralità con gli inglesi, che le rese immuni dalle vicende militari tra le due potenze imperiali. Insomma, solo l'Ile de France, la Réunion, Saint-Louis-du-Sénégal, la Guyana, la Guadalupa e Santo Domingo rimasero francesi. Nel frattempo, la Francia aveva ottenuto la parte spagnola di Santo Domingo grazie ai Trattati di Basilea del 1795, occupato Malta nel 1798 e attaccato l'Egitto, la cui conquista venne portata a termine solo nel 1799¹¹²⁹.

Inoltre, è bene tenere a mente il sistema di alleanza che nel frattempo la Francia del Direttorio aveva inaugurato con gli altri Stati europei. La Spagna e l'Olanda facevano parte delle alleanze francesi, entrando di fatto in guerra contro l'Inghilterra tramite il patto difensivo stipulato. In questo modo, Inghilterra e Portogallo erano schierate contro Francia, Spagna e Olanda, formando due sistemi contrapposti di alleanza, che posero però non pochi problemi alla Francia, che si trovò come alleati due paesi coloniali a base schiavista, incoerentemente con i principi di cui la Repubblica si faceva portatrice dal 1794.

Per quanto riguardava Santo Domingo, nell'ottobre 1798 abbiamo visto che il generale Hédouville venne forzato ad abbandonare l'isola, non senza aver preventivamente incaricato André Rigaud di farne le veci in quanto nuovo governatore; Toussaint Louverture, nel frattempo, grazie alla partenza di Hédouville e all'evacuazione degli inglesi, rimase il solo

¹¹²⁸ Pierre-Louis Chotard Ainé, *Quelle peut être la garantie de la République française dans ses colonies des Antilles?*, Paris, Courcier, [1799-1801], pp. 6-7.

¹¹²⁹ Yves Bénot, *La Démence coloniale*, cit.; Antonino De Francesco, *Repubbliche atlantiche*, cit.

governatore di fatto dell'isola, potendo disporre delle forze armate e di un gran potere contrattuale diplomatico con le potenze straniere. Fu così che il generale nero aprì delle trattative con gli Stati Uniti e la Gran Bretagna al fine di mettere fine alle ostilità e garantirsi l'approvvigionamento e un sistema di scambi commerciali per l'isola, ben conscio che l'isolamento prolungato sulla scia della politica estera del Direttorio avrebbe segnato la definitiva rovina di Santo Domingo e della sua popolazione liberata.

Tuttavia, nonostante i tentativi di Toussaint di mettere un fermo alle lotte sull'isola, tra giugno e luglio 1799 Santo Domingo ripiombò nella guerra civile. Questa volta a fronteggiarsi furono da un lato le forze di Louverture a Nord e ad Ovest e dall'altra quelle di Rigaud da Sud: lo scontro non fu l'esito di una guerra "di colore" tra neri e mulatti, bensì l'esito di un potere bicefalo che regnava nell'isola dal 1794 con la partenza dei Commissari Sonthonax e Polverel. A Parigi però, la guerra tra i due generali venne giudicata a partire dalla fedeltà al potere centrale, che seguì le vicende con attenzione per cercare di riportare la colonia nell'alveo dei domini francesi¹¹³⁰.

Nel frattempo, in Europa un altro generale veniva sconfitto dall'ammiraglio Nelson in Egitto e fatto prigioniero, mentre le Repubbliche sorelle d'Italia crollavano davanti ai cannoni della controffensiva austriaca. Nel clima di tensione dovuto allo spostamento degli equilibri politici a Parigi, si profilò per Bonaparte la grande occasione: lasciate le sue truppe al Cairo fece ritorno in Francia, dove venne salutato con entusiasmo da destra, come da sinistra dello schieramento politico. L'eroe d'Egitto si proponeva alla nazione come salvatore della Repubblica, secondo un indirizzo che si concretizzò solamente il 18 e il 19 brumaio anno VIII (9-10 novembre 1799), quando Bonaparte si appoggiò a Sieyès e ai circoli più conservatori per effettuare il Colpo di Stato che pose termine alla stagione del Direttorio.

Così, il 1799 si chiudeva con un nuovo potere esecutivo – il consolato guidato dallo stesso Bonaparte – e con una nuova carta costituzionale incaricati di togliere la Repubblica dalla situazione in cui la debolezza del Direttorio e la dissennata azione dei partiti avevano parimenti concorso a precipitarla. Uno dei primi obiettivi così, una volta "salvata la Francia" dai pericoli interni, fu quello di riconquistare quanto il Direttorio sembrava aver perso sia in Europa, che nel Nuovo Mondo. Per farlo, doveva innanzitutto disporre di un forte controllo della società e della politica che poteva passare solo da una rigenerazione della classe dirigente nella quale far confluire sia quanto restava dei tradizionali gruppi di potere di antico regime sia coloro che avevano fatto la scelta della rivoluzione. La politica del *ralliement*, in nome della guerra alle fazioni disgregatrici della volontà generale, diede i suoi frutti: a sinistra il Colpo di

¹¹³⁰ *Ibidem*.

Stato venne proposto come il rafforzamento e non l'affossamento del sistema repubblicano, a destra i nostalgici della monarchia non disdegnarono il potere di un solo uomo che tendeva loro la mano per ricomporre la frattura politica seguita alla rivoluzione¹¹³¹.

Di questa politica gli effetti sono ben noti anche all'interno del Ministero della Marina e delle Colonie, dove il rimpasto del personale fu piuttosto evidente e teso ad integrare nel Ministero quanti avevano sostenuto la necessità di separare il regime repubblicano continentale da quello coloniale e messo in discussione nei suoi effetti il decreto del 16 pluvioso anno II. Così, colpisce l'estrema eterogeneità a livello ideologico e politico, di coloro che intervennero nel dibattito dei primi mesi del Consolato a proposito delle colonie, assecondando il principio espresso da Bonaparte all'indomani del 18 Brumaio: «Je ne serai pas l'homme d'un parti»¹¹³². Innanzitutto, il Ministro della Marina nominato dal Direttorio Bourdon de Vatry venne in un primo momento confermato nelle sue funzioni fino al 21 brumaio anno VIII (12 novembre 1799), quando venne inviato come *commissaire ordonnateur de la Marine* per i mari del Nord e sostituito da Pierre Alexandre Laurent Forfait il 1° frimaio anno VIII (22 novembre 1799)¹¹³³.

Forfait, nato nel 1752, era stato deputato all'Assemblea legislativa per la Seine-Inférieure prima di venir inserito tra i deputati sospetti di simpatie controrivoluzionarie e di essere arrestato per tali ragioni sotto il Terrore. Più ingegnere-costruttore di vascelli che politico, venne liberato dopo il Colpo di Stato di Termidoro e impiegato nella gestione degli arsenali delle principali città portuali francesi e italiane una volta formate le Repubbliche sorelle. Contrariamente agli uomini di cui si circondò di lì a qualche mese, Forfait non aveva una conoscenza diretta delle colonie e molto probabilmente non mise mai piede a Santo Domingo prima di occupare il posto di Ministro della Marina e delle Colonie. Per tali ragioni, nei primi mesi del suo nuovo magistero conservò al proprio posto la gran parte degli uomini che dal 1798 vi ricoprivano delle cariche, a partire dagli abolizionisti convinti Daniel Lescallier, Marc-Antoine Granet, Rallier, Dentzel, Bottu e addirittura Sonthonax, tutti e tre autori di diverse memorie del dicembre 1799¹¹³⁴. Tuttavia, la loro influenza fu presto bilanciata da quella di vari proscritti, particolarmente i vecchi fruttidorizzati sopravvissuti alla deportazione e che si erano distinti per l'attenzione alla politica coloniale come Vienot de Vaublanc, Barbé Marbois e

¹¹³¹ Per la biografia di Napoleone Bonaparte e la sua vicenda politica si rimanda principalmente a: Jean Tulard, *Napoleone. Il mito del salvatore*, Milano, Rusconi, 1989; Georges Lefebvre, *Napoleone*, Roma-Bari, Laterza, 1991 (prima edizione del 1935); Steven Englund, *Napoleon: A Political Life*, Cambridge, Harvard University Press, 2004; Patrice Gueniffey, *Bonaparte. 1796-1802*, Paris, Gallimard, 2013; David A. Bell, *Napoleon. A Concise Biography*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2015; Luigi Mascilli Migliorini, *Napoleone*, Roma, Salerno, 2021; Antonino De Francesco, *Il naufrago e il dominatore*, cit.

¹¹³² Claude Wanquet, *La France et la première abolition*, cit., p. 532.

¹¹³³ AN, AF/IV/911.

¹¹³⁴ AN, AF/IV/1187, Marc-Antoine Granet, *Projet de loi sur la condition des personnes aux colonies*, 12 nivose an VIII; AF/IV/1212, Bottu, *Etat des troupes en garnison à Saint Domingue*; ANOM, COL C4 112; COL C4 113.

Villaret Joyeuse e coloni particolarmente celebri ed influenti che nel frattempo erano rientrati a Parigi, come Moreau de Saint-Mery e Baudry des Lozières.

Queste prime nomine furono più che sufficienti per insospettire l'opinione pubblica parigina, che già all'indomani dell'incarico del Ministro Forfait diffuse la voce di una prossima restaurazione della schiavitù, data per certa anche da un giornale autorevole quale *Le Moniteur*¹¹³⁵. In effetti, queste voci non fecero che aumentare una volta che Forfait aprì ad una serie di incontri con i coloni di Santo Domingo al fine di chiarire le posizioni e le soluzioni possibili per la riconquista dell'isola. Volute dallo stesso Napoleone Bonaparte, che già il 30 novembre esortava il ministro a raccogliere quante più opinioni riuscisse a richiamare al fine di prendere le misure necessarie, queste riunioni ebbero altresì l'effetto di creare una stretta collaborazione tra la lobby coloniale e il Ministero della Marina¹¹³⁶. Ad esempio, era lo stesso colono Paul Alliot Vaneuf a rimarcare il nesso stretto tra le riunioni organizzate da Forfait e l'entrata in massa dei coloni nel *bureau*:

«Depuis le 18 brumaire, les intrigants s'acquittent pour faire nommer leurs affidés agents pour Saint-Domingue. Déjà il y a en plusieurs assemblées, chez le ministre de la marine, pour aviser aux moyens de rétablir l'ordre dans cette colonie.»¹¹³⁷.

Prima ancora di analizzare gli effetti politici contingenti di tali riunioni, è bene fermare la propria attenzione sul personale di questo Ministero, al fine di ipotizzare quale possa essere stata l'effettiva importanza della pressione dei coloni di Santo Domingo sulle scelte di Bonaparte e il suo Consiglio di Stato. A questo proposito, è necessaria fare una precisazione metodologica rispetto al computo e all'individuazione dei coloni che ricevettero degli incarichi nel Ministero della Marina. Dopo aver circoscritto precedentemente i coloni di questo studio, è stato possibile ricostruire i loro percorsi biografici dopo il 1799 grazie principalmente a tre strumenti: i registri dei consoli per quanto riguarda i coloni rientrati dagli Stati Uniti che richiesero i passaporti per poter viaggiare da una parte all'altra dell'Atlantico; l'elenco di tutti i nomi e i dati del personale della Marina e delle Colonie costruito a partire dai singoli dossier;

¹¹³⁵ *Moniteur Universel*, 7 dicembre 1799, n°76.

¹¹³⁶ La documentazione riguardo questi incontri è piuttosto frammentaria e sparsa tra le Archives Nationales di Pierrefitte e quelle di Aix-on-Provence. La gran parte delle memorie consegnate in occasione di questi incontri sono contenute in ANOM, COL CC9 A 23, fascicolo 3, *Renseignements et rapports au ministre pour rétablir l'ordre à Saint-Domingue de divers colons, officiers etc.*

¹¹³⁷ ANOM, COL CC9 A 27, Paul Alliot, *Réflexions sur les colonies et notamment sur celle de Saint-Domingue*, 8 frimaio anno VIII [1799].

e la lista delle matricole di tutto il personale civile e militare che prese parte alla spedizione militare di Leclerc nel 1802¹¹³⁸.

Questo lavoro non ha pretese di esaustività, dato che si è interamente costruito a partire dal computo del campione circoscritto secondo i criteri enunciati nel primo e nel secondo capitolo. Infatti, questi inventari hanno solamente integrato le informazioni mancanti rispetto ai profili già precedentemente individuati grazie alla partecipazione politica tra la Francia e gli Stati Uniti, senza quindi comportare un ampliamento del campione considerato. La nostra ipotesi è che il numero di coloni rientrati al Ministero o arruolato per la spedizione fu superiore a quello stimato per questo studio, che ha escluso buona parte dei coloni che non fuggirono negli Stati Uniti o che rimasero silenziosi per tutto l'arco rivoluzionario in esilio tra i porti francesi di Bordeaux, Caen, Nantes o in quelli di Norfolk, Charleston, Philadelphia e New York.

Un primo segnale riguardo il rientro dei coloni in Francia fu il progressivo venir meno, soprattutto dopo la notizia del Colpo di Stato di Brumaio, di tutti quei sistemi di organizzazione politica fino ad ora utilizzati dai coloni, quali le assemblee dei coloni rifugiati a Philadelphia o i giornali sui quali scrissero tra il 1793 e il 1799. Anzi, abbiamo già avuto modo di verificare come alcuni redattori di questi fogli spiegarono chiaramente ai lettori la loro posizione in merito al rientro in Francia e alle possibilità che il Colpo di Stato sembrava loro dischiudere. Nessuno di loro però rientrò a Santo Domingo seguendo le sirene di Toussaint Louverture che invitava i proprietari bianchi a ritornare in possesso delle loro piantagioni sotto la sua tutela. Lo stesso Paul Alliot, che si proclamò fedele al regime di libertà dei neri, non si sentì sufficientemente sicuro davanti alla possibilità di ritornare a Santo Domingo, preferendo – su sua stessa ammissione – trasferirsi provvisoriamente in Louisiana per esercitare la sua professione di medico in attesa di tempi migliori¹¹³⁹.

Più dell'80% dei coloni di questo studio rientrò in Francia, alcuni molto prima del 1799, come i rappresentanti eletti alle assemblee dei rifugiati di Philadelphia, New York e Baltimora; altri invece decisero di accertarsi della distensione del clima nei loro confronti per poter rientrare definitivamente nella speranza di fare pressioni sul governo al fine di riconquistare

¹¹³⁸ CADN, 61 PO *Baltimore*; 109 PO *Boston*; 148 PO *Charleston*; 340 PO *La Nouvelle-Orléans*; 473-474 PO *New York*; 518-519 *Philadelphie*; AAE, 39CP/36-55 *Correspondance Politique – États Unis*; 40CP/2-7 *Correspondance Politique – États Unis*; 40CP/26-38, *Mémoires diverses*; 19MD/2-10 *Mémoires et Documents, États-Unis, 1793-1812*; ANOM, COL EE 1-1784, *Ministère des Colonies – Personnel colonial moderne (XVIIIe-XIXe), série EE*; COL D2 C1-387, *Sécretariat d'état à la Marine, troupes et personnel civil: matricules et revues*.

¹¹³⁹ Dall'interrogatorio ad Alliot delle autorità di prefettura francesi per i fatti di New Orleans di cui abbiamo già parlato nel capitolo 1 infatti, emergeva chiaramente la sensazione di insicurezza che pure un colono abolizionista come Alliot provava all'idea di rientrare a Santo Domingo: «Il s'embarqua sur un navire pour New York d'où il comptait pouvoir s'y rendre, mais le C. Archambal, agent des relations commerciales lui conseilla de n'y point aller vu l'état d'insurrection dans lequel se trouvait cette colonie, et de passer plutôt à la Louisiane, parti auquel il s'arrête». AN, F/7/4217.

l'isola. Molti di loro avevano seguito con grande interesse le campagne di Bonaparte in Europa, seppure con una nota di scetticismo per la politica tutta mediterranea del Direttorio che, a loro avviso, era sinonimo di disinteresse e abbandono per gli affari coloniali-atlantici; tra questi, vi era per esempio Claude Parisot, che alla fine del 1799 decise di chiudere per sempre la pubblicazione del suo giornale e di rientrare a Parigi, grazie soprattutto ai suoi contatti con Clausson e Deaubonneau, nel frattempo rientrati a loro volta dopo le persecuzioni del Colpo di Stato del 18 fruttidoro anno V¹¹⁴⁰. I riferimenti ai trionfi di Bonaparte si fecero via via più insistenti, da un lato allo scopo di adulare il Primo Console e di ottenerne i favori, dall'altro nella speranza di sollecitare il pronto intervento militare a Santo Domingo e la collaborazione con i coloni proprietari:

«Dans l'état où est depuis longtemps cette colonie, il faut qu'un général en chef ait dans les 24 heures décidé le sort de la patrie, où il aura débarqué. S'il hésite, le soupçon, les inquiétudes montent les têtes, et font faire de fausses démarches à des hommes qui auraient obéi au premier moment, s'ils avaient su ce qu'on leur voulait. Le Vainqueur de l'Italie et de l'Égypte appréciera mieux que personne cette idée, toute simple malgré son importance. Les colons ne peuvent être que très utiles dans une pareille expédition: le malheur les y a rendus plus propres que d'autres, y on doit croire qu'ils sont assez amis de leur pays pour étouffer tout ressentiment, et ne consulter que l'intérêt de la patrie, dans lequel entre leur intérêt particulier.»¹¹⁴¹.

Di tutti questi coloni rientrati, ben il 90% di loro riuscì ad ottenere un posto al Ministero, sia nei bureaux di Parigi, sia negli incarichi di stanza nei porti e nelle principali città coloniali ancora sotto il dominio francese. Moltissimi entrarono con i ruoli di *commis*, *ordonnateur*, *secrétaires* o come figure di spicco da consultare quando ve ne fosse la necessità; altri invece si unirono alla spedizione di Leclerc, spesso non facendo più ritorno né in Francia né negli Stati Uniti per morire sul campo di battaglia, come nel caso di Tanguy de la Boissière e di Paul Allard. Altri invece, decisamente più fortunati, riuscirono a fare ritorno o a riparare negli Stati Uniti prima ancora della disfatta del generale Rochambeau e della sua successiva fuga nell'isola di Cuba, come nel caso di Clausson e Dominique-César Duny¹¹⁴². Quest'ultimo, infatti, proprio come Thomas Millet, ottenne un posto di spicco all'intero del Consolato, divenendo console

¹¹⁴⁰ George Bruley, *Les Antilles pendant la Révolution*, cit.

¹¹⁴¹ AN, AF/IV/1212, dossier Chotard Ainé.

¹¹⁴² «J'étais aussi dans la dernière expédition du général Leclerc, j'ai été témoin de toutes les horreurs et de tous les crimes qui l'ont accompagnée», in Louis-Jean Clausson, *Précis historique de la révolution de Saint-Domingue, réfutation de certains ouvrages publiés sur les causes de cette révolution*, Paris, Pillet Ainé, 1819, p. VIII.

francese a Curaçao, carica che ricoprì con continuità anche durante l'Impero e la Restaurazione.

Del resto, numerosi furono i casi di coloni che grazie alle loro competenze internazionali e alle loro reti riuscirono ad ottenere posti di spicco all'interno degli uffici diplomatici e consolari: il caso più celebre in questo senso è sicuramente quello di Louis-André Pichon, diplomatico a Philadelphia tra il 1793 e il 1796, poi intermediario tra la Francia e gli Stati Uniti in occasione della riappacificazione del 1800 ratificata con il Trattato di Mortefontaine e infine *chargés d'affaires* a Washington D.C: dal 1801 al 1804¹¹⁴³. Altri invece riuscirono a mettere a frutto le proprie esperienze militari tra il Nuovo e il Vecchio Mondo durante tutto l'arco rivoluzionario, come mostra la biografia di Jean-Marie De Bordes, che dopo l'esperienza nella guerra d'Indipendenza americana, nella Guardia nazionale di Jérémie e nella spedizione di Leclerc, continuò a lavorare per il Consolato e l'Impero nei territori americani e caraibici, inviando più proposte di recupero militare dell'isola a partire dall'avamposto della Tortuga e dai territori del sud degli Stati Uniti ancora in mano agli spagnoli come le due Floride¹¹⁴⁴.

È bene precisare che tutti questi casi si riferiscono a personalità specifiche che già si erano distinte negli anni precedenti per le loro opinioni in merito al recupero dell'isola o al modo di restaurare l'economia della piantagione; per tutti gli altri, invece, è più difficile tracciare un chiaro profilo. Ad esempio, per i cosiddetti *petits-blancs* che parteciparono alle assemblee di Philadelphia e che si firmavano in quelle occasioni come «citoyen de la Garde nationale» abbiamo informazioni sfuggenti, dovute alla mancanza di dati certi come il nome o cognome o ad altri elementi che possano chiarire la loro identità. Sappiamo però che se circa il 40% di loro decise di rimanere negli Stati Uniti e di ricostruirvi una vita, il restante si unì alla spedizione di Leclerc direttamente dai porti americani, secondo quanto riportato dallo stesso Louis-André Pichon nella sua corrispondenza diplomatica con Parigi e con lo stesso Leclerc¹¹⁴⁵.

Non sembra poi scontato ricordare come molti di loro furono personalmente legati a Moreau de Saint-Méry, che prima occupò l'incarico di *historiographe* al Ministero e poi entrò a far parte del Consiglio di Stato nominando come proprio successore l'amico e suo genero Baudry des Lozières, figura piuttosto ingombrante del Ministero¹¹⁴⁶. Anzi, furono proprio l'impegno e l'infaticabile entusiasmo di Baudry des Lozières ad animare le iniziative coloniali

¹¹⁴³ Marie-Jeanne Rossignol, "À la recherche d'une diplomatie postrévolutionnaire: Louis-André Pichon, chargé d'affaires à Washington, 1801-1804", in Marcel Dorigny, Marie-Jeanne Rossignol, *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 2001, pp. 13-28.

¹¹⁴⁴ AAE, 40CP/38, foll. 194-205, Jean-Marie De Bordes, *Idée générale d'un plan de campagne à St. Domingue*; foll. 206-227, Jean-Marie De Bordes, *Considérations sur l'Isle de la Tortue*.

¹¹⁴⁵ AAE, 40CP/38, *Affaires de Saint-Domingue, 1802-1810*; 4MD/15, *Mémoires et Documents, Indes occidentales, Saint-Domingue, 1799-1825*; AN, AF/IV/1189, foll. 252-253.

¹¹⁴⁶ Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Voyage aux États-Unis de l'Amérique*, cit.; Gabriel Chastenet d'Esterre, *Précis Historique sur le Régiment de Crête*, cit.

del Ministero non tanto nel senso dell'organizzazione della spedizione, quanto nella giustificazione della stessa tramite un'opera di vera e propria propaganda incarnate nel *bureau d'historiographie de la Marine et des colonies*. Si trattava di un bureau che informalmente prese forma grazie al suggerimento di Moreau de Saint-Mery e che solo sotto Baudry des Lozières venne ufficializzato in un vero e proprio reparto del Ministero dopo la Pace di Amiens del 1802. Era lo stesso Baudry des Lozières a precisarne gli intenti nella sua *Les égaremens du nigrophilisme* in un lungo passaggio finale:

«Le public doit être convaincu que M. Forfait avait les vues ples plus étendues sur les Colonies, en créant la place d'historiographe, et qu'il a enchéri même sur ce que M. de Bruix avait fait avec sagesse, pour le bonheur des Colones, dans le temps qu'il était aussi Ministre de la marine et des Colonies. M. de Bruix a crée les bureaux d'histoire et de législation coloniale, et il a, par cette sage institution, donné l'occasion à M. Moreau de Saint-Méry d'enrichir l'Etat de bons ouvrages sur les Colonies. M. Forfait voulait, dans l'historiographe qui a remplacé M. Moreau de Saint-Mery, une espèce de commissaire intérieur, qui donnât son avis et ses instructions dans beaucoup d'affaires de son ministère, et surtout dans celles des Colonies»¹¹⁴⁷.

Il magistero Moreau de Saint-Mery / Baudry des Lozières aprì allora ad una florida stagione di scritti sulle colonie rivolti al Ministro della Marina o al Primo Console i cui autori furono soprattutto coloni che negli anni si erano distinti per le loro posizioni ostili alla politica repubblicana francese. Non sembra scontato ricordare che la stessa opera di Baudry des Lozières sopracitata fosse in realtà, nei progetti dell'autore, la prima di una lunga serie tesa a illustrare e sintetizzare le posizioni esposte dai coloni nelle loro memorie e nei loro testi a stampa.

Anzi, la stessa immensa raccolta di testi manoscritti e a stampa conosciuta oggi come *Bibliothèque Moreau de Saint-Mery* fu il frutto di questa impresa e della volontà del colono di trasformare tutto questo materiale in una grande *Encyclopedie coloniale* che sarebbe servita proprio allo scopo di informare sul sistema coloniale e sulle modalità per far prosperare la Francia. Tuttavia, l'idea, nata già nel 1789-1790, non vide mai compiutamente la luce, sebbene Moreau de Saint-Mery si fosse precedentemente impegnato nella pubblicazione dei sei volumi delle *Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique*, venne poi sviluppata con il

¹¹⁴⁷ Louis-Narcisse Baudry des Lozières, *Les égaremens du nigrophilisme*, cit., pp. 289-290.

Recueil des vues des lieux principaux de la colonie française de Saint-Domingue nel 1791, la *Description topographique et politique de la partie espagnole de l'isle Saint-Domingue* nel 1796 e, infine, la *Description topographique, civile, politique et historique de la partie française de l'isle Saint-Domingue* nel 1797¹¹⁴⁸. In continuità con questa operazione, sembrerebbe quella di un altro colono altrettanto celebre, il cui rientro in Francia e poi proprio nel Ministero della Marina e delle Colonie dopo la Pace di Amiens fu il segno più chiaro del *tournant esclavagiste* della politica coloniale bonapartista: Victor Malouet e la sua *Collection de mémoires et correspondances officielles sur l'administration des colonies* che vide le stampe proprio a partire dal 1801¹¹⁴⁹.

La linea di propaganda e raccolta di tutto il materiale sulle colonie e di tutte le ipotesi possibili per la loro prosperità servì come base per rinnovati ingressi all'interno del *bureau d'histoire et de législation*, come nel caso del già citato François Gautier, quello di Fondeviolle e quello di Millot, tutti e tre coloni e autori di importanti opere riguardanti le colonie e, nel caso di Fondeviolle, anche di una importante collezione donata al *bureau* e oggi confluita in quella della Bibliothèque nationale de France¹¹⁵⁰. Infine, un'operazione editoriale promossa ancora una volta da Baudry des Lozières e meno ricordata dagli storici seppur di grande successo in quegli anni, fu l'*Annuaire de la Marine et des Colonies*. Strutturato come un almanacco, il libricino di circa 150-200 pagine avrebbe dovuto essere, nelle intenzioni del suo promotore, «un ouvrage aussi utile qu'agréable, autant qu'un ouvrage purement didactique» al fine di «se rapprocher de ces ouvrages agréables qui fixent l'attention par des extraits fidèles, et qui peuvent servir à l'histoire et à la législation des colonies.»¹¹⁵¹. In effetti, più che un almanacco dedicato agli ufficiali di marina e ai marinai, il libricino sembrava rivolto ai coloni, come dimostrano le appendici, dedicate alle loro proprietà a Santo Domingo e alle recensioni delle opere prodotte sulla storia della colonia e sui modi per risanarla.

Nei giorni che seguirono al Colpo di Stato le questioni coloniali affrontate negli organi di potere furono tenute segrete, così come i resoconti degli incontri organizzati dal Ministro della Marina Forfait con i coloni. Sebbene in un primo momento furono ascoltati anche esperti in materia

¹¹⁴⁸ Médéric Louis Élie Moreau de Saint-Méry, *Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent*, voll. 6, Paris, Moutard, s.d.; *Recueil des vues des lieux principaux de la colonie française de Saint-Domingue*, gravées par les soins de M. Ponce, Paris, Moreau de Saint-Méry, 1791; *Description topographique et politique de la partie espagnole de l'isle Saint-Domingue*, voll.2, Philadelphia, Moreau de Saint-Méry, 1796; *Description topographique, physique, civil, politique et historique de la partie française de l'isle de Saint-Domingue*, voll. 3, Philadelphie, Moreau de Saint-Méry, 1797.

¹¹⁴⁹ Pierre Victor Malouet, *Collection de mémoires et correspondances officielles sur l'administration des colonies*, voll. 3, Paris, Baudouin, an X [1801-1802].

¹¹⁵⁰ Louis-Narcisse Baudry des Lozières, *Les égaremens du nigrophilisme*, cit., pp. 259-261.

¹¹⁵¹ Louis-Narcisse Baudry des Lozières, *Annuaire de la marine de France, pour l'an IX*, Paris, s.e., 1802.

coloniale dello schieramento abolizionista come Granet, Sonthonax, Thomany e Pinchinat – le cui memorie testimoniano una prima partecipazione – secondo le diverse testimonianze questi incontri furono di portata più modesta, sia nel numero che negli effetti, rispetto a quelli intercorsi con i coloni dello schieramento conservatore, tra i quali vi si contavano gli ex-accusatori di Sonthonax e Polverel, ovvero Chotard Ainé, Clausson, Deaubonneau, Fondeviolle, Duny e Brulley, così come Barré de Saint-Venant, Baudry des Lozières e, appunto, Moreau de Saint-Mery¹¹⁵². Non sembrerebbe un caso che un uomo come Paul Alliot allora, particolarmente ostile ai primi, con i quali entrò anche in polemica tra il 1793 e il 1794, segnalasse gli effetti negativi che una politica di tale sorta al Ministero della Marina avrebbe finito per inimicarsi i nuovi cittadini neri della colonia.

Nonostante i consigli però, gli incontri furono sempre più ravvicinati e sempre più rivolti al gruppo coloniale conservatore e la Costituzione dell'anno VIII ne fu, in un certo senso, il primo effetto di queste riunioni. L'articolo 91 della Costituzione, infatti, statuiva che il regime sarebbe stato «déterminé par des lois spéciales». Secondo Lentz e Branda, questo provvedimento sarebbe servito unicamente a lasciare aperta la strada ad una politica più flessibile nelle colonie, senza per questo significare la pronta garanzia del ritorno alla schiavitù per le popolazioni africane di Santo Domingo. Eppure, il ritorno ad uno statuto coloniale specifico che tagliasse definitivamente con il principio dell'integrazione coloniale fissato dal Direttorio dopo tante discussioni e con tante fatiche, non è da sottovalutare. Abbiamo cercato di dimostrare nei capitoli precedenti, sulla scia dei lavori di Bernard Gainot, l'importanza che la costituzionalizzazione delle colonie quale strumento e garanzia dell'emancipazione generale ricoprì nel *combat* dei convinti abolizionisti dell'anno V contro il Club de Clichy.

La Costituzione consolare prendeva in contropiede tutta l'impalcatura direttoriale a partire dallo stesso articolo 1, nel quale si sottolineava che «la république est une et indivisible. Son territoire européen est divisé en départements et arrondissements communaux». Come hanno giustamente sottolineato Niort e Richard il termine «européen» annunciava l'insieme dei caratteri specifici e derogatori dell'articolo 91 e il paradosso della presenza del termine «indivisible», che automaticamente non prevedeva alcuna menzione delle possessioni d'oltremare¹¹⁵³. Così, si veniva automaticamente a separare le colonie dalla Francia metropolitana, mettendo in discussione il principio di uguaglianza e di assimilazione giuridica in materia amministrativa e costituzionale e ritornando alla situazione giuridica del 1789-1791, dove le colonie erano escluse dal campo d'applicazione della Costituzione. Insomma, attraverso

¹¹⁵² ANOM, COL CC9 A 23.

¹¹⁵³ Jean-François Niort, Jérémy Richard, “De la Constitution de l'an VIII au rétablissement de l'esclavage (1803)”, cit.

questo statuto amministrativo coloniale derogatorio, il quadro giuridico di un possibile ritorno alla schiavitù nelle colonie era già ben chiaro nel 1799 e seguiva perfettamente uno dei primi progetti proposti dal 1794, quando già il deputato e colono Gouly si era opposto all'integrazione coloniale prevista dalla Costituzione del 1795.

In quadro giuridico siffatto, è più chiaro allora il proclama del 25 dicembre 1799 dei tre consoli ai cittadini di Santo Domingo – molto probabilmente scritto dal Granet per conto di Cambacères – nel quale si confermava l'abolizione della schiavitù per la colonia e si lanciava una sorta di avvertimento a Toussaint Louverture sul fatto che non sarebbero state sopportate delle alleanze bilaterali tra l'isola e le altre potenze atlantiche che non fossero avallate dalla Madrepatria¹¹⁵⁴. L'espressione «souvenez-vous que le peuple français seul reconnaît votre liberté et l'égalité de vos droits» poteva avere due accezioni: la prima, di carattere più democratico, ribadiva come la Francia fosse l'unica potenza al mondo ad aver riconosciuto l'emancipazione generale e metteva in guardia i neri dall'allearsi con potenze quali la Gran Bretagna e gli Stati Uniti i cui sistemi si fondavano espressamente sulla schiavitù; la seconda invece, voleva ricordare ai neri come i loro diritti fossero una gentile concessione della Madrepatria e non una loro conquista acquisita con il sangue e le ribellioni.

Sulla prima interpretazione vi sono forti dubbi per almeno tre ragioni: innanzitutto, il proclama non era rivolto a tutte le colonie, bensì solamente a quella di Santo Domingo, lasciando intendere come la schiavitù, laddove fosse stata mantenuta dal 1794 in opposizione all'ottemperanza del decreto di Pluvioso, non costituisse più un problema di principio per il Consolato. In secondo luogo, questo proclama arrivava giusto qualche giorno dopo la decisione di costituire delle leggi speciali per le colonie, che lasciavano ampio spazio di manovra alla Madrepatria davanti alla possibile opposizione di Toussaint Louverture e i suoi uomini. Infine, a questo proclama sarebbe dovuto seguire un *projet de loi sur l'état politique des habitants des colonies* sempre scritto da Granet per conto di Cambacères, oggi conservato manoscritto a Pierrefitte, nel quale si garantiva la libertà ai cittadini neri in quattro articoli, seppur con forte restringimento dei loro diritti politici al fine di «se concilier avec le maintien de la sûreté et de la propriétés, et avec la prospérité des cultures, et les avantages du commerce national»¹¹⁵⁵. Benché decisamente più conservatori rispetto alla precedente legislazione direttoriale, questi

¹¹⁵⁴ «Les consuls de la République, en vous annonçant le nouveau pacte social, vous déclarent que les principes sacrés de la liberté et l'égalité des Noirs n'éprouveront jamais parmi vous d'atteinte ni de modification. S'il est dans la colonie de Saint-Domingue des hommes malintentionnés, s'il en est qui conservent des relations avec les puissances ennemies, braves Noirs, souvenez-vous que le peuple français seul reconnaît votre liberté et l'égalité de vos droits». Thierry Lentz, Pierre Branda, *Napoléon, l'esclavage et les colonies*, cit., p. 45.

¹¹⁵⁵ AN, AF/IV/1187, fol. 34, Marc Antoine Granet, *Projet de loi sur la condition des personnes aux colonies*, 12 nevosio anno VIII [2 gennaio 1800]. Si veda l'annesso n°23.

quattro articoli speravano di colmare un vuoto legislativo e di garantire, nel rispetto degli interessi della Madrepatria, la libertà civile ai nuovi liberi. Tuttavia, rimasero lettera morta e il Primo Console, per il tramite del Ministro Forfait, non prese mai seriamente in considerazione questi articoli, nemmeno quando inviò tre emissari, il generale Michel, il colonnello Vincent e l'ex deputato Raimond a Santo Domingo con lo scopo di rendere noto il proclama e di ristabilire l'autorità della Madrepatria con l'accordo di Louverture e in collaborazione con Roume de Saint-Laurent, l'ultimo rappresentante del potere centrale nella colonia.

La Costituzione dell'anno VIII, così come l'articolo 91 e le promesse di pacificazione interna ed esterna che il Colpo di Stato del 18 Brumaio sembravano portare, risvegliarono gli appetiti e le speranze dei coloni, che di lì a qualche mese inondarono fisicamente e editorialmente il Ministero della Marina e l'opinione pubblica parigina¹¹⁵⁶.

¹¹⁵⁶ Yves Bénot, "Le 18 Brumaire, un enjeu colonial?", in Pierre Jessenne, *Du Directoire au Consulat 3. Brumaire dans l'histoire du lien politique et de l'Etat-nation*, Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2001.

6.2 «*Point de commerce extérieur sans Marine! Point de Marine sans Colonies!*»

Quando nel 1799 il ministro Forfait cominciò ad esaminare la situazione delle colonie per farsi un'idea a riguardo, incappò in una memoria senza data e senza autore, dedicata alla Commissione delle Colonie del 1798 in occasione della preparazione delle *Lois organiques* del 1798. Si trattava presumibilmente di una memoria di un colono che aveva cercato di influire anonimamente sulle scelte della Commissione al fine di frenare il processo di isonomia coloniale e tentare di mantenere uno statuto separato per i territori d'Oltremare; la richiesta però, rimasta inascoltata nel 1798, venne riproposta nel 1799 con lo stesso testo e dedicata questa volta ai «Citoyens Consuls»¹¹⁵⁷.

Sulla scia degli enunciati repubblicani del 1795, la memoria si apriva con la riaffermazione dell'unità, dell'indivisibilità, della libertà, dell'uguaglianza e del sistema rappresentativo come fondamenti della Repubblica e come principi sui quali poi «chercher des moyens d'exécution qui puissent éviter les secousses et les désordres inséparables d'une transition subite de l'état avilissant de l'esclavage, à celui d'une liberté absolue et sans freine, que l'instruction n'a point préparée»¹¹⁵⁸. Al di là dei proclami però, la memoria metteva in discussione l'universalità di questi valori dopo una breve ricognizione della situazione dei domini coloniali francesi, sottolineando come alle Iles de France e a quella della Réunion l'emancipazione proclamata con il decreto del 16 pluvioso anno II non vi era applicata e la libertà vi fosse riconosciuta come «un bienfait nécessairement subordonné à l'intérêt de la colonie».

Una constatazione che gli permise poche righe più sotto di declinare secondo la tesi differenzialista il mondo coloniale rispetto alla Madrepatria, chiedendo espressamente che le *lois organiques des colonies* si sviluppassero in sei direzioni: 1) autorizzare il governo a sospendere la pubblicazione e l'esecuzione del decreto del 16 pluvioso anno II, delle leggi del 4 brumaio, del 12 e del 26 nevoso anno IV nelle colonie dove non erano ancora state proclamate e dove ancora vigeva la schiavitù; 2) stabilire un *affranchissement* graduale e acquisibile come ricompensa all'impegno nel lavoro; 3) riconsiderare i diritti politici dei nuovi liberi previsti dalla legge del 12 nevoso, separare il diritto alla cittadinanza dal servizio militare e applicare agli africani i medesimi diritti previsti per gli stranieri – sulla scia di quanto abbiamo già visto proporre da Thomas Millet nello stesso anno; 4) istituire delle regole di lavoro e di polizia chiare che possano rendere la libertà utile all'industria e all'agricoltura; 5) incoraggiare all'aumento

¹¹⁵⁷ AN, AF/IV/1212. La memoria è una copia di un'altra versione contenuta nei documenti di lavoro della Commission des Colonies del 1798 presieduta dal deputato Eschasseriaux. Si veda annesso n°24.

¹¹⁵⁸ *Ibidem*.

della popolazione tramite dei matrimoni legittimamente stipulati; 6) prevedere un sistema di “reclutamento” in Africa che potesse sostituire la tratta d’Antico Regime con un sistema di trasporto di quanti volessero abbandonare la loro terra natia per lavorare e ottenere la libertà grazie alla benevolenza della Francia.

Infine, aggiungeva però due punti per il presente, assenti nella versione del 1798, da inserire immediatamente nel progetto costituzionale dell’anno VIII:

- «1. Les Colonies françaises sont partie de la République et participeront au droit de représentation nationale dans la proportion de leur population et de leur territoire;
- 2. Leur division territoriale, leur regime intérieur, leur relations commerciales, leur ordre judiciaire, leur administration particulière seront déterminés par des lois spéciales rendues sur la proposition formelle et nécessaire du pouvoir exécutif»¹¹⁵⁹.

Lettera morta nel 1798, quasi manifesto politico-costituzionale nel 1799: la Carta dell’anno VIII e il proclama del 25 dicembre 1799 soddisfacevano quasi tutti i suoi enunciati, ivi compresa l’idea che la libertà dei neri fosse un fatto concesso e non un diritto acquisito con la forza delle armi e l’universalità del valore del decreto del 16 pluvioso e di quelli relativi all’integrazione coloniale.

La libertà e l’uguaglianza divenivano così una concessione dall’alto e non un diritto che i neri avevano conquistato grazie alla loro partecipazione militare nelle forze repubblicane che, dal 1793, avevano respinto le truppe britanniche durante l’occupazione di Santo Domingo. Negando la dimensione militare della cittadinanza, si negava il principio della *citoyenneté à main armée* definita da Dufay durante i dibattiti del 1794 alla Convenzione per il decreto del 16 pluvioso e si cercava di assimilare, proprio sulla scia dei principi dei coloni conservatori come Thomas Millet, gli africani agli stranieri nei diritti e nella loro diversità rispetto ai cittadini francesi.

Ancora prima che prendesse forma il progetto della spedizione armata a Santo Domingo, le centinaia di memorie che arrivarono al bureau del Ministero della Marina e delle Colonie ricalcavano tutte più o meno questo punto fondamentale del diritto alla cittadinanza dei neri come una concessione che andasse separata da quella dell’esperienza militare. Non a caso, la gran parte dei testi richiedeva il disarmo immediato dei neri come esercito repubblicano e suggeriva delle soluzioni alternative a quella che veniva sempre più concepita non come disciplina militare, bensì slancio dei neri alla ferocia manifestata tramite l’utilizzo delle armi.

¹¹⁵⁹ *Ibidem*.

A questo proposito, fu piuttosto curiosa la proposta del colono Larchevesque Thibaud, che suggeriva di considerare i cittadini liberi come dei «soldats de l'Agriculture», al fine di poterli sottoporre ad una disciplina di polizia severa nei campi che ricordasse loro le modalità militari alle quali si erano oramai abituati nel tempo della libertà combattendo per i loro generali neri contro le forze britanniche prima e quelle ribelli dopo¹¹⁶⁰. Lo scopo era, ancora una volta, quello di limitare i diritti politici dei neri e di riconoscere loro solamente quelli civili, così da garantire ai bianchi la sola gestione e il solo dominio politico e sociale dell'isola: Come diceva sempre Larchevesque Thibaud nella sua memoria, con questo sistema si sarebbe garantito: «Dans l'ordre de la propriété, les Blancs sont encore les premiers; car les trois-quarts et demi de la Colonie leur appartiennent. Dans l'ordre politique, les Blancs doivent donc être l'ordre premiers. C'est le seul moyen de prévenir l'indépendance de la Colonie.»¹¹⁶¹.

Al fine di assicurare il dominio dei bianchi nell'isola a seguito dei recenti avvenimenti, inoltre, moltissimi coloni tornarono a proporre la possibilità di voto locale e di assemblee consultive composte unicamente da bianchi, che potessero partecipare alla produzione legislativa differenziata per le colonie senza che la presenza massiccia dei neri potesse disequilibrare i rapporti politici e sociali. Il tempo della cittadinanza francese per i neri era venuto implicitamente meno nel 1799: nessuna memoria dei coloni e dei cittadini che scrissero al Ministero sembrava riconoscere la cittadinanza ai neri, neanche con severi sbarramenti su base censitaria com'era stato proposto durante il Direttorio da alcune voci come quella di Marc-Antoine Avasse che, nella sua memoria del 1800, se ne guardò bene infatti dal riproporne il principio¹¹⁶².

Le uniche tre memorie che ruppero con questa “tradizione coloniale” furono quelle di Sonthonax, Truguet e Perroud, che difesero l'operato del Direttorio – e quindi anche il loro – e che cercarono invano di convincere il Ministero della possibilità di coniugare la libertà dei neri con la cittadinanza e il lavoro nelle piantagioni a profitto della Francia e dei suoi territori

¹¹⁶⁰ «Les cultivateurs doivent être considérés comme les soldats de l'Agriculture. En consequence: 1° fixer les cultivateurs sur les habitations; 2° les assujettir à une discipline sévère; 3° leur donner une rétribution très-légère, d'autant plus légère qu'ils trouveront sur chaque habitation à laquelle ils seront attachés le logement, l'habillement, la nourriture, les soins et les remèdes en maladie, et un lopin de terre qui leur procure toutes les douceurs que leurs états comporte. Les soldats sont casernés, soumis à des exercices punibles et à des peines rigoureuses, exposés à être estropiés, mutilés, à perdre la vie, et ils n'ont qu'une très-modique paie: en sont-ils moins libres?». AAE, 4MD/15, foll. 114-115v, Larchevesque Thibaud, *Quelques idées sur les moyens de reconcilier à Saint Domingue le système colonial avec le système de la révolution et d'assurer le repos de la colonie et de la faire refleurir promptement*.

¹¹⁶¹ *Ivi*, fol. 114v.

¹¹⁶² AN, AF/IV/1212, Marc-Antoine Avasse, *Mémoire en deux parties sur le rétablissement de la culture des colonies françaises. Le rapport de tous productions et exportations en France de 1787 à 1788*, [1800].

d'Oltremare¹¹⁶³. La successiva esclusione di tutti e tre gli uomini dagli incontri con il Ministro a partire dai primi di dicembre del 1799 era la prova di uno slittamento verso l'ala moderato-conservatrice che sembrava dare ragione a Paul Alliot quando annotava che il Ministro Forfait si stesse sempre più allontanando dai principi direttoriali per dare retta ai «colons intriguants».

Insomma, i primi mesi dal Colpo di Stato del 18 Brumaio allora, seppur non avessero ancora apertamente messo in discussione il principio della schiavitù, avevano immediatamente risvegliato gli animi di quanti volessero e vedessero possibile un ritorno in forze del dominio bianco dell'isola fondato sull'esclusione progressiva dei neri e dei mulatti dalla politica e dalla società coloniale. Secondo gran parte dei petizionari, la prova della necessità che fossero i bianchi a dover governare stava nel recente passato della colonia, che una volta riconosciuta la libertà ai neri da paradiso celeste era divenuta, secondo i coloni, un vero e proprio inferno in terra. I continui riferimenti alle violenze, alla ferocia, all'oziosità e alla naturale improduttività dei neri forzavano nella direzione di una lettura sempre più negativa della figura del nero africano e sempre più positiva del proprietario bianco come l'unico in grado di restituire la colonia al suo splendore. Erano due lati di una stessa medaglia, perché la rovina di Santo Domingo veniva strettamente correlata alla libertà dei neri e all'esilio dei bianchi tanto quanto la ricchezza produttiva dell'isola durante l'Antico Regime era esaltata quale concreta dimostrazione della necessità della dominazione bianca e della sua civilizzazione.

«Liberté politique, ne dit pas, anarchie, dégradation, pauvreté, oisiveté, pillage; bien réglée, elle rend l'homme heureux; mal comprise, elle le traine au néant. Pour l'africain, être libre c'est dormir, ne point travailler, prendre, où il trouve, et ne connaitre ni lois, ni gouvernement, ni liens sociaux, ni devoirs. Pour prouver de nos idées, qu'on examine Saint-Domingue, on y verra l'Anarchie, le mépris, des lois nationales, l'abandon des cultures, la guerre civile, la plus profond misère; delà la dépopulation et un anéantissement total. Qu'on regarde ensuite, une autre colonie, où le régime de la liberté a été tenu dans des bornes sages et raisonnables.»¹¹⁶⁴.

L'omogeneità delle posizioni rispetto al ruolo dei bianchi nella colonia si traduceva in un altrettanta corrispondenza rispetto al tema del decreto del 16 pluvioso anno II che, una volta pubblicato il testo costituzionale del 1799, sembrava esser sempre più un problema lontano. La

¹¹⁶³ ANOM, COL CC9 A 23, Sonthonax, *Sonthonax au Ministre de la Marine et des Colonies sur Saint-Domingue*, 1799; ANOM, COL CC9 A 28, Henry Perroud, *Projet d'une Nouvelle Organisation de la Colonie de Saint-Domingue*, 1801; AN, AF/IV/1212, Truguet, *Mémoire sur St. Domingue*, 1799.

¹¹⁶⁴ ANOM, COL CC9 A 14, Millot, *Un petit mot sur les Colonies*, 9 gennaio 1800.

differenziazione coloniale prevista dall'articolo 91 e il proclama del 25 dicembre 1799 rivolto solamente alla popolazione nera di Santo Domingo sembrava aver definitivamente messo una pietra tombale al principio dell'emancipazione, che andava di parallelo con quel pragmatismo bonapartista che faceva dei principi "filosofici" una chimera che portava alla rovina della Francia: «Il est très bon d'avoir des idées libérales, mais avant tout il faut avoir du bon sens: or le bon sens rejette ici toute abstraction métaphysique!»¹¹⁶⁵.

Quasi nessuna memoria cita il decreto del 16 pluvioso e il solo riferimento esplicito che si è potuto trovare fa la sua comparsa in una memoria del colono Monnier, che parlando dei modi di riconquista e di stabilizzazione di Santo Domingo chiedeva esplicitamente che venisse ritirato in nome della salvaguardia dei bianchi e della salvaguardia dell'interesse nazionale. Monnier poi proseguiva rilanciando un tema caro ai coloni riguardo l'emancipazione quale strumento di equiparazione giuridica, politica e, soprattutto sociale tra i bianchi e i neri che andava a discapito delle leggi immutabili della natura, che tramite il colore della pelle rifletteva le diseguaglianze fisiche, morali e cognitive delle due razze¹¹⁶⁶.

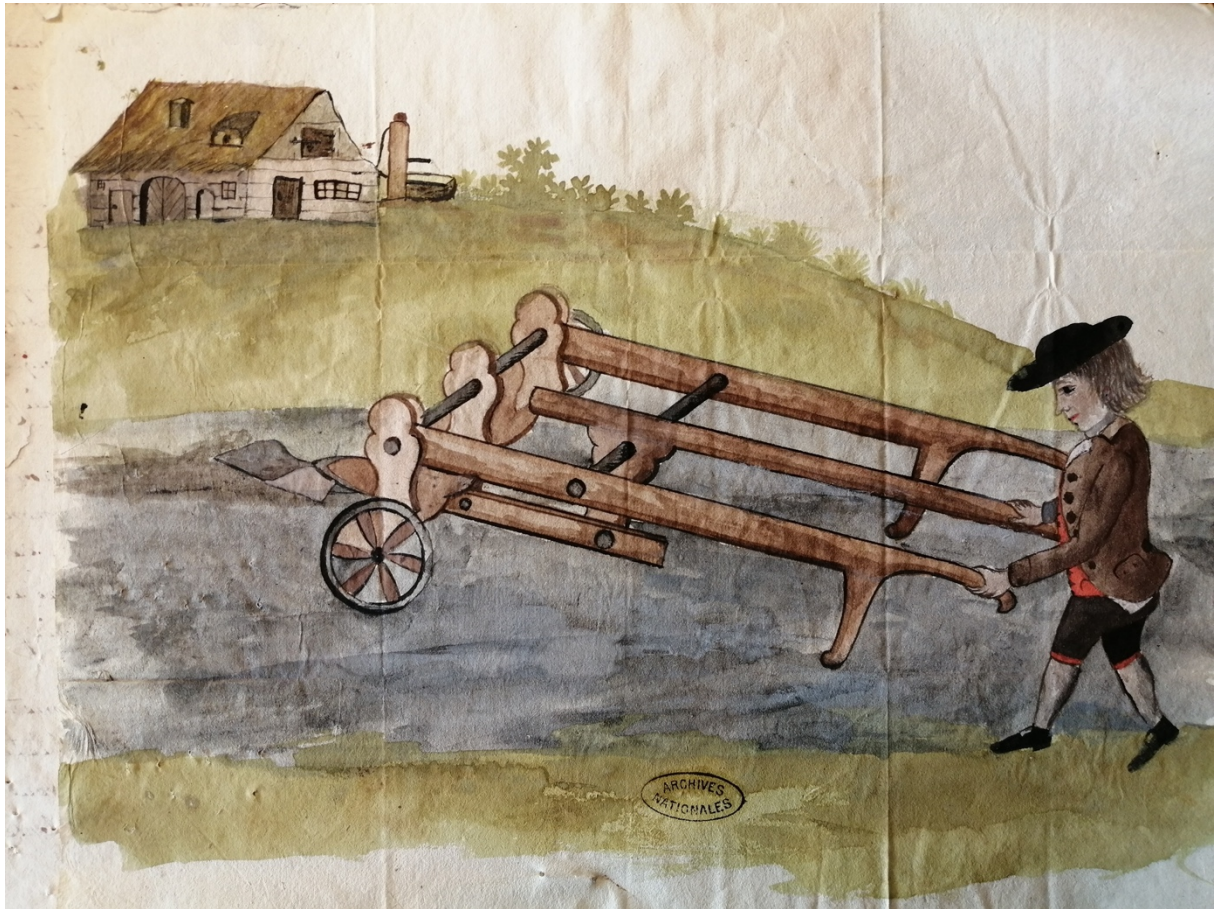
Tuttavia, queste distinzioni tra le due e la nuova consapevolezza della ferocia indomita dei neri non sembrarono esaurirsi in considerazioni sul possibile ripopolamento di soli bianchi nell'isola com'era stato per progetti precedenti, contro i quali i coloni si accanirono con veemenza, in nome di una incompatibilità tra i caratteri fisici dei bianchi e i climi tropicali in ossequio alla teoria dei climi di Montesquieu. L'ipotesi di ripopolare Santo Domingo di soli bianchi per rifuggire al problema degli schiavi insorti sembrava quantomai ridicola, ora che si apriva la prospettiva di un intervento armato nell'isola al fine di ricondurre i neri al lavoro libero o forzato nelle piantagioni. Eppure, in molte memorie ancora si ribadiva la necessità della manodopera africana, soprattutto in risposta ad alcune teorie che già da diverso tempo circolavano in Francia sulla possibilità di sostituire i bianchi ai neri nel lavoro nei campi e di cui, l'immagine che segue, è la rappresentazione visiva immaginata da un colono assenteista di Santo Domingo di origini svizzere:

¹¹⁶⁵ ANOM, COL CC9 A 28, François Gautier, *Apperçu*, cit.

¹¹⁶⁶ «Il n'y a point à mettre en question si l'homme noir et l'homme blanc, dans quelque pays du monde qu'ils habitent ensemble, sont des hommes étrangers l'un à l'autre. En ne voyant que par les yeux de la nature qui s'attache constamment à porter le niveau de l'égalité par tout, nous conviendrons du contraire: mais en examinant et en étudiant de près le caractère de l'un et de l'autre, leurs moeurs, leurs habitudes, leurs goûts, la différence du sol et des climats qui les ont vus naître; leurs éducations, nous conviendrons de la réalité du fait; et quand on voudrait soutenir le contraire, la couleur les décèle et les trahit tous les deux». ANOM, COL CC9 A 14, Monnier, *Moyens sans les quels il est impossible de conserver les colonies françaises avec le système de liberté générale, décrétée le 16 pluviöse an 2*, 15 giugno 1800.

Immagine 1.2

*Prompt & Sur Moyen de repeupler l'Isle St. Domingue*¹¹⁶⁷



Quello dello svizzero Weissel era solo uno dei tanti progetti presentati, nei quali si immaginava che con l'adattamento e con un'attenzione maggiore alle cure necessarie fosse possibile anche per i bianchi europei, particolarmente quelli poveri in cerca di fortuna, lavorare nelle piantagioni svolgendo le stesse mansioni abitualmente svolte dai neri. In risposta a questi progetti, interveniva retoricamente il colono Millot, che ricordava come la strada dell'acclimatamento dei bianchi non fosse percorribile, particolarmente quando vi era la possibilità di far lavorare i neri *accoutumés* alle zone torride:

«Faudra-t-il mieux, au grand détriment de l'humanité, faire cultiver ces pays funestes aux européens par des blancs, ou les terres continueront elles, d'être cultivées par des noirs? Faudra-t-il mieux sacrifier un million de français blancs,

¹¹⁶⁷ AN, F/7/6307, Weibel, *Prompt & Sur Moyen de repeupler l'Isle St. Domingue*, 1801.

Un'altra memoria che suggeriva la possibilità di ripopolare di bianchi Santo Domingo è la memoria anonima in ANOM, COL CC9 A 30, *Vue ou Plan de repeuplement des Blancs*.

pour les acclimater et les former à cette culture des colonies, que d'obliger par des lois fortes mais humaines et sages, des hommes d'Afrique faits aux climats chauds, à coopérer, par leurs travaux, à la prospérité d'une portion de l'Empire français?»¹¹⁶⁸.

Da questo comune sentire, da quest'esigenza di manodopera africana per lavorare le terre e per rimettere in azione il sistema coloniale francese, derivava allora la piena aderenza all'idea della tratta o, come la chiamavano i sostenitori dell'abolizione, *engagement* e/o *recrutement*. Seppure sotto nomi diversi a seconda del tipo di regime nel quale si immaginava il lavoro dei neri – forzato o libero – l'idea del ripopolamento delle colonie grazie al trasporto di abitanti neri dell'Africa a Santo Domingo era condivisa da tutti coloro che inviarono i propri progetti al Ministero della Marina e delle Colonie. In un certo senso, la proposta potrebbe stupire: la ferocia con la quale venivano descritti i neri lascerebbe immaginare che l'idea di ripopolare Santo Domingo con altri discendenti africani non fosse la soluzione più opportuna a pacificare l'isola, eppure, al posto di diminuire, progetti in tal senso aumentarono sia sotto il Consolato, sia sotto l'Impero, anche quando l'isola era oramai perduta.

Tutte le memorie erano favorevoli all'idea di ripopolare l'isola con i neri: ovviamente, chi era favorevole al ritorno alla schiavitù non aveva problemi a chiedere il ritorno alla tratta come forma di approvvigionamento della manodopera a basso costo e come modalità per far arricchire la Francia nel business del mercato di schiavi con il quale le altre potenze concorrenti facevano lautissimi affari. Anzi, molti di loro, per esempio François Gautier, spronavano lo stato a farsi carico della tratta e a favorire gli armatori negrieri al fine di recuperare uno spazio economico nel quale la Francia aveva perso terreno a tal punto da dover comprare gli schiavi africani direttamente dalla concorrenza inglese¹¹⁶⁹.

Altri ancora, seppur su posizioni più possibiliste rispetto all'emancipazione e al riconoscimento della libertà per i neri, rimanevano fermamente convinti della necessità di invitare le popolazioni africane a trasferirsi a Santo Domingo tramite dei contratti simili all'*indenture* anglo-americana, rinominata «enrolement» o «recrutement» da Larchevesque

¹¹⁶⁸ ANOM, COL CC9 A 14, Millot, *Un petit mot sur les Colonies*, cit.

¹¹⁶⁹ «Le nombre des négres étant considérablement diminué, il est plus indispensable que jamais de reprendre promptement la Traite. Pour la rendre plus active, il conviendrait de créer une compagnie qui se chargerait de bâtir les forts nécessaires sur la Côte d'Afrique et d'en entretenir les garnisons, moyennant un tribut de 9 à 10 francs que lui payeraient les armateurs par tête de noir, et 12 francs que donnerait le Gouvernement à titre de gratification. [...] il démontre que la traite est d'une absolue nécessité pour alimenter nos colonies, et que les negres ne gagneraient rien à son abolition. Les nations coloniales n'auraient que plus d'ardeur à profiter de nos retard à cet égard.». ANOM, COL CC9 A 28, François Gautier, *Apperçu*, cit.

Thibaud o, più comunemente, «engagement»¹¹⁷⁰. Alcuni coloni poi, al fine di ammortizzare le spese di viaggio agli africani che intendevano abbandonare il loro paese d'origine per andare a lavorare a Santo Domingo, prevedevano dei contratti nei quali i neri fossero obbligati a trasferirvi con tutta la famiglia e i rispettivi figli, che avrebbero lavorato per un solo padrone al fine di rimborsarlo delle spese di viaggio, vitto e alloggio tramite un periodo di lavoro gratuito.

Garantito il dominio dei bianchi e il ripopolamento dei neri, sembrerebbe allora un automatico corollario la reintroduzione della schiavitù come valore condiviso da tutte le memorie: eppure, lo spoglio sistematico ci comunica qualcosa di ben diverso e, allo stesso tempo, più complesso. A nostro avviso il tema binario “schiavitù sì – schiavitù no” come metro per valutare le proposte dei coloni e le scelte dell'esecutivo nel quadro della rottura o della continuità del Consolato con il periodo repubblicano direttoriale sembra piuttosto riduttivo e abbastanza sterile in senso stretto. In queste pagine abbiamo cercato di dimostrare come l'articolo 91 della Carta del 1799 e il rifiuto del principio di integrazione coloniale siano stati un elemento di rottura con il passato direttoriale di cui tanto i consoli quanto i coloni erano ben coscienti al momento della proclamazione del testo costituzionale. Se i coloni che domandarono a gran voce la reintroduzione della schiavitù furono certamente tra i più reazionari del panorama coloniale e metropolitano, è ben però non cadere allora nell'estremo opposto e ritenere tutti i coloni meno favorevoli alla schiavitù come dei filantropi simpatizzanti dell'universalità dei diritti dell'uomo e del cittadino.

La questione della schiavitù o della sua abolizione non aveva più nulla a che vedere con i principi di umanità emersi durante gli anni 1793-1798 o con quelli del mero calcolo economico com'era stato per le dottrine fisiocratiche degli anni '70-'90 del Settecento¹¹⁷¹. Al contrario, il mantenimento o meno della schiavitù era divenuto un problema di ordine pubblico. In altre parole, l'interrogativo al quale tutti i coloni e i dipendenti del Ministero della Marina e delle Colonie cercavano allora di rispondere era il seguente: al fine di reintegrare i bianchi e di prescrivere e rinforzare le gerarchie sociali d'Antico Regime dopo gli anni rivoluzionari, è più facile imporre ai neri il rientro al lavoro nelle piantagioni in quanto liberi o in quanto schiavi?

A questa domanda i coloni cercarono di dare diverse risposte, che solo in superficie potrebbero sembrare distanti l'una dall'altra. Tant'è vero che se si guarda a buona parte delle

¹¹⁷⁰ AAE, 4MD/15, Larchevesque Thibaud, *Quelques idées*, cit.; ANOM, COL CC9 A 14, Thomas Millet, *Mémoire sur les moyens de faire renaitre la tranquillité, le bonheur et l'abondance dans nos colonies*, 1800.

¹¹⁷¹ Caroline Oudin-Bastide, Philippe Steiner, *Calcul et Morale. Coûts de l'esclavage et valeur de l'émancipation (XVIIIe-XIXe siècle)*, Paris, Albin Michel, 2015.

memorie di carattere abolizionista, sembra difficile poter affermare che fossero mosse da più alti principi di filantropia e umanità rispetto a quelle della loro controparte schiavista. Anzi, spesso si trattava di memorie ancora più virulente nei confronti dei neri e dei mulatti, verso i quali la libertà era concepita come una concessione dall'alto e obbligata al fine di non peggiorare lo scontro tra le autorità e gli africani che sarebbero dovuti rientrare il prima possibile nelle piantagioni al fine di riprendere il loro lavoro. Molte di queste memorie, infatti, vedevano nel mantenimento dell'abolizione e in un graduale *affranchissement* per i nuovi venuti dall'Africa la soluzione più immediata al restauro del sistema coloniale e commerciale francese senza acuire lo scontro che avrebbe significato un gran dispendio di energie per la Madrepatria e il rischio di subire altri massacri per i proprietari bianchi.

Prendiamo come esempio la già citata memoria del colono Neuville, *Le dernier cri de St.-Domingue*. L'autore, per sua stessa ammissione, era stato fino al 1794 un convinto schiavista che rifiutava l'idea dell'abolizione graduale reputandola una minaccia all'integrità del sistema coloniale così com'era conosciuto fino a quel momento. Nelle prime pagine del suo testo del 1800 però, Neuville ammetteva che: «Je diffère sous quelques rapports des nombreux défenseurs qui m'ont précédé c'est que de nouveaux temps ont amené avec eux de nouvelles modifications nécessaires, indispensables même, l'habitant doit les admettre s'il ne veut pas tout perdre.»¹¹⁷² e proclamava così il suo cambiamento di rotta e la convinzione che al fine di non perdere le proprietà i coloni dovessero accettare la libertà progressiva degli schiavi. Questa libertà non significava però uguaglianza politica tra bianchi e neri, per la quale Neuville, come abbiamo visto, provava un orrore tale da prescrivere un sistema di regole che tenesse rigorosamente separate le due “castes” negli spazi pubblici, privati e intimi. Così, ad una libertà «solide et raisonnable de la quelle il ne puisse abuser», andava di pari passo una rigorosa disciplina nei campi e nella vita sociale, che rendesse gli africani liberi, ma utili alla nazione e soprattutto rispettosi delle regole e della subordinazione ai propri padroni o datori di lavoro¹¹⁷³.

Il fulcro della questione allora non era più la schiavitù come struttura alla base del sistema di sfruttamento coloniale, bensì come possibile meccanismo regolatore dell'ordine sociale. Per Neuville, ad esempio, la reintroduzione della schiavitù nel contesto di Santo Domingo rischiava solamente di segnare la definitiva perdita delle proprietà, senza garantire alcun tipo di riscontro economico e di ritorno all'ordine. L'unica garanzia, a suo avviso, era una disciplina ferrea e, soprattutto, la separazione definitiva tra il mondo dei bianchi e quello dei neri, che fossero o meno discendenti da una stessa specie. Il fulcro del problema, la vera

¹¹⁷² M.J. Neuville, *Le dernier cri*, cit., p. 6.

¹¹⁷³ *Ivi*, p. 31.

ossessione dei coloni, diveniva così la dimensione della separazione, di una pre-segregazione dai tratti moderni, per la quale ogni tipo di vicinanza sociale tra bianchi e neri fosse un affronto alla natura e all'ordine naturale.

Della stessa linea erano altri interventi, quali ad esempio quello di Thomas Millet, che sebbene si fosse convertito all'inevitabilità dell'emancipazione, continuava a sostenere come fosse necessario tenere i bianchi al «premier rang parmi un mélange de l'une et de l'autre caste»¹¹⁷⁴. Oppure, ancora più spietata era la memoria anonima *Essai sur l'esclavage et observations sur l'état présent des Colonies*, che dopo una lunga disamina sulla schiavitù nel passato la rigettava non in nome dell'umanità e del riconoscimento di eguali facoltà ai neri, bensì come dimostrazione che i popoli europei stessero finalmente rifiutando una pratica barbara che ne abbruttiva la propria civilizzazione; per l'autore anonimo la schiavitù non era più l'abbruttimento di chi vi era soggetto, bensì di chi lo assoggettava¹¹⁷⁵. Del resto, la storia di Santo Domingo e i fatti violenti dimostravano a suo avviso che i Lumi avevano torto quando sostenevano che la schiavitù era il fattore unico di abbruttimento delle facoltà degli africani:

«On ne croirait pas que ces hommes si abrutis dans leur pays natal, puissent se perfectionner dans l'esclavage des colonies. Cependant un nègre élevé sur une habitation est en général fort supérieur au nègre nove, c'est-à-dire, nouvellement importé. Mais c'est-là qu'ils s'arrêtent. Leurs facultés intellectuelles sont très-bornées. [...] et je crois que les nègres ne peuvent atteindre à la perfection dans tout ce qui exige un jugement sain et droit, uni à une imagination vive et brillante. Ils n'ont point le génie de l'invention»¹¹⁷⁶.

Più sotto, proprio questo testo che si rivelava convintamente abolizionista – sebbene sul fronte meno democratico e filantropico che si potesse immaginare – spiegava come fosse necessario istituire un sistema *mitoyen* e comportarsi allora davanti all'inevitabilità dell'emancipazione al fine di preservare le facoltà dei bianchi e il pieno svolgimento della vita sociale nella colonia:

«Il est impossible de réunir deux espèces si différentes sous une loi commune qui les refisse uniformément, et donne aux uns et aux autres un droit égal au Gouvernement. [...] Mais puisque l'homme a renversé ces bornes naturelles, puisque le blanc, y a trainé les noirs; au lieu de tenter un amalgame, dont la

¹¹⁷⁴ ANOM, COL CC9 A 14, Thomas Millet, *Mémoire sur les moyens*, cit.

¹¹⁷⁵ AAE, 4MD/17, *Essai sur l'esclavage et observations sur l'état des colonies européennes en Amérique*, 1799.

¹¹⁷⁶ *Ibidem*.

destruction de l'espèce humaine serait la suite inévitable sans aucun avantage pour les Noirs, réglons les rangs. Maintenons un ordre indiqué par la nature elle-même. En subordonnant l'espèce dégénérée à celle qui s'est perfectionnée, nous ne ferons qu'obéir à cette loi générale qui, dans tout l'univers, a subordonné l'homme ignorant, borné, stupide, à l'homme plus sage, plus adroit, plus instruit»¹¹⁷⁷.

Ancora una volta, trionfava il principio della separazione delle razze, dell'impossibilità di unirne i caratteri, pena la rovina della specie umana. Di questi principi risentono quasi tutte le memorie inventariate, particolarmente quelle dei coloni contrari alla reintroduzione della schiavitù, che si prodigarono più degli altri nel definire chiare regole politiche e sociali per evitare che i neri potessero venir equiparati ai bianchi. Ovviamente, non mancavano certo memorie pro-schiavitù intrise di quel *racialisme* naturalista che dava loro una base "scientifica" ai progetti di reintroduzione della tratta e del sistema schiavista¹¹⁷⁸; ma quello che ci preme sottolineare è fino a che punto fossero imbevuti la società e il *reseaux* coloniale di queste teorie da aver oramai pienamente conquistato non solo i fautori della schiavitù, ma anche i suoi opportunisti detrattori.

Con questo, non si vuole certo sminuire i movimenti genuinamente abolizionisti che pure a fatica sopravvissero durante gli anni del Consolato e dell'Impero, proprio il contrario: la convinzione è che il loro terreno di lotta si fece ancora più complesso e ancora più difficile non solo per l'indurimento della repressione degli anni napoleonici, bensì anche per la capacità con la quale i coloni rielaborarono teorie sinceramente abolizioniste e dettate dai principi repubblicani per volgerle a favore di un sistema coloniale basato sullo sfruttamento e il dominio degli europei che le teorie scientifiche degli anni a venire avrebbero via via avallato e perfezionato¹¹⁷⁹.

Del resto, che queste memorie avessero poco a che vedere con il sincero movimento abolizionista è provato – come detto nel capitolo precedente – dai riferimenti dei coloni, tesi ad individuare le imprecisioni nei celebri testi antischiavisti o a circoscrivere alcune riflessioni al

¹¹⁷⁷ *Ibidem*.

¹¹⁷⁸ AN, AF/IV/1213, *Lettres d'un colon de Saint-Domingue*, cit.; Louis-Narcisse Baudry des Lozières, *Les égarements du nigrophilisme*, cit.; Valentin de Cullion, *Examen de l'esclavage*, cit.

¹¹⁷⁹ Sulla storia dell'abolizionismo francese nel lungo periodo si vedano a titolo indicativo: Marcel Dorigny (dir.), *Les abolitions de l'esclavage. De L.F. Sonthonax à V. Schœlcher. 1793 1794 1848*, Vincennes, Presses Universitaires de Vincennes, 1995; Yves Bénot, Marcel Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises, 1802: Rupture et continuité de la politique coloniale française (1800-1830)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003; Lawrence Jennings, *La France et l'abolition de l'esclavage, 1802-1848*, Paris, André Versaille éditeur, 2010; Olivier Grenouilleau, *La révolution abolitionniste*, Paris, Gallimard, 2017; Bernard Gainot, "Bref aperçu concernant l'histoire du mouvement abolitionniste français (1770-1848)", in *La Révolution française*, 2019/16.

fine di comprovare le loro teorie coloniali a discapito della natura dei neri e della loro presunta perfettibilità. Del resto, queste memorie si differenziavano oltremodo dai testi contemporanei dell'Abbé Gregoire o da quelli precedenti di Brissot, così come dalle già citate memorie di Perroud, Truguet e Sonthonax, per una vera e propria ossessione non solo per il ristabilimento delle culture e per il dominio dei bianchi nell'isola, ma anche per il cosiddetto *mélange* delle razze, che i coloni cercarono in tutti i modi di arginare.

Una delle politiche più proposte al fine di evitare la promiscuità razziale fu l'interdizione dei matrimoni misti, pietra miliare del sistema coloniale progettato dai coloni. La proposta, si inseriva innanzitutto nella teoria *racialiste* – già illustrata nel capitolo 5 – di evitare l'esistenza dei mulatti, quella «*espèce d'homme, dont le type n'était pas dans la nature, un être mixte où se trouvent réunis les deux contrastes du blanc et du noir, et que la mère enfante avec orgueil quand le père rougit de sa dépravation*»¹¹⁸⁰. Inoltre, aveva il preciso scopo di tenere separati il mondo dei bianchi e quello dei neri in uno degli ambiti più intimi e più moderni dei legami possibili sui quali si voleva costruire la società post-rivoluzionaria napoleonica: la famiglia.

Su questo punto le voci furono molteplici¹¹⁸¹, ma la più interessante e bizzarra fu senza dubbio quella di Valentin de Cullion, che al fine di far osservare il divieto dei matrimoni misti non solo prescriveva ai bianchi una serie di comportamenti morali da seguire per evitare unioni sessuali miste, ma esaltava in modo del tutto originale le virtù femminili delle donne bianche per insultare l'uso "depravato" di andare con le proprie schiave africane dei padroni uomini. Criticando aspramente i passaggi dedicati alla schiavitù de *L'Esprit de Lois*, Cullion si soffermava particolarmente su una frase che, a suo avviso, era particolarmente indicativa dei pregiudizi del *philosophe* rispetto non solo alla realtà coloniale, ma anche sociale e di genere:

«N'est-ce pas encore une singulière manie, que de mettre toujours en jeu les femmes, quand il s'agit d'incontinence. Où a-t-on vu que les femelles attaquent les mâles, même parmi les animaux? [...] Ce sont les hommes qui le disent qui sont bien inconsiderés. Dans tous les pays du monde, les femmes ont le sang plus aqueux que les hommes; elles sont donc nécessairement moins ardentes. Pendant un séjour de trente-deux ans à Saint-Domingue, j'ai vu des milliers de mulâtres et de mulâtresses, enfants de pères blancs et de mères négresses; et je n'ai vu qu'une seule mulâtresse (Zabeau du Cap) fille d'une femme blanche et d'un nègre».¹¹⁸²

¹¹⁸⁰ AN, AF/IV/1213, *Lettres d'un colon de Saint-Domingue*, cit.

¹¹⁸¹ ANOM, COL CC9 A 14; AN, AF/IV/1212.

¹¹⁸² Valentin de Cullion, *Examen de l'esclavage*, vol.2, cit., p. 196.

Sebbene alcuni passaggi sulla difesa delle donne quali oggetto di continue accuse misogine sui loro appetiti sessuali potrebbero sembrare estremamente moderni, non si deve dimenticare che in questo passaggio l'obiettivo della polemica era un comportamento immorale additato agli uomini bianchi: il concubinaggio e la procreazione con le donne nere. Contrariamente ad altri testi dove l'accanimento verteva particolarmente sulle donne nere, Cullion ammoniva gli uomini bianchi sui loro comportamenti libertini e ricordava come le donne bianche invece fossero l'incarnazione della virtù per via della loro morigeratezza dei costumi.

Purtroppo non è qui la sede per fare approfondimenti sulle lunghe e interessanti digressioni di Valentin de Cullion a proposito delle divisioni di genere e della mascolinità coloniale – su cui ci si riserva di fare futuri approfondimenti – ma è chiaro che il tema della sessualità e del suo controllo, di cui il matrimonio era la massima espressione, fosse centrale all'interno delle dinamiche coloniali, soprattutto in vista dell'irrigidimento dei costumi e della progressiva stigmatizzazione dei neri e dei mulatti.

Le memorie qui sintetizzate, per quanto piuttosto monotone nella violenza del linguaggio e nella costruzione del proprio immaginario, ebbero però il pregio di inserire vecchi pregiudizi in una nuova temperie, non più repubblicana direttoriale, bensì consolare, al fine di rafforzare definitivamente una progettualità che aveva le proprie radici almeno negli anni 1793-1794. Queste memorie erano in un certo senso il trionfo di una nuova consapevolezza che emergeva con sempre più organicità: i neri non solo non erano pronti ad essere liberi, ma erano altresì feroci e bestiali negli istinti che solo la dominazione bianca avrebbe saputo frenare per evitare il declino del mondo e della specie umana nel suo complesso. Solo tenendoli a distanza e in inferiorità socialmente, dunque, gli europei bianchi avrebbero potuto, se non civilizzarli, almeno gestirli e arginarne gli aspetti più ferini, rendendo la loro natura animale se non umana, perlomeno utile allo sviluppo della civilizzazione europea.

Per rispondere in parte all'interrogativo di apertura di questo capitolo allora, ci si domanda se questa nuova cultura comune, se questo spirito condiviso dalle memorie dei coloni che riempiono il Ministero della Marina e l'opinione pubblica, non siano state il movente determinante della promozione della spedizione di Leclerc e del tentativo di reintroduzione nella colonia della schiavitù. Se, in un certo senso, dietro al "pragmatismo" e all'ambiguità bonapartista non vi fosse la più piena consapevolezza che, ridotti o meno nuovamente in schiavitù, i neri avrebbero comunque dovuto rindossare quelle catene materiali, morali e sociali che la Rivoluzione aveva loro spezzato. Perché, come annotava l'anonimo di colono autore delle *Lettres* nel 1800:

«Mais dans les rapports des quantités et de la population du blanc au noir, comment le plus petit nombre forcera-t-il le plus grand à le craindre et à lui obéir? La seule force morale, qui opérait autrefois ce phénomène politique, n'existe plus; la magie est rompue; il faut aujourd'hui d'autres moyens: moyens terribles! Mais qui doivent le recomprimer dans la sphère d'où il n'aurait jamais dû sortir»¹¹⁸³.

¹¹⁸³ AN, AF/IV/1213, *Lettres d'un colon*, cit.

6.3 Epilogo

Le memorie, ben inteso, non si fermavano certo a quanto fino ad ora esposto. Quelle a carattere militare-diplomatico si concentrarono soprattutto su temi di strategia militare e di politica estera sul breve e lungo periodo che potessero garantire uno svolgimento delle operazioni belliche per il recupero dell'isola senza ostacoli esterni.

Come abbiamo visto, fin dal 1795 per i coloni fu essenziale il rafforzamento dell'alleanza franco-americana, che avrebbe segnato un riavvicinamento tra le due Repubbliche sorelle e una garanzia per l'approvvigionamento dell'isola e la restaurazione dell'ordine una volta reintegrato al loro posto i proprietari bianchi. Da questa linea la gran parte dei coloni non si separò almeno fino al 1800, data del Trattato di Mortefontaine che sebbene non rafforzò l'alleanza tra francesi e americani, mise almeno fine alla *Quasi-War* degli anni 1798-1799. I tempi però erano cambiati rispetto agli anni repubblicani 1795-1799 e il ripiegamento sugli interessi prettamente nazionali emergeva largamente nella retorica dei coloni, che si mostravano sempre meno attenti alle inclinazioni del modello repubblicano universalista e più concentrati sulla ricostruzione dell'impero coloniale francese sulle ceneri di quello d'Antico Regime.

Agli osservatori più attenti come Valentin de Cullion, non sfuggì poi il carattere strategico della pace con gli americani allo scopo di minare la credibilità e la posizione di Toussaint Louverture, che a fatica aveva cercato di muoversi autonomamente nello scacchiere atlantico e di pattuire separatamente con gli inglesi e con gli americani¹¹⁸⁴. Cercando di sminuire il ruolo ricoperto da Toussaint Louverture negli accordi con gli Stati Uniti e con l'Inghilterra, Cullion ricordava che l'autonomia dell'isola doveva tutto agli interessi di queste due potenze, che vedevano nell'indipendenza di Santo Domingo un modo per inglobarla nella propria sfera di influenza commerciale. Inoltre, aggiungeva, solo una «paix générale» tra la Francia e i due stati avrebbe potuto mettere fine all'indipendentismo e far rientrare una volta per tutte l'isola sotto il dominio francese:

«Certes le projet d'indépendance a existé; il existe encore; il existera jusqu'à la paix général. Chez qui? Chez Toussaint je ne le crois pas. On lui fait beaucoup trop d'honneur. Mais chez les anglais, chez les américains fédéraux ou antifédéraux et, faut-il le dire, chez un petit nombre de colons qui s'abusent.»¹¹⁸⁵.

¹¹⁸⁴ Gordon S. Brown, *Toussaint's Clause*, cit.; Ronald Angelo Johnson, *Diplomacy in Black and White*, cit.

¹¹⁸⁵ AN, AF/IV/1212, dossier n°51, Valentin de Cullion, *Notes sur Toussaint Louverture*, 1800.

In un primo momento, Bonaparte sembrò non accogliere le istanze dei coloni, soprattutto davanti al sanguinoso scontro tra Rigaud e Louverture, nel quale fece la scelta di optare per un interessato sostegno al più forte dei due contendenti – Louverture – al fine di tentare la pacificazione dell'isola e di prepararsi allo scontro atlantico contro la Gran Bretagna¹¹⁸⁶. Infatti, nella primavera del 1800 Bonaparte confermò Toussaint Louverture governatore generale della colonia, abbandonando così André Rigaud e lasciando così il primo signore incontrastato dell'isola. Di lì a pochi mesi, il confronto con i coloni e la crescente autonomia di Louverture rispetto al potere centrale francese nel costruire delle alleanze atlantiche ancor prima che la Francia si muovesse in tal senso, spinsero presto l'esecutivo consolare a prendere delle decisioni in linea con gli auspici di Cullion e i suoi sodali.

Anche negli Stati Uniti le cose non sembravano andar meglio, perché l'impopolarità di John Adams e i dissensi intorno al suo partito non bastarono a frenarlo dal tentativo di pacificazione con la Francia al fine di mettere fine alla Quasi-War tra i due stati. Del resto, l'avvicinamento con Toussaint Louverture, se è vero che da un lato aveva fatto le fortune dei suoi elettori degli stati del Nord, dall'altro aveva però favorito l'ascesa del suo rivale Thomas Jefferson, che rappresentava le istanze degli stati schiavisti del Sud ben poco inclini alle trattative politico-commerciali con il generale nero¹¹⁸⁷.

Date queste premesse, il processo di pacificazione atlantica esordì proprio secondo gli auspici dei coloni, perché il 30 settembre 1800 venne allora stipulata la Convenzione di Mortefontaine con gli Stati Uniti grazie all'intesa tra Talleyrand e Roederer per il fronte francese e William Vans Murray per quello americano¹¹⁸⁸. Nel corso delle negoziazioni le relazioni particolari tra gli Stati Uniti e Toussaint Louverture non mancarono di essere evocate, perché già nelle istruzioni di Talleyrand a Roederer si leggeva infatti:

«Le gouvernement américain, comme pour essayer tous les genres d'offenses, a reçu publiquement des agents d'un agent de la république comme les envoyés d'une puissance indépendante; il a traité avec eux, et aujourd'hui Saint-Domingue nous offre le scandaleux spectacle de commissaires américains donnant et refusant, ou

¹¹⁸⁶ Antonino De Francesco, *Repubbliche atlantiche*, cit., pp.164-165.

¹¹⁸⁷ Alexander Dun, *A Dangerous Neighbours*, cit., pp. 177-178.

¹¹⁸⁸ Per quanto riguarda le negoziazioni della Convenzione, i documenti d'archivio di riferimento sono: BNF Archives et manuscrits, NAF 9309, *Documents inédits pour servir à une histoire des cessions de la Louisiane (1762-1804)*; Library of Congress (da qui in poi LOC), MSS34025, *William Vans Murray Papers*, Box 3-5 e Diaries.

plutôt vendant à haut prix à des négociants français la faculté de commercer avec une colonie française»¹¹⁸⁹.

Il riferimento alla politica del console Stevens nominato da John Adams a Santo Domingo era chiaro, perché sia Talleyrand che il presidente statunitense conoscevano oramai bene le inclinazioni di Stevens all'indipendenza di Santo Domingo come possibilità di maggiori profitti per gli americani. In ogni caso, la discussione si concentrò particolarmente sul problema dei sequestri e degli abusi dei corsari francesi verso le navi americane e sulle cifre dell'indennità che gli americani speravano di ottenere da queste perdite¹¹⁹⁰. Se il Trattato fu un investimento diplomatico e politico per Bonaparte, meno lo fu invece per John Adams, che poco dopo la stipula della Convenzione lui e il suo partito vennero sconfitti da Thomas Jefferson alle elezioni presidenziali e il rappresentante francese negli Stati Uniti, il colono Pichon, informava Talleyrand delle buone intenzioni del nuovo presidente verso la Francia:

«Son administration [di Thomas Jefferson] avait pour principe, par rapport à nos établissements, de maintenir sans doute le commerce avantageux qu'y faisait l'Amérique, mais d'éviter en même temps tout ce qui pourrait blesser les droits de la France et soutenir les mouvements intérieurs ou extérieurs qui tendraient à y porter atteinte»¹¹⁹¹.

Ma il giorno dopo la Convenzione del 30 settembre, il 1° di ottobre 1800 la Francia siglò contemporaneamente un altro trattato, quello di Ildefonso, con il quale la Spagna si impegnavano segretamente a retrocedere la Louisiana, che ai tempi della disfatta della Guerra dei Sette Anni Luigi XV aveva donato come ricompensa alla Spagna e nella quale sussisteva un'ampia fetta di popolazione bianca francofona, rinforzata dalle recenti emigrazioni dei coloni di Santo Domingo. Sulla retrocessione della Louisiana e poi la vendita della stessa due anni dopo agli Stati Uniti si è molto scritto e in questo elaborato si ha già avuto modo di dimostrare come alle prime reticenze dei coloni all'idea di una Louisiana nell'alveo del sistema repubblicano direttoriale si sostituì l'entusiasmo per la politica di Bonaparte che trattava separatamente le colonie dagli affari interni della Francia. Inoltre, abbiamo già ampiamente illustrato come il recupero della Louisiana fosse principalmente letto alla luce della prospettiva di riconquista

¹¹⁸⁹ AN, AP29/20, Fonds Roederer, *Traité d'amitié et de commerce franco-américain (1778) et traité de Mortefontaine (1800)*, foll. 3-39.

¹¹⁹⁰ Manuel Covo, *Entrepôt of Revolutions*, cit., pp. 237-238.

¹¹⁹¹ ¹¹⁹¹ Marie-Jeanne Rossignol, "À la recherche d'une diplomatie postrévolutionnaire: Louis-André Pichon", cit.; AN, AF/IV/1189, foll. 238-245.

militare della colonia di Santo Domingo, trasformando di fatto il territorio americano in un avamposto bellico e in una “colonia delle colonie”.

Infine, a generare un vero e proprio entusiasmo tra i coloni fu la notizia dell’apertura delle trattative di pace tra la Francia e la Gran Bretagna siglata poi ad Amiens il 25 marzo 1802:

«Jusqu’à l’époque de la paix qui vient de combler les vœux et de passer les espérances des français, le gouvernement ne pouvait jeter sur les colonies que des regards incertains. Aujourd’hui il peut les envisager sous des rapports plus déterminés, soit dans leur ensemble, soit dans les intérêts de chacune d’elles en particulier.»¹¹⁹².

I preliminari di pace vennero segnati a Londra il 1° ottobre 1801 e poco dopo si tenne un congresso ad Amiens al fine di siglare l’accordo tra Joseph Bonaparte per la Francia e Cornwallis per l’Inghilterra. La Repubblica e i suoi alleati ottennero la restituzione delle loro colonie ad eccezione di Trinidad e di Ceylan; Malta, che nel frattempo era stata occupata dagli inglesi fu resa all’Ordine di San Giovanni sotto la protezione del re di Napoli. I francesi, per conto loro, rinunciavano a tutte le ambizioni in Egitto, evacuavano il regno di Napoli e gli Stati romani, riconoscendo l’indipendenza delle isole ioniche costituite nella cosiddetta Repubblica delle Sette Isole. Per la prima volta dal 1793, la Francia e la Gran Bretagna chiudevano la guerra e aprivano ad un breve periodo di pace europea.

La distensione dei rapporti diplomatici tra le due potenze lasciò ben sperare alla Francia di poter rientrare pienamente in possesso delle proprie colonie: con la pace e la riapertura delle vie marittime senza il blocco inglese, i Britannici sembravano disposti ad accettare il ritorno dell’influenza francese nelle Antille. In queste condizioni, la speranza di restaurare l’Eldorado economico delle isole caraibiche divenne presto una realtà. La pacificazione internazionale seguita a questa catena di trattati permetteva di assaporare la creazione di un vasto impero nelle Antille e nelle Americhe, di cui la «Louisiane [pouvait] devenir un centre pour le commerce nord-américain, un client de la mère patrie, un dépôt de marchandises pour les Antilles et le lieu d’un vaste commerce avec les États-Unis» così come l’aveva profetizzato Barbé-Marbois nel 1789¹¹⁹³.

¹¹⁹² AN, AF/IV/1212, *Mémoire sur l’état colonial de la France à l’époque de la paix continentale, conclue à Amiens le 4 germinal an 10*, [1802].

¹¹⁹³ Thierry Lentz, Pierre Branda, *Napoléon, l’esclavage et les colonies*, cit., p. 60.

Proprio come annotato dall'anonimo colono della citazione di cui sopra, la Pace di Amiens aprì all'organizzazione della spedizione di Leclerc sia dal punto di vista logistico-militare, sia da quello propagandistico, che vide la formazione del *bureau d'histoire et de législation* al Ministero della Marina e delle Colonie con a capo Baudry des Lozières. Già dopo qualche mese dai Preliminari di Londra, il nuovo Ministro della Marina, l'ammiraglio Dècres, ricevette il 7 ottobre 1801 gli ordini da Bonaparte in vista dell'organizzazione della spedizione: ai circa 6.000 uomini che sarebbero partiti da Brest, se ne dovevano aggiungere altri 2.500 da Rochefort, dove si trovava il battaglione in teoria diretto in Egitto, e altri 3.000 tra Nantes e Cadice, per un totale di circa 12.000 uomini¹¹⁹⁴. Dopo essersi confrontato con diversi generali, tra i quali proprio Rochambeau, Dècres ritardò la spedizione suggerendo a Bonaparte di aumentare il numero di uomini a 20.000 per assicurarsi il successo dell'impresa; solo qualche mese dopo, il 23 ottobre 1801, venne ufficialmente incaricato della spedizione il generale Charles Victoire Emmanuel Leclerc, marito di Paolina Bonaparte, la sorella di Napoleone¹¹⁹⁵.

Le istruzioni date al generale costituivano un piano in tre fasi da eseguire in sei mesi dove si invitava Leclerc ad arrestare Toussaint Louverture e i suoi fedelissimi da rinviare in Francia per sottoporli a processo e a disarmare tutta la popolazione nera dell'isola. Negli intenti del Primo Console e dei suoi generali, vi era l'idea di muoversi con prudenza, ma precisione, al fine di portare a termine la missione il prima possibile. Le cose però andarono diversamente dalle aspettative, perché Toussaint Louverture non si costituì all'arrivo dell'armata di Leclerc e resistette mediante una guerriglia feroce, che portò i suoi uomini a nascondersi nelle alture dell'isola per lasciare le pianure acquitrinose e impestate di zanzare le cui punture provocavano febbri e deliri spesso mortali.

In un primo momento, nonostante le resistenze e il secondo incendio di Cap François, il generale francese riuscì ad impossessarsi della città e ad organizzare il governo della colonia ribadendo la libertà dei neri e la possibilità di una società multirazziale. In questo modo, alcuni generali scontenti di Toussaint Louverture decisero di passare dalla parte di Leclerc, permettendo a quest'ultimo di arrestare il generale nero il 17 febbraio 1802 e di inviarlo in Francia, dove morirà qualche mese dopo in una prigione della Savoia. I combattimenti procedettero a fasi alterne e nel maggio del 1802 venne raggiunto il cessate il fuoco, che sembrò mettere fine alla guerra civile nell'isola. In questo contesto Leclerc promulgò il nuovo codice del lavoro, che confermava quello già promosso dal suo rivale Toussaint Louverture e cercò di

¹¹⁹⁴ AN, AF/IV/1190.

¹¹⁹⁵ Sulla spedizione del generale Leclerc e la resistenza di Toussaint Louverture e dei suoi uomini si vedano: Philippe R. Girard, *The slaves who defeated Napoléon. Toussaint Louverture and the Haitian War of Independence, 1801-1804*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 2011; Jean-Pierre Le Glaunec, *L'Armée indigène. La Défaite de Napoléon en Haïti*, Port-au-Prince, Éditions de l'Université d'État d'Haïti, 2014.

stabilizzare l'isola portando dalla sua i generali neri rimasti. Il suo progetto però, si scontrò di lì a poco con quanto nel frattempo accadde in Europa, dove la pace di Amiens e il famoso decreto del 30 floreale anno X (20 maggio 1802) che manteneva la schiavitù nelle colonie appena restituite dall'Inghilterra segnarono una brusca interruzione alla politica di pacificazione operata faticosamente da Leclerc. In effetti, la scelta di mantenere apertamente la schiavitù venne immediatamente percepita come un drammatico *dietrofront* sulla via dei diritti civili, perché la Repubblica consolare rinunciava all'impegno preso nel 1794 dalla Convenzione di abolire sul proprio territorio la presenza della schiavitù.

Tuttavia, è stato giustamente sottolineato come Bonaparte non se ne fece certo cruccio, ritenendo di aver fatto una scelta decisamente appropriata andando incontro alle pressioni dei proprietari terrieri delle colonie in nome di quel sistema del *ralliement* che tanto aveva funzionato in Francia¹¹⁹⁶. Infatti, ci sembra piuttosto pertinente l'osservazione circa il sistematico ricorso al *ralliement* di Bonaparte come modalità per raccogliere il consenso delle élites al fine del ristabilimento dell'ordine rigidamente costruito su una base sociale piuttosto conservatrice, che faceva dei proprietari bianchi il fulcro del sistema. Il sogno americano di Bonaparte si rifaceva a quell'immaginario costruito negli anni dai coloni di Santo Domingo, che abilmente erano riusciti a far passare il messaggio che la grandezza di Francia fosse incompatibile con la libertà di tutti, particolarmente degli schiavi africani. I neri allora, considerati come le frange più estreme della popolazione perché connotati da una natura inferiore, differente, feroce e incompatibile con la libertà, potevano venir sacrificati in nome dell'interesse nazionale: il «philosopher sur les droits de l'homme» era terminato, si apriva adesso il tempo in cui la Francia dovesse «briller sur les deux monde» grazie al commercio e alle colonie¹¹⁹⁷.

Eppure, questo sistema non funzionò nell'isola e per quanto seducenti, le voci dei coloni si rivelarono più sirene che profezie, perché il decreto del 30 floreale ebbe effetti devastanti a Santo Domingo, dove molti ufficiali neri di Louverture passati dalla parte di Leclerc si allarmarono sulle reali intenzioni del generale, temendo che prima o poi cercasse anche lui di compiere la repressione che andava operando negli stessi mesi il generale Richepanse in Guadalupa¹¹⁹⁸. Così, nel settembre 1802 si riaprono le ostilità, presto accompagnate da

¹¹⁹⁶ Antonino De Francesco, *Repubbliche atlantiche*, cit., pp. 181-182: «Il problema della schiavitù non usciva da questa politica dell'equilibrio e dunque non c'era spazio per le aspirazioni di quanti fossero ancora privi della libertà, anche se non si escludeva che chi l'avesse conquistata potesse conservarla. D'altronde, l'esempio degli Stati Uniti confermava come libertà e schiavitù potessero, a seconda dei contesti locali, comunque coesistere e il primo console voleva seguire quella via per avere voce in parte nel nuovo mondo.»

¹¹⁹⁷ AN, AF/IV/1213, *Lettres d'un colon*, cit.

¹¹⁹⁸ Frédéric Régent, «Le retablissement de l'esclavage et du préjugé de couleur en Guadeloupe, 1802-1803», in Yves Bénot, Marcel Dorigny, *Rétablissement de l'esclavage*, cit., pp. 283-296.

un'ondata di febbre gialla che colpì l'isola e le truppe di Leclerc, portando alla morte lo stesso generale e passando così la guida delle truppe a Donatien de Rochambeau, da tempo allineato alle posizioni degli schiavisti di Santo Domingo e personalmente amico dello stesso Baudry des Lozières, con il quale corrispondeva dai tempi dell'esilio di quest'ultimo a Philadelphia¹¹⁹⁹. Noto per la sua crudeltà e per il suo profondo razzismo verso i neri e i mulatti, Rochambeau si inimicò anche i generali ancora rimastigli fedeli originariamente vicini a Rigaud, che decisero di passare alla resistenza. Dopo un primo periodo di stallo, la situazione volse al meglio per Dessalines – che nel frattempo aveva preso il comando delle truppe dopo la deportazione di Toussaint Louverture – grazie particolarmente al rovesciamento della situazione internazionale, che vide già nel maggio del 1803 la ripresa delle ostilità tra Francia e Inghilterra.

In questo quadro di tensioni e di logorio delle vicende militari sul fronte atlantico, Bonaparte si vide allora costretto a vendere la Louisiana agli americani, convinto che oramai Santo Domingo fosse sull'orlo dell'indipendenza e che fosse necessario garantirsi le simpatie degli Stati Uniti evitando che questi si schierassero apertamente con gli inglesi nel nuovo conflitto che andava preparandosi tra le due potenze europee. Il sogno americano di Bonaparte si chiudeva così per sempre, con una decisiva campagna di Dessalines nella battaglia di Vertières che vide Rochambeau e i suoi uomini decimati e costretti a riparare rocambolescamente a Cuba assieme ad altri bianchi superstiti. Di lì a qualche mese gli uomini di Dessalines proclamarono l'indipendenza e all'ormai ex-colonia venne dato il nome di Haiti, espressione con la quale i nativi indicavano l'isola nel XVI secolo, prima dell'arrivo dei conquistatori europei. Nasceva così la Repubblica nera di Haiti.

Il sogno di riconquistare Haiti non morì in quel 1803. I coloni continuarono a richiamare l'attenzione sull'importanza dell'isola, a invitare l'ormai proclamato imperatore Napoleone I a riorganizzare l'esercito, ad allargare il proprio impero coloniale e a *venger Haiti*. Questa apparente continuità, che si declinasse in tattici piani di riconquista militare o in progetti di ripopolamento e di riorganizzazione della piantagione e della manodopera, rifletteva in realtà i cambiamenti della società e della cultura politica francese molto più di quanto potrebbe apparire. Le ragioni che spingevano i coloni ad invitare al recupero dell'isola non erano più

¹¹⁹⁹ Duke University of North Carolina, *Louis Narcisse Baudry des Lozières Papers, 1770-1825*; Bnf Archives et Manuscripts, NAF 22085.

quelle del 1794 e nemmeno quelle del 1797: le colonie non erano più la patria dei francesi creoli, ma solamente dei territori caraibici da sfruttare in chiave antibritannica.

Su due opere meno conosciute ci piacerebbe allora tornare in chiusura di questo elaborato: gli scritti del colono monarchico Alexis Leyritz e quelli del franco-americano-irlandese Barnabe O'Shiell del 1825. Due produzioni editoriali che ben illustrano rotture e continuità e che (ri)aprono e (ri)chiudono una vicenda che concorse a dar forma a quella che fu la Rivoluzione francese.

Il dibattito sull'*exclusif* coloniale, l'ostracismo all'applicazione della *Dichiarazione dei Diritti*, i sogni autonomistici e federalisti, la lotta per la rappresentanza, il rifiuto dell'isonomia coloniale e il venire meno dell'idea di costruire una colonia che non fosse solamente una grande manifattura, ma la terra dei francesi lasciavano il posto ad un solo motto nelle memorie dei coloni: *Delenda Carthago*. Su queste due parole erano costruite le tre memorie di Alexis Leyritz del 1803 e del 1814, il cui invito a recuperare Santo Domingo non si inseriva tanto nel sogno universale repubblicano, bensì in quello di ricostruire un impero antibritannico in grado non solo di tenere testa alla Gran Bretagna, ma di distruggerla¹²⁰⁰.

Nel suo *Dialogue de Bonaparte et d'un émigré* pubblicato anonimo nel 1803, Leyritz immaginava un discorso – quasi sicuramente fittizio – avvenuto tra lui e Buonaparte dopo Marengo, nel quale il colono ribadiva la necessità di annientare con ogni mezzo la tirannia degli inglesi e il loro dominio del mondo, al fine di far trionfare la nazione francese¹²⁰¹. Chiave di volta del suo piano politico era la colonia di Santo Domingo, alla quale veniva negata qualsivoglia identità per essere immaginata come un non-stato, un territorio il cui assoggettamento doveva essere volto al solo interesse europeo di dominio della Francia sull'Inghilterra. Si trattava per Leyritz di occupare quel posto di «peuple modérateur» in Europa che solo la Francia avrebbe potuto ricoprire una volta sconfitta la Gran Bretagna: «Dans l'état actuel de nos sociétés politiques, il est nécessaire qu'il existe un peuple modérateur assez puissant pour forcer les autres nations d'en appeler à sa justice; assez généreux, assez éclairé pour ne pas abuser de sa puissance.»¹²⁰².

Il pamphlet non era adulatorio verso Bonaparte, proprio il contrario: si trattava di una sottile requisitoria del colono verso il disinteresse con il quale il Primo Console aveva guardato alla sconfitta delle sue truppe a Santo Domingo e alla rinuncia di un tentativo di riconquista. La sua voce, più critica di quelle degli altri coloni che ancora speravano di influenzare la politica

¹²⁰⁰ [Alexis Leyritz], *Dialogue de Bonaparte et d'un émigré. Par un colon de Saint-Domingue*, s.l., s.e., 1803; AN, F/7/6292, Alexis Leyritz, *Apperçus*, 1804; Alexis Leyritz, *Mémoire*, 1809.

¹²⁰¹ [Alexis Leyritz], *Dialogue de Bonaparte et d'un émigré*, cit.

¹²⁰² *Ivi*, p. 9.

di Bonaparte, non era però solitaria e condivideva da destra – si ricorda che Leyritz si dichiarò anche sotto il Consolato e l’Impero un legitimista e fedelissimo dei Borbone, a tal punto da venir segnalato più volte dalla polizia imperiale¹²⁰³ – lo sconcerto per il ripiegamento della politica bonapartista nell’Europa e la recriminazione di aver così rinunciato non solo all’impero atlantico, ma anche alla definitiva rovina dell’Inghilterra tanto odiata e temuta:

«Fondés sur la plus basse jalousie et sur un principe politique, la haine de l’Angleterre contre la France est immortelle, et finirait par perdre l’Europe. Dépositaire des destinées du monde, réfléchissez sur cette idée! À ces mots, que je prononçais avec une certaine chaleur, Bonaparte fixa sur moi un regard [...]: “Vous n’avez plus rien à ajouter, me dit-il? Je vous ai bien écouté, et je vois avec regret que je ne puis rien pour vous. Puisse la renommée de la gloire et du bonheur de notre commune patrie, pénétrer jusque dans la retraite que vous allez habiter, et adoucir vos malheurs!”»¹²⁰⁴.

Sebbene Leyritz uscisse sconfitto dall’incontro e deluso per la politica atlantica di Bonaparte, nella sua retorica un punto emergeva con forza: Santo Domingo quale punto di forza nella secolare lotta tra l’Inghilterra e la Francia. In rottura con il passato dei coloni, con le loro speranze e con i loro tentativi di accordare la volontà creola a quella europea in nome di un più generale interesse della Francia repubblicana, Leyritz faceva dell’interesse europeo la ragione del recupero di Santo Domingo, assecondando ideologicamente gli stessi presupposti teorici per i quali Bonaparte stava rinunciando per sempre all’isola. Uno spazio aperto dalla Rivoluzione si chiudeva così, persino per quanti avevano, seppur da destra, guardato ad un modello che tenesse assieme rivendicazioni locali e generali, che fosse quindi repubblicano, ma conservatore.

Tuttavia, l’eredità dei coloni, più che nei progetti di riconquista, va cercata altrove, in quella stigmatizzazione dell’alterità che andava costruendosi tramite una ideologia delle razze e della loro incompatibilità naturale e bio-genealogica. Di questa sinistra continuità l’esempio più concreto ci è dato dal colono Barnabe O’Shiell e le sue opere pubblicate tra Philadelphia e Parigi negli anni 1794-1825¹²⁰⁵. Se i suoi articoli sul giornale americano di Tanguy de la

¹²⁰³ AN, F/7/6292, dossier n°5956 Leyritz.

¹²⁰⁴ [Alexis Leyritz], *Dialogue de Bonaparte*, cit., p. 15.

¹²⁰⁵ Barnabe O’Shiell, *Introduction à un ouvrage relatif aux hommes de couleur et nègres libres des Antilles. La nécessité de la déportation des hommes de couleur et nègres libres de tout âge, de tout âge, démontrée par les faits et par le raisonnement et quel que soit le régime futur de la colonie*, Philadelphia, Peter Parent, 1794; Barnabe O’Shiell, *Réflexions sur la liberté des nègres dans les colonies françaises, considérée sous tous ses rapports*,

Boissière e le sue prime opere degli anni Novanta presentavano già compiutamente l'elaborazione delle tesi *racialistes*, quelle del 1814 e particolarmente quella del 1825 le raffinava e ne rappresentava l'autentico trionfo. Infatti, a differenza dei testi precedenti, in cui O'Shiell poteva vantare l'esperienza di *planteur* e figlio di un importante armatore negriero per poi nutrirla di accenni alla letteratura contemporanea ispirata alle *Notes on the State of Virginia* di Thomas Jefferson e alla confutazione e rielaborazione dei testi dei Lumi al fine di confermare le sue tesi e le sue empiriche osservazioni, nel 1825 il colono fondava i suoi enunciati sulla letteratura naturalista nel frattempo pubblicata da autorevoli intellettuali delle Accademie parigine.

Le sue *Réponses aux objections* meriterebbero uno studio più approfondito, perché sono una vera enciclopedia dell'ideologia *racialiste* così come si sviluppò nei primi cinquant'anni dell'Ottocento, alla quale vi si aggiungeva l'ossessiva ricerca delle fonti e della veridicità storica sulla base della sua esperienza e di quanto accaduto a Santo Domingo:

«Or, nous sommes encore ici dans notre sort par rapport à la cause que nous défendons; puisque les préjugés de la couleur, ceux résultant de la distinction des races, sont inhérents à nos institutions coloniales, et ne sauraient être affaiblis sans en provoquer le renversement avec tous les malheurs et les crimes qui en forment les tristes accompagnemens. Les événements désastreux arrivés à Saint-Domingue et prolongés jusqu'à ce jour font ressortir cette vérité avec un nouvel état, avec une force tellement majeure et imposante, qu'on ne saurait désormais la méconnaître ni l'oublier. [...] On veut contre toute raison et tout politique, confondre sous des rapports communs des blancs avec des nègres, des ingénus avec des affranchis, des Français avec une race étrangère et des êtres bigarrés, inconnus à la nature primitive et issus du mélange des races; on veut exclure toute classification d'ordre, toute prééminence de race parmi cette masse libre ou non; on ne veut admettre aucun privilège, aucun avantage politique, aucune supériorité en faveur d'une classe particulière, lorsque la nature elle-même établit entre nous des inégalités si tranchantes et marquées de son sceau ineffaçable, que, malgré tous vos efforts, aucune constitution ni invention humaines ne sauraient altérer ni oblitérer. [...]

Aussi la révolution, quant aux nègres, quant à la sagesse et à la coordination de nos

[Philadelphia], [Peter Parent], [1798]; [Barnabe O'Shiell], *Mémoire sur les colonies occidentales de la France; ouvrage présenté au gouvernement en l'an X*, Paris, Michaud, 1814; Barnabe O'Shiell, *Considérations générales sur les trois classes qui peuplent les colonies françaises, et sur tout ce qui concerne leur administration intérieure*, Paris, Poulet, 1814; Barnabe O'Shiell, *Réponses aux objections élevées contre le système colonial aux Antilles*, Paris, Grimbert, 1825.

anciennes institutions coloniales, a imprimé sur tous ces objets un mouvement rétrograde, des plus convulsifs et des plus funestes. Personne n'oserait nous le contester; car l'exemple répond ici victorieusement à tous les arguments, de quelque nature qu'ils soient.»¹²⁰⁶.

Al di là del rimpianto per le gerarchie d'Antico Regime, nel 1825 Barnabe O'Shiell prendeva atto del rivolgimento dei valori che era stato il momento rivoluzionario e proponeva così una nuova giustificazione allo stigma sociale tramite la quale ridurre i neri dal posto in cui la Rivoluzione li aveva liberati. Se la legge li aveva riconosciuti come eguali, andando oltre quelle gerarchie immutabili dettate dalla natura, ribaltando la società coloniale e instradandola all'anarchia e alla violenza, si doveva allora ritrovare un altro ordine, un nuovo stigma sociale che andasse al di là della legge positiva e che riconoscesse nella genealogia della razza il proprio presupposto. Infine, la reazione coloniale, che guardava alle antiche gerarchie, aveva creato a sua volta una nuova e mostruosa modernità, che faceva della genealogia della razza uno stigma profondo di cui gli anni a venire avrebbero molto risentito.

¹²⁰⁶ Barnabe O'Shiell, *Réponses aux objections*, cit., pp. 351-354.

ANNESSI

Ministri della Marina e delle Colonie – Francia

	Inizio incarico	Fine incarico
Charles Pierre Claret DE FLEURIEU	26 ottobre 1790	17 maggio 1791
Antoine Jean Marie THEVENARD	17 maggio 1791	18 settembre 1791
Claude Antoine de VALDEC DE LESSART	18 settembre 1791	7 ottobre 1791
Antoine François Bertrand de MOLLEVILLE	7 ottobre 1791	16 marzo 1792
Jean de LACOSTE	16 marzo 1792	21 luglio 1792
François Joseph de Gratet, VICOMTE DUBOUCHAGE	21 luglio 1792	10 agosto 1792
Gaspard MONGE	10 agosto 1792	10 aprile 1793
Jean DALBARADE	10 aprile 1793	2 luglio 1795
Jean-Claude Redon de BEAUPREAU	2 luglio 1795	4 novembre 1795
Laurent Jean François TRUGUET	4 novembre 1795	15 luglio 1797
Georges-René Pléville LE PELLEY	15 luglio 1797	27 aprile 1798
Eustache BRUIX	27 aprile 1798	4 marzo 1799
Charles Joseph Mathieu LAMBRECHTS	4 marzo 1799	7 marzo 1799
Charles-Maurice de TALLEYRAND-PERIGORD	7 marzo 1799	2 luglio 1799
Marc Antoine BOURDON DE VATRY	2 luglio 1799	12 novembre 1799
Marc Antoine BOURDON DE VATRY	12 novembre 1799	22 novembre 1799
Pierre Alexandre Laurent FORFAIT	22 novembre 1799	3 ottobre 1801
Denis DECRES	3 ottobre 1801	18 maggio 1804

Ministri degli Affari esteri – Francia

	Inizio incarico	Fine incarico
Paul-François de Quelen LA VAUGUYON	13 luglio 1789	16 luglio 1789
Armand Marc de MONTMORIN SAINT-HEREM	16 luglio 1789	29 novembre 1791
Claude Antoine de VALDEC DE LESSART	26 novembre 1791	15 marzo 1792
Charles François DUMOURIEZ	15 marzo 1792	13 giugno 1792
Pierre-Paul DE MEREDIEU	13 giugno 1792	18 giugno 1792
Victor Auguste de LAGARDE DE CHAMBONAS	18 giugno 1792	1° agosto 1792
Claude Bigot DE SAINTE-CROIX	1° agosto 1792	10 agosto 1792
Pierre Henri Hélène LEBRUN-TONDU	10 agosto 1792	21 giugno 1793
François Louis DEFORGUES	21 giugno 1793	9 aprile 1794
Philibert BUCHOT	9 aprile 1794	3 novembre 1794
Michel Ange MANGOURIT	3 novembre 1794	21 novembre 1794
André François MIOT DE MELITO	21 novembre 1794	19 febbraio 1795
Jean-Victor COLCHEN	19 febbraio 1794	3 novembre 1795
Charles-François DELACROIX	3 novembre 1795	15 luglio 1797
Charles-Maurice de TALLEYRAND-PERIGORD	15 luglio 1797	16 maggio 1799
Charles-Frédéric REINHARD	20 luglio 1799	10 novembre 1799
Charles-Frédéric REINHARD	11 novembre 1799	22 novembre 1799
Charles-Maurice de TALLEYRAND-PERIGORD	22 novembre 1799	9 agosto 1807

Ambasciatori francesi negli Stati Uniti

	Inizio incarico	Fine incarico
Conrad Alexandre GERARD	1778	1779
Anne César DE LA LUZERNE BEUZEVILLE	1779	1785
Antoine René Charles MATHURIN, COMTE DE LAFOREST	1785	1787
Louis-Guillaume OTTO	1787	1787
Éléonor-François-Élie DE COMTE DE MOUSTIERS	1788	1791
Jean CHEVALIER DE TERNANT	1791	1793
Edmond-Charles-Édouard GENET	1793	1793
Jean-Antoine-Joseph FAUCHET	1794	1795
Pierr Auguste ADET	1795	1796
Philippe-André LETOMBE	1796	1801
Louis-André PICHON	1801	1804
Louis-Marie TURREAU DE LINIERES	1804	1810
Louis-Barbe-Charles SERURIER	1811	1816

**Lettera dell'Assemblea Provinciale del Nord di Santo Domingo al Congresso degli Stati
Uniti d'America, 7 settembre 1790¹²⁰⁷**

Sept. 7. 1790

Messieurs le Président et les respectables membres de l'Auguste congrez des États Unis de l'Amérique.

La position veritablement allarmante où nous nous trouvons vous prescrit imperieusement de recourir à votre puissance. Les mulâtres et negres libres viennent de faire le 28 du mois passé une insurrection dans un quartier de nos montagnes à six lieux de notre ville, où ils se livrent à tous les excez des devastations, pillages et assassinats sous le commandement du nommé Ogé, curteron libre de cette Colonie qui a été introduit au Cap sur le batiment du Capitain John Brown de Wilmington le 17 du mois dernier, avec trois autres passagers que le dit Capitain a présenté à notre bureau de police, retenu le dit Ogé caché, et l'a débarqué du fait débarquer furtivement. Voilà Messieurs l'état où nous nous trouvons par la négligence ou la mauvaise volonté du Cap. John Brown. Nous avons envoyé sur le champ un Corps de troupes patriotes et de ligne pour détruire cet attroupement séditieux.

Nous sommes de plus instruite que nombre de mulâtres se trouvent actuellement dans vos états où ils cherchent à se procurer des embarquements pour ce pays : on nous assure même qu'il y en a qui offrent jusqu'à cent portugaises.

Le danger est pour nous Messieurs, plus imminent que nous ne pouvons le dire: vous pouvez en interposant votre autorité, nous donner des marques éclatantes de votre haute protection que nous implorons, en défendant à tous les capitaines qui l'expédieront de vos ports, de embarquer aucuns mulâtres pour quelqu'endroit que ce soit, ou bien leur intimer l'ordre expres, de les conduire à leur arrivée à nos bureaux commis à cet effet dans toute la colonie, et nous promettons de leur payer une somme capable de les satisfaire.

Nous vous prions aussi, Messieurs, de surtout bien faire toute défense d'embarquer pour cette Colonie aucune armes ni munitions du guerre, à moins qu'elles ne soient adressée à quelques maisons de Commerce, et à la charge par eux d'en faire déclaration détaillée à nos bureaux avant débarquement; et de porter à vos cours d'amirauté ou autre le certificat qui

¹²⁰⁷ NARA, RG 59, *Miscellaneous Letters*, foll. 15-16.

constate qu'ils ont satisfait ici à vos ordonnances, sur les penes qu'il vous plaise prononcer contre les contrevenants.

Nous osons esperer, Messieurs, que sans nous permettre de plus longs détails qui n'ajouteraient à notre détresse que le désagrément de vous en entretenir plus long temps, il vous plairait, vous y interesser et prendre en considération nos vives sollicitations et nous joindrons les sentiments de la plus vive reconnaissance à ceux de respect que ne cessent de vous adresser vos hautes puissances.

Messieurs le président et les respectables membres de l'auguste congrès des états unis de l'amerique.

Vos très humbles et très respectueux serviteurs les membres de l'assemblée provinciale du Nord de Saint Domingue,

Au Cap français le 7. 9bre 1790.

Coeut de Montaran, president

Bouysson, secretaire

**Estratto dal registro dell'Assemblea Generale della parte francese di Santo Domingo, 11
ottobre 1791¹²⁰⁸**

October 11th. 1791

The General Assembly of French St. Domingue having taken into consideration the Several Reports of the Committees of Agriculture, Commerce, the Military, of Subsistence, and finance, and having further considered the Motions which have determined them to appoint Commissioners to solicit from the United States those succours which are now become absolutely necessary for alleviating in some degrees the losses and misfortunes occasioned by the Revolt of the Negro Slaves in this Colony, have decreed as follows:

That Mr. Payan and M. de Beauvois, Commissioners, or Deputies from this Assembly, do repair forthwith to North America, to treat in the name and on the account of the Government of French S.to Domingo, for the supply and delivery of twenty four thousand barrels of superfine flour; eight thousand masquets with Bayonetts; ten thousand blunesbusses; ten thousand pistols; three thousand cutlasses, three hundred negrohuts ————— ; ten millions shingles of cypress or cedar; one million feet of squares ... timber – 5 by 5 – 5x6 – 6x6 – 6x7 – 7x7 – 7x8 – 8x9; ten millions of seat of pitch pine plank; one Million of feet of northern – plank. – the Commissioners are further directe to lay cent about four hundred thousand livres in Indian Meal, Rice, Pers and Oats.

The assembly furthermore authorises then deputies to treat in then name with the public or private banshys, in the hinted states, for the loan of One Hundres thousand pounds sterling, or four hundred thousand dollars, in specie.

In respect of to the dischaye of the sum which shell be actually loaned to the Deputies, the Assembly autorises them to propose to the United States of America, drafts upon the chief treasurer of the Maire of Saint Domingo, certified by the Contrroller of the Marine Treasury of the Colonies at Paris; which drafts shall be offered to the United States in security, either, in case they choose to furnish the said supplies loaned upon their own credit, or shall engage to become responsible for such purchases as the deputies of the assembly shall make.

Showed their mode of liquidation be approuved by the United States, in concert with France, the Commissioners are empowered to sign their obligations to pay the said drafts at the

¹²⁰⁸ NARA, RG 59, *Miscellaneous Letters*, fol. 68.

shortest period possible, and shall transmit the accounts conformably to the Invoices which shall be presented to the Assembly, with a list of the particulars of such a part of the Articles above specified as they shall have actually treated for.

In case of drafts upon France being refused, the Commissioners shall engage the reimbursement of the loan upon the trades of the General Assembly of French St. Domingo, now actually in session at the Cape, [line illegible]; beginning on the first day of May 1794, with interest in the mean time at such a rate as shall be stipulated between the loans and the Commissioners: this interest to be paid early in proportion to the stock that shall be come due; and the time of the first payment shall be fixed at one year subsequent to the date of the receipts which shall be given by the Assembly Commissioners for the several articles mentioned in this ordinance. And the Assembly further promises to appropriate and mortgage for the punctual payment of the said interest the cashfunds ... from grants and exports of this Colony.

The Assembly enjoin their President to make ... to the Lieutenant General then proceedings in this matter, in order for his approbation and that he may give the Commissioners their proper credentials to be presented to the Ambassador and Consul General of France to the United States.

Decreed at the Session of the Day, Month and Year above written,

Poncignon, President

**Il presidente dell'Assemblea Generale della parte francese di Santo Domingo Poncignon
a George Washington, 13 ottobre 1791¹²⁰⁹**

Au Cap Français

Le 13 8bre 1791

Monsieur Le Président

Nous ne vous répéterons point le recit des malheurs qui affligent cette brillante Portion de L'empire français, nos premiers dépêches vous ont Instruit, mais nous nous voyons a la Veille de ressentir violemment les Suites de cette Castastrophe, lorsque la tranquillité Sera Entièrement rétablie, la nécessité ou nous sommes, par la Devastation et La Consommation des Vivres, de pourvoir, pour quelque tems et à nôtre subsistance Personnelle, et à celle de nos negres, à mesure que la force & la faim les forceront de rentrer dans le devoir, ainsi que les besoins de bois pour réparer les bâtimens que les flammes ont dévorés, ont déterminé l'assemblée Générale et la partie française du Domingue, Conjointement avec le représentant du Roy, D'Envoyer au près des Etats unis, deux nouveaux Commissaires, Messieurs De Beauvois & <Payan> Pour solliciter ces Secours, nous pensons que le Congrès Se prêtera d'autant plus Volontiers a la Secourir, qu'il Contribuera par la, d'une part à Conserver a la france une de Ses plus belles et plus riches possessions, et que de l'autre il leur Sera Présenté des Suretes pour le payement Exact du somme ou des Objets qu'ils auront avancés;¹ La Générosité de la france, et Son Empressement à venir au secours de Ses alliés malheureux, est trop généralement connue, pour qu'elle n'ait pas le droit d'espérer les mêmes Services, lorsqu'elle se trouve, ou un forte partie d'elle même dans le Besoin.

Nous nous flattons donc Monsieur Le President que le Congrès que Vous présidez, voudra bien prendre notre Position en Consideration en observant que la prospérité du Commerce que les Sujets des etats unis font avec la Colonie française de St Domingue, depend en quelque façon de L'abondance des productions de cette derniere & des moyens de rétablir Ses manufactures détruites & incendiées. J'ai L'honneur D'être De Votre Excellence Le tres humble & tres Obeissant Serviteur.

Poncignon

¹²⁰⁹ NARA, RG 59, *Miscellaneous Letters*, fol. 72.

Présidenz

Esempio di dossier e di raccolta delle informazioni: il caso del colono Paul Alliot

1) Mr. Paul Alliot, *Réflexions sur les colonies et notamment sur celle de Saint-Domingue*¹²¹⁰

On ne peut pas révoquer en doute que le rétablissement des colonies, est de la plus grande importance, tant sous le rapport de l'entretien de la marine de l'état, que sous celui des relations commerciales entre elles et la métropole.

Toutes nos colonies dans les deux hémisphères sont dans ce moment, ou au pouvoir des anglais ou dans l'état le plus déplorable. Indiquer un plan de restauration, ce serait entreprendre une tâche au-dessus de mes forces.

On peut cependant diviser les colonies en plusieurs classes.

La première serait composée de celles qui sont touchées au pouvoir des anglais dès le commencement de la Révolution et qui n'ont pas cessé d'être sous leur joug.

La seconde classe, de celles qui ont résisté à tous les ennemis extérieurs, mais qui ont refusé de reconnaître l'autorité nationale.

La troisième classe, de celles qui n'ont cessé d'appartenir à la France, ou qui ont été envahies par les anglais et reconquis par les républicains.

Dans les deux premières classes, on peut compter la Martinique et les Indes Orientales.

Si la première nous est rendue, lors d'une pacification générale, on la trouvera dans un état plus florissant qu'elle n'a jamais été.

Il n'est pas douteux que les colonies orientales reconnaissent leur mère patrie, aussitôt qu'elles verront que des hommes sages, vertueux et éclairés seront à la tête du gouvernement aussitôt qu'elles ne compléteront plus par un des agents de ce gouvernement, des individus qui, au lieu d'aller rétablir l'ordre et la tranquillité, ne songaient que seconder leur vengeance et à s'égorger de sang, d'or et des dépouilles des malheureux habitants.

Il n'en sera pas ainsi de celles qui ont été le jouet de la guerre extérieure et civile, qui tour à tour ont été la proie de l'ennemi et des agents de Robespierre.

On peut mettre du nombre de ces dernières, celle qui fut la plus riche, la plus intéressante et la plus susceptible d'accroissement. C'est Saint Domingue.

L'Angleterre ne vit sa prospérité que d'un œil jaloux.

L'envie ... ses trésors, elle fut donc but aux corps de l'une et de l'autre.

¹²¹⁰ ANOM, COL CC9 A 27.

Des commissaires civils y furent envoyés en 1792.

Je pourrais tracer la conduite qu'ils y ont tenue, je pourrais prendre les exécutions guère, dont cette colonie a été théâtre. J'en ai été le témoin oculaire jusqu'au mois de nivôse an cinq.

Mais pourquoi rappeler ces scènes d'horreur! Elles ne répareraient pas le mal, et renouvelleraient des playes bien propres à entretenir la haine et à commander la vengeance.

Tirons donc une voile sur le passé! Une neuve clari son nous pere sage un avenir plus heureux au lieu de nous rappeler des tableaux d'horreur, cherchons en éloigner l'image, et en même temps tachions de trouver les moyens sinon d'effacer entièrement ces souvenirs de ..., au moins de pouvoir les adoucir.

Saint Domingue est, on peut le dire, livrée à elle même tant pour sa défense extérieure, que pour son régime intérieur.

Si d'un côté on a des fautes, des crimes même à reprocher à ceux qui gouvernent actuellement cette colonie, d'un autre côté on peut dire au leur faveur qu'il n'a dépendu que d'eux de la livrer aux anglais, ou de se déclarer indépendants. Ils ont quatre vingt mille noirs avoués qui auraient aveuglement servi leurs projets.

S'ils l'avaient exécuté, quelle force assez intrigante aurait pu reconquérir cette île?

Toutes celles de la France, quand on pourrait les y porter n'auraient pas été suffisantes pour réduire les insulaires. Nos avouées auraient été d'abord victorieuses, mais elles ne résisteraient pas à l'ardeur du climat, et les braves qui n'auraient pas été atteints par le fer et le plomb, disparaîtraient du globe terrestre, ce comme une poignée de neige sous la joue torride.

En supposant que nos armées pussent reconquérir cette colonie, par la force des armes, quel ce serait le résultat?

L'assassinat de toute la couleur blanche qui y existait; la dévastation de toutes les plantations et les habitations, et la destruction peut être de plus cent mille hommes avoués.

La France ne commanderait donc plus que sur une vaste champ couvert de cendres et de cadavres.

Il me paraît donc extrêmement impolitique de chercher à rétablir l'autorité nationale dans cette Île, par la force des armes, je le regarde comme impossible, mais comment pourrait-on la faire reconnaître? Ceux qui gouvernent ce pays sont habitués depuis longtemps à l'autorité, ils ont souvent substitué leur volonté à la loi. Il sera difficile de les ramener à la soumission des lois et aux principes de subordination.

On ne pourra cependant y parvenir que par les voies de la douceur, par les armes de la persuasion et de la morale.

Mais quels hommes faudra-t-il employer pour remplir ce but? Celui qui tient ou a tenu à quelque parti tant en Europe qu'en Amérique, ne peut convenir à cette mission.

Celui qui a des préventions pour une couleur plutôt que pour une autre ne peut mériter ce choix.

Celui qui dans la Révolution a figuré dans les factions meurtrières et brigandage doit eux ou bien mieux être éloigné d'une pareille mission.

Peu d'hommes sont propres à la remplir.

Je pense que celui qui conviendrait le mieux pour cet objet, serait un individu connu par sa moralité, ses bonnes moeurs, sa probité, doué d'un caractère doux, liant, provenant, qui eut une parfaite connaissance du coeur humain, qui joignit à ces qualités la connaissance du pays et au quel les chefs actuels de la colonie ne pourraient rien reprocher.

Celui-la seul mérite la confiance du gouvernement. Il est le seul propre à saper, d'une manière invisible l'autorité des chefs de la colonie et à la leur arracher, sans la laisser leur amour propre et même en paraissant leur en donner une plus grande.

Depuis le 18 brumaire, les intrigants s'acquittent pour faire nommer leurs affidés, agents pour Saint Domingue.

Déjà il y a en plusieurs assemblées, chez le ministre de la marine, pour aviser aux moyens de rétablir l'ordre dans cette colonie. Mais la plupart de ceux appelés à ces assemblées, ne sont point propres à ce but; au ceux qui en ont les capacités, n'ont pas la confiance de Toussaint Louverture, soit à cause de leur couleur, soit par rapport à leurs opinions. Si ceux-là sont nommés agents, il leur arrivera la même sort qu'au général Hedouville, peut-être même encore pire.

Je dis en un mot qu'il faut employer des hommes nouveaux. Le liste en est nouveau. Ce sont ceux qui y sont attachés, qui doivent avoir la préférence sur ceux qui ont donné dans toutes les factions et qui se disent toujours les zélés partisans du parti dominateur.

Ces réflexions sont dictées par l'intérêt que je prends à un pays qui doit devenir une des plus belles possessions de la France, si l'est sagement et prudemment administrée.

Le nombre des agents doit être très borné! Un seul peut suffire. Si on en nomme deux, on doit leur donner la faculté de s'adjoindre un troisième qu'ils prendront dans la colonie. Ils pourraient même prendre pour leur collègue, le général en chef, ce choix inspirerait une grande confiance à ce dernier.

Le terme de la mission ne doit pas être fixé, parce que il faudra un long-terme pour dirimer l'autorité de ce chef et y substituer celle de la nation.

2) Mr. Paul Alliot, *Paul Alliot Vanneuf habitant et propriétaire de St. Domingue Au Citoyen Ministre de la Marine*, 19 prairial an 8 de la République (6 giugno 1800)¹²¹¹

J'ai l'honneur de vous présenter par écrit quelques réflexions sur la situation de St. Domingue, daignez, vous qui êtes chargés du gouvernement des colonies, les lire les raisons qui m'ont engagé à vous les présenter, sont fondée sur l'amour d'un pays qui ferait il n'y a pas longtemps toute mon existence, et qui, quoique dévasté par une guerre civile, merite par les richesses de ses productions et de son sol, une attention particulière du gouvernement.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Citoyen ministre

Votre très humble et très obeissant

Serviteur Alliot Vauneuf.

Sonthonax agent particulier du gouvernement à St. Domingue a été forcé de partir par la volonté et par l'ordre de Toussaint Louverture.

Hedouville agent particulier du gouvernement à St. Domingue à éprouvé la même sort.

Ainsi deux fois le gouvernement français a été avili et reconnu par un homme qui doit son existence politique au premier agent et son importante place au gouvernement qu'il méconnaît aujourd'hui.

Sonthonax et Hedouville représentaient à St. Domingue le gouvernement français, nul français quelque force qu'il eut en main ne pouvait agir ainsi sans commettre un forfait inouï à moins d'une autorisation du gouvernement.

Citoyen ministre, il est un moyen bien sur et immangeable d'obliger Louverture au toute autre à respecter dans la suite les agents du gouvernement.

Pour réussir dans une entreprise aussi delicate, il est d'une nécessité absolue d'y envoyer des hommes probes, éclairés, désintéressés, doués d'un grand caractère et qui veulent de bonne foi que les negres jouissent de la liberté. Je désirerais de plus qu'ils connussent les moeurs des cultivateurs, et qu'ils eurent d'avance leur confiance.

Comme il existe à St. Domingue trois castes d'hommes, et que ces trois castes éprouvent journallement des secousses qui diminuent leur population, se désirerais que le gouvernement prends ses trois agents dans ces différentes castes. Bientôt l'anarchie, la mere de tous les crimes, baisserait la tête devant de tels agents. Ainsi les trois castes jouiraient du même privilège, et

¹²¹¹ ANOM, COL CC9 A 27.

elle se feraient bien mieux entendre dans leur réclamation. Ainsi le gouvernement aurait véritablement dans la personne de ses agents un pouvoir que nul ne pourrait méconnaître. Ainsi l'usurpation de Louverture ou de tout autre qui voudrait marcher sur ses traces serait anéantie.

Si au contraire le gouvernement envoie pour agents trois blancs, il pourrait encore arriver, ce qui déjà deux fois est arrivé, c'est que nos ennemis qui depuis longtemps emploient tous les moyens pour remettre aux anglais nos colonies, seraient encore une fois par leur écrits entendre à Louverture ou à d'autres hommes qui le soutiennent dans son usurpation, que le gouvernement n'envoie et ne veut se servir que d'agents blancs, afin de remettre dans l'esclavage les noirs delà il s'en servirait encore de nouveaux massacres, une nouvelle insurrection contre le gouvernement et peut être la perte de nos colonies pour la France.

Après ce raisonnement que je crois juste et bien fondé si le gouvernement se décidait à n'envoyer à St Domingue qu'un seul agent, il serait toujours bien, citoyen ministre, pour faire taire les factieux d'adjoindre à cet agent deux hommes des deux autres castes.

En politique et dans le principe sacré et naturel des choses il faut que le gouvernement pour bien asseoir dans un pays si éloigné la puissance législative et l'autorité qui lui sont confiées, ne puisse donner à ses ennemis qui déjà deux fois l'ont reconnu, en renvoyant ses agents, un seul motif capable de pouvoir induire en erreur ce peuple si bon, si laborieux, mais si facile à séduire et à égarer.

J'entends tous les jours dire que, parce que Louverture ne méconnaît plus le gouvernement, il faut envoyer à St Domingue dix mille hommes de bonnes troupes. Si ceux qui parlent ainsi connaissent bien les cultivateurs de ce pays, ils auraient une toute autre idée d'eux ils voyaient bien que presque tous sont par reconnaissance dévoués et fort attachés au gouvernement qui leur a donné la liberté. Ils penseraient comme moi, qu'il faut à la vérité pour faire rentrer dans le devoir l'homme qui a usurpé l'autorité légitime et quelques proscrits, qu'il a fait, pour le soutenir dans son usurpation, y envoyer des agents probes doués d'un grand caractère et d'un grand désintéressement et seulement quelques mille hommes de troupes bien disciplinées. C'est, citoyen ministre, avec de tels hommes que tout rentrera dans l'ordre.

Sonthonax a sans doute des talons et de la probité, mais sa flexibilité est cause de l'usurpation de Louverture. Hedouville a aussi de la probité et des talents militaires, mais il a fait les mêmes fautes en ne déployant pas contre l'usurpateur l'autorité légitime qu'il avait en main.

C'est ainsi que de la faiblesse de ces deux hommes s'en sont suivis l'anarchie la plus complète, la désorganisation dans les ateliers, l'anéantissement du commerce, de la culture et la guerre civile.

D'ailleurs pour que les agents remplissent honorablement leur mission, il ne faut pas que le désir des richesses soit, lors de leur départ le devoir qu'il s'impose, lorsqu'ils seront rendus à leur poste, au contraire ils doivent en partant de France former le dessein de rendre heureux ces hommes naguère si malheureux.

Il peut encore exister à St. Domingue quatre cent mille cultivateurs, peu d'entre eux sont légitimement mariés. Eh bien! Que les agents protègent leur mariage, que ces mariages ne soient faits que les jours de decade, mais surtout qu'ils soient faits avec pompe et solennité.

Que les agents fassent, au nom du gouvernement qu'ils représentaient, quelques dépenses pour encourager les mariages, qu'ils aient soin de chérir et récompenser les pères et mères qui ont beaucoup d'enfants, et qu'enfin de bons instituteurs connus par leur patriotisme leur talents et leur vertu soient promptement établis pour l'instruction de ces enfants.

Le grand nombre des noirs sous l'ancien régime possédait du consentement de ses maîtres quelques effets comme des poules et des cochons plusieurs d'entre eux n'avaient pour tout vêtement qu'une seule chemise ou un seul tanga. Cependant tous les hommes noirs ou de couleur aiment le faste, en conséquence je désirerais que les agents du gouvernement employassent tous les moyens imaginables pour faire naître à ces hommes des besoins, la culture et le commerce y gagneraient beaucoup.

Pour parvenir à ce but, il faudrait que les agents entrassent dans les plus petits détails, par exemple les noirs aiment beaucoup la danse, il faudrait donc que les jours de decade, jours consacrés au repos et à la célébration des mariages, les agents du gouvernement fissent dans les premiers temps la dépense de ces danses, mais qu'ils n'y laissassent entrer que des hommes choisis couverts, et vêtus, en exposant à ceux qui ne le seraient pas, qu'ils ne peuvent participer à la fête parce qu'ils ne sont pas venus, que d'ailleurs il est absolument du devoir de l'homme libre d'être habillé. Je voudrais encore que les agents se conduisent de même chez eux, car encore une fois il faut suggérer à ces hommes encore brutes de l'amour propre il faut qu'il les déterminent à garnir leur case de quelques meubles, et à coucher sur des matelas. Ah! Si les agents parvenaient à réussir, il s'en suivrait de là que le commerce vendrait de plus qu'il ne ferait sous l'Ancien Régime quelques centaines de millions de chapeaux, souliers, chemises, pantalons, mouchoirs et quantité d'autres marchandises.

Pour que les agents du gouvernement réussissent dans la mission que leur sera confiée, il faut qu'ils protègent de tout leur pouvoir la liberté, que de bonnes lois particulières soient établies tant pour la conservation des propriétés que pour le paiement des ouvriers. Il faut que ces derniers soient protégés ouvertement dans les réclamations qu'ils feraient pour le paiement de leur salaire.

Comme il ne se fabrique aucune monnaie dans nos Isles, et que l'argent ne circule qu'autant que le commerce en produit, je désirerais qu'à l'exception des domestiques de maison qui doivent être naturellement gagés par du numéraire, tous les cultivateurs ne fussent payés qu'en denrées, cela éviterait bien des contestations qui pourraient par la suite causer un grand désordre d'ailleurs il est évidemment prouvé que sous l'Ancien Régime presque tous les propriétaires manquaient souvent d'argent, quoiqu'ils eussent en leur possession des denrées.

Je sais bien que le propriétaire verra toujours de mauvais œil l'esclavage anéanti, la présomption et l'orgueil ayant toujours faits la base de son actions, accoutumé à être obéissant réplique, guidé par sa volonté suprême, son esclave n'osait lui résister, et même lever les yeux.

Cependant l'honteuse misère dans la quelle il s'est trouvé depuis environ huit ans, aurait dû le faire changer de sentiment. Eh bien! Malgré tous les maux qu'il a éprouvés, il en est encore qui ne respire que pour remettre dans l'esclavage les negres qui l'avait autrefois en propriété grand dieu. Que de tels hommes sont dangereux et détestables: de grands propriétaires soutiennent que pour cultiver les terres des colonies, il faut de toute nécessité rétablir l'esclavage qu'un tel raisonnement est absurde! Car si le gouvernement adoptait ce système, il faudrait qu'il emploiera pour réussir le moyen atroce de la destruction et qu'en fin il ne resta pas un seul negre vivant dans l'île où la liberté subsiste. Mais aussi pour réussir dans ce projet, combien de milliers de soldats ne perdraient-ils pas dans cette entreprise?

Citoyen ministre ceux qui pensent ainsi, connaissent bien peu les hommes de quelque couleur qu'ils soient, surtout lorsqu'ils ont brisé leur chaînes.

Je sais bien que la liberté n'aurait dû être donnée que graduellement, cela aurait évité bien des maux, mais aussi il faut convenir que ceux qui l'ont donné étaient dans l'impossibilité de faire autrement.

Colons, lorsque vous serez rentrés dans vos habitations, payez bien vos ci-devant esclaves, ils travailleront et ils oublieront tous les mauvais traitements que vous leur avez faits endurer. Leur femmes qui ne seront plus exposées dans leur grossesse à être flagellée auront du courage pour donner au monde des enfants qui ne leur appartaient pas autrefois, et la population considérable augmentera à un tel point que le nombre des cultivateurs sera dans vingt ans du double quelle était autrefois.

Quant à moi, qui avais en propriété des esclaves et des terres, je ne partage point les opinions de ces hommes incorrigibles, je soutiens que pais que les negres sont libres, il faut qu'ils jouissent de leur liberté, qu'ils travaillent, et qu'ils soient payés.

Citoyen ministre, lorsque vous aurez décidé le gouvernement à envoyer à St. Domingue de nouveaux agents, il est absolument nécessaire qu'à leur arrivée, ils s'occupent de suite de

l'organisation de la gendarmerie, qu'ils établissent de fortes brigades dans tous les bourgs et villages afin de réprimer le vagabondage des sa naissance, il faut que le grande partie de la gendarmerie ne soit composée que d'hommes noirs; car accoutumés des leur enfance à l'obéissance, ils obéiront et ils surveilleront avec plus d'activité que les blancs. D'ailleurs ils connaissent bien mieux les localités et ils supportent bien mieux les grandes chaleurs qui s'y font sentir.

Quand examine d'après le séquestre apposé sur les innombrables habitations de St Domingue les grands revenus qu'on en retire, quoique les terres ne soient pas travaillées comme sous le ci-devant régime, quand j'examine que tous les fonctionnaires publiques ne sont ou presque point payés, puis que tous ceux qui passent en France, réclament auprès de vous ce qui leur est du pour leur appointements; quand j'examine le brigandage qui s'exerce dans toutes les branches d'administration; quand enfin j'examine que depuis long temps Louverture lève en masse les cultivateurs qu'il les arme, non pas pour chasser les anglais de la colonie, mais qu'ils n'y sont pas, mais bien pour détruire par la guerre civile dans des différents combats qu'il libre de temps en temps à un homme qui a défendu de tout son pouvoir le territoire qui lui était confiés, des hommes si utiles à l'agriculture, je vous supplie, citoyen ministre, d'engager le gouvernement à arrêter le plutôt possible ce fléau, en le déterminant à envoyer sans délai à St. Domingue une force morale et physique capable de détruire dans sa course le volcan qui brule et consomme le meilleur des pays du monde entier.

Alliot habitant et propriétaire
De St Domingue

Voilà, citoyen ministre, mes réflexions sur St. Domingue, je désire bien ardemment que vous les preniez en considérations. j'aurais bien pu entrer dans d'autres deuils. Le vaisseau qui contient la matière est encore presque plein.

Mais, citoyen ministre, qu'est il besoin et urgent de faire dans ce moment ci, il faut arrêter la guerre civile et rétablir promptement un ordre actif dans toutes les branches d'administration. Quand une fois ces deux objets importants seront remplis, il sera bien facile de rendre à son ancienne splendeur, et peut être mieux encore, cette ile jadis si fortunée tant par la bonté de son sole que par la richesse de ses productions.

Citoyen ministre, si, après avoir lu cet petit ouvrage, vous désiriez avoir quelques renseignements sur St Domingue, je suis prêt à vous les donner.

Vingt quatre années de colonies, huit années de convulsions et de misère m'ont donnés de l'expérience je vous offre, citoyen ministre, le peu de talents que la nature m'a donnée, mes services et mes travaux.

Alliot Vanneuf, rue de la
Barillerie n°4, près le Palais
de Justice

Citoyens,

Les idées et les réflexions que je vous soumets, ne partent que d'une âme bien née les grands maux que j'ai souffert dans la révolution, n'ont jamais altéré ma moralité. J'ai méprisé avec courage mes calomniateurs, et je ne me suis jamais vengé.

La probité et la vertu qui sont la base de l'honnête homme ont enfin été pris en considération par d'honnêtes gens qui au moyen d'une faible place qu'ils m'ont donné m'ont mis en état d'alimenter et de soutenir ma famille jusqu'à ce que je puisse retourner à St Domingue ou dans d'autres climats heureux.

Citoyen, je ne vous le cèle pas, dans la visite que j'ai en l'honneur de vous faire, vous avez alimenté mon existence entière par vos offres de service, citoyen Lescalier, j'accepte avec reconnaissance votre protection, comme la nature ma donnée de quelques talents, offrez les, je vous supplie en mon nom au gouvernement, si j'étais nommé à St Domingue ou dans quelques autres îles de la domination française à une place d'administrateur dans les domaines, cette place me ferait oublier mes grands malheurs et le gouvernement pourrait être sur que l'économie et la probité seraient la base de ma conduite.

J'ai l'honneur d'être avec respect et un sincère attachement,

Votre très humble et très obéissant

Serviteur

Alliot Vanneuf,
Rue de la barillerie
n°4, près le Palais
de Justice

3) Report of Paul Alliot to Pierre Clément Laussat: *Quelques réflexions faites sur la Nouvelle Orleans par le Citoyen Alliot Medecin adressées au Citoyen Laussat préfet coloniale de la Louisiane. Le vingt quatre germinal an onze de la République*, 14 avril 1803¹²¹²

Paul Alliot citoyen français détenu dans les prisons de la Nouvelle Orleans,
Au Citoyen Laussat préfet coloniale de la Louisiane.

Citoyen Préfet

J'ai l'honneur de vous adresser quelques réflexions sur la Nouvelle Orleans, vous les accueillerez parce qu'elles tendent au bien général, si des hommes qui se couvrent du manteau de la probité et qui sont si pervers, ne m'avaient point arrêté dans ma course, dans un an au plus tard, j'aurais tenu les engagements que j'avais pris avec le tribun Adet mon ami. J'aurais parcouru dans quelques mois tout l'intérieur de la Louisiane. La description que j'en aurais fait, aurait été très utile; car jusqu'à ce jour nous n'avons rien de certain sur ces vastes contrées. J'aurais ensuite passé chez les différents peuples qui avoisinent la Louisiane, et en Fidel observateur, j'aurais fait un rapport vrais sur leurs usages, leurs religions, leurs moeurs, leur manière de vivre, leur communes, la bonté de leurs soles, leurs cultures, leurs mines et minéraux, leurs forets et les divers animaux en tout genre qui y vivent.

Enfin avant de terminer ma misérable carrière, j'aurais donné les lumières aux savants de l'ancien monde qui désirent tant connaître ces vastes terres. Aujourd'hui condamné à retourner en France, je ne pourrais donner qu'une légère idée de ce que j'avais promis au tribun Adet et à quelques autres personnes éclairées et instruites qui ont pour moi un sincère attachement.

Dans les réflexions que je vous donne par écrit j'aurais bien parlé de la manière de cultiver avec plus d'avantage les terres, de tirer plus de bénéfice des esclaves, mais comme l'on empoisonne tout ce que je dis, j'ai gardé le tout sur ces objets si importants.

Salut et respect,

Alliot.

Quelques observations sur la Nouvelle Orleans.

Le but d'un bon gouvernement, lorsqu'il prend possession d'une terre étrangère, est de rendre heureux ses habitants, de favoriser leur commerce et leur culture, en y établissant une bonne police, et en y faisant respecter les propriétés et les personnes. C'est en se conduisant aussi

¹²¹² HNOC, MSS 125.128 Pierre Clément Laussat Papers.

qu'ils s'attire la confiance des peuples qu'il gouverne, l'amitié et aussi la confiance de ses voisins. Bientôt la population s'augmente et fait son appui, sa force et son soutien. Si les vastes contrées qui sont sous la domination du gouvernement espagnol en Amérique, ne sont point peuplées, c'est que la volonté de ses agents état en dessus de la loi, persécutant à tort et à travers, suivant leur caprice, les peuples qui leur sont subordonnés, les entassant les uns sur les autres, dans les cachots, sans autre motifs que leur volonté; toutes ces persécutions atroces contribuent tellement à établir au sein de ses habitants une si grande terreur que leur forces morales et physiques les abandonnent au point que leur existence devient purement animale, et les peuples qui les avoisinent instruits de toutes ces atrocités, n'osent en approcher, de crainte de prouver à leur tour le même sort.

Les agents du gouvernement français en prenant possession de la Louisiane, donneront une grande extension au commerce et à la culture, leur volonté étant celle de la loi, ils rendront heureux les peuples qui sont confiés à leur surveillance.

Ainsi seront démenties les calomnies exécrables de ces hommes pervers, qui voient finir le règne de la férocité qu'ils exercent continuellement contre les hommes leur semblables, cherchent à s'accrocher à toutes les branches de l'arbre qu'ils désireraient si bien arracher.

Depuis l'installation dans le gouvernement de la Louisiane de ce dernier gouverneur, il n'existe véritablement dans cette ville aucune police que la volonté de ceux qui gouvernent en son nom, cela n'est point étonnant, s'il ne gouverne pas par lui-même, c'est que son grand âge et sa façon de vivre s'y opposent.

Les concessions des terrains qui ont été donnés à différents particuliers pour y construire des maisons qui forment aujourd'hui la ville, à la charge par eux de laisser devant leur maison alignées un trottoir libre, loin de se soumettre à cet engagement, ont envahi une partie de ce trottoir, en plaçant au-devant de leur portes des escaliers postiches qui emportent au moins la moitié du trottoir aussi ils arrivent souvent des contestations pour le passage, quand ils se rencontrent deux personnes vis à vis, l'une de l'autre.

Si la Nouvelle Orleans n'est point salubre, c'est que son rues sont dans un état affreux, les trottoirs sont très mal entretenus dans le temps des pluies le voisin de vis à vis de son autre voisin ne peuvent communiquer ensemble, par rapport à l'eau qui n'a point son écoulement, aux fermiers que les propriétaires de chevaux ou autres animaux jettent dans la rue et à une boue noire d'un demi pied dépasser, qui lors que tous ces objets sont à demi secs, répandent dans la ville une puanteur qui occasionne aux habitants, bien des maladies funestes à leur santé. Il serait cependant bien facile de remédier à un si grand mal bien des personnes mal intentionnée ou fort ignares ont prétendues qu'il était impossible de donner une consolidé aux rues de la

Nouvelle Orleans. Les raisons qu'elles allongent, ne valant pas la peine de les réfuter, je passe à mon plan.

Je soutiens que quand un gouvernement veut faire le bien, il ne tient qu'à lui, parce qu'il tient dans ses mains tous les moyens en conséquence je propose le plan suivant.

Il existe au bord du lac qui n'est éloigné de cette ville que de quelques lieues, des millions de voitures de coquilles qui servent aux habitants de ce canton à faire de la chaud qu'ils conduisent dans des barques par le moyen d'un canal qui est près l'hôpital de cette ville et qui est d'une grande utilité, et des millions de voitures de sable ces deux objets mêlés ensemble formeraient un mastic, qui serviraient à les exhausser, par ce moyen l'entrepreneur ou les conducteurs de ses ouvrages donneraient la pente qu'il conviendrait pour l'écoulement des eaux. Il faudrait que de douze pieds en douze pieds, il fut placé deux pièces de bois d'un pied d'épaisseur qui contiendraient ces matériaux il faudrait encore avoir soin qu'ils plaquassent de chaque côté de la rue des autres pièces de bois qui les retiendraient tellement que le conduit et le gout des eaux des rues ne seraient jamais ensembles en employant ses moyens l'on parviendrait à faire des rues bien solides.

L'air du fleuve étant bon et sain, l'habitant s'y porterait à merveille, car l'on ne peut disconvenir que ses eaux sont légères et excellentes, et qu'elles s'incommodent jamais qui que ce soit.

Je ne parlerai point de la police à exercer chez tous les détaillants en général, ou chez d'autres qui y sont assujettis. Le code de police qui sert pour trente deux millions d'habitants peut bien servir pour les habitants de la Louisiane.

Mais je dirais que les fortifications et les palissades qui entourent la ville ne signifient rien du tout. Car en supposant que des ennemis, après s'être emparé de tous les endroits qui entourent la ville, s'en approchassent de très près à coup sur et les fortifications et les forts ne l'empêcheraient jamais de la prendre d'assaut et d'y entrer.

Il serait très bien que le gouvernement ordonnât la démolition de ces forts et de ces palissades, et qu'il y établît en son lieu et place de superbes promenades, en y faisant planter des arbres qui par la suite en seraient la beauté, l'ornement et la décoration.

Il est encore un grand terrain qui n'est d'aucune utilité qui n'est pas éloigné du bureau des douanes et qui est attenant aux remparts de la ville. C'est là où l'on pourrait y faire un superbe jardin et de superbes promenades.

Le gouvernement pourrait les embellir en y plaçant les bustes de quelques grands hommes pour apprendre à toutes les nations qui avoisinent cette grande et vaste colonie que la nation française par ses représentants sait récompenser les vertus et les grandes actions.

C'est en embellissant les villes que les voyageurs viennent s'y fixer et que la population s'augmente; ce qui est véritablement la première richesse d'un état bien gouverné.

Au Cap de Bonne Esperance les hollandais ont faits un superbe et magnifique jardin qui après celui des plantes de Paris, est le plus beau de l'univers. Ce qui y attire beaucoup d'étrangers.

Deux incendies qui ont réduits en cendre en grande partie les maisons de la Nouvelle Orleans avaient déterminé les anciens gouverneurs à faire défense aux propriétaires de ne plus à l'avenir construire ni couvrir en bois. Ces arrêtés ont été mis à exécution jusqu'à ce gouverneur ci, et les personnes qui gèrent pour lui n'étant intéressés qu'à amasser de la fortune, ils laissent bâtir les maisons comme les propriétaires le jugent à propos. Cependant il serait bien important pour la tranquillité et la sureté des habitants que l'arreté et ordonnance des anciens gouverneurs ... leur entière exécution.

Ah! Que cet objet presse et qu'il est importante car cette ville est le refuge de beaucoup de malveillants.

Je ne parlerais point des prisons, mais la manière atroce avec la quelle les prisonniers y sont traité. Le pouvoir absolu du concierge sur eux, leur mauvais nourriture qui quelque fois sent très mauvais le peu de soin, qu'on a d'eux sort qu'ils sont maladies, les mauvais traitements qu'ils éprouvent, tout m'a déterminé a en faire le tableau, afin que les représentants du gouvernement français en eussent connaissance.

Criminel ou non, tout est égal aux yeux de ce concierge, quand il met des fers, de sa propre autorité à quelques prisonniers, on le voit par des plaisanteries et de ris insolents insulter les malheureux qu'il charge de fers.

Quant à moi je puis assurer qu'il m'a traité avec tant d'atrocité que je ne puis jamais oublier ce feroce espagnole comme j'avais la barbe longue, je le priai de vouloir bien me faire raser il me répondit en riant que je n'en avais pas besoin, parce que sous peu je serais pendu. ... de chambre a été quelque fois trente six heures dans ma prison sans être ... et j'ai souvent manqué d'eau, l'ordre lui est donné en ma présence par ... pour qu'il ne laissait diner avec mon épouse. Eh bien! Il s'y est toujours opposé.

Si ce concierge si indigne de l'etere, exerce un pouvoir si absolue sur les prisonniers, l'on peut bien assurer que c'est la faute du gouvernement. Car s'il faisait surveiller ce concierge par des commissaires tout cela n'arriverait pas et il s'en suivrait de la que la concierge qui retire de sa place quinze de dix huit mille francs par année craindrait de la perdre. Que les prisonniers pourraient faire leur réclamations et obtenir justice et que dans leur prisons ils éprouveraient un traitement plus doux.

Un grand défaut dans la législation espagnole, relativement aux prisonniers de la Nouvelle Orleans, c'est qu'ils ne peuvent malgré leur réclamations qu'ils sont obligés de faire au concierge, se procurer de défenseur et prendre connaissance de la procédure que les compte une fois que le détenu est dans les prisons, il peut dire, je suis perdu.

Je ne suis point entre les mains des hommes civilisés, mais bien dans celles des bourreaux, il est des prisonniers réitérés (?) depuis plus de douze ans dans cette prison, il en est qui sont chargés de fer et qui ne sont coupables d'aucun délit mais telle est la volonté du concierge.

Ce qu'il y a encore de plus atroce, c'est que les détenus pour dettes, pour faits de police, pour vol, pour assassinat, noir, blanc, tout est pêle-mêle. Voilà le détail exact des prisons et des maux que les prisonniers même innocents, car il n'en manque pas dans cette prison, souffrent.

D'où vient qu'en France les prisonniers y sont traités tel qu'ils doivent être c'est parce que le sang des français est pur et qu'il n'y a dans lui aucun mélange.

Au contraire chez les espagnols, d'un côté ils s'allient avec les barbaresques leurs voisins et de l'autre avec les sauvages tous ces peuples n'étant point civilisés et humanisés sont extrêmement féroces.

Le même concierge malgré sa manière, atroce de traiter les prisonniers espère qu'à l'arrivée des français, en prenant une cocarde nationale, le préfet le continuera dans sa place.

Si le Citoyen Laussat se décidait, ce qui n'est pas croyable, à prendre un étranger pour être concierge des prisons de cette ville, il est dans la prison un nommé Antoine son second qui est de. Mahon qui a soin des prisonniers, il les traite avec tant d'humanité et de douceur qu'il est impossible de trouver un plus honnête pour remplir cette place.

Le gouvernement espagnol qui a fait sa paix avec les anglais, son gouvernement à la Nouvelle Orleans retient encore des prisonniers de guerre c'est un attentat sûrement ignoré de la cour de Madrid. Ah! Il existe tant d'atrocités exercées par les agents de cette cour dans les Isles que si le Roi en avait connaissance, il est sur qu'il remédierait à tous ces maux. Il me semble que tous ces agents suivent entièrement les Pizarro et les Fernand Cortez dans toutes leurs actions.

Lorsque les agents du gouvernement français auront pris possession de la Louisiana ils embrasseront avec empressement tout ce qui tend au bien public; ils prendront en considération le chemin qui conduit de cette ville au grand Bayou, lieu éloigné de cette cité d'environ trois quarts de lieues. L'on pourrait l'accommoder de la même manière que les rues, à l'exception qu'il faudrait de chaque côté de la route y crever un fossé qui recevrait le écoulement des eaux. Cela ne coûterait pas beaucoup parce que les matériaux n'en sont pas éloignés. Les bâtiments de mer qui se rendent au Bayou méritent la protection et l'attention du gouvernement, les

marchandises qu'ils apportent du fond des terres arriveraient plus promptement en ville et conteraient beaucoup moins pour les transporter.

Le bois et les autres denrées que les habitants de la campagne font conduire par leur voitures en ville, arriveraient aussi plus promptement et avec plus de facilité et la disette de tous ces objets dans les mauvaises saisons disparaîtrait.

Le Gouvernement français n'étant point un gouvernement ordinaire, mais un des plus grands et des plus riches gouvernement du monde entier, relativement à ses productions et à son immense population, doit s'empresser dans les premiers années de son installation à la Louisiana de jeter ses regards sur le fleuve, surtout depuis le fort blacquemine jusqu'à la Nouvelle Orleans distant l'un de l'autre d'environ vingt deux lieues.

L'intemperie des saisons, les calmes, les sinuosités du fleuve, et les vents de bout contribuent beaucoup au retard de l'arrivée des bâtiments à la Nouvelle Orleans. Car il arrive souvent que des bâtiments restent dans le fleuve des mois entiers et plus, ce qui occasionne aux armateurs une dépense enorme aux équipages.

Un manque de provisions et quelles fois une disette de comestible que les habitants de la Nouvelle Orleans éprouvent par le retard de ces bâtiments.

En faisant une comparaison d'un de nos plus grands et plus rapides fleuve de France, le Rhône avec le Mississippi. Il est facile de prouver par des raisonnements convaincants aux agents du gouvernement français que l'on peut employer les memes moyens pour faire arriver plus promptement les bâtiments à la Nouvelle Orleans. Le Rhône roule ses eaux avec une rapidité qui étonne ceux qui naviguent dessus. Les bateaux voiles, quoique favorisés des vents ne pourraient jamais remonter d'Avignon à Lyon, s'ils n'étaient aidés par des chevaux.

Il n'en est pas ... du Mississippi, ses eaux sont majestueuses et n'ont point la rapidité de celles du Rhône, ainsi si depuis le fort Blaquemine l'on abattait ras terre tous les arbres qui sont sur les bords du fleuve en accommodant les levées parce qu'il faudrait travailler les deux cotes et qu'il y est des chemins libres, il serait bien facile avec des chevaux ou mulets, même malgré les vents contraires, d'arriver très promptement à la Nouvelle Orleans. De-là il s'établirait sur ses bords des habitants qui avec leur chevaux remonteraient les bâtiments. Si ce plan est accueilli, le nom des représentants du gouvernement français qui le mettront à exécution sera inscrit dans l'histoire des nations et mille ans après eux, les peuples qui habiteront ces contrées et ceux qui voyageront dans ces climats en passant sur les bords du Mississippi, les béniront et auront pour leur mémoire le respect qu'on doit aux grands hommes.

Comme c'est dans le Secret que j'ai mis en écrit ses réflexions, et qu'elles l'ont été sans que le concierge en ait eu connaissance, vous voudrez bien me pardonner les ratures, les fautes de diction qui s'y trouvent et enfin toutes les autres fautes qui peuvent s'y être glissées car l'on est fort embarrassé, quand on est dans la crainte et que faute de table et de chaises j'ai été obligé de m'asseoir sur mon matelas et de me servir de mon genou droit pour écrire.

Alliot

4) Affaire Paul Alliot, médecin déporté en Louisiane, accusé d'avoir tenté de provoquer une insurrection des nègres, an XI (1803-1804)¹²¹³

fol.2

Vannes, le 22 Thermidor an 11 de la République française.

Le Préfet du Département du Morbihan,

Au Grand Juge et Ministre de la Justice.

Citoyen Ministre,

Par votre lettre du 7 de ce mois vous me recommandiez de faire interroger sur le champ le citoyen Alliot détenu dans les prisons de l'Orient et de vous rendre compte du parti que j'aurai pris à l'égard de ce citoyen.

Je vous renvoie ci-joint avec les pièces que vous m'aviez transmises la lettre du sous préfet de l'Orient qui contient un précis de l'histoire.

fol.3

À L'Orient, le 18 thermidor an 11 de la République française.

Le Sous-Prefet de l'Arrondissement de Lorient, Département du Morbihan.

Au Prefet,

À la reception de la lettre que vous m'avez adressée le 14 de ce mois j'ai interrogé le C. Paul Alliot déporté de la Louisiane et détenu dans la prison maritime de ce port.

Ce citoyen dénie constamment tous les propos qui lui sont attribués dans la déposition reçue à la Nouvelle Orleans, il soutient qu'ils sont mendiés et il les impute à la jalousie des gens qui voulaient l'empêcher d'exercer la médecine, ce qu'il paraissait faire avec succès. Je suis disposé à croire d'après tous les détails dans lesquels je suis entré qu'il n'avait point de motifs de haïr les Blancs comme on le dit ni de provoquer l'insurrection des Negres, & les dépositions produites contre lui peuvent bien n'être réellement que l'effet de la méchante et de la jalousie. Il dénie formellement les sentiments qu'on lui prête au sujet du premier Consul et proteste au contraire de son attachement et de son admiration pour la personne, comme de sa fidélité au Gouvernement.

Le C. Paul Alliot est natif de Levroux, département d'Indre et Loire, il a fait les Etudes en Droit et en Medecin à Bourges et il en a eu des attestations de la part de Messieurs Desperrin

¹²¹³ AN, F/7/4217 dossier Paul Alliot.

et Thoret ses professeurs, mais il n'a point été ... Medecin. Il passa très jeune aux Cayes Saint Louis, Isle St. Domingue, où il avait des parents, il possédait à Jérémie des biens d'une certaine importance en habitations, il exerça la médecine gratuitement et par conséquence sans nulle difficulté; il avait alors des rapports d'affaires avec la Maison Miche de Nantes, à laquelle il faisait des envois des produits de ses habitations. Déporté par Polverel, il fut envoyé à Bordeaux où il faisait des affaires avec M. Ache negociant; delà il se rendit à Levroux, chez son pere qui vivait alors. Il fut nommé par le peuple Maire de cette Commune, mais il n'y resta que 2 ou 3 mois; il se rendit à Paris pour trouver M. Deschapelles un de ses parents qui était fournisseurs des subsistances pour les armées, lequel lui donna la Place de Garde Magasin de St. Marie Bellecour à Lyon. Après le siège de Lyon la Commission temporaire le fait arrêter et juger par le Tribunal révolutionnaire il fut acquitté. Il parait qu'il fut favorisé alors par Julie Girard, d'Ammoncy, qui demeurait à Lyon où elle avait des parents et par reconnaissance il l'épousa. Il reprit alors sa Place de Garde Magazan, mais cette place avantageuse étant convoitée par les Jacobins, il s'en remit en leur faveur et il fut nommé par eux Commissaire National près le Tribunal du District à Lyon, place qu'il a exercée pendant 15 ou 18 mois.

Persecuté à Lyon il quitta cette ville et fut demeuré à Pareil Le Monial, département de Saone & Loire où il acheta des Bois d'une foret nationale, qu'il fit exploiter et qu'il revendra. Il n'y resta qu'environ 18 mois et revient à Paris où il fit enregistrer au Département et au Ministre de la Marine ses titres de propriété à St. Domingue et ses certificats de résidence. Il toucha alors les secours accordés par le gouvernement aux colons, et a résidé à Paris 6 à 7 ans, le C. Moure, commissaire du gouvernement près le Tribunal d'appel, et d'autres juges lui feront avoir la place d'huissier audiecier au Tribunal civil de Paris et Commissaire aux Ventes, place qu'il occupa jusqu'au renouvellement des tribunaux. Les anciens ... & il perdis la place. Il pris alors une habitation de ferme à Thire, près Choisy et il y resta un an.

D'après l'arrêté qui supprimait les secours aux colons et qui les obligeait de retourner aux Colonies, il partit de Nantes il y a environ un an, mais ne trouvera point de bâtiment pour St. Domingue, il s'embarqua sur un navire pour New York d'où il comptait pouvoir s'y rendre, mais le C. Archambal, agent des relations commerciales lui conseilla de n'y point aller vu l'état d'insurrection dans lequel se trouvait cette colonie, et de passer plutôt à la Louisiane, parti auquel il s'arrête, et le Consul espagnol lui délivra à cet effet un Passeport. Rendu à la Louisiane, il y exerça la médecine qui pouvait lui fournir des moyens de subsistance et il assure avoir fait de grandes cures qui lui ont attiré la jalousie et l'aversion de certaines gens qui ont désiré l'éloigner et qui ont provoqué les dépositions qui ont donné lieu à le faire déporter.

Le C. Alliot est un homme qui peut avoir été exalté et qui ayant fait un peu de tous métiers, aura pu essayer des moyens de fortunes qui lui auront fait des ennemis. Au reste fut-il vrai que les dépositions faites contre lui fussent de toute vérité, comme ce citoyen est aujourd'hui fort éloigné de vouloir retourner aux Colonies, il n'y a plus à craindre les effets de son caractère turbulent. C'est d'ailleurs un homme de 55 à 60 ans qui paraît ... qui n'est nullement dangereux à la sûreté publique, surtout en France. Je me suis d'après, et en vertu de votre autorisation, décidé à demander au Préfet maritime de le mettre de suite à ma disposition, ce qui n'a souffert nulle difficulté, et aussitôt je l'ai mis en liberté dans la ville où il desire rester jusqu'au rétablissement de sa femme qui n'est pas encore en état de voyager. Il se propose d'aller demeurer à Rennes, mais il désirerait obtenir quelques secours d'argent de la part du gouvernement, et il m'a prié d'en solliciter pour lui ce que je fais bien volontiers près de vous, persuadé que vous voudrez bien le recommander sous ce rapport au grand juge.

Ce citoyen est véritablement dans un état de détresse qui rend les secours demandés indispensables pour l'aider à vivre et à faire sa route. S'il me demande un passeport pour Rennes, je le lui délivrerai et je vous en informerai aussitôt.

J'ai l'honneur de vous saluer,

Garniery.

Fol. 20

À L'Orient ce 17 prairial an 11

Paul Alliot médecin

À Monsieur Charier évêque de Versailles

Monsieur l'évêque,

Si je vous écris celle-ci, et si je m'adresse à vous c'est parce que j'ai l'honneur d'être connu de vous, d'apprécier votre bonté, vos sentiments et votre religion.

Le gouvernement en vous plaçant à Versailles dans une place éminente, a rendu justice à vos vertus et à votre savoir.

Monsieur l'évêque, j'espère que d'après le récit que je vais vous faire, vous prendrez en considération mon état, celui de ma femme et de mes enfants, que par vous ou par vos amis auprès du ministre de la marine à qui mon affaire est renvoyé pour avoir sa décision. Vous la presserez cette décision, parce que si cette affaire-ci est mise de côté, comme cela peut arriver

à cause de la guerre, ne pouvant procurer de secours à ma femme et à mes enfants, ils vont sous peu de temps être réduits à la dernière des misères.

[...]

Faites pour ce pere de famille si malheureux ... perte de tous ces biens à St. Domingue et par toutes les persécutions qu'il a éprouvé et par celle qu'il éprouve aujourd'hui tout ce qui sera en votre pouvoir en celui de vos amis pour lui faire rendre une justice prompte de sa liberté.

[...]

Je suis parti de France pour me rendre à la Louisiane dans le courant de septembre dernier, je n'y ai demeuré qu'environ trois mois et demi j'ai été incarcéré un mois, par mon départ, précipité et auquel je ne m'attendais point il m'y est du environ quatre mil francs dont j'ai les pièces à l'appui.

À Saint Domingue j'y ai perdu deux cent trente quatre esclaves et une habitation en caffè qui me produisait annuellement 120 mille livres de revenu nette avec les persécutions qui j'ai éprouvé et que je prouve encore, les pertes que j'essaye tous les jours, la vie est pour moi un triste fardeau.

Salut et respect,

Paul Alliot Medecin

**Numero di piantagioni e di schiavi in ogni parrocchia di Santo Domingo – censimento
1788¹²¹⁴.**

Piantagioni per produzione principale					
	Zucchero	Caffè	Cotone	Indaco	Schiavi
Provincia Nord					
Fort Dauphin	36	71	2	10	9.000
Ouanaminthe, Valière	27	151	–	2	9.000
Terrier rouge, Trou	57	123	1	37	13.500
Cap und Umland	1	2	–	–	11.600
Petit Anse, Plaine du Nord	50	37	1	5	10.100
Acul, Limonade	56	157	3	6	17.900
Quartier Morin, Gde Rivière	36	255	2	1	16.500
Limbé, Port-Margot	25	272	5	11	1.400
Plaisance, le Borgne	–	324	2	4	13.100
Le Dondon, Marmelade	–	216	1	–	15.400
Port de Paix, St. Louis, Jean-Rabel,	8	218	9	369	26.100
Gros Morne, Pt-à-Piment					
Môle, Bombarde	–	31	14	15	2.200
Provincia Ovest					
St.-Marc, les Vérettes, Petite Rivière, Gonaïves	43	298	315	1.184	50.200
Léogane	66	58	18	78	12.900
Port-au-Prince, Croix des Bouquet	140	151	22	15	38.800
Mirebalais	3	27	19	322	9.900
Arcahaye	47	62	24	48	16.600
Petit-Goave, Grand Goave, Fond des Nègres	27	52	25	31	16.800
Provincia Sud					
Anse à veau, Petit Trou, Jérémie, Cap	17	11	7	185	12.200
Dame Marie	8	105	30	44	18.700
Cap Tribun, Les Côteaux	2	24	12	169	7.200
Les Cayes, Torbeck	110	69	76	175	27.900
St.-Louis, Aquin, Cavaillon	32	39	28	257	16.800
Jacmel, Cayes de Jacmel, Baynet	1	57	89	129	19.200

¹²¹⁴ François Barbé de Marbois, *État des finances de Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie Royale, 1790.

Totale	792	2.810	750	3.097	405.500

Annesso n°9

**Elenco dei rappresentanti eletti dalle Assemblee dei rifugiati di Santo Domingo a
Philadelphia**

Baltimora

Millet, Thomas

Chotard Ainé, Pierre-Louis

Clausson, Louis-Jean

New York

Duny, César-Dominique

Fondeviolle, Joseph Pierre

Breton de Villandry, Jean Baptiste Thomas

Daugy

Rabotteau

Philadelphia

Chotard Ainé, Pierre-Louis

Clausson, Louis-Jean

Larchevesque Thibaud, Gabriel Jean-Baptiste

Brulley, Augustin Jean

Duny, César-Dominique

Thomas Millet

Daugy

Rabotteau

Fondeviolle, Joseph Pierre

Page, Pierre-François

Verneuil, Louis François René

Senac, Jean

Deaubonneau, René-Ambroise

Prospectus e Conclusum del *Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue*

EXPOSITION

Jamais pays peut-être n'a éprouvé plus de révolutions physiques, morales & politiques que Saint Domingue.

Possédé, à l'arrivée de Christophe Colomb, en 1492, par le plus doux, le plus oisif, & peut-être le plus heureux des peuples, l'avarice, la superstition & la cruauté espagnole le firent bientôt disparaître de dessus son sol natal, & après en avoir égorgé les malheureux *indigènes*, qui les avaient eux-mêmes sauvés d'un naufrage où ils *devaient périr* tous, ils s'emparèrent de leur terre : cette action était une conséquence de l'autre.

Les usurpateurs en jouirent donc, & ce ne fut que 140 ans après qu'ils partagèrent à *regret* la possession.

La persécution religieuse qui exerçait en France ses funestes ravages, chassa une partie de français de leur patrie ; ils ne la quittèrent qu'en versant des larmes : eh! qui peut d'un coup d'œil quitter les lieux qui l'ont vu naître? Ils conservèrent jusqu'à la mort le *pieux* désir de reposer un jour dans la même tombe que leurs pères !

Leurs descendants, qui ont hérité de ce sentiment si précieux, tournent encore aujourd'hui leurs tristes regards vers une patrie qui semble, & je le dis avec amertume, de plus en plus s'éloigner d'eux !...

Ces Français, prêts d'être égorgés en France, sur l'autel sacré de la religion, par leurs pères, leurs frères, leurs prêtres & leurs rois *ivres* de fanatisme, cherchèrent un asyle à Saint Domingue.

L'Ile de la *Tortue* leur en offrit un ; il fallut l'arracher des mains des usurpateurs : les Espagnols la disputèrent en vain, il fallut céder; & cette coquette d'un *rocher* entraîna celle de plus de la moitié de l'un des plus grandes îles des Antilles, après celle de *Cuba*.

Ces Français, toujours français quoique toujours méconnus de leur patrie, défrichèrent d'immenses terrains refilés incultes dans les mains des inactifs espagnols, qui semblent n'avoir envahi l'immense Amérique que pour en priver les autres peuplées, & la condamner à une éternelle stérilité.

Ils formèrent des établissements nombreux, avec les secours & les prêts des nations commerçantes étrangères.

Ils les défendirent contre les tentatives réitérées des espagnols ; & ils arrosèrent plus d'une fois

le leur sang une terre défrichée par leur industrie.

Mais la France était trop occupée de ses guerres religieuses, si violemment allumées contre les protestants, plutôt par l'infamale politique de *Richelieu* que par esprit de religion ; trop entichée des manufactures auxquelles *Colbert* sacrifia l'agriculture nationale ; & enfin, trop indifférente sur le sort des expatriés, &, tranchons le mot, plus *avare* de l'*argent* que du *sang* de ses sujets,, pour leur tendre une main protectrice & désintéressée.

Quand ces Français, abandonnés ainsi à leur propre énergie, eurent conquis Saint Domingue, quand par leurs travaux ils l'eurent fait sortir du néant, ils en offrirent *librement* le vaste domaine à leur mère-patrie.

C'est à sa colonie de Saint Domingue que la France doit en partie l'étonnant accroissement de ses villes maritimes, la prospérité de son commerce, & sa prépondérance dans tous les marchés de l'Europe.

Une exportation de plus de 140 millions de denrées coloniales ; une importation de près de 200 millions dans cette colonie, ne sont point des chimères, & sembleraient, aux yeux de la plus froide & de la plus constante reconnaissance, au moins celui de l'équité & de la conservation.

Comment ses vérités, connues de toute la terre, sont-elles méconnues, niées, même contestées dans les *assemblées* de la nation ? Par qui le sont-elles ? & dans quel tems encore ?...

Par quel étonnant contraste, ou plutôt par quelle étrange fatalité se fait-il que, dans le tems où l'on met en doute si nous sommes français, si nous sommes des hommes, si nous sommes utiles à notre mère-patrie, si elle nous doit protection & secours, l'on ait conçu contre nous un sentiment de *jalousie* & d'*envie* si excessifs & si outré, que l'on s'est permis d'être *sciemment injuste* à notre égard, tandis qu'on le prend du plus *violent amour* pour ces brutes & les sauvages *inconnus* de la zone torride?...

Telle est donc, & dans tous les tems, notre destinée !

En effet, à peine les conquérants & les créateurs de cette belle colonie en eurent-ils enrichi leur mère-patrie, qu'elle leur renvoya des compagnies exclusives de marchands plutôt *arabes* que français.

Des lois prohibitives & de rigueur ; des despotes militaires qui, sur les plaintes des habitants, s'écriaient avec insolence : *Dieu est bien haut, le roi est bien loin, & moi je suis ici!* des intendans *pressureurs*: des tribunaux dévorateurs & vendus aux autorités: d'avares & d'ingrats intrigans, lâches calomniateurs du pays qui les enrichit! Voilà *presque* tout ce qui nous est venu de la mère -patrie, en échange de nos richesses.

Richesses que nous n'avons jamais enfouies ni entassées, puisque le colon, *inde mali labes!* a toujours été les consommer, *non en pays étranger*, mais dans sa propre patrie, à qui, par cette

consommation, il faisait un nouvel hommage du fruit de ses travaux, & de ses travaux *agricoles*; y eut-il jamais *gain* plus légitime & plus honnête !

Si ce qu'on a consigné dans le numéro 124 du Moniteur du Cap, que *la France ne tient plus à nous que par grandeur d'âme ou par pitié pour nos malheurs !* est une vérité, malgré cette terrible *rejection* que semble faire de nous notre patrie, les liens qui nous y attachent seront plus forts que ceux qui devaient la *lier* à nous. Rien, non, rien ne pourra nous *détacher* de notre patrie ! La conviction même de cette triste & affligeante vérité ne nous sera pas désirer une *indépendance* qui n'a jamais été la vœu d'aucun de nous : indépendance imaginée par quelque *égars*, & qu'on a saisi avec une adresse perfide & criminelle, pour, de l'opinion *erronée* de quelques individus étrangers à nos intérêts comme à nos *affections*, en fait le *crime de tous*.

Semblables à ces fils d'autant plus respectueux, d'autant plus attaches à une mère *trompée*, qu'elle semble les accabler de son despotisme & de ses injustice *maternelles* ; de même la nature, le sang français qui coule dans nos veines, nous crieront toujours que nous sommes Français, Français républicains, & amis de la vraie égalité...

Par pitié pour nos malheurs ! Ah ! qu'il sera facile de prouver que nous ne les avons pas mérités ces malheurs qu'on a la froide cruauté de nous reprocher ! nous n'en sommes que les victimes malheureuses, & non les coupables artisans.

Qu'il sera aisé de prouver que les vrais auteurs de nos profondes infortunes sont des *machiavelistes* contre-révolutionnaires venus de France ! des chefs d'administrations en tous genres venus de France ! envoyés par les ennemis que la France recelé peut-être encore dans le sein de ses plus saintes assemblées ! que même aujourd'hui nos véritables ennemis ne sont pas quelques citoyens égarés dans une aristocratie qu'ils désespèrent enfin de jamais voir réaliser : mais ces ennemis sont le ambitieux, les calomniateurs, les intrigans & les faux patriotes, *venus de France*, qui acharnés sur le cadavre de Saint Domingue, nous en disputent encore les affreux restes.

Citoyens libres, de toutes couleurs & de toutes fonctions ! Voilà les ennemis que vous avez à combattre ; ils sont plus dangereux que nos ennemis d'*opinions* !

C'est contre eux que nous devons tous réunir !

Tel est le but utile que se propose le rédacteur de ce Journal. Puisse la *vérité*, si long-tems trahie, je dirai même *soustraite*. – On nous a si souvent forcé d'étouffer nos plaintes !..... Puisse, aujourd'hui, cette *vérité* rompre son indigne prison, & arriver enfin à la convention nationale dans tout sa *pureté*.

Puisse-t-elle être frappée de sa lumière, & se rappeler que nous sommes ses enfans naturels, avant que cette infortunée colonie ne soit *achevée*....avant que ses habitans, si perfidement

calomniés, si indignement frappés de *la herse* terrible du malheur, jadis si heureux, si accueillants, si généreux & si hospitaliers envers leurs frères d'Europe, que l'inquiétude & l'ambition ont tant de fois amenés au hasard sous ce ciel étranger pour eux, ne soient, hélas! exterminés ou *chassés* d'un pays que leurs travaux agricoles, l'industrie & le sang de leurs pères leur avaient acquis à des titres si sacrés & si légitimes.

CONCLUSUM DU PRESENT JOURNAL

Imprimé au Cap le 28 mars dernier

Sans doute il nous importe de connaître, par *la voie* de nos journaux, tout ce qui se passe d'intéressant en France, parce que nous sommes français, parce que notre *patrie* ne peut nous être indifférente, & que nous devons marcher avec elle dans sa sublime & étonnante révolution : révolution dont nous n'avons encore essuyé que les orages, éprouve que le déchirement, inevitables dans le passage toujours violent de la profonde servitude a une sainte égalité.

Il nous import donc, plus qu'on ne peut le croire, de savoir au vrai l'histoire journalière du pays que nous habitons.

Chose étonnante ! Si on ne savait enfin quelle manœuvre on met en usage depuis quatre ans pour plonger la colonie dans la plus dangereuse & la plus inquiétante ignorance de ce qui se passé d'une paroisse à une autre !

Les peuples au-delà des mers savent, & plutôt & mieux que nous, les evenemens dont nous sommes si souvent les objets ou les victimes !

Il nous importe donc de comparer la marche des evenemens, & celle de ceux qui les dirigent ou les *influencent* dans l'un & l'autre hémisphère, & d'arriver enfin à un résultat d'où l'on puisse conclure, *ou que l'on veut de bonne foi notre régénération politique, ou notre ruine entière & notre servitude éternelle.*

Il n'y a pas de milieu : ou Français libres, ou esclaves Français ! ...*Esclaves Français ?....*

Que la convention nationale le fâche, que l'univers l'apprenne, cette douloureuse vérité !

Le despotisme, si énergiquement chasse de la France, semble s'être réfugié a Saint Domingue, comme dans son dernier asile, ou plutôt dans une forteresse d'où il est inexpugnable !

Eh quoi ! on nous dit que nous sommes républicains ! & nous devons l'être, puisque nous sommes Français ! On a abattu tous les signes matériels de la tyrannie, & un despotisme sourd se prolonge ici ! on l'entretient, au nom de la loi, contre la loi elle-même ! On l'entretient en intéressant *fallacieusement* a fa durée le paisible, l'honnête citoyen qui en éprouve les horreurs : on lui dit vous avez des esclaves, il faut ou perdre vos propriétés ou consentir d'être esclave vous-même !

Mensonge perfide, crime de lèse-republique, a qui on veut faire perdre ses colonies, en les anéantissant ou en chassant tous les propriétaires qui ne consentiraient pas a être les esclaves d'une république libre. Ignorance audacieuse de l'histoire de la Grèce, qui avaient des troupeaux d'*illotes*, bien plus esclaves que les notres, fans que pour cela leur liberté en fut alertée, ni leurs propriétés envahies...

Il est plus que tems de tenter enfin de parler, a Saint Domingue, en républicain !

La liberté ou la *géhénne* qu'éprouveront ce journal, son rédacteur & son imprimeur : la franchise dont ils jouiront, ou l'ostracisme qu'ils subiront, décidera enfin cette grande question sur laquelle il importe, a quelque prox que ce soit, d'avoir une solution.

Sommes-nous FRANCAIS ?

Le despotisme dont nous nous plaignons est-il dans les intrigans qui surprennent l'autorité respectable de la commission nationale-civile, ou est-il dan la commission nationale-civile elle-même ?

Au premier cas il est possible de terrasser & vaincre l'hydre.

Dans le second.... « Le but de tout association politique est la conservation des droits : ces droits sont la propriété, la sureté, l'égalité & la résistance à l'oppression ». *Art. 2 Tit. 1 de la constitution française.*

E X P O S I T I O N *nouvelle, ou idee de la reprise de ce JOURNAL.*

New York, le 29, Aout 1793.

Le Journal des revolutions de la partie francaise de Saint Domingue a été interrompu, dans certe ile, a son dixième numéro.

Son auteur avait eu le courage, sous la hache même des licteurs, sous laquelle vient de tomber toute la population blanche de cette infortunée colonie, de publier des faits, de dévoiler des complots, & d'arracher le masque & les oripeaux du faux patriotisme sous lequel se cachaient les ennemis de la révolution française.

Fermer les presses, interdire la publication des vérités, persécuter, torturer ceux qui les disent & les impriment : telle a été, & telle sera toujours, dans tous les pays, la manière des despotes. Et qui plus que le peuple Américain a éprouvé les entraves des ennemis de la liberté ?

C'est sous les auspices de ce peuple, c'est dans un pays où les lois seules, & non les hommes au-dessus d'elles, commandent, que son auteur, après avoir été quatre mois prive du première des biens, sa liberté, essaye de reprendre des travaux entrepris pour l'utilité de son malheureux pays : travaux devenus plus nécessaires que jamais, & dont le résultat est d'éclairer la France sur les colons qu'on ne cesse de lui peindre, depuis quatre années, avec les couleurs les plus fausses & les plus perfides.

C'est un devoir, c'est une dette que nous devons à nos citoyens & à notre patrie, que de la tromper ; que de repousser l'affreuse calomnie que des hommes profondément pervers

répandent avec une profusion criminelle contre tout ce qui est blanc de Saint-Domingue, vertueux ou coupable, riche ou pauvre.

Ces calomniateurs ont été, dans leur délire mensonger, jusqu'à publier une proclamation, dans laquelle ils osent accuser la marine de la république d'avoir enlevé le convoi, pour le livrer aux Anglais ou aux Épagnols : calomnie extravagante, & puissamment démentie par le seul fait de notre arrivée dans un pays d'allies (*).

C'est jusqu'au sein de ce peuple vertueux que leur audace ose encore nous poursuivre avec l'arme du mensonge.

Nous détruirons toutes ces calomnies ; nous les mériterions si nous ne les repoussions pas, & si nous ne faisons tous nos efforts pour conserver l'estime des Américains, qu'on a la lâche indignité de chercher à nous enlever.

Tel est l'esprit dans lequel ce Journal a été entrepris au cap ; son auteur n'est d'aucun des partis, d'aucune des factions qui ont déchiré St-Domingue : il n'est que du parti qui en voulait alors la conservation pour la mère-patrie, & qui en veut aujourd'hui la restauration.

Tel est l'esprit dans lequel il sera continue chez le peuple hospitalier qui nous a accueilli si généreusement, & qui protégera nos écrits & nos libertés individuelles, tant qu'ils seront dans les bonnes mœurs, & tant que nous-mêmes resterons dans la loi.

1 (*) Il en est de même de tout ce que leur haine des blancs, & leur méchanceté publient contre nous ; elles seront anéanties au premier examen. Nous ne faurions trop exhorter nos concitoyens à nous faire connaître tous les faits dont ils ont été ou les victimes ou les témoins. L'histoire seule des citoyens destitues de leurs emplois, de ceux qui ont été arrêtés uniquement *pour qu'ils fussent arrêtés*, & sans qu'il y ait d'ordre de les conduire devant aucuns tribunaux : de ceux même contre qui il y a ou de ces ordres, & de ceux enfin qu'on a expatrié ou force de s'expatrier, & qui font répandus sur ce vaste continent, d'où l'arbitraire ne peut plus les arracher, ressemblerait moins a une histoire, qu'a ces contes arabes dans lesquels on ne trouve que des actes de folie, de démence, d'absurdités froides & de turpitudes atroces attribués, dans ces contes, a des sultans féroces, & complètement imbécile.

Se rappeler en peu de mots la longue expérience des malheurs, des tyrannies & des vexation en tous genres par lesquels ce peuple a passé avant d'avoir conquis sa liberté, est un hommage que nous lui devons : & peut-être aussi est-ce pour nous, infortunes que nous sommes ! un motif d'espérer un retour prochain dans nos foyers.

Les vertus énergiques dont était doué le peuple Américain, & que n'avait pu détruire le pesant despotisme du ministère de Londres, sont les causes premières de la conquête de sa liberté.

Cette république, qu'on peut appeler une république *patriarchale*, & non un despotisme militaire & *sénatorial* comme celle des Romains, tant vantée par ceux qui préfèrent l'éclat & le tumulte des armes à la paix & à l'industrie, fille heureuse de l'autorité des bonnes lois :

Cette république, disons-nous, ne s'est composée, dans son principe, que des 13 premiers États (elle l'est maintenant de 15), rapprochés & *unis* : unité rare chez un grand peuple, & qui n'a eu lieu que parce que le peuple avait déjà des mœurs & un esprit public.

Walter Raleigh découvrit l'Amérique septentrionale comme Christophe Colomb avait trouvé sa partie méridionale.

Il fut le fondateur des premiers établissements anglais, comme cet illustre Génois le fut de ceux des Espagnols.

Telle est donc la destinée des grands hommes ! l'un & l'autre fut persécuté & chargé de fers. L'un recouvrit sa liberté ; &, avant de mourir, il eut le droit d'ordonner, par son testament, que ses chaînes, plus glorieuses pour lui que les couronnes & les sceptres, fussent déposées dans sa tombe, comme un monument éternel de l'ingratitude des rois. Mais Raleigh, pour avoir aussi bien mérité de sa patrie, porta sa tête sur un échafaud.

Elizabeth lui avait accordé, en 1584, une charte qui lui conférait, ainsi qu'à ses successeurs, la souveraineté des pays nouveaux qu'il découvrirait.

Il conquiert les terres situées entre le golfe Saint-Laurent & le 25^e degré de latitude.

Bien qu'il fut souverain du pays, il crut devoir encore flatter Elizabeth, en donnant à cette partie le nom de *Virginie*, en mémoire de l'étrange aversion que cette reine montrait pour le mariage. Au lieu d'user de sa grande charte, & de s'en tenir à sa première indépendance, la Virginie fit une faute politique qui lui a valu, depuis, les fers sous le poids desquels elle a si long-temps gémi : elle reconnut le fils de Charles I pour le chef de son gouvernement, elle lui offrit un asile ; Cromwell envoya une escadre pour la détruire, & comme elle n'avait nuls moyens pour repousser les forces de l'usurpateur, elle capitula, & sa grande charte fut détruite.

La *Pensylvanie* a une autre origine : Guillaume Penn en fut le fondateur.

Son plan, fondé en sagesse, y attira une si grande foule de citoyens persécutés par l'intolérance religieuse, & par le machiavélisme politique, qu'on arrêta dans le conseil du roi des défenses pénales de s'embarquer.

Mais cette défense ridicule ne put retenir des hommes que le despotisme chassait, & devant qui s'ouvrait une terre de paix.

L'Amérique se peupla, l'Amérique prospéra ; mais la tyrannie, toujours ennemie de la liberté & du bonheur des hommes, passa bientôt les mers, & vint ici commander avec un sceptre d'airain.

Le despotisme devint insupportable : &, si des monuments authentiques n'en fournissaient la preuve, on aurait peine à y croire.

Il était défendu aux Américains de fabriquer chez eux les objets de première nécessité ; &, par une de ces contradictions indéfinissables, milord *Chattam*, qu'on vit si véhémentement s'opposer à la guerre d'Amérique, avait dit avant, dans la chambre des *pairs* : « Si l'Amérique s'avait de fabriquer un bas, un *clou* de fer à cheval, je voudrais lui faire sentir tout le poids de la puissance de l'Angleterre ».

L'Amérique outragée réclama le droit des hommes libres ; &, loin de revenir sur ses injustices, le ministère Britannique rendit le fameux acte du *tymbre*, si ruineux pour les colons, & si profitable pour le *fisc*.

À la réception de cet acte d'ineptie & de tyrannie, le peuple prend, d'un accord unanime, la résolution de se priver de ses superfluités, & de renoncer à ses plus chères habitudes.

Les femmes, qui partout ailleurs attachent presque leur existence aux soins & parures, les proscrivirent sur le champ.

La laine, le lin sont grossièrement fabriqués ici : elles y mirent le prix qu'elles avaient mis jusqu'à lors aux étoffes du luxe le plus somptueux & le plus raffiné ; elles renoncèrent, ainsi que les hommes, au *Thè*, qui était devenu un objet de première nécessité.

Un peuple dont les deux sexes sont aussi courageux & aussi maîtres de leurs passions & de leurs besoins, devait bien présager à l'Angleterre qu'il saurait repousser ses vexations.

Mais partout les despotes s'aveuglent, & croient pouvoir soutenir & légitimer leurs longues oppressions par de nouvelles oppressions.

On les multiplia, on en imagina même qui étaient aussi barbares qu'absurdes, & toute l'Amérique se leva....

La *Revolution principe* eut le succès qu'une aussi belle cause devait avoir.

Un Congrès se forma, & tous les états qui avaient des comités particuliers envoyèrent leurs représentants.

Sa première session s'ouvrit à Philadelphie ; & Georges Washington (député de la Virginie) dont le nom rappelle l'idée du Vir Probus de Cicéron, fut élu, d'une voix unanime, commandant en chef des troupes des colonies unies.

Une foule de sages & de vrais républicains, parmi lesquels on compte *Franklin*, dirigea les opérations du congrès, posa les bases de la liberté & du bonheur de ses concitoyens.

C'est au bas du buste de ce grand homme, qu'un de nos poètes écrivit ce vers latin, si caractéristique :

Je ne décrirai pas ici toutes les opérations militaires qui ont brisé les fers des Américains : elles sont trop récentes pour qu'ils en aient perdu le souvenir ; mais je ne puis passer sous silence l'héroïsme des femmes, des épouses & des mères de famille de Norfolk, ce sexe si faible, que ni la nature ni la politique n'ont destiné à l'âpre métier des armes, s'est élevé au-dessus des hommes mêmes : on l'a vu combattre en héros pour sa liberté, & mettre lui-même le feu aux maisons de cette ville, plutôt que de la voir tomber au pouvoir du barbare *Dunmore*, dont le nom rappelle ici tous les crimes de la fureur & de la démence des despotes.

On n'a pas encore oublié la lettre qui fut écrite à bord du sloop l'*Otter*, devant les ruines de Norfolk, par un de ces esclaves d'un roi barbare : « Quel beau & ravissant spectacle ! Tous les vaisseaux marchands qui bordaient les quais ne paraissent plus qu'un rideau de flammes ; notre artillerie faisait un bruit d'enfer, qui redoublait de tems en tems, par l'horrible fracas des maisons qui s'abîmaient ; ce n'est plus qu'un chaos de ruines ».

« Nous avons beaucoup de joie de la destruction de cette ville, parce que c'était la retraite la plus favorable de ces maudits patriotes ; & nous espérons en faire autant de tous les repaires des *Wigts* ».

Le lord *Manchesler*, qui était si dévoué à la cause des Américains, exprimait ainsi, dans le parlement d'Angleterre, l'indignation dont il était saisi : « Les *Torys* sont tellement animés de fureur & de rage, qu'ils tirent sur les amis, dans l'espérance de frapper un ennemi ».

Enfin, nous ne pouvons-nous refuser de rappeler que deux seules actions éclatantes : celles de *Saragota* & d'*Yorktown* ont aussi pour fondre & dissiper les épouvantables armées du tyran.

Une seule victoire, remportée pour la cause de la liberté, a réussi pour la sauver du naufrage où cent défaites semblaient devoir la condamner.

Dans ces tems difficiles, le congrès avait cru devoir accorder à Washington de pouvoirs presque *dictatoriaux* ; ce général citoyen en usa si modérément, qu'à peine se rappelle-t-on aujourd'hui qu'il ait été investi de pouvoirs aussi effrayants.

La sagesse du corps législatif rivalisa également avec la modération de ce grand général ; & jamais l'exercice de l'autorité ne fut plus doux & plus paternel.

C'est avec admiration que nous nous arrêtons à cette époque.

Jamais peuple n'a prospéré d'une manière aussi marquée, & avec autant de rapidité.

Quelques-uns ont monté son commerce en Europe à plus de 110 millions, dans lequel celui qu'il fait avec la Chine, & qui est très-considérable, n'est pas compris ; celui qu'il fait avec Saint-Domingue. & qu'on ne peut porter à moins de onze cens bâtimens, n'entre pour rien dans

ces 110 millions : commerce précieux & immense, dont nous donnerons ailleurs des détails aussi *surs* qu'intéressants.

L'Amérique ne peut donc voir d'un œil d'indifférence la ruine projetée, & presque exécutée, d'une colonie d'alliés, avec laquelle elle pouvait encore espérer d'augmenter ses relations d'intérêts.

Tout est lié dans le monde social comme dans le monde physique ; les manufactures & le commerce américain ne peuvent augmenter sans que sa population ne s'en accroisse aussi : & de l'excédent de celle-ci en verrait insensiblement naître une marine défensive & protectrice, qui, dans le système politique des puissances commerciales, devient un objet de première nécessité.

C'est par une sage prévoyance contre les coups que les anciens ennemis de cette république pourraient être têtes de lui porter, que nous faisons des vœux pour qu'elle ait une marine imposante.

En attendant, puisse-t-elle se garantir des suggestions perfides que des agitateurs, vendus aux éternelles intrigues du cabinet de St-James, essaient de répandre ici, pour la jeter dans quelques fausses démarches, qui en un instant pourraient briser l'heureux *talisman* auquel tiennent sa liberté & son bonheur.

Un peuple heureux ne doit entreprendre de guerre que lorsque sa liberté est menacée ou attaquée.

Ce fléau destructeur est moins redoutable encore parce qu'il détruit les hommes & rend désertes les campagnes, que parce qu'il tend presque toujours à soumettre les peuples à un joug d'une autorité arbitraire, violente & tyrannique : parce qu'il substitue, presque à leur insu, le gouvernement militaire à la douce influence des mœurs & des lois ; il n'y a que l'autorité physique du pouvoir exécutif qui y gagne ; l'autorité morale des lois s'affaiblit & disparaît ; la tyrannie s'avance à pas de géant, sous le nom spécieux d'autorité & de discipline, & l'homme civil n'est bientôt plus qu'un esclave *despotisé*.

C'est sur ces principes sans doute que le général Washington, oubliant qu'il est un grand homme de guerre, & ne se rappelant que du glorieux diplôme du 3 avril 1776, qui le déclare *Docteur en droits de la nature, des gens & de la société civile*, vient de proclamer la *neutralité* du peuple *Américain* : neutralité d'ailleurs nécessaire à garder, tant que l'Amérique n'aura pas une marine militaire, capable d'arrêter ou de balancer les efforts des puissances maritimes.

Puissiez-vous être long-temps en paix, ô vous qui êtes si dignes de prospérer ! ô vous qui pratiquez sans contrainte, & par la plus douce des habitudes, ces vertus sublimes qu'on nous dit avoir été si inutilement prescrites à *Ternate*, où il y avait un temple antique, dans lequel

s'élevait une pyramide portant ces mots :

Adore Dieu ;

Observe les lois ;

Aime ton prochain !

TANGUY.

Alcuni processi verbali delle Assemblée dei coloni rifugiati a Baltimora, New York e Philadelphia

1) 23 agosto 1793, Philadelphia¹²¹⁵

Aux Français de Saint-Domingue réfugiés en Amérique

New York, les 23 Aout 1793,

L'an 2 de la République français

CONCITOYENS,

Depuis deux mois nous sommes répandus & disséminés sur une terre étrangère ; prétendez-vous y mourir ? Et vous, victimes des scélératesses de Polverel & Santhonax, qu'ils accusent d'être auteurs de votre propre ruine, mériterez-vous ce mensonger reproche en ne vous défendant pas ?

Ils ont déjà envoyé leurs députés en France : & ils n'ont pas choisi les moins scélérates de leur parti, car c'est *Dufay* & le mulâtre Boisrond. Ce n'est pas le territoire qui fait la société, ce sont les hommes que la composent. Vous êtes tous chassés de Saint-Domingue, vous êtes tous ici : qu'importe donc le point du globe que vous habitez, les Français de Saint-Domingue n'en sont pas moins là où vous êtes. Craignez-vous encore, sur cette terre de liberté, Polverel & Santhonax ? les bas valets qu'ils ont ici, & qu'ils foudroient, vous intimideraient-ils ? ou plutôt l'excès du malheur aurait-il éteint chez vous le ressentiment ? Oublierez-vous qu'après avoir pleuré sur vos frères & sur vos amis, ce ne sont pas de larmes stériles qu'il faut à leurs mânes outrages ? c'est vengeance qu'il leur faut ? E vous-mêmes, n'avez-vous donc pas le plus sanglant des outrages à venger ? n'avez-vous pas été chassés de chez vous ?

Ne voulez-vous donc jamais y rentrer ? Qui peut vous venger ? La France. Qui peut faire rentrer chez vous, où vous avez encore un moyen respectable dans nos braves frères de Jérémie : le courage ? Mais si vous n'avez pas celui de demander justice & vengeance à la nation, comment aurez-vous la volonté de tenter la conquête de vos propriétés ?

Unissez-vous donc, & réunissez-vous dans chacune des villes de l'Amérique, où vous formez autant de sections de Français de Saint-Domingue, qui seront français dans tout l'univers. Assemblez-vous donc sous l'autorisation des magistrats du pays où vous êtes ; nommez des

¹²¹⁵ *Journal des Révolutions de la Partie Française de Saint-Domingue*, n°1, pp. 10-11.

députés à la convention nationale.

Sans prétendre influencer votre vues, ni diriger votre confiance, je vais vous faire part du mien : des hommes instruits, à caractère, & qui ont fait preuve dans tous les temps d'un courage au-dessus de toute crainte, & qui connaissent les grands intérêts de la colonie, sont ceux que je nomme ; ils sont déjà rendus en France : &, dans la position où nous sommes, l'économie de leur voyage peut être de quelque considération ; c'est assez-vous indiquer l'Archevêque Thibaut, Daugy, Rabotteau & Bruley de la Marmelade. Ces quatre hommes ne vous subsistent pas ; il vous en faut qui aient été témoins & victimes des scènes d'horreur sur lesquelles nous gémissons ; je ne vous nommerai pas ces derniers, ils sont suffisamment connus, par le courage avec lequel ils ont brave la hache des licteurs qui, dans les derniers temps, menaçaient d'une manière si terrible & si sûre, ceux-là qui osaient montrer leur attachement aux blancs & au salut de la colonie.

Cet objet rempli, nous devons nous occuper sans relâche d'un moyen de retour à Saint-Domingue, où tout nous fait un devoir de rentrer.

Salut.

DUNY, habitant du Port-de-Paix.

P.S. Vous ne tarderez pas à recevoir, imprimée, la dénonciation des crimes de Polverel & Sonthonax à la nation Française, par les réfugiés échappés à leur fureur. Cette pièce, appuyée sur des faits malheureusement trop vrais & trop connus, & généralement adoptée, est la pierre fondamentale des instructions à envoyer & à donner, tant à vos députés d'outremer, qu'à ceux que vous nommerez ici.

2) 30 septembre 1793, Philadelphia¹²¹⁶

Opinion d'un Citoyen Français pour la cause des malheurs de Saint-Domingue

Toutes les révolutions sont dans l'ordre naturel des choses : rien n'est éternel sur la terre ; il faut que tout périsse successivement pour être remplacé : voilà le sort de tout ce qui existe chez les hommes.

Les édifices, les monuments, les usages, les mœurs, les gouvernements, tout s'anéantit avec le tems : le néant reçoit tout, comme tout sort du néant.

Les révolutions sont des bouleversements moraux inévitables pour les peuples sur lesquels le destin, les prononce ; l'habitude de la politique, la sagesse des hommes fait que les rendre plus ou moins longues, plus ou moins funestes.

La révolution de Saint-Domingue tenait à tant d'évènements majeurs déjà calculés, qu'il était ridicule de fouger à l'éviter : prétendre conserver l'ancien ordre de choses, c'était s'opposer au cours de la nature, tandis qu'il fallait la seconder.

Les grands malheurs viennent toujours d'une opposition trop brusque, ou mal concertée ; et celui qui s'est servi des hommes de couleur pour la défense de son parti, celui-là même en précipitant ce bouleversement inévitable l'a rendu plus funeste, qu'il n'aurait été ; c'est lui qui a rompu le charme qui avait retenu jusqu'alors l'ancien ordre de choses *qu'il désirait* ; C'est lui qui a prononcé *l'égalité politique*, en découvrant sa faiblesse à une race *isolée*, dont la nature avait décidé la neutralité, la nullité, en la procréant, des deux classes, qui devaient concourir à sa fortuite existence.

Leur ignorance en fait tour à tour les instruments des différentes intrigues, qui ont perdu cette malheureuse colonie, l'orgueil de ses chefs en fera des victimes, parce que cet orgueil n'est point dans la nature, conséquemment parce qu'il doit révolter.

Le reste des avènements de Saint-Domingue n'a été que la fuite naturelle d'une démarche fautive et dangereuse : l'ancien gouvernement français devait s'écrouler comme les autres ; et quand on considère la chute de Rome, le remplacement de ce peuple le héros, peut-on s'étonner de la chute du gouvernement française ?

Ce gouvernement que des actions d'éclats soutenaient encore, se minait intérieurement, se décomposait lui-même par la dégradation dans laquelle était tombé la plus grande partie de ce qui tenait à ce qu'on appelait la cour.

La formation des Etats-Unis de l'Amérique ne fut pour le gouvernement français qu'un

¹²¹⁶ *Journal des Révolutions de la Partie Française de Saint-Domingue*, n°3, 27 septembre 1793, pp. 7-8.

mouvement purement politique mais le peuple français était déjà délaissé de son gouvernement, et l'Angleterre devait se venger.

Les grands evenemens ont un cours presque règle, qu'aucune puissance ne peut déranger, et tel se croit l'auteur d'une révolution, qui n'en est que l'instrument dans la main d'un autre. Il était donc de la politique des colonies de ne pas lutter contre un évènement, dont l'Europe entière devait s'occuper malgré elle, car l'Angleterre était la seule puissance qui, à titre de représailles, pouvait prendre intérêt : aussi la part que les autres y ont eu depuis, at-elle augmenté plus qu'on ne pense ; l'intérêt qu'elles y ont aujourd'hui, il n'est pas impossible que cet intérêt ne se communique d'un hémisphère à l'autre.

Sr.-Domingue tout entier devait aller a devant de la révolution; son gouvernement *étranger à son sol*, n'avait pas assez d'intérêt a sa conservation, au maintien des propriétés pour que l'on put s'y livres *avec confiance*.

Ce serait être là le premier point de vue sous lequel la révolution française devait être considérée à Saint-Domingue ; il fallait peser les intérêts des differens parties de l'instant de leur formation ; se rapprocher du mouvement dominant de la métropole, parce que c'était d'elle que devait venir l'impulsion la plus forte. L'opposition s'il y en avait une a former, devait agir *extérieurement*, et contre le moteur principal : toute opposition pratiqué dans l'*interieur* de la Colonie devait nuire, en *divisant*, surtout dans un pays où la population et les localités ce permettent pas une longue résistance.

Les maux de Saint-Domingue sont affreux, une complication perfide en les prolongeant, les amis à leur comble ; la désorganisation est complète, mais elle n'est pas inexplicable. Pour les arrêter, il faut en fouiller la source, en faire connaître les auteurs, les agens *secondaries*.

Mais pour réunir, s'il est possible, les opinions sur ce point, il faut déchirer les voiles, arracher les masques, combiner les intérêts des différentes puissances qui ont influé sur cette horrible catastrophe, en présenter le résultats, enfin dissiper l'obscurité dont on enveloppe les causes, pour en ménager *impolitiquement* les auteurs. Les divisions naissent toujours des différences d'opinions, les opinions ce dépendent pas de nous, elles sont le résultat de la manière dont nos sens sont frappes : celles que l'*intérêt* frappe lui demeurent toujours subordonnées, mais le opinions que l'orgueil a fait naitre résistent souvent à l'*évidence*, et par cela même deviennent *incurables*.

Je ne cherche ni à plaire ni à déplaire a performe, je veux me rendre compte de mes idées sur nos malheurs communs, m'instruire par mes propres réflexions : j'écris pour moi, pour mes amis ; je pourra me tromper ; il ne faut qu'être homme pour cela ; j'invite celui qui s'en apercevra a me le faire connaître ; je lui en aurai bon gré, parce qu'une erreur relevée, avec

sagesse, avec discrétion, est la plus sûre la plus sensible de toutes les instructions.

La position de St-Domingue au commencement de la révolution, le degré de splendeur des colonies françaises était digne d'envie ; le continent américain était libre, un commerce considérable allait s'engager avec cette nouvelle puissance ; la France enfin jouissait de l'équilibre qu'elle avait contribué à établir dans le système politique de l'Europe : l'activité du cabinet de Londres surveillait tout, l'esprit vindicatif des gouvernements ne lui permettait pas de s'endormir sur les parties :

La régénération de l'Empire français, accélérée par les déprédations et les abus du ministère, ouvrit dès-lors un champ vaste à l'intrigue, aux événements dont la France devait être l'instrument et la victime en même-temps, comme le fit pressentir un orateur de Paris, lorsque pour la première fois la vengeance et la jalousie, sous le masque de la liberté française, présentèrent à l'enthousiasme du peuple, la question sur la traite des nègres.

Sa voix fut étouffée par la cabale britannique, et comme cet orateur l'avait annoncé, *les ennemis de la France seront vengés de la nation par la nation même.*

C'est particulièrement dans le travail sur les colonies, que les représentants de la France ont échoué par les surprises fréquentes auxquelles ils s'exposaient, en voulant eux-mêmes toucher le régime intérieur d'un peuple, aux droits duquel la nature, les distances, la politique de la constitution déjà décrétée commandaient une sorte d'attention qui eut évité bien des malheurs ; mais c'est-là où les ennemis de la révolution les attendaient : aussi le rapprochement des décrets nationaux dans cette partie, forme-t-il un tissu de contradictions ; ouvrage où l'intrigue se décuple d'elle-même ; c'est à la faveur de cette intrigue que les espagnols ont pris, même avant la guerre, la part la plus indécente aux désastres de St.-Domingue, malgré le traité qui obligeait les deux peuples limitrophes à concourir à la cessation de la révolte des esclaves sur l'un et sur l'autre territoire.

Cependant la révolution serait les plus grands progrès, ses ennemis se refugiaient, les uns en Angleterre, les autres en Allemagne : les manœuvres se multipliaient en France, l'argent étranger y circulait, les différents partis se formaient mesure que la révolution prenait de la consistance.

Enfin on s'occupa des colonies, elles surent destinée par les ennemis de la France à être les premières victimes ; leur éloignement, leur différente population, la facilité avec laquelle on pouvait, dans un moment d'enthousiasme, tromper la France sur les divers événements que l'on se proposait d'y provoquer ; tout concourait à servir, dans l'Amérique, la vengeance du cabinet de Londres, et celle des nobles de France, malgré la différence sensible de leurs intérêts respectifs.

Depuis cette époque la France n'a pas eu à Saint-Domingue un représentant qui n'ait été d'un de ces deux parties, dont le but était absolument le même...la destruction, l'un au cas de résistance, l'autre dans tous les cas.

Telle était l'alternative ou s'est trouvé Sr.-Domingue depuis la révolution ; ses lois intérieures, en rapprochant le remède du mal, eussent mis certes colonie en état de faire tête à l'orage avec les secours qu'elle a reçus.

Une partie des colons de St.-Domingue, c'est-à-dire presque tous les gens en place, ceux qui visaient on tenaient à la noblesse, furent d'abord un peu effarouchés des premiers mouvements que la révolution occasionna dans cette île.

La ville du Cap fut la première ville à secouer le joug du gouvernement ; son enthousiasme inonda la colonie des preuves de son amour pour la liberté ; les autres provinces avaient les yeux continuellement ouverts sur le danger des secousses politiques dans un pays, peuplé comme le sont les colonies, attendaient un moment favorable ; elles sentaient que le gouvernement, perdant peu à peu la considération, ferait plus facilement place aux autorités constituées.

Le Cap accusait le Port-au-Prince, se plaignait de ses lenteurs, le caractère bouillant de cette ville l'aveuglait sur tout ce qu'elle voyait.

Tandis que les trois provinces de la colonie, par une route différente, mais dont le but paraissait le même, marchaient à la conquête de leurs droits, le gouvernement profitait des remarques que lui fournissait la fougue des uns, la prudence & la modération des autres ; il reconnut qu'il se ferait plus facilement un parti parmi des esprits vifs, turbulents, parmi des hommes dont l'état et les fortunes faciliteraient le rapprochement, et à qui, avec le langage ordinaire des cours, on ferait adopter la cause des grands, aussi promptement qu'ils avaient embrassé celle de la liberté. Néanmoins la première assemblée coloniale se forma au gré apparent de la colonie entière : assemblée supérieure, elle reconnaît le moment de s'emparer des pouvoirs ; elle le manifesta & la colonie lui livra les rênes du gouvernement.

Sans entrer dans aucuns détails sur les premières actes de supériorité, auxquels cette assemblée a cru devoir se livrer dans le naissances d'un parti d'opposition ; je dirai que le gouvernement avait si fort aveuglé les colons qu'il avait séduits, que ceux qui les premiers avaient réclamé la souveraineté du peuple, oublièrent bientôt que la représentation du peuple était inséparable de sa souveraineté, que le peuple n'est plus souverain dès qu'il n'est plus représenté, enfin que la souveraineté se cède, se transmet, mais ne se partage pas.

À travers les premiers débats, les premières diffusions se prépare sourdement un parti d'opposition dans l'assemblée même ; la politique du gouvernement ne lui permettait pas d'agir

lui-même ; ses agens, dans les différentes parties de la colonie s'agitaient, cherchaient à surprendre l'opinion publique murmuraient vaguement sur la conduite de l'assemblée coloniale ; on cherchait des prétextes ; on avait de la peine à en trouver ; il fallait que l'opposition partit d'un point qui put en imposer à une partie du peuple, il fallait le diviser.

3) 1 octobre 1793, Philadelphia¹²¹⁷

Les deux pièces suivantes nous ont été adressées pour être insérées dans notre journal. Nous croyons devoir les rendre publique : elles intéressent les colons réfugiés ; c'est un motif suffisant pour nous déterminer à les publier, quoiqu'il y en ait une un peu longue. Nous sommes vivement affectés des maux terribles dont sont frappés nos malheureux concitoyens : nous les partageons. L'on se plaint dans sa douleur à parler de sa douleur.

La conformité de principes que ces deux pièces annoncent, donneront aux colons réfugiés, une idée de leur position & des événements qui l'ont produites.

Le moyen d'arrêter la perte de Saint-Domingue, n'est pas de désespérer de sa restauration, et ce serait en désespérer que de ne rien faire pour son salut.

Le première pas à faire, est celui de la réunion des colons. Je ne combattrai pas ici par une foule de raisonnements ; les préjugés que je fais être accrédité, soit contre la France trompée, qui à son tour en a de terribles contre les colons : soit entre les colons eux-mêmes.... Citoyens de St.-Domingue ! Que sommes-nous à l'égard des uns des autres, et qu'est pour nous la France ?....Ne sommes-nous pas tous de la même famille ?...Le sentiment seul ne doit-il pas rapprocher les parents que de malveillants, que des erreurs, que des écarts, si l'on veut, ont éloignés...Entre pères, frères et amis, faut-il des explication ?....Elles sont presque toujours la source de nouvelles divisions !...Faut-il d'autres médiateurs que la volonté, que la nécessité même d'un rapprochement sincère ? Tous les torts ne doivent-ils pas s'effacer devant-elles ; peut-il même y en avoir.... Doit-on en rappeler ? Ralliez-vous donc à un centre commun...La réunion seule peut encore vous sauver....La conduite de Jérémie nous le prouve, son ensemble a fait sa force....Jérémie seul a connu le véritable système coloniale. Jérémie seul s'est préservé des insinuations perfides et astucieuses des ennemis de la colonie...Et c'est l'ouvrage précieux de l'union de ses habitants !

*Discours prononcé par un membre de l'assemblée des colons réfugiés dans les États-Unis.
Séance du 1^{er} Octobre 1793*

Français,

La plus florissante de toutes les colonies, la source des richesses de la France, l'objet malheureux de la jalousie d'une puissance irréconciliable, notre patrie, nos propriétés, l'asile

¹²¹⁷ *Journal des Révolutions de la Partie Française de Saint-Domingue*, n°6, 2 octobre 1793, pp. 9-10.

qui recèle encore une partie de nos femmes, de nos enfants, de nos amis.

Saint-Domingue n'est donc plus !!!...

Les restes infortunés de notre population gémit dans les fers ou sous un despotisme moins supportable encore, victime des agitations de l'Europe, cette terre où le crime était presque inconnu, n'est plus couverte que de cadavres et d'esclaves révoltés.

Cependant nous vivons loin de ce spectacle, et il n'est pas un de nous qui ne frémit de ce qu'il apprend chaque jour, il n'est pas un de nous qui ne sache que nos malheureux frères ne peuvent plus rien, ni pour eux, ni pour nous...

Réunissons-nous, Français, il n'est plus que ce moyen ; ayons le courage de dire la vérité, ayons la force de l'entendre.

Les divisions nous ont perdu, étaient-elles donc inévitables ? Avec le même intérêt et presque la même existence, par quelle fatalité avons-nous pu croire que des étrangers libres nous gouverneraient mieux que nous-mêmes ? Par quelle fatalité avons-nous pu sans cesse fermer les yeux sur les raisons politiques, qui devaient nous faire tous concourir la sollicitation du régime intérieur des colonies.

Cette fatalité est la Source de nos maux, il est quantité d'actes impolitiques, que je ne me permettrai pas de retracer dans ce moment ; je partage le malheur de mes compatriotes, je respecte leur opinion, je voudrais m'être trompé mille fois et les voir tous heureux ; mais quoiqu'expatriés, nous n'en sommes pas moins Français, nos propriétés sont toujours françaises : c'est sous ce point de vue qu'il faut, je crois, considérer notre position, chercher les moyens d'abrégier les maux de Saint-Domingue, soustraire le reste des victimes, en les arrachant au plutôt par notre préférence au sort qui les attend.

Ne nous abusons pas sur la nature de nos maux, ce n'est point la philosophie, ce n'est point la constitution française, c'est la politique d'une cour étrangère qui les a tramés ; c'est notre impolitique qui leur a donné cours, notre incertitude et nos divisions les ont consommés,

Nous en acquérons tous les jours des preuves incontestables dans la conduite vraiment républicaine de Jérémie ; c'est là la seule forme de gouvernement qui convient à une colonie en danger. Depuis le commencement de la révolution nous étions en danger, dès-lors, notre régime intérieur devint nécessaire, nous devons nous gouverner nous-mêmes, sous les lois générales de la puissance qui nous protégeait ; avec ce régime, nous doublons nos forces, notre surveillance eut déconcerté les projets des ennemis de la France.

Si on considère la révolte dans son principe, le gouvernement et les qualifications que les révoltés adoptèrent, ou plutôt qu'on leur sait adopter, leurs relations, leurs victimes, enfin, le tissu de leur conduite ; il n'est pas possible d'accuser la philosophie, il y aurait même de la

mauvaise foi et du ridicule à cette prétention : il en est de même de celle des hommes de couleur. Le malheur éclaire, le malheur épure les connaissances des hommes, augmente leur expérience, je laisserai donc à la bonne foi, au jugement de mes compatriotes à tirer de cette aperçu toutes les réflexions qui en résultent.

Je ne crois même pas que les colons de Saint-Domingue puissent prendre sur leur position un parti sur, qu'ils ne soient réunis sur ce point.

J'ai dit que la constitution française n'avait pas causé nos malheurs et je le répète avec confiance. C'est avec la même confiance que j'ajoute qu'elle a servi de prétexte à tous les representans de la France dans la colonie ; tous furent agens secret des factions qui l'ont déchiré, et la déchirent encore, tous ont violé ou fait violer la sureté indiviuelle, la liberté et les propriétés.

Est-il une loi française qui autorise les vexations des derniers commissaires civils, ce ne est que par interprétation, qu'ils ont abusé de decrets nationaux et de la constitution, et leur gouvernement depuis le premier Décembre dernier n'est ni constitutionnel, ni philosophique.

Nos maux sont donc purement politiques. La prépondérance de la France dans tous les marchés de l'Europe existait depuis longtems la jalousie des autres nations ; la parte qu'elle a prise à la liberté du continent americain a pu légitimer sa vengeance du ministère britannique, aux yeux des autres puissances.

L'acharnement de ce ministre, éclate dans toutes les dépêches de ses agens. Cachait avec un soin perfide la vraie cause de la guerre qu'il s'est fait déclarer en France, par une faction à sa solde. Il presente à toutes les puissances, la mort de Louis XVI. Comme le seul point auquel doivent se rallier les ennemis actuels de l'empire français.

Cependant, si l'opposition à la révolution française n'était pas la fatalité qui a entraîné ce malheureux peuple au règicide qu'on lui reproche ; toute autre cour que celle de Londres, pourrait avec plus de justice, peut-etre, et de raison, faire valoir ce pretexte que l'on presente sans cesse aux cours étrangères.

Le cabinet de Londres brulait de se venger, il le fait, il a dû le faire, sa gloire y était intéressée ; celle e la France est de lui résister, et elle serait invincible si elle n'eut pas été si souvent trahie. L'ambition des cours se sert de tous les moyens ; et c'est sous ces prétextes royaux, que les Espagnols demandent la cession de Gibraltar ; les anglais, dit-on, y consentent moyennant que ceux-ci leurs accorderont le droit de mouiller dans tous les ports d'Aréique, leurs donneront un port dans la mer du Sud et la propriété de Porto-Rico. Ce marché n'est pas conclu, et on ne fait pas encore à qui on destine Saint-Domingue. La constitution monarchique est demandée, parce qu'il faut bien de demander quelque chose d'analogue au pretexte dont on se sert. Est-il donc

possible, serait-il donc surprenant, que la perte des colonies fut l'ouvrage d'un ministère ennemi ! Qui connaît mieux que nous les ressources de nos colonies, et qui ne calcule les progrès de sa marine, que par ceux de ses établissemens d'outre-mer.

Instrumens passifs de notre destruction, une puissance limitrophe, un gouvernement, qui, malgré le traité qui le liait, a constamment fermé les yeux sur la révolte des esclaves. L'Espagne nous reproche, à nous, malheureux insulaires, les maux qui ont suivi la révolution. On nous accuse aussi de la mort de Louis XVI. L'humanité nous ordonne de la plaindre nous en avons tous gémi. Victimes des agitations de l'Europe, avons-nous été consultés, est-ce nous qui l'avons jugé ; et la colonie n'était-elle pas déjà à feu et à sang, quand les français d'Europe accusèrent ce chef suprême du pouvoir exécutif.

L'enchaînement des evenemens n'a-t-il pas su le rendre victime de la politique qui nous a perdus.

Tel était sans doute le sort réservé au souverain du plus beau royaume de l'Europe, au protecteur des Etats-Unis.

D'après toutes ces considérations politiques, d'après les réflexions que chacun a pu ou pourra faire, sur la nécessité reconnue depuis long-tems, du regime etérieur des colonies. On doit voir que la réunion des colons, indépendante de tout système Européen, peut seul les préserver de la ruine totale de leur pays.

Leur position est critique, et elle ne le serait pas si la colonie se fut conduite d'après les principes des courageux habitans de Jérémie. Leur union a fait leur force dans tous les tems, ils ont triomphé de la révolte des hommes de couleur. C'est au nom d'une constitution qui consacre la résistance à l'oppression qu'ils ont constamment rejetés les pouvoirs qui tendaient à la violation de leurs propriétés. Encore une fois, il n'est pas une loi française, par laquelle les propriétés de Saint-Domingue soient violées. Les excès dont nous plaignons sont donc des abus de la loi que nous avons droit de réprimer ; l'avons nous fait, nous sommes-nous réunis, avons-nous imité les habitans de Jérémie, ces vrais patriotes de Saint-Domingue ! La conservation des individus, l'amour de son pays dénué de toute prétention étrangère ; voilà le vrai patriotisme : Mais puisque nous devons avoir le courage de dire la vérité et la force de l'entendre. Avouons à notre honte que les défenseurs de la colonie, que tous ceux qui se sont porté contre le despotisme et les abus de pouvoirs qui nous perdaient, ont toujours été lâchement abandonnée et toujours cruellement poursuivis.

Ce n'est donc pas d'après le rapprochement des causes et des effets que nous pouvons espérer un changement ; sonder avec le représentant de la republique dans les Etats-Unis, les ressources de la France dans l'Amérique ; les mettre de concert en usage et rendre à la Francen

une colonie où l'on n'aperçoit plus rien de l'ancien gouvernement français ni du régime d'un peuple libre.

Enfin, quel que soit le gouvernement réservé à Saint-Domingue, aucune puissance ne nous saura mauvais gré d'avoir cherché les moyens de nous conserver ; le sort de la France n'est pas encore arrêté, la prise de deux ou trois villes, ne décidera pas de la destinée de cette puissance. L'Angleterre ne fut pas anéantie pour avoir perdu le continent d'Amérique ; nous voyons au contraire, que son ambition n'a fait qu'accroître. Croyons au surplus, que les armées combinées ne seront pas de sitôt le chemin que leur trace le zèle complaisant du Courrier politique de la France et de ses colonies. L'intérêt politique de l'Europe s'opposera bientôt à cette marche, quand même elle serait praticable.

Pour parvenir au vrai moyen de ralliement je propose donc à l'assemblée de nommer quatre représentants par province qui, avec les pouvoirs de l'assemblée pourront traiter tous les objets d'utilité et de nécessité publique pour les Français, défendre auprès de la législature française leurs intérêts, communiquer et faire au citoyen Ambassadeur toutes les demandes qui seront de sa compétence ; revêtir lesdites demandes de toutes les formes légales qui peuvent être suivies en pays étranger.

L'assemblée ne doit pas douter que le citoyen ambassadeur exempt de prévention et jaloux de donner à la France des preuves de son zèle pour l'intérêt et l'honneur des Français ne veuille au-devant de tout ce qui sera de son ministère, pour la restauration de Saint-Domingue.

Je demande que l'assemblée délibère sur ce moyen de représentation qui évitera la cohue des assemblées trop nombreuses ; sauf à convoquer l'assemblée générale suivant l'exigence des cas, et à rendre public ce qui sera nécessaire aux intérêts de la France et de la colonie.

C'est l'assemblée à statuer sur les autres mesures qu'elle jugera nécessaires pour parvenir au but qu'elle se propose.

N.B. Ce discours vient d'être envoyé aux départements de France avec plusieurs autres pièces.

Aux citoyens de Saint-Domingue, réfugiés dans le continent Américain

La vérité s'est fait entendre ; elle n'est plus étouffée par Brissot et ses complices. Polverel et Sonthonax sont démasqués aux yeux des représentants de la nation.

« Depuis longtemps, a dit Breard à la convention nationale, je les ai dénoncés. Ils m'ont toujours paru de vils intrigants. Je ne sais pas quelle fatalité le rapport que j'ai demandé sur leur

conduite, n'a jamais été fait. Les pièces qui ont servi au procès de Blanchelande, prouvent que ces traîtres employaient les forces de la république à protéger la contre-révolution, et que bien loin d'exécuter vos décrets, ils ont usurpé l'autorité législative ». Il a demandé un décret d'accusation contre eux, et sa motion a été adopté. Le comité de sûreté publique a eu ordre de présenter un mode d'exécution pour ce décret, et de se joindre à celui des colonies pour faire, dans l'espace de huit jours, un rapport sur l'état actuelle de St-Domingue, et sur les moyens d'y établir la paix.

Mais quel aura été se rapport ? Outre les mensonges perfides de Polverel et Sonthonax, quels comptes officiels sont parvenus au comité des colonies ? Cambolas, qui a sécondé si ouvertement les projets de nos tyrans, dominait-il encore dans ce comité ? Monge, le ministre de la marine, qui par son approbation de tous leurs actes, influence-t-il le conseil exécutif en ce qui concerne les colonies ?

Levez-vous sincèrement : *rejetez toutes les opinions*, tous les systèmes politiques qui, en vous divisant, pourraient vous éloigner de l'intérêt et du système colonial ; hâtez-vous d'éclairer la nation sur votre utilité, sur votre importance, sur les suites funestes de la versatilité de lois discutées sans vous, à deux mille lieues de vous, sur vos malheurs, sur leur véritable cause et surtout sur l'absurde calomnie qui sans cette envenima tout ce qui est venu de vous.

Assemblez-vous sous la protection des magistrats du peuple, qui vous a si généreusement accueillis. Délibérez sur les moyens de mettre un terme à vos maux.

Instruits par le malheur, n'oubliez pas que vous reçûtes Polverel et Sonthonax comme ceux qui devaient séparer vos cruelles infortunes. Sans manquer de confiance en la représentation nationale, craignez donc que, comme par le passé, elle n'ait été trompée, et dans le rapport qu'elle a demandé de votre position, et dans les moyens conseillés pour venir à votre secours. C'est à vous, citoyens de St-Domingue, à lès indiquer ces moyens. Vous en tenez le droit de votre qualité de citoyen français et l'abominable tyrannie que vous avez éprouvée de la part de tous les agents que tous les factieux vous ont envoyés de France, vous en aurait d'ailleurs acquis de droit.

Hatez-vous de seconder la nation dans l'intention de conquérir vos propriétés ; hâtez-vous de lui donner des lumières sur votre véritable position. Faites choix pour cette importante mission, d'hommes instruits, courageux, incorruptibles ; et que leurs instructions, chez leurs ordres se bornent à ces mots dont ils sentiront toute l'importance et toute l'étendue des devoirs qu'ils leur imposent.

Allez et dites la verité !

THOMAS MILLET.

Les Français réfugiés se sont assemblés dans cette ville pour délibérer sur l'imposition. Ceux qui sont pénétrés de la nécessité de s'unir dans un désastre commun, s'y sont rendus.

Les volontés sont libres, et n'est pas tenu d'y aller qui en le veut pas ; mais de ce qu'un propriétaire voit différemment que les autres, ce n'est pas une raison pour désabuser le public qui n'est ni trompé, ni abuser par cette assemblée.

Il est bon, puisque l'on met le public en jeu, que ce même public sache que cette assemblée n'est ni convention ni législative. Elle ne fait ni lois ni arrêtés, et encore moins en propose-t-elle l'exécution. Elle ne ressemble donc pas à cette qu'on accuse d'avoir causé la ruine de Saint-Domingue ; ce qui demanderait pour l'affirmative ou pour la négative une longue discussion : mais est-ce ici le lieu e la faire, et serions-nous attendus.

Par un colon propriétaire, réfugié a Philadelphie.

4) 20 septembre 1793, New York¹²¹⁸

Adresse des Colons de St. Domingue bannis, expatriés et réfugiés dans la Ville de New York, dans les États Unis de l'Amérique Contre les attentats commis dans cette Colonie française par Polverel, Sonthonax et Delpech, leurs complices et leurs agents.

À la Législature Française

Et à tous les Républicains français

Législateurs,

Vos frères, les Blancs de St. Domingue, ces vrais amis de la Révolution française, ces hommes qui avaient terrassé le despotisme dans la mémorable journée du 19 octobre 1792, bannis, déportés, expatriés, réfugiés dans la ville de New York, par les crimes des délégués prévaricateurs, agents de la faction désorganisatrice qui a fomenté tous les troubles, dans le territoire de la République, réunis paisiblement, et assemblés sous l'autorisation des magistrats de cette ville après avoir entendu lecture de la Constitution de la République française décrétée par la Convention Nationale et présentée aux assemblées primaires pour ratification, après avoir prêté le serment solennel de la soutenir,

Arrêtent les représentations et protestations suivantes; donnent aux commissaires y dénommés pour les présenter à la législature française, les pouvoirs consignés dans le présent acte.

Art. 1er de la Constitution "Le But de la Société est le bonheur commun". Le bonheur des Colonies ne peut être dans leur destruction.

L'art. 26 accorde à chaque section du Peuple assemblé le droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté.

St Domingue n'a jamais joui de ce droit consacré dans la première constitution. l'Assemblée Constituante opposa sans cesse aux ennemis de la Révolution ce principe "ceux-là pour qui la loi en faite peuvent seule la délibérer et la consentir".

Le cri des Colonies, la voix de leurs représentants, furent toujours étouffés par des factions. Le Décret du 24 septembre 1791 garantissait des Maux dont elles étaient menacées. Ce Décret n'a point été annulé et cependant les désastres que des défenseurs de la Colonie avaient prévus sont consommés par les délégués de la République, Polverel, Sonthonax et Delpech.

¹²¹⁸ AN, D/XXV/80.

Quand la France eut décrété le 8 Mars 1790 que les Colonies feraient partie de l'Empire Français, elle déclara qu'elles n'étaient point comprises dans la Constitution décrétés pour le Royaume, elle mit par ce même décret les propriétés des colons sous la sauve-garde speciale de la Nation, elle déclara en outre traître à la Patrie et criminel de leze nation quiconque exciterait des soulèvement contre eux.

Aucun décret de l'Assemblée Legislative ni de la Convention Nationale n'a annulé ces dispositions, et ces institutions de la Nation entière. Ces dispositions sont la base de la sureté individuelle des colons, la garantie des toutes les propriétés coloniales, la loi du 24 septembre s'expliques sur la nature de ces propriétés et celle du 4 avril 1792 confirme le décret du 8 mars 1790, en renvoyant les colonies à l'exécution de ce décret.

Cependant St Domingue n'est plus qu'un theatre de tous les crimes de tous les forfaits, qu'un champ de carnage, qu'une vallée d'homicides. Polverel, Sonthonax et Delpech après avoir fait Massacres, par les hommes de couleur et les negres révoltes, les blancs de cette Isle infortunée ont fait trainer dans les cachots les veuves et les orphelins de ces tristes victimes. Toutes les scènes de douleur, de souffrances, de cruautés, de barbarie, tous les tableaux de la rage, de la fureur, des désespoirs, tous les crimes des despotes connus, tous les genres de mort, tous les tourments rassemblés ne sont rien auprès des actes de ces anthropophages. Ils ont violé toutes les lois, ils ont ressuscité la tyrannie, le despotisme, ils ont attenté à la souveraineté nationale, ils ont outragé mille fois la justice, l'humanité, la nature et les ont outragées sans remords.

Tous ces crimes, tous ces forfaits, toutes ces horreurs ont été commises sous le masque de la Philosophie, sous l'éclat imposant des pouvoirs nationaux, et notre soumission aveugle à un délégués prévaricateurs nous a perdu. Ces hommes féroces poursuivent encore jusques dans les Etats Unis des colons réfugiés avec leurs armes familières, l'intrigue, l'imposture et la calomnie.

C'est devant la Nation entière que nous accusons ces délégués nommés par Capet; ... du sein du Continent Américain ou quoique bannis, déportés, expatriés, réfugiés, nous n'avons pu perdre aucun de nos droits que nous protestons solennellement contre tous leurs actes depuis le 20 novembre 1792.

Nous les accusons de tous les faits articulés dans la dénonciation des Français Blancs de Saint Domingue insérée dans le N°2 du *Journal des Révolutions de la partie française de St. Domingue* du lundi 16 septembre 1793, imprimé à New York en français et en anglais rédigé par Tanguy.

Nous accusons le Ministre plénipotentiaire Genet partisan de ces trois hommes tigres d'avoir, au mépris de l'article 21 de la Déclaration des droits, refusé toute espèce de secours à plus de mille familles, infortunées, échappées aux poignards et aux torches des délégués perfides, qui sans la généreuse humanité du Peuple Américain qui leur procure par une contribution volontaire la subsistance momentanée et le logement périraient de misère de famille et de froid.

D'avoir refusé des vêtements et des passages pour la France à des français arrachés de chez eux par la force et déportés arbitrairement.

D'avoir fait mettre en liberté les dragons du 16^{ème} Régiment ci-devant Orleans; Le Blanc, leur lieutenant colonel, Polverel fils, pris égorgeant les citoyens du Cap dans la trop malheureuse journée du 21 juin dernier et qui devaient éclairer la Convention.

Nous accusons les états majors de la Marine de l'Etat de s'être prêtés aux manoeuvres des destructeurs de Saint Domingue par des signaux aux nègres révoltés qui les avertissaient de la sortie de nos armées et les préparaient à la définitive et à des embuscades qui donnaient la mort à nos généraux frères d'armes arrivés d'Europe et aux braves colons qui les conduisaient au combat, ce qui a été constaté par la déposition des Brigands pris les armes à la main.

D'avoir transformé en Bastilles flouantes les bâtiments de la République, ou, au mépris de l'article 12 de la Déclaration des droits, ils entassaient les colons qui s'étaient le plus signalé par leur attachement, leur dévouement et leurs sacrifices à la Révolution.

De les avoir déportés dans les Etats Unis, malgré la demande du General Galbaud de le déposer au Mole avec tous les colons réfugiés sur l'escadre.

D'avoir par la conduite qu'ils ont tenue dans les ports de la Colonie, laissé enlever jusques dans les rades, par les corsaires anglais, les bâtiments du commerce de France et de la Colonie, et d'être restés inutiles dans les ports des Etats Unis pendant trois mois, tandis que les débris des propriétés françaises les malheureux restes de notre existence passaient dans les mains ennemies.

Nous déclarons que les Colons blancs propriétaires et autres bannis, déportés, expatriés, réfugiés de tous les points de Saint Domingue que la colonie même ne peut être liée engagée par les actes forcés auxquels le reste des colons a pu souscrire, se soumettre, ou être soumis.

Nous protestons contre la nomination des députés qu'ils pourraient avoir envoyés à la Convention Nationale pour abuser encore les représentants du peuple, déclarant aux députés complices de ces grands criminels.

Quand la Législature examinera les événements qui ont détruit la plus florissante des colonies françaises, quand elle apprendra que les hommes de couleur furent toujours les

instruments des factions qui ont hâté sa perte...elle frémira, sans doute de l'application de ses bienfaits des 15 mai et 4 avril; elle reconnaitra enfin quels furent à Saint Domingue les vrais amis de la Révolution française les soutiens de sa constitution, de sa prospérité.

Les Citoyens de Fondeviolle et Duny actuellement à New York se rendront en France le plutôt possible pour de concert avec les citoyens Larchevesque Thibaud, D'Auge, Le Page, Rabotteau, Brulley, Lavergne, Verneuil, et Hugues tous nommés dans l'Assemblée par les colons réfugiés à New York; se réunir à nos compatriotes nommés dans l'assemblée des colons à Philadelphie et dans les autres villes du Continent, et peindre à la législature française la conduite atrocement coupable de ces hommes qui après avoir détruit les autorités constituées, entretenue par une fermentation continuelle les haines et divisions, ne laisseront à la France que des lambeaux sanglants de celle infortunée colonie. Notre confiance ou plutôt nos malheurs sans exemple doivent leur découvrir l'étendue de leurs devoirs.

Nous recommandons leurs personnes à tous les Républicains français leur enjoignons de faire connaître à la France nos vœux sincères pour le succès de ses armes et de renouveler au nom de la Colonie et en notre nom particulier le serment solennel de fidélité à la Mère Patrie.

Suivent les signatures des colons, closes par celles du Président et des deux secrétaires. Signé à la Minute des Roches Président, Fondeviolle et Le Breton Villandry secrétaires.

Pour Expédition Collationnées

5) 22 octobre 1793, New York¹²¹⁹

Procès verbal de la Nomination des Commissaires chargés de présenter à la Législature française et à tous les Républicains Français les représentations et les protestations des Colons Blancs de Saint Domingue bannis déportés expatriés et réfugiés à New York dans les Etats Unis de l'Amérique. Contre Polverel, Sonthonax et Delpéch ces délégués parjures; contre le Ministre Plénipotentiaire Genet; contre les Officiers de la Marine de l'Etat qui ont secondé les destructeurs de la plus riche des colonies françaises; enfin contre tous les complices et agents qui se sont baignés dans le sang de nos frères morts sous les poignards aiguisés par ces désorganiseurs.

¹²¹⁹ AN, D/XXV/80

L'An Mil Sept Cent Quatre Vingt Treize le deuxième de la République Française et le vingt deuxième jour du mois d'octobre, trois heures de relevée, les colons français de St. Domingue réfugiés dans la ville de New York se sont assemblés dans la salle patriotique lieu de leurs séances conformément à l'ajournement de la séance du dix-neuf du courant.

Le Citoyen Joyeux étant sans doute malade et ne pouvant venir occuper sa place de Président les citoyens ont d'une voix unanime nommé le Citoyen DesRoches qui a accepté et qui de suite a prêté le serment d'être fidèle à la Constitution et de suite exigé des citoyens qui n'étaient pas présents à la dernière séance.

Le Citoyen Président a ouvert la séance et a demandé lecture du procès verbal du dix neuf du courant après laquelle l'un des secrétaires a donné courant après laquelle l'un des secrétaires a donné communication de l'adresse à la legislature et à tous les républicains français; elle a été généralement approuvée. Il a été arrêté à l'unanimité qu'elle serait remise aux citoyens commissaires qui seront désignés par les scrutins dont on allait s'occuper séance tenante.

L'Assemblée a procédé à la nomination de deux scrutateurs et les citoyens Duny et Taris ont été à l'Unanimité appelés à ces fonctions.

Un Membre s'est levé et a demandé la Parole qui lui a été accordée. Il a développé avec energie les vertus civiques, les principes invariables, la fermeté courageuse, de ces victimes arrachées du sein de leurs familles par les satellites de Sonthonax il a rappelé les sacrifices, le dévouement des commissaires de la Colonie à Paris; chacun leur a donné les éloges mérités à tant de titres et l'on est passé au scrutin pour la nomination des commissaires auprès de la Legislature. Le dépouillement nous a donné ces noms si chers à nos coeurs, Larchevesque Thibaud, D'Augy, Rabotteau, le Page, Brulley, Lavergne, Verneuil et Hugues actuellement en France et de Fondeviolle et Duny, de present à New York qui tous collectivement ou individuellement réunis à nos compatriotes nommés à Philadelphie et dans les autres villes des Etats Unis sont chargés de dénoncer tous les ennemis tous les acteurs des désastres sanglant de St. Domingue.

De réclamer au nom de la justice, de l'humanité, de la nature outragée, vengeance éclatante; d'employer tous les moyens pour obtenir de prompts secours, en hommes, armes, munitions de guerre et de bouche, bâtiments de l'état et de transport; d'en accélérer le départ, chaque jour augmentant les obstacles au rétablissement de St. Domingue.

De rappeler à la France les services signalés, le zèle, le courage, le dévouement des braves citoyens militaires du 4eme Régiment et ci-devant Provence, du 8eme Régiment, ci-devant Normandie, du 49eme Régiment, ci-devant Artois et enfin du 106eme Régiment, ci-

devant du Cap, victimes comme les Colons de leur attachement à la Révolution et d'en solliciter le retour dans la Colonie, ainsi que celui du brave d'Assas colonel du 106eme régiment qui a si bien mérité de la Colonie par son courage et son civisme.

De donner au nom de la colonie, tous les renseignements, toutes les instructions qu'ils croiront capables d'éclairer tous les français.

Nous les chargeons spécialement de se présenter à la barre de l'Assemblée pour y prononcer au nom de la colonie et en notre nom particulier le serment solennel de fidélité à la Mère Patrie et d'y faire connaître notre vœux sincères pour le succès de ses armes et la défaite entière de ses méprisables ennemis.

Clos et arrêté, la Presente séance les dits jour, mois et an que dessus, six heures de relevée.

Suivent les signatures des colons, closes par celles du Président et des deux secrétaires, signé Des Roches président, Fondeviolle et Le Breton Villandry secrétaires.

6) 8 décembre 1793, Baltimora¹²²⁰

Les Citoyens habitants de la partie française de Saint Domingue, résidants à Baltimore, échappés au pillage, au massacre, à l'incendie de la ville du Cap et aux autres persécutions exercées par Polverel et Sonthonax, au Citoyen Genet ministre plénipotentiaire de la république française près les Etats Unis de l'Amérique.

Citoyen,

Notre devoir et l'intérêt national nous rappellent sur nos propriétés le moment est favorable, la vérité s'est fait entendre, plongés dans le séjour du crime, nos persécuteurs. Nos calomniateurs, Brissot & ses complices, n'ont pu étouffer sa vois.

On publie, on imprime qu'au rapport de Bréard, la Convention nationale, le 16 Juillet, à prononcé un décret d'accusation contre Polverel et Sonthonax on ajoute que le Conseil exécutif vous à donné la mission expresse de les faire arrêter s'ils se réfugiaient dans les Etats Unis.

Si la première de ces nouvelles en vraie vous devez avoir une connaissance directe du Décret; si la seconde l'est aussi, vous devez l'avoir reçu officiellement. Nous vous demandons Citoyen, au nom de nos malheurs, de nos droits, & de l'intérêt public, de nous déclarer ce que vous savez sur ces deux points si importants pour nous et pour le commerce national.

Si le Décret d'accusation est prononcé, non seulement notre devoir est de concourir de toutes nos forces et nos facultés à seconder les moyens qu'emploiera la mère patrie pour son exécution, mais notre désir le plus ardent est de précéder à Saint Domingue les forces qu'elle y ..., de joindre nos efforts à ceux de nos concitoyens qui résistent encore avec succès aux entreprises de deux tyrans que la Nation accuse et dont nous prouverons les crimes.

Pour y réussir, nous réclamons une expédition de ce décret certifié de vous.

Nous réclamons que même d'une semblable pièce, la station des forces navales des Isles françaises de l'Amérique sous le Vent, soit réintégrée à son poste et nous transporte aux lieux où nous pourrons aborder utilement pour l'intérêt national.

Nous réclamons que ce décret soit authentiquement connu de l'Escadre, afin qu'elle cesse d'obéir aux réquisition de fonctionnaires publics accusés au Tribunal de la Nation, et qu'au contraire elle protège, contre leurs entreprises, les citoyens opprimés.

Nous réclamons que vous cessiez de faire parvenir à l'administration de St. Domingue subjugué par Polverel & Sonthonax, les moyens de subsistance et autres, qui sont à votre disposition et que la Mère-Patrie a destiné au secours des Colonies.

¹²²⁰ AN, D/XXV/80.

Nous réclamons que vous cessiez d'acquitter leurs traites sur la dette des Etats Unis, au moins celles tirées depuis le 20 Juin dernier.

Nous réclamons au contraire enfin que vous réserviez tous les moyens que la Nation vous à confiés, pour seconder le but que nous vous proposons.

Nous vous prévenons que pour en informer tous nos concitoyens répandus dans les diverses parties du Continent & dont nous sommes certains de manifester l'opinion, nous faisons imprimer cette adresse afin qu'ils se joignent à nous dans l'exécution de cet utile projet & que nous en envoyons le double à la Législature.

Nous vous demandons une réponse particulière et aussi prompte que l'importance du sujet l'exige, & nous vous prions de même de la faire imprimer, pour que votre réponse comme notre adresse se répande pour l'utilité de nos concitoyens.

Salut,

Thomas Millet, Jacques Duchemin, Lavau..., Merico, Savy, Chassairau, D'Ayrolles, Vigneau, Lencilhon, Merlony, Fouette, Lacombe, De Launay, Clausson.

7) 10 novembre 1793, Philadelphia¹²²¹

*Les Colons de St. Domingue réfugiés à Philadelphie aux Citoyens l'Archevesque Thibaud,
Dangy, Rabateau, Lavergne, Brulley, Page*

Philadelphie 10 novembre 1793

Chers compatriotes,

On a donc enfin réussi à rendre la Révolution odieuse à St. Domingue, on a donc chassé, expatrié, déportés presque toute la classe blanche, on a donc étouffé dans tous les coeurs jusqu'à l'amour de la patrie, et ce sont des hommes revetus des pouvoirs de la République qui ont consommés ce qu'avait commencé l'ancien gouvernement et ses partisans.

Les Patriotes sont entièrement abattus, échappés à tant d'atrocités, anéantis par le genre de persécutions qu'ils ont approuvées, la quantité de victimes qu'ils ont vu sacrifier sous leur yeux, à leur cotés: le mot de liberté, de justice les étonné; ils envisagent la France, il y cherchent leur patrie, ils la retrouvent, mais en même temps ils reconnaissent que c'est de son sein que sont sortis les monstres qui ont voulu effacer de leur coeurs jusqu'au hors de patrie.

Ils ouvrent le recueil des lois constitutionnelles de la France, les décrets de la nation, ceux de la République, ils n'en voient aucun qui ait ordonné les meurtres et l'anéantissement, qui dévouent la plus belle des colonies françaises; ils voient que la France ordonne au contraire le maintien des propriétés dans le décret du 8 Mars 1790, la liberté et l'égalité parmi les hommes libres dans la loi du 4 avril 1792.

Ceux qui ont représentés la nation et la république ont donc outragé la France en violant ses lois, outragé la nature de l'humanité en faisant assassiner le pere par le fils, le bienfaiteur par l'obligé, violé la liberté en emprisonnant, violentant, et reportant arbitrairement, violé les propriétés et tous les lois divines et humaines, en laissant impunis toute d'attentants commis sous leurs yeux et leur ordres.

Les habitants de Saint-Domingue réfugié dans le continent, ceux qui ont toujours été fidèles à la République ont encore sur cette terre libre éprouvé les difficultés ordinaires pour rendre compte à la France de la situation de cette colonie, de leur position individuelle.

Ils se sont assemblés en dépit des ennemis de la France qui les poussaient partout, le Ministre Plénipotentiaire et les Consuls s'... des rapports calomnieux des commissaires civils de St. Domingue ont négligé les intérêts de cette colonie, que les Patriots auraient pu reconquérir avec

¹²²¹ AN, D/XXV/69.

les forces navales rendues dans le continent; il est vrai qu'il ont fallu marcher la loi à la main, et nous n'avions plus pour nous que celle qui ordonne la résistance à l'oppression; mais les troupes elles memes esclaves de leur serment eussent été fort embarrassés de savoir à qui obeir, elles ont ... mille fois elles memes des ordres qu'on leur donnaient.

Toutes ces forces retenues dans le continent ont été nulles pour la République: tandis qu'une poignée d'ennemis, un vaisseau de 50 canonnnes et 2 frégates se sont emparés du Mole et de Jérémie.

La France devait compter sur les patriotes de St. Domingue, sur les partisans du regime intérieur des Colonies; ceux là l'eussent sauvé: c'est bien pourquoi le Gouvernement, et plusieurs représentants de la Nation s'y sont toujours opposés, ceux là ont trahi la France et perdu Saint Domingue.

Les puissances coalisées contre la République n'ont pas eu de plus zélés partisans conspirateurs, que tous ceux qui ont été à la tête du Gouvernement de Saint Domingue. Le citoyen Genet tient dans les Etats Unis, une conduite capable de faire détester la France et les français; il est accusé de violations de traité, d'actes arbitraires, d'attentats aux droits des Nations; d'après les quatre lettres nous lui avons écrit et dont nous vous adressons copie, nous pensons que nous devons forcées de l'accuser aussi de complicité avec les délégués de Saint-Domingue.

Les horreurs que tous ces gens les commettent indigneraient des sauvages, des anthropophages: la plume la plus hardie se refuserait à les tracer. Que la France imagine ce que toutes les guerres de religion et autres ont pu produire jusqu'à ce jour, elle n'aura fait qu'approcher du genre de persécution dont Saint Domingue est victime.

On dira à la France qu'on s'est opposé à la loi du 4 Avril, on mentira, toujours on lui en a composé à l'insu de la France, on mépris de ces lois, des scélérats ont voulu opérer dans les Colonies françaises un bouleversement affreux, sous le nom de Révolution des Couleurs; cette Révolution anéantissant la classe blanche, n'a laissé à Saint Domingue que des esclaves et des gens perdu d'honneur pour d'attendre la cause de la France et de son territoire.

Des lois prématurés sur la surface de la terre, un évènement que le temps seul peut amener, que des progrès incroyables de philosophie, peuvent seuls opérer, c'est violer le droit des Nations, c'est le projet d'une bande d'assassins, vendus au crime personnifié dans Polverel, Sonthonax, Delpeche.

Salut

Chotard aîné

8) 29 novembre 1793, Philadelphia¹²²²

29 novembre 1793

Faute d'occasion notre paquet et la presente son restés jusqu'à ce jour. Enfin ce que nous craignons, ce que nous avions prévu est arrivé. Le Ministre Genet a trahi la France en éloignant les forces supérieures qui étaient à sa disposition, au moment même auquel les Anglais se sont emparés du Mole et de Jérémie, il a refusé aux colons les moyens d'instruire la France par eux memes, et il se dispose à faire partir pour France la députation que Sonthonax envoie sous le titre de Députés à la Convention, sans égard aux décrets qui les rappellent, annulant tous leur actes postérieurs aux décrets et soumet les autres au jugement de la Convention.

L'assemblée prétendue dans laquelle ils ont été nommés n'était composée que d'esclaves et de deux blancs dont un était Dufay l'un des députés, l'autre Sonthonax lui même.

Ce Ministre a soulevé contre lui tous les français, les américains sont également indignés de sa conduite, et tous à la veille de prendre un parti à son égard. Nous le dénonçons à la legislature.

Les erreurs dans lesquelles on a jeté la France à l'égard des colonies sont en partie cause de nos maux; mais la trahison manifeste, les usurpations criminelles de tous les représentants dans l'Amérique ont consommé une perte, que les patriotes eussent empêché par leur energie, et leur attachement à la métropole.

Nous ne cesseront de répéter, nos représentants légitimes furent méconnus et tout fut perdu.

Nous apprenons par les nouvelles que nous recevons de Saint Domingue que les mulâtres que ne pouvons plus regarder comme des hommes, ont révoltés tous les esclaves et emprisonnés tous les blancs, hommes, femmes et enfants, les rendant responsables des tentatives des anglais sur les autres parties de la Colonie; Sonthonax a donné ordre d'incendier tout, en cas d'attaque et d'assassiner tous les blancs, et ce sont des français, des représentants de la République qui traitent ainsi des français, qu'ils poursuivent depuis un an par le fers et par le flamme?

Le Mulatre Monbrun a fait dire au General anglais qu'il ferait mettre à mort quinze cent blancs prisonniers au Port au Prince, s'il ferait la moindre tentative sur cette ville: la position de nos frères est affreuse, elle est la suite des abus de pouvoirs des représentants de la République et des erreurs de la France sur une classe d'hommes qui a servi la contre-révolution depuis 4 ans sous le prétexte de ses droits politiques.

¹²²² AN, D/XXV/69.

Quand la France ouvrira-t-elle les yeux sur une classe aussi indigne qu'incapable de jouir des bienfaits d'une nation que a tout reconnu pour elles, qui en privant des colonies de son regime intérieur, s'est exposée à être trahi, trompée, sacrifiée.

La France ne reposera jamais les maux affreux que les erreurs nous ont occasionné: il faut aujourd'hui 30.000 hommes à la disposition des représentants des Colonies et la plus grande confiance dans les colons patriotes.

Les Mulatres et leur protecteurs Sonthonax et Polverel ont tous détruit, la Marine de France est perdue, si elle ne fait les plus grands sacrifices en faveur de Saint Domingue.

Salut,

Barrault Narcay, Chotard aîné, Marie.

9) 28 octobre 1793, Philadelphia¹²²³

Philadelphie le 28 octobre 1793, l'an 2 de la République française, Aux Citoyens L'Archevêque Thibaud, Daugy, Raboteux, Lavergne, Page et Brulley, Commissaires de Saint Domingue auprès de la Législature française.

Duplicata

Chers Compatriotes,

Les dangers de St Domingue, les horreurs que cette malheureuse colonie éprouve depuis si longtemps nous frappent mais ne nous abattent pas. Notre position, notre dénuement de toute espèce de secours, de moyens même de subsistance, sous les yeux des représentants de la France dans les Etats Unis, seraient capables de nous anéantir, si nous n'étions pas convaincus que la France écrasera des ennemis malgré leurs nombre et leurs perfidie.

Ah Citoyens! Pourquoi notre malheureuse patrie à t-elle été si souvent trompée sur les événements de Saint Domingue? Pourquoi les vrais patriotes de cette Isle ont ils été si longtemps méconnus?

Leur fidélité, leur courage et leur fermeté ne finiront qu'avec la triste existence dans laquelle ils sont précipités par une longue suite d'erreurs. Loins de leur patrie, ils ne soupirent que pour elle, mais leurs vœux ne peuvent à peine parvenir aux représentants de la république: toute est intercepté, et nous savons que le Comité colonial ferme sans cesse les yeux de la France, sur Saint Domingue, sur cette source de ses richesses.

Depuis la Révolution, la France est trompée: nous en sommes les victimes comme elle, malgré tout ce que nous avons faits pour lui découvrir les vérités les plus intéressantes.

Cependant il en est encore temps de les forces qu'on nous annonce dirigés par des chefs attachés aux colonies, peuvent tout faire changer.

Nous vous adressons le dernier cri de douleur des colonies de Saint Domingue; s'il n'est pas entendu, si leur voix est encore étouffée par des factions ennemies, la France doit renoncer à ses colonies, elle aura rempli alors le vœu de tous les parties attachés à sa perte. On l'a trompé, on la trompe et on la trompera encore.

Une assemblée coloniale protégée, soutenue par les forces de la République, à ses ordres, voilà le seul gouvernement qui puisse sauver Saint Domingue.

¹²²³ AN, D/XXV/69.

Nous prenons le parti de vous adresser les pièces incluses pour préparer la voie à nos commissaires et dans la crainte que les obstacles ordinaires ne s'opposent à notre députation: car quoique nous soyons à Philadelphie, il y a toujours un parti acharné à notre perte qui se sert de tous les moyens. Nous sommes enfin à la veille de pouvoir juger définitivement les intentions et la conduite des représentants de la République française, auprès des Etats Unis.

Salut,

Claussion, Chotard aîné, Barrault Narcay

P.S. Enfin la République est complètement trahi. Les anglais se sont emparés le 17 septembre de Jérémie et le 22 du Mole.

Voilà le résultats de l'expatriation et déportation des citoyens par les commissaires civils, à l'époque de la déclaration de la guerre. Voilà ou tendaient l'attaque du Port au Prince et l'incendie du Cap par ces memes scélérats. Voila le résultat de la retenue pendant 4 mois des forces navales françaises dans le continent par le citoyen Genet.

Voilà le résultat des ordres donné à Saint Domingue de la part de Polverel et Sonthonax de faire feu sur les bâtiments de la république qui resteraient dans les ports français.

voilà le résultat des vexations que les vrais amis de la République ont toujours éprouvés, voilà enfin le résultat des erreurs qui ont privé Saint Domingue de son regime intérieur.

Que le peuple français ouvre donc enfin les yeux et qu'il reconnaisse que c'est par le sacrifice des amis de la République que Saint Domingue est peut être perdu pour la France.

Nous l'avons dit mille fois: les colons de Saint Domingue furent toujours placés entre la contre-révolution et la perte de leurs propriétés. Depuis 4 ans Saint Domingue résiste aux cabales, à l'intrigue, ses victimes sans nombre, tombent de toute partie. Enfin, l'ennemi s'est présenté devant un peuple faible, épuisé de fatigue et de douleur... nous tirons le rideau sur cet événement.

Ah français! Des 1790 le gouvernement de Saint Domingue vous trahissait, il avait des partisans partout, vous l'avez cru, vous lui votiez des remerciements, cependant Saint Domingue succombe malgré lui, voilà où vos erreurs vous ont conduits!

Nous apprenons à l'instant que les commissaires civils ayent jures la destruction des blancs, faisaient attaquer la Mole par terre avec trente mille negre révoltes quand l'ennemi s'est présenté; Jérémie était épuisé et à la veille peut être, d'être nouvellement attaqué.

Claussion, Chotard aîné, Barraumuaney

10) 9 marzo 1793, Parigi¹²²⁴

Le Neuf Mars Mil Sept Cent Quatre Vingt Treize, l'an deux de la République, des citoyens colons réunis sur l'invitation des Commissaires de St. Domingue, après avoir remplir les formalités d'usage envers les autorités constituées, pour délibérer sur les Décrets émis par la Convention Nationale dans ses séances des cinq et six mars, relativement aux colonies, ont nommé pour Président et secrétaire les citoyens Page et LeGrand.

Lecture faite de ces Décrets, et d'un projet de pétition y relatif, après mure délibération, il a été arrêté que les citoyens colons se rendraient demain dix de courant, dix heures du matin, à la barre de la Convention Nationale, conformément à l'ajournement fixé par la Convention, sur la demande des citoyens Page et Brulley, à la date du Sept du Courant, et que leur pétition sera lue par le citoyen Brulley, dans ces termes.

Législateurs,

C'est dans le sein des représentants des français, que leurs frères d'outre-mer, viennent épancher le sentiment douloureux dont ils ont été vivement affectés, par le Décret relatif aux Colonies rendu dans la séance du cinq de ce mois.

Tous victimes de la révolution à la quelle nous sommes constamment attachés, tous, nous avons éprouvé les mêmes peines, les memes alarmes à la lecture de ce décret; il n'en est pas un des nous qui n'en ait à l'instant calculé les funestes résultats, pour toutes les Colonies en général et pour chaque d'elles en particulier.

Sainte Lucie, Marie-Galante, Tabago et Cayenne encore intactes vont bientôt voir succéder au calme dont elles jouissent, les agitations destructives des Isles Sous le Vent.

La Martinique et la Guadeloupe croiront voir par cette loi justifier leur opposition à l'exécution des Décrets Nationaux, et persisteront plus que jamais dans leur Magistrats du Peuple, le pouvoir législatif.

Si l'article 4 est moins injurieux à la liberté des citoyens, il n'est pas moins désastreux pour St. Domingue; puisqu'il ordonne la déportation du Seul Régiment qui puisse encore resister aux fatigues de la guerre, sous le ciel brulant des Antilles.

Législateurs, lorsque Blanchelande voulut consommer à St. Domingue la contre-révolution, il déporta le deuxième bataillon du neuvième régiment, dont vos decrets ont depuis lors honoré le patriotisme et la subordination. Législateurs, de treize mille cinq cents hommes que vous

¹²²⁴ AN, D/XXV/69.

avez fait passer à St. Domingue, depuis un an, trois mille disséminés (I) sur trois cents lieues de cote, ont seuls résisté aux influences du climat, malgré l'inactivité dans laquelle on les laisse languir, malgré les ... que leur portent les citoyens; et c'est dans ces conjectures désastreuses, que l'on vous propose de reporter le seul régiment qui puisse défendre St. Domingue? Après avoir lutté pendant deux ans contre les ennemis de la révolution, les Patriotes de St. Domingue sont-ils donc destinés à périr sous la buche des émigrés que l'Angleterre va jeter sur ses plages, ou doivent-ils expirer sous le poignard des révoltés?

L'article 5 est une violation de tous les principes de la justice, de la morale, de la politique. Il préjuge l'infailibilité des Commissaires Polverel, Sonthonax et Ailhaud. Il préjuge le crime dans les Déportés de St. Domingue et s'il peut être justement appliqué à plusieurs, il enveloppe aussi les Patriotes, les vrais Citoyens, dont Sonthonax et Polverel redoutaient les regards scrutateurs.

L'article 6, attentatoire aux principes de la liberté et de l'égalité, consacre implicitement où explicitement tous les attentats des Polverel, des Sonthonax, qui, au mépris de la loi du 4 avril, ont formé des corporations de citoyens de Couleur, exclusivement aux citoyens Blancs.

Législateurs, le vice de cette institution aristocratique avait sans doute échappé à votre rapporteur #; sans doute il ignorait que les Dictateurs de St. Domingue se réservaient le droit exclusif de nommer et choisir les officiers de ces Corporations militaires, comme ils avaient nommé et choisi les individus formant les corporations législatives et judiciaires.

L'article 7 est un attentat aux droits de l'homme et du citoyen, il commande au Ministre de la Marine d'organiser en Compagnies franches tous les naturels du Pays et de les faire passer à St. Domingue: mais Législateurs? Que devient donc la charte des droits du citoyen? Qu'entend-on par les naturels du Pays? Jusqu'à quel âge l'homme des Colonies est-il frappé de cette loi? L'homme né dans la Colonie, mais fixé en France depuis ses jeunes ans, sera-t-il arraché à ses foyers, à ses amis, à sa famille, ou doit-il marcher à St. Domingue environné d'eux tous?

Législateurs? Lorsque vous avez consacré ce projet de loi désastreuse, vous avez cru sans doute que celle du 4 avril acceptée et promulguée même avant l'arrivée des Commissaires Civils à St. Domingue y était complètement exécutée.

Vous avez cru que ces contrées avaient leurs municipalités constitutionnelles, leurs assemblées administratives.

Vous avez cru que l'assemblée coloniale était formée, que les députés à la Convention nationale étaient nommés.

Vous avez cru que les citoyens de couleur faisaient partie de la Garde Nationale.

Eh bien! Législateurs, rien de tout cela n'existe à St. Domingue. Le Despotisme seul y règne, et votre décret va consacrer ses attentats: de toutes les lois émises sur les colonies, celle la seule sera exécutée, parce qu'elle doit anéantir les Antilles. C'est là ce qu'attendent les ennemis intérieurs et étrangers de la France.

Les Patriotes de la Martinique et de la Guadeloupe attendaient peut être quelque circonstance heureuse pour développer leur force et terrasser le Despotisme. Votre décret législateurs étouffera pour toujours ces sentiments généraux... nous n'osons porter nos regards sur St. Domingue, dont nous prévoyons avec douleur la dissolution prochaine.

Nous concluons,

1. À ce que l'envoi des décrets sur les Colonies rendus dans vos séances des 5 et 6 du present mois, soit suspendu.
2. À ce qu'ils soient soumis à l'examen des Comités de Marine et des Colonies réunis.
3. À ce qu'il vous soit fait, par les deux comités, un rapport général sur les Colonies et les Événements de la partie française de St. Domingue.
4. Qu'attendu la situation critique des colonies, le rapport en soit fait dans le plus bref délais pour être ensuite actée par la Convention ce qu'elle jugera convenable.
5. À ce qu'il nous soit donné acte de la dénonciation que nous faisons des Commissaires Polverel, Ailhaud et Sonthonax, pour fait de l'inexécution des lois, notamment de celle du 4 avril, et pour leurs actes arbitraires, leurs attentats à la liberté, à la prospérité des citoyens.

Français comme vous, Législateurs, les colons sont vos frères, comme vous, ils ont des droits, comme vous, ils les réclament et c'est avec vous, qu'ils veulent en user. Victimes infortunées des atrocités contre-révolutionnaires, il n'en est pas un de nous qui n'ait à pleurer la perte d'un parent, d'un ami; beaucoup ont à regretter la destruction entière de leur fortune. Il nous reste encore notre existence et notre attachement pour vous, nous venons vous offrir l'un et l'autre: vous êtes justes; nous ne serons pas réduits à la cruelle nécessité de nous en repentir.

Le present Procès verbal dressé sous en arrêté, en l'Hotel d'Orléans rue Neuve St. Marc, au Bureau de la Commission de St. Domingue, les jour, mois et an que dessus et où les colons présents signés en double original, dont l'un deux sera déposé pour recours aux archives de la dette commission.

11) 22 octobre 1793, New York¹²²⁵

Extrait des assemblées des Colons de Saint Domingue réfugiés à New York dans les Etats Unis de l'Amérique

Procès verbal de la nomination des commissaires chargés de présenter à la Convention nationale et à tous les républicains français les représentations et les protestations des colons de Saint Domingue, bannis, déportés, expatriés et réfugiés à New York dans les Etats Unis d'Amérique.

Contre Polverel, Sonthonax et Delpech, ces délégués parjures contre le Ministre plénipotentiaire Genet; contre les officiers de la Marine de l'état qui ont secondé les destructeurs de la plus riche des colonies françaises; enfant contre tous les complices et agents qui se sont baignés dans le sang de nos frères morts sous les poignards aiguisés par ces désorganiseurs.

L'an mil sept cent quatre vingt treize le deuxième de la république française et le vingt deuxième jour du mois d'octobre, trois heures de relevée, les colons français des Saint Domingue, réfugiés dans la ville de New York, se sont réunis dans la salle patriotique des états, lieu de leur séances, conformément à l'ajournement de la séance du 19 du courant.

Le citoyen Joyeux étant sans doute malade et ne pouvant venir occuper sa place de président, les citoyens ont d'une voix unanime, nommé le citoyen Desroches qui a accepté et qui a prêté le serment de rester fidèle à la constitution et a exigé des citoyens qui n'étaient pas présents à la dernière séance.

Le citoyen président a ouvert la séance et a demandé lecture du procès verbal du dix neuf courant après laquelle l'un des secrétaires a donné communication de l'adresse à la Convention Nationale et à tous les républicains français; elle a été généralement approuvée et il a été arrêté à l'unanimité qu'elle serait remise aux citoyens commissaires qui seraient désignés par les secrétaires dont on allait tromper séance tenante.

L'assemblée a procédé à la nomination de deux secrétaires et les citoyens Duny et Tarin ont été appelés à ces fonctions, à l'unanimité.

Un membre s'est levé et a demandé la parola qui lui a été accordée, il a développé avec énergie les vertus civiques, les principes invariables, la fermeté courageuse de ces victimes arrachées du sein de leurs familles par les satellites de Sonthonax. Il a rappelé les sacrifices, le dévouement des commissaires de la Colonie à Paris. Chacun leur a donné les éloges mérités à tant de titres et l'on est passé au scrutin pour la nomination des Commissaires auprès de la Convention. Le dépouillement nous a donné ces noms si chers à nos coeurs, L'Archevêque Thibaud, Daugy, Rabotteau, Page, Brulley, Lavergne, Verneuil, Hugues actuellement à Paris, et

¹²²⁵ AN, D/XXV/69.

Fondeviolle et Duny, actuellement à New York, qui tous individuellement ou collectivement réunis à nos compatriotes nommés à Philadelphie et dans les autres villes des Etats Unis sont chargés de dénoncer tous les ennemis, tous les auteurs des désastres sanglants de Saint Domingue.

De réclamer au nom de la justice, de l'humanité, de la nature outragées, vengeance éclatante, d'employer tous les moyens pour obtenir de prompts secours en hommes, armes, munitions de guerre et de bouche, bâtiments de l'état et de transport d'en accélérer le départ; chaque jour augmentant les obstacles au rétablissement de Saint Domingue.

De rappeler à la France les services signalés, le zèle, le courage, le dévouement des braves citoyens militaires du 4e régiment ci-devant Provence, du 9 régiment ci-devant Normandie, du 4e régiment ci-devant Artois, et enfin du 106e régiment ci-devant du Cap, victimes comme les colons de leur attachement à la Révolution et d'en solliciter le retour dans la Colonie, ainsi que celui du brave d'assas, colonel du 106e régiment qui à plus d'un titre à bien mérité de la Colonie tous les renseignements, toutes les destructions qu'ils corseront capables d'éclairer tous les français.

Nous les chargeons spécialement de se présenter à la barre de la Convention, pour y prononcer au nom de la Colonie et en notre nom particulier le serment solennel de fidélité à la mere patrie et d'y faire connaitre nos vœux sincères pour le succès de les armes et la défaite entière de ses méprisables ...

Clos et arrêté la presente séance les dits jour, mois et an que dessus.

Signé Desroches, président, Fondeviolle, secrétaire, Breton, secrétaire.

Verneuil, Larchevesque Thibaud, Duny, Brulley, Clausson, Page, Millet, LeGrand.

Les fondés de Pouvoirs des Patriotes de Saint Domingue

À la Convention Nationale

Citoyens Représentants

Un grand acte de justice de votre part, vient de prouver aux patriotes des colonies votre sollicitude sur la calamité qui les à frappés. Il promet au peuple souverain que vous représentés qu'enfin il obtiendra la vérité, sur les grands intérêts que l'ancien gouvernement toujours conspirateur déroba sans cesse à sa connaissance.

Vous venez de décréter la mise en liberté des colons détenus dans les diverses parties de la République vous aviez le jour précédent décrété la liberté provisoire des fondés de pouvoirs

des Patriotes de Saint Domingue depuis si longtemps repoussés de votre barre. Ils y parviennent enfin aujourd'hui!

Nous obtenons donc, Citoyens Représentants, la faculté de vous exposer quels sont les sentiments de cette portion industrieuse du peuple français si souvent calomniée et cependant si fidèle, si intéressante, si infortunée.

Ceux qui pendant quatre ans luttèrent constamment contre les efforts des agents de l'Angleterre, chargés de la Ruine du Commerce national sont-ils des Patriotes?

Ceux qui disputeront si longtemps à ces agents les débris fumants des Isles à sucre réduites en cendres sont-ils des Patriotes?

Ceux qui pouvaient conserver leurs-riches cultures sous la bannière des despotes coalisés contre la République: qui pouvaient se transporter à la Jamaïque et à se réunissant aux forces de l'Angleterre, revenir défendre leurs propriétés, sous la protection de cette puissance et qui cependant sous les auspices du Pavillon de la République se sont retirés aux Etats-Unis ou sans aile, sans vêtements, sans pain, ils tendent les bras vers vous, ceux là sont-ils des Patriotes?

Il fut donc, il est donc encore des Patriotes de Saint Domingue! Eh bien législateurs, ce sont ceux là qui nous ont envoyés vers vous. Allez nous ont-ils dit: allez vers les représentants du peuple français. Accusés les dictateurs que nous envoya le dernier tyran au moment ou il conspirait contre la souveraineté du Peuple. Accusez Polverel et Sonthonax: ils nous ont privés de la consolation de donner notre assentiment au décret, qui constitue la France en République. Dites aux législateurs de la France que la torche et le poignard à la main Polverel & Sonthonax, nous ont forcés à fuir le sol qui notre industrie fertilisait pour la prospérité nationale. Dites leur que ruinés, proscrits, punis par eux, de notre amour pour la mere Patrie, nous n'en jurons pas moins fidélité inviolable à la République française une & indivisible. Tels sont, citoyens représentants, les expressions de leur dévouement à la France; elles sont consacrées dans cette pièce dont nous allons vous donner lecture.

En conséquence, tant comme fondés des pouvoirs des Patriotes de Saint Domingue réfugiés aux Etats Unis, qu'en notre nom individuel, nous jurons fidélité inviolable à la République française et indivisible.

À cet épanchement du Patriotisme, citoyens représentants, reconnaissez vous des contre-révolutionnaires, des émigrés, des ennemis de la République? Cependant c'est dans cette enceinte, c'est dans le sanctuaire de la vérité que l'on a calomnié nos infortunés concitoyens; & nous leurs défenseurs, nous chargés de l'expression de leurs vœux, nous gémissions dans les cachots, où nous plongèrent le Despotisme et la Tirannie.

Eh bien! Nous sommes à votre barre aujourd'hui? Qu'ils paraissent ces accusateurs! Qu'ils apportent les preuves de nos crimes si souvent annoncées! C'est en votre présence que nous les provoquons! Si nous avons conspiré contre la Patrie; si nous sommes les auteurs de la dévastation des colonies françaises; si après en avoir opéré la ruine, nous en avons préparé la conquête aux ennemis de la République qu'ils le prouvent, voilà le moment.

On a osé vous dire que pour seconder la Conspiration de l'Angleterre, nous avons fait dévaster, incendier nos propriétés: que nous avons fait égorger nos frères, nos femmes, nos enfants. Citoyens Représentants, vous ne l'avez pas cru; vous ne l'avez pas pu croire!

Nous vous les ferons connaître, les auteurs de tant de maux; les gens de l'Angleterre: c'est la mission expresse qui nous est confiée, mais pour y parvenir, pour arracher promptement le voile qui vous cache encore la vérité, les formes employées jusqu'à ce jour ne peuvent vous suffire. Elles ne tendent qu'à éloigner le développement des grands intérêts dont nous sommes dépositaires.

On annonce, dix-huit dépôts de papiers à inventorier, examiner, analyser... dix-huit dépôts de papiers à inventorier, examiner, analyser... dix-huit dépôts. Cette comutation de pièces à compulser ne présente-t-elle pas des embarras inextricables, des années de travail? Pourquoi ces mesures dilatoires? N'est-ce pas servir les vues de l'Angleterre? N'est-ce pas lui donner le temps de consolider ses conquêtes aux Antilles, d'y conduire vos plus implacables ennemis? Car il faut que vous le sachiez et c'est à nous de vous le dire. Les émigrés chassés de nos frontières par les succès des armées de la République se réfugient en Angleterre, là organisés, armés par le gouvernement britannique, ils se rendent aux Antilles pour y seconder par leurs efforts les attentats de Pitt.

Les formes dont on enveloppe les opérations de la Commission des Colonies présentent le fatal inconvénient de favoriser ces mesures. Ces mêmes formes préparent aussi l'impunité de grands coupables. Quelques-uns après avoir jeté dans nos contrées un plan désorganisateur de tout système social, s'y sont gorgés d'or et teints de notre sang. Ils sont revenus ici, pour couronner les succès de l'Angleterre et pour conspirer encore sous vos yeux même, dans le sein de la République.

Il est un moyen sans doute, de rapprocher le moment où la vérité se montrera dans tout son jour. Il est un moyen de se reporter en quelque sorte sur ce théâtre de dévastation, de ruine et de trahison. Au moment où pour la première fois, on vous parla de cette grande affaire nationale, à votre tribune, on vous annonça une discussion contradictoire. Les coupables seuls l'éluent, mais nous toujours nous l'avons provoquée; nous la provoquons encore. Oui, citoyens représentants, quelques séances d'une discussion contradictoires vous feront connaître

les causes, les agents, et les instruments de la dévastation des colonies françaises. Il est donc instant de mettre chacun en mesure de prouver ses accusations.

Cette discussion contradictoire, en vous dévoilant les projets de l'Angleterre et des émigrés, vous présentera les moyens prompts et infaillibles de reconquérir sur cette orgueilleuse rivale, vos importantes possessions d'outre mer.

Etes vous bien convaincus, Citoyens Représentants, des funestes inconvénients que présentent les mesures dilatoires employées jusqu'à présent? Quel intérêt plus grand, mérita jamais l'attention des législateurs? En fut il de plus digne d'être discuté publiquement, même à la barre de la Convention Nationale?

Eh bien! Décrétez qu'au lieu d'un inventaire mécanique et sterile des papiers qui sont sous nos scellés, examen en soit fait suivant l'usage et sans déplacer.

Qu'immédiatement après cet examen la discussion contradictoire ait lieu sans délai et avec toute la publicité possible. Qu'un tachygraphe recueille les expressions littérales de chacune des parties, afin de les transmettre fidèlement chaque jour à la Convention nationale et au peuple français.

Salut; L'Archevesque-Thibaud; Duny; Verneuil; Millet; Clausson; Page; LeGrand; Brulley.

12) 3 janvier 1794, Philadelphia¹²²⁶

Les Colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie à la Législature française. Pour servir de supplément à la Dénonciation contre le ministre Genet.

3 janvier 1794

Citoyens Représentants,

Le Ministre de la République française auprès des Etats Unis, n'a pas cru devoir répondre à nos lettres des 11 et 18 novembre 1793, parce qu'il fallait le faire catégoriquement, parce qu'il fallait approuver ou désapprouver la conduite des commissaires civils de Saint Domingue, parce qu'il fallait designer les colons de cette Isle qu'il prétendait accuser d'aristocratie, parce qu'ayant dénoncé à l'opinion publique et peut être à la France, tous les colons réfugiés sans distinction, comme sans fondement, il a senti que prenant a partie l'assemblée des colons réfugiés à Philadelphie, il lui eut fallu prouver ou se retracer, enfin parce qu'il a jugé que le silence était le moyen le plus favorable au plan concerté sans doute, entre Sonthonax et lui.

Nous sommes autorisé à regarder comme une réponse indirecte, la lettre circulaire de ce ministre à tous les consuls français des Etats Unis en date du 11 novembre dernier, et sans chercher à pénétrer l'intention dans laquelle il a publié également les instructions qu'il a reçu, le 4 de janvier du citoyen Monge alors président du Conseil exécutif, nous allons présenter à la Nation française le rapprochement qui résulte de ces pièces interessantes les réflexions et les débats dont la première est susceptible.

Cette circulaire qui au premier aspect parait n'accuser que quelques contre-révolutionnaires, ne peut avoir été jetée dans le public, que pour effrayer les bons français par des déclamation injurieuse, pour tromper la France et abuser les américains sur la cause et les agents des malheurs de Saint Domingue: ce tissu de calomnies et de mal adresser est, dit-il, le résultat des observations que lui a permis de faire l'éloignement des lieux où les faits se sont passés, c'est, ajoute-il, le fruit qu'il a recueilli des mouvements de ses dénonciateurs.

Les prétendues observations du Ministre Genet, sont plutôt le fruit de ses relations avec les délégués Polverel et Sonthonax; aussi affecte-t-il toujours et partout de confondre nos impuissants efforts contre ses infractions aux lois françaises, avec les mouvements inutiles de quelques contre-révolutionnaires qui peuvent plus désormais exalter leur haine contre la France

¹²²⁶ AN, D/XXV/69.

que dans deux gazettes françaises trop peu répandues, pour faire sensation surtout chez un peuple libre et vraiment attaché à la cause de la France.

Avant que le ministre Genet, dans sa lettre du 2 novembre eut recommandé aux colons réfugié à Philadelphie de s'isoler des contre-révolutionnaires, ces memes colons avaient déjà déclarés le 27 septembre dans le n°3 d'une de ces feuilles, intitulée Journal des Révolutions de Saint Domingue, "qu'aucun acte, qu'aucun écrit de quelque nature que ce fut, n'avaient encore manifestés leurs vrais sentiments sur le genre de persécutions qu'ils éprouvaient, que leur silence prolongé deviendrait coupable, qu'ils devaient chercher à se faire entendre, que jaloux d'éclairer leur conduite, et ne sachants pas travailler dans les ténèbres, ils publiaient leur 1ere démarche (la 1ere assemblée du 30 septembre)".

Dans le même journal au n°14 du 23 octobre ils ont fait insérer un avis au rédacteur Tanguy, dont voici l'extrait: "votre nouvelle opinion est à vois, mais comme les mal intentionnés pourraient se servir de ce nouveau moyen d'erreur pour travestir encore nos intentions et les faits qui peuvent concourir à éclairer la France, ils se voient forcés de détourner cette atteinte portée à leurs principes, et à la vérité que vous délaissiez; c'est pourquoi il protestent contre les inductions que l'on pourrait tirer de vos réflexions journalière sur les maux de Saint Domingue, déclarant qu'ils n'y prennent aucune part, et qu'ils ne les regardent désormais que comme des mesures dangereuses et capables d'augmenter les maux de Saint Domingue; les yeux toujours ouverts sur les intérêts de la colonie, ils réclament l'insertion de cette pièce dans votre premier n°11.

Les Colons de Saint Domingue toujours en butte aux persécutions et toujours accusés lorsqu'ils étaient eux memes accusateurs, ont lieu de se féliciter aujourd'hui d'avoir déjoué par ces deux déclarations, les projets du ministre Genet, après des démarches aussi authentiques et dont les principes étaient d'ailleurs confirmé dans notre correspondance avec lui, voici, citoyens représentants, les réflexions que nous arrache la conduite extraordinaire de ce ministre.

Les ennemis de la France ont toujours menacés les habitants de Saint Domingue de l'établissement d'un système prétendu philanthropique qui devait renverser la constitution coloniale, c'est là le grand moyen dont ils se sont servis pour aliéner les esprits et mettre les colons au rang des ennemis de la France.

Ce système crée en Angleterre n'y a été discuté que pour être transplanté en France et adopté par une faction à la solde de cette premiere puissance: en exaltant l'enthousiasme des française et les aveuglant sur le piège le plus adroit, sur le moyen imperceptible dans son principe, main le plus sur dans son exécution, de ruiner le commerce et la marine nationale: l'or

et l'argent ont accrédité ce système qui en France n'a pas pu paraître avec les inconvénients dont il était susceptible.

En 1790, l'assemblée de Saint Marc avait sentie que ce système tout destructeur qu'il devait être, serait présenté à la nation française sous les décors de la bienfaisance que l'enthousiasme des français ne leur permettrait pas de découvrir la source empoisonnée de ce nouveau système, la nature du funeste présent que lui faisait le ministre de l'Europe, le plus ennemi de la France. Aussi cette assemblée avait elle rédigée les bases constitutionnelle de Saint Domingue, dans l'intention de conserver les îles à sucre, à la France, dans l'intention en régénérant cette colonie, d'y perpétuer les sources de la splendeur et des richesses nationales, dans l'intention d'en éloigner toutes les factions européennes, les commotions et les convulsion funestes qui se sont enfin terminées par le renversement du système Colonial et l'incendie du principal, du plus riche entrepôt du commerce national dans les Antilles.

Rappelez vous, citoyens représentants, quels furent alors les ennemis de cette assemblée? Le ministre La Luzerne et cette cohorte contre-révolutionnaire qui en Europe comme dans les Antilles suivaient des plans, exécutions, ses ordres! Quel fut son dénonciateur et son juge? Barnave! Qui dicta le funeste decret du 12 octobre 1790 qui commence par un mensonge, Barnave! Qui surpris la religion de l'assemblée constituante au point de faire décréter que ce décret du 12 octobre et le rapport qui le preceda ne seraient point discutés! Barnave! Rappelez vous enfin qui dirigeait alors les opérations du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif concurrent les colonies? Et vous trouverez toujours le conspirateur Barnave! C'est cette confiance aveugle, c'est cette longue suite d'erreurs qui ont préparés la ruine de Saint Domingue, achevée par la faction qui dirigeait Polverel et Sonthonax: c'est d'après le même plan, d'après la prévention des ministres LeBrun, Clavière, Garat, Roland, Pache et Monge qui ont rédigé les instructions du ministre Genet, que ce délégué de la République française accuse indistinctement aujourd'hui tous les colons de Saint Domingue et de la ruine de cette importante section de la république, et de la trahison qui y a attiré les ennemis de la France, tandis que lui même par l'inaction dans laquelle il a tenu les forces navales, a si puissamment secondé les préparatifs des commissaires Polverel et Sonthonax, pour l'exécution du traité fait à Londres le 25 fevrier 1793 au moment ou Brissot venait de voter la guerre contre l'Angleterre, traité qui remettait la partie française de Saint Domingue sous l'autorité de la Grande Bretagne qui en a fait prendre possession par un vaisseau de 50 canons et deux frégates, lorsque le ministre Genet, au mépris de l'institution de la Marine qui ne reconnaît qu'un chef unique et responsable, sous le prétexte de réorganiser les forces navales, établissait sur l'escadre français un comité chargé d'exécuter ses ordres, ordres dont le résultat a été de relever de leurs

postes le contre-amiral Cambys, les officiers, marins ou soldats composants la station des Isles françaises de l'Amérique Sous le Vent, poste qui leur était assigné par le conseil exécutif et entrant dans les dispositions ordonnées pour la conservation des Isles françaises, lorsqu'enfin ce ministre aurait pu opposer aux anglais, deux vaisseaux de 74 canons, cinq frégates de 44 et 36, 3 corvettes et 4 brigantins armés en guerre et tous les colons qui ne respiraient qu'après le moment de retourner sur leurs foyers.

Cependant après avoir si bien secondé les auteurs de notre ruine, le ministre Genet sans distinction de personnes, ni de principes, se plaint amèrement que quelques colons de Saint Domingue, le dépeignent comme l'apôtre d'un système que leur résistance et leur orgueil ont seuls provoqués et faites naître: nous demanderons au citoyen Genet, quel est ce système que notre résistance a fait naître?

L'affranchissement général des esclaves que les commissaires civils se sont permis de publier contre le vœu de la loi du 13 mai 1791 et leurs propres serments cet affranchissement serait-il ce système qu'une résistance imaginaire a fait naître et si malgré l'éloignement des lieux, il a pu faire quelques observations sur les mesures rigoureuses que notre résistance dit-il a exigé, n'ont elles pas dû porter sur l'étrange abus d'autorité qui a déterminé Polverel et Sonthonax à anéantir une loi constitutionnelle, pour y substituer un système destructeur provoqué par les ennemis de la France, et nous le renvoyons à cet effet à la correspondance de Clavière et Roland avec les agents du ministre Pitt.

Le Citoyen Genet s'est trahi lui même, et nous invitons la convention nationale au nom de toutes les colonies françaises, au nom de l'intérêt national et de la justice qu'elle doit à tous les français, d'interpeller ce ministre sur la nature du système dont l'application vient de lui échapper si publiquement.

De défaut de distinctions de personnes, dans sa lettre aux consuls, nous force de découvrir les pièges de son perfide enthousiasme; les représentants d'un peuple libre ne se laisseront pas surprendre pas des mots, et l'éclat emphatique de la circulaire du ministre Genet disparaîtra bientôt devant l'interpellation que nous réclamons et à laquelle nous pourrions borner notre défense, s'il n'était pas de notre devoir de ne laisser échapper aucun moyen d'éclairer la France.

C'est, dit le ministre Genet, en rappelant aux hommes les circonstances qui ont amenés les malheurs que nous déplorons tous, que nous devons entreprendre de justifier la nation française.

Si ce ministre eut vraiment d'éploré les maux de Saint Domingue, il n'en eut pas ouvertement protégé les auteurs et les instruments, il eut entendu les victimes, il leur eut procuré les moyens de porter leurs griefs au tribunal de la nation: il eut publié notre correspondance et nos

protestations contre les attentats commis sur les colons et la colonie, c'est ainsi qu'il devait répondre aux clameurs aristocratiques de quelques individus dont les efforts ne uniront jamais à la France pour laquelle le citoyen Genet n'a encore montré de l'enthousiasme que dans ses écrits, tandis qu'il eut pu soutenir efficacement ses intérêts avec des vaisseaux, des hommes et de l'argent.

C'est en vain que ce ministre attache autant d'importance aux mouvements de quelques contre-révolutionnaires dont les efforts, dit-il, tendent à lui enlever la confiance, à lui aliéner l'affection de la nation.

Dans le poste ou le conseil exécutif avait placé le ministre Genet, il lui était facile de mériter la confiance de la nation, des malheurs inouïs fondaient presque sous ses yeux, sur la plus florissante des colonies françaises, qu'a-t-il fait pour les arrêter? Quel usage a-t-il fait des vaisseaux qu'il avait à sa disposition? Quelle protection a-t-il donné au commerce français? Quel soulagement a-t-il donné aux colons, pas même celui d'instruire la France de leurs malheurs, pas même les moyens d'en obtenir justice? Est-ce donc par une pareille conduite qu'un fonctionnaire public peut prétendre à l'affection de la nation?

Citoyens représentants, il est cruel sans doute pour les colons de Saint Domingue d'avoir sans cesse à se garantir des coups qu'on ne leur porte jamais que dans les ténèbres, le ministre Genet n'a pas cru devoir répondre aux lettres pressantes que nous lui avons écrite et dans la circulaire aux consuls français des Etats-Unis il dit: "Quoi! Parce qu'une résistance obstinée à exigée des mesures rigoureuses, parce que la verge inflexible de la loi a frappé les réfractaires qui ont refusés de s'y soumettre etc. Peut on nous accuser de vouloir répandre la même désolations dans un continent où une telle tentative serait aussi ridicule que la seule idée en deviendrait criminelle?"

La Convention nationale protectrice de la constitution jugera quelle devait être notre Résistance à une désolations dont la tentative dans le continent américain serait aussi ridicule que la seule idée en deviendrait criminelle: la convention jugera si ses délégués ont dus anéantir la représentation coloniale, s'ils ont dus substituer l'autorité inconstitutionnelle des commandants militaires à l'autorité légale des municipalités; c'est par la violation des principes de l'égalité, c'est par la violation des propriétés et de la liberté individuelle que ces usurpateurs ont anéanti à Saint Domingue, tout système de gouvernement.

Voilà, citoyens représentants, des détails que le ministre Genet ne croit pas prudent de porter à votre tribunal et s'il n'était pas certain que Sonthonax et Polverel ont été les seuls réflexions à la loi du 4 avril, a toutes les lois prendrait il faut de précautions pour écarter nos plaintes et les commissaires qui étaient chargés de vous les présenter?

Cette tyrannie ministérielle, ces raisonnements entortillés appellent toute votre attention sur la cause des colons; nous provoquons de nouveau votre justice et la sévérité des lois contre celui qui a protégé publiquement les agents, les envoyés des cannibales qui ont faits un vaste désert de votre plus riche colonie, contre celui qui a cru devoir fermer les yeux sur des crimes avérés pour s'occuper des soupçons faux et injurieux.

Le coeur navré des moyens de tyrannie qu'on a employé contre les colons, nous jetons dans ce moment, les yeux sur les dépêches du citoyen Monge ministre de la marine, aux commissaires civils, sous la date des 24 janvier, 15 et 16 février 1793. Cet ouvrage où tous les blancs sont jugés ennemis de la France, ou les citoyens de couleurs, pendant deux ans, instruments de nos malheurs et de la contre-révolution dans les mains de Blanchelande, sont regardés comme les seuls qui puissent sauver la colonie, cet ouvrage enfanté par la faction Brissot fut un ordre de destruction pour Saint Domingue, le despotisme le plus absolu y est encouragé, l'anéantissement de tout système de gouvernement y était préparé avec l'art dont cette faction couvre ses projets depuis 1790. Enfin ils sont remplis et le Pavillon Britannique flotte à Saint Domingue.

Le Ministre Genet, dans sa circulaire, argue contre nous, de ce que toutes les Antilles ne sont pas réduites au même degré de misère que Saint Domingue: à cet argument perfide de collège, nous répondrons que Saint Domingue mettait plus de 400 millions en circulation dans le commerce national, que cette colonie à elle seule rendait plus que toutes les Antilles, nous lui dirons qu'une puissance ennemie de la constitution et trop voisine de la partie française de Saint Domingue, non seulement s'est crue dispensée d'exécuter avec la nation, les traités faits avec l'ancienne cour de France, concernant la réduction des esclaves au cas de révolte, mais encore a eu l'impudeur de tolérer et de mettre à profit les brigandages des révoltés de la province du nord: nous rappellerons aux représentants de la nation que les représentants de la colonie en 1790 furent jugés sans avoir été entendus, et assumèrent sur leur tête par leur résistance à l'oppression la haine de toutes les factions ennemies de la Révolution française. Nous déclarerons enfin que la faction Brissot, esclave attachée aux intérêts de la Grande Bretagne, a eu l'art de faire choisir depuis 18 mois ses agents pour toutes les places qui avaient des Relations avec Saint Domingue. Les agents de cette faction ont-ils jetés le trouble dans les bourgs et villages de France?

Non sans doute! C'est à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à Paris qu'elle a jugé la guerre civile nécessaire: c'est ainsi que Saint Domingue fut choisi comme tenant le premier rang dans les Antilles.

La France n'apercevra-t-elle jamais que nos maux n'ont augmentés qu'en raison des succès de sa Révolution? Ne se convaincra-t-elle jamais que l'anéantissement du commerce national et de la marine de l'état était combiné par la perte des colonies?

Le ministre Genet ajoute: "toutes les preuves de la droiture de nos intentions et les dispositions les plus solennelles seront-elles insuffisantes pour nous disculper de l'imputation qu'on nous fait d'une telle rage de désorganisation? Nous avons accusés ce ministre et nous l'accusons encore de complicité avec les délégués infidèles de Saint Domingue, nous l'avons accusé et nous l'accusons encore d'avoir, par une inaction réfléchie et combinée, livré la Mole et Jérémie aux anglais: si d'autres imputations ont acquis de la consistance dans des feuilles françaises que nous avons désavouées, c'est à leur auteur qu'il doit s'en prendre. Il est indigne de la franchise et de la loyauté d'un Républicain, de confondre, avec connaissance de cause, des accusations fondées avec des soupçons que sa conduite pouvait démentir.

C'est notre correspondance, c'est notre profession de foi qu'il lui fallait attaquer, dévoiler aux yeux des représentants de la nation et non pas les sarcasmes méprisables de folliculaires désavoués par la majorité des français réfugiés dans le continent.

Comment concilier cette conduite avec le Republicanisme dont il se pare dans une de ses lettres au secrétaire d'Etat des Etats Unis, dans laquelle il dit: "la politique de la France régénérée ayant pour base la candeur, la franchise et la publicité, le secret mystérieux des cours étant bannis de ses conseils, le seul art de ses agents publics étant de n'en employer aucun etc.". Sa conduite ténébreuse avec les colons, l'art avec lequel il a éloigné les forces de la République qui pouvaient protéger le commerce des colonies françaises avec les Etats Unis, le secret dont il a enveloppé la députation prétendue coloniale de Sonthonax, le mystère que l'on a employé dans cette mission, l'accueil particulier fait par ce ministre aux agents infâmes des derniers désastres de Saint Domingue, ces manèges, cette conduite révoltante peut elle porter sur les bases politiques de la France régénérée?

Si le Ministre Genet est convaincu de ne s'être pas conformé aux instructions qu'il a rendu publiques, ne sommes nous pas autorisé à soupçonner qu'il en a du secrètes. Si le ministre Monge écrivait aux commissaires civils à Saint Domingue, à la même époque où se rédigeaient les instructions du ministre près les Etats Unis: "ayez sans cesse devant les yeux que si vous rappelez la calme à Saint Domingue; que si vous lui rendez son ancienne splendeur, vous aurez bien mérité de la patrie". Certes, ces instructions ne portaient pas l'ordre de tout bruler, de tout dévaster, elles n'annonçaient pas l'intention de reporter, de piller, de massacrer les infortunés habitants de Saint Domingue, elles n'enjoignaient pas enfin d'anéantir une loi constitutionnelle pour y substituer un système qui renverse de fond au comble la constitution coloniale, et

cependant le ministre Genet, toujours apologiste des actes de Polverel et Sonthonax, présente ces mesures rigoureuses comme nécessaires, comme la verge inflexible qui a frappé les réfractaires qui refusaient dit-il de se soumettre à la loi et ce sont ces mesures elles-mêmes qui ont substitué au système à la loi. Ces mesures donc, de la part des commissaires civils et leur apologie de la part du ministre Genet seraient-elles l'effet d'instructions secrètes? Ce ministre lui-même nous laisse apercevoir qu'il en a incontestablement. Nous voyons dans celle qu'il a publiée: "que le ministre de la guerre lui délivrera des commissions en blanc pour plusieurs grades d'officiers dans l'armée".

Ce n'est point à nous à discuter l'illégalité, le danger de cette mesure, mais comme ses instructions ne font aucune mention de l'usage qu'il fera de ces commissions, nous nous bornons à en tirer cette induction incontestable, c'est à dire que le ministre Genet a des instructions secrètes.

Ce ministre finit sa circulaire par la condamnation des individus qu'il a protégé au mépris de la constitution et de ses devoirs.

"Le peuple français, dit-il, serait le premier à punir les agents prévaricateurs qui oseraient abuser de sa confiance, troubler les nations, contrevenir aux lois, et détruire les fondements des propriétés".

Citoyens représentants: vous voyez, dans ce peu de mots, le précis des crimes de Polverel et Sonthonax, nous vous avons tracés la conduite de leur protecteur dans les Etats Unis, vous avez nos plaintes et nos dénonciations sous les yeux; la France vient de terrasser ses ennemis en Europe, ceux qui ont perdus Saint Domingue, triomphent encore au milieu des instruments dont ils se sont servis, Représentants de la ... vengeurs des outrages qu'elle a reçus dans l'Amérique, vous connaissez aujourd'hui les coupables, frappez et Saint Domingue renaissant de ses cendres, relèvera bientôt l'éclat et la splendeur du commerce national.

Salut.

Signés les Président et Secrétaires

13) 15 febbraio 1794, Philadelphia¹²²⁷

Les colons patriotes de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie

À la Législature française,

Pour servir de supplément à l'adresse du 26 janvier dernier.

Philadelphie le 15 fevrier 1794 l'an deux de la République française une et indivisible.

Citoyens représentants,

Nos commissaires sont chargés de vous présenter nos proclamation du 13 novembre des paroisses Saint Marc, Verettes, et Petite Rivière réunies, ainsi qu'une circulaire d'un soi-disant conseil des ... et d'union des dites paroisses, dans laquelle la signature Président de ce conseil, contre-révolutionnaire connu, annonce que sa corporation va exercer provisoirement l'autorité qui était été délégué aux commissaires civils;

Si les colons patriotes de Saint Domingue pouvaient oublier les assassinats, les persécutions qu'ils ont éprouvé de la part d'une pareille corporation, formé à Saint Marc du temps de Blanchelande, s'ils pourraient oublier que c'est dans ce repaire de contre-révolutionnaires, d'assassins de toutes les couleurs, que c'est dans cette infernale cité que le meurtre des représentants de la colonie fut médité en 1790; s'ils pourraient oublier qu'en 1791 de tous les parties de les colonie, les ennemis de la France se précipitaient dans cette ville sous la protections des hommes de couleur, instruments de l'incendie, de la révolte et de la contrerévolution; s'ils pouvaient oublier que le sanguinaire Pinchinat, entouré des blancs que Brissot présentait à la France comme les bons citoyens, s'ils pourraient oublier que ce machinateur incendiaire osa dire, ou imprimer en 1791.

Plongeons nos bras ensanglantés dans le coeur de tous ces monstres d'Europe, s'ils pourraient oublier que ce fut là le langage de cette corporation, ils ne regarderaient sans doute cet établissement que comme en moyen légitime de résistance à la pression; mais les principes empoisonnés de cette horde d'assassins pourraient-ils jamais produire rien de juste, rien de consolant: c'est ainsi que Polverel et Sonthonax abusant des dénomination les plus chers aux Français; c'est ainsi que sous prétexte de tranquillité publique, ils porteront partout; et par qui, par ceux là même qui forment aujourd'hui cette corporation envahissante de paix

¹²²⁷ AN, D/XXV/69.

l'union, signe ... de l'assemblée provinciale du nord, qui osa ensevelir dans le silence le testament de mort de l'homme de couleur Ogé.

L'une de ces corporations servit Blanchelande et la contre-révolution, l'autre servit Brissot et les tirans de Londres.

Citoyens Représentants, Saint Domingue gémissant sous le poids de la prévention nationale, sous les crimes de deux factions également coupables, n'a pas pu jusqu'au present se faire entendre: les colons Patriots de cette colonie font un dernier effort; l'acte de navigation, malgré tous les trames dont ils sont environnés, leur font espérer que la France, mieux instruite, ne les abandonnera pas.

La République française ne doit pas être dupe des traités, des concordats, et conseils de paix formés une cité proscrite à jamais dans l'opinion publique: c'est le germe de nouveaux projets contre la révolution; un nouveau plan de résistance à la Mère Patrie s'élève, ..., Saint Marc sont déjà sous la dénomination anglaise. Jérémie, ..., éprouve la même sort; mais cette dependance, menacé par les hommes de couleur de cette même ville de France, l'autres lieux et par tous les forces que les commissaires civils avaient pu réunir, avait à craindre par la révolte, une destruction entière la prochaine: la nature, l'humanité lui fit pour ainsi déjà un devoir d'un acte de trahison.

Voilà, citoyens représentants, la cruelle alternative dans laquelle depuis 4 ans, les hommes de couleur secondant Blanchelande et les commissaires civils, ont mis presque toute la colonie: ces hommes ignorants, ingrats, et susceptibles d'être fanatisés par le premier traître qui voudra s'en servir, sont incapables d'apprécier les droits de l'homme: leur brutalité, leur ignorance, les leur à tour fait violer, tandis que les blancs, retenus par leurs principes et leur modération, eussent pu faire disparaître du territoire français de Saint Domingue, et l'aristocratie, et la classe ingrate et coupable, dont elle s'en toujours servi. Notre soumission aux lois fut extreme comme nos malheurs; nous ne pouvons donc considérer ce prétendu conseil de paix et d'union, où la politique aristocratique fait encore dominer les hommes de couleur, que comme une corporation destinée à méditer de nouveaux malheurs: son premier ouvrage a déjà été de soumettre les paroisses qui s'y étaient réunis, à deux anglais envoyés au nom de George Trois.

Ils voulaient, disaient-ils, résister à l'oppression; ils envoient fidélité à la Mere Patrie: cette parti de la colonie fut toujours en force contre la révolte, puisque c'était delà que portaient tous les ordres de rébellion: s'ils ont pu résister aux commissaires, leur trahison fut inutile; l'aristocratie le Language républicain qu'ils affectent; c'est pour les réunir et les livrer

que l'on formait cette dernière corporation; enfin il leur font des tyrans; nés dans l'esclavage, ils ne connaissent ni frères, ni amis.

Salut

Claussion, Chotard Aîné, Barrault de Narcay...

Nous déclarons même que chez le ministre Genet, et dans les bureaux des consulats français dans le continent, les hommes de couleur et nègres libres, ceux même qui se sont le plus montrés dans différentes révoltes, sont accueillis et reçoivent des secours, tandis que nous les patriotes connus et désignés par Polverel et Sonthonax y sont reçus, et même humiliés, au lieu d'être secourus comme le sont beaucoup de ces colons, qui après avoir porté le pompon blanc à Saint Domingue, portent aujourd'hui avec affectation des crêpes, au lieu de cocarde nationale, et dont nous avons toujours lieu de soupçonner quelques machinations.

Claussion, Chotard Aîné ecc.

14) 18 gennaio 1794, Philadelphia¹²²⁸

Les Colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie

Au citoyen Genet, ministre plénipotentiaire de la République française près les Etats Unis.

Philadelphie le 18 janvier 1794.

Malgré l'énormité des griefs que nous avons portés contre vous, à la Convention nationale, malgré les injustices dont nous sommes depuis si longtemps victimes, nos devoirs n'en seront pas un instant altérés, et jusqu'à ce que vos jugement de la nation française ait prononcé entre les colons patriotes de Saint Domingue et vous, nous vous adresserons toujours tout ce que notre patriotisme et nos devoirs nous indiqueront suivant les circonstances.

Des royalistes insensés, des habitants des Antilles françaises, viennent de publier sans signatures, un placard ayant pour titre: "Service funebre de Louis XVI. Proposé pour le 21 janvier aux français de tous les âges et de tous les climats, qui honorent la vertu, servent Dieu et aiment le Roy. Commenant par ces mots: Séparés par l'immensité des mers et finissant par ceux ci: le Rejeton de tant de rois l'auguste Louis 17".

C'est, disent-ils, pour défendre la Religion de leurs pères, que les ennemis de la France sont armés.

Depuis que nous avons les yeux ouverts sur la cause des peuples, depuis les premiers efforts de l'aristocratie contre la liberté, depuis notre journée du 29 au 30 juillet 1790, depuis les premiers assassinats commis dans la rade du Port au Prince sur les amis de la constitution française, depuis que Saint Domingue en cendres est victime de ces prétendus défenseurs de la religion de leurs pères, jusqu'au moment où désordres arbitraires par la violence, jusqu'au moment où le fer de la flamme nous ont éloignés de nos foyers.

Nous avons toujours lutté contre les déclamations perfides, contre les manoeuvres exécrables de ces amis des lois, de la religion et de leur patrie. Les américains ne seront pas dupes de la bassesse avec on les flatte, de l'affectation avec laquelle on leur cache la vraie cause d'une guerre aussi generale, aussi ... libres et sans rois, ils reconnaitront que leur cause est celle des français, ils reconnaitront que le roi servit de prétexte et d'instrument aux horreurs dont la France est environnée, comme le nom de Georges III sur ... eux, le signal du carnage et de la dévastation de leur pays.

¹²²⁸ AN, D/XXV/69.

Les Etats Unis d'Amérique, en 1778 ont secoués le joug des tyrans de Londres, et la France entière n'aurait le droit de faire ce qu'une portion du peuple anglais a eu le courage d'entreprendre!

Que ces défenseurs de la tyrannie cessent d'invoquer la religion qu'ils profanent depuis tant de siècles; qu'ils plus vrais, qu'ils disent: nous avons voulu écraser les peuples, mais les peuples ne l'ont pas soufferts.

Nous n'entreprendrons pas de refuser ce langage hypocrite que l'on presente aujourd'hui aux esprits faibles de tous les âges, de tous les climats. La cause du peuple est la cause de Dieu.

Déjà le peuple français triomphe et bientôt les ennemis de la France sentiront que c'est de leur opp[osition] à tous les principes d'ordre et de justice naturelle que sont découlas tous les maux dont ils se plaignent et que partageons depuis trop longtemps avec eux.

Voilà, citoyen ministre, la profession de foi que nos devoirs et les circonstances nous forcent de vous ... sous les yeux; nous allons adresser une copie à la Convention; nous devons l'instruire partout les ... possibles des manœuvres qui ont concours aux malheurs de Saint Domingue; nous devons lui faire connaitre que ces majorité des colons de cette Isle, est amie de sa constitution, que notre éloignement, en servant nos ennemis, a plus contribué au succès des calomnies, dont on n'a cessé de nous accabler.

Nous vous prions de nous accuser reception de la présent. Salut, signés Barrault de Narcay, président, Chotard ainé et Clausson secrétaires.

Correspondance entre les Colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie et le Citoyen Genet Ministre plénipotentiaire de la République près les Etats-Unis.

Philadelphie le 15 octobre 1793 l'an 2 de la République française une et indivisible.

Citoyen Ministre,

l'assemblée des colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie, a arrêté que son président ferait connaitre au Ministre plénipotentiaire de la République française son voeu, sur l'envoi de trois commissaires à la legislature française, sur la nature des réclamation dont ils sont porteurs.

C'est pour quoi elle me charge de vous adresser expédition des Représentants, pouvoirs et protestations qu'elle a délibéré de faire à la legislature française et à tous les français, contre les attentats commis sur la partie française de Saint Domingue, par les délégués de la République.

Il n'est pas necessaire d'après les malheurs de cette colonie, de vous rendre compte de la position des citoyens qu'elle a choisie à cet effet, vous jugerez facilement surtout dans la circonstance présente qu'un pareil voyage doit-elle à la charge de la Colonie. Je me hate donc de vous faire au nom de l'assemblée ou plutôt de tous les français du continent, la demande d'une somme de douze mille lions tournois, pour les frais de ce voyage qui seront comptés savoir la somme de quatre mille lions à chacun de dits commissaires.

L'Assemblée présume assez de votre zèle pour les intérêts nationaux en danger, pour croire qu'aucune difficulté ne s'élèvera contre sa demande. J'ai du lui faire part de votre silence sur ma 1ere dépêche elle a su l'apprécier. Songez, citoyen, que vous êtes le défenseur des intérêts de la France, auprès les Etats Unis et que se sont des français qui réclament, que des français ont le droit d'attendre une réponse satisfaisante ou au moins des raisons au lieu de votre silence. Les deux citoyens que je charge de vous présenter ma deuxième dépêche sont aussi chargés de recevoir votre réponse.

Salut,

Signé Barrault Narcay, Président.

Beauvarlet, chargé des affaires des Consulat de Philadelphie au Citoyen secrétaire de l'Assemblée des Colons.

Philadelphie ce 21 octobre 1793

Citoyen

Les affaires que les colons réunis en assemblée peuvent avoir à traiter avec le citoyen Genet comme ministre plénipotentiaire de la République auprès des Etats Unis nécessitent un point central d'adresse pour sa correspondance; je vous invite d'après la demande qu'en fait le Ministre de lui indiquer par ma voie ou directement si vous le jugez plus convenable, ce point central d'adresse.

Salut en la patrie,

Signé Beauvarlet

Claussion secrétaire de l'assemblée des Colons réfugiés à Philadelphie au citoyen Beauvarlet chargé des affaires du Consulat en cette ville.

Philadelphie, le 26 octobre 1793 l'an 2 de la république.

Citoyen

Je n'ai reçu qu'hier votre lettre du 21 de ce mois et qui aurait du être adressée au Président de l'assemblée, je la lui ai communiqué et je vous préviens que pour remplir le vœu qu'elle exprime, le président se propose de correspondre directement avec le citoyen Genet ministre plénipotentiaire de la République française.

Salut en la patrie,

Signé Claussion.

Philadelphie le 26 octobre 1793

Les président et secrétaires de l'Assemblée des Colons réfugiés à Philadelphie au Citoyen Genet Ministre plénipotentiaire.

Citoyen Ministre

Nous ne seront pas à quoi nous devons attribuer les lenteurs que les français de New York éprouvent dans la démarche que nous attendons d'eux, l'adhésion de nos protestations contre les crimes des délégués de la République à Saint Domingue. Nous leurs en avons adressée une copie pour vous être présentés, vous y verrez la cause des maux de cette colonie, vous y verrez

que les contre-révolutionnaires y ont agis sous toutes sortes de masques, vous y verrez que les français fidèle et malheureux de cette Ile méritent des égards de toutes les autorités françaises dans quelque endroit de la terre qu'elles soient constituées.

Nous avons reçu par le ministère du citoyen Beauvarlet, l'invitation que vous faites à l'assemblée de vous indiquer un point central d'adresse pour votre correspondance. l'assemblée a terminé ce qu'elle avait à traiter par les protestations que vous devez avoir reçues et l'adresse que nous vous avons faite à ce sujet là se bornent pour le moment les instructions qu'elle a à donner à la Convention, et le point central qu'elle a indiqué à tous les français pour sa correspondance; indiquée à tous les français pour sa correspondance, est l'adresse de son président. Elle a voulu par-là, éviter le tumulte des assemblées et entretenir l'union parmi les amis de la République, sauf à convoquer extraordinairement l'assemblée dans les cas que l'intérêt national n'exigera.

Elle attend avec impatience le résultat de ses démarches vers vous, elle a déjà par notre Ministre, expédié pour la Convention, le primate du travail qui a du vous être présenté, elle fait part à la France de la disposition présente de Saint Domingue, elle ne doute pas que la République entière n'ouvre enfin les yeux sur cette malheureuse colonie et ne se venge de ceux qui sont trompés.

Salut,

Signé Barrault Narcay, président

Chotard ainé et Clausson, secrétaires

Autre lettre des memes, au Citoyen Genet

Philadelphie le 28 octobre 1793

L'an 2 de la République

Citoyen Ministre,

Nous vous adressons copie de l'adhésion des français de Baltimore aux représentations, pouvoirs et représentations à la legislature française et à tous les français que vous devez avoir reçu et sur lesquelles nous sommes encore sans réponse.

Nous comptons toujours, citoyen Ministre, sur le zèle que vous mettrez dans cette affaire en ce qui vous concerne.

Le temps presse, le mal augment, le sort de Saint Domingue abandonné, le système destructeur qui l'accable, exige longtemps vengeance chez toutes les nations. La France trahis dans tous les coins de la terre, succombera-t-elle dans les Antilles par l'abus terrible que l'on fait de ses lois. Il ... un terme à tout et sa vengeance n'eut peut être pas loin.

Salut en la patrie

Signé Barrault Narcay President,

Chotard ainé et Clausson secrétaires

Autre lettre des memes au Citoyen Genet

Philadelphie 4 novembre 1793, l'an 2 de la République

Citoyen Ministre,

Les amis de la France, les colons de Saint Domingue attachés à la République française avaient depuis longtemps prévus le sort de cette colonie. Les persécutions qu'ont éprouvés ses représentants dans toutes les occasions, le doutes perfides et simulé qu'on a toujours jeté sur leurs intentions, l'importance, les abus de pouvoirs, le troubles et la méfiance continuellement provoquées par les chefs civils et militaires, les déportations qui devaient résulter de leur combinaisons, voilà ce qui a conduit Saint Domingue à sa peste, ses habitants au désespoir. Un tissu d'horreurs et de perfides livre à l'ennemi extérieur le Mole & Jérémie tandis que l'ennemi intérieur continue d'anéantir la culture en violant les propriétés, dissout les corps populaires et tappe tous les bases sur lesquelles reposent les lois et la sureté de la République, enfin opéré pour la seconde fois la contrerévolution par ceux la même qui devaient mourir pour la Constitution en défendant leur pères, leur bienfaiteurs, leur égaux.

Voilà le sort que la France éprouve en ce moment, les combinaisons de les ennemis sont partout les memes, mais la France saura se venger en dépit de ses détracteurs et des puissances coalisées contre elle.

Nous devons, Citoyens Ministre, l'instruire de notre sort, de celui de sa plus belle, de sa plus malheureuse colonie, nous avons en conséquence expédié pour la Convention, le Duplicata de nos protestations, nous lui annoncera le départ prochain de nos commissaires, à qui nous avons donné une confiance qui est à nous, une confiance qui est le résultat du premier des droits du peuple, celui de la représentation, la France n'aura pas à nous reprocher de lui avoir laissé

ignorer nos malheurs: vous seul, aujourd'hui citoyen Ministre, arrêtez le départ de ces commissaires dont la legislature à besoin.

Votre silence sur nos trois dernières dépêches doit nous surprendre, le peu de zèle que vous mettez dans une affaire qui demandait la plus grande célérité, cette lenteur contraire aux intérêts de la France est prête à indiquer des Républicains, des hommes qui connaissent les droits du peuple.

Méconnaissez vous à cette franchise, une section du peuple que vous représentez? Prétendriez vous vous essayer des rapports, des ironies indécentes de feuilles publiques dont nous avons publiquement désavoués les principes? Ou la République française trouverait elle un ennemi dans celui qu'elle a comblé d'honneurs et de bienfaits?

Nous suspendrons notre jugement, mais nous déclarons au ministre plénipotentiaire de France, que cette dépêches demeurant encore sans réponse, au retour de ... nous regarderons sous silence comme un refus manifeste ce que dès ce moment, sa responsabilité est ouverte entre lui et les français patriotes de Philadelphie, Baltimore, New York et les autres villes du continent. La legislature qui a du ouvrir ses séances le 1er novembre vous jugera.

Salut,

Signé Barrault Nacay, Chotard Aîné, Clausson

P.S. nous avons reçu l'adhésion des français de New York à nos protections, nous n'avons pas cru devoir vous en adresser expédition, presumant bien qu'elle vous sera été remise au nom de l'assemblée séante à New York.

Le Citoyen Genet Ministre Plénipotentiaire de la République française au Citoyen Barrault Narcay.

New York le 2 novembre 1793, l'an 2 de la République française

Je réponds, citoyen à vos lettres des 13, 26 et 28 du mois dernier. Mon silence vous a étonné, l'embarass et la multitude des affaires ont occasionnés cet retard dont j'ai bien de me féliciter puisque j'ai été à ... de vois se developper des événements qui donnent de la fixité à mes idées et de la stabilité à mes soupçons.

Un destin ... qui j'aurait désiré prevenir a porté dans ma mission des affaires dont j'aurais voulu chargé des simples approvisionnements de Saint Domingue, je m'étais peu mis en mesure d'en juger les événements politiques correspondre avec les autorités constituées, cet

une loi portant fonctionnaire public, je me l'imparai comme ... des malheurs ... ont amenés une foule de réfugiés, les forces navales de cette colonie dans les ports américains. La volonté la plus fortement exprimée des équipages m'a empêché de les y envoyer après les avoir désorganisés, c'est à la Convention Nationale seule que je tendrais compte de l'emploi que j'en ai fait.

Cependant puisqu'il m'a tellement été impossible de me séparer des mouvements politiques de votre île, que je me vois aujourd'hui forcé de prendre des mesures qui y ont rapport.

Je dois à la République de discerner ses vrais amis, et à ma place de ne pas la compromettre. Je ferai passer aux représentants du peuple français le mémoire que vous m'envoyez, mais j'en appelle à vous memes, croyez vous que les événements n'en changeront pas l'influence? L'éloge de Jérémie et du Mole vous donnerait-il des approbations ou des juges? Justifie-t-il vos prétendus ennemis où vos prétendus défenseurs? Je passe sur ce qui me concerne dans ce mémoire, je crois que les rédacteurs sont trompeurs ou trompés et je suis convaincu qu'ils voudraient actuellement pouvoir retirer cette pièce qui ne peut qu'accélérer leur condamnation. À Dieu ne plait, Citoyen, que je cherche à plonger dans les faits que vous retracez la série! À Dieu ne plait que je parcoure cette histoire malheureuse, ses épisodes, et ses romans; ses digressions apparentes courant une trame non interrompue de conspiration! À quoi bon relire des erreurs palliées par des infortunes, des crimes ... sous des décombres et de grands coupables livrés à l'adversité et à la misère? C'est à la postérité impartiale à balancer la grandeur des causes et la monstruosité des effets, à calculer les réactions des préjugés et de la philosophie, le pouvoir des rétractations et des recommodements, des agressions gratuites et des représailles aveugles et la fin probable de ces inimitiés polyformes qui en se décidant sans cesse, en s'étourdissant de leur propres querelles, livrent des armes à leur ennemis communs.

Je ne prononce que sur ce qui m'entoure. La misère et la fin se réclament de moi. J'instruirai bientôt le public de ce que j'ai fait et de ce que je compte faire. Mais en donnant les secours de la République aux malheureuses victimes des événements des Colonies, qu'elle conduite doit je tenir envers ceux s'en déclarent les Chefs et les auteurs? Ou sont les plus dangereux ennemis de la République? Ou sont ceux qui discréditent ses ressources, méprisent son enthousiasme et ridiculisent les efforts? Ou sont ces âmes qui se déclarent trop viles pour être libres, et trop étroites pour en concevoir dans les autres le noble besoin? D'où partent ces clameurs qui aristocraties des américains indisposés par des intérêts semblables, qui royalisent des âmes lasses du régime de la liberté? Qui soudoie enfin ces presses payées pour vomir le venin de la calomnie contre la délégation de la République dans les Etats Unis? Je me ne pense

de répondre, mais ceux qui ne se sentent pas coupables le déclarent et que la nation française reconnaisse ses frères ou les serpents qu'elle a nourris dans son sein.

Les personnes qui se sont présentés de la part des Colons de Saint Domingue, devant moi, m'assurent que ceux qui les envoient, ne trompent point dans ces conjurations aussi ridicules que monstrueuses; mais leur mémoire ... à toujours les gens du Mole et de Jérémie, ils y regrettent le traître Galbaud qui devait aller coopérer avec eux, et qui est allé aujourd'hui à Montreal ou à Quebec. Leurs trois commissaires sont chargés de se réunir à des humains dont les principes sont connus. Parmi vos commissaire eux memes, je vois un nom contre lequel l'opinion publique prononce et qui des renseignements privés proscrivent.

Veuillez donc citoyen, déclarer à vos Concitoyens de ma part, que je désire que les bons citoyens s'isolent des Contre-révolutionnaires et des Royalistes, que je ferai passer en France ceux qui sont considérés comme déportés et qui peuvent avoir des plaints ou des réclamations à présenter au corps législatif français, mais je ne peux considérer comme députés de la Colonie les personnes que vous nommés.

1° Parce que d'après les nouvelles lois, la Colonie n'est pas seulement représentée par des blancs;

2° Parce que dans un pays étranger, il ne peut point exister d'assemblée coloniale;

3° Enfin parce que les peines les plus sévères étant portées contre les fonctionnaires qui favoriseraient la rentrée d'un traître en France, je ne puis faire passer aux frais de la République des hommes qui s'avouent les apologistes des deux plans qui ont trahis la République.

Signé Genet

Les Président et secrétaires de l'Assemblée des Colons réfugiés à Philadelphie au Citoyen Genet Ministre de la République française auprès des Etats-Unis

Philadelphie 11 novembre 1793

Citoyen Ministre

Il ne nous appartient pas d'entrer avec vous dans des détails qui ne concourraient pas au devoir que nous avons à remplir: nous devons instruire la France de notre position, de celle de Saint Domingue et pour le faire officiellement, nous avons du nommer à ces effet des commissaires. Nous n'avons reçus que la votre lettre du 2 novembre elle est restée 5 jours dans

les bureaux du Consulat, nous y voyons à regret que la nomination de nos commissaires entravé par les ennemis de la France, en éludée par son représentants.

Mais les moyens illusoires que vous nous present, décèlent sinon tout ce qu'on peut imaginer de plus insidieux, du moins tant d'ignorance sur la vraie situation de Saint Domingue que nous sommes forcés de les réfuter.

Vous ne pouvez, dites vous, considérer nos commissaires comme députés de la Colonie, lisez avec attention nos protestations et nos lettres, vous vous convaincrez facilement, que nous n'avons jamais eu la prétention que vous nous suppose.

Vous dites: 1° Que d'après les nouvelles lois, la colonie n'est pas seulement représentée par des blancs. Est-il bien possible que vous ayez en le courage de nous proposer une pareille objection? Ignorez vous que les hommes de couleur sont à Saint Domingue les instruments des vexations contre lesquelles nous réclamons? La loi constitutionnelle du 4 Avril n'est elle pas violées par les usurpations les plus meurtrières, les plus outrageants pour la legislature, et n'est ce pas retourner de sang froid, le poignard dans des plaies que la justice nationale peut seule fermer désormais?

2° Que dans un pays étranger, il ne peut exister d'assemblées coloniales. Cette idée, citoyen ministre, ne serait venue à aucun de nous, parce que rien ne nous trouble, parce que notre position malheureuse et notre conscience ne nous permettent pas de déraisonner.

3° Vous dites: que vous ne pouvez faire passer en France aux frais de l'Etat des hommes qui s'avouent les apologistes de deux places qui ont trahis la République! Nous frémissons de la légèreté avec laquelle vous accusez des hommes que vous avoués ne connaître que par des renseignements, que par le énoncé d'une opinion publique! Citoyen Ministre si l'opinion publique que vous réclamez était toujours une autorité sure, pourrions nous avec confiance, nous adresser à vous? Pourrions nous compter sur votre intégrité? Pourrions nous croire que le représentant de la République dans les Etats Unis, ne se joue pas de nos demandes, de nos sollicitations, et qu'il ne vise pas directement à faire détester ici la France et les français.

Si vous aviez réfléchi à l'importance d'une accusation aussi grave et généralisée avec tant d'ardeur, si vous eussiez en moins de prévention, vous eussiez senti que les villes du Mole et de Jérémie, persécutées par l'ennemi intérieur, furent innocentes l'instant avant d'être coupables. Vous vous fussiez par la épargné une injustice atroce que vous nous avez forcé de ... par vos propres raisonnements la France d'ailleurs n'éprouve t'elle pas le même, lorsque nous, et quelques villes dont elle a fait le plus grand éloge, ne sont elles pas aujourd'hui au pouvoir de l'ennemi?

L'opinion publique que vous réclamez contre nous, vous présente aussi comme protecteur de loi disant députés de la Colonie..... des esclaves nommés sur les débris sanglants de la ville du Cap..... on dit que vous allez les moyens en France aux frais de la République qu'ils ont trahie en méprisant ses lois, en assassinant ses plus fermes soutiens..... Leur pouvoirs, sans doute, sont tracés du sang de nos frères..... ils doivent vous les communiquer..... et vous sanctionnerez de pareilles infamies? vous qui refusez d'être justes avec vos égaux! l'idée que ce fait nous présente, doit nous accabler. L'opinion publique ne nous dirige pas toujours parce qu'elle peut nous tromper, c'est donc de vous memes, que nous attendons la connaissance exacte de cette nouvelle atrocité, si elle est vraie..... si vous ne détruisez pas vous même une pareille inculpation..... quels sentiments pourriez vous nous inspirer?.....et comment pourriez vous reconnaître ces députés, vous qui avez reçu officiellement le décret qui rappelle et met en état d'accusation les auteurs, les créateurs de cette horrible députation.

Enfin notre lettre du 4 de ce mois répond à vos doutes et détruit tous vos soupçons si vous eussiez mieux ... les principes renfermés dans notre correspondance et nos protestations, vous nous eussiez jugés incapables d'applaudir à un acte de trahison. Nos sentiments sont purs, notre conduite inattaquable, et nous saurons toujours comme nous l'avons fait jusqu'à présent prévenir les insinuations des malintentionnés. Et bien loin de retirer nos protestations, nous vous déclarons au contraire que nous y persistons de plus fort, que nous allons adresser à la législature française, la suite de notre correspondance. Après avoir réduit vos objections à leur juste valeur, nous attendons une réponse ... tant à notre lettre du 4 de ce mois qu'à la présente, mais nous vous assurons pour la dernière fois, que votre silence déjà trop long, ne vous force de provoquer contre vous, la responsabilité à laquelle votre conduite est soumise par la loi.

Salut,

Signé Barrault de Narcay, Président

Chotard Aîné, secrétaire

Clausson, secrétaire

Les Colons de Saint Domingue soussignés, expatriés et arbitrairement déportés

À la Législature française

Philadelphie le triai de la 3 décade de Ventose, an 2 de la République une et indivisible.

Enfin malgré les efforts que nous avons faits depuis quatre ans pour instruire la France, il a fallu l'incendie de la capitale des Antilles pour éclairer les représentants de la République et les places de commerce sur la cause des malheurs de Saint Domingue depuis quatre ans, comme une seconde Vendée, les hommes de couleur armés contre la loi sous le prétexte de leurs droits politiques, ravagent la plus florissante des Colonies françaises: depuis quatre ans, ces perfides enfants de la Révolution attachés au char des contre-révolutionnaires ont aidés à détruire à Saint Domingue tout système de gouvernement: depuis quatre ans, partout poursuivis, les Colons de Saint Domingue n'ont pas jouis même des droits de l'homme: enfin, depuis la retraite forcées des uns, la déportation des autres, la faction exécrable dont Brissot était le chef les persécuté jusques sur le Continent américain.

Par une affectation criminelle et réfléchie, les délégués Polverel et Sonthonax à Saint Domingue, le ministre Genet et ses consuls dans l'Amérique du Nord, ont confondus dans leurs proscriptions amis et ennemis de la France.

L'Or de la République, par les ennemis du Genre humain est employé à fomenter le trouble et la division partout, tandis que des français patriotes dans la misere, gémissent des forfaits de ces scélérats, tandis qu'ils tiennent éloignés de la France par les moyens les plus infâmes, les victimes de leur rage impunie, les hommes destinés à éclairer l'obscurité de leur conduite, à solliciter de la Nation, la vengeance la plus éclatante.

Le Général Galbaud destitué par un crime, par une falsification de la loi, accusé sans doute et persécuté pour avoir refusé l'horrible complicité que le délégués de Saint Domingue lui présentèrent au premier, au seul entretien qu'il ait eu avec eux au Cap: le général Galbaud réclame en vain depuis huit mois les moyens de se faire entendre en France; la partie française de Saint Domingue pour ainsi dire transplantée dans le Continent américain, réclamé aussi mais en vain du Ministre Genet, du complice de Polverel et Sonthonax, les moyens pécuniaires et de passage nécessaires pour effectuer l'instruction officielle qui doit éclairer la France sur les sentiments de la majorité des colons blancs de Saint Domingue sur la situation de cette Isle infortunée.

Le Citoyen Butler négociant à Philadelphie, pénétré de la position du gouverneur de Saint Domingue, de la justice de sa réclamation, s'est décidé à lui prêter un bâtiment approvisionné pour le transporter lui et sa famille en France, moyennant la somme de six cent cinquante six livres cinq shilling sterling et à lui faire une avance de quatre cent piastres gourdes, mais il exigea un cautionnement; nous avons reconnus un devoir sacré dans l'importance de cette démarche, nous avons tout faits pour y parvenir et nous nous sommes

portés cautions à cet effet: le général Galbaud ainsi preteur de ce bâtiments, à offert passage à nos commissaires, ils l'ont acceptés et sont aujourd'hui devant le tribunal de la Nation.

Citoyens Représentants: ce sont des colons incendiés, réfugiés et arbitrairement déportés qui font ce sacrifice à la cause de leur patrie: incertains même de remplir l'engagement qu'ils prennent aujourd'hui, ce cautionnement va les retenir dans les Etats Unis, à moins que les représentants de la République pénétrés de la situation de Saint Domingue et de la justice de leur réclamation ne considèrent cet engagement comme une charge publique dont les cautions et le cautionné doivent être dégagés par l'état.

Nous attendons de la nation ce faible soulagement dans la détresse où nous nous trouvons: la nature, l'humanité et les lois réclament depuis longtemps en notre faveur: nous espérons tout aujourd'hui du peuple français mieux instruit.

Salut,

Chotard aîné; R. Marie; Thomas Millet; Deaubonnau.

Les Colons de Saint Domingue soussignés, expatriés et arbitrairement déportés.

À la Legislature française,

Philadelphie le 3^o jour de la 3^{ème} décade de ventose an 2^e de la République une et Indivisible

Citoyens Représentants,

Enfin malgré les efforts que nous avons faits depuis quatre ans, pour instruire la France, il a fallu l'incendie de la capitale des Antilles pour éclairer les Représentants de la République et les places de commerce sur la cause des malheurs de Saint Domingue: depuis quatre ans, comme une seconde Vendée, les hommes de Couleur armés contre la loi sous le prétexte de leurs droits politiques; ravagent la plus florissante des Colonies françaises: depuis quatre ans; ces perfides en faute de la Révolution, attachez au char des contre-révolutionnaires ont aidez à détruire à Saint Domingue tout système de Gouvernement: depuis quatre ans, partout poursuivis, les colons de Saint Domingue n'ont pas jouis même des droits de l'homme: enfin, depuis la retraite forcée des uns, la déportation des autres, la faction exécrationnelle dont Brissot était le chef, les persécuté jusques sur le continent américain.

Par un affectation criminelle et réfléchie, le délégués Polverel et Sonthonax à Saint Domingue, le ministre Genet et ses consuls dans l'Amérique du Nord, ont confondus dans leurs proscriptions amis et ennemis de la France.

L'Or de la République, par les ennemis du Genre humain est employé à fomentier le trouble et la division partout, tandis que des français patriotes dans la misere, gémissent des forfaits de ces scélérats, tandis qu'ils tiennent éloignés de la France par les moyens les plus infâmes, les victimes de leur rage impunie, les hommes destinés à éclairer l'obscurité de leur conduite, à solliciter de la Nation, la vengeance la plus éclatante.

Le Général Galbaud destitué par un crime, par une falsification de la loi, accusé sans doute et persécuté pour avoir refusé l'horrible complicité que le délégué de Saint Domingue lui présentèrent au premier, au seul entretien qu'il ait eu avec eux au Cap: le général Galbaud réclame en vain depuis huit mois les moyens de se faire entendre en France; la partie française de Saint Domingue pour ainsi dire transplantée dans le Continent américain, réclamé aussi mais en vain du Ministre Genet, du complice de Polverel et Sonthonax, les moyens pécuniaires et de passage nécessaires pour effectuer l'instruction officielle qui doit éclairer la France sur les sentiments de la majorité des colons blancs de Saint Domingue sur la situation de cette Isle infortunée.

Le Citoyen Butler négociant à Philadelphie, pénétré de la position du gouverneur de Saint Domingue, de la justice de sa réclamation, s'est décidé à lui prêter un bâtiment approvisionné pour le transporter lui et sa famille en France, moyennant la somme de six cent cinquante six livres cinq shilling sterling et à lui faire une avance de quatre cent piastres gourdes, mais il exigea un cautionnement; nous avons reconnu un devoir sacré dans l'importance de cette démarche, nous avons tout faits pour y parvenir et nous nous sommes portés cautions à cet effet: le général Galbaud ainsi preteur de ce bâtiments, à offert passage à nos commissaires, ils l'ont acceptés et sont aujourd'hui devant le tribunal de la Nation.

Citoyens Représentants: ce sont des colons incendiés, réfugiés et arbitrairement déportés qui font ce sacrifice à la cause de leur patrie: incertains même de remplir l'engagement qu'ils prennent aujourd'hui, ce cautionnement va les retenir dans les Etats Unis, à moins que les représentants de la République pénétrés de la situation de Saint Domingue et de la justice de leur réclamation ne considèrent cet engagement comme une charge publique dont les cautions et le cautionné doivent être dégagés par l'état.

Nous attendons de la nation ce faible soulagement dans la détresse où nous nous trouvons: la nature, l'humanité et les lois réclament depuis longtemps en notre faveur: nous espérons tout aujourd'hui du peuple français mieux instruit.

Salut,

Chotard aîné ; R. Marie; Thomas Millet; Deaubonnau.

Les Colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie.

La Législation française et à tous les Français

Philadelphie le 26 janvier 1794, l'an 3 de la République française, une et indivisible.

Citoyens Représentants,

Enfin les hommes de couleur succombent sous le poids des crimes, qu'on leur a fait commettre à Saint Domingue, depuis leur première révolte, dans la province du Nord sous le commandement d'Ogé, dont le testament de mort eu sauvé la colonie, si l'assemblée provinciale du nord, et conseil supérieur du Cap, et le gouvernement ne se fussent entendus pour tenir secrete, cette pièce dans laquelle il avait désigné tous les chefs du complot.

Jouets éternels des Passions et des vues criminelles de tous les conspirateurs qui les ont mis en mouvement, la mauvaise loi des hommes de couleur, les fait encore accuser l'infortunée ville de Port au Cap, ils l'accusent, disent ils, parce que Sonthonax y respire; tandis que c'est à leur tête que cet ennemi du genre humain y fit son entré le 14 avril, après l'avoir fait canonner par un vaisseau et deux frégates, tandis qu'ils furent eux memes dans cette ville les instruments de la tyrannie, qu'ils trouvent aujourd'hui intolérable parce qu'elle frappe sur ceux, parce que Polverel a dit: Je puis enfin me passer des hommes du 4 avril et ils y passeront comme les autres.

Nous vous adressons les feuilles publique dans lesquelles ont parues deux adresses signées Chanlatte Jeune (homme de couleur) l'une du premier avril, portant invitation au carnage au nom de la commission civile, l'autre du moi de novembre dernier, excitant à la vengeance contre Polverel et Sonthonax.

Citoyens Représentants, à leur lecture, vous jugerez l'esprit d'intérêt et de fanatisme qui a toujours guidé cette classe ignorante, dont on s'est servi, pour tuer la vraie liberté, pour anéantir à Saint Domingue et faire détester la Révolution française: tant que les hommes de couleur furent soutenus par les ennemis de la France; les vit on jamais se plaindre des proscriptions, sous lesquelles la colonie gémit depuis 1790 et dont ils furent toujours les agents, et les instigateurs parmi les esclaves révoltés? C'est aujourd'hui seulement qu'ils se récrient contre la Révolte, c'est aujourd'hui seulement qu'ils voient la liberté individuelle, et les propriétés violées, c'est aujourd'hui seulement qu'ils réclament les droits du peuple contre la proscription de la colonie à laquelle ils n'ont cessés de coopérer sous le gouvernement de Blanchelande, et depuis sous le despotisme de Polverel et des Sonthonax.

Leur coalition avec les despotes sanguinaires dont ils se plaignent, la rage et la stupide férocité avec lesquelles ils les ont servis; voilà les moyens par lesquels Saint Domingue presqu'anéanti passe engin sous la domination anglaise et espagnole.

“Quoi, disent ils, nous attirons nos frères égorgés sous nos yeux, le désarmement de la Population libre ordonnée et en partie exécutée, son entier destruction, jurée ... et nous ne nous serions pas coalisés contre des atrocités dont frémit la nature épouvantée”.

Citoyens Représentants : en détruisant les chefs de la faction anglaise, en faisant tomber la tête de Brissot, vous avez rompu le fil des malheurs de Saint Domingue; dans la destruction du système colonial les hommes de couleur ont vus enfin leur perte prononcée: cette idée seule les ramène aujourd'hui aux principes de Justice et d'Humanité, qu'ils réclament, après en avoir abusés si longtemps à l'égard de leurs bienfaiteurs, de leurs pères.

Les atrocités dont a frémi à Saint Domingue, la nature épouvantée, ont été commencées et perpétuées par eux memes depuis 1791, quand coalisés avec les contre-révolutionnaires, ils oublieront qu'ils étaient français, et que nous étions leurs pères.

À l'époque du 1er avril 1793 de quels crimes fumait cette terre malheureuse qu'ils ont dévastés, si ce n'était de ceux qu'ils avaient ennemis eux memes? N'est ce pas par eux memes que quarante citoyens blancs furent arrêtés au Petit Goave, attaches les uns aux autres, et conduits à une fosse où ils les enterrèrent vivants, après leur avoir coupés les jambes et avoir faits de leurs corps autant de cibles sur lesquels leur barbarie s'exerçait avec la lâcheté le plus inhumaine, et sur leurs membres palpitants, ils publieront froidement l'amnistié prononcée en leur faveur par la loi du 28 septembre. N'est ce pas eux memes qu'après avoir portés des oreilles de blancs patriotes, en place de cocardes nationales ont l'arborés dans différents endroits de la colonie des drapeaux blancs, avec des fleurs de lys, rougies et marquées du sang de ces memes victimes n'est-ce pas un d'eux qu'on a vu dans la province du nord, arrachez les yeux aux blancs avec des tiereboure, et faire expirer ainsi des français, des amis de la Constitution, dans des tourments jusqu'alors inconnus. On ne peut effectivement rétrograder d'un oeil impartial sur leur conduite depuis la Révolution, sans y découvrir partout des traces de sang, des débris et des cendres; enfin n'est ce pas par eux memes, qu'une femme enceinte à Jérémie fut éventrée vivante, l'enfant arraché des entrailles et jettes aux pourceaux en présence du pere infortunée qui réclamait en vain la mort de l'humanité, sentiment dont les ignorants et leur fanatisme les rendait incapables.

Citoyens Représentant, vous trouverez dans les archives du Comité colonial la source et les causes de nos malheurs; vous y verrez dans les procès verbaux de l'Assemblée coloniale sente au Cap, les moyens de douceur, de modération et de générosité, qu'apposèrent sans cesse

les représentants de la colonie à la férocité des hommes de couleur: vous y verrez la foule innombrable de preuves de conspirations qu'ont produits toutes les paroisses; vous y verrez par qui et comment la nation française fut trompée sur les événements de Saint Domingue; vous y verrez enfin que partout où les colons ont été accusés, ils étaient eux memes accusateurs et victimes.

Nous avons toujours accusés un parti contre révolutionnaire, qui trop faible pour dominer, a toujours poussé les hommes de couleur, et les esclaves au brigandage, aux atrocités qui se sont commises dans cette malheureuse colonie; aussi Polverel et Sonthonax, n'ont ils faits qu'achever ce que Blanchelandre et les siens avaient commencés. Dans les chefs d'accusation portés contre Blanchelande, Sonthonax eut le soin perfide de retrancher tout ce qui parlait contre les hommes de couleur et les esclaves révoltés; la suite des événements nous prouve irrésistiblement que dès lors il se proposait de consommer ce que celui-ci avait commencé: c'est à dire la Ruine de la culture et du commerce.

Citoyens Représentants, vous devez à Saint Domingue un grand exemple de justice et de sévérité; le meurtre de tous d'innocents, l'anéantissement de la culture et du commerce national demeurent ils impunis? Les chefs des coupables de la classe blanche a payé de sa tête; les chefs non moins coupables des hommes de couleur, auront-ils impunément servis les contre-révolutionnaires, auront-ils impunément violés toutes les lois, sous prétexte de leurs droits politiques dont ils jouissaient partout et dans toute leur plénitude depuis la promulgation de la loi du 4 avril?

Saint Domingue soupire après la fin, de ses malheurs; Saint Domingue crie vengeance! Il réclame ses droits meconnus, il réclame la protection de la République française; n'aurons nous donc tant souffert que pour passer, couverts d'opprobres, sous une domination étrangère!

La France a vaincu en Europe, en puissant les scélérats qui la trahissaient; les Antilles françaises attendent avec impatience la vengeance eclatante, que la justice de la nation réserve sans doute aux fidèles, mais trop malheureux, défenseurs de la Constitution et de la prospérité française dans l'Amérique.

Salut en la Patrie,

Barrault Narcay, Chotard aîné, R. Marie.

Les Colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie à la Législation française et à tous les Français.

Philadelphie le 23 novembre 1793, l'an 2 de la République une et indivisible.

Citoyens Représentants,

Enfin les projets des Barnave, des Brissot est consommé; Saint Domingue n'est bientôt plus qu'un monceau de cendres, et les monstres qui ont achevés notre destruction, luttent encore sur nos débris contre les efforts d'une puissance ennemie qui voudrait arracher au néant les restes de la plus florissante des Colonies françaises.

L'aristocratie confuse voit avec horreur, l'abime de maux dans lequel elle nous entraîne en 1790, quand soulevée contre l'assemblée de Saint Marc, elle provoqua elle même le coup qui devait anéantir ses propriétés et les nôtres.

Perpétuellement trahie dans l'Amérique, la France reçoit aujourd'hui le prix de ses méfiances, le résultat des injustices qu'on lui a fait commettre.

Sous la protection de la France, sous la responsabilité de nos seuls représentants, notre regime intérieur était le rempart que les colons eussent pu opposer à leur ennemis, à ceux de la nation française. L'assemblée constituante abusée par un traître (Barnave) destitua sur son rapport, les légitimes représentants de Saint Domingue, et dès cet instant tout fut perdue, nos malheurs n'ont fait qu'augmenter vos délègues, vos lois des 22 juin. Et 17 aout 1792, votre loi du 5 mars 1793, quoique suspendue, voilà les bourreaux dont une politique étrangère s'est servis pour nous anéantir par vous memes.

Citoyens Représentants, les mines de nos malheureux frères gémissant des erreurs inestimables sans doute, de la nature française, du sein de leurs tombeaux, ces victimes crient vengeance contre la faction insolente et meurtrière dont Brissot est le chef, ... de n'avoir pas en le courage de vous dire la vérité, de dénoncer les grands coupables qui vous trahissent dans l'Amérique. Le sang dont notre malheureuse terre est consommée a pénétré jusqu'au fond de leur tombes, elles frémissent du triomphe de l'aristocratie sous le ... de la liberté, leurs cendres la souillent d'horreur, leur ombres, enfin l'indignent de nos derniers désastres.

Saint Domingue avait des droits que son climat et ses localités rendaient imprescriptibles. Les représentants de la France abusés par des instructions perfides ... les premiers événements de cette colonie ont méconnus ces droits. Le Comité Colonial fit taire tous les principes de Saint Domingue sacrifié n'a vu dans le décret du 12 octobre 1790 que le prix d'une trahison combinée d'où sont découlés tous les maux de la Colonie.

Dès lors, ceux ... qui la loi était faite, n'aurons pas la liberté de la délibérer et de la con... et ce principe, base de la révolution française, fut nul pour les Colonies.

Nous vous avons dénoncé le 10 octobre dernier Polverle et Sonthonax: ces meurtriers échappent à votre justice, à notre vengeance, le pillage et les concussion qu'ils ont exercés vous les soustraire au ... inutile de la nation qu'ils ont trahi, à les possibilité terrible qu'ils ont a... par tout ce que l'on peut ... de crimes et de barbaries. Nous ni vous détailleront pas d'avantage les forfaits dont ils se sont couverts, le moindre de leurs crimes est celui de trahir la nation, est l'usurpation du pouvoir législatif, vous devez vengeance à la France, à vos colonies, à la nation entière.

Nous vous dénonçons aujourd'hui le complice des Polverel et Sonthonax. Celui qui n'a pas craint de canoniser la conduite des délégués de Saint Domingue, celui qui ayant à sa disposition, des vaisseaux, des frégates, des hommes et de l'argent à refusé de les employer contre des fonctionnaires qui trahissaient les intérêts de la France et du Commerce national, contre des fonctionnaires rappelés et mis en état d'arrestation par un décret qu'il avait reçu officiellement, celui qui a refusé de reconnaître nos commissaires qu'il eut des expédier aux frais de la République, pour l'instruire de la véritable position de Saint Domingue, celui qui, accueillant au contraire une députation, vil instrument de la perfidie de Sonthonax se déclare l'apologiste de brigandage dont nous sommes victimes, des outrages que reçoit la République par la violation de ses lois et de son territoire.

Ce complice est le Ministre Plénipotentiaire de la République française près les Etats Unis, ce complice est le citoyen Genet.

Nous l'accusons d'avoir par une inaction réfléchie et combinée, porté les maux de la Colonie à leur comble, conséquemment d'avoir livré le Mole et Jérémie aux anglais.

Nous vous adressons notre correspondance avec ce Ministre infidèle. Notre indignation ne nous permet pas d'entrer dans de plus grands détails, tandis que l'Amérique et l'Europe ... des trahisons de cet ennemi de la République. Nous vous demandons justice; vengez la France et ses Colonie. Nous avons une trop haute idée des lumières et de la raison nationale, de l'attachement et du courage des français d'Europe, pour croire que tant d'atrocités puissent rester impunies.

Salut en la patrie,

R. Marie, Barrault Narcay, Chotard aîné, Clausson.

Les colons de Saint Domingue réfugiés à Philadelphie à la Legislature française.

Pour servir de supplément à la dénonciation contre le ministre Genet.

Philadelphie le 3 janvier 1794 l'an 3 de la République française une et indivisible.

Citoyens Représentants,

Le Ministre de la République française auprès des Etats Unis, n'a pas cru devoir répondre à nos lettres des 11 et 18 novembre 1793, parce qu'il fallait le faire catégoriquement, parce qu'il fallait approuver ou désapprouver la conduite des commissaires civils de Saint Domingue, parce qu'il fallait designer les colons de cette ile qu'il prétendait accuser d'aristocratie, parce qu'ayant dénoncé à l'opinion publique et peut être à la France, tous les colons réfugiés sans distinctions, comme sans fondement, il a senti que prenant à partis l'assemblée des colons réfugiés à Philadelphie, il lui eut fallu prouver ou se retracer, enfin parce qu'il a jugé que le silence était le moyen le plus favorable au plan concerté sans doute entre Sonthonax et lui.

Nous sommes autorisés à regarder comme une réponse indirecte; la lettre circulaire de ce ministre à tous les consuls français près les Etats Unis en date du 11 novembre et sans chercher à pénétrer l'intention dans laquelle il a publié également les instructions qu'il a reçu le 4 de janvier du citoyen Monge alors président du conseil exécutif, nous allons présenter à la Nation française, le rapprochement qui résulte de ces pièces interessantes, les réflexions et les débats dont la première est susceptible.

Cette circulaire qui, au premier aspect, paraît n'accuser que quelques contre-révolutionnaires, ne peut avoir été jetée dans le public, que pour effrayer les bons français par des déclamations injurieuses, pour tromper la France et abuser les américains sur la cause et les agents des malheurs de Saint Domingue: ce tissu de calomnies et de mal adresse est, dit-il, le résultat des observations que lui a permis de faire l'éloignement des lieux ou les faits se sont passés. C'est, ajoute-t-il, le fruit qu'il a recueilli des mouvements de ses dénonciateurs.

Les prétendues observations du ministre Genet, sont plutôt le fruit de ses relations avec des délégués Polverel et Sonthonax, aussi affecte-t-il toujours et partout de confondre nos impuissants efforts contre ses infractions aux lois françaises avec les mouvements inutiles de quelques contre-révolutionnaires qui ne peuvent plus désormais, exhiler leur haine contre la France que dans deux gazettes françaises trop peu répandues pour faire sensation, surtout chez un peuple libre et vraiment attaché à la cause de la France.

Avant que le Ministre Genet, dans sa lettre du 2 novembre eut recommandé aux colons réfugiés à Philadelphie, de s'isoler des contre-révolutionnaires, ces memes colons avaient déjà déclarés le 27 septembre dans le n°3 d'une de ces feuilles intitulés Journal des Révolutions de

Saint Domingue: “qu’aucun acte, qu’aucun écrit de quelque nature que ce fut, n’avait encore manifesté leurs vrais sentiments sur le genre de persécutions qu’ils éprouvaient, que leur silence prolongé deviendrait coupable, qu’ils devaient chercher à se faire entendre, que jaloux d’éclairer leur conduite et ne sachent pas travailler dans les ténèbres, ils publiaient leur première démarche (la 1^{ere} assemblée du 30 septembre).

Dans le même Journal au n°14 du 23 octobre ils ont fait insérer un avis au Rédacteur Tanguy dont voici l’extrait: “votre nouvelle opinion est à vous, mais comme les mal intentionnés pourraient se servir de ce nouveau moyen d’erreur pour travestir encore nos intentions et les faits qui peuvent concourir ou éclairer la France, ils se voient forcés de détourner cette atteinte portée à leurs principes et à la vérité que vous délaissez. C’est pourquoi ils protestent contre les inductions que l’on pourrait tirer de vos réflexions journalières sur les maux de Saint Domingue, déclarants qu’ils n’y prennent aucune part, qu’ils ne les regardent désormais que comme des mesures dangereuses capables d’augmenter les maux de Saint Domingue; les yeux toujours ouverts sur les intérêts de la colonie; ils réclament l’insertion de cette pièce dans votre premier n°”.

Les Colons de Saint Domingue toujours en butte aux persécutions et toujours accusés lorsqu’ils étaient eux memes accusateurs, ont lieu de se féliciter aujourd’hui d’avoir déjoué par ces deux déclarations, les projets du ministre Genet. Après des démarches aussi authentiques et dont les principes étaient d’ailleurs confirmés dans notre correspondance avec lui, voici, Citoyens Représentants, les réflexions que nous arrache la conduite extraordinaire de ce ministre.

Les ennemis de la France ont toujours menacés les habitants de Saint Domingue, de l’établissement d’un système prétendu philanthropique qui devait renverser la constitution coloniale, c’est llc le grand moyen dont ils se sont servis pour aligner les esprits et mettre les colons au rang des ennemis de la France.

Ce système crée en Angleterre, n’y a été discuté que pour être transplanté en France et adopté par une faction à la solde de cette premiere puissance: en exaltant l’enthousiasme des français et les aveuglant sur le piège les plus adroit, sur le moyen imperceptible dans son principe, mais le plus sur dans son exécution de ruiner le commerce et la marine nationale: l’or et l’argent ont accredités ce système qui en France n’a pas pu paraître avec les inconvénients dont il était susceptible.

En 1790, l’assemblée de Saint Marc avait sentie que ce système tout destructeur qu’il devait être, serait présenté à la nation française sous les dehors de la bienfaisance, que l’enthousiasme des français ne leur permettrait pas de découvrir la source empoisonnée de ce nouveau système, la nature du funeste present que lui faisait le ministre de l’Europe le plus

ennemi de la France. Aussi cette assemblée avait elle rédigée les bases constitutionnelles de Saint Domingue, dans l'intention de conserver les Isles à sucres à la France, dans l'intention, en régénérant cette colonie, d'y perpétuer les sources de la splendeur et des richesses nationales; dans l'intention d'en éloigner toutes les factions européennes, les consommations et les convulsions funestes qui se sont enfin terminées par le renversement du système colonial et l'incendie du principal, de plus riche entrepôt du commerce national dans les Antilles.

Rappelez vous, citoyens représentants, quels furent alors les ennemis de cette assemblée? Le ministre La Luzerne et cette cohorte contre-révolutionnaire qui en Europe comme dans les Antilles, suivait ses places, exécutait ses ordres! Quel fut son dénonciateur et son juge? Barnave qui dicta le funeste décret du 12 octobre 1790 qui commence par un mensonge! Barnave qui surprit la religion de l'assemblée constituante au point de faire décréter que ce décret du 12 octobre et le rapport qui le précéda ne seraient point discutés! Barnave! Rappelez vous enfin qui dirigeait alors les opérations du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif concernant les colonies? Et vous trouverez toujours le conspirateur Barnave! C'est cette confiance aveugle, c'est cette longue suite d'erreurs qui ont préparés la ruine de Saint Domingue achevée par la faction qui dirigeait Polverel et Sonthonax: c'est d'après le même plan, d'après la prévention des ministres le Brun, Claviere, Garat, Roland, Pache et Monge qui ont rédigés les instructions du ministre Genet, que ce délégué de la République française accuse indistinctement aujourd'hui tous les colons de Saint Domingue, et de Laurine de cette importante section de la République et de la trahison qui y a attiré les ennemis de la France, tandis que lui même, par l'inaction dans laquelle il a tenu les forces navales, a si puissamment secondé les préparatifs des commissaires Polverel et Sonthonax, pour l'exécution du traité fait à Londres le 25 février 1793 au moment où Brissot venait de voter la guerre contre l'Angleterre, traité qui remettait la partie française de Saint Domingue sous l'autorité de la Grande Bretagne qui en a fait prendre possession par un vaisseau de 50 canons et deux frégates, lorsque le ministre Genet, au mépris de l'institution de la marine qui ne reconnaît qu'un chef unique et responsable, sous le prétexte de réorganiser les forces navales, établissait sur l'escadre française un comité chargé d'exécuter ses ordres, ordres dont le résultat a été de relever de leurs postes le contre amiral Cambys, les officiers, marins et soldats composants la station des Isles françaises de l'Amérique sous le Vent, poste qui leur était assigné par le conseil exécutif et entrant dans les dispositions ordonnées pour la conservation des Isles françaises, lorsqu'enfin ce ministre aurait pu opposer aux anglais deux vaisseaux de 74 canons, cinq frégates et tous les colons qui ne respiraient qu'après le moment de retourner sur leurs foyers.

Cependant, après avoir si bien secondé les auteurs de notre ruine, le ministre Genet, sans distinction de personnes ni de principes, se plaint amèrement que quelques colons de Saint Domingue, le dépeignent comme l'apôtre d'un système que leur résistance et leur orgueil ont seules provoqués et faits naître: nous demanderons au citoyen Genet quel est ce système que notre résistance a fait naître?

L'affranchissement général que les Commissaires civils se sont permis de publier contre le vœu de la loi du 13 mai 1791 et leurs propres serments, cet affranchissement serait-il ce système qu'une résistance imaginaire a fait naître? Et si malgré l'éloignement des lieux, il a pu faire quelques observations sur les mesures rigoureuses que notre résistance, dit-il, a exigé, n'ont elles pas dus porter sur l'étrange abus d'autorité qui a déterminé Polverel et Sonthonax à anéantir une loi constitutionnelle pour y substituer un système destructeur provoqué par les ennemis de la France: et nous le renvoyons à cet effet à la correspondance de Claviere et Roland avec les agents du ministre Pitt.

Le Citoyen Genet s'est trahi lui même, et nous invitons la convention nationale, au nom de toutes les colonies françaises, au nom de l'intérêt national et de la justice qu'elle doit à tous les français, d'interpeller ce ministre sur la nature du système dont l'application vient de lui échapper si publiquement.

Le défaut de distinctions de personnes, dans sa lettre aux consuls, nous forces de découvrir les pièges de son perfide enthousiasme, les représentants d'un peuple libre ne se laisseront pas surprendre par des mots, et l'éclat emphatique de la circulaire du Ministre Genet, en disparaîtra bientôt devant l'interpellation que nous réclamons et à laquelle nous pourrions borner notre défense, s'il n'était pas de notre devoir de ne laisser échapper aucun moyen d'éclairer la France.

C'est, dit le ministre Genet, en rappelant aux hommes les circonstances qui ont amenés les malheurs que nous déplorons tous, que nous devons entreprendre de justifier la nation française.

Si ce ministre ont vraiment déploré les maux de Saint Domingue il n'en eut pas ouvertement protégé les auteurs et les instruments, il eut entendu les victimes, il leur eut procuré les moyens de porter leurs griefs au tribunal de la nation, il eut publié notre correspondance et nos protestations contre les attentats commis sur les colons et la colonie, c'est ainsi qu'il devait répondre aux clameurs aristocratiques de quelques individus dont les efforts ne nuiront jamais à la France pour laquelle le citoyen Genet n'a encore montré de l'enthousiasme que dans ses écrits, tandis qu'il eut pu soutenir efficacement ses intérêts avec des vaisseaux, des hommes et de l'argent.

C'est en vain que ce ministre attache autant d'importance aux mouvements de quelques contre-révolutionnaires dont les efforts, dit-il, tendent à lui enlever la confiance, à lui aliéner l'affection de la nation. Dans le poste ou le Conseil exécutif avait placé le ministre Genet, il lui était facile de mériter la confiance de la nation, des malheurs inouïs fondaient presque sous ses yeux sur la plus florissante des colonies françaises, qu'a-t-il fait pour les arrêter? Quel usage a-t-il fait des vaisseaux qu'il avait à sa disposition? Quelle protection a-t-il donné au commerce français? Quel soulagement a-t-il donné aux colons? Pas même celui d'instruire la France de leurs malheurs, pas même les moyens d'en obtenir justice! Est-ce donc pas une pareille conduite qu'un fonctionnaire public peut prétendre à l'affection de la nation?

Citoyens Représentants: il est cruel sans doute pour les colons de Saint Domingue d'avoir sans cesse à se garantir des Coups qu'on ne leur porte jamais que dans les ténèbres, le ministre Genet n'a pas cru devoir répondre aux lettres pressantes que nous lui avons écrite, et dans sa circulaire aux consuls français des Etats Unis, il dit: "quoi! Parce qu'une résistance obstinée a exigée des mesures rigoureuses parce que la verge inflexible de la loi a frappé les réfractaires qui ont refusés de s'y soumettre etc. peut on nous accuser de vouloir reprendre la même désolation dans un continent ou une telle tentative serait aussi ridicule que la seule idée en deviendrait criminelle".

La Convention Nationale protectrice de la Constitution, jugera quelle devait être notre résistance à une désolation dont la tentative dans le Continent américain serait aussi ridicule que la seule idée en deviendrait criminelle: la convention jugera si ses délégués ont dus anéantir la représentation coloniale, s'ils ont dus en substituer l'autorité inconstitutionnelle des commandants militaires. À l'autorité légale des municipalités; c'est par la violation des principes de l'égalité, c'est pas la violation des propriétés et de la liberté individuelles que ces usurpateurs ont anéantis à Saint Domingue, tout système de gouvernement.

Voilà, citoyens représentants, des détails que le ministre Genet ne croit pas prudent de porter à votre tribunal, et s'il n'était pas certain que Sonthonax et Polverel ont été les seuls réfractaires à la loi du 4 avril, à toutes les lois, prendrait il tant de précautions pour écarter nos plaintes et les commissaires qui étaient chargés de vous les présenter?

Cette tyrannie ministérielle, ces raisonnements entortillés appellent toute votre attention sur la cause des colons, nous provoquons de nouveau votre justice et la sévérité des lois contre celui qui a protégé publiquement les agents, les envoyés des Cannibales qui ont faits un vaste désert de votre plus riche colonie, contre celui qui a cru devoir fermer les yeux sur des crimes avérés pour s'occuper de soupçons faux et injurieux.

Le coeur navré des moyens de tyrannie qu'on a employé contre les colons, nous mettons dans ce moment les yeux sur les dépêches du citoyen Monge ministre de la Marine, aux commissaires civils, sous la date de 24 janvier, 15 et 16 février 1793. Cet ouvrage où tous les blancs sont jugés ennemis de la France, où les citoyens de couleur, pendant deux ans, instruments de nos malheurs et de la contre-révolution dans les mains de Blanchelande, sont regardés comme les seuls qui puissent sauver la colonie, cet ouvrage enfanté par la faction Brissot fut un ordre de destruction pour Saint Domingue; le despotisme le plus absolu y est encouragé, l'anéantissement de tout système des gouvernement y était préparé avec l'art dont cette faction couvre ses projets depuis 1790, enfin ils sont remplis et le pavillon britannique flotte à Saint Domingue.

Le Ministre Genet, dans sa circulaire, argue contre nous, de ce que toutes les Antilles ne sont pas réduites au même degré de misère que Saint Domingue: à cet argument perfide de collègue, nous répondrons que Saint Domingue mettait plus de 400 millions en circulation dans le commerce national, que cette colonie, a elle seule, rendait plus que toutes les Antilles, nous lui dirons qu'une puissance ennemie de la constitution et trop voisine de la partie française de Saint Domingue, non seulement s'est crue dispensée d'exécuter avec la nation. Les traités faits avec l'ancienne cour de France, concernant la réduction des esclaves au cas de révolte, mais encore a eu l'impudeur de tolérer et de mettre à profit les brigandages des révoltés de la province du nord. Nous rappellerons aux représentants de la nation que les représentants de la colonie en 1790 furent jugés sans avoir été entendus et assumèrent sur leur tête, par leur résistance à l'oppression, la haine de toutes les factions ennemies de la Révolution française, nous déclarerons enfin que la faction Brissot, esclave attachée aux intérêts de la Grande Bretagne, a eu l'art de faire choisir depuis 18 mois ses agents pour toutes les places qui avaient des relations avec Saint Domingue. Les agents de cette faction ont ils jetés le trouble dans les bourgs et villages de France? Non sans doute? c'est à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à Paris quelle a jugée la guerre civile nécessaire, c'est ainsi que Saint Domingue fut choisi comme tenant le premier rang dans les Antilles.

La France n'apercevra t'elle jamais que nos maux n'ont augmentés qu'en raison des succès de la Révolution? Ne se convaincre t'elle jamais que l'anéantissement du commerce national et de la Marine de l'état était combiné par la perte des colonies?

Le ministre Genet ajoute: "toutes les preuves de la droiture de nos intentions et les dispositions les plus solennelles seront elles insuffisantes pour nous disculper de l'imputation qu'on nous fait d'une telle rage de désorganisation?".

Nous avons accusés ce ministre et nous l'accusons encore de complicité avec les délégués perfides de Saint Domingue, nous l'avons accusés et nous l'accusons encore d'avoir, par une inaction réfléchie et combinée, livré le Mole et Jérémie aux anglais, si d'autres imputations ont acquis de la consistance dans des feuilles françaises que nous avons désavoués, c'est à leur auteur qu'il doit s'en prendre. Il est indigne de la franchise et de la loyauté d'un républicain, de confondre avec connaissance de cause, des accusations fondées avec des soupçons que sa conduite pouvoir démentir.

C'est notre correspondance, c'est notre profession de foi qu'il lui fallait attaquer, dévoiler aux yeux des représentants de la Nation et non pas les sarcasmes méprisables de folliculaires désavoués par la majorité des français réfugiés dans le continent.

Comment concilier cette conduite avec le Republicanisme dont il se pare dans une de ses lettres au secrétaire d'état des Etats Unis dans laquelle il dit: la Politique de la France régénérée ayant pour base la candeur, la franchise et la publicité, le secret mystérieux des cours étant banni de ses conseils, le seul art de ses agents publics étant de n'en employer aucun etc.

Sa conduite ténébreuse avec les colons, l'art avec lequel il a éloigné les forces de la République qui pouvaient protéger le commerce des colonies françaises avec les Etats-Unis, le secret dont il a enveloppé la députation prétendue coloniale de Sonthonax, le mystère que l'on a employé dans cette mission, l'accueil particulier fait par ce ministre aux agents infâmes des derniers désastres de Saint Domingue, ces manèges, cette conduite révoltante peut elle porter sur les bases politiques de la France régénérée?

Si le ministre Genet est convaincu de ne s'être pas conformé aux instructions qu'il a rendu publiques, ne sommes nous pas autorisé à soupçonner qu'il en a de secrètes. Si le ministre Monge écrivait aux commissaires civils à Saint Domingue, à la même époque ou se rédigeaient les instructions du ministre près les Etats Unis: "ayez sans cesse devant les yeux que si vous rappelez la calme à Saint Domingue, que si vous lui rendez son ancienne splendeur, vous aurez bien mérité de la patrie".

Certes ces instructions ne portaient pas l'ordre de tout bruler, de tout dévaster, elles n'annonçaient pas l'intention de reporter, de piller, de massacrer les infortunés habitants de Saint Domingue, elle n'enjoignaient pas enfin d'anéantir une loi constitutionnelle pour y substituer un système qui renverse de fond en comble la constitution coloniale et cependant le ministre Genet toujours apologiste des actes de Polverel et Sonthonax, présente ces mesures rigoureuses conçues nécessaires, comme la verge inflexible qui a frappée les réfractaires qui refusaient, dit-il, de se soumettre à la loi. Et ce font ces mesures elles memes qui ont substituées un système à la loi: ces mesures donc, de la part des commissaires civils et leur apologie de la

part du ministre Genet, seraient elles l'effet d'instructions secrètes? Ce ministre lui même nous laisse apercevoir qu'il en a incontestablement! Nous voyons dans celles qu'il a publié: "que le ministre de la guerre lui délivrera des commissions en blanc pour plusieurs grades d'officiers dans l'armée".

Ce n'est point à nous a discuter l'illégalité, le danger de cette mesure. Mais comme ses instructions ne font aucune mention de l'usage qu'il fera de ces commissions, nous nous bornons à entier cette induction incontestable, c'est à dire que le ministre Genet a des instructions secrètes.

Ce ministre finit sa circulaire par la condamnation des individus qu'il a protégé au mépris de la constitution et de ses devoirs.

"Le peuple français, dit-il, serait le premier a punir les agents prévaricateurs qui oseraient abuser de la confiance, troubler les nations, contrevenir aux lois et détruire les fondements des propriétés".

Citoyens Représentants: vous voyez dans ce peu de mots le Précis des crimes de Polverel et Sonthonax, nous vous avons tracés la conduite de leur protecteur dans les Etats Unis, vous avez nos plaintes et nos dénonciations sous les yeux, la France vient de terrasser ses ennemis en Europe, ceux qui ont perdus Saint Domingue, triomphent encore au milieu des instruments dont ils se sont servis, représentants de la nation, vengeurs des outrages qu'elle a reçus dans l'Amérique, vous connaissez aujourd'hui les coupables: frappez et Saint Domingue renaissant de ses cendres relèvera bientôt l'éclat et la splendeur du commerce national.

Salut,

Signés Barrault Narcay président, Chotard aîné et Clausson secrétaires.

Aux Citoyens L'Archevêque Thibaud, Page, Brulley

Philadelphie, le 26 janvier 1794

L'an 3 de la République française une et indivisible

Citoyens,

Nous vous adressons la suite de nos opérations, vous verrez que nous avons dénoncé le ministre Genet, comme la cause de l'achèvement de la perte de Saint Domingue.

Il vient de paraître un ouvrage royaliste que nous vous adressons, intitulé *Service funèbre à Louis 16*. Nous avons protesté contre cet acte, et nous vous envoyons deux exemplaires de cette protestation.

Vous trouverez aussi un supplément à la dénonciation contre Genet, ainsi qu'une adresse à la Convention et les rapprochements de la conduite des hommes de couleur à l'occasion d'une adresse de Chanlatte homme de couleur, contre Polverel et Sonthonax; cette pièce explique et dévoilera à la France les principes qui ont dirigé cette classe. Nous vous adressons aussi les Gazettes où sont imprimés des adresses de Chanlatte l'une du 1er avril avant la cantonade du Port au Prince, l'autre du mois de novembre dernier.

Vous verrez ... un Conseil de Paix et d'union à Saint Marc: cette dénomination, dont on a tous abusé en 1791, nous ... citoyens suspects: on l'a si souvent servi des principes d'égalité, et de vertu pour nous perdre, qui nous ne jouons plus non fixe à ces abus de noms, de dénominations.

Nous vous envoyons aussi une proclamation de Lasalle du 8 octobre dernier, vous y verrez l'ordre donné par Sonthonax de tous ... et tous massacrer.

La colonie, citoyens, a les yeux sur vous, elle compte toujours sur vos soins, et malgré la multitude de ses ennemis, elle espère que la France triomphante en Europe, ... de ses cendres une colonie qui n'a péri que par la trop grande soumission aux lois nationales, par son trop grand attachement à la Constitution, dont on a abusé à l'a... de la prévention qu'on a ... inspirer aux français contre les colons de Saint Domingue.

Salut,

Claussion, Chotard aîné, Barrault Narcay

[...]

Du 31 janvier 1794, l'an 2 de la République française

L'intérêt des colonies, celui de la France, de son intimité avec les Etats Unis exigent que nous vous présentions que le Ministre Genet a établi à Philadelphie un club, lui-disant jacobin, qui est à la veille de demander l'affiliation de celui de Paris.

On parle d'une adresse de ce club à ce sujet dans laquelle l'éloge du ministre y est pompeusement étalé; les principaux membres de ce club sont les citoyens Bournonville et Bonvarlet, secrétaires d'ambassade et chancelier du consulat de Philadelphie: le consul Cassan y joue aussi un rôle; et vous devez sentir quelle doit être la religion de tous ces aisés brissottins, presque tous soldés par le ministre, ou trompés: plusieurs colons de Saint Domingue ont voulu s'y faire présenter, mais comme ces colons n'étaient pas admirateurs de la conduite de Polverel et Sonthonax, ils ont été rejetés.

Un affilié au club des jacobins de Paris, s'y est présenté et leur a déclaré combien il trouvait leur existence vicieuse par la clandestinité de leur séances: les réflexions n'ont pas été fort accueillies: cependant il nous a dit s'être aperçu que quelques membres commençait à ouvrir les yeux: la société a demandé au Ministre le déplacement du citoyen Bonvarlet: celui-ci a répondu que Bonvarlet était pas à se justifier, que d'ailleurs il lui avait été recommandé par les commissaires civils de Saint Domingue: et nous sauvons que ce Bonvarlet aujourd'hui chancelier au consulat de Philadelphie était un ancien volontaire du Cap, ce qui équivaut à ...

Nous avons servi vous donner ces renseignements, au cas que cette société parvienne malgré nous à acquérir un crédit qu'elle ne mérite pas, surtout auprès d'un peuple, qui a abjuré le ..., la clandestinité, dont l'... est toujours la suite.

Salut

Chotard aîné

Acte d'accusation dei Coloni – Affaire des Colonies

Nous soussignés, commissaires de St-Domingue, députés près la Convention nationale, et le Colons suis signés, accusons Polverel et Sonthonax.

Premier Chef.

De n'avoir pas exécuté la loi du 4 avril 1792, qui était l'objet exprès de leur mission, et même de s'être opposés a son exécution ;

Deuxième Chef.

De s'être opposés à l'exécution du décret di 22 aout 1792, relatif à la nomination des députés à la Convention nationale ;

Troisième Chef.

D'avoir usurpé le pouvoir législatif, et de d'être attribué les fonctions des pouvoirs exécutif et administratif ;

Quatrième Chef.

D'avoir paralysé les forces de terre et de mer envoyées par la France pour rétablir l'ordre dans la Colonie, et d'avoir tout tenté pour les d'détruire ;

Cinquième Chef.

D'avoir organisé la guerre civile dans la Colonie et provoqué la rébellion contre l'Assemblée nationale ;

Sixième Chief.

D'avoir canonné la ville du Port-au-Prince, et incendié celle du Cap français ;

Septième Chef.

D'avoir délégué des pouvoirs, notamment le droit de vie et de mort au commandant militaire de la ville du Cap ;

Huitième Chef.

D'avoir ordonné, dans tous les ports de St.-Domingue, de repousser a coups de canons tous les vaisseaux de l'État qui s'y présenteraient, sans distinction, quels que fussent leurs besoins ;

Neuvième Chef.

D'avoir préparé la conquête de Saint-Domingue aux ennemis de la France, et d'avoir livré aux Anglais la ville du Port-au-Prince, avec tous les batimens du commerce français qui s'y trouvaient ;

Dixième Chef

D'avoir dissipé le trésor public et envahi les fortunes particulières ;

Onzième Chef.

D'avoir cherché à avilir la représentation nationale, en envoyant, pour siéger dans son sein, ceux de leurs employés qui s'y sont présentés avec des pouvoirs illégaux.

Signé Deaubouneau, Thomas Millet, Clausson, Duny, Page, Brueley, Verneuil, Senac, Larchvesque Thibaud, Fondeviolle (1)

Acte additionnel aux chefs d'accusations présentés par les commissaires de Saint-Domingue, contre Polverel et Sonthonax, conformément à l'arrêté de la commission des Colonies, en date du 18 floréal, an troisième.

Second Chef.

« Nous les accusons de s'être opposés à l'exécution de la loi du 22 août 1792, relative à la nomination des députés à la Convention nationale.

1°. La majorité des communes de la Colonie a fait tout ce qui dépendait d'elle pour l'exécution de la loi du 22 août.

2°. Polverel et Sonthonax en ont positivement défendu l'exécution, sous des peines sévères.

Troisième Chef.

« Nous les accusons d'avoir usurpé le pouvoir législatif, de s'être attribué les fonctions du pouvoir exécutif et administratif.

1°. Ils se sont permis de faire des lois sous le titre de proclamations et ordonnances.

2. Ils ont formé une commission intermédiaire.

3. Ils se sont arrogé le droit de confirmer ou d'infirmer les pouvoirs du peuple.

4. Après avoir dissous les corps populaires, ils les ont remplacés par des corporations inconstitutionnelles.

5. Ils ont établi des impositions et des contributions sans le consentement des contribuables.

6. Au mépris de l'article III de la loi du 22 juin, Sonthonax a créé et organisé, pour la province du Nord, un tribunal composé de cinq juges, sans aucun juré ; s'est réservé la nomination des juges, leur a alloué des honoraires et s'est attribué le droit de statuer sur leur compétence, *dérogeant pour cela à toute loi préexistante.*

7. Polverel a créé et organisé, pour les provinces de l'Ouest et du Sud, un tribunal composé de trois juges, sans aucun juré, et a arbitrairement déterminé leur attribution.

8. Ils ont mis hors la loi des fonctionnaires publics.

9. Ils ont donné à l'éligibilité des citoyens une plus grande extension que celle portée par les lois du 28 mars, 12 octobre 1790, et 4 avril 1792.

10. Ils ont organisé des compagnies franches, composées d'hommes de couleur et nègres libres, à l'exclusion des blancs. Ils ont organisé une compagnie de guides.

11. Eu remettant en vigueur l'édit de 1685 ; ils en ont supprimé quelques articles et se sont permis d'en ajouter d'autres...
12. Pour avoir sous leur main et Leur disposition absolue, des instruments de persécution et d'oppression, ils ont, au nom de la Convention nationale, appelé autour d'eux et affranchi les nègres qui prendraient les armes sous leurs ordres.
13. Pour la province du Nord seulement, Sonthonax a affranchi arbitrairement et fixé le prix des affranchissements des esclaves qui se sont mariés, ou qui pourraient se marier à des personnes libres.
14. Polverel et Sonthonax ont affranchi les nègres, sous le prétexte et en vertu d'une loi supposée.
15. Ils ont établi la loi agraire, en partageant aux nègres les terres en culture de leurs maîtres.
16. Ils ont appelé au gouvernement de St.-Domingue un autre que celui que la loi y appelait.
17. Ils ont disposé arbitrairement des forces des terre et de mer.
18. Ils ont destitué, dans les différentes corps, les officiers titulaires, pour y placer leurs créatures.
19. Ils se sont réservés l'approbation et 'ordre de faire exécuter les arrêtés de la commission intermédiaire ;
20. Sonthonax, dans une pièce officielle, s'est annoncé investi de la dictature coloniale. »

Quatrième Chef.

« Nous les accusons d'avoir paralysé les forces de terre et de mer, avoyée par la France pour rétablir l'ordre dans la Colonie, et d'avoir tout tenté pour les détruire :

- 1°. Ils ont défendu aux chefs militaires de faire marcher les troupes en masse contre les révoltés.
2. Ils ont défendu aux chefs des bâtiments de l'État de faire aucun mouvement, sans leurs ordres.
3. Ils ont disséminé les troupes dans les endroits malsains, et les y ont laissé périr.
4. Ils ont négligé de faire droit aux plaintes qui leur ont été portées sur la mauvaise qualité des vivres que l'on distribuait dans les camps et à bord des bâtiments de l'État.
5. Ils n'ont provoqué aucune poursuite sur les dénonciations qui leur ont été faites, du poison trouvé dans les boissons destinées aux militaires de terre et de mer, envoyés pour faire rentrer les révoltés dans le devoir.
6. Ils ont négligé de rétablir l'ordre dans l'administration des hôpitaux, malgré les réclamations nombreuses qui leur ont été faites.

7. Ils ont négligé de pourvoir à l'habillement et au paiement des troupes »

Cinquième Chef.

« Nous les accusons l'avoir organisé la guerre civile dans la Colonie, et provoqué la rébellion contre l'Assemblée nationale.

1°. Ils ont subordonné à la délibération des communes, la question de savoir si elles accélèreraient ou différeraient l'exécution de la loi du 4 avril, et celle du 22 août 1792.

2. Au mépris de la loi du 4 avril 1792, ils ont empêché les hommes de couleur de se fondre dans la garde nationale.

3. Pour provoquer la guerre civile, Sonthonax a supposé la publicité d'un faux décret, qu'il a attribué à ce qu'il appelait une faction proscrite par l'Assemblée nationale.

4. Sonthonax a rendu, le premier décembre 1792, une proclamation, qui remettait au pouvoir de Rochambeau la disposition de toutes les gardes nationales du Cap, et en a rendu la municipalité ; de là, les journées des 2, 3, 4, 5 et 6 décembre ; il a, sans l'intermédiaire de la municipalité et sans la participation du pouvoir exécutif, formé des rassemblements d'hommes de couleur armés et de troupes de lignes.

5. Sonthonax a autorisé des corporations de volontaires à pied, à cheval, sous les ordres directs du commandant de la province du Nord ; et, par sa lettre, datée de Saint-Marc, du 10 mars 1792, adressée à Etienne Laveaux, il a provoqué une prise d'armes dans la ville du Cap.

6. Pour porter la guerre civile à Jacmel et Jérémie, ils ont marché contre ces deux villes, sous prétexte de l'inexécution de la loi du 4 avril.

7. Ils ont mis en réquisition la force armée des quatorze paroisses de l'Ouest, pour attaquer la ville du Port-au-Prince.

8. Ils ont arbitrairement destitué le gouverneur.

9. Ils ont suscité des rixes entre les hommes de couleur et les marins de l'escadre du convoi mouillé dans la rade du Cap.

10. Ils ont ouvert les portes des prisons aux brigands de toutes les couleurs, et ont appelé autour d'eux les nègres royalistes révoltés.

11. Ils ont déclaré qu'ils s'opposeraient de toutes leurs forces à tous les décrets de l'Assemblée nationale, qui proclameraient l'affranchissement des esclaves »

Sixième Chef.

« Nous les accusons d'avoir canonné la ville du Port-au-Prince, et incendié celle du Cap français.

1°. Dans un moment où des vaisseaux anglais croisaient sur les côtes, ils ont canonné la ville du Port-au-Prince, mis en fuite une grande quantité de Colons.

2. Ils ont fait incendier la ville du Cap ; ils ont fait piller les propriétés et égorger les habitants ».

Septième Chef.

« Nous les accusons d'avoir délégué des pouvoirs, notamment le droit de vie et de mort, au commandant militaire de la ville de Cap.

1°. Ils ont donné des pouvoirs à Pinchinat, qui s'est permis de faire arrêter, dans les paroisses, des citoyens, même des officiers municipaux.

2. Ils ont donné mêmes pouvoirs à Lavergne et à Galineau de Gaseq, pour la dépendance du Port-de-Paix ; et à Albert, pour la dépendance du Cul-de-Sac et celle du Mirebalais.

3. Ils ont pareillement délégué Pin chinât, l'Etang et Vigand, pour la dépendance de Jérémie.

4. Ils ont donné le droit de vie et de mort au commandant militaire de la ville du Cap.

Huitième Chef.

« Nous les accusons d'avoir ordonné, dans sous les ports de Saint-Domingue, de repousser à coups de Cannon tous les vaisseaux de l'État, sans distinction, quels que fussent leurs besoins.

Neuvième Chef.

« Nous les accusons d'avoir préparé la conquête de Saint-Domingue aux ennemis de la France, et d'avoir livré aux Anglais la ville du Port-au-Prince, avec tous les bâtiments du commerce français qui s'y trouvaient.

1°. Ils ont déporté arbitrairement, contraint de fuir, ou fait massacrer les Français, défenseurs naturels de la Colonie.

2. Ils ont empêché que la municipalité ou les commandants militaires ne missent les forts en état de défense.

3. Ils ont tenu, tour à tour, en stagnation et éloignées les forces maritimes de la France.

4. Ils ont écrit à Genet, ministre aux Etats-Unis, d'y retenir les forces navales et les Colons déportés ou réfugiés de Saint-Domingue, qui demandaient à venir défendre cette Colonie.
5. Ils ont fait marcher leurs satellites contre le Mole et Jérémie, précisément au moment où les Anglais se présentaient pour contraindre les habitants à les appeler à leurs secours.
6. Ils ont fait prendre, par les Anglais, tous les caboteurs de la cote de Saint-Domingue, ainsi que la frégate française l'*Inconstante*.
7. Ils ont ordonné le désarmement des Français, et ont substitué leurs affidés aux fonctionnaires publics, recommandables par leur patriotisme.
8. Ils ont paralysé les forces environnant la ville du Port-au-Prince, en confiant les autorités civiles et militaires à des hommes de couleur, leurs complices.
9. Ils ont laissé prendre le fort Bizoton par trois cents hommes, et celui de la Saline par deux cents, seules forces anglaises qui aient été mises à terre ; deux jours après, ils ont livré la ville du Port-au-Prince, sans coup férir.
10. Ils ont facilité aux ennemis de la révolution, en leur vendant des passeports, les moyens de joindre les Anglais, pour grossir leurs forces.
11. Le commandant anglais a défendu qu'on poursuivît Polverel et Sonthonax, qui portaient du Port-au-Prince, pour se rendre à Jacmel, avec soixante mulets chargés de numéraire.
12. Ils ont préparé et effectué la livraison de quarante-sept navires du commerce français, chargés, depuis six mois, de denrées coloniales, dont ils s'étaient fait payer d'avance les droits, contre l'usage.

Dixième Chef.

- « Nous les accusons d'avoir dilapidé le trésor public et envahi les fortunes particulières.
- 1° En ce qui concerne l'imposition de quart du revenu de la partie du Nord de Saint-Domingue ;
 2. Les impositions volontaires, dans les parties du Sud et de l'Ouest ;
 3. L'imposition forcée, au Cap, de six cent soixante-treize mille livres ;
 4. L'imposition forcée, au Port-au-Prince, de quatre cent cinquante mille livres ;
 5. La recette des droits d'octrois, pendant leur séjour à Saint-Domingue ;
 6. Le versement de toutes les caisses particulières dans la caisse générale de la Colonie ;
 7. La séquestration juste de plusieurs habitations, dont le revenu est entré dans la caisse générale ;
 8. La séquestration injuste de plusieurs habitations, dont le revenu est entré dans la caisse générale ;

9. La confiscation des biens de plusieurs citoyens ;
10. L'enlèvement de la caisse des Amis de la Convention nationale, qui contenait cent trente-deux mille livres, lors de la dissolution de cette société ;
11. Le produit immense de la fouille de la ville du Cap :
12. Les sommes énormes, fournies aux receveurs par les particuliers qui voulaient fuir une terre ensanglantée, sans quoi ils n'obtenaient point de passeports ;
13. De combien la Colonie est grevée par les dettes qui lui ont été créées, pendant l'administration de Polverel et Sonthonax ».

Onzième Chef.

« Nous les accusons d'avoir cherché à avilir la représentation nationale, en envoyant, pour siéger dans son sein, ceux de leurs complices qui s'y sont présentés avec des pouvoirs illégaux.

1°. Ils ne se sont occupés de la nomination des députés à la Convention, qu'après la déportation, l'expulsion et le massacre des Colons français.

2. Ils ont provoqué la réunion des Africains pour la nomination de ces mêmes députés.

3. Ils ont influencé le choix de ces mêmes députés, et l'ont fait tomber sur leurs complices.

4. Ils n'ont observé aucune des formes prescrites par les lois, pour la nomination des députés à la Convention nationale ; ils n'ont pas même suivi celles qu'ils avaient substituées aux formes légales ».

A Paris, le 21 floréal, an III de la République une et indivisible.

Signé Thomas Millet, Duny, Page, Verneuil, Brulley, Deaubouneau, Sènac, Clausson, Larchevesque Thibaud.

César-Dominique Duny, *Réflexions sur la Cause des Evenements des Colonies*¹²²⁹

Le Gouvernement Anglais, le Gouvernement Espagnol et les Contre-révolutionnaires y ont également concouru; mais par des motifs différents.

Le Gouvernement Espagnol et les Contre révolutionnaires ont cru y trouver les moyens d'ébranler le Peuple français en sens inverse de la révolution par la stagnation du commerce et la prévention des denrées coloniales.

Les Gouvernement d'Angleterre y a vu l'humiliation de la maison de Bourbon, dont la puissance menaçait l'Europe.

Il y a vus le déchirement de la France, dont la force et la population s'accroissaient chaque jour. Enfin il a vu dans la dévastation de Saint Domingue la ruine du commerce de la France, qui croissant toujours en raison de ses productions coloniales, allait couvrir la mer de ses vaisseaux; et comme la marine militaire d'un grand peuple est toujours en raison de sa marine marchande, l'Angleterre aurait bientôt perdu son commerce et sa prépondérance dans les système maritime. Alors le sentiment de sa faiblesse l'a frappé ; il a vu l'Inde dont les destinées sont dans les mains de soixante mille cépages ennemis naturels de l'Angleterre, échappa de ses mains; il a vu son commerce ruiné, sa marine anéantie, ses villes désertes et sa puissance écroulée sous une dette immense.

Des agents et des instruments du système de dévastation des colonies

Brissot et les ...se sont saisis des affaires des colonies et ont écarté tous ceux qui auraient pu découvrir la vérité, malgré les fables et les versions contradictoires qu'ils faisaient des événements qu'eux memes développaient dans ces malheureuses contrées.

Les Commissaires civils étaient ses agents.

Blanchelande et les siens le secondaient parfaitement, quoique dans des vues différentes. Brissot était un anarchiste qui voulait déchirer la France : Blanchelande était un contre-révolutionnaire qui voulait l'opprimer.

¹²²⁹ AN, D/XXV/80.

Les Mulâtres et les Nègres bien plus féroces, bien plus ignorants, bien plus fanatiques que les Paysans de la Vendée, étaient leurs instruments.

Etat Politique de la Colonie de Saint Domingue

Plusieurs partis déchirent cette Colonie; quelques colons blancs nourrissent contre les Mulâtres une haine que motivent les atrocités qu'ils ont commises.

Quelques mulâtres veulent à leur tour anéantir la race européenne pour dominer à la faveur des autres mulâtres que l'ignorance leur assujettis.

Les Mulâtres seront encore longtemps les instruments de l'homme revêtu de l'autorité: parce qu'ils n'ont jamais sçu qu'obeir en esclaves ou commander en tyrans.

Les dix neuf vingtième des Blancs seraient très révolutionnaire s'ils ne voyaient dans la révolution des principes destructeurs de leurs propriétés, même de leur existence. Ils adoreraient la France, si elle ne les avait pas toujours traités en marâtre, soit en leur refusant des secours, soit en les calomniant sans cesse au sein des assemblées nationales, constituante et législative; soit en déclamant sans cesse contre l'esclavage.

Moyens de restauration

Le premier, le plus important de tous les moyens ; c'est le rétablissement de la confiance, et ce n'est pas chose facile: car des lois incohérentes, des lois vicieuses, des lois qui enlevaient aux Colons des droits qui leur avaient été reconnus la veille; des commissaires civils tous également scélérats; l'apathie de la France ont également détruit ce sentiment chez tous les Colons.

Pour rétablir la Confiance la Convention Nationale doit s'expliquer clairement et nettement* elle doit déclarer qu'à chaque colonie appartient le droit de faire, de régler son gouvernement intérieur et d'en nommer et choisir les agents en ordonnant cependant aux Colonies d'épuiser dans la Charte constitutionnelle et dans les lois réglementaires de la république, ce qui peut être applicable à leurs totalités.

Réflexions

* Lors même que contradictoirement à ses principes, elle voterait l'esclavage, les colons craindraient qu'une nouvelle assemblée nationale ne porta une loi contradictoire ; car l'expérience leur apprend trop qu'ils peuvent tous craindre.

Enfin si la Convention ne prend cette mesure, elle n'a plus de colonies ; aucun colon ne prend cette mesure, elle n'a plus de colonies : aucun colon ne voudra retourner dans un Pays dans lequel le Gouvernement doit par essence anéantir les propriétés. Le désespoir des Colons ouvrira aux ennemis de la France les ports de l'Amérique, et les patriotes qui se sont dévoués à la révolution seront immolés.

La Convention nationale décrètera les rapports politiques et commerciaux qui doivent exister entre la république et les colonies ; et entre les colonies et les nations étrangères.

La Convention nationale ne doit considérer les Colonies que sous les rapports d'utilité publique. Sous les rapports de son commerce, c'est là qu'elle exercera la plénitude de la souveraineté ; elle le fera d'une manière utile.

La République entretiendra dans chaque Colonie des Commissaires.

Ces Commissaires ne s'immisceront aucune manière de Gouvernement intérieur des colonies ; seulement ils y surveilleront les intérêts de la république et lui dénonceront toutes les atteintes qui pourraient y être portées.

Chaque colonie entretiendra auprès de la République des députés qui seront appelés et entendus dans le Corps Législatif avec lequel ils délibéreraient toutes les fois qu'il sera question des rapports politiques et commerciaux de la République avec les colonies et avec les nations étrangères.

La Convention Nationale enverra à Saint Domingue des Commissaires pris dans son sein.

Les Commissaires prendront telles mesures qu'ils trouveront convenables pour rétablir l'ordre et la tranquillité.

Ils exerceront leur autorité jusques au moment où l'assemblée coloniale aura organisé le régime intérieur de la Colonie.

Les Colons sont justement effrayés de cette Dictature que Mirebeck, Roume, Saint Leger, Sonthonax et Polverel ont si cruellement exercée à Saint Domingue : on leur enverrait des Anges revêtus de cette autorité, qu'ils en redouteraient les effets. Il faut donc présenter aux colons ces nouveaux délégués avec des circonstances qui puissent établir la confiance.

Prospectus del *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*¹²³⁰

INTRODUCTION SUR LES COLONIES.
ST.-DOMINGUE.

Un pais où l'oisiveté proscrite, où le crime presque inconnu, ne troublèrent jamais la tranquillité publiques; où les jouissances du riche n'étaient point interrompues par le spectacle de la misère; où l'homme laborieux était à l'abri des coups de l'infortune; un pais où tous les peuples auraient du copier des leçons d'hospitalité; où l'intrigue au berceau pouvait difficilement entraver les progrès du mérite & des talents; où chaque classe en échange de la protection quelle recevait, payait à la société *le tribut de ses facultés phisiques à défaut de morales*: un pais enfin qui porta le commerce français à ce degré de splendeur, dont les puissances étrangères furent si longtemps *inutilement* jalouse. St.-Domingue pouvait sans doute voire encore améliorer le fer de toutes les classes qui le composent ; mais dans le chaos révolutionnaire auquel cette colonie fut *imprudemment* livrée, le bien, le mal, tout fut confondu ; et de cette confusion que les nouvelles lors elles-mêmes que des autorités étrangères *eux intérêts du pays* n'ont pu arrêter un instant, il n'est sorti que des fléaux, que destruction de toutes parts.

La même faction, depuis 1791 et successivement jusqu'aujourd'hui, n'a cessé d'armer le fanatisme contre des fantômes ; les uns dans l'espoir de parvenir à un état meilleur, les autres, dans infortunée colonie répandu la désolation en y propageant la terreur, la guerre civile, & la mort.

On a couvert la population blanche de tous les crimes qui s'y sont commis : cette accusation *raisonnablement inamissible*, & contre laquelle déjà la force des événements l'emporte. Cette accusation doit être repoussée jusqu'à ce qu'elle soit anéantie. Les personnes éclairées & susceptibles d'être convaincues nous sauront gré de les avoir délivrées d'un pareil fardeau... et c'en est un pour l'homme vertueux qui ne sait pas *présumer le crime*.

Nous sentons que pour combattre une prévention dont les ramifications se sont glissées jusques dans le gouvernement même, il nous faudra conduire, s'il est possible au-delà de l'évidence, ceux qu'il importe de convaincre ; mais tout le monde doit sentir qu'il serait souverainement injuste de résister plus long temps à cette même évidence, à laquelle on n'a pas encore voulu se rendre. Il faut pour cela que les détracteurs des colonies entendent la vérité avec autant de courage que les Colons ont souffert la calomnie.

¹²³⁰ *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies*, 18 agosto 1796, n°1.

On nous a toujours dit, *nous ne voulons pas chercher des coupables* ; or, si jusqu'à présent on n'a pas prétendu chercher des coupables, on n'a pas dû en trouver, puisqu'il n'y a pas encore eu d'autre jugement sur les colonies que celui du 11 Octobre 1790, qui fut rendu sans discussion.

Cependant on a toujours accusé, condamné, emprisonné les Colons blancs... on a donc condamné, on accuse dont tous les jours des hommes innocents. Si les Colons n'eussent été calomniés que dans des journaux vendus à leurs ennemis ; comme ils savent que ce n'est pas là que repose le sort et l'opinion de la France, ils n'y eussent pas fait la plus légère attention ; mais ils ont été calomniés, sans interruption pendant trois Législateurs... qui est-ce qui les a défendues ? il est vrai que jamais ils n'ont été légalement représentés.

Les Colons ne sont point irréconciliables, ceux qui les accusent le savent bien ; mais quelle garantie leur donnera-t-on, pour les nouveaux sacrifices qu'ils sont encore prêts à faire à la patrie ? L'exécution des lois, dira-t-on ; mais où est celle qui n'ait pas été violée à leur égard par les agents de la république à Saint Domingue, surtout depuis 1793. Et à quoi sert la responsabilité, quand le tribunal qui doit la juger est à deux mille lieues du théâtre des réclamations.

Les Colons ont souvent pardonné à leurs ennemis de quelque classe & de quelque couleur qu'ils aient été... On pourra les jeter encore dans des cachots, leur arracher la vie ; mais aucune puissance humaine ne les fera transiger avec l'honneur, c'est le seul bien qu'on n'ait pas pu leur enlever, ils veulent le conserver intact.

Nous ne sommes plus dans ces temps malheureux, où 10 années d'estime publique & d'industrie coloniale, étaient 20 *années de crimes*. Sous de plus heureux auspices, nous espérons rétablir des vérités, dont la justice réclame la connaissance, dont l'intérêt national exige le développement. Nous ne doutons pas que le commerce ne rompe bientôt, le funeste silence qu'il garde depuis si longtemps ; l'oppression sous laquelle il a gémi fut une calamité publique ; un fléau qui devait retomber sur l'état ; il est temps qu'il reprenne son ancienne énergie, que les deux grands intérêts qui avaient fait prospérer la nation se confondent en un seul, que le commerçant & l'habitant des colonies, sous la garantie & les encouragements du gouvernement ; se préparent à réparer des maux inséparables sans doutes des jugements trop précipités, de la guerre civile, & des grandes révolutions. Une prévention que l'évidence n'a pas encore pu guérir, des considérations puériles enfantées par l'astuce, ou la faiblesse ne nous empêcheront pas de nous faire connaître : nous ne pouvons plus l'augmenter, cette prévention, elle a été à son comble ; il ne doit nous rester qu'une chance, celle de la voir détruite l'expérience que le gouvernement acquiert tous les jours doit nous en garantir le succès.

Nous ne craignons donc pas de déclarer que nous sommes colons, et nous nous honorerons sans cesse d'avoir, par tous les moins qui ont été en notre pouvoir, lutté contre la désorganisation de notre pays ; qu'on nous suive dans nos principes, l'on verra si nous sommes ennemis de la liberté ; nous avons eu à St. Domingue une conduite publique à tenir dans des temps difficiles, et elle n'a jamais fait tort à notre conduite privée ; c'est pour prévenir certaines objections que nous sommes forcés de parler un moment de nous-mêmes, ça sera la seule fois.

Nous prouverons en temps et lieu que ce n'est pas contre les lois qui nous nous sommes récriés, comme nos détracteurs l'ont voulu faire entendre ; nous savons qu'une loi, quelque difficile qu'en soit l'exécution, peut être juste, quand les formes constitutionnelles ont été rigidement observées, quand tous les individus y sont également soumis : d'ailleurs, quand on n'est tenu d'obéir qu'à la loi, qu'importe aux colons celui qui la fait exécuter, si la fatalité qui les poursuit doit les priver des mêmes droits que les français d'Europe ; mais on ne pense pas sans frémir à la barbarie avec laquelle le caprice, & les volontés particulières ont été substitués à *la volonté nationale*.

La St. Barthelemy que l'on voudrait effacer de l'histoire n'a rien de comparable à l'horrible dépopulation qu'à subi la plus florissante des colonies françaises... Français d'Europe les colons blancs sont aussi vos frères...., vous l'aviez trop oublié ! Quand l'opinion publique ne sera plus entachée de cette prévention, qui a causé la plus grande partie de nos maux, nous nous efforcerons d'en étouffer le souvenir : l'effort sera grand sans doute dans un pays où chaque pas nous les retracera malgré nous : mais le colon est assez généreux, assez habitué aux sacrifices, pour s'immoler une seconde fois pour la patrie : nos ennemis parmi lesquels il y a beaucoup d'hommes trompés, ne peuvent pas nous servir ; nous savons que cela est impossible ; quand l'amour propre & l'intérêt on servi de guide, on a bien de la peine à les quitter pour en prendre un autre. Mais nous voulons les forcer de nous estimer, dussent-ils même achever de nous perdre.

Deaubonneau, Chotard aîné

Commento critico di Claude Parisot comparso sulla *Gazette française et américaine* di New York al messaggio del Direttorio dell'8 nevoso anno IV (29 dicembre 1795)¹²³¹

Aux éditeurs de la Gazette Française de New-York

Votre feuille paraissant destinée sur-tout à informer les malheureux colons français réfugiés aux Etats-Unis de l'Amérique des événements qui peuvent les intéresser dans leur mère-patrie, vous ne négligerez pas sans doute de mettre sous leurs yeux, quelque pénible qu'en soit la lecture, le message par lequel le directoire exécutif français a demandé que les lois relatives aux émigrés fussent exécutées dans les colonies comme elles le sont en France. En cas que vous ne l'avez pas pour le moment, je vous envoie la traduction de cette pièce insérée dans l'*Aurora* du 6 avril & le *Diary* du 14, dont vous n'avez encore donné qu'un extrait très succinct. J'y joins quelques unes des douloureuses réflexions que font naître dans toute âme juste & raisonnable les motifs de ce message, bien extraordinaire, pour ne rien dire de plus, de la part des chefs du corps politique français.

Ces réflexions, je le sens, ne feront aucune sensation sur leur esprit, puisque leur vœu est émis & leur mission remplie à cet égard: elles n'en seront pas davantage sur le corps législatif, puisqu'une partie s'est déjà prononcée en faveur du message & que l'autre se prononce peut-être en ce moment. D'ailleurs, si les uns & les autres ont voulu lire & entendre, n'ont-ils pas lu & entendu mille fois ces vérités palpables, sortir de la plume ou de la bouche & dans un style bien plus énergique, des *protecteurs* & des *défenseurs* de ces infortunés colons, qui se trouvent aujourd'hui dans la métropole, & que le directoire traite avec une si cruelle dérision?

Mais ces observations pourront être utiles aux individus que le directoire veut faire proscrire & dépouiller. Elles leur apprendront ce qu'ils ont à craindre ou à espérer, les exceptions qui peuvent militer en leur faveur, & les démarches qu'ils pourront tenter dans le cas où la proscription serait prononcée définitivement. C'est uniquement le motif qui me détermine à publier ces réflexions. Proscrit moi même par les agents infidèles d'un gouvernement alors tyrannique, je n'ai point le désir de rentrer dans ma patrie, jusqu'à ce que des lois sages & respectueuses y aient rétabli l'ordre & la tranquillité. Depuis longtemps j'ai fait le sacrifice de toutes mes propriétés coloniales, les regardant comme absolument nulles, tant que le nouveau système sera maintenu aux colonies. Ceux qui me connaissent ne me

¹²³¹ *Gazette française et américaine*, 18 avril 1796, n°18.

soupçonneront pas non plus, j'espère, de vues hostiles pour mon pays, puisque j'ai mieux aimé végéter dans la médiocrité sur un sol étranger, que d'accepter les offres d'une puissance qui, quel que soit le motif de sa générosité, n'est pas économe de ses trésors, ni de moyens de séduction. C'est donc votre intérêt seul, o mes infortunés compatriotes, qui m'inspire en ce moment. Puisse-je adoucir quelques-uns de vos chagrins, verser un baume salubre sur quelques-unes de vos places profanes ! Je serai trop payé.

Extrait du Républicain Français du 11 nivose - 1er janvier

Le Directoire exécutif au Conseil des Cinq Cents.

8 Nivose – 29 Décembre

[Compare in *corsivo* la citazione del messaggio del Direttorio al Consiglio dei Cinquecento, in italico il commento del giornalista]

Citoyens législateurs,

“Le directoire exécutif ne peut différer plus longtemps d'appeler l'attention du corps législatif sur les émigrés des colonies.

“Lorsque le comité de salut public proposa, le 25 messidor troisième année, dans son rapport sur l'état de Saint-Domingue, d'envoyer aux colonies les lois relatives aux émigrés, pour y être exécutées comme en France, la convention nationale jugea à propos d'ajourner cet objet, quoiqu'il n'en soit point de plus urgent & d'une plus haute importance.”.

Ce ne fut pas la faute de Sonthonax & de ses complices, si le décret de proscription ne fut pas porté à cette époque... Leurs partisans vomirent alors les memes calomnies contre les colons, d'après les renseignements si véridiques que le cynique Leblanc avait apporté du continent américain. Mais l'incroyable décret qui a lavé le déprédateur de Saint-Domingue de tous ses forfaits, l'a mis à même d'intriguer avec plus du succès & de poursuivre ses vengeances contre ses accusateurs.

“Le moment est arrivé où le législateurs de la République, qui par trop d'indulgence ont vu l'intérêt générale sur le point de périr, doivent frapper les ennemis les plus irréconciliables de la liberté & de l'égalité.”.

Voilà le grand reproche que les faux patriotes ont toujours fait à ce qu'ils appellent aristocrates, parce qu'ils n'ont pu se persuader que l'homme éduqué, ou éclairé put consentir à s'assimiler à l'homme grossier ou ignorant. Et cependant, qui jamais a fait plus de sacrifices à la liberté & à l'égalité, que ceux-là même qu'on accuse d'en être les ennemis irréconciliables, rangs,

distinctions, places, fortune & jouissance de tout genre, ils ont renoncé à tout dès que la patrie l'a exigé & si la plupart se sont arrachés de son sein, n'a-ce pas été pour se soustraire au fer meurtrier suspendu sur leur tête ?

“Il est nécessaire que les émigrés, dans quelque contrée qu'ils existent, ou sous quelque masque qu'ils se cachent, ne puissent échapper à l'arrêt que la loi a prononcé contre eux.”.

Quelle affreuse nécessité que celle qui dévoue à la mort ou aux horreurs de l'indigence 200 mille malheureux, dont la plupart n'ont d'autre crime à se reprocher que de n'avoir pas attendu patiemment le couteau prêt à les égorger ! Quelle étrange nécessité que celle de se priver des secours physiques & moraux de 200 mille individus, qui deviendraient d'excellents citoyens, s'ils étaient surs de conserver sous cette égide leur existence & leurs propriétés !

“Toute distinction entre les émigrés de France & ceux des colonies serait absolument injuste & impolitique.”.

Ainsi, pour ne point parler de ceux qui ont émigré directement de la France, quoique la justice & la saine politique réclament en leur faveur une foule de distinctions, on n'en admettra aucune entre eux & ceux qui ont émigré des colonies ! Ainsi tous ceux qui sont passés dans le continent de l'Amérique sur des passeports des autorités constituées, tous ceux qui y ont été déportés par ordre des agents de la tyrannie sur des soupçons & des dénonciations reconnues fausses, tous ceux qui, précipités dans les cachots pour cause d'aristocratie ou de patriotisme exalté, ont obtenu à prix d'argent la permission d'en sortir pour se réfugier au continent, tous ceux qui ont été forcés d'y chercher un asile contre les assassins qui dévastaient leurs propriétés par la flamme & le fer, ou les faisaient périr dans des tourments inconnus même aux cannibales, tous ceux qui y sont restés sur la foi des décrets nationaux, qui n'ont point regardé comme émigrés les réfugiés dans des pays neutres & alliés de la France; ainsi tous ceux que les anglais ont transportés de la Martinique & des autres Isles du vent pour cause de patriotisme, ou qui en ont fui d'eux mêmes pour n'être point accusés de connivence avec les ennemis de leur patrie; ainsi tous ceux qui ont fui de la Guadeloupe pour éviter le sort de 1500 malheureux, fusillés ou guillotins sur les prétextes les plus légers, ou pour s'être soumis à une capitulation que les circonstances rendaient indispensables, tous ces infortunés seront enveloppés dans la même proscription ! La justice & la politique ne permettent pas de faire aucune distinction entre eux & les émigrés de France ! Etrange révolution, qui a ainsi perverti toutes les idées de raison, de justice & d'humanité, admises jusqu'ici par tous les peuples les plus barbares & les moins civilisés !

“Une telle distinction perdrait nos colonies...”

Ainsi les colonies seraient perdues, parce qu'on y laisserait rentrer ceux qui, par leurs travaux & leurs sueurs, & en y versant des trésors immenses, les ont rendues florissantes, & en ont fait une source inépuisable de richesses pour la France! Ainsi les colonies seraient perdues, parce qu'on y laisserait rentrer les légitimes propriétaires & tous ceux qui, par leur zèle & leur active industrie, sont seuls capables, non pas de leur rendre leur splendeur primitive, l'entreprise aujourd'hui serait au dessus des forces humaines, mais d'en tirer encore quelques moyens de cicatriser les plaies que la révolution a faites au commerce de la France! De pareils raisonnements n'annoncent-ils pas le retour du Vandalisme qui pendant 18 mois l'a dévastée avec tant du fureur?

“La Liberté peut seule nous les attacher;”

Mille arguments s'offrent à l'esprit pour détruire ce paradoxe avancé par une philanthropie aveugle ou de mauvaise foi. Mais pour le malheur de la France, le temps & l'expérience ne tarderont pas à démontrer plus puissamment toute l'illusion d'un système au moins bien impolitique, s'il est spécieux à l'oeil du philosophe & de l'humanité. Qu'il nous suffisse aujourd'hui de demander si les colonies étaient moins *attachées*, moins fidèles & moins fructueuses à la mère-patrie sous le règne de l'esclavage que sous celui de la liberté?

“Et avec la perte de nos colonies, nous verrions s'éteindre tout espoir de rétablir notre commerce, & de procurer à la République une source perpétuelle d'abondance & de prospérité”.

Encore une fois, une funeste expérience n'apprendra que trop tôt au gouvernement français s'il a choisi le meilleur moyen de conserver ses colonies, de les faire servir au rétablissement du commerce, & d'en tirer des richesses inépuisables. Quelques caisses de lingots qu'il a reçu de la Guadeloupe, fruit des dépouilles des colons proscrits, n'ont pas peu contribué à nourrir sa confiance, à lui persuader que le sol des Antilles serait bien plus productif cultivé par des bras libres. Mais qu'il sera cruellement détrompé, lorsqu'il comparera, dans deux ans, le résultat des importations & exportations coloniales de 1788 avec celles de 1798!

“Leurs biens, que la justice rend aujourd'hui la propriété de la République, monteront à deux millions en écus, après qu'une administration sage & éclairée les aura rétablis dans leur ancien état”.

Voilà donc le mot de l'énigme! Voilà le but de tant d'imputations vagues & hasardées, de toutes ces accusations de lâcheté, d'hypocrisie, d'intrigues & de trahison, de tous ces efforts enfin pour jeter de la défaveur sur ces malheureux réfugiés! C'est qu'ils possèdent des biens qu'on veut persuader à la nation qu'il est de sa *justice* de s'approprier! & pour l'exciter davantage à dépouiller 20.000 pères de famille, veuves ou orphelins qui n'ont jamais démérité

de la patrie, on ne craint point de lui-peindre ces possessions comme devant lui produire *deux milliards en écus!*

Deux milliards en écus! Grand dieux! Oui, sans ... elles les valaient ces deux milliards & le double même de cette somme immense, lorsque Saint-Domingue seul envoyait à la métropole annuellement deux cents millions de denrées précieuses, & qu'il en recevait en retour plus de cent millions de productions du sol ou de l'industrie nationale. Mais depuis qu'à Saint-Domingue, & dans toutes les colonies, le brigandage & l'anarchie, le pillage, le meurtre & l'incendie, l'indolence & l'insubordination ont pris la place de l'ordre, de la paix, d'une sage discipline & de l'active industrie, depuis que la race blanche y a été exterminée presque en entier, depuis qu'elles ont été livrées aux fureurs des castes jaune & noire, qui en ont fait un vaste tombeau, un amas déplorable de cendres & de ruines, n'y a-t-il pas de la folie à estimer ces possessions, arrosées de sang & replongées dans leur ancienne stérilité, non pas à deux milliards, non pas à un milliard, mais même à cent millions en espèces?

Une administration sage & éclairée les rétablira bientôt dit-on, dans leur ancienne splendeur. On cite l'exemple de la Guadeloupe, ou un administrateur ferme & sévère a su discipliner 15000 satellites, avec lesquels il se flatte, & peut être même parviendra-t-il à contenir le reste des cultivateurs cernés dans une enceinte étroite & circonscrite; encore ne craint-on pas d'avancer que, malgré ses rigueurs & sa fermeté, la Guadeloupe n'a pas produit ou ne produira pas le quart de ce qu'elle produisait en 1788. Combien le *deficit* ne sera-t-il pas plus considérable à Saint-Domingue? Quel sera l'administrateur qui pourra étoffer les germes de division, de haine, de jalousie & d'animosité que l'orgueil, l'ambition & l'intérêt ont élevé encre ces différentes hordes de brigands de toutes couleurs, qui tous veulent être chefs & ne reconnaître aucun supérieur? Et, quand il y parviendrait, quelles forces seront capables de contraindre 500 mille individus répandus sur une surface immense, qui leur offre des retraites inaccessibles, accoutumés depuis quatre ans à ne reconnaître d'autres lois que leurs caprices, d'autre maître que le besoin de soutenir leur existence, d'autre dieu que la paresse & le libertinage? En supposant qu'une paix générale mette la France en état de faire renaître l'ordre dans ses colonies, d'y établir son système régénérateur & une administration *sage & éclairée*, ou en supposant qu'elle trouve des gens en état d'acheter & de payer ces possessions à raison de leur produit, combien sera-t-elle obligée de rabattre de ses *deux milliards*, lorsqu'elle s'apercevra, dans 5 ou 6 ans, qu'au lieu de 200 millions, Saint-Domingue n'en produira pas 50 annuellement! Mais, sans attendre cette époque, ne peut-elle pas dès à présent juger de ce qu'elle doit attendre d'une administration *sage & éclairée*, d'après l'exemple d'un des quartiers de St-Domingue qui n'a pas cessé d'appartenir à la République, le Petit Goave, où depuis trois

ans les nouvelles lois sont en vigueur, que les fureurs de l'insurrection ont épargné jusqu'ici, qui est encore intact, dont la majeure partie des habitations sont séquestrées & exploitées pour le compte de la République. Avant la révolution les dix sucreries de la plaine de Miragoane fabriquaient deux à trois millions de sucre annuellement; les caféiers des hauteurs rendaient de 10 à 12 millions de café. Eh bien l'on met en fait, & l'on peut s'en convaincre par l'inspection des registres du séquestre général, on met en fait que les dix sucreries ensemble n'ont pas fait, depuis trois ans, deux millions de sucre & les caféières trois millions de café, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas rendu en trois années ce qu'elles rendaient en une seule.

“Vous trouverez aussi, en faisant respecter vos lois, justes dans leur rigueur, une nouvelle hypothèque pour les dépenses de plusieurs campagnes, que la loyauté, la sagesse & la modération du peuple n'ont pu éviter. Si nous avons la paix, vous trouverez dans ces memes biens des ressources particulières, qui élèveront au plus haut degré la prospérité de la République.”.

Si les colons réfugiés avaient, par leur révolte ou leurs intrigues, occasionné ces campagnes désastreuses, les lois portées contre les coupables seraient *justes*, & ils ne pourraient pas se plaindre de leur rigueur. Mais hypothéquer sur les biens dévastés de ces cultivateurs les dépenses de ces memes campagnes, qu'ils n'ont ni provoquées, ni suscitées, la nation peut-elle regarder cette rigueur comme digne de sa loyauté, de sa sagesse & de sa modération? Quant aux *ressources particulières*, qui doivent naître de cette confiscation & élever la prospérité de la République au plus haut degré, en faisant des vœux pour cette prospérité, d'après les tristes vérités développées dans cette discussion, ne serait-ce pas se faire illusion gratuitement que de l'établir sur les colonies régénérées, ou sur la confiscation des propriétés coloniales?

“Le directoire exécutif, pénétré de l'importance de la question qu'il vous soumet, invite le corps législatif à prendre l'objet de ce message en considération & à déclarer que les lois relatives aux émigrés seront envoyées & exécutées dans les colonies comme elles le sont en France.

Signé Rewbell, président; Lagarde, sec. gen.”.

Rien de plus important en effet que ce message, puisqu'il provoque la proscription de 50 mille familles qui, dans des temps plus heureux, ont alimenté six millions de citoyens français, dont les sueurs & l'infatigable industrie ont fait fleurir toutes les villes maritimes & commerçantes de la France, ont posé les fondements des plus brillantes fortunes de la métropole, de cette même métropole qu'on sollicite aujourd'hui de les repousser de son sein, pour y faire entrer une tourbe d'individus étrangers, d'êtres féroces & cruels, dont l'âme est encore plus noire que l'épiderme. Déjà même le plus nombreux des conseils de la nation, influencé par les éternels

ennemi des colons, les philanthropes & les jacobins, qui ont trouvé le secret de s'y glisser & d'y porter leurs principes destructeurs, déjà le conseil des 500 a adopté ce message désastreux; mais heureusement il est soumis à la sanction de cette assemblée de sages, destinée à tempérer les résolutions trop rigoureuses de la première, de ce conseil des anciens, tous pères de famille & qui ne sont point étrangers aux douces impressions de la nature & de l'humanité.

Rassurez-vous donc, infortunés colons. Votre sort n'est pas désespéré, puisqu'il est entre les mains des anciens du peuple. Ils ne voudront pas sans doute imprimer à la nation qu'ils représentent la tache ineffaçable de s'approprier les dépouilles de ces colons laborieux, auxquels elles dut son ancienne prospérité & qui peuvent seuls contribuer à la lui ... il est impossible qu'il ne sentent pas combien cette mesure meurtrière serait peu consonante avec leurs principes de modération & de loyauté.

Mais si, contre toute probabilité, le décret de proscription était prononcé définitivement, sans doute ils auront droit à des exceptions tous ceux à qui leur âge, leurs infirmités ou la faiblesse de leur sexe n'ont pas permis de voler à la défense de leur patrie, tous les malheureux de tout âge & de tout sexe qui, après l'incendie du Cap & de la plaine du Nord, se sont trouvés sans asile, sans état, sans ressources & ont été obligés de suivre au continent le convoi de la Chesapeake, tous ceux qui ont été déportés aux Etats-Unis par l'ordre tyrannique des commissaires civils avec défense de rentrer sur le territoire français, tous ceux qui ont été transportés par les conquérants de la Martinique, de la Guadeloupe & d'une partie de Saint-Domingue, tous ceux à qui les embarras de la République n'ont pas permis de procurer des passages sûrs pour rentrer en France, tous ceux enfin qui se sont présentés devant les agents de la République & en ont obtenu des certificats de résidence dans un pays neutre & allié conformément aux décrets nationaux.

Il n'est pas possible que leurs pétitions, tracées par une plume éloquente & sensible, ne fassent pas sur les représentants de la nation l'impression qu'ils doivent en espérer. Ils trouveront dans toutes les villes maritimes une foule d'amis zélés & d'ardents défenseurs; ils trouveront dans la capitale mille orateurs généreux qui se feront un devoir de présenter au tribunal de la nation leurs justes réclamations.

Enfin, si elles étaient rejetées, si tous les coeurs en France se trouvaient fermés à la sensibilité, à la justice, à la générosité alors, malheureux colons, Ou qu'un beau désespoir vienne à votre secours, ou, plutôt, allez chez les six nations limitrophes des Etats-Unis. Quoique sauvages & barbares, jamais elles n'ont refusé un asile à l'infortuné.

Commento critico comparso sul *Journal Historique et Politique de la Marine et des Colonies* del messaggio del Direttorio dell'8 ventoso anno V (26 febbraio 1797)¹²³²

COLONIES

Nous avons annoncé, dans notre N° 195, que nous ne reviendrions point sur le message du Directoire exécutif au Conseil des cinq-cents, sur la situation de St-Domingue, attendu que nous savons que les partisans eux-mêmes des destructeurs de cette Colonie ont su apprécier ce message à sa juste valeur. Cependant, comme il fourmille d'impostures évidemment grossières, et qu'il fournit de plus la preuve de l'injustice que le gouvernement français fait peser de sang-froid sur les malheureux réfugiés des Colonies, et des spoliations exercées à leur égard. Nous croyons utile de fixer l'opinion publique sur cette *pièce officielle* du Directoire exécutif, que nous considérons comme l'ouvrage de Truguet.

On remarque d'abord dans ce message, "que les nouvelles apportées de Saint-Domingue par le *Rhinocéros* et l'*Aimable Lucile*, annonçaient que le calme avait suivi les orages qui s'étaient succédés depuis le 30 ventôse, an 4 ; que cet état de tranquillité s'est maintenu, suivant des dépêches de la Colonie, en date du 18 nivôse dernier et arrivées à l'Orient par la frégate la *Sémillante*, après une traversée de trente-sept jours, lesquelles dépêches contiennent des détails satisfaisants."

Il est faux que le *rhinocéros* et l'*Aimable Lucile* aient apporté la nouvelle du retour au calme d'après les orages du 30 ventôse. Tous les passagers, tous les officiers de terre et de mer qui ont abandonné la Colonie, où il n'y avait ni moyens d'existence pour eux, ni sécurité pour leurs jours, ont publié le contraire. On a eu grand soin de les écarter ; ou ne veut pas même encore les entendre.

Qui peut donc balancer leur assertion ? Les pièces officielles des agents du Directoire ! Mais a-t-on du s'attendre que ces agents, accusés et convaincus du bouleversement de la Colonie, avoueraient eux-mêmes leur forfaiture, leur conduite criminelle ? Pour prouver combien il est dérisoire de renvoyer à la correspondance officielle des délégués du gouvernement, nous invoquons la correspondance de Pélissier et de Mirdonday, employés à Saint-Domingue. Si ce n'est pas assez du témoignage de ceux qui sont revenus de la Colonie, nous invoquerons l'évidence et nous démoderons pourquoi, si le calme avait succédé aux orages du 30 ventôse,

¹²³² *Gazette française et américaine*, 18 avril 1796, n°18.

tous ces individus, pourquoi *Barbault-Royer*, *Rey*, *Giraud* lui-même, et tant d'autres, ont fui cette terre de désolation? Mais est-il besoin d'entrer dans tous ces détails, quand il est démontré que le message du Directoire offre des contradictions saillantes ? Il cite des *pièces officielles* où les agents eux-mêmes avouent leur insuffisance à ramener l'ordre et le calme. Lecteurs, comparez et jugez.

Il est encore très-faux que la frégate la *Sémillante* ait pu apporter des nouvelles satisfaisantes, à moins qu'elles ne soient aussi contenues dans les *dépêches officielles* de Sonthonax; car, d'une côté, on sait par cette frégate, que ce qu'il y avait d'européens au Port-Français, à trois lieues du Cap, a été égorgé; que Leblanc est mort dans la traversée ; que Raymond est nul, et que Sonthonax, pour accomplir le vœu de ses collègues, marche au dictatorial colonial. D'un autre côté, on est parfaitement instruit que les Nègres, soi-disant républicains, méconnaissent l'autorité de celui qui les a lancés dans la carrière de tous les crimes, et qu'une autre horde de Nègres, campée à Banic, marchait sur le fort Dauphin et le Cap, sous le commandement de Cambfort et de Rouvary.

Si c'est là ce qu'on appelle des nouvelles satisfaisantes, on ne sait plus que penser des projets du Directoire exécutif sur la Colonie de Saint-Domingue.

Le message continue ainsi : "Il fallait une nouvelle garantie pour leur liberté, aux hommes que le décret du 16 pluviôse, an 2, avait appelés aux droits de citoyens. L'intrigue et la malveillance avaient abusé de leur crédulité naturelle, &c." Tout le reste du paragraphe nous représente le style de Sonthonax. C'est toujours avec de grands mots qu'on a opéré tout ce qu'il y a de plus pitoyable ; et c'est encore par des mots qu'on veut soutenir un échafaudage monstrueux, qui croule déjà sur ceux qui l'ont élevé.

La garantie nouvelle, dont parle le Directoire exécutif, n'est autre chose que les massacres qui se sont commis depuis la nouvelle mission de Sonthonax. C'est avec du sang qu'on a voulu garantir aux Noirs des droits qu'ils ne connaissent point, pour lesquels ils ne s'étaient pas révoltés et que ne se battent point encore. C'est d'abord avec le sang des Blancs, ensuite avec celui des hommes de couleur et sans cesse avec du sang qu'on veut abreuver des anthropophages, des cannibales et leur donner à ce prix le titre de citoyen français. Comment expliquer autrement ces expressions du message : *Il fallait une nouvelle garantie pour leur liberté, etc.*, puisqu'il est prouvé que le sang a coulé et coule encore et que l'anarchie la plus complète règne à Saint-Domingue ? (Voyez le rapport de Doulcet du 5 ventôse) auquel des deux, ou du message, ou du rapport ajouter foi ? Lecteurs, comparez et jugez.

"Les agents du directoire ont proclamé l'acte constitutionnel. Le nouveau citoyen a lu l'article 15 de la déclaration des droits et des devoirs de l'homme. Il a été appelé aux assemblées

primaires, il en est sorti en bénissant la république française.”

C’est ici qu’on ne peut contenir un mouvement d’indignation en comparant la teneur de ce paragraphe avec une pièce des agents du Directoire, et que *Doulcet* a encore citée dans son rapport du 5 ventôse. En voici l’extrait :

“La commission, disent-ils, est réduite à faire des proclamations où les quatre-vingt-dix-neuf centimes des individus ne savent pas lire, elle voit à chaque instant des arrêtés mal interprétés, quelquefois censures avec aigreur, rarement exécutés.”

Certes, il n’est pas possible que Sonthonax ait envoyé la rédaction toute entière du message, il n’est pas assez gouache pour s’être exposé à des contradictions aussi manifestes, il n’aurait pas dit que *le nouveau citoyen* avait lu l’article 15 de la déclaration des droits et des devoirs, puisqu’il convient dans une pièce officielle que les quatre-vingt-dix-neuf centimes des individus ne savent pas lire. Il n’aurait pas dit que le nouveau citoyen appelé aux assemblées primaires *en était sorti en bénissant la république française*, puisque de l’aveu de la commission, *ses arrêtés sont censurés avec aigreur, rarement exécutés, etc.*, tandis encore que des témoins oculaires rapportent que les prétendues assemblées primaires ont été dirigées par les sabres et les baïonnettes, tandis qu’il est prouvé que tout récemment il s’est commis au Port-Français un massacre des républicains d’Europe par les *nouveaux citoyens*. Mais continuons le message.

“Depuis lors, le cultivateur est retourné sur son atelier, la culture s’est activée, les troubles ont disparu, le Nord et l’Ouest sont aujourd’hui tranquilles, et tout annonce que cette tranquillité sera durable.”

Si, comme on n’en peut douter d’après les pièces officielles des agents du Directoire que *Doulcet* a citées dans son rapport, d’après les relations d’une foule de passages nouvellement arrivés, l’anarchie la plus complète existe à Saint-Domingue, les nouveaux citoyens n’exécutent point les arrêtés de la commission, etc. etc. Comment concevra-t-on *que la culture s’est activée, que les troubles ont disparu et que la tranquillité est rétablie dans le Nord et l’Ouest ?*

Il faut que Truguet ait bien compté sur la confiance trop aveugle et trop prolongée du Directoire, pour l’avoir engagé dans une démarche qui semble annoncer qu’on a des moyens pour comprimer l’opinion publique et la vérité. Sans cette complaisance, qui passe les bornes, le gouvernement ne se serait pas permis de publier de pareilles absurdités.

Le message porte encore : “Les villes et particulièrement celle du Cap se repeuplent d’habitants. Vingt-huit maisons afferchées dans les journées des 26, 27, 28 et 29 frimaires présentent une augmentation de 55,000 l. sur le prix qu’elles ont rapporté l’année dernière. On travaille à reconstruire dans cette ville les magasins et les maisons.

Les habitations abandonnées ont été données à bail, et ce nouveau mode a parfaitement réussi. Sept habitations qui depuis trois ans étaient réduites à la stérilité ont été louées en vendémiaire dernier pour 112,000 liv.

Nous voudrions d'abord qu'on nous expliquât comment il est possible que les villes et particulièrement celle du Cap se *repeuplaient d'habitants*, puisqu'il est notoire que ceux qui ont échappé aux massacres qui se renouvellent encore chaque jour sont disposés tant aux Etats-Unis de l'Amérique qu'en France, que Sonthonax, de son côté, les a déclarés émigrés, et que du sien le gouvernement français approuvant toutes ces persécutions, toutes ces injustices, retient depuis plus de trois ans un nombre considérable d'habitants pour qui le droit de propriété est nul.

Que signifie cet étalage présenté du bail de sept à huit maisons au Cap, et de la reconstruction des magasins et maisons dans cette ville ? Le Cap était une ville immense, elle a été brûlée le 21 juin 1793, par Sonthonax, l'agent du Directoire. On en peut travailler à sa reconstruction sans des moyens considérables, or, puisqu'il est démontré qu'il n'y a plus de ressources dans la partie du nord de Saint-Domingue, que les anglo-américains n'abordent plus dans ses ports, que les nouveaux citoyens méconnaissent l'autorité de la commission coloniale; que l'anarchie la plus complète existe au Cap et dans la dépendance, on ne peut pas croire qu'il puisse y avoir reconstruction dans une ville habitée par des sauvages Africains qu'il plait au Directoire de remplacer par des français seuls et légitimes propriétaires.

Mais en supposant que sept à huit maisons, sur six mille existaient, se trouvent affermées pour un prix au-dessus de celui qu'elles rapportaient l'année dernière, à qui appartiennent ces maisons ? A qui sont-elles louées ? Ou passe donc le produit des baux ? Car enfin ces bâtiments ne sont point ceux de la République, et si les propriétaires de ces maisons sont retenus en France, qui peut avoir de droit de les dépouiller ? Et pourquoi leur refuse-t-on celui de réclamer leurs propriétés ?

Il en est de même des habitations abandonnées. Le seraient-elles sans les atrocités de Sonthonax, sans les principes que la Convention nationale appliqua vicieusement aux colonies, sans les injustices du Gouvernement français ?

Le Directoire exécutif a cru tranquilliser sur le sort de Saint-Domingue, en annonçant que sept habitations réduites à la stérilité depuis trois ans, avaient été louées moyennant 112000 liv. Mais nous qui connaissons les localités et la situation actuelle de la Colonie, nous ferons ici par une comparaison bien saillante, c'est que sept habitations ne sont rien auprès de deux à trois mille, tant en sucre, café et indigo dans la dépendance du Nord, et que le prix total de la location des sept habitations dont parle le Directoire, est encore infiniment au-dessous de celui pour lequel

on affermait jadis un seul bien en sucrerie. Au surplus il est l'avantage que la métropole retire de Saint-Domingue depuis que les propriétaires en sont expulsés.

Français, comme on vous trompé ! Colons, comme on vous persécute !

Nous étions informés depuis quelques jours que les soi-disant députés rejetés par le Conseil des 500 dans la séance du 8 de ce mois, avaient été gratifiés d'une somme de 900 liv. en numéraire, par tête. Nous n'avons pas voulu publier ce fait sans en avoir la certitude ; mais aujourd'hui qu'une feuille bien répandue annonce que le ministre de la marine a été le dispensateur de ces fonds, et que la trésorerie nationale a payé sur les ordonnances de Truguet, nous dénonçons cette dilapidation au Corps législatif qui doit inviter le Directoire à l'instruire de l'emploi que fait le ministre Truguet des fonds qui lui sont trop malheureusement confiés. — Nous reviendrons encore sur cet objet.

Sur tout ce qui arrive de Saint-Domingue, le ministre de la Marine emploie la même tactique dont Robespierre se servait en 1793. Il ne vient pas un bâtiment que les passagers ne soient scrupuleusement examinés et interrogés par la municipalité du lieu où ils débarquent, et pour obtenir des passeports il faut parler dans le sens de Truguet, c'est-à-dire approuver la conduite des agents du Directoire. C'est ce que le corps municipal de l'Orient a strictement observé à l'égard du parent de Barras, l'un des passagers de la Sémillante. Cependant, comme cousin du Directoire, il a éprouvé moins de rigorisme, au surplus il a parlé comme le message du 5 ventôse. Un autre passager subissant interrogatoire sur la situation de Saint-Domingue, a répondu tout bonnement et très-laconiquement à toutes les questions, que ses principes étaient ceux de Barras le réinterrogé.

Il est facile de conclure de là qu'un système de terreur, qu'une intrigue bien organisée, tendent sans cesse à comprimer toutes les vérités. Mais quoique fasse le ministre Truguet, quoique dise la commission des Colonies, nous sommes là pour relever les impostures et les manœuvres des intrigants.

Guillaume Otto, An V (1797), *Considérations sur la conduite du Gouvernement des Etats Unis envers la France depuis 1789 jusqu'en 1797*¹²³³

Messidor an 5, juin ou juillet 1797

Au moment où le Gouvernement américain va donner une nouvelle preuve de son désir invariable de maintenir la bonne intelligence avec la République française en envoyant en France un autre plénipotentiaire, il est intéressant de jeter un coup d'oeil rapide sur tout ce qui s'est passé entre les deux gouvernements depuis environ huit années pour trouver enfin la véritable cause de leur refroidissement réciproque et pour y remédier.

Je parlerai le langage froid de la raison, persuadé que ceux qui me liront préféreront ce langage à cette éloquence trampeuse, qui depuis le commencement de la révolution a traversé et défiguré les vérités les plus palpables.

Lorsqu'en 1789 la voix publique commençait à réclamer fortement contre les abus de la Monarchie française, le peuple américain attentif à tous les mouvements de l'Europe et surtout à ceux qui pouvaient favoriser les principes de la liberté applaudit aux vues de la nation et prit part à tous les succès de l'Assemblée constituante.

Deux hommes qui par leur affection pour les Etats Unis et les secours qu'ils leur avaient fournis, s'étaient attiré le respect et la reconnaissance des Américains, joueront alors des rôles principaux en France. Ces deux hommes étaient Louis XVI et Lafayette.

Les Américains les plus éclairés jugeront des premiers événements de la révolution d'après leurs principes et ils l'approuvèrent: d'autres pénétrés d'une estime profonde pour Lafayette se persuadèrent facilement qu'il ne pouvait être que pour la bonne cause.

La fuite du Roi porte atteinte à sa popularité dans les Etats Unis. Elle pénètre d'indignation les républicains les plus ardents. Son arrestation finit par succéder à ces sentiments de pitié. On aurait voulu se dissimuler les obligations que chaque américain croyait avoir contractées envers ce Prince.

Bientôt le torrent des événements amena en France un système républicain représentatif. Dès lors les américains amis et pères de ce système perdirent de vue le Roi et Lafayette; ils anticipèrent avec enthousiasme les hautes destinées d'un peuple nombreux et puissant s'élançant pour la première fois dans une carrière aussi vaste.

¹²³³ AAE, 40CP/2.

Mais sans se laisser éblouir par ce spectacle imposant ils s'aperçurent de bonne heure que nous n'avions pas pris la meilleure route pour atteindre le but proposé. Les événements du 31 mai les confirmèrent dans cette opinion. Ils craignirent que nos faux principes ne réveillaient de nouveau les factions qui avaient troublé leur pays pendant si long-temps. En effet ils sortaient à peine d'une confusion de pouvoirs et d'intérêts qui avaient manqué d'allumer chez eux les torches de la guerre civile. Leur nouvelle constitution était organisée depuis peu d'années.

Elle avait été librement discutée dans tous les Etats et adoptée par une grande majorité. Un président revêtu du pouvoir exécutif. Un corps législatif composé de deux chambres dont chacune avait une négative sur l'autre, un corps judiciaire indépendant. Celles étaient les bases de ce nouveau système, qu'on n'avait introduit qu'après plusieurs années de négociations et de concessions mutuelles.

De l'établissement de cette nouvelle Constitution naquirent deux partis dont l'un appelle fédéraliste regardait le nouvel ordre de choses comme indispensable au bonheur et à la prospérité des Etats-Unis. L'autre connu sous le nom de d'Antifederaliste, regrettait l'ancienne organisation où chaque état jouissait d'une indépendance illimitée et où le Congrès général des Députés n'avait pas même le pouvoir que la diète de Ratisbonne exerce dans l'Empire Germanique.

En d'autres termes les fédéralistes étaient les amis du gouvernement réuni et consolidé des Etats Américains et les antifederalistes les partisans de la souveraineté de chaque état particulier.

Il arriva ce qui doit arriver dans les pays longtemps agités par des convulsions civiles. Tous les hommes riches et paisibles se rongèrent du côté du gouvernement; tous les hommes ambitieux et ardents se jetteront dans le parti contraire.

Parmi les riches se trouvèrent beaucoup d'anciens royalistes naturellement portés pour un Gouvernement quelconque qui les protège et assure leur jouissances; mais quoique devenus amis de la Constitution républicaine des Etats-Unis, ils conservèrent d'anciens préjugés contre les français qui avaient soutenu la cause américaine contre l'Angleterre. Il y avait donc parmi les fédéralistes un grand nombre de citoyens amis de l'Angleterre.

Parmi les antifederalistes au contraire on trouvait la masse des révolutionnaires de profession ennemis des Gouv. Établi, mais pénétrés de reconnaissance pour la France, qui avait soutenu leurs premiers efforts.

De cette division des citoyens en deux partis politiques il résulte que les agents français se prévinrent insensiblement en faveur des antifederalistes, les accueillirent chez eux, se

penetrerent de leurs principes et les représentèrent dans leur correspondance comme les patriotes par excellence.

Le c. De Moustier, un des derniers Ministre du Roi en Amérique, s'était laissé entraîner dans ce parti plutôt par passion que par calcul. Ne regardant les américains que comme des Bourgeois parvenus, il s'était attendu à des démonstrations de respect que ce peuple fier n'accorde qu'au mérite et jamais à la naissance son dépit dégénéra en haine et il quitta l'Amérique aussi mécontent du gouvernement que du peuple; mais il y laissa des préventions profondes contre les intentions du gouvernements français.

Il fut remplacé par le Cit. Ternant, précédemment connu en Amérique, mais froid et peu liant se bornant à maintenir la bonne harmonie sans vouloir regagner l'affection que le M. de La Luzerne, aidé des lumières et des conseils de Barbé Marbois, avait généralement acquise néanmoins le rappel du Cit. Ternant en 1792 doit être regardé comme une calamité ; il avait approfondi le caractère des américains, dans les occasions importantes il avait le talent de les manier et il possédait au suprême degré l'art des convenances. Les places consulaires dans les différentes parts des Etats Unis étaient remplies par des hommes estimables, rompus aux affaires et considérés des Américains. Un homme obscur, aussi avide de places qu'incapable de les remplir, aussi révoltant par sa conduite privée que par ses bévues comme employé, s'avisa de les dénoncer comme royalistes. Il parvint à les faire rappeler, mais il ne put se faire nommer.

Aussi tous les éleveurs de la politique américaine se perdirent, il n'y avait plus personne qui eut pu guider les nouveaux agents dans une carrière aussi étrangère aux occupations usuelles de la politique européenne. Les États Unis formant pour ainsi dire un peuple à part, on en ignora jusqu'à la physionomie et au langage et il devait en résulter des méprises innombrables.

C'est ici que commence le chaos où nous avons vu les affaires américaines depuis cinq ans c'est à la fin de 1792 que les vues les plus absurdes, les préventions les plus révoltantes, les rapports les plus perfides et les plus mensongères ont commencé à aigri deux nations faites pour s'aimer et essentiellement intéressées à maintenir la plus parfaite harmonie.

Brissot jouissait alors d'une influence sans bornes dans le Comité diplomatique et dans le Ministère. Il proposa pour remplir le poste du Ministre plénipotentiaire dans les Etats-Unis Genet, homme d'esprit joignant à une éducation diplomatique et à des connaissances étendues une éloquence brillante et des formes aimables et revenantes, mais disposé à tenter tant de qualités estimables par une imagination ardente et par une ambition démesurée. Il fut chargé de rédiger lui même les instructions. On y trouve cette emphase et ces idées gigantesque qui remplissaient alors toutes les têtes et tous les écrits politiques et que l'on prenait en affectait de prendre pour les effusions du patriotisme le plus pur.

Ces instructions conçues et approuvées par des hommes qui brulaient de révolutionner le globe, auraient suffi pour égarer le nouveau ministre, si pour surcroît de malheur il n'eut débarqué dans la Caroline du Sud, au lieu d'aborder à Philadelphie, lieu de la destination.

Il fut reçu par le Consul français (Mangourit), homme à grands projets, qui a essayé depuis de faire en Espagne les innovations qu'il avait conçues dans les Etats Unis et qui a été rappelé sur la demande formelle du Prince de la paix et de notre ambassadeur lui-même.

Circonvenu par cet homme dangereux et par les antifederalistes qui l'entouraient dès son arrivée, le nouveau ministre arbora le drapeau tricolore sur les places publiques de Charleston, fit enrôler du monde et donna des ordres pour armer des corsaires. Cette conduite étonnante de la part d'un ministre étranger qui n'avait pas même été présenté au gouvernement et dont la mission n'était pas encore connue officiellement devait attirer toute l'attention du gouvernement américain, mais elle fut bientôt effacée par le voyage du Genet à travers les deux Carolines la Virginie et le Maryland. Partout des adresses exagérées furent remises et favorablement accueillies. Partout le Ministre promettait sa protection puissante à des hommes que le gouvernement connaissait comme anticonstitutionnels. Il ne fut question dans ces adresses que de cette liberté qui renverse tout ce que les hommes ont de plus sacré, de cette égalité qui est incompatible avec le bonheur général. Dans ses conversations particulières le Ministre trouva étrange et tyrannique l'établissement sage et intéressant d'une seconde chambre législative, d'un pouvoir exécutif indépendant de la Legislature, d'un pouvoir judiciaire également indépendant, enfin tout ce qui ne ressemblait pas à l'organisation de la Convention nationale et de ses comités sentait le despotisme et lui paraissait contraire au bonheur public.

Jusqu'à là Genet avait reçu les félicitations d'un parti qu'il avait pris pour l'interprète de l'opinion du peuple, mais à son arrivée à Philadelphie l'accueil froid et mesuré de Washington, les formes et les lenteurs du gouvernement au lieu de l'avertir de sa méprise lui firent concevoir l'idée absurde que le gouvernement était en opposition avec le peuple et qu'il fallait essayer une révolution pour faire triompher la cause française. Dès lors on entendit dans les cercles du Ministre les sorties les plus violentes contre le gouvernement; les consuls français reçurent les ordres les plus positifs de s'opposer même par la force à tout à qui pouvait gêner l'armement et la sortie des corsaires; on vit s'élever dans les principales villes et surtout à Philadelphie sous la protection du Ministre des sociétés populaires principalement composées de français expatriés depuis longtemps et dont plusieurs exerçaient les professions les plus viles.

Les gazettes anticonstitutionnelles furent remplies de paragraphes injurieux pour le gouvernement, où l'on reconnaissait le style et les principes du Ministre et sa correspondance

avec le gouvernement eut un ton d'arrogance de mépris et de reproches. On y menaçait le gouvernement d'appeler de ses décisions au peuple.

On s'élevait dans toutes les occasions contre la noire ingratitude du Gouvernement américain, tandis que l'on répondait avec profusion que Louis XVI et son Ministre avaient constamment trompé les Etats Unis et n'avaient travaillé qu'à les affaiblir. Les américains se demandaient en vain quelle devait être leur reconnaissance pour une nation qui avait elle même que ses chefs leur avaient fait constamment tout le mal qui était en leur pouvoir.

Ce qui avait principalement égaré Genet et ses Conseillers mal adroits ou perfides c'est que la Grande masse des américains applaudissait sincèrement au succès de la Révolution française, célébrait nos victoires et faisait des vœux pour l'établissement de la République. Ces vœux émis individuellement ne compromettaient en aucune manière la neutralité qu'ils voulaient conserver à tout prix. Mais le Gouvernement avait une autre marche à suivre, froid et impassible il devait mesurer tous ses pas, tenir une balance égale entre les nations belligérantes et se borner à des protestations vagues du bienveillance et d'amitié.

Il est même à presumer que le Président alors très irrité par les déprédation des anglais sur mer aurait convié aux armements préparés par le Ministre français, si ce d.er ont répondu convenablement aux plaintes ostensibles qu'on lui aurait adressées de temps en temps, mais Genet plutôt Proconsul, qu'agent diplomatique, répondit avec hauteur à toutes les remontrances de ce genre et parut mettre plus de prix à compromettre le gouvernement américain qu'à nuire au commerce anglais. Les corsaire armées publiquement reçurent l'ordre de faire feu sur quiconque s'opposerait à leur sortie. On enrôla des aventuriers américains pour attaquer la Louisiane et les Florides et une partie des sommes destinées à l'approvisionnement de S. Domingue fut employées à préparer ces armements. Sur les représentation pressantes des Ministres anglais et espagnol le Gouvernement fit arrêter comme pirates plusieurs américains qui sous les auspices de Genet avaient osé faire la course. Ils furent abso... par le Jurés Genet en prit occasion d'insulter de nouveau le Gouvernement en l'accusant de contrarier les intentions du peuple; tandis qu'il n'aurait du voir dans cette marche que le désir de ne pas compromettre la neutralité américaine également utile à la France et aux Etats Unis.

Si l'on doutait de l'exactitude de ces faits on pourrait consulter dans les bureaux des Relations extérieures la correspondance volumineuse de Genet soit avec le Ministre, soit avec le Gouvernement américain.

Bientôt les Consuls adoptèrent envers les Gouvernements particulier des Etats le langage insultant que leur ministre employait envers le Gouvernement général. Leur obstination fut poussés au point que le Président fut obligé de faire emprisonner le Consul français à Boston et

de menacer ses confrères de les traiter avec la même rigueur, s'ils persistent dans leur prétentions absurdes.

Enfin M. Jefferson secrétaire d'Etat, envoya en France une longue liste de griefs contre Genet et les Consuls et demande au nom du Président le rappel immédiat de ces agents, en laissant entrevoir la ferme résolution de les renvoyer de force si on s'obstinait à les y laisser.

Quelqu'atroce et impérieuse que fut la politique de Robespierre, de St. Just, de Collot et de Barere, alors but puissants en France, ils ne purent se refuser à une demande aussi juste; mais toujours extrêmes et tyranniques dans leurs mesures ils ordonneront de faire mettre aux fers et le Ministre et ses conseillers et de les renvoyer en France à bord d'une fregate.

Dans le même temps Robespierre fit passer un décret, par lequel le traité de commerce et d'amitié avec les Etats Unis est reconnue comme une loi de l'Etat et toute disposition contraire rapportée.

La décision du Comité de la Salut Public à l'égard de Genet paraissant beaucoup trop rigoureuse, le Gouvernement américain refusa de prêter main forte pour l'arrestation de ce Ministre, qui pour se justifier publia ses instructions et fit un tort presque irréparable à la cause française. On vit dans ces instructions, rédigées par Genet lui même, que le Gouvernement français avait constamment trahi les américains et ce langage étant précisément celui de tous les partisans de l'Angleterre, ces derniers le prévalurent d'une confession aussi étrange pour fortifier leur parti et pour amener dans la suite le traité dont je parlerai plus bas.

Pour remplacer près les Etats Unis un Ministre qui avait si constamment abusé de ses pouvoirs, on conçut le projet d'y envoyer une commission composée d'un Ministre, d'un secrétaire de légation d'un consul général et d'un consul. Toutes les mesures devaient être prises de concert tous les rapports signés de la majorité.

Pache jouissait alors d'une très grande influence, il fit nommer Ministre Fauchet, jeune homme élève dans son secrétariat et Leblanc, ci-devant membre du bureau du police, homme ardent et trop fameux par ses exploits à S. Domingue fut nommé secrétaire. Le ministre des Affaires Étrangères craignant la fougue de ces deux hommes leur fit adjoindre Laforest, ancien consul général et Petry, ci-devant vice Consul, tous deux éprouvés par de longs services en Amérique.

Cette commission reçut l'ordre special de rétablir la bonne intelligence avec le Gouvernement des Etats Unis. Ses premiers rapports furent conformes à ses instructions. Elle déclara dans sa première dépêche "que Genet s'était conduit très imprudemment en provoquant le ressentiment du Gouvernement Américain qu'il avait eu l'imprudence de publier des instructions et que cette mesure lui avait attiré le mépris de tous les hommes honnêtes que ses

compte étaient dans les plus grand désordre et qu'il n'avait pu justifier l'emploi de quelques sommes très considérables que les hommes qui l'entouraient étaient plutôt les ennemis de Washington, que les amis de la France". Cette dépêche signée des la Commissaires fit croire en France qu'il régnait le plus parfait accord entre eux, mais bientôt cette harmonie fut rompue par les intrigues des mêmes hommes qui avaient égaré Genet et qui voulaient à tout prix se servir de l'influence française pour renverser le Gouvernement et la Constitution. Fauchet et Leblanc commencèrent une correspondance séparée, dans laquelle ils représentèrent le Gouvernement Américain comme entièrement vendu à l'Angleterre, Genet comme injustement persécuté et leurs collègues comme des royalistes contrerévolutionnaires. Parmi les reproches absurdes qu'ils font au G.al Washington il assurent qu'il voyait habituellement l'évêque d'aucun [Talleyrand] et d'autres conspirateurs de cette troupe et que le Gouvernement américain refusait de rembourser la dette ... qu'il avait contractée envers la France.

Ce dernier grief seul merite quelques observations pour faire connaître l'impudeur de ceux qui ont osé le répondre. La dette des Etats Unis y com... les intérêts s'élevait à cinquante millions payables aux époques suivantes conformément aux contrats signés les 16 juillet 1782 et 15 février 1783.

Etat des remboursements partiels des par le Gouvernement des Etats Unis depuis 1784 :

1784	1.600.000
1785	1.600.000
1786	3.100.000
1787	4.025.000
1788	3.910.000
1789	3.795.000
1790	3.680.000
1791	3.565.000
1792	3.450.000
1793	3.335.000
1794	3.220.000
1795	3.105.000
1796	2.990.000
1797	2.875.000

1798 1.250.000
1799 1.200.000
1800 1.150.000
1801 1.100.000
1802 1.050.000

50.000.000

Avant et pendant la mission de Genet le Gouvernement américain touché de la situation déplorable de St. Domingue a fait des efforts extraordinaires pour anticiper les paiements dus à la France. Il a montré le même empressement jusqu'au moment où il s'est aperçu que ces fonds bien loin d'être employés exclusivement aux fournitures de St. Domingue servaient en partie à entretenir les armements intérieurs et à troubler la république. Des lors il devint moins facile et il fallut toute l'adresse et la confiance personnelle qu'inspirait le Consul général Laforest pour obtenir la continuation de ces versements. Encore est il constant que le remboursement total qui ne devait être fait qu'en 1802 a été complété en 1796 et que pour fournir à ces versements extraordinaires le Gouvernement américain a fait de nouveaux emprunts en Hollande.

Nonobstant ces sacrifices Fauchet continue à accueillir les ennemis connus et irréconciliables de Washington, à transmettre à notre Gouvernement les rapports les plus injurieux et à suivre en tous points les traces de Genet qu'il déclara plusieurs fois valoir beaucoup mieux que lui quoiqu'il l'eut taxé dans sa première dépêche de s'être attiré le mépris des hommes honnêtes d'avoir l'air de ses comptes dans le plus grand désordre et d'avoir pris les ennemis personnels de Washington pour les amis de la France.

Pendant que l'on répandait à les calomnies les plus absurdes sur les intentions du gouvernement américain, le G.^{al} Washington sensible aux égards que l'on avait eus pour sa demande en rappelant Genet et les Consuls, que l'avaient outragés, rappela de son côté M. Gouv. Morris Ministre américain, dont la conduite avait déplu à Paris et il envoya à sa place Mr. Monroe sénateur connu depuis longtemps par son attachement pour la France et spécialement pour la Révolution. L'arrivée de ce Ministre fit époque puisque c'est pour la première fois qu'une puissance étrangère reconnut la République française par un envoyé solennellement reçu au sein de la Convention nationale et à la face de l'Europe.

Mr Monroe manifeste au nom des trois branches du gouvernement américain la satisfaction que leur causaient les succès de la nation française et témoigne leur désir unanime de resserrer les liens d'amitié qui unissaient les deux peuples. La réponse des President de la Convention (Merlin de Douay) fut analogue à ces sentiment. Jamais la diplomatie n'avait présenté une scene plus touchante, qui fit répondre des larmes de joie à un grand nombre de spectateurs.

Mais malgré ces protestations courageuses d'un gouvernement qui avait tant à craindre du ressentiment de l'Angleterre, les hostilités ministérielles et consulaires continuerent à Philadelphie et ailleurs. La constitution était ébranlée, la fureur des partisans de l'anarchie ne connaissent plus des bornes; le titre de patriote français devint presque synonyme avec celui de Conspirateur et Marat était le Dieu invisible qui poussait cette faction dangereuse vers des changements dont la prétendue Constitution del 1793, devait être la base. Dans cet état des choses on conçoit facilement l'embarras extreme du General Washington dont il est à propos de dire ici un mot pour fixer l'opinion que l'on doit avoir de son caractère et de ses principes.

Le G.al Washington est ennemi des prétentions de l'Angleterre et ami de la France, mais il est infiniment plus ami de son pays et de la Constitution. Placé à la tête du Gouvernement par le vote unanime de ses concitoyens il a du se considérer et il s'es montrés constamment comme le modérateur des deux partis, qui ont troublé pendant si long-temps le repos des Etats Unis. Doué de grandes qualités, plus solides que brillantes, pouvant plutôt être jugé par ses actions que par ses paroles, mettant dans la discussion des affaires publiques ce sang froid glaçant, qu'il avait montré au milieu des combats, cet homme extraordinaire a du déplaire à des agents présomptueux, qui comptaient en faire l'instrument de leurs passions et qui affectaient d'ignorer que la Présidence entait le moindre titre que Washington eut au respect et à la confiance de ses concitoyens.

Le Comité de Salut Public avait désavoué formellement dans la lettre de créance de Fauchet la conduite absurde de Genet et avait donné les assurances les plus positives de la bienveillance invariables de la nation française. D'un autre coté Genet avait publié que notre gouvernement avait constamment trompé les Etats Unis et Washington vit effectivement que malgré les protestations amicales du Comité de Salut Public, malgré les rapports pompeux faits à la Convention nationale sur nos sentiments fraternels envers les Etats Unis, Fauchet suivait quoiqu'aux moins de moyens et d'esprit, la marche outrageante de son prédécesseur. Le parti anglais se prévalent de cette conduite impolitique fut retentir dans le Sénat les plaintes les plus ...; trahi et tourmenté par la France il fallait enfin se rapprocher de l'Angleterre, mettre un ter à ses déprédation maritimes, régler les discussions sur les frontières et se ménager au dernier analyse un ami puissant en Europe. Ces insinuations reçues d'abord froidement par le

Gouvernement devinrent plus efficaces lorsque l'on apprit que malgré sa faiblesse maritime la France commençait aussi à vexer et à spolier le commerce américain, qu'un embarque encore plus funeste pour la France que pour les Etats Unis avait retenu à Bordeaux un grand nombre de bâtiments américains que l'on y avait enlevé de force des cargaisons entières et que les pertes résultant de cette seule opérations s'élevaient à plus de 12 millions. Le gouvernement consentit infin à envoyer un Ministre en Angleterre, non pour conclure un traité de commerce et encore moins un traité d'alliance, mais pour sonder les dispositions de la cour de St. James, pour obtenir satisfaction des déprédations faites sur mer et pour régler les limites de Canada.

Le Ministre français ayant perdu toute influence et toute considération ne put ni empêcher ni diriger cette mission, qui fut confiée à Mr. Jay connu par ses anciennes animosités contre la France.

Ce Plenipotentiaire sur d'un parti considérable dans le Sénat, outrepassa ses instructions en substituant un traité d'amitié et de commerce à un simple traité de limites et en accordant au gouvernement anglais le droit d'inspection sur les bâtiments américains contre lequel il avait été chargé de réclamer. Plusieurs articles de ce traité se trouvèrent en opposition avec ceux du traité conclu avec la France et toute la teneur du Traité dévoilait plutôt la passion que la sagesse du négociateur.

Washington avait si peu prévu l'issue de cette négociation singulière qu'il avait ordonné à Mr. Monroe, Ministre américain à Paris, de déclarer que les négociations de Mr. Jay ne devaient donner aucune ombre au gouvernement français, qu'on ne stipulerait rien qui put être contraire à un intérêt et qu'il n'y serait question que de limites et des sommes dues aux négociants américains pour les cargaisons enlevées par les anglais. Son étonnement fut extreme lorsqu'il reçut la minute du traité et pour se soustraire à toute sollicitation à cet égard il se retira pour quelque temps à Mountvernon en Virginie, bien résolu de ne pas ratifier un traité aussi contraire à ses intentions.

Le Senat plus favorablement disposé pour l'Angleterre et plus effrayé des principes anarchiques des agents français, s'empresse de ratifier nonobstant les représentation d'une minorité respectable. Le public attendit avec impatience la décision finale du Président.

Un accident imprévu precipita cette décision qui aurait vraisemblablement été différée bien plus longtemps. Un corsaire anglais intercepta une dépêche non chiffrée de Fauchet, dans laquelle ce Ministre rend compte d'une conversation qu'il avait eu avec Mr. Randolph, secrétaire d'Etat, un plan d'insurrection était tout préparé; il y manquait des fonds et on priait le Ministre de les fournir. Dans cette longue dépêche Fauchet entre dans des détails alarmants sur les dispositions du peuple et même des principaux agents du Gouvernement. En

applaudissant au projet d'insurrection, il paraît douter des moyens d'exécution et il finit par assurer qu'il avait refusé son Ministère pour une opération aussi périlleuse.

Quelque fut le fond de ce complot, peu vraisemblable sous plusieurs rapports, il était du devoir de Fauchet de chiffrer sa dépêche ou de la confier à une personne sûre. Le Ministre anglais muni d'une pièce aussi importante la fit remettre sur le champ au G.al Washington, qui était encore à Mountvernon; on exigera le danger du Gouvernement, la perfidie de la France et des agents, la nécessité de se rapprocher d'une autre puissance à la vérité plus arrogante, mais cent fois moins à craindre que les trahisons françaises; enfin on parvint à faire ratifier par le Président un traité dont la signature aurait probablement été différée jusqu'après la paix générale.

Fauchet accablé du reproche et entouré de soupçons quitta précipitamment Philadelphie. Il fut remplacé peu après par Adet, cidevant Résident à Genève, où il avait acquis la réputation d'un homme sage et mesuré et où il se plaisait. C'est avec répugnance qu'il accepta une place où il y avait tant de fautes à réparer et où il était destiné à en ajouter encore quelques unes. Adet débuta par une lettre adressée à quelques amis qu'il avait laissés à Genève; il y fait un pareille entre les Genevois et les Américains, très défavorable à ces derniers, il déplore d'être obligé de vivre avec eux et d'être privé d'une société aussi intéressante que celle de Genève, si le C. Adet eut eu les premières éléments de la Diplomatie il aurait su qu'un Ministre public ne doit avouer d'autres affections que celles qui sont déterminées par la nature de ses fonctions. Cette lettre fut imprimée par vanité ou par perfidie; elle fut répandue avec profusion et elle convainquit les américains que le nouveau Ministre ne leur était pas plus dévoué que son prédécesseur. À peine arrivé à Philadelphie, Adet demanda son rappel; ses relations avec le gouvernement étaient presque nulles et lorsque Charles Delacroix lui signifia d'interrompre toute correspondance avec le Gouvernement américain on s'aperçut à peine de cette interruption.

Mr. Monroe remplissait encore avec distinction les fonctions de Ministre des Etats Unis à Paris; il n'avait jamais dévié des instructions qu'il avait reçues de maintenir la plus parfaite harmonie avec le gouvernement français et pendant que nos agents insultaient en Amérique les Chefs de l'Union, le représentant des Etats Unis vivait dans la meilleure intelligence avec ceux de la République française. Ce contraste bizarre aurait dû avertir le Ministre des Relations extérieures que les rapports qui lui avaient été faits sur les intentions et les principes du Président des Etats Unis étaient pour le moins exagérés. Mais le même homme qui avait égaré Genet à son arrivée à Charleston se trouvait actuellement dans le Cabinet de Charles Delacroix, il lui avait inspiré une confiance sans bornes [ma chi è questo signore?]. Leblanc jouissant de la même influence et toute ce que la passion de ces deux hommes pouvait inventer de plus

outrageant pour les Etats Unis, passa dans l'âme du Ministre qui oublia les convenances au point de proposer l'un d'eux pour remplir la poste importante de Plenipotentiaire à Philadelphie. Les représentations énergiques de Mr. Monroe empêchèrent cette nomination, qui eut été équivalente à une déclaration de guerre.

Enfin le Président des Etats Unis harassé pendant cinq ans par les prétentions absurdes et arrogantes des agents d'une nation, que Mr. Monroe ne cessait de lui représenter comme sincèrement attachée aux Américains, finit par se défier de Mr. Monroe lui même et le rappella. En prenant congé du Directoire ce Ministre reçut une réponse analogue aux idées fausses que nos agents n'ont cessé de répondre sur une sorte de division existante entre le Gouvernement et le Peuple des Etats Unis. Il importe de détruire enfin une erreur qui a produit tous les griefs qu'on allègue de part et d'autre.

Sans entrer dans des détails qu'à une si grande distance il serait difficile de rendre intelligibles, je me contenterai d'un raisonnement qui par sa simplicité doit être à la portée de tout le monde.

On sait qu'il n'a jamais existé un pays où les élections aient été aussi libres que dans les Etats Unis et où la masse du peuple ait été plus réfléchi dans ses choix.

Pour connaître l'opinion de la majorité des Etats Unis, il suffit donc de connaître leurs élections et le caractère de ceux qui sont élus. Si dans ce pays il y avait deux hommes connus depuis longtemps comme les Chefs de deux partis opposés et que l'un d'eux obtint la majorité des voix pour remplir la première magistrature, on pourrait être sûr que son parti est momentanément le plus fort.

Si la lutte entre les deux partis eut été un sujet de discussion publique pendant plusieurs années on serait encore plus fondé à croire que l'opinion bien connue de l'homme élu est aussi l'opinion de la majorité.

Or c'est précisément ce qui est arrivé dans la dernière élection du Président des Etats Unis et ce qui a dû arriver en conséquence de l'indignation que les Agents français avaient excitée contre leur gouvernement et contre ses principes. Mr John Adams connu depuis longtemps comme partisan des formes du gouvernement anglais a été nommé Président. Mr Jefferson, défenseur de l'égalité, supérieur en mérite et en connaissance n'a obtenu que le second rang. Ce n'est pas que le peuple le plus libre de la terre soit devenu tout d'un coup ami de la monarchie et de l'inégalité; loin de nous une idée aussi fautive; mais c'est que par la conduite révoltante de nos agents la démocratie pure est devenue synonyme avec la confusion et l'anarchie et que la majorité des Américains ne veut plus voir la liberté que dans la marche réglée d'une Constitution inébranlable.

Ce sentiment est si profond dans le cœur des américains que Thomas Paine, autrefois si populaire en Amérique, ayant osé attaquer le système du gouvernement des Etats Unis et publier une lettre insultante pour le G.al Washington, a passé huit mois dans un de nos ports de mer sans trouver un seul capitaine américain qui voulut le prendre à son bord.

Tel a été le résultat de nos opérations dans les Etats Unis, où la distance énorme grossissait les idées et les principes, déjà très exagérés de nos têtes révolutionnaires, et où à cause de la même distance les opinions exerçaient plus long-temps après le renversement des bustes de Marat en France.

Leblanc est parti de Philadelphie pour dénoncer ici un agent public qui avait osé dire que ce chef de l'anarchie était un scélérat.

Il y a une autre nuance dans le caractère américain, entièrement méconnu des observateurs superficiels qui ont résidé dans les Etats Unis; c'est que la chaleur des partis n'influe que très rarement sur les décisions qui intéressent la prospérité publique. Des hommes élevés au milieu des factions qui ont déchiré la France ont pu flatter d'engager un parti dans les Etats Unis à bouleverser l'Etat, uniquement pour terrasser un ennemi. Ils se sont trompés et pour s'en convaincre on n'a qu'à lire la longue dépêche dans laquelle Mr. Jefferson, toujours considéré comme ami de la France, rend compte de la conduite de Genet. Aussitôt que ce secrétaire d'Etat et les autres partisans estimables de la cause française crurent s'apercevoir que notre intention était de renverser la constitution américaine, ils abandonnèrent nos agents, qui ne se trouvaient plus entourés que de ces hommes qui n'affectent tant d'amour pour les français que parce qu'ils espèrent en faire les instruments de leurs passions.

Il est donc faux qu'il existe une scission entre le gouvernement et le peuple américain, il est même impossible que cette scission existe sans renverser instantanément le gouvernement lui-même, parce que dans ce pays les Magistrats sont dans toute la force du terme les serviteurs du public, qu'ils ne voient que par ses yeux, qu'ils n'agissent que pour lui plaire.

Le Président actuel des Etats Unis relève avec une sorte d'indignation cette méprise des Agents français: "ils annoncent, dit-il, une disposition de séparer le peuple des Etats Unis du gouvernement, de lui persuader qu'il a des affections, des principes et des intérêts différents de ceux de ses concitoyens, qu'il a choisis lui même pour administrer les affaires publiques. Des tentations de cette nature doivent être repoussées avec une énergie qui convaincra la France et le monde entier, que nous ne soumet pas un peuple dégradé, humilié sous un système pusillanime et colonial et propre à devenir les misérables instruments d'une influence étrangères sans aucun égard pour notre honneur, notre réputation et notre intérêt national.".

Dans sa réponse au Président le Congrès applaudit aux mesures proposées pour soutenir la dignité des Etats Unis. Il desire que la dernière tentative de concilier les deux nations par l'envoi d'un nouveau Ministre ne soit pas infructueuse, mais il ne paraît pas redouter une chance contraire et il promet au pouvoir exécutif tout l'appui dont il pourra avoir besoin. Cette réponse qui annonce le plus parfait accord entre le Gouv. Et les représentants du peuple doit nous convaincre enfin des véritables dispositions des Etats Unis. Tout américain s'étonne qu'on ait pu croire un instant en France qu'il pouvait obéir à une autre opinion qu'à celle de la majorité de son pays.

Nos agents n'ont jamais voulu voir dans les Etats Unis que deux partis politiques, le parti français et le parti anglais, mais il y a un parti mitoyen bien plus nombreux, composé des hommes les plus estimables des deux autres partis. Ce parti, dont nous n'avions pas même soupçonné l'existence est le parti américain, qui aime son pays par dessus tout et pour qui les préventions soit pour la France soit pour l'Angleterre ne sont que des affections accessoires et souvent passagères.

C'est dans ce parti que le peuple choisit constamment ses représentants et ses magistrats, bien convaincu que l'amour de la Patrie l'emportera sur toute opinion politique étrangère.

C'est cependant d'après les mêmes préventions que M. Pinkney, envoyé pour donner des explications amicales a été repoussé. Ses lettres de créance portaient qu'il était chargé de répondre d'une manière satisfaisante aux griefs du Gouvernement français. Sa mission n'était donc pas une mission ordinaire, elle avait pour objet de terminer de la seule manière possible les différends qui s'étaient élevés; et quoiqu'on fût dans la suite on ne pourra jamais se reprocher que par des conférences franches et amicales.

Cette mesure est proposée de nouveau par le Président des Etats Unis et il est à souhaiter qu'elle ait un meilleur succès que la première. Que si contre toute attente le nouveau plénipotentiaire était encore une fois repoussé et les hostilités continuées par mer, je ne balancerais pas à considérer cette conduite comme également injuste et impolitique. Injuste parce qu'en rappelant tout ce qui s'est passé depuis le commencement de notre révolution, nous devons avouer que les américains n'ont cessé de nous donner des preuves de dévouement.

Ce sont les américains qui pendant trois années consécutives ont empêché St. Domingue de mourir de faim, ont accueilli les victimes malheureusement des fureurs coloniales, ont ouvert des souscriptions pour leur entretien et ont adouci leur sort autant qu'il était en leur pouvoir.

Ce sont les Américains, qui sous la sauvegarde de leur neutralité ont approvisionné nos ports d'Europe, non seulement de leurs propres denrées, mais des trois quarts de celles qui pouvaient nous être amenées du nord de l'Europe et même de l'Angleterre.

Ce sont les Américains, qui ont fourni les fonds pour une grande partie de ces approvisionnements en déduction d'une dette qui ne devait être acquitté qu'en 1802 et qui l'a été complétaient en 1796.

Ce sont les Américains qui ont payé sur les mêmes fonds et par anticipation nos agents diplomatiques et consulaires dans un temps où tous les agents de la République en pays étranger étaient dans la plus grande détresse.

Ce sont les Américains seuls qui Ayent célébré dans toutes les occasions les succès de la révolution française et qui les premiers Ayent osé féliciter la Convention nationale pour leur Ministre plénipotentiaire parlant au nom d'un gouvernement déjà calomnié en France comme attaché à l'Angleterre.

Pour reconnaître des démonstrations aussi extraordinaires d'attachement, faites dans un temps où le succès de la Révolution pouvait encore être problématique, ou aucune puissance n'avait encore reconnu la nouvelle forme de notre gouvernement.

Nos agents ont couvert pendant cinq années d'insultes et de mépris le premier magistrat des Etats Unis, l'homme pour qui le respect profond et invariable de ses concitoyens est le sur garant de l'immortalité.

Ils ont essayé de troubler l'harmonie qui subsiste si heureusement entre le gouvernement et le peuple, ils ont voulu substituer à leur Constitution, sagement balancée, notre code anarchique de 1793 et pour cet effet ils ont formé dans leur sein des assemblées populaires et répandu des écrits incendiaires.

Ils ont effrayé les Américains au point de leur faire oublier leurs anciennes liaisons avec la France et chercher leur salut en traitant avec une nation, dont ils ont toujours détesté les principes politiques. Nous leur avons fait perdre par des embargos et pas d'autres mesures désastreuses plus de douze millions tournois, dont ils réclament en vain le remboursement.

Nos agents ont irrité le gouvernement français au point de rompre un traité de commerce proclamé comme une loi de l'Etat par un décret de la Convention nationale.

Enfin nos commissaires à St. Domingue ont osé ordonner la Course contre les bâtiments américains sans y être autorisés ni par le gouvernement, ni par le corps législatif.

J'ai dit que la continuation des mesures sévères serait impolitique et je vais le prouver. Quoique les américains payent pas encore une marine militaire, ils sont incontestablement les premiers navigateurs du monde ; on sait que leur commerce avec St. Domingue seulement occupait annuellement plus de 600 bâtiments. Ils sont bien éloignés de rechercher une alliance européenne, mais vivement attaqués par la France, ils sentirent la nécessité de la liguier avec

l'Angleterre et bientôt ils auront le désir de partager avec elle les dépouilles de la France, de l'Espagne et de la Hollande. Inattaquables chez eux, privés de tout commerce libre avec les Antilles et l'Europe leurs bâtiments marchands se changeront en corsaires et leurs matelots bien plus habiles encore que les matelots anglais deviendront le fléau des nations que la Grande Bretagne voudra attaquer.

En sacrifiant tant d'hommes et de millions pour soutenir l'indépendance des Etats Unis, le gouvernement royal de France a eu en vue de faire le complément des colonies occidentales, d'y trouver dans tous les temps des approvisionnements soit pour les Antilles soit pour nos escadres, de faire des posts américains un abri pour nos bâtiments de guerre et de commerce et d'obtenir exclusivement droit d'y entrer en temps de guerre... c'est là le but immédiat des traités qui ont été conclus et les résultats de la dernière guerre comparés à ceux des guerres précédentes ont prouvé l'utilité de ce projet.

Supposons pour un moment que ces posts nous fussent fournis à jamais, que ces approvisionnements coulissent exclusivement dans les établissements anglais, que la Grande Bretagne maitresse de la mer par ses escadres et par sa discipline le devint encore plus par le nombre et la hardi... des corsaires américains, que ... seraient alors les espérances que nous pouvons encore entretenir pour le rétablissement de nos colonies et du notre commerce maritime ? Les matelots les plus expérimentés, les denrées, le bois de construction, les munitions navales les pêcheries, tout serait exclusivement pour l'ennemi naturel de la France et il ne nous resterait que le regret d'avoir élevé nous memes cet édifice d'indépendance en Amérique pour mieux écraser nos colonies et notre commerce.

Ce qui se passe actuellement à St. Domingue, nous laisse déjà entrevoir les suites funestes d'un pareil système ; ce n'est que par la force que l'on peut se procurer aujourd'hui les denrées qui affluaient autrefois de toutes les parties des Etats Unis. Mais les commissaires croient il pouvoir lutter contre les bâtiments armés que les américains opposeront bientôt à leur piraterie, car c'est le nom qu'il faut donner à une courre qui n'est pas autorisée par le gouvernement ?

Connaissent-ils l'énergie d'un peuple qui seul et bien plus faible qu'aujourd'hui a osé braver la première puissance maritime du monde et sont-ils assez égarés pour attribuer à la peur ce qui n'appartient qu'à l'extrême modération d'un gouvernement aussi lent à se venger, qu'inébranlable dans ses résolutions ?

N'en doutons pas les mesures violentes n'ont pu être inspirées que par des individus qui joignent à quelques connaissances locales des animosités personnelles ou des intentions perfides. Ce n'est pas cette masse d'hommes inquiets et turbulentes que nos agents en Amérique

ont pris maladroitement pour les interprètes de l'opinion publique, qui empêchèrent une rupture ouverte entre les deux Républiques ? Ces hommes qui ne respirent que la guerre, qui ne méditent que les Révolutions, se jetteraient les premiers dans les colonies françaises et espagnoles pour y exercer leurs rapines et acquérir enfin les richesses qu'ils avaient vainement cherchées dans la révolution américaine.

Ecartons ces idées funestes, croyons que deux nations, également intéressées à résister aux usurpations de la Grande Bretagne se réunirent pour leur bien commun, feront fleurir un commerce fondé sur des besoins réciproques et donneront à l'Europe le spectacle touchant d'une amitié durable, récemment cimentée par le reproche de nos institutions politiques et civiles avec celles des Etats Unis.

Fin.

Ducher, *Mémoire présentée par le citoyen Ducher sur l'opportunité d'une alliance de la France et des États-Unis et sur diverses questions maritimes*¹²³⁴

Citoyen Rewbell,

Les deux imprimées ci-joints contiennent la mémoire donnée au Directoire exécutif il y a six mois et par lui renvoyé au Ministre de la Marine pour en faire rapport.

Il proposait de renvoyer les décrets de février en mars 1793 sur le transport des denrées coloniales par les bâtiments américains. Ces deux ... ont concouru à la destruction de notre marine et ont été une des premières causes de querelle avec le gouvernement américain.

Le passeport ... au traité de 1778 est insuffisant, il faut exiger la carte de Sureté Maritime qui a eu lieu dans la dernière guerre et sans laquelle les Américains ne pourraient pas se distinguer des Anglais leurs ennemis. * **

* Puisque le neutre et l'ennemi parlent la même langue.

** On aurait dû au commencement de la guerre, obtenir des Congrès un bill sévère contre les américanisations des bâtiments et sujets anglais.

Pour accélérer la Révolution des Indes Orientales, il est bon d'admettre en France les bâtiments étrangers venant des comptoirs anglais dans l'Inde. Il y a aussi un grand intérêt à recevoir en France les bâtiments étrangers venant des Antilles anglaises. C'est provoquer l'Angleterre à fermer ses isles et comptoirs dans les deux Indes aux américains.

L'art. 2 du traité entre la France et l'Amérique en rendant ... à la France toute faveur gratuite ou avec compensation***n'ont relatif que aux droits de douanes et ***autoriserait pas la saisie de la propriété anglaise sous pavillon américain ; ... est en effet la compensation à donner par la France? La compensation anglaise à été pour les Américains d'une importance majeure.

C'est dans les voit des gens maritime et l'art. 23 du traité de 1778 que la France a une juste cause de saisir toute propriété anglaise sous pavillon américain ou autres neutres. Si le pavillon neutre rend l'élève la propriété ennemie, c'est autant que les deux parties belligérantes accordent à ce pavillon la même inviolabilité ; autrement la clause du traité devient caduque, et sa propriété ennemie n'est plus libre. J'ai donné au gouvernement, il y a trois ans, une mémoire

¹²³⁴ AN, AF/III/272, pièce 172.

sur les droits et les limites de la neutralité ; on le trouve dans le Moniteur du 20 ventôse an 2 [20 mars 1794].

Le traité entre l'Angleterre et les Etats d'Amérique est pour ces états un acte de dégradation politique de vasselage, une prestation d'hommage à la tyrannie anglaise. Personne n'en est plus convaincue que ceux qui ont négocié, conclu, ratifié ce traité ou en ont ordonné exécution.

Les circonstances ont été et sont telles que le gouvernement américain ne manquera pas de motifs pour justifier ce traité, ou le casser, ou fini en substituer un plus fraternel avec l'Angleterre.

L'ignorance et la malveillance des agents de France en Amérique, la malveillance ouverte, le machiavélisme et l'espionnage anglicane de quelques agents d'Amérique en France ont brouillés les deux pavillons, les deux gouvernements, qui ont également le désir en le plus grand intérêt de s'estimer, de se maintenir et d'unir irrévocablement les deux puissances. *

* Depuis 1783 des anglais écossais et irlandais, ont été américanisés dans les Etats d'Amérique par des serments de commerce qui suivent les lois de l'Angleterre ; ne leur ôtent pas les droits des sujets des roi Georges. Les américanisations ne sont pas bonnes, hors du territoire des États unis. Le peuple et le gouvernement américains-nes, verront avec plaisir leurs faux-frères chassés de France.

L'état actuel des choses est tel qu'on doit considérer, approfondir les questions suivantes;

L'Angleterre ne va-t-elle pas exciter les Américains à déclarer la guerre aux français ?

Proposera-t-elle à ces états un pacte de famille ?

Ce pacte de famille n'est-il pas dangereux pour la liberté américaine, ou la Marine anglaise ?

Y-a-t-il des précautions sûres et admissibles contre ce double danger ?

Si le pacte de famille est conclu comment préserver les colonies françaises de l'invasion et du rétablissement de l'esclavage ?

La liberté des noirs conservera-t-elle les colonies françaises si le pacte de famille les réduit à la famine ?

La perte entière des colonies françaises ne restaurerait-elle pas la banque de Londres, la caisse de la coalition ? Etc.

Le pacte de famille conclu, Pitt ne voudrait-il pas révolution ... les Mexicains ?

Les États d'Amérique qui ont eu de si grands bénéfices à être passifs plutôt que neutres, voudront-ils continuer à l'être ?

Ne préféreront-ils pas d'entrer en guerre au moment où elle va finir, pour ajouter aux avantages permanents et continentaux, obtenus de l'Angleterre, des concessions coloniales ou commerciales et recouvrer la dignité de leur pavillon ?

Une alliance intime de ces états avec la France fondée sur l'égalité, l'indépendance des nations, la liberté des mers et le droit des gens maritime n'a-t-elle pas pour ces états de grands avantages sans aucuns dangers ?

La chute du crédit en Angleterre, c'est à dire, l'impossibilité de poser de nouvelles temps pour de nouveaux emprunts, n'... pas le moment le plus favorable pour que les Etats d'Amérique concourent à la dissolution du gouvernement anglais dont la perfidie et la tyrannie sont à chaque article des traités d'amitié, et dans la réponse au manifeste de la Cour de Madrid ?

La déclaration de la guerre des Etats d'Amérique contre l'Angleterre est probable et juste, c'est l'intérêt évident de ces Etats. Loin de diviser le peuple et le gouvernement américain, on doit les consolider pour les unir à la France.

Qu'est-ce que les états d'Amérique gagneront à déclarer la guerre à l'Angleterre ? Quelques-unes des Antilles anglaises, un commerce direct et non restreint dans les Indes Orientales, un million d'émigrants des trois royaumes de Georges, une navigation égale en Europe... ces Etats ne gagneront-ils pas trop ? La France aura le Canada et la Louisiane.

En septembre 1792 (voir le Moniteur 30 Octobre 1792) je donnais au gouvernement mes observations sur l'alliance des deux républiques. Les triomphes de nos armées rendent facile le succès des vues politiques que j'avais alors.

Le Germinal an 5

Ducher

Chotard Ainé, *Réflexions sur la mission de l'envoyé extraordinaire du gouvernement américain*

COLONIES

Réflexions sur la mission de l'envoyé extraordinaire du gouvernement américain

Il est bien étonnant que le gouvernement français se soit depuis le commencement de cette guerre aussi peu arrêté aux liaisons politiques qui doivent unir les Etats-Unis d'Amérique à la France pour le bonheur et la prospérité des deux nations. Cette négligence est une des manœuvres sourdement soutenues par notre faction anglaise, et ceux qui connaissent l'influence que la France avait en 1792 et 1793 sur cette république alliée, s'ils ont voulu observer sa décadence et la manière dont les griefs réciproques des deux nations ont été amenés, n'autant pas de peine à convenir son début, l'insolence qu'on tenir que la même main qui frappa nos colonies; a aussi tracé elle-même le traité, honteux sans doute que les Etats-Unis ont conclu avec la Grande-Bretagne. Pour juger la conduite des deux nations, il faut se reporter à l'arrivée aux Etats-Unis, du premier ministre républicain, envoyé peu de temps avant la terreur, dont on projetait d'écraser la France dans les deux hémisphères. Qu'on examine son début, l'insolence avec laquelle le droit des nations fut violé par ce ministre. Nous avons cité, il y a quelque temps, l'exposé qu'en fit Wasingthon à la chambre des pèsent ans et au Sénat. Le ministre français en 1793, osa chez nos alliés compromettre la dignité de leur gouvernement ; il osa ordonner des livrées secrètes de troupes sur le territoire des Etats-Unis; il osa presque soulever le peuple contre ce gouvernement; il se permit publiquement, sur les gouts et la conduite privée du héros de l'indépendance américaine, des observations aussi ridicules que séditieuses. Wasingthon méprisa, mais surveilla la jactance d'un factieux dont toutes les démarches tendaient à porter le trouble dans les Etats-Unis. Enfin, *Genest paraissait vouloir enseigner à Wasingthon à servir son pays, tandis que lui-même trahissait impunément les plus grands intérêts de la France, annulait dans l'Amérique toutes nos forces navales, et concourait avec Sonthonax a la destruction de nos colonies occidentales.*

Nous dira-t-on que la complicité de Genest avec Sonthonax n'a rien de commun avec sa conduite à l'égard du gouvernement des Etats-Unis? nous repondérons que celui qui, sans respect pour la nation qu'il représentait, comme sans égard pour auprès de laquelle il était

envoyé, osa, à New-York, à Philadelphie, à Charleston, s'entourer des égorgeurs et des incendiaires des Antilles française, que celui qui (dans une république où nous n'avons pas vu, pendant trois années de résidence, une seule baïonnette employée pour l'exécution des lois) avait la fatuité tyrannique de se faire escorter par des hommes armée, tandis que Wasingthon marchait seul partout, que celui sous le ministère de qui se déclarèrent plusieurs insurrections de noirs dans les états du Sud, etc. *n'a pas pu avoir des intentions pures*. Genest voulait révolutionner un pays qui proclama les droits de l'homme avant nous, qui les a mieux appréciés que nous, et qui n'a d'autre ambition que son indépendance et un grand commerce.

Les Etats-Unis, sous le ministère de Genest, ont été à deux doigts de leur perte : Wasingthon s'est vu en 1793, obligé de destituer notre consul à Boston, et de demander le rappel du ministre français. La France n'a jugé ni l'un ni l'autre ; un traité avec l'Angleterre a été la suite de toutes ces manœuvres, souffertes par la Convention nationale, et protégées par le *Comité soi-disant de salut public*, qui désola si long-tems la France entière. Telle fut la position des Etats-Unis, tandis que Saint-Domingue périssait par le fer et par le flamme: Genest avait déjà l'impudeur de nous nous déclarer *émigrés*, et répondait aux infortunes colons qui lui demandaient des secours: *Vous avez assez joui de vos biens dans les colonies, il est tems que les nègres en jouissent à leur tour*; à d'autres, il proposait, pour prix des secours qu'il leur offrait, de servir dans une *Légion* qu'il avait formée à New-Yorck et à Philadelphie, aux frais de la république....de quel droit, et au nom de quelle loi?

Est-il surprenant ce sur les rapports d'un pareil médiateur, au lieu de la bonne intelligence qui devait régner entre nos deux républiques, il se soit élevé des griefs réciproques ? Enfin, parce qu'il lait au gouvernement des Etats-Unis de rappeler un de ses ministres, en qui il n'a plus de confiance, nous nous croyons en droit de repousser celui qu'il envoie pour le remplacer. Quand Genest se permit à l'égard du gouvernement des Etats-Unis les excès dont nous venons de parler, Wasingthon ne le renvoya pas, il demanda son rappel : il fut accordé, parce qu'il ne pouvait pas être refusé sans une violation inouïe. Des griefs, dont les éclaircissements devaient être funestes au complice de Sonthonax, furent donc la base des premiers mécontentements des Etats-Unis.

Pour nous, qui avons suivi le fil de cette intrigue Anglo orléaniste dans les Etats-Unis, nous sommes certains, d'après les dispositions générales du peuple de ce continent, que si la France eut eu à cette époque un ministre sage, ferme, et attaché aux intérêts de la République française naissante, ce gouvernement allié n'eut pas tardé à se déclarer en faveur de la France; mais il eut fallu, comme Genest en avait l'ordre ostensible, qu'il eut protégé le commerce français et américain, qu'il eut pas, de concert avec Sonthonax, livré aux Anglais nos Colonies

et nos bâtiments du commerce, qui étaient pris sous le canon de nos vaisseaux par des corsaires de 4 de 6 canons.

Le gouvernement des Etats-Unis sonda l'abîme dont les agents de la France l'avaient environné ; il n'eut rien de plus sage à faire que de proclamer sa *neutralité* : cette première mesure déjoua une partie de l'intrigue. On voit donc clairement que la perte de nos Colonies était intimement liée au projet de troubler la tranquillité des Etats-Unis; et nous le demandons aux politiques qui voudront s'occuper de ces grands intérêts, *quelle est la puissance qui devait profiter; et qui a en effet profité des résultats de cette intrigue encore impunie, parce qu'on a eu soin d'en détourner l'attention de peuple français et de son gouvernement.*

Cependant une partie de cette intrigue est démasquée: Sonthonax est convaincu; espérons que Madison, l'envoyé extraordinaire des Etats-Unis, jettera encore quelques lumières dans ce chaos d'iniquités, où se sont engloutis tous les avantages de notre marine et de notre commerce.

Quels ont été d'ailleurs en France, jusqu'aujourd'hui les ennemis les plus marquants de la conduite de *Washington*? on distingue d'abord *Charles Lacroix*, ministre des relations extérieures, qui ne connaît pas plus les rapports des Etats-Unis avec la France et ses colonies, que ceux du Grand Mogol avec la Russie: on distingue le ministre *Merlin*, beaucoup de terroristes, beaucoup de gens qui n'ont jamais perdu de vue les tours de Notre-Dame, les ministres et les agents de la république dans nos colonies, l'ex-ministre Genest, qui, malgré son zèle pour la république française, a préféré l'abandon de sa patrie, en épousant une américaine, aux risques de venir rendre compte des résultats de son perfide ministère. Pauvres Français ! Voilà pourtant les hommes sur la foi desquels vous avez compromis vos plus grands intérêts ; par le maintien de ces intérêts, vous pouviez faire disparaître la tyrannie des mers, à laquelle votre nouvelle diplomatie vous a livrés.

Cependant il faut s'en tirer : on voit que le genre de persécution exercé dans les colonies, fut perfidement, indiscrètement adopté dans les Etats-Unis: la secousse une fois donnée, les impressions faites, ce n'est que par une conduite diamétralement opposée que l'on peut arrêter aujourd'hui cette fâcheuse impulsion.

Nos colonies détruites, un traité conclu que l'on peut regarder comme celui de Jérémie, notre influence perdue, les Etats-Unis plus que jamais circonvenus par les agents de l'Angleterre, des griefs réciproques, les uns réels, les autres apparues; voilà les maux que nous avons à réparer; voilà des questions politiques qui sans doute seront l'objet des conférences prochaines entre le Directoire et l'envoyé extraordinaire des Etats-Unis. Nous avons fait de grandes fautes dans l'Amérique, on y a commis des grands crimes au nom de la France, sous

l'influence des chefs de l'anarchie française: cette même influence y existe encore, et c'est la seule que nous y ayons; c'est elle seule aussi qui nous y a excité tant d'ennemis.

Nous avons déclaré la guerre la plus meurtrière à nos ennemis, sur lesquels nous avons fait des conquêtes immenses, tandis que nous prêchions en Amérique, à nos alliés et à nos colonies, *sous les noms de paix et d'union*, la guerre civile et la destruction de toutes nos ressources. Nous voulions voir en guerre tout le genre humain... ! Qu'en est-il résulté encore une fois ? la perte de nos colonies *pour nous*, et un traité honteux avec l'Angleterre pour nos alliés. Diplomates française, voilà les fléaux dont vous consolidez les ravages depuis un an dans l'Amérique par votre confiance dans le ministre actuel de la marine, et dans les agents qu'il emploie, par l'ineptie de vos relations extérieures ... deux parties qu'il vous faut réformer, si, de bonne foi, vous voulez des alliés, des colonies, un grand commerce en Amérique, et une marine pour les protéger, au gré vos intérêts, dans toutes les parties du monde.

***Lettres de Debordes, résidant à Philadelphie, ancien militaire, sur la situation des colons
d'Amérique, 9 Ventose an VI (27 febbraio 1798)***¹²³⁵

Philadelphie, 9 ventose 1797, an six de la République Française, une et indivisible.

Je n'ai pas l'avantage d'être particulièrement connu de vous; si cependant le citoyen Shirac ou Cirac, ancien membre de l'assemblée constituante a été exact à me tenir parole, mon nom ne doit pas aujourd'hui vous être étranger. Il me promet, il y a quelques mois, de vous remettre une de mes productions, intitulée Examen rapide des droits de l'homme. Cet ouvrage doit servir à vous faire connaître que l'homme qui vous écrit dans ce moment est Français dans toute l'extension du terme, & que rien ne lui est plus cher que le bonheur de sa patrie & le maintien du gouvernement qui pourra produire ce bonheur: en voilà assez pour m'ouvrir librement à vous.

La dernière révolution qui vient de se passer en France nous dévoilé une vérité bien affligeante pour les Colonies; c'est que ceux qui malheureusement se sont emparés de leur cause, ont été d'extravagant royalistes qui, la confondant avec leurs ridicules visions, n'ont pu manquer de lui nuire, en prétendant la servir. Car il résulte de leurs efforts que les Colons doivent passer dans l'opinion publique pour des partisans de la Monarchie, conséquemment pour les ennemis des Français; tandis que les vrais amis de la République ne se rechercheront que parmi les scélérats qui ont persécutés les Colons & privés la France du fruit de leurs travaux. Le contraire est néanmoins une vérité de fait; si quelques grands planteurs, se sont mêlés en Europe à la tourbe devastatrice des Royalistes, en cela ils n'ont agi que d'après les suggestions de leur orgueil, & du tout point d'après le sentiment des colons. Ils ne peuvent être distingués de la foule des émigrés réfugiés chez l'ennemi ou restés en France pour cacher sous l'apparence du patriotisme la bassesse & l'obscurité de leurs trames. Mais les Colons de St. Domingue sont en général des hommes tout-à-fait différents: quelque uns, il est vrai, peuvent répugner à l'admission des lois de la France qui se montrent contraires à leur propriété; mais la plupart s'y soumettra avec plaisir, si le gouvernement trouvait un moyen de concilier ses principes avec leurs intérêts, si de cette conciliation sur-tout devait résulter un avantage décidé pour la sort & l'Etat politique de leur patrie. Tous se sentent français, tous s'enorgueillissent des succès de leur nation, tous la voudraient voir s'élever par ses victoires & par sa sagesse au-dessus des

¹²³⁵ AN, AF/III/271, pièce 106.

autres peuples de l'univers. Sont ce là les hommes que la France doit rejeter de son sein, ou que des scélérats couverts de sang ont le droit de poursuivre avec impunité? N'est-il pas temps pour le gouvernement français d'ouvrir les yeux sur ce tas d'erreurs monstrueuses dont on s'est servi pour l'aveugler? N'est il pas temps qu'il saute que des africains ne peuvent prendre à la prospérité de la France le même intérêt que des Français; que des coeurs avilis par la servitude ne s'élèveront jamais à cette grandeur de sentiment qui forme les vrais Républicains; que des mains appesanties par l'insolence ne fécondèrent jamais d'elles-mêmes le sol de l'industrie & du travail; que le châtement ne se peut porter que sur le crime & que le colon, plein de l'amour de sa patrie, ne peut être traité comme l'individu odieux qui n'en respire que la destruction; que, s'il est juste que l'état de l'africain soit adouci, il n'est ni dans la raison ni dans l'humanité qu'il le soit aux dépens du colon industriel & patriote. Car l'africain ne peut aimer ni servir une patrie qui n'est pas la sienne; il manque en-outre de lumières, des moyens, de volonté; tout cela se retrouve dans l'âme & dans l'esprit du colon. Le colon en un mot est français, & si le nom de patrie n'est pas un mot vide de sens, son intérêt, dans le coeur des français, doit l'emporter sur l'intérêt de tous les autres peuples de la terre.

Si le moment de sentir ces vérités est venu pour la nation, si, sans vouer le negre à l'esclavage révoltant au quel il était réduit avant la révolution, le directoire veut réparer tant d'injustices répétées à l'égard des colons, son premier soin, je pense, est d'éloigner de St. Domingue les ennemis qui pensent entraver ses mesures. La soumission des contrées qu'ils y possèdent offre non seulement à la France tous les avantages de la conquête dans l'abaissement d'une puissance rivale; mais elle y trouvera prêtes à éclore sous sa main toutes les semences de la fécondation, pour les autres parties de l'Ile où elle voudra rendre à la vie le commerce, l'agriculture, l'amour de l'ordre, du travail & des lois. De ces avantages, ceux qui ne sont que matériels, se présenteront d'eux-mêmes dans l'état intact des cultures & des propriétés; ceux qui tiennent au moral & par qui les premiers doivent être mis en oeuvre, le puiseront dans la subjection où le nègre a toujours été tenu. Cette subjection, très-depoudante de l'attachement & du respect que le negre y a constamment témoigné pour son maitre, est un champ fertile où le directoire verra naître sans difficulté les sources de la prospérité publique, à coté du bonheur individuel de l'homme destiné à les vivifier. Les Anglais, maitres de ces contrées, y ont formé & discipliné des corps considérables d'africains accoutumés des longtemps à y repousser, à y éteindre la flamme que les ennemis de la félicité nationale ont tant de fois tenté d'y porter. Ces corps, occupés ailleurs au rétablissement de l'ordre, dispenseront le Directoire d'y employer les forces de la nation, qu'en Europe il fait servir si utilement à sa gloire. La conquête elle-même n'est point difficile; je l'osai entreprendre, il y a trois ans, à la tête d'un faible parti de

soixante dragons, dans le quartier de Jérémie; et je l'eusse aisément effectué, si les negres & les mulâtres des Cayes venant à se montrer sur nos frontières, au moment où le drapeau national arboré aux Abricots commençait à y appeler les habitants, ils n'avaient été forcés de m'abandonner dans mon projet pour se défendre de l'invasion qui les menaçait. Mais ce que je ne pus exécuter par le malheur des circonstances n'offrirait pas le plus léger obstacle, si le directoire voulait y envoyer quatre à cinq cents hommes de ses milliers troupes, de celles qui, à sa vois, ont si souvent fixé leur victoire sur les bords de l'Adige & du Rhin; si aucun homme de couleur sur-tout ne s'y mêlait & qu'aucune crainte pour ses propriétés ne refroidit le coeur du colon & ne l'empêchât de voler sous le drapeau national avec cette ardeur que sa seule vue inspirait à son patriotisme. Il faudrait, pour cet effet, que Rigaud eut des ordres précis de ne point étreindre les limites de Jérémie pendant tout le temps que durerait l'expédition; cet ordre pourrait se révoquer à-propos, lorsque les Français seraient assez consolidés dans leurs conquêtes pour que les volontés ultérieures du Directoire, relatives à la restauration du pays, pussent être manifestées sans risquer aux possesseurs actuels de la partie du sud. Nul doute, si l'ordre des choses momentanément établi à Jérémie offrait le moindre rayon de sûreté & de bonheur à ses habitants, nul doute que les memes forces qui auraient servi à cette conquête, ne conduisissent promptement à celle du Porte-au-Prince, de St. Marc & des autres possessions coloniales où le gouvernement Britannique est souffert. Dans le cas où ces vues ne répugnassent point à la sagesse du Directoire & qu'il ne craignit pas d'en confier l'exécution à un ancien militaire également arbitraire de l'honneur & de la prospérité de sa nation, il oserait répondre du succès sur sa tête. Les Anglais n'ont que six à huit cents hommes de leurs pauvres troupes dans le misérable poste de Jérémie; il pourraient être aidés d'une centaine, tant au plus, d'émigrés qui s'y sont jetés de toutes les parties de la Colonie depuis la reddition de cette place. Mais les régiments africains, flattés d'un changement avantageuse dans leur sort, mais les habitants de Jérémie eux mêmes, trop heureux de se sentir renaitre sous les drapeau de la patrie, se réuniraient promptement aux troupes nationales. L'ennemi serait assailli, chassé, anéanti: l'honneur des armes françaises serait du moins en sûreté; mon existence, celle du dernier des soldats qui me seraient confiés, en deviendrait le garant.

Une confiance aussi grande ne peut se donner au hasard & sans titres pour la fixer; il est donc juste que vous connaissez l'homme qui l'ose solliciter de vous.

Depuis 73 jusqu'en 83, j'ai servi soit dans les troupes françaises soit dans les armées de l'Amérique; de ces dix années de service huit se sont passés dans les camps; lors de la révolution, j'avais été réformé, j'étais planteurs à Jérémie; l'estime de mes concitoyens m'y a souvent placé à leur tête & plus d'une fois j'ai eu le bonheur d'user de leur confiance pour les

sauver du poignard de leurs assassins & conserver, dans leurs propriétés, des possessions intactes à la France. Dès l'apparition des Anglais à Jérémie, j'ai tout tenté pour les troubler dans leur autorité; au-milieu d'eux j'ai même osé y arborer le pavillon national; mais abandonné de mon parti, surpris, arrêté, jette dans les fers, vingt-fois sur le point de subir la mort, & n'échappant au supplice qui pour trainer une vie malheureuse dans la misère & l'exil, il ne m'a resté de mon entreprise que le désir d'une vengeance qui ne se peut éteindre que dans le sang de ceux qui l'ont injurieusement excités. Tous ces faits vous seront attestés par le petit nombre des jeremiens qui sont ici & dont je vais tâcher de recueillir le témoignage; en attendant le citoyen Adet que j'ai vu dans le cours de sa légation & qui en a une ample connaissance, pourra non-seulement vous en instruire, mais vous donner sur mon compte toutes les informations ultérieures que vous pourriez désirer; là-dessus je m'en rapport entièrement à son patriotisme & à sa probité. Puisse le ciel enfin vous inspirer des sentiments favorables à la renaissance des Colonies, & faisant choix de ma main pour les seconder, la conduire dans le sein odieux des Anglais.

Salut & fraternité

Debordes

Il y a quelques années que je composai une tactique coloniale à l'usage des troupes patriotiques de Jérémie, que je commandais; je la calquai sur la nature du sol des colonies, qui n'admet point les manœuvres à grand front de l'Europe; quinze à vingt jours d'exercice suffisent à en instruire les troupes auxquelles on la peut destiner; j'en ai déjà fait un essai partiel qui m'a parfaitement réussi. Si vous la présumez susceptible de quelque utilités je m'empresserai de la soumettre à votre jugement.

La France a ici peu d'amis; & peut-être au fonds du coeur n'en a-t-elle pas un seul de vrai. Ces misérables sont trop vils pour être punis; en châtiant leurs maitres (les Anglais), ils le seront aussi.

Voici mon adresse:

To citizen Debordes, North Front - Street, n°401, Philadelphia.

Indice testo di Valentin de Cullion, *Examen de l'esclavage en général, et particulièrement de l'esclavage des nègres dans les colonies françaises de l'Amérique*, Paris, Desenne, 1802

TABLE DES CHAPITRES

TOME PREMIER

CHAPITRE PREMIER. Distinction de l'esclavage en esclavage moral et en esclavage physique –
Différence entre les esclaves des nations ancienne, et des nations modernes, non compris les
nègres, qui sont classe à part. – De l'égalité. Y a-t-il égalité entre les hommes ?

CHAP. II. Résumé du chapitre précédent. – Définition, ou plutôt description de l'esclavage. –
De son origine, critique de l'origine indiquée par l'Esprit des Lois. – De l'esclavage par la
voie de la vente ; erreur de M. de Montesquieu. – Comment les anciens ont-ils traité leurs
esclaves ? – On se fait une fausse idée de l'esclavage sur un préjugé de l'enfance. – Il a été
généralement répandu sur la terre, il l'est encore. – Il n'est pas contre la nature de l'homme,
il en dérive plutôt.

CHAP. III. Quels hommes étaient-ce que les esclaves chez anciens ? – Comment étaient-ils
traités ?

DES NEGRES

CHAP. IV. Introduction.

I^{er}. Qu'est-ce que la race des nègres ?

II. Quelle opinion doit-on se faire des nègres ? – De quelle estime sont-ils dignes ?

III. Du physique des nègres.

IV. Du moral des nègres et de leur perfectibilité. Suit du S. IV. De la perfectibilité des
nègres.

V. Quel est le sort des nègres dans leur pays ? Addition au S. IV.

CHAP. V. Considérations préliminaires.

I^{er} Achat des nègres.

II. Des jardins ou places à nègres.

III. De la religion.

IV. Des cases à nègres.

V. De l'hôpital des nègres.

VI. Des nègresses enceintes et des enfants.

VII. Des travaux des nègres. — De leurs fêtes.

VIII. Des châtimens exercés sur les nègres dans les colonies. — Introduction.

CHAP. VI. Les nègres sont-ils propres à la liberté ?

CHAP. VII. S. unique. La morale s'oppose-t-elle à l'esclavage des nègres ?

Addition au chapitre VII.

TOME SECOND

CHAP. VIII. S. unique. — En politique, est-il de l'intérêt de la France de faire la traite des nègres ?

CHAP. IX. S. unique. L'esclavage des nègres dans les colonies est-il susceptible de quelques tempéramens ?

CHAP. X. S. unique. Y a-t-il quelque moyen de remplacer les nègres pour la culture des colonies ? Addition au chapitre X.

CHAP. XI. S. unique. Du régime et des lois qui peuvent convenir à la colonie de Saint-Domingue.

CHAP. XII. De la liberté. — S. Ier. Quelques idées sur la liberté. S. II. Examen de certaines prérogatives des Anglais, indiquées par M. de Voltaire comme des chefs-d'œuvre de législation.

Commentaire critique sur plusieurs assertions de M. de Voltaire au sujet de la liberté.

DES CHAPITRES.

SUPPLEMENT A L'EXAMEN DE L'ESCLAVAGE, EN FORME DE REMARQUES.

I^{er} Remarque sur le chapitre Ier. — Histoire de Guillaume Penn.

II^{me} Remarque *idem*. — Concernant un texte de l'Esprit de Lois.

III^{me} Remarque *idem*. — Critique de la définition que l'Encyclopédie donne de l'égalité.

IV^{me} Remarque *idem*. — M. de Voltaire.

V^{me} Remarque *idem*. — Des citations et des exemples employés dans l'Esprit des Lois.

VI^{me} Remarque *idem*. — De la vénération qu'on a pour les Grecs.

I^{er} Remarque sur le chap. II. — Des causes de l'attachement des maîtres pour leur esclaves.

II^{me} Remarque *idem*. — Erreur de M. de Montesquieu.

III^{em} Remarque *idem*. — Continuation du même sujet que sous la remarque précédente, et

néanmoins sous un autre rapport.

IV^{me} Remarque *idem*. – De l'Engagement, espèce de servitude chez les Anglo-Américains.

V^{me} Remarque *idem*.

VI^{me} Remarque *idem*. – La démocratie est, de tous les gouvernements, celui qui est le moins conforme à la nature de l'espèce humaine.

VII^{me} Remarque *idem*. – Où l'on relève une réticence de mauvaise foi de la part des philanthropes.

I^{er} Remarque sur le chapitre III. – De quel œil les Germains et les Gaulois voyaient l'esclavage.

II^{me} Remarque *idem*. – Erreur d'un philosophe, au sujet d'une prétendue république à Fantim.

I^{er} Remarque *idem*, S. III – La beauté n'est pas arbitraire. Les nègres ne préfèrent pas leur couleur à celle des Européens.

II^{me} Remarque *idem*. – Les femmes sont-elles propres au gouvernement ?

III^{me} Remarque *idem*. – Conte d'un voyageur rapporté dans l'Esprit des Lois.

I^{er} Remarque *idem* S. IV. – Critique d'un mot de M. de Saint-Pierre.

II^{me} Remarque *idem*. – Nouveaux arguments contre l'identité d'origine des blancs et des nègres.

I^{er} Remarque sur le chapitre V, S. VIII. – Des cruautés reprochées aux Espagnols dans les temps de la découverte de l'Amérique.

II^{me} Remarque *idem*. – Destruction du Cap. Par qui.

III^{me} Remarque *idem*. – Calomnies de Raynal contre les gouverneurs de Saint-Domingue, réfutées.

IV^{me} Remarque *idem*.

V^{me} Remarque *idem*. – Section I. – Du marronage. Remarque importante.

Section II. – Du fouet sur les fesses. – Réflexions sur l'éducation.

I^{er} Remarque sur le chapitre XII. – Esquisse d'un tableau de la Liberté.

II^{me} Remarque *idem*. – Critique d'une phrase de l'abbé Raynal.

III^{me} Remarque *idem*. – Critique de l'exemple des animaux, citée par les philosophes en preuve de l'invincible penchant à la liberté.

Analyse de l'examen de l'esclavage, ou résumé général de cet Ouvrage.

Fin de la Table.

Anonimo, *Lettres d'un colon de Saint-Domingue au Premier Consul dénonçant la philanthropie à l'égard des noirs et des mulâtres*, 15 ventose an 10 (6 mars 1802)¹²³⁶

Citoyen Consul,

Si j'avais à prendre la plume comme colon de Saint Domingue, je pourrais apporter au gouvernement, les justes plaintes de ses infortunés habitations, lui retracer les maux auxquels ils ont été livrés durant le cours de la Révolution, et, lui rappellent, les droits que doit avoir une colonie à la sollicitude de sa métropole, réclamer, pour les restes malheureux de la population blanche à Saint Domingue, les secours de la Mère Patrie et la vengeance nationale. Mais de plus grand intérêts lui ont fait reporter ses regards vers les Colonies; c'est en vain que l'infortuné colon, oserait gémir et se plaindre. Dans les secousses qui ont agité la grande Nation, elle s'est élevée sur des principes plus philosophiques, et semble avoir rompu les plus tendres affinités, pour embrasser à la fois toute la grande famille de l'Etat.

J'écarterai donc, toutes les considérations particulières, et m'associant pour un moment à la gloire des sages qui gouvernent ma patrie, je dirigerai comme eux toutes mes vues vers l'intérêt commun, en ne considérant les colonies que comme des principales branches de la prospérité nationale. Puissent les observations d'un simple citoyen, ami de sa Patrie et de son gouvernement, soumises à un chef ainsi éclairé que digne de l'amour et de l'admiration de tous les français, lui présenter des bases solides pour l'organisation politique de Saint Domingue; puissent elles détruire des erreurs funestes sur le caractère et les mœurs des hommes que la France a voulu faire participer aux bienfaits de la Révolution; puissent elles l'avertir des dangers qui peuvent menacer sa domination sur les colonies; puissent elles, surtout, la maintenir dans la dignité qui convient à une grande nation, qui doit se montrer d'autant plus réservée dans le choix de ses associations politiques, que la nature semble l'avoir placée sur le point de la terre, où l'espèce humaine a du acquérir sa plus grande perfectibilité physique et morale, et que le nom français devait encore enorgueillir!

Je ne m'arrêterais point à discourir, sur le principe et l'utilité des colonies, ni à philosopher sur les droits de l'homme, il ne s'agit ici que de ceux du citoyen. En politique la première raison est celle de l'Etat. Il faut des colonies à la France, puisqu'elle a une marine, des manufactures, une grande population, et qu'elle consomme et trafique des objets de luxe; il lui faut des colonies puisque les puissances qui l'avoisinent en ont, et qu'elle doit ainsi

¹²³⁶ AN, AF/IV/1213, pièce 17.

developper son industrie, et étendre son commerce pour briller sur les deux mondes et prospérer comme elles.

La colonie de Saint Domingue est une colonie purement agricole, elle ne manufacture rien: les produits qu'elle obtient de la terre demeurent, pour ainsi dire, bruts; il ne lui faut que des cultivateurs.

L'ardeur du climat, ne permet point à l'Européen, de se livrer aux travaux de la culture; il faut des africains, des negres et en quantité; il n'est besoin au contraire que de très peu de blancs, quatre seulement sur une habitation peuvent diriger les travaux de deux et trois cents noirs.

La fertilité du sol, qui fournit abondamment et presque sans aucun soin, les objets de subsistance, entretiendrait facilement l'apathie et l'indolence du negre, qui n'a ni besoin ni ambitions, et à qui il suffit de vivre et de reposer: pour obtenir le genre de productions que nous désirons des colonies, il faut le forcer au travail. L'intérêt, l'amour du gain ne sauraient l'y résoudre; il lui importe peu d'être riche; le bananier qui croît et s'élève auprès de sa hutte, l'ombrage délicieux qu'il lui présente: voilà sa fortune et son bonheur.

Mais dans les rapports des quantités et de la population du blanc au noir, comment le plus petit nombre forcera-t-il le plus grand à le craindre et à lui obéir? La seule force morale, qui opérait autrefois ce phénomène politique, n'existe plus; la magie est rompue; il faut aujourd'hui d'autres moyens: moyens terribles! Mais qui doivent le recomprimer dans la sphère d'où il n'aurait jamais du sortir.

Le naturel crainte du negre venu d'Afrique, l'opinion surtout qu'il avait de l'espèce blanche, qu'il sentait supérieure à la sienne, et dont le seul aspect le terrorisait, suffirait pour le maintenir. Il servait le blanc parce qu'il se croyait fait pour le servir, et sous cette domination il était heureux, parce que ses facultés morales, ne s'étendaient pas jusques à l'horreur de la servitude, et qu'il trouvait toujours ses heures de repos.

Aujourd'hui on a étendu des idées, ou plutôt on a désorganisé toutes les facultés qui pouvaient le conduire au genre de bonheur dont il était susceptible (n'oublions pas que ce bonheur suprême est toujours pour lui la vie et le repos).

L'association à nos droits politiques, le titre de citoyen français, les grades civils et militaires, ne peuvent changer son naturel; aucune instruction ne saurait perfectionner ses organes, ni moraliser son être: le fer brille un instant du poli qu'il vient d'acquérir sous la main de l'artiste; mais la rouille vient aussitôt à recouvrir, tandis que l'or conserve toute la pureté de son éclat.

L'amour de la Patrie est un mot vide de sens pour lui; la liberté...hélas! Il en goutait autrefois les douceurs dans ses heures de loisir: aujourd'hui il ne la conçoit que dans la licence; elle consiste dans le pouvoir qu'il a d'agir à son gré, et de se livrer sans frein à ses féroces inclinations.

Si les traits du negre sont bien saisis, si son naturel est bien développé, sa classe doit aussi être assignée dans l'organisation politique de Saint Domingue et les moyens de l'y maintenir n'échapperont pas au Premier Consul.

Dans les climats chaud, où le sang est continuellement en fermentation, tous les esprits animaux s'évaporent ; l'homme se dégrade et s'abrutit; le coeur, pour ainsi dire, semble s'éteindre pour donner plus de chaleur et d'activité aux sens; l'amour n'est plus un sentiment de l'âme; c'est un appétit grossier qui cherche à se satisfaire: l'Européen brule malgré lui d'un feu dévorant et l'africain devient l'objet de la passion.

De cette affinité provient une autre espèce d'homme, dont le type n'était pas dans la nature, un être mixte où se trouvent réunis les deux contrastes du blanc et du noir, et que la mère enfante avec orgueil quand le père rougit de sa dépravation. Nous allons le considérer dans sa nature et dans son état civil, pour savoir dans quel ordre la politique doit le classer.

L'aspect des mulâtres est d'abord effrayant. La teinte jaunâtre et livide qui recouvre ses traits grossiers lui donne l'air d'un cadavre en putréfaction. On ne peut l'approcher sans un certain frémissement d'horreur et l'imagination n'aurait sans cette enveloppe, aller souder les replis de son âme, elle parce pourtant au travers des tissus, pour offrir un autre phénomène, une autre bizarrerie, une autre monstruosité de la nature.

On nous dit que l'âme est une pure émanation de la divinité : mais alors elles seraient toutes belles. Supposons de moins qu'elle se modifie selon les organes, et que, dans l'individu, elle conserva la teinte du caractère, et les inclinations habituelles des êtres qui l'ont procréé. Sous ce rapport voyons quels sentiments ils ont pu lui transmettre, et cherchons la cause morale des disparités que nous présente l'âme du mulâtre.

Le Père l'a engendré dans son abrutissement, dans le sentiment de sa dépravation ; la mère l'a conçu avec crainte, l'a nourri dans son sein avec vanité, et l'a enfanté avec orgueil. De ces affections ont du émaner sans doute, toutes les qualités constitutives de son être moral et il doit être par son essence vil et lâche, mais vain et orgueilleux à l'excès.

Suivons le dans la société, dans sa famille, dans l'histoire de la Révolution de Saint Domingue, nous verrons qu'elle activité en même orgueil a donné à toutes ses facultés, et sous quels traits de férocité son caractère s'est constamment démontré : mais il faudrait retracer des scènes d'horreur et quels yeux pourraient le parcourir ?

Le mulâtre méprise le negre (et ce mépris s'était jusqu'à la mère qui l'a porté et nourri dans son sein) parce qu'il est formé du mélange d'un autre sang, et que la nature elle-même, par un degré de perfection de plus dans ses organes, semble l'avoir placé un échelon au-dessus de lui. Cette première comparaison l'enorgueillit et le fait rebondir jusqu'au niveau du Blanc, dont il veut être l'égal.

Le Blanc méprise aussi le nègre, parce que c'est une espèce d'homme inférieure à la sienne. Il n'est que méprisé le mulâtre dans une autre proportion, s'il eut resté à sa place, mais il le hait parce qu'il veut s'égaliser à lui, et que l'insolent orgueil d'un être vil, irrite toujours la dignité dont il veut se rapprocher si la nature n'avait marqué en traits infaisables la distance qui doit éloigner le mulâtre du blanc, il suffirait sans doute de lui faire voir celle qui le sépare du nègre, et il trouverait de lui même le point intermédiaire où il doit le tenir.

En vain tous les arguments de la philosophie voudraient détruire ces distinctions et en accuser le préjugé; en vain ferait-elle sonner son triomphe, sur les opinions qui classaient autrefois les trois états dans l'ancien gouvernement; tous les français étaient de la grande famille de l'état et il n'avait pu s'établir entr'eux que des distinctions absurdes que le progrès des lumières et la saine raison devaient faire disparaître; mais à Saint Domingue les hommes en s'u ressemblent point, ils sont d'une espèce différente et ne peuvent ni compatir, ni former des associations politiques, quoiqu'ils cohabitent ensemble sur un sol de la République. Si par hazard il se fut trouvé en France dans quelques ménagerie au moment de la révolution, un troupe de hourang-houtans, en eut-il fallu faire autant de citoyens, sur la simple analogie des formes avec celles des corps humain ?

Si, pour mieux triompher des obstacles qui pourraient s'opposer à l'exécution des beaux plans philosophiques qui ont été présentés sur les colonies, le gouvernement avait compté sur une autre génération de colons, comme il a du compter sur la postérité pour voir disparaître entièrement la trace des anciens préjugés qui avilissait en France, la classe la plus nombreuse et la plus utile des citoyens, le gouvernement se tromperait encore. On déracine un préjugé, mais on ne peut intervertir l'ordre de la nature ; elle a tout classé elle-même et le nègre qu'elle semble n'avoir qu'ébauchée, ne saurait accuser les institutions politiques de sa couleur et de son impéritie.

Il faut dix Européens pour faire un habitant de Saint Domingue, il faut dix ans de séjour à celui-ci pour s'acclimater et devenir un colon. Sous ce rapport combien auraient du être précieux à la France, ceux qui avaient eu le bonheur d'échapper au carnage auquel ils ont été livrés durant le cours de la Révolution ! Courbés sous le joug, le plus cruel, mais glorieux des succès qu'obtenait la mère Patrie, ils s'enorgueillissaient encore de lui appartenir, et des fonds

de leurs coeurs abattus, s'élevaient des hommages pour les héros et le sauveur de la France. Bientôt il devait aussi porter ses regards vers ces malheureuses contrées et la plus douce espérance vient nous faire tressaillir de joie sous la gloire de nos bourreaux. Moment fortuné qui devait rendre les colonies à la Métropole, mais que les fausses mesures du gouvernement n'ont rendu que trop funestes aux colons !

Dans un moment où l'armée est encore occupée de la réduction de Saint Domingue, il faut sans doute respecter les dispositions des braves chefs à qui cette opération a été confiée ; mais je remontrerais aux principes qui m'ont pu diriger l'expédition; pour en voir découler évidemment tous les maux qui nous accablent.

La France me semble avoir voulu que reconquérir les colonies et, dans le choix des moyens qui lui ont paru devoir la conduire à son but, elle s'est montrée aussi peu touchée des intérêts des colons qui peu jalouse de sa gloire et de sa dignité. C'est ainsi que, par un mélange d'astuce et de perfidie, elle a préféré de récompenser, plutôt que de punir le féroce usurpateur de Saint Domingue et d'humilier encore plutôt que de consoler ses infortunés habitants ; c'est ainsi qu'après avoir souillé son auguste sénat, par la place qu'elle y avait destinés au cannibale Toussaint, elle s'est plus encore à vomir sur nos plages, le monstre qui venait de les ensanglanter. La terre de Saint Domingue a du trembler ; les mines des malheureuses victimes qui Rigaud a fait immoler, ont du frémir jusques dans le sein de la poussière lors de cette horrible apparition. Eh, qu'est-il résulté pour la France de cette malheureuse inconséquence ?

Que le Nègre Toussaint, irrité de la présence de son rival couronné, a lui-même vengé la gloire des sénats français, en développant tous les traits de noirceur, de perfidie et de férocité qui pouvaient enfin l'en exclure ; que les colons ont reconnu avec effroi et indignation, leurs bourreaux parmi leurs libérateurs et que Saint Domingue n'est devenu pour elle que la conquête d'un monceau de cendres et de cadavres.

Tel est l'état actuel de la Colonie ; tel est l'esprit qui y dominera toujours. Celui qui la peindrait sous d'autres traits, serait en imposteur, en traître qui chercherait à égarer le gouvernement. Celui qui en parlant des trois espèces d'hommes qui l'habitent, ne ferait pas ressortir les couleurs, le caractère et les passions qui les distinguent ; celui qui tairait cette antipathie naturelle et invincible qui les divise, ne serait pas un colon. Ce serait un Philanthrope, un de ces rêveurs philosophes qui affaiblissent sans cesse la chaîne des devoirs de l'homme à force de vouloir l'étendre ; une espèce de cosmopolite, en faisant corps qu'avec la grande famille des êtres créés: mais étranger à l'état et l'ennemi des Colonies.

**Marc-Antoine Granet, *Projet de loi sur la condition des personnes aux colonies*, 12 nivose
an 8 (6 janvier 1800)¹²³⁷**

Paris le 12 Nivose An 8 de la République

Au Citoyen Buonaparte, Premier Consul de la République française.

[Con altra scrittura : Le C.en Granet ex-legislateur et chef du bureau des Colonies propose un projet de loi sur l'état politique des habitants des colonies].

Citoyen Consul,

Je ne retracerai pas les titres qui me donnent quelque droit à proposer une loi pour les Colonies, je me borne à rappeler que la nécessité et l'urgence de cette loi ont été reconnues dans mes conférences préliminaires avec le Consul Cambacérès, alors Ministre de la Justice: en voici le projet:

Article 1er	Motifs
Tous les Citoyens domiciliés dans les Colonies françaises sans distinction de couleur, naissent, vivent et meurent libres et égaux en droits.	Ce principe, puisé dans la Nature, reconnu par la Proclamation du 4 Nisoe an 8, dont je m'honore d'avoir été le rédacteur, doit être encore consacré par une loi qui est sans danger, puisque son exécution est subordonnée aux règlements variés d'après les localités.
2e. Les individus nés en état de servitude dans les Contrées où elle existe pour la honte et le malheur de l'espèce humaine, deviennent libres à l'instant où ils touchent le sol de la République française, soit en Europe, soit dans les Colonies, mais ils n'en deviennent	Cet article rappelle et généralisé une maxime reconnue sous la Monarchie française, il ouvre un moyen de remplacer l'odieux de la traite, par l'humanité du rachat, et de repeupler par un recrutement volontaire en Afrique un climat dévorateur des Européens.

¹²³⁷ AN, AF/IV/1187.

citoyens qu'en remplissant les conditions imposées par la Constitution et par les lois.	
3e. L'acquisition et la jouissance de la liberté, l'exercice des droits civils et politiques seront déterminés par des règlements particuliers, à l'effet de les concilier avec le maintien de la sureté et de la propriété, et avec la prospérité des cultures, et les avantages du commerce national.	L'Objet de ces règlements sur lesquels les propriétaires Colons devraient être consultés, est assez déterminé par cet article. L'esquisse pourrait en être rédigée et proposée dans une décade, si l'on m'autorisait à en réunir les matériaux déjà préparés.
4e. Au moyen des dispositions ci-dessus, toutes les lois antérieures concernant les Colonies et notamment celles des 4 Avril 1792 ; 16 pluviöse an 2; 4 Brumaire et 12 nivöse an 6, sont et demeurent abrogées et remplacées par la presente loi.	Ces lois, quant aux principes sur l'état des personnes (4 avril 1792) et la liberté générale (16 nivöse an 2), ne contiennent rien de plus que ce projet et deviennent inutiles ; quant à la division territoriale (4 Brumaire 6) et à l'organisation constitutionnelle (12 nivöse an 6) qui doit changer nécessairement d'après les lois spéciales qui doivent être rendues en exécution de l'art. 91 de la Constitution de l'An huit.

*Anonimo, Vues générales sur les colonies françaises, s.d.*¹²³⁸

Citoyen Consuls,

L'Unité, l'indivisibilité de la République, la liberté, l'Egalité et le système représentatif formant les bases de notre pacte sociale, nos colonies doivent être régies d'après les mêmes principes. La République une et indivisible, les Colonies en seront donc considérées comme parties intégrantes.

La Liberté proscrire toute idée de retour à la servitude et dès lors interdire le commerce de la traite.

L'Egalité proscrire de même toute distinction fondée sur la nuance de la couleur de l'homme, ou sur la différence du sol qu'il habite.

Enfin le système représentatif assure aux citoyens des colonies, comme à tous ceux des portions diverses du territoire de la République, le droit de concourir, par leurs représentants, à la confection des lois, et à l'établissement des contributions.

Ces principes posés sont reconnus, il faut pour les colonies chercher des moyens d'exécution qui puissent éviter les secousses et les désordres inséparables d'une transition subite de l'état avilissant de l'esclavage, à celui d'une liberté absolue et sans freine, que l'instruction n'a point préparée.

À St. Domingue, dans la partie française, la liberté avait été conquise avant d'être déclarée par l'autorité et consacrée par la loi : elle n'existe point encore dans la partie espagnole de cette Isle.

À la Martinique et dans les Isles du Vent occupées par les Anglais, elle n'existe point.

À la Guadeloupe, elle existait avant la promulgation de la loi du 16 pluviôse an 2.

À la Guyane en existe de même.

Au Senegal plutôt simple comptoir que colonie, il n'y a jamais eu d'esclaves.

Aux Isles de France et de la Réunion, les lois et les agents du gouvernement ont été repoussés, son autorité méconnue, et une assemblée coloniale en y gouvernant despotiquement les a conservés cependant intacts au dedans et au dehors. Des mesures subites et non préparées pourraient bouleverser ces Isles, peut être même les séparer de la République.

¹²³⁸ AN, AF/IV/1212, dossier n°4.

Sans retracer les événements si funestes et si multipliés, qui depuis la révolution ont ensanglanté les colonies, il faut en assurer la propriété d'après nos bases constitutionnelles, qu'à leur égard, on peut ramener à deux points : leur liberté et leur regime intérieur.

La liberté, nous l'avons dit, assure aux colonies, comme partie integrante de la République, la participation à la représentation nationale. Mais tout en repoussant l'esclavage, la liberté permet ces engagements volontaires par lequel on attache le cultivateur au sol, sans le rendre esclave de l'homme.

Le Regime intérieur des colonies paraît devoir être par des lois particulières, et en quelque sorte appropriées à chacune d'elles. Car on a reconnu que les lois propres à gouverner les habitants des zones tempérées, ne l'étaient point à réagir ceux de la zone torride, et qu'elles devaient suivre les variations du climat.

Les Antilles de l'Amérique ont vu disparaître, par les massacres du fanatisme, les Caraïbes qui les habitaient, et dont quelques uns errent encore sur des montagnes inaccessibles ; la cupidité des européens, la vénalité africaine, ont repeuplé ces contrées, dont les productions arrosées de sang, alimentent la sensualité.

Il ne m'en est pas de même des colonies orientales, les unes placées sur le riche et vaste continent de l'Inde, sont destinées à gouverner un peuple efféminé, superstitieux et docile, pour qui la liberté paraîtrait un fardeau, pour qui le despotisme semble un besoin. Les autres tenant au climat brûlant de l'Afrique, forment un rocher presque stérile, précieux comme relâche et porte de l'Inde, ne suffisant qu'à force d'industrie à des besoins, et qui bientôt seraient abandonnées et sans culture si une liberté, subite, absolue et générale rendait les noirs indépendants de leurs devoirs et même de leurs actions.

Arrêtons-nous un moment sur l'ensemble de l'état actuel de nos colonies. À Saint Domingue, dans la partie française, l'autorité est entre les mains des noirs nouveaux libres ; les noirs anciens libres, sont proscrits ; les blancs sont opprimés. La Guadeloupe et les Isles du Vent, quoique divisées par des partis, ne sont heureusement point déliées par des factions. À la Guyane, les progrès de la culture sont ralentis, et l'insalubrité du climat enlève des bras qui y sont nécessaires.

Il faut donc à St. Domingue des règlements de culture et de police qui, en arrêtant le sang, mettent un terme aux déchirements qui la dévastent. À la Guadeloupe, une bonne administration et une défense respectable suffiront. À la Guyane, pour en rendre l'air salubre et le sol productif par des défrichements, il faut appeler et fixer les indigènes qui, plus qu'aucun autre peuple, possèdent la liberté de la nature.

Aux Isles de France et de la Réunion où la tranquillité est maintenue et l'ancienne forme de gouvernement encore suivie, l'esclavage adouci par les mœurs, par les lumières, pourra disparaître insensiblement ; et la liberté y sera reçue comme un bienfait nécessairement subordonné à l'intérêt de la colonie. Il en doit être de même de la partie espagnole de St. Domingue cédée à la République par un traité de paix, mais non encore réunie par une prise de possession.

Ainsi, dans les colonies occidentales il faut des règlements de culture et de police, et des encouragements à la population. Dans les colonies orientales, de même que dans la partie espagnole de St. Domingue, il convient d'établir un affranchissement nécessaire et gradué qui mènera, par le travail, à acquérir le titre et les droits de citoyen.

Ce doit être l'objet des lois organiques des colonies, et voici les dispositions principales dont ces lois contiendront le développement.

1° Autoriser le gouvernement à suspendre la publication et l'exécution du décret du 16 pluviôse an 2, et des lois des 4 brumaire, 12 et 26 brumaire nivôse an 4 dans les colonies où elles n'ont pas encore été proclamées. Cette suspension qui ne peut alarmer sur la conservation de la liberté générale dont le principe est assuré, ne frappe que sur les mesures d'exécution du décret du 16 pluviôse, portant abolition de l'esclavage des noirs, mesures pour lesquelles il renvoyait au Comité de la Santé Publique : d'ailleurs la loi du 4 brumaire ne contient que la division du territoire ; celle du 26 nivôse ne tend qu'à fixer la contribution et celle du 12 a pour objet de mettre en activité la constitution de l'an 3. Ces lois au surplus n'ont été faites que pour les Colonies occidentales, il n'en existe point pour les autres.

2° Etablir un affranchissement graduel acquis par l'industrie. Cet affranchissement deviendra la récompense du travail particulier qu'on donnera à un cultivateur attaché à une habitation. Le produit de ce travail servira à acquitter l'indemnité due au propriétaire, de manière que les économies du cultivateur seront en quelque sorte le prix de sa liberté, avant de devenir le principe de sa propriété.

3° Régler les droits politiques de ces nouveaux libres, car la loi du 12 nivôse, en suppléant par la preuve testimoniale de l'âge à la preuve écrite, ne regardait pas comme étranger l'africain transplanté : quoique captif, vendu par un prince noir, il devenait citoyen français par le seul fait du service militaire sans avoir domicile, sans propriété, sans contribution, sans instruction. Cette disposition juste en Europe pour les défenseurs de la Patrie, pourra-t-elle être maintenue dans les colonies, où l'acquisition et l'exercice de ces droits politiques seront-ils réglés par des lois particulières ?

4° Publier, pour la culture et la police, des règlements dont les dispositions sages puissent faire tourner la liberté au profit de l'industrie. Les bases de cet règlement pourraient être l'abandon d'une partie du produit ... des habitations, aux cultivateurs, les engagements à terme, les soins et secours d'humanité, la fixation des heures du travail, la proscription du vagabondage, le recours réciproque à l'autorité, et l'établissement des primes ... contre les infractions.

5° Encourager la population, car autant l'esclavage est stérile, autant la liberté doit être féconde. Elle créera un peuple nouveau dans les colonies ; on y formera des familles unies par des liens légitimes ; et à l'aide du temps, de l'instruction et des mœurs, la propriété appellera l'industrie et le travail. On peut déclarer libres les enfants nés depuis la révolution, et à naître d'un mariage légitime : on peut distribuer une portion de biens nationaux aux familles légalement unies. Si la liberté et la propriété ne sont accordées qu'à titre d'encouragement, c'est ... motif puissant d'intérêt public déterminé, on l'a déjà dit, à présenter comme un bienfait ce que la nature établit comme un droit.

6° Assurer l'instruction publique, car l'homme ne devenant que par les mœurs et les lumières, digne de la liberté, l'instruction qui en dirige l'exercice, semble devoir en prendre la jouissance.

7° Effectuer le recrutement par un rachat qui remplisse les vides que laisse la dépopulation. Nos colonies toujours dépeuplées par le climat et par la nature des travaux que leur sol exige, l'ont bien davantage été depuis la révolution et surtout à St. Domingue, par l'émigration, par les massacres et les guerres civiles, si dans les temps ordinaires il fallait recourir à la traite, pour réparer la dépopulation africaine des colonies, n'est-il pas nécessaire d'y suppléer par quelque ressource ? Des amis de l'humanité ont indiqué une espèce de rachat qui pourrait s'effectuer sur les côtes de l'Afrique, on sait qu'on n'y épargne les prisonniers dévoués à la mort, que pour les vendre au profit des princes dont ils sont devenus les captifs; et puisque l'industrie européenne appelle le commerce sur ces rives barbares où il est de notre intérêt de conserver des comptoirs, puisque toutes les nations à colonies, excepté la France, continuent le trafic infame des hommes, rachetons ces victimes du sort de la guerre pour leur donner la vie et la liberté; ouvrons leur même un asile gratuit et volontaire; que ceux qui abandonneront une patrie qui ne leur offre que tourments et dangers, pour être portés sur un sol qui leur présentera la liberté comme le prix du travail, soient reçus sur nos vaisseaux: que ce transport, autorisé, encouragé même, trouve son dédommagement dans un droit imposé sur le travail de l'africain transplanté auquel la liberté ne sera définitivement accordée que lorsque, par le produit de son industrie, il aura soldé le prix de son rachat.

Tels sont en aperçu les points principaux des lois organiques à faire sur le régime intérieur des Colonies. Ces lois, on l'a dit, devant embrasser des détails qui tiennent en quelque sorte aux

localités, il pourra devenir utile avant d'en achever le travail, d'y faire concourir consultativement les anciens colons propriétaires.

Mais quant à present, les dispositions concernant les colonies peuvent se ramener à ces deux points :

6. Les Colonies français font partie de la République et participeront au droit de représentation nationale dans la proportion de leur population et de leur territoire.
7. Leur division territoriale, leur regime intérieur, leurs relations commerciales, leur ordre judiciaire, leur administration particulière seront déterminés par des lois spéciales rendues sur la proposition formelle et nécessaire du pouvoir exécutif.

FONTI
BIBLIOGRAFIA

**Archives Nationales de France
Paris et Pierrefitte-sur-Seine (AN)**

Fonds archives étrangères (ae)

B I. Archives consulaires

Correspondance reçue

- 209-219: Boston, 1779-1792
- 372: Charleston, 1784-1792
- 909-910: New York, 1779-1792
- 945-946: Philadelphia, 1778-1792

B III. Ancienne série commerciale et consulaire

Mémoires et états statistiques extraits des correspondances consulaires

- 439: minutes des lettres, États-Unis, 1785-1793
- 440: documents sur l'organisation des États-Unis, 1758-1829
- 442: mémoires, lettres et états sur le commerce, États-Unis, 1780-1793
- 444-445: tableaux, statistiques, Philadelphie, Boston, Charleston, New York, Norfolk, 1776-1796
- 446: documents sur le commerce, les finances, la population des États-Unis, 1755-1830
- 457: mémoires et documents, États-Unis, 1781-1870

Série AF. Secrétaire d'État

AF II. Fonds du Comité de salut public

Marine et colonies

- 303: lettres au Conseil municipal du Cap-Français, an III

AF III. Directoire

Groupe des Relations extérieures

- 52, 53, 54, 55: Rapports du ministre au Directoire, an IV-an VIII
- 56: comptes rendus décadaires du ministre, an IV-an V
- 57, 58: dossier Angleterre
- 64: dossier États-Unis

Agriculture et commerce

- 103 B: mémoires et pétitions

Marine et colonies

- 206: rapports ministériels sur les États-Unis
- 207: correspondance divers sur les États-Unis et Saint-Domingue
- 208: mémoires sur Saint-Domingue et correspondance
- 209: correspondance divers sur les États-Unis et Saint-Domingue
- 210: correspondance divers sur les États-Unis et Saint-Domingue

Affaires particulières

- 269: dossier personnel États-Unis
- 270: dossier personnel États-Unis
- 271: dossier personnel États-Unis
- 272: dossier personnel États-Unis
- 273: dossier personnel États-Unis
- 277: dossier personnel Moreau Saint-Mery

Relations extérieures

- *175: copies de lettres du Directoire au ministre et aux puissances étrangères
- *176: arrêtés et délibérations du Directoire sur les relations extérieures
- *177: arrêtés et délibérations du Directoire sur les relations extérieures
- *178: arrêtés et délibérations du Directoire sur les relations extérieures
- *179: arrêtés et délibérations du Directoire sur les relations extérieures
- 517A: notes et extraits de dépêches diplomatiques servant de renseignements sur les émigrés, an III et an VI

AF III. Directoire

Marine

- 1187: mémoires et correspondance generale, an VI-XII
- 1188: correspondance générale
- 1189: correspondance générale
- 1190: correspondance générale
- 1191: correspondance générale
- 1211: pétitions et mémoires sur les colonies
- 1212: pétitions et mémoires sur les colonies
- 1213: pétitions et mémoires sur les colonies

Pièces ministerielles

- 1330: colons réfugiés, secours, mandats de paiement, an XIII
- 1331: colons réfugiés, secours, mandats de paiement, an XIII
- 1445: adresses des colons de Saint-Domingue
- 1457: pétitions des colons de Saint-Domingue

Relations extérieures

- 1681 A: États-Unis, an VIII-1813

Série AP. Archives privées

29AP: papiers Roederer

- 10: correspondance reçue
- 11: correspondance reçue
- 12: correspondance reçue
- 18: mémoires de Pierre Louis Roederer
- 20: traité d'amitié et de commerce franco-américain et traité de Mortefontaine
- 62: mémoires
- 78: documentation de travail et projets d'ouvrage de Pierre-Louis Roederer
- 79: documentation de travail et projets d'ouvrage de Pierre-Louis Roederer
- 89: documentation de travail et projets d'ouvrage de Pierre-Louis Roederer
- 91: liste des rédacteurs et des critiques de divers journaux
- 110: documentation de travail et projets d'ouvrage de Pierre-Louis Roederer

135 AP: papiers Rochambeau

- 1: lettres diverses, tableaux
- 3: lettres des fonctionnaires des douanes, mouvement des ports

216 AP: papiers Thibaudeau

- 1: correspondance reçue
- 2: correspondance reçue

284 AP: papiers Sieyes

- 9: correspondance reçue
- 10: correspondance reçue
- 12: instructions pour les agents politiques de la République en pays étrangers
- 13: mémoires et petitions
- 15: correspondance reçue

471 AP: papiers Colchen

- 3: lettres diverses: Monroe, ministre plenipotentiaire des États-Unis
- 4: journal, papiers et lettres relatifs à la négociation avec l'Angleterre et avec les États-Unis

Série D. Comité des Assemblées

D XVI. Comité de la Marine

- *2: procès-verbaux du Comité de Marine de la Convention
- *5: procès-verbaux du Comité des colonies de la Convention
- 3: archives du Comité de la marine, 1789-an III
- 4: archives du Comité de la marine, 1789-an III
- 14: archives du Comité de la marine, 1789-an III

D XXV. Comité des colonies

Saint-Domingue, mission de 1792-1794

- 6: correspondance entre la légation française aux États-Unis et la deuxième commission civile
- 7: archives du Comité des colonies
- 8, 9, 10: minutes d'ordres donnés par la commission civile
- 11: correspondance avec la Convention, le ministre de la Marine et la légation française aux États-Unis
- 12: correspondance des commissaires entre eux
- 13: archives du Comité de la marine, 1789-an III
- 17, 18: correspondance des municipalités avec la commission civile
- 19: correspondance de Laveaux et Montbrun avec la commission civile
- 23, 24: correspondance des ordonnateurs civils
- 37: correspondance générales
- 38: correspondance générales
- 41: registres de la correspondance des commissaires civils

Mission de l'an IV à Saint Domingue, 1796-1797

- 45: proclamations et correspondance

Opérations des commandants de Terre et de Mer

- 50: correspondance de Rochambeau, Laveaux et Rigaud, an II et III
- 51: correspondance des commissaires et des gouverneurs, lettres de Norfolk et New York

Travaux du Comité de la Marine et des Colonies

- 56: correspondance du ministre de la Marine avec l'Assemblée et le Comité, notamment sur les lettres de change
- 57: adresses et pétitions diverses à l'Assemblée nationale

Archives des assemblées coloniales

- 58, 59, 60: registres de l'assemblée générale de Saint-Marc
- 60, 61, 62: registres de la seconde assemblée de Saint-Domingue (1791-1792), correspondance avec l'Assemblée nationale
- 63: archives des commissaires de Saint-Domingue en France
- 63, 64: archives de la commission intermédiaire en remplacement de l'assemblée coloniale (fin 1792-1794); archives des municipalités

Archives des Municipalités

- 64, 65: archives des municipalités de Saint-Domingue

Papiers des commissaires

- 66: papiers de Brulley et Duny
- 67: papiers de Page et Duny
- 69: papiers de Clausson et Millet

- 70: lettres à Brulley et Page
- 71: papiers des commissaires et petitions de divers colons, 1793
- 72: papiers des commissaires et petitions de divers colons, 1793
- 73: papiers des commissaires et petitions de divers colons, 1793
- 74: Tanguy, déporté de Saint-Domingue et commissaire des colons réfugiés aux Etats-Unis
- 75: Tanguy, déporté de Saint-Domingue et commissaire des colons réfugiés aux Etats-Unis
- 76: registre de la commission de Saint-Domingue à Paris
- 78: petitions et réclamations de divers colons
- 83: lettres des colons interceptées
- 84: lettres des colons interceptées

Travaux de la société des colons de l'Hôtel Massiac

- 85, 89: Procès-verbaux des séances

Série F. Sous-série F/7

Arrestations, émigrés, dossiers politiques (da 4216 a 4385)

- 3332: papiers
- 3448 B: journaux – 18 fructidor an V
- 3452: journalistes – 18 fructidor an V
- 4217: affaires particuliers
- 4235 1; affaires particuliers
- 4269: journaux – 18 fructidor an V
- 4277: journalistes – 18 fructidor an V
- 4278: affaires particuliers
- 4281: affaires particuliers
- 4283: rapports et mémoires sur Saint-Domingue, 1804-1806
- 4286: journalistes – 18 fructidor an V
- 4298: lettres en provenance des États-Unis
- 4300: correspondance saisie
- 4301: correspondance saisie
- 4344: mémoires politiques et littéraire
- 4347: lettres et pièces diverses en provenance des Etats-Unis
- 4696: journaux – 18 fructidor an V

Affaires diverses (da 7090 a 7513)

- 6239 A: souscriptions journaux
- 6307: memoires sur le moyen de repeupler Saint-Domingue, an X
- 7180: arrestations des individus americains, an IV
- 7317: dossiers particuliers
- 7430 B citoyens americains détenus en France
- 7524 A: journalistes – 18 fructidor an V

Relations extérieures

- 3049: Amérique, 1792-an III

Série Mi. Microfilms

208 Mi. Correspondance des consuls des États-Unis à Haiti (Saint-Domingue)

- 1: correspondance, 1797-1799
- 2: correspondance, 1799-1800
- 3: correspondance, 1800-1801
- 4: correspondance, 1801-1804

416 Mi. Papiers Genet

- 4: mémoires, correspondance, 1791-1793
- 5: mémoires, correspondance, 1793
- 6: mémoires, correspondance, 1793
- 7: mémoires, correspondance, 1793
- 8: mémoires, correspondance, 1794
- 9: mémoires, correspondance, 1794
- 26, 27: notes sur la politique américaine
- 28: notes sur l'Amérique
- 32: mémoires
- 33: mémoires
- 34: mémoires

**Archives du Ministère des Affaires Étrangères
La Courneuve (MAE)**

Correspondance politique, États-Unis (CP, EU)

- 37: correspondances, mémoires, divers, 1793
- 38: correspondances, mémoires, divers, 1793
- 39: correspondances, mémoires, divers, 1793
- 40: correspondances, mémoires, divers, 1794
- 41: correspondances, mémoires, divers, 1794
- 42: correspondances, mémoires, divers, 1794
- 43: correspondances, mémoires, divers, 1795
- 44: correspondances, mémoires, divers, 1795
- 45: correspondances, mémoires, divers, 1795-1796
- 46: correspondances, mémoires, divers, 1796
- 47: correspondances, mémoires, divers, 1797

- 48: correspondances, mémoires, divers, 1797
- 49: correspondances, mémoires, divers, 1798
- 50: correspondances, mémoires, divers, 1798
- 51: correspondances, mémoires, divers, 1799-1801
- 52: correspondances, mémoires, divers, 1800
- 53: correspondances, mémoires, divers, 1801
- 54: correspondances, mémoires, divers, 1802
- 55: correspondances, mémoires, divers, 1802-1803

Correspondance politique, États-Unis, supplément (CP, EU, suppl.)

- 24: correspondance, mémoires, concernant les “subsistances”, 1794-1796
- 31: correspondance et documents relatifs aux affaires de la Marine et des colonies d’Amérique, 1795-1797
- 36: affaires de Saint-Domingue, correspondance entre la légation et administration coloniale, 1791-1793
- 37: affaires de Saint-Domingue, correspondance entre la légation et administration coloniale, 1793-1801
- 38: affaires de Saint-Domingue, correspondance entre la légation et administration coloniale, 1802-1810

Mémoires et documents, États-Unis (MD, EU)

- 2: mémoires divers, 1767-1795
- 3: mémoires divers, 1775-1794
- 9: rapports et mémoires divers, 1795
- 10: mémoires divers, 1795-1797
- 14: mémoires divers, 1779-1814
- 15: mémoires divers, 1799-1825
- 17: mémoires divers, 1784-1823
- 20: mémoires divers, 1717-1830
- 23: mémoires divers, 1737-1884
- 45: mémoires divers, 1794-1796

Bibliothèque nationale de France, Richelieu (BNF) Paris

Manuscrits occidentaux

- Fr 8986, 8987, 8988: correspondance de Sonthonax, 1796-1797

- Fr 121203: recueil de lettres et pièces originales sur les affaires de l'île de Saint-Domingue (1764-1799), dont papiers Laveaux
- Fr 13714, 13715, 13716: Barbé-Marbois, Déportation du XVIII fructidor an V, ou Journal d'un déporté, voll.3
- Ms 7326, 15421: papiers Lezay Marnèsia
- Naf 9309: *Documens inédits pour servir à une histoire des cessions de la Louisiane (1762-1804)*
- Naf 11260: Baudry des Lozières, *Le Panorama de la Révolution française*
- Naf 11961: Barbé-Marbois, *Notes sur le 18 fructidor an V. Idées sur la situation de la France, sur le Directoire et le Conseils (1796-1797)*
- Naf 22084-22086: papiers Baudry des Lozières
- Naf 24151: papiers Pastoret
- Naf 23114: Charles Nusse, *La Liberté de la presse*

**Archives Service Historique de la Défense (SHD)
Vincennes**

Manuscripts

- Ms 112, 113, 114: Tanguy de la Boissière, *Histoire de la Révolution de Saint-Domingue*
- Gr 1 M 591-603: papiers Rochambeau

**Archives nationales d'outre-mer (ANOM)
Aix-en-Provence**

Série B. Correspondance au départ

- 222: correspondance aux administrateurs des colonies, 1792
- 233: instructions à la troisième commission civile, 1796

Série C. Correspondance à l'arrivée

Sous-série C9a. Correspondance Saint-Domingue. Révolution

- 8: correspondance des commissaires civils Polverel et Sonthonax, des généraux Laveaux et Rochambeau, du gouverneur Galbaud et de Masse: municipalités
- 9: correspondance de Laveaux et Perroud; proclamations de Rigaud; rapports divers, 1795-1795

- 10: correspondance avec le Comité de salut public; adresses à la Convention, correspondance de Verrier, ordonnateur au Cap, 1794-1795
- 11: troisième commission civile, correspondance avec le ministre de la Marine
- 12: correspondance de la commission civile, lettres des États-Unis, 1796-1797
- 13: correspondance diverse, 1796-1797
- 14: correspondance de la troisième commission, 1797-1798
- 16: procès-verbaux des séances de la commission civile, 1796
- 18: correspondance au ministre de la Marine, 1798
- 19: correspondance d'Hédouville avec ministre de la Marine, 1798
- 23: divers rapports au Directoire, 1798-1799
- 24: rapports, mémoires, correspondances, arrêtés et règlements de Toussaint et Rigaud, 1798-1799
- 27: mémoires et documents divers, 1800
- 28: rapports du bureau des colonies, mémoires, correspondance du ministre Pichon aux États-Unis, 1800-1801

Sous-série CC9b. Compléments

- 7: correspondance d'Hédouville avec le ministre, 1797-1798
- 18: correspondances diverses, rapports, 1799-1804
- 19: correspondance du général Leclerc; du général Rochambeau, 1802-1804

Sous-série F3. Collection Moreau de Saint-Méry

- 198: lettres, mémoires et documents divers concernant Saint-Domingue, 1792-1793
- 199: lettres, mémoires et documents divers concernant Saint-Domingue, 1793-1794
- 200: lettres, mémoires et documents divers concernant Saint-Domingue, 1794-1795
- 201: lettres, mémoires et documents divers concernant Saint-Domingue, 1796-1797
- 202: lettres, mémoires et documents divers concernant Saint-Domingue, 1798
- 285: correspondance du consul Mangourit à Charleston, 1793-1794

Série EE. Personnel colonial moderne (XVIIIe-XIXe)

- 1-1784: personnel colonial moderne (XVIIIe-XIXe)
- D2 C 1-387: secrétariat d'état à la Marine, troupes et personnel civil: matricules et revues.

Bibliothèque Moreau de Saint-Méry

- 87 MIOM 58, 62, 91: Journal de la Marine et des Colonies, 1796-1797

**Centre des Archives diplomatiques
Nantes (CADN)**

Correspondance consulaire, États-Unis (CC)

- 61: Baltimore
- 109: Boston
- 148: Charleston
- 340: La Nouvelle-Orléans
- 473-474: New York
- 518-519: Philadelphie

**American Philosophical Society (APS)
Philadelphie**

Girard Papers (GP)

- Letterbooks (lett.) 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 1788-1803
- Incoming letters, 1791, 1793, 1797

Vincent Du Pont de Nemours Papers

- Correspondance générale

**Cincinnati History Library and Archives
Cincinnati**

Series 1. Correspondence

- 1: correspondence, 1796-1798
- 2: correspondence, 1798-1799
- 3: correspondence, 1799-1800
- 4: correspondence, 1800-1814, 1821

**Duke University Library
North Carolina**

Louis Narcisse Baudry des Lozières Papers

- 1: correspondence
- 2: miscellany

**The Historic New Orleans Collection (HNOC)
New Orleans**

Paul Alliot Papers

- MSS 128

Pierre-Clément de Laussat Papers

- MSS 125

**Historical Society of Pennsylvania (HSP)
Philadelphia**

Coxe Family Papers

- 2049: Correspondance

Ferdinand J. Dreer collection

Series 2

- 62, 63: French Refugees Colonial and Indian Affairs

**Hagley Museum (HM)
Wilmington**

Dutilh & Wachsmuth Papers (D&W)

- Acc. 1003: correspondance, 1797

Samuel Dupont Papers

A. Correspondance

B. Writings, memoirs and political papers

- 5: papers relating to the Assemblée Nationale Constituante
- 6: papers relating to the Chambre
- 8: Literary manuscripts
- 9: Miscellaneous manuscripts by Du Pont de Nemours

C. Personal papers

- 3: records of the imprisonment of Du Pont de Nemours in Paris
- 7: autobiographical notes on the career of Du Pont
- 9: Correspondence codes of Du Pont de Nemours
- 10: Lists of books and papers
- 11: Miscellany

D. Business papers of Du Pont de Nemours

- 1: papers of the mercantile firm of Du Pont de Nemours
- 2: papers of Du Pont press and print shop, 1791-1800

E. Correspondence and miscellaneous papers of others

Victor Dupont Papers

A. Correspondance

- 1: Dispatches of Du Pont to and from Pierre Auguste Adet, 1795-1796
- 2: Dispatches of Du Pont to and from Philippe Joseph Létombe, 1795-1796
- 3: Dispatches of Du Pont to and from Philippe Joseph Létombe, 1796-1798
- 4: Dispatches of Du Pont as consul, 1795-1796
- 5: Dispatches of Pierre Auguste Adet as minister, 1796-1797
- 6: Dispatches of Du Pont as consul, 1797

B. Personal papers

- 1: writings and memoirs, 1785-1822
- 3: personal records of Victor du Pont, 1767-1813
- 4: miscellany of Victor du Pont, 1767-1813

C. Business records of Victor du Pont

- 1: papers of Du Pont de Nemours, Père et Fils & Cie 1797-1802
- 2: papers of Victor Du Pont de Nemours & Co, 1802-1807

John Carter Brown Library Providence

Manuscripts

- Anonyme, *Manuscrit d'un voyage de France à Saint Domingue, à la Havane et aux Unis Etats d'Amerique*
- Michel Dieulafoy, *Journal de mon séjour à Philadelphie, 1793*
- Eugene Mourgue, *Extraits des notes écrites de sa main - Voyage*

Library of Congress (LOC) Washington DC

Dutilh & Wachsmuth papers

- Ac. 6790: *from various merchants relative to the shipment of slaves from Africa*
- Ac. 7550: *signed statements of French refugees from the West Indies for payment of their passage on arrival in Philadelphia, 1792-1800*

Sylvanus Bourne Papers

- 2-17: Correspondence, 1792-1804

William Vans Murray Papers

- 1-2: Diaries, 1797-1802
- 2-3: Correspondence, 1784-1801
- 4: miscellany, 1790-1805
- 5: addition, 1778-1801

National Archives and Record Administration (NARA) Washington DC

- Gr 52: Diplomatic Correspondence in Haiti;
- Gr 59: Diplomatic Correspondence in France.

New York Public Library (NYPL) New York

Hauterive Journal, 1793

Rufus King Papers

Correspondence, 1794-1804

- 5: correspondence, 1794-1795
- 6: correspondence, 1795-1796
- 7: correspondence, 1797-1798
- 8: correspondence, 1799-1802
- 9: correspondence, 1803-1803
- 10: correspondence, 1804-1804

Fonti a stampa

Fonti edite

Annals of Congress (AC).

Archives parlementaires, de 1787 à 1860. Première série, 1789-1799 (AP).

Adams John, *The Adams Papers*, Cambridge, Harvard University Press, 1979.

Ames Fisher, *Works of Fisher Ames*, voll.2, Indianapolis, Liberty Classics, 1983.

Blount John Gray, *John Gray Blount papers*, voll.3, Raleigh, State Department of Archives and History, 1952.

Child Josiah, de Gournay Jacques Marie Claude Vincent, Meyssonnier Simone, *Traité sur le commerce*, Paris, l'Harmattan, 2008.

Clark George Rogers, Genet Charles Edmond, "George Rogers Clark to Genet, 1794", in *The American Historical Review*, 1913/4 (n°18), pp. 780-783.

Collot Victor, "General Collot's Plan for a Reconnaissance of the Ohio and Mississippi Valleys, 1796", in *The William and Mary Quarterly*, 1952/9 (n°4), pp. 512-520.

Du Pont Eleuthère Irenée, *Life of Eleuthère Irenée du Pont from Contemporary Correspondence, 1778-1834*, Newark, University of Delaware Press, 1927.

Griffith T. W., *My Scrap-Book of the French Revolution edited by Elizabeth Wormeley Latimer*, Chicago, A. C. McClurg and Company, 1898.

Hamilton Alexander, *The Papers of Alexander Hamilton*, New York, Columbia University Press, 1961-1987.

King Rufus, *The Life and Correspondence of Rufus King*, New York, Putnam's Sons, 1896.

Laffon de Ladebat A.-D., *Journal de ma déportation à la Guyane française, publié d'après les manuscrits inédits avec une introduction par Frédéric Masson*, Paris, Librairie Paul Ollendorff, 1912.

Larevellière-Lépeaux L.-M., *Mémoires de Larevellière-Lépeaux membre du Directoire exécutif de la République française et de l'Institut national*, voll. 3, Paris, Librairie Plon, 1895.

Leclerc Charles Victor, Roussier Paul (ed.), *Lettres du général Leclerc: commandant en chef de*

l'armée de Saint-Domingue en 1802, Paris, Société de l'histoire des colonies françaises, E. Leroux, 1937.

Jefferson Thomas, *The Papers of Thomas Jefferson*, Princeton, Princeton University Press, 1950-2013.

Louverture Toussaint, Stevens Edward, "Letters of Toussaint Louverture and of Edward Stevens, 1798-1800", in *The American Historical Review*, 1910/1 (n°16), pp. 64-101.

McNelis O'Keefe J., *Stranger Citizen. Migrant Influence and National Power in the Early American Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

Madison James, *The Papers of James Madison*, Chicago, Charlottesville, University of Chicago Press, 1962-1991.

Mayo Bernard (ed.), *Instructions to the British Ministers to the United States, 1791-1812*, Washington, US Govt. print. off., 1941.

McIntosh M. E., Weber B. C. (ed.), "Une correspondance familiale au temps des troubles de Saint-Domingue (1791-1796). Lettres du marquis et de la marquise de Rouvray à leur fille", in *Revue d'histoire des colonies*, 1958/45 (n°159-160), pp. 119-279.

Monroe James, *The Papers of James Monroe Digital Edition*, Richmond, The University of Virginia Press, 2021.

Moreau de Saint-Mery Médéric Louis Élie, *Voyage aux États-Unis de l'Amérique, 1793-1798*, Yale, Historical Publications, 1913.

Morris Gouverneur, *Journal de Gouverneur Morris, 1789-1792: Ministre plénipotentiaire des États-Unis en France*, Paris, Mercure de France, 2002.

Perkins Samuel, "Sketches of St. Domingo from Jan. 1785 to Dec. 1794, written by a Resident Merchant at the Request of a Friend, December, 1835", *Proceedings of the Massachusetts Historical Society*, 1886, vol. 2, pp. 305-390.

Pictet Marc-Auguste, *Correspondance de Marc-Auguste Pictet (1752-1825)*, online, 2016.

Stinchcombe William (ed.), "A Neglected Memoir by Talleyrand on French-American Relations, 1793-1797", in *Proceedings of the American Philosophical Society*, 1977/3 (n°121), pp. 195-208.

Thèsée F., *Négociants bordelais et colons de Saint-Domingue, Liaisons d'habitations: la maison Henry Romberg, Bapst et Cie. 1783-1793*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1972.

Thibaudeau A. C., *Bonaparte and the Consulate* by A. C. Thibaudeau, translated and edited by G. K. Fortescue, New York, Macmillan Company, 1908.

Turner Frederick J. (ed.), *Annual Report of the American Historical Association for the Year 1903. Correspondence of the French Ministers to the United States, 1791-1797*, 1904.

Turner Frederick J. (ed.), "The Origin of Genet's Projected Attack on Louisiana and the Floridas", in *The American Historical Review*, 1898/3 (n°4), pp. 650-671.

United State Congress, *American State Papers. Commerce and Navigation*, Washington DC, Gale & Seaton, 1832-1861.

United State Congress, *American State Papers. Foreign Relations*, Washington DC, Gale & Seaton, 1832-1861.

United States Navy Department, *Naval Documents Related to the Quasi-War between the United States and France*, Washington DC, US Govt. print. off., 1935-1938.

Wharton Francis (ed.), *The Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, Washington DC, US Govt. print. off., 1889.

Wimpffen Alexandre-Stanislas, Pluchon Pierre, *Haiti au XVIIIe siècle: richesse et esclavage dans une colonie française*, Paris, Karthala, 1993.

"A Yankee Skipper in San Domingo, 1797", in *Proceedings of the Massachusetts Historical Society*, 1915, pp. 257-286.

Memoire e rapporti

Almanach historique et chronologique de Saint-Domingue, pour l'année bisestile 1788, Cap Français, Dufour de Rians, 1788.

Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen, décrétée par l'Assemblée nationale, comparée avec les lois des peuples anciens et modernes et principalement avec les déclarations des États-Unis de l'Amérique, Paris, Champigny, l'an IIIe de la liberté [1791].

Projet de cérémonie funèbre à New-York en l'honneur de Louis XVI, New York, s.e., 1794.

Procès verbal de la fete qui a eu lieu le 2 Pluviose (21 Janvier v.st.), Philadelphie, Peter Parent, 1794.

Protestations des colons patriotes de Saint-Domingue, réfugiés à Philadelphie, contre un écrit intitulé Service Funebre de Louis XVI, &c., Philadelphie, s.e., 1794.

Fête civique, célébrée par les Patriotes Français, Américains et Hollandais, [Philadelphia], Parent, an III.

Les Américains réunis à Paris, et ci-devant composant l'Assemblée générale, Paris, Imprimerie nationale, 1791.

Lettre circulaire du Congrès des États-Unis de l'Amérique, Paris, Imprimerie de Pougin, An III [1795].

Liste formée en exécution de l'article XXVIII, Section 3, Titre 3, de la Loi du 25 Brumaire, 3e année républicaine, des Citoyens qui ont obtenu la radiation définitive de leurs noms des Listes des Emigrés, s.l., s.e., 1795.

Minutes of the proceedings of the second convention of delegates from the abolition societies established in different parts of the United States, Philadelphia, Zachariah Poulson, 1795.

The Asylum Company. Plan of Association of..., Philadelphia, Poulson, 1795.

Voyages, traduits de l'anglais par J.B.L.J. Billecocq, Paris, Buisson, an III.

Proclamation. Les commissaires délégués par la Convention Nationale, aux citoyens des Isles du Vent, s.l., s.e., s.d.

Recueils de pièces imprimées, 1791-1798 Saint-Domingue, s.l., s.e., 1791-1798.

Liste des propriétaires colons de Saint-Domingue qui ont fourni leurs certificats de résidence, conformément aux lois des 25 août et 20 décembre 1792, Paris, Imprimerie de la République, 1792.

Recueils de pièces imprimées concernant 1792-1796, articles du Patriote des Antilles et de l'Ami de l'égalité ou Annales Républicaines, rapport parlementaire relatif à colonie de Saint Domingue, livre Déclaration des droits de l'Homme de 1789 et colonies, s.l., s.e., 1792-1796.

Recueils de pièces imprimées concernant les colonies [Esclavage aux Antilles françaises, Isle de France, Guyane française], s.l., s.e., 1797-1799.

Cahier contenant les Lois des 4 Brumaire et 12 Nivose an VI, relatives à l'organisation constitutionnelle des Colonies occidentales; la Loi qui fixe les contributions pour l'an VI, et celle qui détermine le nombre des députés à élire aux deux Conseils pour la même année, Paris, Imprimerie de la République, an VI [1798].

Compagnie d'Amérique. Mémoire qui contient le plan des opérations de la Société, Paris, s.e., l'an VII [1798].

Liste définitive des propriétaires de biens situés dans les colonies [d'Amérique] qui, en exécution de la loi ont fourni au Ministre de la marine et des colonies, Paris, Imprimerie de la République, 1805.

Tableau des paroisses de l'ancienne colonie de Saint-Domingue, Paris, Farcy C., 1829.

Anonimo, Anecdotes secrètes sur le 18 fructidor et nouveaux mémoires des déportés à la Guiane, écrits par eux-mêmes, et faisant suite au Journal de Ramel, Paris, chez Giguet, s.d.

Anonimo, Déportation et naufrage de J.J. Aymé, ex-législateur; suivis du tableau de vie et de mort des déportés, à son départ de la Guyane, Paris, chez Maradan, s.d.

Anonimo, Résultats de la Révolution quant au commerce, à la marine et aux colonies. Apperçu de leur influence sur les forces et la prospérité de la France, Paris, Laurens aîné, s.d.

Anonimo, Au citoyen Réal, Rédacteur du journal des Patriotes de 1789, Paris, Laurens aîné, s.d.

Anonimo, A letter to Thomas Paine, in answer to his scurrilous epistle addressed to our late worthy President Washington, s.l., s.e., s.d.

Anonimo, Dialogue entre un américain et un français, s.l., s.e., s.d.

Anonimo, Le Gouvernement américain dévoilé, ou Réponse à Pastoret, Paris, chez Vatar, s.d.

Anonimo, *Anecdotes Secrètes sur le 18 fructidor et Nouveaux mémoires des déportés à la Guyane, écrits par eux-mêmes, et faisant suite au journal de Ramel*, Paris, chez les marchands de nouveautés, s.d.

Anonimo, *Un seul et dernier mot sur Saint-Domingue*, [Paris], Moquet, s.d.

Anonimo, *Les terroristes de S.-Domingue dénoncés à la Convention nationale*, [Paris], Laurens aîné, s.d.

Anonimo, *Réflexions sur le despotisme qu'exercent à Saint-Domingue les commissaires nationaux civils Polverel et Sonthonax. Dénonciation de ces memes commissaires, par le citoyen Sans-Reproche, homme de couleur, affranchi du citoyen Page*, [Paris], Potier de Lille, s.d.

Anonimo, *Discours sur l'esclavage des nègres et sur l'Idée de leur Affranchissement dans les Colonies, par un colon de Saint-Domingue*, Amsterdam - Paris, Hardouin et Gattey, 1786.

Anonimo, *Rélation authentique de tout ce qui s'est passé à Saint-Domingue avant et après le départ forcé de l'Assemblée coloniale, composée de 85 membres, sur le vaisseau de guerre le Léopard*, s.l., s.e., [1790].

Anonimo, *Mémoire de la Société populaire de Moissac*, [Paris], Montsarrasin, Baillio, [an II].

Anonimo, *Récit historique du malheureux événement qui a réduit en cendres la ville du Cap Français, capitale de la province du Nord, colonie de St. Domingue*, [1793].

Anonimo, *Comparaison entre la conduite du Club Royal de Clichy et celle de l'Armée Républicaine d'Italie*, Milan, s.e., 1796.

Anonimo, *Manuscrit d'un voyage de France à Saint-Domingue, à la Havane et aux Unis États d'Amérique*, s.l., s.e., s.d.

Anonimo, *A new and concise history of the Revolution in France; from its commencement to the execution of the Gironde Party and the death of the Duke of Orleans*, Philadelphia, Hoff and Derrick, [1794].

Anonimo, *Listes exactes des individus qui ont été déportés à la Guiane française, à Cayenne; de ceux qui s'en sont évadés, de ceux qui y existent encore, et de ceux qui y sont morts*, Paris, s.e., s.d.

Anonimo, *Aux émigrés de toutes les contrées de l'Europe*, Philadelphie, s.e., 1794.

Anonimo, *Lettre d'un citoyen, détenu pendant quatorze mois, et traduit au tribunal révolutionnaire: au Citoyen C. B***. Représentant du peuple, en réponse sur une question importante*, Paris, Imprimerie de l'Union, an III.

Anonimo, *Pacte social. Projet 9 thermidor à Washington par un français*, Paris, chez Maret, l'an III.

Anonimo, *Vice radical du porte de Constitution présenté par la Commission des Onze, dans la séance du 5 Messidor*, Paris, Le Clere, An III [1795].

Anonimo, *Correspondance des vivants et des morts. Lettre III*, Paris, [Desenne], [1795].

Anonimo, *Les Terroristes de S. Domingue dénoncés à la Convention nationale*, Paris, Laurens aîné, 1795.

Anonimo, *Lettre de Guillaume-le-Disputeur au Cousin-Jacques, sur l'état présent de nos Colonies*, Paris, chez Maret, an IV.

Anonimo, *Relation historique du voyage de quinze des déportés, condamnés le 18 fructidor an V*, Paris, chez les marchands de nouveautés, an VI.

Anonimo, *Political Truth: or the past and present state of Public Affairs; with an inquiry into the truth of the charges preferred against Mr. Randolph*, Philadelphia, Samuel Harrison Smith, 1796.

Anonimo, *A pill for Porcupine: being a specific for an obstinate itching ... containing a vindication of the American, French and Irish Characters*, Philadelphia, Printed for the Author, 1796.

Anonimo, *Conspiracy of French Negroes to set fire to the City of Charleston, South Carolina*, Worcester, Isaiah Thomas, 1797.

Anonimo, *De la nécessité d'adopter l'esclavage en France*, Paris, Bailliot, 1797.

Anonimo, *De l'esclavage des nègres et de l'état actuel de nos colonies*, Paris, chez Masson, 1797.

Anonimo, *Cours d'instruction ouvert depuis le premier brumaire, an six de la république française, à l'Institution Nationale des Colonies, ci-devant Collège de la Marche, rue de la Montagne du Panthéon*, Paris, Imprimerie de Quillau, [1798].

Anonimo, *Cours d'instruction à l'Institution Nationale des Colonies*, Paris, Quillau, An VI [1798].

Anonimo, *The Anti-Jacobin review and magazine; or Monthly Political and Literary Censor, from January to April*, London, Plymbell, 1799.

Anonimo, *Du jacobinisme des anglais, sur les mers, et des moyens d'en triompher, adressé aux Nations neutres, Par un Neutre*, Paris, Imprimerie-Librairie du Cercle-Social, An VIII [1799].

Anonimo, *Exercice qui a eu lieu le 5^o jour complémentaire de l'an 6 de la République française, une et indivisible, à l'Institution Nationale des Colonies, ci-devant collège de la Marche, sur les Mathématiques, la Langue latine et la Mythologie*, Paris, Imprimerie de la République, An VII [1799].

Anonimo, *Discours sur l'origine des gouvernements et des artisans de la dépravation des hommes*, Paris, chez Debray et Desenne, an VIII.

Anonimo, *Notices historiques sur le système de la neutralité armée, et son origine*, Paris, Desenne, an IX [1800].

Anonimo, *Saint-Domingue ou Histoire de ses révolutions*, voll.2, Paris, Tiger, [1800].

Anonimo, *Histoire du Directoire exécutif de la République française, depuis son installation jusqu'à dix-huit brumaire inclusivement*, voll.2, Paris, Buisson, 1801.

Anonimo, *Colonies, Commerce, Agriculture. Aperçu sur les intérêts des Colonies Françaises avec la République, autant que les circonstances actuelles permettent de les traiter*, Paris, Baudouin, [1802].

Anonimo, *Saint-Domingue, ou Histoire de ses Révolutions*, Paris, Tiger, [1802].

Anonimo, *An Address on the Past, Present and Eventual Relations of the United States to France*, New York, J. Swords, 1803.

Anonimo, *An Inquiry into the Past and Present Relations of France and the United States of America*, London, J. Hatchard, 1811.

Anonimo, *Manuscrit d'un voyage de France à Saint Domingue, à la Havanne et aux Unis États D'Amérique*, [1816].

Anonimo, *Sur l'Indemnité des Anciens colons de Saint-Domingue, Mémoire publié au nom de plusieurs anciens Colons-Propriétaires résidant à Nantes*, Nantes, Imprimerie de Forest, 1828.

Abeille J., *Essai sur nos colonies, et sur le rétablissement de Saint-Domingue, ou Considérations sur leur Législation, Administration, Commerce et Agriculture*, Paris, Chomel,

1805.

Addison A., *Observations on the speech of Albert Gallatin, in the House of Representatives of the United States, on the Foreign Intercourse Bill*, s.l., John Colerick, 1798.

Adet P.-A., *Notes adressées par le Citoyen Adet, ministre plénipotentiaire de la République française près les États-Unis d'Amérique*, Philadelphia, Benj. Franklin Bache, 1796.

Adet P.-A., Pickering J., *Review of the Administration of the government of the United States of America; since the year ninety-three. Or the Correspondence between the Secretary of State; and the French Minister, on that subject*, Boston, Benjamin Russell, 1797.

Adet P.-A., *Rapport sur la convention conclue entre la République française et les États-Unis d'Amérique*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1802.

Aymé J.J., *Déportation et naufrage de J.J. Aymé, ex-législateur; suivis du tableau de vie et de mort des déportés, à son départ*, Paris, chez Maradan, s.d.

Alliot P., *Réflexions historiques et politiques sur la Louisiane*, 1804, ed. Robertson J. A., *Louisiana under the rule of Spain, France and the United States 1785-1807*, vol.1, New York, Books for Libraries Press, s.d.

Alliot P., *Aux ennemis de la République*, Paris, s.l., 1793

Arnould A.-M., *Système maritime et politique des Européens pendant le XVIIIe siècle: fondé sur leurs traités de paix, de commerce et de navigation*, Paris, Antoine Bailleul, 1797.

Arnould A.-M., *Résultats des guerres, des négociations et des traités qui ont précédé et suivi la coalition contre la France: pour servir de supplément au "Droit public de l'Europe" de Mably*, Paris, Baudouin, 1803.

Avalle M.-A., *Tableau comparatif des productions des colonies françaises aux Antilles, avec celles des colonies anglaises, espagnoles et hollandaises*, Paris, Goujon, 1799.

Assemblée générale de la partie française de Saint Domingue, *Relation authentique de tout ce qui s'est passé, avant et après le départ de l'Assemblée coloniale, composée de 85 membres, sur le vaisseau de guerre Le Léopard, commandé par M de Santo Domingo, créole de cette Isle et bon patriote avec la correspondance des sieurs de Peynier, gouverneur, Coutard et autres, commandants et officiers tant de terre que de mer, ennemis des colons patriotes, interceptée par l'activité de l'Assemblée coloniale et des municipalités de Saint Domingue*, s.l., s.e., 1790.

Aymé J.J., *Déportation et naufrage de J.J. Aymé, ex-législateur; suivis du tableau de vie et de mort des déportés, à son départ de la Guyane, avec quelques observations sur cette colonie et*

sur les Nègres, Paris, Maradan, 1800.

B***, *La liberté générale ou les Colons à Paris, comédie en un acte et en prose*, Cap-Français, P. Roux, 1796.

Baillio J., F., G., *Mémoire pour les citoyens Verneuil, Baillio jeune, Fournier et Gervais, déportés de Saint-Domingue, contre Léger-Félicité Sonthonax, commissaire civil envoyé à Saint-Domingue*, [Paris], Guilhemat, s.d. [1794].

Barbé-Marbois F., *Dénonciation d'un membre du Conseil des Anciens, pour fait de trahison*, s.l., s.e., s.d.

Barbé-Marbois F., *Etat des Finances de Saint-Domingue, contenant le résumé des recette et dépenses de toutes les caisses publiques*, Port-au-Prince, Imprimerie de Mozard, 1788, p. III.

Barbé-Marbois F., *Conseil des Anciens. Rapport fait par Barbé-Marbois, sur la résolution qui autorise l'envoi d'agents à Saint-Domingue, séance du 5 Messidor an 5*, Paris, Imprimerie Nationale, 1797.

Barbé-Marbois F., *Rapport sur la situation des finances de l'an IV, présentée par le Directoire exécutif au Conseil des Anciens*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1797.

Barbé-Marbois F., *Histoire de la Louisiane et de la cession de cette colonie par la France aux États-Unis de l'Amérique septentrionale*, Paris, Imprimerie de Firmin Didot, 1829.

Barbé-Marbois F., *Journal d'un déporté non jugé ou Déportation en violation des lois: décrétée le 18 fructidor an V (4 septembre 1797)*, voll.2, Paris, Typographie de Firmin Didot frères, 1834.

Barère B., *La liberté des mers, ou le Gouvernement Anglais dévoilé*, voll.3, Paris, s.e., an VI [1796].

Barère B., *De la pensée du Gouvernement républicain*, Paris, s.e., An 5 [1796].

Barère B., *Réponse d'un républicain français, au libelle de sir Francis d'Yvernois, naturalisé anglais, contre le premier consul de la République française*, Paris, s.e., 1800.

Barère B., *Les anglais au XIXe siècle*, Paris, Imprimerie de Charles, 1804

Barré Saint-Venant, *Des Colonies modernes sous la zone torride et particulièrement de celle de Saint-Domingue*; Paris, Brochot, An X (1802).

Barrow J., *Voyage dans la Partie Méridional de l'Afrique; fait dans le années 1797 et 1798*, voll. 2, Paris, Dentu, 1801.

Baudry des Lozières L.-N., *Les Égarements du Nigrophilisme*, Paris, Migneret, 1802.

[Baudry des Lozières L.-N.], *Voyage à la Louisiane, et sur le continent de l'Amérique septentrionale fait dans les années 1794 à 1798*, Paris, Dentu, 1802.

Baudry des Lozières L.-N., *Annuaire de la marine de France, pour l'an IX*, Paris, s.e., 1802.

Baudry des Lozières L.-N., *Second Voyage à la Louisiane, faisant suite au premier de l'auteur, de 1794 à 1798*, t.1-2, Paris, Charles Imprimeur, 1803.

Bayard F.-M., *Voyage dans l'intérieur des États-Unis*, Paris, chez Batilliot frères, an VI.

Bayard F.-M., *Voyage dans l'intérieur des États-Unis*, Paris, chez Cocheris, 1797.

[Batilliot l'ainé], *L'Anti-Brissot, par un Petit Blanc de Saint-Domingue*, Paris, Girardin, 1791.

Bazoche C.-H., *Rapport fait au Nom du Comité de Division sur la validité de l'élection des Députés de la Martinique et de la Guadeloupe*, Paris, Imprimerie Nationale, s.d.

Beaujour F., *Opinion de Félix Beaujour sur la Convention du 8 vendémiaire an 9, entre la France et les États-Unis*, Paris, Imprimerie nationale, An 10 [1801].

Beaulieu C.-F., *Les souvenirs de l'histoire ou le diurnal de la Révolution de France*, Paris, 1797.

Beaulieu C.-F., *Appel à la Nation française, par les consuls de la République, sur cette question: Napoléon Bonaparte sera-t-il élu Consul à vie?*, Paris, chez Desenne, 1802.

Beaulieu C.-F., *Essais historiques sur les causes et les effets de la Révolution de France, avec des notes sur quelques événements et quelques institutions*, Paris, chez Maradan, 1803.

Beaulieu C.-F., *Le Temps Présent, observé par C.F. Beaulieu*, Paris, Michaud Imprimeur, 1815.

Beaulieu C.-F., *La Révolution de France considérée dans ses effets sur la civilisation des peuples, et ses rapports avec les circonstances actuelles*, Paris, J.G. Dentu, 1820.

Beaulieu C.G.D., *De la nécessité de rendre nos colonies françaises indépendantes, et de supprimer notre acte de navigation*, Paris, Marchands de nouveautés, 1799.

Belu C., *Des colonies et de la traite des nègres*, Paris, Imprimerie de Guilleminet, An IX - 1800.

Berquin-Duvallon P.-L., *Vue de la colonie espagnole du Mississipi, ou des provinces de Louisiane et Floride occidentale, en l'année 1802, par un observateur résident sur les lieux*,

Paris, Imprimerie Expéditive 1803.

Berquin-Duvallon P.-L., *Aurélien et Astérie, ou les Malheurs du Préjugé. Aventure coloniale*, Paris, Brochot, 1804.

Berquin-Duvallon P.-L., *Le colon de S.-Domingue sur les rives du Mississipi, Ode Composée à la Louisiane, en 1801 et accompagnée de notes*, Paris, Brochot, 1804.

Berquin-Duvallon, *Sentimens des colons de Saint-Domingue envers leur monarque et leur patrie*, Paris, Panckoucke, 1814.

Billardon de Sauvigny E.-L., *Recueil d'apologues et de faits historiques, mis en vers, et relatifs aux révolutions française, américaine, etc. etc.*, Paris, Laran, 1797.

Billecocq J.B., *Réflexions adressées à tous les peuples de l'Europe, sur les préparatifs de la guerre dont les Puissances étrangères menacent la France*, [Paris], s.e., 1791.

Billecocq J.B., *Quelques considérations sur les tyrannies diverses qui ont précédé la Restauration, sur le gouvernement royal et sur la dernière tyrannie impériale*, Paris, Nicolle, 1815.

Billecocq J.B., *Mémoire sur les effets désastreux pour les colonies françaises du système de fiscalité appliquée à leur commerce*, Paris, Charles Gosselin, 1825.

Bisset R., *The History of the Negro Slave Trade, in Its Connection with the Commerce and Prosperity of the West Indies, and the Wealth and Power of the British Empire*, voll. 2, S. Highley, London, 1805.

Blad C.-A.-A., *Corps législatif. Conseil des Cinq-Cents. Rapport sur la réclamation des déportés de Saint-Domingue détenus à Bayonne*, Paris, Imprimerie Nationale, an V [1797].

Bodin F., *Situation présente de l'Angleterre, considérée relativement à la descente projetée par les Français*, Paris, Vatar-Jouanet, an VI [1797].

Boissy D'Anglas, *Projet de Constitution pour la République française, et discours préliminaire prononcé par Boissy D'Anglas, au nom de la Commission des Onze*, Paris, Imprimerie de la République, an III.

Boissy D'Anglas, *Discours prononcé à la Convention nationale de France par Boissy D'Anglas sur la situation politique de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, an III.

Bonet J.-B., *La France régénérée. Par le citoyen Bonet, Administrateur du théâtre de la République et des Arts*, Paris, Pilardeau, An VIII [1799].

Bonet J.-B., *L'autorité d'un seul, sur les arts, par J.-B. Bonet, ex-législateur, directeur du théâtre des arts*, Paris, Ballard, 1804.

Bonnet J.E., *Response aux principales questions qui peuvent être faites sur les Etats-Unis de l'Amérique*, t.1.2, Lausanne, Imprimerie d'Henri Vincent, 1795.

Bonnet J.E., *Essai sur l'art de rendre les révolutions utiles*, t.2, Paris, Maradan, 1801.

Bonnet J.E., *États-Unis de l'Amérique à la fin du XVIIIe siècle par J.E. Bonnet*, t.1-2, Paris, Maradan, 1802.

Bonnet J.E., *Tableau des États-Unis de l'Amérique, au commencement du XIXe siècle*, [Paris], s.e., 1816.

Bordas P., *Rapporto fait au nom de la commission chargée d'examiner la résolution du 24 messidor, concernant les réfugiés & les déportés des colonies*, Paris, Imprimerie Nationale, 1797.

Bordas, *Rapport fait au nom de la commission composée des représentants Lecouteulx, Lacoste, Dupuch, Comberousse & Bordas*, Paris, Imprimerie national, 1798.

Borrow J., *Voyage dans la Partie Méridionale de l'Afrique; fait dans les années 1797 et 1798*, voll. 2, Paris, Dentu, 1801.

Boyer M., *Histoire des Caricatures de la Révolte des français par M. Boyer de Nîmes, auteur du Journal du Peuple*, voll.2, Paris, de l'Imprimerie du Journal du Peuple, 1792.

Boyer-Fonfrède, J.-B., *Des Moyens de conserver les Antilles à la France, si nous avons une guerre maritime*, Paris, chez la veuve Lejay, 1793.

Bouilly, *La famille américaine, comédie en un acte et en prose mêlée de chants*, Blois, Billault, An IV [1795].

Bremner R. H., *Giving: Charity and Philanthropy, in History*, Piscataway, Transaction Publishers, 1996.

Bryan E., *The history, civil and commercial, of the British colonies in the West Indies*, voll. 2, London, John Stockdale, 1794.

Bryan E., *Histoire civile et commerciale des colonies anglaises dans les Indes occidentales, depuis leur découverte par Christophe Colomb jusqu'à nos jours; suivie d'un Tableau historique et politique de l'île de Saint-Domingue avant et depuis la Révolution française*, Paris,

Dentu, 1801.

Brissot J.P., Discours de J.P. Brissot, député, sur les causes de troubles de Saint-Domingue, Paris, Imprimerie Nationale, 1791.

Brissot J.P., *Nouveau voyage dans les Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale fait en 1788*, vol. 2, Paris, Buisson,, 1791.

Brulley A.-J., Page, *Notes fournies au Comité de Salut Public par les Commissaires de Saint-Domingue*, s.l., s.e., s.d.

Brulley A.-J. Legrand, Page P.-F., *À la Convention Nationale. Notes sur les lettres attribuées à Page et Brulley, commissaires de St.-Domingue députés près la Convention Nationale*, Paris, Laurens, [1794].

Brulley A.-J., Legrand, Page, P.-F., *Adresse à la Convention Nationale*, Paris, Laurens, An III [1794].

Brulley A.-J., *Défi aux factieux. Adresse à la Convention nationale*, Paris, Laurens, 1794.

Brulley A.-J., Clausson, Duny, Legrand, Millet T., Page P.-F., Thibault, Verneuil, *Faction anglaise, ses projets. Adresse à la Convention Nationale*, Paris, Laurens, [1794].

Brulley A.-J., Clausson, Duny, Millet T., Page P.-F., Verneuil, *Traits de patriotisme de Polverel et de Sonthonax*, Paris, Laurens, An III [1794].

Brulley A.-J., *Au citoyen Réal, rédacteur du Journal des Patriotes de 1789*, Paris, Laurens, 1794-1795.

Brulley A.-J., *À Dufay, qui se dit calomnié, comme s'il pouvait l'être*, s.l., s.e., [1794-1795].

Brulley A.-J., Clausson, Deaubonneau, Duny, Fondeviolles, Millet T., Page P.-F., Senac, Verneuil, *Au Comité de Salut Public. Observations sur une note remise par Dufay, Garnot, Mils, Belley et Boisson*, Paris, Laurens, An III [1795].

Brulley A.-J., Page P.-F., *Calomniateurs dénoncés à la Convention nationale*, Paris, Laurens, 1795.

[Brulley A.-J.], *Les Terroristes de S. Domingue dénoncés à la Convention nationale*, Paris, Laurens, 1795.

Brulley A.-J., Clausson, Deaubonneau, Duny, Fondeviolles, Millet T., Page P.-F., Senac,

Verneuil, *Réponse à Dufay, sur la rétractation tardive et mensongère, relative aux députés de la Gironde*, Paris, Laurens, An III [1795].

Brulley A.-J., *Réponse aux calomnies qu'on a fait signer au citoyen Belley*, Paris, Laurens, 1795.

Brulley A.-J., *Résultats de la Révolution quant au commerce, à la Marine et aux Colonies. Apperçu de leur influence sur les forces et la prospérité de la France*, Paris, Laurens, [1795].

Brulley A.-J., Page P.-F., *Sentinelle, Garde à Vous! À J.B. Louvet*, Paris, Cretôt, [1795].

Brulley A.-J., *Sur les Mesures relatives aux colons et aux colonies. Au Directoire exécutif*, Paris, s.e., An IV [1796].

Brulley A.-J., *Essai sur la cochenille et le nopal, pour servir à l'histoire de l'établissement de la première Nopalerie Française dans l'Ile de Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie du Lycée des Arts, 1796.

Brulley A.-J., Paulian, *Sur les députations de Saint-Domingue au Corps législatif*, Paris, s.e., 1797.

Brulley A.-J., *Propositions pour rentrer en possession de la partie française de Saint-Domingue, pour payer ses anciennes dettes, et pour restaurer cette colonie sans qu'il en coûte rien au Gouvernement français; présentées au Roi*, Paris, Laurens, 1814.

Bulard, *Histoire abrégée des Républiques anciennes et modernes*, Paris, voll.4, Paris, chez Caillot, an IV.

Bulliod, *Critique du gouvernement actuel. Nécessité et moyens de le réformer*, Paris, Anjubault, An III [1795].

Burke E., *Reflections on the Revolution in France and on the Proceedings in Certain Societies in London Relative to that Even in a Letter Intended to have been Sent to a Gentleman in Paris*, London, J. Dodsley, 1790.

Butet, *Observations sur les approvisionnements de la Marine française et quelques idées générales sur le Commerce*, Paris, Desenne, 1798.

Calonne, *Tableau de l'Europe, en Novembre 1795, et pensées sur ce qu'on a fait, & qu'on n'aurait pas dû faire*, Londres, De Bouffe, 1795.

Careys M., *The American Museum*, luglio 1792.

Caritat H., *Bibliothèque américaine, contenant des Mémoires sur l'Agriculture, le Commerce, les Manufactures, les Moeurs et les Usages de l'Amérique*, Paris, H. Caritat, 1807.

Carnot L., *Réponse de L.N.M. Carnot, citoyen français, l'un des fondateurs de la République, et membre constitutionnel du Directoire exécutif, au rapport fait sur la conjuration du 18 fructidor, au Conseil des Cinq-cents*, par J. CH. Bailleul, Paris, s.e., an VI.

Carteau F., *Soirées bermudiennes, ou entretiens sur les événements qui ont opéré la ruine de la partie française de l'Isle Saint-Domingue*, Bordeaux, Pellier-Lawalle, 1802.

Casey Z. A., *Encyclopedia of Critical Whiteness Studies in Education*, Leiden – Boston, Brill, 2020.

Castaldo A., *Les méthodes de travail de la Constituante. Les techniques délibératives de l'Assemblée Nationale, 1789-1791*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989, pp. 22-25.

Cazenove T., *Cazenove Journal 1794. A record of the journey of Theophile Cazenove through New Jersey and Pennsylvania*, edited by Rayner Wickersham Kelsey, Haverford Pennsylvania, The Pennsylvania History Press, 1922.

Chas J., Lebrun, *Histoire politique et philosophique de la Révolution de l'Amérique septentrionale; par les citoyens J. Chas et Lebrun*, Paris, chez Faure, An IX [1800].

Chassiron, *Discours sur le système d'imposition proposé pour les Colonies par la résolution du 28 brumaire an 6*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Chastenet-Desterre G., *Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue, ouvrage Politique et Législatif, adressé au Commerce et aux amis de la prospérité Nationale*, Paris, s.e. 1796.

Chateaubriand F.-R. De, *Essai historique, politique et moral sur les révolutions anciennes et modernes, considérées dans leurs rapports avec la Révolution française*, London-Hamburg-Paris, J. Deboffe-J.-F. Fauche-Le Mière, 1797.

Chotard Ainé, *Dissertation sur la nécessité de l'ouverture des ports de Saint-Domingue*, Paris, de l'Imprimerie de Courcier, s.d.

Chotard Ainé, *Quelle peut être la garantie de la République française dans ses colonies des Antilles?*, s.l., de l'Imprimerie de Courcier, [1799-1801].

Chotard Ainé, *Précis de la Révolution de Saint-Domingue, depuis la fin de 1789, jusque'au 18 juin 1794*, Philadelphie, Parent, 1795.

Chotard Ainé, *Origine des malheurs de Saint-Domingue, développement du système colonial et moyens de restauration*, Bordeaux, de l'Imprimerie de Dubois et Coudert, An XIII [1804].

Clausson L.-J., Millet T., *Les accusateurs incarcérés de Polverel et Santhonax, accusés et libres, à la Convention nationale*, [Paris], s.e., [1795].

Clausson L.-J., *Précis historique de la Révolution de Saint-Domingue. Réfutation de certains ouvrages publiés sur les causes de cette révolution, de l'état actuel de cette colonie, et de la nécessité d'en recouvrer la possession*, Paris, chez Pillet aîné, 1819.

[Cobbett W.], *The Gros Mousqueton Diplomatique or Diplomatie Blunderbuss. Containing, citizen Adet's notes to the Secretary of State. As also his cockade proclamation with a preface, by Peter Porcupine*, Philadelphia, Printed for, and sold by, William Cobbett, 1796.

[Cobbett W.], *The Antigallican; or, the Lover of his own country: in a series of pieces partly heretofore published and partly new, wherein French Influence, and false patriotism, are fully and fairly displayed*, Philadelphia, Published by William Cobbett, 1797.

Commission des Douanes, *Projet de code des douanes*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1794.

Conscience A., *À la Convention nationale sur les derniers événements de Saint-Domingue*, Philadelphie, Parent, 1795.

Constant B., *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier*, [Paris], s.e., 1796.

Convention Nationale, *État Nominatif des employés des bureaux du département des Affaires Étrangères*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1793.

Cooper J., *An Oration delivered at Machias, February II, 1794. At the celebration of the birthday of President Washington*, Boston, Benjamin Edes & Son, 1794.

Cooper T., *Renseignemens sur l'Amérique. Rassemblés par Thomas Cooper, ci-devant de Manchester*, Paris, Maradan, 1795.

Coraccini F. [pseudonimo], *Storia dell'amministrazione del Regno d'Italia durante il dominio francese*, Lugano, Francesco Veladini, 1823.

Costé, *Opinion sur le projet présenté par Riou, au nom de la commission de marine, sur les encouragements dus aux armemens en course*, Paris, Badouin, 1798.

Cotterel F.-F., *Santhonax et Laveaux repoussés par leurs commettants, ou Preuves des nullités de la députation de St.-Domingue pour l'an IV... par F.-F. Cotterel*, Paris, Marchands de

Nouveauté, [1796-1797].

Cotterel F.-F., *François-Frédéric Cotterel à ses concitoyens*, Rochefort, chez Jousserant, 1797.

Cotterel F.-F., *Le Gouvernement de Saint-Domingue peint par lui-même ou Mémoire de l'Ordonnateur Henry Perroud sur l'évènement du 30 Ventose au Cap, contre le Général Villatte et les hommes de Couleur*, Rochefort, Jousserant, [1797].

Cotterel F.-F., *Esquisse historique des Principaux Événements arrivés à Saint-Domingue depuis l'incendie du Cap jusque'à l'expulsion de Sonthonax; leurs causes, leurs effets. Situation actuelle de cette colonie, et moyens d'y rétablir la tranquillité*, Paris, Imprimerie de Christophe-Jean Gelé, an VI.

Cotterel F.-F., *Lettre du citoyen F.F. Cotterel, homme de loi et défenseur officieux, au citoyen L. Bonaparte, ministre de l'Intérieur*, Paris, Imprimerie expéditive dirigée par Dodoucet, An IX.

Creuzé M.-P., *Quels sont les coupables dans l'affaire de Saint-Domingue? Réflexions sur les débats entre les accusateurs et les accusés ordonnés par décret de la Convention nationale du 4 pluviose*, s.l., s.e., [1795].

Creuzé M.-P., *Rapports et projets de décrets présentés à la Convention nationale, au nom du Comité colonial, au sujet de déportations illégales, et de secours à accorder*, Paris, Imprimerie nationale, [1794-1795].

Creuzé M.-P., *Vues d'économie politique. Par Michel-Pascal Creusé, membre du Conseil des Anciens*, Paris, Baillio, 1796-1797.

Creuzé M.-P., *Lettre de Michel-Pascal Creusé, membre du Conseil des Anciens, à Jean-Philippe Garan, député du Loiret, sur son rapport des troubles de St-Domingue, distribué au Corps législatif en ventôse*, an V, Paris, Maret, An V [1797].

[Crommelin I.], *L'espion de la Révolution française. Par M. C.***, ci-devant Membre de plusieurs Académies*, voll.2, Paris, chez Huet, 1797.

Cullion, Valentin De, *L'esclavage en général, et particulièrement de l'esclavage des nègres dans les colonies française de l'Amérique*, vol. 1, Paris, Desenne-Maradan, 1802, pp. 294-295.

Cullion, Valentin De, *Examen de l'esclavage en général, et particulièrement de l'esclavage des nègres dans les colonies françaises de l'Amérique*, voll.2, Paris, Desenne, Maradan, Guillemet, 1802.

Cullion, Valentin De, *De la nécessité de diviser le Ministère de la Marine. Faut-il un ministre des colonies?*, Paris, Gattey, 1791.

Cullion, Valentin De, *Examen de l'esclavage en général, et particulièrement de l'esclavage des nègres dans les Colonies françaises de l'Amérique*, voll.2, Paris, Desenne, 1802.

Curt, *Motion de M. De Curt, député de la Guadeloupe, au nom des colonies réunies*, Paris, Baudouin, 1789.

Dalmas A., *Recherches Historiques et Medicales sur la Fièvre Jeune*, Paris, Gabon, 1805

Dalmas A., *Histoire de la Révolution de Saint-Domingue, depuis le commencement des troubles, jusqu'à la prise de Jérémie et du mole S. Nicolas par les anglais*, voll.2, Paris, Mame frères, 1814.

Dalmas A., *Histoire de la Révolution de Saint-Domingue*, Paris, Mame frères, 1814.

Danican A., *Le Fléau des tyrans et des septembriseurs, ou Réflexions sur la Révolution française*, Lausanne, s.e., 1797.

[Danican A.], *Cassandre ou quelques réflexions sur la Révolution Française & la Situation actuelle de l'Europe*, s.l., s.e., 1798.

Deaubonneau, *Un Mot sur les colonies françaises et particulièrement sur Saint-Domingue*, Paris, chez l'auteur, 1799.

De Bordes J.-M., *Défense des colons de Saint-Domingue; ou Examen Rapide de la Nouvelle Déclaration des Droits de l'Homme, en ce qu'elle a particulièrement de relatif aux Colonies*, [Philadelphia], Imprimerie de Moreau de Saint-Mery, 1796.

Debry J., *Motion sur le Message du Directoire, relatif au traité de paix définitif conclu entre la République française et l'Empereur*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Defermon, *Rapport sur la Colonie de Saint-Domingue, fait au nom du Comité de Salut public, dans la séance du 25 messidor, an 3*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1795.

De Larue, *Histoire du dix-huit fructidor ou mémoires contenant la vérité sur les divers événements qui se rattachent à cette conjuration*, Paris, Demonville, 1821.

De Lattre P.A., *Campagnes des français à Saint-Domingue et Réfutation des reproches dits au Capitaine Général Rochambeau*, Paris, Locard, 1805.

De Pradt M., *Les Trois Ages des Colonies, ou de leur état passé, présent et à venir*, voll. 2, Paris, Giguet, 1801.

De Pradt M., *Les trois ages des colonies*, voll.3, Paris, Giguet et Cie. Imprimeurs-Libraires, 1801-1810.

De Pradt M., *Des colonies, et de la Révolution actuelle de l'Amérique*, voll. 2, Paris, Bechet et Egron, 1817.

De Pradt M., *La France, l'émigration, et les colons*, voll.2, Paris, Béchét Ainé, 1824.

Delacroix J.-V., *Mémoires d'un Américain, avec un Description de la Prusse & de l'Isle de Saint Domingue*, t.1-2, Lausanne [Paris], V. Regnard & Demonville, 1771.

Delaire J., articoli pubblicati nei numeri del 14 agosto 1793 e 21 agosto 1793 del *City Gazette and Daily Advertiser*.

De Neuville M.J., *Le dernier cri de St. Domingue, et des colonies*, Philadelphie, Thomas & William Bradford, 1800, p. 4.

Dennis J., *An Address to the People of Maryland, on the Origin, Progress and Present State of French Aggression*, Philadelphia, John Fenno, 1798.

Deraggis, Guérin, Capmartin, *Expédition du procès-verbal de l'Assemblée des Électeurs de Saint-Domingue*, Paris, Laurens aîné, s.d.

Deraggis, *Adresse au peuple français, libre et souverain*, Paris, Paine, 1793.

Descourtilz M. É., *Voyages d'un naturaliste, et ses observations faites sur les trois règnes de la Nature*, voll. 3, Paris, Dufart, 1809.

Descourtilz M. É., *Guide sanitaire des voyageurs aux colonies, ou Conseils hygiéniques en faveur des Européens destinés à passer aux îles*, Paris, Panckoucke, 1816.

Desjardins S., Pharoux P., *Castorland Journal. An Account of the Exploration and Settlement of New York State by French Émigrés in the Years 1793 to 1797*, Ithaca, Cornell University Press, 2010.

Desmaulants B. D., *Sur Saint-Domingue et des moyens de le rétablir*, Paris, Dentu, 1814.

Desrivieres G., *Réponse de Gerard-Desrivieres, ex-conventionnel, Membre sorti du Conseil des Anciens, à ses détracteurs et ennemis*, Paris, Baudoin, s.d.

Dew T. R., *Review of the Debate in the Virginia Legislature of 1831 and 1832*, Richmond, T. W. White, 1832.

Dew T. R., *An Essay on Slavery*, Richmond, J. W. Randolph, 1849.

De Vastey P.V., *Le système colonial dévoilé*, Cap-Henry, P. Roux, 1817, pp. 43-44.

Dew T. R., Harper W., Hammond J. H., Simms J. M., *The Pro-slavery Argument, as Maintained by the Most Distinguished Writers of the Southern States*, Philadelphia, Lippincott, 1853.

Didot A., *Précis sur la Révolution et le Caractère français, Adressé aux Citoyens Républicains des États-Unis d'Amérique*, Paris, s.e., [1793-1794].

Dieulafoy M., *Journal de mon séjour à Philadelphie 1793*, s.l., s.e., s.d.

Directoire Exécutif, *Grand jugement proposé par la Commission de Salut Public contre les Députés arrêtés, et autres conspirateurs*, Paris, Imprimerie de la rue des Boucheries, an V.

Directoire Exécutif, *Arrêté du Directoire exécutif, qui accorde des secours en numéraire aux déportés ou réfugiés des îles du Vent ou sous le Vent, en remplacement des rations dont ils ont joui jusqu'à présent du 28 Brumaire an V*, Paris, Imprimerie du dépôt des Lois, an V [1797].

Dodsley R., *Economie de la vie humaine*, Philadelphie B. Graves, 1807.

Ducher A.G.J., *De la dette publique en France, en Angleterre, et dans les États-Unis de l'Amérique*, Paris, s.e., s.d.

Ducher A.G.J., *Nouvelle alliance à proposer entre les Républiques Française & Américaine*, Paris, s.e., 1792.

Ducher A.G.J., *Suppression des barrières entre la France & les Colonies*, Paris, s.e., 1792.

Ducher A.G.J., *Acte de Navigation, avec ses rapports au commerce, aux finances, à la nouvelle diplomatie des français*, voll.2, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1793.

Ducher A.G.J., *Les Deux Hémisphères*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1794.

Ducher A.G.J., *Douanes Nationales et Affaires Étrangères*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1794.

Ducœurjoly S. J., *Manuel des habitants de Saint-Domingue*, voll.2, Paris, Arthus-Bertrand, 1802.

Ducos R., *Réponse aux objections faites contre la résolution relative à la mise en activité de la Constitution dans les colonies*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Ducos R., *Rapport fait par Roger Ducos, au nom d'une commission spéciale, composée des*

représentants Lacoste, Dupuch, Brottier, Rallier & Roger Ducos, sur la résolution du 18 brumaire dernier, relative à l'organisation de la constitution dans les Colonies, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Dufresne G.-T., *Considérations politiques sur la révolution des Colonies françaises, mais particulièrement sur celle de Saint-Domingue*, 1805.

Douket, Rapport fait da Dulcet au nom d'une Commission composée de Doulcet, Isoard, Blad, Boissy et Dumolard, sur led élections de Saint-Domingue, Paris, Imprimerie nationale, 1797.

Dumas M., *Des Résultats de la dernière campagne. Par Mathieu Dumas, membre du Conseil des Anciens*, Paris, Du Pont, 1797.

Dumas M., *Souvenirs du lieutenant général Comte Mathieu Dumas, de 1770 à 1836, publiés par son fils*, voll. 4, Paris, Charles Gosselin, 1834.

Dumolard J.-V., *Corps législatif. Conseil des Cinq-Cents. Opinion de Dumolard sur les déportés de Saint-Domingue, traduits par le Directoire devant une commission militaire*, Paris, Impr. Nationale, an V [1797].

Dumont A., *Manuel des Assemblées Primaires et Électorales de France*, Hambourg [Paris], Marchands de nouveautés, [1797].

Dupont de Nemours P.-S., *Opinion de Du Pont (de Nemours), sur la résolution relative à la Loi du 3 Brumaire. Séance du 27 Brumaire, an V*, Paris, Imprimerie Nationale, an V [1797].

Dupont de Nemours V., *Victor Du Pont, ex-consul, chargé du Consulat général de la République Française, près les États-Unis d'Amérique; au Citoyen Abrial*, Paris, s.e., an 7 [1799].

Durand J-B-L., *Voyage au Sénégal, ou Mémoires historiques, philosophiques et politiques*, Paris, Hernri Agasse. 1802.

Durand J-B-L., *Voyage au Sénégal, pendant les années 1784 et 1785, avec des notes sur la situation de cette partie de l'Afrique jusqu'en l'an X (1801-1802)*, Paris, Dentu, 1802.

Dusausoir, *Livre indispensable aux enfants de la liberté*, Paris, Dufart, 1794.

[Dutrone De la Couture], *Considérations sur les causes qui, en France et en Amérique, ont produit les divers mouvemens révolutionnaires dont les Colonies ont été agitées, présentées à la section du Théâtre Français*, Paris, s.e., s.d.

Dutrone De la Couture, *Considérations sur les causes qui, en France et en Amérique ont produit*

les divers mouvements révolutionnaires dont les Colonies ont été agitées, présentées à la section du Théâtre Français par le C. Dutrone, médecin, Paris, s.e., s.d.

Dutrone De la Couture, *Adresse aux Français, contre la Société des amis des noirs*, s.l., s.n., [1790].

Dutrone De la Couture, *Précis sur la canne et sur les moyens d'en extraire le sel essentiel*, Paris, Duplain, 1790.

Dutrone De la Couture, *Vues générales sur l'importance du commerce des colonies, sur le caractère du peuple qui les cultive et sur les moyens de faire la constitution qui leur convient*, s.l., s.e., 1790.

Dutrone De la Couture, *Catéchisme des colonies, pour servir à l'instruction des habitants de la France, par M****, Paris, s.e., 1791.

Dutrone De la Couture, *Extraits des mémoires que M. Dutrone a présentés à l'Assemblée nationale au mois de janvier 1791, tiré du Journal des colonies*, Paris, imprimerie du Cercle social, 1791.

Dutrone De la Couture, *Précis sur la canne et sur les moyens d'en extraire le sel essentiel, Seconde Édition* Paris, Debure, 1791.

Dutrone De la Couture, *Adresse aux citoyens de la section du Théâtre François, sur l'importante question des colonies liée à celle des subsistances*, [Paris], s.e., [1792].

Dutrone De la Couture, *Inviolabilité, Principe et Fin de la Société et du Commerce de l'Homme*, Paris, Moutardier-Maret, An V - 1797.

Dutrone De la Couture, *Précis sur la canne et sur les moyens d'en extraire le sel essentiel, Seconde Édition* Paris, Moutardier, 1797.

Dutrone De la Couture, *Précis sur la canne et sur les moyens d'en extraire le sel essentiel, Troisième Édition*, Paris, Brochot, 1801.

Dutrone De la Couture, *Lettre à M. Grégoire, sur son ouvrage intitulé "de la Constitution français de 1814", par un condamné à mort en l'an III*, Paris, Poulet, 1814.

Edwards B., *The history, civil and commecial, of the British colonies in the West Indies*, voll. 2 London, John Stockdale, 1794.

Edwards B., *An Historical Survey of the French Colony in the Island of St. Domingo*, London, John Stockdale, 1797.

Edwards B., *Histoire de l'Ile Saint-Domingue; extraite de l'Histoire civile et commerciale des Antilles, de M. Bryan Edwards, et continuée jusqu'aux derniers événements, traduite de l'anglais par J.B.J. Breton*, Paris, G. Dufour, 1802.

Eschasseriaux Ainé J., *Opinion sur les causes de l'état présent du commerce et de l'industrie, et les moyens de les rétablir sur les véritables bases de l'économie politique*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1794.

Eschasseriaux Ainé J., *Des intérêts des finances*, Paris, Baudoin, 1795-1799.

Eschasseriaux Ainé J., *Des intérêts de la République française et de toutes les puissances de l'Europe*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1795.

Eschasseriaux Ainé J., *Opinion sur les moyens de relever le commerce et les arts*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1796.

Eschasseriaux Ainé J., *Corps législatif. Conseil des Cinq-Cents. Opinion d'Eschasseriaux (ainé), sur les moyens de rétablir les Colonies*, Paris, Imprimerie Nationale, an V.

Eschasseriaux Ainé J., *Rapport fait au nom de la Commission des Colonies, par Eschasseriaux ainé, sur les députations de Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie Nationale, an V.

Eschasseriaux Ainé J., *Rapport fait au nom de la commission chargée de présenter les lois organiques de la constitution dans les colonies. Séance du premier brumaire an 6*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Eschasseriaux J., *Rapporto fait au nom de la commission chargée, des présenter les lois organiques de la constitution dans les colinies & les mesures de législation & de politique pour opérer leur rétablissemente*, Paris, Imprimerie nationale, 1798, pp. 41-45.

Eschasseriaux Ainé J., *Tableau politique de l'Europe au commencement du XIXe siècle*, Paris, Baudouin, 1801.

Eschasseriaux Ainé J., *L'Homme d'État*, Paris, Antoine libraire, 1802.

Esmangart C., *Des colonies françaises et en particulier de l'Ile de Saint-Domingue*, Paris, Agate, An X [1801].

Esmangart C., *La vérité sur les affaires d'Haiti*, Paris, Carpentier-Méricourt, 1833.

Esmangart C., *Nouvel avis aux colons de Saint-Domingue sur le paiement de l'indemnité*, Paris, Dentu, 1836.

Fauchet J., *Coup d'oeil sur l'état actuel de nos rapports politiques avec les États-Unis de l'Amérique septentrionale*, Paris, Pougin, 1797.

Flassan, *De la servitude temporaire des noirs, et d'une colonisation de militaires à Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie des Annales des Arts et Manufactures, 1802.

Frasans H., *Précis pour Hypolite Defrasans, habitant-propriétaire à la Guadeloupe*, Paris, Porthmann, 1803.

Fonvielle B.F.A., *Essais sur l'état actuel de la France*, Paris, Desenne, 1796.

Fonvielle B.F.A., *Appendice aux Essais sur l'état actuel de la France*, Paris, s.e., 1796.

Frères Batilliot, *Moyen sûr et infaillible de doubler, de tripler même ses fonds dans un très-court espace de temps, au moyen de l'acquisition des articles suivants, en feuilles*, 1795.

Frères Batilliot, *Catalogue de livres en feuilles, proposés à un rabais considérable*, 1795.

Frères Batilliot, *Notice de quelques livres qui se trouvent chez Batilliot frères, imprimeurs-libraires, rue du Foin St-Jacques, la porte cochère au coin de celle Bouttebrie, à Paris*, 1797.

Frères Batilliot, *Catalogue des livres reliés et brochés, au rabais, qui se trouvent chez Batilliot père, libraire*, Paris, Batilliot, 1802-1807.

[Gallatin A.], *An Examination of the Conduct of the Executive of the United States, towards the French Republic; likewise an analysis of the explanatory article of the British Treaty – in a series of letters by a Citizen of Pennsylvania*, Philadelphia, Francis and Robert Bailey, 1797.

Garran-Coulon J.Ph., *Opinion sur les causes et les remèdes des désastres des Colonies*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1792.

Garran-Coulon J.Ph., *An Inquiry into the causes of the Insurrection of the Negroes in the Island of St. Domingo*, London, J. Johnson, 1792.

Garran-Coulon J.Ph., *Rapport sur Julien Raimond, fait au nom de la Commission des Colonies et des Comités de Salut public, de Législation et de la Marine réunis*, Paris, Imprimerie de l'Union, 1795.

Garran-Coulon J.Ph., *Débats entre les accusateurs et les accusés, dans l'Affaire des Colonies*, voll.9, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1795.

Garran-Coulon J.Ph., *Opinion sur les dénonciations formées contre les agents du Directoire, à Saint-Domingue*, Paris, L'Imprimerie Nationale, 1797.

Garran-Coulon J.Ph., *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue, fait au nom de la Commission des Colonies, des Comités de Salut Public, de Législation et de Marine, réunis*, voll.4, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Gatereau, L.-F.-R.-A., *Histoire des troubles de Saint-Domingue depuis le mois d'octobre 1789, jusqu'au 16 juillet 1791*, Paris, Bureau du Patriote Français, 1791.

Gatereau, L.-F.-R.-A., *Réponse aux Libelles séditieux publiés à Philadelphie contre les Hommes de couleur de Saint-Domingue*, Philadelphia, s.e., 1796.

Gatereau, L.-F.-R.-A., *Sur un nouveau système d'impartialité*, [Philadelphia], s.e., 1796.

[Gatereau, L.-F.-R.-A.], *Quelques éclaircissements sur les troubles survenus dans le département du sud de Saint Domingue, en Fructidor an 4eme*, Hambourg, P. F. Fauche, 1797.

[Gebhardt A.G.], *Actes et Mémoires concernant les Négociations qui ont eu lieu entre la France et les États-Unis de l'Amérique, depuis 1793, jusqu'à la Conclusion de la Convention du 30 Septembre, 1800*, Londres, J.B.G. Vogel, 1807, voll.3.

Gentz F., *The Origin and Principles of the American Revolution, Compared with the Origin and Principles of the French Revolution*, Philadelphia, Asbury Dickins, 1800.

Gentz F., *The Origin and Principles of the American Revolution, Compared with the Origin and Principles of the French Revolution*. Translated by John Quincy Adams, introd. Peter Koslowski, Indianapolis, Liberty Fund, 2010.

Gilloton de Beaulieu C., *Réflexions sur l'économie politique*, s.l., s.e., s.d.

Gilloton de Beaulieu C., *De la nécessité de rendre nos colonies françaises indépendantes, et de supprimer notre acte de navigation*, Paris, s.e., [1795-1799].

Gifford J., *Letter to the Hon. Thomas Erskine; containing some strictures on his view of the causes and consequences of the present war with France*, Philadelphia, William Cobbett, 1797.

Girault C.-J., *Sur les colonies, par le Citoyen Girault, ex-représentant des Cotes du Nord*, Paris, Imprimerie-Libraire du Cercle Social, 1797.

Gouly B., *Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique & des institutions agricoles dans les Colonies d'Orient & d'Occident*, Paris, Imprimerie Nationale, 1794.

Gouly B., *Sur les causes qui, en France et en Amérique, ont produit les divers mouvements*

contre-révolutionnaires dont les Colonies ont été agitées, Paris, Imprimerie Nationale, 1794.

Gouly B., *Vues générales sur l'importance du commerce des Colonies, sur l'origine et le caractère du peuple qui les cultive, ainsi que sur les moyens de faire la constitution qui leur convient*, Paris, Imprimerie Nationale, 1794.

Gouly B., B. Gouly, *représentant du peuple, député de l'isle de France, à ses collègues*, Paris, Guffroy, 1794, p. 6.

Gouly B., *Opinion et réflexions morales, physiques et politiques sur le rapport de la Commission des onze, relatif au régime constitutionnel des Colonies françaises*, Paris, Imprimerie Nationale, An III [1795].

Gouly B., *Rapport et projet de loi sur les premières bases à adopter pour l'organisation définitive de la marine, afin d'assurer en tout temps à la République française des gens de mer en quantité suffisante*, Paris, Imprimerie nationale, 1795.

Gouly B., *Opinion sur la résolution du Conseil des Cinq Cents, relative aux prétendues élections de Saint-Domingue*, Paris, Galletti, 1797.

Gouzard, *Opinion sur le rapport fait par Riou, le 13 thermidor an 7, au nom de la commission de marine, sur la législation en matière de prises maritimes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1799.

Grandmaison J-M-J., *Opinion de Grandmaison sur le projet de résolution concernant les secours à accorder aux réfugiés déportés et propriétaires de la Corse et des colonies*, Paris, Imprimerie nationale, 1799, p. 2-3.

Granger E., *Guide du colon, ou commentaire sur la loi d'indemnité des colons de Saint-Domingue*, Paris, Delaforest, 1826.

Granié P., *Lettre au citoyen Garat. Ex-ministre de la justice*, Paris, Desenne, 1796.

Granié P., *Histoire de l'Assemblée Constituante de France. Écrite pour un Citoyen des États-Unis de l'Amérique Septentrionale*, Paris, Pougin, Maret, Desenne, Derot, 1797.

[Griffith Thomas Waters], *L'Indépendance absolue des américains. Des États-Unis, prouvée par l'état actuel de leur Commerce avec les Nations Européennes*, Paris, chez Laran, An VI, 1798.

Gros, *Récit historique sur les événemens qui se sont succédés dans les camps de la Grande-Rivière, du Dondon, de Ste.-Suzanne et autres, depuis le 26 Octobre 1791 jusqu'au 24 Decembre de la meme année*, Cap Français, Parent, 1793.

Gros, *De l'affranchissement des noirs, ou Observations sur la loi du 16 pluviôse...*, s.l., s.e., an V.

Grouvel J., *Faits historiques sur St.-Domingue, depuis 1786 jusqu'en 1805, résultats des moyens employés par les Colons de la partie de l'Ouest pour s'opposer à l'entière dévastation de l'Ile, ainsi que de ceux mis en usage par les anglais, en 1796, 1797 et 1798, pour la soumettre à leur domination*, Paris, Dondey-Dupré, 1814.

Guillaume le Disputeur [pseud.], *Lettre du Guillaume le Disputeur au cousin Jacques sur l'état présent de nos colonies*, Paris, Maret, An IV, [1795].

Guillermin de Montpinay G., *Opinion sur le rétablissement des colonies*, Paris, Arthus-Bertrand, 1814.

Guillois M. F., *Analyse des débats, entre les accusateurs et les accusés, dans l'affaire de la colonie de Saint-Domingue, conformément aux Décrets de la Convention Nationale*, Paris, J. M. Chevet, [1795].

[Hamilton A., o Uriah?], *Reflections on Monroe's View, of the Conduct of the Executive, ad published in the Gazette of the United States, under the signature of Scipio*, s.l., s.d. .

[Hamilton A., o Camillus], *The Political Reformer; or a Proposed Plan of Reformations in the Laws and Gouvernements of the United States of America ... to which are added Strictures on John Adam's Defense of the Constitutions of Government of the United States of America*, Philadelphia, W.W. Woodward, 1797.

[Hamilton A., o Camillus], *A History of French influence in the United States, to which is added an exposition of a Congressional Caucus*, Philadelphia, s.e., 1812.

Harper R. G., *An Address from Robert Goodloe Harper, of South Carolina, to his constituents, containing his reasons for approving of the treaty of amity, commerce and navigation, with Great Britain*, Philadelphia, Thomas Bradford, 1796.

Hartley D., *Argument on the French Revolution*, London, Cruttwell, 1794.

Hyde de Neuville J.-G., *Mémoires et Souvenirs du Baron Hyde de Neuville. La Révolution, le Consulat, l'Empire*, Paris, E. Plon, 1888.

Hilliard d'Auberteuil M.R., *Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue, Ouvrage politique et législatif, présenté au ministre de la marine*, Paris, Grangé, 1776, vol. 1.

Hocquet-Caritat, *Bibliothèque Américaine*, Paris, H. Caritat, 1807.

Hugues V., Lebas, *Proclamation. Les commissaires délégués par la Convention Nationale aux citoyens des Isles du Vent. Actuellement aux États-Unis de l'Amérique*, Port de la Liberté, Imprimerie de la République, an III [1794].

Isert P. E., *Voyages en Guinée et dans les Iles Caraïbes en Amérique*, Paris, Maradan, 1793.

Ivernois F. D', *Réflexions sur la guerre. En réponse aux Réflexions sur la paix adressées à Mr. Pitt et aux français*, Londres, De Boffe, 1795.

Jacquemin N., *Mémoire sur la Guiane française*, Paris, Baudelot & Eberhart, an VII (1798).

Jeannet-Oudin, G. N., *Notes sur quelques passages du Mémoire de Ramel, l'un des déportés à la Guyane après le dix-huit fructidor*, Paris, Laran, An VIII [1799-1800].

Jefferson T., *Notes on the State of Virginia*, [Paris], s.e., [1785].

Jefferson T., *Manuel du Droit parlementaire ou précis des règles ... traduit de l'anglais par L.A. Pichon*, Paris, chez Nicolle, 1814.

Jordan C., *Camille Jordan, député du Rhone, à ses commettant; sur la Révolution du 18 fructidor*, Hambourg, s.e., 1798.

Jordan C., *Camille Jordan, député du Rhone, à ses commettant; sur la Révolution du 18 fructidor*, Paris, s.e., 1798.

Jordan C., *Vrai sens du vote national sur le Consulat à vie*, Paris, s.e., 1802.

Julliot J.-F., *Essai moral, civil et politique, sur la guerre, la paix et les négociations des puissances*, Paris, Desenne, 1797.

Lacoste J.-A., *Rapport sur les résolutions du 28 fructidor dernier, relatives à la validité des élections des députés de l'Isle Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie Nationale, 1797.

Lacour, *Encore un mot, un seul mot aux hommes d'état, sur les Iles à sucre françaises*, s.l., s.e., [1795-1796].

Lacretelle jeune, *Où faut-il s'arrêter?*, Paris, Desenne, 1797.

Lacretelle C., *Précis historique de la Révolution française*, Paris, Onfroy, an IX [1801].

Lacretelle C., *Histoire de la Révolution française*, Paris, Treuttel et Wurtz, 1812-1826.

Lacretelle C., *Dix années d'épreuves pendant la Révolution* par M. Ch. Lacretelle, Paris, Allouard, 1842.

Lacroix P., *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue*, voll.2, Paris, chez Pillet aîné, 1819.

Lally-Tollendal T. G., *Défense des Émigrés français adressée au peuple français* par Trophime Gérard de Lally-Tollendal, Hambourg, P. F. Fauche, 1797.

[Laplace], *Histoire des désastres de Saint-Domingue, précédés d'un tableau du régime et des progrès de cette colonie, depuis sa fondation, jusqu'à l'époque de la Révolution française*, Paris, Garnery, 1795.

Laplace [Gauthier F.], *Réflexions sur la colonie de Saint-Domingue ou Examen approfondi des causes de sa ruine et des mesures adoptées pour la rétablir: terminées par l'exposé rapide d'un plan d'organisation propre à lui rendre son ancienne splendeur*, voll.2, Paris, Garnery, 1796.

[Larchevesque-Thibaud J.-B. G.], *Lettre d'un colon de Saint-Domingue, à un de ses amis*, Paris, Imprimerie de Ch. Desbriere, an IV [1796].

[La Rochefoucauld-Liancourt], *Des Prisons de Philadelphie par un européen*, Philadelphie, Moreau de St-Méry Imprimeur, 1796.

[La Rochefoucauld-Liancourt], *Des Prisons de Philadelphie par un européen*, Hambourg, chez Pierre François Fauche, 1797.

La Rochefoucauld-Liancourt, de, F.A.F., *Voyages dans les Etats-unis d'Amerique*, fait en 1795, 1796 et 1797, vol. IV, Paris, Du Pont, l'an VII [1798].

[La Rochefoucauld-Liancourt], *Des Prisons de Philadelphie par un européen. Seconde Edition*, Amsterdam, chez W. Holtrop, 1799.

[Larocque, A. J. de], *Suite de l'Article intitulé Economie politique. Inséré dans le numéro premier du Niveau de l'Europe et de l'Amérique septentrionale*, Philadelphie, T. Bradford, 1794.

La Salle, Adrien-Nicolas, *Tableau de la vie militaire, d'Adrien Nicolas Lasalle, maréchal de camp, gouverneur de St. Domingue*, Philadelphie, Peter Parent, 1793.

La Tour du Pin L., *Journal d'une femme de cinquante ans: 1778-1815*, Paris, Librairie Chapelot, 1913.

Lattre Ph.-A. De, *Réflexions sur les Trois Ages des colonies de Mr. De Prad*, Locard Fils, Paris,

1802.

Laujon A., *Moyens de rentrer en possession de la Colonie de St.-Domingue, et d'y établir la tranquillité*, Paris, Adrien Égron, 1814.

Laussat P. -C., *Mémoires sur ma vie, à mon fils, pendant les années 1803 et suivantes, que j'ai rempli des fonctions publiques, savoir à la Louisiane, à la Martinique et à la Guyane française*, Paris, Vignancour, 1831.

Laveaux, *Compte rendu par le général Laveaux à ses concitoyens. A l'opinion publique, aux autorités constituées*, Paris, Imprimerie du Bureau central, 1797.

Laveaux, *Réponse aux calomnies que le citoyen Vienot Vaublanc, colon de St. Domingue et membre du Conseil des Cinq Cents, s'est permis de mettre dans son discours prononcé dans la séance du 10 Prairial dernier*, Paris, J.F. Sobry, 1797.

Laveaux, *Opinion sur les colonies. Séance du 12 Nivose an 6*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Leborgne, *Compte rendu sur la situation actuelle de la colonie de Saint-Domingue*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Lecointe-Puyraveau, *Opinion sur la Loi du 3 Brumaire an IV. Séance du 10 Brumaire an V*, s.l., s.e., [1797].

Lecointe-Puyraveau M-M., *Raport par Lecointe-Puyraveau, au nom de la commission des colonies occidentales, sur les déportés et réfugiés de Saint- Domingue, soit en France, soit en continent américain*, Paris, Imprimerie nationale, an V [1797], p. 2.

Lefevre-D'Hellancourt, *Considérations sur les avantages que le Gouvernement pourrait assurer tant au commerce qu'aux diverses parties du service public, par l'exploitation de quelques Mines dont la République se trouve en possession*, Paris, Imprimerie de la République, an VI [1797-1798].

Legal G., *Observations sur tout ce qui concerne les colonies d'Amérique, notamment celle de Saint-Domingue*, Paris, s.e., [1798].

Legal G., *Dernier vœu de la justice, de l'humanité, et de la saine politique en faveur des Colons de Saint-Domingue, et sur la nécessité et les moyens de rendre à cette Colonie sa prospérité*, Paris, Desenne, 1797.

[Leyritz], *Dialogue de Bonaparte et d'un émigré par un colon de Saint-Domingue*, s.l., s.e., An XI [1802].

Lemaire H., *Du gouvernement républicain et de la constitution française de l'an III*, Paris, Berthomier, An VII [1798].

Lemaire H., *De la Révolution du Dix-huit Fructidor, an cinquième*, Paris, Cailleau, 1798.

Lemaire H., *Du dix-huit Brumaire, présentée sous sa véritable forme; ou la vérité au peuple français, sur la ruine de la Constitution de l'An 3*, Paris, Cailleau, 1799.

Lenoir-Laroche J. J., *De l'esprit de la constitution qui convient à la France, et examen de celle de 1793*, Paris, Agasse, An III [1795].

Lescallier D., *Exposé des moyens de mettre en valeur et d'administrer la Guiane, orné d'une carte*, Paris, Du Pont, An VI [1798].

Lescallier D., *Notions sur la culture des terres basses dans la Guiane et sur la cession de l'Esclavage dans ces Contrées*, Paris, Buissons, An VII [1798-1799].

Lezay-Marnézia C.-F.-A., *Les Ruines ou Voyage en France, seconde édition*, Paris, Migneret - Maret, An III [1795].

Lezay-Marnézia C.-F.-A., *Lettres écrites des Rives de l'Ohio, par Cl. Fr. Ad. De Lezay-Marnezia, citoyen de Pensylvanie*, Paris, Prault, An IX [1800].

Limochel F., *La France demandant ses colonies, ou Rèclamations de l'Agriculture, du Commerce, des Manufactures, des artistes & des ouvriers de tous les départements, adressées au Corps Législatif, au Directoire & à toutes les Autorités Constituées de la République Française*, Paris, Volland, 1797.

Logan G., *Memoir of Dr. George Logan of Stenton, by his widow Deborah Norris Logan, Philadelphia*, The Historical Society of Pennsylvania, 1899.

Long J., *Voyages chez différentes nations sauvages de l'Amérique septentrionale, traduits de l'anglais avec des notes & additions interessantes, par J.B.L.J. Billecocq*, Paris, Prault, an II.

Ludot, *Rapport sur la législation des prises maritimes, séance du 28 brumaire an 6*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

M... de C..., *Mémoire sur l'esclavage et sur la Traite des negres*, Londres, Imprimerie de Baylis, 1798.

M... S., *Le Cri de douleurs des Colons, ou leurs doléances au corps législatif et au Directoire exécutif*, Paris, Desenne, 1798.

M. P. D. P., *Description de la Nigritie*, Paris, Maradan, 1789.

Mahy de Cormere, *Récherches et considérations nouvelles sur les finances*, voll.2, London, s.e., 1789.

Mahy de Cormere, *Observations importantes sur les colonies françoises. Moyens de concilier leurs intérêts avec ceux de la Métropole*, Paris, Potier de Lille, 1791.

Mahy de Cormere, *Histoire de la Révolution, de la Partie Française de St. Domingue, développement exact des causes et principes de cette révolution*, Baltimore, Samuel et John Adams, 1794.

Maistre J. De, *Considérations sur la France*, London, s.e., 1797.

Malenfant, *Des colonies, et particulièrement de celle de Saint-Domingue; mémoire historique et politique*, Paris, Audibert, 1814.

Malouet P.-V., *Examen de cette question: quel sera pour les Colonies de l'Amérique le Résultat de la Révolution Française, de la Guerre qui en est la Suite, & de la Paix qui doit la terminer?*, London, Baylis, 1797.

Malouet P.V., *Collection de Mémoires sur les Colonies, et particulièrement sur Saint-Domingue, par V.P. Malouet, Ancien administrateur des Colonies et de la Marine*, t. IV, Paris, Baudouin, An X [1802].

Malouet P.-V., *De la Législation et de l'Administration des Colonies. Résumé de mes écrits et de mes vues en cette partie. Introduction*, s.l., s.e., [1802].

Malouet V.-M., *Mémoires de Malouet*, vol. 2, Paris, Plon, 1874.

Mangourit M.-A.-B., *Mémoire de Mangourit. Adresses des Municipalités, Sections, Société Républicaine de Charleston, & des Gouverneur & Citoyens de l'Etat de la Carolina du Sud, à Mangourit, Consul de la République française, sur sa destitution*, Paris, Gueffier, 1794.

[Mangourit M.-A.-B.], *De la Tyrannie de Carnot, ou Les Carneutes: anecdote druidique, écrit il y a 2000 ans*, Paris, Imprimerie de l'Ami des Lois, an VI.

Maradan, *Notice de quelques livres en feuilles qui se trouvent chez Maradan, libraire à Paris, rue du Cimetière-André-des-Arts n 9*, Paris, Maradan, 1791.

Maradan, *Catalogue de livres brochés, nouveaux et autres qui se trouvent chez Maradan, libraire à Paris, rue du Cimetière-André-des-Arts n 9*, Paris, Maradan, an VI [1797].

Maradan, *Livres brochés, nouveaux et autres qui se trouvent chez Maradan, libraire à Paris, rue du Cimetière-André-des-Arts n 9*, Paris, Maradan, 1797.

Marec, *Rapport fait au nom de la Commission des Colonies-Occidentales, sur la situation de l'Isle Saint-Domingue*, Paris, Desenne, 1797.

Marie-Albert J. A., *Des véritables causes qui ont amené la ruine de la colonie de Saint-Domingue, des moyens certains d'en reprendre possession et d'y vivre paisiblement à l'abri de nouveaux troubles politiques*, Paris, Dentu, 1815.

Martens (ed.), *Recueil des principaux traités d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc. conclus par les puissances de l'Europe*, voll.8, Gottingue, Dieterich, 1835.

Martel, *Rapport général sur les Déportés des Colonies Françaises*, Paris, Imprimerie nationale, s.d.

Maurin, *Entretiens d'un citoyen de Philadelphie arrivé récemment en France, et d'un Républicain françois qui a servi sous Wasinghton lors de la guerre des États-Unis d'Amérique*, [Paris], s.e., an II.

Maury, *Opinion de M. l'Abbé Maury, député de Picardie, sur le droit d'initiative que réclament les assemblées coloniales pour toutes les lois relatives à l'état des personnes dans les colonies*, Paris, s.e., 1791.

Mazères F., *De l'utilité des colonies, des causes intérieures de la perte de Saint-Domingue et des moyens d'en recouvrer la possession*, Paris, Renard, 1814.

Mentor É.V., *Corps législatif. Conseil des Cinq-Cents. Motion d'ordre prononcée en faveur des colons patriotes déportés par les Anglais et des réfugiés de Saint-Domingue, par Mentor*, Paris, Impr. Nationale, an VI [1798].

Millet T., *Lutte entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif*, Paris, Imprimerie de Franklin, 1794.

Millet T., *À la Convention nationale*, [Paris], s.e., 1794.

Milscent, *Du Régime colonial*, Paris, Imprimerie du Cercle Social, 1792.

Moreau de Jonnés A., *Recherches statistiques sur l'esclavage colonial et sur les moyens de le supprimer*, Paris, Bourgogne et Martinet, 1842.

Moreau de Saint-Mery M.L.É., *Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous*

le vent, voll. 6, Paris, Moutard, s.d.

Moreau de Saint-Mery M.L.É., *Recueil des vues des lieux principaux de la colonie française de Saint-Domingue*, gravées par les soins de M. Ponce, Paris, Moreau de Saint-Mery, 1797.

Moreau de Saint-Mery M.L.É., *Catalogue of Books &c.*, Philadelphie, Moreau de Saint-Mery, 1795.

Moreau de Saint-Mery M.L.É., *Description topographique et politique de la Partie Espagnole de l'Isle Saint-Domingue*, voll. 2, Philadelphie, Moreau de Saint-Mery, 1796.

Moreau de Saint-Mery M.L.É., *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la Partie française de l'Isle Saint-Domingue*, voll. 1-2, Philadelphie, Moreau de Saint-Mery, 1798.

Moreau de Saint-Mery M.L.É., *Voyage aux États-Unis de l'Amérique 1793-1798. Nouvelle édition annotée et présentée par Monique Pouliquen*, Saint-Denis, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, 2007.

Morgue J. A., *De la France, relativement à l'Angleterre et à la Maison d'Autriche*, Paris, Desenne, 1797.

Morgue J. A., *Convient-il à la France d'avoir un Acte de Navigation général et indéfini?*, Paris, Desenne, 1798.

Morse J., *A Sermon, exhibiting the present dangers, and consequent duties of the citizens of the United States of America*, Charleston, Samuel Etheridge, 1799.

Nairac, *Opinion sur quelques titres de la résolution sur les lois organiques de la constitution dans les Colonies. Séance du 21 Brumaire an 6*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

O'Shiell B.-B., *Réflexions sur la Liberté des nègres dans les colonies françaises, considérée sous tous ses rapports*, s.l., s.e., s.d.

O'Shiell B.-B., *Mémoire sur les Colonies occidentales de la France, ouvrage présenté au gouvernement en l'an X, contenant le projet d'un établissement national pour la restauration de la culture à Saint-Domingue*, Paris, Michaud, 1814.

O'Shiell B.-B., *Réponses aux objections élevées contre le système colonial aux Antilles*, Paris, Grimbert, 1825.

Onfroy T., *De la Nécessité de différer l'expédition de Saint-Domingue*, Paris, Michaud, 1814.

Otto L.-G., (a cura di Chinard G.), *Considérations sur la Conduite du Gouvernement Américain envers la France, depuis le commencement de la Révolution jusqu'en 1797*, Princeton, Princeton University Press, 1945.

Paine T., *Rights of Man, being an Answer to Mr Burke's Attack on the French Revolution*, London, J.S. Jordan, 1791.

Page F.X., *Nouveau voyage autour du monde en Asie, en Amérique et en Afrique*, Paris, J. Jansen, 1797.

Page P.-F., *A' Paul Alliot, Maire de Leyroux*, Paris, Potier de Lille, 1793

Page P.-F., *Conspirations, trahisons et calomnies dévoilées et dénoncées par plus de dix mille français réfugiés au Continent de l'Amérique*, Paris, Fotrouge, [1794].

Page P.-F., *Traité d'économie politique et de commerce des colonies*, Paris, Brochot, An IX [1802].

Palisot de Beauvois M., *Réfutation d'un écrit intitulé: Résumé du Témoignage...touchant la Traite des Nègres, adressé aux différentes Puissances de la Chrétienté*, Paris, Blanchard, 1814.

Park M., *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, fait en 1795, 1796 et 1797*, voll. 2, Paris, Dentu, 1799.

Park M., *Abrégé du voyage de M. Mungo dans l'intérieur de l'Afrique*, Paris, Poignes, 1800.

Pastoret E., *Motion d'ordre d'Emm. Pastoret, sur l'état actuel de nos rapports, politiques et commerciaux avec les États-Unis de l'Amérique septentrionale. Séance du 2 messidor an V*, Paris, Imprimerie nationale, 1797.

Pelet J., *Rapport sur les colonies et le commerce*, Paris, Imprimerie nationale, an III [1795].

Pelletan J.-G., *Mémoire sur la colonie française du Sénégal. Avec quelques considérations historiques et politiques sur la traite des nègres*, Paris, Panckoucke, An IX [1800].

Pérignon, *Mémoire pour l'Equipage et les Armateurs du Navire l'Emilie*, Capitaine Surcouf, Paris, Desenne, 1797.

Perrée de Grandville N., *Opinion de N. Perrée (de Grandville)*, Paris, l'Imprimerie Nationale, an VI [1798].

Perrin.Dulac F., *Voyage dans les deux Louisianes, et chez les nations sauvages du Missouri, par les États-Unis, l'Ohio et les provinces qui le bordent, en 1801, 1802 et 1803*, Paris , Bruyset

ainé et Buynand, 1805.

Perroud H., *Saint-Domingue. Conspiration dévoilée*, Philadelphie, s.e., 1794.

Perroud H., *L'ordonnateur de Saint-Domingue, aux ministre plénipotentiaire et consuls de la République auprès des États-Unis de l'Amérique*, [Cap Français], s.e., An IV [1796].

Perroud H., *Mémoire adressé par les citoyens de la Commune des Cayes, département du sud de Saint-Domingue. Au Corps Législatif et au Directoire Exécutif*, Cayes, Lemery, 1796.

Perroud H., *Précis des derniers troubles qui ont eu lieu dans la partie du Nord de Saint-Domingue, adressé au ministre de la Marine et des Colonies, par Henry Perroud*, Cap Français, P. Roux, réimprimé à Philadelphie, par Parent, [1796]. an V,

Petit L., *Liste générale des déportés par la Loi du 19 Fructidor*, La Rochelle, J.F. Lhomanfie, 1797, p. 8.

[Pichon L.-A.], *Lettre d'un français à M. Pitt ou Examen du système suivi par le gouvernement britannique envers la France*, Paris, Dupont, 1797.

Pichon L.-A., *Seconde lettre d'un français à M. Pitt ou Examen du système suivi par le gouvernement britannique envers la France*, Paris, Dupont, 1798.

Pichon L.-A., *De l'état de la France sous la domination de Napoléon Bonaparte*, Paris, J.G. Dentu, 1814.

Pichon L.-A., *De nos constitutions futures. Par L.A. Pichon*, Paris, Imprimerie de Porthmann, 1814.

Pickering T., *Lettre du Secrétaire d'État des États-Unis de l'Amérique au Général Charles C. Pinckney, Ministre-Plénipotentiaire desdits États-Unis près la République française*, Paris, Imprimerie de Gueffier, [1796].

Pillet J.-P., *Mon Odyssée. l'Épopée d'un colon de Saint Domingue. Texte transcrit, présenté et annoté par Anja Bandau et Jeremy D. Popkin*, Paris, Société Française du 18e siècle, 2015.

Portiez L., *Influence du gouvernement anglais sur la Révolution française, démontrée par les discussions du Parlement d'Angleterre, les négociations du Ministère britannique*, Paris, an XII [1803].

[Pradt D. D.], *Antidote au Congrès de Rastadt, ou Plan d'un nouvel équilibre politique en Europe*, Londres, s.e., 1798.

Rallier L.A.E., *Observations sur Saint-Domingue, par Rllier, député d'Ille et Vilaine, membre du Conseil des Anciens*, Paris, Imprimerie nationale, 1797.

Rallier L.A.E., *Nouvelles Observations sur Saint-Domingue*, Paris, Boudouin, 1797.

Rallier, *Opinion sur la résolution du 28 brumaire an 6, relative à l'organisation de la constitution dans les colonies, séance du 11 nivose an 6*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Ramel J.-P., *Journal de l'Adjudant-général Ramel, commandant de la garde du Corps législatif de la République française*, Londres, s.e., 1799.

[Randolph E.], *Germanicus*, s.l., s.e., 1794.

Raymond J., *Réflexions sur les véritables causes des troubles et des désastres de nos colonies, notamment sur ceux de Saint-Domingue*, Paris, Imprimerie Nationale, 1793.

Regnard N., *Journée du dix-huit fructidor*, Paris, s.e., an VI.

Regnaud, Pierre-Étienne, *La Journée du 10 Aoust 1792. Avec des Réflexions tant sur les événements qui l'ont immédiatement précédée et suivie, que sur la Révolution en général*, voll.2, Paris, Crapart, 1795.

Regnaud, Pierre-Étienne, *Discours sur l'antique gouvernement de la monarchie française et sur la sagesse des rois qui l'ont fondé*, Paris, chez tous les libraires, 1798.

Regnier, *Lettre d'un colon de St. Domingue à M. Malouet*, Londres, Baylis, 1798.

Rey-Delmas J., *Relation authentique de tout ce qui s'est passé à Saint-Domingue ayant et après le départ forcé de l'Assemblée coloniale, composée de 85 membres, sur le vaisseau de guerre le Léopard, commandé par M. de Santo-Dominguo, créole de cette isle, et bon patriote*, s.l., s.e., s.a.

Rey-Delmas J., *Observations de J. Rey-Delmas, Élu Représentant du Peuple, par une assemblée électorale, tenue à Léogane, en germinal, an 4, pour le département de l'Ouest de St.-Domingue*, Paris, Imprimerie des Affiches du Jour, 1796.

Rey-Delmas J., *Mémoire adressé au Corps législatif, au ministre de la Marine et des Colonies, conformément à sa lettre*, Paris, s.a., 1798.

Ricard N. X., *Précis du compte rendu à la Convention nationale de sa conduite publique depuis son départ de France*, Philadelphie, Peter Parent, 1795.

Ricard, *Fragmens sur la situation politique de la France, au 1er floréal, Ve année républicaine*,

Paris, D. Colas, an V.

Riou F.-M.-J., *Opinion sur le mode de constater la validité des prises maritimes, séance du 19 Germinal an 4*, Paris, Imprimerie nationale, An IV, 1796.

Riou F.-M.-J., *Motion d'ordre par Riou, sur l'importance & la nécessité de la Marine, séance du 11 pluviôse an 6*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Riou F.-M.-J., *Rapport fait au nom de la Commission de Marine, sur les encouragements dus aux armements en course, et sur la législation en matière de prises maritimes*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Riou F.-M.-J., *Rapport par Riou, au nom d'une commission spéciale, sur quelques points de la législation existante en matière de prises maritimes*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1798.

Riou F.-M.-J., *Rapport fait par Riou, au nom d'une commission spéciale sur un message du Directoire exécutif, du 22 floréal, concernant les bases de la législation en matière de prises maritimes & la protection due à la navigation des neutres & au commerce français*, Paris, Imprimerie Nationale, An 6 [1798].

Riou F.-M.-J., *Rapport fait par Riou, au nom d'une commission spéciale sur le message du Directoire, en date du 19 Messidor, relatif à la Marine*, Paris, Imprimerie Nationale, An 6 [1798].

Riou F.-M.-J., *Second rapport fait par Riou, sur le mode de juger les prises maritimes, & sur la protection due à la navigation des neutres & au commerce national*, Paris, Imprimerie Nationale, An 6 [1798].

Robin C.-C., *Voyages dans l'intérieur de la Louisiane, de la Floride occidentale, et dans les îles de La Martinique et de Saint-Domingue, pendant les années 1802, 1803, 1804, 1805 et 1806*, voll. 3, Paris, Buisson, 1807.

Rochambeau D.-M.-J. De Vimeur, *Réponse du général Rochambeau à l'arrêté des agents particuliers du Directoire exécutif, à St-Domingue*, Bordeaux, Imprimerie de Noé, 1796.

Roederer P.-L., *Des fugitifs français et des émigrés*, Paris, Imprimerie du Journal de Paris, 1795.

Roederer P.-L., *De l'usage à faire de l'autorité publique dans les circonstances présentes*, Paris, Imprimerie du Journal d'Économie publique, 1797.

Roederer P.-L., *Oeuvres du comte P. L. Roederer, pair de France, membre de l'Institut*, voll. 6, Paris, Firmin Didot frères, 1857.

Rollin, *Rapport fait au nom de la Commission de Marine, sur les secours à accorder aux réfugiés, déportés, & propriétaires de la Corse & des Colonies*, Paris, Imprimerie Nationale, an 7 [1799].

Saint-Aubin C., *Lettre circulaire du Congrès des États-Unis de l'Amérique*, Paris, Pougin, An III (1795).

Saint-Morys È. B. V., *Aperçus sur la politique de l'Europe et sur l'administration intérieure de la France*, Paris, Michaud, 1815.

Sansculotte S., *A Roaster; or a Check to the Progress of Political Blasphemy: intended as a brief reply to Peter Porcupine, alias Billy Cobler*, Philadelphia, J. Johnson, 1796.

[Sarsay L.], *Secret History: or The Horrors of St. Domingo, in a Series of Letters, written by a Lady at Cape François to Colonel Burr*, Philadelphia, Bradford, 1808.

Staël-Holstein, G. De, *Réflexions sur la paix adressées à M. Pitt et aux Français*, Paris, [chez Michel], 1795.

Staël-Holstein, G. De, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, Paris, Delaunay, 1818.

Swan J., *Causes qui se sont opposées aux progrès du commerce, entre la France et les États-Unis de l'Amérique*, Paris, Potier de Lille, 1790.

Talleyrand Périgord M., *Memoir concerning the Commercial relations of the United States with England*, Boston, Thomas B. Wait & Company, 1809.

Tanguy de la Boissière C.C., *Réflexions impartiales d'un citoyen, sur les affaires présentes de Saint-Domingue*, Port-au-Prince, Imprimerie de Mozard, 1789.

Tanguy de la Boissière C.C., *Adresse de Tanguy-Laboissière à la Commission nationale-civile de Saint-Domingue*, Cap Français, s.e., 1793.

Tanguy de la Boissière C.C., *Mémoire sur la situation commerciale de la France avec les États-Unis de l'Amérique, depuis l'année 1775, jusques & y compris 1795. Suivi d'un sommaire d'observations sur les États-Unis de l'Amérique*, s.l., s.e., [1795].

Tanguy de la Boissière C. C., *Observations on the Dispatch written the 16th January 1797, By Mr. Pickering, Secretary of State of the United States of America, To Mr. Pinkney, Minister Plenipotentiary of the United States near the French Republic*, Philadelphia, Moreau de Saint-Mery, 1797.

Tanguy de la Boissière C.C., *Observations sur la dépêche écrite le 16 janvier 1797, par M. Pickering, Secrétaire d'État des États-Unis de l'Amérique*, Philadelphia, Moreau de Saint-Mery, 1797.

Tarbé Ch., *Discours prononcé sur l'état actuel de la colonie de Saint-Domingue*, Paris, l'Imprimerie nationale, 1797.

Thérou L. C. V., *Rencontre d'un colon avec un des égorgeurs de son pays*, Paris, Laurens, 1793.

Thérou L. C. V., *Dialogue entre les deux égorgeurs de Saint-Domingue*, Sonthonax et Polverel, Paris, Laurens, 1793.

Tonnelier J., *Rapport fait sur la résolution relative aux secours accordé aux réfugiés et déportés des colonies. Séance du 28 germinal an 7*, Paris, Imprimerie nationale, 1799, p. 2.

[Toulangeon], *Manuel révolutionnaire, ou Pensées morales sur l'état politique des Peuples en révolution*, Paris, chez Du Pont, l'an IV.

Tucker G., *A Dissertation on Slavery: with a Proposal for the Gradual Abolition of it, in the State of Virginia*, Philadelphia, Mathew Carey, 1796.

Tussac F.-R., *Cri des colons contre un ouvrage de M. L'évêque et sénateur Grégoire, ayant pour titre "De la littérature des nègres" ou Réfutation des inculpations calomnieuses faites aux Colons par l'auteur, et par les autres philosophes négrophiles*, Paris, Marchands de Nouveautés, 1810.

Vaublanc V.-M.V., *Opinion de Vienot-Vaublanc, sur la pétition des déportés de Saint-Domingue, détenus à Rochefort, & sur la compétence des conseils militaires. Séance du 22 germinal, an V*, [Paris], s.e., [1797].

Vaublanc V.-M.V., *Discours sur l'état de Saint-Domingue et sur la conduite des gens du Directoire prononcé par Vienot-Vaublanc, séance du 10 Prairial, an 5*, Paris et Philadelphia, Imprimerie Nationale et Parent, an V [1797].

Vaublanc V.-M.V., *Rapport fait au nom de la commission des colonies, composée des représentants Tarbé, Helot, Villaret-Joyeuse, Bourdon (de l'Oise) & Vienot-Vaublanc, sur l'organisation intérieure de la colonie de Saint-Domingue*, Paris, l'Imprimerie Nationale, 1797.

Vaublanc V.-M. V., *Mémoires sur la Révolution de France, et recherches sur les causes qui ont amené la Révolution de 1789 et celles qui l'ont suivie*, voll. 4, Paris, Dentu, 1833.

Venault de Charmilly, *Lettre à Bryan Edwards, membre du parlement d'Angleterre, et de la société royale de Londres, colon propriétaire à la Jamaïque en réfutation de son ouvrage*,

Londres, T. Baylis, 1797.

Veyrat P.-H., *Précis historique de faits authentiques, relatifs à la journée du 18 fructidor*, Paris, s.e., an VI, (1798).

Villaret-Joyeuse, *Discours sur l'importance des Colonies & les moyens de les pacifier*, Paris, Imprimerie Nationale, an V [1797].

Virey J-J., *Histoire naturelle du genre humain*, Paris, Dufart, 1801.

Virey J-J., *Histoire naturelle du genre humain*, Brussels, A. Wahlen, 1826, voll. 2., p. 168.

Volney C.-F., *The Law of Nature, or Principles of Morality, deduced from the physical constitution of mankind and the universe*, Philadelphia, F. & R. Bailey, 1796.

Volney C.-F., *Volney's Answer to doctor Priestley, on his pamphlet entitled, "Observations upon the increase of infidelity*, Philadelphia, office of the Aurora, 1797.

Wadstrøm C-B., *An Essay on Colonization, particularly applied to the Western Coast of Africa, with some free thoughts on cultivation and commerce; also brief descriptions of the colonies already formed, or attempted, in Africa, including those of Sierra Leona and Bulama*, London, Darton and Harvey, 1794.

Washington G., *Comments on Monroe's A View of the Conduct of the Executive of the Unites States*, s.l., s.e., 1798.

Webster N., *The Revolution in France*, s.l., s.e., [1794].

Xavier S.M., *Fragmens d'un voyage en Afrique: fait pendant les années 1785, 1786 et 1787, dan les contrées occidentales du continent*, Paris, Treuttel et Wurtz, 1802.

Raccolte di leggi

Actes et Mémoires concernant les Négociations qui ont eu lieu entre la France et les États-Unis de l'Amérique, depuis 1793 jusqu'à la Conclusion de la Convention du 30 Septembre 1800, voll. 3, Londres, Imprimerie de J.B.G. Vogel, 1807.

Lois et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent; suivies, 1°. D'un tableau raisonné des différentes parties de l'administration... 2°. D'observations...sur le climat, la population...de la partie française de Saint-Domingue; 3° d'une description physique, politique et topographique... de cette même partie; le tout terminé par l'Histoire de cette Isle et de ses dépendances, depuis leur découverte jusqu'à nos jours, Paris, Le Cap-Français, diversi, 1784.

Recueil des lois relatives à la marine et aux colonies, voll.9, Paris, Imprimerie de la République, 1797-1800.

Recueil des Traités de paix, d'amitié, d'alliance, de neutralité et autres, conclus entre la République française et les différentes Puissances de l'Europe depuis 1792 jusqu'à la paix générale, Paris, Treuttel Wurtz, 1795-1800.

United States Congressional Serial Set.

Stampa

Stampa francese

L'Accusateur public

L'Argus

Le Créole Patriote

Le Courriel universel

Le Courrier français

Le Courrier républicain

La Décade philosophique

L'Éclair

L'Étoile du Soir

La Gazette française

L'Historien

Le Journal d'Économie publique

Le Journal historique et politique de la Marine et des Colonies

Le Journal de Paris

Le Messenger du Soir

Le Moniteur universel

Nouvelles politiques, nationales et étrangères

Paris pendant l'année

Le Parisien, ou Journal général du commerce, des manufactures, des arts et de l'agriculture

La Quotidienne

Le Républicain des colonies

La Tribune politique

Stampa di Santo Domingo

Affiches américaines

Gazette de Saint-Domingue

Moniteur général de la partie française de Saint-Domingue

Stampa americana

America's Historical Newspapers: Early American Newspapers, series 1-7

American Minerva

American Star / L'Étoile américaine

The American Universal Magazine

The Aurora

Columbian Centinel

Courrier de l'Amerique

Courrier de la France et des Colonies

Courrier français

Courrier politique de la France et des Colonies

Gazette française de New York

Gazette française et américaine

Journal des Révolutions de la Partie française de Saint-Domingue

The Level of Europe and North America / Le Niveau de l'Europe & de l'Amerique

Septentrionale

Le Patriote Français

Porcupine's Gazette

The Porcupine's Works

Le Radoteur

Le Redacteur

Bibliografia

AA.VV., "Hamilton on the Louisiana Purchase: A Newly Identified Editorial from the New-York Evening Post", in *The William and Mary Quarterly*, 1955/2 (n°12), pp. 268-281.

AA.VV., "The Philadelphia Papers", in *The Papers of the Bibliographical Society of America*, 1920/2 (n°14), pp. 92-126.

AA.VV., *The Impact of the American Revolution Abroad*, Washington, Library of Congress, 1976.

Abbattista G., *La rivoluzione americana*, Bari, Laterza, 2015.

Abdela S., *La prison parisienne au XVIIIe siècle. Formes et réformes*, Paris, Champ Vallon, 2019.

Adams Jr. D.R., *Finance and Enterprise in Early America: A Study of Stephen Girard's Bank, 1812-1831*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1978.

Adelman J., "Trans-Atlantic Migration and the Printing Trade in Revolutionary America", in *Early American Studies*. 2013/3 (n°11), pp. 516-544.

Adelman J.M., Gardner V.E.M., "News in th Age of Revolution", in John R.R., Silberstein-Loeb J. (dir.), *Making News: The Political Economy of Journalism in Britain and America from the Glorious Revolution to the Internet*, Oxford, Oxford University Press, 2015, pp. 47-72.

Adelman J.M., *The Business and Politics of Printing the News, 1763-1789*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2019.

Aje L., "L'évolution de la perception de la France et des français en Caroline du Sud à l'heure des révolutions française et de Saint-Domingue 1789-1804", in *XVII-XVIII*, 2012 (n°69), pp. 85-116.

Albert P., Hoffman R., *Diplomacy and Revolution. The Franco-American Alliance of 1778*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1981.

Albertone M., "Democratic republicanism: Historical reflections on the idea of republic in the 18th century", in *History of European Ideas*, 2007 (n°33), pp. 108-130.

Albertone M., "Democratic republicanism. Historical reflections on the idea of republic in the 18th century" in *History of European Ideas*, 2007 (n°33), pp. 108-130.

Albertone M., De Francesco A., (dir.), *Rethinking the Atlantic World. Europe and America in the Age of Democratic Revolutions*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.

Albertone M., *National Identity and the Agrarian Republic: The Transatlantic Commerce of Ideas between America and France (1750-1830)*, Farnham, Burlington, 2014.

Albertone M., Castiglione D., *Les Défis de la représentation. Langages, pratiques et figuration du gouvernement*, Paris, Classiques Garnier, 2018.

Alderson R. J., *Michel-Ange-Bernard de Mangourit, Consul at Charleston, S.C., 1792-1794*, Master, University of South Carolina, 1993.

Alderson R. J., "Charleston's Rumored Slave Revolt of 1793", in Geggus D. (dir.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001, pp. 93-111.

Alderson R. J., *This Bright Era of Happy Revolutions: French Consul Michel-Ange-Bernard Mangourit and International Republicanism in Charleston, 1792-1794*, Columbia, University of South Carolina Press, 2008.

Alexander D.S., "Robert R. Livingston, The Author of the Louisiana Purchase", in *Proceedings of the New York State Historical Association*, 1906/6, pp. 100-114.

Allain J. (dir.), *The Legal Understanding of Slavery From the Historical to the Contemporary*, New York, Oxford University Press, 2012.

Alpaugh M., *Non-Violence and the French Revolution. Political Demonstrations in Paris, 1787-1795*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

Alpaugh M., "The Right of Resistance to Oppression. Protest and Authority in the French Revolutionary World", in *French Historical Studies*, 2016/2 (n°36), pp. 567-598.

Alpaugh M., *Friends of Freedom. The Rise of Social Movements in the Age of Atlantic Revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

Alzas N., *Les représentations du noble, enjeu de la mobilisation patriotique pendant la Révolution*, in Bourdin P., (dir.), *Les noblesses françaises dans l'Europe de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Ammon H., "Agricola versus Aristides: James Monroe, John Marshall and the Genet Affair in Virginia", in *The Virginia Magazine of History and Biography*, 1966/3 (n°74), pp. 312-320.

Ammon H., *The Genet Mission*, London, Norton & Co, 1973.

Amussen S.D., Poska A.M., "Shifting the Frame: Trans-Imperial Approaches to Gender in the Atlantic World", in *Early Modern Women. An Interdisciplinary Journal*, 2014/1 (n°9), pp. 1-23.

Annequin J., "Esclavage, liberté, citoyenneté", in *Antiquité et citoyenneté. Actes du colloque international de Besançon (3-5 novembre 1999)*, Besançon, Institut des Sciences et Techniques de l'Antiquité, 2002, pp. 307-322.

Antunes S., Cardoso D., Robert O., "Les assemblées: compositions, débat, rôles politiques" in *Hypothèses*, 2023/1 (n°24), pp. 243-252.

Antunes S., "La composition des assemblées sous le Directoire: les commissions au cœur de la construction de la loi", in *Hypothèses*, 2023 (n°24), pp. 263-272.

Appleby J., "The Jefferson-Adams Rupture and the First French Translation of John Adams' Defence" in *The American Historical Review*, 1968/4 (n°73), pp. 1084-1091.

Appleby J., "The New Republican Synthesis and the Changing Political Ideas of John Adams", in *American Quarterly*, 1973/5 (n°25), pp. 578-595.

Appleby J., "What is Still American in the Political Philosophy of Thomas Jefferson?", in *The William and Mary Quarterly*, 1982/2 (n°39), pp. 287-309.

Appleby J., "Commercial Farming and the 'Agrarian Myth' in the Early Republic" in *The Journal of American History*, 1982/4 (n°68), pp. 833-849.

Appleby J., (dir.), *Special Issue: Republicanism in the History and Historiography of the United States. American Quarterly*, 1985/4 (n°37).

Appleby J., "Republicanism in Old and New Contexts", in *The William and Mary Quarterly*, 1986/1 (n°43), pp. 20-34.

Appleby J., *Liberalism and Republicanism in the Historical Imagination*, Cambridge, Harvard University Press, 1992.

Aprile S., "Translations politiques et culturelles: les proscrits français et l'Angleterre, in *Genèses*, 2000/1 (n°38), pp. 33-55.

Aprile S., *Le Siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Edition 2010.

Araujo A. L., *Reparations for Slavery and the Slave Trade. A Transnational and Comparative History*, London, Oxford, New York, Bloomsbury, 2017.

Armitage D., Subrahmanyam S., (dir.), *The Age of Revolutions in Global Context, c.1760-1840*, Farnham, Palgrave Macmillan, 2010.

Armitage D., "The Atlantic Ocean", in David Armitage, Alison Bashford, Sujit Sivasundaram

(dir.), *Oceanics Histories*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, pp. 85-110.

Arner K., *The malady of Revolutions. Yellow fever in the Atlantic World, 1793-1828*, Phd Dissertation, Johns Hopkins University, Baltimore, 2014.

Arrigon L.-J., "Magistrat et conspirateur. Le père d'une favorite royale", in *Revue des Deux Mondes (1829-1971)*, 1952, pp. 118-132.

Aubert G., "*Français, nègres et sauvages*": *constructing race in colonial Louisiana*, New Orleans, Canada, 2002 (thesis).

Aubert G., "«The Blood of France»: Race and Purity of Blood in the French Atlantic World", in *The William and Mary Quarterly*, 2004/3 (n°61), pp. 439-478.

Audier S., *Les théories de la république*, Paris, La Découverte, 2004.

Aulard A., "La Révolution américaine et la Révolution française. Les origines: William Penn et Locke", in *La Révolution française: revue historique*, 1921 (LXXI), pp. 21-46.

Aymonin G.G., "Thomas Jefferson et les naturalistes français: un épisode des relations scientifiques franco-américaines" in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1997/3 (n°84), pp. 303-306.

Babb W. C., *French Refugees from Saint Domingue to the Southern United States: 1791-1810*, Dissertation, Charlottesville, University of Virginia, 1954.

Babb W. C., *French Refugees from Saint Domingue to the Southern United States: 1791-1810*, Dissertation, University of Virginia, 1956.

Bach R., "La démocratie purgée de tous ces inconvénients", in *Actuel Marx*, 2002/2 (n°32), pp. 73-82.

Baczko B., *L'utopia. Immaginazione sociale e rappresentazioni utopiche nell'età dell'illuminismo*, Torino, Einaudi, 1979.

Baczko B., *Comment sortir de la Terreur? Thermidore et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1989.

Bailyn B., (dir.), *The Debate on the Constitution. Federalist and Antifederalist Speeches, Articles, and Letters During the Struggle over Ratification. Part One: September 1787 to February 1788*, New York, The Library of America, 1993.

Bailyn B., *Pamphlets of the American Revolution: 1750-1776*, Cambridge MA, Belknap, 1965.

Bailyn B., *The Ideological Origins of the American Revolution*, Cambridge, The Belknap Press, 1967.

Bailyn B., *Voyagers to the West. A passage in the peopling of America on the eve of the*

Revolution, New York, A.A. Knopf, 1986.

Bailyn B., (dir.), *The Debate on the Constitution. Federalist and Antifederalist Speeches, Articles, and Letters During the Struggle over Ratification. Part Two: January to August 1788*, New York, The Library of America, 1993.

Baker K.M., *Inventing the French Revolution. Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Baker K.M., “Transformations of Classical Republicanism in Eighteenth-Century France” in *The Journal of Modern History*, 2001/1 (n°73), pp. 32-53.

Baldrige E.R., “Talleyrand’s visit to Pennsylvania, 1794-1796”, in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 1969/2 (n°36), pp. 145-160.

Ballard J.R., *Continuity during the storm. Boissy d’Anglas and the Era of the French Revolution*, Westport, Greenwood Press, 2000.

Balleck B. J., “When the Ends Justify the Means. Thomas Jefferson and the Louisiana Purchase”, in *Presidential Studies Quarterly*, 1992/4 (n°22), pp. 679-696.

Ballot Ch., (dir.), *Le Coup d’État du 18 fructidor an V. Rapports de police et documents divers*, Paris, 1906.

Bandau A., Dorigny M., Von Mallinckrodt Rebekka (dir.), *Les mondes coloniaux à Paris au XVIIIe siècle. Circulation et enchevêtrement des savoirs*, Paris, Karthala, 2010.

Bandau A., “Mon Odyssée entre poésie galante et épopée: un exemple de la circulation des savoirs et des pratiques culturelles”, in *Société Française d’Étude du Dix-Huitième Siècle*, 2011/1 (n°43), pp. 404-427.

Bandau A., Jeremy Popkins (ed.), Jean-Paul Pillet, *Mon Odyssée. L’Épopée d’un colon de Saint-Domingue*, Paris, Publications de la Société Française d’Étude du dix-huitième siècle, 2015.

Banning L., (dir.), *Liberty and Order. The first American party struggle*, Indianapolis, Liberty Fund, 2004.

Baptist E. E., *The Half Has Never Been Told: Slavery and the Making of American Capitalism*, New York, Basic Books, 2014.

Barbujani G., *L’invenzione delle razze. Capire la biodiversità umana*, Milano, Bompiani, 2018 (1° edizione del 2006).

Barcellini S., “À la recherche d’une mémoire disparue”, in *Revue française d’histoire d’outre*

mer, 1997/84 (n°316), pp. 121-158.

Barnett M., *Humanitarianism in Question: Politics, Power, Ethics*, Itacha, Cornell University Press, 2008.

Bart J., Clère J.-J., Courvoisier C., Verpeaux M., *La Constitution de l'an III ou l'ordre républicain*, Dijon, EUD, 1998.

Barthélémy G., "Sonthonax et les Noirs libres", in *Revue française d'histoire d'outre mer*, 1997/84 (n°316), pp. 71-74.

Baseler M.C., *Asylum for Mankind: America, 1607-1800*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

Bassan F., *La famille Pastoret d'après sa correspondance de 1788 à 1856*, Paris, Minard, 1969.

Battista A.M., *Studi su Tocqueville*, Firenze, Centro editoriale toscano, 1989.

Bauer J., "With Friends Like These: John Adams and the Comte de Vergennes on Franco-American Relations", in *Diplomatic History*, 2013/4 (n°37).

Bauer S., Chauvin S., Kesselman D., "Introduction. Le «modèle» américain: perspectives transatlantiques", in *Revue française d'études américaines*, 2015/4 (n°145), pp. 3-9.

Baur J. E., "International Repercussions of the Haitian Revolution", in *The Americas*, 1970/4 (n°26), pp. 394-418.

Bayly C.A., *The Birth of the Modern World 1780-1914. Global Connections and Comparisons*, Malden, Blackwell Publishing, 2004.

Beauvois F., "L'indemnité de Saint-Domingue: «Dette d'indépendance» ou «rançon de l'esclavage»?", in *French Colonial History*, 2009/10, pp. 109-124.

Beauvois F., "L'indemnité de Saint-Domingue: «Dette d'indépendance» ou «rançon de l'esclavage»?", in *French Colonial History*, 2009/10, pp. 109-124.

Beauvois F., "Monnayer l'incalculable? L'indemnité de Saint-Domingue, entre approximations et bricolage", in *Revue Historique*, 2010/3 (n°312), pp. 609-636.

Beauvois F., "Des choses et des hommes: la notion de propriété dans l'esclavage", in *Outre-mers*, 2012 (n°99), pp. 207-216.

Beauvois F., *Indemniser les planteurs pour abolir l'esclavage? Entre économie, éthique et politique, une étude des débats parlementaires britanniques et français (1788-1848) dans une perspective comparée*, Paris, Dalloz, 2013.

Beauvois F., *Between Blood and Gold. The Debates over Compensation for Slavery in the Americas*, New York, Oxford, Berghahn, 2017.

Beckert S., *Empire of Cotton. A Global History*, New York, Alfred A. Knopf, 2014.

Beckert S., Rockman S., *Slavery's Capitalism. A New History of American Economic Development*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

Bégaud S., Belissa M., Visser J., *Aux origines d'une alliance improbable. Le réseau consulaire français aux États-Unis*, Paris, Direction des Archives, 2005.

Bégaud S., Belissa M., Visser J., *Aux origines d'une alliance improbable. Le réseau consulaire français aux États-Unis (1776-1815)*, Bruxelles, Lang, 2005

Belaubre C., Dym J., Savage J. (dir.), *Napoléon et les Amériques. Histoire atlantique et empire napoléonien*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2009.

Belissa M., *Fraternité universelle et intérêt national (1713-1795). Les cosmopolitismes du droit des gens*, Paris, Éd. Kimé, 1998.

Belissa M., "Des notions concepts en révolution: autour de la liberté politique à la fin du 18^e siècle", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2004 (n°337), pp. 211-212.

Belissa M., "De l'ordre d'ancien régime à l'ordre international: approches à l'histoire des relations internationales", in Martin J.-C., (dir.), *La Révolution à l'oeuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, pp. 217-227.

Belissa M., Cottret B. (dir.), *Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et Amériques, 1773-1802*, Rennes, Les Presides, 2005.

Belissa M., *Les Consuls français aux États-Unis et les premiers temps des relations franco-américaines* in Ulbert J., Le Bouëdec G., (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne: l'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1800)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Belissa M., *Repenser l'ordre européen (1795-1802). De la société des rois aux droits des nations*, Paris, Éd. Kimé, 2006.

Belissa M., Bosc Y., Gauthier F., *Républicanismes et droit naturel. Des humanistes aux révolutions des droits de l'homme et du citoyen*, Paris, Éd. Kimé, 2009.

Belissa M., "La République américaine vue par les républicains français sous le Directoire", in Pierre Serna (dir.), *Républiques soeurs Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 103-122.

Belissa M., “Les leçons de républicanisme de Thomas Paine (1802-1807), in *Annales historiques de la Révolution française*, 2011 (n°363), pp. 59-84.

Belissa M., “Faire la guerre pour avoir le droit d’être neutre? Les enjeux politiques de la neutralité américaine (1776-1812)”, in Schnakenbourg É. (dir.), *Neutres et neutralité dans l’espace atlantique durant le long XVIIIe siècle (1700-1820). Une approche globale*, Bécherel, Les Perséides, 2015, pp. 405-430.

Belissa M., Covo M., Rakove J., Thibaud C., Van Ruymbeke B., “Les indépendances dans l’espace atlantique, 1763-1829” in *Annales historiques de la Révolution Française*, 2016/2 (n°384), pp. 167-198.

Belissa M., “Un «monarchiste» contre la Contre-Révolution. Charles-François Dumouriez en 1795”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2021/1 (n°403), pp. 29-44.

Bell D., “Recent Works on Early Modern French National Identity” in *The Journal of Modern History*, 1996 (n°68), pp. 84-113.

Bell D., *The Cult of the Nation in France. Inventing Nationalism, 1680-1800*, Harvard, Harvard University Press, 2001.

Bell D., *Napoleon. A Concise Biography*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2015.

Bell D., *Men on Horseback. The power of charisma in the Age of Revolution*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020.

Bell D., James J., Jourdan A., Kaci M., Karla A., Lignereux A., Planert U., Serna P., Thibaud C., “L’Âge des Révolutions: rebonds transnationaux” in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/3 (n°397), pp. 193-223.

Bell F., “Thrown into this Hospitable Land”: Saint-Dominguans in Virginia, 1796-1870”, paper unpublished.

Bellamy R., *Liberalism and Modern Society: an Historical Argument*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1992.

Bellanger C., Godechot J. (dir.), *Histoire générale de la presse française*, Paris, PUF, 1969.

Belot R., (dir.), *Tous républicains!* Paris, Armand Colin, 2011.

Belote, T. T., *The Scioto Speculation and the French Settlement at Gallipolis*, Cincinnati, University of Cincinnati Press, 1907.

Benigno F., *Specchi della Rivoluzione. Conflitto e identità politica nell’Europa moderna*,

Roma, Donzelli editore, 1999. Furet F., *Le due Rivoluzioni. Dalla Francia del 1789 alla Russia del 1917*, Torino, Utet, 1999.

Benigno F., “Braudel in America ovvero le radici lunghe del presente” in *Contemporanea*, 2003/3 (n°6), pp. 554-558.

Benigno F., “Il fascino discreto della rivoluzione. Benigno legge Hobsbawm”, in *Storica*, 2016/22 (n°65), pp. 185-197.

Benigno F., Di Bartolomeo D., *Napoleone deve morire. L'idea di ripetizione storica nella Rivoluzione francese*, Salerno, Salerno Editrice, 2020.

Benoit J., “L’indemnité coloniale de Saint-Domingue et la question des rapatriés”, in *Revue Historique*, 1971/2 (n°246), pp. 359-376.

Benoit J., “La reconnaissance d’Haïti par la France (1825): naissance d’un nouveau type de rapports internationaux”, in *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 1975/3, pp. 369-396.

Bénot Y., *La Révolution française et la fin des colonies, 1789-1794*, Paris, La Découverte, 1987.

Bénot Y., *La démence coloniale sous Napoléon*, Paris, Éd. la Découverte, 1992.

Bénot Y., “Comment la Convention a-t-elle voté l’abolition de l’esclavage en l’an II?”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1993 n°293-294, p 75

Bénot Y., “Le procès Sonthonax ou les débats entre les accusateurs et les accusés dans l’affaire des colonies (an III)”, in *Revue française d’histoire d’outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 55-63.

Bénot Y., “Le 18 Brumaire, en enjeu colonial?”, in Jessenne, J.-P., *Du Directoire au Consulat. Brumaire dans l’histoire du lien politique et de l’État-nation*, Lille-Rouen, Le septentrion, 2001, pp. 243-255.

Bénot Y., “Documents concernant Victor Hugues en 1795”, in *Bulletin de la Société d’Histoire de Guadeloupe*, 2001/4, n°130, pp. 47-62.

Bénot Y. e Dorigny M. (dir.), *1802. Rétablissement de l’esclavage dans les colonies françaises (1802). Ruptures et continuités de la politique coloniale française (1800-1830)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003.

Bénot Y., *La modernité de l’esclavage. Essai sur la servitude au cœur du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.

Bénot Y., “L’abolitionnisme”, in *TAP/HIST Contemporaine*, 2003, pp. 187-209.

Bénot Y., *La Révolution française et la fin des colonies*, La Découverte, 2004.

Bénot Y., *Les lumières, l'esclavage, la colonisation*, Paris, La Découverte, 2005.

Bénot Y., *La démence coloniale sous Napoléon*, Paris, La Découverte, 2006.

Benzaken J.-C., "Le refus de l'abolition: les colons français réfugiés aux États-Unis et l'organisation des fêtes révolutionnaires et contre-révolutionnaires" in Dorigny M., (dir.), *Esclavage, résistances et abolitions*, Paris, Éditions du CTHS, 1999.

Benzaken J.-C., "Un journaliste colonial méconnu: Gaterau et la révolution de Saint-Domingue", in *Terres et hommes du Sud*, Paris, Editions du CTHS, 2001, pp. 20-33.

Benzaken J.-C., "Un journaliste colonial méconnu: Gatereau et la révolution de Saint-Domingue", in *Culture et modes de sociabilité méridionaux. Actes du Congrès national des sociétés historiques et scientifiques «Terres et hommes du Sud»*, Toulouse 2001, Pris, Editions du CTHS, 2007, pp. 20-33.

Benzaken J.-C., "Le tour de force du citoyen Guillois ou l'analyse des débats entre les accusateurs et les accusés dans l'affaire de la colonie de Saint-Domingue", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2002 (n°327), pp. 83-97.

Benzaken J.-C., "Who was the author of L'Histoire des désastres de Saint-Domingue, published in Paris in the year III?", in *French History*, 2009/2 (n°23), pp. 261-267.

Benzaken J.-C., "Louis-Pierre Dufay, député abolitionniste et homme d'affaires avisé. Esquisse biographique", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2012 (n°368), pp. 61-85.

Benzaken J.-C., *Louis Pierre Dufay. Conventionnel abolitionniste et colon de Saint-Domingue 1752-1804*, Paris, Editions SPM, 2015.

Benzoni M.M., "The idea of Europe and the "Dispute of the New World". Some reflections between history and historiography", in *History of European Ideas*, 2008/34, pp. 375-382.

Berges S., "Sophie de Grouchy on the Cost of Domination in the *Letters on Sympathy* and Two Anonymous Articles in *Le Républicain*", in *The Monist*, 2015 (n°98), pp. 102-112.

Berkowitz P., *Virtue and the Making of Modern Liberalism*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

Berlin I., "Two Concepts of Liberty", in *Four Essays on Liberty*, pp. 118-172, Oxford, Oxford University Press, 1969.

Berlin I., *Slaves without Masters. The Free Negro in the Antebellum South*, New York, Pantheon, 1975.

Berlin I., *Many Thousands Gone. The First Two Centuries of Slavery in North America*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

Berlin I., *Due concetti di libertà*, Milano, Feltrinelli, 2000.

Bernauer J. Vatter A., *Power Diffusion and Democracy. Institutions, Deliberation and Outcomes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

Bernauer J. Vatter A., *Power Diffusion and Democracy. Institutions, Deliberation and Outcomes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

Bertaud J.-P., *La révolution armée. Les soldats citoyens de la Révolution française*, Paris, Laffont, 1979.

Bertaud J.-P., “Querelles autour d’un coup d’État” in Jessenne J.-P., Bernet J., Leuwers H., *Du Directoire au Consulat 2. L’intégration des citoyens dans la Grande Nation*, Lille, Publications de l’Institut de recherches historiques du Septentrion, 2000.

Bertrand de Balanda F., “La théorie du pouvoir de Louis de Bonald (1796) ou l’édification d’une métaphysique sociale de la royauté”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2021/1 (n°403), pp. 45-62.

Bertrand G., “Entre affichage de la fraternité et visions inégalitaires: peuples frères, sauvages et dégénérés dans le discours des voyageurs et polygraphes français sur l’Istrie et la Dalmatie, 1789-1815”, in *La Révolution française. Cahiers de l’Institut d’histoire de la Révolution française*, 2011.

Bertrand G., Serna P., (dir.), *La République en voyage (1770-1830)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

Betts R. F., “Du Pont de Nemours in Napoleonic France, 1802-1815”, in *French Historical Studies*, 1967/2 (n°5), pp. 188-203.

Biancardini B., *Malouet ou “la Contre-Révolution coloniale”: Pierre-Victor Malouet et les Colonies. Ébauche d’un parcours intellectuel*, mémoire du master 2, 2008.

Biancardini B., “L’opinion coloniale et la question de la relance de Saint-Domingue 1795-1802”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2015/4 (n°382), pp. 63-80.

Bianchi S., *Chapitre II. La révolution américaine (1773-1802)*, in Bianchi S., *Des révoltes aux révolutions: Europe, Russie, Amérique (1770-1802). Essai d’interprétation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

Bianchi S., *Chapitre XXI. Essai comparatif sur les révolutions*, in Bianchi S., *Des révoltes aux révolutions: Europe, Russie, Amérique (1770-1802). Essai d’interprétation*, Rennes, Presses

universitaires de Rennes, 2004.

Bianchi S., *Des révoltes aux révolutions: Europe, Russie, Amérique (1770-1802). Essai d'interprétation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

Biard M., Bourdin P., Hervé L., Serna P. (dir.), *1792: Entrer en République*, Paris, Armand Colin, 2013.

Binoche B., Cléro J.-P., (dir.), *Bentham contre les droits de l'homme*, Paris, PUF, 2007.

Binoche J., "Les Députés d'Outre-Mer pendant la Révolution française (1789-1799)", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1978 (n°231), pp. 45-80.

Biondi C., «*Mon frère, tu es mon esclave!*» *Teorie schiaviste e dibattiti antropologico-razziali nel Settecento francese*, Pisa, Libreria Goliardica, 1973.

Bird W., *Criminal Dissent. Prosecutions under the Alien and Sedition Acts of 1798*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2020.

Bird W., *Proecutions under the Alien and Sedition Act of 1798*, Cambridge, Harvard University Press, 2020.

Bissainthe M., *Dictionnaire de Bibliographie Haitienne*, Washington, Scarecrow Press, 1951.

Bizardel Y., *Les Américains à Paris sous Louis XVI et pendant la Révolution: notices biographiques*, Paris, Clavreuil, 1978.

Black J., *The Atlantic Slave Trade*, voll.2, London, Routledge, 2006.

Blackburn R., *The Overthrow of Colonial Slavery 1776-1848*, London - New York, Verso, 1988.

Blackburn R., "Emancipation & empire, from Cromwell to Karl Rove", in *Dædalus Spring*, 2005, pp. 72-87.

Blackburn R., "Haiti, Slavery and the Age of the Democratic Revolution", in *The William and Mary Quarterly*, 2006/4 (n°63), pp. 643-674.

Blackburn R. "Economic democracy: meaningful, desirable, feasible?", in *Dædalus Summer*, 2007, pp. 36-45.

Blackburn R., "Karl Marx and Abraham Lincoln: A Curious Convergence", in *Historical Materialism*, 2011/4 (n°19), pp. 99-128.

Blackburn R., *Il crogiolo americano. Schiavitù, emancipazione e diritti umani*, Torino, Einaudi, 2022.

Blanc-Chaléard M.-C., (dir.), *Police et migrants: France 1667-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

Blanckaert C., “1800 – Le moment «naturaliste» de sciences de l'homme”, in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2000/2 (n°3), pp. 117-160

Blanckaert C., “La classification des races au XVIIIe siècle”, in *Lumière*, 2009 (n°14), pp. 13-41.

Blancpain F., *Un siècle de relations financières entre Haiti et la France: 1825-1922*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Blaufarb R., *Bonapartists in the Borderlands. French exiles and refugees on the Gulf Coast, 1815-1835*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 2005.

Blaufarb R., *L'Invention de la propriété. Une autre histoire de la Révolution française*, Paris, Champ Vallon, 2016.

Blaufarb R., *The Great Demarcation. The French Revolution and the Invention of Modern Property*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

Blaufarb R., Callaway A., “Régimes de la propriété, entre l'ancien et le nouveau”, in *La Révolution française*, 2018 (n°15).

Bléchet F., “La seconde mission de Sonthonax à Saint-Domingue d'après sa correspondance (mai 1796-août 1797)”, in *Revue française d'histoire d'outre mer*, 1997/84 (n°316), pp.79-93.

Blouet O.M., “Bryan Edwards and the Haitian Revolution”, in David O.P. Geggus (dir.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina, 2001, pp. 44-57.

Bodel J., Scheidel W., *On Human Bondage. After Slavery and Social Death*, Chichester, John Wiley & Sons, 2017.

Bois J.-P., *De la paix des rois à l'ordre des empereurs, 1714-1815*, Paris, Seuil, 2003.

Bonazza G., “Le Crèole patriote (1792-1794): un pont entre deux Révolutions”, in *Lumen*, 2016, (n°35), pp. 81-63.

Bonazzi T., Luraghi R., Martellone A. M., Ruffilli R., Spini G., (dir.), *Italia e America dal Settecento all'età dell'Imperialismo*, Padova, Marsilio Editori, 1976.

Bonnel U., *La France, les États-Unis et la guerre de course (1797-1815)*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1961.

Bonnet N., “L’organisation du travail servile sur la sucrerie domingoise au XVIIIe siècle”, in Hrodej P., *L’esclave et les plantations. De l’établissement de la servitude à son abolition. Hommage à Pierre Pluchon*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 125-159.

Borghero C., “Libertà e necessità: clima ed “esprit général” nell’Esprit des lois” in Domenico Felice (dir.), *Libertà, necessità e storia. Percorsi dell’Esprit des lois di Montesquieu*, Napoli, Bibliopolis, 2003, pp. 137-201.

Bosc Y., “Le citoyen contre l’homme? (À propos de la Révolution des droits de l’homme de Marcel Gauchet)”, in Michel Vovelle (dir.), *Recherches sur la Révolution*, Paris, La Découverte, 1991, p. 126.

Bosc Y., “Thomas Paine, notre contemporain?”, in Delacroix Ch., (dir.), *Historicités*, La Découverte, 2009.

Bosc Y., “Révolution française: refonder les problématiques du républicanisme”, in Atelier *Les héritages des républicanismes et la république comme utopie* qui s’est tenu le 27 novembre 2010.

Bosc Y., Dalisson R., Frégné J.-Y., Hamel C., Lounissi C., *Cultures der républicanismes. Pratiques-représentations-concepts de la Révolution anglaise à aujourd’hui*, Paris, Éd. Kimé, 2015.

Bosc Y., *La terreur des droits de l’homme. Le républicanisme de Thomas Paine et le moment thermidorien*, Paris, Éd. Kimé, 2016.

Bosher J., “Guillaume-François Mahy de Cormeré et la réforme officielle sous l’Ancien Régime”, in *Annali della Fondazione Italiana per la Storia Amministrativa*, 1966/3, pp. 236-253.

Boscher J., *The United States and Haiti, 1791-1863: A Racialized Foreign Policy and Its Domestic Correlates*, PhD Thesis, Bowling Green State University, 2008.

Boulle P.H., *Race et esclavage dans la France de l’Ancien Régime*, Paris, Perrin, 2006.

Boulle P.H., “Noirs en France au cours du XVIIIe siècle”, in Frédéric Régent, Jean-François Niort, Pierre Serna, *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, pp. 21-40.

Bouyssy M.T., Brancolini J., Flandrin J.L., Fontana A., Furet F., Roche D., *Livre et société dans la France du XVIIIe siècle*, vol. 2, La Haye, Mouton, 1965-1970

Bouloiseau M., *Bourgeoisie et révolution. Les Du Pont de Nemours, 1788-1799*, Paris, Bibliothèque nationale, 1972.

Bourdin P., (dir.), *La Révolution 1789-1871. Écriture d'une histoire immédiate*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2008.

Bourdin P., (dir.), *Les noblesses françaises dans l'Europa de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Bourdin P., "Construction et expérimentation d'une méthode historique: le Nouveau-Monde selon Volney", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2017/4 (n°390), pp. 99-128.

Bourne H.E., "American Constitutional Precedents in the French National Assembly", in *The American Historical Review*, 1903/3 (n°8), pp. 466-486.

Bourquin A., *Historie des Petis-Blancs de la Réunion XIXe-début Xxe siècles*, Paris, Karthala, 2005.

Bouton C., *L'accélération de l'histoire. Des Lumières à l'Anthropocène*, Paris, Éditions du Seuil, 2022.

Bowman A.H., *The Struggle for neutrality. Franco-American diplomacy during the federalist era*, Knoxville, the University of Tennessee press, 1974.

Bradburn D.M., "True Americans and Hordes of Foreigners: Nationalism, Ethnicity and the Problem of Citizenship in the United States, 1789-1800", *Historical Reflections/Réflexions Historiques*, 2003/1 (n° 29) pp. 19-41.

Bragg C.L., *Crescent moon over Carolina: William Moultrie and American liberty*, Columbia, The University of South Carolina Press, 2013.

Branson S., Patrick L., "Étrangers dans un pays étrange: Saint-Dominguan refugees of color in Philadelphia", in Geggus D. (dir.), *The impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001, pp. 193-208.

Bravo G. M., (dir.), *I dilemmi della democrazia. Rousseau tra Tocqueville e Marx*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2013.

Brière J.-F., *Haiti et la France 1804-1848. La rêve brisé*, Paris, Karthala, 2008.

Brizzi R., Marchi M., "Pierre Rosanvallon e le aporie della modernità politica francese" in *Contemporanea*, 2007/1, pp. 53-81.

Brown H.G., Miller J.A., *Taking liberties. Problems of a new order from the French Revolution to Napoleon*, Manchester, Manchester University Press, 2002.

Brown R. D., "The Founding Fathers of 1776 and 1787. A Collective View", in *The William and Mary Quarterly*, 1976/3 (n°33), pp. 465-480.

Brown G. S., *Toussaint's Clause. The Founding Fathers and the Haitian Revolution*, Jackson, University Press of Mississippi, 2005.

Brubaker R., *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Harvard, Harvard University Press, 1992.

Bruley G., *Les Antilles pendant la Révolution française d'après la correspondance inédite de Cesar-Dominique Duny*, Vannes, Egène Lafolye Éditeur, 1890.

Brunel F., "Sur l'historiographie de la réaction thermidorienne. Pour une analyse politique de l'échec de la voie jacobine", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1979 (n°237), pp. 455-474.

Brunel F., *Thermidor. La chute de Robespierre*, Bruxelles, Complexe, 1989.

Buel R. Jr., *Securing the Revolution. Ideology in American Politics. 1789-1815*, Ithaca, Cornell University Press, 1972.

Burgat F., "Esclavage et propriété", in *L'Homme*, 1998/38 (n°145), pp. 11-30.

Burnard T., Garrigus J., *The Plantation Machine: Atlantic Capitalism in French Saint-Domingue and British Jamaica*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

Burrows S., *French exile journalism and European politics 1792-1814*, Woodbridge, The Boydell Press, 2000.

Bush R. D., "Documents on the Louisiana Purchase. The Laussat Papers", in *Louisiana History: The Journal of the Louisiana Historical Association*, 1977/1 (n°16), pp. 104-107.

Butel, "Success et déclin du commerce colonial français, de la Révolution à la Restauration", in *Revue économique*, 1989/6 (n°40), pp. 1079-1096.

Butel P., Lavallé B. (ed.), *L'espace Caraïbe: théâtre et enjeu des luttes impériales, XVIe-XIXe siècle*, Bordeaux, Maison des Pays ibériques, 1996.

Butel P., *The Atlantic*, New York, Routledge, 1999.

Cabantous A., "Résistance de principe ou lucidité intellectuelle? Les historiens français et l'histoire atlantique", in *Revue historique*, 2012/3 (n°663), pp. 705-726.

Cabot A., *Esclavage, Empires et Diplomatie (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis). Abattre ou Consolider l'Esclavage dans le monde Atlantique après Saint-Domingue (c. 1795-1825)?*,

thèse du doctorat, Université de Paris, 2021.

Cadorete M., *Liberté, Égalité, Fraternité, la place des réfugiés de Saint-Domingue et de la France à La Nouvelle-Orléans vue par les correspondances d'Henri de Ste Gême (1767-1842)*, Université de Montréal, 2016.

Cahen R., *Friedrich Gentz 1764-1832. Penseur post-Lumières et acteur du nouvel ordre européen*, München, De Gruyter Oldenbourg, 2017.

Callaway H., *Revolutionizing Property. The Confiscation of Émigré Wealth in Paris and the Problem of Property in the French Revolution*, Cambridge, Harvard University, 2015.

Campbell J., "San Domingo Refugees in Philadelphia", in *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia*, 1917/2 (n°28), pp. 97-125.

Campbell W. J., "Charles Gerrard: Early Benefactor of the University of North Carolina", in *The North Carolina Historical Review*, 2006/3 (n°83), pp. 293-321.

Campbell W. J., "James Cole Mountfloreance and the Politics of Diplomacy", in *Tennessee Historical Quarterly*, 2007/3 (n°66), pp. 210-235.

Campbell W. J., "The French Intrigue of James Cole Mountfloreance", in *The William and Mary Quarterly*, 2008/4 (n°65), pp. 779-796.

Campbell W. J., "The Origin of Citizen Genet's Projected Attack on Spanish Louisiana. A Case Study in Girondin Politics", in *French Historical Studies*, 2010/4 (n°33), pp. 515-544.

Carlot M., "Des chemins périlleux. Le voyage des conventionnels des colonies vers Paris (1793-1794)", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2015 (n°380), pp. 3-23.

Caron N., Wulf N., (dir.), *Nouveaux regards sur l'Amérique. Peuples, nation, société: perspectives comparatistes, 17e-21e siècles*, Paris, Éd- Syllepses, 2004.

Carpenter D., *Democracy by Petition. Popular Politics in Transformation, 1790-1870*, Cambridge, Harvard University Press, 2021.

Carpenter K., "London: Capital of the Emigration", in Kristy Carpenter e Philip Mansel (dir.), *The French Emigrés in Europe and the Struggle against Revolution, 1789-1814*, Basingstoke, Macmillan, 1999, pp. 43-67

Carpenter K., *Refugees of the French Revolution.. Emigrés in London, 1789-1802*, Basingstoke, Macmillan, 1999.

Carpenter K., «British Government Aid to French Émigrés and Early Humanitarian Relief during the French Revolution», *Historical Reflections/Réflexions Historiques*, 2022 (n°48), pp.

51-68.

Carr E. H., *Sei lezioni sulla storia*, Torino, Einaudi, 2000.

Carter K.M., *Democracy in Darkness. Secrecy and Transparency in the Age of Revolutions*, Yale, Yale University Press, 2023.

Castellà i Pujols M. B., “Introduction. Que sait-on aujourd’hui des comités des assemblées parlementaires?”, in *La Révolution française*, 2012/2, pp. 1-41.

Castellano K., *The Ecology of British Romantic Conservatism 1790-1837*, Basingstocke, Palgrave Macmillan, 2013.

Castiglione D., “Les Métamorphoses du gouvernement moderne. Par le peuple, par la représentation, par le public”, in Albertone M., Castiglione D., *Les Défis de la représentation. Langages, pratiques et figuration du gouvernement*, Paris, Classiques Garnier, 2018, pp. 411-431.

Casto W.R., “Pacificus & Helvidius Reconsidered”, in *Northern Kentucky Law Review*, 2001/28

Cauna J., “La diaspora des colons de Saint-Domingue et le monde créole: le cas de la Jamaïque”, in *Revue française d’histoire d’outre-mer*, 1994/84 (n°304), pp. 333-359.

Cauna de J. “Autor de la thèse du complot: franc-maçonnerie, révolution et contre-révolution à Saint-Domingue, 1789-1791”, in Cécile Revauger (dir.), *Lumières*, n°7, *Franc-maçonnerie et politique au siècle des Lumières: Europe-Amérique*, 2006, pp. 389-310.

Censer J.R., *The French Press in the Age of Enlightenment*, New York, Routledge, 1994.

Cerruti M., “Appunti per una storia, e una morfologia, del “viaggio negli Stati Uniti d’America”, in *Italies*, 1997/1, pp. 257-274.

Certeau M. de, *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Gallimard, 2016.

Chambers S., *No God But Gain. The Untold Story of Cuban Slavery, the Monroe Doctrine & the Making of the United States*, London - New York, Verso, 2015.

Chappey J.-J., “Pierre-Louis Roederer et la presse sous le Directoire et le Consulat: l’opinion publique et les enjeux d’une politique éditoriale”, in *La Révolution française*, 2004 (n°334), pp. 1-17.

Chappey J.-L., *La Société des Observateurs de l’Homme (1799-1804). Des anthropologues au temps de Bonaparte*, Paris, Editions de la SER, 2002.

Chappey J.-L., Martin V., “À la recherche d’une “politique de traduction”: traducteurs et traductions dans le projet républicain du Directoire (1795-1799)”, in *La Révolution française*, 2017/12, pp. 1-22.

Chappey J.-L., *La Révolution des sciences. 1789 ou le sacre des savants*. Paris, Vulbert, 2020.

Charley C., “Maisons de maître et habitations coloniales dans les anciens territoires français de l’Amérique tropicale”, in *In Situ. Revue des patrimoines*, 2004/5, pp. 1-71.

Charlin F., “L’expérimentation de l’identité législative aux colonies, de la Convention au Directoire”, in Niort J.-F., Régent F., Serna P., (dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 2014, pp. 93-106.

Charon A., Lesage C., Netchine È., (dir.), *Le livre entre le commerce et l’histoire des idées. Les catalogues de libraires (XVe-XIXe siècle)*, Paris, Publications de l’École nationale des chartes, 2011.

Chartier R., Martin H.-J. (dir.), *Histoire de l’édition française*, vol. 4, Paris, Fayard, 1983-1986.

Chartier R., *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990 (traduzione italiana *Le origini culturali della Rivoluzione francese*, Bari, Laterza Editore, 1991).

Chavanette L., *Repenser le pouvoir après la Terreur Justice, répression et réparation dans la France thermidorienne (1794-1797)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2013.

Chavanette L., “Écrire l’histoire de la Terreur ou le piège de la Méduse: Thibaudeau après le 9 thermidor”, in *La Révolution française*, 2016/10, pp. 1-26.

Chavanette L., F. Dendena (dir.), “L’Historien vivant 1789-1830”, in *La Révolution française*, 2016, n°5, p.10.

Chavanette L., *Quatre-vingt quinze. La Terreur en procès*, Paris, Editions du CNRS, 2017.

Chavanette L., *Le Directoire. Forger la République (1795-1799)*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

Cheney P., *Revolutionary Commerce. Globalization and the French Monarchy*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

Cheney P., “The Colonial Machine Dismantled: Knowledge and Empire in the French Atlantic”, in *Past and Present*, 2013 (n°219), pp. 127-163.

Cheney P., *Cul de Sac. Patrimony, Capitalism and Slavery in French Saint-Domingue*, Chicago, The University of Chicago Press, 2017.

Cheney P., “La Persistance de l’Ancien Régime à Haïti. Mode de production et idéologie

nationaliste”, in *La Révolution française*, 2018 (n°14).

Chevalier G.-A., Debien G., Dermigny L., Gaucher M., Hugues C., Marion J. Massio R., Richard R., “Recherches collectives: Chronique documentaire pour une nouvelle histoire coloniale. Les papiers privés et l’Amérique française”, in *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 1953/1 (n°7), pp. 88-109.

Childs F. S., *French refugee life in the United States, 1790-1800. An American chapter of the French Revolution*, Philadelphia, Porcupine imp., 1978.

Chopelin P., “Royalismes et royalistes dans la France révolutionnaire”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2021/1 (n°403), pp. 3-28.

Church C. H., “Bureaucracy, Politics and Revolution. The Evidence of the Commission des Dix-Sept”, in *French Historical Studies*, 1970/6 (n°4), pp. 492-516.

Churchill R. H., “Popular Nullification, Fries’ Rebellion, and the Waning of Radical Republicanism, 1798-1801”, in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 2000/1 (n°67), pp. 105-140.

Clark G.P., “The Role of the Haitian Volunteers at Savannah in 1779. An Attempt at an Objective View”, in *Phylon*, 1980/4 (n°41), pp 356-366.

Clément A., “Les références animales dans la constitution du savoir économique (XVIIème-XIXème siècles)”, in *Revue d’Histoire des Sciences Humaines*, 2002/2 (n°7), pp. 69-96.

Clément A., “«Du bon et du mauvais usage des colonies»: politique coloniale et pensée économique française au XVIIIe siècle”, in *Cahiers d’économie politique*, 2009 (n°56), pp. ???

Clément A., “Libéralisme et anticolonialisme”, in *Revue économique*, 2012/1 (n°63), pp. 5-26.

Clément J.-P., “Lezay-Marnésia. Pour une France américaine? Des limites de la liberté”, in *Revue des Deux Mondes*, 2009, pp. 115-126.

Cleves R. H., *The Reign of Terror in America. Visions of Violence from Anti-Jacobinism to Antislavery*, New York – London, Cambridge, 2009.

Cleves R. H., “«Jacobins in this Country»: the United States, Great Britain and Trans-Atlantic Anti-Jacobinism”, in *Early American Studies*, 2010/2 (n°8), pp. 410-445.

Cleves R.H., “La terreur des esclavagistes: la révolution française et les origines de l’abolitionnisme en Amérique”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2011 (n°363), pp. 85-107.

Cogliano F. D., *Revolutionary America, 1763-1815. A Political History*, New York, Routledge,

2016.

Coleman A. N., *The American Revolution, State Sovereignty and the American Constitutional Settlement 1765-1800*, Lanham, Lexington Books, 2016.

Coller I., Covo M., Maillard B., Palmer J., Rance K., Saunier É., Vidal C., “Race et Révolution française”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2022/4 (n°410), pp. 139-162.

Collomp C., Menendez M. (dir.), *Éxilés et réfugiés politiques aux États-Unis: 1789-2000*, Paris, CNRS, 2003.

Combrink T., Van Rossum M., (dir.), *Slavery and Europe. Exploring the Economic Impact of Atlantic Slavery*, London, Routledge, 2022.

Combs J., *The Jay Treaty. Political Battleground of the Founding Fathers*, Berkeley, University of California Press, 2023 (prima edizione 1970).

Conlin M. F., “The American Mission of Citizen Pierre-Auguste Adet. Revolutionary Chemistry and Diplomacy in the Early Republic”, in *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 2000/4 (n°124), pp. 489-520.

Conrad G. R., *The Road to Louisiana. The Saint-Domingue Refugees, 1792-1809*, Dissertation, Lafayette, 1992.

Cornette J., (dir.), *La monarchie entre Renaissance et Révolution, 1515-1792*, Paris, Seuil, 2006.

Correggi C., “Il revisore triste: la censura libraria a Milano alla fine del Settecento”, in *L’Italianistica oggi: ricerca e didattica*, Roma, Adi editore, 2017.

Costa P., *Cittadinanza*, Bari, Laterza, 2021 (prima ed. 2005).

Costa-Zalessow N., “Teresa Carniani Malvezzi’s correspondence with Giovanni Fabbri. A testimony of early nineteenth-century Florentine and bolognese cultural milieu”, in *Rivista di studi italiani*, pp. 121-160.

Costantini D., *La democrazia dei moderni. Storia di una crisi*, Firenze, Firenze University Press, 2012.

Cottias M., Farge A., (dir.), *De la nécessité d’adopter l’esclavage en France. Texte anonyme de 1797 présenté par Myriam Cottias et Arlette Farge*, Paris, Bayard, 2007.

Cottret B., *La Révolution anglaise, une rébellion britannique (1603-1688)*, Paris, Tempus, 2018.

Coursin R., “Brissot et la république en acte”, in *La Révolution française*, 2018/12, pp. 1-34.

Cousseau V., Kiener M., *La Révolution à Saint-Domingue. Récits de rescapés (1789-1804)*, Paris, Les Perséides, 2016.

Covo M., *Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique. La colonie de Saint-Domingue, entre métropole et États-Unis (ca. 1778-ca. 1804)*, Thèse de doctorat en histoire, Paris, EHESS, 2013.

Covo M., “L'Assemblée constituante face à l'Exclusif colonial”, in Règent F., Niort J-F., Serna P., *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, pp. 68-89.

Covo M., “Droit de la neutralité, pratiques de mobilité marchande et catégorisation politique à l'ère des révolutions: entre Antille et États-Unis (années 1790)” in Schnakenbourg É. (dir.), *Neutres et neutralité dans l'espace atlantique durant le long XVIIIe siècle (1700-1820). Une approche globale*, Bécherel, Les Perséides, 2015, pp. 185-210.

Covo M., “Le massacre de Fructidor an IV à Saint-Domingue: violence et politique de la race sous le Directoire”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1 (n°395), pp. 143-169.

Covo M., “Why did France want Louisiana Back? Imperial Schemes, Political Economy, and Revolutionary Ventures in a Caribbean Borderland”, in Matthias Middell, Megan Maruschke (dir.), *The French Revolution as a Moment of Respatialization*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2019, pp. 23-47.

Covo M., “Le Comité des colonies. Une institution au service de la «famille coloniale»? (1789-1793)”, in *La Révolution française*, 2021 (n°3).

Covo M., “One and Indivisible? Federation, Federalism, and Colonialism in the Early French and Haitian Revolutions”, in *French Historical Studies*, 2021/3 (n°44), pp. 399-427.

Covo M., Maruschke M., “The French Revolution as an Imperial Revolution”, in *French Historical Studies*, 2021/3 (n°44), pp. 371-397.

Covo M., *Entrepôt of Revolutions: Saint-Domingue, Commercial Sovereignty and the French-American Alliance*, Oxford, Oxford University Press, 2022.

Craft D., *The French Settlement at Asylum, Bradford County, Pa. 1793*, Philadelphia, Wilkes-Barré, 1900.

Craiutu A., “The virtues of political moderation”, in *Political Theory*, 2001/3, (n°29), pp. 449-468.

Craiutu A., *Liberalism under siege. The political thought of the French Doctrinaires*, Lanham, Lexington Books, 2003.

Craiutu A., “Une vertu politique: la modération”, in *Commentaire*, 2014/4 (n°148), pp. 793-802.

Cray R.E., *Paupers and Poor Relief in New York City and Its Rural Environs, 1700-1830*, Philadelphia, Temple University Press, 1988.

Cress L. D., *Citizens in Arms. The Army and Militia in American Society to the War of 1812*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010.

Crignon P., Miqueu C., (dir.), *Représentation politique et transformations de la citoyenneté, XVIIe-XXe siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2017.

Cronin J. E., “Elihu Hubbard Smith and the New York Friendly Club, 1795-1798”, in *PMLA*, 1949/3 (n°64), pp. 471-479.

Crook M., “Le candidat imaginaire, ou l’offre et le choix dans les élections de la Révolution française”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2002 (n°321), pp. 91-110.

Cross E., “India and the Compagnie des Indes in the Age of the French Revolution”, in *French Historical Studies*, 2021/3 (n°44), pp. 455-476.

Cruz, M. Dantas da, *Petitioning in the Atlantic World, c. 1500-1840. Empires, Revolutions and Social Movements*, New York, Palgrave Macmillan, 2022.

Cuppini N., “Sulle sponde della democrazia. Tocqueville tra Atlantico e Mediterraneo”, in *Scienza&Politica*, 2015 (n°52), pp. 135-164.

Curran A.S., *L’Anatomie de la noirceur. Science et esclavage à l’âge des Lumières*, Paris, Classiques Garnier, 2017.

Curran A.S., Gates H. L., *Who’s Black and Why? A Hidden Chapter from the Eighteenth-Century Invention of Race*, Cambridge – London, The Belknap Press of Harvard University Press, 2022.

Cushing W., *Initials and Pseudonyms. A Dictionary of Literary Disguises*, New York, Thomas Y. Crowell & Co., 1885.

Dain B., *A Hideous Monster of the Mind. American Race Theory in the Early Republic*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.

Dal Lago E., *Agrarian Elites. American Slaveholders and Southern Italian Landowners 1815-1861*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2005.

Dal Lago E., Katsari C., *Slave Systems. Ancient and Modern*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Dal Lago E., *Civil War and Agrarian Unrest. The Confederate South and Southern Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

Daniel M., *Scandal and Civility . Journalism and the Birth of American Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Daniels C., Kennedy M. V., *Negotiated Empires. Centers and Peripheries in the Americas, 1500-1820*, New York, Routledge, 2002.

Darnton R., *Correspondance de J.-P. Brissot*, in www.robertdarnton.org.

Darnton R., “The High Enlightenment and the Low-Life of Literature in Prerevolutionary France”, in *Past and Present*, 1971 (n°51), pp. 81-115.

Darnton R., Roche D. (dir.), *Revolution in Print: The Press in France, 1775-1800*, Berkley, Univesity of California Press, 1989.

Darnton R., *Edition et Sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1991.

Darnton R., *Pirating and Publishing. The Book Trade in the Age of Enlightenment*, Oxford, Oxford University Press, 2021.

Daudin G., “Profitability of Slave and Long-Distance Trading in Context. The Case of Eighteenth-Century France”, in *The Journal of economic history*, 2004/1 (n°64), pp. 144-171.

Dauer M., *The Adams federalists*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1953.^[L]^[SEP]David J. C., *Dunmore's New World. The Extraordinary Life of a Royal Governor in Revolutionary America*, s.l., University of Virginia Press, 2013.

Daut M.L., *Baron de Vastey and de Origins of Black Atlantiic Humanism*, New York, Palgrve Macmillan, 2017.

Davis D. B., *Il problema della schiavitù nella cultura occidentale*, Torino, Sei, 1971.

Davis D. B., *Challenging the Boundaries of Slavery*, Cambridge, Harvard University Press, 2003.

Davis J., “Saint-Dominguan Refugees of African Descent and the Forging of Ethnic Identity in Early National Philadelphia”, in *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 2010/2 (n°134), pp. 109-126.

De Baecque A., “Le discours anti-noble (1787-1792) aux origines d’un slogan: «Le peuple contre les gros»”, in *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 1989/1, (n°36), pp. 3-28.

De Conde A., *Entangling Alliance, Politics and Diplomacy under George Washington*, Westport, Greenwood, 1958.

De Conde A., *The Quasi-War, the Politics and Diplomacy of the Undeclared War with France 1797-1801*, New York, Charles Scribner’s sons, 1966.

De Conde A., “Historians, the War of American Independence, and the Persistence of the Exceptionalist Ideal”, in *The International History Review*, 1983/3 (n°5), pp. 399-430.

De Felice R., “Fonti e Memorie. Ricerche storiche sul “giacobinismo” italiano. 2 Giuseppe Ceracchi”, in *Rassegna storica del Risorgimento*, 1960, pp. 3-32.

De Francesco A., *Il governo senza testa. Movimento democratico e federalismo nella Francia rivoluzionaria, 1789-1795*, Napoli, Morano Editore, 1992.

De Francesco A., “La Révolution française hors de France: quelques perspectives de recherche sur l’historiographie italienne entre XIXe et XXe siècle”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2003 (n°334), pp. 105-118.

De Francesco A., “À rebours de la radicalité du Triennio: Pietro Avogadro, un noble Jacobin et...anti-italien”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2009, (n°357), pp. 161-178.

De Francesco A., *Traduzioni e rivoluzione. La storia meravigliosa della prima versione in francese del Federalist (Paris, Buisson, 1792)*, in *Rivista Storica Italiana*, 2011 (n°123), pp. 61-110.

De Francesco A., Serna P., Miller A., *Republics at War, 1776-1840. Revolutions, Conflicts and Geopolitics in Europe and the Atlantic World*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

De Francesco A., “Da un centro irradiatore a una realtà multipolare (e ritorno). Qualche considerazione sullo spazio rivoluzionario transatlantico, in *Ricerche di storia politica*, 2015/3, pp. 259-279.

De Francesco A., “Traduire pour stabiliser. L’exemple des ouvrages américains parus en français à la veille de la République, printemps-été 1792”, in *La Révolution française*, 2017/12, pp. 1-18.

De Francesco A., “Après la chute des Girondins. Vivre et représenter la souveraineté dans les villes fédérées”, in Albertone M., Castiglione D., *Les Défis de la représentation. Langues, pratiques et figuration du gouvernement*, Paris, Classiques Garnier, 2018, pp. 223-242.

De Francesco A., *Tutti i volti di Marianna. Una storia delle storie della Rivoluzione francese*, Roma, Donzelli Editore, 2019.

De Francesco A., “A racist revolutionary: the literary career of Jean-François Dubroca as a propagandist of the French Consulate, 1800-1804”, in *La Révolution française*, 2022.

De Francesco A., *Il naufrago e il dominatore. Vita politica di Napoleone Bonaparte*, Vicenza, Neri Pozza Editore, 2021.

De Francesco A., *Repubbliche atlantiche. Una storia globale delle pratiche rivoluzionarie, 1776-1804*, Milano, Raffaello Cortina Editore, 2022.

De Montor A., *Histoire de la vie et des travaux politiques du Comte D'Hauterive*, Paris, Librairie d'Adrien Le Clere, 1839.

De Vito C., Sacchi Landriani M. (dir.), “Logistica delle migrazioni”, in *Scienza & Politica*, 2020/11, pp. 1-262.

Debien G., Menier M.A., “Journaux de Saint-Domingue”, in *Revue d'histoire des colonies*, 1949/36 (n°127-128), pp. 424-475.

Debien G., “Réfugiés de Saint-Domingue aux États-Unis”, in *Notes d'Histoire Coloniale*, 1950 (n°77).

Debien G., “Les colons de Saint-Domingue réfugiés à Cuba (1793-1815)”, in *Revista de Indias*, 1953/13 (n°54), pp. 559-605.

Debien G., *La Société coloniale aux XVIIe et XVIIIe siècles. Les colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le club Massiac, aout 1789-aout 1792*, Paris, Armand Colin, 1953.

Debien G., *Les Colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le club Massiac (aout 1789-aout 1792)*, Paris, Armand Colin, 1953.

Debien G., *Esprit colon et esprit d'autonomie à Saint-Domingue au XVIIIe siècle*, Paris, Larose, 1954.

Debien G., Dermigny L., “La révolution aux Antilles. Marins et colons – marchands et petits blancs”, in *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1955/4 (n°8), pp. 496-517.

Debien G., “La Nourriture des Esclaves sur les Plantations des Antilles Françaises aux XVIIe et XVIIIe siècles”, in *Caribbean Studies*, 1964/4 (n°2), pp. 3-27.

Debien G., Thésée F., *Un colon niortais à Saint-Domingue, Jean Barré de Saint-Venant*, Niort, Imprimerie Imbert-Nicolas, 1975.

Debien G., Wright P., “Les colons de Saint-Domingue passés à la Jamaïque (1792-1835)”, in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 1975/4 (n°26).

Debien G., “Les vaincus de la révolution haïtienne en quête d’un refuge. De Saint-Domingue à Cuba (1803), de Cuba à la Nouvelle Orléans (1809)”, in *Revue de la société haïtienne d’histoire, de géographie et de géologie*, 1980/38 (n°126), pp. 15-30.

Debien G., *Les Colons de Saint-Domingue réfugiés à la Louisiane, 1792-1804*, Lafayette, Revue de la Louisiane, 1981-1982.

Debien G., Le Gardeur R., “The Saint-Domingue refugees in Louisianam 1792-1804”, in Carl Brasseaux, Glenn Conrad, *The Road to Louisiana. The Saint-Domingue Refugees, 1792-1809*, Lafayette, Center for Louisiana Studies, 1992.

Degachi S., Barnave. *Rapporteur du Comité des Colonies (1789-1791)*, Paris, Révolution française.net Editions, 2007.

Delambre L., Delambre E., *Servir la France napoléonienne à Washington. Lettres d’Amérique: Emilie et André Pichon-Brogniart. 1801-1805*, Paris, L’Harmattan, 2020.

Delannoy S., “Les frères Lameth, de l’engagement aux désillusions”, in Bourdin P., (dir.), *Les noblesses françaises dans l’Europa de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Delpiano P., “Le origini intellettuali dell’antischiasmo. Percorsi storiografici tra cristianesimo e Lumi”, in *Cristianesimo nella storia*, 2013/3, pp. 774-798.

Delpiano P., “Schiavi, illuministi, storici” in *Rivista Italiana CXXVIII*, 2016/3, pp. 891-920.

Delpiano P., “Filoschiavismo e antiphilosophie nella Francia dei Lumi”, in *Studi storici*, 2019/3, pp. 493-523.

Deluermoz Q., *D’ici et d’ailleurs. Histoires globales de la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2021.

De Maistre J., *Considérations sur la France suivi de Essai sur le principe générateur des constitutions politiques. Présentation de Pierre Manent*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2006.

De Maistre J., *Considérations sur la France. Préface de Pierre Manent*, Paris, Barillet, 2017.

Dendena F., “Histoire républicaine et conscience révolutionnaire. Les enjeux politiques de la traduction de Catherine Macaulay”, in *La Révolution française*, 2013/5, pp. 1-25.

Denuzière M., *La Dix-Huitième Étoile. Histoire de la Louisiane américaine*, Paris, Fayard, 2013.

Desan S., “Transatlantic Spaces of Revolution: The French Revolution, Scioto-manie and American Lands”, in *Journal of Early Modern History*, 2008 (n°12), pp. 467-505.

Desan S., Lynn H., Nelson W. M., *The French Revolution in global perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.

Deschanel B., *Négoce, espaces et politique. Les recompositions socio-économiques du commerce dauphinois dans la Révolution (années 1770-années 1820)*, thèse, 2014.

Dessens N., *From Saint-Domingue to New Orleans. Migration and Influences*, Gainesville, University Press of Florida, 2007.

Deudney D., “Publius before Kant: Federal-Republican Security and Democratic Peace”, in *European Journal of International Relations*, 2004/3 (n°10), pp. 315-356.

Deutsch E. P., “The Constitutional Controversy over the Louisiana Purchase”, in *American Bar Association Journal*, 1967/53 (n°1), pp. 50-57.

Dewar H., “Souveraineté dans les colonies, souveraineté et métropole: le rôle de la Nouvelle France dans la consolidation de l’autorité maritime en France, 1620-1628”, in *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 2011/3-4 (n°64), pp. 63-92.

Di Bartolomeo D., “La république anglaise du Thermidor au premier anniversaire de Brumaire (1794-1800)” in *La Révolution française*, 2013 (n°5), pp. 1-25.

Di Bartolomeo D., “Penser la Révolution française au miroir de l’histoire de la Rome antique”, in Wrede M., Montègre G. (dir.), *Les Rome nouvelles de l’époque moderne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, pp. 175-186.

Di Lorenzo A., *A Higher law. Transatlantic revolution and antislavery radicalism in Early America, 1760-1800*, Phd Dissertation, Chicago, 2016.

Di Lorenzo A., Donoghue J., “Abolition and Republicanism over the Transatlantic Long Term, 1640-1800”, in *La Révolution française*, 2016/11.

Di Lorenzo A., Ferradou M., “The Early “Republic of France” as a Cosmopolitan Moment” in *La Révolution française*, 2023 (n°24).

Diggins J. P., *The Lost Soul of American Politics. Virtue, Self-Interest, and the Foundations of Liberalism*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

Dippel H., “The ambiguities of modern bicameralism: Input-vs. Output-oriented concepts in

the American and French revolutions”, in *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, 2003/3-4 (n°71), pp. 409-444.

Donald E., Heidenreich Jr., “U.S. National Security and Party Politics. The Consensus on Louisiana, 1789-1803” in *The Arkansas Historical Quarterly*, 2003/4 (n°62), pp. 370-385.

Donnadieu J.-L., “Un officier français face à la Révolution outre-mer. les infortunes di lieutenant-colonel Jacques d’Ounous à Saint-Domingue, aux États-Unis et en Louisiane (1792-1802)”, in *Revue historique des armées*, 2011 (n°265), pp. 75-86.

Donnadieu J.-L., “Dans la colonie esclavagiste française de Saint-Domingue au XVIIIe siècle: une ségrégation complexe”, in *Bulletin de la Société d’Histoire de la Guadeloupe*, 2013 (n°164), pp. 57-76.

Donno A., “La rivoluzione americana: evento locale o globale?”, in *Eunomia. Rivista semestrale*, 2012/1 (n°1), pp. 33-48.

Donoghue J., *Fire under the Ashes. An Atlantic History of the English Revolution*, Chicago, Chicago University Press, 2013.

Donoghue J., Jennings E. P. (dir.), *Building the Atlantic Empires. Unfree Labor and Imperial States in the Political Economy of Capitalism, ca. 1500-1914*, Leiden, Brill, 2016.

Dorigny M., (dir.), *Les abolitions de l’esclavage. De L.F. Sonthonax à V. Schoelcher: 1793-1794-1798*, Saint-Denis, Unesco, 1995.

Dorigny M., “Léger-Félicité Sonthonax et la première abolition de l’esclavage”, in *Revue française d’histoire d’outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 3-5.

Dorigny M., (dir.), *Esclavage, résistances et abolitions*, Paris, Éditions du CTHS, 1999.

Dorigny M., Rossignol M.J. (dir.), *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, Paris, Société des Études Roberpierristes, 2001.

Dorigny M., (dir.), *Rétablissement de l’esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haiti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003.

Dorigny M., “The Question of Slavery in the Physiocratic Texts: A Rereading of an Old Debate”, in Albertone M., De Francesco A. (dir.), *Rethinking the Atlantic World. Europe and America in the Age of Democratic Revolutions*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, pp. 147-162.

Dorigny M., (dir.), *Les mondes coloniaux à Paris au XVIIIe siècle. Circulation et enchevêtrement des savoirs*, Paris, Éd. Karthala, 2010.

Dorigny M., Gainot B., (dir.), *La Colonisation nouvelle (fin XVIIIe-début XIXe siècles)*, Paris, SPM, 2018.

Dorian M., *Un bordelais: Stephen Girard, premier millionnaire américain*, Paris, Editions Albatros, 1977.

Doron C.-O., *L'homme altéré. Races et dégénérescence (XVII-XIX siècles)*, Paris, Champ Vallon, 2016.

Doron C.-O., Haddad É., "Race et histoire à l'époque moderne", in *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 2021/3 (n°68), pp. 7-36.

Doyle W., "La noblesse française et la Société des Cincinnati", in Bourdin P., (dir.), *Les noblesses françaises dans l'Europa de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Drexler M., Maddock Dillon E., *The Haitian Revolution and the Early United States. Histories, Textualities, Geographies*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

Dubois L., "The Price of Liberty: Victor Hugues and the Administration of Freedom in Guadeloupe 1794-1798", in *William and Mary Quarterly*, 1999/2, n°56, pp. 363-392.

Dubois L., *A Colony of Citizens. Revolution & Slave Emancipation in the French Caribbean, 1787-1804*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004.

Dubois L., *Avengers of the New World. The Story of the Haitian Revolution*, Cambridge, Belknap, 2004.

Dubois L., Garrigus J., *Slave Revolution in the Caribbean, 1789-1804. A Brief History with Documents*, New York, Macmillan, 2006.

Dubois L., *Les vengeurs du Nouveau Monde. Histoire de la révolution haïtienne*, Paris, Éditions Les Perséides, 2006.

Dubois L., "An Enslaved Enlightenment: Rethinking the Intellectual History of the French Atlantic", in *Social History*, 2006/1 (n°31).

Dubois L., "Histoires d'esclavage en France et aux États-Unis", in *Esprit*, 2007/2, pp. 71-80.

Dubois L., "The Haitian Revolution and the Sale of Louisiana; or Thomas Jefferson's (Unpaid), Debt to Jean-Jacques Dessalines", in P.J. Kastor, F. Weil (dir.), *Empires of the Imagination: Transatlantic Historie of the Louisiana Purchase*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2009.

Dubuisson M., *La Révolution française et l'Antiquité*, Cahiers de Clio, 1989 (n°100), pp. 29-

Ducoudray É., “La Bourgeoisie parisienne et la Révolution: remarques méthodologiques pour de nouvelles recherches”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1986 (n°263), pp. 7-21.

Duffy M., “World-Wide War and British Expansion, 1793-1815”, in P.J. Marshall, Alaine M. Low (ed.), *The Oxford History of the British Empire: the Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2001, pp. 184-207.

Dujarric de la Riviere R., *E.-I. Du Pont de Nemours, élève de Lavoisier*, Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1954.

Dumouriez Ch.-F., (a cura di Belissa M.), *Le moment thermidorien de Charles-François Dumouriez. Oeuvres politiques 1795*, Paris, Éd. Kimé, 2019.

Dun J. A., *Dangerous intelligence. Slavery, race, and St. Domingue in the Early American Republic*, Dissertation, Princeton University, 2004.

Dun J.A., “Philadelphia not Philanthropolis: The Limits of Pennsylvanian Antislavery in the Era of the Haitian Revolution”, in *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 2011/1 (n°135), pp. 73-102.

Dun J. A., *Dangerous Neighbors. Making the Haitian Revolution in Early America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

Dunbar L. B., *A Study of “monarchical” tendencies in the United States from 1776 to 1801*, New York, Johnson reprint, 1970.

Dunn J., “The identity of the bourgeois liberal republic”, in Fontana B., *The Invention of the Modern Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Duprat A., “Le regard d’un royaliste sur la Révolution: Jacques-Marie Boyer de Nîmes”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2004 (n°337), pp. 21-39.

Dupuy P., *Gouvernement, conservateurs et loyalistes: le rejet de la Révolution*, xxx.

Dupuy P., “La caricature face à la noblesse française sous la Révolution”, in Bourdin P., (dir.), *Les noblesses françaises dans l’Europa de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Dupuy P., “Vie d’Angleterre: les mouvements révolutionnaires de la fin du XVIIIe siècle ou le rejet du républicanisme dans les images”, in *La Révolution française*, 2016 (n°11), pp. 1-19.

Dupuy R., Morabito M. (dir.), *1795: Pour une république sans révolution*, Rennes, Presses

Universitaires de Rennes, 1996.

Dupuy R., Bianchi S. (dir), *La Garde nationale entre nation et peuple en armes, Mythes et réalités, 1789-1871*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

Dupuy R., *La Garde nationale, 1789-1872*, Paris, Gallimard, 2013.

Duroselle J.-B., *La France et les États-Unis: des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1989.

Earl J.L., “Talleyrand in Philadelphia, 1794-1796”, in *Philadelphia: The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 1967/3 (n°91), pp. 282-198.

Echeverria D., *Mirage in the West. A History of the French Image of American Society to 1815*, Princeton, Princeton University Press, 1957.

Echeverria D., “L’Amérique devant l’opinion française, 1734-1870: questions de méthode et d’interprétation” in *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 1962/1 (n°9), pp. 51-62.

Echeverria D., Wilkie E. C., *The French image of America. A chronological and subject bibliography of French books printed before 1816 relating to the British North American colonies and the United States*, Methuen, Scarecrow press, 1994.

Eddins C. N., *Rituals, Runaways, and the Haitian Revolution. Collective Action in the African Diaspora*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

Edelstein D., *The Terror of Natural right. Republicanism, the Cult of Nature, and the French Revolution*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009.

Edelstein M., “Les révolutions américaine et française et l’avancement de la démocratie”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2003 (n°334), pp. 1-13.

Edwards J. (dir.), *Barthélemy Lafon in New Orleans 1792-1820*, New Orleans, s.e., 2019.

Egan C. L., *Neither Peace nor War, Franco-American Relations, 1803-1812*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1983.

Egerton D. R., *Death or Liberty. African Americans and Revolutionary America*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Elisabeth L., “En quoi l’esclavage est-il menacé?”, in Hrodej P. (dir.), *L’esclave et les plantations: de l’établissement de la servitude à son abolition. Hommage à Pierre Pluton*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Elkins S., McKittrick E., *The Age of Federalism*, New York, Oxford University Press, 1993.

Elkins S., McKittrick E., *The Age of Federalism. The Early American Republic, 1788-1800*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

Elman C., “Extending Offensive Realism: the Louisiana Purchase and America’s Rise to Regional Hegemony”, in *The American Political Science Review*, 2004/4 (n°98), pp. 563-576.

Eltis D., *Economic growth and the ending of the transatlantic slave trade*, New York, Oxford University Press, 1987.

Eltis D., Lewis F.D., Richardson D., “Slave prices, the African slave trade, and productivity in the Caribbean, 1674-1807”, in *The Economic History Review*, 2005/4 (n°58), pp. 673-700.

Eltis D., “The U.S. transatlantic slave trade, 1644-1867: An assessment”, in *Civil War History*, 2008/4 (n°54), pp. 347-378.

Eltis D., Lachance P.F., “Estimates of the Size and Direction of Transatlantic Slave Trade”, 2010, <http://slavevoyages.org/downloads/2010estimates-method.pdf>.

Englebert R., *Beyond Borders: Mental Mapping and the French River World in North America, 1763-1805*, PhD Dissertation, uOttawa, 2010.

Englund S., *Napoleon. A Political Life*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.

Erhard J., *Lumières et esclavage. L'esclavage colonial et l'opinion publique en France au XVIIIe siècle*, André Versaille éditeur, 2008.

Ericson D.F., *The Debate over Slavery. Antislavery and Proslavery Liberalism in Antebellum America*, New York, New York University Press, 2000.

Escalle E., Gouyon Guillaume M., *Francs-maçons des loges françaises “aux Amériques”, 1770-1850: Contribution à l'étude de la société créole*, Paris, 1993.

Estes T., *The Jay Treaty Debate, Public Opinion, and the Evolution of Early American Political Culture*, Boston, University of Massachusetts Press, 2008.

Evans C., *The American bibliography of Charles Evans: a chronological dictionary of all books, pamphlets and periodical publications printed in the United States of America from the genesis of printing in 1639 down to and including the year 1800*, voll. 14, Chicago, Blakely press, 1903.

Even P., “Deux diplomates et un consul”, in *Bulletin du Centre de recherche du château de Versailles*, 2017.

Faccarello G., Steiner P., (dir.), *La pensée économique pendant la Révolution française. Actes du colloque international de Vizille, 6-8 septembre 1989*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1990.

Fahler C., “Castorland, une colonisation française dans l’État de New York, 1790-1860”, in Villerbu S. (dir.), *La France et les Amériques entre révolutions et nations. 1776-1871*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, pp. 133-146.

Fajn M., “Le journal des hommes libres de tous les pays et les relations diplomatiques entre la France et les États-Unis en 1792 et 1800”, in *Revue d'Histoire diplomatique*, 1971, pp. 116-126.

Fajn M., “Le «Journal des hommes libres de tous les pays» (2 novembre 1792-14 septembre 1800)”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1975 (n°220), pp. 273-288.

Farnham T. J., “The Federal-State Issue and the Louisiana Purchase”, in *Louisiana History: the Journal of the Louisiana Historical Association*, 1965/6 (n°1), pp. 5-25.

Fassin D., Fassin E., *De la question sociale à la question raciale?*, Paris, La Découverte, 2013

Faulkner W., *Assallnne, Assalonne!*, Milano, Adelphi, 2001

Fay B., *Bibliographie critique des ouvrages français relatifs aux États-Unis, 1770-1800*, New York, Burt Franklin, 1968. (prima edizione Paris, Champione, 1925).

Feer R. A., “Shays’s Rebellion and the Constitution. A Study in Causation”, in *The New England Quarterly*, 1969/3 (n°42), pp. 388-410.

Ferrer A., “Free Soil, and Antislavery in the Revolutionary Atlantic”, in *The American Historical Review*, 2012/1 (n°117), pp. 40-66.

Ferrer A., *Freedom's Mirror. Cuba and Haiti in the Age of Revolution*. Cambridge, Cambridge

University Press, 2014.

Fevel G., *L'Annonce et la Nouvelle. La presse d'information en France sous l'Ancien Regime (1630-1788)*, Oxford, Voltaire Foundation, 2000

Fevel G. (dir.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution 1789-1799. La presse départementale*, vol. 1, Ferney-Voltaire, Centre International d'Etude du XVIIIe Siècle, 2005.

Fichtl A.V., *La radicalisation de l'idéal républicain. Modèles antiques et la Révolution française*, Paris, Classiques Garnier, 2021.

Fick C. E., *The making of Haiti. The Saint Domingue revolution from below*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1990.

Fick C. E., "La Révolution haïtienne dans l'Atlantique révolutionnaire. Les enjeux contradictoires de la liberté, de la citoyenneté et de l'indépendance nationale", in Midy F. (dir.), *Mémoire de Révolution d'Esclaves à Saint-Domingue*, Montréal, Cidihca, 2006, pp. 145-177.

Fick C. E., "The Haitian Revolution and the Limits of Freedom. Defining Citizenship in the Revolutionary Era", in *Social History*, 2007/4 (n°32), pp. 394-414.

Fick C., *Haiti, naissance d'une nation. La révolution de Saint-Domingue vue d'en bas*, Rennes, Les Perséides, 2014.

Fields B.J., "Slavery, Race and Ideology in the United States of America", in *New Left Review*, 1990 (n°181), pp. 95-118.

Finkelman P. (ed.), *Slave Trade and Migration. Domestic and Foreign*, New York, Routledge, 1989.

Finkelman P., "The American Suppression of the African Slave Trade: Lessons on Legal Change, Social Policy, and Legislation", in *Akron Law Review*, 2009/2 (n°42), pp. 431-467.

Finkelman P., "Slavery in the United States: Persons or Property?", in Allain J. (dir.), *The Legal Understanding of Slavery From the Historical to the Contemporary*, New York, Oxford University Press, 2012, pp. 105-134.

Finkelman P., *Slavery and the Founders. Race and Liberty in the Age of Jefferson*, New York, Routledge, 2014.

Fischer S., *Modernity Disavowed. Haiti and the Cultures of Slavery in the Age of Revolution*, Durham NC, Duke University Press, 2004.

Fiszleiber F. "La pratique des finances publiques sous le Directoire (1795-1799). Des comités de la Convention aux commissions du Corps législatif", in *La Révolution française*, 2020

(n°17).

Fitz C., *Our Sister Republics. The United States in an Age of American Revolutions*, New York, Norton, 2016.

Fitzgerald P., *Talleyrand as an Exile in America, 1794-1796*, New York, Phd Dissertation, 1947.

Fitzpatrick M., Jones P., *The Reception of Edmund Burke in Europe*, London, Bloomsbury, 2017.

Follett R., *The Sugar Masters. Planters and Slaves in Louisiana's Cane World, 1820-1860*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2005.

Foner S. P., *The Democratic-Republican Societies, 1790-1800. A Documentary Sourcebook of Constitutions, Declarations, Addresses, Resolutions, and Toasts*, Westport, Greenwood, 1976.

Fontana B., *The Invention of the Modern Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Force P., "The House on Bayou Road: Atlantic Creole Networks in the Eighteenth and Nineteenth Centuries", in *The Journal of American History*, 2013/1 (n°100), pp. 21-45.

Force P., "Guerre, commerce et migrations dans le premier empire colonial français: approche microhistorique", in *La Révolution française*, 2019 (n°16).

Formisano R. P., "Deferential-Participant Politics. The Early Republic's Political Culture, 1789-1840" in *The American Political Science Review*, 1974/2 (n°68), pp. 473-487.

Forrest A., *La Révolution française et les pauvres*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1986.

Forrest A., *The Legacy of the French Revolutionary Wars. The Nation-in-Arms in French Republican Memory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Forrest A., Hagemann K., Rowe M., *The Legacy of War in the Era of Atlantic Revolutions*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

Forrest A., *The death of the French Atlantic. Trade, war and slavery in the age of Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

Forret J., Sears C. E. (dir.) *New Directions in Slavery Studies. Commodification, Community and Comparison*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2015.

Foucault M., *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 2001.

Foucault M., "Il faut défendre la société". *Cours au Collège de France*, 1976, Paris, Gallimard,

2012.

Fourcaud S., “Colons de Saint-Domingue réfugiés en France: State, Relief and the Making of an Administrative Label, 1793-1801”, in *Age of Revolutions*, 2023.

Foure-Selter, Gallipolis, *Ohio: Histoire de l'établissement de cinq cents français dans la vallée de l'Ohio à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Jouve, 1939.

François Crouzet, *La guerre économique franco-anglaise au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2008.

Franqueville C., *Le premier siècle de l'Institut de France*, t.1, Paris, Rothschild Éd., 1895.

Frey S., *Water from the Rock: Black Resistance in a Revolutionary Age*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

Friedman L., McGarvie M., *Charity, Philanthropy and Civility in American History*, New York, Cambridge University Press, 2003.

Fritzsche P., “Specters of History. On Nostalgia, Exile and Modernity”, in *The American Historical Review*, 2001/5 (n°106), pp. 1587-1618.

Frostin C., “L'intervention britannique à Saint-Domingue en 1793”, in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1962/49 (n°176-177), pp. 293-365.

Frostin C., *Histoire de l'autonomisme colon de la partie française de Saint-Domingue aux XVII^e et XVIII^e siècles. Contribution à l'étude du sentiment américain d'indépendance*, thèse, Paris, 1972.

Frostin C., “Saint-Domingue et la Révolution américaine”, in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, 1974/22, pp. 73-114.

Frostin C., *Les révoltes blanches à Saint-Domingue aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

Frykman N., *The Bloody Flag. Mutiny in the Age of Atlantic Revolution*, Berkeley CA, University of California Press, 2020.

Fuentes J. F., “Les écrits politiques de Marchena pendant le Directoire. Clés biographiques et intellectuelles”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1997 (n°307), pp. 61-74.

Furet F., *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.

Furet F., “De l'homme sauvage à l'homme historique. L'expérience américaine dans la culture française”, in *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 1978/4 (n°33), pp. 729-239.

Furet F., *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Éd. Robert Laffont, 1995.

Furet F., Ozouf M., (dir.), *L'idea di Repubblica nell'Europa moderna*, Roma-Bari, Laterza, 1993.

Furstenberg F., *When the United States spoke French. Five Refugees Who Shaped a Nation*, New York, Penguin Books, 2014.

Fussi A., "La schiavitù e la sua giustificazione", in *Teoria politica. Nuova serie Annali*, 2020 (n°10), pp. 391-398.

Gainot B., "Le Général Laveaux gouverneur de Saint-Domingue député néo-jacobin", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1989 (n°278), pp. 433-454.

Gainot B., "Bottu, «Le Républicain des Colonies» (1797)", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1993 (n°293-294), pp. 431-444.

Gainot B., "La constitutionnalisation de la liberté générale sous le Directoire (1795-1800)", in Dorigny M., (dir.), *Les abolitions de l'esclavage. De L.F. Sonthonax à V. Schoelcher: 1793-1794-1798*, Saint-Denis, Unesco, 1995.

Gainot B., "La députation de Saint-Domingue au corps législatif du Directoire", in *Revue française d'histoire d'outremer*, 1997/84 (n°316), pp. 95-110.

Gainot B., Dorigny M., *La Société des amis des noirs, 1788-1799. Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage*, Paris, Éditions UNESCO/EDICEF, 1998.

Gainot B., "La naissance des départements d'Outre-Mer. La loi du 1er Janvier 1798", in *Revue Historique des Mascareignes*, 1999/01, pp. 51-74.

Gainot B., "Un projet avorté d'intégration républicaine: l'institution nationale des colonies (1797-1802)", in *Dix-huitième siècle*, 2000 (n°32), pp. 401-427.

Gainot B., "Construction/destruction du discours sur la «Grande Nation»", in Jessenne J.-P., Bernet J., Leuwers H., *Du Directoire au Consulat 2. L'intégration des citoyens dans la Grande Nation*, Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2000.

Gainot B., *1799. un nouveau jacobinisme? La démocratie représentative, une alternative à Brumaire*, Paris, Cths, 2001.

Gainot B., "Aux origines du Directoire: le "proconsulat" de Jacques Reverchon (brumaire-ventôse an IV)", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2003 (n°332), pp. 129-146.

Gainot B., "Métropole/Colonies. Projets constitutionnels et rapports de forces. 1798-1802", in Bénot Y., Dorigny M., (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux*

origines de Haïti, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 13-28.

Gainot B., “La *Décade* et la «colonisation nouvelle»”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2005 (n°339), pp. 99-116.

Gainot B., “La députation de Saint-Domingue, au corps législatif du Directoire”, in Marcel Dorigny (dir.), *Lèger-Félicité Sonthonax, La première abolition de l'esclavage. La Révolution française et la Révolution de Saint-Domingue*, Paris, Société française d'histoire d'Outre-Mer, 2005, pp. 95-110.

Gainot B., “L'établissement libre de Sierra Leone et les projets de colonisation nouvelle en Afrique (1783-1802)”, in *Cahiers Charles V*, 2009 (n°46), pp. 71-95.

Gainot B., “Benjamin Constant et le cercle constitutionnel de 1797: la modération impossible”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2009 (n°357), pp. 103-118.

Gainot B., “The republican imagination and race: the case of the Haitian Revolution” in Manuela Albertone, Antonino De Francesco (dir.), *Rethinking the atlantic world. Europe and America in the age of democratic Revolutions*, Basingstoke, Palgrave, Mc Millan, 2009, pp. 276-293.

Gainot B., “La République comme association de citoyens solidaires. Pour retrouver l'économie politique républicaine (1792-1799)”, in Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Regent, Pierre Serna, *Pour quoi faire la révolution*, Paris, 2012, pp. 149-180.

Gainot B., *La révolution des esclaves. Haïti, 1763-1804*, Paris, Vendémiaire, 2017.

Gainot B., Saunier É., “Des Antilles aux Indes Orientales, la Révolution française et la question coloniale”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1 (n°395), pp. 29-35.

Gainot B., “Bref aperçu concernant l'histoire du mouvement abolitionniste français (1770-1848)”, in *La Révolution française*, 2019/16.

Gainot B., “Les Révolutionnaires face à l'esclavage”, in *Histoire de la justice*, 2021/1 (n°31), pp. 171-179.

Gainot B., “Les faux-semblants de la «petite guerre»: conflits coloniaux et guerre moderne”, in *Revue Historique des Armées*, 2023/2 (n°309), pp. 105-120.

Garrigus J., *Before Haiti: Race and Citizenship in French Saint-Domingue*, New York, Palgrave Macmillan, 2006.

Garrigus J., Morris C. (dir.), *Assumed identities: The meanings of race in the Atlantic World*, College Station, Texas A&M University Press, 2010.

Garrigus J. D., “Vincent Ogè, “jeune”(1757-91): Social Class and Free Colored Mobilization on the Eve of the Haitian Revolution” in *The Americas*, 2011/1 (n°68), pp. 33-62.

Garrigus J., “«Affranchis» and «coloreds»: why were racial codes stricter in Eighteenth-century Saint-Domingue than in Jamaica?”, in *Quaderni Storici*, 2015/50 (n°148), pp. 69-86.

Gary D. J., *Rufus King and the history of reading. The use of print in the Early American Republic*, Dissertation, New York, 2013.

Gaspar D. B., Geggus D. P. (dir.), *A Turbulent Time. The French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington, Indiana University Press, 1997.

Gauchet M., *La révolution moderne. L'avènement de la démocratie I*, Paris, Gallimard, 2013.

Gauchet M., *La crise du libéralisme. L'avènement de la démocratie 2*, Paris, Gallimard, 2014.

Gauchet M., *À l'épreuve des totalitarismes 1914-1974. L'avènement de la démocratie 3*, Paris, Gallimard, 2017.

Gauthier F., *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution 1789-1795-1802*, Paris, PUF, 1992.

Gauthier F., “Le role de la députation de Saint-Domingue dans l'abolition de l'esclavage”, in Dorigny M. (dir.), *Les Abolitions de l'esclavage de Lèger Félicité Sonthonax à Victor Schoelcher*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1995, pp. 199-211.

Gauthier F., “Inédits de Belles, Mills et Dufay, députés de Saint-Domingue, de Roume et du Comité de Salut Public, concernant le démantèlement du réseau du lobby esclavagiste en France février-mars 1794”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1995 (n°302), pp. 607-611.

Gauthier F., “Critique du concept de “révolution bourgeoise””, in *Raison présente*, 1997/3 (n°123), pp. 59-72.

Gauthier F. (dir.), *Périssent les colonies plutôt qu'un principe! Contributions à l'histoire de l'abolition de l'esclavage (1789-1804)*, Paris, Collection des Études Révolutionnaires, 2002.

Gauthier F., “À l'origine de la théorie physiocratique du capitalisme, la plantation esclavagiste, l'expérience de Le Mercier de la Rivière, intendant de la Martinique”, in *Actuel Marx*, 2002/2 (n°32), pp. 51-72.

Gauthier F., *L'aristocratie de l'épiderme. Le combat de la Société des Citoyens de Couleur, 1789-1791*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

Gauthier F., “La Révolution de Saint-Domingue ou la conquête de l'égalité de l'épiderme

(1789-1804)”, in Hoffman L.-F., Gewecke F., Fleischmann U. (dir.), *Haiti 1804 – Lumières et ténèbres. Impact et résonances d’une révolution*, Vervuert, Iberoamericana, 2008, pp. 21-41.

Gauthier F., “La Contre-Révolution et l’abolition de l’esclavage: le Marquis de la Rochejaquelein, membre du club Massiac et acteur dans l’occupation anglaise de Saint-Domingue, 1789-1802” in Martin J.-C. (dir.), *La Contre-Révolution en Europe: XVIIIe-XIXe siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, pp. 77-86.

Gauthier F., *Triomphe et mort de la Révolution des droits de l’homme et du citoyen 1789, 1795, 1802*, Paris, Éd. Syllepse, 2014.

Gautier A., *Les Soeurs de solitude, Femmes et esclavage aux Antilles du XVIIe au XIXe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Geggus D., “Front His Most catholic Majesty to the godless Republic: the «volte-face» of Toussaint Louverture and the ending of slavery in Saint-Domingue”, in *Outre-Mers. Revue d’histoire*, 1978 (n°241), pp. 481-499.

Geggus D., *Slavery, War and Revolution. The British Occupation of Saint-Domingue 1793-1798*, New York, Clarendon Press of Oxford University Press, 1982.

Geggus D., “The Cost of Pitt's Caribbean Campaigns 1793-1798”, in *The Historical Journal*, 1983/3 (°26) pp. 699-706.

Geggus D., “La cérémonie du Bois Caïman”, in *Journal de l’Histoire Caribbénne*, 1991/1 (n°25), pp. 41-57.

Geggus D., “Sugar and Cofee Cultivation in Saint-Domingue and the Shaping of the Slave Labor Force”, in Ira Berlin, Philip Morgan (dir.), *Cultivation and Culture: Labor and the Shipping of the Slave Life in Americas*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1993, pp. 73-98.

Geggus D., “Slavery, War and Revolution in the Greater Caribbean, 1789-1815”, in Gaspar D. B., Geggus D., (ed.), *A Turbulent Time: the French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington, Indianapolis, Indiana University Press, 1997, pp. 1-50.

Geggus D., “La cérémonie du Bois Caïman”, in Laennec Hurbon, *L’insurrection des esclaves de Saint-Domingue*, Paris, Karthala, 2000, pp. 149-171

Geggus D., “the Caradeux and Colonial Memory” in David P. Geggus (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001, pp 231-246.

Geggus D., “The French Slave Trade. An Overview”, in *William and Mary Quarterly*, 2001/1

(n°58), pp. 119-138.

Geggus D., (dir.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001.

Geggus D., “Th Arming of Slaves in tha Haitian Revolution”, in Brown C.L., Morgan P.D., *Arming Slaves. From Classical Times to the Modern Age*, Yale – New Haven – London, Yale University Press, 2006, pp. 209-232

Geggus D., “Print Culture and the Haitian Revolution: The Written and the Spoken Word”, in *Proceedings of the American Antiquarian Society*, 2007/2 (n°116), pp. 299-314.

Geggus D., Fiering N. (dir.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009.

Geggus D., *The Haitian Revolution. A Documentary History*, Indianapolis, Indiana University Press, 2014.

Geggus D., “The Louisiana Purchase and the Haitian Revolution”, in E. Dillon, M. Drexler (dir.), *The Haitian Revolution and the Early United States. Histories, Textualities, Geographies*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016, pp. 178-202.

Geggus D., *The Haitian Revolution and the Early United States. Histories, Textualities, Geographies*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

Gelderen M., Skinner Q., (dir.), *Republicanism. A Shared European Heritage. Republicanism and Constitutionalism in Early Modern Europe, vol. 1*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Gelderen M., Skinner Q., (dir.), *Republicanism. A Shared European Heritage. The Values of Republicanism in Early Modern Europe, vol. 2*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Genovese E., *From Rebellion to Revolution: Afro-American Slave Revolts in the Making of Modern World*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979.

Genovese E. F., Genovese E. D., *The Mind of the Master Class: History and Faith in the Southern Slaveholders' Worldview*, New York, Cambridge University Press, 2005.

Gerbi A., *La disputa del Nuovo Mondo. Storia di una polemica (1750-1900)*, Milano-Napoli, Riccardo Ricciardi Editore, 1955.

Ghachem M., “The Trap of Representation: Sovereignty, Slavery and the Road to the Haitian Revolution”, in *Historical Reflections/Réflexions historique*, 2003/1 (n°20), pp. 123-144.

Gilbert M., *The Routledge Atlas of American History*, London and New York, Taylor & Francis

Group, 2003.

Gillet J., “L’Amérique démoniaque: sur la persistance et la transformation d’un vieux mythe au XVIIIe siècle”, in *Annales de Bretagne et des pays de l’Ouest*, 1977/3 (n°84), pp. 329-339.

Gillikin M. W., *Saint Dominguan Refugees in Charleson, South Carolina, 1791-1822. Assimilation and Accomodation in a Slave Society*, Dissertation, Columbia, University of South Carolina, 2014.

Girard P. R., “Rêves d'Empire: French Revolutionary Doctrine and Military Interventions in the Southern United States and the Caribbean, 1789-1809”, in *Louisiana History: The Journal of the Louisiana Historical Association*, 2007/4 (n°48), pp. 389-412.

Girard P. R., “Napoléon Bonaparte and the Emancipation Issue in Saint-Domingue, 1799-1803”, in *French Historical Studies*, 2009/4 (n°32), pp. 587-618.

Girard P. R., “Trading Races. Joseph and Marie Bunel, a Diplomat and a Merchant in Revolutionary Saint-Domingue and Philadelphia”, in *Journal of the Early Republic*, 2010 (n°30), pp. 351-376.

Girard P. R., “Napoléon voulait-il rétablir l’esclavage en Haïti?”, in *Bulletin de la Société d’Histoire de la Guadeloupe*, 2011 (n°159), pp. 3-28.

Girard P. R., *The Slaves Who Defeated Napoleon: Toussaint Louverture and the Haitian War of Independence*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2011.

Girard P. R., “What’s in a Name? Slave Trading during the French and Haitian Revolutions”, in *The William and Mary Quarterly*, 2019/4 (n°76), pp. 763-796.

Gliech O., *Saint-Domingue und die Französische Revolution. Das Ende der weißen Herrschaft in einer karibischen Plantagenwirtschaft* [Santo Domingo e la Rivoluzione francese. La fine della dominazione bianca nell’economia caraibica delle piantagioni], Cologne, Weimar, Vienne, Böhlau, 2011.

Godechot J., *La grande nation. L’expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799*, Paris, Aubier, 1956.

Godechot J., “Les Relations Economiques entre la France et les États-Unis de 1778 à 1789”, in *French Historical Studies*, 1958/1 (n°1), pp. 26-39.

Godechot J., “De Conde (Alexander). Entangling Alliance, Politics and Diplomacy under George Washington”, in *Revue belge de philologie et d’histoire*, 1960/2 (n°38), pp. 519-521.

Godechot J., “L’influence de l’Antiquité à l’époque de la Révolution”, in *Index*, 1977/7, pp. 45-57.

Gojosso E., *Le concept de république en France (XVIe-XVIIIe siècles)*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires Aix-Marseille, 1998.

Goldfarb, S. J., “An Inquiry into the Politics of the Prohibition of the International Slave Trade”, in *Agricultural History*, 1994/2 (n°68), pp. 20-34.

Gomez A., *Le syndrome de Saint-Domingue. Perceptions et représentations de la Révolution haïtienne dans le Monde atlantique, 1790-1886*, Paris, Histoire, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2010.

Gomez A., “Images de l’apocalypse des planteurs”, in *L’Ordinaire des Amériques*, 2013 (n°215).

Gomez A., *Le spectre de la révolution noire. L’impact de la révolution haïtienne dans le monde atlantique, 1790-1886*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

Gould E. H., *Among the Powers of the Earth. The American Revolution and the Making of a New World Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.

Graham R.E., “The Taverns of Colonial Philadelphia”, in *Philadelphia: Transactions of the American Philosophical Society*, 1953/1 (n°43), pp. 318-325.

Grandière M., “Les réfugiés et les déportés des Antilles à Nantes sous la Révolution”, in *Bulletin de la Société d’Histoire de la Guadeloupe*, 1977 (n°33-34), pp. 3-171.

Green J.P., *Negotiated Authorities: Essays in Colonial Political and Constitutional History*, Charlottesville-London, University of Virginia Press, 1994.

Greenstein F. I., “Presidential Difference in the Early Republic. The Highly Disparate Leadership Styles of Washington, Adams and Jefferson”, in *Presidential Studies Quarterly*, 2006/3 (n°36), pp. 373-390.

Grenier J.-Y., “Faut-il rétablir l’esclavage en France?”, in *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 2010/2 (n°57), pp. 7-49.

Pétre-Grenouilleau O., *L’argent de la traite. Milieu négrier, capitalisme et développement: un modèle*, Paris, Aubier, 1996.

Grenouilleau O., *Les négoces maritimes français, XVIIe-XVIIIe siècle*, Paris, Berlin-Sup, 1997.

Grenouilleau O., *Les Traités négrières*, Paris, La Documentation française, 2003.

Pétre-Grenouilleau O., “Révoltes et Révolutions (1773-1802): le prisme de l’esclavage colonial”, in Jean-Pierre Poussou (dir.), *Le Bouleversement de l’ordre du monde*, Paris, SEDES,

2004, pp. 253-294.

Grenouilleau O., *Les Traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004.

Grenouilleau O., *La tratta degli schiavi. Saggio di storia globale*, Bologna, il Mulino, 2006.

Grenouilleau O. (ed), *Abolir l'esclavage. Un réformisme à l'épreuve (France, Portugal, Suisse, XVIIIe-XIXe siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

Grenouilleau O., *La Révolution abolitionniste*, Paris, Gallimard, 2017.

Grenouilleau O., *Fortunes de mer, sirènes coloniales*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

Grenouilleau O., *Qu'est-ce que l'esclavage?*, Paris, Gallimard, 2022.

Griffin M. I. J., "Asylum. A colony of French catholics in Bradford County, Pennsylvanua. 1794-1800", in *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia*, 1907/2 (n°18), pp. 245-261.

Griffiths R., *Le Centre perdu. Mazoute et les «monarchiens» dans la Révolution française*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1988.

Grosso B., "Exilés, réfugiés, émigrés, immigrés: quelques tentatives de définition", in Collomp C., Menéndez M. (dir.), *Exilés et réfugiés politique aux États-Unis 1789-2000*, Paris, CNRS Éditions, 2003, pp. 19-30.

Gueniffey P., *Le Nombre et la Raison. La Révolution française et les élections*, Paris, Ecoles de Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1993.

Gueniffey P., "Le moment du vote. Les systèmes électoraux de la période révolutionnaire", in *Revue française de science politique*, 1993/1 (n°43), pp. 6-29.

Gueniffey P., "La première république, 1792-1804: de la république des lumières à la république impériale", in Belot R., (dir.), *Tous républicains!* Paris, Armand Colin, 2011, pp. 9-16.

Gueniffey P., *Bonaparte. 1796-1802*, Paris, Gallimard, 2013.

Guigou B., *Les raisons de l'esclavage*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Guigou B., "Montesquieu ou les paradoxes du relativisme", in *Études*, 2004/9 (n°401), pp. 193-204.

Guilhaumou J., *La langue politique et la Révolution française. De l'événement à la raison linguistique*, Paris, Meridiens Klincksieck, 1989.

Guilhaumou J., Monnier R., (dir.), *Des notions concepts en révolution: autour de la liberté politique à la fin du 18e siècle*, vol. 4, Paris, Société des études robespierristes, 2003.

Guilhaumou J., *Discours et événements. L'histoire langagière des concepts*, Paris, PUF, 2006.

Guilhaumou J., “Modérer la langue politique à l’extrême”, in *Annales historiques de la Révolution française* 2009/3 (n°357), pp. 21-45.

Guillaumin C., *L'Idéologie raciste*, Paris, Gallimard, 2002.

Guiomar J.-Y., “Histoire et significations de “la Grande Nation” (août 1797-automne 1799): problèmes d’interprétation”, in Jessenne J.-P., Bernet J., Leuwers H., *Du Directoire au Consulat 2. L'intégration des citoyens dans la Grande Nation*, Lille, Publications de l’Institut de recherches historiques du Septentrion, 2000.

Guiomar J.-Y., “La Grande Nation, est-ce encore la Nation?”, in Jessenne J.-P., Bernet J., Leuwers H., *Du Directoire au Consulat 2. L'intégration des citoyens dans la Grande Nation*, Lille, Publications de l’Institut de recherches historiques du Septentrion, 2000.

Gury J., “La Franklinomanie”, in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1997/3 (n°84), pp. 257.263.

Gust O., *Unhomely Empire. Whiteness and Belonging, c. 1760-1830*, London, Bloomsbury, 2021

Habermas J., *Storia e critica dell'opinione pubblica*, Bari, Laterza, 1971.

Habermas J., *L'espace public*, Paris, Payot, 1978.

Hafid-Martin N., “Evolution et critique de la théorie des climats à travers le XVIIIe siècle en France. Du déterminisme géographique à la liberté politique”, in *Swift*, 1999.

Hale M. R., *Neither Britons nor Frenchmen. The French Revolution and American National Identity*, Dissertation, Brandeis University, 2002.

Halperin T.D., *The Alien and Sedition Acts of 1798. Testing the Constitution*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2016.

Halpern J.-C., “De la nécessité d’adopter l’esclavage en France” in *Annales historiques de la Révolution française*, 2009 (n°355).

Hamilton A., Madison J., *Th Pacificus-Helvitius Debates of 1793-1794*, Indianapolis, Liberty Fund, 2007.

Hammersley R., “Harringtonian Republicanism, Democracy and the French Revolution”, in *La Révolution française*, 2013/5.

Hammersley R., *The English Republican tradition and eighteenth-century France. Between the ancients and the moderns*, Manchester, Manchester University Press, 2013.

Hammond J. C., “«They Are Very Much Interested in Obtaining an Unlimited Slavery»: Rethinking the Expansion of Slavery in the Louisiana Purchase Territories, 1803-1805, in *Journal of the Early Republic*, 2003/3 (n°23), pp. 353-380.

Hammond J. C., *Slavery, Freedom and Expansion in the Early American West*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2007.

Hammond J. C., “Slavery, Settlement, and Empire: the Expansion and Growth of Slavery in the Interior of the North American Continent, 1770-1820”, in *Journal of the Early Republic*, 2012/2 (n°32), pp. 175-206.

Hammonds E. M., Herzig R. M. (dir.), *The Nature of Difference. Sciences of Race in the United States from Jefferson to Genomics*, Cambridge, The MIT Press, 2008.

Harder M., “A Second Terror: The Purges of French Revolutionary Legislators after Thermidor”, in *French Historical Studies*, 2015/1 (n°38), pp. 33-60.

Harland-Jacobs J., Jansen J.C., Mancke J. & E., *The fraternal Atlantic: An introduction*, in *Atlantic Studies*, 2019/3 (n°16), pp. 283-293.

Harland-Jacobs J., Jansen J.C., Mancke E. (dir), *The fraternal Atlantic, 1770-1930. Race, Revolution and Transnationalism in the Worlds of Freemasonry*, London-New York, Routledge, 2021.

Harpaz E., “Benjamin Constant et Chateaubriand”, in *Revue d’histoire littéraire de la France*, 2006/2 (n°106), pp. 351-369.

Harris P., “Émigrés and Transimperial Politics: Pierre Victor Malouet and the Fate of Saint Domingue”, in Philip L., Reboul J., (dir.), *French Emigrants in Revolutionised Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 181-204.

Harsanyi D.P., *Lessons from America. Liberal aristocrats, the French Revolution, and the American experience*, Chapel Hill, PhD Dissertation, 2001.

Harsaniy D.P., “How to make a revolution without firing a shot. Thoughts on the Brissot-Chastellux Polemic (1786-1788)”, in *French History*, 2008/2 (n°22), pp. 197-216.

Harsanyi D.P., *Lessons from America. Liberal French nobles in exile, 1793-1798*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2010.

Hartman A., "The rise and fall of whiteness studies", in *Race & Class*, 2004/2 (n°46), pp. 22-38.

Hartog F., *Le miroir d'Hérodote. Essai sur la représentation de l'autre*, Paris, Gallimard, 1980.

Hartog F., "Il confronto con gli antichi", in Settis S., (dir.), *I Greci. Storia Cultura Arte e Società, I. Noi e i Greci*, Torino, Einaudi, 1996, pp. 3-37.

Hartog F., "La Révolution française et l'Antiquité. Avenir d'une illusion ou cheminement d'un quiproquo?", in Avlami C., (dir.), *L'Antiquité grecque au XIXe siècle: un exemplum contesté*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 7-46.

Hartog F., *Régimes d'historicité. Presentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

Hartridge W. C., "The refugees from the Island of St. Domingo in Maryland", in *Maryland Historical Magazine*, 1943/2 (n°38), pp. 103-122.

Hartz L., *The Liberal Tradition in America. An Interpretation of American Political Thought since the Revolution*, New York, Harcourt Brace & World, 1955; trad. it., *La tradizione liberale in America. Interpretazione del pensiero politico americano dopo la rivoluzione*, Milano, Feltrinelli, 1960.

Harvard G., Vidal C., *Histoire de l'Amérique française*, Paris, Flammarion, 2003.

Hebert C., "The French Element in Pennsylvania in the 1790s. The Francophone Immigrants' Impact", in *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 1984/4 (n°108), pp. 451-469.

Hebert C., "Demise of the American Dream: The French Experience of American Life in the Age of the French Revolution", in *Histoire Sociale - Social History*, 1990/23 (n°46), pp. 219-248.

Hebert C., "French Publications in Philadelphia in the Age of the French Revolution. A Bibliographical Essay", in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 1991/1 (n°58), pp. 37-61.

Hébrard J., "Les deux vies de Michel Vincent, colon à Saint-Domingue (c. 1730-1804)", in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2010/2 (n°57-2), pp. 50-78.

Heidenreich Jr. D., "U.S. National Security and Party Politics. The Consensus on Louisiana, 1789-1803", in *The Arkansas Historical Quarterly*, 2003/62 (n°4), pp. 370-385.

Heike P., *The Myths That Made America. An Introduction to American Studies*, Bielefeld,

Transcript, 2014.

Hemphill E., “The Jeffersonian Background of the Louisiana Purchase”, in *The Mississippi Valley Historical Review*, 1935/2 (n°22), pp. 177-190.

Hendrickson D., Tucker R. W., *The Empire of Liberty*, New York, Oxford University Press, 1990.

Hernández Guerrero D., “La Révolution haïtienne et l’expansion territoriale des États-Unis”, in Bénot Y., Dorigny M., (dir.), *Rétablissement de l’esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 453-471.

Heuman G., Burnard T. (dir.), *The Routledge History of Slavery*, London, Routledge, 2010.

Hickey D.R., “America’s Response to the Slave Revolt in Haiti. 1791-1806”, in *Journal of the Early Republic*, 1982/2 (n°4), pp. 361-379.

Higonnet P., *Sister Republics. The Origins of French and American Republicanism*, Cambridge, Harvard University Press, 1988.

Hill C., *The World Turned Upside Down. Radical Ideas During the English Revolution*, London, Penguin, 2020.

Hirota H., *Expelling the Poor: Atlantic Seaboard State & the 19th Century Origins of American Immigration Policy*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Hirsch A. R., Logsdon J., *Creole New Orleans. Race and Americanization*, Baton Rouge and London, Louisiana State University Press, 1992.

Hobbes T., *Leviathan*, trad. F. Tricaud, Paris, Sirey, 1971.

Hobsbawm E., *The Age of Revolution 1789-1848*, New York, New American Library, 1962.

Hodges G. R., *Slavery and Freedom Among Early American Workers*, New York, Routledge, 1998.

Hodson C., Rushfort B., *Discovering Empire: France and the Atlantic World from the Age of the Crusades to the Rise of Napoleon*, Oxford, Oxford University Press, 2022.

Hoffmann B., *Posthumous America. Literary Reinventions of America et the End of the Eighteenth Century*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2018.

Homan G.D., *Jean-François Reubell. French Revolutionary, patriot and director (1747-1807)*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1971.

Horsman R., *The Diplomacy of the New Republic 1776-1815*, Arlington Heights, Ill., 1985.

Houllemare M., “La fabrique des archives coloniales et la naissance d’une conscience impériale (France, XVIIIe siècle)”, in *Revue d’histoire moderne & contemporaine*, 2014/2 (n°61-2), pp. 7-31.

Houpert J., *Les lorrains en Amérique du Nord*, Sherbrooke, Nanan, 1985.

Howard C. R., “Man and Nature in the New World. A Check List of the Writings of Gilbert Chinard”, in *The Princeton University Library Chronicle*, 1965/3 (n°26), pp. 147-196.

Hrodej P. (dir.), *L’esclave et les plantations: de l’établissement de la servitude à son abolition. Hommage à Pierre Pluton*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Hullung M., (dir.), *The American Liberal Tradition Reconsidered: the Contested Legacy of Louis Hartz*, Lawrence, University Press of Kansas, 2010.

Hunt A., *Haiti’s influence on antebellum America*, Baton Rouge, Louisiana State University press, 1988.

Hunt J.B., *Understanding the London Corresponding Society. A Balancing Act between Adversaries Thomas Paine and Edmund Burke*, Waterloo, Canada, 2013 (thesis).

Hunt L., “The Language of Politics and Political Culture in France, England, the USA and the Dutch Republic”, in *BMGN*, 1989/4 (n°104), pp. 622-637.

Hunt, Lynn, *Inventing Human Rights. A History*, New York, Norton, 2007.

Hunter S., van der Westhuizen C., (dir.), *Routledge Handbook of Critical Studies in Whiteness*, New York, Routledge, 2022.

Hurbon L. (ed.), *L’insurrection des esclaves de Saint-Domingue, 22-23 août 1791*, Paris, Karthala, 2000.

Huzzey R., Janse M., Miller H., Oddens J., Waddell B., “Introduction: Petitions and Petitioning in Historical Perspective”, in R. Huzzey., M. Janse, H. Miller, J. Oddens, B. Waddell (dir.), *Petitions and Petitioning in Europe and North America: From the Late Medieval Period to the Present*, Oxford, Oxford University Press, 2023.

Ihl O., “La république des titres et des honneurs”, in *Communications*, 2000 (n°69), pp. 115-137.

Ihl O., “Hiérarchiser des égaux. Les distinctions honorifiques sous la révolution française”, in *Revue française d’histoire des Idées Politiques*, 2006/1 (n°23), pp. 35-53.

Ihl O., “Une autre représentation. Sur les pratiques d’acclamation dans la France de la seconde à la troisième république”, in *Revue française de science politique*, 2015/3 (n°65), pp. 381-403.

Ingham J.W., *A short history of Asylum Pennsylvania. Founded in 1793 by the French Exiles in America*, Towanda, Press of the Towanda Printing Company, 1916.

Innes J., Philp M., *Re-imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Iriye A., “Réflexions sur l’histoire globale et transnationale”, in *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique*, 2013 (n°121), 89-106.

Ismard P., Rossi B., Vidal C., (dir.), *Les mondes de l’esclavage. Une histoire comparée*, Paris, Seuil, 2021.

Israel J., *La Rivoluzione francese. Una storia intellettuale dai Diritti dell’uomo a Robespierre*, Torino, Einaudi, 2016.

Israel J., *Il grande incendio. Come la Rivoluzione americana conquistò il mondo (1775-1848)*, Torino, Einaudi, 2018.

Jainchill A., *Reimagining politics after the Terror. The republican origins of French liberalism*, Ithaca, Cornell University Press, 2008.

Jansen J. C., “Brothers in Exile: Masonic Lodges and the Refugees of the Haitian Revolution, 1790s-1820”, in *Atlantic Studies*, 2019/3 (n°16), pp. 341-363.

Jansen J. C., “American Indians for Saint-Domingue? Exile, Violence, and Imperial Geopolitics after the French and Haitian Revolutions”, in *French Historical Studies*, 2022/1 (n°45), pp. 49-86.

Jansen J. C., “Aliens in a Revolutionary World: Refugees, Migration Control and Subjecthood in the British Atlantic, 1790s-1820s”, in *Past & Present*, 2022/1 (n°255), pp. 189-231.

Jasanoff M., *Liberty’s Exiles. American Loyalists in the Revolutionary World*, New York, Alfred A. Knopf, 2011.

Jaume L., *L’individu effacé, ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.

Jaume L., “Marc Lahmer. *La Constitution américaine dans le débat français: 1795-1848*, Paris, L’Harmattan, 2001”, in *Historia Constitucional*, 2002/3.

Jean-François Brière, *Haiti et la France, 1804-1848. Le rêve brisé*, Paris, Karthala, 2008.

Jennings L., *La France et l'abolition de l'esclavage, 1802-1848*, Paris, André Versaille éditeur, 2010.

Jennings J., *Revolution and the Republic. A History of Political Thought in France since the Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

Jessenne J.-P., Bernet J., Leuwers H., *Du Directoire au Consulat 2. L'intégration des citoyens dans la Grande Nation*, Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2000.

Joachim B., "L'indemnité coloniale de Saint-Domingue et la question des rapatriés", in *Revue Historique*, 1971/2 (n°246), pp. 359-376.

John R. H., "Thought and the Political Violence of the 1790s", in *American Quarterly*, 1967/2 (n°19), pp. 147-165.

Johnson E. R., *The Revolution from within: Abolitionists and the Revolution in Saint-Domingue*, PhD Dissertation, The Florida State University, 2012.

Johnson E. R., *Philanthropy and Race in the Haitian Revolution*, Cambridge, Palgrave Macmillan Cham, 2018.

Johnson R. A., "A Revolutionary Dinner: U.S. Diplomacy toward Saint Domingue, 1798-1801", in *Early American Studies*, 2011/1 (n°9), pp. 114-141.

Johnson R. A., *Diplomacy in Black and White: John Adams, Toussaint Louverture, and Their Atlantic World Alliance*, Athens, University of Georgia Press 2014.

Johnson S. E., *The Fear of French Negroes. Transcolonial Collaboration in the Revolutionary Americas*, Berkeley - Los Angeles - London, University of California Press, 2012.

Johnson W., "The Pedestal and the Veil: Rethinking the Capitalism/Slavery Question", in *Journal of the Early Republic*, 2004/2 (n°24), pp. 299-308.

Johnson W., *River of Dark Dreams: Slavery and Empire in the Cotton Kingdom*, Cambridge, Harvard University Press, 2013.

Jolly P., "La vie singulière de Du Pont de Nemours", in *Le moniteur consulaire*, 1953, pp. 61-79.

Jolly P., *Du Pont de Nemours, soldat de la liberté*, Paris, PUF, 1956.

Jones M. S., "Time, Space and Jurisdiction in Atlantic World Slavery: the Volunbrun Household in Gradual Emancipation New York", in *Law and History Review*, 2011/4 (n°29), pp. 1031-1060.

Jordan W. D., *White over Black. American Attitudes toward the Negro 1550-1812*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1968.

Jordan W. D., *White over Black. American Attitudes toward the Negro 1550-1812*, 2nd edition, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012.

Jourdan A., *La Révolution, une exception française?*, Paris, Champs Flammarion, 2004.

Jourdan A., “The «Alien Origins» of the French Revolution: American, Scottish, Genevavo and Dutch influences”, in *Proceedings of the Western Society for French History*, 2007 (n°35), pp. 185-205.

Joyeux-Prunel B., “Les transferts culturels. Un discours de la méthode”, in *Hypothèses*, 2003/1, pp. 149-162.

Kaci M., Karla A., Lignereux A., “L’âge des révolutions: rebonds transnationaux”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/3 (n°397), pp. 3-11.

Kahane M., *La première assemblée coloniale révolutionnaire à Saint-Domingue: l’assemblée de Saint-Marc*, thèse, Ecole des Chartes, 1970.

Kaplan C., Smith E. H., “Elihu Hubbard Smith’s «The Institutions of the Republic of Utopia»”, in *Early American Literature*, 2000/3 (n°35), pp. 294-336.

Kaplan L. S., *Colonies into Nation: American Diplomacy 1763-1801*, New York, Mac Millan Company, 1972.

Kaspi A., “La République américaine: un modèle pour la troisième république?”, in Belot R., (dir.), *Tous républicains!* Paris, Armand Colin, 2011, pp. 101-106.

Kastor P., *The Nation’s Crucible. The Louisiana Purchase and the Creation of America*, New Haven, Yale University Press, 2004.

Keefe J. M., *From Legal Rights to Citizens’ Rights and Alien Penalties: Migrant Influence, Naturalization and the Growth of National Power over Foreign Migrants in the Early American Republic*, PhD Dissertation, The University of Chicago, 2012.

Keith A. B., “Letters from Major James Cole Mountflorencia to members of the Blount Family”, in *The North Carolina Historical Review*, 1937/3 (n°14), pp. 251-287.

Keith A. B., “John Gray and Thomas Blount. Merchants, 1783-1800”, in *The North Carolina Historical Review*, 1948/2 (n°25), pp. 194-205.

Kellogg L. P., “George Rogers Clark to Genet”, in *American Historical Review*, 1913 (n°28),

pp. 780-783.

Kellogg L. P., "Letter of Thomas Paine, 1793", in *American Historical Review*, 1924 (n°29), pp. 501-505.

Kennedy M. L., "La société française des amis de la liberté et de l'égalité de Philadelphie 1793-1794", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1976 (n°226), pp. 614-636.

Kennedy M. L., "A French Jacobin Club in Charleston, South Carolina, 1792-1795" in *The South Carolina Historical Magazine*, 1990/1 (n°91), pp. 4-22.

Kenny K., *The Problem of Immigration in a Slaveholding Republic: Policing Mobility in the Nineteenth-Century United States*, Oxford, Oxford University Press, 2023.

Kerschbaumer F., von Kevserlingk-Rehbein L., Stark M., During M., *The Power of Networks. Prospects of Historical Network Research*, New York, Routledge, 2020.

Kettner J.H., *The Development of American Citizenship, 1608-1870*, Chapel Hill, Omohundro Institute, 1978.

Kèvonian D., "Deux siècles de réfugiés: circulations, qualifications, internationalism", *Pouvoirs*, 2013 (n°144), pp. 17-32.

Khelissa A. P., "Cristoforo Spinola, un aristocrate génois à Paris de la fin du règne de Louis XV à la République. Relations artistiques, diplomatie et brassage d'affaires entre Gênes et la France", in *Revue de l'Académie de France à Rome*, 2008, pp. 119-144.

Kim M., "Republicanism in the age of commerce and revolutions: Barère's reading of Montesquieu" in *French History*, 2016/3 (n°30), pp.354-375.

Kim M., "The Historical Politics of Volney's *Leçons d'Histoire* (1795)", in *French Studies Bulletin*, 2018/3 (n°148), pp. 43-47.

Kim M., "Volney and the French Revolution", in *Journal of the History of Ideas*, 2018/2 (n°79), pp. 221-242.

King S.R., *Blue Coat or Powdered Wig, Free People of Color in Pre-Revolutionary Saint-Domingue*, Athens, University of Georgia Press, 2001.

Kirkland T.J., Kennedy R.M., (dir.), *Historie Camden*, Columbia, The State, 1905, vol. 1, pag. 189.

Kitromilides P. M., (dir.), *Athenian Legacies. European debates on citizenship*, Firenze, Olschki, 2014.

Klaits J., Haltzel M. H., (dir.), *The global ramifications of the French Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Klein R. N., *Unification of a Slave State. The Rise of the Planter Class in the South Carolina Backcountry, 1760-1808*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1990.

Klein H., *The Atlantic Slave Trade*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

Klooster W., *Revolutions in the Atlantic World. A Comparative History*, New York, New York University Press, 2018.

Klotz G., “Voyages intellectuels dans les colonies en compagnie des physiocrates. La question de l’esclavage”, in Potier J.-P. (dir.), *Les Marmites de l’histoire. Mélanges en l’honneur de Pierre Dockès*, Paris, Classiques Garnier, 2014, pp. 181-217.

Klotz G., Minard P., Orain A. (dir.), *Les voies de la richesse? La physiocratie en question (1760-1850)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

Koekkoek R., *The Citizenship Experiment. Contesting the Limits of Civic Equality and Participation in the Age of Revolutions*, Boston, Brill, 2020.

Koenig W., Mayer S. L., *European manuscript sources of the American Revolution*, London, Bowker, 1974.

Kolchin P., “Whiteness Studies”, in *Journal de la Société des américanistes*, 2009/1 (n°95), pp. 117-163.

Korshin P. J., (dir.), *The American Revolution and eighteenth-century culture. Essays from the 1976 bicentennial conference of the American society for eighteenth-century studies*, New York, AMS press, 1986.

Koselleck R., *Futuro passato. Per una semantica dei tempi storici*, Casale Monferrato, Casa Editrice Marietti, 1996.

Kramer E.F., “Some New Light on the XYZ Affair: Elbridge Gerry’s Reasons for Opposing War with France”, in *The New England Quarterly*, 1956/4 (n°29), pp. 509-513.

Kramnick I., “Republican Revisionism Revisited”, in *The American Historical Review*, 1982/3 (n°87), pp. 629-664.

Kupperman K.O., *The Atlantic in World History*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

Labrosse C., Retat P., *Naissance du journal révolutionnaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989.

Lachance P.F., "The Politics of Fear: French Louisianians and the Slave Trade, 1786-1809", in *Plantation Society in the Americas. An Interdisciplinary Journal of Tropical and Subtropical History and Culture*, 1979/1 (n°2), pp. 162-200.

Lachance P.F., "The 1809 Immigration of Saint-Domingue Refugees to New Orleans. Reception, Integration and Impact", in *Louisiana History. The Journal of the Louisiana Historical Association*, 1988/2 (n°29), pp. 109-141.

Lachance P.F., "The Foreign French", in Hirsch A. R., Logsdon J., *Creole New Orleans. Race and Americanization*, Baton Rouge and London, Louisiana State University Press, 1992, pp. 101-130.

Lachance P.F., "The Limits of privilege. Where free persons of colour stood in the hierarchy of wealth in antebellum New Orleans", in *Slavery & Abolition. A Journal of Slave and Post-Slave Studies*, 1996/1 (n°17), pp. 65-84.

Lachance P.F., "The 1809 Immigration of Saint-Domingue Refugees to New Orleans: Reception, Integration and Impact", in *Louisiana History. The Journal of the Louisiana Historical Association*, 1998/2 (n°29), pp. 109-141.

Lachance P.F., "Were Saint-Domingue Refugees a Distinctive Cultural Group in Antebellum New Orleans? Evidence from Patterns and Strategies of Property Holding", in *Revista/Review Interamericana*, 1999/1-4 (n°29), pp. 171-192.

Lachance P.F., "Existe-t-il un seul modèle colonial français en Amérique du Nord? Recherches récentes sur les relations raciales en Louisiane", in Wien T., Vidal C., Frenette Y., *De Québec à l'Amérique française. Histoire et mémoire. Textes choisis du deuxième colloque de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs*, Saint-Nicolas (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 2006, pp. 139-157.

Lacorne D., *L'invention de la République, le modèle américain*, Paris, Hachette, 1991.

LaFayette Brittain J., "Two Recently Discovered Letters of Charles Cotesworth Pinckney: Another Glimpse into the Mind of an Eighteenth Century Man of Affairs" in *The South Carolina Historical Magazine*, 1975/1 (n°76), pp. 12-20.

Lafont A., *L'Art et la Race. L'Africain (tout) contre l'œil des Lumières*, Paris, Les presses du réel, 2019.

Lahmer M., *La Constitution américaine dans le débat français: 1795-1848*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Landucci S., *I filosofi e i selvaggi*, Torino, Einaudi, 1972.

Langley L. D., *The Americas in the Age of Revolution, 1750-1850*, New Haven CT, Yale

University Press, 1996.

Larcher S., *L'autre citoyen. L'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage*, Paris, Armand Colin, 2014.

Larrère C., *L'invention de l'économie au XVIIIe siècle. Du droit naturel à la physiocratie*, Paris, Presses universitaires de France, 1992.

Laurent G. M., "Sonthonax et sa seconde mission: un réformiste", in *Revue française d'histoire d'outre mer*, 1997/84 (n°316), pp. 65-70.

Laurent S., "Le «poor white trash» ou la pauvreté odieuse du blanc américain", in *Revue Française d'Études Américaines*, 2009/2 (n°120), pp. 79-95.

Laurent S., Leclère T., *De quelle couleur sont les Blancs? Des «petits Blancs» des colonies au «racisme anti-Blancs»*, Paris, La Découverte, 2013.

Le Bozec C., *De la Révolution à la Restauration. Boissy d'Anglais. Itinéraire d'un grand notable libéral en phase de transition*, Thèse nouveau régime, Univ. Rouen, 1993 (Thèse).

Le Bozec C., *Boissy d'Anglas. Un grand notable libéral*, Privas, Fédération des oeuvres laïques de l'Ardèche, 1995.

Le Bozec C., *Barras*, Paris, Perrin, 2016.

Le Cour Grandmaison O., *Les citoyennetés en révolution (1789-1794)*, Paris, PUF, 1992.

Le Glaunec J.-P., *L'armée indigène. La défaite de Napoléon en Haïti*, Montréal, Lux éditeur, 2020.

Le Glaunec J.-P., *Esclaves mais résistants. Dans le monde des annonces pour esclaves en fuite: Louisiane, Jamaïque, Caroline du Sud, 1801-1815*, Paris, Karthala, 2021.

Le Guellaf F., *Armements en course et Droit des prises maritimes (1792-1856)*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1999.

Le Hir M.-P., *French Immigrants and Pioneers in the Making of America*, Jefferson (NC), McFarland, 2022.

Le Masne P., "La colonisation et l'esclavage vus par les physiocrates", in *L'Économie politique*, 2016/3 (n°71), pp. 101-112.

Lebovitz A., "Franklin Redivivus: The Radical Constitution, 1791-1799", in *American Journal of Legal History*, 2017 (n°57), pp. 1-50.

Lebovitz A., "An Unknown Manuscript on the Terror, attributed to Thomas Paine", in *The William and Mary Quarterly*, 2018/4 (n°75), pp. 685-714.

Lefebvre G., *Napoleone*, Roma-Bari, Laterza, 1991 (prima edizione del 1935).

Leibnitz G.W., *Principes de la nature et de la grace fondés en raison*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986: "Le présent est gros de l'avenir: le futur se pourrait lire dans le passé: l'éloigné est exprimé dans le prochain".

Lemay E. H., "L'Amérique dans les écrits d'un Parisien franc-comtois (1776-1795)", in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1977/3 (n°84), pp. 307-316.

Lender M. E., Martin J. K., "*A Respectable Army*". *The Military Origins of the Republic, 1763-1789*, Chichester, John Wiley & Sons, 2015.

Lentz T., "La presse républicaine modérée sous la Convention thermidorienne et le Directoire: Pierre Louis Roederer, animateur et propriétaire du «Journal de Paris» et du «Journal d'économie publique», in *Revue Historique*, 1994/2 (n°592), pp. 297-313.

Lentz T., Branda P., *Napoléon, l'esclavage et les colonies*, Paris, Fayard, 2006.

Léonard R.-M., "L'indépendance d'Haïti perceptions aux États-Unis, 1804-1864", in *Outre-Mers*, 2003/2 (n°340-341), pp. 207-225.

Lesage C., Netchine È., Sarrazin V., (dir.), *Catalogues de libraires, 1473-1810*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2006.

Leuwers H., "République et relations entre les peuples. Quelques éléments de l'idéal républicain autour de brumaire an VIII", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1999 (n°318), pp. 677-693.

Lévêque P., "Les employés du ministère de la Marine en l'an VI", in *La Revue administrative*, 2002/55 (n°329), pp. 525-541.

Levi-Strauss C., *Tristi Tropici*, Milano, il Saggiatore, 1960.

Levi-Strauss C., *Race et Histoire*, Paris, Folio, 1987.

Lheureux-Prévot C., "La politique coloniale de la France de 1789 à 1815. Bibliographie", in *Napoleonica. La Revue*, 2008/1 (n°1), pp. 148-194.

Liébart D., "Un groupe de pression contre-révolutionnaire: le club Massiac sous la constituante", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2008 (n°354), pp. 29-50.

Lightner D. L., *Slavery and the Commerce Power: How the Struggle Against the Interstate Slave Trade Led to the Civil War*, New Haven, Yale University Press, 2006.

Lilti A., *L'Héritage des Lumières. Ambivalence de la modernité*, Paris, Seuil, 2019.

Linebaugh P., Rediker M., *The many-headed hydra: sailors, slaves, commoners and the hidden history of the revolutionary Atlantic*, Boston , Beacon Press, 2000.

Linebaugh P., Rediker M., “The Many-Headed Hydra”, in *Multitudes*, 2008/2 (n°33), pp. 63-69.

Linebaugh P., *Red Round Globe Hot Burning. A Tale at the Crossroads of Commons & Closure, of Love & Terror, of Race & Class, and of Kate & Ned Despard*, Berkeley CA, University of California Press, 2019.

Link E.P., *Democratic Republican Societies, 1790-1800*, New York, Columbia University Press, 1942

Linn J.B., Egle W.H. (dir.), *Record of Pennsylvania Marriages, prior to 1810*, vol. 1, Baltimore, Clearfield, 2008, p. 193.

Livesey J., “Agrarian Ideology and Commercial Republicanism in the French Revolution”, in *Past & Present*, 1997 (n°157), pp. 94-121.

Livesey J., *Making democracy in the French Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.

Livesey J., “A Revolutionary Career? François de Neufchâteau Does Well by Doing Good, 1774-1794”, in *French History*, 2004/2 (n°18), pp. 1-23.

Livesey J., *The rise of economic societies in the eighteenth century. Patriotic reform in Europe and North America*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan, 2012.

Livesey J., “From Athens to Paris: The Legislative Assembly and Democracy in the Summer of 1792”, in Kitromilides P. M., (dir.), *Athenian Legacies. European debates on citizenship*, Firenze, Olschki, 2014.

Logan R., *The Diplomatic Relations of the United States with Haiti, 1776-1891*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1941.

Lok M., “L’extrême centre est-il exportable? Une comparaison entre la France et les Pays-Bas, 1814-1820” in *Annales historiques de la Révolution française*, 2009 (n°357), pp. 143-159.

Lok M., Pestel Friedemann, Reboul J., *Cosmopolitan Conservatism. Countering Revolution in Transnational Networks, Ideas and Movements (c.1700-1930)*, New York, Brill, 2021.

Lokke C.L., “London Merchant Interest in the St. Domingue Plantations of the Emigrés 1793”

in *American Historical Review*, 1938 (n°43), pp. 795-802.

Lokke C.L., "New Light on London Merchant Interest in the St. Domingue" in *Hispanic American Historical Review*, 1942 (n°22), pp. 670-676.

Loughran T., *The Republic in Print: Print Culture in the Age of U.S. Nation Building, 1770-1870*, New York, Columbia University Press, 2007

Loury G. C., *The Anatomy of Racial Inequality. With a New Preface*, Harvard, Harvard University Press, 2021.

Lundy G. F., "Early Saint Domingan Migration to America and the Attraction of Philadelphia", in *Journal of Haitian Studies*, 2006/1 (n°12), pp. 76-94.

Luzzatto S., *L'autunno della Rivoluzione. Lotta e cultura politica nella Francia del Termidoro*, Torino, Einaudi, 1994.

Lynn J. A., *Preserving the White Man's Republic. Jacksonian Democracy, Race, and the Transformation of American Conservatism*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2019.

Lyon E. W., "The Directory and the United States" in *The American Historical Review*, 1938/3 (n°43), pp. 514-532. royalistes ou

Lyon E. W., "The Franco-American Convention of 1800", in *The Journal of Modern History*, 1940/3 (n°12), pp. 305-333.

Maffei A., "Extravagant royalistes ou vrais amis de la République? Les colons réfugiés et l'élaboration des modèles républicains face à l'abolition de l'esclavage entre France et États-Unis (1794-1802)", in Alan Chevalier, Jean d'Andlau, Hervé Leuwers, Côme Simien (dir.), *Quelle république pour la nation? Projets républicains et révolution française 1770-1820*, Paris, Société des études robespierristes, 2023, pp. 261-270.

Magoni C., "L'Europe des constitutions dans l'ouvrage de Jacques-Vincent Delacroix (1791-1801)", in *La Révolution française*, 2011 (n°4).

Maissen T., "Le défi de la représentation. Les personnifications nationales dans l'Europe moderne", in Albertone M., Castiglione D., *Les Défis de la représentation. Langages, pratiques et figuration du gouvernement*, Paris, Classiques Garnier, 2018, pp. 37-72.

Malena A., "La Louisiane: une trahison américaine telle qu'illustrée dans la traduction de Vue de la colonie espagnole du Mississippi de Berquin-Duvallon", in *Censure et traduction dans le monde occidental*, 2002/2 (n°15), pp. 63-96.

Malsberger J. W., "The Political Thought of Fisher Ames", in *Journal of the Early Republic*,

1982/2 (n°1), pp. 1-20.

Manceron G., *Marianne et les colonies. Une introduction à l'histoire coloniale de la France*, Paris, La Découverte, 2005.

Manent P., *Storia intellettuale del liberalismo*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2010.

Mannuci V., (dir.), *The Languages of Revolution*, Milano, Scotti, 1988.

Marienstras É., (dir.), *L'Amérique et la France, deux révolutions*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990.

Marienstras É., Wulf N., “Traduire, emprunter, adapter la déclaration d’indépendance des États-Unis. Transferts et malentendus dans les traductions françaises”, in *Dix-huitième Siècle*, 2001 (n°33), pp. 201-218.

Marienstras É., Wulf N., *Révoltes et révolutions en Amérique*, Neuilly-sur-Saine, Atlande impr., 2005.

Marino S. J., *The French-refugee newspapers and periodical in the United States 1789-1825*, Michigan, Ann Arbor, 1961.

Mariotti C., Dorigny M., Gainot B., Rossignol M.J., Thibaud C. (dir), *Couleurs, esclavages, libérations coloniales 1804-1860. Réorientation des empires, nouvelles colonisations, Amériques, Europe, Afrique*, Paris, Bécherel, 2013

Marques L., “Slave Trading in a New World. The Strategies of North American Slave Traders in the Age of Abolition”, in *Journal of the Early Republic*, 2012/2 (n°32), pp. 233-260.

Marraro H. R., “The Four Versions of Jefferson’s Letter to Mazzei”, in *The William and Mary Quarterly*, 1942/1 (n°22), pp. 18-29.

Marsh P., “James Monroe as «Agricola» in the Genet Controversy, 1793”, in *The Virginia Magazine of History and Biography*, 1954/4 (n°62), pp. 472-476.

Martin A., Walter G., *Catalogue de l'histoire de la Révolution française. Journaux et almanachs*, vol. 5, Paris, Bibliothèque nationale, 1943.

Martin J.-C. (dir.), *La Contre-Révolution en Europe: XVIIIe-XIXe siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

Martin V., *La diplomatie en Révolution Structures, agents, pratiques e renseignements diplomatiques: l'exemple des agents français en Italie (1789-1796)*, thèse, Paris, 2011.

Martin V., “La citoyenneté revisitée: bilans et perspectives historiographiques”, in *La Révolution française*, 2015 (n°9).

Martin V., “Introduction. Pour une histoire du «gouvernement d’Assemblée». Les comités à la charnière du Législatif et de l’Exécutif”, in *La Révolution française*, 2020 (n°17).

Maruschke M., “«They were added to the lists of unfortunates»: French Caribbean Refugees in Philadelphia”, in *Age of Revolutions* 2023.

Marzagalli S., “Guerre et commerce. Le rôle des neutres dans les relations entre l’espace antillais et l’Europe occidentale au tournant du XVIIIe siècle”, in Butel P., Lavallé B., *L’espace caraïbe théâtre et enjeu des luttes impériales XVIe-XIXe siècle*, Bordeaux, Maison des Pays Ibériques, 1996, pp. 219-237.

Marzagalli S., “Les débuts des services consulaires des États-Unis. L’exemple de Bourdeaux de la guerre d’Indépendance américaine”, in Ulbert J., Le Bouëdec G., (dir.), *La fonction consulaire à l’époque moderne: l’affirmation d’une institution économique et politique (1500-1800)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Marzagalli S., “La navigation américaine pendant les French Wars (1793-1815): une simple reconfiguration des circuits commerciaux par neutres interposés?”, in Schnakenbourg É. (dir.), *Neutres et neutralité dans l’espace atlantique durant le long XVIIIe siècle (1700-1820). Une approche globale*, Bécherel, Les Perséides, 2015, pp. 131-158.

Marzagalli S., *Bordeaux et les États-Unis, 1776-1815. Politique et stratégies négociantes dans la genèse d’un réseau commercial*, Paris, Librairie Droz, 2015.

Mascilli Migliorini L., *Napoleone*, Roma, Salerno, 2021.

Mashaw J.L., *Creating the Administrative Constitution. The Lost One Hundred Years of American Administrative Law*, New Haven and London, Yale University Press, 2012.

Massin B., “Lutte des classes lutte des races”, in Claude Blanckaert (dir.), *Des Sciences contre l’homme*, Paris, Autrement, 1993.

Masson F., *Le Département des Affaires Étrangères pendant la Révolution 1787-1804*, Paris, E. Plon, 1877.

Masterson W. H., *William Blount*, New York, Greenwood Press, 1954.

Matchette R. B., *Guide to Federal Records in the National Archives of the United States*, voll. 1-3, Washington D.C., National Archives and Records Administration, 1998.

Mathiez A., *La Révolution et les Étrangers. Cosmopolitisme et défense nationale*, Paris, La Renaissance du Livre, 1918.

Mathiez A., “Le Coup d’État du 18 fructidor an V”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1929, (n°36), pp. 521-550.

Matias C. E., “On whiteness Studies: Hope and Futurity”, in *International Journal of Qualitative Studies in Education*, 2022/14 (n°35), pp. 697-702.

Matteucci N., *Alexis de Tocqueville. Tre esercizi di lettura*, Bologna, Il Mulino, 1990.

Matthewson T., “George Washington’s Policy Toward the Haitian Revolution”, in *Diplomatic History*, 1979/3 (n°3), pp. 321-336.

Matthewson T., “Jefferson and Haiti”, in *The Journal of Southern History*, 1995/2 (n°61), pp. 209-248.

Matthewson T., “Jefferson and the Nonrecognition of Haiti”, in *Proceedings of the American Philosophical Society*, 1996/1 (n°140), pp. 22-48.

Matthewson T., *A Proslavery Foreign Policy. Haitian-American Relations during the Early Republic*, Westport, Praeger, 2003.

Maurel B., *Cahiers de doléance de la Colonie de Saint-Domingue pour les Etats généraux de 1789*, Paris, Leroux, 1935.

Maurel B., *Saint-Domingue et la Révolution française. Les représentants des colons en France de 1789 à 1795*, Paris, Presses universitaires de France, 1943

Maurel B., “Une société de pensée à Saint-Domingue, le «Cercle des Philadelphes» au Cap Français”, in *Revue française d’histoire d’outre-mer*, 1962/48 (n°171), pp. 234-266.

Mazeau G., “Violence politique et transition démocratique: les attentats sous la Révolution française”, in *La Révolution française*, 2012/1.

McCoy D. R., *The Elusive Republic. Political Economy in Jeffersonian America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996.

McClellan J. E., “L’historiographie d’une académie coloniale: le Cercle des Philadelphes (1784-1793)”, *Annales historiques de la Révolution française*, 2000 (n°320), pp. 77-88.

McClellan J. E., *Colonialism and Science, Saint Domingue in the Old Regime*, Chicago-London, The University of Chicago Press, 2010.

McClellan J. E., Regourd F., *The Colonial Machine: French Science and Overseas Expansion in the Old Regime*, Turnhout, Brepols Publishers, 2011.

McKinley M., “Petitioning and the Making of the Administrative State”, in *The Yale Law Journal*, 2018/6 (n°127), pp. 1543-1630

McMaster J.B., *The Life and Times of Stephen Girard Mariner and Merchant*, Philadelphia, Lippincot, 1918.

Meadows D., “Engineering Exile: Social Networks and the French Atlantic Community, 1789-1809”, in *French Historical Studies*, 2000/1 (n°23), pp. 67-102.

Meadows D., *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804. Migration and Exile in the French Revolutionary Atlantic*, Ann Arbor (MI), UMI Dissertations Services, 2004.

Meadows D., “Les relations familiales trasatlantiques dans Mon Odyssée”, in *Société Française d'Etude du Dix-Huitième Siècle*, 2011/1 (n° 43).

Melissa M., Cottret B., *Cosmopolitismes, Patriotismes, Europe et Amériques, 1773-1802*, Rennes, Les Perséides, 2005.

Melzer S. E., Norberg K., (dir.), *From the Royal to the Republican Body. Incorporating the Political in Seventeenth- and Eighteenth-Century France*, Berkeley, University of California Press, 1998.

Mercier L-S., *L'An 2440: reve s'il en fut jamais*, Paris, La Découverte, 1999.

Mézin A., *Les consuls de France au siècle des Lumières (1715-1792)*, Paris, Ministères des Affaires étrangères, 1997.

Mézin A., “La fonction consulaire dans la France d’Ancien Régime: origine, principes, prérogatives”, in Ulbert J., Le Bouëdec G., (dir.), *La fonction consulaire à l’époque moderne: l’affirmation d’une institution économique et politique (1500-1800)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Michel A., *La Mission du Gal Hédouville à Saint-Domingue*, Port-au-Price, La Presse, 1929.

Middell M., Maruschke M., *The French Revolution as a Moment of Respatialization*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2019.

Mikaberidze A., *Les Guerres napoléoniennes. Une histoire globale*, Paris, Flammarion, 2020.

Mills B., *The World Colonization Made: The Racial Geography of Early American Empire*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2020.

Miller C. R. D., “Some Early Italian Histories of the United States”, in *Italica*, 1930/4 (n°7), pp. 103-106.

Miller H. J., "Introduction: The Transformation of Petitioning in the Long Nineteenth Century (1780-1914)", in *Social Science History*, 2019/3 (n°43), pp. 409-429.

Miller H. J., *A Nation of Petitioners. Petitions and Petitioning in the United Kingdom, 1780-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 2023.

Mineur D., *Archéologie de la représentation politique. Structure et fondement d'une crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

Mintz S., Stauffer J. (dir), *The Problem of Evil. Slavery, Freedom, and the Ambiguities of American Reform*, Amherst and Boston, University of Massachusetts Press, 2007.

Mintz S.W., *Storia dello zucchero. Tra politica e cultura*, Torino, Einaudi, 2020.

Mitran É., "Reconstruire une vision américaine de la Révolution française: Gouverneur Morris, architecte d'une pensée anti-Jeffersonienne?", in *XVII-XVIII*, 2017 (n°74).

Moats S., *Navigating Neutrality. Early American Governance in the Turbulent Atlantic*, Charlottesville and London, University of Virginia, 2021.

Moisy C., *Le citoyen Genet. La Révolution française à l'assaut de l'Amérique*, Toulouse, Privat, 2007.

Moitt B., *Women and Slavery in the French Antilles, 1635-1848*, Indianapolis, Bloomington, 2001.

Monaghan F., *French Travellers in the United States 1765-1932*, New York, Antiquarian Press LTD., 1961.

Mongey V., *Rogue Revolutionaries: The Fight for Legitimacy in the Greater Caribbean*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2020.

Moniz A., *From Empire to Humanity: The American Revolution and the Charity of Humanitarianism*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

Monnier R., *L'Espace public démocratique. Essai sur l'opinion publique à Paris de la Révolution au Directoire*, Paris, Editions Kimè, 1994.

Monnier R., "Républicanisme, libéralisme et Révolution française", in *Actuel Marx*, 2002/2 (n°32), pp. 83-108.

Monnier R., *Républicanisme, patriotisme et Révolution française*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Monnier R. (dir.), *Citoyen et citoyenneté sous la Révolution Française*, Paris, Société des études robespierristes, 2006.

Monnier R., “Traduction, transmission et révolution: enjeux rhétoriques de la traduction des textes de la conception républicaine de la liberté autour de 1789”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2011 (n°364), pp. 29-50.

Monnier R., “Montesquieu et le langage républicain: l’argumentaire de l’*Esprit des lois*”, in *La Révolution française*, 2013/5.

Moody R. E., “Samuel Ely: Forerunner of Shays”, in *The New England Quarterly*, 1932/5 (n°1), pp. 105-134.

Morales J., “Fleeing the nightmare: French emigres in Cuba and Louisiana during the Haitian revolution, 1791-1810”, in *MACLAS Latin American Essays*, 2000.

Moreau-Zanelli J., *Gallipolis. Histoire d’un mirage américain au XVIIIe siècle*, Paris, l’Harmattan, 2000.

Morelli F., Thibaud C., Verdo G., *Les Empires atlantiques. Des lumières au libéralisme (1763-1865)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Morgan E. S., *Inventing the People. The Rise of Popular Sovereignty in England and America*, New York, W. W. Norton, 1988.

Morieux R., *The Channel. England, France and the Construction of a Maritime Border in the Eighteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

Mormile M. S., “Les Bourbons en exil juges du royalisme. Doutes, nécessité et mesure de la fidélité dynastique (1795-1802)”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2021/1 (n°403), pp. 79-96.

Morris M., (dir.), *Images of America in revolutionary France*, Washington, Georgetown university press, 1990.

Morrison M. A., Stewart J. B. (dir.), *Race and the Early Republic. Racial Consciousness and Nation-Building in the Early Republic*, Lanham MD, Rowman & Littlefield, 2002.

Mossé C., *L’Antiquité dans la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1989.

Mulich J., *In a Sea of Empires. Networks and Crossings in the Revolutionary Caribbean*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020.

Muller H.W., “From Requête to Petition: Petitioning the Monarch Between Empire”, in *The Historical Journal*, 2016/3 (n°60), pp. 259-686.

Murphy W. J., “John Adams. The Politics of the Additional Army, 1798-1800”, in *The New*

England Quarterly, 1979/2 (n°52), pp. 234-249.

Murray E., *Azilum: French Refugee Colony of 1793*, Athens, Pa., Yoga Point Museum, 1940.

Murray E., "French Refugees of 1793 in Pennsylvania", in *Proceedings of the American Philosophical Society*, 1945 (n°87), pp. 387-393.

Murray L. W., *The Story of Some French Refugees and Their "Azilum", 1793-1800*, Athens, Pa., N.p., 1903.

Myers B. E., "Dragnetomania" Rebellion, Defiance and Free Black Insanity in the Antebellum United States, Los Angeles, Dissertations at University of California, 2014.

Nash G. B., "Poverty and Poor Relief in Pre-Revolutionary Philadelphia" *The William and Mary Quarterly*, 1976/1 (n° 33), pp. 3-30

Nash G. B., *Forging Freedom. The Formation of Philadelphia's Black Community, 1720-1840*, Cambridge, Harvard University Press, 1988.

Nash G. B., *Freedom by Degrees. Emancipation in Pennsylvania and Its Aftermath*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1991.

Nash G. B., "Reverberations of Haiti in the American North: Black Saint Domingans in Philadelphia", in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 1998 (n°65), pp. 44-73.

Nash G. B., *The Unknown American Revolution. The Unruly Birth of Democracy and the Struggle to Create America*, New York, Viking, 2005.

Navarro Z., "Espace résidentiel et intégration sociale: le cas des administrateurs coloniaux de Saint-Domingue au XVIIIe siècle", in *Les Cahiers de Framespa*, 2008/4, pp. 1-15.

Navarro -Andraud Z., "Les élites de Saint-Domingue au XVIIIe siècle: réflexions méthodologiques", in *Caravelle*, 2010 (n°95), pp. 59-84

Navickas K., *Loyalism and Radicalism in Lancashire 1798-1815*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Nelson E., *The Royalist Revolution. Monarchy and the American Founding*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2014.

Newman G. L., "The Lost Century of American Immigration Law (1776-1875)", in *Columbia Law Review*, 1993/8 (n°93), pp. 1833-1901.

Newman P. D., "The Federalists' Cold War: The Fries Rebellion, National Security, and the

State, 1787-1800”, in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 2000/1 (n°67), pp. 63-104.

Newman R., Mueller J., (dir.), *Antislavery and abolition in Philadelphia: Emancipation and the long struggle for racial justice in the city of brotherly love*, Baton Rouge, LSU Press, 2011.

Newman S.P., *La Révolution française vue de loin: la célébration de Valmy à Boston, en janvier 1793*, in *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 2011/1 (n°58-1), pp. 80-99.

Nichols D. A., “A Rejoinder to Jefferson’s “Notes on Virginia”: François Barbé de Marbois in Iroquoia, 1784”, in *New York History*, 2003/4 (n°84), pp. 389-408.

Nicolet C., *L’Idée républicaine en France 1789-1924. Essai d’histoire critique*, Paris, Gallimard, 1982.

Nippel W., *Liberté antique, liberté moderne. Les fondements de la démocratie de l’Antiquité à nos jours*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2010.

Niort J.-F., “Les livres de couleur dans la société coloniale ou la ségrégation à l’oeuvre (XVIIe-XIXe siècles)”, in *Bulletin de la Société d’Histoire de la Guadeloupe*, 2002 (n°131), pp. 61-112.

Niort J.-F., *Du Code noir au Code civil: Jalons pour l’histoire du Droit en Guadeloupe. Perspectives comparées avec la Martinique, la Guyane et la République d’Haïti*, Paris, L’Harmattan, 2007.

Niort J.-F., Régent F., Serna P., (dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 2014.

Niort J.-F., Richard J., “De la Constitution de l’an VIII au rétablissement de l’esclavage (1803) et à l’application du Code civil dans les colonies françaises (1805)”, in Niort J.-F., Régent F., Pierre Serna, (dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, pp. 165-177.

Niort J.-F., *Le Code Noir. Idées reçues sur un texte symbolique*, Paris, Éditions Le Cavalier Bleu, 2015.

Niort J.-F., Pluen O., (dir.), *Esclavage, traite et autres formes d’asservissement et d’exploitation du Code noir à nos jours*, Paris, Dalloz, 2018.

Norton M.B., *Separated by their sexe: Women in Public and Private in the Colonial Atlantic World*, Ithaca, Cornell University Press, 2011.

Odo G., *La franc-maçonnerie dans les colonies, 1736-1960*, Paris, Edition Maconniques de France, 2001.

O’Flaherty B., *The Economics of Race in the United States*, Cambridge – London, Harvard University Press, 2015.

Officer L.H., Williamson S.H., “The Antebellum Slave Trade: Numbers and Impact on the Balance of Payments”, in *Research in Economic History*, 2020 (n°36), pp. 181-212.

Ogle G.E., “The Trans-Atlantic King and Imperial Public Spheres Everyday Politics in Pre-Revolutionary Saint-Domingue”, in Geggus D.P., Fiering N. (dir.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, pp. 79-96.

O’Keefe J.M., *Stranger Citizens. Migrant Influence and National Power in the Early American Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

Olivares I., “Projets d’occupation des colonies hispano-américaines (1792-1793)”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1992 (n°288), pp. 201-221.

Onuf P., Onuf N., *Federal Union, Modern World. The Law of Nations in an Age of Revolution 1776-1814*, New York, Madison House, 1993.

Onuf P. S., “The Louisiana Purchase and American Federalism”, in Onuf P. S., *The Mind of Thomas Jefferson*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2007, pp. 121-136.

Orihel M., *Political fever: the democratic societies and the crisis of Republican Governance in 1790s America*, Phd Dissertation, Syracuse University, 2010.

Orsina G., “Perfectionism Without Politics. Politicization, Depoliticisation and Political History”, in *Ricerche di storia politica*, 2017, pp. 75-86.

Osborne P., “The Politics of Time”, *Radical Philosophy*, 1994 (n°68), pp. 1-9.

Osborne P., *The Politics of Time. Modernity and Avant-Garde*, London – New York, Verso, 1995.

Oudin-Bastide C., *Travail, capitalisme et société esclavagiste. Guadeloupe, Martinique (XVIIe-XIXe siècle)*, Paris, Éditions La Découverte, 2005.

Oudin-Bastide C., “La relation au travail dans la société esclavagiste de la Guadeloupe et de la Martinique (XVIIe-XIXe siècles)”, in *Travailler*, 2008/2 (n°20), pp. 137-154.

Oudin-Bastide C., Steiner P., *Calcul et Morale. Coûts de l’esclavage et valeur de l’émancipation (XVIIIe-XIXe siècle)*, Paris, Albin Michel, 2015.

Painter N. I., *The History of White People*, New York, W.W. Norton & Company, 2010.

Palmer R., *The Age of the Democratic Revolution. A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1959-1964.

Panel C., Debien G., (dir.), *Les Colons des Antilles et la Contre-Révolution (1791-1793)*, in *Notes d'Histoire coloniale*, 1966 (n°36).

Paquette G., *The European Seaborne Empires: From the Thirty Years'War to the Age of Revolutions*, New Haven, Yale University Press, 2019.

Paquette R.L., "Revolutionary Saint-Domingue in the Making of Territorial Louisiana" in D.B. Gaspar e D.P. Geggus (dir.), *A Turbulent Time: The French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington, Indiana University Press, 1997, pp. 204-225.

Parker H., *The Cult of Antiquity and the French Revolutionaries*, Chicago, Chicago University Press, 1934.

Parker R. R., "Shays' Rebellion. An Episode in American State-Making" in *Sociological Perspectives*, 1991/1 (n°34), pp. 95-113.

Pasley J.L., «*The tyranny of printers*». *Newspaper Politics in the Early American Republic*, Charlottesville, University Press of Virginia, 2001.

Pasley J. L., Robertson A. W., Waldstreicher D., *Beyond the Founders. New Approaches to the Political History of the Early American Republic*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2004.

Peabody S., "There Are No Slaves in France". *The Political Culture of Race and Slavery in the Ancien Régime*, New York - Oxford, Oxford University Press, 1996.

Peabody S., "Free upon higher ground: Saint-domingue Slaves Suits for Freedom in U.S. Courts 1792-1830", in David Patrich Geggus and Norman Fiering (dir.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, pp. 261-283.

Peabody S., Grinberg K., *Free Soil in the Atlantic World*, London, Routledge, 2015.

Pellerin P., "Colonialisme et esclavage dans les journaux du Directoire", in Pellerin P. (dir.), *Le Lumières, l'esclavage et l'idéologie coloniale*, Paris, Classiques Garnier, 2020, pp. 297-315.

Perl-Rosenthal N., "Private Letters and Public Diplomacy: the Adams Network and the Quasi-War, 1797-1798", in *Journal of the Early Republic*, 2011/2 (n°31), pp. 283-311.

Perl-Rosenthal N., *Citizen Sailors: Becoming American in the Age of Revolution*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2015.

Perrot J.-C., *Une histoire intellectuelle de l'économie politique: XVIIe-XVIIIe siècle*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1992.

Pertué M., "La police des étrangers sous la révolution française", in Blanc-Chaléard M.-C., (dir.), *Police et migrants: France 1667-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

Pestel F., "Monarchiens et monarchie en exil: conjonctures de la monarchie dans l'émigration française, 1792-1799" in *Annales historiques de la Révolution française*, 2015 (n°382), pp. 3-29.

Pestel F., "The Impossible Ancien Régime colonial", in *Journal of Modern European History*, 2017/2 (n°15), pp. 261-279.

Pestel F., "French Revolution and Migration after 1789", *European History Online*, 2017

Pestel F., "The Age of Emigrations: French Émigrés and Global Entanglements of political Exile", in Philip L., Reboul J., (dir.), *French Emigrants in Revolutionised Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 205-232.

Pestel F., "Saint-Domingue contesté. Pierre Victor Malouet, l'émigration française et les politiques coloniales européennes dans les années 1790", in Villerbu S. (dir.), *La France et les Amériques entre révolutions et nations: 1776-1871*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, pp. 147-166.

Pestel F., "The Colors of Exile in the Age of Revolutions: New Perspective for French Émigré Studies", in *Yearbook of Transnational History*, 2021/4, pp. 27-68.

Pestel F., "Who Were the French Émigrés? On the Relation between Émigré and Refugee Studies", in *Age of Revolutions*, 2023.

Petley C., *Rethinking the Fall of the Planter Class*, London, Routledge, 2017.

Petit J.-G., *Ces peines obscures, La prison pénale en France, 1780-1875*, Paris, Fayard, 1990

Petit B., "Production francophone contre-révolutionnaire des imprimeries en Suisse, 1789-1815", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2016/4 (n°386), pp. 3-26.

Pitot J., *Observations on the Colony of Louisiana from 1796 to 1802*, New Orleans, Louisiana State University Press, 1979.

Pettit P., *Republicanism. A theory of freedom and government*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

Piché G., *À la rencontre de deux mondes: les esclaves de Louisiane et l'Église catholique, 1803-1845*, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2015.

Pierce J. J., *Discourses of the dispossessed: Saint-Domingue colonists on race, revolution and*

empire, 1789-1825, Dissertation, State University of New York, 2005.

Pierre V. (dir.), *18 Fructidor. Documents pour la plupart inédits recueillis et publiés par Victor Pierre*, Paris, Alphonse Picard, 1893.

Pilcher E., *Castorland. French Refugees in the Western Adirondacks. 1793-1814*, Harrison NY, Harbor Hill Books, 1985.

Philip L., Reboul J., (dir.), *French Emigrants in Revolutionised Europe. Connected Histories and Memories*, New York, Palgrave Macmillan, 2019.

Pineau-Defois L., “Un modèle d’expansion économique à Nantes de 1763 à 1792: Louis Drouin, négociant et armateur”, in *Histoire, Économie & Société*, 2004/3 (n°23), pp. 367-395.

Piquet J-D., “L’émancipation es Noirs dans les débats de la société des Jacobins de Paris (1791-1794)”, in Marcel Dorigny (dir.), *Esclavage, résistance et abolitions*, Paris, Editions du CTHS, 1999, pp. 187-198.

Piquet J-D., *L’émancipation des noirs sous la Révolution française*, Paris, Karthala, 2001

Piquet J-D., Le discours abolitionniste de Danton (16 pluviôse an II), in *Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, 2010/3 (n°90), pp. 353-377.

Plenel E., *La sauvegarde du peuple. Presse, liberté et démocratie*, Paris, La Découverte, 2020.

Pocock J. G.A., *Virtue, Commerce and History. Essays on Political Thought and History, Chiefly in the Eighteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

Pocock J.G.A., “States, Republics, and Empires. The American Founding in Early Modern Perspective”, in *Social Science Quarterly*, 1987/4 (n°68), pp. 703-723.

Pocock J.G.A., *The machiavellian moment. Florentine political thought and the Atlantic Republican tradition*, Princeton, Princeton University Press, 2017 (prima edizione 1975).

Polasky L. J., *Revolutions without Borders. The Call to Liberty in the Atlantic World*, New Haven, Yale University Press, 2015.

Polasky L. J., “Liberté sans frontières. La circulation des idées nouvelles”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/3 (n°397), pp. 99-125.

Polfliet M., “Refuge et sociabilité politique: les francs-maçons dominicains aux États-Unis au début du XIXe siècle”, in *La Révolution française*, 2019.

Popkin J. D., *The right-wing press in France, 1792-1800*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1980.

Popkin J. D., “Les journaux républicains, 1795-1799”, in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1984/1 (n°31), pp. 143-157.

Popkin J., “Pamphlet Journalism at the End of the Old Regime”, in *Eighteenth-Century Studies*, 1989/1 (n°22), pp. 351-367.

Popkin J., *Revolutionary News: The Press in France, 1789-1799*, Durham, Duke University Press, 1990.

Popkin J., *Facing Racial Revolution. Eyewitness accounts of the Haitian Insurrection*, Chicago-London, Chicago University Press, 2007.

Popkin J., “Républicanisme atlantique et monde colonial: Saint-Domingue entre France et Etats-Unis”, in Pierre Serna (dir.), *Républiques soeurs: Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 147-160.

Popkin J., *You are all free. The Haitian Revolution and the abolition of slavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

Popkin J. D., *La Presse de la Révolution. Journaux et journalistes (1789-1799)*, Paris, Odile Jacob, 2011.

Popkin J. D., “Conservatisme, journalisme et opinion publique sous la Restauration: le paradoxe du succès de Joseph Fievé”, in Martin J.-C. (dir.), *La Contre-Révolution en Europe: XVIIIe-XIXe siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

Popkin J., “Saint-Domingue, Slavery and the Origins of the French Revolution” in D.K. Van Kley, T. Kaiser (dir.), *From Deficit to Deluge: the Origins of the French Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 2011, pp. 220-248.

Popkin J. D., “The French Revolution's Royal Governor: General Blancheland and Saint-Domingue, 1790-1792”, in *The William and Mary Quarterly*, 2014/2 (n°71), pp. 203-228 .

Popkin J. D., “Thermidor, Slavery and the *Affaire des Colonies*”, in *French Historical Studies*, 2015/1 (n°38), pp. 61-82.

Popkin J., “A Colonial Media Revolution: The Press in Saint-Domingue 1789-1793”, in *The Americas*, 2018/1 (n°75), pp. 3-25.

Popkin J.D., “L'offensive coloniale sous le Premier Directoire”, in Loris Chavanette (dir.), *Le Directoire. Forger la République, 1795-1799*, Paris, CNRS Éditions, 2020, pp. 315-331.

Popkin J.D., *A Concise History of the Haitian Revolution*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2021.

Potofsky A., “La révolution transatlantique des émigrés. Des réseaux aux institutions”, in *Dix-huitième Siècle*, 2001/33, pp. 247-263.

Potofsky A., “The Transatlantic Political Economy. French «interests» and the Debate Over the US Debt, 1787-1795”, in *Transatlantica*, 2002 (n°1).

Potofsky A., “Émigrés et Réfugiés de la Révolution française aux États-Unis”, in Collomp C., Menendez M. (dir.), *Éxilés et réfugiés politiques aux États-Unis: 1789-2000*, Paris, CNRS, 2003, pp. 33-50.

Potofsky A., “G.J.A. Ducher and the Collapse of “Doux Commerce” in the Atlantic During the Era of Revolutions”, in *Cahiers Charles V*, 2005 (n°39), pp. 163-186.

Potofsky A., “The Non-Aligned Status” of French Emigrés and Refugees in Philadelphia, 1793-1798”, in *Transatlantica*, 2006 (n°2).

Potofsky A., “The Political Economy of the French-American Debt Debate. The Ideological Uses of Atlantic Commerce, 1787 to 1800”, in *The William and Mary Quarterly*, 2006/3 (n°63), pp. 489-516.

Potofsky A., “Le corps consulaire français et le débat autour de la «perte» des Amériques. Les intérêts mercantiles franco-américains et le commerce atlantique, 1763-1795”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2011 (n°363), pp. 33-57.

Poussou J.-P., Bonnichon P., Huetz de Lemps X., *Espaces coloniaux et espaces maritimes au 18e siècle. Les deux Amériques et la Pacifique*, Paris, SEDES, 1998.

Prest J., *Public Theatre and the Enslaved People of Colonial Saint-Domingue*, Cham, Palgrave Macmillan, 2023.

Pronier T., “L’implicite et l’explicite dans la politique de Napoléon”, in Bénot Y., Dorigny M., (dir.), *Rétablissement de l’esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 51-69.

Quastana F., Serna P., “Le républicanisme anglais dans la France des Lumières et de la Révolution: mesure d’une présence”, in *La Révolution française*, 2013 (n°5).

Racine K., *Francisco de Miranda. A Transatlantic Life in the Age of Revolution*, Wilmington, Scholarly Resources Inc., 2003.

Raddin G. G. JR., *Caritat and the Genet episode*, Dover, The Dover Advance Press, 1953.
Raddin G.G.JR., *The New York of Hocquet Caritat and his associates 1797-1817*, Dover, The Dover Advance Press, 1953.

Rademacher I., “La science sociale républicaine de Pierre-Louis Roederer”, in *Revue Française*

d'Histoire des Idées Politiques, 2001/1 (n°13), pp. 25-55.

Rahe P. A., *Republics Ancient and Modern. Classical Republicanism and the American Revolution*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992.

Rakove J.N. (dir.), Alexander Hamilton, James Madison, John Jay, *The Federalist. The Essential Essay*, New York, Bedford-St Martins, 2003.

Rance K., “Les émigrés de la Révolution française, de l’émigration politique à l’exil politique”, in *L'Année Hugo au Sénat. L'exil et l'opposition politique d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Publications du Sénat, 2003, pp. 90-98.

Rance K., “L’historiographie de l’émigration”, in Bourdin P. (dir.), *Les noblesses françaises dans l'Europe de la Révolution*, Rennes, PUF, 2010, pp. 355-368.

Rao A. M., “Républiques et monarchies à l’époque révolutionnaire: une diplomatie nouvelle?”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1994 (n°296), pp. 267-278.

Rapport M., *Nationality and Citizenship in Revolutionary France: The Treatment of Foreigners 1789-1799*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

Rapport M., *The Unruly City. Paris, London and New York in the Age of Revolution*, New York, Basic Books, 2017.

Ray K., “Land Speculation, Popular Democracy, and Political Transformation on the Tennessee Frontier, 1780-1800”, in *Tennessee Historical Quarterly*, 2002/3 (n°61), pp. 161-181.

Ray T. M., “«Not One Cent for Tribute». The Public Addresses and American Popular Reaction to the XYZ Affair, 1798-1799”, in *Journal of the Early Republic*, 1983/4 (n°3), pp. 389-412.

Raynaud P., “Destin de l’idéologie républicaine”, in *Esprit*, 1983/12 (n°84), pp. 27-39.

Reboul J., *French Emigration to Great Britain in Response to the French Revolution. War, Culture and Society, 1750-1850*, New York, Palgrave Macmillan, 2017.

Regent F., *La France et ses esclaves, de la colonisation aux abolitions, 1620-1848*, Paris, Grasset, 2007

Regent F., “Pourquoi faire l'histoire de la Révolution française par les colonies?”, in Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Règent, Pierre Serna, *Pourquoi faire la Révolution*, Paris, Agone, 2012, pp. 51-82.

Regent F., “La fabrication des Blancs dans les colonies françaises”, in Laurent S., Leclère T., *De quelle couleur sont les Blancs? Des «petits Blancs» des colonies au «racisme anti-Blancs»*, Paris, La Découverte, 2013, pp. 65-75.

Regent F., "From Individual to Collective Emancipation: War and the Republic in the Caribbean during the French Revolution", in Pierre Serna. Antonino De Franceesco e Judith Miller (dir.), *Republics at War, 1776-1840. Revolutions Conflicts and Geopolitics in Europe and the Atlantic World*, London-New York, Palgrave Mcmillan, 2013, pp. 165-186.

Regent F., "Préjugé de couleur, esclavage et citoyennetés dans les colonies françaises (1789-1848)", in *La Révolution française*, 2015 (n°9).

Regent F., "Émigration et gestion des plantations pendant la liberté générale en Guadeloupe (1794-1802)", in *La Révolution française*, 2018 (n°15).

Regent F., "Du préjugé de couleur au préjugé de race, le cas des Antilles françaises", in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2021/3 (n°68-3), pp. 64-90.

Regourd F., "La société royale d'agriculture de Paris face à l'espace colonial (1761-1793)", in Bulletin du *Centre d'Histoire des Espaces Atlantiques*, Talence, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1998, pp. 155-194.

Reinhard M., "Les négociations de Lille et la crise du 18 fructidor d'après la correspondance inédite de Colchen", in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1958/1 (n°5), pp. 39-56.

Reinstein R. J., "Slavery, Executive Power and International Law. The Haitian Revolution and American Constitutionalism", in *The American Journal of Legal History*, 2013/2 (n°53), pp. 141-237.

Remer R., *Printers and men of capital. Philadelphia book publishers in the new republic*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1996.

Remusat C., "Burke, sa vie et ses écrits", in *Revue des Deux Mondes*, 1853/1, pp. 209-261; pp. 435-490.

Rétat P. (dir.), *La Révolution du journal, 1789-1794*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989.

Ribbe C., *Le crime de Napoléon*, Paris, Privé, 2005.

Richard J.R., *Spreading the News. The American Postal System from Franklin to Morse*, Harvard, Harvard University Press, 1998.

Rice H. C., "James Swan. Agent of the French Republic 1794-1796", in *The New England Quarterly*, 1837/3 (n°10), pp. 464-486.

Riley P., *Slavery and the Democratic Conscience. Political Life in Jeffersonian America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

- Riot-Sarcey M., “Pensare la storia, fra discontinuità e continuità”, in *Storica*, 2004 (n°28).
- Ritz O., “Le 18 Fructidor de Louis-Sébastien Mercier. Orages, Littérature et culture (1760-1830)”, in *Association Orages*, 2017 (n°16), pp. 71-83.
- Roberts T. M., “«Revolutions Have Become the Bloody Toy of the Multitude»: European Revolutions, the South, and the Crisis of 1850”, in *Journal of the Early Republic*, 2005/2 (n°25), pp. 259-283.
- Roche N., “La Question coloniale en l’An III. L’invention du mythe de la Gironde”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1995 (n°302), pp. 587-605.
- Rockenbach A., *Pro-slavery representations of the Haitian Revolution in the British West Indies, Cuba and the United States, 1790-1820*, Phd Thesis, California State University, 2012.
- Rodeschini S., “Politica ipotetica. La rappresentazione della realtà tra Utopia e Leviatano”, in *Scienza&Politica*, 2017/24 (n°56), pp. 13-34.
- Rodgers D. T., “Republicanism. The Career of a Concept”, in *Journal of American History*, 1992/1 (n°79), pp. 11-38.
- Rodigneaux M., *Victor Hugues: l'ambition d'entrer dans l'histoire, 1762-1826*, Paris, SPM, 2017.
- Roediger D. R., *The Wages of Whiteness. Race and the Making of the American Working Class*, London, Verso, 1999.
- Røge P., *Economistes and the Reinvention of Empire. France in the Americas and Africa, c. 1750-1802*, Cambridge - New York, Cambridge University Press, 2019.
- Røge P., “The Directory and the Future of France's Colonial Possessions in Africa, 1795-1802”, *French Historical Studies*, 2021/3 (n°44), pp. 477-497
- Rothman D.J., *The Discovery of the Asylum. Social Order and Disorder in the New Republic*, Boston-Toronto, Little, Brown and Company, 1971.
- Rothman A., *Slave Country. American Expansion and the Origins of the Deep South*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.
- Rosanvallon P., *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.
- Rosanvallon P., *La società dell’uguaglianza*, Roma, Lit Edizioni, 2013.

Rosenberg C. M., *The Loyalist Conscience. Principled Opposition to the American Revolution*, North Carolina, McFarland & Company Inc., 2013.

Rosengarten J. G., *French Colonists and Exiles in the United States*, Philadelphia, Lippincott, 1907.

Rosengarten J. G., “Moreau de Saint Mery and His French Friends in the American Philosophical Society”, in *Proceedings of the American Philosophical Society*, 1911/50 (n°199), pp. 168-178.

Rosenthal C., *Accounting for slavery: masters and management*, Cambridge, Harvard University Press, 2018.

Rossi B., Vidal C., *Les Mondes de l’esclavage. Une histoire comparée*, Paris, Seuil, 2021.

Rossignol B., “Les réfugiés des Antilles en France”, *XIIIe congrès national de généalogie*, 1993.

Rossignol M.-J., *Le Ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure américaine 1789-1812*, Paris, Belin, 1994.

Rossignol M.-J., “Esclavage et espace atlantique. Courants et contre-courants révolutionnaires. L'article 7 du traité anglo-américain de 1783 et ses conséquences jusqu'en 1794” in *Dix-huitième siècle*, 2001 (n°33), p. 295.

Marie-Jeanne Rossignol, “À la recherche d’une diplomatie postrévolutionnaire: Louis-André Pichon, chargé d’affaires à Washington, 1801-1804”, in Marcel Dorigny, Marie-Jeanne Rossignol, *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, Paris, Société des Études Robespierristes, 2001, pp. 13-28.

Rossignol M.-J., *The Nationalist Ferment. The Origins of U.S. Foreign Policy, 1789-1812*, Columbus, The Ohio State University Press, 2004.

Rossignol M.-J., “Les noirs libres et la citoyenneté américaine dans le Nord-Ouest des États-Unis (1787-1830)”, in *Le Mouvement Social*, 2015/3 (n°252), pp. 113-135.

Rossignol M.-J., “The Abolition of the Atlantic Slave Trade and Its Afterlives in North American Abolitionist Print Culture”, in Parfait C. (dir.), *Undoing Slavery: American Abolitionism in Transnational Perspective (1776-1865)*, Paris, Éditions Rue d’ilm, 2018.

Roza S., “Former les citoyens de la République, de Morelly à Babeuf”, in *La Révolution française*, 2014 (n°6).

Ruggiu F.-J., “Des nouvelles France aux colonies. Une approche comparée de l’histoire impériale de la France de l’époque moderne”, in *Nuevo Munod Mundos Nuevos*, 2018.

Ruiz J.-M., “Publius et la nature humaine”, in *Revue française d’études américaines*, 2001/1

(n°87), pp. 7-16.

Ruymbeke B. Van, Sparks R. J., (dir.), *Memory and Identity. The Huguenots in France and the Atlantic Diaspora*, Columbia, University of South Carolina Press, 2003.

Ruymbeke B. Van, “Fêtes républicaines et clubs jacobins. Vivre la révolution à Charleston, en Caroline du Sud, 1792-1797”, in Melissa M., Cottret B. (dir.), *Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et Amériques, 1773-1802*, Rennes, Les Presides, 2005, pp. 125-139.

Ruymbeke B. Van, “Réfugiés or Émigrés? Early Modern French Migrations to British North American and the United States (c. 1680 – c. 1820)”, in *Itinerario*, 2006 (n°30), pp. 12-32.

Saada E., *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, Paris, La Découverte, 2007.

Sainton J.-P., *Couleur et société en contexte post-esclavagiste*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2009.

Saler B., *The Settlers' Empire. Colonialism and State Formation in America's Old Northwest*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2015.

Salvadori M. L., *L'Europa degli americani. Dai padri fondatori a Roosevelt*, Roma, Laterza, 2005.

Santoro M., *Il tempo dei padroni. Gerarchia, schiavitù, potere nell'antropologia di Antico Regime (Haiti 1685-1805)*, Milano, FrancoAngeli, 1998.

Santoro M., *Terre di libertà. Padroni e schiavi nelle istituzioni politiche di Antico Regime (1685-1848)*, Milano, FrancoAngeli, 2018.

Saricks A., *Pierre Samuel Du Pont de Nemours*, Lawrence, The University of Kansas Press, 1965.

Sarti R., *Servo e padrone, o della (in)dipendenza. Un percorso da Aristotele ai nostri giorni*, Bologna, Alma Mater Studiorum Università dei Bologna, 2015.

Sarson S., *The Tobacco-Plantation South in the Early American Atlantic World*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

Saugera É., *Bordeaux port négrier. Chronologie, économie, idéologie, XVIIe-XIXe siècles*, Paris, Karthala, 1995.

Saugera É., “Des officiers napoléoniens, planteurs esclavagistes en Alabama et en Louisiane”, in Hrodej P., *L'esclave et les plantations. De l'établissement de la servitude à son abolition. Hommage à Pierre Pluchon*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 321-338.

Saugera É., *Reborn in America. French exiles and Refugees in the United States and the Vine and Olive Adventure: 1815-1865*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 2011.

Saugera É., *Bordeaux et la traite des Noirs*, Bordeaux, La Crèche, 2018.

Saunier É., “«Les lettres de Saint-Marc»: un témoignage de la Révolution de Saint-Domingue et de la construction des mentalités dans les ports de traite”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2010/1 (n°395), pp. 193-206.

Saward M., *The Representative Claim*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

Saxton A., *The Rise and Fall of the White Republic. Class Politics and Mass Culture in Nineteenth-Century America*, London, Verso, 2003.

Schaub J.-F., *Pour une histoire politique de la race*, Paris, Seuil, 2015.

Schaub J.-F., “Temps et race”, in *Archives de Philosophie*, 2018/3 (n°81), pp. 455-475.

Schaub J.-F., Sebastiani S. (dir.), *Race et histoire dans les sociétés occidentales (XVe-XVIIIe siècle)*, Paris, Éd. Albin Michel, 2021.

Sebastiani S., “Les Lumières et l'esclavage”, in Paulin Ismard, Benedetta Rossi, Cécile Vidal (dir.), *Les mondes de l'esclavage. Une histoire comparée*, Paris, Seuil, 2021, pp. 535-545.

Shaw C., *Britannia's Embrace: Modern Humanitarianism and the Imperial Origins of Refugee Relief*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Schermerhorn C., *Money over Mastery, Family over Freedom: Slavery in the Antebellum Upper South*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2011.

Schermerhorn C., *The Business of Slavery and the Rise of American Capitalism, 1815-1860*, New Haven, Yale University Press, 2015.

Scherr A., “«Vox Populi» versus the Patriot President: Benjamin Franklin Bache's Philadelphia Aurora and John Adams (1797)”, in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 1995/4 (n°62), pp. 503-531.

Scherr A., *Thomas Jefferson's Haitian policy: Myths and realities*, Lanham, MD: Lexington Books, 2011.

Schnakenbourg É. (dir.), *Neutres et neutralité dans l'espace atlantique durant le long XVIIIe siècle (1700-1820). Une approche globale*, Bécherel, Les Perséides, 2015.

Schnakenbourg É., “L'émergence d'un Atlantique diplomatique? Une interprétation des relations franco-américaines pendant la Quasi-guerre, 1793-1800”, in Villerbu T. (dir.), *Les*

Français et les États-Unis, 1789-1815. Marchands, exilés, missionnaires et diplomates, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017, pp. 25-42.

Schnakenbourg É., *Entre la guerre et la paix. Neutralité et relations internationales, XVIIe-XVIIIe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

Schnakenbourg É., Temat F. (dir.), *Une diplomatie des lointains. La France face à la mondialisation des rivalités internationales, XVIIe-XVIIIe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020.

Schnakenbourg É., *Le Monde atlantique. Un espace en mouvement, XVe-XVIIIe siècle*, Paris, Armand Colin, 2021.

Schneider C., “Le colonel Vincent, officier du génie à Saint-Domingue”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2002 (n°329), pp. 101-122.

Schoenbachler M., “Republicanism in the Age of Democratic Revolution: The Democratic-Republican Societies of the 1790s”, in *Journal of the Early Republic*, 1998/2 (n°18), pp. 237-261.

Sciara G., “Recenti studi sul pensiero politico di Benjamin Constant”, in *Storia e Politica. Rivista quadrimestrale*, 2010/3 (n°2), pp. 630-652.

Sciara G., “Come salvare la Rivoluzione: dal Machiavelli di Robespierre a quello dei termidoriani”, in *Il Pensiero politico*, 2018 (n°1), pp. 28-50.

Sciout L., *Le Directoire*, voll.2, Paris, Librairie de Firmin-Didot, 1895.

Scott R. J., “Paper Thin: Freedom and Re-enslavement in the Diaspora of the Haitian Revolution”, in *Law & History Rev.*, 2011/4 (n°29), pp. 1061-1087.

Scrivener M., *The Cosmopolitan Ideal in the Age of Revolution and Reaction, 1776-1832*, London, Pickering&Chatto, 2007.

Scully P., Paton D. (dir.), *Gender and Slave Emancipation in the Atlantic World*, Durham, University of North Carolina, 2005.

Seeley S., *Race, Removal, and the Right to Remain: Migration and the Making of the United States*, Williamsburg and Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2021.

Seigan K., “Le colonialisme des républicains sous le Directoire – Le cas d'Eschassériaux”, in *La Révolution française*, 2021 (n°19).

Sepinwall A.-G., “La révolution haïtienne et les États-Unis: étude historiographique”, in Bénot Y., Dorigny M., (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 387-403.

Sergienko V., “Les monarchiens en émigration”, in Bourdin P., (dir.), *Les noblesses françaises dans l'Europa de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Serna P., “Le Noble”, in Michel Vovelle (dir.), *L'homme des Lumières*, Paris, Seuil, 1996.

Serna P., *Antonelle, Aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Editions du Félin, 1997.

Serna P., “Rigore Bazin et la Restauration: penser la république dans la monarchie”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2001 (n°325), pp. 53-76.

Serna P., “Barère, penseur et acteur d'un premier opportunisme républicain face au directoire exécutif”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2003 (n°332), pp. 101-128.

Serna P., “Le duel durant la Révolution, de la joute archaïque, au combat politique”, in *Historical Reflections*, 2003/3 (n°29), pp. 409-431.

Serna P., *La République des girouettes, 1789-1815...et au-delà: une anomalie politique, la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

Serna P., “Comment meurt une monarchie?”, in Cornette J., (dir.), *La monarchie entre Renaissance et Révolution, 1515-1792*, Paris, Seuil, 2006.

Serna P., “Ralliement vertueux ou transformisme honteux des élites au temps du Consulat et du Premier Empire: le cas Thibaudeau”, in Antonino De Francesco (dir.), *Da Brumaio ai Cento giorni. Cultura di governo e dissenso politico nell'Europa di Bonaparte*, Milano, Guerini e Associati, 2007.

Serna P., (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Serna P., (dir.), *La république en miroir*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Serna P., “La République, une «anomalie»...à construire”, in *Conférence à la Maison Francoa Japonaise*, 28 septembre 2009.

Serna P., “Radicalités et modérations, postures, modèles, théories. Naissance du cadre politique contemporain”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2009 (n°357), pp. 3-19.

Serna P., “Du noble radical à l'aristocrate tempéré ou le comte de Montlosier et la naissance d'une famille de la droite française durant le Directoire”, in Bourdin P., (dir.), *Les noblesses françaises dans l'Europe de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Serna P., “Thermidor, un éternel retour?”, in *Sociétés Politiques Comparées*, 2011 (n°33).

Serna P., “Tout révolution est guerre d'indépendance”, in Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Regent, Pierre Serna, *Pour quoi faire la révolution*, Paris, Agone 2012, pp. 19-44.

Serna P., “La Société des Égaux: d'accord mais laquelle?”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2012 (n°368), pp. 137-153.

Serna P., “Le pari politique de Brissot ou lorsque le Patriote Français, l'Abolitionniste Anglais et le Citoyen Américain sont unis en une seule figure de la liberté républicaine”, in *La Révolution française*, 2013 (n°5).

Serna P., “Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviôse an II? Ou lorsque la naissance de la citoyenneté universelle provoque l'invention du «crime de lèse-humanité», in *La Révolution française*, 2014, n°7.

Serna P., “«Les hommes ne meurent pas libres et égaux...» ou la face cachée des tableaux du 1er prairial en 1830”, in *La Révolution française*, 2016 (n°10).

Serna P., *Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en Révolution (1750-1848)*, Paris, Fayard, 2017.

Serna P., “Comment se représenter soi-même? Pour une histoire politique des constitutions de 1791, 1793, 1795”, in Albertone M., Castiglione D., *Les Défis de la représentation. Langages, pratiques et figuration du gouvernement*, Paris, Classiques Garnier, 2018, pp. 245-271.

Serna P., *Où demande le peuple? Les cahiers de doléances de 1789*, Paris, Textuel, 2019.

Serna P., “Introduction - L'Europe une idée nouvelle à la fin du XVIIIe siècle? ... ou quelques pistes de réflexion pour résister à une histoire mondialisante de la Révolution tout en pensant une histoire politique de la confédération des républiques en Europe et au delà...”, in *La Révolution française*, 2019.

Serna P., “Tenir les noirs à l'œil. Hypothèse pour une «iconologie»”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019/1 (n°395), pp. 171-191.

Serna P., “De l'idéologie, de l'iconologie et du sexe, ou des formes baroques de l'engagement communiste de Michel Vovelle”, in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2020 (n°144), pp. 81-103.

Serna P., “Les révolutionnaires croyaient-ils aux Grecs?”, in *La Révolution française*, 2021 (n°21).

Settis S., (dir.), *I Greci. Storia Cultura Arte e Società, I. Noi e i Greci*, Torino, Einaudi, 1996.

Shallhope R. E., “Republicanism and Early American Historiography”, in *The William and*

Mary Quarterly, 1982/2 (n°39), pp. 334-356.

Shallhope R. E., *The Roots of Democracy. American Thought and Culture, 1760-1800*, Boston, Twayne of G.K. Hall, 1990.

Shapiro G., Markoff J., "Officially Solicited Petitions, The "Cahiers de Doléances" as a Historical Source", in *International Review of Social History*, 2001/9 (n°46), pp. 79-106.

Sharp J. R., *American Politics in the Early Republic*, New Haven, Yale University Press, 1993.

Shaw M., "Moreau de Saint-Méry and the Production of Knowledge in the Eighteenth-Century Atlantic World", unpublished paper.

Shaw R. R., *Shoemaker R. H., American bibliography, a preliminary checklist*, New York, Scarecrow press, 1958-1963.

Shearer J. F., "French and Spanish Works Printed in Charleston, South Carolina", in *The Papers of the Bibliographical Society of America*, 1940/2 (n°34), pp. 137-170.

Sheller M., "Sword-bearing Citizens: Militarism and Manhood in Nineteenth-century Haiti", in *Plantation Society in the Americas*, 1997/2 (n°4), pp. 241-243.

Sheridan E. R., "The Recall of Edmond Charles Genet. A Study in Transatlantic Politics and Diplomacy", in *Diplomatic History*, 1994/4 (n°18), pp. 463-488.

Shrout H. A., "Time, talent and Treasure: Philanthropy in the Early Republic", in Christopher R.W. Dietrich, (dir), *A Companion to U.S. Foreign Relations: Colonial Era to the Present*, vol. 1, Hoboken, John Wiley & Sons, 2020, pp. 46-64.

Shugerman J. H., "The Louisiana Purchase and South Carolina's Reopening of the Slave Trade in 1803", in *Journal of the Early Republic*, 2002/2 (n°22), pp. 263-290.

Sibley W.G., *The French Five Hundred*, Gallipolis, Ind., Gallia Country Historical Society, 1933.

Sidbury J., "Saint Domingue in Virginia: Ideology, Local Meanings and Resistance to Slavery, 1790-1800", in *The Journal of Southern History*, 1997/3 (n°63), pp. 531-552.

Simonin A., "L'indignité ou les bonnes mœurs républicaines", in *Recherches*, 2011, pp. 213-232.

Sioli M., "The Democratic Republican Societies at the End of the Eighteenth Century: The Western Pennsylvania Experience", in *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, 1993/3 (n°60), pp. 288-304.

Sioli M., "Citizen Genet and Political Struggle in the Early American Republic", in *Revue française d'études américaines*, 1995 (n°64), pp. 259-267.

Sivasundaram S., *Waves Across the South. A New History of Revolution and Empire*, Chicago, Chicago University Press, 2021.

Skinner Q., "Meaning and Understanding in the History of Ideas", in *History and Theory*, 1969/1 (n°8), pp. 3-53.

Skinner Q., "The idea of Negative Liberty", in Rorty R., Schneewind J. B., Skinner Q. (dir.), *Philosophy of History. Essays on the Historiography of Philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

Skinner Q., *Liberty before liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Skinner Q., *Visions of Politics. Volume I: Regarding Method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Skinner Q., *Visions of Politics. Volume III: Hobbes and Civil Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Skinner Q., *Visions of Politics. Volume II: Renaissance Virtues*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Skocpol T., *États et révolutions sociales: la Révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985.

Slaughter T. P., *The Whiskey Rebellion. Frontier epilogue to the American Revolution*, New York, Oxford University Press, 1986.

Smelser M., "The Federalist Period as an Age of Passion", in *American Quarterly*, 1958/4 (n°10), pp. 391-419.

Smith J. E., "The Depression of 1785 and Daniel Shays' Rebellion", in *The William and Mary Quarterly*, 1948/1 (n°5), pp. 77-94.

Smith J. E., *John Marshall. Definer of a Nation*, New York, Henry Holt and Company, 2014.

Smith J.M., *Freedom's Fetters: The Alien and Sedition Laws and American Civil Liberties*, Ithaca, Cornell University Press, 1956.

Solovieff G., "Les relations franco-américaines entre 1775 et 1800", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1983 (n°251), pp. 114-129.

Somov V., "Pierre François Fauche, l'imprimeur-libraire européen et ses catalogues", in Charon A., Lesage C., Netchine È., (dir.), *Le livre entre le commerce et l'histoire des idées. Les*

catalogues de libraires (XVe-XIXe siècle), Paris, Publications de l'École nationale des chartes, 2011.

Sosnowski T., "Revolutionary Emigrés and Exiles in the United States: Problems of Economic Survival in a New Republican Society", in *French History and Civilization. Papers from the George Rude Seminar 1*, 2005, 45-52.

Soubeyroux J., "Francisco Miranda, voyageur et philanthrope (1787-1789)", *Cahiers du monde hispanique et lusobrésilien*, 1971 (n°17), pp. 37-55.

Spaer J.M., "Whiteness and the Purity of Blood". *Race, Sexuality and Social Order in Colonial Louisiana*, 1999 (thesis).

Spaeth C. T., *Purgatory or Promised Land? French Emigrés in Philadelphia and their Perceptions of America during the 1790s*, Dissertation, University of Minnesota, 1992.

Spaeth C., "America in the French Imagination. The French Settlers of Asylum, Pennsylvania, and their Perceptions of 1790s America, in *Revue canadienne d'études américaines*, 2008/2 (n°38), pp. 247-274.

Spary E.C., "Science et Empire", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2019 (n°396). pp. 121-146.

Spieler M. F., "The Legal Structure of Colonial Rule during the French Revolution", in *The William and Mary Quarterly*, 2009/2 (n°66), pp. 365-408.

Spieler M. F., *Empire and Underworld. Captivity in French Guiana*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.

Spieler M. F., *Liberté, Liberté Trahie... faire et défaire des citoyens français. Guyane 1780-1800*, Paris, Alma, 2016.

Spitz J.-F., *La liberté politique. Essai de généalogie conceptuelle*, Paris, PUF, 1995.

Spitz J.-F., *Le moment républicain en France*, Paris, Gallimard, 2005.

Spitz J.-F., "Une archéologie du jacobinisme: quelques remarques sur la «thèse royale» dans la seconde moitié du 18e siècle", in *Dix-huitième siècle*, 2007/1 (n°39), pp. 385-414.

Spitz J.-F., "Républicanisme et libéralisme dans le moment révolutionnaire", in *Annales historiques de la Révolution française*, 2009 (n°358), pp. 19-45.

Stanwood O., *The Global Refuge: Huguenots in an Age of Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

Stasavage D., *The Decline and Rise of Democracy. A Global History from Antiquity to Today*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2020.

Staum M. S., "The Class of Moral and Political Sciences, 1795-1803", in *French Historical Studies*, 1980/3 (n°11), pp. 371-397.

Steffi J.C., «*An imperfect state of freedom*». *Fashioning racial order at Savannah, 1790-1830*, Dissertation, Baltimore, Maryland, 2014.

Stein R. L., *Léger Félicité Sonthonax: The Lost Sentinel of the Republic*, Rutherford, Fairleigh Dickinson University Press, 1985.

Stein R. L., *The French Sugar Business in the Eighteenth Century*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1988.

Stein R. L., "La seconde mission de Sonthonax (mai 1796-aout 1797)", in *Revue française d'histoire d'outre mer*, 1997/84 (n°316), pp. 75-78.

Stein R. L., "Note sur Sonthonax et Napoléon", in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 111-112.

Steiner P., *Calculation and Morality. The Costs of Slavery and the Value of Emancipation in the French Antilles*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

Stevens M.E., *Journals of the House of Representatives, 1792-1794*, 1st ed., Columbia, South Carolina Department of Archives and History, 1988, pp. 474-475.

Stewart D. H., *The Opposition Press of the Federalist Period*, Albany, State University of New York Press, 1969.

Stinchcombe W., "Talleyrand and the American Negotiations of 1797-1798", in *The Journal of American History*, 1975/3 (n°62), pp. 575-590.

Stinchcombe W., "The Diplomacy of the WXYZ Affair", in *The William and Mary Quarterly*, 1977/4 (n°34), pp. 590-617.

Stone B., *Reinterpreting the French Revolution. A Global-Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Stovall T., Van Den Abbeele G. (dir.), *French Civilization and its Discontents. Nationalism, Colonialism, Race*, Lanham, Lexington Books, 2003.

Stovall T., "The Myth of the Liberatory Republic and the Political Culture of Freedom in Imperial France", in *Yale French Studies*, 2007 (n°111), pp. 89-103.

Struble G. G., "The French in Pennsylvania Prior to 1800", in *The French Review*, 1953/1 (n°27), pp. 50-58.

Suratteau J., "Les élections de l'an IV", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1951 (n°124), pp. 374-393.

Suratteau J., "Les élections de l'an IV", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1952 (n°125), pp. 32-62.

Suratteau J., "Les élections de l'an V aux Conseils du Directoire", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1958 (n°154), pp. 21-63.

Suratteau J., "Clive H. Church. *Du nouveau sur les origines de la Constitution de 1795*, in *Revue historique de Droit français et étranger*, 1974", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1977 (n°227), pp. 151-153.

Suratteau J., "Sur quelques journaux fructidoriens (septembre-octobre 1797)", in *Annales historiques de la Révolution française*, 1985 (n°259), pp. 76-104.

Tackett T., "Nobles and Third Estate in the Revolutionary Dynamic of the National Assembly, 1769-1790", in *The American Historical Review*, 1989/2 (n°94), pp. 271-301.

Tackett T., *Becoming a Revolutionary. The deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789-1790)*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

Tagg J., *Benjamin Franklin Bache and the Philadelphia Aurora*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1991.

Taylor A., *Rivoluzioni americane. Una storia continentale, 1750-1804*, Torino, Einaudi, 2018.

Taylor J.E., *The page of revolutions. Information politics and Atlantic networks in revolutionary North America, 1765-1800*, Phd Dissertation, Indiana University, 2019.

Terjanian A. F., *Commerce and Its Discontents in Eighteenth-Century French Political Thought*, New York, Cambridge University Press, 2013.

Tesini M., *Introduzione a La democrazia in America*, Roma, I guardiani dell'Aurora, 2005.

Theriault S. M., "Party Politics during the Louisiana Purchase", in *Social Science History*, 2006/2 (n°30), pp. 293-324.

Thésée F., *Négociants bordelais et colons de Saint-Domingue. Liaisons d'habitations: la maison Henry Romberg, Bapst et Cie. 1783-1793*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1972.

Thibau J., “Saint-Domingue à l’arrivée de Sonthonax”, in *Revue française d’histoire d’outre mer*, 1997/84 (n°316), pp. 41-46.

Thibaud C., “Race et citoyenneté dans les Amériques (1770-1910)”, in *Le Mouvement Social*, 2015/3 (n°252), pp. 5-10.

Thibaud C., “Republicanism”, in *Oxford Bibliographies in Atlantic History*, New York, Oxford University Press, 2016.

Thibaud C., “Pour une histoire polycentrique des républicanismes atlantiques (années 1770 - années 1880)”, in *Revue d’histoire du XIXe siècle*, 2018/1 (n°56), pp. 151-170.

Thompson B., “John Adams and the Coming of the French Revolution”, in *Journal of the Early Republic*, 1996/3 (n°16), pp. 361-387.

Thomson A., “Tom Paine et l’esclavage” in Caron N., Wulf N., (dir.), *Nouveaux regards sur l’Amérique. Peuples, nation, société: perspectives comparatistes, 17e-21e siècles*, Paris, Éd-Syllepses, 2004.

Thuillier G., “Aux origines de l’École libre des sciences politiques. L’Académie de législation en 1801-1805”, in *La Revue administrative*, 1985/38 (n°223), pp. 23-31.

Thureau-Dangin P., *Royalistes & Républicains. Essais historiques sur des questions de politique contemporaine*, Paris, E. Plon, Nourrit et C., 1888.

Tocqueville A., *La democrazia in America*, Torino, Utet, 2007.

Todd D., *A Velvet Empire: French informal imperialism in the nineteenth century*, Princeton, Princeton University Press, 2021.

Todorov T., *Noi e gli altri. La riflessione francese sulla diversità umana*, Torino, Einaudi, 1991.

Tolles F. B., “George Logan, Agrarian Democrat. A Survey of his Writings”, in *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 1951/3 (n°75), pp. 260-278.

Tomich D. W. (dir.), *New Frontiers of Slavery*, Albany, State University of New York Press, 2016.

Tønnesson K.D., *La Défaite des Sans-Culottes*, Oslo, Oslo University Presses, 1959.

Tortarolo E., *Illuminismo e rivoluzioni. Biografia politica di Filippo Mazzei*, Milano, Franco Angeli, 1986.

Tortarolo E., Filippo Mazzei, voce del *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 72, 2009, pp.

Trevor B., Riello G., "Slavery and the new history of capitalism", in *Journal of global history*, 2020/2 (n°2015), pp. 225-244.

Troper M., *Terminer la Révolution. La Constitution de 1795*, Paris, Fayard, 2006.

Troper M., "Souveraineté et représentation", in Albertone M., Castiglione D., *Les Défis de la représentation. Langages, pratiques et figuration du gouvernement*, Paris, Classiques Garnier, 2018, pp. 75-89.

Trouillot M.-R., *Silencing the Past. Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995.

Tuccillo A., *Il commercio infame. Antischiavismo e diritti dell'uomo nel Settecento italiano*, Napoli, ClioPress, 2013.

Tuccillo A., "Razza, storia, politica: questioni di periodizzazione", in *Contemporanea*, 2022/1, pp. 139-153.

Tulard J., *Joseph Fiévée. Conseiller secret de Napoléon*, Paris, Fayard, 1985.

Tulard J., *Napoleone. Il mito del salvatore*, Milano, Rusconi, 1989.

Turi G., *Schiavi in un mondo libero. Storia dell'emancipazione dall'età moderna a oggi*, Roma-Bari, Laterza, 2012.

Turner F. J., "The Origins of Genet's Projected Attack on Louisiana and the Floridas", in *American Historical Review*, 1898/3, pp. 650-671.

Turner F. J., "Documents on the Blount Conspiracy, 1795-1797", in *The American Historical Review*, 1905/3 (n°10), pp. 574-606.

Turner F. J. (ed.), *Correspondence of the French Ministers to the United States, 1791-1797*, Boston, Da Capo Press, 1971, p. 53

Ulbert J., Le Bouëdec G., (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne: l'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1800)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Urban Y., "L'ordre du jour du 10 vendémiaire an IX [2 octobre 1800] relatif à l'organisation de la justice en Égypte: vers un nouveau droit colonial", in Niort J.-F., Régent F., Serna P., (dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 2014, pp. 149-164.

Urban Y., “La citoyenneté dans l'empire colonial français est-elle spécifique?”, in *Jus Politicum*, 2015 (n°14).

Van Cleve G. W., *A slaveholder's Union. Slavery, politics, and the constitution in the Early American Republic*, Chicago, The University Press of Chicago, 2010.

Van Voss L.H., “Introduction: Petitions in Social History”, in *International Review of Social History*, 2001 (n°46), pp. 1-10.

Vaureix de G., “1826: correspondance de Paul Pillet avec Vendryes. La suite de «Mon Odyssée»”, in *Généalogie et Histoire de la Caraïbe*, <http://www.ghcaraibe.org/articles/2014-art25.pdf>.

Verso G., “Pierre Rosanvallon, archéologue de la démocratie”, in *Revue historique*, 2002/3 (n°623), pp. 693-720.

Vidal C., “Fracité et situation coloniale. Nation, empire et race en Louisiane française (1699-1769)”, in *Annales HSS*, 2009/5 (n°64), pp. 1019-1050

Vidal C., “Pour une histoire globale du monde atlantique ou des histoires connectées dans et au-delà du monde atlantique?”, in *Annales. Histoire, Science Sociales*, 2012/2 (n°67), pp. 391-413.

Vidal C. (dir.), *Français? La nation en débat entre colonies et métropole, XVIe-XIXe siècle*, Paris, Éditions de l'école des Hautes études en Sciences Sociales, 2014.

Vidal C., *Ville, esclavage et race. Elements pour une histoire sociale de l'Empire français et des mondes atlantiques au XVIIIe siècle*, dossier d'habilitation à diriger des recherches, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

Vidal C., “De province à colonie et de Français à Louisianais. La langue de la nation et la construction coloniale de l'empire à La Nouvelle-Orléans en 1768-1769”, in Cecil Vidal (dir.), *Français? La nation en débat entre colonies et métropole, XVIe-XIXe siècle*, Paris, Éditions de EHESS, 2014.

Vidal C. (ed.), *Louisiana. Crossroads of the Atlantic World*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2014.

Vidal C., *Ville, esclavage et race. Éléments pour une histoire sociale de l'Empire français et des mondes atlantiques au XVIIIe siècle*, dossier d'habilitation à diriger des recherches, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

Vidal C., *Caribbean New Orleans. Empire, Race, and the Making of a Slave Society*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019.

Villerbu T. (dir.), *Les Français et les États-Unis, 1789-1815. Marchands, exilés, missionnaires et diplomates*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017.

Villerbu T. (dir.), *La France et les Amériques entre révolutions et nations: 1776-1871*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021.

Vincent J., “Un Dogue de forte race: Dupont de Nemours, ou la physiocratie réincarnée (1793-1807)”, in *La Révolution française*, 2018 (n°14).

Vissol T., “Pauvreté et lois sociales sous la Révolution française 1789-1794”, in Jean-Michel Servet (dir.), *Idées économiques sous la Révolution (1789-1794)*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1989, pp. 257-307.

Vovelle M., “Sonthonax: sa place dans l’histoire des abolitions”, in *Revue française d’histoire d’outre-mer*, 1997/84 (n°316), pp. 159-167.

Vovelle M. (dir.), *Le Tournant de l’an III. Réaction et Terreur blanche dans la France révolutionnaire*.

Paris, Editions du CTHS, 1997.

Wacquant L., “La race comme crime civique”, in *Revue internationale des sciences sociales*, 2005/1 (n°183), pp. 135-153.

Wagner D., *The Poorhouse: America's Forgotten Institution*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.

Wahnich S., *L'impossible citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris, Éd. Albin Michel, 1997.

Wahnich S., “Terminer la Révolution française, en finir avec la révolution”, in *Écrire l'histoire*, 2015/15, pp. 139-147.

Wahnich S., “Résistance à l'oppression et devoir d'insurrection pendant la Révolution française”, in Jean-Claude Zancarini, *Le Droit de résistance. XIIIe-XXe siècle*, Lyon, ENS Editions, 2021, pp. 247-264.

Waldstreicher D., *Slavery's Constitution: From Revolution to Ratification*, New York, Hill and Wang, 2009.

Walters W., “Deportation, Expulsion, and the International Police of Aliens”, in *Citizenship Studies*, 2002/4.i, pp. 265-292.

Wanquet C., “Un Jacobin esclavagiste, Benoît Gouly”, in *Annales historiques de la Révolution française*, 1993 (n°293-294), pp. 445-468.

Wanquet C., *La France et la première abolition de l'esclavage: 1794-1804. Le cas des colonies*

orientales, Ile de France (Maurice) et la Réunion, Paris, Éditions Karthala, 1998.

Wanquet C., “Un réquisitoire contre l’abolition de l’esclavage: Les égarements du nigrophilisme de Louis Narcisse Baudry Deslozières (mars 1802)”, in Bénot Y., Dorigny M., (dir.), *Rétablissement de l’esclavage dans les colonies françaises. Aux origines de Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 29-51.

Wanquet C., “Le débat entre abolitionnistes et antiabolitionnistes en France de 1794 à 1802”, in Rochmann M.-C. (dir.), *Esclavage et abolitions. Mémoires et systèmes de représentation*, Paris, Karthala, 2003, pp. 233-255.

Waquet D., “Costumes et vêtements sous le Directoire: signes politiques ou effets de mode?”, in *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique*, 2015 (n°129), pp. 19-54.

Warner M., *The Letters of the Republic: Publication and the Public Sphere in Eighteenth-Century America*, Cambridge, Harvard University Press, 1990.

Weber R.E., *United States Diplomatic Codes & Ciphers 1775-1938*, London and New York, Routledge, 1979.

Weber S., “Transnational Fanatiques, Séducteurs and Cannibales: Narrating a Global Jacobin Conspiracy in the Conservative French Press (1790-1791)”, unpublished paper.

Weithman P., “Political Republicanism and Perfectionist Republicanism”, in *Review of Politics*, 2004/2 (n°66), pp. 285-312.

Werner M., Zimmermann B., “Penser l’histoire croisée: entre empire et réflexivité”, in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1 (n°58), pp. 7-36.

Whatmore R., “Dupont de Nemours et la politique révolutionnaire”, in *Revue Française d’Histoire des Idées Politiques*, 2004/2 (n°20), pp. 111-127.

Whatmore R., Young B., (dir.), *Palgrave advances in intellectual history*, New York, Palgrave Macmillan, 2006.

Whatmore R., Young B., *A Companion to Intellectual History*, Malden, John Wiley & Sons, 2016.

Whatmore R., *Terrorists, Anarchists, and Republicans. The Genevans and the Irish in time of Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 2019.

Whitaker A.P., “Louisiana in the Treaty of Basel”, in *The Journal of Modern History*, 1936/1 (n°7), pp. 1-36.

White A., *“A Flood of Impure Lava”: Saint-Domingue Refugees in the United States, 1791-*

1820, Dissertation, Columbia University, 2003.

White A., “The Politics of “French negroes” in the United States”, in *Historical Reflections / Réflexions Historiques*, 2003/1 (n°29), pp. 103-121.

White A., “The Saint-Dominguan Refugees and American Distinctiveness in the Early Years of the Haitian Revolution”, in Geggus D., Fiering N. (dir.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, pp. 248-260.

White A., *Encountering revolution. Haiti and the making of the early republic*, Baltimore, the John Hopkins University Press, 2010.

White S., *Somewhat More Independent. The End of Slavery in New York City, 1770-1810*, Athens and London, The University of Georgia Press, 1991.

Wien T., Vidal C., Frenette Y., *De Québec à l'Amérique française. Histoire et mémoire. Textes choisis du deuxième colloque de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs*, Saint-Nicolas (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 2006.

Wilder G., “«Impenser» l'histoire de France. Les études coloniales hors de la perspective de l'identité nationale”, in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, en ligne, 2005, n° 96-97.

Wilentz S., *No Property in Man: Slavery and Antislavery at the Nation's Founding*, Cambridge, Harvard University Press, 2018.

Williams E., *Capitalism and Slavery*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1944.

Willoughby C. D. E., “Running Away from Drapetomania: Samuel A. Cartwright, Medicine and Race in the Antebellum South”, in *The Journal of Southern History*, 2018/3 (n°84), pp. 579-614.

Winship G. P., “French newspapers in the United States from 1790 to 1800”, in *The Papers of the Bibliographical Society of America*, 1920/2 (n°14), pp. 82-91.

Woloc I., *Jacobin Legacy. The Democratic Movement Under the Directory*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

Wood G. S., “Rhetoric and Reality in the American Revolution”, in *The William and Mary Quarterly*, 1966/1 (n°23), pp. 3-32.

Wood G. S., *The creation of the American Republic 1776-1787*, Williamsburg, University of North Carolina Press, 1969.

Wood G. S., *The radicalism of the American Revolution*, New York, Vintage Books, 1993.

Wood G. S., *Empire of Liberty. A History of the Early Republic, 1789-1815*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Wrede M., Montègre G. (dir.), *Les Rome nouvelles de l'époque moderne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.

Wright C. E., *The Transformation of Charity in Postrevolutionarism, New England*, Boston, Northeastern University Press, 1992.

Wulf N., Rossignol M.-J., "Avant-propos. La Révolution américaine: sujet brûlant ou vieille querelle?", in *Transfa*, 2006 (n°2).

Young C., "Connecting the President and the People: Washington's neutrality, Genet's challenge and Hamilton's fight for public support", in *Journal of the Early Republic*, 2011/3 (n°31), pp. 435-466.

Yacou A., *L'émigration à Cuba des colons français de Saint-Domingue au cours de la Révolution*, thèse, Bourdeaux, 1975.

Yacou A., "L'expulsion des Français de Saint-Domingue réfugiés dans la région orientale de l'île de Cuba (1808-1810)", in *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, 1982 (n°39), pp. 49-64.

Yacou A., "La présence française dans la partie occidentale de l'île de Cuba au lendemain de la Révolution de Saint-Domingue", in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1987/2 (n°275), pp. 149-188.

Yuva A., "Les républicains de Thermidor, ou produire du nouveau sans «homme nouveau»", in *La Révolution française*, 2014 (n°6).

Zacek N.A., "Banes of Society and Gentlemen of Strong Natural Parts: Attacking and Defending West Indian Creole Masculinity", in Thomas A. Foster (dir.), *New Men: Manliness in Early America*, New York, New York University Press, 2011.

Zahniser M.R., *Charles Cotesworth Pinckney: Founding Father*, Chapel Hill, North Carolina Press, 2011 (prima edizione 1964).

Zaret D., "Petitions and the "Invention" of Public Opinion in the English Revolution", in *American Journal of Sociology*, 1996/6 (n°101), pp. 1497-1555.

Zaret D., "Petition-and-Response and Liminal Petitioning in Comparative/Historical Perspective", in *Social Science History*, 2019/3 (n°43), pp. 431-451.

Ziesche P., "Exporting American Revolutions. Gouverneur Morris, Thomas Jefferson, and the National Struggle for Universal Rights in Revolutionary France", in *Journal of the Early*

Republic, 2006/3 (n°26), pp. 419-447.

Ziesche P., *Cosmopolitan Patriots: Americans in Paris in the Age of Revolution*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2010.

Zitomersky J., “Race, esclavage et émancipation. La Louisiane créole à l’intersection des mondes français, antillais et américain”, in Rochmann M.-C. (dir.), *Esclavage et abolitions. Mémoires et systèmes de représentation*, Paris, Karthala, 2003, pp. 283-308.

Zuckerman M., “The color of Counterrevolution: Thomas Jefferson and the rebellion in San Domingo”, in Mannuci V., (dir.), *The Languages of Revolution*, Milano, Scotti, 1988.

Zuckert M. P., *Natural Rights and the New Republicanism*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1998.

Zunz O., *Philanthropy in America: A History*, Princeton, Princeton University Press, 2012.

Indice dei nomi

Adams J., 71, 92, 223, 360, 367, 370, 374, 408, 502-503, 671

Adet P.-A., 19, 72, 171, 231, 235, 356, 259, 260, 265, 343, 356, 371, 373-274, 414, 431, 515, 531, 670, 687, 716

Aiguier G., 75, 78

Ailhaud, J.-A., 28, 38, 95, 587

Alphonse, 412

Alliot Vauneuf P., 46, 48-50, 478-479, 484, 490, 522, 525, 529-531, 537-538, 540-541

Archambal, 49, 479, 539

Arnaud, 110

Aubert-Dabayez, 285

Avalle M.-A., 308-311, 388, 404, 420, 463, 489, 726

Bache B. F., 97, 171

Bacon de la Chevalerie, 140-141

Bailleul, 276

Bailly J. S., 187

Barbé-Marbois F., 128, 368, 384, 430, 477, 504, 662

Barbujani G., 441

Barère, 108, 250, 298, 380, 727

Barnave A., 140, 142, 145, 444, 596, 622, 626

Barras P., 181, 210, 344, 354, 432, 537, 579, 592, 654, 659

Barrault de Narcay, 175, 194-197, 200, 208, 582, 584, 604, 606-611, 615, 621,

623, 631-632

Barré de Saint-Venant J., 351, 392, 427, 484

Barthélemy, 264, 647

Batilliot Ainé, 145, 152-154, 172, 203, 399

Baudin, 347-348

Baudry des Lozières L. N., 137, 298, 416-417, 427, 430-431, 433-435, 460, 462, 478, 481-484, 497, 505, 507

Beaumetz, 223

Beauvais, 242, 275

Beleurgey C., 172

Belley, J.-B., 17, 103, 206

Benot Y., 235, 240, 243, 395

Benzaken J.-C., 166-167, 430

Berquin-Duvallon, P.-L., 32, 68, 89-90, 411n, 416-417, 426

Biancardini B., 297

Biassou, 39

Billecocq J.-B., 377

Bizouard, 223

Blad, 299

Blanchelande, 57, 568, 586, 599, 602-603, 619, 621, 629, 642

Blanckaert C., 442

Boisrond jeune, 298, 556

Boisson, Joseph, 103, 206

Boissy d'Anglas, 270-271, 276-279, 287, 299, 346, 348, 398

Bonaparte N., 18-19, 24, 40, 48, 169, 171, 238, 280-281, 294, 310, 329, 345, 360, 383, 385, 395, 414-418, 431, 444, 451, 469-478, 480, 502-509

Bonnet J.-E., 72, 360-361

Bonneville, 285

Bordas P., 332, 335-336, 338, 730

Borel, 44, 224

Bottu, 166.167, 477

Bourdieu P., 164

Bourdon de l'Oise F.L., 299, 321, 326, 329-332, 335, 351, 397, 403, 477

Bournonville, 371, 633

Bradford T., 172, 452

Bréard, 278-279, 576

Brissot, J. P., 26-28, 95, 101, 139-140, 145, 151-154, 174, 185, 203-205, 231, 363, 399, 428, 445, 454, 457, 462, 498, 567, 576, 596, 599, 602-603, 616-617, 620, 622, 626, 629, 633, 642, 662

Brothier, 298

Brulley J.-A., 162, 175, 193, 197-198, 202-203, 224, 231, 235, 241, 244, 249-251, 264, 280-281, 285-286, 302-303, 312-313, 392, 400, 407, 484, 543, 573-574, 578, 583, 586, 589-590, 593, 632, 641

Burling W., 60, 375

Cabot A., 96

Cadusch P., 58

Cambefort, 212, 219, 224, 226

Caradeaux J.-B., 38, 42-48, 88, 115, 137, 224

Carey M., 93n, 172

Carnot, 392

Castaing, 92, 373

Castillon, 241

Censer J., 165

Cesaire A., 296

Charlin F., 346, 398

Chartier R., 164-165

Chas J., 360

Chastenet-Destere G., 137, 306

Chaudron S., 172

Childs F., 30, 190

Choiseul, 57

Cholet, 335

Chotard Aîné P.-L., 45, 175, 192, 194-198, 200, 254, 259-262, 265, 298, 300-303, 334, 351, 363, 366, 375-376, 458, 475, 480, 484, 543, 579, 582, 584, 604, 606, 609, 610, 611, 615, 617-618, 621, 623, 631-633, 647, 680

Clarkson M., 67, 196

Claussion L. J., 159, 175, 192, 194-198, 201, 220-222, 224, 235, 241, 254, 259, 301-303, 480, 484, 543, 577, 584, 590, 593, 604, 606, 608, 609, 610, 611, 615, 623, 631-632, 635, 641

Clavel M.-L., 173-174

Clavière É., 140, 418, 596-597, 626-627

Cocherel (de) N. R., 139-141
 Cole de Mountflorencia J., 377
 Colombo C., 125
 Conte di Provenza, 213, 217
 Corneille, 131, 160
 Coste J.-P., 75
 Cougnac-Mayon, 224
 Coupé de l'Oise, 331, 620
 Couré jeune, 313
 Courty J. B., 159
 Coustard, 218-219
 Couteaux A.C.P., 344
 Couturier de Saint-Clare, 313
 Covo M., 96, 293, 320, 413
 Creuzé-Pascal, 299
 Cutting N., 60
 Dabray, 241
 Dacher M., 182
 Dalmas A., 37
 Danton G.J., 228-230, 402
 Darnton R., 163
 Daubonneau R.-A., 175, 241, 254, 259, 301-303, 351, 377, 407, 458, 480, 484, 543, 617-618, 635, 641, 647, 731
 Daugy, 162, 197, 543, 557, 583, 589
 Daunou P., 272, 350
 Daveaux La Roche, 223
 Debien G., 16, 30, 32, 57, 133
 Debordes (o De Bordes) J.M., 123, 280-288, 392-393, 449-451, 463-464, 684-687,
 De Bouillé (marquis), 218
 De Buc, 214
 Defermont des Chapelières J., 272-276
 De Grasse (conte), 160-161
 De Grasse sœur, 160-161
 Delafond J., 172
 Delahaye de Launay P. G., 327
 Delaire J., 75-78, 177, 223-224, 303, 351, 737
 Delpech O., 49, 570-573, 579, 589
 De Mangourit M.-A.-B., 44-45, 75-79, 90-91, 106, 177, 219, 266, 373, 413, 663
 De Paroy, 308
 De Pradt M., 415-418, 422
 Desaussure, 77
 Desroches, 194, 574, 589-590
 Desparbès comte de Lussan, 38-39
 Dessalines, 19, 41, 414, 507
 Desverneys F., 75
 Dodsey R., 281
 Doron C.-O., 443
 Dougé, 141
 Doucet de Pontécoulant L.-G., 348-350, 656-657

Dubois L., 296

Ducher G.J.A., 107-108, 368, 372

Dufay L. P., 103, 110, 191, 206, 229, 230-231, 247, 254, 275-278, 284, 317, 398, 488, 556, 581

Dumolard J. V., 299, 325, 348, 739

Dumontellier, 194

Dundas H., 214, 232

Duny, C.-D., 191-194, 198, 205, 235, 241, 267, 285, 287-288, 302-303, 392, 480, 484, 543, 557, 573-574, 589-590, 593, 635, 641-642, 707, 731

Duplaine C.A., 72

Duponceau P., 70-71

Du Pont de Nemours S., 45

Du Pont de Nemours V., 45

Durand, J.-B.-L., 358, 410-411

Du Rumaïne J. L., 156

Dutrone de la Couture J.- F., 250-251, 280, 289, 392, 445, 447-448, 739-740

Duval A., 181

Edwards B., 420-421

Egron P., 176

Ehrard J., 442-443

Emery, 285

Eschasseriaux J., 335-338, 397, 399, 401, 404, 406, 487

Estaing, 122, 262

Fauchet J., 19, 65, 83, 227, 266, 377-378, 414, 515, 665-670

Faulkner W., 84-85

Fellowes N., 281

Féraud, 270

Fisher A., 81

Fitzsimmons T., 314-315

Foäche S., 139

Fondeviolle de J. P., 192-198, 241, 392, 483-484, 543, 573-575, 590, 635

Fontanges, M.M., 218-219

Fontenille (marchese di), 214

Forestier, 194

Forfait P.-A.-L., 431, 477-478, 482-487, 490, 513, 525

Foucault M., 164

Fouchard J., 296

Fouché, 241

Franklin B., 97, 166, 171, 359, 552

Fréron, 285

Frostin C., 57, 121-124, 212-213

Furet F., 163

Gainot B., 166, 296, 338, 394, 411, 484

Galbaud T.F., 39-40, 100-102, 106, 108, 131, 160, 245, 279, 572, 613, 616-618

Gallifet, 37, 139

Garnot P.-N., 103, 110, 206

Garrigus, John,

Garran de Coulon, Jean Philippe,

Gatereau L.F.R.A., 38, 167, 171-175, 179, 181, 197, 219, 304, 381, 428

Gautier F., 120, 160, 427, 430-433, 458, 483, 493

Geggus D. P., 57, 124-125, 167

Genet E. C., 19, 23, 26-30, 33, 44, 56, 63, 65, 69, 72-77, 80-83, 95-113, 131, 161-162, 171, 174-177, 182, 196-197, 206-208, 222, 227-231, 233, 257, 259, 265-266, 314-315, 340, 363, 372-373, 376, 400, 413-414, 441, 515, 572-576, 579, 581, 584, 589, 594-672

Genovese E., 296

Gérard J.-B., 139-141, 164

Gerry, 367

Ginguené, 181

Girard P., 48, 60, 70-71, 83-88, 115, 136, 145, 159, 196

Giraud M.A., 291, 347, 656

Glitch R., 141

Godard, 88

Godechot J., 9, 11, 163, 358

Gouly B., 198, 250-254, 270, 276, 278, 280, 285-286, 289, 322, 447-449, 485

Gouy d'Arsy L.H.M., 139-141, 189

Granville Sharp, 405, 421

Greene Jack P., 158

Greenleaf T., 171

Grégoire H.A., 241

Grenville (Lord) W., 214, 257

Guillaume le disputeur (v. Dutrone de la Couture),

Guillois M. F., 240, 243, 248

Guyomard, 241

Habermas J., 163

Nancrède, 175

Hamilton A., 45, 61-62, 80, 95, 99, 170, 177, 196, 226, 257-258, 280-281, 367, 375,

Hammond, 223-227

Hanus de Jumécourt, 219,

Hauterive, 104, 371, 417

Hédouville G., 524-525

Hellot, 351

Hobbes T., 199

Huger J., 77

Hugues V., 193, 195, 231-232, 475, 573-574, 589

Izoard, 299, 346-348

Jansen J.C., 54

Jay J., 54, 177, 238-239, 255-260, 265, 289, 357, 360, 367, 669

Jefferson T., 49, 50, 62, 73, 79-80, 84, 92, 96, 98-99, 101-102, 106, 151, 196, 226, 258, 281, 359-360, 370, 375-376, 408, 429-430, 435, 451, 481, 502-503, 510, 665, 671-672

Knox H., 61

Lachaise, 92, 110, 373

Lacretelle C., 181

Lafayette, 122, 660
 La Harpe F., 181
 La Luzerne de, 141, 368, 596, 626, 662
 Lameth Frères, 229
 Lanjuinais J.-D., 272, 274
 Lanthenas, 241
 Larchevesque Thibaud J.B.G, 115, 133, 139-141, 146, 162, 175, 193, 197-198, 223-231, 235, 241, 247, 285-286, 394, 473, 489, 493-494, 543, 573-574, 578, 583, 589, 590, 593, 632, 635, 641
 La Révellière-Lepeaux L.-M., 181, 274
 La Rochefoucault-Liancourt, 64
 Laurens, J.-J. (dit Ainé), 302
 Laval J., 71
 Laveaux, 291-293, 298, 300-301, 337-338, 388, 397-398, 405-407
 Lavergne, 162, 193, 197, 573-578, 583, 589, 639
 LeBlanc P., 241, 291, 649, 656, 665, 666, 670, 672
 Leborgne C.-P.-J., 291
 Le Breton de Villedary B.-T., 44, 134, 137, 192, 194, 198, 543, 573, 575
 Leclerc C., 7, 24, 33, 36, 41, 48, 116, 169, 238, 281, 296, 345, 394, 412, 417, 464, 471-474, 479-481, 499, 505-507
 Lecointe-Puyraveau, 241-244, 322-326, 335
 Lecomte, 275-276
 Legal G., 457-469
 LeGrand, 198, 235
 Lenoir-Laroche J.-J., 365, 749
 Le Normand, 102, 134, 392
 Lescallier D., 48, 477
 Liebnitz G.W., 184
 Limochel, 305-306, 458
 Logan G., 72
 Loppinot, 224
 Louverture T., 41, 153, 209, 227, 242, 274-275, 291-294, 296, 300, 337, 344-345, 355, 374, 383, 388, 393, 398, 407-408, 412, 465, 475, 478-479, 485-486, 501-502, 505-507, 524, 525-527, 529
 Luby P., 75-76
 Luigi XIV, 52, 74
 Luigi XVI, 38, 98, 121, 212-213, 217, 221
 Machiavelli, Niccolò 359
 Madison J., 80-81, 99, 177, 281, 295, 682
 Magallon de, 141
 Mahy de Corméré G.-F., 40, 118, 146, 209, 212, 219, 223-227
 Mailhe, 272-273
 Maitland, 407-408
 Mallet du Pan, 215, 380, 384
 Malouet P.V., 14, 118, 159, 209-218, 223-224, 229, 232, 262, 299, 324, 380-400, 415-416, 483
 Mangourit M.-A., 44-45, 75-79, 90-91, 106, 177, 219, 266, 373, 413, 514, 663

Marat, 370, 382, 668, 672
 Marec, 241, 350
 Marmé de, 141
 Marshall J., 367
 Martin V., 96
 Maruschke M., 64, 94, 266
 Matthewson T., 58, 60, 408
 Mauduit, 142-145
 Maupin, 162
 Maydieu, 175
 Mazade, 241
 Mazzei F., 376
 McClellan J.E., 130-131
 McNelis O'Keefe J., 56
 Meadows D., 16, 29-30, 34, 45-47, 114-115, 120-134
 Menouet, 322
 Mercier L.-S., 184
 Merlin de Douai P.-A., 266, 376, 668, 682
 Merlino, 241
 Menou, 270
 Mifflin, 92
 Miller H., 157
 Millet T., 42, 49, 102, 146, 159, 162, 175, 192, 194, 198, 231, 235, 241, 285-286, 302, 392-393, 399, 401-406, 420, 458, 463-464, 480, 487-488, 494-496, 543, 568, 577, 590, 593, 617-618, 635, 641
 Mills B., 429
 Mills J.-B., 103, 206
 Mintz S., 127
 Monge G., 39
 Monroe J., 258, 667-671
 Montalembert, 224
 Montbrun, 300, 707
 Montesquieu, 163, 365, 475, 491, 688-689, 777
 Montmorin, 58, 61, 514
 Moreau de Saint-Mery M.L.É., 44, 63-64, 122, 128, 146-149, 159, 172, 175, 196, 220, 223, 262, 281, 356-357, 416, 427, 444, 462, 478, 481-484
 Moultrie W., 74-79, 90, 92
 Mozard, 128, 172
 Munier, 175
 Necker J., 223
 Neuville M. J., 452, 456-457, 462, 495
 Oellers J., 191-193, 204
 Ogé V., 86, 122, 245,
 O'Gorman, 141
 Osborne I., 281, 312
 Osgood S., 67
 O'Shiell B., 427-435, 451-457, 508-511
 Otto L.-G., 367-377
 Page P. F., 49, 162, 175, 193, 196-198, 222, 231, 235, 241, 245-246, 249-250, 251, 302, 423-425, 536, 543, 573-578,

583, 586, 589-590, 593, 632, 635, 641

Paine T., 368, 380, 672

Palisot de Beauvois, 61, 753

Palmer R., 9, 11, 296, 358

Panckoucke C.-J., 178, 411, 426

Papa Cesar, 104

Papa Jacqueot, 104

Papa Pierrot, 104

Parent P., 142, 174-175, 179, 181-182, 186, 191, 193, 196, 281, 298, 301, 303, 428, 455, 509-510, 721, 734, 747, 755

Parisot C., 171-172, 175, 179, 181, 193, 269, 271, 325-326, 343, 365, 372, 409, 480, 648

Parran, 194

Pastoret E., 295, 378-379

Patterson W., 8, 68

Payan de Boisneuf, 62, 518, 520

Pelet de la Lozère J., 269

Penman E., 77-78

Perkins J., 60

Perkins S., 60

Perrée de Granville (dit Duhamel) P.-N., 405-406, 421

Perrigny de, 139

Petigniaux, 298

Peynier, 214, 726

Pierce, J. J., 190

Pickering, Mr., 356-357, 377

Pillet J.-P., 32

Pinckney C., 56-62, 77, 367, 371, 377-378

Pitcairn J., 377

Pitt W., 213, 219, 225, 257, 257, 592, 597, 627, 678

Poujet, 223

Polony J. L., 58-61

Polverel E., 13, 15, 23, 26-28, 38-39, 44, 72, 76-78, 91, 95, 100-101, 105, 115, 146, 159, 197, 206-207, 219, 223, 227, 231-233, 238, 241, 243-248, 250, 253, 288, 291, 301-302, 308, 319, 321-322, 356, 363, 372-373, 422, 448, 476, 484, 539, 556, 557, 567-568, 570-573, 576, 579, 582, 584, 587-589, 591, 594, 596-598, 601-602, 604, 616-619, 621, 623-624, 626-632-644

Poncignon J.-P., 57, 519, 520

Popkin J., 96, 102, 164-167, 240, 250, 276, 297, 430

Portalis J.-E.M., 384

Poultier F.-M., 181

Rabotteau, 162, 193, 223, 543, 557, 573-574, 589

Rallier L. A.-E., 153-154, 267, 322, 332, 336-337, 350, 393, 477, 565

Randolph E., 81, 83, 669

Ramsey D., 77

Raymond J., 122, 155, 656

Raynal G.-T., 435, 690

Réchin, 103

Régent F., 444	Serres J.-J., 198, 250, 275-278, 286, 322
Regnier J., 209-210, 214	Sieyès, 412
Renault, 195	Simonot, 194
Rewbell J.-F., 181, 323, 371, 653, 677	Smith, 80
Rigaud A., 122, 209, 227, 242, 274-275, 292, 344, 355, 393, 475-476, 502, 507, 686, 695	Sonthonax L.-F., 13, 15, 23, 26-28, 38-40, 44, 72, 76-78, 91, 95, 100-101, 103-105, 115, 146, 159, 197, 206-207, 219, 223, 227, 231-233, 237-238, 240-250, 253, 284, 287-288, 291-293, 297, 298, 300-302, 308, 319, 321-322, 327, 352, 356, 363, 372-374, 376, 388, 397, 400, 422, 448, 476-477, 484, 489.
Rivardi J. J. U., 159	Souchère Riviere, 162
Rochambeau, D. V., 7, 19, 41, 122, 291, 417, 434, 471-472, 474, 480, 505, 507, 638	Sterrett S., 68
Rochejaquelein (Marquis de la), 211	St. George Tucker, 87, 295, 430
Roederer P.-L., 287, 406, 502	Sutpen T., 84
Romberg H., 46	Taillevis (de) C. L., 139
Roume P., 291, 486, 644	Tallyerand C.-M., 191, 344, 354, 406, 414, 418, 502-503, 513-514, 666
Rousseau, J.-J., 163, 199, 274,	Talon, 223
Rousseau, 350	Tanguy de la Boissière C.-C., 25-28, 31, 51, 53, 102, 108, 117, 170-172, 174, 176, 179, 181, 184-185, 187, 193-195, 265, 268, 356-357, 361-362, 427-428, 454-458, 480, 509, 571, 595, 625
Roustan J. C., 58, 60-61	Tarbé C. L. H., 285-286, 297-298, 326n, 351
Rusin, 235	Tarin, 193-194, 589
Rutledge E., 77	Ternant J.-B., 57-58, 60-62, 71-72, 80, 96, 515, 662
Saint-Pierre, 435, 690	Théremine C., 380
Sauvage A., 83	Thibaudeau A.-C., 241, 473
Saward M., 162	Thiburon, 227
Sebastiani S., 442-443	
Schaub, J.-F., 443	
Scott Gustavus, 68	
Ségur aîné L.-P., 377-378	
Senac J., 196, 543, 635	

Thiebault, 285

Thompson A., 78

Todorov T., 441

Tomassin, 298

Valentin de Cullion, 7, 142, 203, 399, 410-412, 427, 430, 434-439, 444, 449, 458, 460, 497-499, 501-502, 688, 735-736

Van Rumbyeke B., 52

Venault de Charmilly P.-F., 209, 212-214, 217-219, 222, 224-225, 381, 420-421

Verneuil, 193, 241, 302, 392, 543, 573-574, 589-590, 593, 635, 641

Vesey J., 77

Viau de Thébaudières P. A. F., 139

Vidal C., 444

Vienot de Vaublanc V.-M., 286, 297-300, 326-329, 332, 343-344, 351-352, 354, 384-385, 397-398, 451, 477

Villaret de Joyeuse L.T., 326n-328, 351, 254, 392n, 397, 403, 478

Villatte C., 242, 274-275, 291-292, 300

Virey, J.-J., 437, 439, 455, 466

Voltaire, 163, 689

Wadstrøm, C.-B., 418, 421

Wanquet C., 296

Washington G., 28, 56-58, 60-62, 78-80, 86-87, 95, 99-100, 119, 123, 160, 170, 177, 257, 280, 357n, 360n, 386, 520, 552-554, 663, 666-670, 672

Waters Griffith T., 377

White A., 16, 54

Whitelocke, 219

Williamson A., 209, 218-219, 224-205

Zaret D., 157